



B 7
2
122

BIBLIOTECA NAZIONALE
CENTRALE - FIRENZE

R. BIBLIOTECA NAZIONALE CENTRALE
FIRENZE

LIBRI

DONATI DAL

DOTTOR ANNIBALE GIULIONI

GIURISTA

Nato a Firenze il 7 Febbraio 1807
e morto il 1° Dicembre 1895 in Firenze.

16 Maggio 1896

D. 7. 2. 16

Bibliothèque

de l'Avocat.

LES LOIS

DE

LA PROCÉDURE

CIVILE.

III.



IMPRIMERIE DE C. J. DE MAT,
RUE DE LA BATTERIE.

LES LOIS
DE
LA PROCÉDURE
CIVILE,

OUVRAGE DANS LEQUEL L'AUTEUR A REFONDU SON ANALYSE RAISONNÉE,
SON TRAITÉ, ET SES QUESTIONS SUR LA PROCÉDURE,

PAR G.-L.-J. CARRÉ,

PROFESSEUR EN LA FACULTÉ DE DROIT DE BRUXELLES.

CINQUIÈME ÉDITION,

AUGMENTÉE, DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES RENDUES SUR LA PROCÉDURE CIVILE,
ET DE NOTICES DE JURISPRUDENCE DES DIFFÉRENTES COURS SUPÉRIEURES DE
JUSTICE DU ROYAUME DE BELGIQUE;

FAISANT SUITE AUX LOIS DE L'ORGANISATION ET DE LA COMPÉTENCE DES JURIDICTIONS CIVILES,
DU MÊME AUTEUR.

TOME TROISIÈME.



BRUXELLES,

V° P. J. DE MAT, A LA LIBRAIRIE NATIONALE ET ÉTRANGÈRE,
RUE DE LA BATTERIE, N° 169.

—
1833.

. 3. 8. 7. 2. 122.

LES LOIS

DE

LA PROCÉDURE CIVILE.

SUITE DE LA PREMIÈRE PARTIE.

PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX.

SUITE DU LIVRE V.

DE L'EXÉCUTION DES JUGEMENS.

TITRE XIII.

Des Incidens sur la poursuite de saisie immobilière.

Les poursuites de la saisie immobilière forment entre le saisissant, les créanciers inscrits et la partie saisie, une véritable instance qui, comme toute autre, peut être entravée par des incidens, c'est-à-dire par des contestations qui surviendraient durant son cours. — (*Voy. t. I, pag. 262.*)

Le législateur, afin de prévenir les difficultés, d'en diminuer le nombre, d'en accélérer la décision, règle le temps et la manière d'élever ces incidens, la forme suivant laquelle ils seront instruits et jugés, et enfin comment et dans quel délai l'appel du jugement devra être interjeté. Tel est en général l'objet des dispositions du titre 13.

Elles forment autant de dérogations aux règles générales des incidens ordinaires, et doivent être interprétées et appliquées dans l'esprit qui les a dictées, de manière à faire cesser, le plus promptement possible, tout obstacle qui s'opposerait à la continuation des poursuites.

Ces dispositions contiennent deux règles générales communes à tous les incidens : 1° ils doivent être instruits et jugés sommairement, et sans essai préalable de conciliation (718); 2° il y a suris à l'adjudication définitive jusqu'à ce qu'ils soient terminés par décision en dernier

ressort, ou passés en force de chose jugée (732).

Les autres dispositions concernent en particulier les incidens suivans :

1°. *Joction de plusieurs saisies en une seule*, afin de vendre, conjointement et sur les mêmes poursuites, soit des biens différens saisis sur le même propriétaire et dans un même arrondissement, soit des biens ajoutés à une première saisie par un second saisissant. — (719 et 720.)

2°. *Subrogation aux poursuites de la saisie*, en faveur d'un second saisissant, lorsque le premier, par collusion, fraude ou négligence, ne continue pas celles qu'il a commencées. — (721—724.)

3°. *L'appel du jugement qui sert de titre à la saisie*, autrement, pour l'exécution duquel elle a été apposée. — (726.)

4°. *Demandes afin de distraction*, qui comprennent, malgré le silence du Code, non-seulement les demandes en distraction *proprement dites*, c'est-à-dire les revendications de la part des tiers de la totalité ou de quelques parties de l'immeuble saisi, mais encore celles *afin de charge* ou en réclamations de droits réels que des tiers auraient à exercer sur ce même immeuble. — (727—730.)

5°. *Demandes en nullité des poursuites*, sur lesquelles on doit distinguer entre les nullités des actes antérieurs à l'adjudication provisoire, les dernières ne pouvant être proposées, d'après l'art. 735, modifié par décret du 2 février 1811, que quarante jours au moins avant l'adjudication

définitivo, et doivent être jugées trente au plus tard avant qu'on y procède. — (733—736.)

6°. *Folle enchère*, autrement nouvelle adjudication de l'immeuble, aux risques de l'adjudicataire qui n'a pas satisfait aux obligations que ce titre lui impose, et qui par conséquent devient responsable de la différence entre le prix de son adjudication et celui de la nouvelle vente. — (737—745.)

7°. *Conversion de la saisie en vente volontaire*, lorsque les intéressés sont tous majeurs et maîtres de leurs droits, ou qu'il y a pour le mineur autorisation du conseil de famille. — (747—748.)

ART. 718. Toute contestation incidente à une poursuite de saisie immobilière sera jugée sommairement dans les cours et dans les tribunaux; les demandes ne seront pas précédées de citation au bureau de conciliation (1).

Loi du 11 brum. an 7, art. 37.—C. de P., art. 337, 405, 718, 733 et 735.

DI. La loi commence par établir comme règle commune à tous les incidents qu'ils doivent être jugés *sommairement*, ce qui ne signifie autre chose, si ce n'est qu'on ne peut ordonner d'instruction par écrit, et non pas que ces contestations seront instruites comme *matières sommaires*, sans écritures avant les plaidoiries. En effet, les art. 117, 119, 123, 124, et 125 du tarif, après avoir dit que plusieurs de ces incidents seront formés par requête, permettent d'y défendre par des écritures.

2412. Cette forme d'élever et de juger les incidents n'est-elle applicable qu'à ceux qui sont prévus par le tit. 13?

Elle est, comme nous l'avons dit au commentaire ci-dessus, commune à toute contestation incidente à une poursuite de saisie immobilière, puisque l'art. 718 ne borne point l'application de sa disposition à celles qui sont prévues par les articles suivants. — (Voy. arrêt de la Cour de Bruxelles, du 18 janvier 1808, *Jurisp. sur la procédure*, tom. 2, pag. 373; *Déc. not. de Bruxelles*, tom. 13, pag. 92.) (2)

(1) JURISPRUDENCE.

1°. Lors même qu'il n'existe encore que le commandement préalable à la saisie, le tribunal de la situation des biens hypothéqués peut seul connaître de la validité des offres réelles faites par le débiteur, au domicile élu par le commandement : dès lors, on ne doit considérer ni le domicile du créancier, ni celui du débiteur. — (Cassat., 10 déc. 1807, *Sirey*, tom. 8, pag. 94.)

2°. L'art. 250 reçoit son application en saisie immobilière, et par conséquent, une inscription en faux incident n'oblige pas de surseoir à l'adjudication. — (Cassat., 1^{er} déc. 1813, *Sirey*, tom. 14 pag. 80; tom. 1, pag. 619, *Jurisp.*, 2°. *Dalloz*, tom. 24, pag. 384.)

(2) Néanmoins nous observerons, avec M. Demian Grouillat, pag. 453, qu'il est certaines contestations que l'on pourrait se dispenser d'introduire par re-

2413. *Les demandes en nullité de saisie immobilière sont-elles exceptées des dispositions d'après lesquelles les incidents doivent être signifiés à avoué?*

On disait pour l'affirmative, devant la Cour de Bruxelles, que l'instance ne s'engage, en matière de saisie réelle, qu'à l'audience où doit se faire l'adjudication provisoire; qu'en conséquence, une demande en nullité formée auparavant est introductive d'une instance sur cette nullité, et pouvait être, par cette raison, formée à personne ou domicile.

Mais en citait, pour le négatif, les art. 337 et 718 du Code, et ceux du tarif ci-dessus notés (voy. le comment.), qui, tant en matière ordinaire qu'en saisie réelle, reconnaissent que les incidents doivent être signifiés à avoués. On citait surtout l'art. 124 du tarif, qui taxe la requête d'avoué pour les demandes dont il s'agit.

Ces moyens ont prévalu, et par l'arrêt déjà cité sur la question précédente, la Cour de Bruxelles a pensé que dès qu'il y avait constitution d'avoué juridiquement connue (art. 675), la loi n'ayant fait aucune exception pour les demandes en nullité de saisie, c'était au domicile de l'avoué du saisissant que les significations de ces demandes devaient être faites. — (Voy. les questions 1266, 1268 et le comment. de l'article 337, *celles traitées sur l'art. 733*.)

ART. 719. Si deux saisissants ont fait enregistrer deux saisies de biens différents, poursuivies dans le même tribunal, elles seront réunies sur la requête de la partie la plus diligente, et seront continuées par le premier saisissant : la jonction sera ordonnée, encore que l'une des saisies soit plus ample que l'autre, mais elle ne pourra, en aucun cas, être demandée après la mise de l'enchère au greffe. En cas de concurrence,

quête; telles sont celles qui peuvent s'élever entre le saisissant et le saisi, ou quelqu'un des créanciers, sur la radiation des charges et conditions de la vente; il suffirait alors que l'avoué de la partie qui contesterait, écrivit son dire sur le cahier des charges. L'avoué adverse consentirait ou contesterait par un dire qu'il écrivait et signerait également, et le tribunal prononcerait lors de la publication à l'audience.

A l'appui de cette proposition, nous rappelons l'explication donnée sur l'art. 718, par l'orateur du Gouvernement; « la théorie de la vente forcée, dit-il (édit. de F. Didot, pag. 215), serait incomplète, si l'on n'avait pas prévu les incidents que cette poursuite voit naître ordinairement, et si l'on n'avait pas établi des règles particulières pour faire prononcer promptement sur ces incidents. » Il ajoute plus bas : « On commence par établir une règle commune à tous les incidents. »

Ces mots, *ordinairement et règle commune*, prouvent que l'on a prévu non tous les incidents, mais les plus fréquents, et que la règle générale, posée par l'art. 718, s'applique à tous ceux qui peuvent survenir.

la poursuite appartiendra à l'avoué porteur du titre le plus ancien; et si les titres sont de même date, à l'avoué le plus ancien.

T. 117.—Édit de 1680, art. 11.—C. de P., art. 673, 677, 680, 697.

DII. Cet article et ceux qui le suivent, jusqu'à l'art. 724, règlent tout ce qui concerne les contestations qui peuvent s'élever entre deux saisissans qui se disputent une poursuite ou qui demandent une subrogation. Ces contestations engendraient autrefois des frais immenses et faisaient perdre un temps considérable; les intérêts finissaient le plus ordinairement par s'accorder, et les frais de l'incident étaient presque toujours payés par privilège. On verra, par les articles qui concernent ces contestations, qu'elles ont été appréciées à leur importance; que de simples actes remplaçant de longues procédures, et qu'un prompt jugement termine tous les débats.

2414. *La demande en jonction de deux saisies est-elle facultative?*

Il est évident que cette demande n'est pas indispensable, puisque l'article fixe une époque après laquelle cette réunion de saisies ne peut plus être demandée. (Voy. *Thomines Demasuries*, pag. 266; *Hautefeuille*, pag. 388 et 389, et *Demieu Crouilhac*, pag. 434.) Mais il ne faut pas conclure de ce que le demande dont nous parlons est facultative, que le tribunal, à l'effet d'éviter les frais, ne puisse ordonner d'office la jonction des saisies. — (Voy. *Lepage*, *Traité des saisies*, tom. 2, pag. 163.)

2415. *A qui appartient la faculté de former la demande en jonction?*

Elle appartient à toute partie intéressée; conséquemment au saisi, aux saisissans, aux créanciers même cédulaires, dit M. Demieu Crouilhac, *ubi supra*, parce qu'ils ont intérêt à diminuer les frais de saisie, attendu qu'ils viendraient en distribution des sommes excédant celles dues aux hypothécaires, et qu'ils peuvent d'ailleurs exercer tous les droits de leur débiteur. — (V. *Codé civ.*, art. 1166.)

Pour cela, ils n'auraient qu'à former opposition en prix de la vente; ce qui leur donne le droit de surveiller la saisie, et, par une suite nécessaire, la faculté de demander la jonction.

2416. *Comment se forme la demande en jonction? Comment est-elle répondue et jugée?*

Cette demande se forme, en conformité de l'art. 117 du tarif, par requête grosse, signifiée d'avoué à avoué; on y répond de même, et l'incident se juge sur plaidoirie à la suite d'un simple avenir.

2417. *Qu'entend-on par la mise de l'enchère au cahier, après laquelle la demande en jonction ne peut plus être formée?*

La mise de l'enchère au greffe signifie la même chose que la mise au dépôt au greffe du cahier des charges. On a dit mise de l'enchère, parce

que, suivant l'art. 697, le cahier des charges doit contenir une mise à prix, qui est l'enchère pour laquelle le saisissant demeure adjudicataire, s'il ne se présente pas d'autre enchérisseur.

2418. *Est-il indifférent, pour que l'on ne puisse former la demande en jonction, que ce soit l'enchère concernant la première ou la seconde saisie qui ait été mise au greffe?*

Autrement, pour qu'il ne soit plus permis de demander la jonction, faut-il que, soit le cahier des charges de la première saisie, soit celui de la seconde, ait été déposé au greffe?

M. Lepage, dans ses Questions, pag. 478, et dans son Traité des saisies, pag. 165, paraîtrait penser qu'il ne s'agit, dans l'art. 719, que du dépôt au greffe du cahier des charges de l'immeuble saisi le premier; mais, à notre avis, il est évident que le loi entend parler tant de la première que de la seconde saisie, puisqu'elle ne fait aucune distinction: d'où il suit que si l'un des saisissans a fait le dépôt de son cahier des charges, personne ne peut demander la jonction des saisies contre celui qui a fait ce dépôt; chacun des deux saisissans poursuit alors séparément sur la saisie qu'il a faite. — (Voy. *Pigeau*, tom. 2, pag. 153; *Delaporte*, tom. 2, pag. 320, et *Hautefeuille*, pag. 389.)

2419. *Si l'une des saisies comportait une quantité suffisante de biens pour acquitter toutes les créances en principal, intérêts et frais, le tribunal pourrait-il surseoir à l'une des poursuites?*

Cette question est décidée pour l'affirmative par M. Hautefeuille, *ubi supra*. La justice, dit-il, exige ce surseoir, afin de ne point consommer inutilement en frais le partie saisi. Nous sommes d'autant plus porté à adopter cette opinion, qu'elle nous paraît fondée sur une juste analogie, sur les dispositions de l'art. 622, relative à la vente par suite de saisie immobilière.

2420. *Quel est celui des saisissans auquel appartient, comme saisissant, la poursuite des saisies jointes, et que doit fuire le poursuivant si les deux saisies réunies ne sont pas au même état?*

C'est à celui dont la saisie a été la première transcrite au bureau des hypothèques, ou, en cas de concurrence, c'est-à-dire, si les saisies avaient été transcrites le même jour, celui dont le titre est le plus ancien, etc.

Dans le cas où les deux saisies réunies ne seraient pas au même état, le poursuivant surseoirait les poursuites de la plus avancée pour amener l'autre au même point, et ensuite les conduire par une seule procédure. — (Voy. *Questions de Lepage*, *ubi supra*.)

ART. 720. Si une seconde saisie présentée à l'enregistrement est plus ample que la première, elle sera enregistrée pour les objets non compris en la première saisie, et le second saisissant sera

tenu de dénoncer sa saisie au premier saisissant, qui poursuivra sur les deux, si elles sont au même état, sinon, sur-scira à la première, et suivra sur la deuxième jusqu'à ce qu'elle soit au même degré; et alors elles seront réunies en une seule poursuite, qui sera portée devant le tribunal de la première saisie (1).

T. 115.—C. de P., art. 677, 680, 694, 721 et suiv.

2421. *Dans l'espèce de l'art. 720, la jonction est-elle nécessaire, autrement forcée, de telle sorte qu'elle ne doive pas être demandée ?*

Oui, car les termes de l'article sont impératifs, à la différence de ceux de l'art. 719. (Foy. *Thomines Desmasures*, pag. 267.) Aussi n'a-t-on pas besoin de faire ordonner cette jonction; il suffit que la seconde saisie ait été dénoncée, pour constituer le premier saisissant en demeure de poursuivre sur le tout.

Cependant M. Hautefeuille, pag. 390, dit que si les avoués portaient l'inconvénient au tribunal, il interviendrait un jugement de jonction. Mais nous regarderions comme frustratoires les frais auxquels donnerait lieu la poursuite de ce jugement, et nous pensons que le tribunal déclarerait non recevable celui qui aurait poursuivi l'audience.

Ce n'est que dans le cas où, sur la dénonciation de la seconde saisie, l'avoué du premier saisissant se refuserait à faire les poursuites auxquelles la loi l'assujettit, qu'il deviendrait nécessaire de poursuivre l'audience; mais ce ne serait pas pour faire ordonner la jonction, puisqu'elle est de droit; ce serait pour faire prononcer la subrogation, conformément à l'art. 721.—(Foy. *Demiau Crouilhac*, pag. 455.)

1422. *La jonction des saisies a-t-elle lieu sans distinction, dans tous les cas où il existe deux saisies dont l'une est plus ample que l'autre ?*

Elle ne peut avoir lieu, d'après la loi du 14 novembre 1808, et l'art. 2210 du Code civil, qu'autant que les biens compris dans chaque saisie sont situés dans le même arrondissement, ou que l'état dans un arrondissement différent, ils forment une dépendance de l'immeuble principal sur lequel frappe la première saisie. — (Foy. *Tarrible*, au mot *saisie immobilière*, pag. 667.)

1423. *Y aurait-il lieu à la réunion, dans l'espèce du même article 720, si la seconde saisie était faite après la mise de l'enchère au greffe ?*

M. Pigeau, tom. 2, pag. 151, argumentant de l'art. 719, répond négativement cette question, attendu qu'en cette circonstance presque tous les frais de la poursuite sur la première

saisie étant faits, et les mêmes frais devant avoir lieu sur la seconde, le motif d'économie qui a fait établir la réunion des saisies ne subsisterait plus.

M. Lepage, dans ses Questions, pag. 480, et au Traité des saisies, tom. 2, pag. 168, et M. Delaporte, tom. 2, pag. 321, sont d'un avis contraire. Le premier se fonde sur ce que les deux articles disposent relativement à deux cas différents, d'où il conclut qu'il n'est pas permis d'argumenter de l'un à l'autre; le second dit formellement que, si la dénonciation d'une seconde saisie est faite au premier saisissant après la mise au greffe du cahier des charges de sa saisie, il doit en rester la relativement à elle, pour amener la seconde saisie au même état.

Cette dernière opinion nous paraît la plus sûre, parce qu'en effet la loi statuant sur deux cas différents, et l'art. 720 ne s'expliquant point sur la circonstance de la mise au greffe de l'enchère, on aurait à craindre de contrarier l'intention du législateur, en argumentant de l'espèce de l'art. 719 à celle de l'article suivant. — (Foy. les distinctions que fait M. Lepage, ubi suprà, entre les cas prévus par ces articles.)

Mais nous ne tenons pas à cette solution, par les raisons que M. Thomines apporte pour la combattre, et que nous transcrivons dans la note suivante (1).

2424. *Comment se fait la dénonciation de la seconde saisie au premier saisissant ?*

M. Delaporte, tom. 2, pag. 321, estime, attendu que la loi ne s'explique pas à cet égard, qu'elle doit être faite au domicile du poursuivant. Suivant M. Hautefeuille, pag. 389, elle pourrait lui être faite au domicile élu par sa saisie, soit par exploit, soit d'avoué à avoué. Telle est aussi l'opinion de M. Demiau Crouilhac, pag. 455.

Nous croyons comme eux que la dénonciation faite dans l'une ou dans l'autre forme est valable. D'un côté, il n'y aurait aucun motif pour la déclarer nulle, si elle était faite par exploit, puisque c'est la forme ordinaire des significations, lorsque la loi n'exige pas expressément

(1) L'unique but de la jonction des saisies, dit ce savant professeur dans ses cahiers de dictée, est évidemment de diminuer les frais en ne faisant qu'une seule poursuite; d'où il suit qu'on doit regarder comme une règle générale la disposition de l'art. 719, qui porte qu'en aucun cas, la jonction ne peut être demandée après la mise de l'enchère au greffe. Alors, l'une des saisies étant très-avancée, et la presque totalité des frais de la poursuite étant faite, on augmenterait encore les frais, si on provoquait la réunion des saisies. Quand donc l'art. 720 veut que celui qui, en présentant sa saisie aux hypothèques pour y être transcrite, trouve une saisie préexistante sur la partie des mêmes immeubles, soit tenu de dénoncer cette obligation, cet article suppose que la première poursuite est peu avancée; car, si déjà le cahier des charges avait été mis au greffe, la dénonciation serait inutile, parce que la jonction serait impossible.

(1) Foy. comment. de l'art. 719.

qu'elles soient faites d'avoué à avoué ; de l'autre, on ne pourrait la considérer comme irrégulière, si elle était faite par acte d'avoué à avoué, puisque le vœu de la loi, qui est d'arrêter les poursuites, serait éminemment rempli par une notification adressée directement à celui qui est chargé de les faire.

Il y a plus : c'est que l'art. 118 du tarif, qui fixe le coût de cette dénonciation, se trouvant placé sous le tit. 2, qui taxe les droits dus aux avoués, il paraît conforme à l'intention du législateur de la signifier à l'avoué constitué par le premier saisissant dans le procès-verbal de sa saisie.

2425. *En quel cas les poursuites d'une seconde saisie seraient-elles valables, nonobstant le défaut de dénonciation au premier saisissant ?*

Ce ne pourrait être que dans le cas où il y aurait une présomption légale que le second saisissant eût ignoré la première saisie ; mais cette présomption cesserait du moment où l'extrait de celle-ci aurait été inséré au tableau de l'auditoire ; dès lors, il doit cesser de poursuivre sur sa saisie et demander la réunion ; autrement, ses poursuites ultérieures seraient annulées comme frustratoires.

Tel est l'avis de M. Pigeau, tom. 2, pag. 151 ; M. Thomines, dans ses cahiers de dictée, estime qu'il n'y aurait pas de nullité des poursuites, puisque la loi ne la prononce pas ; seulement, ajoute-t-il, le second saisissant devrait supporter l'augmentation des frais qu'il aurait mal à propos occasionnés au débiteur.

Nous oreyons néanmoins devoir persister dans l'opinion de M. Pigeau, parce qu'il ne s'agit point ici de formalités ni d'actes de procédure, mais d'une marche impérativement tracée par la loi, et à l'occasion de laquelle l'art. 1030 ne nous paraît pas rigoureusement applicable.

2426. *Si, après la jonction de deux saisies, et dans le cours de la poursuite ultérieure, l'une de ces saisies réunies est attaquée par voie de nullité, et jugée être nulle, cette nullité frappe-t-elle sur les deux saisies ?*

Dans l'espèce de cette question, il a été jugé, par arrêt de la Cour d'Orléans, du 9 février 1810 (voy. Houtefeuille, pag. 390), que toutes les poursuites qui ont été faites postérieurement à la jonction sont également nulles, parce que, à compter de cette époque, les deux saisies n'en ont plus formé qu'une, et que la partie à laquelle cette saisie annulée appartenait doit supporter tous les dépens.

Mais le même arrêt a jugé que la nullité de cette poursuite n'entraînerait pas la nullité de celle à laquelle elle avait été jointe, parce qu'avant la jonction il y avait deux poursuites, des intérêts distincts et séparés ; en sorte que la partie dont la saisie était valable devait reprendre ses poursuites à partir de l'état dans lequel elles étaient au moment de la jonction.

On pensera sans doute que cet arrêt concilie

les conséquences qui résultent de la jonction des saisies avec les principes de la justice, qui ne permettent pas qu'une partie souffre préjudice d'une faute imputable à un tiers.

ART. 721. Faute par le premier saisissant d'avoir poursuivi sur la seconde saisie à lui dénoncée, conformément à l'article ci-dessus, le second saisissant pourra, par un simple acte, demander la subrogation (1).

T. 119.—C. de P., art. 723, 724 et suiv.

2427. *En quelles circonstances le premier saisissant peut-il être constitué en faute de n'avoir pas poursuivi sur la seconde saisie, de manière que le droit de demander la subrogation soit acquis au second saisissant ?*

Le droit de faire prononcer la subrogation est acquis au second saisissant, si, depuis la dénonciation faite de la seconde saisie au premier saisissant, celui-ci fait un nouvel acte sur la sienne, sans commencer les poursuites sur la seconde. — (Voy. Deleporte, tom. 2, pag. 321, et Demiau Crouilhac, pag. 455.)

2428. *Comment se forme la demande en subrogation ? Comment est-elle instruite et jugée, et quels sont les effets du jugement ?*

Cette demande se forme au par requête, mais par un simple acte d'avoué à avoué, contenant seulement des conclusions auxquelles l'avoué adverse a droit de faire une réponse ; l'incident se juge à l'audience, et, en vertu du jugement qui intervient, le second saisissant est chargé de poursuivre, tant sur la saisie qu'il a faite que sur la première, et, par conséquent, si elles ne sont pas toutes deux au même état, il surseoit aux procédures de la première, jusqu'à ce qu'il ait conduit l'autre au même degré, afin de continuer les poursuites comme si les deux saisies ne formaient qu'une seule et même saisie.

2429. *La subrogation doit-elle être prouvée contradictoirement avec la partie saisie ?*

Il n'en est pas question dans l'art. 721, mais M. Desvieux, dans son Traité sur la procédure en saisie immobilière, pag. 45, pense qu'on doit otiifier au saisi cette demande à personne ou domicile, s'il n'a pas d'avoué ; telle est aussi notre opinion, fondée sur ce que le saisi est véritablement la partie principale, et que par conséquent rien ne doit être fait à son insu.

2430. *De la disposition de l'art. 721, résulte-t-il que le tribunal soit toujours tenu d'accorder la subrogation ?*

On peut dire, pour la négative, que cet article, loin d'exprimer que le second saisissant acquiert de plein droit la subrogation, porte au contraire qu'elle doit être demandée ; d'où suivrait, premièrement, que, dans le cas où l'avoué du premier saisissant se serait mis en règle depuis la demande en subrogation, mais avant le jugement

(1) Voy. comment. de l'art. 719.

de l'incident, le tribunal pourrait, en condamnant l'avoué aux dépens, le dispenser de la subrogation; secondement, qu'il punirait même, lorsque l'avoué n'aurait pas fait ses diligences depuis la demande, ne l'accorder que conditionnellement, et dans le cas seulement où cet avoué ne se mettrait pas en règle dans un délai donné.

M. Demian Crouzilhac, pag. 436, s'élève avec force contre cette opinion, qui, suivant lui, consacrerait un abus et une injustice. Le droit de subrogation, dit-il, est pour les parties et non pour les avoués; il est absolu; il est acquis dès l'instant où il y a eu du retard dans l'exécution des formalités requises par la loi. D'un autre côté, dès que la demande en subrogation a été formée, le droit des parties, quant aux poursuites, est tout au moins en suspens; aucune d'elles n'a qualité pour les faire, jusqu'à ce que le tribunal en ait décidé; toutes poursuites, faites pendant la litispendance, sont un attentat à l'autorité de la justice : elles ne peuvent donc être validées..... A plus forte raison, on pourrait-on prononcer la subrogation sous condition, puisque ce serait modifier la loi, dont la disposition est absolue.

Nonobstant ces observations, nous estimons que l'on doit décider négativement la question ci-dessus posée, parce que l'art. 721 se borne à déclarer que le second saisissant pourra demander la subrogation, et ne dit pas qu'il sera de plein droit subrogé, par cela seul qu'il aura fait la dénonciation de sa saisie. Si les juges étaient rigoureusement obligés à prononcer cette subrogation en sa faveur, il eût été inutile d'exiger qu'il obtint jugement. Au reste, ce qui nous confirme dans cette opinion, c'est qu'autrefois ils avaient le pouvoir d'accorder des délais. (Fay. d'Éricourt, chap. 6, n° 24.) Or, nous ne trouvons dans le Code de procédure aucune disposition qui défende au juge d'en agir ainsi, et de là nous nous croyons fondé à conclure qu'il le peut, et que telle est l'intention du législateur.

ART. 722. Elle pourra être également demandée en cas de collusion, fraude ou négligence de la part du poursuivant.

Il y a négligence lorsque le poursuivant n'a pas rempli une formalité ou n'a pas fait un acte de procédure, dans les délais prescrits, sauf, dans le cas de collusion ou fraude, les dommages-intérêts (1) envers qui il appartiendra (2).

(1) Voy. comment de l'art. 719.

(2) JURISPRUDENCE.

1^o. Hors le cas prévu par les art. 721 et 722, les créanciers du saisi sont représentés dans l'instance en expropriation par le poursuivant, qui est seul mandataire légal; et par suite, la demande en intervention formée par l'un d'eux, sur l'appel d'un jugement rendu contradictoirement avec le poursuivant, serait non recevable. — (Toulous, 7 mai

T. 119. — C. de P., art. 695.

2431. En quelles circonstances la subrogation peut-elle être ordonnée pour collusion, fraude ou négligence?

La subrogation peut être demandée en cas de

1818, Sirey, tom. 18, pag. 532; Dalloz, tom. 24, pag. 346.)

Cette décision nous paraît en opposition formelle avec un arrêt de la Cour de cassation, du 13 octobre 1812. (Dalloz, tom. 24, pag. 381; Sirey, 1812, pag. 42.) Cet arrêt déclare en termes exprès, que l'existence du mandat étant d'être volontaire, on ne connaît de mandat légal que celui qui résulte de la disposition expresse de la loi et qu'aucun article de celle du 11 brumaire an 7, sous laquelle ce même arrêt a été rendu, n'établit mandataire des créanciers du débiteur saisi que celui d'entre eux qui poursuit l'expropriation; que loin de là, l'art 6 de cette loi charge expressément le créancier poursuivant de notifier la saisie réelle et les affiches individuellement aux créanciers inscrits, et que l'art. 25 les autorise à proposer les nullités contre la procédure; ce qui est incompatible avec l'idée d'un mandat légal dans la personne du créancier poursuivant.

Or, les motifs de cette décision sont les mêmes sous l'empire du Code de procédure. En effet, comme le remarque M. Coffinières (*Journal des avoués*, tom. 7, pag. 83), on ne peut soutenir que le poursuivant soit le mandataire de tous les créanciers, par cela seul qu'ils profitent comme lui de la vente de l'immeuble. Il en est, à cet égard, comme des obligations dont parle l'article 1121 du Code civil, et le poursuivant n'agit dans l'intérêt des autres créanciers que parce que telle est la nature des poursuites qu'il dirige, qu'elles doivent profiter à tous ceux qui ont un droit réel sur l'immeuble.

Si on attribuait au poursuivant la qualité de mandataire, les créanciers inscrits ne devraient pas figurer dans les poursuites, puisqu'ils y seraient représentés; et cependant l'article 695 du Code de procédure, aussi bien que l'art. 6 de la loi du 11 brumaire an 7, sur les expropriations, renferment une disposition manifestement contraire.

D'ailleurs, dans la même hypothèse, les créanciers ne pourraient jamais excepter des nullités dans les poursuites, puisqu'ils devraient être réputés avoir commis eux-mêmes ces nullités, et l'on sait que l'art. 733 du Code de procédure dispose dans l'intérêt de la partie saisie : il est donc certain que le poursuivant n'est pas le mandataire des créanciers.

2^o. Si la demande en subrogation est portée à l'audience indiquée pour l'adjudication préparatoire, et si la subrogation est accordée, il peut être passé outre de suite à l'adjudication, nonobstant la faculté d'appel accordée par l'art. 723. — (*Argum. de l'art. 733; arrêt de Riom, du 21 mars 1816, rapporté par M. Hue, pag. 234 et 235; Dalloz, tom. 24, pag. 388.*)

3^o. On ne peut demander la subrogation, sous l'appel d'un jugement qui a prononcé sur des nullités de la saisie. Cette demande, comme toute autre, doit nécessairement subir les deux degrés de juridiction. (Turin, 14 juill. 1810, *Jurispr. des Cours souv.*, tom. 5, pag. 398; Dalloz, tom. 24, pag. 355.)

4^o. La nullité du jugement en vertu duquel il a été procédé à la saisie, entraîne la nullité des poursuites, de telle sorte que la subrogation ne peut plus être prononcée en faveur d'un autre créancier second ou ultérieur saisissant. (Paris, 29 avril 1809; Dalloz, tom. 24, pag. 400), attendu que la décision

collusion; par exemple, quand le poursuivant s'entend avec le saisi pour ne pas poursuivre; qu'il n'a obtenu la saisie immobilière que pour empêcher les autres créanciers d'agir plus vivement; qu'il procède irrégulièrement, afin qu'en définitive la saisie soit déclarée nulle, et que le saisi conserve plus long-temps l'immeuble entre ses mains, etc.

En cas de fraude, quand ce n'est que par dol ou par ruse que le poursuivant se trouve le premier au lieu de n'être que le second saisissant; par exemple, s'il a fait antidater son procès-verbal de saisie; ce qui serait un faux de la part de l'huissier; mais ce qui n'en constituerait pas moins en apparence premier saisissant celui qui ne devrait pas l'être, etc.

En cas de négligence, comme le dit l'article 722, lorsque le poursuivant n'a pas rempli une formalité, ou n'a pas fait un acte de procédure dans les délais prescrits. Ainsi, par exemple, si on n'appose pas les placards, si on ne fait pas les annonces, si la publication n'a pas lieu au jour qu'elles ont été indiquées, si la saisie n'est pas dénoncée dans le délai fixé par l'article 680, etc., il y a incontestablement négligence, et conséquemment ouverture à la demande en subrogation.

2432. *La saisie pourrait-elle se prévaloir de l'observation des délais pour empêcher la subrogation?*

C'est principalement en faveur des créanciers,

souverains, qui déclarent nul le jugement en vertu duquel il a été procédé à la saisie, la rend sans effet, et par conséquent toutes ses suites, dont la demande en subrogation fait partie. — (Voy. nos questions sur l'art. 734.)

5°. De même que le paiement du créancier poursuivant n'empêche pas la continuation des poursuites de saisie immobilière, s'il plaît à un autre créancier non payé de se faire subroger à la poursuite, ainsi, le créancier qui est porteur de plusieurs créances, et qui poursuit à défaut de paiement de l'une d'elles, peut, s'il vient à être payé du montant de cette créance, continuer sa poursuite à raison des autres créances non payées, pourvu qu'elles soient inscrites sur les biens saisis. — (Grenoble, 14 juill. 1809; *Sirey*, 1810, pag. 346; *Dalloz*, tom. 24, pag. 353.)

6°. Lorsque la demande en subrogation est fondée sur ce que le poursuivant n'a pas rempli une formalité, ou n'a pas fait un acte de procédure dans les délais de la loi, elle ne peut être accordée que dans le cas où la nullité, résultant de ces contraventions, n'a pas été opposée; et si elle l'a été, la subrogation ne peut être accordée que pour les poursuites antérieures aux actes nuls, si toutefois le vice de ces actes n'anneule pas ces poursuites elles-mêmes.

7°. Lorsque l'appel d'un jugement rendu sur une question de validité d'une saisie immobilière, a empêché les premiers juges de prononcer sur une demande en subrogation aux poursuites de cette saisie, formée par un créancier inscrit et intervenant, il appartient à la Cour saisie de l'appel de statuer sur le mérite de l'intervention et sur la subrogation. — (Cassat. 26 déc. 1820; *Dalloz*, tom. 24, pag. 346; *Sirey*, tom. 27, pag. 36.)

dont l'action est paralysée par une saisie transcritte, que le poursuivant est tenu d'agir dans des délais rigoureux: le saisi, dit M. Themines Desmasures, pag. 268, ne peut donc se prévaloir de la seule inobservation de ces délais pour empêcher la subrogation.

2433. *Le droit de demander la subrogation appartient-il indifféremment à tout créancier inscrit, ou seulement à un créancier second ou ultérieur saisissant?*

Des deux art. 721 et 722 réunis, et notamment du dernier, M. Tarrille (voy. nouv. *Repert.*, s^e saisie immobilière, pag. 667), conclut que le droit de demander la subrogation ne peut appartenir qu'à un créancier qui a déjà fait une saisie.

Il se fonde, 1° sur ce que l'expropriation est une mesure si rigoureuse, qu'on ne doit être admis à en user que pour une cause bien déterminée, et après avoir mis le débiteur en mesure de l'empêcher; ce qui ne peut avoir lieu que de la part d'un créancier saisissant; 2° sur ce que le mot également, employé dans l'art. 722, lia cet article au précédent, qui n'accorde le droit de demander la subrogation qu'au second saisissant; 3° enfin, sur ce que l'art. 725 paraît exiger une saisie pour titre à la poursuite, puisqu'après la radiation d'une saisie, il autorise la plus diligente des saisissances postérieures à poursuivre sur sa propre saisie, sans accorder la même faculté à un simple créancier inscrit qui n'aurait pas fait de saisie postérieure.

Tel est aussi l'avis de M. Merlin. (Voy. nouv. *Repert.*, s^e subrogation de personnes, sect. 1, n° 7, tom. 12, pag. 246.) Il a été adopté par un arrêt de la Cour d'Orléans, du 19 janvier 1811 (*Dalloz*, tom. 24, pag. 352; *Sirey*, tom. 15, pag. 159), qui a jugé en point de droit que, pour qu'il y ait lieu à subrogation en matière de saisie immobilière, il faut que celui qui forme cette demande soit saisissant, le créancier seulement inscrit n'ayant que l'action ordinaire contre le débiteur, afin de paiement de sa créance. — (Voy. *Hautefeuille*, pag. 390.)

Pour l'opinion contraire, on peut citer deux arrêts de rejet, rendus par la Cour de cassation, sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, et qui servent bientôt rapportés; un arrêt de la Cour d'Aix, rendu le 7 avril 1808 (*Dalloz*, tom. 24, pag. 351; *Sirey*, tom. 15, pag. 159), par application des dispositions du Code; le sentiment de M. Pigeau, tom. 2, pag. 155; de M. Lepage (Voy. *Traité des saisies*, pag. 170); de M. Demiau Crouillhes, pag. 455, et enfin de M. Persil, tom. 2, pag. 346.

C'est cette dernière opinion que nous croyons devoir adopter par les motifs détaillés dans la note suivante (1).

(1) Nous convenons que si la saisie n'a pas été notifiée au créancier, nul autre qu'elle saisissant n'a le droit de se faire subroger. Le poursuivant peut abandonner la saisie; il peut consentir à sa radiation, sans qu'aucun créancier puisse s'y opposer.

2434. *La demande en subrogation est-elle autorisée dans l'espèce de l'art. 721, comme nous venons de dire qu'elle l'était dans l'espèce de l'art. 722?*

Parmi les auteurs que nous avons cités à l'appui de la solution que nous venons de donner sur la précédente question, plusieurs pensent qu'on ne

Mais lorsque le placard d'affiches a été notifié aux créanciers inscrits (art. 695); que par cet acte la saisie leur est devenue commune, ils ont des droits acquis dont le poursuivant ne peut les priver, soit par négligence, soit par son consentement à la radiation de la saisie. — (Art. 696. Voy. Pigeau, *ubi supra*, les quatre premiers considérans de l'arrêt de la Cour d'Aix, et notre quest. 2340^e.)

Or, dans le cas où il n'y a qu'une seule saisie, dans celui où il y en a deux, mais où le second saisissant ne demande pas lui-même la subrogation, si un créancier inscrit ne pouvait pas se faire subroger dans la poursuite, la négligence du poursuivant, la collusion ou la fraude dont il se rendrait coupable équivaudraient à la radiation de la saisie, puisqu'il n'y aurait aucun moyen de la conduire à sa fin. — (Voy. cinquième considérant de l'arrêt de la Cour d'Aix.)

Nous pourrions répondre à plusieurs objections que l'on pourrait au nouveau Répertoire, v^o *saisie immobilière*. M. Perail les a détruites, et il est inutile de s'y arrêter.

Il nous suffira de faire remarquer que, sous la loi du 11 brumaire an 7, qui ne renfermait aucune disposition sur la question qui nous occupe, la Cour de cassation, par arrêts du 29 et du 15 germinal an 11, et 10 pluviose an 12, a décidé qu'il suffisait d'être créancier direct du saisi pour obtenir la subrogation. (Voy. *Jurisp. des Cours sup.*, tom. 5, pag. 214.) A plus forte raison, peut-on dire aujourd'hui que si les créanciers avaient ce droit, sous l'empire de cette loi, qui ne contient aucune disposition sur la subrogation, on ne peut le contester aujourd'hui, qu'il existe des dispositions formelles sur la subrogation. — (Voy. le 9^e considér. de l'arrêt d'Aix.)

An surplus, nous croyons que toute difficulté doit cesser par le motif suivant, qui, en effet, nous semble décisif :

C'est que, pour décider que le législateur, par les art. 721 et 722, n'a entendu accorder l'avantage de la subrogation qu'à un créancier saisissant, il faut nécessairement admettre que le créancier non saisissant puisse lui-même faire une saisie, lorsque le premier ou le second saisissant ne pourrait pas ou se rend coupable de collusion, de fraude ou de négligence; autrement, il serait libre à un saisissant unique d'arrêter les poursuites des créanciers, en arrêtant les siennes; il serait également libre à un second saisissant, qui aurait obtenu la subrogation contre le premier, d'agir de la même manière.

Or, les créanciers seraient-ils réduits à le laisser faire ou à laisser substituer le premier saisissant qui se serait déjà rendu suspect? Non sans doute, il y aurait en cela une extrême injustice.

Dira-t-on que le créancier le plus diligent doit saisir? Mais il en est empêché par le principe que *saisie sur saisie ne vaut*; principe qui se trouve évidemment consacré par l'art. 679, puisqu'il ordonne au conservateur de refuser d'inscrire une seconde saisie : on doit donc décider, dans le cas de l'art. 721, que l'intention du législateur a été d'accorder aux créanciers inscrits, lorsqu'il n'y a point de seconde ou subséquente saisie, le droit de se faire subroger dans les poursuites.

doit pas l'étendre à l'espèce prévue par l'art. 721. Ainsi, M. Demiau Crouilhac, pag. 455, dit que le droit de subrogation n'est pas, dans l'hypothèse de l'art. 722, exclusivement propre à une seule partie, comme dans celle de l'art. 721, où il n'appartient qu'à un second saisissant. M. Perail, après avoir discuté la même question, conclut que les créanciers ont droit à la subrogation, *mais lorsqu'il n'y a point de seconde ou précédente saisie*.

Ces auteurs n'ont sans doute adopté cette distinction que par suite des mots *second saisissant*, qui se trouvent dans l'art. 721, et que le législateur n'a pas répétés dans l'art. 722. Mais pour peu qu'on réfléchisse sur les raisons ci-dessus exposées, on reconnaît que la plupart d'entre elles, et surtout les dernières, s'appliquent aux deux hypothèses. Si l'on admet que l'art. 722 autorise la subrogation au faveur d'un créancier, dans tous les cas de collusion, fraude ou négligence, les mêmes motifs de justice, les mêmes raisons de droit exigent qu'en l'autorisant dans le cas de suspension des poursuites, qui est celui de l'art. 721.

Il reste donc à répandre à l'argument tiré de ce que ce dernier article désigne nominativement le second saisissant. Or, il nous paraît certain que cet article ne le désigne qu'affin de lui accorder la préférence; ce qui est juste, puisque, s'étant mis en devoir de poursuivre, il a nécessairement acquis un titre de plus que les autres créanciers à devenir poursuivant.

Mais s'il ne demandait pas à joindre de cette prérogative, s'il n'avait pas de cette faculté de se faire subroger, qui ne lui est donnée, selon nous, que pour faire une chose utile à la masse des créanciers, nous estimons qu'il serait injuste de refuser au plus diligent d'entre eux de faire cette demande à sa place (1).

(1) Aux arrêts d'Aix et de la Cour de cassation, contraires à celui d'Orléans, tous cités sur la question précédente, nous ajoutons, en faveur de la solution de celle-ci, les arrêts de Rouen, du 16 germinal an 11 (*Sirey*, tom. 3, pag. 214), celui de Riom, du 2 mars 1816, rapporté par M. Huet, pag. 232, un arrêt de Rennes, du 24 avril 1817, qui a formellement résolu la question, et l'art. 129 du tarif qui rappelle les art. 721 et 722 du Code, sans les distinguer : d'où suit évidemment que la demande en subrogation est autorisée dans l'espèce de l'art. 721, comme dans celle de l'art. 722. (*Dalloz*, tom. 24, pag. 351, et *ratio*.)

L'arrêt de Rennes que nous venons de citer n'est point motivé, attendu que la Cour déclare adopter les motifs des premiers juges. Comme ils présentent de fortes raisons à l'appui de notre opinion, nous les transcrivons ici :

« 1^{re}. Dans l'ancienne pratique, les exposans pouvaient demander la subrogation, et depuis la notification prescrite par l'art. 696, les créanciers auxquels on l'a faite sont parties dans l'instance de saisie, et doivent être assimilés aux créanciers opposans.

« 2^e. Depuis cette notification, la saisie ne peut être rayée que du consentement de tous les créanciers : elle est donc, depuis cette époque, la pour-

2435. *Le droit de subrogation, accordé conformément aux solutions données sur les questions précédentes, aux créanciers inscrits, mais non saisissants, ne peut-il être réclaté que par un créancier qui se soit fait connaître ?*

Les solutions données sur les deux questions précédentes supposent que cette condition ne serait pas exigée. Mais M. Pigeau n'accorde le droit de subrogation à un créancier que dans les cas où il s'est fait connaître, soit par les poursuites, c'est-à-dire en saisissant, soit par une sommation de poursuivre, soit par une intervention dans la saisie. — (Voy. tom. 2, pag. 153 et 154.) Ainsi, dit-il, pag. 153, si le saisissant est seul, qu'il n'y ait aucun autre créancier qui se soit fait connaître, le saisissant est maître de sa saisie, il peut ne pas poursuivre; un créancier qui surviendrait ne pourrait se plaindre des lenteurs antérieures, parce que le poursuivant ne lui a pas nui, et conséquemment ce créancier ne pourrait obtenir la subrogation. Plus loin, et auteur ajoute que si le saisissant donnait main-levée de la saisie, le créancier qui ne s'est pas fait connaître avant la main-levée ne peut demander la subrogation, sauf à lui à faire saisir; qu'au contraire, celui qui s'est fait connaître peut la demander; car dès lors la saisie devient commune au poursuivant et au créancier, lequel ne peut saisir, puisqu'il y a déjà une saisie.

M. Pigeau argumente ici de l'art. 696, qui dit que la saisie étant notifiée aux créanciers inscrits, et la notification enregistrée, elle ne peut plus être rayée que de leur consentement, etc., parce que, dès ce moment, comme nous l'avons dit sur la quest. 2340^e, la saisie leur appartient, attendu que, si le saisissant n'avait pas fait saisir, ils auraient pu le faire, et que s'il pouvait donner main-levée, ces créanciers seraient obligés de recommencer la saisie, et leur paiement serait retardé; d'où suit qu'en ce cas, un autre créancier peut demander la subrogation.

On voit que M. Pigeau ne diffère de l'opinion que nous avons manifestée ci-devant qu'en ce qu'il exige que le créancier se soit fait connaître. Nous ne voyons pas que la loi lui ait formellement imposé cette obligation, et que son accom-

plissement soit par conséquent une condition rigoureuse, sans laquelle la subrogation ne pourrait être accordée. Il suffit, suivant nous, que les créanciers soient parties dans la saisie pour qu'ils puissent demander la subrogation; or, là le deviennent dès que la notification des placards leur a été faite. (Voy. la quest. 2340^e.) Néanmoins, comme on peut dire que le créancier qui n'a point encore paru dans la poursuite, qui n'a point constitué le saisissant négligent en demeure d'agir, etc., ne peut se plaindre de cette négligence, nous croyons prudent de suivre l'opinion de M. Pigeau, en faisant, avant de former la demande en subrogation, un acte quelconque, par lequel le créancier se ferait connaître.

2436. *Un créancier non inscrit pourrait-il obtenir la subrogation ?*

On peut argumenter en sa faveur, premièrement, de ce qu'il est de principe aujourd'hui, ainsi que nous avons dit *suprà*, sur la question 2198, que tout créancier porteur d'un titre exécutoire peut poursuivre son paiement par voie de saisie immobilière, encore qu'il ne soit ni hypothécaire ni inscrit; secondement, de ce que nous avons dit sur la quest. 2216^e, qu'un créancier, même chirographaire, pouvait se rendre partie, en s'opposant au denier, et demander la réunion des saisies dans le cas de l'art. 719; troisièmement, de ce que, sous l'empire des anciennes lois, d'après lesquelles les créanciers chirographaires n'avaient pas droit de saisir, et qui ne préservaient point l'inscription, tout créancier opposant pouvait obtenir la subrogation. — (Voy. d'Héricourt, chap. 6, n^o 24.)

Nous croyons que ces raisons sont assez fortes pour faire décider affirmativement la question ci-dessus posée. L'autorité respectable de l'ancienne jurisprudence, le principe certain que tout créancier fondé en titre exécutoire peut saisir immobilièrement, nous paraissent déterminans. — (Voy. nous. Répert., au mot expropriation, tom. 5, pag. 39.)

2437. *Un créancier en sous-ordre peut-il être subrogé ?*

D'Héricourt, chap. 11, sect. 4, n^o 2, tenait l'affirmative. Il suffit, dit-il, pour l'autoriser à demander cette subrogation, qu'il ait intérêt à faire vendre le bien saisi et à en faire faire l'ordre, afin d'être payé de ce qui lui est dû sur ce qui reviendra à son débiteur du prix du bien décrété.

Duparc-Puillain, tom. 10, pag. 645, s'exprime de la même manière. L'opposant en sous-ordre, dit-il, ne doit pas être exclu du droit de se faire subroger comme exerçant les droits de son débiteur, auquel cette faculté ne pourrait être contestée; car c'est, dit le même auteur, pag. 652, une maxime certaine, que le créancier peut exercer tous les droits de son débiteur.

Cette question s'est présentée sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, et la Cour de cassation, par arrêt du 10 pluviose an 12, l'a résolue pour la négative, attendu que, pour avoir le

« saisie de tous et chacun; elle profite à tous et com-
« mune pour tous : chaque créancier, comme co-
« saisissant, peut donc demander la subrogation sur
« le désistement du premier poursuivant.

« 3^o. L'art. 731 et ceux qui la précèdent ne s'ap-
« pliquent qu'au cas où il existe plusieurs saisissants;
« mais l'art. 732, qui autorise la subrogation, si la
« poursuite du saisissant est abandonnée, n'exige
« point que la saisie, s'il n'en existe qu'une, soit
« suivie d'une nouvelle. On ne concevrait pas cette
« nécessité, puisque la première subsiste depuis la
« notification prescrite par l'article 696, tant que les
« créanciers veulent la conserver, et que les pour-
« suites à continuer aux fins de subrogation s'y rat-
« tachent. »

Le jugement dont ces motifs sont extraits a été rendu par le tribunal civil de Fougères, le 12 décembre 1815.

droit de se faire subroger au poursuivant l'expropriation forcée, il fallait être créancier direct du saisi, et avoir une hypothèque sur l'immeuble saisi, par la raison que, d'après l'art. 14 de la loi du 11 brumaire an 7, ceux-là seuls peuvent poursuivre l'immeuble, qui ont une hypothèque ou un privilège.

Nous remarquerons que cette disposition de l'article de la loi de brumaire an 7, qui semblait restreindre la faculté de poursuivre l'immeuble au créancier hypothécaire ou privilégié, n'existe plus dans nos lois actuelles, et qu'au contraire l'art. 1166 du Code civil a consacré d'une manière formelle le principe que les créanciers peuvent exercer les droits et actions de leur débiteur, à la seule exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne; principe sur lequel Duparc-Poullain s'appuie pour accorder la subrogation au créancier en sous-ordre. Or, la demande en subrogation est évidemment une action du créancier direct du débiteur saisi : donc le créancier en sous-ordre peut l'exercer (1).

3438. *Les créanciers doivent-ils, pour demander la subrogation, se munir d'un pouvoir spécial?*

Suivant d'Héricourt, chap. 6, n° 24, et Pothier, Traité de la procéd., 4^e part., chap. 2, art. 8, § 2, le procureur ne pouvait demander une subrogation pour sa partie sans être muni d'un pouvoir spécial, à peine de désaveu. Ils en donnaient pour raison qu'il peut arriver souvent qu'un créancier ne veuille pas s'engager dans les embarras de la poursuite, avancer les frais nécessaires, et s'exposer à la responsabilité de la validité de ces poursuites. — (Voy. *note. Répert.*, au mot subrogation de personnes, sect. 1, n° 1, tom. 12, pag. 245.)

M. Commaille, tom. 2, pag. 308, estime aussi que l'avoué s'expose au désaveu, en demandant la subrogation sans se mettre en mesure de justifier d'un semblable pouvoir.

Nous ne saurions partager cette opinion, relativement à la demande qui serait faite par un second saisissant, puisqu'il a suffisamment manifesté son intention de poursuivre, en faisant apposer une saisie; mais comme ce motif n'existe point à l'égard d'un créancier non saisissant, nous

(1) Au reste, la solution que nous donnons sur cette question est, comme les précédentes, une conséquence immédiate de celle de la quest. 2433^e.

Mais nos lecteurs se rappelleront que notre objet principal est de leur soumettre les raisons que l'on peut leur offrir pour ou contre, toutes les fois que nous examinons une question douteuse, et que nous n'indiquons personnellement en erreur, lorsque nous les aurons exposées. Cette observation trouvera sa place ici principalement, où nous discutons des questions très-controversées, et sur lesquelles des jurisconsultes du premier rang (voy. *quest.* 2433^e), ont un sentiment contraire au nôtre. Sur ces questions, il faudra toujours se reporter à celle que nous venons de citer; mais si l'on adopte la solution que nous en avons donnée, nous pensons que l'on doit admettre celle des questions qui la suivent.

croions prudent de se conformer, en ce cas, au sentiment des auteurs précités.

2439. *Lorsque le saisi est autorisé à poursuivre lui-même l'adjudication à l'audience des criées en présence de ses créanciers, ceux-ci peuvent-ils se faire subroger, ou se plaindre du retard qu'éprouve la vente?*

La négative, dit M. Collinier, (voy. *Journ. des acoues*, tom. 3, pag. 49), paraîtrait résulter, 1^o de ce que le Code est muet à cet égard; 2^o de ce que les art. 957 et suivans ne fixant pas des délais de rigueur pour les poursuites de cette espèce, il ne peut y avoir de négligence de la part du poursuivant, dans le sens de l'art. 722. Cependant ce jurisconsulte rapporte un jugement du tribunal de première instance de la Seine, qui, malgré ces considérations, résout affirmativement la question que nous venons de poser, attendu la négligence reconnue du saisi poursuivant, et l'intérêt qu'ont les créanciers à ce que la vente se fasse promptement.

Nous croyons ainsi qu'en ce cas les créanciers ne doivent pas souffrir préjudice du consentement qu'ils ont donné à ce que le saisi poursuive lui-même la vente de ses immeubles; qu'en tout état de cause ils peuvent exercer le droit que chacun d'eux avait d'être poursuivant lui-même; qu'il importe peu que la loi ne se soit pas expliquée à cet égard, ou que l'on se trouve dans le cas prévu par l'art. 722, puisqu'on ne saurait supposer, de la part des créanciers, l'abandon de leur droit, sans la condition qu'ils n'éprouveront pas le dommage résultant de la négligence ou de la mauvaise volonté du saisi qu'ils ont favorisé.

ART. 723. L'appel d'un jugement qui aura statué sur cette contestation incidente, ne sera recevable que dans la quinzaine du jour de la signification à avoué (2).

C. de P., art. 681, 710 et 711.

DUI. L'article ci-dessus fait une exception notable aux dispositions de l'art. 443.

2440. *Peut-on se pourvoir par opposition contre un jugement rendu par défaut sur une demande en subrogation?*

La solution de cette question est d'autant plus importante qu'elle devrait être la même dans tous les cas où un tribunal aurait prononcé par défaut sur un incident de saisie immobilière. C'est pourquoi nous réunirons ici tous les arrêts qui ont décidé, soit relativement à la subrogation, soit relativement à un autre incident, que le jugement par défaut est ou n'est pas susceptible d'opposition. — (Voyez *comment. de l'art.* 719.)

Trois Cours, celle de Paris, par arrêt du 27 septembre 1809, rendu en matière de subrogation, celle de Turin, par arrêts des 6 juin 1810,

(2) Voy. *comment. de l'art.* 719.

et 19 avril 1812, celle de Bruxelles, par arrêt du 20 décembre 1809, ont prononcé la négative. (Voy. *Sirey*, tom. 10, pag. 255, 260 et 281, et tom. 12, pag. 190.) Leurs motifs de décision ont été que les dispositions concernant la saisie immobilière forment une loi spéciale à laquelle on doit s'attacher uniquement, et que cette loi n'ayant point admis la voie de l'opposition contre un jugement par défaut, on ne peut recourir aux moyens généraux d'attaquer les jugements.

Pour l'affirmative, il existe deux arrêts, l'un de la Cour de Liège, du 19 février 1810, l'autre de la seconde chambre de la Cour de Turin, du 26 mai 1810. (Voy. *Sirey*, *ubi supra*, pag. 272 et 281.) On a considéré, dans ces arrêts, qu'il était de principe généralement établi par le Code de procédure (art. 157), que tout jugement par défaut était susceptible d'opposition, et que l'on ne peut admettre contre ce principe d'autres exceptions que celles que la loi elle-même autorise.

Nous croyons la première opinion plus sûre, parce qu'elle est la plus conforme à l'esprit dans lequel le législateur a porté les dispositions relatives au délai de l'appel des incidents sur la poursuite de la saisie immobilière. On sentira facilement qu'en le réduisant tantôt à quinzaine, tantôt à huitaine (art. 723, 730 et 734), la loi a voulu procurer la rapidité des poursuites. Or, s'il fallait admettre la voie d'opposition, comme d'après l'art. 443, le délai d'appel ne court que du jour où l'opposition n'est plus recevable; comme d'après l'art. 455, l'appel ne peut être reçu pendant la durée du délai de l'opposition: il n'est pas présumable que la loi ait entendu accorder cette dernière voie, qui augmenterait de huitaine le délai d'appel fixé pour les jugements rendus sur incidents.

C'est aussi ce qui a été formellement décidé par l'art. 3 du décret du 2 février 1811, portant que si le jugement rendu sur les nullités de procédures postérieures à l'adjudication préparatoire est par défaut, la partie condamnée ne pourra l'attaquer que par la voie d'appel.

Il est vrai que M. Coffinières (voy. *Jurisp. des Cours sous*, tom. 4, pag. 431), dit que ce décret n'interdisant la voie de l'opposition que contre le jugement rendu sur la demande en nullité, paraît indiquer que cette voie est ouverte dans tous les autres cas. On peut, avec autant de raison, suivant nous, dire qu'il y a même motif de décider, par rapport aux autres incidents; que si le législateur s'est expliqué sur celui de la demande en nullité, c'est parce que l'occasion s'en est présentée relativement à cet incident, et qu'il eût dit la même chose concernant les autres.

Au surplus, il suffit, sur une question aussi controversée, d'avoir fait connaître les différentes solutions qu'elle a reçues; c'est au lecteur éclairé à peser les raisons pour et contre qu'il trouvera exposées avec plus de détails dans les deux arrêts contraires de la Cour de Turin (1).

(1) La proposition qui résulte de cette discussion,

ART. 724. Le poursuivant contre qui la subrogation aura été prononcée, sera tenu de remettre les pièces de la poursuite au subrogé, sur son récépissé; et il ne sera payé de ses frais qu'après l'adjudication, soit sur le prix, soit par l'adjudicataire.

Si le poursuivant a contesté la subrogation, les frais de la contestation seront à sa charge, et ne pourront, en aucun cas, être employés en frais de poursuite et payés sur le prix (2).

C. de P., art. 716.

2441. Suffit-il que le poursuivant ait contesté la subrogation, pour que les frais de cette contestation soient à sa charge?

Non sans contredit; il faut que la contestation ait été jugée mal fondée; ce n'est qu'en ce cas qu'il ne peut employer ces frais. — (Voy. *Delaporte*, tom. 2, pag. 324.)

ART. 725. Lorsqu'une saisie immobilière aura été rayée, le plus diligent des saisissants postérieurs pourra poursuivre sur sa saisie, encore qu'il ne se soit pas présenté le premier à l'enregistrement (3).

C. de P., art. 734.

2442. Pour qu'un saisissant postérieur puisse poursuivre sur sa saisie, faut-il qu'il l'ait fait transcrire?

Oui; car la loi ne reconnaît pour saisissant, ayant droit de poursuivre, que celui qui a rempli cette formalité. Elle accorde bien ce droit

avoir: « Qu'on ne peut se pourvoir par opposition contre un jugement rendu par défaut sur une demande en subrogation, si l'opposant n'a point fait transcrire le jugement rendu sur son incident en matière de saisie immobilière, à moins toutefois que l'opposition ne fut fondée sur des moyens par lesquels on attaquerait le titre et la substance même de la saisie; circonstance qui n'admet pas l'application du décret du 2 février 1811, cité ci-dessus. — (Bruxelles, 30 janv. 1813, *Sirey*, tom. 14, pag. 17; mais voy. nos quest. sur l'art. 734.)

(2) JURISPRUDENCE.

Le poursuivant doit joindre aux pièces qu'il remet le titre qui sert de base à la saisie, à moins qu'il n'en ait besoin pour d'autres poursuites; auquel cas il le dépose au greffe, où il en est fait expédition qu'on remet au subrogé. — (Riom, 31 mai 1813; *M. Huot*, pag. 267.)

(3) JURISPRUDENCE.

Un saisissant qui a provoqué le désistement du premier, et qui l'a accepté, peut être subrogé aux poursuites, nonobstant la disposition de l'art. 715, qui ne peut ici recevoir aucune application. — (Cassat., 12 mai 1813, *Sirey*, tom. 14, pag. 277; *Dalloz*, t. 14, pag. 418.)

dans l'art. 725, ou plus diligent des seissains postérieurs à une saisie rayée, mais ce n'est que sous la condition sous-entendue de la transcription (voy. Pigeau, tom. 2, pag. 208, et Demiau Crouilhac, pag. 457), et sauf à réunir les autres saisies, s'il en existe, en se conformant aux règles établies par les art. 719 et 720. — (Voyez Tarrible, nous. Répert., pag. 668.)

2443. *Un créancier qui n'aurait pas saisi pourrait-il poursuivre sur la saisie rayée ?*

Non, dit M. Delaporte, tom. 2, pag. 324, si la notification du procès-verbal d'offices ne lui avait pas été faite; mais après cette notification et son enregistrement, le plus diligent pourrait se faire subroger au créancier saisissant, qui consentirait la radiation de sa saisie. — (Voyez Demiau Crouilhac, pag. 457.) (1)

ART. 726. Si le débiteur interjette appel du jugement en vertu duquel on procède à la saisie, il sera tenu d'intimer sur cet appel, et de dénoncer et faire viser l'intimation au greffier du tribunal devant lequel se poursuit la vente; et ce, trois jours au moins avant la mise du cahier des charges au greffe; sinon l'appel ne sera pas reçu, et il sera passé outre à l'adjudication (2).

T. 120.—C. de P., art. 456, 697 et 734.

2444. *S'agit-il, dans l'art. 726, du jugement qui condamne le saisi à payer, et en vertu duquel on poursuit la saisie ?*

Selon tous les auteurs, il s'agit du jugement qui sert de titre à la saisie, et conséquemment de celui qui prononce les condamnations dont elle a l'exécution pour objet.

Mais M. Tarrible, ubi supra, pense que ce n'est pas de ce jugement que l'art. 726 entend parler, parce qu'encore qu'il soit suffisant pour autoriser la saisie, l'effet en est suspendu par l'appel; que l'article se en vue le jugement qui, sur une demande formée par le débiteur en radiation de la saisie, a rejeté cette demande, et ordonné la continuation des poursuites.

On peut répondre, dit M. Berriat Saint-Prix, pag. 599, mot. 103, que la disposition de la loi est générale; qu'elle a pu déroger aux règles relatives à l'émission et à l'instruction de l'appel, lorsqu'on ne l'interjette qu'au moment de la saisie, ou plutôt exiger quelques formes particu-

lières dans de telles circonstances, parce que le débiteur ayant été averti depuis trente jours au moins par le commandement, est censé n'avoir pas beaucoup de confiance en son appel, puisqu'il s'est attendu l'exécution pour le notifier.

Le texte même de l'art. 726 nous paraît justifier cette opinion; car ces mots, *jugement en vertu duquel on procède à la saisie*, ne peuvent évidemment s'entendre que du jugement qui sert de titre ou de base aux poursuites. — (Voyez l'Exposé des motifs, par M. le conseiller d'état Réal, édit. de F. Didot, pag. 217.)

2445. *Le saisi doit-il intimer, sous l'appel du jugement, d'autres personnes que le saisissant ?*

Il doit, s'il y a des créanciers qui se soient rendus parties dans la saisie (voy. quest. 2435^e), intimer, outre le saisissant, l'avoué le plus ancien de ces créanciers. — (Voy. Pigeau, t. 2, pag. 150.)

2446. *Si le saisi n'interjette pas appel du jugement qui sert de base à la saisie dans un temps rapproché du procès-verbal de saisie, pourra-t-il dépendre du saisissant de rendre sans effet l'appel à intervenir, en déposant le cahier des charges, par exemple, dès le lendemain de la dénonciation, ainsi qu'il en a la faculté, conformément à l'art. 697 ?*

En prenant à la rigueur les termes de l'article 726, il arriverait, puisqu'il est vrai que la poursuite peut déposer le cahier des charges quand il lui plaît (art. 697), sans qu'il soit obligé de dénoncer d'avance au saisi le jour où il effectuera ce dépôt, qu'il dépendrait de lui, soit d'apposer à son gré un terme à ce laps de temps qu'aurait le saisi, soit de rendre l'appel de celui-ci sans effet, en déposant le cahier, et lui rendant par suite impossible d'intimer et de faire viser dans les trois jours fixés par l'article. Le saisi pourrait donc, au gré du saisissant, n'avoir pour appeler que les trente jours d'intervalle entre le commandement et la saisie.

Nous pensons, avec M. Desvieux, dans sa Procédure en saisie immobilière, pag. 61 et suivantes, qu'on ne peut attribuer au législateur cette intention de mettre, sous ce rapport, le saisi à la merci du poursuivant; c'est bien assez qu'il ait limité, en cette circonstance, le délai ordinaire de l'appel. Nous estimons en conséquence qu'encore bien que le poursuivant ait déposé le cahier des charges, le saisi peut encore appeler du jugement qui sert de base à la saisie jusqu'aux trente jours qui précèdent le délai donné au poursuivant par l'art. 697, afin de déposer ce cahier. Ainsi, par exemple, si la dévotion de la saisie a été faite le 1^{er} janvier, et qu'elle indique au 8 février le jour de la première publication, le délai fatal pour déposer le cahier aura expiré le 23 janvier, et le saisi, qui doit émettre son appel trois jours avant, l'aura valablement interjeté le 19 de ce même mois, quoique le saisissant eût effectué son dé-

(1) Cette opinion s'accorde avec celle de M. Pigeau, rappelée sur la question 2435^e, et avec la solution que nous avons donnée sur cette même question.

(2) JURISPRUDENCE.

L'adjudication définitive peut avoir lieu en vertu d'un jugement de première instance, susceptible d'appel, si, à l'époque de l'adjudication, il n'y a pas d'appel valablement interjeté. — (Agen, 10 juill. 1806, Sirey, 1807, 2^e part., pag. 390.)

pôt avant le 23. — (Voy. les développemens données par M. Descaux.) (1)

2447. *L'appel du jugement rendu sur une demande en subrogation, peut-il être interjeté à domicile élu par le poursuivant ?*

La solution de cette question que nous posons, relativement à la demande en subrogation, doit s'appliquer à tout jugement rendu sur les incidents dont il sera question ci-après (voy. art. 726, 734, 736, 745), à la seule exception de celui qui interviendrait sur une demande en distraction. L'art. 730 disposant que ce jugement doit être signifié à personne ou domicile, et accordant pour l'appel la prorogation du délai, à raison des distances, il s'ensuit en effet que, dans ce cas particulier, l'appel doit être signifié à personne ou domicile.

Quant aux jugemens rendus sur les autres incidents, il est aujourd'hui de principe incontestable, fondé sur la jurisprudence des arrêts, que l'appel peut être interjeté au domicile élu par le poursuivant, ou s'il n'y en a pas, au domicile de l'avoué. Cela résulte, 1^o du mode particulier de la signification du jugement, laquelle doit avoir lieu à domicile d'avoué, et non à domicile réel; 2^o de la dispense de toute signification dans le cas de l'art. 738; 3^o de la brièveté du délai pour l'appel; 4^o de la nécessité qu'il soit promptement fait droit sur cet appel, afin que la marche de la procédure soit aussi rapide que le législateur l'a voulu. — (Voy. particulièrement les arrêts de la Cour de cassation des 8 août 1809 et 23 mai 1815, *Sirey*, t. 9, p. 406, et 1815, pag. 359; *Dal.* t. 24, p. 408.)

2448. *Le délai d'appel est-il susceptible de l'augmentation à raison des distances ?*

Oui, s'il s'agit d'une demande en distraction, puisque la disposition de l'art. 730 est formelle à cet égard; non, s'il s'agit de l'incident en subrogation, ou de tout autre. En effet, ces appels doivent être interjetés non à domicile réel, mais à domicile élu, et dans les délais extrêmement brefs que la loi détermine. Il est évident que ces délais sont de rigueur et ne peuvent admettre d'extension. — (Voy. l'arrêt du 8 août 1809, cité au numéro précédent.)

2449. *L'appel est-il suspensif ?*

(1) Les dispositions de l'art. 726 de Code de procédure, « portant que le débiteur qui interjette appel du jugement en vertu duquel on procède à la saisie est tenu d'interjurer sur cet appel, et de dénoncer et faire viser l'interjuration au greffier, etc. » sont tellement impératives, que son inobservation rend l'appel non recevable. — (Cour de Metz, 15 mai 1817, *Sirey*, 1819, pag. 106; et Cour de Nîmes, 2 juin 1819; *Dalloz*, tom. 24, pag. 401, et 402; *Sirey*, 1819, pag. 281.)

Et dans ce cas, la déchéance a lieu même contre le mineur, encore que le jugement ait été notifié au tuteur seul et non au subrogé tuteur. Il n'y a pas lieu d'appliquer l'article 444 du Code de procédure, qui, en règle générale, ne fait courir les délais de l'appel contre le mineur que du jour de la notification au subrogé tuteur. — (Même arrêt.)

Il n'est pas douteux, suivant l'opinion de M. Pigeau, tom. 2, pag. 162, consacrée par la jurisprudence des arrêts, que tout appel de jugement rendu sur incident de saisie est suspensif, d'après la règle générale posée par l'art. 457. — (Voy. entre autres, les arrêts de Bordeaux, 25 août 1810; de Paris, 26 août 1814; de cassation, 7 août 1811; *Dal.* t. 24, p. 422 et 436; *Sirey*, 1811, 2^e part., pag. 185, et 1^{re} part., pag. 342; et 1815, pag. 243.) (2)

2450. *De ce que le saisi qui ne fait pas risser son appel dans le délai fixé par l'art. 726 doit être déclaré non recevable, s'ensuit-il que le tribunal puisse passer outre à l'adjudication ?*

Comme il suffit de voir l'exploit pour reconnaître s'il a été visé ou non, on pourrait croire que le tribunal, dans le cas où ce visa n'aurait pas eu lieu, pourrait, nonobstant l'appel, passer outre à l'adjudication. Mais, dit M. Pigeau, *ubi supra*, pag. 151, la coextensité de l'art. 726 résiste à cette décision, puisque ce n'est qu'après avoir dit que l'appel ne sera pas reçu, que cet article ajoute qu'il sera passé outre.

2451. *Lorsque l'appel d'un jugement en vertu duquel on procède à la saisie, a été interjeté antérieurement à la date du procès-verbal de saisie, mais après le commandement, cet appel est-il assujéti aux formalités prescrites par l'art. 726 ?*

Non, parce que cet appel ne peut être considéré comme incident à la poursuite de la saisie immobilière, puisque cette saisie n'a pas encore eu lieu. — (Voy. l'arrêt de la Cour de Paris, du 29 avril 1809, déjà cité pag. 6, mot. 4^e.)

ART. 727. La demande en distraction de tout ou de partie de l'objet saisi sera formée par requête d'avoué, tant contre le saisissant que contre la partie saisie, le créancier premier inscrit et l'avoué adjudicataire provisoire. Cette action sera formée par exploit contre celle des parties qui n'aura pas avoué en cause, et, dans ce cas, contre le créancier au domicile élu par l'inscription.

T. 29 et 121. — Loi du 11 brum. an 7, art. 26 et 27, *in principio*. — C. C. art. 880. — C. de P., art. 608, 826 et suiv.

DIV. Cet article et ceux qui le suivent jusqu'au 731^e, ont pour objet de pourvoir aux intérêts des tiers qui se diraient propriétaires, en tout ou en partie, des objets saisis, ou qui prétendraient des droits inhérents à la propriété.

(2) M. Huot, pag. 253, remarque que deux arrêts de Bordeaux, l'un du 30 août 1814, l'autre du 15 janvier 1816, ont jugé le contraire de ce que nous établissons ici. (Voy. *Sirey*, tom. 16, pag. 118 et 620.) Nous disons, avec lui, que ces décisions d'une Cour isolée ne peuvent prévaloir sur les principes consacrés par l'arrêt de la Cour suprême, du 8 août 1809.

On remarquera que le législateur a bien conservé la plupart des anciennes règles relatives aux demandes en distraction ou à fin de charge, mais en simplifiant la procédure, surtout par l'abréviation des délais accordés pour l'appel. On remarquera que ces articles ne disent point à quelle hauteur de la procédure les demandes dont on vient de parler doivent être formées; ils n'opposent à cet égard aucune fin de non-recevoir; et l'art. 731 rappelant, dans les mêmes termes, la disposition consacrée par l'art. 25 de la loi du 11 brumaire an 7, décide que l'adjudication définitive ne transmet l'acquiescement de cause que cette disposition a été insérée dans le Code, et qu'il a été, par conséquent, décidé que l'adjudication sur la saisie immobilière ne purgeait point la propriété.

On ne s'est pas dissimulé que le système opposé, lequel avait été admis par les art. 731 et 748 du projet de Code procurait quelques avantages; mais on a été obligé de reconnaître qu'ils étaient balancés par de plus graves inconvénients. Un respect profond pour la propriété a dû l'emporter sur toute autre considération, et lorsque l'article 1599 du Code civil prononce que la vente de la chose d'autrui est nulle, il était impossible que le Code de procédure consacrait une maxime qui eût produit un résultat contraire.

Concluons donc de ces observations, puisées dans l'Exposé des motifs de la loi, que les articles que nous allons expliquer n'ont d'autre objet que de régler la procédure pour les cas où les demandes en distraction ou à fin de charges sont formées incidemment à la poursuite de la saisie, mais qu'il ne résulte pas de ce que la loi ne les considère que comme indirectes à cette poursuite, que l'on doive nécessairement les former avant l'adjudication, sous peine de se rendre non recevable à réclamer ensuite un droit quelconque dans la propriété. — (Voy. art. 731.)

C'est d'après cette proposition, à l'abri de toute controverse, que nous donnerons la solution de plusieurs des questions que nous avons à traiter sur l'article ci-dessus.

2452. *Les dispositions du Code, relatives à la demande en distraction, s'appliquent-elles au cas où un tiers aurait à revendiquer des droits réels dont il prétendrait que l'immeuble saisi chargé à son profit?*

Le projet (art. 749 et 753), établissait, pour la revendication des droits réels tels qu'un usufruit, des servitudes, une procédure particulière sur laquelle le Code ne contient aucune disposition. Mais il ne faut pas en conclure qu'un tiers qui aurait des droits réels attachés à l'objet saisi ne puisse pas intervenir dans la procédure, pour se les faire assurer, en demandant qu'on charge de nouveau les biens à vendre des droits dont ils étaient grevés à son profit. C'est ce qu'exprime d'une manière formelle M. le conseiller d'état Réal, dans l'Exposé des motifs (édit-

tion de F. Didot, pag. 217), en disant que le Code de procédure comprend les demandes à fin de charges ou de distraction. Or, ce qu'on appelait autrefois demande à fin de charges n'était autre chose que la réclamation des droits réels qu'une partie prétendrait avoir sur les objets saisis. — (Voy. d'Héricourt, chap. 9, n° 4; Duparc-Poullain, tom. 10, pag. 639; Tarrille, pag. 521, not. 105, et pag. 522, et Thomine Desmazures, pag. 269, not. 108.)

C'est qu'en effet, la saisie d'un immeuble ne saurait porter aucune atteinte aux droits des tiers. — (Voy. art. 731, et Tarrille, § 6, art. 2, pag. 669.)

Pour former une demande de cette nature, on doit donc se pourvoir conformément aux dispositions des art. 727 et 728, et si le tribunal accueille la demande, il ordonne que l'on ajoutera au cahier des charges une clause conservatrice des droits du demandeur. (Voyez Tarrille *ubi supra*.) C'est ainsi que la Cour de Paris, par arrêt du 18 juin 1811 (Sirey, tom. 13, pag. 166), en a agi relativement au vendeur d'un immeuble saisi sur un acquéreur qui avait acheté à la charge d'une rente viagère, mais sous la condition formelle qu'il rentrerait dans sa propriété à défaut de deux termes du paiement de cette rente. — (Voyez Journal des auteurs, tome 3, pages 14 et 15.)

2453. *Mais celui qui aurait vendu l'immeuble sous une telle condition n'aurait-il pas été fondé à demander la distraction, après avoir obtenu du juge, postérieurement au procès-verbal de saisie, une ordonnance qui le rétablirait en possession?*

L'arrêt que nous venons de citer a jugé négativement cette question, attendu qu'il faut, pour former une demande en distraction, être propriétaire au moment où la saisie immobilière est apposée.

2454. *Celui qui aurait des droits de servitudes naturelles et positives, a-t-il besoin de former une demande à fin de charges?*

Conformément à l'ancienne jurisprudence (voy. d'Héricourt, chap. 8, n° 13), l'art. 749 du projet disposait que, pour ces servitudes, qui sont évincibles, soit pour le poursuivant, soit pour l'adjudicataire, une charge inhérente au fonds saisi, il n'était pas besoin de prendre l'inscription prescrite par ce projet, relativement aux autres droits réels. Aujourd'hui, en doit, par les mêmes motifs, décider négativement la question ci-dessus. — (Voy. Tarrille, *ubi supra*.)

2455. *Mais celui qui ne formerait pas une demande à fin de distraction ou de charge, pourrait-il néanmoins revendiquer son droit après l'adjudication?*

Oui, dit M. Tarrille, *ubi supra*, tant qu'il n'est pas éteint par prescription (article 731); mais si la réclamation n'en est faite qu'après l'adjudication, elle est dirigée, dans les formes ordinaires, contre l'adjudicataire seul, à cause de sa qualité de possesseur, tandis que, si elle

est intentée pendant les poursuites, elle est soumise aux formalités particulières qui sont expliquées dans les art. 727 et suiv. — (Voyez Sirey, tom. 15, pag. 167.)

2456. *Suit-il de la solution donnée sur la précédente question, qu'un acquéreur de l'immeuble saisi, qui ne s'est pas fait connaître avant la saisie, soit admis à former une tierce opposition à l'adjudication consensuée ?*

M. Thomines Desmesures, pag. 269, dit, comme M. Tarrille, qu'une tierce personne peut même après la poursuite fournie, et tant que la prescription n'y met pas d'obstacle, se porter tiers opposant contre l'adjudication, et à plus forte raison, ajoute-t-il, un tiers peut intervenir dans la poursuite et s'appeser, soit à fins de charges, soit à fin de distraire; mais il estime que cela ne paraît pas indistinctement applicable à une personne qui aurait acquis, soit durant, soit avant même la poursuite, l'immeuble hypothéqué au poursuivant, et il décide que cet acquéreur, s'il ne s'est pas fait connaître avant la saisie, soit par l'insertion de son nom sur la matrice du rôle, soit autrement, serait bien admis à intervenir, mais non pas à former une tierce opposition à l'adjudication consensuée.

Il se fonde, 1° sur ce que la loi (voy. Code civ., art. 2169, et Code de proc., art. 675) exigeant que l'on poursuive le tiers détenteur, et que l'on copie l'extrait de la matrice du rôle dans la saisie, celui-ci ne peut se plaindre qu'autant qu'il se serait déjà fait connaître; 2° sur ce que l'on imposerait au poursuivant une condition impossible à remplir, si en l'obligeant à agir contre un détenteur qui ne se serait pas fait connaître.

On peut répondre avec M. Berriat Saint-Prix, pag. 600, not. 106, in fine, premièrement, que la copie du rôle n'est exigée que comme une mesure de précaution, et non pour donner ou enlever des droits, parce que les rôles, excepté pour les droits d'enregistrement (Cassat., 2 août 1809, et 13 avril 1814), n'ont jamais été considérés même comme établissant des présomptions légales de propriété; 2° que si la loi prescrit de poursuivre le tiers détenteur, elle entend parler, sans contredit, du tiers détenteur véritable. C'est au poursuivant à s'en informer, d'après la maxime qui agit certus esse debet; et cette information n'est ni impossible, ni même difficile, à moins d'un concert frauduleux bien extraordinaire, et dans ce cas, il recouvrerait tous ses frais; 3° que si l'en admettait le système de M. Thomines Desmesures, il faudrait aussi décider, car il y aurait mêmes raisons, qu'un propriétaire, par cela seul qu'il ne se serait pas inscrit au rôle, ne pourrait s'opposer au jugement qui donnerait son domaine à un étranger, quoique celui-ci n'eût poursuivi et fait condamner, même par défaut, qu'un particulier qui n'en serait pas le véritable possesseur.

2457. *Les demandes à fins de charges ou à fin de distraire peuvent-elles être formées dans*

le cours de l'action en folle enchère intentée après l'adjudication ?

Il faut alors se pourvoir par action principale; car le tiers réclament n'a aucune qualité pour figurer dans les poursuites faites contre l'adjudicataire, pour parvenir à la revente par folle enchère; et cette nouvelle poursuite lui est absolument étrangère, puisque les saisis, ses véritables contradicteurs, ne sont pas dans le cas d'y être appelés. — (Voy. arrêt de Colmar, du 17 juin 1807, Dallos, tom. 24, pag. 364; Jurisp. du Code civ., tom. 12, pag. 18.)

2458. *L'action en rescision pour cause de lésion de la vente d'un immeuble, formée contre l'acquéreur sur lequel cet immeuble est saisi, autorise-t-elle le vendeur à former une demande en distraction ?*

D'après les motifs sur lequel nous avons fondé la solution de la 2455^e question, celle-ci doit se résoudre pour la négative, attendu qu'une action en rescision ne peut avoir l'effet de dépouiller l'acquéreur des droits qu'il avait sur les immeubles acquis; que ces droits, quels qu'ils fussent, appartiennent à ses créanciers, aux termes des art. 2093 et 2204 du Code civil, et qu'enfin la vente de l'immeuble ne porterait aucun préjudice au vendeur, puisqu'il resterait libre de suivre son action en rescision contre l'adjudicataire.

C'est aussi ce qui a été jugé par arrêt de Colmar du 18 janvier 1810. — (Sirey, tom. 10, pag. 374.)

2459. *La demande en distraction est-elle sujette au préliminaire de conciliation ?*

Non, 1° parce qu'elle est incidente; 2° parce que c'est une demande sur saisie; 3° parce qu'elle est pour l'ordinaire formée contre plus de deux parties. — (Voy. art. 48. 49 et 739.)

2460. *Comment se forme la demande en distraction ?*

L'art. 727 veut qu'elle se forme par requête contre toutes les parties qui ont avoué, et par exploit contre celles qui n'en ont pas.

La requête peut être grossée, et les parties peuvent répondre par un acte semblable (voy. tarif, art. 122): d'où suit qu'elle peut contenir plus que de simples conclusions motivées (voy. Lepage, dans ses Quest., pag. 488, et Traité des saisies, tom. 2, pag. 181 et 182). Elle n'a pas besoin d'être répondue par le président. — (Voy. Hautefeuille, pag. 373.)

A défaut d'avoué, l'exploit est donné contre le créancier, au domicile élu dans l'inscription, et contre le saisi, à son domicile réel. — (Voy. art. 727; tarif, art. 29 et 122.)

2461. *Doit-on, dans la requête ou dans l'exploit, désigner et décrire les objets revendiqués ?*

L'art. 727 ne s'exprime pas à ce sujet comme l'avait fait l'art. 27 de la loi du 11 brumaire an 7; mais nous n'en croyons pas moins qu'il convient de faire la désignation et la descrip-

tien des objets revendiqués, ainsi que l'exige l'article 64, pour les exploits de demande en matière réelle. — (Foy. Prat., tom. 4, pag. 416, aux notes, et Thomines Desmasures, pag. 262.)

2462. *Si le demandeur en distraction n'eût pour objet que de consacrer la possession, et non la propriété, serait-il non recevable dans sa demande?*

On pourrait dire, pour l'affirmative, que les art. 727, 728 et 729 supposent que les demandes en distraction ne peuvent avoir pour objet qu'un droit de propriété. Déjà nous avons dit, quest. 2452^e, qu'elles ont aussi pour objet des droits réels; ce qui constitue la demande à fins de charges. Ainsi, par exemple, un usufruitier peut intervenir pour faire déclarer, dans le cahier des charges, que l'immeuble ne passera à l'adjudicataire que sous la condition de cet usufruit. — (Foy. Pigeau, t. 2, p. 157, et le Prat., t. 4, p. 417.)

Mais nous supposons que le tiers réclamant se prétende en possession de la chose, comme dans l'espèce de l'art. 23 du Code de procédure, et de là naît la question de savoir si le tribunal devant lequel la saisie se poursuit peut connaître de la question possessoire. Nous ne le pensons pas, attendu que la loi attribue en cette matière juridiction au juge de paix : il faudrait donc, dans notre espèce, renvoyer devant lui, et nous ne pensons pas que l'on doive surseoir à la vente, parce que la question possessoire jugée ne porte aucune atteinte aux droits de propriété, qui peuvent toujours être revendiqués au pétitoire.

ART. 728. La demande en distraction contiendra l'énonciation des titres justificatifs, qui seront déposés au greffe, et la copie de l'acte de ce dépôt.

T. 121.—Loi du 1^{er} brum. an 7, art. 27, § 1^{er}.—Édit de Henri II, du 3 sept. 1551; art. 16.

ART. 729. Si la distraction demandée n'est que d'une partie des objets saisis, il sera passé outre, nonobstant cette demande, à la vente du surplus des objets saisis : pourront néanmoins les juges, sur la demande des parties intéressées, ordonner le sursis pour le tout. L'adjudicataire provisoire peut, dans ce cas, demander la décharge de son adjudication.

T. 123.—Loi du 1^{er} brum. an 7, art. 29.—Ordonn. de François 1^{er}, du mois d'août 1539, art. 81.—C. de P., art. 694, 735.

2463. *Doit-on nécessairement surseoir à la vente, lorsque la demande en distraction porte sur tous les objets saisis?*

Oui sans doute, puisque l'art. 729 ne permet de passer outre que dans le cas où la demande en distraction n'est que de partie des objets.

2464. *Faut-il, pour que le tribunal puisse ordonner le sursis, dans le cas où la demande en distraction n'est que d'une partie des objets saisis, que ce sursis soit demandé par toutes les parties intéressées?*

Les auteurs du Praticien, tom. 4, pag. 418, et M. Delaporte, tom. 2, pag. 437, estiment, et nous pensons comme eux, qu'il n'est pas nécessaire que les parties s'accordent toutes pour demander le sursis ou pour y consentir : le tribunal peut donc le prononcer sur la demande d'une seule d'entre elles, et il le fera toutes les fois qu'il y aurait à présumer que, si la contestation était jugée et la demande en distraction écartée, le prix de l'immeuble monterait plus haut en le vendant en totalité qu'en le vendant par parties. — (Foy. Pigeau, t. 2, p. 157.) (1)

2465. *Le tribunal peut-il d'office ordonner le sursis? Est-il tenu de l'ordonner, si toutes les parties le demandent?*

Il le peut, il le doit même, lorsque la demande en distraction frappe sur tous les objets saisis; mais dans le cas contraire, il n'en a pas la faculté, puisque la loi exige une demande (2).

2466. *Peut-il être passé outre à l'adjudication d'un bien revendiqué en totalité, avant que le jugement qui rejette la revendication soit passé en force de chose jugée, ou confirmé sur l'appel?*

La négative a été très-formellement jugée par deux arrêts de la Cour de cassation, du 8 ventôse an 13 (Foy. Prat., tom. 4, pag. 419), rendu en application de l'art. 29 de la loi du 11 brumaire an 7, attendu que cet article voulait, en termes exprès, généraux et sans exception, que toutes les fois qu'il y a une demande en revendication (c'est-à-dire à fins de charge ou de distraire; voy. quest. 2452^e) il fût sursis à l'adjudication des objets revendiqués; que cette volonté serait illusoire, si, de suite, après le rejet de revendication par un tribunal de première instance, ce tribunal pouvait procéder à l'adjudication, au mépris de la faculté d'appeler, etc. Conformément à cette opinion, un autre arrêt du 21 juillet 1806 (Sirey, tom. 6, pag. 359), a derechef consacré cette décision, en faisant une exception pour le cas de revendication, faite en vertu d'un acte de vente consentie par le saisi; et par suite la Cour de Pau, 20 novembre 1813 (Sirey, t. 16,

(1) Il en serait de même, si la demande en distraction ne portait que sur un immeuble indivis; car il est évident qu'on ne pourrait vendre, par suite de la saisie, avant le partage qui déterminera la portion revenant au débiteur saisi. — (Foy. Prat., ubi suprà.)

(2) Il faut remarquer, avec M. Delaporte, ubi suprà, que si toutes les parties se réunissaient pour demander le sursis, le juge ne pourrait le refuser. Ce mot *pourront* ne nous semble, en effet, s'appliquer qu'au cas où la demande de sursis, formée par l'une des parties seulement, est contestée par les autres, auquel cas les juges, suivant les circonstances, peuvent accéder à cette demande ou la rejeter.

p. 81), a jugé que, hors ce cas, et en principe général, l'adjudication définitive en peut avoir lieu, tant que le jugement rendu sur la demande en revendication n'a pas acquis force de chose jugée, et que les prétentions des tiers ne sont pas définitivement écartées.

Cette décision, disent les auteurs du Praticien, s'appliquerait à plus forte raison aujourd'hui, puisque l'art. 729 présuppose un sursis dans la vente des immeubles distraits, et que, d'autre part, l'art. 730 restreint à quinzaine le délai accordé pour interjeter appel, afin que l'adjudication ne soit pas retardée, soit qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas d'appel. Nous convenons que l'appel est suspensif de l'adjudication; nous pensons, comme nous l'avions dit sur la 2242^e question de l'Analyse, par rapport à la subrogation, que l'on peut, après le jugement sur la revendication, procéder à toute instruction ultérieure, même à l'adjudication, tant que les poursuites et la vente n'ont pas été arrêtées par la notification de l'appel (1).

2467. *L'adjudicataire provisoire ne peut-il demander sa décharge que dans le cas seulement où il y aurait sursis accordé, sur la demande des parties, à la vente de la totalité des objets saisis dont une portion serait revendiquée ?*

Autrement, quel est le sens qu'il faut donner à ces mots, dans ce cas, employés dans la dernière disposition de l'art. 729 ?

Il n'est pas douteux (voy. quest. 2463^e) qu'il y a sursis à la vente, toutes les fois qu'il existe une demande en revendication de la totalité des objets saisis, et qu'en ce cas l'adjudicataire provisoire peut demander la décharge de son adjudication. Mais si la demande en distraction ne frappe que sur une partie de ces objets, il semblerait, d'après la dernière disposition de l'article 729, que cet adjudicataire ne pourrait demander sa décharge que dans le cas où le tribunal, sur la demande des parties intéressées, aurait ordonné un sursis à la vente du tout. En effet, ces mots, dans ce cas, paraissent se rapporter exclusivement à ce sursis; en sorte que si l'on passait outre à la vente des objets qui ne seraient pas revendiqués, l'adjudicataire provisoire ne pourrait requérir sa décharge.

Mais M. Lepage, dans ses Questions, p. 488, et dans son Traité des saisies, tom. 2, pag. 182, estime qu'il est plus raisonnable de dire que la faculté accordée à cet adjudicataire, par la disposition finale de l'article 729, concerne le cas prévu par les surplus de l'article. Ce cas, dit-il, est celui où la revendication ne frappe que sur une portion des objets saisis; il arrive alors ou

qu'on passe outre à la vente du surplus, ou qu'il est sursis sur le tout; mais quelque chose que le tribunal ordonne, il n'en est pas moins certain que, dans ce cas d'une revendication partielle, l'adjudicataire provisoire peut demander sa décharge (2).

Les autres jurisconsultes qui ont écrit sur le Code professent une opinion contraire. (Voy. Delaporte, tom. 2, pag. 327; Pigrou, tom. 2, pag. 156, n^o 5; Hautefeuille, pag. 394, et aussi l'arrêt de Poitiers, cité sur la quest. 2469^e.) Mais ils se bornent à dire, M. Delaporte, par exemple, qu'il suit des derniers termes de l'article 729, que l'adjudicataire provisoire ne peut pas requérir sa décharge; M. Figeau, que, dans le cas de sursis, l'adjudicataire peut former cette demande; M. Hautefeuille, que, si le sursis aux poursuites est ordonné, cet adjudicataire peut ne pas vouloir demeurer chargé indéfiniment d'une adjudication dont il ne peut prévoir le résultat, et que, dans ce cas, il a la faculté de demander à être déchargé de son adjudication provisoire; ce qui ne peut lui être refusé, et doit être prononcé par le jugement qui ordonne le sursis aux poursuites.

Nous avons à examiner si l'opinion de M. Lepage, qui admet la demande en décharge, indépendamment de sursis, doit l'emporter sur celle des auteurs que nous venons de citer. Cette question est fort importante, et c'est le motif pour lequel nous avons rapporté toutes les raisons que cet auteur fait valoir : c'en est une aussi pour excuser la longueur des détails dans lesquels nous allons entrer.

Nous estimons que les raisons données par M. Lepage suffiraient, quels que fussent les doutes que pourrait faire naître la rédaction de l'article 729, pour faire décider que l'adjudicataire préparatoire peut demander sa décharge, encore bien que le tribunal n'ait pas sursis à la vente

(2) En effet, ajoute cet auteur, le prix qu'il a offert est relatif à la totalité des objets saisis; or, si on en distrairait une partie, l'engagement judiciaire qu'il a contracté est rompu.

Il est vrai que la demande en distraction ne porte pas atteinte au marché fait par l'adjudicataire, tant qu'elle n'est pas accueillie, d'où suit qu'on pourrait attendre l'issue de l'incident, et n'écouter la demande en décharge de l'enchère qu'an cas où la distraction aurait été ordonnée.

Mais M. Lepage répond à cette objection, qu'il se fait lui-même, que c'est précisément pour ne laisser aucun doute sur ce point qu'est faite la dernière disposition de l'art. 729. L'adjudicataire, sans contredit (voy. la quest. suiv.), doit être déchargé de son enchère, quand la distraction est prononcée; et, de plus, il est décidé qu'il peut requérir sa décharge aussitôt qu'est formée la demande en distraction d'une partie des objets saisis. La loi n'a pas voulu qu'il fût tenu d'attendre la décision de l'incident; la seule ébauche qu'il avait consenti de courir était celle d'une enchère plus forte que la sienne, lors de l'adjudication définitive. Il survient une revendication qu'il n'a pas dû prévoir : il n'est pas juste qu'il soit forcé d'attendre les suites de cet événement.

(1) Cette proposition est, à plus forte raison, applicable au cas où la revendication ne porte que sur partie des objets. Le tribunal, après avoir prononcé le sursis, peut ordonner, par jugement séparé, qu'il sera passé outre à la vente du surplus. — (Paris, 18 février an 12, Sirey, tom. 5, 2^e partie, pag. 675.)

pour le tout; mais nous en ajouterons qui nous semblent devoir trancher toute difficulté :

C'est que l'art. 729 ne prévoit, à vrai dire, qu'un seul cas, qui est celui d'une revendication partielle des objets saisis, dans lequel le tribunal peut ou passer outre à la vente des objets non revendiqués, ou ordonner le sursis sur le tout, et dans lequel aussi la loi autorise la demande en décharge de la part de l'adjudicataire.

Nous prouvons cette proposition, en faisant remarquer que l'art. 729 contient trois dispositions, dont l'une est principale, et dont les deux autres ne présentent que des exceptions à la première, suivant les intérêts divers des personnes qui sont parties sur la demande en distraction.

La première disposition, qui est la principale, prévoit le cas d'une demande en distraction partielle, et porte qu'il sera passé outre à la vente du surplus des objets. Dans ce cas, qui est l'objet unique de l'article, la seconde disposition veut que les parties intéressées (ce sont celles désignées dans l'art. 727) puissent demander le sursis sur le tout, parce que chacune d'elles peut avoir intérêt à ce sursis; savoir : le saisi, le saisissant et le premier créancier inscrit, parce qu'ils peuvent espérer un plus grand nombre d'enchérisseurs, si l'on ne morcelle pas les héritages (voy. quest. 2465^e); l'adjudicataire provisoire, soit parce qu'il peut avoir un avantage à conserver les droits que lui confère son adjudication, soit parce qu'il peut avoir à craindre qu'une vente partielle ne l'empêche de devenir acquéreur définitif de la totalité.

Mais, d'un autre côté, il peut aussi craindre que le jugement à rendre sur la demande en distraction n'emporte un trop long espace de temps pendant lequel, comme le disent les auteurs du *Praticien*, tom. 4, pag. 518 et 519, il peut trouver à placer ses fonds plus avantageusement : il serait donc injuste de le tenir obligé plus long-temps qu'il n'avait dû compter l'être, et de le laisser dans l'incertitude sur le résultat de l'adjudication.

Par ces motifs, la troisième disposition de l'art. 729 veut qu'il puisse demander sa décharge. Il nous paraît déraisonnable de maintenir que les mots *en ce cas* se rapportent à celui où il y aurait un sursis prononcé pour le tout. En effet, si les autres parties intéressées ne demandaient pas ce sursis, il en résulterait que, pour demander sa décharge, l'adjudicataire préparatoire serait contraint de requérir lui-même ce sursis. Or, il y aurait en cela une contradiction frappante; car cette réquisition suppose nécessairement, de la part de l'adjudicataire, l'intention d'user du bénéfice de l'adjudication préparatoire qui lui a été faite pour la totalité, afin d'en devenir adjudicataire définitif, et si cette supposition est bien fondée, on ne peut, sans contredit, admettre qu'il sera forcé de réclamer le sursis, précisément pour acquiescir le droit de demander sa décharge.

À l'appui de ces raisonnemens, nous citons le passage suivant du nouveau Répertoire, 6^e *saisie immobilière*, pag. 670 : « Lorsque la demande n'atteint qu'une partie des objets saisis, elle ne peut, en règle générale, retarder la vente du surplus des immeubles saisis. Cependant, si les parties intéressées jugent qu'il leur est plus avantageux d'attendre l'événement de la demande, elles pourraient demander et obtenir le sursis pour le tout. L'adjudicataire provisoire peut, dans le même cas, demander la décharge de son adjudication. »

Il nous semble que M. Tarrillo explique l'article 729 dans le même sens que nous, c'est-à-dire que, dans le même cas où les parties intéressées peuvent demander le sursis (et ce cas est celui de la disposition principale, la *revendication partielle*), l'adjudicataire peut demander sa décharge.

Au reste, si le savant jurisconsulte dont nous invoquons le témoignage n'a pas entendu exprimer ce que nous croyons qu'il a voulu dire, le passage ci-dessus rapporté présentait la même obscurité que l'on a cru trouver dans la loi, et nous n'en tiendrions pas moins aux raisons que nous venons d'ajouter à celles de M. LePage.

Enfin, nous terminerons en disant que si notre opinion n'était pas adoptée, l'art. 729 serait destructif de toutes les règles admises en matière d'adjudication, puisqu'il en résulterait que l'adjudicataire provisoire, lorsqu'il n'y aurait pas de sursis demandé et accordé, ou lorsqu'il serait refusé, se trouverait lié à devenir adjudicataire définitif pour une seule partie, au prix qu'il aurait offert pour la totalité des objets saisis. En effet, son enchère, faite pour le tout, deviendrait celle que le public serait appelé à couvrir pour une partie seulement, lors de l'adjudication définitive. On ne peut admettre que le législateur se soit exposé à de pareilles contradictions.....

2468. *L'adjudicataire qui n'aurait pas demandé sa décharge avant le jugement sur la distraction, peut-il la demander après ?*

M. Pigeau, tom. 1, pag. 137, n^o 6, dit que, si la distraction est prononcée, que l'adjudicataire provisoire ait demandé sa décharge avant le jugement, et qu'elle n'ait pas encore été jugée, on l'accorde par ce jugement, parce que cet adjudicataire a entendu acquiescer tout, et non une partie. Cette décision ne souffre aucune difficulté.

Mais si l'adjudicataire n'avait pas formé sa demande avant le jugement de distraction, M. Pigeau pose la question de savoir s'il le pourrait après.

L'on serait porté sans doute à décider cette question pour la négative, si l'on admettait que les mots *en ce cas*, qu'on lit dans l'art. 729, se rapportent au sursis; car le sursis n'étant ordonné que pour instruire et juger sur la

demande en distraction, supposerait nécessairement que l'adjudicataire doit réquerir sa décharge avant que le jugement ait été rendu.

Aussi M. Pigeau, *ubi supra*, qui admet cette interprétation de l'article 729 (*voy. la précéd. quest.*), est-il obligé, pour décider, nonobstant cet article, que l'adjudicataire peut demander sa décharge *après le jugement de distraction*, de recourir à la disposition de l'art. 1636 du Code civil, portant que si l'acquéreur n'est évincé que d'une partie de la chose, et qu'elle soit de telle conséquence, relativement au tout, que l'acquéreur n'eût point acheté sans la partie dont il a été évincé, il peut faire résilier la vente.

C'est parce qu'en effet cet article du Code civil serait en opposition formelle avec l'art. 729, entendu dans le sens que lui prête M. Pigeau, que cet auteur décide affirmativement la question que nous avons posée.

On n'éprouvera point cet embarras, et l'on ne trouve aucune opposition entre les deux articles, si l'on admet, comme nous l'avons fait sur la précédente question, que l'art. 729 accorde à l'adjudicataire le droit de réquerir sa décharge dans le cas d'une revendication partielle, soit qu'il y ait suris pour le tout, soit qu'il n'y en ait pas : en effet, l'art. 729, interprété de la sorte, n'ayant fixé aucune époque à laquelle l'adjudicataire doit demander sa décharge, il s'ensuit évidemment qu'il suffit qu'une demande en distraction partielle ait été formée pour que celle en décharge soit recevable avant comme après le jugement sur la distraction (1).

2469. Mais que si l'adjudicataire provisoire n'ayant pas demandé sa décharge avant l'adjudication définitive des objets non revendiqués, demeurerait adjudicataire définitif de ces objets pour le prix qu'il aurait offert pour le tout, lors de l'adjudication préparatoire, pourrait-il encore demander sa décharge ?

La précédente question suppose seulement le cas où, dans l'intervalle de l'adjudication préparatoire à l'adjudication définitive, le jugement de distraction intervient et ordonne que les objets revendiqués seront distraits.

Ici nous supposons que le tribunal n'ayant point suris à la vente du tout, et l'adjudicataire provisoire n'ayant point demandé sa décharge, il est passé outre à la vente des objets non distraits avant que le jugement sur la distraction ait été rendu.

Nous pensons qu'en cette circonstance l'adjudicataire provisoire appelé à l'adjudication définitive, et qui, sans demander sa décharge,

laisse, contradictoirement avec lui, allumer les feux et procéder à cette adjudication partielle, sur une enchère qu'il n'avait mise que pour le tout, annonce, par son silence, qu'il consent à devenir adjudicataire de cette partie pour la somme à laquelle il avait provisoirement porté la totalité.

Vainement objecterait-il qu'il n'était demeuré adjudicataire provisoirement que dans l'attente d'avoir le tout; on lui répondrait qu'il a eu tout le temps nécessaire pour demander sa décharge, ou au moins pour faire des offres en diminution du prix de son adjudication, et qu'il ne pouvait ignorer quels étaient, par rapport à lui, les effets nécessaires de la vente définitive qu'il aurait laissé faire sans opposition.

Insistera-t-il, en disant qu'il n'a laissé passer outre à cette adjudication que dans l'espoir de devenir, par la suite, adjudicataire de la partie des objets dont la distraction aurait été demandée, en cas que cette demande vint à être rejetée ?

On lui répondrait encore qu'il ne peut plus argumenter de sa première qualité d'adjudicataire provisoire, pour se faire décharger d'une adjudication définitive qui lui a donné une autre qualité; qu'il s'est mis à la place d'un tiers qui serait devenu adjudicataire définitif de la partie des objets non revendiqués, en couvrant l'enchère pour laquelle il serait resté adjudicataire provisoire de la totalité; que de même que ce tiers ne pourrait se faire décharger, sous la prétexte de l'espoir qu'il aurait conçu d'acquiescer, par la suite, le surplus des immeubles, de même aussi l'adjudicataire provisoire de la totalité ne peut, sous le même prétexte, se dégager de la vente qui lui a été faite définitivement de la portion non revendiquée (2).

2470. Si l'adjudicataire provisoire de la totalité d'un immeuble saisi n'a pas demandé sa décharge, et qu'un jugement ordonne la distraction d'une partie de cet immeuble, peut-il être procédé à l'adjudication de l'autre partie, sans une nouvelle adjudication préparatoire ?

Cette question a été jugée pour l'affirmative, par arrêt de la Cour de Trèves, du 6 novembre 1810. (*Sirey*, tom. 15, pag. 172.) Mais cette décision est seulement motivée sur ce que, dans l'espèce, ni les parties intéressées, ni l'adjudicataire, n'avaient réclamé la faculté que l'article 729 leur accordait; savoir : aux uns, de demander la suris pour le tout; à l'autre, de demander sa décharge.

(2) Cette conséquence pourra paraître sévère. On dira qu'elle n'est point écrite dans la loi; mais nous la croyons fondée sur les principes reçus en matière de vente par expropriation et sur la nature des choses. Ceci admis, au surplus, que, dans les circonstances auxquelles se rapporte notre question, il est au moins très-prudent à l'adjudicataire provisoire de se pas laisser passer outre à l'adjudication définitive sur son enchère, sans réquerir sa décharge.

(1) On sent ici combien les raisons que nous venons d'exposer pour la solution de la présente question appuient fortement celle qui a été donnée sur la précédente, puisque cette dernière a l'avantage de concilier parfaitement les dispositions de l'article 729 du Code de procédure et de l'art. 1636 du Code civil.

On pourra sans doute tirer de cet arrêt un argument en faveur de la solution donnée sur la question précédente, puisqu'elle suppose que l'adjudication préparatoire, faite pour le tout, tient pour une portion, lorsque l'adjudicataire provisoire ne réclame pas sa décharge.

Il est vrai que ce n'était pas cet adjudicataire qui réclamait, dans l'espèce de l'arrêt de Poitiers, c'était le saisi qui se plaignait de ce que la vente définitive de la portion de biens non distraits avait été faite sans qu'il y eût eu à leur égard une adjudication préparatoire. Mais qu'importe ? Il n'en reste pas moins vrai que l'on considère l'adjudication préparatoire de la totalité, comme tenant lieu d'adjudication préparatoire pour la portion.

2471. *Comment se forme la demande en décharge antérieure ou postérieure au jugement sur la distraction ?*

Elle se forme comme la demande en distraction, et contre les mêmes parties ; mais il faut remarquer que la requête, dans le cas où il en est besoin, et la réponse, ne peuvent exécuter trois rôles. — (Voy. *tarif*, art. 123, et *Pigeau*, t. 2, p. 157, nos 4 et 6.)

ART. 730. L'appel du jugement rendu sur la demande en distraction, sera interjeté avec assignation, dans la quinzaine du jour de la signification à personne ou domicile, outre un jour par trois myriamètres en raison de la distance du domicile réel des parties : ce délai passé, l'appel ne sera plus reçu (1).

(1) JURISPRUDENCE.

1^o. Le saisi est partie essentiellement intéressée aux demandes en distraction formées par des tiers. Le jugement de distraction est nul, s'il n'y a point été partie. La preuve qu'il n'a pas été partie résulte suffisamment du défaut de mention sur l'expédition en forme du jugement. — (*Pau.* 7 juillet 1813, *Dalloz*, tom. 24, pag. 369, *Sirry*, tom. 16, pag. 105, et *supra*, art. 727.)

2^o. Le fermier d'un immeuble saisi qui forme une demande incidente tendante à faire inscrire au cahier des charges une clause relative à l'entretien de son bail et aux loyers payés d'avance, n'est point tenu d'interjeter appel dans la quinzaine ; puisqu'une semblable demande n'est point une demande en distraction. — (*A. mien*, 17 décembre 1812, *Sirry*, tom. 18, pag. 12, *Dalloz*, tom. 24, pag. 369.)

Cet arrêt résout, dans l'espèce particulière, où il a été rendu, une question fort importante, en ce qu'elle peut se présenter pour tous les cas où un tiers demanderait, dans son intérêt, une rectification du cahier des charges, ou élèverait tout autre incident non prévu par le Code. L'on peut dire que la même raison qui a porté le législateur à abréger les délais d'appel, à l'égard des incidents qu'il a prévus, et qui sont sans contredit les plus importants, militait à l'égard de tous autres incidents, quels qu'ils soient ; et, comme le remarque M. Coffinières, en rapportant l'arrêt d'A. mien, la partie qui élèverait un tel incident n'a point à se plaindre si on lui accorde, comme cet arrêt, le

C. de P., art. 25.

2472. *Le délai de quinzaine prescrit pour l'appel du jugement sur la distraction est-il franc ?*

En d'autres termes, la maxime *in iudiciis, etc.*, consacrée par l'art. 1033, est-elle applicable à cet appel ?

Nous avons dit plusieurs fois que, dans le cas où le Code de procédure fixe un délai, en se servant de ces mots, *dans les trois jours*, *dans la huitaine*, et, comme il le fait par l'art. 730, *dans la quinzaine*, le jour à quo était le seul qui ne devait pas être compris dans le délai. La Cour de Besançon, par arrêt du 27 décembre 1807 (*Sirry*, tom. 15, pag. 190), a jugé de la sorte, dans l'espèce de l'art. 730.

Elle a considéré que cet article contient une disposition particulière pour la saisie immobilière ; que dès lors c'est à cette disposition, et non à l'art. 1033, qui est une disposition générale, qu'il faut se conformer.

Cette décision trouve un appui dans un arrêt de la Cour de cassation du 8 août 1809, qui sera rapporté sur l'art. 734, et qui consacre le principe que l'art. 1033, statuant sur des cas généraux, n'est point applicable aux appels des jugements sur incidents de saisie immobilière ; appels qui sont régis par des règles particulières.

2473. *Comment doit-on calculer les distances, afin d'augmenter la quinzaine accordée pour l'appel, d'autant de jours qu'il sera convenable pour que toutes les parties puissent comparaître ?*

Comme les parties qu'on doit intimer sous l'appel peuvent avoir leur domicile à des distances différentes, on doit donner à chacune le temps nécessaire pour qu'elle compare dans un délai fixé à raison de celle qui la sépare du lieu de la comparution, sauf à ne poursuivre l'audience qu'à l'expiration du plus long délai donné à la partie la plus éloignée. — (*Arg. de l'article 175.*)

ART. 731. L'adjudication définitive ne transmet à l'adjudicataire d'autres droits à la propriété (2) que ceux qu'avait le saisi (3).

plus long des délais que fixe le tit. 15. A ce moyen, on concilie l'intérêt de cette partie avec l'intention formellement manifestée par la loi de hâter la marche de l'instruction. Quoi qu'il en soit, nous pensons que ces considérations, quelque imposantes qu'elles soient, doivent céder à l'application du principe que les dispositions rigoureuses ne s'étendent point d'un cas à un autre.

(2) Les motifs de cet article se trouvent au commentaire sur l'art. 727. — (*Voy. aussi le rapp. au Corps législatif, sur le titre de la saisie immobilière, édit. de F. Didot, pag. 766.*)

(3) JURISPRUDENCE.

1^o. Lorsqu'une saisie immobilière a été faite *super non domino*, elle est radicalement nulle au respect

C. C., art. 2182.—Loi du 11 brum. an 7, art. 25.—C. de P., art. 683, 684, 695, 715, 719 et 748.

2474. *Quels sont les droits et les charges de l'adjudicataire provisoire, relativement à la propriété de l'immeuble?*

L'adjudication préparatoire ne peut être considérée que comme une vente faite sous une condition suspensive, puisqu'elle confère à l'adjudicataire le droit de rester définitivement adjudicataire, si son enchère n'est pas couverte au jour fixé pour la vente définitive. — (Voy. article 708, second alinéa.)

Il s'ensuit que, s'il reste, à raison de cette circonstance, adjudicataire définitif, il doit être considéré comme propriétaire du jour de l'adjudication provisoire, puisque la condition accomplie a un effet rétroactif au jour auquel l'engagement a été contracté, et que, par conséquent, l'obligation a son effet de ce jour-là. — (Voy. Code civ., art. 1179 et 1181; Pigeau, tom. 2, p. 143, et Perail, tom. 2, pag. 357.)

Mais il n'est pas tenu de la perte ou de la détérioration arrivée dans l'intervalle de l'adjudication préparatoire à l'adjudication définitive,

do la légitime propriétaire. Cette nullité peut être demandée même postérieurement à l'adjudication définitive.

Peu importe que ce véritable propriétaire de l'objet indûment vendu ait connu la saisie, et n'en ait pas de suite relevé l'irrégularité; peu importe encore que la saisie eût pu être faite sur lui-même, comme caution du débiteur principal, partie saisie. — (Paris, 9 mars 1811; Dalloz, tom. 24, pag. 365; Sirry, tom. 15, 2^e part., pag. 167.)

Il résulte, en effet, de l'art. 731, que l'adjudication d'un héritage qui n'appartient pas au saisi, laisse l'adjudicataire dans la position commune à tout détenteur du bien d'autrui. — (Cassat., 25 juin 1819; Bull. off., pag. 171.)

2^o. Lorsqu'une adjudication est déclarée nulle pour irrégularités commises au préjudice d'une partie des créanciers, la nullité de l'adjudication doit être prononcée dans l'intérêt de tous, parce qu'il s'agit d'une matière indivisible. — (Cassat., 13 oct. 1812; Sirry, tom. 15, pag. 42; Dalloz, tom. 24, pag. 381.)

3^o. La condition résolutoire d'une vente a pu être utilement exercée par le vendeur après l'adjudication de l'immeuble et pendant le cours de l'instance d'ordre, ouverte par la distribution du prix; instance à laquelle ce vendeur avait été appelé comme créancier inscrit.

Cette résolution ainsi adjugée, à défaut de paiement, fait rentrer l'immeuble dans le sein du vendeur, franc et libre des hypothèques imposées par l'acquéreur; mais les créanciers de ce dernier ont la faculté de désintéresser le vendeur avant que la résolution ne soit prononcée. — (Rouen, 13 juil. 1815; Sirry, tom. 16, 2^e part., pag. 45.)

4^o. L'adjudicataire d'une maison vendue sur expropriation forcée ne peut exiger des locataires, dont le bail avait acquis une date certaine avant l'adjudication, les termes échus depuis le jour où il est devenu propriétaire, s'il résulte du bail que le loyer a été payé ainsi par anticipation. Cette décision a lieu, encore que le bail ait été fait par acte sous seing privé, et que le paiement n'ait pas été énoncé dans le cahier des charges. — (Turin, 4 déc. 1810; Sirry, tom. 11, pag. 232.)

parce que, suivant l'art. 1182 du Code civil, lorsque l'obligation a été contractée sous une condition suspensive, la chose qui fait la matière de la convention demeure aux risques du débiteur, qui ne s'est obligé de la livrer que dans le cas de l'événement de la condition.

Si la chose n'a subi qu'une détérioration, alors l'adjudicataire provisoire peut demouder sa décharge. — (Voy. Code civ., art. 1182.)

Quant aux charges de l'adjudicataire provisoire, nous ne voyons pas que la loi lui en impose d'autres, si ce n'est qu'il demeure obligé par son enchère jusqu'à l'adjudication définitive; en sorte que, si elle n'est pas couverte par un tiers, il demeure définitivement adjudicataire.

Il faut remarquer ici que, dans le cas où le prix de l'adjudication préparatoire a été couvert, la condition sous laquelle l'adjudicataire avait un droit à la propriété s'évanouit, et avec elle ce droit, qu'il ne conserve qu'autant qu'elle subsiste: ainsi donc, s'il couvrirait à son tour l'enchère par laquelle la sienne avait été couverte, il reste dernier emphytéotique, et par conséquent adjudicataire définitif. C'est en vertu de cette dernière enchère qu'il est propriétaire, et sa qualité d'adjudicataire provisoire n'est plus d'aucune considération pour régler ses droits. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 543; et Perail, t. 2, pag. 357.)

2475. *De quel jour l'adjudicataire définitif est-il propriétaire? L'est-il du jour de l'adjudication, ou seulement du jour de l'arrêt confirmatif, s'il y a eu appel du jugement d'adjudication?*

L'adjudicataire autre que celui qui le devient par suite d'une adjudication préparatoire qui n'a pas été couverte, est propriétaire du jour de l'adjudication définitive, dans le cas même où il y aurait eu appel du jugement qui a prononcé cette adjudication.

En effet, l'appel ne fait que suspendre l'exécution du jugement attaqué; l'arrêt confirmatif lève cette suspension, et ne fait que rendre au premier jugement toute la force qui lui appartient.

Ce n'est pas du jour de l'arrêt confirmatif, mais du jour où l'adjudication lui a été faite, que l'adjudicataire est propriétaire, et il en résulte que si, pendant l'instance d'appel et la suspension des effets du jugement d'adjudication, il arrive des dommages dans les biens adjugés, ils sont à sa charge, sauf son recours contre qui de droit. — (Arrêt du Conseil d'état, du 18 octobre 1808; Sirry, tom. 9, pag. 17.)

2476. *L'adjudication définitive purge-t-elle en faveur de l'adjudicataire, tous les droits de propriété que des étrangers pourraient avoir sur l'immeuble vendu?*

Où ne peut révoquer en doute que l'intention du législateur n'ait été de conserver intacts les droits des tiers sur l'immeuble, tels que ceux de propriété, d'usufruit et de servitudes, et de les comprendre dans la disposition générale par la-

quelle l'art. 731 déclare que l'adjudication définitive ne transmet à l'adjudicataire d'autres droits à la propriété que ceux qu'avait le saisi. — (Voy. *Tarrible, nouv. Répert.*, au mot *expropriation*, n^o 5, tom. 5, pag. 41; *Pigeau*, t. 1, p. 145, et surtout l'*Exposé des motifs*, par M. le conseiller d'état Réal, édit. de F. Didot, pag. 216.)

Mais il faut remarquer que l'art. 1638 du Code civil porte que si un héritage vendu se trouve grevé, sans qu'il en ait été fait de déclaration, de servitudes *non apparentes*, et qu'elles soient de telle importance qu'il y ait lieu de présumer que l'acquéreur n'aurait pas acheté, s'il en avait été instruit, il peut demander la résiliation du contrat, si mieux il n'aime se contenter d'une indemnité.

Cet article est sans doute applicable au cas de vente par expropriation. (Voy. *Pigeau*, tom. 2, pag. 226.) C'est une raison pour que le saisissant et les créanciers aient soin d'énoncer dans le cahier des charges tous les droits dont l'immeuble saisi pourrait être grevé.

2477. *Si, après l'adjudication définitive, l'adjudicataire est évincé en totalité ou partie de la propriété de l'immeuble, que fera-t-il pour se réindemner du prix qu'il aurait payé ?*

Suivant M. Persil, tom. 2, pag. 217, l'adjudicataire aurait nécessairement une action en garantie, 1^o contre le créancier qui a poursuivi la saisie, parce que c'est en quelque sorte lui qu'on peut regarder comme vendeur; 2^o contre chaque créancier qui aurait reçu le prix ou une partie, parce qu'il lui a réellement payé ce qu'il ne devait pas; 3^o contre le saisi, parce qu'en payant ses propres créanciers, et n'ayant pas ensuite agi contre eux, il est subrogé de plein droit dans toutes leurs actions. En choisissant celle de ces trois actions qui lui paraîtrait la plus avantageuse, il est difficile, dit cet auteur, que l'adjudicataire ne s'indemne pas de tout ce qu'il a déboursé.

Cette opinion se rapproche de celle de M. Tarrible. (Voy. *nouv. Répert.*, e^o. saisie immobilière, § 7, pag. 673.) Il dit que l'adjudicataire peut exiger le remboursement du prix, soit de la part des créanciers payés de ses deniers, soit de la part du débiteur saisi, suivant la distinction établie par l'art. 1377 du Code civil.

M. Delaporte, tom. 2, pag. 329, dit qu'il n'est pas douteux que l'adjudicataire ne puisse exercer l'action en garantie contre le saisi sur lequel la vente a été faite; car c'est lui qui est véritablement vendeur. Mais si ce recours était infructueux, le même auteur penche à croire que l'adjudicataire peut répéter des créanciers les sommes qu'ils ont touchées.

On pourrait, pour exclure l'action contre les créanciers, s'appuyer des arrêts des Cours de Paris et de Bruxelles, cités sur les quest. 1111^e et 2323^e, et dire que d'après ces arrêts, conformes aux anciens principes (voy. *Berriat Saint-Prix*, pag. 595, not. 94), la garantie n'est

due que par le débiteur, parce que, dans une expropriation, ce ne sont point les créanciers qui vendent, mais bien la justice, au nom de leur débiteur.

Nous observerons que ces arrêts ont pu reconnaître en principe que les créanciers ne sont pas vendeurs, et conséquemment décider, dans les espèces où ils ont été rendus, et qui ne présentent que des soustractions et dégradations du fait personnel du saisi, que les créanciers n'en étaient pas responsables. Mais de ce même principe que les créanciers ne sont pas vendeurs, il ne serait pas exact de conclure qu'ils ne doivent pas rembourser en totalité ou en partie, par suite de l'action *condictio indebiti*, le prix qu'ils ont reçu d'un immeuble dont l'adjudicataire se trouve évincé, soit pour la tout, soit pour une portion. Ce remboursement est la conséquence d'un autre principe énoncé dans la première disposition de l'art. 1377 du Code civil; savoir : qu'une *personne qui, par erreur, se croyant débitrice, a acquitté une dette, a droit de répétition* contre le créancier. Or, c'est aux créanciers du saisi que l'acquéreur doit la prix de l'adjudication; il acquitte cette dette, dans l'opinion qu'à que l'immeuble deviendra sa propriété; s'il est évincé, il a fait ce paiement par erreur, et, conséquemment, ceux qui l'ont touché lui doivent remboursement (1).

2478. *Si l'adjudicataire, n'est évincé que d'une partie des objets qui lui ont été vendus, peut-il non-seulement demander une diminution proportionnelle du prix, mais encore la résolution de l'adjudication ?*

C'est demander, en d'autres termes, si l'article 1636 du Code civil s'applique à l'adjudication sur saisie immobilière.

On sait que cet article porte que si l'acquéreur n'est évincé que d'une partie de la chose, et qu'elle soit de telle conséquence, relativement au tout, qu'il n'eût point acheté sans la partie dont il a été évincé, il peut faire résilier la vente.

La négative de la question que nous posons semble à M. Persil, tom. 2, pag. 219, résulter de l'art. 731 du Code de procédure.

Cet article, dit-il, suppose évidemment le cas où l'adjudication comprendrait des biens qui n'appartiendraient pas au saisi; et alors, loin d'accorder à l'adjudicataire la faculté de faire résilier la vente, il limite ses droits à ceux du débiteur, et les restreint aux biens qui ont réellement pu être saisis; mais aussi cet article lui donne sur ces biens des droits qu'il ne peut perdre; et de cela, que dans le Code de procédure on ne parle pas de lui accorder d'action résolutoire; de cela, qu'on n'applique point à l'adjudicataire les dispositions du Code civil, relatives

(1) Au surplus, l'art. 1377 doit recevoir son application, comme le dit M. Tarrible, dans le cas où le créancier aurait supprimé son titre par suite du paiement, sauf le recours de l'adjudicataire contre le saisi.

à la vente, on doit penser que l'adjudication doit se résoudre moins facilement qu'une vente ordinaire, et que la sanction accordée par la justice doit lui donner une stabilité que n'a pas une vente ordinaire.

Par ces motifs, M. Persil conclut que l'adjudicataire pourra demander, contre le poursuivant et les autres créanciers, une diminution proportionnelle du prix, mais jamais la résolution de l'adjudication.

Nous pensons non-seulement que l'adjudicataire peut demander une diminution proportionnelle du prix, et dans ce cas il doit la former contre les créanciers derniers colloqués ou contre le débiteur saisi, mais encore qu'il peut demander la résolution de l'adjudication, toutes les fois qu'il se trouve dans le cas prévu par l'art. 1636 du Code civil. Il importe peu, selon nous, que le Code de procédure ne lui ait point accordé cette demande. Son silence doit être expliqué par la disposition du droit commun que nous venons de citer, et avec d'autant plus de raison, que ce Code n'avait point à porter des dispositions de détail sur les droits des adjudicataires, et que, s'il s'est écarté de son objet principal, qui est la forme des actes judiciaires, ce n'a été qu'afin de prévenir toute difficulté, attendu qu'autrefois le décret purgeait tous les droits des tiers, ainsi que nous l'avons dit sur la quest. 2476^e (1).

2479. *L'adjudicataire qui veut affranchir l'immeuble par lui acquis, des privilèges et hypothèques, est-il obligé de faire transcrire le jugement d'adjudication, et de le déposer au greffe, conformément aux art. 2181 et 2194 du Code civil?*

M. Tarrille (voy. nous. Répert., n^o saisie immobilière, § 7, n^o 3, pag. 673) et M. Persil, tom. 2, pag. 54, ont prouvé que l'adjudication définitive consomme l'expropriation du débiteur et le transport de la propriété à l'adjudicataire, et que celui-ci n'a plus qu'à payer le prix de son adjudication, selon l'ordre déterminé pour affranchir son immeuble de toutes les hypothèques, quelle que soit leur nature, sans qu'il ait besoin ni de transcrire son titre, conformément à l'art. 2181 du Code civil, ni de le déposer au greffe du tribunal, dans le cas prévu par l'article 2194, ni de remplir aucune formalité ultérieure.

Si donc l'adjudication ne purge pas les droits à la propriété ou les droits réels, tels que l'usufruit et les servitudes, elle purge l'immeuble des droits hypothécaires dont il pouvait être grevé.

(1) Au surplus, l'art. 2182 du Code civil, dans sa dernière disposition, dit, relativement au vendeur, la même chose que l'art. 731 du Code de procédure, relativement à la saisie, et l'on ne trouve point en cela de contradiction avec l'art. 1636. Pourquoi donc tirerait-on des mêmes expressions consignées dans cet art. 731, la conséquence que l'art. 1636 du Code civil ne serait pas applicable dans le cas d'une vente faite par suite d'expropriation?.....

C'est ce que ces auteurs nous paraissent avoir démontré par des argumens sans réplique, auxquels nous n'aurions rien à ajouter (2).

2480. *L'adjudicataire qui veut se libérer définitivement peut-il consigner le prix de son adjudication?*

Cette question sera traitée sur l'art. 730.

2481. *Les solutions données précédemment sur les questions de savoir, 1^o au compte de qui est la perte ou la détérioration de la chose, survenue dans l'intervalle de l'adjudication définitive; 2^o de quel jour l'adjudicataire préparatoire est réputé adjudicataire définitif, s'appliquent-elles à l'adjudicataire définitif, lorsqu'il y a surenchère?*

M. Figeau, t. 2, p. 236, traite cette double question. Si, dit-il, le bien périt ou se détériore depuis la surenchère c'est pour la compte de l'adjudicataire, et non pour l'enchérisseur. Il applique ici ce qu'il a dit pag. 136, relativement à l'adjudicataire provisoire, qui ne doit point supporter la perte ou détérioration de la chose dans l'intervalle des deux adjudications, et lui assimile le surenchérisseur, qui, en effet, ne contracte par sa surenchère qu'une obligation sous condition suspensive. — (Voy. notre question 2474.)

M. Figeau demande ensuite de quel jour le premier adjudicataire, qui reste second adjudicataire lors de la revente faite à raison d'une surenchère, est propriétaire de l'immeuble. Cet auteur prouve, sur cette question, qu'à la différence de l'adjudicataire préparatoire (voy. question 2474^e), qui n'est qu'acquéreur sous condition suspensive, l'adjudicataire définitif est acquéreur sous condition résolutoire, et qu'en conséquence, s'il reste adjudicataire lors de la revente, au moyen d'une augmentation de prix, l'intention de la loi a été, non pas que le premier contrat fût anéanti, mais au contraire qu'il subsistât et qu'il fût confirmé avec augmentation. — (Arg. de l'art. 2189.)

Si, au contraire, la seconde adjudication est faite à un autre que le premier adjudicataire, la première adjudication est résolue; la seconde remet les choses au même état que si la première n'avait pas existé. De là M. Figeau tire la conséquence que le premier adjudicataire est entièrement déchargé, même lorsque le nouvel adjudicataire ne paierait pas (arg. des art. 707 et 712), que celui-ci doit restituer les frais et loyaux coûts de la première adjudication (arg. de l'art. 2188 du Code civ.) qu'il doit payer les droits de mutation pour la portion dont son prix excède celui de la première adjudication,

(2) Telle est notre opinion; mais M. Figeau regarde la transcription comme utile par rapport aux créanciers inscrits avant l'adjudication, parce que le conservateur pourrait en avoir omis quelques-uns dans son extrait. La loi du 11 brumaire, art. 22, exigeait la transcription et nous estimons qu'il est prudent de la faire. — (Voy. Berriat Saint-Prix, n^o 85, pag. 594.)

et qu'enfin ce premier adjudicataire étant, par la résiliation, censé n'avoir jamais été propriétaire, les hypothèques qu'il aurait conférées sur l'immeuble se résolvant avec son titre (voyez *Code civ.*, art. 2125), et le second n'est point obligé de faire transcrire ni purger sur lui (1).

2182. *L'adjudicataire doit-il obtenir restitution des droits perçus pour l'enregistrement du jugement d'adjudication, lorsque cette adjudication est annulée sur appel?*

Par avis du Conseil d'état, du 18 octobre 1808, approuvé le 22, il a été décidé que si le jugement d'adjudication devait être nécessairement enregistré, même lorsqu'il est attaqué par appel, le droit n'en est pas moins restituable, lorsque l'adjudication est annulée par les motifs légaux (2).

ART. 732. Lorsque l'une des publications de l'enchère aura été retardée par un incident, il ne pourra y être procédé qu'après une nouvelle apposition de placards et insertion de nouvelles annonces en la forme ci-dessus prescrite (3).

(1) Voy. les preuves et les développements de ces propositions, dans l'ouvrage de M. Pigeau, tom. 2, pag. 257 et 258.

(2) Au sujet des droits et des charges de l'adjudicataire, voyez, entre les questions précédentes, celles qui sont traitées sur les art. 715, 737, 743 et 750.

(3) JURISPRUDENCE.

1^o. Le procès-verbal d'apposition des placards, exigé par l'art. 732, ne doit pas nécessairement être signifié à la partie saisie. Ces placards doivent faire mention, pour les biens de ville, des noms des locataires. — (*Rennes*, 11 déc. 1817.)

Mais ils ne doivent pas être notifiés aux créanciers inscrits (voy. n^o 2148), et doivent, à notre avis, contenir l'énoncé sommaire des jugements et arrêts intervenus.

2^o. Lorsque de nouveaux placards sont apposés, par suite d'un incident qui a retardé la première publication de l'enchère, ils doivent l'être dans la forme prescrite par les art. 682, 683, 684, 685 et 686, sans qu'il soit nécessaire d'observer de nouveau les délais des articles 700 et 701, avant la publication de l'enchère. — (*Cassat.*, 10 juil. 1820, *Sirey*, tom. 20, pag. 199.)

3^o. Si, au jour fixé pour l'adjudication préparatoire, les plaideurs des parties absorbent tout le temps de l'audience et forcent le tribunal à renvoyer l'adjudication au lendemain, il n'est pas nécessaire de faire une nouvelle apposition d'affiches. Ce n'est pas le cas d'appliquer l'art. 732 du Code de procédure, portant que, lorsqu'une publication de l'enchère est retardée par un incident, il ne peut y être procédé que par une nouvelle apposition d'affiches. — (*Cassat.*, 10 juil. 1817, *Dalloz*, tom. 24, pag. 150, *Sirey*, tom. 18, pag. 385, § 3, et *jurisp.* du 19^e siècle, 1825, tom. 2, pag. 255.)

4^o. Lorsque par suite d'un appel porté devant la Cour par la partie saisie, l'adjudication définitive a dû être ajournée, il ne faut pas, après l'appel vidé, assigner la partie saisie pour venir fixer un nouveau jour. — (*Bruxelles*, 6 janvier 1825, *Ann. de La-porte*, an 1825, col. 1, pag. 290, *jurisp.* de

Loi du 11 brum. an 7, art. 30. — C. de P. art. 656, 683, 684, 685, 693, 702, 719 et suiv.

2483. *L'expiration des délais prescrits pour l'accomplissement d'une formalité de la poursuite en saisie immobilière annule-t-elle la procédure?*

La négative résulte évidemment de la disposition de l'art. 732. Il fait emprendre en effet que l'expiration des délais prescrits pour l'accomplissement d'une formalité, sans qu'elle ait été remplie, n'annule pas la procédure, lorsque cette suspension a eu pour cause quelqu'un des incidents dont il est parlé au titre que nous expliquons. — (*Voy. Terrible*, *nouve. Répert.*, 1^o saisie immobilière, pag. 670, et un arrêt de la Cour de Paris, du 9 février 1811, *Journ. des annués*, t. 4, pag. 95.)

ART. 733. Les moyens de nullité contre la procédure qui précède l'adjudication préparatoire, ne pourront être proposés après ladite adjudication; ils seront jugés avant ladite adjudication; et si les moyens de nullité sont rejetés, l'adjudication préparatoire sera prononcée par le même jugement (4).

Bruxelles, 1825, tom. 2, pag. 23, *Jurisp.* du 19^e siècle, 1825, tom. 3, pag. 11.

(4) JURISPRUDENCE.

1^o. Les nullités contre la procédure en expropriation forcée ne peuvent être proposées après avoir défendu au fond, l'art. 173 n'étant pas applicable à la procédure en saisie immobilière. — (*Metz*, 12 fév. 1817, *Dalloz*, tom. 24, pag. 151; *Sirey*, tom. 18, pag. 385; *jurisp.* du 19^e siècle, 1817, tom. 1, pag. 405.)

2^o. Le créancier qui n'a pas figuré en première instance, ou qui y a été appelé irrégulièrement, peut opposer les nullités qui n'ont pas été proposées devant le premier tribunal. — (*Cassat.*, 15 oct. 1812, *Sirey*, tom. 15, pag. 42, *Dalloz*, tom. 24, pag. 381.)

3^o. Il en est de même du saisi auquel les actes de la procédure n'auraient pas été notifiés, ou qui aurait été irrégulièrement averti (*Martin*, *Quest. de droit*), par exemple, par des placards nuls. — (*Nîmes*, 4 avril 1810, *Sirey*, tom. 15, pag. 73, *Dalloz*, tom. 24, pag. 241.)

4^o. Le jugement qui intervient sur des nullités est indivisible. — (*Même arrêt*, du 13 oct. 1812, déjà cité *supra*.)

5^o. Ce principe d'indivisibilité s'applique au cas où l'adjudication aurait été faite par lots, et si l'un des lots, dans cette circonstance, ou n'est plus recevable, du moment où le lot a été adjugé, à proposer des nullités contre la procédure qui a précédé. — (*Cen*, 4 mai 1814, *Sirey*, tom. 14, pag. 401, *Dalloz*, tom. 24, pag. 386.)

6^o. Les créanciers n'ont pas qualité pour demander la nullité de la saisie, puisqu'elle n'est que *ventive*, et ne profite qu'au saisi. Avant intérêt que l'immeuble soit vendu, ils sont sans droit pour en empêcher la vente. — (*Turin*, 24 juil. 1810, *Sirey*, tom. 11, pag. 51.)

7^o. Lorsque la femme du saisi a figuré comme créancière, et qu'il n'est intervenu aucune condamnation à son préjudice, le mari ne peut, dans son intérêt

T. 134.—Décret du 2 Ev. 1811.—Loi du 11 brum. an 7, art. 25.—C. de P., art. 654, 744, 717, 722, 755, 736.

2484. La demande en nullité n'est-elle recevable qu'autant qu'elle est formée par requête d'avoué à avoué ?

Nous avons vu, sur la quest. 2423^e, que la Cour de Bruxelles a jugé, le 28 novembre 1811 (*Sirey*, tom. 12, pag. 283), qu'il résulterait des art. 124 du tarif et 733 du Code, que les moyens de nullité doivent être proposés par requête signifiée au domicile du poursuivant, et que conséquemment on ne pouvait exiger qu'ils le fussent par exploit à personne ou domicile. La

personnel, attaquer la procédure pour défaut d'autorisation de sa femme. La faculté que la loi lui confère est, en effet, relative aux intérêts de celle-ci, et non à ceux du mari.—(*Besançon*, 29 germ. an 12, *Sirey*, tom. 4, pag. 672.)

8^o. Le saisi est recevable à faire statuer, même après l'adjudication préparatoire, sur les moyens de nullité par lui proposés contre la procédure antérieure, si toutefois il les avait proposés avant l'adjudication, ne fût-ce que par une simple requête signifiée à l'avoué du saisissant, et quand bien même il n'eût pas poursuivi à l'audience les fins de sa requête.—(*Cassat*, 5 avril 1814, *Sirey*, tom. 14, pag. 259.)

9^o. Le jugement qui rejette les moyens de nullité et celui qui prononce l'adjudication préparatoire, sont soumis aux mêmes formalités que les autres jugemens.—(*Reunes*, 4 juan. 1813.)

10^o. Il n'est pas indispensable, pour la validité du jugement qui rejette les moyens de nullité, qu'il prononce en même temps l'adjudication préparatoire, la disposition finale de l'art. 733 n'étant pas prescrite à peine de nullité.—(*Paris*, 1^{er} juill. 1813, *Sirey*, tom. 14, pag. 259; *Dalles*, tom. 24, pag. 214.)

Bien plus : M. Huot observe que cette disposition n'est pas exécutoire, et qu'il faut deux jugemens séparés. Celui qui rejette les moyens, parce qu'il s'inscrit sur la feuille d'audience, comme jugement ordinaire, et celui d'adjudication, qui se porte sur le cahier des charges. En admettant la décision de Paris, nous ne croirions pas devoir suivre l'opinion de cet auteur, sur la nécessité de deux jugemens. Nous croyons, au contraire, avec la Cour de Reunes, 4 janvier 1813, que, suivant l'art. 733 (*voy. ci-dessus*, 9^o), le déboulement des moyens de nullité et l'adjudication préparatoire doivent former un seul et même jugement, dont la délivrance et l'expédition doivent être dans la même forme que pour les jugemens intervenus à l'audience, sur toute autre matière, indépendamment de ce qui doit être mis sur le cahier des charges, conformément à l'art. 699.

11^o. Le créancier dont les poursuites sont annulées peut être condamné en des dommages-intérêts envers l'adjudicataire, mais non envers le débiteur saisi (*Besançon*, 21 juin 1810, *Sirey*, tom. 12, pag. 8), à moins, comme l'observe encore M. Huot, qu'il n'y ait fraude ou dol de la part de ce créancier.

12^o. La nullité d'un exploit, résultant d'un défaut de forme n'est pas couverte en matière d'expropriation pour n'avoir pas été proposée en *limine litis*, elle peut l'être d'après d'autres exceptions dès que c'est avant l'adjudication préparatoire; cette nullité rentre dans la classe générale des nullités, sur la recevabilité desquelles l'art. 733 statue sans distinction.—(*Lidge*, 24 juan. 1822, *Ann. de Loperie*, an 1822, col. 1, pag. 329.)]

même chose a été jugée par arrêt de la Cour de Turin, du 6 décembre 1809. (*Sirey*, tom. 10, pag. 240.)

Nous ne croyons pas que ces décisions soient susceptibles de contestation; mais la question que nous venons de poser est bien différente de la première; elle suppose que la demande en nullité a été faite, soit par exploit, au lieu de l'être par requête, soit verbalement et à l'audience, et présente à décider si cette demande est recevable.

Cette question est extrêmement controversée. Elle a été jugée affirmativement, 1^o par la Cour de Bruxelles, les 23 août 1810 (*Sirey*, tom. 15, pag. 165), et 31 janvier 1812 (*Sirey*, tom. 15, pag. 165), 2^o par la Cour de Bordeaux, le 21 janvier 1811.—(*Sirey*, tom. 11, pag. 166.)

Elle a au contraire été jugée négativement, par deux arrêts de la Cour de Riom, l'un du 26 mars 1810, l'autre du 21 mars 1816, rapportés par Huot, pag. 288.

On dit, pour la première opinion, qu'en prescrivant la nécessité de proposer, avant l'adjudication préparatoire, les moyens de nullité contre la procédure qui l'a précédée, la loi n'a déterminé ni le mode d'après lequel ces moyens doivent être proposés, ni le temps dans lequel ils doivent l'être; qu'elle a voulu seulement qu'ils ne pussent l'être après l'adjudication préparatoire, puisqu'elle l'a dit nommément, et qu'elle ajoute qu'ils seront jugés avant l'adjudication; que de cette disposition il résulte que la loi a laissé la faculté de proposer ces moyens de nullité, soit verbalement, soit par écrit, à l'audience même indiquée pour l'adjudication, pourvu que cela soit fait avant le jugement qui la prononce; que la loi n'ayant ordonné que cela seulement, on ajouterait visiblement à sa disposition, en exigeant quelque chose de plus; que l'on peut d'autant moins douter que ce ne soient là le véritable sens, le véritable esprit de la loi, que, par l'art. 735, elle a bien expressément déterminé le mode et le temps pour la proposition des moyens de nullité, contre les procédures postérieures à l'adjudication préparatoire, puisqu'elle exige qu'ils soient proposés par requête, avec avenir à jour indiqué.—(*Voyez les motifs de l'arrêt de la Cour de Bordeaux.*)

On dit, pour l'opinion contraire, adoptée par M. Huot, *ubi supra*, et qui peut être appuyée d'un arrêt de la Cour de cassation, du 21 vendémiaire an 4 (*Sirey*, t. 3, *additions*, p. 503), que, des dispositions de l'art. 733 du Code de procédure, combinées avec celles de l'art. 735, il résulte que la demande en nullité de la procédure antérieure à l'adjudication préparatoire, comme de la procédure postérieure, doit être formée par requête; qu'il y a, en effet, parité de raisons pour exiger une requête signifiée, dans les deux cas prévus par les art. 733 et 735; que s'il pouvait s'élever quelques doutes sur l'interprétation de ces articles, ils seraient levés par les dispositions de l'art. 121 du règlement,

entenant le tarif des frais et dépense, et qui rappelle expressément cet art. 733 et se rattache à lui; qu'il ne peut prescrire et taxer un acte inutile; qu'en contraire, ordonnant une requête, il doit la croire indispensable dans l'esprit du Code de procédure; qu'il est juste que le poursuivant, devenant défendeur à la demande en nullité, soit averti aussitôt de cette demande, pour pouvoir se défendre à l'audience même indiquée pour l'adjudication préparatoire, puis-que, d'après l'art. 733, cette adjudication ne peut être remise, et doit être faite au jour fixé, en cas que les moyens de nullité soient rejetés. — (Foy. motifs de la Cour de Riom.)

Nous croyons que l'on doit suivre la première opinion, parce qu'elle a du moins pour elle le plus grand nombre d'arrêts, parce qu'elle est, si nous ne sommes dans l'erreur, fondée sur les principes d'après lesquels on doit interpréter les dispositions du Code de procédure.

Nous admettons que les art. 733 du Code et 124 du tarif indiquent la requête comme l'acte par lequel il convient de proposer les moyens de nullité dont il s'agit ici. Mais, ainsi que le dit M. Coffinières (voy. Journ. des avoués, tom. 3, pag. 100), on ne peut raisonnablement en conclure que cette manière de procéder doive être suivie à peine de nullité, puisque l'art. 733 ne s'exprime pas à cet égard.

Ce serait vainement que l'on argumenterait des dispositions de l'art. 735, en disant qu'il y a même raison de décider dans l'espèce de l'article 733. Nous croyons, au contraire, que l'article 735, en exigeant formellement une requête pour les nullités postérieures à l'adjudication, prouve que le législateur, relativement aux nullités antérieures, a gardé sur cette formalité un silence volontaire, et qu'il a en l'intention de ne pas exiger à la rigueur qu'elle fût accomplie. L'article du tarif suppose bien que la demande dont il s'agit sera faite par requête, mais il n'impose pas obligation à peine de nullité. — (V. considérans de l'arrêt de la Cour de Bruxelles, du 31 janvier 1812.)

Vainement encore argumenterait-on des dispositions des art. 406 et 718 du même Code, pour dire que les incidents sur saisie devant être jugés sommairement, d'après ce dernier article, et que tous les incidents en matière sommaire devant être proposés par requête, d'après le premier, il s'en suit, sans qu'il ait été besoin que le législateur s'expliquât en l'art. 733, qu'il est nécessaire de former la demande en nullité par requête.

On répondrait qu'il est de principe que, *in toto jure, generi per speciem derogatur*; qu'ainsi, les formes prescrites pour les contestations incidentes *ad genera* doivent l'échouer devant celles auxquelles le même Code a assorti l'espèce de contestation incidente qui s'élève dans les saisies immobilières. — (Voy. considérans de l'arrêt de Bruxelles précité.)

2485. Si des causes de nullité de la saisie

prenaient leur source dans le fond du droit du créancier poursuivant, pourrait-on opposer les nullités après l'adjudication préparatoire?

Par ces mots de l'art. 733, *contre la procédure*, il paraît, disons-nous dans notre Analyse, quest. 2285, que le législateur a excepté les nullités qui résultent de semblables causes; par exemple, dit M. Tarrille, pag. 670, si le débiteur poursuivi par le créancier décevrait une quittance qui établit que la créance qui sert de base à la saisie était éteinte, il n'est pas douteux que le débiteur ne pût réclamer la nullité de la saisie, quel que fût le point auquel la procédure se trouvât parvenue, et qu'il ne pût même la réclamer par appel du jugement d'adjudication, si ce jugement avait injustement reconnu la légitimité de sa demande.

La jurisprudence n'a pas confirmé cette décision du savant jurisconsulte que nous venons de citer; déjà un arrêt de la Cour de cassation, du 13 avril 1812, à la vérité rendu sous l'empire de la loi du 11 brumaire, formait contre elle un préjugé qui a été converti en principe de jurisprudence par arrêts de la Cour de Paris, des 6 octobre et 23 novembre 1808, et de la Cour de cassation, des 2 juillet 1816 et 29 novembre 1819. — (Sirey, tom. 16, pag. 420, et tome 20, pag. 129.)

Ces arrêts rejettent, en effet, toute distinction entre les moyens tirés des vices du titre et du fond, et ceux relatifs aux actes de procédure, attendu qu'elle ne se trouve écrite dans aucun article du Code (1).

Ainsi, les fins de non-recevoir introduites par les art. 733, 735 et 736 s'appliquent aux deux cas (2).

(1) Mais il est fort important de remarquer, d'après l'arrêt du 29 novembre, que la fin de non-recevoir établie par ces articles contre le saisi qui laisse procéder à l'adjudication, sans proposer ses moyens de nullité contre le titre, ne fait que mettre la procédure en expropriation à l'abri de toute attaque; elle n'empêche point en saisi la faculté de se pourvoir séparément par voie d'action principale, en nullité du titre fondamental, contre le créancier ou le poursuivant, s'il y a lieu, sans néanmoins que cette action puisse, en aucun cas, porter atteinte à l'expropriation.

Il est vrai qu'il pourra souvent arriver que le saisi n'obtiendra pas de cette action réparation du préjudice qu'il aurait souffert par l'expropriation; mais il ne peut l'impêcher qu'à sa négligence et non aux adjudicataires, qui ont contracté de bonne foi avec la justice.

(2) On ne pourrait sans proposer, après l'adjudication préparatoire, des moyens de nullité pris dans des irrégularités antérieures à la procédure en expropriation, attendu que l'art. 733 ne distingue point entre les différents moyens de nullité, et qu'il exige impérativement que tous ceux allégués contre la procédure qui précède l'adjudication préparatoire, soient proposés avant l'adjudication. — (Paris, 25 nov. 1808; Sirey, tom. 9, pag. 26; Turin, 9 fév. 1810, tom. 10, pag. 255; Colmar, 11 mai 1816, tom. 18, pag. 24; Dalloz, tom. 24, pag. 348.) [Foy. aussi Sirey, tom. 16, 1^{re} part., pag. 420; tom. 20, 1^{re} part., pag. 129, et tom. 24, 1^{re} part., pag. 29.]

[La Cour de Bruxelles a suivi le même docteur]

2486. *De ce que les nullités antérieures à l'adjudication préparatoire ne peuvent être opposées après l'adjudication, s'ensuit-il qu'elles ne puissent, pour la première fois, être proposées en appel?*

M. Delaporte, tom. 2, pag. 332, pense qu'elles peuvent être pour la première fois proposées en appel, et se fonde sur ce que les art. 733 et 734 ne contiennent point de disposition semblable à celle de l'art. 736; mais nous répondrons qu'il impliquerait que le juge d'appel pût écouter des moyens de nullité dont le premier juge n'eût pu connaître après l'adjudication. D'un autre côté, l'art. 734 prouve la vérité de cette décision, en énonçant que l'appel du jugement qui aura statué sur ces nullités ne sera vern, etc. En effet, il s'agit ici de nullités sur lesquelles le juge a statué, c'est-à-dire, qui lui ont été proposées : d'où suit nécessairement que les juges d'appel ne peuvent prononcer sur des nullités qui n'ont pas été produites et discutées en première instance. — (Voy. arrêts de la Cour de Nîmes, des 11 mai et 22 juin 1808, Sirey, tom. 13, pag. 119 et 138.) (1)

2487. *Mois peut-on opposer, après l'adjudication, l'exception de discussion du mobilier du mineur?*

C'est notre opinion, conforme à celle de M. Thomases, dans une consultation du 28 février 1811. Nous en donnons pour motifs que cette exception n'opère pas nullité de la saisie, puisque, d'un côté, la proposition tendante à ce qu'elle produisît cet effet fut rejetée lors de la discussion du projet de Code civil, et que, de

l'autre, l'art. 2206 de ce Code se défend pas de saisir avant discussion, et dispose seulement qu'on ne pourra vendre auparavant. Ainsi donc, tant que l'expropriation n'est pas consommée par l'adjudication définitive, l'exception peut être opposée afin d'y faire surseoir jusqu'à discussion légale du mobilier. C'est aussi ce qui avait été jugé sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, par l'arrêt de la Cour de cassation du 13 avril 1812, déjà cité n° 2484.

2488. *La demande en nullité du titre sur lequel repose la saisie constitue-t-elle un incident nécessaire de cette saisie, en sorte que l'on ne puisse en arrêter les suites en formant cette demande par action distincte et principale?*

Telle est notre opinion. D'une part, l'orateur du Gouvernement, édition de F. Didot, p. 215, le dit expressément; il explique que les incidents sont antérieurs ou postérieurs à l'adjudication définitive; et parmi les premiers, il place l'attaque contre le titre en vertu duquel se fait la saisie; incident qui est véritablement compris dans la disposition de l'art. 733, puisque l'annulation du titre est le moyen d'annulation de la saisie et des suites.

Nous concluons de là que l'on ne peut former la demande en nullité du titre qu'incidemment à la saisie; que cet incident reçoit l'application des art. 733 et 734, et qu'un tribunal ne peut surseoir à l'adjudication sur le motif qu'une semblable demande aurait été formée par action principale et distincte.

2489. *La disposition de l'art. 733, qui exige que, si les moyens de nullité sont rejetés, il soit procédé de suite à l'adjudication, s'applique-t-elle au cas en l'adjudication a été retardée par un incident? La même disposition oblige-t-elle à ne proposer les nullités que le jour indiqué pour l'adjudication préparatoire?*

La Cour de Nîmes, par l'arrêt précité du 22 juin 1808, a décidé que l'art. 733 ne s'appliquait qu'au cas où les moyens de nullité étant proposés à la même audience annoncée par les placards pour l'adjudication préparatoire, on peut, eu les rejetant, procéder de suite à cette adjudication, sans contrarier l'avis donné au public au moyen des placards; mais que, lorsque cette adjudication a été retardée par l'effet d'un incident, et que le jour indiqué pour l'adjudication préparatoire est passé sans qu'elle ait eu lieu, on doit alors appliquer l'art. 732, qui veut qu'on n'y puisse procéder qu'après une nouvelle apposition de placards et une insertion de nouvelles annonces.

Non-seulement un tribunal, en adoptant cette mesure, se conforme au texte de la loi, mais encore il ne fait rien que d'utile aux intérêts du saisi.

Nous ajouterons que c'est une erreur de croire qu'attendu que l'art. 733 porte que l'adjudication préparatoire sera prononcée par le jugement qui rejette les nullités, ou ne puisse proposer celles-ci qu'à l'audience fixée pour cette

en jugeant que l'exception tirée de ce que le titre en vertu duquel on avait fait le commandement et qui n'était pas exécutoire devait, à peine de déchéance, être proposée avant l'adjudication préparatoire. — (Arrêt du 6 janvier 1825, Ann. de Laporte, an 1825, vol. 1, pag. 290; Jurisp. de Bruxelles, 1825, tom. 1, pag. 53, Jurisp. du 19^e siècle, 1825, tom. 3, pag. 17.) [Cependant la Cour de Rouen a décidé que le moyen de nullité pris de l'insaisissabilité ou dotalité des biens expropriés n'est pas soumis aux déchéances prononcées par les art. 733 et 735, et qu'il est proposable jusqu'à l'adjudication définitive. — (Arrêt du 26 juin 1814, Sirey, 1825, 2^e part., pag. 19.)]

(1) Cette décision s'applique même au cas où la partie saisie a fait défaut en première instance. — (Arrêt d'Aix, 5 nov. 1806, Sirey, tom. 6, 1^{re} part., p. 570. mais voy. supra, pag. 24, not. 3.) [Arrêt de cassation du 20 août 1825 (Sirey, tom. 24, 1^{re} part., pag. 30; DALLAS, tom. 24, pag. 153.)]

[La Cour de Bruxelles a adopté la même jurisprudence. — (Arrêt du 24 juill. 1824, Ann. de Laporte, an 1824, vol. 2, pag. 251.)]

[Cependant la Cour de Liège a suivi une doctrine contraire dans un arrêt du 24 janvier 1822, où elle a décidé qu'une nullité d'exploit pouvait en matière de saisie immobilière, d'après l'art. 733, être proposée même en degré d'appel. Mais cet arrêt, où la question n'est pas approfondie, semble devoir céder à l'opinion contraire appuyée d'un grand nombre d'arrêts unanimement motivés. — (Ann. de Laporte, an 1822, vol. 1, pag. 329.)]

adjudication. Il est évident qu'en peut les proposer auparavant, et qu'en ce cas l'adjudication a lieu au jour indiqué par les affiches. Les termes de l'article, comme le dit M. Delaporte, t. 2, pag. 331, s'entendent du cas où les poursuites sont en état. C'est aussi ce que suppose l'arrêt de la Cour de Nîmes que nous venons de rapporter. — (Voy., sur l'art. 736, plusieurs questions qui pourraient se présenter aussi dans l'espèce de l'art. 733.)

ART. 734. L'appel du jugement qui aura statué sur ces nullités, ne sera pas reçu, s'il n'a été interjeté avec intimation dans la quinzaine de la signification du jugement à avoué. L'appel sera notifié au greffier (1), et visé par lui (2).

T. 29.

2490. *L'appel du jugement doit-il être signifié à personne ou à domicile réel? Le délai doit-il être augmenté à raison des distances?*

Un arrêt de la Cour d'Angers, du 20 janvier 1809 (Sirey, tom. 15, pag. 185), a décidé que l'appel dont il s'agit doit être signifié à personne ou domicile. Un autre arrêt de la Cour d'Agen, du 4 avril 1810 (roy. Journ. des avoués, t. 2, pag. 158), a prononcé de la même manière.

Les motifs de ces deux décisions sont que tout

(1) Voy. nos quest. sur les art. 153 et 735.

(2) JURISPRUDENCE.

1°. En matière de saisie immobilière, l'appel du jugement d'adjudication est tellement indivisible que, s'il est non recevable à l'égard des créanciers poursuivans, cette fin de non-recevoir profite aux adjudicataires, lors même que l'appel, relativement à ceux-ci, serait valable en soi. — (Cassat., 14 juin 1813, Denecours, 1813, pag. 394, et *suprà*, pag. 24, not. 4°, 5°; Dalloz, tom. 24, pag. 425.)

2°. Le débiteur qui interjette appel du jugement d'adjudication contre la poursuite ne peut pas assigner l'adjudicataire en déclaration de jugement; il doit aussi se rendre appelant contre cet adjudicataire. — (Paris, 20 vent. an 11, Sirey, tom. 3, pag. 219.)

3°. Si le jugement qui prononce sur les nullités antérieures à l'adjudication préparatoire, intervient postérieurement à cette adjudication, néanmoins le délai d'appel est celui que fixe l'art. 734, et non pas celui qu'indique l'art. 736, qui ne s'applique qu'aux moyens proposés contre la procédure postérieure à la même adjudication. — (Cassat., 25 oct. 1814, Sirey, tom. 14, pag. 257; Dalloz, tom. 24, pag. 385.)

4°. Le jugement d'adjudication provisoire, ou l'arrêt confirmatif intervenu sur l'appel, ne peut plus être attaqué par la voie de la cassation après l'adjudication définitive, si, lors de cette dernière adjudication, le saisi n'a pas manifesté l'intention de l'attaquer. — (Cassat., 4 fév. 1811, Sirey, tom. 11, pag. 224; Dalloz, tom. 24, pag. 383.)

5°. Il doit donc faire une réserve formelle du pourvoi; autrement il est réputé, par cela seul, y avoir renoncé en acquiesçant au jugement rendu, et il est non recevable à se pourvoir. — (Cassat., 1^{er} décembre 1813, Sirey, tom. 14, pag. 80; Dalloz, tom. 24, pag. 384.)

acte d'appel doit, à peine de nullité, être signifié à personne ou domicile; que tel est le vrai bien formel de l'art. 456; que si, dans certains cas, le législateur prescrit une formalité particulière, comme la notification et le visa du greffier, dans l'art. 734, on doit la considérer comme une addition, et non comme une dérogation à la règle générale établie par le premier article. — (Voy. aussi Delaporte, tom. 2, pag. 332, et Hautefeuille, pag. 306.)

Ces motifs nous paraissent d'un grand poids; mais nous croyons que, d'après un arrêt de la Cour de cassation, du 8 août 1809, confirmatif d'un arrêt de la Cour de Grenoble, en doit décider, au contraire, que l'appel est valablement signifié au domicile de l'avoué, et que conséquemment le délai de quinzaine donné pour l'interjeter, par l'art. 734, n'est point susceptible de l'augmentation à raison des distances, accordée par l'art. 1033. — (Voy. Sirey, tom. 9, pag. 406.)

La Cour de Turin, par un arrêt du 9 février 1810 (roy. Sirey, tom. 10, pag. 325), et celle de Bruxelles, par arrêt du 25 juillet 1810, ont prononcé dans le même sens. On dit, pour cette opinion, que le Code de procédure contient des règles particulières sur les contestations incidentes aux saisies immobilières, et notamment sur le délai de l'appel; que, suivant l'art. 734, ce délai est réduit au terme de quinzaine, et court à dater de la signification de jugement à avoué; que ce bref délai, joint à la constitution spéciale de domicile, prouve que l'intention du législateur a été que tout ce qui tient aux formes et à l'appel pour nullité de forme, se fit au domicile de l'avoué; que ce vers de la loi se manifeste encore plus clairement, en comparant les art. 730 et 734, où, lorsqu'il s'agit d'une demande en distraction, et non de forme, elle ne fait courir le délai que du jour de la signification à personne ou domicile, avec l'addition des myriamètres à raison de la distance du domicile réel: d'où il suit que ni l'art. 456 ni l'art. 1033 ne sont applicables, et que l'appel est valablement signifié au domicile de l'avoué, et à délai suffisant. — (Voyez Biblioth. du barr., tom. 5, pag. 261.) [a]

2491. *Si la saisie frappe sur plusieurs débiteurs copropriétaires, l'un d'eux, qui seul interjette appel, peut-il faire valoir un moyen qui n'a été présenté en première instance que par un de ses cointeurs non appelant?*

On peut opposer que ce consort n'appose point un nouveau moyen. Nous répondons qu'un semblable moyen, uniquement présenté par un consort, et auquel celui qui appelle n'a point adhéré devant les premiers juges, ne peut être de quelque

[a] La Cour de Bruxelles a sanctionné de nouveau la doctrine qu'elle avait déjà suivie en 1810, dans son arrêt du 2 mars 1822. — (Ann. de Laporte, an 1825, col. 1, pag. 309; Jurisp. de Bruxelles, 1822, tom. 1, pag. 218.)

considération au appel, qu'autant qu'il y serait reproduit par la partie qui en a été déboutée; que celle-ci ayant acquiescé au jugement, les moyens qu'elle avait fait valoir doivent, par cela même, être considérés comme non avenus, en sorte que le consort, seule partie en appel, propose réellement et quant à lui, un moyen nouveau, en s'emparant de celui qu'aurait fait valoir son consort (1).

2492. *Est-ce au greffier du tribunal de première instance, ou au greffier de la Cour royale, que l'appel doit être notifié?*

M. Desvieux examine cette question, pag. 79 du Traité précité, et pense que la notification doit être faite au greffier du tribunal de première instance. La raison en est, dit-il, que l'appel étant suspensif, selon le prescrit de l'article 457 du Code de procédure, le but du législateur n'a pu être, en prescrivant le visa de l'acte d'appel par le greffier, que de donner connaissance au tribunal de première instance de l'existence de cet acte, afin qu'il ne soit pas donné suite à la saisie immobilière avant qu'il n'y ait été statué. Cette opinion nous paraît devoir être adoptée comme étant en harmonie avec l'art. 476.

2493. *Mais la notification faite au greffier ne suffit-elle pas, sans qu'il soit besoin de notifier l'appel à l'avoué?*

L'appel, dit M. Hautefeuille, pag. 306, ne doit point être notifié au domicile de la partie, mais au greffier du tribunal qui a rendu le jugement attaqué.

Sans doute on peut décider, d'après l'arrêt de la Cour de cassation cité sur la quest. 2490, qu'il n'est pas besoin de notifier l'appel au domicile de la partie; mais on ne saurait, à notre avis, donner aucun motif raisonnable pour maintenir que la notification faite au greffier tient lieu de celle faite à l'intimé, au domicile de son avoué. C'est ce que la Cour d'Angers a formellement décidé par le même arrêt, que nous avons également cité sur la quest. 2490; c'est enfin ce que la Cour de cassation a décidé par arrêt du 7 mai 1818. (*Dalloz*, tom. 24, pag. 413; *Sirey*, tom. 19, pag. 124.) Il est évident, en

effet, que la notification au greffier, et le visa de ce fonctionnaire, sont des formalités que la loi exige, outre celle de la notification au domicile de l'avoué, et qu'elles ne sont point exclusives de celle-ci, d'autant plus que la notification au greffier a son objet particulier, qui est d'empêcher de passer outre à l'adjudication définitive.

2494. *La notification au greffier doit-elle être faite, et son visa doit-il être apposé dans le délai de quinzaine fixé pour interjeter l'appel?*

Nous pensons avec M. Pigeau, tom. 2, p. 159, que cette question doit être résolue négativement, non-seulement parce que la loi, qui veut que l'appel ait lieu dans la quinzaine, n'a pas exigé que la notification fût faite et le visa donné dans ce délai, mais encore parce que cette formalité n'étant prescrite, ainsi que nous l'avons dit ci-dessus, qu'afin d'empêcher l'adjudication définitive, il suffit qu'elle ait été remplie avant cette adjudication.

2495. *Le défaut de notification et de visa rendrait-il l'appel non recevable?*

Cette question a été résolue en sens diamétralement opposés par deux arrêts que les rédacteurs des *Annales* du notariat ont rapportés, dans leur Commentaire sur le Code de procédure, tom. 4, pag. 523.

Le premier, rendu par la Cour de Bruxelles, le 18 janvier 1808, a décidé que l'observation de la formalité n'était que pour empêcher les progrès de la poursuite d'expropriation, jusqu'à ce qu'il eût été statué sur l'appel.

Le second, rendu par la Cour de Trèves, le 25 novembre 1812, a jugé que l'observation de cette formalité dépourrait l'appel de tout son effet, et devait le faire regarder comme non avenu. La raison en serait, suivant cette Cour, que l'art. 734, en prescrivant en même temps, et que l'appel ne sera pas reçu s'il est interjeté dans la quinzaine de la signification du jugement à avoué, et qu'il sera notifié au greffier et visé par lui, a voulu que ces formalités fussent le complément les unes des autres; et que, de même que l'appel ne serait pas recevable s'il était interjeté après la quinzaine de la signification, de même aussi il fût inadmissible, s'il n'avait pas été notifié au greffier et visé par lui.

Dans cette contrariété de décision, nous estimons, avec les auteurs du Commentaire précité, que la construction grammaticale de l'art. 734 indique que le législateur n'a pas attaché la même peine au défaut de notification de l'appel au greffier, qu'au retard de pouvoir dans la quinzaine. En effet, la nullité qui résulte de ce retard provient de ce que la loi prononce formellement la déchéance; mais les dispositions relatives à la notification et au visa ne sont point liées à celles qui les précèdent; elles en sont au contraire séparées par le sens et la ponctuation, et forment une demi-phrase où l'on ne trouve ni déchéance ni nullité prononcée: or, d'après l'art. 1030, il n'est pas permis de suppléer semblables peines.

(1) En effet, l'appelant ne peut que reproduire les moyens qu'il avait proposés; car ses griefs ne peuvent valablement reposer que sur le rejet de ces mêmes moyens. S'il est obligé, pour faire réformer le jugement, d'aller chercher d'autres moyens dans la procédure des consorts qui ont acquiescé au jugement, ces moyens ne peuvent être envisagés que comme produits nouvellement, puisqu'il ne s'agit de prononcer sur l'appel que dans son intérêt unique et sur ses propres conclusions.

Au reste, il est bien certain que l'appelant n'eût pu, devant le premier juge et après l'adjudication préparatoire, s'emparer du moyen dont son consort eût été débouté, et s'en étayer pour faire rendre, par ce juge, une décision contraire à celle qui aurait déclaré valables la saisie et la procédure antérieure. Or, ce qu'il ne pouvait faire en première instance ne lui est-il pas nécessairement interdit en appel?

D'un autre côté, comme nous l'avons remarqué ci-dessus, question 2493, le but évident de la notification de l'appel au greffier étant d'instruire le tribunal de l'existence de l'appel, et par conséquent de l'obstacle à ce qu'il soit procédé à l'adjudication, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur cet appel, il n'y a point de motifs pour ranger cette formalité sur la même ligne que la signification de l'appel dans le délai de quinzaine; la seule peine qui puisse résulter de son inobservation serait de rendre l'appelant responsable des adjudications qui seraient faites au préjudice de l'appel.

2496. *La disposition de l'art. 734, relative au délai dans lequel l'appel doit être interjeté, ne s'entend-elle que du jugement qui statue sur des irrégularités de la procédure, et non du cas où l'on voudrait faire valoir des moyens du fond ?*

La Cour de Grenoble, par arrêt du 28 mars 1809 (voy. *Jurisp. sur la procéd.*, t. 2, p. 341), a déclaré que la déchéance qui résulte de l'article 734 ne doit s'appliquer qu'en cas où il s'agit d'une irrégularité dans la forme de la procédure, ou à des nullités qu'on oppose contre les actes à raison de formalités qui tiennent à l'instruction, comme le fait assez entendre l'article 733. — (Voy. *quest.* 2485°.)

Ainsi, dans l'espèce de cet arrêt, où les appelants fondaient leurs moyens de nullité sur l'invalidité du titre, et sur d'autres motifs puisés dans le fond de la cause, il a été décidé que l'art. 734 n'était pas applicable. — (Voy. *ici l'observation faite à la suite de la quest.* 2485°.)

Mais cette décision, qui est aussi celle d'un arrêt de Paris du 23 mai 1808 (*Sirey*, tom. 8, pag. 12), n'est pas exacte sous tous les rapports, d'après ce que nous avons dit, n° 2485, relativement à la demande en annulation du titre. En effet, dès que la loi ne distingue point les moyens du fond des moyens de nullité de la procédure, parce que les premiers se confondent avec ceux-ci, en ce qu'ils entraînent nécessairement l'annulation de cette procédure, il est de conséquence rigoureuse que l'art. 734 est applicable aux uns comme aux autres. — (Voy. *l'arrêt de cassat.*, du 29 novembre 1819, rapporté au numéro précité 2485.)

2497. *Ne peut-on appeler du jugement d'adjudication préparatoire que lorsqu'il a été rendu sans qu'il ait été préalablement proposé des moyens de nullité devant les premiers juges ?*

M. Hautefeuille, pag. 396, cite un arrêt de la Cour d'Orléans, par lequel il a été jugé, 1° que l'appel autorisé par l'art. 734 ne s'applique qu'au jugement qui a statué sur les nullités proposées avant le jugement d'adjudication préparatoire, qui, en cette seule qualité, n'est jamais susceptible d'être attaqué par la voie de l'appel, parce que ce jugement est plutôt un acte d'exécution qu'un jugement proprement dit, etc.; 2° que si un tel appel est interjeté, il ne peut arrêter les poursuites pour parvenir à l'adjudication définitive,

ni autoriser les juges à surseoir à cette adjudication.

M. Pigeau fait la distinction suivante, tom. 2, pag. 160 : « On peut, dit-il, appeler du jugement d'adjudication préparatoire, lorsqu'on a proposé la nullité de procédures antérieures à cette adjudication, et qu'elle est rejetée. Alors, en effet, le même jugement qui rejette la nullité adjugeant préparatoirement (art. 733), on appelle non-seulement de la disposition qui prononce ce rejet, mais encore de celle qui adjuge, et dont on demande l'infirmité, comme étant la conséquence de l'autre. »

« Mais il faut remarquer que, soit que des nullités aient été proposées et rejetées, soit qu'aucune ne l'ait été, on peut néanmoins appeler du jugement d'adjudication, lorsque les formes prescrites n'ont pas été observées : par exemple, si cette adjudication avait été faite avant la huitaine de la première ou de la seconde publication, ou à un autre jour que celui indiqué, si l'enchère n'avait pas été portée par un avoué, etc. »

Il nous paraît qu'on doit s'en tenir à cette opinion, malgré l'arrêt d'Orléans.

2498. *Lorsque le jugement d'adjudication n'a point été rendu par suite d'une demande en nullité, et que l'on appelle de ce jugement dans l'un des cas énoncés sur la précédente question, cet appel doit-il être interjeté dans la quinzaine ?*

Nous avons cru, n° 2295 de notre Analyse, qu'en ce cas, où le jugement n'a fait que prononcer l'adjudication, le délai d'appel courrait du moment de la signification, et durerait jusqu'à l'adjudication définitive, après laquelle, divisions, nous en serait pas reçu à interjeter appel, parce qu'on aurait acquiescé à ce jugement, en laissant consommer l'adjudication définitive, qui en est l'exécution; et à l'appui de cette opinion, nous pourrions citer un arrêt de Paris du 26 août 1815 (*Sirey*, tom. 15, 2^e part., pag. 245), qui décide que l'appel ne doit pas être émis dans la quinzaine, parce que le jugement d'adjudication n'est pas rendu sur un incident, et qu'il peut être interjeté dans le délai ordinaire fixé par l'article 443.

Mais M. Huet, pag. 259 et suiv., combat avec force cette décision, et les raisons qu'il développe nous portent à rétracter l'opinion que nous avons précédemment admise. Il serait contradictoire, en effet, que l'appel d'un jugement d'adjudication devant être interjeté dans quinzaine, lorsqu'il est la suite du rejet de moyens de nullité, pût l'être après ce délai, lorsqu'aucun de ces moyens n'eût été opposé. Il est évident qu'afin d'entraver la poursuite on garderait le silence sur ces moyens, que l'en viendrait ensuite plaider en appel, contre le vœu bien prononcé de la loi, etc., etc. — (Voy. *le Traité de M. Huet.*)

2499. *Quelles sont les personnes qui peuvent appeler, ou contre lesquelles on peut appeler du jugement qui prononce sur les nullités, ou seulement sur l'adjudication ?*

M. Pigeau, tom. 2, pag. 160, dit que toutes les personnes qui ont été parties à l'adjudication peuvent appeler du jugement qui la prononce, et que l'on doit regarder comme partie tous les créanciers, lorsqu'il y a eu extrait inséré au tableau, placards et annonces, parce que ces actes valent interpellation; que l'on doit regarder le saisi comme partie, lorsque, outre ces actes, la saisie lui a été dénoncée et le placard notifié; que si ces actes n'avaient pas été faits, ou, ce qui serait la même chose, s'ils étaient nuls, n'ayant pas été appelés, ce serait la tierce opposition qu'ils devaient prendre.

Nous partageons cette opinion de M. Pigeau, non-seulement à l'égard du jugement d'adjudication, abstraction faite d'une demande en nullité, mais encore à l'égard du jugement qui aurait prononcé sur des nullités que des créanciers auraient proposées dans leur intérêt, ou qui l'aurait été par le saisi dans cet intérêt des créanciers.

On doit, ajoute cet auteur, sur cet appel, intimé le saisissant qui a fait rendre le jugement et l'adjudicataire préparatoire.

Ici M. Pigeau argumente de l'art. 727, pour décider que l'adjudicataire préparatoire doit être intimé sur l'appel. Cet article, qui veut que la demande en distraction, formée après l'adjudication préparatoire, soit aussi dirigée contre l'adjudicataire, nous paraît en effet appuyer l'opinion de cet auteur d'autant plus que l'appel du jugement qui a prononcé l'adjudication tend à dépouiller l'adjudicataire du bénéfice de ce jugement; ce qui ne peut avoir lieu que contrairement avec lui.

Mais on peut demander s'il faut intimer tous les créanciers sur l'appel du jugement dont il s'agit; s'il ne faut pas, par argument de l'article 727, intimer le premier inscrit seulement, ou enfin, si l'on ne doit appeler aucun créancier.

Nous pensons que l'on ne doit intimer aucun des créanciers autre que le saisissant, lorsqu'il s'agit de l'appel du jugement qui prononce sur les nullités, parce que la contestation ne s'est élevée qu'entre le saisi et le saisissant, auquel seul il incombe de maintenir la validité des actes de poursuites, puisque seul il en est responsable; mais les créanciers auraient le droit d'intervenir, s'ils le jugeaient utile à leurs intérêts. (Voy. Pigeau, *ubi suprà*.) Nous devons dire cependant qu'on est assés dans l'usage d'intimer tous les créanciers.

Quant à l'appel du jugement d'adjudication, isolé de la décision rendue sur les nullités, nous estimons qu'il doit être interjeté contre tous les créanciers, parce qu'il constitue un titre qui produit, relativement à eux, des effets qu'ils ont intérêt de maintenir.

2500. *L'appel des jugemens de nullité ou d'adjudication préparatoire donne-t-il à l'adjudicataire provisoire le droit de demander sa décharge?*

C'est notre opinion, fondée sur ce que cet appel suspendant l'adjudication définitive, l'adjudicataire provisoire a intérêt à ne pas rester dans l'incertitude. (Voy. *quest.* 2467^e.) Alors, comme le dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 161, la tribunal accorde sur-le-champ la décharge ou fixe un délai pendant lequel les parties seront tenues de faire juger l'appel, déclarant en même temps qu'à son expiration l'adjudicataire sera déchargé.

2501. *Quels sont les effets de l'arrêt confirmatif ou infirmatif du jugement rendu sur des nullités, ou qui a prononcé l'adjudication sans qu'il y ait eu de nullités opposées?*

Si les nullités sont accueillies en appel, on recommence les poursuites, et conséquemment l'adjudication préparatoire est considérée comme non avenue. Si l'adjudication préparatoire est annulée en elle-même, c'est-à-dire autrement que par une conséquence des nullités de procédure, on fait procéder à une nouvelle, après nouveaux placards et annonces.

Si, au contraire, les nullités sont rejetées, l'adjudication préparatoire est maintenue, à moins que l'adjudicataire ait obtenu sa décharge, auquel cas une seconde adjudication a lieu après une nouvelle apposition de placards et insertion de nouvelles annonces. — (Voy. article 732, et Pigeau, *ubi suprà*.)

ART. 735. La partie saisie sera tenue de proposer par requête, avec avenir à jour indiqué, ses moyens de nullité, si aucuns elle a, contre les procédures postérieures à l'adjudication provisoire, vingt jours au moins avant celui indiqué pour l'adjudication définitive : les juges seront tenus de statuer sur les moyens de nullité, dix jours au moins avant ladite adjudication (1) définitive (2).

(1) Voyez sur l'article 735, plusieurs questions dont les solutions peuvent s'appliquer à l'espèce de l'art. 735. — (Voyez aussi Pigeau, tom. 2, pag. 161.)

(2) JURISPRUDENCE.

1^o. Une demande en sursis d'adjudication définitive, fondée sur ce que, par erreur, l'adjudication a été indiquée dans les affiches à une date différente que celle désignée par le tribunal, peut être formée le jour même de l'adjudication. Ce n'est pas le cas d'appliquer l'article 735 du Code de procédure, et le décret du 2 février 1811, relatifs à l'intervalle qui doit être observé entre les demandes en nullité et l'adjudication définitive.

L'appel du jugement qui, en prononçant l'adjudication définitive, rejette une demande en sursis, formée par le saisi, est recevable pendant trois mois. On ne peut appliquer en ce cas l'art. 736 du Code de procédure, qui fixe le délai de l'appel pour les jugemens qui ont statué sur les demandes en nullités. — (Dijon, 28 février 1818; Dallos, tom. 24, pag. 378; Sirey, tom. 18, pag. 304; mais voy. *suprà*, n^o 2498.)

T. 125. — Édit de 1551, art. 15. — Décret du 2 fév. 1811, art. 2 et 3. — G. de P., art. 6, 70 et 125.

2502. *Les dispositions de l'art. 735 n'ont-elles pas été modifiées depuis la publication du Code ?*

Oui, elles l'ont été par un décret du 2 février 1811, des dispositions duquel il résulte que l'on doit lire l'art. 735 comme s'il était conçu en ces termes :

« La partie saisie sera tenue de proposer par requête, avec avenir à jour indiqué, ses moyens de nullité, si aucuns elle a contre les procédures postérieures à l'adjudication provisoire, quarante jours au moins avant celui indiqué pour l'adjudication définitive (voy. décret du 2 février, art. 2) ; les juges seront tenus de statuer sur ladite demande trente jours au plus tard avant l'adjudication définitive ; si leur jugement est par défaut, la partie condamnée ne pourra l'attaquer que par la voie de l'appel. — (*Ibidem.*) »

« Aueune demande en nullité de procédure postérieure à l'adjudication provisoire ne sera reçue, si le demandeur ne donne caution suffisante pour le paiement des frais résultant de l'incident. — (*Ibidem.*) »

2°. En cas d'urgence, notamment lorsque l'adjudication définitive a été indiquée au lendemain du jour où la Cour prononce sur l'appel de jugements relatifs à des incidents, cette Cour peut ordonner que son arrêt sera exécuté sur minute, et, à cet effet, c'est au greffier à le présenter au tribunal qui doit procéder à l'adjudication définitive. — (*Cassat*, 10 juine 1814, *Sirey*, tom. 14, pag. 64.)

3°. Lorsque la partie saisie allègue une compensation, il y a nécessité de statuer sur cette compensation, avant de procéder à l'adjudication. — (*Cassat*, 25 juillet 1811, *Sirey*, tom. 12, pag. 23 ; *Dalloz*, tom. 24, pag. 247.)

Mais, comme le remarque M. Huot, il est nécessaire que la compensation alléguée soit dans le cas d'éteindre toute la créance. Si la compensation, comme le paiement, n'en éteignait qu'une partie, les poursuites du créancier ne sauraient être suspendues.

S'il arrive que le tribunal, après avoir fixé le jour de l'adjudication définitive, par exemple au 5 octobre, renvoie au 5 novembre à statuer sur la compensation, ce jugement de renvoi, quoique acquiescé, n'autorise pas à procéder à l'adjudication avant qu'il ait été statué sur la compensation.

Si donc, après l'adjudication ainsi faite illégalement, la compensation est rejetée, cette circonstance, postérieure à celle de l'adjudication, ne peut couvrir la nullité résultant de ce qu'il y a été procédé avant qu'il ait été statué sur la compensation. — (*Même arrêt*, du 25 juill. 1811.)

4°. Le saisi qui n'a point présenté ses moyens de nullité dans le délai des articles 735 et 736 du Code de procédure, ne peut être relevé de la déchéance prononcée par ces articles, sous prétexte qu'il n'a pu connaître à temps ces nullités, résultant du défaut de notification de certains actes, lorsque d'ailleurs les dénunciations et notifications prescrites par les articles 681 et 682 lui ont été faites, et l'ont mis à portée de surveiller toutes les opérations de la poursuite. — (*Cassat*, 10 mars 1819, *Sirey*, 1819, pag. 337.)

C'est sur ces dispositions ainsi rédigées, que nous allons traiter les questions suivantes. On doit se rappeler (voy. quest. 2360^{re}) que ce même décret, du 2 février 1811, a porté à deux mois au moins, au lieu de six semaines, le délai qui doit s'écouler entre l'adjudication préparatoire et l'adjudication définitive.

2503. *La requête prescrite par l'art. 735 peut-elle être signifiée d'avoué à avoué ?*

Oui sans doute. — (*Voy. tarif*, art. 123 ; la quest. 2434^{re}, et un arrêt de la Cour de Turin, du 6 décembre 1809, *Sirey*, tom. 10, DD., pag. 240.)

2504. *Cette requête doit-elle être signifiée à l'adjudicataire provisoire ?*

M. Desevaux, pag. 93, pense que cela doit avoir lieu, quoique la loi ne le dise pas. Ce qui porte à le croire c'est, 1^o que l'adjudicataire provisoire, qui peut devenir adjudicataire définitif, si son enchère n'est pas convertie, a un intérêt réel que la procédure soit valable : il a donc, par conséquent, le droit de combattre lui-même toutes les nullités ; et, pour qu'il puisse le faire, il faut absolument qu'il soit appelé à l'audience.

2°. Que si, d'après l'art. 727 du Code de procédure, la demande en distraction doit être formée contre l'avoué adjudicataire, à plus forte raison doit-on former contre lui celle en nullité de la procédure.

2505. *Le délai donné à la partie saisie pour proposer ses moyens est-il fatal ? Si elle est déclarée non recevable à les proposer après ce délai, peut-elle appeler du jugement qui prononce cette déchéance ?*

Par arrêt du 27 février 1808 (*Dal.* tom. 24, pag. 394), la Cour de Bruxelles a jugé que la partie n'est pas recevable à proposer les moyens de nullité après le délai, parce qu'elle agit trop tard ; mais que cette fin de non-recevoir ne peut être prononcée que par un jugement ; que si la partie saisie appelle de ce jugement, cet appel doit être reçu, parce qu'aucune loi ne l'exclut ; qu'enfin cet appel suspend même l'adjudication définitive ; car, en règle générale tout appel est suspensif, et le Code de procédure ne contient aucune dérogation à ce principe pour le cas particulier dont il s'agit.

2506. *Si le saisi a négligé de proposer ses moyens, quarante jours avant l'adjudication définitive, peut-il, sur l'appel, demander la nullité de cette adjudication ?*

La négative a été jugée par arrêt de la Cour de Trèves, du 6 novembre 1810, avant le décret du 2 février 1811. (*Sirey*, t. 15, pag. 172.) Mais ce décret n'ayant fait autre chose que substituer un autre délai à celui fixé par l'art. 735, il y a même raison de décider depuis ce décret ; et puisqu'il exige que les moyens de nullité soient proposés quarante jours au moins avant l'adjudication définitive, on doit inférer du défaut de proposition des moyens dans ce délai, qu'on ne peut les présenter en appel.

2507. De ce que le décret du 2 février 1811 porte que les juges seront tenus de statuer sur la demande en nullité, dans les trente jours au plus tard avant l'adjudication définitive, s'ensuit-il qu'ils ne puissent statuer après ce délai?

• L'observation de ce délai, dit M. Delaporte, tom. 2, pag. 333, dépend du tribunal. Si le jugement n'est pas rendu dans le temps prescrit, la partie saisie ne peut pas en souffrir : en conséquence, si elle eût dû interjeter appel, elle peut s'appuyer à ce qu'il soit procédé à l'adjudication définitive. •

Il paraît que M. Delaporte a entendu exprimer, dans ce passage, que si la loi impose au tribunal l'obligation de juger dans le délai de trente jours, ce n'est qu'autant qu'il est mis en état de le faire par la réquisition d'une des parties, et l'instruction des moyens de nullité, qu'il peut ainsi prononcer après ce délai ; mais qu'en ce cas, s'il arrivait qu'il le fit à une époque tellement rapprochée du jour de l'adjudication définitive que le saisi n'eût pas, avant ce jour, le délai entier de huitaine pour interjeter son appel, et opérer à ce moyen la suspension de cette adjudication, alors il pourrait s'opposer à ce qu'elle eût lieu. Tel est aussi notre sentiment.

Si, nonobstant cette opposition, on passait outre à l'adjudication, le saisi nous paraîtrait fondé à joindre à l'appel du jugement sur les nullités celui du jugement d'adjudication. Il abriterait la réforme de ce dernier jugement, par cela même qu'il réussirait dans son pourvoi contre le premier, et indépendamment de ce qu'il n'aurait à opposer contre le jugement d'adjudication en particulier aucun autre grief, si ce n'est qu'il aurait été, malgré son opposition, rendu dans le délai que l'art. 736 accordait pour appeler de la décision sur les nullités. — (Voy. Pigeau, t. 2, p. 162, n° 8.)

2508. Le saisi aurait-il recevable à proposer ses moyens de nullité, s'il se bornait à offrir la caution exigée par le décret du 2 fév. 1811, mais sans la désigner?

Il a été jugé, par deux arrêts qui seront rapportés sur l'art. 832, qui porte que l'acte de réquisition de mise aux enchères, en cas de surenchère sur aliénation volontaire, contiendra l'offre de la caution, que ces mots s'entendent de la présentation même de la caution. A plus forte raison doit-on décider ainsi, par application du décret précité, qui se sert de termes plus précis, en disant que la demande en nullité ne sera pas reçue, si le demandeur ne donne caution suffisante, etc.?

ART. 736. L'appel de ce jugement ne sera pas recevable après la huitaine de la prononciation ; il sera notifié au greffier et visé par lui : la partie saisie ne pourra, sur l'appel, proposer d'autres

moyens de nullité que ceux présentes en première instance (1).

T. 29.—C. de P., art. 464, 734 et 735.

2509. Le décret du 2 février a-t-il ajourné quelque chose aux dispositions de l'art. 736 ?

Oui, en ce qu'il dispose, par l'art. 4, qu'il sera statué sur l'appel dans la quinzaine, au plus tard, à dater de la notification qui en aura été faite, aux termes de l'art. 736, et que si l'arrêt est par défaut, la voie d'opposition est interdite à la partie condamnée. — (Voy. quest. 2440^e.)

Mais ici, comme sur l'article 2 de ce décret (voy. quest. 2502^e), qui enjoint aux juges de première instance de statuer sur la demande en nullité trente jours au plus tard avant l'adjudication définitive, nous appliquerons ce que nous avons dit au livre des justices de paix. — (Voy. quest. 65, t. 1, p. 16.)

2510. Faut-il que le jugement dont est appelé soit notifié au greffier ?

On lit, au Manuel de M. Paillet, pag. 552, que la Cour de Colmar, par arrêt du 22 juin 1810, a décidé que le visa de l'appel donné par le greffier est valable, quoique le jugement ne

(1) JURISPRUDENCE.

1^o. La fin de non recevoir, établie par l'art. 736 du Code de procédure contre tout moyen de nullité proposé en appel, s'il ne l'a été avant l'adjudication définitive, n'est pas toujours subordonnée pour le délai à l'exécution de l'art. 735, de manière que la partie saisie ait connu le moyen de nullité quarante jours avant l'adjudication, notamment lorsqu'il s'agit d'une adjudication définitive, indiquée par jugement postérieur à l'adjudication préparatoire. Le délai de deux mois, qui doit avoir lieu entre l'adjudication préparatoire et l'adjudication définitive, à peine de nullité, n'est pas également nécessaire pour le cas où l'adjudication définitive n'ayant pas eu lieu au jour fixé, doit être faite ultérieurement, à un délai fixé par le tribunal. — (Cassat, 25 fév. 1819, Sirry, 1819, pag. 103, § 4, Dalloz, tom. 24, pag. 355.)

2^o. La voie de l'opposition ne peut être employée contre un arrêt par défaut, rendu sur l'appel d'un jugement qui a statué sur une demande en nullité de procédures postérieures à l'adjudication préparatoire. — (Puriss, 28 déc. 1816, Sirry, tom. 17, pag. 396, et *suprà* n° 2440, Dalloz, tom. 24, pag. 396.)

3^o. La partie saisie ne peut pas prononcer, pour la première fois, sur appel, la nullité de l'inscription hypothécaire. (Rouen, 28 fév. 1810, Sirry, tom. 11, pag. 203, Dalloz, tom. 24, pag. 432.) Cette nullité n'influerait d'ailleurs aucunement sur la validité des poursuites, puisqu'un créancier non hypothécaire peut saisir réellement. — (Voy. quest. 2198^e.)

4^o. Cet article 736 n'est pas applicable au jugement d'adjudication définitive même. — (Bruxelles, 6 janv. 1825, Jurisp. du 19^e siècle 1825, tom. 3, pag. 11, 1832, tom. 3, pag. 399. Jurisp. de la Cour de Bruxelles, 1825, tom. 1, pag. 25, et 1832, tom. 1, pag. 345.)

5^o. Il peut être procédé à l'adjudication définitive, nonobstant l'appel, si le jugement qui rejette l'opposition de la partie saisie, a été déclaré exécutoire, par provision et nonobstant appel. — (Arrêt de cassation de la Cour de Bruxelles, du 21 fév. 1822; Jurisprudence de Bruxelles, 1822, tom. 1, pag. 52.)

lui ait pas été signifié. Cette décision ne saurait, à notre avis, trouver de contradicteurs; car il n'est pas un mot dans l'art. 736 qui puisse fournir le plus léger prétexte de supposer que cette signification doit être faite au greffier.

2511. *La notification faite au greffier, dans l'espèce de l'art. 736, dispense-t-elle d'intimer le poursuivant?*

Les motifs de décider négativement cette question sont les mêmes que ceux que nous avons exposés sur la quest. 2493^e, relativement à l'appel du jugement rendu sur les nullités de la procédure antérieure à l'adjudication préparatoire. C'est aussi ce qui a été jugé par un arrêt de la Cour de Paris, du 16 janvier 1811. — (Sirey, t. 16, p. 17.)

Mais il est à remarquer que cet arrêt, qui a déclaré nul l'appel qui n'avait été notifié qu'au greffier seulement, est motivé sur ce que, d'après l'art. 456, tout appel doit être signifié à personne ou domicile; en sorte que la Cour de Paris aurait prononcé, sous ce dernier rapport, comme l'ont fait les Cours d'Angers et d'Agen, par les arrêts cités sur la quest. 2400^e.

Par les motifs énoncés sur cette question, nous estimons qu'il doit en être de l'appel du jugement rendu sur des nullités postérieures à l'adjudication préparatoire, comme de celui du jugement qui aurait prononcé sur des nullités antérieures; qu'à la vérité il ne suffit pas de notifier l'un ou l'autre au greffier; qu'il faut en outre intimer la partie; mais qu'elle peut être intimée au domicile de son avoué.

2512. *Pent-on exciper sur l'appel d'un moyen de nullité qui n'aurait pas été proposé avant l'adjudication, si ce moyen a quelque rapport avec un autre moyen proposé et rejeté en première instance?*

La négative a été résolue, d'après l'art. 23 de la loi du 11 brumaire an 7, par arrêt de la Cour de cassation, du 11 octobre 1808 (voy. Denegres, 1808, pag. 477, Dalloz, tom. 24, pag. 430), qui a jugé que l'on ne pouvait, sur l'appel d'un jugement d'adjudication, se plaindre de ce que la situation d'une partie des immeubles vendus a été faussement indiquée, quoiqu'en première instance on eût allégué un défaut absolu d'indication. La Cour a considéré que ces deux moyens ne pouvaient être identifiés ni confondus, qu'en admettant le premier proposé sous l'appel, il y avait eu violation de l'art. 13 de la loi du 11 brumaire an 7.

M. Denegres remarque avec raison qu'on retrouve dans le Code de procédure, articles 733, 735 et 736, la disposition de cet article de la loi du 11 brumaire, et qu'ainsi, quoique rendu d'après cette loi, l'arrêt que nous venons de citer peut servir de règle dans l'application de ces articles.

2513. *L'appelant qui a été condamné par défaut en première instance n'en est-il pas moins non recevable à proposer un appel ses moyens de nullité?*

Il a été jugé sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, par arrêts des 11 fructidor an 11, 16 fructidor an 13, et 9 novembre 1806, que l'appelant était non recevable. Ce dernier arrêt est fondé, 1^o sur ce qu'il résultait textuellement de l'art. 23 de la loi de brumaire, qu'une partie saisie ne pouvait, en cause d'appel, attaquer une adjudication par des moyens de nullité qu'elle n'avait pas proposés en première instance; 2^o sur ce que cet article devait recevoir son application alors même que la partie saisie n'avait pas comparu devant les premiers juges, parce que la loi était conçue en termes généraux, et ne distinguait pas entre le cas de la comparution et du défaut; parce qu'elle était faite dans l'intérêt de l'adjudicataire, et qu'il ne pouvait être au pouvoir de la partie saisie de lui en enlever le bénéfice; parce qu'enfin cette disposition était fondée sur des considérations d'ordre public, et ne devait, par conséquent, être éludée sous aucun prétexte.

Cette décision est rapportée par M. Sirey, 1806, pag. 548, et par les auteurs du Praticien, t. 4, pag. 436. Ils observent avec raison que, si la même difficulté se reproduisait aujourd'hui, il est évident que la Cour de cassation rendrait la même décision, l'art. 736 du Code de procédure contenant la même disposition que l'art. 23 de la loi de brumaire. Telle est également l'opinion de M. Bouteville, pag. 398, et nous la croyons aujourd'hui à l'abri de toute controverse, d'après ce que nous avons dit, n^o 2486.

2514. *Mais si la partie avait fait défaut sur une assignation irrégulière, devrait-on suivre la solution donnée sur la précédente question?*

M. Merlin a examiné cette difficulté dans ses Questions de droit, au mot *expropriation forcée*, § 3, et il décide que la partie défaillante est, en cette circonstance, autorisée à présenter ses appels ses moyens de nullité, parce qu'on ne peut lui imputer la faute de n'avoir pas comparu. (Voy. aussi Sirey, ubi suprà, pag. 549.)

2515. *La défense de proposer en appel des nullités non proposées avant l'adjudication, est-elle en faveur du créancier poursuivant comme de l'adjudicataire (1)?*

Nous remarquerons que l'art. 23 de la loi du 11 brumaire an 7 portait que ni le saisi, ni les créanciers, ne pouvaient exciper contre l'adjudicataire d'aucun moyen de nullité, etc., et qu'en s'attachant à ces termes, la Cour de cassation, par arrêt du 1^{er} janvier 1807, a décidé que l'article disposait en faveur de l'adjudicataire taxativement, il s'ensuivait que le saisi et les créanciers, entre eux, demeureraient à cet égard dans les dispositions du droit commun.

Mais on remarquera que l'art. 736 dispose en termes généraux, et sans exprimer, comme la

(1) Nous ne rapporterons point les arrêts qui n'ont fait qu'appliquer le principe que des moyens de nullité, non proposés en première instance, ne peuvent l'être en appel. — (Voy. Sirey, tom. 15, 2^e part., pag. 138 et 182.)

loi de brumaire, quo ce ne serait que dans le cas où les nullités seraient opposées contre l'adjudicataire, que le saisi serait non recevable à les faire valoir : de là on conclura sans doute que la question ci-dessus posée doit être décidée pour l'affirmative, nonobstant l'arrêt ci-dessus rapporté.

Art. 737. Faute par l'adjudicataire d'exécuter les clauses de l'adjudication, le bien sera vendu à sa folle enchère (1).

Loidn : 1 brum. an 7, art. 24 — C. de P. art. 715, 743, 744. et suiv.

DV. Tous les incidents auxquels se rapportent les articles précédents sont antérieurs à l'adjudication. La loi s'occupe ensuite de ceux ou plutôt de l'unique qui peut la suivre, c'est-à-dire de celui qui s'élève, lorsque, l'adjudicataire n'exécutant pas les clauses de son adjudication, l'immeuble adjugé doit être vendu à sa folle enchère. Les art. 737 et suiv. règlent la procédure pour parvenir à cette revente.

2516. La récente cur folle enchère n'a-t-elle lieu qu'en cas d'inexécution des conditions de l'enchère, qui doivent être remplies avant la délivrance du jugement, et qui sont exigibles dans les vingt jours de l'adjudication ?

La Cour de Bruxelles, par arrêt du 14 juillet 1810, avait décidé que l'affirmative de cette question résultait de la combinaison des art. 715, 737 et 738. En effet, l'art. 738 enjoint au poursuivant de se faire délivrer, par le greffier, un certificat constatant que l'adjudicataire n'a point justifié de l'acquit des conditions exigibles de

(1) JURISPRUDENCE

1°. La folle enchère n'est que la continuation de la poursuite sur laquelle la première adjudication a eu lieu : elle doit donc être portée devant le tribunal qui a rendu le jugement d'adjudication. Peu importe que les clauses dont l'inexécution a donné lieu à la folle enchère, ne dusent être exécutées qu'après le jugement. — (Paris, 18 fév. 1816, *Sirey*, tom. 17, pag. 47, *Dalloz*, tom. 24, pag. 454.)

2°. La folle enchère ne peut être poursuivie par un cessionnaire à qui le vendeur aurait transporté son prix ou portion du prix. La cession n'a conféré que le privilège hypothécaire; elle n'a pu conférer un droit inhérent à la personne du cédant, relativement à une vente précédemment faite. — (Paris, 31 juill. 1816, *Sirey*, tom. 17, pag. 169, *Dalloz*, tom. 24, pag. 445.)

3°. Le coadjuteur adjudicataire d'un immeuble de la succession est soumis, comme tout autre adjudicataire, à la clause de revente sur folle enchère, en cas d'inexécution des conditions de la vente. — (Paris, 21 mai 1816, *Sirey*, tom. 18, pag. 10, *Dalloz*, tom. 24, pag. 446.)

4°. Accorder un délai à un adjudicataire qui, pour défaut de paiement, a encouru la folle enchère, ce n'est pas renoncer à la folle enchère encourue, c'est seulement y surseoir; et s'il n'y a pas paiement après l'expiration du délai, la folle enchère peut être poursuivie; il n'y a point là de novation. — (Paris, 30 sept. 1815, *Sirey*, tom. 18, pag. 105, *Dalloz*, tom. 24, pag. 344.)

l'adjudication. Or, aucune de ces dispositions ne serait applicable au défaut de paiement du prix d'adjudication, puisque d'abord ce prix ne peut être exigé qu'après le jugement d'ordre, et que, d'un autre côté, l'acquit des bordereaux de collocation est absolument étranger au greffier, qui ne pourrait rien certifier à cet égard; il faut donc, disions-nous dans notre Analyse, n° 2312, décider que ces mots de l'art. 737, *faute par l'adjudicataire d'exécuter les clauses d'adjudication*, ne s'entendent que dans le sens de l'art. 715, et qu'en conséquence l'adjudicataire, qui, après avoir obtenu la délivrance du jugement d'adjudication, n'acquiesce par les bordereaux de collocation, doit être poursuivi par la voie de la saisie immobilière, et non par celle de la folle enchère. — (Voy. *Pigeau*, tom. 2, pag. 146.)

M. Huet, pag. 30, a combattu fortement cette opinion. Il cite en faveur de la sienne celle de M. Pigeau, tom. 2, pag. 146, et trois arrêts, le premier de la Cour de cassation, du 20 juillet 1808, les deux autres de la Cour de Paris, des 20 mars et 1^{er} mai 1810 (voy. *Dalloz*, tom. 24, pag. 445, *Sirey*, tom. 8, pag. 402, et tom. 15, pag. 172 et 168), qui ont décidé qu'un créancier, porteur d'un bordereau de collocation, n'avait, à défaut de paiement, que la seule action de revente sur folle enchère. Nous ne persisterons pas, en conséquence, dans la doctrine que contenait notre Analyse, et que nous avons déjà rétractée dans notre Traité et Questions.

2517. Le fol enchérisseur peut-il être poursuivi sur ses biens personnels avant ou pendant les poursuites de folle enchère ?

On cite pour l'affirmative, 1° l'art. 2092 du Code civil, d'après lequel quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir ses engagements sur tous ses biens; 2° l'art. 715 du Code de procédure, qui autorise la folle enchère sans préjudice des autres voies de droit; 3° l'avis de M. Pigeau, tom. 2, pag. 146, qui estime que le créancier peut contraindre l'adjudicataire, tant par voie de folle enchère que par toute voie d'exécution, sur ses biens personnels; 4° l'arrêt de Paris du 20 mars 1810 (*Dalloz*, tom. 24, pag. 445, *Sirey*, tom. 15, pag. 172), lequel consacre cette opinion.

Pour la négative, on dit que l'art. 715 contenant une disposition impérative, l'adjudicataire sera contraint, les termes suivants, sans préjudice des autres voies de droit, ne s'entendent que des poursuites ultérieures à faire en cas d'insuffisance du résultat de la folle enchère; on tire induction de l'art. 2209 du Code civil, etc.; etc., enfin, on cite un arrêt de la Cour de cassation, du 20 juillet 1808 (*Sirey*, tom. 8, pag. 402), qui, sous l'empire de la loi du 11 brumaire, dont les dispositions étaient semblables à celles du Code, a décidé que l'adjudicataire n'avait pu être poursuivi, par voie de saisie-exécution avant la revente sur folle en-

shère, et tel est aussi l'avis que développe M. Huet, pag. 305 et suiv.

Les auteurs du Commentaire des Annales du notariat professent la doctrine contraire, tom. 4, pag. 445, et c'est celle que nous adoptons, par la raison que le jugement d'adjudication forme contre l'adjudicataire un titre qui, comme tout autre, est susceptible de toutes les contraintes ordinaires et de droit, qui peuvent être exercées simultanément. Or, l'art. 715 ne nous paraît point contenir une exception à ce principe en faveur du fol enchérisseur : loin de là, ces mots *sans préjudice* nous sembleraient avoir été insérés dans l'article pour énoncer le contraire; autrement ils seraient inutiles, car il est évident que le créancier qui éprouverait une perte aurait droit d'exercer son recours sur les biens personnels de l'adjudicataire, sans qu'il fût besoin de l'énoncer. L'article 2209 contient une disposition spéciale pour un cas qui n'est pas le nôtre, et hors ce cas, reste le principe ci-dessus. Enfin, l'arrêt de la Cour de cassation ne peut trancher la difficulté, car il ne serait pas exact de dire que la loi du 11 brumaire renfermât sur ce point une disposition semblable à celle de l'art. 715, puisque l'art. 24 cité dans l'arrêt ne contient pas ces mots, *sans préjudice des autres voies de droit*.

ART. 738. Le poursuivant la vente sur folle enchère se fera délivrer par le greffier un certificat constatant que l'adjudicataire n'a point justifié de l'acquit des conditions exigibles de l'adjudication.

T. 26.—C. de P., art. 715.

2518. *Tout créancier peut-il provoquer la vente sur folle enchère ?*

C'est notre opinion, conforme à celle de M. Pigeau, *ubi supra*, et de M. Demiau Crouzilhac, pag. 461. Il est évident que si le législateur avait entendu n'accorder qu'au poursuivant le droit de provoquer la revente par folle enchère, il eût été fort inutile qu'il exigeât un certificat du greffier; car l'avoué du poursuivant sait bien, sans l'intervention du greffier, si l'adjudicataire a payé les frais, puisque c'est précisément entre les mains de cet avoué qu'il doit en compter le montant. — (Voy. les Questions de Lepage, pag. 500.)

ART. 739. Sur ce certificat, et sans autre procédure ni jugement, il sera apposé nouveaux placards et inséré nouvelles annonces dans la forme ci-dessus prescrite, lesquels porteront que l'enchère sera publiée de nouveau au jour indiqué : cette publication ne pourra avoir lieu que quinze jours au moins après l'apposition des placards (1).

(1) JURISPRUDENCE.

La clause par laquelle l'adjudicataire consent à ce

C. de P., art. 615, 684, 685, 702, 707, 708, et 709.

2519. *Doit-on passer en taxe des frais d'impression pour les nouveaux placards prescrits par l'art. 739, et destinés à annoncer la première publication de la vente sur folle enchère ?*

Oui sans doute; car le créancier qui a poursuivi la saisie n'a pas dû prévoir le cas de folle enchère. Mais il faut faire imprimer ce une seule fois tous les exemplaires que cet incident rend nécessaires. — (Voy. Questions de Lepage, pag. 500.)

ART. 740. Le placard sera signifié à l'avoué de l'adjudicataire, et à la partie saisie, au domicile de son avoué, et si elle n'en a pas, à son domicile, au moins huit jours avant la publication (2).

Supra, sur l'art. 735.

ART. 741. L'adjudication préparatoire pourra être faite à la seconde publication, qui aura lieu quinze jours après la première (3).

C. de P., art. 702.

ART. 742. A la quinzaine suivante, ou au jour plus éloigné, qui aura été fixé par le tribunal, il sera procédé à une troisième publication, lors de laquelle les objets pourront être vendus définitivement : chacune desdites publications sera précédée de placards et annonces, ainsi qu'il est dit ci-dessus, et seront observées, lors de l'adjudication, les formalités prescrites par les articles 707, 708 et 709.

C. de P., art. 685, 684, et 685.

2520. *Quel intervalle doit-on observer entre l'apposition des placards, prescrite par l'art. 742, et les deux dernières publications de la folle enchère ?*

M. Lepage, dans ses Questions, pag. 501, conseille, attendu que le Code de procédure n'a

que, dans le cas où il n'exécute pas les conditions de l'adjudication dans le délai fixé, il fut procédé, sans sommation préalable, à la réadjudication, donne seulement le droit de poursuivre, dès l'expiration du délai, la réadjudication, mais ne dispense point d'observer, pour y parvenir, les formalités et les délais prescrits par la loi, et durant lesquels l'adjudicataire est toujours recevable à exécuter les conditions de l'adjudication. — (Amiens, 3 août 1816, Sirey, tom. 18, pag. 48; Dalloz, tom. 24, pag. 454.)

(2) Les créanciers inscrits ne sont point appelés à la poursuite; mais ils peuvent y assister à leurs frais et sans répétition.

(3) L'adjudication préparatoire peut avoir lieu, quelle que soit la modicité de l'offre.

point fixé ce délai, de laisser, entre l'apposition des placards et chaque publication, une huitaine de jours. C'est, dit-il, le moindre délai de ce genre prescrit en poursuite principale, comme on le voit par l'art. 703; en sorte que ceux qui en agissent ainsi lui sembleraient se conformer davantage à l'esprit de la loi.

Nous croyons que l'on doit observer les délais déterminés au titre de la saisie immobilière, surtout qu'ils se concilient avec ceux fixés pour les publications; autrement, la fixation de ces délais serait arbitraire. C'est aussi l'opinion que M. Demiau Crouilhac, pag. 461, et Berrin Saint-Prix, pag. 606, not. 121, paraissent avoir adoptée. Au surplus; ces mots, dans la forme ci-dessus, qu'on trouve dans l'art. 739, quoiqu'il ne soit point question de formes dans les articles précédents, ces expressions, qui sont répétées dans l'art. 742, nous paraissent fournir un fort argument en faveur de cette opinion.

2521. *Le tribunal, en prononçant l'adjudication préparatoire, doit-il renvoyer non pas à quinze jours, mais à deux mois, conformément au décret du 2 février 1811, pour être procédé à l'adjudication définitive ?*

Oui, suivant M. Hautefeuille, pag. 400. Mais nous ne saurions partager cette opinion, attendu que le décret prononce taxativement, à l'égard de l'art. 706, une modification qui ne peut être étendue à l'art. 742, qui laisse au tribunal la fixation du délai entre l'adjudication préparatoire et l'adjudication définitive. On ne doit pas facilement supposer une dérogation; il faut, pour qu'elle soit admise, que la loi postérieure l'ait prononcée d'une manière formelle (1).

ART. 743. Si néanmoins l'adjudicataire justifiait de l'acquit des conditions de l'adjudication, et consignait la somme réglée par le tribunal pour le paiement des frais de folle enchère, il ne serait pas procédé à l'adjudication définitive, et l'adjudicataire éventuel serait déchargé (2).

C. de P., art. 693, 737.

(1) M. Desvieux, pag. 109, donne de fortes raisons pour l'opinion contraire; mais nous pensons, quelque justes que soient les considérations sur lesquelles il s'appuie, que le texte de l'article et du décret même du 2 février ne permettent pas d'admettre son opinion.

(2) JURISPRUDENCE.

Le fol enchérisseur qui veut jouir du bénéfice que lui accorde cet article, d'empêcher la revente sur folle enchère, en justifiant de l'acquit des charges de son adjudication, en consignait la somme réglée pour frais de la procédure extraordinaire à laquelle il a donné lieu, ne peut, s'il n'a rempli ces deux conditions avant le jour indiqué pour l'adjudication définitive, faire suspendre cette adjudication, en interjetant appel du jugement qui a réglé les frais de la procédure sur folle enchère.

2522. *Le tribunal peut-il ordonner la consignation des frais au greffe ou dans les mains de l'acquéreur ?*

C'est l'opinion des auteurs du Commentaire des Annales du notariat, tom. 4, pag. 340, fondée sur le peu d'importance de la somme; mais il nous semble que l'art. 1, § 14 de l'ordonnance du 5 juillet 1816, s'y oppose.

ART. 744. Le fol enchérisseur est tenu par corps de la différence de son prix d'avec celui de la revente sur folle enchère, sans pouvoir réclamer l'excédant s'il y en a; cet excédant sera payé aux créanciers, ou, si les créanciers sont désintéressés, à la partie saisie (2).

C. de P., art. 712.

DVI. Ici, la loi par la disposition rigoureuse qu'elle renferme, a eu pour but de mettre un terme à la scandaleuse multiplicité des folles enchères, et de bannir des audiences les agitateurs, qui, dans l'espoir de revendre avec profit, se rendraient adjudicataires, sans courir, si cet espoir était déçu, aucun risque d'être contraints à effectuer le prix de la vente.

2523. *La contrainte par corps, prononcée par l'art. 744, a-t-elle lieu de plein droit ?*

On sait que, d'après l'art. 2067 du Code civil, la contrainte par corps ne peut être exercée qu'en vertu d'un jugement; il faut donc que le fol enchérisseur soit condamné par le jugement d'adjudication ou par jugement postérieur. — (Foy. Pignau, tom. 2, pag. 148.)

Le créancier poursuivant qui a été purement et simplement dans l'instance en règlement de folle enchère, n'est pas pour cela présumé avoir renoncé à exercer, contre le fol enchérisseur, de son défaut d'accomplissement des deux conditions sans lesquelles celui-ci pourrait empêcher la revente. A défaut d'accomplissement de ces deux conditions, le créancier poursuivant peut requérir qu'il soit passé outre à l'adjudication définitive. — (Cassat., 8 mai 1820, Sirey, tom. 20, pag. 309, Dalloz, tom. 24, pag. 437.)

(3) JURISPRUDENCE.

1°. Les frais faits sur la première vente ne sont pas à la charge du fol enchérisseur; il n'est tenu que de la différence en moins de son prix avec celui de la revente. — (Paris, 29 novembre 1816, Dalloz, tom. 24, pag. 459, Sirey, tom. 17, pag. 368.)

2°. Si le fol enchérisseur a donné congé au fermier ou locataire, celui-ci ne peut, en cas de revente sur folle enchère, faire imposer au futur adjudicataire l'obligation de payer l'indemnité qui lui est accordée, par le jugement qui a déclaré le congé valable. — (Cassat., 27 nov. 1807, Sirey, tom. 8, pag. 100.)

3°. Lorsque des immeubles adjugés en plusieurs articles et par adjudications séparées, à un même adjudicataire, sont revendus sur folle enchère, la différence en plus qu'on se trouve pour des lots, ne doit pas se comparer avec la différence en moins qui a lieu pour un autre. Le fol enchérisseur doit supporter la différence en moins, sans profiter de la différence en plus. — (Rouen, 31 mai 1820, Sirey, tom. 21, p. 219, Dalloz, tom. 24, pag. 453.)

2524. *Quels sont les remboursements que le fol enchérisseur peut prétendre ?*

Il a été jugé, par arrêt de la Cour de Paris, du 1^{er} mai 1810 (*Sirey*, tom. 15, pag. 168), que le fol enchérisseur, lorsque le prix de la vente est suffisant, doit être remboursé non-seulement de ce qu'il a payé sur le prix de son adjudication, mais encore des frais de poursuites que le cahier des charges l'obligeait de payer au créancier poursuivant.

Les motifs de cette décision sont que l'article 734, en statuant que le fol enchérisseur n'a aucun droit à l'excédant du prix de la vente ne peut avoir pour conséquence, lorsqu'il n'y a pas de différence, et à plus forte raison, lorsqu'il y a excédant, de lui faire perdre ce qu'il a payé sur ce prix, et à la décharge, soit des créanciers inscrits, soit de la partie saisie, soit de l'adjudicataire définitif, etc.

Mais par un arrêt du 6 juin 1811 (*Sirey*, t. 12, p. 264), la Cour de cassation a décidé que l'adjudicataire sur folle enchère est tenu de rembourser au fol enchérisseur les droits d'enregistrement et autres de cette nature qu'il aurait payés, attendu qu'il résulte de la disposition de l'article 69 de la loi du 22 frimaire an 7, § 8, n° 1, qu'aux yeux de l'Assemblée, l'adjudication sur folle enchère et celle qui l'a précédée n'opèrent qu'une seule mutation, puisque le prix énoncé dans les deux contrats n'est passible que d'un seul droit proportionnel; qu'il est également évident que ce droit ne peut être qu'à la charge du second adjudicataire, qui seul recueille l'avantage de cette mutation de propriété. — (*Voy. la loi précitée et les arrêts de la Cour de Paris.*)

ART. 745. Les articles relatifs aux nullités et aux délais et formalités de l'appel, sont communs à la poursuite de la folle enchère.

C. de P., art. 717, 723, 726, 730, 734, 736.

2525. *L'art. 745 suppose-t-il que les formalités de la folle enchère doivent être observées à peine de nullité, en ce qu'elles ont de semblable aux formalités prescrites sous la même peine pour la saisie ?*

C'est, dit M. Delaporte, pag. 337, ce qui résulte des premiers termes de l'art. 735. Mais on objecte que ce mot *nullité* n'est point séparé par une virgule des mots *délais et formalités de l'appel*; d'où l'on peut conclure que le mot *nullité* ne se rapporte qu'à l'appel. On peut dire, en outre, que le législateur a pu se montrer moins sévère à l'égard des formalités de l'enchère, qu'à l'égard de celles de la saisie.

On répondrait que ces mots ne se rapportent point exclusivement à l'appel, puisqu'on a mis entre eux et ceux qui le suivent la conjonction *et*; que si le législateur a prescrit des formalités à peine de nullité dans l'intérêt du saisi, il a le

même motif pour le faire dans l'intérêt de l'adjudicataire, qu'il s'agit aussi de dépouiller.

Quoi qu'il en soit, nous adoptons le sentiment de M. Delaporte, attendu que le législateur, en disant que les articles relatifs aux délais et formalités de l'appel seraient communs à la poursuite de la folle enchère, n'aurait pas eu besoin de parler des nullités que ces mêmes articles prononcent, puisque, si les délais et les formalités qu'ils prescrivent n'étaient pas observés, ces nullités seraient de plein droit : on peut donc, avec fondement, soutenir l'affirmative de la question que nous venons de poser.

Au reste, cette question est une de celles où il s'agit, pour ainsi dire, de découvrir la pensée du législateur, voilée sous des expressions obscures. On sent qu'en ce cas le parti le plus prudent est de se conformer à l'interprétation la plus rigoureuse, afin d'éviter les nullités qui pourraient être prononcées, si cette interprétation était admise par le juge.

2526. *L'appel du jugement sur folle enchère peut-il être interjeté dans les délais ordinaires ?*

Un arrêt de Turin du 19 avril 1811 (*Dalloz*, tom. 24, pag. 438; *Sirey*, tom. 11, pag. 190) applique à cet appel la disposition de l'art. 734, auquel renvoie l'art. 745, mais à notre avis, il consacre une erreur palpable, suite de ce que la Cour, au lieu de procéder à la poursuite de la folle enchère par adjudication préparatoire, avait fait revivre, en contravention à l'art. 707, l'enchère que le premier adjudicataire avait ouverte; ce qui fit considérer la seconde adjudication comme un incident. — (*Voy. sur cet arrêt les observ. de M. Huet, pag. 314.*)

ART. 746. Les immeubles appartenant à des majeurs, maîtres de disposer de leurs droits, ne pourront, à peine de nullité, être mis aux enchères en justice, lorsqu'il ne s'agira que de ventes volontaires.

T. 127.—C. de P., art. 953, 955.—C. C., art. 819.

2527. *Si une partie s'est adressée au juge, et en avait obtenu autorisation de vendre devant notaires, la vente serait-elle nulle, puis-elle aurait eu lieu par suite de cette autorisation ?*

Non sans contredit; car si une partie, à tort ou raison, croit devoir prendre la précaution de demander pour vendre une autorisation à justice, elle ne peut être réputée avoir contrevenu aux dispositions de l'art. 746, dès que les enchères ne sont point reçues en justice, et suivant les formes prescrites pour les ventes forcées, mais devant un notaire, et suivant les formes des ventes volontaires. — (*Voy. arrêt de la Cour de Nîmes, du 30 décembre 1808.*)

ART. 747. Néanmoins, lorsqu'un immeuble aura été saisi réellement, il sera libre aux intéressés, s'ils sont tous ma-

jeurs et maîtres de leurs droits, de demander que l'adjudication soit faite aux enchères, devant notaires ou en justice, sans autres formalités que celles prescrites aux articles 957, 958, 959, 960, 961, 962, 964, sur la vente des biens immeubles (1).

C. de P., art. 953, 955.—C. C., art. 819.

2528. *Quelles sont les personnes qui peuvent demander la conversion de la saisie en vente volontaire, et quelles sont les conditions sous lesquelles elle peut être ordonnée ?*

L'art. 747 porte que cette demande peut être formée par tous les intéressés; or, les intéressés sont le saisi, le saisissant et les autres créanciers parties dans la saisie.

Pour que cette demande soit accueillie, il faut sans doute le concours de ces deux conditions; savoir: 1° que l'immeuble ait été saisi; 2° que tous les intéressés soient majeurs et maîtres de leurs droits.

Mais l'art. 747 portant qu'il faut que ces derniers fassent la demande dont il est question, on peut demander s'il s'ensuit qu'il faille qu'ils soient tous d'accord, en sorte que le refus d'un seul empêchât la conversion. M. Delaporte, t. 1, pag. 338, tient la négative. « L'une des parties, dit-il, peut former la demande, et le juge l'accueillir en la rejetant, suivant les circonstances. Il ne doit pas dépendre de la mauvaise humeur d'un créancier dernier inscrit de faire consommé en frais l'héritage saisi. »

M. Demiau Crouilhac, pag. 462, pense, au contraire, qu'il faut que toutes les parties soient d'accord.

Nous remarquerons que M. Delaporte a écrit avant la publication du tarif qui tranche toute difficulté, puisqu'il porte, art. 127, que la requête pour demander la conversion de la saisie en vente volontaire est donnée sur le consentement de toutes les parties intéressées. C'est aussi ce qui a été jugé par un arrêt de la Cour de Paris, du 20 septembre 1809 (voy. *Biblioth. du barr.*, 1810, pag. 380): il convient donc aux parties, puisque cette demande est purement facultative, d'examiner s'il est de leur intérêt de donner à cet égard un consentement auquel on ne pourrait les forcer.

2529. *Comment se forme la demande en conversion ?*

Toutes les parties présentent une requête non grosseyée, qui est répliquée par une ordonnance du président portant communication au procureur du Roi et nomination d'un rapporteur. Sur les conclusions du procureur du Roi et le rapport du juge, le tribunal autorise à faire la vente à

l'audience des criées ou devant notaire. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 242 et 243, et l'art. 127 du tarif.)

2530. *Est-il une époque après laquelle on ne puisse former la demande en conversion ?*

La loi n'a fixé aucune époque pour cette demande; il paraît, en conséquence, dit M. Delaporte, tom. 2, pag. 339, qu'elle peut être formée en tout état de cause; c'est aussi notre opinion. Si cependant, ajoute cet auteur, la poursuite touchait presque à sa fin, il serait assez inutile d'accorder cette demande. Nous convenons qu'il arrivera rarement que les parties s'adressent au tribunal pour arrêter les poursuites de la saisie, lorsqu'elles seront très-avancées; mais enfin, si le cas se présentait, nous ne pensons pas, d'après la maxime *volenti non fit injuria*, que le tribunal fit bien de rejeter une demande qu'elles n'auraient peut-être formée que par égard pour le saisi, qui répugnerait à voir effectuer une expropriation forcée.

Au reste, on sait qu'encreore bien que les enchères soient requises par le ministère d'avoués, les frais des poursuites judiciaires que l'adjudicataire doit payer tiennent toujours les enchérisseurs en garde; que l'on ne peut, à l'audience, où ils ne paraissent que par le ministère des avoués, entrer dans des pourparlers qui peuvent faire obtenir un prix plus avantageux; qu'il est enfin une foule de raisons qui, à quelque degré que soient parvenues les poursuites de la saisie, feront toujours préférer la vente *pendant notaire* à celle qui se fait en justice, et surtout par suite de saisie.

2531. *Le créancier saisissant, à lui joint le débiteur saisi, peuvent-ils seuls et sans le concours des autres créanciers, provoquer l'application de l'art. 747, lors même que la saisie n'a pas été suivie d'autres poursuites ?*

M. Huet, pag. 319 et 321, cite un arrêt du tribunal de Moulins, du 12 mars 1817, qui a jugé cette question pour la négative; et nous croyons cette décision fondée, attendu que l'art. 747 ne distinguant point, et exigeant le concours de tous les intéressés, il y aurait violation de cet article, si le saisissant qui ne se désiste pas de sa poursuite pouvait obtenir la conversion en vente volontaire.

2532. *Le créancier poursuivant la saisie immobilière est-il fondé à appeler du jugement qui admet le saisi à pourvoir lui-même la vente de ses biens à l'audience des criées, soit parce que la conversion de la saisie en vente volontaire aurait été ordonnée, soit parce qu'on aurait accordé au saisi un délai trop long pour parvenir à cette vente ?*

M. Collinier observe avec raison, dans son Journal des avoués, tom. 2, pag. 214, qu'il paraît résulter de la disposition de l'art. 747 que le jugement qui accorde au débiteur la faculté de vendre à l'audience des criées ou devant notaires, n'est pas susceptible d'être critiqué par les créanciers, puisqu'il doit être rendu de leur consen-

(1) Nous examinerons, sur l'art. 965, la question de savoir si la vente faite après conversion de saisie en aliénation volontaire admet, quant à ses suites, les principes particuliers à ces aliénations, faites dans les cas ordinaires.

tement, ainsi que nous l'avons dit sur la question 2529. Il n'est pas douteux sans doute que l'on peut se procurer par les voies légales contre le jugement qui aurait accordé cette faculté sans le consentement d'une partie intéressée.

Mais lorsque tous les intéressés ont donné leur consentement et requis la conversion, on peut demander s'ils seraient fondés dans l'appel qu'ils interjetteraient du jugement qui aurait accordé au débiteur saisi un délai plus long que celui qui lui serait rigoureusement nécessaire pour effectuer la vente volontaire de ses biens.

Cette question a été jugée par l'affirmative, par un arrêt de la Cour de Paris, du 13 août 1810 (*Sirey*, tom. 13, pag. 166). Il paraît résulter de cet arrêt que la fixation du délai qu'un tribunal accorderait pour la vente volontaire, doit être basée sur le temps qui serait nécessaire pour parvenir à la vente forcée.

2533. *Si la vente volontaire a eu lieu avant qu'il ait pu être statué sur l'appel interjeté dans l'espèce de la précédente question, doit-on réformer le jugement qui l'a autorisé ?*

Non, parce que l'appelant se trouve alors sans intérêt à suivre sur son appel. — (Voy. l'arrêt précité.)

2534. *Dans ce cas, le créancier poursuivant doit-il supporter personnellement les frais par lui faits sur la saisie immobilière postérieurement au jugement qui a autorisé la vente sur publications volontaires, et à l'appel qu'il aurait interjeté de ce jugement ?*

L'arrêt que nous venons de citer n'a pas résolu cette question d'une manière formelle; mais en consacrant la compensation de tous les dépens entre les parties, il semble avoir condamné le créancier à supporter tous les frais qu'il avait faits personnellement, soit sur l'appel, soit sur les poursuites en saisie immobilière. Cependant une telle condamnation se trouve en opposition avec le point de droit jugé par l'arrêt cité sur la quest. 2532^e, que l'appel avait été dans son principe bien et valablement interjeté. Nous serions porté à croire, comme M. Collières, que la Cour de Paris n'a entendu parler dans son arrêt que des frais faits en appel; et en effet, il y aurait une évidente contradiction à reconnaître, d'un côté, qu'un saisissant a eu de justes griefs à opposer à un jugement qui convertit la saisie qu'il a faite en vente volontaire, et à le condamner, de l'autre, à supporter les frais des suites qu'il a continuées sur sa saisie, dans l'espoir fondé d'obtenir la réformation du jugement dont il s'agit, jugement qui, d'ailleurs, avait été, dans l'espèce de l'arrêt de la Cour de Paris, rendu à l'insu de ce créancier saisissant.

2535. *Quoique l'art. 747 mette l'art. 957 au nombre de ceux dont il faut observer les formalités, lorsqu'une saisie est concertée en vente volontaire, ne doit-on pas décider qu'il n'y a pas lieu, dans ce cas, à observer les dispositions de cet article ?*

L'art. 957 suppose que l'immeuble a été pré-

cédemment estimé par les experts, et porte qu'ils remettront la minute de leur rapport, ou au greffe, ou chez le notaire, suivant qu'un tribunal ou un notaire aura été commis pour recevoir les enchères.

Mais cela ne peut s'appliquer, dit avec raison M. Pigeau, tom. 2, pag. 243, qu'au cas où le bien appartient à un mineur ou à un interdit, et non à celui où le saisi est majeur ou interdit; autrement, le législateur, qui voulait, pour ce dernier cas, permettre une forme plus simple que celle de la saisie immobilière, se trouverait en avoir établi une plus longue et plus coûteuse, puisque l'estimation par experts n'est pas nécessaire pour les ventes sur saisie immobilière.

D'après cette remarque, pleine de justice, l'on est fondé sans doute à penser qu'il n'est pas besoin de faire estimer l'immeuble, lorsque les parties sont majeures. Mais comme l'art. 747 mentionne expressément l'art. 957, il conviendrait, afin de prévenir toute difficulté ultérieure, que les intéressés, en formant leur demande en conversion de la saisie en vente volontaire, déclaraient renoncer à l'expertise ordonnée par l'article dont il s'agit.

De ce que nous venons d'admettre qu'il n'y a pas lieu à l'application de l'art. 957, dans le cas de conversion de la saisie, il s'ensuit nécessairement qu'il en est ainsi de l'art. 964, auquel l'art. 747 renvoie également. Et en effet, lorsque la saisie ne concerne que des parties majeures, non-seulement elles peuvent vendre au-dessous de l'estimation, mais, comme nous venons de le dire, il n'est pas besoin de faire faire cette estimation; le consentement des parties suffit pour l'aliénation de l'immeuble. — (Voy. Pigeau, *ubi supra*, pag. 244, et Persil, tom. 2, pag. 228.) (1)

2536. *L'art. 747 a-t-il entendu prescrire l'observation des formalités ordonnées par les articles 958, 959, 960 et 961 comme une condition essentielle de la conversion de la saisie en vente volontaire ?*

M. Pigeau, tom. 2, pag. 245, estime que si l'on veut faire vendre l'immeuble à l'audience des criées, il faut suivre strictement les dispositions de ces articles, attendu que, s'il était permis d'adopter une forme plus simple, on pourrait facilement porter préjudice aux attributions des notaires, que le législateur a voulu maintenir, en défendant, à peine de nullité, par l'art. 746, de faire des ventes en justice.

Mais lorsque la vente est renvoyée devant un notaire, ce motif ne subsiste plus, et il n'en est aucun qui puisse empêcher les intéressés de vendre d'un commun accord dans une forme plus simple que celle qui est prescrite par les articles ci-dessus indiqués.

(1) Nous examinerons, sur la question suivante, si les deux articles que nous disons inapplicables dans le cas où les parties sont majeures, le sont également lorsque le saisi est mineur.

Art. 748. Dans tous les cas de l'article précédent, si un mineur ou interdit est créancier, le tuteur pourra, sur un avis de parens, se joindre aux autres parties intéressées pour la même demande.

Si le mineur ou interdit est débiteur, les autres parties intéressées ne pourront faire cette demande qu'en se soumettant à observer toutes les formalités pour la vente des biens des mineurs.

C. C., art. 457, 458, 459, 826 et 2206. — C. de P., art. 955 et suiv., 969 et suiv.

2537. *Si le saisi est mineur ou interdit, et que la saisie soit consentie en vente volontaire, ne faudra-t-il pas du moins appliquer les dispositions des art. 957 et 964 ?*

On pourrait argumenter, pour la négative, d'un arrêt de la Cour de Paris, du 7 août 1811, qui a décidé que les formalités prescrites au titre 6, liv. 2, du Code, et particulièrement celles exigées par l'art. 964, ne doivent point être observées, lorsque la vente des biens des mineurs est poursuivie par voie de saisie immobilière, attendu que les dispositions relatives à ces formalités ne concernent que les ventes des biens des mineurs, purement volontaires, et qui ont lieu dans leur seul intérêt.

Or, dirait-on, la vente qui se fait par suite de la conversion de la saisie n'est pas purement volontaire, et elle a lieu dans l'intérêt du saisi et de ses créanciers.

Mais on répond que l'art. 748 repousse cette conséquence, puisqu'il veut, en termes exprès, que si le débiteur saisi est mineur ou interdit, les autres parties intéressées à la vente ne puissent former la demande en conversion qu'en se soumettant à observer toutes les formalités pour la vente des biens des mineurs; ce qui comprend, comme le dit M. Tarrillo, non-seulement les formalités prescrites par le Code de procédure, mais encore celles qu'établit le Code civil aux art. 457 et suiv. — (Voy. Pigeau et Persil, *ubi supra*.)

2538. *L'avis de parens exigé par l'art. 748 doit-il être homologué, dans le cas où le mineur ou l'interdit est créancier et non débiteur ?*

L'avis de parens, dit M. Pigeau, pag. 241, doit être homologué sur les conclusions du ministère public (arg. de l'art. 458 du Code civ.); car, quoiqu'il ne s'agisse pas d'immeubles du mineur, mais de ceux de son débiteur, la conversion tend à diminuer les ressources du premier sur les biens de son débiteur, qui pourraient être vendus moins haut.

Il est prudent sans doute de prendre ce parti. Cependant nous croyons que l'homologation n'est pas rigoureusement nécessaire, attendu que le tribunal ayant à prononcer sur la demande en conversion, est toujours à temps de la rejeter, s'il le croit convenable aux intérêts du mineur ou de l'interdit.

2539. *Lorsqu'une femme mariée ou une personne pourvue de conseil judiciaire se trouve créancière ou débitrice, la conversion peut-elle avoir lieu ?*

L'art. 748 n'établit aucune exception à leur égard, et il nous paraît, en conséquence, que la femme, lorsqu'elle est autorisée par son mari ou par le juge, et la personne pourvue d'un conseil, lorsqu'elle est assistée de lui, peuvent demander la conversion comme toute autre partie intéressée.

TITRE XIV.

De l'Ordre.

L'immeuble est vendu; il ne s'agit plus maintenant que d'en distribuer le prix aux créanciers, eumme doit l'être celui qui provient des ventes de meubles, et qui donne lieu à la distribution par contribution, dont nous avons parlé *suprà*, tom. 2, pag. 378 et suivantes.

Mais le prix d'un immeuble ne peut être réparti par contribution, puisque les immeubles peuvent être grevés d'hypothèques; il est nécessaire alors qu'il soit distribué par ordre de date d'inscription, de manière que les dernières créances ne soient payées qu'autant qu'il y a suffisance de deniers.

Avant la publication du Code de procédure, aucune loi générale n'avait réglé cette matière, sur laquelle l'ordonnance de 1667 ne contenait aucune disposition, attendu qu'elle ne s'était point occupée des saisies immobilières.

Il existait donc, pour ainsi dire, autant d'usages que de juridictions. Dans quelques provinces de France, en très-petit nombre, l'ordre se dressait avant la vente et pendant la poursuite; dans la grande majorité, l'ordre suivait l'adjudication; enfin, dans quelques tribunaux, les frais d'ordre montaient à des sommes extraordinaires; dans quelques autres, des formes plus simples n'occasionnaient que des frais assez modérés.

La même théorie qui a été développée dans le titre de la distribution par contribution, a servi de base aux dispositions concernant le nouveau mode de règlement d'ordre. Ici, le législateur a derechef pris pour modèle l'ancienne procédure du Châtelet de Paris; le nouveau système hypothécaire lui a permis de la simplifier encore, et l'expérience l'a autorisé à la débarrasser de quelques abus; en un mot, il est permis de dire que le nouveau mode consacré par l'ensemble des dispositions du titre que nous allons expliquer, est digne de mériter, par son application uniforme, la simplicité de sa marche et le peu de frais qu'elle exige, l'approbation des bons esprits et la reconnaissance des créanciers, et de leurs débiteurs. — (Voy. l'Exposé des motifs.)

Il est à remarquer que toutes les dispositions de ce titre s'appliquent également aux ventes volontaires faites par contrat, et aux ventes qui

se font d'autorité de justice, mais non par suite de saisie, comme celle des biens des mineurs, des interdits, des successions testamentaires acceptées sous bénéfice d'inventaire, auxquelles s'appliquent particulièrement les art. 773, 776 et 777.

ART. 749. Dans le mois de la signification du jugement d'adjudication, s'il n'est pas attaqué; en cas d'appel, dans le mois de la signification du jugement confirmatif, les créanciers et la partie saisie seront tenus de se régler entre eux sur la distribution du prix (1).

C. C., art. 2193 et suiv. — C. de P., art. 656, 714, 750 et 991.

DEVII. Quelque simple, comme nous venons de le dire, que soit la procédure dont il s'agit ici, on a pensé qu'un ordre fait à l'amiable était encore moins lent, moins dispendieux. C'est dans cette vue que l'art. 749 accorde à la partie saisie et aux créanciers un délai pendant lequel ils peuvent se régler entre eux.

2540. *Pourque le délai fixé par l'art. 749 puisse courir, faut-il que la signification du jugement ait été faite par l'adjudicataire (2), non-seule-*

(1) JURISPRUDENCE.

1°. L'acquéreur n'acquiesce point au jugement qui le condamne à payer son prix aux créanciers du défendeur, s'il n'a figuré dans l'ordre que comme lésé. — (Pons, 17 prair. an 13, *Sirey*, tom. 7, 2^e part., pag. 763.)

2°. De même encore les créanciers inscrits n'acquiescent pas au jugement d'adjudication, par cela seul qu'ils poursuivent l'ordre. — (Orléans, 23 déc. 1806, *ibid.*, pag. 65.)

3°. Lorsque le poursuivant signifie le jugement rendu sur l'ordre, cette signification fait courir le délai d'appel contre lui et contre toutes les autres parties. — (Colmar, 12 déc. 1816, *Sirey*, tom. 17, pag. 138; *Dalloz*, tom. 21, pag. 395.)

4°. Les art. 749 et 750 ne sont applicables qu'aux cas de distribution à faire du prix d'une première adjudication.

Ainsi, un ordre régulièrement fait sur le prix d'une première adjudication doit, dans le cas où cette adjudication serait suivie d'une seconde, recevoir son effet sur le prix de la nouvelle adjudication. Telle est encore la conséquence des art. 755, 756 et 760.

(2) Nous disons par l'adjudicataire, mais nous n'entendons pas par cela exclure le poursuivant du droit de notifier, qu'il tient évidemment de l'art. 750, en ce qu'il y a pour raison de décider, qu'il peut signifier afin de faire courir le délai du règlement à l'amiable, la même raison pour laquelle l'art. 750 l'autorise à requérir, à l'expiration de ce délai, la nomination du juge-commissaire. Il est à remarquer, d'ailleurs, que c'est contre lui que se dirigerait l'appel du jugement d'adjudication: il est donc fondé à signifier, pour faire courir sous ce rapport le délai d'appel. Ainsi donc, le saisissant et l'adjudicataire ayant droit de signifier, il y a concours, et par conséquent c'est la signification faite par le plus diligent qui seule

ment au saisi et au saisissant, mais encore à tous les créanciers inscrits?

Suivant M. lepage, dans son *Traité des saisies*, tom. 2, pag. 232, le mois donné aux créanciers pour se régler à l'amiable courtait du jour où le jugement d'adjudication aurait été signifié, tant au saisissant qu'à la partie saisie, et au créancier premier inscrit. Dans son nouveau *Style* (4^e édit., revu d'après les observations de la chambre des requêtes de Paris), la signification devait être faite à tous les créanciers inscrits.

Tel est aussi l'avis de M. Demiau Crouilliac, pag. 463, et de M. Berriat Saint-Prix, pag. 610, not. 4; mais ce dernier est le seul qui l'ait motivé. M. Pigeau, tom. 2, pag. 255, doit l'opinion a été consacrée par un arrêt de la Cour de Metz du 22 mars 1817 (*Sirey*, tom. 19, pag. 134), n'admet d'autres significations que celle à faire au saisi; il fonde son opinion sur des raisons d'économie, en disant que l'on peut, sans faire les frais énormes de la signification d'un jugement volumineux à des créanciers qui sont souvent en grand nombre, les constituer en demeure d'exécuter le jugement: c'est de faire procéder à l'ordre.....

M. Berriat Saint-Prix objecte que ce moyen n'est point autorisé par la loi; qu'il est même contraire à la maxime *pariti sunt non esse et non significari*; qu'au reste, les créanciers pourraient toujours objecter qu'ils ignorent si le délai a couru, puisqu'ils ne connaissent pas même légalement le jugement dont la notification doit faire courir ce délai.

Nous convenons à regret, car il sersit à désirer que la loi eût économisé les frais, que cette opinion de M. Berriat Saint-Prix a pour elle le texte de l'art. 749, qui fait courir le délai d'un mois du jour de la signification du jugement: or, il s'agit évidemment d'une signification à toutes les parties. D'ailleurs, cette signification est nécessaire pour constituer les créanciers en demeure d'appeler (3). Tel est aussi l'usage que l'on suit généralement, nonobstant le sentiment de M. Pigeau, et nous n'avons pas connaissance qu'il ait été improuvé par aucun tribunal.

2541. *En quelle forme les créanciers inscrits doivent-ils constater leur accord? Est-il nécessaire qu'il soit unanime? Faut-il qu'ils appellent les chirographaires opposés, à l'effet de discuter la distribution consentue? Est-il utile de la faire homologuer?*

Il est évident qu'il dépend des créanciers de faire constater, comme ils le veulent, les conventions qui forment leur accord. (Voy. *Berriat Saint-Prix*, pag. 610, not. 4, n° 2, et p. 556, not. 13.) Mais M. Pigeau, tom. 2, pag. 246, dit

doit passer en taxe; car on ne peut admettre des significations inutiles.

(3) Nous ne disons pas ici, comme dans notre *Analyse*, quest. 2535^e, en demeure de surenchérir, parce que le délai pour l'enchère est fixé par l'art. 710 à huitaine, à partir de la prononciation, et non pas de la signification du jugement.

qu'on en passe acte devant notaires; et en effet, c'est en qu'il convient de faire, attendu le consentement en radiation des inscriptions.

M. Tarrille, pag. 679, observe qu'il ne suffit pas, pour la validité de ces conventions, que la majorité des créanciers y ait concouru, ainsi qu'on le décide en matière de faillite; qu'il faut que tous les créanciers et le saisi soient présents et consentent, en sorte qu'un seul absent ou dissident empêcherait la distribution conventionnelle d'avoir lieu.

Il ajoute que cette distribution ne peut avoir son effet qu'autant que l'on a mis en cause les créanciers chirographaires opposans (voyez *Loysel, Traité des saisies, tom. 2, pag. 235*), et qu'il est prudent aux créanciers inscrits, qui se sont accordés entre eux et avec le saisi, de faire homologuer leur traité et prononcer la déchéance de tous créanciers qui, ayant des privilèges indépendans de l'inscription, ou se trouvant omis au certificat du conservateur (voyez *Code civ., art. 2198*), n'auraient pas produit leurs titres.

2542. *Si l'adjudicataire n'a point été partie dans l'acte de la distribution conventionnelle, que doivent faire les créanciers, pour parvenir à se faire payer par lui?*

Il faut lui faire signifier cet acte avec un extrait des créanciers, délivré depuis la transcription, et offre de radiation des inscriptions de leur part, et de main-levée des oppositions de la part des créanciers non inscrits. — (*V. Pigeau, pag. 246.*)

2543. *Pourrait-on, en justifiant de cette signification, contraindre l'adjudicataire au paiement?*

Non, puisque l'acte n'a point été passé avec lui : il faudrait donc lever une grosse du jugement d'adjudication, en vertu de laquelle il pourrait être contraint par les voies de droit. — (*Voy. Pigeau, ubi supra.*)

ART. 750. Le mois expiré, faute par les créanciers et la partie saisie de s'être réglés entre eux, le saisissant, dans la huitaine, et à son défaut, après ce délai, le créancier le plus diligent ou l'adjudicataire, requerra la nomination d'un juge-commissaire, devant lequel il sera procédé à l'ordre (1).

(1) JURISPRUDENCE.

1°. L'ordre entre créanciers doit être fait par les juges de la situation des biens, même dans le cas où l'adjudication a été et dû être faite devant d'autres juges. — (*Cassat., 3 sept. 1812, Sircy, tom. 13, pag. 257.*)

2°. Il en est de même, quand il s'agit de distribution du prix pour vente judiciaire d'immeubles dépendans d'une succession. — (*Paris, 26 juin 1813, Sircy, tom. 13, pag. 215.*)

3°. L'acquéreur d'un immeuble appartenant à un mari ou à un tuteur peut s'opposer à l'ordre pendant

T. 130. — Loi du 11 brum. an 7, art. 31. — C. de P., art. 657, 658, 718, 775 et 779.

DVIII. Le législateur ne pouvait qu'émettre, comme il l'a fait par l'article précédent, le vœu que les parties procédassent à l'amiable au règlement de l'ordre; mais ce vœu peut n'être pas écouté, et dès lors il a fallu établir un mode de procéder. C'est l'objet des art. 750 et suivans (1).

2544. *Quel est le tribunal devant lequel l'ordre doit être poursuivi?*

C'est, ainsi que le portait l'art. 31 de la loi du 11 brumaire an 7, celui qui a prononcé l'adjudication comme tribunal de la situation de l'immeuble. — (*Voyez l'arrêt de la Cour de cassat. cité sur la question précédente.*)

2545. *Mais n'en serait-il pas autrement s'il était procédé à la vente avant l'ordre?*

Par arrêt du 28 mai 1810 (*Sircy, t. 13, p. 170*), la Cour de Paris avait jugé qu'en cette circonstance l'ordre devait être poursuivi devant le tribunal dans l'arrondissement duquel la succession était ouverte : elle s'est fondée sur la disposition de l'art. 559 du Code de procédure; mais la Cour de cassation avait décidé le contraire, le 18 avril 1809 (*Sircy, t. 13, 1^{re} part., p. 194*), par la raison que la demande à fin d'ordre est une action réelle qui, comme toute autre, doit être portée devant le tribunal de la situation de l'immeuble dont le prix est à distribuer.

2546. *Peut-on joindre et renvoyer à un même tribunal les ordres à régler par suite d'adjudica-*

le délai accordé pour l'inscription des hypothèques légales, lors même qu'il a fait transcrire son contrat et l'a notifié aux créanciers inscrits. — (*Angers, 14 juill. 1809, Sircy, tom. 15, pag. 171, et l'avis du Cons. d'état, du 9 mai 1807; Dalloz, tom. 21, pag. 318.*)

4°. La poursuite d'un ordre ne peut être annulée, par cela seul que l'inscription du créancier poursuivant est radicalement nulle, car la nécessité d'un ordre une fois reconnue, aucun créancier n'a intérêt d'en faire annuler la poursuite, si elle est régulière dans la forme; que cette poursuite devient alors commune à tous, et qu'il n'importe pas que la personne par qui elle a été introduite reste ou non dans l'ordre.

A plus forte raison, cette décision doit-elle être donnée, lorsque la poursuite serait passée à un autre créancier par la voie de la subrogation. — (*Paris, 15 avril 1809, Sircy, tom. 10, pag. 67.*)

5°. La procédure d'ordre peut, sans qu'il y ait nullité, être ouverte avant l'expiration des délais pour s'accorder, fixés par l'art. 749. (*Rouen, 30 déc. 1814, Sircy, tom. 15, pag. 220; Dalloz, tom. 19, pag. 337.*) Mais il est entendu que ce n'est qu'autant que les créanciers, reconnaissant qu'ils se peuvent s'accorder, commencent ou laissent commencer la poursuite d'ordre avant l'expiration du délai.

6°. Les matières d'ordre sont matières sommaires ou requérant célérité; ainsi la procédure ne peut être suspendue pendant les vacances. — (*Cassat., 10 janv. 1815, Sircy, tom. 15, pag. 63.*)

(2) Il en est de ces articles comme de la plupart de ceux qui concernent la saisie immobilière et les incidens de cette saisie; purement réglementaires, ils ne sont guère susceptibles des explications théoriques que nous donnons sous le nom de commentaire, sur chaque article qui en est susceptible.

tion de deux biens situés dans le ressort du même tribunal, et vendus séparément par expropriation forcée ?

Un arrêt de la Cour de cassation, section des requêtes, du 3 janvier 1810 (*Dalloz*, tom. 21, pag. 352; *Sirey*, tom. 10, pag. 240), a jugé négativement cette question, attendu que l'art. 4 de la loi du 14 novembre 1808 porte que les procédures relatives tant à l'expropriation forcée qu'à la distribution du prix des immeubles, seront portées devant les tribunaux respectifs de la situation des biens.

Nous remarquerons qu'autrefois, quoique les juridictions fussent patrimoniales, et que tous les officiers des seigneurs, et les seigneurs même, à cause de leurs droits de greffe, spéculassent souvent, disait-on, sur les instances d'ordre dans les *caucances*, *deshairances*, etc., le Parlement était dans l'usage d'évoquer en pareil cas diverses instances, et de les renvoyer dans la même juridiction ou au même tribunal : *fecit hæc sapientia quondam*. Il est à regretter peut-être que la loi du 14 novembre n'ait pas permis de suivre cette jurisprudence, et les dispositions des articles 363, 364, etc., du Code de procédure : l'intérêt des créanciers et du débiteur l'exigerait : on éviterait par là doubles frais, et la difficulté de produire presque en même temps les mêmes titres dans deux tribunaux souvent éloignés l'un de l'autre.

Par un arrêt, du 13 juin 1809 (*Dalloz*, t. 21, pag. 353; *Sirey*, tom. 9, pag. 282), la même Cour avait décidé que, dans le cas où un immeuble saisi est, du consentement des créanciers inscrits, vendu par le débiteur lui-même, l'ordre n'en devait pas moins être ouvert devant le tribunal de la situation de cet immeuble, lors même que la vente aurait été poursuivie devant un autre tribunal, et que d'autres immeubles, situés dans le ressort de ce dernier tribunal, eussent été compris dans cette vente.

La Cour a considéré que le règlement de l'ordre était une matière réelle, et que conséquemment la majorité des créanciers, qui consentait à ce que ce règlement eût lieu devant le tribunal qui avait prononcé la vente, ne pouvait dépouiller le tribunal de la situation du droit de régler l'ordre pour l'attribuer à un autre, et forcer ainsi les autres créanciers à suivre leur gage devant un tribunal étranger.

2547. *Mais doit-on aussi procéder à autant d'ordres séparés qu'il y a de biens situés dans l'arrondissement, lorsqu'ils sont hypothéqués à des créanciers divers ?*

C'est l'avis de M. Tarrible (*nouv. Répert.*, au mot *saisie immobilière*, § 8, n° 1). Il doit, dit-il, y avoir autant d'ordres distincts qu'il y a de biens affectés à des créanciers différents.

Tel est aussi celui de M. Perit (*Quæst. hypoth.*, 1^{re} édit., pag. 390); mais la raison principale qui nous détermine, c'est que, si l'on admettait cette jonction comme nécessaire, il arriverait, dans le cas, par exemple, où il n'y aurait que

deux créanciers seulement inscrits sur des immeubles, qu'ils devraient se présenter à l'ordre pour la distribution du prix de cet immeuble, fût-il vendu par suite d'aliénation volontaire, et par là on les priverait du bénéfice de l'art. 775. Nous ne pensons pas que la loi ait entendu consacrer un semblable résultat. — (Voy. néanmoins, pour l'opinion contraire, *Comment. des Ann. du nat.*, tom. 5, pag. 273.)

2548. *Doit-on appeler à l'ordre, non-seulement les créanciers inscrits sur le dernier possesseur, mais encore tous ceux inscrits sur les précédents propriétaires? Est-ce à l'adjudicataire de donner l'indication de ses créanciers, et à faire la procédure nécessaire pour purger les hypothèques légales ?*

Un arrêt de la Cour de Riom, que M. Sirey, tom. 11, pag. 379, et *Dalloz*, tom. 21, p. 346, rapportent sous la date du 8 juin 1811, M. Denvers sous celle du 3, a décidé,

1°. Qu'on doit appeler à l'ordre, ouvert pour la distribution du prix d'immeubles vendus par expropriation forcée, tous les créanciers ayant, à l'époque de l'adjudication, des privilèges ou des hypothèques inscrites ou légales, frappant, soit sur le débiteur exproprié, soit sur les précédents propriétaires, lorsque le saisi n'avait pas rempli les formalités pour ensaisir sur sa tête la propriété des biens vendus;

2°. Que c'est à l'adjudicataire à indiquer les créanciers inscrits sur les associés propriétaires, et à faire la procédure nécessaire pour purger les hypothèques légales.

Cette décision prouve la justesse de l'observation que nous avons faite, d'après M. Tarrible, sur la quest. 2541^{re}.

2549. *Si, après le délai de huitaine donné au saisissant pour requérir la nomination du juge commissaire, un créancier, ou l'adjudicataire lui-même, ne faisait pas cette réquisition, le saisi aurait-il droit de la faire ?*

Oui, quoique la loi ne s'exprime point à ce sujet.

En effet, ainsi que l'observent M. Pigeau et M. Lepage, il importe au saisi de hâter sa libération même partielle, et de toucher les deniers qui pourraient rester après la distribution. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 247, et Lepage, *Traité des saisies*, tom. 2, pag. 237.)

Art. 751. Il sera tenu au greffe, à cet effet, un registre des adjudications, sur lequel le requérant l'ordre fera son réquisitoire, à la suite duquel le président du tribunal nommera un juge-commissaire.

T. 130 et 131. — Loi du 21 brum. an 7, art. 51. — C. de P., art. 658.

DIX. La disposition de l'art. 751 a fait cesser toute difficulté sur le point de savoir à quel avoué appartenait la pour suite. Le registre qu'elle prescrivait le juge qui règle la préférence, à

moins que plusieurs parties ne se présentent à la fois, auquel cas elle est fixée comme il sera dit sur la question suivante.

2550. *Lorsque des créanciers se trouvent en concurrence, le saisissant n'ayant pas fait la réquisition dans le délai de huitaine, quel est celui qui doit l'emporter ?*

Le président, auquel il appartient de décider à cet égard (voyez *tarif*, art. 95), agirait avec justice en accordant la préférence au privilégié sur l'hypothécaire, à l'hypothécaire plus ancien sur celui qui le serait le moins, à l'hypothécaire sur celui qui n'aurait pas cette qualité, et enfin, parmi les hypothécaires, à celui qui a titre authentique sur celui qui n'aurait qu'un titre privé. — (Foy. *Pigéou*, tom. 2, pag. 247, et *Demiau Crousillac*, pag. 464.)

ART. 752. Le poursuivant prendra l'ordonnance du juge-commissaire, qui ouvrira le procès-verbal d'ordre, auquel sera annexé un extrait, délivré par le conservateur, de toutes les inscriptions existantes.

T. 131. — Loi du 15 brum. an 7, art. 31. — C. de P., art. 659.

2551. *En quoi consiste l'ouverture de l'ordre ?*

Elle consiste dans l'ouverture d'un procès-verbal où le juge-commissaire constate la présentation de la requête prescrite par l'art. 751, la délivrance et l'annexe de l'extrait des inscriptions qui a été délivré par le conservateur, et qui a dû être joint à la requête.

2552. *Qu'est-ce que la loi a entendu prescrire en exigeant que l'extrait à délivrer par le conservateur contienne toutes les inscriptions existantes ?*

Suivant M. Tarrille, pag. 679, ce met existantes se rapporterait au moment de l'ouverture actuelle du procès-verbal ; et comme des inscriptions qui n'existaient pas au moment de la dénonciation de la saisie peuvent avoir été faites dans l'intervalle de cette dénonciation à l'adjudication définitive, ce savant jurisconsulte estime que le poursuivant doit s'assurer, après l'adjudication, que les inscriptions sont dans le même état où elles étaient à l'époque de la dénonciation de la saisie, afin, dans le cas contraire, de prendre un nouvel extrait.

Tel était aussi l'opinion que manifestait la Cour de Turin, dans ses observations sur le projet, car elle supposait, comme M. Tarrille, que l'on pouvait prendre inscription jusqu'à l'adjudication définitive.

Mais, à l'occasion de cette observation, des auteurs du *Praticien*, tom. 4, pag. 460, aux notes, élèvent des doutes sur le point de savoir si l'on peut ainsi inscrire jusqu'à l'adjudication définitive, et surtout si l'on doit faire la sommation prescrite par l'article 753 à tous ceux qui sont inscrits, à quelque époque que ce fût. L'article

677, disent-ils, en exigeant que la saisie soit transcrite, semble dispenser de cette formalité. Il paraît qu'il a pour objet d'arrêter la le ombre des créanciers, et que c'est à ceux-là seulement qui sont inscrits alors que s'applique l'art. 698, sauf à ceux qui sont venus après à exercer leurs droits vis-à-vis de leur débiteur en sur le prix, s'il n'a point été épuisé. Ainsi, d'après les auteurs que nous citons, le conservateur n'aurait qu'à mentionner les inscriptions existantes au moment de la transcription.

Nous considérons la notification à faire, d'après l'art. 695, comme n'ayant aucun rapport avec le certificat à délivrer pour la confection de l'ordre. Il nous paraît évident que l'on peut prendre inscription dans l'intervalle de la transcription de la saisie à l'adjudication définitive, et que conséquemment tout créancier inscrit au moment de cette adjudication doit être appelé au règlement d'ordre, qui est l'objet d'une instance particulière. Aucune disposition de la loi ne contrarie cette opinion, et cela nous paraît suffire pour qu'en la suive.

Nous croyons, au surplus, que le poursuivant doit avoir la précaution de se rendre d'après le sentiment de M. Tarrille, et de ne pas se rendre juge du mérite des inscriptions qui seraient faites depuis la transcription.

ART. 753. En vertu de l'ordonnance du commissaire, les créanciers seront sommés de produire, par acte signifié aux domiciles élus par leurs inscriptions, ou à celui de leurs avoués, s'il y en a de constitués (1).

(1) JURISPRUDENCE.

1°. Le poursuivant doit appeler à l'ordre non-seulement les créanciers hypothécaires du saisi, mais encore ceux qui seraient inscrits sur les précédents propriétaires de l'immeuble. On doit également appeler ceux qui ont les hypothèques légales. Du reste, c'est à l'adjudicataire, sous sa responsabilité, qu'il incombe de désigner les créanciers hypothécaires. — (Riom, 8 juin 1811, *Sirey*, 1812, pag. 109, *Dalloz*, tom. 21, pag. 346.)

2°. Si l'acquéreur d'un bien situé dans plusieurs arrondissements n'avait fait transcrire son contrat que dans un seul, le poursuivant ne serait pas obligé d'appeler à l'ordre les créanciers inscrits dans l'arrondissement où la transcription n'aurait pas été faite. — (Cassat., 11 fruct. an 10, *Sirey*, tom. 5, 2^e part., pag. 28, *Dalloz*, tom. 21, pag. 352.)

3°. Le conservateur des hypothèques, doit prendre, dans l'intérêt du vendeur, une inscription d'office. Il n'est pas, par cela seul, autorisé à faire une élection de domicile. (Coul. civ., art. 2148 — 2149.) Le vendeur appelé à l'ordre doit donc, à peine de nullité, être assigné à domicile réel, et non au domicile qui aurait été élu. — (Paris, 31 mai 1813, *Dalloz*, tom. 21, pag. 357, *Sirey*, tom. 14, pag. 264; voy. nos quest. sur l'art 753.)

4°. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la sommation de produire contienne signification de l'ordonnance du juge-commissaire, et elle peut être valablement notifiée au domicile élu dans l'inscription.

T. 29 et 32.—C. de P., art. 659.

2553. *En quel cas y a-t-il lieu de sommer de produire par acte signifié au domicile d'un avoué?*

C'est lorsque des créanciers ont constitué avoué sur la poursuite en expropriation. C'est une conséquence de ce que l'ordre est une exécution de l'adjudication. Or, l'art. 1038 déclare constitué de droit, pour occuper sur l'exécution d'un jugement définitif, l'avoué qui occupait dans l'instance que ce jugement a terminée; et, par suite, il est naturel que les créanciers qui ont été parties au jugement d'adjudication puissent être sommés au domicile de leur avoué. — (Foy. *Quest. de Lepage*, pag. 508, *Pigeau*, tom. 2, pag. 248, et *Thomine Desmazières*, pag. 280.)

Nous dirons, au reste, avec M. Demian Crouilhac, pag. 464, que le poursuivant a le choix de signifier la sommation au domicile élu dans l'inscription, ou, comme nous venons de le dire, aux avoués qui auraient été constitués sur la vente faite par surenchère. C'est une alternative de pure faculté, au moyen de laquelle on ne pourrait arguer de nullité une signification faite à l'un ou à l'autre domicile.

2554. *Où doit être faite la sommation aux créanciers chirographaires qui se seraient rendus opposants entre les mains de l'adjudicataire?*

Au domicile élu dans le lieu où demeure l'adjudicataire; car l'opposition de ces créanciers est une véritable saisie-arrêt. — (Foy. *Pigeau*, pag. 249.)

2555. *Doit-on, dans le cas de l'art. 753, faire au vendeur ou au saisi la sommation prescrite par l'art. 659?*

L'art. 753 ne parle que d'une sommation à faire aux créanciers, et n'en exige aucune à faire au saisi; cette remarque paraît suffire pour la solution négative de la question; cependant on pourrait argumenter, par analogie, de la disposition de l'art. 659, relative à la distribution; mais cette prétention nous paraîtrait absolument contraire à la loi, qui, dans l'instance d'ordre pour laquelle elle établit des formes spéciales, ne prescrit que le dénoqué à la partie saisie de prendre communication du procès-verbal à l'effet de contredire. (Foy. art. 755.) Tel est aussi le sentiment des auteurs des *Annales*. — (Foy. *comm.*, tom. 3, pag. 312.)

ART. 754. Dans le mois de cette sommation, chaque créancier sera tenu de produire ses titres avec acte de produit, signé de son avoué, et contenant demande en collocation. Le commissaire

— (Bruxelles, 6 mars 1811, *Dalloz*, tom. 21, pag. 358, *Sirey*, tom. 15, pag. 186.)

5°. Nonobstant l'art. 65 de la loi du 25 frimaire an 7, la règle de l'enregistrement ne peut intervenir dans un ordre sans le ministère d'avoué. — (Bruxelles, 4 avril 1810, *Sirey*, tom. 11, 2^e part., pag. 449.)

fera mention de la remise sur son procès-verbal (1).

T. 123.—Loi du 11 brum. an 7, art. 39.—C. de P., art. 660, 757.

2556. *Le délai d'un mois accordé pour produire par l'art. 754, doit-il être augmenté à raison des distances?*

Il ne peut l'être à l'égard des créanciers qui ont avoué, puisque la sommation de produire leur est faite d'avoué à avoué. A l'égard de ceux qui n'en ont pas, le domicile d'élection nous paraît leur lieu du domicile réel (voy. *quest* 326^e), et conséquemment n'admettre d'autre augmentation de délai que celle que nécessiterait la distance de ce domicile élu au lieu où siège la tribunal au greffe duquel la production doit être faite.

Cette question n'est pas d'une grande importance, comme l'observe M. Lepage, pag. 509; car, pour l'ordinaire, il n'y a guère que les créanciers inscrits qui soient parties au règlement d'ordre, et comme la sommation leur est faite au domicile qu'ils ont élu par leur inscription dans l'arrondissement du bureau des hypothèques où l'inscription est prise (voy. *Code civ.*, art. 2148), comme ce bureau est nécessairement celui de la situation des biens, et que, d'un autre côté, l'ordre se poursuit devant le tribunal de ce même lieu, il arrivera rarement qu'il y ait nécessité d'augmenter le délai. Cela arriverait-il, l'augmentation serait si peu considérable, qu'elle ne pourrait retarder la marche de la procédure; en sorte qu'il n'existe aucun inconvénient à se conformer ici aux dispositions de l'art. 1033. — (Foy. *quest*. 2562^e.)

2557. *La production et l'acte de produit doivent-ils être signifiés?*

Non, d'après l'art. 133 du tarif; et en effet, cette signification eût été inutile, puisque le saisi et le poursuivant peuvent prendre communication au greffe. — (Foy. *quest*. 2172.)

ART. 755. Le mois expiré, et même auparavant, si les créanciers ont produit,

(1) JURISPRUDENCE.

1°. Le délai fixé par l'art. 754, pour produire dans l'ordre, n'emporte point déchéance, et les créanciers peuvent faire leurs productions après ce délai, jusqu'à la clôture de l'ordre, à la charge de supporter les frais occasionnés par la production tardive. — (Limoges, 5 juin 1817, *Sirey*, tom. 18, pag. 307.)

2°. On ne peut faire révoquer noc fin de non recevoir du défendeur de production et de contestation à l'ordre, contre le créancier qui n'y a pas été appelé. — (Paris, 29 juill. 1814, *Sirey*, tom. 15, pag. 169.)

3°. Lorsque les formalités prescrites par la loi pour un règlement d'ordre ont été observées avec exactitude, la partie qui a négligé de produire ses titres devant les premiers juges, quoiqu'elle ait été sommée de le faire, ne peut pas, par un appel, troubler l'ordre établi. Ainsi, l'appel de la clôture du procès-verbal est non recevable. — (Rennes, 3 mai 1809.)

le commissaire dressera, ensuite de son procès-verbal, un état de collocation sur les pièces produites. Le poursuivant dénoncera, par acte d'avoué à avoué, aux créanciers produisant et à la partie saisie, la confection de l'état de collocation (1), avec sommation d'en prendre communication, et de contredire, s'il y échet, sur le procès-verbal du commissaire, dans le délai d'un mois (2).

T. 134.—Loi de brum. an 7, art. 32.—C. de P., art. 663, 756.

2558. *A quelle époque sera réévalué le délai d'un mois déterminé par les art. 755, 756 et 757, si, commençant à courir le 31 janvier, le mois de février, n'a eu que vingt-huit jours ?*

Nous avons dit, dans notre introduction, que les délais fixés par mois se comptent de tel quantième d'un mois à tel quantième correspondant du mois suivant, et que le jour bissextile du mois de février est censé ne faire qu'un avec le jour précédent; qu'enfin, il en était de même du trente-unième jour dans les mois qui l'admettent. Par suite, nous avons dit aussi, n° 1555, que le délai d'appel se comptant de quantième à quantième, on ne devait avoir aucun égard au nombre de jours dont obaquo mois est composé. Ces propositions sont fondées sur la jurisprudence de la Cour de cassation. Il s'ensuit que le délai fixé par les articles précités expire le dernier jour de février, qui est considéré comme le sens le 31 d'un autre mois; mais ce jour, 29 ou 31 d'un autre mois, il est permis de produire: la forclusion n'est acquise que le 1^{er} mars. Telle est la conséquence de ce qui a été décidé par la

(1) Voy. sur la formation de l'état de collocation, la note, pag. 383, tom. 2, et Pigeau, tom. 2, pag. 180 et 240 et suiv.

(2) JURISPRUDENCE.

1^o. Le dénoncé de l'état de collocation ne doit pas nécessairement être signifié aux créanciers chirographaires, lors même qu'ils ont figuré dans le procès-verbal, parce qu'aucune loi ne l'ordonne, et qu'en contraire, l'art. 755 ne parle que des créanciers produisant; ce qui ne saurait s'entendre des chirographaires. — (Paris, 11 nov. 1812, *Sirey*, tom. 15, pag. 221. *Dalloz*, tom. 21, pag. 362.)

2^o. La dénonciation à la partie saisie est suffisamment prouvée par le visa que contient l'ordonnance du juge-commissaire. — (Même arrêt, du 11 nov. 1812.)

3^o. Le délai pour prendre communication du procès-verbal et contredire, ne court qu'à partir de la dernière dénonciation faite aux créanciers et à la partie saisie. — (Rouen, 25 janv. 1815, *Dalloz*, tom. 21, pag. 367, *Sirey*, tom. 15, pag. 222.)

4^o. Le jour de la dénonciation n'est pas compté. — (Cassat., 25 fév. 1815, *Sirey*, tom. 15, pag. 188, *Dalloz*, *ibidem*.)

5^o. Il n'est pas nécessaire que les contredits des créanciers soient faits devant le commissaire; ils peuvent être admis sur le procès-verbal déposé en greffe, même après les heures du bureau, et jusqu'à minuit inclusivement. — (Même arrêt.)

Cour de cassation, concernant le délai d'appel. Au reste, notre opinion paraît fondée sur la raison même, indépendamment des autorités que nous avons rapportées: le législateur, en fixant un délai par mois, n'a eu en vue que le nombre de jours qui composent les mois ordinaires.

2559. *L'état de collocation doit-il être signifié aux créanciers et au saisi ?*

La négative résulte assez clairement des termes mêmes de l'article 755, et cependant cette question a été débattue en justice. Mais quand le Code ne serait pas aussi clair qu'il nous paraît l'être, toute incertitude serait levée par l'art. 134 du tarif, qui porte que le procès-verbal du juge-commissaire ne sera ni levé ni signifié: l'on doit donc se borner à dénoncer qu'à le juge-commissaire a clos l'état de collocation, avec sommation d'en prendre communication et de contredire. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 182 et 259.)

2560. *Les art. 755 du Code de procédure et 136 du tarif sont-ils contradictoires ?*

Il n'y a pas de contradiction entre l'art. 755, qui exige le dénoncé aux créanciers produisant, et l'art. 136 du tarif, qui prescrit de le faire aux créanciers inscrits. Ce dernier article doit être entendu dans le sens de la disposition du Code, qui n'oblige pas de dénoncer aux créanciers inscrits non produisant.

2561. *Le délai donné pour contredire étant expiré, l'état de collocation doit-il être signifié par exploit à personne ou domicile au saisi qui n'a pas constitué d'avoué ?*

Cependant, cet article ne décide rien à l'égard de la dénonciation de l'état de collocation; l'article 134 ne taxe que le dénoncé par acte d'avoué à avoué; en sorte que l'on peut argumenter de ce silence pour adopter l'opinion de M. Lepage, relativement à l'espèce de l'art. 755.

Nous n'en croyons pas moins très-prudent de signifier à personne ou domicile, quand le saisi n'a point constitué d'avoué; la Cour de Rennes, première chambre, par arrêt du 10 janvier 1813, a formellement consacré cette opinion, en déclarant qu'il est de principe général, applicable dans toutes les circonstances où la loi n'a pas fait d'exception, que l'on doit notifier à la personne ou au domicile de la partie qui n'a pas d'avoué ou oiseau, les actes dont elle a ordonné la signification d'avoué à avoué, dans l'hypothèse d'une constitution, qui est le cas le plus ordinaire.

Nous avons eu souvent occasion de nous guider d'après ce principe, que nous croyons certain, et qui, dans notre opinion, l'emporterait sur les arguments que l'on voudrait tirer des termes de l'art. 755 et du silence des art. 29 et 134 du tarif. Il vaut mieux retarder le règlement définitif de l'ordre que de s'exposer à voir arguer de nullité les opérations du juge-commissaire par le débiteur saisi qui n'aurait pas constitué d'avoué.

2562. *Le délai pour prendre communication*

du procès-verbal et contredire doit-il être augmenté, suivant les distinctions établies à l'article 1033, en faveur du saisi auquel le dénoncé a été fait à personne ou domicile ?

Dans l'espèce de l'arrêt de la Cour de Rennes, cité sur la précédente question, la partie saisie, à laquelle la confection de l'état avait été dénoncée par exploit à domicile, prétendait que cet état devait être déclaré nul, attendu qu'elle n'avait pas joui de l'augmentation du double, accordée pour *voyage ou envoi et retour*, conformément à la dernière disposition de l'art. 1033.

La Cour a bien déclaré qu'il n'était point douteux, d'après cet article, que la saisie devait jouir de l'augmentation d'un jour par trois myriamètres de distance du lieu de son domicile à celui où siégeait le tribunal chargé de la confection de l'ordre : or, il était reconnu que le saisi avait joui, et même au-delà, de cette augmentation.

Mais, relativement à celle du double, il a été décidé qu'il n'y avait point lieu, dans l'espèce de l'art. 755, à donner cette augmentation. Malheureusement la Cour n'a pas autrement motivé sa décision, qui, sans cela, nous eût offert de précieux éléments pour l'explication de ces mots, *voyage ou envoi et retour*; explication sur laquelle, nous ne serons aidés par aucune décision judiciaire, et que les auteurs n'ont point donnée avec les développements dont elle nous paraît susceptible. Nous soumettrons à cet égard, sur l'article 1033, les raisons que nous avons déduites pour les adversaires de la partie saisie, dans une consultation à laquelle des juriconsultes distingués ont concouru. Ces raisons trouveront quelque appui dans l'arrêt précité, puisque la Cour en a adopté les conséquences.

2563. *La partie saisie ou les créanciers sont-ils encore recevables à contredire sur le procès-verbal, lorsque le délai prescrit par l'art. 755 étant expiré, le juge-commissaire a fait la clôture de l'ordre ?*

Nul doute pour la négative, relativement aux créanciers, puisque l'art. 756 prononce contre eux la peine de forclusion; mais ce même article ne s'expliquant pas à l'égard de la partie saisie, on pourrait soutenir qu'elle ne doit pas être assimilée aux créanciers, attendu que l'on ne peut étendre les dispositions rigoureuses à un cas qu'elles n'ont pas expressément prévu.

La Cour de Rennes, par l'arrêt cité sur la question précédente, a encore eu à prononcer sur cette difficulté, qu'elle a résolue contre le saisi.

Elle a considéré qu'il résultait des art. 758 et 759 qu'à l'expiration des délais fixés par les art. 755 et 756, le juge commis à un règlement d'ordre en fait la clôture de son propre mouvement (*voy. notre quest. 2178*) ; que dès lors l'opération dont il avait été chargé est terminée ; on sorte que la partie saisie se trouve, par cela seul, déchu de prendre communication et de contredire ; qu'on ne peut opposer

à cette décision les dispositions de l'art. 756, qui prononce la forclusion seulement contre les créanciers, et dire que cet article et l'art. 755 ne prononçant pas la même peine contre le saisi, elle ne peut être encourue par lui ; car si la loi, gardant le silence sur ce dernier, déclare forclos les créanciers, faute à eux d'avoir pris communication dans le délai d'un mois, il s'ensuit que, ce délai une fois expiré, ils sont déchus, dans le cas même où le juge-commissaire n'aurait pas clos l'ordre, de la faculté de prendre cette communication, à la différence de la partie saisie, qui ne l'est que par l'effet de la clôture de l'ordre, terme naturel de la commission du juge.

Nous croyons cette décision parfaitement conforme au texte de la loi. Et en effet, si l'on admettait le système contraire, c'est-à-dire que la partie saisie pût contredire après la clôture de l'ordre, on contreviendrait évidemment à l'esprit et au texte de l'art. 755, qui veut que les contredits du saisi soient faits sur le procès-verbal, conséquemment avant qu'il soit clos, et de l'art. 758, d'après lequel les contestations sont renvoyées à l'audience par le juge-commissaire, avant que l'ordre soit arrêté définitivement.

La Cour de Paris a rendu une décision semblable à celle de la Cour de Rennes (*arrêt du 26 avril 1813, Dallos, tom. 21, pag. 370*), et par là, ces deux Cours ont su concilier le silence de la loi, relativement au saisi, avec la disposition rigoureuse qu'elle contient à l'égard des créanciers, puisque l'arrêt ne range pas le saisi dans la même classe que ceux-ci, et lui accorde l'exercice de la faculté de prendre communication et de contredire jusqu'à la clôture de l'ordre, attendu que la loi ne le déclare pas forclos; mais nous ne devons pas dissimuler que le contraire a été jugé par arrêt de la Cour de Metz, du 22 mars 1817. — (*Dallos, tom. 21, pag. 386, Siry, tom. 19, pag. 134.*)

Art. 756. Faute par les créanciers produisant de prendre communication des productions des mains du commissaire dans ledit délai, ils demeureront forclos, sans nouvelle sommation ni jugement (1); il

(1) La Cour d'Orléans, par arrêt du 29 août 1821 (*Dallos, tom. 21, pag. 371, Siry, tom. 22, pag. 13*), a décidé que la forclusion est de droit, d'après ces expressions de l'art. 756, *demeurent forclos sans nouvelle sommation ni jugement*; qu'ainsi, elle peut être prononcée d'office par les tribunaux, même quand elle ne serait pas proposée par les parties, et qu'à plus forte raison elle doit l'être, même lorsque les parties l'invoquent, seulement quand la cause est prête à recevoir décision ou même sur l'appel.

Nous croyons bien que la forclusion peut être opposée en tout état de cause; mais nous ne pensons pas qu'elle puisse être prononcée d'office, puisqu'elle est établie dans l'intérêt des créanciers parties au règlement d'ordre, et non par des considérations d'intérêt public.

ne sera fait aucun dire, s'il n'y a contestation (1).

C. de P., art. 660, 664, 758, 778. — C. C., art. 513.

2564. En quoi consiste la forclusion prononcée par l'art. 756 ?

Elle consiste, dit M. Tarrible, pag. 681, en se servant des expressions de la première loi sur le régime hypothécaire, celle du 9 messidor an 3, en ce que les créanciers deviennent non recevables à élever aucune discussion sur l'ordre, le rang des hypothèques et la légitimité des créances, sans qu'il soit nécessaire de faire une nouvelle sommation, ni prendre un jugement qui prononce la forclusion.

Mais on ne doit pas conclure de là, disons-nous, dans notre Analyse, n° 23, § 3, que cette déchéance s'étende jusqu'au droit de figurer ultérieurement dans l'ordre. Celui qui ne prend pas communication est censé approuver l'état dont la confection lui a été dénoncée, mais il ne renonce pas à sa propre créance.

A l'appui de cette opinion, l'on pourrait citer deux arrêts, l'un de la Cour de Paris, du 11 mars, l'autre de celle de Rouen, du 13 août 1813. (*Dalloz*, tom. 21, pag. 363, *Sirey*, tom. 13, pag. 161 et 105.) Mais, d'après un arrêt de la Cour de cassation, du 2 décembre 1814, on doit admettre le contraire, puisqu'il décide que le créancier qui est appelé à l'ordre, qui y a produit, qui a même, en qualité de poursuivant, provoqué le règlement pro-

visoire sans faire ni opposition ni réclamation, qui, ensuite, n'a pas contredit dans les délais l'état de collocation, est forclus et ne peut intervenir dans les contestations qui s'élèvent ultérieurement entre les créanciers provisoirement colloqués.

2565. Peut-on, après le délai fixé pour contredire, admettre à cet effet un créancier qui n'aurait pas été appelé au règlement d'ordre ?

L'affirmative a été jugée par un arrêt de la Cour de Paris, du 20 juillet 1811. (*Foy. Journ. des avoués*, tom. 4, pag. 86.) En effet, comme l'observe M. Cuffinières, la disposition des articles 754 et suiv. du Code n'est seulement pour objet les créanciers qui ont été sommés de produire à l'ordre, et, à l'égard des autres, il ne peut y avoir aucune forclusion.

2566. Comment se font les dres, et quel est leur objet ?

Les dres du saisi ou des créanciers sont énoncés sur le procès-verbal d'ordre, à la suite de l'état de collocation. (*Foy. art. 663, et la quest. 2189^e*.) Mais puisque l'art. 756 porte qu'il ne sera fait aucun dire s'il n'y a contestation, il est clair qu'il ne peut en consigner aucun sur le procès-verbal, s'il n'a pour objet de contester un des articles de l'état de collocation : toute autre observation, en effet, serait étrangère à l'ordre auquel on procède. — (*Foy. sur les moyens de contredire du saisi et des créanciers*, Pigeau, pag. 182, n° 3, pag. 183, n° 4, et 259, n° 4.)

ART. 757. Les créanciers qui n'auront produit qu'après le délai fixé, supporteront sans répétition, et sans pouvoir les employer dans aucun cas, les frais auxquels leur production tardive, et la déclaration d'icelle aux créanciers à l'effet d'en prendre connaissance, auront donné lieu. Ils seront garans des intérêts qui auront couru, à compter du jour où ils auraient cessé si la production eût été faite dans le délai fixé.

T. 136.—C. de P., art. 767, 770, 774.

DX. Tant que l'ordre n'est point clos, il serait injuste de rejeter un créancier, parce qu'il se présenterait après les délais indiqués ; mais il serait également injuste de ne pas lui faire supporter, et les frais auxquels sa production tardive aurait donné lieu, et les intérêts que le retard aurait fait courir. C'est ce qui est réglé par l'art. 757.

2567. Est-il un terme passé lequel les créanciers qui n'ont pas produit dans le délai deviennent définitivement non recevables à produire ultérieurement ?

Tant que l'ordre n'est pas clos, les créanciers peuvent se présenter, en remplissant les trois conditions prescrites par l'art. 757. Mais si, au

(1) JURISPRUDENCE.

1°. On peut aussi admettre un créancier qui, ayant produit ses titres, les aurait retirés momentanément, avec l'autorisation du juge-commissaire, sous protestation et réserve, et qui les aurait rétablis avant le jugement d'ordre. — (*Cassat.*, 15 mars 1813, *Sirey*, tom. 14, p. 218.)

2°. En supposant, quoique l'art. 1039 ne paraisse pas prononcer en ce cas la nullité (*voy. infra, sur cet art.*), que néanmoins un procès-verbal de collocation fût nul pour avoir été émis un jour férié, néanmoins la signification de cet acte aurait l'effet de faire courir le délai pour faire critiquer la collocation. — (*Cassat.*, 10 juill. 1815, *Sirey*, tom. 15, pag. 68.)

3°. Il résulte des art. 758 et 759, qu'à l'expiration des délais donnés par les art. 755 et 756, le juge commissaire au règlement d'ordre fait la clôture de son propre mouvement. Des lors, l'opération dont il avait été chargé, est terminée, en sorte que le saisi ne trouve, par cela seul, déchu du droit de prendre communication et de contredire. Si l'art. 756 prononce la forclusion seulement contre les créanciers et non contre le saisi, quoique le délai soit le même pour tous, il s'ensuit que les créanciers, faute de s'être pris communication dans ce délai, sont déchus, encore bien que le juge-commissaire n'ait pas clos. — (*Renard*, 11 juill. 1813, *Dalloz*, tom. 21, pag. 409.)

4°. En matière d'ordre, comme en matière ordinaire, l'intervention doit être formée par requête ; tout autre mode serait irrégulier et nul. — (*Rouen*, 30 déc. 1814, *Sirey*, tom. 15, pag. 250, *Dalloz*, tom. 21, pag. 337.)

contraire, l'ordre est clos, soit en partie, dans le cas prévu par l'art. 758, soit en totalité, dans celui de l'art. 759, ils ne peuvent être admis à produire, dans le premier cas, qu'après avoir été colloqués après ceux qui l'ont été, s'ils ont touché le montant de leur collocation, et dans le second, ils ne sont plus recevables, puisque la déchéance a été prononcée contre eux par le juge-commissaire. — (Voy. Tarrille, pag. 680; Pigeau, tom. 2, pag. 258, et surtout la question 2573^e, pag. 51 ci-après.)

2568. Mais le créancier qui n'aurait pas produit, parce qu'il aurait été omis dans le certificat du conservateur, pourrait-il être admis à faire sa production ultérieurement à la clôture de l'ordre ?

Nous décidons cette question suivant les distinctions que nous avons établies sur la question 2336^e. Ainsi l'en n'admettra pas la production, si l'omission provient de la faute du conservateur seul, sauf le recours du créancier vers lui (voy. Code civil, art. 2198); mais elle sera reçue, si c'est par la faute du poursuivant que ce créancier n'a pas été appelé, ainsi qu'il a été décidé relativement à la forclusion pour contredire. — (Voy. quant. 2563^e.)

2569. Les créanciers qui produisent tardivement peuvent-ils se borner, d'après le texte de l'art. 757, à déclarer leur production aux autres ?

L'article porte qu'ils font cette déclaration aux créanciers, à l'effet que ceux-ci en prennent connaissance; c'est pourquoi l'art. 136 du tarif veut que cette déclaration contienne sommation de prendre communication et de contredire.

2570. Que signifient ces mots de l'art. 757, *supplément, sans répétition et sans pouvoir les employer dans aucun cas, les frais, etc.* ?

Ils signifient que les créanciers qui produisent tardivement ne pourront répéter les frais de cette production, ni dans l'ordre, ni même contre leur débiteur; car, en rejetant ces frais sur celui-ci, on le pousserait contre toute justice d'un événement qu'il n'a pu empêcher (1).

ART. 758. En cas de contestation, le commissaire renverra les contestans à l'audience, et néanmoins arrêtera l'ordre pour les créances antérieures à celles contestées, et ordonnera la délivrance des bordereaux de collocation de ces créanciers, qui ne seront tenus à aucun rapport à l'égard de ceux qui produiraient postérieurement (2).

(1) Voy. relativement aux intérêts dont les créanciers qui produisent tardivement sont garans, les questions traitées sur l'art. 767.

(2) JURISPRUDENCE.

1^o. Dans un ordre, lorsqu'il y a contestation sur le rang entre deux créanciers, le juge-commissaire doit les renvoyer à l'audience. S'il retient la connaissance

Loi du 11 brumaire an 7, art. 35, in fine. — C. de P., art. 666, 771.

DXI. S'il y a des contestations, elles peuvent ne s'élever qu'entre des créanciers qui ne seraient pas des premiers en ordre d'hypothèques. Ces contestations ne peuvent arrêter ni retarder le paiement des créanciers qui les précèdent, et c'est pourquoi l'article 758 décide que ces créanciers sont payés sans être tenus à aucun rapport envers ceux qui produiraient postérieurement.

2571. Le créancier qui n'a pas contredit au procès-verbal de collocation provisoire avant la dénonciation de l'audience, le peut-il faire à l'audience même, sans qu'on puisse lui opposer la forclusion ?

Nul doute, comme la Cour de cassation l'a décidé par arrêt du 15 juin 1820 (Sirey, t. 21, pag. 28), que si l'audience a été dénoncée avant l'expiration du délai, le créancier peut être admis, pour contester à cette audience, puisque la forclusion n'est pas acquise contre lui. Ce serait une erreur de croire que l'art. 755 ne dispose que pour le cas où l'audience n'aurait pas été dénoncée avant le mois qu'il accorde pour contredire, et que ce n'est qu'alors seulement que les créanciers peuvent invoquer le bénéfice de ce délai.

Mais nous pensons que si l'audience avait été dénoncée à l'expiration du délai, le créancier, qui n'eût pas contredit, ne pourrait être admis à le faire à l'audience, 1^o parce que l'art. 758 ne prescrit le renvoi à l'audience qu'à l'égard des contestans; or, ce créancier n'a pas contesté; 2^o parce que la forclusion est acquise contre lui, et que le renvoi à l'audience des seuls contestans, dont il ne fait pas partie, ne peut produire l'effet de le relayer de cette déchéance.

On pourrait croire le contraire, si l'on s'arrêtait à la rédaction de la proposition établie par l'arrêtiste, en tête de l'arrêt que nous venons de citer. En effet, il suppose par ce mot *d'ailleurs* que le créancier qui n'a pas contesté serait, in-

de la contestation, l'ordonnance par laquelle il statue peut être attaquée par la voie d'appel. — (Riom, 7 juin 1817, Sirey, tom. 18, pag. 60; Dalloz, tom. 21, pag. 375.)

2^o. L'action en restitution ou en rapport, exercée dans un ordre par les créanciers colloqués, contre un créancier non colloqué et qui a droit à l'être, doit être dirigée contre les derniers créanciers, en remontant toujours vers ceux qui ont été placés au premier rang utile. — (Colmar, 9 août 1814, Sirey, tom. 15, pag. 152.)

3^o. Un créancier colloqué dans un ordre, et pouvant l'être encore dans un autre, sur les biens d'un même débiteur, peut, avant le jugement sur le premier ordre, se désister de la collocation qu'il a déjà obtenue, et se faire colloquer dans l'autre ordre, sans encourir, de la part des créanciers qui en souffrent, le reproche de collusion avec ceux qui en profitent, tant qu'il n'a pas la première collocation éprouvée quelque discussion. — (Paris, 31 août 1815, Sirey, tom. 16, pag. 12.)

dépendamment de la consécution que le renvoi à l'audience eût été dénoncé avant le délai, recevable à le faire à cette audience, tandis que l'arrêt n'a d'autres motifs que cette seule considération.

2572. Lorsque le commissaire a renvoyé les contestans à l'audience, une partie qui, dans un contredit sur le procès-verbal, a prétendu avoir des créances antérieures en hypothèques à celles des autres créanciers, peut-elle, sans produire les titres constitutifs de ces prétendues créances et hypothèques, retarder la collocation des créanciers, dont elle ne conteste, d'ailleurs, ni la légitimité, ni l'hypothèque de la créance ?

Cette question s'est présentée dans une espèce où le contestant prétendait avoir, contre la succession du propriétaire de l'immeuble dont le prix était à distribuer, une action à raison d'une gestion de tutelle dont il n'avait pas rendu compte ; créance pour laquelle il eût primé tout autre créancier, et qui était l'objet d'une demande qui était encore au litigieux.

Le créancier contesté maintenait que le propriétaire était libéré, et il observait d'ailleurs que sa créance, colloquée en premier rang dans l'ordre, était certaine, non contestée et résultant d'un acte authentique ; qu'il n'y avait par conséquent aucun motif d'en retarder le remboursement, à cause d'une prétention dénudée de titre.

De là naissait la question que nous venons de poser et sur laquelle, par jugement du 6 janvier 1817, le tribunal civil de la Seine (voyez *Journal des avoués*, tom. 1, pag. 53), a prononcé que la provision étant due au titre du créancier contesté contre une prétention dont la poursuite était suspendue depuis long-temps et non jugée, l'état de collocation dressé par le commissaire devait être définitivement arrêté pour être exécuté suivant sa forme et teneur.

Nous croyons cette décision bien fondée, attendu, comme le dit M. Coffinières, que l'instance une fois engagée entre les créanciers qui ont produit et contesté, doit être poursuivie avec toute la promptitude que leur intérêt commande ; que, par conséquent, elles ne peuvent chercher à établir autrement que par des actes formels les créances pour lesquelles elles n'ont pas été colloquées, et retarder ainsi le remboursement des autres créanciers.

Mais, disions-nous dans notre Analyse, question 2360, il ne faut pas séparer d'une semblable décision les mesures qu'il convient de prendre suivant les circonstances, afin de conserver les droits de la partie qui conteste, et c'est aussi la précaution que le tribunal de la Seine crut, avec raison, devoir prendre par le jugement précité, en n'autorisant le créancier colloqué à ne toucher de l'acquéreur la montant de la collocation qu'en fournissant préalablement caution, et en fixant, afin de rendre certains les droits du créancier contesté, un délai pour faire

prouver définitivement sur l'objet de sa contestation, à l'expiration duquel la caution serait déchargée purement et simplement de l'effet de ce cautionnement.

On ne peut contester sans doute que cette sage précaution concilie tout à la fois, et le vœu de la loi pour le prompt règlement des droits des créanciers parties dans un ordre, et les intérêts respectifs de ces créanciers.

2573. Tant que les créanciers colloqués aux termes de l'article 758 n'ont pas touché le montant de leur collocation, les créanciers qui produiraient ultérieurement pourraient-ils, sauf les peines portées en l'art. 757, s'opposer à leur paiement, s'ils prétendaient devoir être colloqués avant eux ?

M. Delaporte, tom. 2, pag. 343, dit que, d'après la disposition finale de l'art. 758, les créanciers produisant trop tard ne peuvent exiger aucun rapport, encore bien qu'ils fussent antérieurs en hypothèques ; qu'il suit évidemment de ces mots, *aucun rapport*, que tant que les créanciers colloqués n'ont pas touché, le créancier antérieur en hypothèque qui produit, quoique tardivement, peut s'opposer à leur paiement, en subissant les peines prescrites par l'art. 757.

M. Demiau Crouilhac, tom. 2, pag. 469, est du même avis. Il accorde aux créanciers qui produiraient tardivement, la faculté de former opposition à la délivrance des bordereaux ou au paiement, en dénonçant leur production, et en n'offrant d'acquiescer les dépenses nécessitées par cette production tardive.

Quoi qu'il en soit, nous avons entendu soutenir qu'il ne fallait point s'attacher aussi rigoureusement aux termes de l'art. 758, mais s'attacher à son intention, qui est de considérer l'ordre comme absolument clos, relativement aux créances antérieures non contestées, de manière que la collocation de ces créances ne pourrait éprouver désormais aucun changement.

On s'appuyait du passage suivant de M. Tarrible, pag. 680 : « Dans le cas où la contestation ne tombe que sur des créances colloquées au second rang ou aux rangs ultérieurs, le commissaire ordonne la délivrance des bordereaux aux créanciers dont les créances sont antérieures à celles contestées ; l'ordre est définitivement clôturé à leur égard ; il ne reste suspendu qu'à l'égard du premier des créanciers dont la créance est contestée, et aux ultérieurs. Les créanciers qui n'ont pas fait leur production pourront la faire encore jusqu'à la clôture définitive, et demander leur collocation ; mais seulement parmi ceux dont la collocation n'est pas encore arrêtée, et sur les fonds qui restent après la déduction de ceux délivrés aux créanciers antérieurs. »

Nous convenons qu'il paraît résulter de ce passage que M. Tarrible ferait une opinion contraire à celle des deux commentateurs que nous avons cités. On pourrait observer, néanmoins, qu'en disant que les créanciers tardifs

ne peuvent être colloqués que sur les fonds qui restent après la déduction de ceux *déliés*, il aurait entendu parler du *paiement effectif* des créanciers antérieurement colloqués; car autre chose est la *délivrance des bordereaux*; autre chose est la *délivrance des fonds*. Mais nous convenons qu'il serait difficile de concilier cette interprétation avec ce que M. Tarrille a dit auparavant.

Dans ce conflit d'opinions, nous croyons pouvoir adopter le sentiment de MM. Demiau-Crouilhac et Delaporte. Il est fondé sur le texte de la loi; car on ne rapporte que ce qu'on a reçu, et il ne nous semble point contraire à son intention. En effet, elle a pu vouloir que l'ordre fût clos, relativement aux créanciers antérieurs à la première créance contestée, mais le vouloir sous la condition que les créanciers qui n'ont pas encore produit puissent être colloqués, si l'entière exécution des colloocations des autres n'a pas encore eu lieu par le paiement. Nous croyons le prouver par la disposition de l'art. 759, qui, pour le cas où il ne s'élève aucune contestation, et où il s'agit conséquemment de clôturer l'ordre définitivement et sans retour, prescrit au juge-commissaire de prononcer la déchéance des créanciers non produisant : d'où suit qu'en ce cas ceux-ci ne peuvent, même dans l'intervalle de cette clôture définitive au paiement, produire et être colloqués.

Mais lorsqu'il n'y a qu'une clôture partielle, comme dans l'espèce de l'article 758, le juge-commissaire ne prononce point contre les créanciers la forclusion de produire ultérieurement, afin d'être colloqués au préjudice de ceux qui l'ont été déjà : cet article admet, au contraire, et sans distinction, les créanciers qui n'ont pas produit à le faire ultérieurement, avec la seule restriction résultant de ce que les premiers ne sont sujets à aucun rapport; ce qui suppose qu'il faut qu'ils aient reçu le montant de leur collocation, pour que les autres ne puissent plus se faire colloquer que respectivement aux créanciers dont les créances ont été contestées.

On demandera quel est le motif pour lequel le législateur aurait entendu décider ainsi. Mais nous croyons le trouver dans la considération que les choses sont entières aussi long-temps que les créanciers entre lesquels l'ordre a été réglé et arrêté, n'ont pas touché le montant de leur collocation; tandis qu'au moment où ils l'ont touché, il serait injuste d'exiger qu'il fût fait un rapport à des créanciers qui ont à imputer la faute de n'avoir pas prévenu cette exécution de la partie du règlement d'ordre qui a été arrêté, en produisant, et en s'opposant à l'acquit des colloocations. D'ailleurs, comme nous l'avons dit sur la quest. 2477, d'après l'art. 1377 du Code civil, le créancier, par suite du paiement, aurait pu supprimer son titre.

Tels sont les motifs de décider que nous présentons en faveur du sentiment de M. Delaporte

et de M. Demiau-Crouilhac, sans avoir dissimulé les objections que l'on peut faire. Le texte de la loi nous a paru clair; nous avons assigné la raison sur laquelle il nous semble fondé : c'est au lecteur éclairé à juger entre les diverses considérations qui militent pour ou contre l'opinion que nous avons adoptée.

Si ce n'était pas la mieux fondée, on sent que les expressions imprimées en italiques dans la réponse à la question 2567^e, devraient être considérées comme non écrites, parce qu'elles supposent la solution que nous venons de donner sur celle-ci.

2574. *Lorsqu'en cas de contestation, il y a une première clôture d'ordre, et que le poursuivant s'y trouve compris, doit-il rester partie sur les procédures ultérieures ou être remplacé?*

Le poursuivant étant désintéressé dans ce cas, nous pensons, comme M. Lepage, dans ses Questions, pag. 514 et 515, que ce poursuivant n'a plus rien à faire, et qu'il n'est pas besoin de lui subroger une autre partie. En effet, il ne reste qu'à prononcer par le tribunal entre les seules parties qui sont en contestation; et après son jugement le juge-commissaire n'a plus qu'à faire la dernière clôture de l'ordre : d'où suit qu'il n'est pas besoin de poursuivant, dont le rôle est terminé aussitôt que les délais pour prendre communication et contredire sont expirés.

Mais si l'on admettait l'opinion que nous avons adoptée sur la question précédente, il faudrait décider que le poursuivant continuerait d'agir en sa qualité sur l'opposition qu'un créancier, qui n'aurait pas produit, ferait à la délivrance des bordereaux au paiement.

ART. 759. S'il ne s'élève aucune contestation, le juge-commissaire fera la clôture de l'ordre; il liquidera les frais de radiation et de poursuite d'ordre, qui seront colloqués par préférence à toutes autres créances; il prononcera la déchéance des créanciers non produisant, ordonnera la délivrance des bordereaux de collocation aux créanciers utilement colloqués, et la radiation des inscriptions de ceux non utilement colloqués (1). Il sera fait distraction en faveur de l'adjudicataire, sur le montant de chaque bordereau, des frais de radiation de l'inscription (2).

(1) Ainsi, toutes les hypothèques, sans distinction, sont purgées par la clôture définitive de l'ordre. — (Nouv. Répert., v^o adjudicataire, tom. 1, pag. 103.) [Voy. aussi jurispr. du 19^e siècle, vol. 21, part. 2, pag. 32.]

(2) JURISPRUDENCE.

1^o. Le juge-commissaire peut faire la clôture de l'ordre de son propre mouvement, et après cette clôture, le saisé est déchu du droit de prendre communication et de produire. — (Rennes, 21 janv. 1813,

T. 157.—Loi du 11 brum. an 7, art. 34 et 35.—C. de P., art. 665, 763, 767, 772, 777.

2575. La loi autorise-t-elle un pouvoir quelconque contre l'ordonnance qui a clôturé l'ordre, soit en partie, conformément à l'art. 758, soit en totalité, conformément à l'art. 759 ?

M. Tarrille (nouv. Répert., s^e saisie immobilière, pag. 680 et 681), établit formellement que tout est clôturé par l'ordonnance du juge-commissaire, qui prononce la clôture de l'ordre, conformément à l'article ci-dessus. « Aucune des parties, dit-il, n'a droit de guerreller cette ordonnance, ni par voie d'opposition, ni par voie d'appel; le saisi et les créanciers produisant, qui ont pris communication sans contester, sont censés avoir adhéré; ceux qui n'ont pas pris communication, ont perdu le droit de contester devant le tribunal saisi de l'ordre, et, à plus forte raison, devant le juge d'appel. Les créanciers non utilement colloqués ont pu voir, comme les autres, que les collocations antérieures ont rendu la leur inutile, et sont censés aussi s'être soumis à cette loi; enfin, les créanciers non produisant ont perdu sans retour le bénéfice qu'ils auraient pu espérer de la production de leur titre, s'ils l'avaient faite dans le délai indiqué par la loi et par les sommations.

Nous partageons entièrement cette opinion de M. Tarrille qui a été consacrée,

1^o. Par un arrêt de la Cour de Paris, du 3 août 1812 (roy. Journ. des avoués, tom. 6, pag. 96), attendu que l'ordonnance qui, à défaut de contestation des collocations provisoires dans le temps déterminé par la loi, déclare définitif le règlement provisoire, ayant toute la force d'un jugement de forclusion, ne peut conséquemment être attaquée par voie d'opposition, et encore moins par une demande en nullité, que la loi ne connaît pas;

2^o. Par un autre arrêt de la Cour de Rouen, du 25 mars 1809 (roy. Denevers, supp., pag. 213), qui a déclaré l'appel non recevable, attendu que le procès-verbal d'ordre dressé par le juge-commissaire n'est point un jugement, et qu'il ne peut conséquemment être attaqué que de la manière

Journ., tom. 4, pag. 187, Dalloz, tom. 21, pag. 409.)

3^o. Dans un jugement d'ordre, la disposition qui ordonne la radiation des inscriptions, même de celles de créanciers forclos, faute de produire, est une conséquence immédiate et nécessaire de la disposition qui ordonne la distribution. Ainsi, aux termes de l'art. 11 de la loi du 29 frimaire an 7, il ne peut être perçu un droit particulier, à raison de chacune d'elles. — (Cassat., 21 juill. 1818, Sirey, 1819, pag. 185.)

4^o. Si le juge-commissaire omet d'ordonner la radiation des inscriptions déclarées ne point venir en ordre utile, l'adjudicataire ne peut être contraint au paiement.

Le créancier hypothécaire éventuel doit être compris fictivement dans la distribution, et sa créance subir la radiation. (Bruxelles, 27 avril 1814, Jurisprudence, de Bruxelles, 1814, 2^e, pag. 85.)

CARRÉ, TOME 3.

indiquée par l'art. 755, c'est-à-dire par voie de contredit, sur lequel le commissaire renvoie au tribunal qui statue; en sorte que l'appel est seulement ouvert contre le jugement qui débouterait le contestant.

Mais qu'un créancier n'ait pas été appelé à l'ordre, il est évident qu'on ne pourrait, sans injustice, lui contester le droit de se pourvoir contre l'ordonnance qui clos l'ordre dans lequel il n'a pas été compris.

De là résulte la question de savoir :

2576. Quelle sera la voie par laquelle il pourra se pourvoir? Sera-ce l'opposition, la demande en nullité ou l'appel ?

Sur cette question, traité dans notre Analyse, n^o 2364, nous disions que le créancier qui n'a pas été appelé ne doit poursuivre l'ordre que sur le refus que les autres créanciers feraient d'y prendre part, en argumentant du règlement fait entre eux, il y aurait nécessairement renvoi à l'audience, et qu'alors le tribunal devant nécessairement prononcer que l'ordre clôturé étant *res inter alios acta*, ne peut être opposé, le rendra nécessairement nul par rapport au créancier; ce qui rendra nécessaire la confection d'un nouvel ordre, au moins à partir de la collocation après laquelle ce créancier demandeur prétendrait devoir prendre rang.

Mais adoptant les motifs développés par M. l'avocat général Jaubert, dans ses conclusions, sur lesquels est intervenu un arrêt conforme de la Cour de Paris, du 11 août 1810 (Sirey, tom. 13, pag. 21), nous estimons que, dans le cas proposé, la voie d'appel est seule admissible, parce qu'ici, le juge-commissaire a caractère pour statuer; en un mot, nous décidons ici comme nous l'avons fait sur la 827^e quest. — (Tom. 1, pag. 297 et 298.) (1)

ART. 760. Les créanciers postérieurs en

(1) Nous croyons devoir extraire du plaidoyer de M. l'avocat-général, que M. Sirey a rapporté en entier, les passages qui nous semblent justifier la décision de la Cour.

« Le commissaire, dit-il, est le représentant du tribunal; il exerce le même pouvoir; tout ce qu'il fait, tout ce qu'il ordonne a la même force d'exécution que si le tribunal lui-même l'avait fait ou l'avait ordonné, ou plutôt c'est le tribunal qui ordonne dans la personne de son délégué; il est donc évident que, si on croit avoir à se plaindre de cette ordonnance, soit dans le fond, soit dans la forme, on ne peut s'adresser au tribunal qui est censé l'avoir rendue. Ce tribunal n'a pas plus de droit sur cette ordonnance qu'il n'en a sur ses propres jugements, lorsque, par la signature du président et du greffier, ils sont devenus la propriété de la partie qui les a obtenus; il ne peut pas plus la réformer ou la regarder comme non avenue que les ordonnances de son président, en matière de référé. »

Mais la loi n'entend pas laisser les parties sans recours contre l'erreur ou l'injustice, et par conséquent il y a appel de l'ordonnance, parce que l'appel, dit la même magistrat, est un recours qui existe de droit toutes les fois qu'il n'est pas formellement interdit. »

8.

ordre d'hypothèque aux collocations contestées seront teus, dans la huitaine du mois accordé pour contredire, de s'accorder entre eux sur le choix d'un avoué; sinon ils seront représentés par l'avoué du dernier créancier colloqué. Le créancier qui contestera individuellement, supportera les frais auxquels sa contestation particulière aura donné lieu, sans pouvoir les répéter ni employer en aucun cas. L'avoué poursuivant ne pourra, en cette qualité, être appelé dans la contestation.

C. de P., art. 667, 770.

DXII. La loi, à défaut d'accord entre les créanciers sur le choix d'un avoué, veut qu'ils soient représentés de droit par celui du dernier colloqué, parce qu'ils peuvent et doivent spécialement se reposer sur les soins de l'officier dont le client court, plus que tout autre, le danger de n'être pas colloqué en ordre utile.

2577. *Le saisi doit-il être appelé dans l'instance relative aux contestations?*

Le débiteur saisi, dit M. Tarrille, pag. 681, paraît, quoique la loi ne s'exprime point à ce sujet, devoir être appelé dans l'instance, parce qu'il est partie nécessaire dans toute la procédure.

2578. *L'art. 760, en exprimant que l'avoué poursuivant ne peut être appelé dans la contestation, a-t-il seulement entendu que les créanciers ne peuvent choisir cet avoué pour avoué commun?*

Oui, selon les auteurs du Praticien, tom. 4, pag. 170. L'avoué poursuivant l'ordre ne peut être chargé, disent-ils, de la part des créanciers contestans, parce qu'ils ont des intérêts distincts et souvent opposés à ceux du créancier poursuivant, et qu'il serait dangereux de mettre tous les intérêts dans la même main.

Mais M. Berriat Saint-Prix, pag. 616, not. 18, n° 3, remarque avec raison que si l'on confère cet article avec l'art. 667, qui donne la même règle pour la distribution, et qui dit simplement que le poursuivant ne pourra en cette qualité, un voit que la loi ne s'est occupée que d'exclure la partie qui pourrait, parce qu'en cette seule qualité de *poursuivante*, elle n'a aucun intérêt à la contestation, et qu'il faut éviter les frais autant qu'il est possible : quant à son avoué, il nous semble qu'il n'y a ni inconvénient, ni défense de le choisir pour avoué commun.

2579. *Mais de ce que l'avoué du poursuivant ne peut être appelé en cette qualité, s'en suit-il que celui-ci ne puisse faire cause commune avec les autres créanciers postérieurs?*

Non sans doute; il peut faire cause commune avec les autres créanciers postérieurs, si lui-même a cette qualité, et comme eux, il peut contester individuellement, sans à supporter les frais de

cette contestation particulière. — (Voy. Tarrille, pag. 681; *Damian Crousillac*, pag. 463, et la quest. 2188.)

ART. 761. L'audience sera poursuivie par la partie la plus diligente, sur un simple acte d'avoué à avoué, sans autre procédure.

Voy. art. 82, 405, 665, 765.

2580. *Le simple acte par lequel l'audience est poursuivie, conformément à l'art. 761, doit-il contenir le dire portant constatation de collocation?*

C'est notre opinion, fondée sur ce que les parties intéressées n'ont pas été présentes lorsque ce dire a été consigné au procès-verbal. Il forme d'ailleurs les conclusions de la sommation d'audience. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 184, n° 7, et 259.)

2581. *Les parties à qui ce simple acte est signifié peuvent-elles répondre par écrit en dire qu'il contient? Le peuvent-elles faire à l'audience?*

Elles ne peuvent répondre par écrit, ou du moins ces écrits ne passeront point en taxe. (Voy. Prat., tom. 4, pag. 470.) C'est à l'audience seulement, dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 260, qu'il est permis de répondre aux conclusions de l'acte dont il s'agit, puisque l'art. 761 porte qu'elle sera poursuivie par un simple acte, sans autre procédure.

Ainsi, M. Pigeau suppose que les parties peuvent plaider après le rapport que le juge-commissaire aura fait, conformément à l'art. 762. C'est aussi l'opinion que nous avons émise (voy. quest. 2190^e) sur les art. 666 et 668, qui contiennent des dispositions absolument semblables à celles des art. 761 et 762.

Cependant la Cour de Montpellier, par arrêt du 26 février 1810 (voy. Journ. des avoués, tom. 1, pag. 272), a jugé le contraire dans l'espèce de ces deux derniers articles, attendu que le premier porte que le jugement sera rendu sur le rapport du juge-commissaire et les conclusions du ministère public, et que ce serait ajouter à la loi que de recevoir les parties à plaider.

Nonobstant cette décision, nous persistons dans notre opinion, par les raisons que nous avons fait valoir sur la question précitée, et surtout par cette considération qu'elle oppose à. Coffinières contre les motifs énoncés dans l'arrêt de Montpellier : c'est que ce serait au contraire ajouter aux prohibitions de la loi, que de refuser aux créanciers le droit de présenter leurs moyens respectifs devant le tribunal, puisqu'aucun article du Code ne les prive de ce droit. — (Voy. Journ. des avoués, ubi supra, et n° 223.)

Nous ajouterons que ce serait vainement que l'on opposerait ici l'art. 111, portant qu'après un rapport sur délibéré ou instruction par écrit, les défenseurs n'auront, sous aucun prétexte, la parole, et pourront seulement remettre sur-le-

champ au président de simples notes énonciatives des faits dans lesquels ils prétendraient que le rapport a été incomplet ou inexact. On sent qu'il n'y a à tirer de cet art. 111, fait pour deux cas où il y a eu des plaidoiries ou des écritures, aucune induction relativement à celui des articles 761 et 762, qui n'admettent aucune procédure.

ART. 762. Le jugement sera rendu sur le rapport du juge-commissaire et les conclusions du ministère public; il contiendra liquidation des frais (1).

C. de P., art. 543, 666, 668.

2582. De ce que le jugement est rendu sur rapport, s'ensuit-il qu'il ne soit pas susceptible d'opposition.

La Cour de Caen observait, sur le projet de Code, qu'encore bien que l'art. 109 de ce projet disposait que les jugemens rendus sur productions ne seraient pas susceptibles d'opposition, néanmoins, comme la procédure en matière d'ordre n'était pas la même, on pourroit douter que le jugement rendu sur cette contestation de collocation fût soumise à ce genre de pourvoi; elle demandait que le législateur s'expliquât à ce sujet.

Dès que le Code s'explique clairement dans l'art. 113, disent les auteurs du Praticien, t. 4, p. 468, il eût été inutile de replacer au titre de l'ordre une disposition semblable; aussi l'on

(1) JURISPRUDENCE.

1°. Il résulte de la combinaison des art. 758, 759 et 767, que les dispositions de l'article 762 ne s'appliquent qu'au cas de contestations survenues avant la clôture de l'ordre. Ainsi, l'exécution de cet article n'est pas commandée à l'égard d'un jugement à intervenir, après la clôture, sur une opposition formalisée depuis, c'est-à-dire sur un recours au tribunal contre l'ordonnance de clôture. (Rennes, 11 janvier 1813, Dalloz, tom. 21, pag. 409.)

2°. La formalité de l'intervention du ministère public, dans l'instance d'ordre, n'étant prescrite que dans l'intérêt de la masse des créanciers, le défaut d'accomplissement de cette formalité ne donne ouverture à requête civile qu'en faveur de cette masse. Ainsi le créancier majeur, qui a agi seul en son nom et pour son propre compte, ne peut se pourvoir par requête civile, en se fondant sur ce que le ministère public n'a pas été entendu. (Paris, 9 août 1817, Dalloz, tom. 21, pag. 379; Sirey, tom. 17, pag. 410.)

3°. Une omission aux qualités des parties, dans un jugement d'ordre, ne le vicie pas de manière à le rendre nul, quoiqu'on ne se soit pas opposé auxdites qualités.

Un débiteur saisi ne peut critiquer l'ordre de collocation lorsqu'aucun créancier ne s'en plaint. (Rennes, 23 janv. 1815, Journ., tom. 4, pag. 362.) (Liège, 16 mai 1823, Ann. de Laporte, an 1823, vol. 2, pag. 71.)

4°. Un créancier chirographaire est recevable à critiquer la collocation d'un créancier hypothécaire, s'il soutient que l'hypothèque ne peut frapper l'immeuble dont le prix est à distribuer. (Liège, 16 mai 1823. Ibid.)

doit décider que le jugement dont il s'agit n'est pas susceptible d'opposition.

La Cour de Paris avait consacré cette opinion, par arrêt du 28 janvier 1809 (Sirey, tom. 15, pag. 188), attendu qu'un jugement d'ordre est un jugement sur rapport, et par cela même non susceptible d'opposition, et enfin la Cour de cassation, par arrêt du 19 novembre 1811, a décidé de la même manière. — (Sirey, tom. 12, pag. 48.)

ART. 763. L'appel de ce jugement ne sera pas reçu, s'il n'est interjeté dans les dix jours de sa signification à avoué, outre un jour par trois myriamètres de distance du domicile réel de chaque partie; il contiendra assignation, et l'énonciation des griefs (2).

C. de P., art. 444, 669, 1033.

(2) JURISPRUDENCE.

1°. L'art. 763, portant que l'appel du jugement d'ordre n'est recevable que dans les dix jours de la signification, s'applique au jugement qui a statué sur la question de savoir si le poursuivant avait qualité pour requérir l'ouverture de l'ordre. — (Metz, 7 janv. 1814, Dalloz, tom. 21, pag. 390; Sirey, 1819, pag. 271.)

2°. La signification à avoué d'un jugement d'ordre, faite par l'avoué du poursuivant, fait courir le délai de l'appel contre toutes les parties; délai qui, aux termes de l'art. 763, est de dix jours. — (Rennes, 29 août 1814, Dalloz, tom. 21, pag. 393.)

3°. La maxime qu'on ne se forcle pas soi-même n'est pas applicable en matière d'ordre. La signification du jugement qui statue sur la contestation entre créanciers produisant à l'ordre, fait courir les délais de l'appel, même à l'égard du créancier auteur de la signification. — (Cassat., 1821; Sirey, tom. 22, pag. 19.)

4°. On peut appeler incidemment d'un jugement d'ordre, comme de tout autre jugement. Peu importe que l'appel incident ne soit pas formellement permis en titre de l'ordre. Il suffit que les dispositions générales qui l'autorisent ne soient pas incompatibles avec celles de ce titre. — (Rennes, 1^{re} août 1817, Sirey, tom. 19, pag. 140.)

5°. Quand une collocation est faite, en premier ordre, au profit d'une femme séparée de biens, en vertu de son jugement de séparation, et que, pour contester sa collocation, un créancier se pourvoit par tierce opposition contre ce jugement, comme cette tierce opposition est un incident dans l'ordre, et a'est pas autre chose que la contradiction du titre dont se prévaut la femme; comme enfin la tierce opposition est jugée, sur rapport du juge-commissaire, par le tribunal saisi de l'ordre, il y a lieu à appliquer le délai fixé par l'article 763, pour l'appel du jugement des contestations sur l'ordre. — (Rennes, 7 fév. 1818, Dalloz, tom. 21, pag. 389.)

6°. Il suffit qu'un jugement soit rendu dans une instance d'ordre pour que l'appel en doive être interjeté dans le délai de dix jours, conformément à l'art. 763 du Code de procédure. Cet article ne comporte pas de distinction; il s'applique aux jugemens intervenus sur une contestation relative au droit et à la qualité du poursuivant, comme aux jugemens rendus sur le rang et la préférence des créanciers. — (Cassat., 1^{re} arrêt

2583. *Que doit contenir, pour faire courir le délai d'appel, la signification du jugement faite à l'avoué ?*

La Cour de Bordeaux a jugé, le 23 janvier, celle de Besançon, le 29 août 1811; celle de Metz, le 17 août 1815 (*Dalloz*, tom. 21, p. 396; *Sirey*, tom. 11, pag. 189, et tom. 19, pag. 113); que cette signification devait contenir la triple mention du nom de l'avoué à la requête duquel elle est faite, de la personne à laquelle la copie

1816, *Dalloz*, tom. 21, pag. 389, *Sirey*, tom. 16, pag. 413.)

7°. Cependant par arrêt du 29 janvier 1817, la Cour de Rennes a jugé qu'il n'y a pas lieu d'appliquer l'art. 763 au jugement qui statue sur la demande en nullité d'un contrat de vente, dont le prix est à distribuer, demande sur laquelle ce tribunal a prononcé, non pas sur le rapport du juge-commissaire, mais après avoir entendu les avocats et avoués des parties.

8°. Les dix jours dont se compose le délai d'appel ne sont pas francs. — (*Limoges*, 15 nov. 1811, *Sirey*, 1812, pag. 83, et l'*Introduit. gén.*) [*Bruxelles*, 3 novembre 1824, *Jurisprud.* du 19^e siècle, 1825, 3^e pag. 8.]

9°. Lorsque, dans un ordre ouvert pour la distribution du prix d'un immeuble vendu par expropriation forcée, l'avoué du saisissant a demandé à être colloqué en son nom personnel pour les frais, si cette collocation est contestée, c'est l'avoué lui-même, et non le saisissant, qui est partie dans la contestation. Ainsi, en cas d'appel du jugement qui règle la collocation de l'avoué, c'est lui et non le saisissant qui doit être intimé. — (*Metz*, 22 mars 1817, *Dalloz*, tom. 21, pag. 386, *Sirey*, 1819, pag. 135, § 4.)

10°. Dans un ordre, tout jugement rendu sur le mérite des créances a pour but de statuer, non-seulement sur la préférence à leur accorder, mais encore sur leur existence : le saisi est donc essentiellement partie dans le jugement qui prononce la non-existence d'une créance, et, à cet égard, il importe peu que le jugement énonce ou n'énonce pas ses conclusions. — (*Paris*, 16 juill. 1811, *Dalloz*, tom. 21, pag. 392, *Sirey*, tom. 11, pag. 381.)

11°. Il suit de là qu'il est nécessaire, à peine de nullité, de l'intimer sur l'appel. — (*Limoges*, 15 nov. 1811, *Dalloz*, tom. 21, pag. 398, *Sirey*, tom. 14, pag. 85.)

12°. On ne peut, sur l'appel d'un jugement qui ordonne la collocation d'un créancier, former la demande nouvelle de la nullité de son inscription. — (*Cassat*, 16 oct. 1808, *Sirey*, tom. 9, pag. 98.)

Et, en général, les créanciers ne pourraient, devant les juges d'appel, prendre de nouvelles conclusions, même subsidiaires, ni produire de nouveaux titres. — (*Cassat*, 14 juill. 1813, *Sirey*, tom. 14, pag. 38; voy. sur les art. 466 et 754.)

13°. Le jugement qui statue entre deux créanciers sur la question réservée par le jugement d'ordre, de savoir si l'un avait accordé une priorité à l'autre, rentre dans la disposition de l'art. 763, et l'appel doit ainsi en être formé dans les dix jours. — (*Lige*, 30 novembre 1823, *Dalloz*, tom. 21, pag. 390.)

14°. On peut avec permission du juge signifier au débiteur l'appel dans le cas de cet article. — (*Bruxelles*, 3 novembre 1824, *Jurisprud.* du 19^e siècle, 1825, 3^e p. 8.)

15°. L'acte d'appel, qui n'énonce pas les griefs, n'est pas nul. — (*Bruxelles*, 26 janvier 1819, *Jurisprud.* de *Bruxelles*, 1819, 1^{re} p. 237.)

a été remise, et de la qualité du signataire, attendu que l'omission de ces diverses énonciations fait que l'acte manque des formalités substantielles constamment observées dans l'usage, et dont il doit d'autant moins être exempt dans l'espèce de l'art. 763, qu'il tient lieu de signification à personne ou domicile, et fait courir le délai de l'appel.

Cependant, la Cour de Rennes, par arrêt du 1^{er} juin 1813, a jugé que si le législateur avait voulu que les formalités, prescrites par l'art. 61, eussent été observées pour les significations de jugements d'ordre à faire aux avoués, il s'en serait formellement expliqué, et elle a déclaré que les Cours et tribunaux, chargés de maintenir et d'appliquer les formes de procédure, ne devaient pas les étendre d'un cas à un autre. Quoi qu'il en soit, nous persistons à croire que l'un doit suivre la jurisprudence adoptée par les arrêts que nous venons de rapporter. — (*Poyns quest.* 281.)

2584. *L'appel du jugement qui a statué sur les contestations doit-il être signifié à personne ou domicile ?*

Nous avons préjugé l'affirmative de cette question, en traitant la 2003^e de notre *Analyse*, et quoique nous ayons rétracté l'opinion émise sur cette dernière, quant à l'augmentation du délai à raison des distances (*roy. ci-dessus*, n° 2193), nous persisterons à maintenir l'affirmative de la question que nous venons de poser.

Mais nous devons, avant tout, faire connaître, les raisons que l'on peut opposer; elles se tirent principalement des considérations d'un arrêt de la Cour d'Amiens, du 22 mai 1809. (*Sirey*, t. 14, pag. 75.) Cette Cour a jugé que l'appel peut être signifié valablement au domicile de l'avoué de ceux contre lesquels ou l'interjette, et cela par analogie avec l'espèce de l'art. 669, attendu que, pour interpréter le silence de l'art. 763, il serait exorbitant de se rapporter à l'art. 456, relatif à l'appel en matière ordinaire; que la règle et l'équité veulent au contraire que ce silence s'interprète par des dispositions relatives à une procédure analogue et établie sur les mêmes principes, c'est-à-dire à celle de l'art. 669; qu'il y a d'autant plus de raisons de décider ainsi, que ces deux art. 669 et 763 dérogent à la règle ordinaire, en ne donnant qu'un même délai de dix jours pour interjeter appel, sauf l'augmentation d'un jour par trois myriamètres de distance du domicile réel de la partie, et qu'ils font tous deux courir le délai de dix jours de la signification du jugement à avoué; qu'enfin, l'art. 664 portant que l'avoué du créancier colloqué pourra être intimé, s'il y a lieu, cette disposition complète la démonstration, et supplée au silence de l'art. 763.

Un arrêt semblable a été rendu par la Cour de Rouen, le 22 septembre 1810 (*Dalloz*, t. 21, pag. 399; *Sirey*, tom. 15, pag. 188), attendu que les art. 763 et 669 ont un rapport immédiat que l'on ne doit pas diviser. Cette Cour termine

ce considérant en exprimant que le système contraire est une erreur évidente.

Par l'autre opinion nous pouvons citer deux arrêts, l'un rendu le 20 août 1810 (*Sirey*, t. 14, pag. 270), par la Cour de Riom, l'autre le 23 août 1811 (*Dalloz*, tom. 21, pag. 400; *Sirey*, tom. 12, pag. 7), par celle de Paris.

Ces deux arrêts ont jugé que l'appel en matière d'ordre doit, à peine de nullité, être signifié à personne ou domicile, et non pas seulement au domicile élu dans l'inscription, parce qu'il n'y a pas, dans ce cas, d'exception à l'article. — (*Foy. quest.* 2585°.)

Ces deux arrêts ne sont pas autrement motivés; mais les parties qui ont obtenu gain de cause se fondaient sur les expressions mêmes de l'art. 763, qui augmente le délai d'appel à raison de la distance du domicile réel de chaque partie, et concluaient qu'il résultait nécessairement de cette augmentation que l'appel du jugement d'ordre n'a pas été affranchi de la règle générale.

Telle est notre opinion, ainsi que nous l'avons annoncé en commençant.

Nous la fondons sur ce que l'art. 763 ne contenant pas d'exception à cette règle, comme l'article 669, ce dernier doit être restreint à son espèce, bien moins importante d'ailleurs que celle du premier. (*Foy. quest.* 2195°.) *Exceptio firmat regulam in casibus non exceptis.*

Tel est aussi le sentiment de M. Thomines Desmaures, p. 281, et celui de M. Coffinières, t. 3, p. 219.

2585. L'appel du jugement d'ordre peut-il être signifié au domicile élu ?

Les deux arrêts des Cours de Riom et de Paris, rapportés sur la précédente question, ont jugé cette question pour la négative, car ils ont été rendus dans l'espèce où la signification avait été faite au domicile élu par l'inscription, et ont déclaré l'appel non recevable, parce qu'il n'avait pas été signifié à personne ou à domicile réel.

Cependant M. Hautefeuille, pag. 422, regarde comme certain que la signification peut être faite au domicile élu par l'inscription, et d'après les raisons que nous avons développées sur la question 1632° nous croyons que cette opinion doit être suivie de préférence à celle qu'ont admise les deux arrêts que nous venons de citer. C'est aussi celle que la Cour de Rennes a adoptée par arrêt du 30 août 1814.

2586. L'appel est-il valablement signifié au domicile indiqué dans le jugement et tous les actes de la procédure, quoique la partie ait choisi depuis un autre domicile ?

Nous venons de dire que l'appel du jugement d'ordre doit être signifié au domicile réel comme tout autre appel; mais lorsqu'une partie a déclaré, dans tous les actes de procédure, qu'elle a son domicile en tel lieu, que ce domicile est indiqué dans le jugement, le changement qu'elle en aurait fait postérieurement n'empêche pas que la signification faite au premier domicile ne

soit valable, jusqu'à ce que cette partie ait fait connaître que son domicile n'est plus le même. C'est ce qui a été jugé, relativement à l'appel d'un jugement d'ordre, par un arrêt de la Cour de Paris, du 6 février 1810. (*Sirey*, tom. 13, pag. 189.) On sent, en effet, qu'il ne serait pas juste de soumettre l'appelant à faire la signification de son appel dans un autre domicile que celui indiqué par la procédure; domicile que son adversaire aurait choisi après le jugement; et que l'autre partie pourrait ignorer.

Cet arrêt vient prêter un nouvel appui à la solution donnée sur la quest. 2584°, puisqu'il présume la nécessité de signifier au domicile de la partie.

2587. Le délai de l'appel doit-il être restreint à dix jours pour un jugement d'ordre rendu sous l'empire du Code de procédure, en exécution de la loi du 11 brumaire an 7, et dans la forme tracée par cette loi ?

Cette question, qui était très-controversée, a été jugée pour la négative, par arrêt de la Cour de cassation, du 2 juillet 1811 (*Sirey*, tom. 12, pag. 75), attendu que l'art. 763 ne parle que des jugements des contestations survenues dans l'ordre, qui sont rendus dans la forme prescrite par les art. 760, 761 et 762 du même Code; que l'exception établie par ce même article, pour cette seule espèce de jugement, ne peut s'appliquer à l'appel d'un jugement d'ordre rendu en exécution de la loi du 11 brumaire, dans les formes différentes de celles établies par le Code de procédure.

2588. L'appel est-il recevable, s'il ne contient pas assignation et énonciation des griefs ?

L'affirmative a été jugée par un arrêt de la Cour de Nîmes, du 17 août 1807 (*Dalloz*, t. 21, pag. 403; *Sirey*, tom. 7, pag. 675); mais la Cour de Rennes s'est prononcée pour la négative, le 4 mai 1812. Elle a considéré que l'art. 763 contient deux parties distinctes et indépendantes l'une de l'autre; que la première portant en termes prohibitifs, *l'appel ne sera reçu*, n'est relative qu'au cas où l'on aurait laissé passer le délai de dix jours sans interjeter appel du jugement d'ordre; que la seconde dispose seulement que l'exploit d'appel contiendra assignation et énonciation des griefs, sans supposer, comme la première, que l'observation de ces formalités rendra l'appel non recevable; qu'à la vérité, le défaut d'assignation dans l'exploit en opérerait la nullité, suivant la disposition expresse de l'article 456; mais qu'on ne trouve nulle part cette peine prononcée dans le cas où l'on aurait omis d'y énoncer les griefs; d'où il résulte qu'elle ne peut être appliquée sans contravention à l'article 1030.

Ainsi, d'après cet arrêt, que nous croyons le plus conforme au texte de la loi, on doit décider que l'acte d'appel est valable, encore qu'il ne présente pas l'énonciation des griefs (*Foyez quest.* 1648°), si d'ailleurs il contient assignation; mais il n'en est pas moins dans l'intention

du législateur que cette énonciation y soit faite, et c'est une raison pour se conformer à ce sujet à la disposition de l'art. 763, quoique son observation ne soit pas exigée à la rigueur (1).

2589. Des créanciers qui, en cause principale, n'ont pas contesté la collocation demandée et obtenue par un autre créancier, sont-ils recevables à appeler du jugement qui accorde cette collocation, lorsque d'ailleurs elle avait été contestée par le créancier poursuivant l'ordre, et que celui-ci a lui-même appelé du jugement de collocation ?

La Cour de cassation a décidé affirmativement cette question, par arrêt du 13 décembre 1808 (voy. *Sirey*, tom. 9, pag. 69), attendu que la collocation d'un créancier était expressément contestée par le poursuivant, et censée l'être dans l'intérêt commun, et par tous les autres créanciers qui ne l'ont pas personnellement approuvée (2).

2590. En quel cas un créancier qui ne s'est pas présenté à l'ordre peut-il appeler du jugement ? En quel cas ne peut-il intervenir sous l'appel pour contester ?

Par arrêt de la Cour de cassation, du 6 mars 1809 (*Sirey*, tom. 9, pag. 153), il a été jugé, sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, qu'un créancier inscrit qui ne s'est pas présenté à l'ordre ne peut appeler du jugement qui l'a homologué, et que la collocation d'un créancier, non contestée en première instance, ne peut l'être sous l'appel.

M. Denevers observe sur cet arrêt que la question doit, sous l'empire du Code de procédure, être résolue dans le même sens, d'après la combinaison des art. 758, 759, 760 et 767. Il faut rapprocher de cette décision un arrêt de la Cour de Paris, du 9 février 1809 (voy. encore *Denevers*, 1809, *suppl.*, pag. 77), qui a jugé.

1^o. Qu'un créancier qui ne s'est pas présenté à l'ordre ne pouvait intervenir sous l'appel d'un jugement d'ordre, attendu qu'il ne pouvait se plaindre d'avoir été omis dans l'état de collocation ;

2^o. Qu'un créancier ne pouvait appeler de ce même jugement à l'égard du poursuivant dont la collocation ne lui nuit pas, parce que, suivant le Code, on ne peut, en matière d'ordre, intimer sur l'appel que les créanciers dont la collocation fait obstacle à l'appelant ;

3^o. Qu'un créancier ne peut appeler contre tout autre créancier, lorsqu'il ne s'est pas plaint dans le mois de l'ordonnance du juge-commissaire qui l'exclut de l'ordre, parce qu'un créancier, comme nous l'avons dit (voy. *quest.* 2575

et 2576), n'a que la faculté de contester dans le délai marqué par la loi, et que ne l'ayant pas fait, il est censé avoir acquiescé pleinement à cette ordonnance (3).

2591. L'appel d'un jugement d'ordre doit-il être signifié non pas seulement aux créanciers directs colloqués, mais encore aux créanciers en sous-ordre qui figurent dans ce jugement, et qui doivent profiter de la collocation ?

D'après un arrêt de la Cour de cassation, du 2 mai 1810 (voy. *Sirey*, tom. 10, pag. 244), le créancier contestant n'est obligé d'intimer que les créanciers directs colloqués dans l'ordre, parce que c'est leur collocation que le contestant a intérêt de faire infirmer, et non la répartition qui en aurait été faite à leurs créanciers, qui peuvent, par intervention, venir faire valoir les droits de leur débiteur, comme le feraient des saisissans en sous-ordre.

2592. S'il n'est pas nécessaire que les créanciers en sous-ordre soient intimés sur l'appel, s'en suit-il qu'ils ne puissent appeler du jugement qui aurait rejeté la collocation répartie entre eux ?

Nous ne le pensons pas, attendu que la loi leur accorde l'exercice de tous les droits de leur débiteur. — (Voy. l'arrêt de la Cour de Lyon, cité sur la question 2194^o.)

Ainsi la signification du jugement, faite par un créancier en sous-ordre, fait courir le délai d'appel. — (*Nîmes*, 18 mars 1815, *Sirey*, t. 17, pag. 253.)

2593. L'appel du jugement qui prononce sur des contestations quelconques, relatives à l'ordre, est-il suspensif de la clôture ?

L'affirmative, relativement aux contestations sur les collocations, n'est pas seulement fondée sur le principe général d'après lequel tout appel est suspensif, à moins que la loi n'ait ordonné ou autorisé l'exécution provisoire, elle résulte encore des dispositions des art. 758, 759 et 767, ainsi qu'il a été jugé par arrêt de la Cour de Bruxelles, du 6 mars 1811. — (Voy. *Sirey*, t. 15, pag. 186.)

Nous observons que cet arrêt a été rendu dans une espèce où il ne s'agissait pas de contestations entre les créanciers sur la validité des créances et sur l'ordre des collocations, mais de difficultés élevées sur la validité des actes de la procédure ; en sorte que l'on pourrait croire que le juge-commissaire serait fondé à clore l'ordre, indépendamment des difficultés de cette nature.

On voit que l'arrêt précité a décidé le contraire ; mais si la décision pouvait être critiquée comme trop rigoureuse, on ne peut disconvenir au moins que le juge-commissaire agit sagement en retardant en ces circonstances la clôture de son procès-verbal, afin de ne pas ex-

(1) Il est à remarquer que l'arrêt de Nîmes, ci-dessus cité et rapporté par *Sirey*, sous la date du 7 août 1807, a été rendu par application des lois antérieures au Code. — [Voyez aux notes de jurisprudence sur cet article, le n^o 15.]

(2) Cette décision se trouve en harmonie avec celle de l'arrêt du 26 décembre 1808, rapporté sur la *quest.* 1559 : elle est fondée sur le même principe.

(3) Mais l'intervention sous l'appel d'un jugement rendu dans une instance d'ordre, doit être considérée comme non avenue, si cet appel n'est pas non recevable. — (*Rennes*, 26 mai 1814, *Journ.*, tom. 4, pag. 249, *Daloz*, tom. 21, pag. 391.)

poser les créanciers à des frais inutiles, si la procédure relative à l'ordre était annulée par le tribunal ou par les juges d'appel.

2594. *L'objet du jugement d'ordre est-il fixé, relativement à chaque créancier, par la totalité des sommes à distribuer, de sorte que l'un d'eux puisse en interjeter appel, quoique la somme pour laquelle on lui a refusé la collocation ne s'élève pas à 1,000 fr. ?*

Nous avons résolu cette question pour l'affirmative, relativement à la distribution. (Voyez quest. 2192.) Il est sensible que les mêmes motifs exigent la même décision en ce qui concerne le jugement d'ordre.

ART. 764. L'avoué du créancier dernier colloqué pourra être intimé, s'il y a lieu.

C. de P., art. 667, 669.

2595. *Quand y a-t-il lieu à intimer l'avoué du créancier colloqué ?*

Les jurisconsultes qui ont écrit sur le Code ne sont pas absolument d'accord sur l'interprétation des expressions de l'art. 764. Pour mettre le lecteur à portée de fixer ses idées sur le sens qu'il convient de leur donner, nous croyons devoir rapporter ce qu'on lit à ce sujet dans les divers ouvrages que nous avons sous les yeux.

M. Tarrille, pag. 681, s'exprime comme suit : « Si, au défaut de choix d'un avoué de la part du créancier postérieur à la créance contestée, la défense a été confiée à l'avoué du créancier dernier colloqué, conformément à l'art. 760, certainement cet avoué, qui joue le rôle principal dans l'instance, doit être intimé; dans le cas contraire, il n'y aurait lieu à intimer l'avoué du créancier dernier colloqué qu'autant que ce créancier serait intervenu individuellement pour contester particulièrement. C'est ainsi que l'on peut expliquer, ce semble, ces expressions restrictives de cet article, *s'il y a lieu*. »

M. Pigeau, tom. 2, pag. 260, pense qu'on ne doit intimer l'avoué du dernier colloqué que quand il a été partie, soit comme défendeur de la masse, soit en son nom personnel. S'il ne l'a pas été, observe l'auteur, c'est qu'il n'a pas contredit, et puisqu'il a acquiescé tacitement à la distribution, il est inutile de le faire entrer dans les contestations auxquelles elle donne lieu.

Ainsi l'explication de ces deux auteurs est la même, et c'est aussi celle que donne M. Delaporte, tom. 2, pag. 346, en disant qu'il y a lieu à intimer l'avoué dont il s'agit, lorsqu'il a été partie en première instance.

Suivant les auteurs du Praticien, ces mots, *s'il y a lieu*, exprimeraient que, dans le cas où ce n'est pas cet avoué qui est chargé de défendre, il peut être appelé, lorsque sa créance court risque de ne pas venir en ordre utile, ou lorsqu'il peut avoir des raisons particulières pour

combattre celui qui vient le primer, ou autres motifs semblables.

On remarquera que cette explication diffère de celles de M. Pigeau et de M. Tarrille, en ce qu'elle suppose que l'avoué du dernier colloqué peut être appelé, lorsqu'il n'a pas été chargé de défendre, tandis que ceux-ci estiment que c'est précisément lorsqu'il l'a été qu'il peut être intimé.

Enfin, dit M. Domiau Cronzillac, pag. 469, on peut intimer l'avoué du créancier dernier colloqué, *s'il y a lieu*, c'est-à-dire, lorsque l'intérêt des créanciers inférieurs aux collocations contestées l'exige, comme, par exemple, lorsque la contestation a pour objet de faire admettre une créance ou de la faire rejeter; mais s'il ne s'agit que du rang entre les créanciers contestés, peu importe aux créanciers qui sont à un rang inférieur, puisque la décision de cette contestation ne peut produire aucun effet à leur égard, leur rang ne devant en éprouver aucun changement.

Sur les difficultés que présentent les expressions trop générales de l'art. 764, il nous semble que le législateur, en disant que l'avoué du créancier dernier colloqué peut être intimé, *s'il y a lieu*, a entendu faire une exception à la règle générale d'après laquelle l'appel devait être signifié au domicile de chacun des créanciers postérieurs à la créance contestée (voy. art. 763, et la quest. 2584); que cette exception s'applique au cas où l'avoué du créancier colloqué a représenté la masse de ces mêmes créanciers, ne contesté individuellement, conformément à l'art. 760, ce que la loi exprime par ces mots, *s'il y a lieu*.

Cette explication se fonde sur ce que la même raison pour laquelle la procédure a été simplifiée en première instance existe, relativement à la procédure d'appel. Or, comme le remarque M. Lepage, dans ses Questions, pag. 522, si l'on était obligé d'intimer chaque créancier sur l'appel, on se trouverait, dans cette seconde instance, tout aussi embarrassé par le nombre des parties qu'on l'eût été lors de la première, si le législateur n'avait pas pris la précaution de couvrir la défense de tous les contestans à un seul avoué.

Ainsi, nous concluons de ces observations qu'il n'y a lieu à intimer personnellement les créanciers contestans qu'autant qu'ils ont soutenu leurs contestations individuellement, l'avoué du dernier colloqué devant, dans le cas contraire, être appelé pour les représenter.

Il est à remarquer qu'il ne faut pas induire de là que cet avoué de première instance puisse occuper en cause d'appel. Les termes de l'article 764 signifient seulement que les pouvoirs de ce représenté commun l'autorisent à choisir un avoué près de la Cour; d'où suit que si l'appelant qui l'a intimé réussit dans son appel, outre la signification de l'arrêt à l'avoué de la

Cour, la signification qu'il est prescrit de faire à la partie, ne se ferait qu'à l'avoué commun, puisque c'est lui seul qui aurait été intimé comme le représentant légal des créanciers réunis.

Nous observerons en outre que les termes de l'article ne sont pas facultatifs; en sorte qu'il soit libre à l'appelant, soit d'intimer personnellement, et à personne ou domicile, chacun des contestans, soit d'intimer l'avoué du dernier colloqué; du moins le mot *peut* nous paraît employé pour marquer l'exception que l'art. 764 fait à la règle générale posée en l'art. 763, et d'après laquelle on ne pourrait appeler l'avoué du dernier colloqué, si l'art. 764 n'avait pas fait cette exception que nous venons de mentionner.

Mais sur la question que nous venons de résoudre, on pourrait demander s'il ne serait pas permis, lorsque les créanciers auraient fait choix d'un avoué, ainsi qu'ils y sont autorisés par l'art. 760, d'appeler cet avoué, encore qu'il ne fût pas l'avoué du dernier colloqué. M. Lepage paraît supposer l'affirmative; mais nous ne croyons pas cette opinion certaine, par le motif que la loi n'a fait d'exception qu'à l'égard de ce dernier.

ART. 763. Il ne sera signifié sur l'appel que des conclusions motivées de la part des intimés; et l'audience sera poursuivie ainsi qu'il est dit en l'article 761.

Voy. art. 761.

2506. De ce que l'art. 763 porte qu'il ne sera signifié sur l'appel que des conclusions motivées de la part des intimés, s'ensuit-il que les appelans puissent signifier un écrit de griefs?

M. Delaporte, tom. 2, pag. 246, tient l'affirmative; mais nous ne saurions admettre cette opinion, parce que l'appelant a dû libeller ses griefs dans son acte d'appel, conformément à l'article 763 (voy. quest. 2588^e). C'est à lui à s'imputer la faute de ne l'avoir pas fait; cet acte, les conclusions des intimés et la sommation d'audience, voilà toute la procédure autorisée sur l'appel dont il s'agit. (Voy. *Demiau Crouzilhac*, pag. 469.) L'appelant ne peut, en effet, répondre aux conclusions de l'intimé, par la même raison qu'il s'aurait, ou qu'il est réputé avoir fourni ses griefs dans l'acte d'appel; aussi le tarif n'accorde-t-il aucun droit pour ses réponses. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 186.)

ART. 766. L'arrêt contiendra liquidation des frais; les parties qui succomberont sur l'appel, seront condamnées aux dépens, sans pouvoir les répéter (1).

(1) JURISPRUDENCE.

L'art. 766, portant que l'arrêt rendu sur l'appel d'un jugement d'ordre contiendra liquidation des frais, n'est pas prescrit à peine de nullité, le défaut

C. de P., art. 461, 768, 770.

2597. Les appels de jugemens d'ordre sont-ils réputés matières ordinaires, et peut-on, conséquemment, ordonner l'instruction par écrit avant de rendre l'arrêt?

M. Pigeau, tom. 2, pag. 261, observe que l'art. 669 porte qu'en matière de contribution on statue sur l'appel comme en matière sommaire; mais que l'art. 766, qui parle de l'arrêt sur l'appel en matière d'ordre, ne contient pas la même disposition; qu'ainsi on peut ordonner l'instruction par écrit, si elle est nécessaire. La raison de cette différence, dit-il, est que les questions de privilèges et d'hypothèques, qui s'élèvent sur un ordre, peuvent être plus chargées de titres et plus difficiles que celles qui s'élèvent sur une contribution.

Cette opinion, qui est fondée sur ce que l'appel n'est pas réputé matière sommaire, et que M. Coffinières professe aussi (voy. *Jourr. des avoués*, tom. 3, pag. 219 et 220), avait été consacrée par un arrêt de la Cour de Paris, du 13 décembre 1809 (*Sirry*, tom. 15, pag. 179), puisqu'il a décidé que les dépens de l'instance d'appel devaient être fixés d'après le modo établi pour les matières ordinaires.

Mais l'arrêt de la Cour de cassation, cité sur l'art. 750, pag. 43, vot. 6^e, a définitivement placé les matières d'ordre au nombre des affaires sommaires, attendu qu'elles requièrent célérité, et nous croyons que cette décision a fixé la jurisprudence; car elle a été rendue après une discussion vraiment approfondie.

2598. Quand les contestans ont obtenu gain de cause, leurs dépens sont-ils colloqués?

Voyez sur l'art. 768, la quest. 2605.

ART. 767. Quinzaine après le jugement des contestations, et, en cas d'appel, quinzaine après la signification de l'arrêt qui y aura statué, le commissaire arrêtera définitivement l'ordre des créances contestées et de celles postérieures, et ce, conformément à ce qui est prescrit par l'article 759: les intérêts et arrérages des créanciers utilement colloqués cessent (2).

de liquidation des frais ne donne pas ouverture à la cassation. — (*Cassat.*, 6 juin 1820, *Sirry*, tom. 20, pag. 372, *Dalloz*, tom. 17, pag. 564.)

(2) JURISPRUDENCE.

L'art. 1552 assignait l'acquéreur d'une chose productive de fruits aux intérêts de son prix jusqu'au paiement effectif. D'un autre côté, l'art. 767, ne faisant cesser que les intérêts des créanciers colloqués, est sans application à l'égard de ceux qui sont dus par l'adjudicataire: il doit donc les intérêts de son prix à compter du jour de l'adjudication, et même postérieurement au règlement définitif, si moins qu'il n'en fut dispensé par le calcul des charges. — (*Paris*, 5 juin et 7 juill. 1813; *Cassat.*, 16 mars 1814, *Sirry*, t. 13,

Voy. art. 670, 672, 750, 757, 759, 767, 770, 774.

2599. *Est-ce à partir de la prononciation du jugement que commence à courir le délai de quinzaine fixé pour la clôture définitive de l'ordre?*

En s'en tenant rigoureusement aux termes de l'art. 67, on serait porté à résoudre affirmativement cette question. La plupart des commentateurs les répètent sans aucune observation; en sorte que l'un pourrait en conclure qu'ils supposeraient cette solution. — (Voy. Pigeau, t. 2, pag. 261, et Demiau Crouzilbac, pag. 469.)

M. Delaporte, tom. 2, pag. 346, dit au contraire que ces mots de l'art. 767, *quinzaine après la prononciation des contestations*, s'entendent de la quinzaine qui suit la signification de ce jugement à avoué (art. 763), augmentée d'un jour par trois myriamètres de distance: il en donne pour raison le délai fixé par l'art. 763.

En effet, dit M. Berriat Saint-Prix, pag. 617, not. 23, si la loi eût voulu autoriser la clôture de l'ordre, dans la quinzaine du jugement, elle n'aurait point permis d'appeler de ce jugement dans les dix jours de la notification, outre l'augmentation en raison des distances; autrement, l'appel dans ce cas pourrait être inutile, puisqu'il se pourrait et que la signification du jugement, et que celle de l'appel eussent lieu qu'après cette quinzaine, et par conséquent après la clôture de l'ordre.

Ce savant professeur ajoute que le véritable sens de l'art. 967 est naturellement expliqué par l'art. 672, qui statue sur le même point, et sur un sujet de même espèce, la *distribution*, et qui, précisément, fixe le commencement du délai au jour de la signification du premier jugement.

On ne saurait contester la force de ces raisons, et cependant on oppose le texte de l'art. 767, qui, par cela seul qu'il fait courir le délai de quinzaine du jour de la signification de l'arrêt, lorsqu'il y a appel, prouve, dit-on, qu'elle commence à courir du jour de la prononciation du jugement. On ajoute que l'art. 783 du projet était conçu en ces termes: *Quinzaine après la signification du jugement d'ordre, et, en cas d'appel, quinzaine après la signification du jugement qui y a statué*. Or, on maintient que ce n'est pas sans raison que l'on a supprimé dans le Code le mot *signification*, relativement au jugement d'ordre. — (Voy. Praticien, tom. 4, pag. 468.)

Nous ne trouvons ni dans les observations des Cours d'appel, ni ailleurs, les raisons de cette suppression, et comme il est de principe général qu'un jugement ne peut être exécuté qu'autant qu'il a été signifié; comme l'appel en suspend nécessairement l'exécution, et qu'il est impossible de justifier d'un appel avant que le délai, lorsqu'il est fixé à raison des distances, ne soit écoulé, nous partageons l'opinion de M. Ber-

riat Saint-Prix, qui d'ailleurs est conforme à un usage généralement adopté. Au surplus, nous pensons que le législateur a pu autoriser la clôture de l'ordre avant la signification du jugement, pour le cas où il ne serait pas sujet à l'appel, ce qui peut avoir lieu lorsque le prix de l'immeuble ou la valeur de la créance contestée n'excède pas 1000 fr. (voy. quest. 2594^e); que c'est par cette considération que l'on a supprimé dans le Code le mot *signification*, qui se trouvait dans le projet; mais que toutes les fois qu'il y a lieu à l'appel, il faut en revenir aux principes généraux: c'est au moins le parti le plus prudent.

2600. *Les créanciers utilement colloqués doivent-ils être payés sur la masse hypothécaire de tous les intérêts qui auraient couru pendant le retard de la délivrance?*

M. Tarrille (voy. nouv. Répert., pag. 678), maintient l'affirmative de cette question, et la prouve par des raisonnements tirés de la combinaison des articles 757, 759, 767 et 770, qui, comme il l'observe, sont les seuls qui statuent sur les intérêts, et dont on puisse tirer les règles qui doivent diriger le juge dans la collocação de ces intérêts.

« Il paraît, dit ce jurisconsulte, que le législateur a voulu que tous les intérêts courus pendant l'instance de l'ordre jusqu'au moment où il est définitivement arrêté, fussent payés à chaque créancier colloqué utilement, sur la masse hypothécaire, et que le créancier venant immédiatement après ceux utilement colloqués, ou après lui, le débiteur saisi, qui, par cette prolongation d'intérêts, se trouverait frustré d'une partie de la masse hypothécaire qui aurait dû lui revenir, puisse la répéter contre les auteurs du retard. — (Voy. art. 770.)

2601. *Doit-on colloquer au même rang que le capital d'où ils résultent, les intérêts échus depuis l'adjudication, encore bien que l'article 2151 du Code civil porte que le créancier inscrit pour un capital n'a droit d'être colloqué que pour deux années seulement, et pour l'année courante?*

M. Tarrille, pag. 679, résout cette question pour l'affirmative. « Dans le cas, dit-il, où les contestations surviendraient à la fin de la troisième année courante, mentionnée dans l'article 2151, et qui doit, avec les deux années pleines, être colloquée pour les intérêts au même rang que le capital, et où ces contestations se prolongeraient encore pendant cinq ans, les intérêts courus pendant ces cinq années de retard, quoique excédant la mesure ordinaire, quoique dépourvus du secours de l'inscription primitive et de toute inscription particulière et ultérieure, n'en seraient pas moins allouées en entier sur la masse hypothécaire, au profit des créanciers utilement colloqués; et ceux qui se trouveraient frustrés par cet accroissement d'intérêts n'auraient de recours que contre les auteurs du retard. »

pay. 288 et 289, et tom. 14, pag. 108, Dalloz, tom. 20, pag. 370.)

Cette décision, comme celle donnée sur la précédente question, dérive de la combinaison des art. 757, 759, 767 et 770 du Code de procédure, qui sont, sur ce point, interprétatifs de l'art. 2151 du Code civil; mais elle est justifiée d'ailleurs par trois arrêts, l'un de la Cour de cassation, du 22 novembre 1809, l'autre de la Cour de Rouen, du 28 juin 1810 (*voy. Quest. de droit*, 4^e édit., tom. 4, pag. 353; *Sirey*, tom. 18, pag. 307), et le troisième de la Cour de Paris, du 28 décembre 1807. — (*Sirey*, tom. 8, pag. 65.)

2602. *Les art. 757 et 767 ne peuvent-ils s'appliquer qu'au cas où l'adjudicataire a consigné ?*

Nous rappelons ici que l'art. 757 met à la charge des créanciers négligents à produire les intérêts qui ont couru pendant le temps où ils ont été en retard, et que l'art. 767 veut que les intérêts des créanciers colloqués utilement cessent dès la clôture de l'ordre. M. Terrible soutient, et avec raison, que ces deux articles ne peuvent s'appliquer qu'au cas où l'adjudicataire a consigné, parce que ce n'est qu'alors que le saisi ou les derniers créanciers peuvent souffrir de l'accroissement des intérêts alloués aux créanciers utilement colloqués, tandis que si l'adjudicataire a gardé le prix, ils ne souffrent aucun préjudice, attendu qu'il y a eu, dans la masse hypothécaire, une augmentation équivalente à cet accroissement. — (*Foy. les raisons de cette décision*, au nouv. *Répert.*, 2^e saisie immobilière, pag. 679.)

2603. *Est-ce bien du jour de la clôture, ou n'est-ce que du jour de la délivrance des bordereaux, que les intérêts cessent ?*

Nous avons supposé, sur la question précédente, que c'était du jour même de la clôture, parce que les termes de l'art. 767 nous paraissent formels à cet égard.

Mais M. Berriat Saint-Pris, pag. 621 et 622, not. 37, n^o 3, observe qu'on pourrait objecter, 1^o que l'art. 771 accorde au greffier jusqu'à dix jours pour la délivrance des bordereaux, et que, pendant ces dix jours, les créanciers perdront leurs intérêts; 2^o que l'arrêt du 22 novembre, cité sur la quest. 2601^{re}, a décidé que les intérêts sont dus jusqu'au paiement effectif.

Mais le même auteur réfute ces objections, en répondant, sur la première, qu'il est impossible d'éviter l'inconvénient de la privation des intérêts pendant quelques jours, puisqu'il faut bien accorder quelque temps pour la préparation des bordereaux, et sur la seconde, qu'il est possible qu'on n'ait entendu parler par ces mots, *paiement effectif*, que de la même époque de clôture, puisqu'autrement il faut décider que le greffier aurait le droit de changer le travail du commissaire; ce qui ne peut être, ainsi que l'observent les auteurs du *Praticien*, tom. 4, pag. 487, puisque le greffier ne peut délivrer les bordereaux que conformément à ce qui a été arrêté par ce magistrat.

2604. *Y a-t-il lieu à accorder les intérêts, lorsqu'il s'agit de créances où ils ne sont pas stipulés ?*

Toutes demandes en collocation, soit dans les distributions par contribution, soit dans les ordres, font produire des intérêts, même aux créances où ils ne sont pas stipulés, si toutefois le demandeur en collocation les réclame. La raison en est que la saisie, et ensuite ces demandes, mettent suffisamment le débiteur en demeure de payer, et que la réquisition des intérêts doit être assimilée à une demande judiciaire. — (*Foy. nouv. Répert.*, 2^e intérêt, § 4, n^o 14, tom. 6, pag. 415.)

ART. 768. Les frais de l'avoué qui aura représenté les créanciers contestans, seront colloqués par préférence à toutes autres créances, sur ce qui restera de deniers à distribuer, déduction faite de ceux qui auront été employés à acquitter les créances antérieures à celles contestées.

C. de P., art. 759, 766, 777.

2605. *Les frais de l'avoué qui a représenté les créanciers contestans doivent-ils être sans tous les cas, colloqués au premier rang, sur ce qui reste de deniers à distribuer après déduction de ceux qui ont été employés à acquitter les créances antérieures à celles contestées ?*

M. Pigeau, tom. 2, pag. 185, paraît supposer qu'il y a lieu à payer par préférence les frais de cet avoué qu'autant qu'il a réussi dans la contestation qu'il a soutenue. Mais M. Terrible, considérant ces frais comme des frais nécessaires, maintient qu'ils doivent, dans tous les cas, être colloqués au premier rang, sans distinguer si les demandes ont été accueillies ou s'il a succombé.

Telle est aussi l'opinion que nous avons adoptée dans notre Analyse, n^o 2293. Nous la fondons sur ce que c'est la loi elle-même qui, dans le cas où il y a contestation d'une créance, ordonne que la cause sera commune aux créanciers postérieurs à la créance contestée (art. 760) : d'où suit que tous les frais faits pour cette cause commune, par l'avoué qui la défend, doivent, en tous les cas, être colloqués par préférence.

Cependant nous nous rangeons à l'opinion émise par M. Berriat Saint-Pris, pag. 621, not. 35. Il fait observer avec raison que, dans toute contestation judiciaire, des frais sont nécessaires, et qu'il ne s'ensuit point de là, et par cela seul, qu'on doit les obtenir lorsqu'on les a faits, et surtout mal à propos. Dans l'hypothèse, ajoute M. Berriat, le débiteur dont on distribue les deniers ne doit certainement pas supporter les dépens que des créanciers ont occasionés, par leur prétention mal fondée à une

collocation plus avantageuse que celle que leur donnait l'état du commissaire. Au surplus, l'article 766 prononce positivement, et sans doute d'après ces principes, que les parties qui succombent supportent les dépens, sans pouvoir les répéter (1).

2606. *Les frais de l'huissier qui a instrumenté pour la cause commune doivent-ils être colloqués par préférence comme ceux de l'avoué ?*

Les auteurs du Praticien, tom. 4, pag. 473, se fondant sur deux arrêts de la Cour de Colmar, l'un en date du 12 fructidor an 13, l'autre du 8 février 1806, maintiennent la négative, attendu que l'huissier doit être considéré comme mandataire de celui qui l'emploie, et, en cette qualité, comme créancier de celui-ci, et non de son débiteur, vis-à-vis duquel aucune action personnelle n'a pu être ouverte en faveur de cet huissier.

C'est par ce motif que ces deux arrêts ont écarté de l'ordre un huissier qui s'y était présenté de son chef pour être colloqué par privilège.

M. Berriat Saint-Prix, p. 621, not. 35, combat cette opinion. « Il nous semble, dit-il, que par ces termes, *les frais de l'avoué*, la loi a voulu désigner les frais faits au nom des contestans, parce qu'au moyen de ces frais ils ont obtenu (nous ajoutons, d'après la question ci-dessus, ou espéré d'obtenir) une collocation plus avantageuse que celle qu'en leur donnait; que par conséquent, s'ils ont été obligés, pour atteindre ce but, d'employer quelquefois le ministère d'un huissier, comme pour notifier leur demande ou le jugement de première instance qui l'aura admise, les frais de l'huissier doivent obtenir la même faveur que ceux de l'avoué. »

S'il est vrai que les auteurs du Praticien aient entendu dire que l'avoué ne pouvait être payé de préférence pour les frais de l'huissier qu'il aurait employé, nous croirions pouvoir regarder leur opinion comme une erreur. En effet, c'est à l'avoué de la cause commune de faire toutes les avances nécessaires pour la défendre; s'il emploie le ministère d'un huissier, c'est à lui de le salarier, et le montant de ce salaire fait évidemment partie de ses frais. Aussi M. Tarrille, pag. 682, dit-il que *les frais et avances faits pour la cause commune par l'avoué* doivent être colloqués de préférence.

Mais si les auteurs du Praticien n'ont eu l'intention d'exprimer autre chose, si ce n'est que l'huissier lui-même ne pourrait pas demander à être colloqué de préférence, nous croyons leur opinion fondée, parce que l'huissier n'est que le mandataire de l'avoué, qui seul a qualité pour faire une telle demande, en vertu de l'art. 768.

Ainsi donc, pour cencilier ce qu'ont dit ces

auteurs et ce qu'oppose ensuite M. Berriat Saint-Prix, nous pensons que l'avoué peut demander à être obtenu, comme faisant partie de ses frais, les avances qu'il aurait faites ou qu'il aurait à faire à l'huissier; mais que celui-ci ne peut se présenter lui-même pour se faire colloquer, et que, s'il le faisait, on devrait le renvoyer vers l'avoué qui a requis son ministère.

C'est ce qui nous paraît avoir été décidé dans les espèces particulières des deux arrêts de la Cour de Colmar, qui ont renvoyé l'huissier se pourvoir vers la partie, sous l'empire d'une législation qui n'avait aucune disposition semblable à celle des art. 760 et 768. Or, aujourd'hui c'est l'avoué de la cause commune qui est la partie : c'est donc vers lui qu'on renverrait l'huissier.

ART. 769. L'arrêt qui autorisera l'emploi des frais, prononcera la subrogation au profit du créancier sur lequel les fonds manqueront, ou de la partie saisie. L'exécutoire énoncera cette disposition, et indiquera la partie qui devra en profiter.

2607. *En quoi consiste, comment et contre qui s'exerce la subrogation au profit des créanciers sur lesquels les fonds manquent, ou de la partie saisie ?*

On a vu que l'art. 768 autorise, en faveur de l'avoué de la cause commune, un prélèvement par préférence sur ce qui reste de deniers à distribuer, après déduction de ceux employés à payer les créances antérieures à celles qui ont été contestées.

Or, ce prélèvement de frais opère une diminution dans ce reste de deniers, et cette diminution retombe au sur le créancier pour lequel les fonds manquent, c'est-à-dire sur celui qui, par insuffisance de fonds, ne peut toucher sa créance, soit en totalité, soit même en partie, ou sur le saisi, si la masse des deniers n'est pas épuisée par les créances.

On sent en effet que le créancier ou le saisi se trouve privé, par suite du prélèvement prononcé en faveur de l'avoué, du montant de ce prélèvement, qui serait tourné à son profit.

C'est pour indemniser de cette perte celui des deux qui l'aura essuyée, que l'arrêt (ou le jugement) qui autorise l'emploi des frais, c'est-à-dire le paiement par privilège (voyez Pigou, tom. 2, pag. 183), prononce, nominativement à son profit, la subrogation.

Ici M. Tarrille, pag. 682, examine la question de savoir comment et contre qui s'exerce cette subrogation. Il rappelle ce que nous avons dit sur la question 2393^e de l'Analyse, et que nous avons rétrouvé d'après l'opinion de M. Berriat (voy. ci-dessus n^o 2603), que le prélèvement en faveur de l'avoué doit être ordonné, sans distinction du cas où il a réussi et de celui où il a succombé dans ses demandes, et il ajoute :

(1) On verra, sur l'article suivant, quel est, quant à la subrogation qu'il ordonne, l'effet de la distinction à faire entre le cas où l'avoué de la cause commune a réussi et celui où il a succombé.

• Si la demande a été accueillie, le créancier dont la créance a été contestée a dû être condamné aux dépens et à la restitution des frais envers l'avoué de la cause commune. Cet avoué, pour obtenir son remboursement, n'en choisira pas moins la voie plus prompte et plus sûre de la collocaction en premier rang; et c'est précisément ce choix qui donnera un aliment à la subrogation, c'est-à-dire qu'à l'aide de cette subrogation, celui au profit duquel elle aura été prononcée répètera, contre le créancier condamné, les frais qu'il aurait dû rembourser à l'avoué de la cause commune.

Si, au contraire, l'avoué de la cause commune a succombé, l'arrêt (ou le jugement) n'a pu condamner personne au remboursement de ses frais; il ne peut les recouvrer qu'à l'aide du privilège de la collocaction que la loi lui accorde (art. 768), et toute subrogation à des droits qui n'existent pas, serait illusoire.

Nous croyons bien, avec M. Tarrille, que si l'avoué de la cause commune a succombé, il n'y a pas lieu à la subrogation; mais nous n'avons pas persisté à penser avec lui que cet avoué puisse, en ce cas, recouvrer ses frais à l'aide du privilège que la loi lui accorde; il s'ensuit qu'il n'a de recours que contre les créanciers contestataires qui auront succombé (1).

ART. 770. La partie saisie et le créancier sur lequel les fonds manqueront, auront leur recours contre ceux qui auront succombé dans la contestation, pour les intérêts et arrérages qui auront couru pendant le cours desdites contestations.

C. de P., art. 757, 767.

DXIII. Si la disposition de cet article peut sembler sévère, on ne peut en contester la sagesse;

(1) De ce que nous accordions, dans notre Analyse, le privilège de la collocaction, même pour le cas où les contestans avaient succombé, nous en tirions la conséquence que le créancier sur lequel les fonds manqueraient, aurait du moins son recours contre les contestans en remboursement de leur part contributive dans ces frais, dont le prélèvement ont opéré un manque de fonds au préjudice de ce créancier, qui, s'il en eût été autrement, se fût trouvé, par l'effet du prélèvement, supporter tous les frais faits pour la cause commune des créanciers contestans; ce qui n'eût pas été juste.

Nous accordions également au saisi, étranger à ces contestations, le droit de répéter, vers les contestans, la montant de ses frais, s'il se fût trouvé excéder la somme nécessaire pour acquitter ses créanciers, puisqu'il eût touché cet excédant, s'il n'y avait eu aucune contestation de leur part.

Enfin, nous ajoutions qu'il n'y aurait, dans les deux cas, aucune raison pour que le juge n'accordât pas au créancier sur lequel les fonds enissent manqué, ou au saisi, un exécutoire contre les contestans. Nous persistons dans ces observations, si l'opinion de M. Tarrille devait obtenir la préférence; mais elles deviennent superflues, si, comme nous, on s'en tient à celle de M. Berriat.

elle était indispensable pour empêcher qu'aucun créancier n'élévât légèrement une contestation.

2608. *S'il n'y a point de créanciers hypothécaires sur lesquels les fonds manquent, mais qu'il se trouve des chirographaires, peuvent-ils exercer le recours accordé par l'art. 770?*

Oui, dit M. Delaporte, tom. 2, pag. 348; car s'il n'y avait pas eu de contestations, les deniers qui ont servi à acquitter les intérêts et arrérages seraient restés, et auraient été distribués entre les créanciers chirographaires. Cette opinion nous paraît d'autant plus certaine, que la loi, à défaut de créancier sur lequel les fonds manqueraient, accorde au saisi un recours contre les créanciers qui ont causé le retard par de mauvaises contestations; or, on sait qu'il est de principe que tout créancier, même chirographaire, est autorisé à exercer les droits de son débiteur. — (F. quest. 2427°.)

Les intérêts non conservés par l'inscription ne sont pas chirographaires par leur nature, mais bien hypothécaires, car l'accessoire suit le sort du principal. — (Colmar, 13 mars 1817, *Dalloz*, tom. 21, pag. 356, *Sirey*, tom. 18, pag. 137.)

ART. 771. Dans les dix jours après l'ordonnance du juge-commissaire, le greffier délivrera à chaque créancier utilement colloqué le bordereau de collocaction, qui sera exécutoire contre l'acquéreur (2).

C. de P., art. 671, 758.

2609. *Ne doit-on délivrer qu'un seul bordereau à un créancier qui serait colloqué séparément pour différentes créances?*

Chaque créancier, dit M. Tarrille, pag. 682, recevra autant de bordereaux qu'il y aura pour lui de collocactions distinctes. Le créancier poursuivant recevra un bordereau pour les frais de la poursuite d'ordre, et pour ceux de la radiation de son inscription, qui, suivant l'art. 759, doivent être colloqués par préférence à toute autre créance; il recevra en outre un bordereau pour chacune de ses créances personnelles qui auraient été colloquées distinctement; enfin, chacun des autres créanciers recevra un bordereau pour les frais de radiation de son inscription colloquée en premier rang, et ensuite d'autres bordereaux

(2) JURISPRUDENCE.

1°. La délivrance des bordereaux de collocaction peut être ordonnée, nonobstant l'opposition de l'adjudicataire, qui prétend que l'indemnité qui lui est due pour cause d'éviction n'est pas réglée, lorsqu'il est constant en fait qu'après l'acquit de ces bordereaux, il restera entre les mains de l'adjudicataire une somme suffisante pour lui assurer son indemnité. — (*Dijon*, 8 fév. 1817, *Sirey*, tom. 18, pag. 107.)

2°. Il suffit que les bordereaux soient signés par le greffier, puisqu'ils ne sont que des extraits du procès-verbal d'ordre. — (*Bruzelles*, 14 juill. 1810, *Sirey*, tom. 11, pag. 41.)

distincts pour les créances utilement colloquées.

2610. *Le créancier ne peut-il recevoir son bordereau qu'autant qu'il affirme la sincérité de sa créance?*

Non, puisque l'art. 771 ne l'exige pas, ainsi que l'a fait l'art. 671, en matière de contribution. — (Foy, pour la raison de cette distinction, Pigeau, tom 2, pag. 262.)

2611. *Que résulte-t-il de ce que le bordereau est exécutoire contre l'acquéreur?*

Il en résulte qu'on peut le contraindre au paiement, soit par saisie de ses biens personnels, soit par suite de folle enchère (voyez Pigeau, tom. 2, pag. 146 et 262), soit enfin par saisie de l'immeuble vendu. — (Foy, l'arrêt de la Cour de Bruxelles, cité ci-contre, à la note, n° 2.)

2612. *Le bordereau n'est-il exécutoire contre l'acquéreur qu'autant qu'il n'a pas consigné le prix de son acquisition?*

Sans doute, dit M. Tarrille, pag. 682, le bordereau est exécutoire contre l'acquéreur, lorsqu'il a gardé le prix dans ses mains; mais s'il l'a consigné avant les contestations, il ne pourrait être exécutoire que contre le dépositaire.

C'est qu'en effet l'acquéreur est autorisé à consigner, soit lorsque le jugement d'adjudication le porte, soit lorsque les créanciers ne se sont pas réglés à l'amiable. (Foy, Pigeau, tom. 2, pag. 246 et 247.) Or, il est évident que le bordereau ne peut être exécuté contre lui, puisque la consignation le libère.

ART. 772. Le créancier colloqué, en donnant quittance du montant de sa collocation, consentira la radiation de son inscription (1).

C. C., art. 2158. — C. de P., art. 759, 773.

2613. *La quittance et le consentement qu'elle contient doivent-ils être consignés dans un acte authentique?*

Cela doit être ainsi, dit M. Tarrille, p. 683, pour se raccorder avec l'art. 2158 du Code civil, qui ne permet au conservateur de rayer que sur la représentation et le dépôt de l'expédition de l'acte authentique portant consentement. — (Foy, cependant la quest. suiv., in fine.)

ART. 773. Au fur et à mesure du paiement des collocations, le conservateur des hypothèques, sur la représentation du bordereau et de la quittance du créancier, déchargera d'office l'inscription,

(1) JURISPRUDENCE.

Lorsqu'un vendeur est payé de son prix avec les deniers d'un tiers prêteur, la main-levée qu'il donne de son inscription hypothécaire n'empêche pas que l'inscription ne tienne et ne profite au prêteur de fonds, essentiellement subrogé au privilège du vendeur payé de ses deniers. — (Paris, 11 janv. 1816, Sirey, t. 17, pag. 7.)

jusqu'à la concurrence de la somme acquittée.

C. de P., art. 759, 773.

2614. *Qu'est-ce que l'on doit entendre par ces expressions de l'article 773, DÉCHARGER D'OFFICE L'INSCRIPTION, et par celles-ci de l'art. 774, L'INSCRIPTION D'OFFICE SERA RAYÉE DÉFINITIVEMENT?*

M. Pigeau, tom. 2, pag. 263, et M. Leprieux, dans son Traité des saisies, tom. 2, pag. 292, expliquent ces expressions en ce sens qu'elles ne se rapporteraient qu'à l'inscription que le conservateur doit prendre d'office, conformément à l'art. 2108 du Code civil, lors de la transcription d'un jugement d'adjudication, de même que dans le cas de la transcription d'un contrat de vente.

Voici, au reste, comment M. Pigeau s'exprime à ce sujet :

« Si l'adjudicataire a fait transcrire son jugement, le conservateur n'a dû inscrire d'office le saisi au profit de la masse des créanciers, pour le prix de l'adjudication, et toutes les créances résultant de ce jugement; s'il ne l'a pas fait, le poursuivant, ou tout autre créancier plus diligent, a pu faire cette transcription, à l'effet d'acquiescer l'inscription. — (Foy, Code civ., article 2108.)

« Au fur et à mesure du paiement des collocations, le conservateur des hypothèques, sur la représentation du bordereau et de la quittance du créancier, déchargera l'inscription d'office, jusqu'à concurrence de la somme acquittée (article 773), et cette inscription est rayée définitivement, en justifiant, par l'adjudicataire, du paiement de la totalité de son prix, soit aux créanciers utilement colloqués, soit à la partie saisie, et de l'ordonnance du juge commissaire qui prononce la radiation des créanciers non colloqués. »

On voit, d'après cette explication, qui est la même que celle que donne M. Leprieux avec plus de développemens, que les art. 773 et 774 ne concernent que l'inscription d'office faite par le conservateur, conformément à l'art. 2108 du Code civil.

Mais M. Tarrille, pag. 683, explique ces deux articles d'une manière toute différente : selon lui, l'art. 773 exprime seulement que, par ces mots, *déchargera d'office l'inscription*, toutes les inscriptions des créanciers utilement colloqués seront successivement rayées, et l'art. 774, que les inscriptions des créanciers non utilement colloqués sont rayées aussi d'office, sur la justification du paiement de tous les créanciers colloqués et de l'ordonnance du juge.

Puis ce jurisconsulte ajoute : « Nous avons dit que ces inscriptions étaient aussi rayées d'office, pour éviter l'équivoque que pourrait faire naître l'inversion que l'on trouve dans le texte. Il est ainsi conçu : *L'inscription d'office sera rayée définitivement*; on pourrait penser qu'il existe une inscription d'office à l'égard des créanciers non

utilement colloqués. Il n'en existe aucune : il n'y a d'autres inscriptions d'office que celles qui sont prises par le conservateur lors de la transcription d'un contrat de vente portant dette de la totalité ou de partie du prix envers le vendeur; et ce n'est pas de celles-là qu'il est question ici : il faut donc entendre ce passage dans le sens que nous lui avons donné.»

Ce qui pourrait arriuer porter à croire que l'opinion de M. Tarrillo doit être préférée à celle de MM. Pigeau et Lepage, c'est qu'il est généralement reconnu, comme nous l'avons dit nous-mêmes sur la quest. 2479^e, que l'adjudicataire n'est pas tenu, pour purger la propriété, de faire transcrire le jugement d'adjudication.

Mais nous observerons qu'il ne suit pas de là que l'adjudicataire, le poursuivant, ou tout autre créancier, ne puisse faire transcrire pour obtenir, comme le dit M. Pigeau, l'inscription d'office dont il s'agit dans l'art. 2108 du Code civil. Ainsi cette objection, contre l'opinion de cet auteur, doit être écartée; il ne faut plus considérer que le texte des art. 773 et 774. Or, il nous semble que le premier parle de la radiation successive de l'inscription de chaque créancier; radiation que le conservateur, sur la représentation de chaque bordereau et de la quittance authentique du créancier, opère d'office, c'est-à-dire sans qu'il soit besoin d'un acte contenant réquisition à cet effet.

Mais dans l'art. 774, il nous paraît qu'il s'agit de cette inscription prise d'office par le conservateur, conformément à l'art. 2108, dans l'intérêt de la masse des créanciers, si l'adjudicataire ou l'un d'eux s'est fait transcrire; inscription qui conserve non-seulement les droits des créanciers colloqués, mais encore les droits de ceux qui ne le sont pas, et qui, conséquemment, ne peut être rayée définitivement que d'après les justifications ordonnées par l'article. Le texte de la loi dicte cette explication, à laquelle nous nous sommes assuré que les conservateurs des hypothèques se conforment, du moins dans le pays que nous habitons.

Il faut remarquer que, l'art. 774 n'exigeant autre chose pour la radiation de cette inscription d'office, si ce n'est que l'adjudicataire justifie du paiement de la totalité de son prix et de l'ordonnance du juge-commissaire, il en résulte, 1^o que cette radiation doit avoir lieu, encore bien que les inscriptions partielles n'eussent pas été rayées; 2^o que les inscriptions des créanciers non colloqués doivent être rayées, sans qu'il soit besoin de leur consentement donné par acte authentique, ainsi qu'il est exigé pour les créanciers colloqués. — (Voy. quest. 2613^e, et le *Traité des saisies* de M. Lepage, t. 2, pag. 393.)

2615. Le mode de libération et de radiation prescrit par l'article 773 n'est-il applicable qu'autant que l'acquéreur n'a pas consigné?

Oui sans doute; car si l'adjudicataire a consigné son prix total et fait prononcer la validité de sa consignation par un jugement contradictoire

avec tous les intéressés, il doit lui être permis, si déjà il ne l'a obtenu par ce jugement même, ce qui a lieu ordinairement (voy. Pigeau, t. 2, p. 216 et 247, et le nouv. Répert., au mot transcription, § 7), de demander la radiation de toutes les inscriptions dont son immeuble est grevé. — (Voy. Tarrillo, pag. 683.)

774. L'inscription d'office sera rayée définitivement, en justifiant, par l'adjudicataire, du paiement de la totalité de son prix, soit aux créanciers utilement colloqués, soit à la partie saisie, et de l'ordonnance du juge-commissaire qui prononce la radiation des inscriptions des créanciers non colloqués.

T. 157.—Loi du 11 brum. an 7, art. 36.—C. C., articles 2108, 2157 et 2158.—C. de P., art. 579, 772 et suiv.

[Si, après le paiement de tous les créanciers colloqués, il reste un excédent de fonds sur le prix de l'immeuble, la partie saisie peut en exiger le paiement de l'adjudicataire par voie d'exécution, mais seulement en vertu du jugement d'adjudication, parce que c'est par ce jugement que l'adjudicataire s'est obligé au paiement de son prix d'achat, et que, le paiement du collocation d'ordre n'est qu'un règlement entre les créanciers hypothécaires, dans lequel intervient la partie expropriée et non l'adjudicataire. — (Voy. arrêt de la Cour de Bruxelles, du 13 avril 1822, Ann. de la Porte, an 1823, col. 1, pag. 285, Jurisp. de Bruxelles, 1822, tom. 1, pag. 278.)]

Art. 775. En cas d'aliénation autre que celle par expropriation, l'ordre ne pourra être provoqué, s'il n'y a plus de trois créanciers inscrits; et il le sera par le créancier le plus diligent, ou l'acquéreur, après l'expiration des trente jours qui suivront les délais prescrits par les articles 2185 et 2194 du code civil (1).

C. C., art. 2101, n^o 2, 2193, 2218.

(1) JURISPRUDENCE.

1^o. Dans un contrat de vente d'immeubles, on peut stipuler que l'acquéreur ne provoquera pas l'ouverture d'un ordre pour la distribution du prix. La convention est licite et obligatoire sous toute responsabilité. — (Cassat., 28 août 1819, Sirry, 1820, pag. 52.)

2^o. Il résulte, d'une manière explicite, de l'article 775, que l'art. 2194 du Code civil, qui prescrit les formalités à remplir pour purger l'hypothèque de la succession du mineur, n'est point applicable à l'expropriation forcée, puisque cet art. 775 déclare positivement que ce n'est que dans le cas d'aliénation, autre que celle par expropriation, que l'ordre sera provoqué par l'acquéreur, après l'expiration des trente jours qui suivront les délais prescrits par les art. 2185 et 2194 du Code civil. — (Cassat., 31 novembre 1821, Sirry, tom. 22, pag. 214, Dalloz, tom. 17, pag. 461.)

2616. *La prohibition de provoquer l'ordre, s'il n'y a plus de trois créanciers, peut-elle être appliquée au cas où l'aliénation volontaire aurait été faite après enchères?*

Non, dit M. Tarrible, pag. 683; car s'il y avait eu des enchères, elles auraient entraîné une expropriation forcée, dont les règles sont invariables.

Les auteurs du Praticien, tom. 4, pag. 477, posent en principe, et c'est aussi ce que la loi a entendu, que les art. 774 et 775 s'appliquent à toute aliénation volontaire. Or, disent-ils, l'aliénation est volontaire, soit par suite d'une vente judiciaire consentie par tous les créanciers majeurs, soit autrement.

Nous croyons que cette opinion est plus conforme au texte de la loi que celle de M. Tarrible; car, par ces mots, en cas d'aliénation autre que celle par expropriation, il nous semble que l'art. 775 suppose une adjudication faite forcément à la suite des divers actes de la saisie immobilière, et non toute autre adjudication qui est réputée vente volontaire, toutes les fois qu'elle n'est pas la suite immédiate et nécessaire de la saisie immobilière. Ainsi, dans notre opinion (voy. aussi *Demiau Crousilhac*, pag. 471), on appliquerait les art. 775, 776 et 777 aux ventes volontaires faites par contrat, aux licitations, aux ventes judiciaires des biens des mineurs, des interdits, des successions vacantes ou acceptées sous bénéfice d'inventaire, parce que toutes ces ventes sont autres que celles faites par suite d'expropriation (1).

2617. *Lorsqu'il n'y a que deux créanciers inscrits sur un immeuble vendu, devant le même tribunal, par suite d'adjudication volontaire, avec d'autres situés dans le même arrondissement, ces deux créanciers peuvent-ils obtenir du tribunal un jugement qui ordonne à l'adjudicataire de leur compter de suite, jusqu'à concurrence de leur dû, le montant du prix, ou qui les autorise, si la consignation a été effectuée, à retirer de la caisse la somme nécessaire au paiement de leurs créances?*

Cette question se rattache essentiellement à celle que nous avons résolue sur l'art. 730 (voy. *suprà*, n° 2547); car, en d'autres termes, elle offre à décider si les deux créanciers dont il s'agit doivent attendre, pour ce qui leur revient sur le prix de l'immeuble affecté à leur créance, que l'ordre soit ouvert et réglé entre les différents créanciers ayant hypothèque sur les autres biens compris dans la même adjudication, mais vendus séparément.

(1) Au reste, la section du Tribunal s'en est expliquée formellement, en disant que l'article 775 s'appliquait à toutes ventes faites par autorité de justice, autrement que par expropriation forcée, et que toutes ces ventes sont volontaires, et doivent être soumises aux mêmes formalités et aux mêmes chances que les autres ventes volontaires. C'est aussi, dit M. Loaré, *Esprit du Code de procédure*, tom. 3, p. 366, le système de l'article de Code. — (Voy. *infra* sur l'art. 965.)

De ce que nous avons dit, n° 2547, qu'il ne pouvait y avoir lieu, dans cette circonstance, à joindre les différents ordres, il s'ensuit, par une conséquence nécessaire, que les créanciers restant dans le cas de la faveur que leur accorde l'art. 775, et par suite ils sont bien fondés, soit à provoquer le dessaisissement du prix de l'immeuble entre leurs mains, soit à obtenir l'autorisation nécessaire pour en retirer le montant de la caisse des consignations.

En effet, comme le disait la section du Tribunal, dans ses observations préliminaires sur le titre de l'ordre (voy. *Loaré*, *Esprit du Code de procéd.*, tom. 3, pag. 326), l'adjudicataire doit toujours se tenir prêt à payer... Si, au moment de l'adjudication, l'ordre des créances était réglé, il serait obligé de payer sur-le-champ les créanciers en ordre utile.

Donc, lorsqu'il n'y a pas d'ordre à régler, comme dans l'espèce de l'art. 775, il n'y a aucune raison pour que l'adjudicataire soit dispensé de satisfaire à la demande en paiement des créanciers, ou pour qu'on refuse de les autoriser à retirer les fonds consignés soit en totalité, soit en partie, suivant les circonstances.

Bien plus : car même que prévaudrait l'opinion contraire à celle que nous avons émise n° 2547, et que l'on admit la jonction des ordres, il nous semble incontestable que le cas prévu par l'art. 775 ferait exception. Nous le répétons : il serait d'une injustice révoltante que, sans aucune utilité pour les créanciers inscrits sur les autres immeubles, on privât deux créanciers, seuls inscrits sur un des immeubles compris dans la même adjudication, du droit qu'ils ont acquis, d'après l'art. 775, d'être dispensés des formalités de l'ordre, s'il en survenait pas d'autres inscriptions.

Soutenir le contraire, ce serait tomber dans l'absurde, car une jonction d'ordres suppose nécessairement que tous les créanciers sont assujettis à ce règlement. Or, dans l'espèce de l'article 775, les deux créanciers en sont formellement dispensés.

2618. *Devant quel tribunal doit-on se pourvoir pour obtenir le jugement en délaissement du prix, en conformité de la solution ci-dessus, lorsque l'adjudicataire est domicilié dans un autre arrondissement que celui de la situation des biens?*

La décision dépend du caractère que l'on doit assigner à l'action dont il s'agit. Or, il a été décidé, par arrêt de la Cour de cassation du 15 mars 1808 (voy. *Sirey*, tom. 8, pag. 353), que l'action hypothécaire contre le tiers détenteur, à l'effet de représenter le prix de l'immeuble, est purement mobilière : c'est donc devant le juge du domicile de l'adjudicataire qu'il faut se pourvoir, puisque toute action mobilière admet, quant à la compétence, les mêmes principes que l'action personnelle. Alors même que celui-ci aurait son domicile dans un autre arron-

dissement, on aurait le choix entre les deux tribunaux.

ART. 776. L'ordre sera introduit et réglé dans les formes prescrites par le présent titre.

Voy. les art. 750 et suiv., jusqu'au précédent.

ART. 777. L'acquéreur sera employé par préférence pour le coût de l'extrait des inscriptions et dénominations aux créanciers inscrits (1).

C. C., art. 2101, n° 1. — C. de P., art. 759, 768.

ART. 778. Tout créancier pourra prendre inscription pour conserver les droits de son débiteur; mais le montant de la collocation du débiteur sera distribué, comme chose mobilière, entre tous les créanciers inscrits ou opposans avant la clôture de l'ordre (2).

C. C., art. 1166, 2193 et suiv.

DXIV. L'art. 1166 du Code civil autorise les

(1) JURISPRUDENCE.

1°. L'acquéreur d'un immeuble doit toujours, à raison des frais de la poursuite, être colloqué sur le prix avant le vendeur ou les créanciers. — (Paris, 13 juill. 1814, *Sirey*, tom. 15, pag. 725, *Dalloz*, tom. 21, pag. 416.)

2°. L'acquéreur a droit de retenir, en déduction de son prix, les frais de l'extrait des inscriptions et ceux de notification du contrat, quoique ces frais aient pas été colloqués dans l'ordre. — (Paris, 14 messid. an 12, *Sirey*, tom. 4, 2^e part., pag. 700.)

3°. L'adjudicataire qui, après avoir rempli toutes les charges de l'adjudication, obtient une réduction sur son prix, à cause d'une fausseté indication sur l'état et la contenance des objets, dans l'affiche indiquant la vente, peut déduire par privilège, sur son prix, le montant des frais par lui faits pour obtenir la réduction, et l'excédant des droits par lui payés. — (Paris, 6 fév. 1810, *Sirey*, tom. 15, pag. 189.)

(2) JURISPRUDENCE.

1°. Lorsqu'il a été procédé à un ordre définitif, et que les bordereaux de collocation ont été délivrés aux créanciers produisants, les créanciers négligés sont définitivement exclus; ils ne peuvent plus former opposition au paiement des sommes distribuées. — (Paris, 1^{er} juin 1809, *Dalloz*, tom. 21, pag. 408, *Sirey*, tom. 12, pag. 354.)

2°. Pour qu'il y ait subrogation à l'hypothèque légale de la femme, il ne suffit pas qu'elle s'oblige personnellement avec son mari, et qu'elle hypothèque un immeuble sur lequel portait son hypothèque légale; ce n'est pas là une subrogation faite. Aiori, lorsque plusieurs obligations pareilles ont été successivement consenties, les divers créanciers ne peuvent demander à être colloqués sur le prix de l'immeuble, d'après l'ordre de leurs titres ou de leurs inscriptions. Le montant de la collocation de la femme doit être partagé entre eux au marc le franc. — (Paris, 8 déc. 1819, *Sirey*, tom. 20, pag. 242.)

créanciers à exercer les droits et actions de leur débiteur.

Par une conséquence naturelle de cette disposition, tout créancier d'une personne, qui elle-même est créancière d'un tiers, a droit de veiller à la conservation de la créance de son débiteur contre ce tiers, et, par conséquent, de prendre à cet effet inscription sur les biens de ce dernier, affectés par hypothèque à cette créance : ce droit est consacré par la première disposition de l'art. 778.

L'inscription ainsi prise par un créancier du créancier du débiteur saisi, le premier peut intervenir dans le procès-verbal d'ordre, demander que la créance de son débiteur y soit colloquée, et que cette collocation tourne à son profit (*de lui créancier*); qu'en conséquence, le bordereau soit délivré en son nom, comme exerçant les actions de son débiteur.

Mais plusieurs créanciers auraient pu prendre inscription; d'autres, qui n'en auraient pas pris, pourraient se rendre opposans à la remise du bordereau, afin d'être payés en tout ou en partie sur le montant de la collocation faite au profit de leur débiteur. Il était indispensable de déterminer comment ce montant serait distribué entre eux. L'article 778 dispose qu'il sera distribué comme chose mobilière, et, conséquemment, comme il est dit au titre de la distribution par contribution. (Voy. t. 2, p. 377.) Disposition remarquable, en ce qu'elle a fait cesser la diversité de la jurisprudence dans les tribunaux, dont plusieurs, parce qu'il s'agissait du prix de la vente d'un immeuble, jugeaient que la distribution en sous-ordre devait se faire selon le rang des hypothèques, de même qu'entre les créanciers inscrits directement sur la partie saisie.

2619. Tout créancier d'un créancier colloqué dans l'ordre est-il admis, quel que soit son titre, à s'inscrire pour participer à la distribution du montant de la collocation de celui-ci?

Il résulte de ces termes de l'art. 778, tout créancier, que le titre de créance est indifférent; qu'il soit authentique ou privé, qu'il dérive d'un contrat, d'un jugement, d'une dénégation ou de toute autre cause, tout créancier peut user de la faculté que lui donne l'art. 778, et de l'avantage qu'il attache à l'exercice de cette faculté. Ainsi, le créancier en sous-ordre qui veut prendre inscription n'a rien à joindre à son bordereau pour justifier de sa qualité (3).

ART. 779. En cas de retard ou de négligence dans la poursuite d'ordre, la subrogation pourra être demandée. La demande en sera formée par requête insérée au procès-verbal d'ordre, communiquée au poursuivant par acte d'avoué, jugée som-

(3) Voy. sur les formalités à remplir par les créanciers opposans en sous-ordre, Figeau, tom. 2, p. 263.

mairement en la chambre du conseil , sur le rapport du juge-commissaire (1).

T. 318.—C. de P., art. 721 à 724, 734, 750.

2620. *Que doit ordonner le jugement qui prononce la subrogation ?*

Il doit ordonner que le poursuivant l'ordre remette les pièces de la poursuite au subrogé, et que le premier sera employé dans l'état de distribution pour les frais de poursuites faits jusqu'alors. — (Voy. Pigeon, tom. 2, pag. 190 et 154, n° 4.)

2621. *Un créancier en sous-ordre peut-il demander la subrogation ?*

La négative a été jugée sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, par arrêt de la Cour de cassation, du 10 pluviôse an 12, cité sur la question 2437°.

Mais cette décision, disent les auteurs du Praticien, tom. 4, pag. 476, paraît en opposition, 1° avec l'art. 1166 du Code civil, qui permet au créancier d'exercer tous les droits de son débiteur, et par conséquent de continuer des poursuites mal à propos abandonnées par ce dernier; 2° avec l'art. 778, qui permet également à chaque créancier de conserver les droits de son débiteur.

D'après les observations que nous avons faites sur la quest. 2436°, nous partageons l'opinion des auteurs du Praticien, et nous croyons pouvoir résoudre affirmativement la question que nous venons de poser.

DISTINCTION TROISIÈME.

De l'exécution forcée sur la personne du débiteur.

Nous avons dit, tom. 4, pag. 85 et 86, que les jugemens et actes étaient exécutoires sur la personne même du débiteur par la voie de l'emprisonnement, lorsqu'un jugement avait prononcé contre lui la contrainte par corps. Le tit. 15 contient les règles et les formalités relatives à cette voie d'exécution forcée.

(1) JURISPRUDENCE.

1°. Les créanciers de la femme mariée sous le régime de la communauté, subrogés par elle à ses droits et hypothèques légales, doivent être colloqués en sous-ordre, suivant la rang de leur hypothèque, et par préférence aux créanciers non subrogés. On ne peut, dans ce cas, leur appliquer les dispositions de l'art. 678 du Code de procédure civile, qui veut que le montant de la collocation du débiteur soit distribué comme chose mobilière entre tous les créanciers inscrits. — (Paris, 15 mai 1817; Sirey, tom. 17, pag. 51; Dalloz, tom. 17, pag. 175.)

2°. Entre plusieurs créanciers d'une même, tous porteurs de subrogation à son hypothèque légale, il ne doit pas y avoir concours comme pour distribution de créance mobilière. Il doit y avoir préférence au profit de l'un d'eux, et cette préférence est due, non au premier qui a inscrit la subrogation, mais au premier subrogé. — (Paris, 12 déc. 1817; Sirey, tom. 18, pag. 150.)

TITRE XV.

De l'emprisonnement (2).

La contrainte par corps est le droit qu'a un créancier pour certaines créances, soit de faire arrêter son débiteur et de le constituer prisonnier jusqu'à l'entier paiement de la dette, soit de prolonger son emprisonnement, s'il était déjà détenu (3).

On ne peut, comme nous l'avons dit, tom. 2, pag. 278 et 279, exercer ce droit rigoureux qu'en vertu de jugemens qui l'accordent d'une manière expresse, et ces jugemens ne peuvent être rendus que dans les cas et contre les personnes qu'indiquent les art. 2059 et 2071 du Code civil, et 128 du Code de procédure, sans préjudice toutefois des dispositions des lois commerciales, et notamment de celle du 15 germinal an 6, qui indique le plus grand nombre de cas dans lesquels la contrainte peut être ordonnée.

Des dispositions aussi rigoureuses que celles qui privent un citoyen de sa liberté, et qui l'en privent pour un temps pour ainsi dire indéterminé, devaient avoir de nombreux contradicteurs; aussi la législation française a-t-elle souvent varié en cette matière (4). On a demandé s'il était

(2) Voy. sur les art. 126 et 127, 553, 556; Code de commerce, liv. 3, tit. 16, et lois des 15 novembre et 4 floréal an 6, et du 30 septembre 1809.

(3) C'est dans ce dernier cas que l'exercice de la contrainte prend le nom de *recommandation*. — (702 et 703.)

(4) Cette privation de la liberté pour dettes fut substituée par la loi *ob aes alienum*, au Code de obligationibus, au droit barbare de se rendre maître du débiteur pour le vendre après soixante jours de captivité. Parmi nous, elle fut long-temps autorisée pour toutes espèces de dettes. L'ordonnance de Moulins, art. 48, donna quatre mois de délai au débiteur pour se libérer, et permit à l'expiration d'*appréhender au corps* le débiteur, et de le tenir prisonnier jusqu'à la *cession ou abandonnement* de ses biens; disposition qui fut abrogée par l'ordonnance de 1667, laquelle laisse néanmoins subsister la contrainte pour un grand nombre d'affaires purement civiles.

Nous étions sous l'empire de cette loi, lorsque celle du 19 mars 1793 prononça l'abolition entière de la contrainte pour dettes civiles, et ordonna l'élargissement des débiteurs d'argent.

Dès le 30 même mois, on fit contre les comptables de deniers publics une exception que confirme une loi du 28 pluviôse an 3; mais la contrainte fut rétablie par la loi du 24 ventôse an 11. Cette loi ordonna que les obligations qui seraient contractées à l'avenir, et pour le défaut d'acquiescement desquelles les lois anciennes prononçaient la contrainte, y fussent assujetties comme par le passé.

Depuis ces variations, deux autres lois, des 15 germinal et 4 floréal an 6, ont précisé les cas où la contrainte par corps pourrait être exercée. Des efforts pour donner à cet établissement de la contrainte un effet rétroactif, amenèrent le décret d'ordre du jour du 11 thermidor an 5; et, comme la loi du 15 germinal prononçait l'abrogation de tous réglemens, lois et ordonnances précédemment rendus, cette loi et celle du 4 floréal, qui en est le complément, formaient la législa-

bien reconnu que les effets de la contrainte par corps pussent atteindre, ou moins pour l'ordinaire, le but de la loi, qui est le paiement de la dette, lorsque le plus souvent cette contrainte ne frappe que sur des insolubles, auxquels l'emprisonnement enlève tout moyen de réparer le désordre de leurs affaires. Mais de hautes considérations d'intérêt public l'ont emporté, et l'exécution des jugemens et actes sur la personne a été maintenue, pour inspirer une crainte salutaire, prévenir des spéculations hasardées, et concourir au bien du commerce et de l'agriculture.

Toutes les dispositions du Code de procédure relatives à cette matière concernent les formalités de l'arrestation et de l'incarcération, les demandes en nullité, et l'élargissement du débiteur légalement incarcéré.

L'emprisonnement n'étant que l'application de la contrainte par corps, il convient de rapprocher des dispositions du présent titre, concernant le mode d'exécution, celles de nos différens Codes qui ont précisé les différens cas où la contrainte peut être prononcée, et sur ce point, nous distinguons, 1^o le cas où les juges sont rigoureusement obligés de prononcer la contrainte; 2^o celui où ils en ont la faculté.

Et d'abord, la contrainte par corps est de droit, en vertu de la disposition de la loi : les juges sont conséquemment obligés de la prononcer dans les cas suivans :

1^o. Pour fait de *stellionat*, c'est-à-dire, lorsqu'on vend ou qu'on hypothèque un immeuble dont on soit n'êtro pas propriétaire; lorsqu'on présente livres des biens hypothéqués, ou que l'on de-tore des hypothèques moindres que celles dont ces mêmes biens sont grevés. — (Art. 2059, Code civ.)

2^o. Pour *dépôt nécessaire*, c'est-à-dire un dépôt qu'on a été forcé de faire par quelqu'accident, tel qu'un incendie, un naufrage et d'autres événemens imprévus. — (Art. 1949 et 2060; *ibid.*, n^o 1.)

3^o. En cas de réintégration, pour le délaissement ordonné par justice, d'un fonds dont le propriétaire a été dépouillé par voie de fait; pour la restitution des fruits qui ont été perçus pendant l'indue occupation, et pour le paiement des dommages et intérêts adjugés au propriétaire. — (*Ibid.*, art. 2060, n^o 2.)

4^o. Pour répétition de deniers consignés entre les mains de personnes publiques établies à cet effet. — (*Ibid.*, n^o 3. Voy. les art. 3, 5, 7 de la loi du 23 nivôse an 13, sur l'organisation de la caisse d'amortissement.)

5^o. Pour la représentation des choses déposées au séquestre, commissaires et autres gardiens.

tion de la matière, lorsque le Code civil, conservant leurs dispositions pour les dettes de commerce, a introduit des dispositions nouvelles pour celles qui sont purement civiles; dispositions dont le mode d'exécution est réglé par le Code de procédure civile.

— (*Ibid.*, n^o 4. Voy. les sect. 1, 2, 3, chap. 3, tit. 11, liv. 3, art. 935 et suiv. du même Code, et l'art. 824 de celui de la procédure civ.)

6^o. Contre les cautions judiciaires et contre les cautions des contraignables par corps, lorsqu'elles se sont soumises à cette contrainte. — (*Ibid.*, n^o 5, l'art. 2040, *ibid.*, et les art. 17, 135, 166, 167, 417, 423, 440, 517 et seq., et 832 du présent Code.)

7^o. Contre tous officiers publics, pour la représentation de leurs minutes, quand elle est ordonnée. — (*Ibid.*, n^o 6. Voy. les art. 201, 221, 839 et 840 du présent Code.)

8^o. Contre les notaires, les avoués et les huis-siers, pour la restitution des titres à eux confiés, et des deniers par eux reçus pour eliers, par suite de leurs fonctions. — (*Ibid.*, n^o 7. Voy. l'art. 2276, *ibid.*, quant à la décharge présumée des pièces et titres.)

9^o. Pour le paiement des fermages des biens ruraux, lorsque le fermier s'est soumis à cette contrainte par bail, comme le permet l'art. 2061, *ibid.*

10^o. Pour le paiement de la surenchère sur aliénation volontaire et pour celui de la folle enchère, à la suite d'une adjudication. — (Art. 712 et 744.)

Elle est également de droit, en matière de commerce, dans tous les cas déterminés par la loi du 15 germinal an 6, entre toutes personnes, pour fait de lettres-de-change, et entre négocians, trafiquans, banquiers, etc., pour toutes dettes et affaires de commerce y exprimées et plus amplement déerites dans le nouveau Code de commerce.

En second lieu, la contrainte par corps n'est que facultative et à la disposition des tribunaux, dans les cas suivans :

1^o. Pour contraindre un individu à désemparer un fonds au délaissement duquel il a été condamné au pétitoire, lorsqu'il n'a pas satisfait au jugement dans la quinzaine de la signification; ce qui présente une hypothèse différente du délaissement ordonné au possesseur à la suite d'une usurpation per voie de fait; aussi la contrainte ne peut-elle être prononcée avec le jugement du pétitoire, mais seulement après le délai fixé pour le délaissement, et par un jugement particulier. — (Art. 2061.)

2^o. Dans les divers cas déterminés par les articles 126 et 134 du Code de procédure.

3^o. Contre les colons partiaires et les fermiers pour la représentation, à la fin du bail, du cheptel de bétail, des semailles et des instrumens aratoires qui leur ont été confiés, et qu'ils auraient détournés volontairement à leur profit, à moins qu'ils n'aient péri par un accident imprévu, duquel ils ne peuvent être reprochables. — (Art. 2063, Code civ.)

Tels sont les divers cas où les tribunaux doivent ou peuvent prononcer la contrainte par corps, en matière civile, sauf les exceptions particulières que la loi a prononcées.

2622. *Peut-on emprisonner un militaire en activité de service ?*

Non, d'après Jousse, Pothier et Figeau. Cependant, nulle loi ne contient à cet égard d'exception formelle. Un arrêt du 7 thermidor an 8 déclare les conscrits non dispensés, et semble, par conséquent supposer une dispense en faveur des militaires déjà sous les drapeaux ; mais un règlement du 24 juin 1792 (voy. *Mém. de l'officier*, tom. 1, pag. 16) porte : « Tout militaire en activité qui, n'étant pas majeur, aura contracté des engagements pécuniaires par lettre de change ou par toute autre obligation emportant contrainte par corps, et qui, s'étant laissé poursuivre pour paiement de semblables dettes, aura, par jugement définitif, été condamné par corps, ne pourra rester au service, si, dans le délai de deux mois, il ne satisfait pas à ses engagements ; dans ce cas, la sentence contre lui équivaudra, après le délai de deux mois, à une démission précise de son emploi ».

Il y a sans doute même motif pour les dettes consenties avant le service, parce qu'on a eu en vue de ne pas nuire au service de l'État, en arrêtant subitement un militaire.

2623. *Quand et comment la contrainte par corps peut-elle être exercée contre les étrangers non domiciliés ?*

La loi du 10 septembre 1807 dispose à ce sujet, art. 1, que tout jugement qui intervient au profit d'un Français contre un étranger non domicilié en France emporte la contrainte par corps ; art. 2, qu'avant le jugement de condamnation, mais après l'échéance ou l'exigibilité de la dette, le président du tribunal de première instance, dans l'arrondissement duquel se trouverait l'étranger non domicilié, peut, s'il y a des motifs suffisants, ordonner son arrestation provisoire sur la requête du créancier français ; art. 3, que l'arrestation provisoire n'aurait pas lieu, ou cesserait, si l'étranger justifiait qu'il possédait sur le territoire français un établissement de commerce ou des immeubles, le tout d'une valeur suffisante pour assurer le paiement de la dette, ou s'il fournissait pour caution une personne domiciliée en France et reconnue solvable.

Nous remarquerons sur cette loi qu'il a été jugé, par la Cour de cassation (*Sirey*, tom. 9, pag. 202) ;

1°. Que l'arrestation d'un étranger pouvait avoir lieu en vertu de cette même loi, pour des engagements antérieurs à sa publication, attendu qu'elle devait être considérée comme une loi de police, comme une mesure de sûreté prise dans l'intérêt national contre les débiteurs étrangers ; mesure qui ne porte aucune atteinte à la substance ni à la nature de leurs engagements, mais qui est seulement introductive d'un nouveau mode pour parvenir à l'exécution de ces mêmes engagements ; que d'ailleurs une telle mesure est de sa nature susceptible d'une ap-

plication instantanée, et n'admet aucune exception prise de l'antériorité de la dette ;

2°. Que, dans le cas de l'arrestation provisoire, on doit suivre les formalités ordinaires prescrites par le Code de procédure, quant à l'élargissement. Ainsi la Cour de cassation a cassé un arrêt de la Cour de Paris, du 23 décembre 1808 (voy. *Journ. du Palais*, 1809, 2^e semestre, pag. 141), qui avait jugé que les art. 795 et 805 du Code de procédure n'étaient pas applicables à l'exercice de cette contrainte ; elle a considéré qu'ils devaient être observés dans tous les cas ;

3°. Par un autre arrêt du 28 octobre 1800 (voy. *Denver*, 1809, pag. 428), la Cour de cassation a décidé que l'art. 780 du Code de procédure n'est pas applicable à l'arrestation provisoire d'un étranger, ordonnée en vertu de l'art. 2 de la loi du 10 septembre ; en sorte qu'elle pourrait être faite sans commandement préalable.

Les motifs de cette décision sont ;

Premièrement, qu'il ne faut pas confondre l'arrestation à faire en vertu de la contrainte par corps, prononcée par l'art. 1^{er} de la loi précitée, avec l'arrestation provisoire autorisée par l'art. 2 ;

Secondement, qu'il ne faut pas confondre non plus les procédures à faire dans les tribunaux sur une demande en main-levée de l'arrestation provisoire, avec le mode d'exécution de cette même arrestation ;

Troisièmement, que si, dans le cas de la demande en main-levée, il est nécessaire de se conformer aux règles prescrites par le Code de procédure, il n'en est pas de même de l'arrestation provisoire, qui, n'étant qu'une mesure de police, doit s'exécuter de la même manière que toutes celles que la police fait mettre à exécution.

Il convient de faire observer ici que M. Merlin, dans ses conclusions sur l'arrêt du 22 mars 1809 (voy. *ci-dessus* 2°), maintenait non-seulement, comme l'a décidé la Cour, que les dispositions du Code, relatives à l'élargissement, devaient être observées dans le cas de l'arrestation provisoire ; mais encore qu'il en était de même de celles relatives au mode même de cette arrestation, et prescrites par les art. 781 et 782 ; opinion qui semblerait écartée par les expressions générales dans lesquelles les considérans de l'arrêt du 28 octobre sont conçus.

Aussi M. Berriat Saint-Prix (pag. 627, not. 3, n° 2), conclut-il de ces deux arrêts qu'il est nécessaire de suivre les formalités du Code de procédure, quant à l'élargissement, mais non pas quant à l'arrestation.

Sans doute, d'après l'arrêt du 28 octobre, l'art. 780 n'est pas applicable au cas de l'arrestation provisoire faite en vertu de la loi du 10 septembre. Mais en doit-on conclure qu'il en soit ainsi des dispositions des art. 781 et 782,

sur l'application desquels M. Merlin insistait particulièrement ?

Nous ne le pensons pas, surtout à l'égard du premier ; car si l'on envisage l'arrestation comme une mesure de police qui doit être exécutée de la même manière que toute autre, on ne peut au moins s'empêcher de reconnaître que l'on ne peut arrêter l'étranger hors des heures fixées par l'art. 1030 ; c'est ce qui résulte du principe qui déclare inviolable, pendant la nuit, la demeure de tout habitant, et du décret du 4 août 1806, qui dispose que le temps de nuit, pendant lequel l'art. 131 de la loi du 28 germinal an 6 défend à la gendarmerie d'entrer dans la maison des citoyens, sera réglé par l'article 1037 du Code de procédure.

2624. *La contrainte par corps ne peut-elle être exercee que par un huissier ?*

Le décret du 14 mars 1808 a été, pour la ville de Paris, dix gardes de commerce, qui sont chargés exclusivement des contraintes par corps, et qui ne peuvent être suppléés par les huissiers, recors et autres personnes quelconques.

Ce décret établit des règles et des formalités particulières pour l'emprisonnement à effectuer par ces gardes. — (Foy. Pigeau, tom. 2, pag. 268.)

2625. *L'emprisonnement serait-il nul, si l'huissier n'était pas muni d'un pouvoir spécial ?*

Nous avons résolu cette question pour l'affirmative, sous le n° 1918, tom. 2, pag. 312.

Mais nous rappellerons ici les observations que nous avons faites à l'occasion de cette question (roy. pag. 312, à la note 1), et desquelles il résulte d'un arrêt de la Cour de Colmar, du 3 juin 1812, non-seulement qu'il faut que l'huissier, pour procéder à l'emprisonnement, soit porteur d'un pouvoir spécial, mais encore qu'il ne suffirait pas qu'il exhibât un pouvoir sous seing privé, enregistré seulement depuis qu'il aurait été sommé d'en justifier.

Plusieurs des arrêts que nous avons cités ont, à la vérité, été rendus en matière de saisie immobilière ; mais on sait que la disposition de l'art. 556, sur laquelle les arrêts sont fondés, se rapporte également à la contrainte par corps.

ART. 780. (1) Aucune contrainte par

(1) Cet article, comme la plupart de ceux qui composent le présent titre, ne fait que rappeler des principes qui n'ont jamais été contestés, et qui sont relatifs, soit aux formalités qui doivent être constatées par le procès-verbal d'emprisonnement et par l'écran du débiteur, soit à la composition des alimens, soit aux recommandations, sous l'autorité desquelles on doit faire suivre cet article et les suivans d'un commentaire tiré de leurs motifs, qu'autant qu'ils contiendraient, soit des dispositions de droit nouveau, soit des décisions sur quelques points controversés, ou qu'ils nous fourniraient matière à quelques critiques que nous aurons jugées bien fondées. C'est par les mêmes motifs que un grand nombre

corps ne pourra être mise à exécution qu'un jour après la signification, avec commandement, du jugement qui l'a prononcée.

Cette signification sera faite par un huissier commis par ledit jugement ou par le président du tribunal de première instance du lieu où se trouve le débiteur.

La signification contiendra aussi élection de domicile dans la commune où siège le tribunal qui a rendu ce jugement, si le créancier n'y demeure pas (2).

des articles précédens ne sont point accompagnés de commentaires.

(2) JURISPRUDENCE.

1^{re}. La signification du jugement avec commandement doit, à peine de nullité, être faite à personne ou à domicile, parce qu'il est de principe général que toute signification doit être faite à personne ou à domicile. — (Bruxelles, 25 oct. 1808, Sirey, tom. 10, pag. 550, Dalloz, tom. 6, pag. 519.)

Il s'agit, dans l'espèce, d'une signification faite avec commandement au débiteur, en parlant à son épouse dans un lieu où celui-ci n'avait qu'une résidence momentanée.

2^o. L'emprisonnement est nul si la copie du commandement, remise au débiteur, ne contient pas la date du jour où il a été fait. Peu importe que la date soit dans l'original. — (Paris, 17 déc. 1817, Sirey, tom. 18, pag. 227, Dalloz, tom. 6, pag. 446.)

3^o. Lorsqu'une femme, contre laquelle la contrainte par corps a été prononcée, contracte mariage, il n'est pas nécessaire, pour affecter son arrestation, de notifier les poursuites au mari, et de lui donner connaissance de la date de son époux, puisque la loi ne prescrit, en ce cas, aucune formalité à remplir à l'égard du mari. — (Paris, 25 fév. 1808, Sirey, tom. 8, 2^e part., pag. 108, Dalloz, tom. 6, pag. 479.)

4^o. Il faut suivre les dispositions du Code de procédure, relatives à l'exercice de la contrainte par corps, lorsqu'elle a lieu en vertu de jugemens antérieurs à la publication de ce Code. — (Paris, 7 et 21 avril 1807, roy. Prat., tom. 5, pag. 10 et 11, Dalloz, tom. 6, pag. 416.)

On ne fait plus aujourd'hui aucun doute à ce sujet.

Mais il ne résulterait pas de cette décision qu'il y eût lieu à faire une nouvelle signification du jugement avec commandement, si un premier commandement avait eu lieu avant la publication du Code, et conséquemment suivant les formes anciennes ; car le commandement n'est pas le commencement de la saisie personnelle, mais seulement un acte préalable ; d'où résulterait que, si l'arrestation devait être effectuée conformément aux dispositions du Code, du moins il n'est pas nécessaire de faire un nouveau commandement avec signification. — (Bruxelles, 15 juin 1807, Sirey, tom. 7, pag. 869, Dalloz, tom. 6, pag. 417.)

Nous n'insisterons point sur les raisons que l'on pourrait opposer contre cette décision, attendu qu'il nous paraît que la question qui lui a donné lieu n'est pas susceptible de se présenter, d'après ce qui sera dit sur l'art. 784.

5^o. Quod si la contrainte par corps s'exerce en vertu d'un arrêt confirmatif d'un jugement qui l'a ordonné, l'on doit également observer le délai d'un jour entre la signification de cet arrêt et l'exécution de la contrainte ;

T. 51 et 76.—Ordonn. de 1667, tit. 34, art. 1 et 11.
—Ordonn. de Moulins, art. 46.—Lett. du 15 germ.
an 6, tit. 4, art. 3.—C. C., art. 16, 2059, 2063,
2069.—C. de P., art. 126, 127, 166, 552, 784,
790, 794.

2626. La signification à un dernier domicile connu serait-elle valable, quoique la partie à laquelle cette signification est faite n'ait acquis un autre domicile depuis plusieurs années?

2627. Une seconde signification faite ensuite à personne ou à nouveau domicile fait-elle preuve que la partie reconnaissait l'insuffisance de la première?

La première de ces deux questions a été résolue affirmativement, et la seconde négativement, par arrêt de la Cour de Paris, du 25 janvier 1808. — (Voy. Sirey, 1808, DD., pag. 70, Jurisp. sur la proced., t. 1, p. 449, Dalloz, t. 6, p. 418.)

Supposons, en conséquence, et c'est l'espèce dans laquelle a été rendu cet arrêt, qu'une seconde signification ait été annulée : on ne pourrait dire que cette signification fût une preuve que la partie a reconnu de laquelle elle aurait été faite eût reconnu la nullité de la première, en sorte qu'elle dût être non recevable à s'en prévaloir pour faire déclarer la contrainte valablement exécutée.

2628. Le jour qui doit être laissé entre le commandement ou l'emprisonnement ou la recommandation, s'entend-il d'un laps de vingt-quatre heures à compter du moment où le commandement a été fait?

Par un arrêt du 27 juillet 1813 (Sirey, t. 14, pag. 155; Dalloz, tom. 6, pag. 435), la Cour de Rouen avait supposé que l'emprisonnement pourrait être effectué vingt-quatre heures après la signification du commandement, puisqu'il décide que l'exploit de signification du commandement et le procès-verbal d'arrestation devaient, à peine de nullité, indiquer l'heure à laquelle ils auraient été faits, surtout si l'emprisonnement avait lieu le lendemain de ce commandement.

Par un autre arrêt du 17 juin 1818 (Sirey, t. 19, car cet arrêt s'identifie avec le jugement, et réclame l'application des mêmes règles.

De la suite que le créancier qui a fait arrêter le débiteur, sans observer le délai prescrit, est assujéti aux dommages-intérêts de celui-ci, sauf son recours contre l'huissier qui a fait cette arrestation prématurée. — (Colmar, 20 août 1808, Sirey, tom. 9, pag. 166, Dalloz, tom. 6, pag. 422.)

[6°. Quand la contrainte par corps s'exerce en vertu d'un arrêt qui déclare tardif l'appel du jugement prononçant la contrainte, alors on ne doit pas observer le délai d'un jour entre la signification de l'arrêt et l'exécution, l'appel déclaré tardif étant d'une nullité radicale qui n'a pu avoir aucun effet. — (Bruxelles, 22 juillet 1819, Jurisp. de Bruxelles, 1819, 2^e pag. 236, Dalloz, tom. 6, pag. 423.)]

7°. Si la notification du jugement et du commandement était nulle, l'huissier pourrait en faire une nouvelle sans obtenir une seconde commission. — (Cassat, 26 nov. 1810.)

pag. 136), la même Cour de Rouen a jugé que le jour qui doit être laissé s'entend d'un jour franc, à partir de la fin du jour où a été fait le commandement, et non pas seulement du laps de vingt-quatre heures, à compter du moment où le commandement a été fait.

Il est évident que ces expressions de l'article, un jour après la signification, signifient, comme la dit M. Berriat Saint-Prix, pag. 630, que l'arrestation doit être précédée un jour à l'acquit de la signification du jugement. Ainsi donc, supposant la signification faite le premier d'un mois, peu importe l'heure, le lendemain est le jour franc accordé au débiteur : l'arrestation ne peut donc avoir lieu que le surlendemain de la signification; il n'est donc pas nécessaire, comme la Cour de Rouen l'avait jugé d'abord, d'indiquer l'heure de la signification du commandement et de l'arrestation.

Cette interprétation n'est, au reste, qu'une conséquence du principe posé dans notre introduction, que toutes les fois que le législateur, dans la fixation d'un délai, ne l'a point assis sur un espace de 24 heures, mais sur la révolution complète d'un jour, ce jour doit s'entendre du jour ordinaire, qui commence à l'instant où finit le jour duquel on fait partir le délai.

2629. La signification du jugement qui a prononcé la contrainte par corps, doit-elle nécessairement avoir lieu en même temps et par le même acte que le commandement?

La Cour de Rennes, par arrêt du 18 août 1810 (voy. Journ. des arrêts de cette Cour, tom. 1, pag. 393, Dalloz, tom. 6, pag. 420), celle de Toulouse, par arrêt du 11 février 1808 (Sirey, tom. 15, pag. 191), enfin, celle de Limoges, par arrêt du 18 janvier 1811 (Sirey, t. 15, p. 191), ont jugé négativement cette question.

Elles ont considéré que la signification du jugement était indépendante du commandement, et se sont appuyées particulièrement sur l'article 784, qui, lorsqu'il y a péremption du commandement, n'exige pas souvent une nouvelle signification du jugement.

M. Pigeau, tom. 2, pag. 269, et M. Coffinières, *abî enprâ*, pensent, au contraire, et nous croyons au moins très-prudent de se conformer à leur opinion, que l'art. 780 exige le concours simultané des deux formalités de la signification du jugement et du commandement, parce que, disent-ils, on a voulu, pour cette contrainte, la plus rigoureuse de toutes, que le débiteur vit, en même temps que le commandement, le jugement en vertu duquel il est fait, sans l'obliger de recourir à une signification précédente, laquelle ne contenant pas de commandement et ne lui faisant pas voir d'une manière immédiate l'emprisonnement qu'il a à craindre, a pu être négligée et égarée par lui.

Cette opinion nous paraît confirmée par l'article 51 du tarif, qui ne taxe qu'un seul acte pour la signification et le commandement. — (Voy. cependant, ci-dessus, pag. 72, à la

note 4^o, et les questions traitées sous l'article 784.) (1)

2630. La contrainte par corps est-elle valablement exercée en vertu d'un jugement par défaut dont la signification a été faite avec commandement, par un huissier commis, aux termes des articles 156 et 435 du Code de procédure ?

M. Coffinières traite cette question, dans son Journal des avoués, tom. 4, pag. 189, et, sans dissimuler les raisons que l'un pourrait donner pour la résoudre affirmativement, il se prononce pour la négative.

Telle est aussi notre opinion, fondée sur ce que la seconde disposition de l'art. 780 exige évidemment qu'un huissier soit spécialement commis à l'effet de signifier le jugement avec commandement, pour procéder ensuite à l'exercice de la contrainte par corps.

Or, un huissier commis pour signifier le jugement par défaut, ne l'est point spécialement pour cet objet; il ne l'est qu'afin de garantir que le défaillant aura connaissance de ce jugement : peu importe que l'huissier insère dans la signification un commandement de payer; ce commandement n'annonce point que l'exécution du jugement sera poursuivie plutôt par voie d'emprisonnement que par toute autre voie de droit; et l'exprimerait-il, on en reviendrait toujours à objecter que ce commandement n'est valable qu'autant que l'huissier est muni d'une commission spéciale pour le donner à cette fin.

Si d'ailleurs on admettait que l'huissier commis pour notifier un jugement par défaut eût par cela même un pouvoir suffisant pour la signification de ce même jugement, avec commandement afin de contrainte par corps, il en résulterait que les tribunaux de commerce, qui, d'après l'art. 435, peuvent commettre un huissier pour notifier un jugement par défaut, confèreraient un pouvoir afin d'exécution de leurs jugements, ce qui impliquerait contradiction avec la disposition de l'art. 442, qui leur refuse toute compétence relativement à cette exécution, ainsi qu'il sera dit sur la question suivante.

Nous pensons donc, avec M. Coffinières, qu'une nouvelle signification avec commandement, ou, tout au moins, si l'on adopte les décisions des trois arrêts cités sur la question précédente, un nouveau commandement notifié par un huissier spécialement commis à cet effet, doit suivre la notification d'un jugement, faite en vertu des art. 156 et 435.

2631. Mais puisque l'article 780 porte que l'huissier sera commis, ou par le jugement qui aurait prononcé la contrainte par corps, ou par le président du tribunal de première instance du lieu où se trouve le débiteur, n'en résulte-t-

il pas qu'un tribunal de commerce peut commettre un huissier pour faire la signification et le commandement afin de contrainte ?

M. Delaporte, tom. 2, pag. 352, soutient la négative, par les motifs exprimés, sur la précédente question, et c'est ce qui a été jugé par un arrêt de la Cour d'Orléans, du 26 décembre 1810, rapporté par M. Hautefeuille, pag. 431. Cet arrêt décide;

1^o. Qu'aux termes de l'art. 535, les tribunaux de commerce n'ont droit de commettre un huissier que pour la signification du jugement par défaut seulement (2);

2^o. Qu'aux termes de l'art. 780, lorsqu'il s'agit de faire le commandement pour parvenir à l'emprisonnement ou à la recommandation du débiteur, ce commandement ne peut plus être fait en vertu de la commission consignée au jugement; mais que l'huissier doit obtenir une nouvelle autorisation du tribunal civil, parce que le commandement étant un commencement d'exécution, et les tribunaux de commerce ne pouvant connaître de l'exécution de leurs jugements, aux termes de l'art. 442, l'emprisonnement ou la recommandation sans l'autorisation du tribunal civil est nulle, etc.

2632. L'élection de domicile dans une signification du jugement faite avant le commandement, dispenserait-elle d'en faire une nouvelle dans ce dernier acte ?

La Cour de Rennes et celle de Toulouse, par les arrêts cités sur la quest. 2629^{re}, se sont prononcées pour l'affirmative, par suite de la décision rendue par elles sur le point de savoir si la signification du jugement peut être séparée de la notification du commandement.

Nous avons exposé les raisons qui nous ont paru s'opposer à ce qu'on regardât cette décision comme certaine, et qui, conséquemment, peuvent être objectées contre la solution que les Cours de Rennes et de Toulouse ont donnée sur la présente question. — (Voy. quest. 2204^{re}.)

2633. Si le tribunal qui a rendu le jugement prononçant la contrainte était un tribunal de commerce, sera-ce dans la ville où siège ce dernier que l'on devra faire l'élection de domicile ?

On pourrait dire, pour l'affirmative, que si la loi n'a point distingué entre les tribunaux civils et les tribunaux de commerce, quoique ceux-ci ne connaissent point de l'exécution de leurs jugements, c'est qu'il ne s'agit pas encore de cette exécution; que l'élection de domicile faite dans l'acte de signification du jugement et du commandement, n'empêchera pas d'en faire une seconde, lors de l'arrestation, dans le lieu où le débiteur sera incarcéré (art. 783); que cette seconde élection, qui a pour but spécial l'exécution de la contrainte, ne fait point cesser la première, qui n'a pour objet aucun acte d'exécution.

(1) Cette signification doit être celle d'une copie entière et non partielle du jugement. — (Nîmes, 22 mars 1813, Sirey, tom. 14, pag. 278, Dalloz, tom. 6, pag. 422.)

(2) A plus forte raison, la signification d'un jugement contradictoire, faite par un huissier qui n'a pas été commis, serait-elle nulle.

tion, mais seulement la signification des actes d'offres ou d'appel, que le débiteur, par argument de l'art. 584, pourrait faire à ce premier domicile élu.

M. Pigeau, en admettant que l'on peut signifier à ce domicile élu les actes dont nous venons de parler, dit cependant que si le tribunal qui a prononcé le jugement est un tribunal de commerce, comme il ne connaît pas de l'exécution, laquelle appartient au tribunal civil du domicile du débiteur, c'est dans le lieu de ce dernier tribunal que doit être faite l'élection, à moins qu'il ne s'agisse d'un jugement incontestable d'opposition, auquel cas il faudrait faire aussi l'élection dans le lieu où siège le tribunal de commerce.

Tel est aussi le sentiment de M. Delvincourt, tom. 2, de ses Institutes du droit commercial, pag. 514.

Nous n'admettons point l'opinion de ceux qui pensent que, la loi n'ayant fait aucune distinction, l'élection de domicile doit être faite dans le lieu où siège le tribunal de commerce qui aurait rendu le jugement.

Il nous semble, en effet, que le législateur n'a prescrit l'élection de domicile qu'en considération que le débiteur pourrait signifier un acte quelconque qui pourrait donner lieu à une décision à rendre sur une difficulté relative à l'exécution du jugement.

Or, il n'y a que le tribunal qui a rendu ce jugement qui puisse connaître de son exécution, et voilà pourquoi la loi exige que l'élection de domicile soit faite dans le lieu où siège ce même tribunal; mais elle n'a pu avoir en vue de comprendre, dans les expressions trop générales de l'art. 780, le tribunal de commerce, puisqu'il ne peut connaître de l'exécution de ses jugemens.

Ainsi nous adoptons l'opinion de MM. Pigeau et Delvincourt, et nous pensons comme eux que l'élection de domicile doit être faite, lorsque le jugement émane du tribunal de commerce, dans le lieu où le débiteur sera incarcéré, parce que c'est, selon la loi, le lieu où l'on peut dire que l'exécution se poursuit. Or, l'art. 553 dispose que les contestations élevées sur l'exécution de jugemens des tribunaux de commerce seront portées au tribunal de première instance du lieu où l'exécution se poursuivra.

2634. *L'élection de domicile faite par le créancier peut-elle profiter à d'autres qu'au débiteur ?*

Il a été décidé par un arrêt de la Cour de cassation, du 17 juillet 1810 (voyez *Journ. des arrêts*, tom. 2, pag. 135), que l'obligation d'écrire domicile n'est imposée au créancier que dans le seul intérêt du débiteur; d'où il suit que toute autre personne prétendant avoir quelque action à exercer contre le créancier a raison de l'exercice de la contrainte, ne peut le faire citer dans le lieu où il a fait cette élection de domicile (1).

(1) Cet arrêt a été rendu par application des art. 10 et 14 de la loi du 15 germinal an 6. Mais la même dé-

ART. 781. Le débiteur ne pourra être arrêté, 1° avant le lever et après le coucher du soleil ;

2°. Les jours de fête légale ;

3°. Dans les édifices consacrés au culte ; et pendant les exercices religieux seulement ;

4°. Dans le lieu et pendant la tenue des séances des autorités constituées ;

5°. Dans une maison quelconque, même dans son domicile, à moins qu'il n'eût été ainsi ordonné par le juge de paix du lieu, lequel juge de paix devra, dans ce cas, se transporter dans la maison avec l'officier ministériel.

T. 6, 52.—Décret du 14 mars 1808.—Loi du 15 germ. an 6, tit. 3, art. 4.—C. de P., art. 558, 793, 794 et 1037.—C. P., art. 184.

DXV. Les dispositions de l'art. 781 sont toutes empruntées des anciens usages et réglemens; mais nous remarquerons avec M. Demiau-Crouzillac, pag. 478, qu'il serait difficile de justifier la limitation de l'inviolabilité des édifices consacrés au culte, au temps où les offices religieux s'y célèbrent. Nous disions comme lui, qu'à chaque instant, ces édifices peuvent être fréquentés par des personnes pieuses, qui, dans le silence du recueillement, déposent aux pieds de l'éternel leurs prières et l'hommage de leur respect et de leur amour. Pourquoi seraient-elles troublées dans cet asyle de paix par une contrainte qui ne peut se faire sans quelque éclat ? Nous voudrions du moins, car le respect dû au lieu saint doit être concilié avec la nécessité d'exécuter la loi, que des mesures fussent prises de manière à ce qu'on fût assuré que le temple fût absolument désert, pour que l'on pût arrêter la seule personne qui s'y trouverait, non pour acquitter un droit religieux, mais pour se soustraire à l'exécution ordonnée contre elle.

On remarquera la disposition du dernier paragraphe de l'article, par laquelle l'inviolabilité du domicile est respectée, en même temps que des abus crians, qui seraient la conséquence nécessaire du principe contraire, sont écartés; le jugement ou l'acte exécutoire reçoit sans trouble son exécution, et les créanciers et les huissiers n'ont plus besoin, comme il arrivait trop souvent autrefois, de recourir à des violences qui étaient suivies des plus funestes accidens.

2635. *L'art. 1037 est-il interprétatif de l'article 781, en sorte que l'on doive considérer celui-ci comme s'il était conçu dans les mêmes termes que l'autre ?*

Cette question est importante en ce que, dans une partie du mois de juin, le soleil, en exécution serait rendu sous l'empire du Code, ainsi qu'on peut s'en assurer par ce que nous avons dit sur la question 2009.

taines parties du Royaume, se lève avant quatre heures du matin, tandis que, sur les derniers jours de mars, il se lève avant six heures du matin et se couche après six heures du soir. Or, si l'on pouvait appliquer à la contrainte par corps la disposition générale de l'art. 1037, d'après laquelle aucune signification ni exécution ne peuvent être faites, depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 31 mars, *avant six heures du matin et après six heures du soir*, et depuis le 1^{er} avril jusqu'au 30 septembre, *avant quatre heures du matin et après neuf heures du soir*, il s'ensuivrait, dans l'hypothèse ci-dessus, que l'emprisonnement serait nul, quoique fait après le lever ou avant le coucher du soleil, parce qu'il aurait été fait avant ou après les heures fixées par cet article 1037.

Si, au contraire, l'art. 781 doit être appliqué selon ses termes, indépendamment des dispositions de l'art. 1037, il faudrait considérer l'emprisonnement comme valable, encore bien qu'il eût été fait hors des heures indiquées par cet article, parce qu'il suffirait, pour sa validité, que le soleil fût sur l'horizon au moment où l'arrestation aurait eu lieu.

De là naît la question que nous avons posée ; question très-controvertée parmi les commentateurs du Code.

M. Berriat Saint-Prix, pag. 628, not. 5, soutient que l'art. 781 a été expliqué par l'art. 1037, et que c'est d'après cet article que l'on doit se conduire dans l'exercice de la contrainte par corps. Il se fonde sur ce que les dispositions générales du Code ont toutes pour objet de fixer le véritable sens de quelques articles susceptibles d'interprétations diverses, etc., et s'appuie à cet égard de deux passages des discours de M. le conseiller d'état Galli et de M. le tribun Malarmé. — (Voy. édit. de F. Didot, pages 358 et 371.)

M. Lepage, dans son *Traité des saisies*, tom. 2, pag. 327, explique aussi l'art. 781 par l'art. 1037, où l'on voit, dit-il, que le lever et le coucher du soleil sont fixés aux heures que cet article indique. M. Demiau Crouilhac, pag. 477, applique aussi l'article 1037 ; mais M. Delaporte, tom. 2, pag. 358, dit, au contraire, qu'il faut se régler d'après le lever et le coucher du soleil, et non suivant les expressions de l'article 1037, qui ne peut recevoir d'application au cas de la contrainte. Même opinion de la part de MM. Thomines Desmasures, pag. 286, Pigeau, tom. 2, pag. 271, et Pardessus. (*Cours de droit comm.*, tom. 5, pag. 273, 2^e édit.) Il suffit, disent ces deux premiers, que les autres exécutions se fassent durant le jour, mais celle de la contrainte doit avoir lieu pendant que le soleil est sur l'horizon, parce que, ajoute M. Pardessus, les dispositions générales, sur l'heure avant ou après laquelle ne peuvent être faits les exploits, ne s'appliquent point à ce mode d'exécution.

Nous n'entrerons point dans la discussion des moyens que l'on peut faire valoir pour et contre

chacune de ces deux opinions, parce que nous croyons trouver une raison décisive en faveur de la dernière, dans la circonstance que l'article 794 du projet, correspondant à l'art. 781, avait déterminé pour l'arrestation les heures avant ou après lesquelles elle ne pouvait avoir lieu, ainsi que l'art. 1037 l'a fait pour les autres exécutions. On a substitué à cette fixation d'heures la disposition relative au lever et au coucher du soleil, et comme on ne l'a pas fait sans motifs, on doit en conclure qu'il faut s'attacher strictement à l'art. 781 du Code.

Cet article a été rédigé tel qu'il est, sur la demande qu'en avaient faites les Cours d'Agén, de Bourges et de Toulouse, en observant que l'arrestation devait absolument avoir lieu de jour, et qu'il arriverait, dans le plus grand nombre de départements, que l'heure de l'arrestation, fixée telle qu'elle l'était par le projet, eût été avant le commencement et après la fin du jour, pendant une partie de l'été et de l'hiver. C'est aussi ce qui pourrait avoir lieu, si l'on suivait l'article 1037, et ce que le législateur a eu l'intention d'éviter.

2636. *L'arrestation serait-elle nulle, pour avoir été faite dans un moment très-rapproché du lever du soleil, ou qui suivrait presque immédiatement son coucher ?*

Oui, d'après deux arrêts de la Cour de Colmar, l'un du 16 thermidor an 12 (*Dalloz*, tome 6, page 435 ; *Sirey*, tom. 5, pag. 42), l'autre du 31 août 1810 (*Sirey*, tom. 11, pag. 78) ; ce qui, ainsi que l'observe M. Berriat Saint-Prix, *ibid. supra*, prouve combien il faut être circonspect quand on fait exercer la contrainte, puisque tout est de rigueur dans l'observation de ses formes, attendu qu'elle est le mode d'exécution le plus violent, et même une espèce de peine.

2637. *Pour juger si l'emprisonnement a eu lieu pendant le jour, doit-on considérer le fait réel de cet emprisonnement, plutôt qu'une erreur d'expressions qui se trouveraient dans le procès-verbal, et qui, prises isolément du fait dont il s'agit, feraient supposer qu'il aurait eu lieu à heure indue ?*

Cette question a été soumise à la Cour de Riom, qui l'a décidée pour l'affirmative, par arrêt du 14 octobre 1808. — (*Sirey*, t. 12, p. 193.)

Dans l'espèce, le procès-verbal de l'huissier portait que l'emprisonnement avait été fait à onze heures de relevée ; or, dit-on, c'est comme si l'on avait dit qu'il eût été fait à onze heures du soir : donc il est nul d'après les articles 781 et 794.

Mais il était prouvé, et par l'écrin et par un acte postérieur, que cet emprisonnement avait eu lieu à onze heures du matin : il y avait conséquemment erreur dans le procès-verbal.

Le demandeur en nullité maintenait qu'il importait peu qu'il y eût erreur, le procès-verbal faisant foi de ce qu'il énonçait, et faisant foi contre le créancier, de même que contre le débiteur, puisqu'il est un titre commun. Il a pour

objet, ajoutait-on, de constater l'heure de l'arrestation : on doit donc le consulter seul pour connaître cette heure.

La Cour a rejeté ces maintiens, attendu qu'il était démontré, par l'acte d'écrou, que la désignation de onze heures et demie de relevée, dans le procès-verbal d'emprisonnement, n'était qu'une erreur de copiste, et que, démentie par le fait matériel de la capture, elle ne pouvait faire la matière d'un moyen de nullité.

2638. *L'huissier doit-il mentionner dans son procès-verbal l'heure à laquelle il a arrêté le débiteur?*

Ni l'art. 781, ni l'art. 783 ne l'exigent, c'est un des motifs pour lesquels il faut, comme l'a fait la Cour de Riom, dans l'arrêt cité sur la précédente question, s'en rapporter au fait matériel de l'arrestation, pour connaître l'heure à laquelle elle a été faite.

M. Delaporte, tom. 2, pag. 353, dit cependant qu'il résulte de ce que l'arrestation ne peut être faite avant le lever et après le coucher du soleil, que l'huissier doit exprimer l'heure à laquelle il arrête. Mais cette mention ne nous semble qu'un acte de prudence de sa part, et non pas une obligation rigoureuse, qui, pour défaut d'accomplissement, puisse avoir quelque influence sur la validité de l'emprisonnement.

2639. *La disposition de l'art. 1037, qui permet de faire des exécutions les jours de fêtes légales, en vertu de permission du juge, dans le cas où il y aurait péril en la demeure, s'applique-t-elle à l'emprisonnement?*

L'autorisation que l'art. 1037 permet de demander au président ne peut, dit M. Demiau Crouilhac, pag. 447, s'étendre jusqu'à l'arrestation d'un individu, parce qu'il n'y a jamais de motifs qui puissent rendre cette mesure rigoureuse en matière civile.

M. Berriat Saint-Prix, pag. 144, not. 3, § 3^e, dit, au contraire, qu'il semble que l'autorisation peut être accordée, parce que l'art. 1037 est postérieur à l'art. 781; que sa disposition est générale, et que cela est d'ailleurs conforme à l'ancien usage attesté par Jousse, sur l'art. 11 du tit. 4 de l'ordonnance de 1667.

Nous observerons que cet usage, d'après Jousse lui-même, Rodier, sur l'art. 13 du titre précité, et Poëtier, part. 5, chap. 1, § 4, était borné au cas où un débiteur, qui alors ne pouvait être arrêté dans sa maison, s'y tenait caché pour n'en sortir que les jours de dimanche ou de fête, et que l'on exigeait en outre que la contrainte fût exercée pour de fortes sommes, etc.; d'où Pothier conclut que la permission d'arrêter un débiteur un jour de dimanche ou de fête ne devait s'accorder que très-rarement, et dans les cas extraordinaires.

En Belgique, il n'était permis d'arrêter ces jours-là que pour les affaires du Roi, pour crime et fait de police, ou par ordre de la Cour. — (Voy. Dnpore-Ponllain, tom. 10, pag. 567.)

Ces observations prouvent combien le président doit être attentif, aujourd'hui, surtout, que l'arrestation peut être faite dans la maison du débiteur, à n'accorder la permission d'y procéder un jour férié que dans des cas pressans; par exemple, lorsqu'il y a de justes motifs de craindre la fuite du débiteur. Ce n'est qu'alors que l'emprisonnement pourrait être jugé valable, en conformité de l'art. 1037.

On observera que si nous admettons ici l'application de cet article, c'est non-seulement par les raisons exposées par M. Berriat Saint-Prix, mais parce que la seconde disposition de l'article 781 défend l'arrestation les jours de fêtes légales, dans les mêmes termes que le premier défend toute exécution en général, à la différence de la première disposition du même article 781, qui, relativement aux heures, est conçue dans des termes qui diffèrent tellement de ceux de l'art. 1037, que nous avons cru pouvoir en rejeter l'application dans l'espèce de la quest. 2635^e.

2640. *Quels sont les lieux que l'on doit considérer comme édifices consacrés au culte?*

On ne doit considérer comme tels que les lieux qui ont été indiqués et approuvés par le Gouvernement ou l'autorité administrative, de concert avec les évêques, conformément à l'article 44 de la loi du 18 germinal an 10, et au décret du 30 septembre 1807; autrement, il serait trop facile de faire étendre à des maisons particulières la prérogative de la troisième disposition de l'art. 781.

2641. *Doit-on faire quelques distinctions entre les exercices religieux, en sorte qu'il en soit quelques-uns pendant lesquels on puisse procéder à l'arrestation dans un édifice consacré au culte?*

Il faut remarquer, à l'égard des églises catholiques, dit M. Delaporte, tom. 2, pag. 353, que comme on y dit des messes toute la matinée, ce temps est tout entier celui des exercices religieux; qu'en conséquence, on ne peut y mettre la contrainte à exécution pendant tout ce temps. Nous croyons que ce serait étendre, contre le texte de la loi, l'immunité dont jouissent les églises, si l'on annulait un emprisonnement, sur le motif que l'arrestation aurait lieu le matin; il suffit, pour qu'elle soit valablement faite, que l'on ne célèbre pas au moment où elle aurait eu lieu.

Mais les auteurs du Praticien proposent cette question : *Qu'entend-on par exercices religieux?* et ils répondent qu'on ne doit entendre par ces mots que les exercices qui se font publiquement et au milieu du concours des fidèles; par exemple, la messe, les vêpres et l'administration des sacrements chez les catholiques; le prêche chez les protestans; la prière chez les juifs. Mais on remarquera sans doute que la loi ne fait aucune distinction, et qu'il s'ensuit qu'aucune arrestation ne peut être faite, quel que soit l'objet de l'exercice religieux qui aurait lieu dans l'inté-

rieur d'un édifice consacré au culte. C'est qu'en effet le législateur a eu moins en vue le concours des fidèles que de témoigner son respect pour les cérémonies de la religion, et de ne pas troubler ses ministres ou les citoyens dans leurs actes de piété.

2642. Est-il bien certain qu'il résulte des termes de la troisième disposition de l'art. 781, qu'on puisse, hors le temps des exercices religieux, arrêter un débiteur dans un édifice consacré au culte, si l'on n'y célèbre pas ?

On a agité cette question, et l'on a dit que ces mots, pendant les exercices religieux, s'entendaient des exercices religieux célébrés, soit dans l'intérieur, soit à l'extérieur des édifices consacrés au culte, et sorte qu'il fallait séparer ces expressions de celles-ci, dans les édifices ; d'où suivrait qu'en aucun temps on ne pourrait arrêter dans ces édifices. Mais il est évident que le texte résiste à cette interprétation, les deux parties de la disposition étant jointes par une conjonctive, et cette jonction étant expliquée suffisamment par le mot *seulement*, qui termine la disposition. Ainsi l'on peut arrêter un débiteur dans le temps et aux lieux où se feraient des exercices de religion, soit à l'extérieur, soit dans l'intérieur des temples, lorsqu'on n'y célèbre pas le culte, quoique nous en ayons dit au commentaire, sur l'inconvénient de procéder en quelque temps que ce soit, dans les édifices religieux, à des exécutions judiciaires. (1) Voyez notre quest. 346^e, tome 1, page 101.)

2643. Par le lieu des séances des autorités constituées, la loi a-t-elle entendu désigner toute l'enceinte ?

Ce mots, lieu des séances, ont été substitués au mot *enceinte* de l'art. 4, tit. 3, de la loi du 15 germinal an 6 ; et l'attention des commissaires, dit M. Pigeau, dans le témoignage est d'autant plus respectable qu'il était de ce nombre, a été d'exclure de la prohibition toute la partie de l'enceinte qui ne serait pas lieu des séances.

Ainsi l'arrestation pourrait être faite dans les Cours et lieux environnans. Bien plus : M. Pardessus (Cours de droit commerc., tom. 5, pag. 274) pense qu'elle serait valablement faite dans les bureaux, en se conformant à ce qui sera dit ci-après sur l'arrestation d'un débiteur. C'est qu'en effet, le seul but de la prohibition de la loi est d'empêcher qu'on ne trouble l'autorité dans ses fonctions.

(1) Mais on sent qu'il n'est pas à supposer qu'un huissier, à moins qu'il n'y soit forcé par la nécessité, procède à l'arrestation dans les circonstances mêmes dont nous venons de parler. Toute affectation de sa part l'exposerait à un juste blâme de la part des autorités auxquelles il est subordonné, et nous pensons, comme M. Pigeau, tom. 2, pag. 271, que l'on doit, lorsqu'il s'agit d'exécuter la contrainte par corps dans l'enceinte d'un édifice religieux, observer au moins les formalités prescrites par le § 55, pour l'arrestation à opérer dans une maison.

2644. Peut-on, avant ou après les séances des autorités constituées, arrêter dans les lieux où elles les tiennent, de même qu'on le peut dans les lieux destinés au culte, avant ou après les exercices religieux ?

Le législateur n'a pas en moins de vénération pour les lieux consacrés à l'exercice du culte que pour ceux où se tiennent les séances des autorités constituées, et s'il n'a pas employé, dans la troisième disposition, le mot *seulement*, qui sert à expliquer qu'elle ne défend d'arrêter dans les temples que pendant les exercices religieux, ou ne saurait en conclure qu'il eût voulu établir une différence, relativement aux lieux où se tiennent les séances des autorités constituées. On voit qu'il y aurait, au contraire, plus de motifs pour prohiber l'arrestation dans les premiers que pour l'interdire dans les seconds ; puisque les uns offrent aux regards les objets sacrés du culte, tandis que les seconds ne présentent par eux-mêmes rien qui puisse les rendre plus inviolables que tout autre lieu, hors le temps où siègent les dépositaires de l'autorité administrative ou judiciaire. Telle est aussi l'opinion de M. Pardessus, *ubi supra*.

2645. Quelles sont les autorités que l'article 781 désigne sous le titre d'authorités constituées ?

À parler exactement, ce titre, *authorités constituées*, n'appartient qu'aux autorités immédiatement créées ou maintenues par la Charte constitutionnelle ; mais nous ne pensons pas que l'on doive expliquer dans un sens aussi resserré les expressions de l'art. 781 ; il nous semble qu'il a entendu désigner toute autorité ou fonctionnaire qui tient une séance en audience. Ainsi, par exemple, on ne saurait dire que la contrainte par corps pût être valablement exercée, même en présence du juge de paix, durant les audiences des conseils de guerre, encore bien que ces autorités soient instituées et organisées par des dispositions qui ne font pas partie de la Charte.

Il nous paraît encore qu'il en serait de même, soit durant les leçons que donnerait un professeur dans un établissement public, soit pendant la tenue des collèges électoraux. Au reste, admettrai-je on l'opinion contraire, par le motif que la loi ne s'est point formellement exprimée à cet égard, il serait toujours prudent, jusqu'à ce que la jurisprudence ne soit fixée, d'éviter de procéder à une arrestation dans les lieux que nous venons de désigner.

2646. Peut-on arrêter un négociant dans les lieux et pendant les heures de bourse ?

On ne le pouvait faire autrefois, mais d'après le silence de nos lois actuelles, nous croyons qu'il en est autrement aujourd'hui, cette décision nous semble d'autant plus sûre, que l'article 794 du projet défendait d'arrêter pendant la tenue des bourses, et que cette disposition a été supprimée dans l'art. 781. — (Voy. la quest. 346^e.)

2647. *Mais pourrait-on arrêter une personne quelconque dans le moment où elle remplirait une fonction ou profession dont il importe au public que l'exercice ne soit pas interrompu, et à laquelle l'emprisonnement l'empêcherait de vaquer?*

M. Pigeau, tom. 2, pag. 272, résout affirmativement cette question, qui, sous l'empire de l'ancienne jurisprudence, n'eût pas souffert de difficulté. Il cite un arrêt rapporté par Dénisart, au mot *prison*, qui décidait qu'un berger ne pouvait être arrêté en gardant ses troupeaux. Il était également certain, autrefois, qu'un boucher ne pouvait être arrêté les jours et pendant la tenue des marchés. M. Pigeau convient qu'un boucher peut être arrêté aujourd'hui tous les jours auxquels il est permis d'exercer la contrainte; mais il semble admettre que le berger ne pourrait l'être dans la circonstance qui a motivé l'arrêt qu'il cite, et nous doutons que les tribunaux puissent admettre une telle exception.

On peut voir, dans les Commentaires de Jousse, de Rodier et de Serpillou, plusieurs autres exceptions qui étaient admises dans l'ancienne jurisprudence, et qui ne pourraient l'être aujourd'hui, parce qu'elles constituaient des prérogatives attachées à la qualité des personnes. Mais nous eroirions, malgré le silence de la loi, qu'on ne pourrait arrêter un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions (voy. Rodier, sur l'art. 13 du tit. 34 de l'ordonnance), ni un militaire ou activité de service, ainsi qu'il a été jugé par un arrêt cité par Jousse, sur l'art. 9. Ici notre opinion est fondée sur l'intérêt public, qui est la première de toutes les lois, et qui doit l'emporter nécessairement sur l'intérêt privé du créancier. Ce serait vainement que l'on opposerait, relativement au militaire, l'avis du Conseil d'état, du 7 thermidor an 8, qui déclare qu'il n'y a pas lieu à modifier, en faveur des conscrits, les dispositions des lois des 15 germinal et 4 floréal an 6; il est évident que cet avis ne s'applique qu'au conscrit susceptible d'être appelé au service, non pas à celui qui l'a été, et qui dès-lors n'est plus conscrit, mais soldat.

M. Pardessus, *ubi supra*, admet formellement cette opinion, en disant que la décence publique ne permettrait pas d'arrêter un débiteur pendant qu'il exerce une fonction publique extérieure; par exemple, un officier commandant un poste, un peloton.

2648. *Ne peut-on arrêter un débiteur dans les lieux consacrés au culte ou aux séances des autorités publiques, qu'avec l'assistance du juge de paix, et en vertu d'une ordonnance de sa part?*

Il faut l'assistance du juge, puisque la cinquième disposition veut qu'on en use ainsi, lorsque l'arrestation se fait dans une maison particulière, comme nous l'avons dit pag. 78 à la note.

Nous ajouterons que, d'après un règlement de la préfecture de police de Paris, un boucher ne peut être arrêté dans le marché par un garde du commerce, qu'autant que cet officier est accompagné de l'inspecteur de police du marché. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 272.)

2649. *Les gardes du commerce ont-ils besoin de la permission et de la présence du juge de paix, pour arrêter un débiteur dans son domicile ou dans celui d'un tiers?*

D'après l'art. 15 du décret du 14 mars 1808, le débiteur peut être arrêté dans son domicile, sans qu'il soit besoin de la permission et de la présence du juge de paix, si ce n'est dans le cas où ce débiteur en refuserait l'entrée au garde.

Mais de ce que ce décret ne fait d'exception à la règle générale posée en l'art. 781, qu'à l'égard de l'arrestation à faire au domicile même du débiteur, on doit en conclure qu'il faut appliquer cet article lorsqu'elle doit être faite dans une maison tierce.

On ne considérera pas comme maison tierce l'hôtel garni où le débiteur habiterait à titre de location. C'est ce qui a été jugé par arrêt de la Cour de Paris, du 4 janvier 1810. — (Dalloz, tom. 6, pag. 437, Sirey, tom. 15, pag. 193.)

2650. *Comment l'huissier doit-il procéder relativement au réquisitoire à faire au juge de paix, et à la manière de constater la présence de ce magistrat à l'arrestation?*

Nonobstant un arrêt de la Cour de Paris du 22 juin 1809, cité par M. Paillet, dans son Manuel du droit français, pag. 790, lequel aurait décidé que l'huissier ne peut se transporter chez un débiteur sans être assisté du juge de paix et muni de son ordonnance, il est d'usage autorisé par la jurisprudence, qu'on ne présente point de requête au juge de paix afin d'obtenir son ordonnance; l'huissier requiert verbalement, et coaste lui-même dans son procès-verbal, la réquisition, l'ordonnance et le transport du juge, ainsi que tout ce que le dernier fait et ordonne: il n'est donc pas besoin que le juge dresse un procès-verbal séparé (arg. de l'art. 78; voy. tarif, art. 6 et 52); et il a même été jugé, par arrêt de la Cour de Paris, du 25 février 1808 (Dalloz, tom. 6, p. 429, Sirey, tom. 8, pag. 107), que le juge de paix, pour constater sa présence au procès-verbal d'arrestation, n'était pas, sous peine de nullité, obligé d'y apposer sa signature (1). — (Pigeau, tom. 2, pag. 271.)

(1) M. Coffinières estime bien motivé le jugement de première instance qui avait admis l'opinion contraire à celle que la Cour de Paris a consacrée par l'arrêt précité du 25 février 1808; mais il n'ose fixer son opinion à cet égard, et laisse à son lecteur le soin de prononcer pour celle des deux décisions qui lui paraîtra plus conforme à la lettre et à l'esprit de la loi. Or, voici les motifs du jugement: « Attendu que le Code ordonne la présence du juge de paix, et que sa signature au procès-verbal peut seule la constater. »

M. Pardessus, tom. 5, pag. 274, dit, comme nous, que l'huissier n'est pas astreint à mentionner qu'il a exhibé au débiteur l'ordonnance du juge de paix, mais, ajoute-t-il, *l'existence de la réquisition de l'ordonnance suffit*. Sans doute, mais ces actes existent en ce qu'ils sont constatés par l'huissier dans son procès-verbal, et non *éparément*; et de moins nous ne pensons pas que le savant professeur du Code de commerce ait voulu laisser entendre qu'il fallût deux actes distincts et séparés.

2651. *La capture du débiteur, faite en son domicile sans permission ni assistance du juge de paix, est-elle validée par la survenance de ce magistrat avant l'emprisonnement?*

Non, ainsi qu'il a été jugé par arrêt de la Cour de Paris, du 22 juin 1809, cité sur la précédente question; d'où suit que l'huissier doit être assisté par le juge de paix, au moment même où il s'introduit au domicile du débiteur.

Il convient de rapprocher de cette décision un arrêt de la Cour de Rennes, du 27 janvier 1808 (Sirey, tom. 15, pag. 204), qui a décidé que, si l'art. 781 défend d'arrêter le débiteur en divers cas qu'il spécifie, il ne défend pas de faire perquisition de sa personne; qu'ainsi l'huissier ne viole pas l'asyle de celui-ci, si, muni des pouvoirs du créancier, il entre sans assistance du juge de paix, à l'effet de procéder à une *soisie-exécution*, et s'il fait en même temps la perquisition de ce débiteur, *en manifestant toutefois l'intention de ne l'arrêter qu'après avoir requis la présence du juge*.

Ainsi la Cour de Rennes a considéré que le fait d'arrestation diffère des actes de perquisition, qui ne sont que les moyens de parvenir à l'arrestation, et pour lesquels les mesures ordonnées par la cinquième disposition de l'art. 781 ne sont pas exigées.

L'espèce de cet arrêt est bien différente de celle qui était soumise à la Cour de Paris, puisque, dans cette dernière, l'huissier n'avait aucun motif que l'exercice de la contrainte, pour s'introduire au domicile du débiteur, où il avait déclaré l'arrestation avant l'arrivée du juge de paix. Il résulte de cette différence que ces deux arrêts ne sont pas en opposition; mais nous obser-

verons que ce serait par trop étendre les conséquences à tirer de la distinction faite par la Cour de Rennes, entre la perquisition et l'arrestation, que de prétendre qu'un huissier eût la faculté d'entrer au domicile à l'effet de perquisitionner, sauf à manifester l'intention de n'arrêter qu'après s'être conformé aux dispositions de l'article 781. Si la circonstance de la saisie-exécution, pour laquelle l'huissier peut s'introduire au domicile sans permission ni assistance du juge, ne s'était pas trouvée dans l'espèce, il nous paraît certain que la Cour eût rendu une décision contraire.

2652. *Si le juge de paix du canton ne faisait pas droit au requêteur de l'huissier, celui-ci pourrait-il requérir un autre juge de paix?*

Si le juge de paix, dit M. Pardessus, ne peut ou ne veut pas ordonner l'arrestation dans la maison où se trouve le débiteur, ni s'y transporter avec l'huissier pour y procéder, ce dernier peut requérir le juge de paix d'un autre canton.

On ne pourrait contester, sans doute, que l'huissier soit autorisé, en cas d'empêchement ou de refus du juge de paix du canton, de requérir un autre juge de paix; autrement il arriverait que l'arrestation n'aurait pas lieu au moment qu'il conviendrait de saisir, et qui peut-être ne se présenterait plus; mais nous pensons qu'avant de requérir le juge de paix d'un autre canton, l'huissier devrait s'adresser au suppléant du juge de paix désigné par la loi, et que ce ne serait qu'en cas d'empêchement ou de refus de ce dernier qu'il lui serait permis de requérir le juge de paix du canton le plus voisin.

On objecterait vainement que la loi indique le juge de paix du canton et non pas son suppléant, encore moins le juge de paix d'un autre canton. A l'égard du suppléant, il est apte à remplacer le juge titulaire toutes les fois que celui-ci est empêché; à l'égard du juge de paix du canton voisin, il est de toute évidence qu'il est compétent à défaut de son confrère et de son suppléant; c'est toujours lui que la loi indique en semblable cas. — (Voy. ce que nous avons dit sur les récusations des juges de paix, tom. 1, pag. 46 et suiv.)

ART. 782. Le débiteur ne pourra non plus être arrêté, lorsqu'appelé comme témoin devant un directeur du jury, ou devant un tribunal de première instance, ou une Cour royale ou d'assises, il sera porteur d'un sauf-conduit.

Le sauf-conduit pourra être accordé par le directeur du jury, par le président du tribunal ou de la Cour où les témoins devront être entendus. Les conclusions du ministère public seront nécessaires.

Le sauf-conduit réglera la durée de son effet, à peine de nullité.

L'arrêt porte, au contraire, « que la loi n'exige pas que le juge de paix, présent au procès-verbal d'arrestation, y appose sa signature pour constater sa présence. » — (Voy. titre des soisies-exécutions.)

Mais comme le procès-verbal est dressé par un officier public, nous croyons que l'on doit s'en tenir à la décision de l'arrêt, puisque ce procès-verbal, qui lui-même est authentique, atteste et justifie la présence du juge de paix, au moins jusqu'à inscription de faux. Au reste, il a été formellement décidé par la Cour de Colmar, le 10 décembre 1819 (Dallou, tom. 6, pag. 438, Sirey, tom. 21, pag. 22), que l'arrestation faite dans une maison n'est pas nulle, par cela seul que le juge de paix qui l'a autorisée n'a pas rendu une ordonnance spéciale, existante en minute au greffe. Il suffit que, dans le fait, il en ait donné l'ordre et qu'il ait accompagné l'officier ministériel.

En vertu du sauf-conduit, le débiteur ne pourra être arrêté, ni le jour fixé pour sa comparution, ni pendant le temps nécessaire pour aller et pour revenir (1).

Loi du 15 germ. an 6, tit. 3, art. 8.—C. de P., art. 30, 366, 439, 794.

DXVI. Nous avons déjà parlé des sauf-conduits, et nous avons dit par qui et comment la demande en est formée. (Voy. quest. 1042, tom. 1, pag. 378.) On se rappelle que le sauf-conduit est une défense faite par la justice d'exécuter la contrainte par corps contre le débiteur y dénommé.

2653. *Les juges de paix et les tribunaux de commerce peuvent-ils accorder un sauf-conduit au témoin appelé devant eux ? En quelles circonstances ces derniers tribunaux peuvent-ils en accorder au failli ?*

Par un avis du Conseil d'état, du 30 avril 1807, approuvé le 30 mai suivant, il a été décidé que l'art. 782, afin de restreindre un pouvoir trop étendu dont on pouvait craindre l'abus, n'a pas voulu que les juges pussent à l'avenir accorder de sauf-conduits, puisqu'ils ne sont pas dénommés dans cet article, comme ils l'étaient dans la loi du 15 germinal, et que d'ailleurs ils n'ont point de ministère public ; que cette faculté est également interdite aux tribunaux de commerce, et par les mêmes motifs, et qu'enfin les parties ou les témoins en état de contrainte par corps doivent s'adresser au président du tribunal civil de l'arrondissement, qui, sur la présentation du jugement d'enquête, et sur les conclusions du ministère public, délivre, s'il y a lieu, le sauf-conduit nécessaire. — (Voy. *Circulaire du ministre de la justice*, du 8 septembre 1807, *Sirey*, tom. 8, pag. 30, la question 1042, et un avis du Conseil d'état, du 30 avril même année. (2))

2654. *L'organisation actuelle de la justice criminelle apporte-t-elle quelques changements à la première disposition de l'art. 782 ?*

Elle n'en apporte aucun, si ce n'est qu'il faut substituer au directeur du jury le juge d'instruc-

tion, et aux *Cours de justice criminelle*, les *Cours prévôtales*, si des circonstances que nous aimons à croire ne devoir pas arriver, donnaient lieu à l'application de l'art. 63 de la Charte constitutionnelle.

Ces Cours en effet seraient des Cours de justice criminelle.

2655. *Y aurait-il nullité du sauf-conduit qui n'exprimerait pas le temps dans lequel il doit produire ses effets ?*

C'est notre opinion, conforme à celle de M. Pardessus, tom. 5, pag. 276.

Si même, dit cet auteur, il était pour un temps plus long qu'il n'est nécessaire, le juge pourrait n'y avoir aucun égard.

Nous ne saurions admettre cette opinion, attendu que le débiteur a droit de compter sur tout le temps de grâce qui lui a été accordé. Le sauf-conduit qui doit lui donner toute sécurité pourrait devenir un piège tendu à sa confiance, s'il était permis de le rendre arbitrairement sans effet, sur le motif que sa durée eût été étendue sans nécessité. D'ailleurs la loi n'a point autorisé cette distinction ; elle est conçue en termes généraux qui ne permettent pas de suppléer l'exception dont il s'agit.

2656. *L'exercice de la contrainte par corps serait-il enlève, si le sauf-conduit avait été irrégulièrement accordé ?*

C'est encore l'opinion de M. Pardessus, *ubi supra* ; mais nous nous croyons bien fondé à penser autrement, et toujours par cette raison qu'il suffit, d'après les termes généraux de l'art. 782, que le débiteur soit porteur d'un sauf-conduit. Toute loi doit être entendue dans un sens favorable à la liberté. Or, ici, elle est conçue en termes clairs et précis, et il faudrait, pour que l'exécution de la contrainte fût valable, qu'elle prononçât en termes formels que l'irrégularité emporte, de plein droit, la nullité du sauf-conduit. Nous chercherions vainement une semblable disposition.

2657. *Est-il des personnes qui jouissent d'une sorte de sauf-conduit légal ?*

Oui, suivant la juste observation de M. Pardessus, tom. 5, n° 1509, pag. 265 ; ce sont les pairs de France et les membres de la Chambre des députés ; les premiers, en ce qu'aux termes de l'art. 34 de la Charte constitutionnelle, on ne peut exercer contre eux la contrainte, sans avoir obtenu une autorisation de la chambre dont ils font partie ; les seconds, en ce qu'ils ne peuvent être arrêtés, dit l'art. 51, pendant la session des chambres et dans six semaines qui l'ont précédée ou suivie.

2658. *L'exécution de la contrainte par corps peut-elle être arrêtée par un sauf-conduit accordé au débiteur non appelé en témoignage ?*

En d'autres termes, le sauf-conduit accordé au débiteur hors le cas prévu par la loi, est-il nul de plein droit ?

Cette question a été jugée pour l'affirmative, par application de l'art. 4 de la loi du 15 germi-

(1) JURISPRUDENCE.

Le débiteur emprisonné peut obtenir, en fournissant caution et sous garde d'huisier, la permission d'assister en personne à l'audience où sa cause est plaidée, et de prendre lui-même au greffe communication des pièces dont il prétend faire résulter sa libération. — (*Bruxelles*, 25 août 1807, *Sirey*, tom. 7, pag. 677, *Dalloz*, tom. 6, pag. 464.)

Nous ne doutons pas que cette permission doive lui être accordée ; mais, dès lors que le débiteur reste sous la garde d'un huisier, la sujétion à caution nous paraît trop rigoureuse.

(2) Mais il faut remarquer qu'encore bien que les tribunaux de commerce ne puissent en général accorder de sauf-conduits, ou au moins ces tribunaux, et même le juge-commissaire nommé à une faillite, peuvent en accorder dans les cas prévus par les art. 466 et suivants du Code de commerce.

nal au 6, par arrêt de la Cour de cassation, du 17 février 1807. (Foy. *Sirey*, tom. 7, pag. 168; *Dalloz*, tom. 6, pag. 442.) L'arrêt attaqué avait prononcé de la même manière, attendu, 1^o que, d'après cet article, la condamnation par corps ne peut être arrêtée dans son exécution que dans le cas où la condamné, appelé comme témoin, est porteur d'un sauf-conduit; 2^o que, dans l'espèce, ce sauf-conduit avait été accordé non pour un témoignage à rendre, mais seulement afin que la partie assignée fût présente à l'instruction de sa propre cause, dans laquelle, si sa présence était nécessaire, elle pouvait avoir lieu dans l'état même d'arrestation (voy. nos *quest. sur l'art. 798*); 3^o qu'il résultait de là que la partie qui avait obtenu la contrainte par corps avait pu, nonobstant le sauf-conduit accordé dans un autre cas que celui de la loi, mettre à exécution le jugement à ses risques et périls, sauf à plaider ensuite sur la validité de ce sauf-conduit.

Par l'arrêt précité, la Cour suprême a décidé que les juges d'appel avaient fait une juste application de la loi. On remarquera sans doute que la disposition de l'art. 4 de la loi du 15 germinal se retrouve équivalentement dans l'art. 782 du Code, et que, conséquemment, il faut aujourd'hui décider de la même manière la question ci-dessus posée (1).

2659. *Y aurait-il nullité du sauf-conduit qui n'exprimerait pas le temps pendant lequel il produirait son effet?*

L'omission de cette précaution le rendrait nul, dit M. Pardessus, et si même il était d'un terme plus long qu'il n'est nécessaire, la justice pourrait n'y avoir aucun égard; afin, s'il était irrégulièrement accordé, la contrainte exercée serait valable. Nous pensons bien qu'un sauf-conduit qui n'exprimerait aucun terme ne devrait être d'aucune considération, car il serait abusif; nous admettons aussi que son irrégularité pourrait l'empêcher de produire ses effets; mais nous croyons que s'il n'existait pas évident que sa durée eût été étendue à dessein du favoriser le débiteur, on ne pourrait valider un emprisonnement fait aux mépris de la sécurité qu'il lui aurait accordée.

2660. *Les effets du sauf-conduit pécuniaire s'étendent à toutes arrestations autres que celles qui découlent d'une condamnation par corps?*

(1) Il en serait de même, comme l'observe M. Demiau-Crouzilhac, pag. 479, si le sauf-conduit n'était pas limité, puisqu'en ce cas la loi le déclare nul.

Cette question nous fournit l'occasion de remarquer que les juges à qui la loi confère le droit d'accorder des sauf-conduits aux personnes condamnées par corps, doivent être attentifs à ne pas les étendre au-delà du temps strictement nécessaire, pour que ces personnes puissent venir porter témoignage et retourner au lieu d'où elles sont venues. — (Foy. *Quest. du droit de M. Merlin*, au mot *sauf-conduit*, tom. 4, pag. 514.)

Le sauf-conduit n'a d'effet, en faveur du débiteur, que contre le créancier qui a obtenu un jugement portant condamnation par corps, et et non contre l'action de la police: si donc le porteur de cette ordonnance de sûreté avait commis ou commettait un délit, nous ne doutons pas qu'il pourrait être arrêté comme tout autre individu. — (Foy. *Prot.*, tom. 5, pag. 18.)

ART. 783. Le procès-verbal d'emprisonnement contiendra, outre les formalités ordinaires des exploits, 1^o itératif commandement; 2^o élection de domicile dans la commune où le débiteur sera détenu, si le créancier n'y demeure pas; l'huissier sera assisté de deux recors (2).

T. 53.—Décret du 14 mars 1808.—Loi du 15 germ. an 6, tit. 3, art. 10.—C. de P., art. 61, 787, 789, 794.

2661. *Faut-il que l'itératif commandement exprime exactement le montant des sommes dues?*

Oui, puisque, d'un côté, l'art. 783 veut que le procès-verbal contienne les formalités ordinaires des exploits, et que l'art. 61, n^o 3, exige que les exploits indiquent l'objet de la demande. D'un autre côté, il est nécessaire de rappeler au débiteur ce qu'il doit, puisqu'il ne peut effectuer la consignation des causes de son emprisonnement que d'après la demande contenue dans le procès-verbal, et que le geolier (art. 798) ne peut recevoir cette consignation ni mettre le débiteur en liberté, qu'autant que ce même procès-verbal lui apprend que la somme offerte est égale à celle pour laquelle le débiteur est détenu (3). — (Foyez *Demiau-Crouzilhac*, p. 460.)

2662. *L'huissier est-il autorisé à recevoir le paiement de ce que doit le débiteur, et que doit-il faire, si le créancier refuse de recevoir la somme comptée?*

Nous avons déjà dit *suprà*, n^o 1921, que si le débiteur offre de payer, l'huissier est autorisé

(2) JURISPRUDENCE.

Le créancier n'est pas obligé de laisser écouler vingt-quatre heures entre l'itératif commandement et l'exécution de la contrainte, si déjà ce délai s'est écoulé depuis le premier commandement; car le vœu de l'article 780 est rempli, quand la signification du jugement avec commandement a été préalablement faite avec l'intervalle prescrit. — (Foyez *arrêt de la Cour de Bruxelles*, du 29 juin 1808, *Sirey*, tom. 9, pag. 253, *Dalloz*, tom. 6, pag. 418.)

(3) La nécessité de faire itératif commandement suppose, sans doute, que l'huissier doit mentionner la réponse ou le refus, par suite desquels il annonce au débiteur qu'il entend exercer la contrainte, et la somme de le suivre dans la prison indiquée par l'autorité compétente. Mais nous ne pensons pas que le défaut de cette mention et de cette sommation entraîne la nullité de l'emprisonnement. Le fait de l'arrestation ferait présumer, jusqu'à preuve contraire, que le débiteur n'a pas satisfait au commandement.

à recevoir et à donner quittance. (Voy. en outre *Pardessus*, tom. 5, pag. 278.) A Paris, l'art. 4 du décret du 14 mars 1808 oblige le garde du commerce à remettre, dans les vingt-quatre heures, la somme par lui reçue au créancier qui l'a chargé de l'arrestation; et faute par ce dernier de la recevoir, par quelques motifs que ce soit, il doit la déposer dans les vingt-quatre heures suivantes à la caisse des consignations. L'art. 2 de l'ordonnance du 3 juillet 1816 étend cette obligation aux huissiers exerçant une contrainte par corps.

2663. *L'élection de domicile faite dans le procès-verbal, fait-elle cesser celle qui a été déclarée dans le premier commandement, conformément à l'art. 780 ?*

Les deux élections doivent subsister, suivant M. Pigeau, tom. 2, pag. 270, parce qu'il peut être utile au débiteur de faire des notifications à l'un et à l'autre domicile.

M. Delvincourt, Institutes du droit commercial, tom. 2, pag. 515, pense au contraire que la première élection cesse. Il n'y a pas de raison, dit-il, pour obliger le créancier d'avoir deux domiciles d'élection pour l'exécution du même acte; c'est bien assez de l'obliger à en élire un nouveau pour le cas prévu, et le débiteur n'a pas d'intérêt à exiger que les deux subsistent en même temps.

Cet auteur ajoute que l'art. 795 vient confirmer cette opinion, puisqu'il décide que la demande en nullité doit être formée au domicile élu par l'écré, et qui est le même que celui qui a été élu dans le procès-verbal d'arrestation. (Voy. art. 789.) M. Pardessus partage cette opinion, tom. 5, pag. 277. Nous trouvons les raisons de ces deux auteurs assez fortes pour l'emporter sur celles de M. Pigeau.

2664. *Lorsque la commune où le débiteur sera détenu est la même que celle où siège le tribunal qui a rendu le jugement portant la condamnation par corps, est-il néanmoins nécessaire de faire une élection de domicile dans le procès-verbal d'emprisonnement ?*

On ferait bien de répéter cette élection; mais nous pensons avec M. Pigeau, *ubi supra*, que cela n'est pas indispensable.

2665. *L'huissier peut-il se faire accompagner de plus de deux recors ? Peut-il requérir la force armée au moment même de l'arrestation, et avant qu'il y ait rébellion ?*

Nous ne le pensons pas, par la raison que la loi a fixé le nombre de recors, et que l'art. 785 n'autorise l'huissier à requérir la force armée que dans le seul cas de rébellion; et qu'il doit constater, pour justifier la nécessité de cette réquisition. Mais nous croyons que si le débiteur avait une telle réputation que l'on pût craindre des excès de sa part; que s'il avait fait des menaces de résister à l'exécution, l'huissier pourrait dès lors se faire autoriser par le président à requérir la force armée, et le juge de paix pourrait donner lui-même cette autorisation, s'il s'agissait

d'effectuer l'arrestation dans une maison quelconque (voy. *Damiau-Crouzilhac*, pag. 480); mais il ne faut pas perdre de vue qu'une telle mesure ne doit être autorisée qu'avec prudence, et dans des cas graves. Le principal motif qui a fait prononcer la suspension d'un huissier, dans l'espèce de l'arrêt de la Cour de Paris, cité sur la question 2651^e, c'est que l'huissier qui, sans permission ni assistance du juge de paix, s'était introduit dans la maison du débiteur, était accompagné de quatre gendarmes.

2666. *Quelles qualités doivent avoir les recors ?*

Ils doivent être majeurs, non parents ni alliés des parties ou de l'huissier jusqu'à un degré de cousin issu de germain inclusivement, ni leurs domestiques; ils signent l'original et les copies du procès-verbal, dans lequel l'huissier doit énoncer leurs noms, professions et demeures. (Arg. de l'article 585; *Delvincourt*, tom. 2, pag. 515; *Pardessus*, tom. 5, pag. 277, *et supra*, sur l'article 585.)

2667. *L'huissier doit-il être revêtu de son costume ?*

Il est vrai que l'art. 8 de la loi du 2 nivôse an 11 assigne un costume à tous huissiers dans l'exercice de leurs fonctions; mais aucune loi n'exige qu'ils en soient revêtus à peine de nullité, et on peut appuyer la solution négative de la question, des arrêts cités par M. Merlin, nouveau Répertoire, au mot *costume*, tom. 3, pag. 234.

Au reste, il est vrai de dire qu'il n'y a que les huissiers audenciers qui soient aujourd'hui dans l'usage de se revêtir du costume, encore ne le portent-ils qu'aux audiences et dans les cérémonies publiques. C'est un abus, contraire à l'huissier lui-même, qui imprimera plus de respect, s'il est décoré comme le veut la loi, et aux parties, qui courent bien moins le risque d'être trompées par des soi-disant huissiers. Il suffit d'ailleurs qu'une loi non abrogée ait prescrit un costume aux huissiers, pour qu'ils le portent en toute occasion où ils exercent leurs fonctions; le ministère public ferait bien d'en rappeler et d'en exiger l'exécution.

ART. 784. S'il s'est écoulé une année entière depuis le commandement, il sera fait un nouveau commandement par un huissier commis à cet effet.

Décret du 14 mars 1808.—C. de P., art. 780, 794, 804.

2668. *Quand le commandement donné en vertu de l'art. 780 est périmé, faut-il que le nouveau commandement soit accompagné de la signification du jugement en vertu duquel on exerce la contrainte par corps ?*

Nous avons vu, sur la quest. 2629^e, que trois arrêts ont implicitement jugé la négative. M. Delaporte, tom. 2, pag. 359, dit le contraire, mais il nous semble que l'art. 784 n'exige que

le commandement, sans parler de la signification du jugement.

2669. *Mais si le commandement avait été fait avant la publication du Code, ne faudrait-il pas, en ce cas, signifier le jugement?*

Il résulte de la solution donnée sur la question 2631^e, et sur la précédente, que cela ne serait pas nécessaire. En effet, nous avons dit, sur cette première question, que les formes de l'emprisonnement, effectué depuis la publication du Code, sont soumises aux règles qu'il renferme, quoique le commandement soit antérieur. Or, ce commandement serait nécessairement périmé, si l'on voulait exercer aujourd'hui la contrainte, et puisque l'art. 784 s'exige qu'un nouveau commandement sans signification simultanée du jugement, on ne pourrait exiger cette signification : voilà pourquoi nous avons dit, après avoir résolu la quest. 2631^e, qu'elle n'était pas susceptible de difficultés, l'art. 784 la décidant formellement pour la négative.

2670. *L'huissier qui a signifié le premier commandement peut-il calablement signifier le second par suite de sa commission?*

Non ; les pouvoirs qui lui avaient été conférés ont cessé ; il faut une nouvelle commission, puisque la loi porte que le nouveau commandement sera fait par un huissier commis à cet effet. Mais sans doute, rien n'empêche que cette nouvelle commission ne soit donnée au même officier ministériel. (Voy. Delaporte, t. 2, p. 359 et 360, Pigeau, tom. 2, pag. 270, n° 4.) (1)

ART. 785. En cas de rébellion, l'huissier pourra établir garnison aux portes pour empêcher l'évasion et requérir la force armée ; et le débiteur sera poursuivi conformément aux dispositions du Code criminel.

Décret du 14 mars 1808.—Décis. du minist. de la just., du 12 sept. 1807.—Loi du 15 sept. 1791, 2^e part., tit. 1, 4^e sect., art. 1.—C. de P., art. 555, 794.—C. d'inst., art. 554.—C. P., art. 188, 209 et suiv.

DXVII. La loi, par cet article, prévoit les incidents qui peuvent entraver l'exécution de la contrainte par corps, et qui sont, ou la résistance du débiteur à suivre l'huissier, ou ses efforts physiques pour s'évader, ou son refus d'ouvrir les portes de sa maison, refus qui peut même avoir lieu de la part de ceux chez lesquels il se trouverait. En ces circonstances, que la loi qualifie rébellion, elle déclare les dispositions du Code criminel applicables, mais cette disposition exige d'importantes explications, qui seront la matière des questions suivantes.

2671. *Le simple refus d'obéir aux ordres de*

l'huissier constitue-t-il rébellion en sorte que les peines prononcées par le Code pénal y soient applicables?

Suivant les auteurs du Praticien, t. 4, p. 88 et 89, on ne pourrait entendre par rébellion une injure verbale, une simple résistance qu'opposerait le débiteur pour exécuter les ordres de l'huissier ; il faut un acte de violence, une voie de fait, une résistance ouverte.

M. Pigeau, tom. 2, pag. 273, pense que, d'après l'art. 8 d'un édit de juillet 1778, le simple refus d'obéir à l'ordre d'un officier chargé d'exécuter la contrainte constitue rébellion à justice.

• Quoique le Code de procédure, ajente cet auteur, et le décret du 14 mars 1808, relatif aux gardes du commerce, ne portent pas formellement cette disposition, elle doit avoir lieu ; le refus d'obéir à l'ordre donné au nom de la puissance publique est une véritable rébellion, et il est ainsi qualifié par ces deux lois, puisqu'elles disent qu'en cas de rébellion, l'officier établira garnison aux portes pour empêcher l'évasion, et requerra la force armée.

Il faut remarquer que l'art. 785 porte qu'en cas de rébellion, le débiteur sera poursuivi conformément aux dispositions du Code criminel.

Or, l'art. 209 du Code pénal qualifie crime ou délit, selon les circonstances mentionnées ensuite dans les art. 210 et 211, toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les officiers ministériels, etc., agissant pour l'exécution des lois, des mandats de justice ou jugemens.

Il suit de cette disposition, et de l'art. 484 du même Code, qui abroge implicitement les anciennes lois et réglemens dans les matières réglées par les lois pénales actuelles, que l'on ne peut plus argumenter du règlement de 1778, cité par M. Pigeau.

Ainsi donc, le simple refus d'obéir à l'huissier chargé de l'arrestation ne peut donner lieu à des poursuites criminelles, s'il n'est accompagné de résistance avec violence ou voie de fait ; s'il ne l'est pas, c'est à l'huissier, aidé de ses recors, à s'emparer du débiteur. Ils doivent évidemment y réussir, puisqu'ils ont, par le nombre, la force de leur côté, et s'ils en étaient empêchés, ce serait parce qu'il y aurait violence ou voie de fait.

C'est alors qu'il y aurait lieu à l'application de l'art. 785, d'après lequel le débiteur serait poursuivi criminellement, sur la remise que l'huissier ferait de son procès-verbal au procureur du Roi ou au juge d'instruction.

2672. *Si le débiteur échappait à l'huissier et se refusait dans une maison quelconque, faudrait-il que cet officier requît le juge de paix, et le débiteur serait-il sujet à des poursuites criminelles?*

Nous déciderons affirmativement la première partie de cette question, d'après la cinquième disposition de l'art. 781. Il s'agirait, en effet,

(1) Un arrêt de la Cour de Rennes, du 15 septembre 1814, a confirmé cette opinion, par la raison que le mandat a reçu son exécution au moyen de la signification tombée en surannation.

de faire une nouvelle arrestation, et cette disposition ne distingue pas; mais on sent qu'en cette circonstance, il deviendrait nécessaire que l'huissier établit garnison aux portes.

Quant aux poursuites criminelles contre le débiteur, elles ne pourraient avoir lieu pour cause d'évasion, qu'autant qu'elle aurait eu lieu par violence et bris de prison. C'est ce qui résulte des art. 209, 241 et suivans du Code pénal.

Mais nous estimons que l'on assimilerait au bris de prison l'effraction faite dans une maison où le débiteur serait provisoirement retenu par l'huissier.

Art. 786. Si le débiteur requiert qu'il en soit référé, il sera conduit sur-le-champ devant le président du tribunal de première instance du lieu où l'arrestation aura été faite, lequel statuera en état de référé: si l'arrestation est faite hors des heures de l'audience, le débiteur sera conduit chez le président.

T. 34. — Décret du 14 mars 1808. — C. de P., art. 794, 808 et suiv.

Art. 787. L'ordonnance sur référé sera consignée sur le procès-verbal de l'huissier, et sera exécutée sur-le-champ.

C de P., art. 794.

DXVIII. On reconnaît facilement que le législateur a voulu, dans le système établi par le Code, sur le mode de l'emprisonnement, rassurer le débiteur contre toute espèce de surprise, et parmi les précautions qu'il a prises à cet égard, on remarquera sans doute celle des articles ci-dessus, qui laissent au débiteur arrêté la faculté de se faire conduire devant le juge du lieu, qui, après l'avoir entendu, rend un jugement provisoire sur référé, et qui s'exécute sur-le-champ, soit qu'il prononce la validité de l'arrestation, soit qu'il la déclare nulle.

2673. En quel cas le débiteur peut-il requérir le référé?

Il le peut lorsqu'il sentent, 1^o que l'arrestation est nulle au fond, ou que le jugement est infirmé, la créance éteinte, etc.; 2^o que l'arrestation est nulle dans la forme, parce que la signification est irrégulière, etc. Le président peut statuer provisoirement sur ces deux sortes de nullités, en accordant la mise en liberté provisoire, avec ou sans caution, ou toute autre sûreté, ou le refuser; mais pour statuer définitivement, il faut recourir, pour nullités du fond, au tribunal de l'exécution, et pour celles de forme, à celui du lieu de la détention, conformément à l'art. 794. — (Voy. nos questions sur cet article.)

2674. Le débiteur doit-il être représenté par

un avoué lors du référé, et le créancier doit-il être présent?

Le débiteur comparait sans ministère d'avoué, et le créancier est représenté par l'huissier. — (Deleincourt, *Institut. du droit de commerce*, tom. 2, pag. 516.)

2675. Un jugement qui prononce la contrainte par corps est-il susceptible d'appel, lorsque l'objet de la demande et la condamnation sont au-dessous de 1,000 fr.?

Non, parce que la contrainte par corps, prononcée en conséquence de la condamnation principale, n'étant que le mode d'exécution de cette condamnation, ne peut pas donner lieu à un appel, puisque l'effet du en pourvoi serait de saisir la Cour de l'exécution du jugement, dont la principale est hors de sa juridiction. — (Pauze, 11 septembre 1812; Nîmes, 25 octobre 1811; Sirry, 2^e part., pag. 192 et suiv.; *Journal des avoués*, tom. 7, pag. 362, où se trouve une conférence des arrêts sur cette question.)

2676. En quel cas l'appel du jugement qui prononce la contrainte par corps suspendrait-il l'exécution de cette contrainte?

Il est certain qu'à la différence de l'opposition, l'appel qui serait interjeté sur le procès-verbal de l'huissier ne pourrait arrêter l'exécution de la contrainte, puisque l'art. 456 veut que tout appel contienne assignation dans les délais, et soit signifié à personne ou à domicile. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 275, et les *Questions de Lepage*, 349 et 350.)

Ce n'est donc qu'autant que l'appel a été signifié de la sorte qu'il peut suspendre l'exécution.

Il en était de même autrefois, d'après l'article 12 du tit. 34 de l'ordonnance, sur lequel Serpillon faisait une remarque qui peut encore recevoir son application. « Quand même, disait-il, le débiteur aurait en main un acte d'appel prêt à être signifié, et qu'il requerrait l'huissier chargé de l'arrêter, de signifier son appel, ou même qu'il demanderait à l'huissier acte de son appel, il ne pourrait empêcher son emprisonnement. »

Nous observons que M. Pigeau, *ubi supra*, enseigne deux cas dans lesquels l'huissier peut passer outre à l'emprisonnement, encore bien que le débiteur justifiât d'une signification d'appel. C'est, premièrement, lorsque le jugement est exécutoire par provision en donnant caution (voy. *Code civil*, art. 2068), et que cette caution a été reçue; secondement, lorsque le jugement, étant exécutoire par provision, est rendu en matière de commerce, avec ou sans caution, parce que l'art. 2068 du Code civil ne s'applique qu'à la contrainte par corps en matière civile. — (Arg. des art. 2069 du Code civ., 439 du Code de procéd., et 647 du Code de comm.)

Mais, ajoute cet auteur, si le jugement était exécutoire provisoirement sans caution, et qu'il fût rendu en matière civile, l'appel suspendrait la contrainte, puisqu'il ne puisse suspendre les

autres saisies. C'est encore, selon lui, ce qui résulte de l'art. 2068 du Code civil.

Ces décisions nous paraissent bien fondées; mais par suite de la solution que nous avons donnée sur la quest. 1547^e (voy. t. 3, pag. 311, rejetant, d'après la jurisprudence de la Cour de cassation, le sentiment de ceux qui ne pensent pas que les jugemens rendus en matière de commerce soient provisoirement exécutoires de plein droit, nous croyons que si le tribunal de commerce n'avait pas prononcé dans le jugement qu'il serait exécutoire de la sorte, ce ne serait pas une raison pour que l'appel suspendît l'exercice de la contrainte, comme il le ferait à l'égard d'un jugement rendu par un tribunal civil.

2677. *Que devrait faire le débiteur, si, sur sa réquisition, l'huissier refusait de conduire le débiteur chez le président?*

Le débiteur pourrait requérir le ministère d'un autre huissier, à l'effet de faire constater ce refus, et faire prononcer la nullité de l'emprisonnement, avec dommages-intérêts contre l'huissier auteur du refus, qui pourrait être suspendu de ses fonctions. — (Voy. Delaporte, tom. 2, pag. 360 et 361, et nos questions sur l'art. 1780.) (1)

2678. *Le juge, decout qui le référé est porté, peut-il entrer dans l'examen du mérite de la condamnation?*

Il n'est pas douteux, comme le dit M. Pardessus, tom. 5, pag. 281, que cette faculté lui est interdite. Si donc la contrainte avait été prononcée indûment, le jugement étant passé en force de chose jugée, elle n'en devrait pas moins avoir son exécution. Il en serait de même de toutes autres exceptions par lesquelles le débiteur attaquerait ou contesterait au fond le titre en vertu duquel la contrainte serait exercée. En un mot, le président n'a du référé n'a que deux choses à examiner :

La première, si le titre en vertu duquel l'arrestation est faite porte la contrainte par corps, et si ce titre est exécutoire;

La deuxième, si les formalités prescrites par la loi, pour l'exécution de la contrainte, ont été observées par l'huissier.

2679. *Le débiteur menacé de prise de corps peut-il agir en référé, même avant l'arrestation?*

Les art. 786, 787 et 788 semblent, ainsi que M. Collières en fait la remarque dans son Jour-

(1) M. Pardessus, tom. 5, pag. 280, pense que l'huissier qui, après avoir refusé, ne ferait pas mention de la réquisition du débiteur, se rendrait comptable d'un faux; mais nous ne croyons pas qu'il soit permis d'admettre cette opinion, d'après les art. 146 et 147 du Code pénal, qui ne nous semblent attacher le caractère de faux qu'à un acte positif du fonctionnaire qui dénature la substance de l'acte, en écrivant autre chose que ce qu'il doit, en constatant comme vrais ou comme avoués des faits qui ne le seraient pas, en ajoutant ou altérant des clauses. Or, une omission, quelque préjudiciable qu'elle soit, ne rentre pas dans cette catégorie, et, par conséquent, elle n'expose l'huissier qu'à des dommages-intérêts.

nal des avoués, tom. 3, pag. 229, ne prévoir que le cas où le référé est introduit après l'arrestation du débiteur. Mais de ce que ni ces articles, ni aucun autre du même titre, n'autorisent formellement la voie du référé avant l'exécution de la contrainte par corps, il ne s'ensuit pas que cette voie soit interdite au débiteur; il est fondé à en user, d'après l'art. 806; car il n'est pas d'affaire plus urgente que la demande qu'un individu formerait, afin de prévenir son arrestation, etc.

C'est pourquoi la Cour de Bruxelles, par arrêt du 23 décembre 1810 (Sirey, tom. 15, pag. 194; Dalloz, tom. 6, pag. 446), a décidé que le débiteur menacé de prise de corps pouvait, à la suite du commandement, et avant l'exécution de la contrainte, se pourvoir en référé pour obtenir un sursis, en se fondant sur ce que le titre qui servirait de base aux poursuites a été depuis modifié.

2680. *Si le jugement en vertu duquel on exerce la contrainte par corps a été rendu par défaut, le débiteur peut-il obtenir sursis à l'exécution, en déclarant former opposition?*

Oui sans doute, d'après les art. 159, 162 et 438, qui permettent de s'opposer par déclaration sur le procès-verbal d'emprisonnement, et qui veulent que l'opposition suspende l'exécution, à moins que l'exécution provisoire n'ait été ordonnée nonobstant ce pourvoi; ce qui n'a lieu dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 274, que pour les autres exécutions, et non pour l'emprisonnement, à cause des conséquences. — (Voy. question 2676^e.)

Nous remarquerons qu'il suit des articles précités que l'huissier peut prendre sur lui-même de surseoir à l'arrestation; ce ne serait qu'autant qu'il éprouverait quelques difficultés sur les qualifications du jugement, qu'il devrait recourir à la voie du référé.

Il résulte encore des mêmes articles que l'huissier ne peut refuser d'inscrire sur son procès-verbal les réponses du débiteur et sa réquisition, à fin de référé. — (Voyez Demiau Crouilhac, pag. 480 et 481.)

ART. 788. Si le débiteur ne requiert pas qu'il en soit référé, ou si, en cas de référé, le président ordonne qu'il soit passé outre, le débiteur sera conduit dans la prison du lieu; et s'il n'y en a pas, dans celle du lieu le plus voisin; l'huissier et tous autres qui conduiraient, recevraient ou retiendraient le débiteur dans un lieu de détention non légalement désigné comme tel, seront punis comme coupables du crime de détention arbitraire.

C. de P., art. 784. — C. P., art. 114, 119 et 122. — C. d'inst., art. 615 et suiv.

2681. *L'arrestation devrait-elle être annulée,*

si le débiteur n'avait pas été conduit dans la maison d'arrêt la plus voisine?

L'art. 788 veut que le débiteur soit conduit dans la prison du lieu, et s'il n'y en a pas, dans celle du lieu le plus voisin; mais attendu qu'il ne prononce pas de nullité, la Cour de Toulouse, par arrêt du 9 janvier 1809 (voy. *Sirey*, tom. 9, *DD.*, pag. 239), a jugé avec raison que la violation de cet article ne donnait lieu qu'à des dommages-intérêts envers l'officier ministériel.

2682. Le débiteur qui, lors de son arrestation, aurait été conduit non pas dans une prison, mais dans une maison particulière pour y passer la nuit, ne pourrait-il, sur ce motif, et quoiqu'il y eût consenti, demander et faire prononcer la nullité de son emprisonnement?

La Cour de Bordeaux, par arrêt du 17 juillet 1811 (*Dalloz*, tom. 6, pag. 447; *Sirey*, tom. 11, pag. 482), s'est prononcée pour l'affirmative, attendu que le débiteur avait été retenu en chartre privée dans un lieu non légalement désigné pour être un lieu de détention (1).

2683. Mais si le débiteur, conduit à la maison d'arrêt du lieu, demande, avant l'érou, à être conduit dans une maison d'arrêt plus voisine, peut-il, sous prétexte qu'il n'a pas été éroué dans la première, demander la nullité de l'emprisonnement effectué dans la seconde?

Nous ne le pensons pas, parce qu'étant conduit dans la maison désignée par la loi, et ensuite dans une maison désignée comme lieu de détention, il ne peut se plaindre d'avoir été retenu en chartre privée, seul cas auquel s'applique la solution que nous venons de donner au numéro précédent.

2684. Quelles sont les peines qu'encourraient l'huissier et tous autres qui retiendraient le débiteur dans un lieu de détention non désigné par la loi?

Ce sont celles que prononce l'art. 122 du Code pénal.

2685. Si quelqu'un incident, pendant le transport, forçait à séjourner en route, où devrait-on déposer le débiteur?

Le seul moyen d'éviter en ce cas la peine de la détention arbitraire, serait de mettre le débiteur dans la maison de dépôt, ou de prendre l'autorisation du maire pour le garder à vue, dans la maison qu'indiquerait ce fonctionnaire. — (Voy. *Parcasson*, tom. 5, pag. 279.)

On sent, et c'est aussi ce qui a été jugé par la Cour de Colmar, le 10 décembre 1819 (*Dalloz*, tom. 6, pag. 438; *Sirey*, tom. 21, pag. 22), qu'il n'y aurait pas lieu à annuler un empi-

sonnement, par cela seul que l'huissier aurait fait avec le débiteur une station dans une auberge sur la route pour y reposer, et on ne peut dire, en cette circonstance, comme en toute autre, où il serait justifié qu'il y a eu nécessité de s'arrêter, qu'il y ait détention arbitraire dans le sens de l'art. 788.

2686. Qu'est-ce que l'érou? Doit-il être fait par l'huissier ou par le geolier?

L'érou est un procès-verbal écrit, soit par l'huissier, soit par le geolier, sur le registre de la geole, et qui charge celui-ci de la garde du débiteur, et en décharge l'huissier. Ce procès-verbal établit conséquemment entre l'huissier et le geolier un contrat qui décharge le premier de la personne arrêtée et en charge l'autre. — (Voy. *Thomines Desmazures*, pag. 288.)

Nous disons que l'érou est écrit, soit par l'huissier, soit par le geolier, parce qu'il a été décidé par deux arrêts de la Cour de Paris, l'un du 14 décembre 1807, l'autre du 23 janvier 1808 (voyez *Sirey*, suppl. pour 1808 et 1809, p. 512, et *Jurispr. sur la procéd.*, tom. 1, p. 256 et 317), *Dalloz*, tom. 6, pag. 418), que les huissiers ou les gardes du commerce ont le droit de rédiger les actes d'érou, bien que l'on pût être porté à croire, d'après l'art. 790, que ce serait au gardien ou geolier à érouer le débiteur.

Mais cette Cour a considéré que le Code de procédure n'interdit, par aucune disposition précise, aux huissiers et gardes du commerce, le droit qu'ils avaient avant sa publication, et l'usage constant où ils étaient de rédiger les actes d'érou; ce qui se trouve confirmé par les art. 53 et 55 du tarif, qui leur accordent des salaires, tant pour les actes d'emprisonnement que pour la copie de ces actes.

Telle est aussi l'opinion de M. Figeau, tom. 2, pag. 276. M. Berriat Saint-Prix, p. 634, not. 29, observe que le pouvoir que ces arrêts donnent à l'huissier de rédiger l'érou, peut être fondé, non-seulement sur ce que la loi ne le lui a pas refusé, mais encore sur ce qu'il paraît plus conforme à l'esprit du Code de le lui accorder. En effet, dit cet auteur, si le geolier rédige l'érou, comment y fera-t-il mention du *parlant* d, exigé par la loi, dès que les vérifications ne sont pas de son ministère?

Il faut néanmoins observer, d'une part, que l'on a retranché de l'art. 802 du projet une disposition qui prescrivait à l'huissier de rédiger l'érou; de l'autre, que l'art. 78 de la loi du 22 frimaire an 8 (*constitution de l'an 8*), et les art. 607 et 608 du Code d'instruction criminelle, prescrivent au geolier de tenir un registre où l'huissier fait inscrire, d'où l'en pourrait induire que l'art. 789 a entendu prescrire la rédaction de l'érou par l'huissier; mais M. Berriat Saint-Prix répond qu'il ne s'agit, dans le Code d'instruction, que de l'acte en vertu duquel l'arrestation a eu lieu, et qui est aussi indiqué par l'art. 790 du Code de procédure. — (V. *Paillet*, sur l'art. 789, pag. 230.)

(1) On sent combien les huissiers doivent être attentifs à se conformer strictement à la disposition de l'art. 788, afin d'éviter les peines prononcées par le Code pénal. (Voy. la quest. 2684.) Il est de leur prudence de ne procéder à l'arrestation qu'à une heure convenable, pour se rendre de jour à la prison la plus voisine, et si l'arrestation était faite trop tard, il deviendrait nécessaire d'effectuer la conduite de nuit.

ART. 789. L'érou du débiteur énoncera, 1^o le jugement; 2^o les noms et domicile du créancier; 3^o l'élection de domicile, s'il ne demeure pas dans la commune; 4^o les noms, demeure et profession du débiteur; 5^o la consignation d'un mois d'alimens au moins; 6^o enfin, mention de la copie qui sera laissée au débiteur, parlant à sa personne, tant du procès-verbal d'emprisonnement que de l'érou. Il sera signé de l'huissier (1).

T. 53 et 55.—Ordonn. de 1670, tit. 13, art. 13.—G. de P., art. 783, 791, 794.—Décret du 11 mars 1808.

2687. *Le débiteur arrêté neant le coucher du soleil peut-il être éroué après, lorsque la prison est tellement éloignée du lieu de l'arrestation qu'il ne peut y être conduit de jour?*

Nous croyons que l'érou peut avoir lieu après le coucher du soleil, parce que l'art. 781 ne s'applique qu'au fait de l'arrestation. À la vérité, l'art. 1037 défend toute exécution à certaines heures qu'il indique; mais nous ne croyons pas qu'en puisse en argumenter contre la solution que nous venons de donner, parce que cet article, ainsi que l'atteste l'orateur du Gouvernement, a particulièrement pour objet de régulariser l'application du principe d'après lequel il est interdit aux officiers ministériels et aux agents de la police de pénétrer de nuit dans la demeure des parties. Or, lorsque le débiteur est arrêté, le motif de la disposition de l'art. 1037 n'existe plus, et par conséquent il n'y a pas lieu à suspendre, d'après cet article, les actes exigés par celui que nous expliquons.

2688. *La consignation d'un mois d'alimens est-elle nécessaire, lorsque la contrainte est exercée contre un débiteur à la requête de l'agent du trésor public ou de tout autre fonctionnaire public, pour cause des dettes de l'État?*

Non, parce qu'un décret du 4 mars 1808 dispose que les débiteurs de l'État reçoivent la nourriture comme les prisonniers détenus à la requête du ministère public, et que la dépense sera comprise chaque année au nombre de celles du département de l'intérieur, pour le service des prisons (2).

(1) JURISPRUDENCE.

1^o. Si la mention que la copie a été laissée au débiteur avait été omise dans l'érou, cette omission ne pourrait pas être réparée par une signification faite après la détention.—(Riom, 18 avril 1808, *Dalloz*, tom. 6, p. 451, *Sirey*, tom. 15, pag. 194.)

2^o. L'érou n'est pas nul s'il n'indique pas la rue et le n^o de la maison où le débiteur avait déclaré par un acte antérieur avoir son domicile.—(Bruzelles, 23 août 1823, *Ann. de Laporte*, an 1823, vol. 2, pag. 401; *jurisp. de Bruxelles*, 1823, 2^e, pag. 203.)

(2) Le débiteur reçoit, en ce cas, la nourriture des prisonniers arrêtés à requête du ministère public, conformément au décret du 14 mars 1808.

2689. *Les alimens à consigner sont-ils dus par chaque période de trente jours, et non par chaque mois, tels qu'ils sont fixés par le calendrier grégorien?*

Cette question avait été décidée en sens contraire. Suivant certains arrêts, il eût fallu faire la consignation par chaque période de trente jours, et non par chaque mois; suivant d'autres, elle eût dû être faite par chaque mois composé de plus ou de moins de jours. La Cour de cassation a fait cesser toute incertitude, en décidant, par arrêt du 21 novembre 1820, que les alimens dus aux prisonniers pour dettes, et fixés à 20 fr. par mois, par l'art. 14 de la loi du 15 germinal an 6, sont dus par jour, à raison de 13 sols 4 den., ou 66^e deux tiers, pendant l'année de trois cent soixante-cinq en trois cent soixante-six jours. Le 7 fév. 1821 (*voy. Bull. officiel*), la Cour royale de Reuen, sur le renvoi qui lui avait été fait, a décidé la question dans le même sens.

Ainsi, comme l'avait déjà décidé la Cour de Toulouse, par arrêt du 16 mars 1818 (*Sirey*, tom. 18, pag. 255), on doit entendre l'art. 789 en ce sens, que la consignation des alimens doit être faite d'avance et par chaque mois, c'est-à-dire après vingt-huit, trente ou trente-un jours, suivant la durée du mois dans le calendrier grégorien; mais qu'il n'a point dérogé à l'obligation prescrite par la loi de germinal, de consigner 20 fr. par chaque trente jours, ou, ce qui est la même chose, comme nous l'avons dit, 66^e deux tiers, aujourd'hui 1 fr., attendu que la fixation a été portée à 30 fr.—(V. quest. 2695.)

2690. *La copie, tant du procès-verbal d'emprisonnement que de l'érou, doit-elle être remise sur-le-champ au débiteur?*

Parmi les auteurs, les uns supposent, les autres admettent formellement l'affirmative de cette question.—(Voyez surtout *Dominus Crouilhac*, pag. 481.)

En effet, la loi n'ayant fixé aucun délai, on doit dire que la remise de la copie doit suivre immédiatement la confection du procès-verbal d'érou; qu'il doit constater une remise faite, et non une remise à faire. L'huissier serait d'ailleurs sans prétexte pour retarder cette remise; il a tout le temps nécessaire pour faire, par lui-même ou par d'autres, au bureau de la gabelle, la copie des deux procès-verbaux, et la circonstance que l'heure serait avancée ne saurait être une cause.

L'heure n'a pas été tardive pour enlever le débiteur; elle ne doit pas l'être, dit M. Demiau Crouilhac, pour lui donner satisfaction des formalités auxquelles il a un droit acquis dès l'instant où en le constituant prisonnier, et quand une exécution de cette nature est commencée de jour, on peut la continuer jusqu'à ce qu'elle soit finie, quoique la nuit soit survenue, lorsque le tout se fait sans interruption.—(Voy. la quest. 2687^{re}.)

2691. *La mention que la copie a été remise*

un débiteur un moment de l'érou, doit-elle tenir lieu du PARLANT ?

La Cour de Riom, par l'arrêt du 14 octobre 1808, déjà cité sur la quest. 2688*, a résolu celle-ci pour l'affirmative, attendu qu'un acte d'érou qui fait mention expresse que copie de cet acte, de celui de sa capture, etc., a été laissée au débiteur au moment de son érou, constate sa présence, et prouve que cette copie a été laissée à sa personne.

Nous croyons cette décision d'autant mieux fondée, qu'en disant que l'érou contiendra mention de la copie qui sera laissée au débiteur en parlant à sa personne..., la loi ne paraît exiger dans l'érou que la mention constatant que la copie a été laissée, et non pas celle du parlant à, qui n'est prescrite que pour l'acte de signification de cette copie : ce ne serait donc que dans le cas où ce dernier acte ne contiendrait pas le parlant à, que l'on pourrait argumenter de l'art. 789, pour demander la nullité de l'emprisonnement.

2632. Si la copie de l'érou donnée au débiteur présente une omission des formalités prescrites par l'article 789, y aurait-il nullité, quoique l'érou ne présentât pas cette omission ?

C'est, en d'autres termes, demander si l'on doit appliquer ici le principe énoncé supra, n° 327, savoir, que la copie tient lieu d'original à la partie à laquelle elle est notifiée ?

Nous ne pensons pas que ce principe puisse être invoqué dans cette circonstance, parce qu'on ne le trouve appliqué partout qu'aux exploits d'ajournement et autres actes judiciaires du ministère d'huissier, qui imposent quelque chose à faire à une partie ; alors, l'original restant entre les mains du demandeur, qui n'est pas obligé de le remettre, il faut bien que la copie, qui est pour cette partie un acte principal, renferme tout ce que la loi prescrit.

Mais quand il s'agit d'une copie insérée sur un registre public, et qui peut être vérifiée, la chose est différente : il en est ici comme des autres copies d'actes dont il reste minute ; la minute sert à vérifier la copie.

Au reste, si le procès-verbal d'emprisonnement ou la copie de l'érou lui-même fournissent les moyens de connaître l'erreur, nous ne doutons pas que l'on n'applique la solution donnée sur la 284* quest., et que, par suite, on ne prononcât la validité de cet acte.

2693. Est-il nécessaire que l'érou soit signé par le geolier ?

Comme l'art. 789 ne parle que de la signature de l'huissier, on a pensé, et cela résulte aussi de l'arrêt de la Cour de Riom, du 14 octobre 1808, que celle du geolier n'était pas nécessaire. Il en est de même, à plus forte raison, de celle des racors, ainsi que l'observe M. Delaporte, tom. 2, pag. 362.

Nous croyons aussi qu'on ne prononcerait pas la nullité de l'érou qui n'aurait pas été signé par le geolier ; néanmoins, nous croyons qu'il

convient de le lui faire signer, pour constater qu'il n'a pris charge du débiteur.

ART. 790. Le gardien ou geolier transcrit sur son registre le jugement qui autorise l'arrestation : faute par l'huissier de représenter ce jugement, le geolier refusera de recevoir le débiteur et de l'érouer.

T. 56. — Loi du 23 frim. an 8 (Const. de l'an 8), art. 77. — C. de P., art. 780, 794.

2694. Le défaut de représentation du jugement est-il le seul cas qui autorise le geolier à refuser de recevoir le débiteur ?

Oui, si ce n'est celui où, ayant demandé à agir en référé et l'huissier refusé de le conduire devant le président, le débiteur n'eût pu faire constater ce refus par un autre huissier, ainsi que nous l'avons dit sur la quest. 2677*.

Alors nous pensons, et c'est aussi l'avis de M. Demian Crouillac, pag. 482, que le débiteur pourrait réitérer sa demande en présence du geolier, qui, à ce moyen, serait autorisé à refuser de le recevoir jusqu'à ce qu'il lui eût été justifié de la décision du président.

ART. 791. Le créancier sera tenu de consigner les alimens d'avance. Les alimens ne pourront être retirés, lorsqu'il y aura recommandation, si ce n'est du consentement du recommandant (1).

Ordonn. de 1670, tit. 13, art. 33. — Déclar. du 10 janv. 1680, art. 1. — Loi du 15 germ. an 6, tit. 3, article 14. — C. de P., art. 789, 794, 800, 803 et suiv. — Décret du 14 mars 1808.

2695. Quelle somme doit-on consigner pour alimens ?

D'après l'art. 789, le créancier n'est tenu de faire cette consignation que pour un mois ; mais aucune disposition du Code ne fixe le montant de la somme. L'art. 23 du tit. 13 de l'ordonnance de 1670 portait qu'il serait réglé par le juge ; mais l'art. 14 de la loi du 15 germinal l'avait fixé à 20 fr. Il l'est aujourd'hui à 30 [en France].

Nous estimons, comme les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 26, que, dans le silence du Code, on doit suivre cette fixation, et c'est

(1) JURISPRUDENCE.

1°. L'obligation imposée, par l'art. 791 du Code de procédure, au créancier qui a fait emprisonner son débiteur, de ne retirer les alimens que du consentement du recommandant, n'est point réciproquement imposée au recommandant à l'égard du créancier qui a fait emprisonner. — (Colmar, 27 mars 1817, Dalloz, tom. 6, pag. 454, Sirey, tom. 18, pag. 106.)

[2°. Les alimens peuvent être consignés par un tiers même sans pouvoirs écrits, qui dit agir pour le créancier. — (Bruxelles, 6 juin 1821, Ann. de Laporte, an 1822, col. 1, pag. 366, Jurisp. de Bruxelles, 1821, 1°, 304.)]

aussi ce que M. Merlin nous semble admettre, puisqu'après avoir rapporté au nouveau Répertoire, au mot *alimens*, § 4, tom. 1, pag. 178, les anciens réglemens et usages à ce sujet, il renvoie, pag. 179, à cette loi du 13 germinal an 6. [a]

2696. *Le créancier doit-il acquitter les frais de la maladie que son débiteur a essuysée dans la prison ?*

Il a été décidé, par arrêt de la Cour de cassation, du 17 juillet 1810, qu'en consignait les alimens d'avance, le créancier satisfait à toutes ses obligations, et conséquemment la question que nous venons de poser a été résolue pour la négative. — (Voyez *Sirey*, tom. 10, pag. 370; *Dalloz*, tom. 6, pag. 457.)

2697. *Comment s'entend la disposition de l'art. 791, d'après laquelle les alimens ne peuvent être retirés lorsqu'il y aura recommandation, si ce n'est du consentement du recommandant ?*

Cette disposition signifie que, dès le moment où les alimens sont consignés, ils deviennent communs aux recommandans comme à celui qui a fait emprisonner, au moyen duquel l'art. 793 lui donne le droit de les faire contribuer à ces alimens; en sorte qu'il ne peut retirer sa consignation qu'autant que les recommandans y consentent. — (Voyez *Pignau*, tom. 2, p. 276.)

ART. 792. Le débiteur pourra être recommandé par ceux qui auraient le droit d'exercer contre lui la contrainte par corps. Celui qui est arrêté comme prévenu d'un délit, peut aussi être recommandé; et il sera retenu par l'effet de la recommandation, encore que son élargissement ait été prononcé et qu'il ait été acquitté (1) du délit (2).

[a] La loi du 15 germinal qui règle la quotité de la somme à payer pour alimens par mois, a été rendue pour un calendrier dont tous les mois avaient trente jours; depuis le rétablissement du calendrier grégorien, dont quelques mois ont trente-un jours, la somme pour alimens ne doit-elle pas être augmentée, pour ces mois, en raison du 31^e jour? La Cour de cassation de France l'a aussi décidé le 27 août 1821, par un arrêt qui casse la décision en sens contraire de la Cour de Paris. — (Ann. de *Laporte*, an 1822, vol. 1, pag. 468.)

(1) Ou que la peine fut expirée.

(2) JURISPRUDENCE.

1^o. Si la détention d'un débiteur peut être prolongée par la recommandation, encore bien qu'ayant été arrêté comme prévenu d'un délit, son élargissement soit prononcé, des créanciers qui auraient fait emprisonner ce débiteur ne seraient pas obligés de consentir à une mise en liberté provisoire, prononcée sous caution par ordonnance de la chambre du conseil, à raison d'un délit, conformément aux art. 114 et suivans du Code d'instruction. — (Paris, 1^{er} juin 1811, *Dalloz*, tom. 6, pag. 464; *Sirey*, tom. 15, pag. 195.)

T. 57.—Loi du 15 germ. an 6, tit. 3, art. 21.—C. C., art. 2059 et suiv.—Éd. de P., art. 136, 552, 794, 796.

2698. *Paut-on faire une recommandation en cas d'un acte important continué par corps ?*

Non, car la recommandation étant un acte par lequel un débiteur incarcéré est retenu en prison, ne présente autre chose que l'exercice d'une nouvelle contrainte de la part d'un second créancier; et il suit de là que, si ce créancier n'avait pas obtenu de condammation par corps, la recommandation serait nulle, puisqu'il faut obtenir un jugement pour pouvoir exercer la contrainte. Ainsi ces termes de l'art. 729, *parceux qui auraient droit d'exercer la contrainte*, ne s'entendent que de ceux qui ont obtenu jugement. — (Voy. arrêt de la Cour d'Angers, du 12 août 1807, *Jurisp. sur la procédure*, tom. 1, pag. 168, et *Demiau Crouilhac*, pag. 382.)

2699. *Les gardes du commerce ont-ils, à Paris, relativement aux recommandations, le droit exclusif qu'ils exercent relativement aux premières contraintes ?*

L'art. 19 du décret du 14 mars 1814 donne bien aux gardes du commerce le droit de faire les recommandations, mais il ne le leur donne pas exclusivement, ainsi que l'art. 7, relativement aux premières contraintes (voy. question 2624^e). Or, comme l'art. 793 porte que la recommandation doit être faite par un huissier, il suit de là, et du silence du décret du 14 mars 1808, comme le dit M. Pigeau, t. 2, p. 280, qu'à Paris, les huissiers peuvent dresser les actes de recommandation concurremment avec les gardes du commerce. — (Voy. *noir. Anpert.*, au mot recommandation, t. 10, p. 636.)

Cet arrêt est motivé sur ce que des créanciers ne sont obligés, dans aucun cas, à consentir à l'élargissement de leur débiteur sous caution, et que, s'ils y consentent, ils ont droit d'exiger que le cautionnement soit fourni suivant les règles ordinaires prescrites par les lois.

2^o. S'il était possible de supposer qu'un créancier, par des intrigues et des artifices, eût obtenu qu'un fonctionnaire public fit arrêter son débiteur pour se procurer les moyens de le recommander, le débiteur mis en liberté par l'autorité ne pourrait être retenu en vertu de la recommandation. Cette hypothèse s'est réalisée, et la Cour de cassation, par arrêt du 15 juin 1819 (*Sirey*, tom. 20, pag. 123), a rendu la décision qui précède, motivée sur ce que l'emprisonnement et la recommandation ayant eu lieu dans l'intérêt de la même personne, la nullité de l'un entraînait la nullité de l'autre.

3^o. Le débiteur failli qui, par voie correctionnelle, est condamné pour dettes à un emprisonnement, doit être élargi après le temps de sa détention, encore bien que les dettes ne soient pas entièrement payées. Ses créanciers ne peuvent le retenir en prison, parce qu'un sa détention est dans l'intérêt de la vindicte publique, lequel est indépendant de leur intérêt privé. — (Cass. 1^{re}, 9 mai 1814, *Sirey*, tom. 14, pag. 246.)

ART. 793. Seront observées, pour les recommandations, les formalités ci-dessus prescrites pour l'emprisonnement : néanmoins l'huissier ne sera pas assisté de recors ; et le recommandant sera dispensé de consigner les alimens, s'ils ont été consignés.

Le créancier qui a fait emprisonner pourra se pourvoir contre le recommandant devant le tribunal du lieu où le débiteur est détenu, à l'effet de le faire contribuer au paiement des alimens par portion égale (1).

T. 57. — Décret dn 14 mars 1808. — Loi dn 15 germ. an 6, tit. 3, art. 11 et 15. — Ordonnance de 1670, tit. 13, art. 28. — C. de P., art. 730, 789, 791, 794, 796.

DXIX. La recommandation est un véritable emprisonnement, et c'est pour cela que l'article ci-dessus veut qu'elle soit faite d'après les formes prescrites pour l'emprisonnement.

Ainsi un commandement préalable, avec signification du jugement qui prononce la contrainte par corps, doit la précéder d'un jour franc au moins, elle ne peut être faite que par un huissier commis ; elle doit contenir élection de domicile dans le lieu où siège le tribunal qui a rendu le jugement. Si le créancier n'y demeure pas, il faut qu'il se soit passé ni moins d'un jour franc, ni plus d'un an depuis cette signification ; enfin, on observe les mêmes formalités que pour le procès-verbal d'emprisonnement ; mais l'huissier est dispensé de la nécessité de se faire accompagner de recors et de consigner des alimens, s'il y en a de consignés dans ce moment.

Le même article donne au créancier qui d'abord a fait emprisonner le débiteur, une action contre le recommandant en contribution d'alimens. C'est, dit M. Pardessus, qu'une fois que le débiteur est devenu le gage, si l'on peut s'exprimer ainsi, de plusieurs créanciers, il est juste que chacun d'eux contribue à sa nourriture.

2700. Le débiteur recommandé peut-il arrêter la recommandation, en déclarant agir en référé ?

De ce que l'art. 793 porte que les formalités de la recommandation sont les mêmes que celles qui sont prescrites pour l'emprisonnement, on

doit conclure que le débiteur a recommander doit jouir de tous les droits que la loi accorde au débiteur qu'il s'agit d'emprisonner, et qu'il peut conséquemment se pourvoir en référé, pour faire valoir ses moyens d'opposition contre la recommandation (2).

2701. L'acte de recommandation et le procès-verbal d'écrou doivent-ils nécessairement être notifiés en parlant à la personne du débiteur ?

Il y a beaucoup d'huissiers, dit M. Demiau Crouilhac, pag. 482, qui font ces significations en parlant à la personne du concierge, et mentionnant que le débiteur appelé n'a pas voulu venir. Il y a en cela, selon cet auteur, une nullité absolue, puisque l'art. 789 veut que, lors de l'emprisonnement, la signification de l'arrestation et de l'écrou soit faite au détenu en parlant à sa personne. Nous pensons aussi qu'il doit en être de même de la recommandation, puisque l'art. 793 exige les mêmes formalités que pour l'emprisonnement : l'huissier doit donc faire venir le débiteur entre les deux guichets (voyez quest. 338^e, tom. 1, pag. 103), et en cas de refus de la part de celui-ci, il peut y être contraint, de même que celui qui ferait résistance lors de l'arrestation serait forcé d'obéir. — (Voy. art. 785.)

2702. Les recommandans doivent-ils contribuer par portion égale au paiement des alimens, encore bien que les créanciers soient inégaux ?

Oui, puisque la loi n'a point distingué ; et elle ne l'a pas fait, dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 281, afin d'éviter les embarras et les difficultés d'un calcul de contribution.

2703. Peut-on demander permission d'assigner à bref délai, lorsque les recommandans se refusent à contribuer ?

Oui, dit encore M. Pigeau, *ubi supra* ; car le cas requiert célérité.

2704. Le créancier qui, le premier, a fait incarcérer le débiteur, et qui consent à l'élargissement de celui-ci, peut-il obtenir des recommandans remboursement des alimens qu'il aurait consignés pour le temps qu'il aurait son consentement ?

En cette circonstance, les frais d'alimens restent uniquement à la charge de ceux qui retiennent le débiteur en prison (voy. *Prat.*, t. 5, pag. 31), il nous semble qu'on ne pourrait lui refuser action pour obtenir le remboursement dont il s'agit.

2705. Les recommandans auxquels le créancier qui a fait emprisonner forme une demande

(1) JURISPRUDENCE.

1^o. L'huissier doit, à peine de nullité, être muni d'un pouvoir spécial pour la recommandation, comme pour l'emprisonnement. — (Lyon, 4 sept. 1810, *Dalloz*, tom. 6, pag. 439, *Sirey*, tom. 11, pag. 220.)

2^o. Si le recommandant et le créancier qui a fait emprisonner ont consigné chacun les alimens pour un mois, il y a lieu à appliquer aux alimens de deux mois, les consignations faites pour un même mois. (Bruxelles, 28 juin 1821, *Jurisp. de Bruxelles*, 1821, 2^e, pag. 124.)

(2) On sent, en effet, que le débiteur a intérêt à faire cette opposition, afin que rien ne l'empêche de jouir à l'instant de la liberté qu'il est au point d'obtenir. Tel est aussi l'avis de M. Pigeau, *ubi supra* ; mais il observe qu'en ce cas le débiteur ne sera pas conduit devant le président ; qu'il y sera représenté, c'est-à-dire qu'il chargera un avoué de faire valoir ses moyens devant ce magistrat. — (Voy. nos quest. sur l'art. 778.)

en contribution au remboursement d'aliments, doivent-ils absolument être assignés à personne ou à domicile réel?

Nous pensons, avec M. Delaporte, tom. 2, pag. 365, que l'assignation peut leur être donnée au domicile élu par le procès-verbal de recommandation.

ART. 794. A défaut d'observation des formalités ci-dessus prescrites, le débiteur pourra demander la nullité de l'emprisonnement, et la demande sera portée au tribunal du lieu où il est détenu : si la demande en nullité est fondée sur des moyens du fond, elle sera portée devant le tribunal de l'exécution du jugement (1).

T. 805. — Loi du 15 germ. an 10, art. 6 et 13. — G. de P., art. 554, 780, 805.

DXX. Dans les cas prévus par cet article, et pour lesquels le législateur prononce la nullité de l'emprisonnement, ce qui s'entend également de la recommandation, le débiteur doit rester en arrestation jusqu'à ce qu'il ait fait prononcer cette nullité; le gardien n'a pas le droit de décider de pareilles questions; à son égard, il suffit que l'acte d'écrasement soit régulier et le jugement transcrit sur son registre. C'est là une conséquence évidente de notre article, qui prescrit une demande judiciaire en élargissement.

(1) JURISPRUDENCE.

1^o. Le renvoi par coexistence ne peut être demandé, encore que l'issue de deux contestations dépende d'un même point de fait et de droit, si cette demande tend à faire juger la validité de l'emprisonnement par d'autres juges que ceux du lieu où il a été effectué. — (Cassat., 20 mars 1810, *Dalloz*, tom. 6, pag. 455, *Sirey*, tom. 10, pag. 191.)

NOTA. C'est que l'art. 794 attribue formellement aux tribunaux du lieu de l'observation la connaissance des contestations relatives à l'observation des formalités préalables que le Code prescrit.

2^o. Le tribunal dans le ressort duquel s'exerce la contrainte par corps ordonnée par un autre tribunal, n'est pas compétent pour prononcer sur le mérite du titre en vertu duquel elle est exercée; car c'est plaider sur le fond que de plaider sur le mérite du titre exécutoire. — (Foy. arrêt de la Cour de Bruxelles, du 29 juin 1808, déjà cité pag. 166, not. jurispr.)

3^o. Lorsqu'un débiteur emprisonné pour dettes demande à être transféré d'une maison d'arrêt dans une autre, et qu'il y a des motifs particuliers d'autoriser cette translation, le tribunal ne peut l'ordonner si les créanciers s'y opposent, et s'il n'est pas prouvé que le débiteur ait son domicile dans la commune où il demande à être transféré. — (Paris, 20 juil. 1813, *Journ. des arrêts*, tom. 7, pag. 346.)

4^o. La demande en élargissement est censée formée par la présentation de la requête afin d'obtenir permission d'assigner à bref délai. — (Paris, Cour de Cassat., 27 août 1821, *Ann. de Laporte*, an 1822, vol. 1, pag. 468, *Dalloz*, tom. 1, pag. 432, *Sirey*, tom. 12, 1^{er}, pag. 133.)

2706. Quand le débiteur est incarcéré, peut-il, en interjetant appel du jugement qui a prononcé la contrainte par corps, obtenir sa liberté jusqu'à ce qu'il ait été statué par la Cour?

M. Lepage, dans ses Questions, pag. 530, méconnaît la négative.

Sa raison de décider est que l'appel n'a point d'effet rétroactif: qu'il n'est que suspensif; qu'il empêche de continuer les poursuites, mais qu'il ne détruit point celles qui ont été faites dans un temps où le jugement n'était pas encore attaqué, et où il avait toute force d'exécution. Quand, dit-il, le débiteur interjette appel après que ses meubles ont été mis sous la main de la justice par une saisie-exécution, on ne peut pas procéder à la vente tant que la Cour n'a pas prononcé; mais la saisie reste en état et n'est point levée. Il en est de même de la saisie de la personne; elle est valablement opérée avant l'appel: il faut donc que les choses restent dans le même état, jusqu'à ce qu'il ait été statué en dernier ressort; le débiteur doit se reprocher de ne s'être pas pourvu plus tôt contre le jugement qu'on a mis à exécution.

M. Pigeau, tom. 2, pag. 281, pense au contraire que le débiteur peut, en interjetant appel, demander et obtenir sa liberté provisoire dans tous les cas où il eût pu, en représentant un acte d'appel signifié, empêcher son emprisonnement, ainsi que nous l'avons dit sur la question 2676^o. Nous pensons que c'est cette opinion qu'on doit suivre; car si le débiteur a pu être valablement arrêté faute d'avoir justifié d'un appel, il n'en est pas moins vrai qu'à partir du moment où il l'a signifié au créancier, cette signification suspend l'exécution pour l'avenir; et comme la continuation de l'emprisonnement, après l'appel, est chaque jour, ainsi que l'observe M. Pigeau, une exécution du jugement, laquelle ne peut se continuer après l'appel, le débiteur peut sans contredit, lorsque le jugement n'est pas exécutoire par provision, demander à la Cour d'appel son élargissement provisoire en la forme qu'on prend pour obtenir les défenses. — (Foy. nos quest. sur l'art. 439.)

On sentira sans doute combien l'argument *à pari*, que M. Lepage croit pouvoir tirer pour l'opinion contraire du cas d'une saisie-exécution, est peu solide. En effet, il convient que l'appel suspend les actes de la saisie, or, s'il empêche de continuer l'exécution sur les meubles, à plus forte raison opère-t-il cet effet relativement à la personne.

A la vérité, le contraire eût été décidé sous l'empire de l'ordonnance, d'après l'art. 12 du tit. 34. Mais il faut observer que les contraintes ne pouvaient être exercées alors qu'après un délai qui courait à partir de la signification du jugement; ce qui n'a pas lieu aujourd'hui, et ce qui, par conséquent, tend à justifier de plus en plus la solution qui vient d'être donnée.

2707. Devant quel tribunal doit être portée la demande en nullité relative au fond, si le ju-

gement a été rendu par un tribunal de commerce ?

Devant le juge du lien où le débiteur est détenu. C'est ce qui résulte des explications données sur le quest. 2633^e, *in fine*.

2708. Mais si la contrainte par corps a été exercée en vertu d'un arrêt qui aurait infirmé un jugement qui ne l'avait pas prononcée, faudrait-il porter à la Cour la demande en nullité relative au fond ?

L'affirmative semble résulter, dit M. Delaporte, tom. 2, pag. 366, de la disposition du Code qui attribue à la Cour l'exécution de son arrêt. Cependant, ajoute-t-il, il n'y aura plus les deux degrés de juridiction sur la demande en nullité.

Nous remarquerons sur cette question, que l'art. 472 du Code civil est celui qui confère à la Cour le droit de se réserver l'exécution de son arrêt, dans le cas où elle infirme un jugement ; mais que ce même article fait à ce sujet une exception formelle, relativement aux demandes en nullité d'emprisonnement, en expropriation forcée, et autres dans lesquelles la loi attribue juridiction. Or, M. Delaporte paraît avoir ainsi raisonné, d'après cette disposition : « La Cour d'appel devient juge de l'exécution de son arrêt rendu après information d'un jugement ; c'est au tribunal qui doit connaître de l'exécution que l'on doit porter les demandes en nullités d'emprisonnement, lorsque cette nullité est relative au fond : donc, dans le cas proposé, c'est la Cour d'appel qui doit statuer sur une semblable demande, malgré l'exception prononcée par la même disposition ; exception qui ne s'applique alors qu'aux nullités pour omission et vice de formes, suivant les distinctions établies par l'article 794. »

Nous répondons que cette explication, qui tend à écarter l'application du principe général des deux degrés de juridiction, ainsi que M. Delaporte l'observe lui-même, ne peut être admise, pour peu qu'il soit douteux que l'intention du législateur ait été d'établir cette exception à un principe qu'il paraît surtout indispensable de ne pas enfreindre, relativement à une demande aussi favorable que celle où il s'agit de la liberté d'un citoyen.

Or, il nous semble que le législateur attribuant juridiction au tribunal de l'exécution, pour le cas où il s'agit d'une demande en nullité d'emprisonnement fondée sur des moyens du fond, n'a eu en vue que le tribunal auquel appartient, dans les cas les plus ordinaires, l'exécution du jugement, et non pas la Cour d'appel, qui n'en connaît que dans un cas particulier, et que conséquemment l'exception portée dans l'art. 472, relativement aux demandes en nullité d'emprisonnement, s'applique à la question ci-dessus posée. — (Voy., au surplus, l'observation qui termine la solution donnée sur la quest. 1700.)

2709. La requête civile et le pourvoi en cassation peuvent-ils autoriser une demande de mise en liberté provisoire ?

La requête civile ne peut autoriser une semblable demande, puisque l'art. 497 prohibe, en ce cas, les défenses contre l'exécution du jugement attaqué et tout ce qui pourrait l'entraver. Ce n'est donc qu'autant qu'il est rétracté, et jamais auparavant, ni par provision, que le débiteur peut obtenir son élargissement.

Quant au pourvoi en cassation, il n'autorise pas non plus la demande en élargissement provisoire, car il ne peut arrêter l'exécution. (Loi du 1^{er} décembre 1790, art. 16.) Mais si le jugement attaqué est cassé, les parties étant remises au même état qu'auparavant, l'élargissement est ordonné par la Cour de cassation. — (V. Pigeau, tom. 2, pag. 282.)

2710. Quels sont, en général, les cas où le débiteur peut obtenir provisoirement sa mise en liberté, pour nullité établie sur des moyens de fond ?

Nous posons cette question, parce qu'il paraît sembler difficile, au premier aspect, de concevoir qu'un emprisonnement pût être attaqué pour nullité fondée sur des moyens de fond, si l'on n'attaquait pas le jugement en vertu duquel la contrainte a été exercée. M. Pigeau, tom. 2, pag. 283, lève cette difficulté, en observant que cela peut arriver, lorsque la créance est éteinte avant l'emprisonnement par le paiement, la novation, la prescription ou autres causes, ou, lorsque la créance subsistant, la contrainte par corps était éteinte au moment où elle a été exercée ; comme si le créancier en avait fait la remise ; si la remise en avait été faite par un concordat homologué avant l'emprisonnement et consenti par les créanciers, conformément à l'article 519 du Code de commerce ; si le débiteur avait été admis au bénéfice de cession ; s'il était septuagénaire ; si la créance était tombée entre les mains du conjoint ou d'un descendant du débiteur.

Si encore, comme le dit M. Pardessus, tom. 5, pag. 289, le débiteur, ayant employé une des voies ordinaires et extraordinaires pour faire réformer le jugement qui le condamnait, maintient avoir réussi dans ce pourvoi.

C'est dans ces circonstances que le tribunal auquel appartient l'exécution du jugement connaît de la demande en élargissement ; par exemple, si le débiteur avait été incarcéré en vertu d'un jugement du tribunal de commerce, cette demande serait portée devant le tribunal civil de l'arrondissement dans lequel siègerait le tribunal de commerce.

Si, au contraire, la demande est fondée sur des vices dans l'exécution ; par exemple, parce que l'emprisonnement eût été fait dans un temps où dans un lieu prohibé, ou pour inobservation de toute autre formalité, le jugement appartient au tribunal civil du lieu où le débiteur est détenu.

2711. Peut-on obtenir l'élargissement provisoire, du tribunal du lieu de la détention,

en attendant le jugement à rendre définitivement sur le fond par le tribunal d'exécution?

L'affirmative nous paraît résulter de la disposition générale de l'art. 554, qui porte que, si les difficultés élevées sur l'exécution des jugements ou actes requièrent célérité, le tribunal du lieu y statuera provisoirement et renverra la connaissance du fond au tribunal d'exécution.

On pourrait opposer que cet article, en parlant des difficultés élevées sur l'exécution, ne peut avoir en vue l'élargissement, parce que le jugement est exécuté dès-lors que le débiteur est emprisonné.

Nous répondons qu'ainsi que nous l'avons dit sur la quest. 2706^e, l'emprisonnement est chaque jour une exécution du jugement, et que conséquemment l'art. 554 est applicable. C'est aussi l'opinion de M. Pigeau, *supra*, et d'ailleurs en matière de contrainte, on doit s'attacher à interpréter favorablement, dès qu'il existe le moindre doute raisonnable sur l'application d'une disposition de la loi.

2712. *Mais une demande en élargissement provisoire pourrait-elle être jugée en référé?*

Nous pensons qu'elle doit être portée et jugée à l'audience, et jamais en référé, puisqu'à la différence de la loi de germinal, cette voie n'est autorisée par les art. 786 et 787, que dans le cas de réclamation faite avant l'emprisonnement. — (Voy. aussi l'art. le suivant.)

C'est aussi ce qui a été jugé par un arrêt de la Cour de Bruxelles, du 27 juin 1807, sur une demande formée, depuis la publication du Code, en nullité d'un emprisonnement antérieur. La Cour, en déclarant que cette demande était soumise aux dispositions de ce Code, a décidé que, d'après l'art. 794, elle devait être portée au tribunal, et que le président avait incompétemment et nullement jugé en matière de référé. — (Voy. *Jurisp. des Cours sous.*, tom. 3, pag. 48.)

2713. *La demande en nullité d'un emprisonnement peut-elle être repoussée par une fin de non recevoir résultant de l'acquiescement du débiteur?*

Non, car il ne peut y avoir de contrat ou d'acquiescement irrévocable, lorsqu'il s'agit de la liberté. — (Montpellier, 10 juin 1807, *Sirey*, tom. 15, pag. 42.)

C'est aussi ce qui a été jugé par arrêt de la Cour de Rennes, du 28 décembre 1814, 1^{re} chambre, et ce qui résulte, d'ailleurs, du rapprochement des articles 795, 1003 et 1004 du Code de procédure.

Il s'ensuit que si, par exemple, le débiteur fendait sa demande en élargissement sur des moyens de nullité de la nature de ceux qu'il eût été autorisé à employer pour requérir l'huissier de le conduire en référé devant le juge, conformément à l'art. 786, il ne résulterait d'un défaut de réquisition aucune fin de non recevoir, même à l'égard de l'action accessoire en dommages-intérêts. — (Pardessus, tom. 5, pag. 290.)

ART. 795. Dans tous les cas, la demande pourra être formée à bref délai, en vertu de permission de juge, et l'assignation donnée par huissier commis au domicile élu par l'écrrou : la cause sera jugée sommairement, sur les conclusions du ministère public (1).

T. 77.—Loi du 15 germ. an 6, tit. 3, art. 13, 1^{re} disp.—C. de P., art. 83, 404, 789, 802, 805.—Règl. du 30 mars 1808, art. 50, 66.

DCXI. Par ces mots, dans tous les cas, le législateur annonce suffisamment que la disposition de l'article doit être observée, quel que soit, d'après les distinctions faites en l'article précédent, le tribunal qu'il faille saisir de la demande en nullité.

2714. *La demande en nullité peut-elle être formée aux délais ordinaires, sans permission du juge, et l'assignation être donnée par un huissier du choix du demandeur et au domicile réel?*

L'affirmative ne nous paraît pas douteuse, parce que la première disposition de l'art. 795 est conçue en termes qui expriment qu'elle est facultative : d'eù les auteurs du *Praticien*, tom. 5, pag. 33, et M. Lepage, dans ses *Questions*, pag. 531, concluent aussi, 1^o que si l'on ne voulait pas assigner à bref délai, il n'y aurait besoin ni d'obtenir la permission du juge, ni de faire commettre un huissier; 2^o que si le débiteur ne voulait pas assigner au domicile élu par l'écrrou, son assignation donnée à domicile réel serait valable. — (Voy. aussi Pigeau, tom. 2, p. 283.)

2715. *L'assignation peut-elle être donnée au domicile élu et à bref délai, sans tenir compte de la distance du domicile réel?*

Par arrêté du 20 mars 1810 (*voy. Dalloz*, tom. 6, pag. 455; *Sirey*, tom. 10, pag. 191), la Cour de cassation a décidé, dans une espèce où il s'agissait d'un emprisonnement fait sous l'empire de la loi du 15 germinal an 6, que, lorsque (par exception au principe général établi en matière d'ajournement dans l'ordonnance de 1667) l'article 10 du tit. 3 de la loi du 15 germinal an 6 a exigé du créancier qui poursuit l'arrestation de son débiteur, l'élection d'un domicile dans le lieu où l'arrestation doit s'effectuer, cette disposition a eu évidemment pour objet de mettre le débiteur à portée de faire statuer, incontinent et sans délai, contradictoirement avec son créancier, sur les réclamations relatives à la régularité et à l'irrégularité de l'arrestation; mais que cette disposition deviendrait illusoire, si le débiteur ne pouvait pas citer ce créancier à ce même

(1) JURISPRUDENCE.

Le ministère public doit être entendu sur une demande en nullité d'emprisonnement formée par un étranger de même qu'il doit l'être, si pareille demande est faite par un Français. — (Cassol, 22 mars 1809, *Sirey*, tom. 9, pag. 202.)

domicile élu, et s'il était tenu d'observer d'autres délais que ceux que comporte ce domicile.

On voit que cet arrêt décide que l'assignation donnée au domicile élu n'emporte pas l'augmentation des délais à raison des distances du domicile réel; décision qui n'est d'aucune utilité, lorsqu'il s'agit d'une demande en nullité fondée sur défaut d'observation de formes, puisqu'elle se porte devant le tribunal du domicile d'élection, et que ce domicile doit être élu dans la commune où l'emprisonnement a lieu. (Art. 794 et 795.) En ce cas, en effet, il n'y a aucune augmentation de délai à donner à raison des distances.

Mais lorsqu'il s'agit d'une demande en nullité qui repose sur des moyens du fond, comme il peut arriver souvent que le tribunal de l'exécution auquel elle doit être portée soit éloigné du lieu où est située la maison d'arrêt, nous avons à examiner si l'arrêt de la Cour de cassation, qui a été rendu dans une espèce où la demande en nullité était fondée sur défaut de formes, peut être appliqué à la demande formée sur des moyens du fond.

C'est notre opinion, attendu que les raisons de décider sont les mêmes, et que, d'ailleurs, la loi du 15 germinal an 6 ne faisait aucune distinction entre la demande en nullité, fondée sur des moyens de formes, et la même demande fondée sur des moyens du fond: d'où suit que l'on ne peut argumenter contre l'application de l'arrêt dont il s'agit à cette seconde demande, de ce qu'il a été rendu à l'occasion de nullités dans la forme.

Nous concluons donc qu'il ne faut accorder l'augmentation à raison des distances qu'à partir du domicile élu, et non du domicile réel. Cette solution doit être étendue même au cas où l'assignation est donnée à bref délai, conformément à ce que nous avons dit sur la quest. 1494^e, tom. 2, pag. 133, et suivant les distinctions que nous avons établies alors; mais si, au lieu de donner l'assignation à domicile élu et à bref délai, le débiteur préfère la donner à domicile réel et aux délais ordinaires, ainsi que nous l'avons dit sur la quest. 2714^e, il est évident qu'il faudrait alors augmenter le délai à raison de la distance de ce domicile. — (Voy. Quest. de Le-page, p. 532 et 533.)

2716. Si le ministre public n'a eu pas été entendu, ainsi que le prescrit l'art. 795, faut-il-il se pourvoir en cassation pour faire annuler l'arrêt?

Nous : il y aurait lieu à le faire rétracter par voie de requête civile. — (Voy. art. 480, n° 8, et la quest. 1758^e.)

Art. 796. La nullité de l'emprisonnement, pour quelque cause qu'elle soit prononcée, n'emporte point la nullité des recommandations.

2717. La nullité de l'emprisonnement entraîne-t-elle la nullité des recommandations faites à la requête du même créancier, en vertu de nouveaux jugemens?

Il a été prononcé affirmativement, par un arrêt de 31 août 1810 (Sirey, tom. 11, pag. 78) déjà cité sur la quest. 2636^e. M. Collière, dans son Journal des avoués, t. 2, p. 360 et 361, et M. Sirey (Dallos, tom. 6, pag. 457), attribuent cet arrêt à la Cour de Colmar, et M. De naves à celle de Bruxelles.

On pourrait opposer contre cette décision, dit M. Collière, que l'art. 796 n'admet aucune distinction. Néanmoins, les motifs de l'arrêt lui paraissent assez puissants pour fixer les opinions en faveur de la solution qu'il a donnée.

La Cour a considéré que le législateur n'a eu en vue, par la disposition de l'art. 796, que les recommandations faites par un créancier autre que celui qui a fait faire l'emprisonnement, parce qu'il n'a pas voulu rendre en ce cas le commandant victime de la nullité d'un emprisonnement qui n'était pas son ouvrage; au lieu que, dans l'espèce, les recommandations, aussi bien que l'emprisonnement, avaient été faites à la requête du même individu : or, il impliquerait alors que, l'emprisonnement étant nul, les recommandations pussent être valables, puisque par là le créancier profiterait de sa propre faute. S'il en était autrement, ajoute-t-on, un créancier pourrait donc impunément faire procéder à la capture de son débiteur de la manière la plus vexatoire, au mépris des formalités prescrites, sauf à faire ensuite une recommandation régulière; ce qui se saurait être toléré sous aucun rapport.

Nous croyons que, d'après ces motifs, on doit résoudre affirmativement la question que nous avons posée; car en effet, il n'y aurait aucune raison pour maintenir la recommandation faite par le même créancier, à requête duquel l'emprisonnement aurait eu lieu, tandis qu'à l'égard de tous autres, il y aurait violation du principe qu'une nullité ne doit être opposée qu'à celui qui l'a commise, à moins que des tiers n'aient avec lui des intérêts communs et indivisibles. Or, les intérêts d'un tiers recommandant sont, comme l'observent les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 54, absolument distincts de ceux du premier créancier, et par conséquent les erreurs de celui-ci ne doivent point préjudicier à celui-là (1).

2718. Les recommandations faites dans l'interstice de la demande en nullité du jugement qui annule l'emprisonnement seraient-elles maintenues?

On argumente, dit M. Delaporte, tom. 2,

(1) L'art. 1351 du Code civil vient encore à l'appui de cette opinion, que M. Figeon, tom. 2, pag. 283, semble admettre, en prescrivant la disposition de l'art. 796 comme une conséquence du principe posé en cet article, que les jugemens n'ont d'effet que contre celui avec lequel ils ont été rendus.

pag. 367, de la généralité des termes de l'article 796. Mais il répond qu'on peut opposer que la demande étant fondée, celui qui a fait inscrire aurait dû y acquiescer au moment même où elle a été formée; en sorte que les recommandans n'ont véritablement trouvé personne à retenir en prison.

Les termes de l'article nous semblent résister à cette interprétation. Il est ainsi conçu : La nullité de l'emprisonnement, pour quelque cause qu'elle soit prononcée, n'emporte point la nullité des recommandations faites avant que cette prononciation ait eu lieu, sans distinction du temps où elles auraient été faites.

C'est à tort, du moins à notre avis, que M. Delaporte conclut de ce que le premier créancier aurait dû acquiescer à la demande en nullité de l'emprisonnement, que cette nullité étant prononcée, a un effet rétroactif, par rapport à la recommandation faite postérieurement à la demande. Non-seulement, comme nous venons de le dire, il supplée, au moyen de cette conséquence, une exception à la disposition générale de l'art. 796, mais il se trouve encore en opposition avec le principe rappelé sur la précédente question, que les jugemens n'ont d'effet qu'à l'égard des parties entre lesquelles ils interviennent. C'est pourquoi M. Pigeau, tom. 2, pag. 282, dit que le jour, qu'à l'instant même de l'élargissement, le débiteur peut être recommandé par un autre créancier que celui qui l'a fait emprisonner. — (Voy. la quest. suivante.)

Au reste, nous tenons d'autant plus à cette opinion que le législateur, par la disposition générale de l'art. 796, a eu l'intention de faire cesser tous les doutes qui existaient sous l'ancienne jurisprudence, relativement à la validité ou invalidité des recommandations, lorsque l'emprisonnement était annulé, soit dans la forme, soit au fond. — (Voy. Durousseau-de-Lacombe, au mot, recommandation, et Duparc-Poullain, t. 10, p. 572, n° 38.)

ART. 797. Le débiteur dont l'emprisonnement est déclaré nul, ne peut être arrêté pour la même dette, qu'un jour au moins après sa sortie.

C. de P., art. 798, 804.

2719. Si, malgré le jugement qui annule l'emprisonnement, le débiteur n'était pas sorti de prison, parce qu'il y serait retenu comme prévenu de délit ou par suite de recommandations, pourrait-il, à requête du créancier auteur de son emprisonnement, être recommandé avant l'expiration du délai fixé par l'art. 797 ?

La disposition de l'article 797 est conçue en termes tellement positifs qu'il est évident que cette question doit être décidée pour l'affirmative. Elle porte que le débiteur dont l'emprison-

nement est déclaré nul, ne peut être arrêté pour la même dette qu'un jour au moins après sa sortie : d'où suit que si le débiteur n'est pas sorti, il n'y a pas lieu à observer le délai fixé par la loi, dont la disposition ne suppose d'ailleurs qu'une arrestation à faire, et garde le silence sur la recommandation. — (Voy. Demiau Crousilhac, p. 484.)

2720. Si le débiteur était emprisonné hors le lieu de son domicile, faudrait-il ajouter au délai d'un jour franc celui d'un jour par trois myriamètres entre le lieu de la détention et celui de son domicile ?

Oui; car autrement le délai que la loi lui donne deviendrait inutile, et il serait traité plus rigoureusement que celui qui a été emprisonné dans le lieu de son domicile. Cette opinion serait d'ailleurs fondée, par analogie, sur l'article 782, qui accorde au débiteur porteur d'un sauf-conduit le temps nécessaire pour retourner à son domicile. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 284.)

ART. 798. Le débiteur sera mis en liberté, en consignation entre les mains du geolier de la prison les causes de son emprisonnement et les frais de la capture.

Ordonn. de 1670, tit. 13, art. 50.—Ordonn. du 3 juill. 1816, art. 2, n° 4.—C. de P. art. 800, 802.

DXXII. Cette disposition, combinée avec celle de l'art. 802, concilie à la fois les droits de l'humanité et ceux du créancier. La justice et la raison s'accordent pour faire cesser les effets d'une mesure aussi rigoureuse que celle qui prive un citoyen de la liberté, en lui indiquant le moyen de la recouvrer sans retard, dès qu'il aura désintéressé le créancier.

2721. Réulte-t-il de l'art. 798 que le débiteur ne puisse être mis en liberté après le jugement qui annule l'emprisonnement, s'il n'a fait la consignation dont il est question dans cet article ?

Une telle interprétation, dit M. Berrist Saint-Prix, prêterait au législateur une absurdité et une contradiction choquantes : une absurdité, en ce qu'il eût autorisé le débiteur à former et poursuivre une demande en nullité dont il ne tirerait aucun avantage, et qui serait tout à fait inutile, puisqu'en consignat la dette et les dépenses, il peut obtenir sa liberté, sans courir les risques et les frais d'une semblable instance (art. 800, § 2); une contradiction, en ce que l'art. 797 décide que le débiteur, dont l'emprisonnement est annulé, ne peut être arrêté pour la même dette qu'un jour après sa sortie, et suppose, par conséquent, que la dette n'a pas été offerte.

Par ces motifs, l'auteur conclut que l'art. 798 doit être entendu non pas en ce sens qu'il exprimerait une condition imposée à la mise en li-

berté du débiteur, que le jugement aurait ordonné en prononçant la nullité de l'emprisonnement, mais en ce sens que la loi accorde au débiteur la faculté de se faire élargir au moyen de la consignation, avant ou pendant qu'il forme sa demande en nullité; demande dont le jugement exige un intervalle, à la vérité très-court, mais pendant lequel le débiteur peut trouver intérêt à jouir de la liberté.

Tel est aussi le sentiment de M. Pigeau, t. 2, pag. 284. Mais par suite de ce que cet auteur pense, ce que n'admet pas M. Berriat Saint-Prix (voy. la question suivante), que la consignation doit être restituée quand la nullité de l'emprisonnement est prononcée, même en laissant subsister la créance, il ajoute que le débiteur doit réaliser sa consignation avec opposition, entre les mains du geolier, à la remise de cette somme au créancier, et protestation de se pourvoir contre le jugement ou l'exécution.

Cette opinion de M. Pigeau fera l'objet de la question suivante. Par rapport à celle que nous examinons maintenant, nous croyons, comme cet auteur et M. Berriat Saint-Prix, que l'article 798 ne reçoit son application que dans le cas où le débiteur veut obtenir son élargissement provisoire avant le jugement à rendre sur la nullité, et nous regardons comme une raison décisive en faveur de cette opinion que tout ce qui tient à la mise en liberté d'un débiteur emprisonné tient à l'ordre public; qu'il suit de là que l'emprisonnement étant annulé, le débiteur ne peut être retenu en état d'arrestation, parce que nul ne peut, même de son propre consentement, être illégalement incarcéré, et qu'il y aurait violation de ces principes certains, si la loi avait exigé, comme condition de la mise en liberté, la consignation exigée par l'article 798.

Mais on sent qu'en faisant cette consignation, le débiteur doit protester, s'il n'a pas encore formé sa demande en nullité de l'emprisonnement, qu'il va se pourvoir à cet effet; même nous serions porté à croire qu'il doit le faire incontinent, car autrement il trouverait le moyen d'éluder la seconde disposition de l'art. 800, et d'obtenir sa liberté sans faire la consignation plus ample que cet article exige.

2722. La consignation exigée par l'art. 798 est-elle restituée, si l'emprisonnement est annulé?

M. Pigeau maintient que l'on doit restituer la consignation, même dans le cas où la créance subsiste, parce que l'art. 1293 du Code civil dit que la compensation n'a pas lieu dans le cas de la demande en restitution d'une chose dont le propriétaire a été injustement dépouillé. Or, ici le débiteur l'a été injustement, puisque, lorsqu'il a été décidé que la contrainte n'était pas praticable, l'on a pris contre lui une voie prohibée, et qu'il ne suffit pas, pour agir justement, de demander une chose juste, il faut encore la poursuivre par les voies justes. Le créancier ne

pourrait se dispenser de rendre cette somme, s'il l'avait touchée; il ne doit pas être traité plus favorablement, lorsqu'il ne l'a pas touchée. D'ailleurs, le débiteur peut n'avoir fait cette consignation qu'avec de l'argent qu'en lui a prêté pour lui faciliter la liberté, et sans la condition de le rendre lorsqu'il l'aurait reconvenue, et il ne serait pas juste que sa confiance fût déçue.

Enfin, et par les mêmes raisons, M. Pigeau pense qu'il y aurait lieu à prononcer la restitution, même lorsque l'emprisonnement n'est annulé que pour vice de formes, quoique, la contrainte par corps continuant de subsister, le débiteur puisse être de nouveau emprisonné.

M. Berriat Saint-Prix remarque que l'art. 812 du projet, mis après celui dont on a fait l'art. 798, contenait une disposition conforme à l'opinion de M. Pigeau; mais cet article a été supprimé, d'après les observations des Cours de Dijon et d'Agén (voy. *Praticien*, tom. 5, pag. 35), conformément à la doctrine de Faber, qu'il serait trop dur de forcer le créancier à rendre une somme à laquelle il n'a droit légitime, et qu'il vaudrait mieux réserver au débiteur des dommages à raison de la nullité de l'exécution; et comme on a substitué précisément cette réserve des dommages (article 799), M. Berriat Saint-Prix, pag. 636, not. 33, en conclut qu'il est clair que l'un ne saurait accorder autre chose au débiteur.

Nous estimons que l'on doit suivre l'opinion de M. Berriat Saint-Prix, ne fût-ce que par suite de la suppression que le législateur a faite de la disposition de l'art. 812 du projet. Les raisons que donne M. Pigeau, pour l'opinion contraire, ne nous semblent pas assez fortes pour suppléer au silence de la loi: on pourrait dire, d'un côté, que l'argument tiré de l'art. 1293 du Code civil ne peut avoir trait à l'espèce de la question, où il ne s'agit point d'une compensation, mais d'une consignation qui suppose évidemment une personne qui puisse recevoir; de l'autre, que celui qui aurait prêté les fonds a suivi avec le débiteur les ébauches du jugement à intervenir sur la demande en nullité.

2723. Le débiteur serait-il obligé à faire la consignation prescrite par l'art. 768, s'il roulait, pour cause de maladie, être transféré de la prison dans un hospice, ou dans sa propre maison? Quelles sont d'ailleurs les circonstances où le débiteur peut être extrait de la prison?

Il n'est pas douteux, ainsi que le remarque M. Pigeau, tom. 2, pag. 289, d'après l'ancienne jurisprudence (voy. *Dénisart*, au mot *prisonnier*, et *Serpillon*, sur l'art. 12 du tit. 34 de l'ordonn.), et comme l'a décidé la Cour de Paris, par arrêt du 4 mai 1812 (voy. *Journ. des avoués*, tom. 5, pag. 352), que le débiteur dont l'état de maladie est légalement prouvé, c'est-à-dire par rapport des gens de l'art, peut obtenir sous caution et sans consignation, sa translation dans une maison de santé, quelle que soit la nature de sa

dette. (Voy. *note. Répert.*, au mot *élargissement*.) Nous croyons également, avec le savant auteur que nous venons de citer, qu'il pourrait obtenir sa translation à son domicile.

Mais, d'après l'arrêt de la Cour de Paris, le cautionnement doit être, en tous les cas, égal au montant de la dette, et les créanciers auraient le droit de préposer à sa garde telle personne qu'ils jugeraient convenable. Pour que cette extraction puisse avoir lieu, il faut que le débiteur obtienne un jugement contradictoirement avec les créanciers, qui ont le droit de le faire réincarcérer, en justifiant de sa convalescence.

Il en serait de même si le séjour de la prison pouvait être mortel au débiteur; par exemple, dans le cas où il régnerait une maladie contagieuse.

M. Pigeau assigne d'autres cas dans lesquels le débiteur peut être extrait de la maison d'arrêt. C'est lorsque sa présence est nécessaire à un acte ou à une opération qu'on ne peut faire dans la prison; par exemple, lorsque le débiteur est appelé à comparaître personnellement ou à déposer en justice, lorsqu'il contracte mariage, lorsqu'il s'agit de faire, lors d'un scellé, d'un inventaire ou d'une opération quelconque, une reconnaissance ou une vérification qu'il ne peut pas faire par un tiers.

Il a même été jugé, par la Cour de Bruxelles, le 25 août 1807 (Voy. *Jurisp. des Cours souv.*, tom. 3, pag. 54), qu'un tribunal peut accorder au débiteur qui s'est pourvu en nullité de son emprisonnement, de se présenter lui-même à l'audience, sous la garde d'un huissier, pour y défendre sa cause et prendre communication des pièces déposées au greffe; décision qui, à notre avis, doit être étendue à tous les cas où le débiteur ayant un procès, voudrait user de la faculté que la loi lui donne (art. 83) de plaider lui-même sa cause.

Dans tous les cas, l'extraction doit être constatée, ainsi que le séjour hors de la prison, et la réintégration.

Quant à tous les actes que peut faire le débiteur sans qu'il y ait nécessité de sortir de la prison, c'est entre les deux guichets qu'ils doivent être faits, ce lieu étant considéré comme lieu de liberté; mais il faut remarquer qu'encore bien qu'ils soient passés en ce lieu, ils ne seraient pas considérés comme l'étant en pleine liberté du débiteur, s'ils contenaient des conventions contraires à ses intérêts; si, par exemple, ils portaient comme condition de l'élargissement qu'accorderait le créancier une renonciation de la part du débiteur à attaquer la créance susceptible de l'être. La jurisprudence, dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 279, est de déclarer nuls de semblables actes, quoique faits entre les deux guichets, comme lieu de liberté.

2724. *Qu'est-ce que le goliard doit faire des sommes consignées?*

Il doit, lorsque le créancier ne les aura pas acceptées dans les vingt-quatre heures, les dé-

poser à la caisse des consignations. — (Ordonn. du 3 juill. 1816, art. 1^{er}, § 4.)

Art. 799. Si l'emprisonnement est déclaré nul, le créancier pourra être condamné en des dommages-intérêts envers le débiteur.

Loi du 15 germ. an 6, art. 6. — C. de P., art. 128, 794.

2725. *Outre la condamnation aux dommages-intérêts, les juges pourraient-ils ordonner l'impression et l'affiche?*

Oui sans doute, d'après l'art. 1036; mais cela ne pourrait avoir lieu que dans le cas où l'exécution de la contrainte aurait été injurieuse. Au surplus, cette mesure, de même que la condamnation aux dommages-intérêts, est purement facultative. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 283.)

2726. *L'incarcération nulle donne-t-elle toujours lieu à des dommages-intérêts?*

Par arrêt du 28 décembre 1814, la Cour de Rennes a admis en principe général que la condamnation aux dommages-intérêts n'était que facultative, puisqu'elle a refusé de la prononcer dans une espèce où elle considéra qu'il n'était pas dû de dommages-intérêts au débiteur qui ne contestait pas la créance de l'intimé, lequel ne pouvait en être passible qu'autant que sa créance n'eût pas été légitime et fondée.

Nous ajoutons qu'en effet, l'art. 799 portant que si l'emprisonnement est déclaré nul, le créancier pourra être condamné en des dommages-intérêts, laisse cette condamnation à l'arbitrage des juges, et conséquemment la Cour de Rennes, dans l'arrêt ci-dessus, a pu prendre pour motif de son refus de la prononcer la circonstance que la dette n'était pas contestée. Telle est aussi la règle que l'équité semble indiquer en pareille matière; car le débiteur ne doit pas faire tourner à son profit pécuniaire un vice de forme dans l'exécution d'une condamnation dont il ne conteste pas la justice.

Cette décision rentre dans l'opinion de M. Pardessus, qui ne pense pas (voy. tom. 5, pag. 291) que la condamnation aux dommages-intérêts doive être prononcée quand la nullité de l'emprisonnement ne tient qu'à la forme.

Nous n'admettons pas cette opinion d'une manière aussi absolue. Dès-lors, en effet, que l'article ne distingue point, le juge ne peut être empêché de prononcer des dommages-intérêts, dans tous les cas, et c'est ce qui a été jugé notamment par la Cour de Montpellier, le 19 juin 1807, par celle de Florence, le 12 août 1809, par celle de Nîmes, le 25 mars 1813. — (Voy. *Dalloz*, tom. 8, pag. 459 et 462; *Sirry*, tom. 15, p. 42, tom. 12, pag. 379, tom. 14, pag. 278.) (1)

(1) De même celui qui, par erreur provenant de l'identité de nom, aurait été emprisonné, pourrait échouer dans sa demande en dommages-intérêts, s'il n'avait pas réclamé d'être conduit en référé. L'huissier qui aurait agi en vertu d'un pouvoir spécial, et

Mais nous répétons que l'annulation de l'emprisonnement n'impose pas cette obligation du juge, et ne lui donne qu'une faculté dont il use, s'il l'estime convenable.

Ainsi l'on ne casserait pas, pour violation de l'art. 799, un jugement qui eût accordé des dommages-intérêts à raison d'un emprisonnement annulé pour vices de forme. [a]

ART. 800. Le débiteur légalement incarcéré obtiendra son élargissement,

1°. Par le consentement du créancier qui l'a fait incarcérer, et des recommandans, s'il y en a;

2°. Par le paiement ou la consignation des sommes dues tant au créancier qui a fait emprisonner qu'au recommandant, des intérêts échus, des frais liquidés, de ceux d'emprisonnement, et de la restitution des alimens consignés (1);

3°. Par le bénéfice de cession;

4°. A défaut par les créanciers d'avoir consignés d'avance les alimens;

5°. Et enfin, si le débiteur a commencé sa soixante-dixième année, et si, dans ce dernier cas, il n'est pas stellionnaire (2).

T. 77. — Loi du 15 germ. an 6, art. 14 et 18. — Ordonn. de 1670, tit. 23, art. 21, 28 et 29. — G. C., art. 1109, 1255, 1257, 1268, 1270, 2066. — G. de P., art. 791, 794, 801, 802, 803.

qui serait procédé légalement, ne saurait être responsable de l'erreur. — (Paris, 26 nov. 1807, *Sirey*, tom. 8, pag. 55.)

[a] L'emprisonnement déclaré nul ne donne pas lieu à des dommages-intérêts, s'il n'y a rien eu de vexatoire dans la poursuite; il est abandonné à la prudence du juge d'apprécier les circonstances, et d'adjudger ou non les dommages-intérêts. — (Bruxelles, 25 mai 1822. *Jurisp. de Bruxelles*, 1822, t. 1, p. 286. *Ann. de Laporte*, an 1823, vol. 1, pag. 291.)

(1) Depuis le jour de l'entrée en prison jusqu'à celui de la sortie.

(2) JURISPRUDENCE.

1°. Si un débiteur incarcéré, en vertu d'un jugement de première instance, consigne, pour obtenir sa liberté, le montant des condamnations prononcées contre lui, en principal, intérêts et frais, il n'y a point d'acquiescement de sa part au jugement, et son appel est recevable, surtout s'il a déclaré dans l'acte de consignation ne la faire que comme contraint et sous la réserve de ses droits. — (Cassat., 4 mai 1818, *Sirey*, tom. 18, pag. 288.)

2°. La demande en élargissement, pour défaut de consignation d'alimens, est recevable, si, au jour de la demande, il s'est écoulé depuis l'emprisonnement autant de périodes de trente jours que la somme allouée par mois a été consignée de fois, et qu'en outre il y ait une nouvelle période de trente jours commencée, sans qu'il y ait consignation. Pour importe que, depuis la consignation de la somme fixée par mois, il ne se soit pas écoulé trente jours. — (Toulouse, 16 mars 1818, *Sirey*, tom. 18, pag. 254.)

DXIII. L'énumération des circonstances dans lesquelles, suivant cet article, le débiteur peut obtenir son élargissement, sont fondées sur la raison, la justice et l'humanité. Sur la raison, et comme conséquence des principes généraux du droit, comme la première et la troisième; sur la justice et l'humanité comme la seconde, la quatrième et la cinquième.

Des sentimens d'humanité, dit M. Pardessus, tom. 5, pag. 290, avaient laissé croire qu'en ne devait pas autoriser à la fois l'emprisonnement du mari et celui de la femme; mais les tribunaux ne pourraient avoir égard à cette position pour rendre la liberté à l'un des, malgré le créancier qui les aurait fait arrêter en vertu d'un titre valable, et dans une forme régulière.

En effet, dès que la loi a précisé les cas dans lesquels elle a entendu autoriser l'élargissement du débiteur, quelque favorable que soit la liberté, il n'est pas permis au juge d'être moins sévère que le législateur.

2727. Un concordat homologué qui accorderait des termes ou des remises au failli, sans réserver la contrainte par corps, est-il réputé en faire remise?

Oui, dit M. Pardessus, tom. 5, pag. 288, et les non signataires seraient obligés de même que si leur consentement eût été exprès. Ainsi donc le débiteur obtiendrait son élargissement sur le vu de ce concordat.

2728. Le débiteur devrait-il consigner les intérêts échus, s'ils ne montaient pas à 300 fr.?

Cette question naît de ce que l'art. 1153 du Code civil qualifie *dommages-intérêts* les intérêts résultant du retard apporté à l'exécution des obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme. Or, l'art. 126, n° 1^{er}, du Code de procédure, veut que la contrainte par corps ne puisse être prononcée pour dommages-intérêts, en matière civile, qu'au-dessus de 300 fr.; d'où l'on pourrait conclure que le défaut de consignation, lorsque les intérêts seraient au-dessous de cette somme, ne pourrait empêcher l'élargissement du débiteur.

Nous pensons, avec M. Pigeau, tom. 2, p. 285, que cette conséquence ne saurait être admise, et nous en donnons pour motif que le législateur n'a fait aucune distinction dans l'art. 800. D'ailleurs, l'art. 126 n'ayant trait qu'à une condamnation de dommages-intérêts qui emporte par elle-même contrainte par corps, quoique les condamnations prononcées au principal ne fussent pas exécutoires de la sorte, on ne peut en tirer aucune induction relativement au cas où les dommages-intérêts, résultant nécessairement du défaut de paiement d'une dette payable, sous peine d'emprisonnement, font partie de cette dette même, comme des accessoires qui ne peuvent en être séparés. S'il en était autrement, il faudrait admettre que, lorsque des intérêts moratoires s'élèveraient au-dessus de 300 fr., les tribunaux pourraient prononcer la contrainte par corps pour leur paiement, quoiqu'ils ne le pussent

pas pour le principal. Or, sans contredit, le législateur n'a pas eu cette intention : conclurons donc que l'article 126 n'étant pas applicable aux intérêts moratoires que l'art. 1153 du Code civil qualifie *dommages-intérêts*, le débiteur est nbligé de le consigner, quelque modique que soit la somme à laquelle ils se monteraient.

2729. *Quels sont les frais licites dont le débiteur doit faire consignation ?*

Ce sont les frais faits avant le jugement, ceux du jugement, et ceux faits depuis, même pour d'autres saisies que l'emprisonnement, puisque l'art. 800, comme l'observe M. Pigeau, *supra*, pag. 286, sépare des frais de cet emprisonnement ce qu'il appelle les *frais liquidés*. Or, si le législateur n'avait eu l'endu désigner, par ces expressions, que les frais d'emprisonnement seulement, il eût été inutile de dire, comme il a fait, *des frais liquidés, de ceux d'emprisonnement*.

2730. *Le débiteur doit-il offrir une somme pour les frais non liquidés ?*

L'art. 1258, n° 3, du Code civil exige, pour opérer la libération du débiteur, qu'il fasse l'offre de cette somme, sauf à la parfaire; mais l'art. 800 du Code de procédure n'exigeant que la consignation des *frais liquidés*, on doit s'en tenir strictement à son application, et se garder d'y ajouter, par suite de raisonnemens d'analogie, une disposition rigoureuse que le législateur n'a sans doute omise qu'à dessein, en faveur de la liberté. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 285.)

2731. *Le débiteur est-il tenu de consigner toute la somme que le créancier aurait consignée lui-même pour alimens, si le débiteur ne l'avait pas consommée en entier ?*

Nous pensons, comme M. Hautefeuille, p. 439, que la disposition de la loi ne s'entend, relativement à la restitution des sommes consignées pour alimens, que de celles que le débiteur a consommées depuis son arrestation jusqu'au moment de son élargissement : celles qui n'ont point été consommées ne doivent donc être restituées que par le goliier, au créancier qui les avait consignées.

2732. *La consignation peut-elle être faite sous condition ?*

D'après un arrêt de la Cour de cassation, du 27 mai 1807, cité par M. Berriat Saint-Prix, pag. 637, not. 41, il faut que la consignation soit pure et simple; car si elle était faite sous condition, le créancier ne serait pas entièrement libre d'en profiter.

2733. *Suffrait-il, pour que le débiteur obtint son élargissement, qu'il eût offert la cession de ses biens ?*

Il a été décidé, par un arrêt de la Cour de cassation, du 23 février 1807, cité par M. Berriat Saint-Prix, pag. 638, not. 42, qu'il ne suffisait pas de faire offre de cession, mais qu'il fallait que la bénéfice en eût été accordé. Et en effet, la troisième disposition de l'art. 800 porte que le débiteur obtiendra son élargissement par le bénéfice de cession : il faut donc qu'il ait été

admis à jouir de ce bénéfice, et il ne l'est qu'après que les formalités prescrites par les art. 898 et suivans ont été remplies. — (Voy. nos quest. sur ces articles.)

2734. *Depuis la publication du Code de procédure, les septuagénaires ne peuvent-ils plus être contraints par corps à l'exécution des jugemens rendus par les tribunaux de commerce ?*

En d'autres termes, la troisième disposition de l'art. 800 du Code de procédure déroge-t-elle à l'art. 2070 du Code civil, c'est-à-dire à la disposition par laquelle ce Code maintient celles du tit. 2 de la loi du 15 germinal an 6, qui soumettent les septuagénaires à la contrainte par corps en matière de commerce ?

Cette question a été résolue négativement par arrêt de la Cour de cassation, rendu le 10 juin 1807 (Dalloz, tom. 6, pag. 401; Sirey, t. 7, p. 315), conformément aux conclusions de M. Merlin (roy. nouv. Répert., au mot *contrainte*, n° 20, tom. 3, pag. 69—73); mais cette question n'est pas moins controversée. Depuis cette décision, M. Delaporte, tom. 2, pag. 369, a maintenu l'opinion contraire, qui a été soutenue avec force, et par des raisons qui nous paraissent d'un grand poids, par les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 40, non-seulement dans cet ouvrage, mais surtout dans leur Jurisprudence du Code civil.

À la vérité, un arrêt rendu par la troisième chambre de la Cour de Bruxelles, le 7 avril 1810 (Dalloz, tom. 6, pag. 406; Sirey, t. 10, p. 287), a jugé conformément à la doctrine de la Cour de cassation. Mais aussi la première chambre de la même Cour, par arrêt du 12 juillet 1811 (ibidem, tom. 17, pag. 392), a rendu une décision tout à fait opposée.

Comme nous n'aurions qu'à répéter les raisons qui ont été données par les auteurs précités, en faveur de l'opinion adoptée par ce dernier arrêt, nous y renvoyons nos lecteurs, en leur recommandant toutefois la lecture des conclusions prises par M. Merlin, sur l'arrêt du 10 juin 1807 (1).

2735. *Le septuagénnaire est-il sujet à la contrainte par corps pour des obligations commerciales antérieures à la loi du 9 mars 1793, qui abolit cette contrainte ?*

En rapportant l'arrêt de la Cour de Bruxelles, du 7 avril 1810, cité sur la précédente question, M. Denvers (1811, pag. 96) remarque que la Cour de Paris a décidé négativement cette question, le 16 mars 1811, attendu que l'art. 9 du tit. 34 de l'ordonnance de 1667, qui portait que les septuagénaires ne pourraient être emprisonnés pour dettes purement civiles, s'appliquait aux matières de commerce comme à celles-ci.

(1) Nous avons rapporté, dans notre Analyse, les décisions rendues en sens contraire sur cette question, qui semble ne devoir plus en faire une depuis les trois arrêts de la Cour de cassation, des 5 février, 15 juin 1813; et 29 mai 1815 (roy. Sirey, tom. 13, pag. 301, et 1816, pag. 373, Dalloz, tom. 6, pag. 401 et 467), puisqu'ils ont prononcé de la même manière que celui du 10 juin 1807.



Cette décision est conforme à ce qui se pratiquait dans l'ancienne jurisprudence, ainsi que l'atteste M. Merlin, (*voy. nouv. Répert.*, tom. 3, pag. 72 et 73), parce qu'aucune des dispositions de l'ordonnance de 1673, sur la contrainte par corps en matière de commerce, ne portant qu'un débiteur, même septuagénaire, pourrait être contraint par corps, l'exception portée dans l'ordonnance de 1667 devait être sous-entendue dans l'autre.

2736. *Quels sont, parmi les cas dans lesquels le débiteur peut être élargi, conformément à l'art. 800, ceux où le geolier peut mettre de suite le débiteur en liberté ?*

Cette question n'en est pas une pour le cas où le créancier donne son consentement ; mais, relativement au second, qui est celui de la consignation, les auteurs du Praticien disent que le geolier a bien qualité pour recevoir la consignation, mais non pour consentir l'élargissement.

M. Demiau Crenailhac, pag. 484 et 485, dit, au contraire, qu'un débiteur doit être élargi de suite par le geolier, dès l'instant de la consignation faite aux termes, soit de l'art. 788, soit de l'art. 800, à défaut de quoi le président du tribunal du lieu de la détention doit ordonner la mise en liberté ou l'élargissement du détenu sur simple requête, sans recourir à aucune procédure ; car, dit cet auteur, il n'y a lieu à contestation que lorsque le geolier refuse la consignation ; ce qui forme un incident particulier sur lequel le tribunal doit prononcer ; mais lorsque la consignation a été reçue par le geolier, son refus de mettre le débiteur en liberté n'est plus qu'une mesure de police sur laquelle le président a droit de prononcer, sans l'intervention du tribunal.

Nous croyons aussi, et telle est l'opinion que les autres commentateurs ont formellement professée eu au moins supposée (*voy. Quest. de Lepege*, pag. 533 ; *Thomines Desmasures*, pag. 290, et *Hautefeuille*, pag. 438), que les consignations exigées par les articles 798 et 800 étant faites aux mains du geolier, celui-ci n'a pas besoin, pour élargir le débiteur, d'attendre les ordres ou le consentement du créancier. En effet, les causes de la détention n'existant plus, le geolier ne doit plus garder le débiteur sans se rendre coupable d'une détention arbitraire : il doit donc, à l'instant de la consignation, biffer l'écrou, mettre le débiteur en liberté, s'il n'est pas recommandé par d'autres créanciers, et en prévenir celui à la requête duquel l'emprisonnement a eu lieu.

On pourrait objecter que le geolier pourrait s'exposer par là à une demande en dommages-intérêts, s'il se trouvait que la consignation fût insuffisante. Nous répondons qu'il ne peut ignorer quel doit en être le montant, puisqu'il a copie du jugement sur ses registres, et que l'huissier, ainsi que nous l'avons dit sur la question 2661^e, a dû exprimer exactement dans le

procès-verbal d'emprisonnement la quotité des sommes dues.

Au surplus, il peut se mettre à l'abri, en refusant la consignation qu'il considérerait comme insuffisante ; faculté que lui suppose l'art. 802, puisque cet article enseigne ce qu'il faut faire en événement d'un semblable refus.

Quant à la cession de biens, il résulte de ce que nous avons dit sur la quest. 2733^e, que l'offre de cession ne suffit pas pour que le débiteur obtienne son élargissement ; que le geolier doit attendre que celui-ci justifie qu'il a été admis au bénéfice par consentement authentique de ses créanciers, ou par jugement rendu conformément aux art. 902 et suiv.

Mais si le débiteur allègue, pour être mis en liberté, qu'il est entré dans sa soixante-dixième année, il doit faire signifier son acte de naissance ou autre preuve de son âge aux créanciers, et si ceux-ci refusent l'élargissement, les assigner comme il est dit en l'art. 805.

Supposons ici qu'il n'existe pas de registre, soit parce qu'il n'en a pas été tenu, soit parce qu'ils auraient été brûlés ou perdus, ou qu'il y a quelque erreur de neu qui fait douter de l'identité de la personne du débiteur avec celle indiquée dans l'acte qu'il présente comme preuve de son âge : on demandera si ce débiteur ne peut être élargi qu'autant que la procédure ordinaire prescrite par l'art. 46 du Code civil et par l'art. 835 du Code de procédure, ait été faite ? Ne pourra-t-il pas au contraire y suppléer, soit par un acte passé devant notaire, dans lequel des amis et voisins attesteraient qu'il a atteint en passé sa soixante-dixième année, soit par une semblable déclaration devant le juge de paix ; en un mot, par un acte de notoriété ?

Nous serions porté à croire, comme M. Demiau Crenailhac, pag. 486, que la faveur due à la liberté, et les égards que l'on doit à la vieillesse, permettent que, sur un tel acte, on accorde au débiteur son élargissement provisoire, à la charge par lui de prouver ultérieurement son âge dans la forme voulue par la loi, et cela dans un délai fixé, passé lequel, faute d'avoir fourni cette preuve, il pourrait être emprisonné de nouveau. Nous ne pensons pas néanmoins que les juges soient rigoureusement tenus à agir ainsi ; c'est à eux à balancer suivant les circonstances, ce qu'exigent le sentiment d'humanité sur lequel M. Demiau Crenailhac a fondé son opinion, et l'intérêt bien entendu des créanciers.

M. Delvincourt, dans ses Institutions commerciales, tom. 2, pag. 517, décide que ce n'est que dans le cas de l'art. 798, que le geolier peut mettre le débiteur en liberté sans jugement préalable ; il ajoute que, dans tous les autres cas, quelle que soit la cause de nullité alléguée par le débiteur, le geolier n'en est pas juge et doit attendre que l'emprisonnement ait été déclaré nul par jugement.

2737. *La loi a-t-elle fixé pour terme à la durée de l'emprisonnement un certain laps de temps, à l'expiration duquel le débiteur puisse être élargi?*

La loi du 15 germinal an 6 avait fixé le maximum de la durée de l'emprisonnement à cinq années, et la Cour de Rennes observait, sur le projet de Code, qui ne répétait pas cette disposition, que l'impuissance du débiteur de satisfaire à une dette pécuniaire ne devait pas le priver pour toujours de sa liberté; qu'il était un terme au-delà duquel on ne pouvait raisonnablement espérer qu'une détention excessivement prolongée forcerait un débiteur à s'acquitter d'une dette dont il n'aurait pu se libérer pendant quelques années de détention.

Mais on n'a point eu égard à cette observation, lors de la rédaction définitive du Code, et en conséquence, les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 43, et M. Thomines Desmasures, pag. 291, en concluent que l'on a voulu s'écarter en cela de la loi de germinal, et que l'élargissement du débiteur ne peut aujourd'hui être ordonné, quelque laps de temps qui se soit écoulé, si ce n'est lorsqu'il a commencé sa soixante-dixième année, et encore sauf le cas du *stellionat*, qui fut autrefois qualifié crime, et qui est toujours un delinquant inexcusable. Mais il en est autrement en matière de commerce, ainsi que l'observe M. Berriat Saint-Prix, pag. 638, not. 46; et c'est aussi l'opinion de M. Pardessus, qui se fonde, tom. 5, pag. 290, sur l'indivisibilité du principe que le Code civil (art. 2070) maintient expressément la loi du 15 germinal, ainsi que l'a reconnu la Cour de cassation par les arrêts rendus contre les septuagénaires. — (Voy. *supra*, n° 2734.)

Il est sans doute bizarre, contraire aux principes de la matière, injuste même, que la loi civile soit plus rigoureuse que la loi commerciale, et c'est ce qui arrive par suite de ce que ni le Code civil, ni celui de procédure, ne limitent, comme la loi de l'an 6, la durée de l'emprisonnement.

Mais, d'un autre côté, dans la rigueur des principes (voy. *notre introduction générale*), on ne peut fonder l'abrogation de la disposition expresse d'une loi spéciale sur de simples inductions tirées de la loi générale; aussi a-t-il été jugé par plusieurs arrêts, cités par M. le comte Abrial, dans son rapport à la Chambre des pairs sur le projet de loi relatif à la contrainte par corps en toute matière, présenté et rejeté en 1817, que la loi du 15 germinal devait continuer d'avoir son application. Les motifs et les considérations développés dans ce rapport (voyez Dalloz, tome 6, page 467. Sirey, tome 18, 2^e partie, page 214), dans un arrêt de la Cour de Paris, du 1^{er} octobre 1814, rapporté dans un journal des audiences de la Cour de cassation, 1815, supplément, pag. 34, et enfin dans un autre arrêt de la Cour de Nancy, de 1819 (roy. Sirey, tom. 19, pag. 258), lequel

décide que les étrangers, même les femmes, débiteurs pour dettes, ne pourraient invoquer le bénéfice de l'art. 16, tit 3, de la loi du 15 germinal an 6, et obtenir leur liberté après cinq ans de détention, nous obligent à admettre cette distinction entre les matières civiles et les matières commerciales, et entre les Français et les étrangers, en formant des vœux pour qu'une nouvelle loi mette bientôt en harmonie les dispositions contradictoires des deux législations (1).

2738. *L'insolabilité prouvée peut-elle être une cause de mise en liberté du débiteur?*

Oui, d'après l'art. 53 du Code pénal, lorsque la contrainte par corps a été exercée pour amendes et frais prononcés au profit de l'Etat; d'où suit, attendu que le Code de procédure civile ne contient aucune disposition semblable relativement à l'exécution des condamnations rendues en matière purement civile ou commerciale, que l'insolabilité ne peut jamais être, dans ces matières, une cause d'élargissement, pas même dans le cas où un tribunal criminel aurait prononcé des dommages-intérêts au profit d'une partie civile.

2739. *Les tribunaux peuvent-ils ordonner l'exécution provisoire, nonobstant appel ou opposition, d'un jugement qui annulerait un emprisonnement, ou qui prononcerait l'élargissement d'un débiteur?*

L'affirmative semblerait résulter implicitement de la disposition de l'art. 787, d'après laquelle l'ordonnance du président devant lequel le débiteur demanderait à être conduit doit être exécutée sur-le-champ, soit qu'il ordonne, soit qu'il défende de passer outre à l'emprisonnement. En effet, il paraîtrait qu'il y aurait plus de raison pour décider de la sorte, dans le cas du jugement qui annule l'emprisonnement ou qui prononce la mise en liberté, puisque ce jugement est l'ouvrage de plusieurs magistrats, et le résultat d'un débat contradictoire qui a dû les éclairer davantage.

Quoi qu'il en soit, nous pensons que, si l'on considère, d'un côté, le silence que la législation a gardé à ce sujet, quoiqu'il ait cru néces-

(1) Mais, en admettant que le Code de procédure n'ait pas abrogé cette disposition, de moins n'autorise-t-elle le débiteur à demander son élargissement qu'autant qu'il a été incarcéré pour dettes contractées sous l'empire du Code de procédure. — (Paris, 29 mai 1815, Dalloz, tom. 6 pag. 470, Sirey, tom. 16, pag. 356.)

[La Cour de Bruxelles a décidé que le Code de procédure avait abrogé les dispositions de la loi du 15 germinal an 6, qui réglaient les cas où le débiteur incarcéré pouvait obtenir sa liberté, aussi bien en matière purement civile qu'en matière commerciale parce que tout ce qui concerne l'exécution des jugements des tribunaux de commerce, est réglé d'après les mêmes dispositions que celles des jugements rendus par les tribunaux ordinaires. — (Arrêt du 12 août 1823, Jurisp. de Bruxelles, 1823, 2^e, pag. 195, Ann. de Laporte, an 1823, vol. 2, pag. 361.)]

saire de s'expliquer relativement aux ordonnances de référé; de l'autre, la précision avec laquelle il a déterminé, dans l'art. 135, les divers cas dans lesquels les juges doivent prononcer l'exécution provisoire de leurs jugemens, il paraît certain que cette exécution ne peut être ordonnée pour un jugement de mise en liberté, *même avec caution*; ce qui est contraire à l'opinion de M. Demiau Crouilliac, pag. 486, qui d'ailleurs est de notre avis, relativement à l'exécution provisoire sans caution. Mais nous observerons que les motifs qu'il donne en faveur de son opinion sur ce dernier point sont les mêmes que ceux qui précèdent : or, il est évident que l'on ne peut faire de distinction d'après ces motifs, puisque l'article 135 offre le détail des circonstances dans lesquelles l'exécution provisoire peut être ordonnée avec ou sans caution; que les jugemens dont nous venons de parler ne sont point mentionnés dans cet article; d'où suit évidemment qu'on ne peut les déclarer provisoirement exécutoires, soit avec caution, soit sans caution (1).

ART. 801. Le consentement à la sortie du débiteur pourra être donné, soit devant notaires, soit sur le registre d'écrou.

Ordon. de 1670, tit. 13, art. 31.

2740. *Le consentement peut-il être donné autrement que par acte authentique ou sur le registre d'écrou?*

Le législateur s'étant servi, dans l'art. 801, du mot *pourra*, il ne résulte pas, disent les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 36, aux notes, de ce qu'il ne parle que d'un acte authentique ou de la consignation du consentement sur le registre d'écrou, une interdiction de tous les autres moyens : il serait donc valablement donné devant le juge ou au tribunal de paix, ou de toute autre manière, pourvu qu'il fût suffisamment constaté.

Nous pensons aussi que le consentement donné en justice serait valable, puisque l'acte qui le contiendrait serait *authentique*. Il en serait de même s'il était donné et souscrit à la suite d'une sommation faite aux créanciers par un huissier; mais sans doute le concierge ne sera pas tenu d'élargir le débiteur sur un consentement donné sous signature privée.

On remarquera qu'un procureur muni d'un pouvoir spécial ou authentique pourrait, comme dit M. Thomines Desmasures, pag. 290, assigner sur le registre d'écrou le consentement du créancier à la mise en liberté. Mais en ce cas le geolier a droit d'exiger que le pouvoir de même annexé à son registre, de même qu'il le

peut pour le consentement donné directement par acte authentique.

ART. 802. La consignation de la dette sera faite entre les mains du geolier, sans qu'il soit besoin de la faire ordonner; si le geolier refuse, il sera assigné à bref délai devant le tribunal du lieu, en vertu de permission : l'assignation sera donnée par huissier commis.

T. 77.—Ordon. de 1670, tit. 13, art. 32 et 33.—C. de P., art. 554, 798, 800, 805.

2741. *La consignation de la dette doit-elle être précédée d'offres réelles?*

Selon M. Delaporte, elle doit être précédée de semblables offres, faites au domicile élu. Ce commentateur est le seul qui ait émis cette opinion, que nous ne croyons pas devoir adopter, parce que la consignation qui doit être précédée d'offres est celle qui a pour objet la libération du débiteur (*roy. Code civ., art. 1257 et suiv.*), et dont le Code de procédure trace les formalités au tit. 1, liv. 1 de la 2^e part. La consignation dont il s'agit aux art. 800 et 802 n'a au contraire pour objet que l'élargissement du débiteur, et elle est soumise aux formalités prescrites par l'art. 802.

On sent d'ailleurs que s'il fallait que des offres réelles précédassent cette consignation, il eût été fort inutile d'autoriser le débiteur à la faire entre les mains du geolier : d'ailleurs, si ces offres n'étaient pas acceptées, il faudrait les faire juger valables avant d'être admis à consigner, et l'élargissement serait retardé contre le vœu de la loi, qui n'a permis de consigner entre les mains du geolier, qu'afin d'en hâter l'exécution.

2742. *Le créancier doit-il être mis en cause sur l'assignation donnée au geolier qui aurait refusé la consignation?*

La loi ne l'exige pas; mais comme le geolier ne peut guère avoir d'autres motifs de refuser que la crainte de s'exposer à une action de la part du créancier (*roy. quest. 2736^e*), en cas que la consignation ne soit pas suffisante, le juge à qui le débiteur présente requête (*roy. tarif, art. 77*), pour avoir permission d'assigner le geolier à bref délai, serait bien d'ordonner en même temps la mise en cause du créancier.

En cela, il ne ferait que favoriser le débiteur, puisqu'il hâterait cette mise en cause, que l'on ne pourrait pas, dans notre opinion, refuser au geolier, s'il y concluait sous le cours de l'instance. — (*Voy. Berriat Saint-Prix, pag. 639, not. 51.*)

2743. *Qu'est-ce que le geolier doit faire de la somme qu'il a reçue du débiteur?*

Comme le geolier ne reçoit point cette somme en qualité de fondé de pouvoir du créancier qui a exercé la contrainte, nous pensons (*roy. aussi Pardessus, tom. 5, pag. 289*) qu'il ne

(1) Au surplus, la solution que nous venons de donner de la question ci-dessus posée est conforme à un arrêt de la Cour de Paris, du 9 janvier 1806. — (*Voy. Sirey, pour 1810.*)

peut se permettre de la verser sans le consentement du débiteur, eu sans un jugement qui l'ordonne.

Il doit donc la déposer dans la caisse des consignations.

2744. *Cette consignation peut-elle être opposée au créancier comme un aveu de la dette?*

Non, et telle est encore l'opinion de M. Pardessus, conforme à un arrêt de la Cour de cassation, du 4 mai 1818. En effet, la consignation n'est que l'accomplissement d'une condition imposée au débiteur incarcéré pour obtenir sa liberté. C'est là seulement ce qu'il a en vue, et non pas de satisfaire le créancier par un paiement. Il peut donc ultérieurement contester la dette, si elle en est susceptible, sans qu'en puisse l'y déclarer non recevable.

Art. 803. L'élargissement, faute de consignation d'alimens, sera ordonné sur le certificat de non consignation, délivré par le geolier, et annexé à la requête présentée au président du tribunal, sans sommation préalable.

Si cependant le créancier en retard de consigner les alimens fait la consignation, avant que le débiteur ait formé sa demande en élargissement, cette demande ne sera plus recevable.

T. 77.—Ordonn. de 1670, art. 34, tit. 13.—Déclaration du 10 janv. 1680, art. 5.—Loi du 15 germ. an 6, art. 14.—C. de P., art. 800, 804.

DXXIV. On a vu ci-dessus, article 789, que, pour la validité de l'emprisonnement, le créancier devait consigner, entre les mains du geolier, la somme destinée au paiement des alimens pendant une période de trente jours au moins, et qu'avant que la deuxième période soit commencée, il faut que cette consignation soit renouvelée pour la suivante; qu'enfin, faute d'avoir rempli cette obligation, le débiteur doit obtenir sa liberté. L'art. 803 prescrit le mode d'exécution de cette dernière disposition, et en conséquence de celles qu'il renferme, le geolier délivre un certificat qui atteste que la consignation n'a été effectuée ni par celui qui a fait emprisonner le débiteur, ni par aucun des recommandans, s'il en existe; ce certificat est annexé à une requête présentée au nom du débiteur, au président du tribunal civil dans le ressort duquel est la maison d'arrêt. Au bas de cette requête, et sans qu'il soit besoin de sommation préalable au créancier de consentir à l'élargissement, le président l'ordonne, et cette ordonnance, représentée au geolier et mentionnée sur son registre, autorise celui-ci à mettre le débiteur en liberté.

Aussitôt que la requête est présentée, inutilement le créancier en retard consignerait les alimens de la période commencée. La liberté

étant acquise de plein droit au débiteur par le défaut de consignation en temps utile, le président ne pourrait se refuser à délivrer l'ordonnance de mise en liberté, qui n'est qu'une déclaration de ce droit, en vertu de laquelle le geolier doit ouvrir les portes au détenu.

Mais si, dans l'intervalle de l'obtention du certificat du geolier à la présentation de la requête en élargissement, le créancier en retard fait la consignation, la demande contenue en cette requête serait rejetée, parce que le débiteur serait censé avoir renoncé, par son silence, au droit que lui donnait la loi. — (Arrêt de cassation, du 27 août 1821, cité et édifié sur le registre par M. Berriat Saint-Prix; voy. p. 640, not. 51; Dalloz, tom. 1, pag. 432, Sirry, t. 22, pag. 133.) [Ann. de Laperie, an 1822, col. 1, pag. 468.]

Si donc, depuis cette consignation, le président, dans l'ignorance qu'elle ait eu lieu, avait ordonné l'élargissement, la demande qui en aurait été faite serait considérée comme non avenue, ainsi que l'ordonnance qui l'aurait accordée, sauf au créancier à payer les frais occasionés par son retard. Si donc le débiteur persistait à vouloir faire exécuter cette ordonnance, le créancier pourrait se pourvoir en référé, et le président maintiendrait l'emprisonnement. — (Voyez Pigeon, t. 2, p. 287.) (1)

2745. *L'élargissement, faute de consignation d'alimens, doit-il être prononcé sur-le-champ par le président, sans qu'il soit besoin de citation préalable au créancier?*

La Cour de Trèves faisait cette question sur l'art. 816 du projet; mais les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 43, pensent que l'art. 803 disant que l'élargissement, faute de consignation d'alimens, sera ordonné sur le certificat de non consignation délivré par le geolier, et sans sommation préalable, il n'y a pas besoin de citation, et qu'il suffit de l'exhibition de ce certificat pour que le président soit tenu de prononcer l'élargissement, à moins toutefois que l'acte ne fût argué de faux. — (Voy. aussi Thomines Desmasures, pag. 291, Berriat Saint-Prix, pag. 639, not. 50, pag. 640, n° 58.)

M. Hauteville, p. 439, et M. Demiau Crouillac, pag. 483, sont d'un avis contraire; mais nous croyons que le texte seul de l'art. 803 suffit pour justifier celui des auteurs du Praticien, qui d'ailleurs est conforme à ce qui se pratiquait autrefois, et au sentiment de M. Pigeon, t. 2, pag. 287.

2746. *Quelle est la date de la demande en élargissement, et que doit-on décider si, la demande et la consignation étant du même jour, rien n'indiquoit quelle est la première en date?*

Les requêtes n'ayant de date que par l'ordonnance, dit M. Pigeon, tom. 2, pag. 237, c'est celle de l'ordonnance qui fait celle de la de-

(1) Ce commentaire remplace la 1536^e quest. de notre Analyse.

mande, à moins que le juge, ne pouvant délivrer cette ordonnance lors de la présentation de la requête, n'ait constaté le jour et l'heure de la présentation.

Si la présentation de la requête et la consignation sont du même jour, et que rien n'indique quelle est la première en date, l'élargissement ne peut avoir lieu, parce que le débiteur qui a présenté la requête étant demandeur, et tout demandeur devant prouver, c'est à lui à justifier que sa demande est antérieure à la consignation.

Il suit de là qu'il est très-important de mentionner l'heure, soit dans l'acte de consignation, soit dans la requête, soit dans l'ordonnance.

2747. *Les créanciers recommandans ont-ils une action en dommages-intérêts contre le créancier qui, le premier, a fait exécuter la contrainte, la mise en liberté ordonnée pour défaut d'alimens devant être exécutée nonobstant leurs recommandations ?*

Certains tribunaux, dit M. Demin-Crouilbac, pag. 486, ont décidé cette question pour l'affirmative; d'autres ont rejeté la demande, et ils avaient raison.

Il n'y a en effet, ajoute cet auteur, ni dans le Code civil, ni dans celui de procédure, aucun article qui oblige le créancier incarcérant à faire la consignation dans tout autre intérêt que le sien propre; toutes les obligations qui lui sont imposées n'ont rien de commun avec l'intérêt des tiers; il n'y a, à l'égard de ceux-ci, que la prohibition de retirer une consignation faite pour éviter toute surprise et tout concert frauduleux qu'en pourrait pratiquer pour tromper leur vigilance: à cela près, le créancier qui a fait l'incarcération peut l'abandonner, s'en désister, harceler l'écreu, accorder la liberté à son débiteur, sans s'occuper des recommandans.

Or, s'il peut renoncer à l'emprisonnement par un acte exprès, il peut aussi le faire tacitement, en cessant de consigner.

On pourrait opposer contre cette opinion que la seconde disposition de l'art. 793, en donnant au créancier qui a fait emprisonner une action contre le recommandant, à l'effet de le faire contribuer au paiement des alimens par portion égale, paraît imposer à ce créancier, ainsi que le prescrivait l'art. 15 de la loi du 15 germinal an 6, l'obligation d'avancer par chaque mois la consignation, et de son recours contre les autres créanciers.

Mais nous répondons que cette disposition de l'art. 793 n'est que le complément de celle qui la précède immédiatement, et qui n'est relative qu'au cas où le créancier qui a fait exécuter l'emprisonnement se trouverait avoir consigné au moment où la recommandation aurait eu lieu, ou aurait bénévolement consigné depuis.

On ne peut dire, en effet, que l'article dont il s'agit impose à ce créancier l'obligation d'effectuer la consignation pour les recommandans, puisque la première disposition ne dispense le re-

commandant de consigner qu'autant que le premier créancier l'aurait fait.

Au reste, le Code n'ayant point répété la disposition de la loi de germinal, l'opinion de M. Demin-Crouilbac nous paraît d'autant plus fondée, qu'il semble que le législateur ait voulu en revenir à ce qui se pratiquait autrefois, d'après l'ordonnance du 6 janvier 1680, qui obligeait solidairement tous les créanciers à pourvoir aux alimens, sans imposer à celui d'entre eux qui avait fait exécuter l'emprisonnement, la charge de faire l'avance de cette consignation. — (Voy. *Dénisart, aux mots recommandation et prison, et Duparc-Poaulain, tom. 10, pag. 559.*)

Neus concluons de là que c'est à chaque créancier à consigner sa quote-part dans les alimens, de manière qu'ils soient toujours avancés pour un mois; que c'est à chacun à veiller à ce que cette avance existe entre les mains du geolier; que si l'un des contribuables n'a pas fourni sa portion, c'est à celui qui veut éviter la mise en liberté à compléter la somme, sauf son recours contre le créancier négligent; que, conséquemment, le défaut de consignation est une faute commune qui ne permet pas qu'un en rende responsable le créancier incarcérant, puisque ce serait lui imposer une condition onéreuse qui ne se trouve dans aucune disposition de la loi.

ART. 804. Lorsque l'élargissement aura été ordonné faute de consignation d'alimens, le créancier ne pourra de nouveau faire emprisonner le débiteur, qu'en lui remboursant les frais par lui faits pour obtenir son élargissement, ou les consignant, à son refus, *es mains du greffier*, et en consignant aussi d'avance *six mois d'alimens*: on ne sera point tenu de recommencer les formalités préalables à l'emprisonnement, s'il a eu lieu dans l'année du commandement (1).

Déclarat. du 10 janv. 1680, art. 6, et régl. de Parlement de Paris, de 1^{re} sept. 1717, art. 25. — C. de P., art. 784, 797.

XXXV. On remarquera que le législateur veut, par cet article, qu'avant d'exécuter de nouveau la contrainte par corps, après l'élargissement du débiteur, faute de consignation d'alimens, le créancier doive consigner des alimens non plus seulement pour trente jours, mais pour cent quatre-vingt. C'est une précaution légitime con-

(1) JURISPRUDENCE.

Le débiteur d'une dette commerciale qui a obtenu son élargissement, faute de consignation d'alimens par le créancier, ne peut pas être incarcéré de nouveau pour la même dette. — (Paris, 5 août 1817, *Dalloz, tom. 6, pag. 472, Sirey, tom. 17, pag. 307.*)

tre celui qui n'a pas acquitté une première fois la dette sacrée des alimens du débiteur.

2748. *Le créancier qui n'a pas fait la consignation par défaut de laquelle l'élargissement du débiteur aurait eu lieu, ne peut-il, pour une autre dette, faire emprisonner celui-ci qu'en remplissant les obligations mentionnées en l'art. 804 ?*

2749. *Ces obligations remplies, est-il dispensé des formalités préalables à l'emprisonnement, s'il a lieu dans l'année du commandement ?*

Il faut remarquer sur cet article, dit M. Delaporte, tom. 2, pag. 375, qu'il porte ces mots, *ne pourra de nouveau faire emprisonner*, et n'ajoute pas *pour la même dette*; qu'en conséquence il faudrait l'appliquer, quand même ce serait pour une autre dette que le débiteur serait arrêté à la requête des mêmes créanciers.

Telle n'est pas notre opinion. Il nous semble que l'art. 804 suppose le cas où le créancier qui n'avait pas fait la consignation exécute de rechef la contrainte par corps à raison de la même dette.

Cela nous paraît résulter de ce que l'art. 804 se rattache évidemment à la disposition de l'article 803, non-seulement parce qu'il exige un remboursement de frais précédemment faits par le débiteur pour obtenir son élargissement, mais surtout de ce que le créancier n'est pas tenu de recommencer les formalités préalables à l'emprisonnement, s'il a lieu dans l'année du commandement.

Le créancier n'est donc plus, en ce cas, obligé à faire commandement avec signification du jugement; s'il ne l'est pas, c'est sans doute parce que le législateur suppose l'existence d'un commandement déjà fait, et puisqu'il n'a été fait au débiteur d'autre commandement que celui qui concernait la dette à raison de laquelle l'élargissement de ce débiteur avait eu lieu, il faut en conclure nécessairement que l'art. 804 n'est applicable qu'au cas où le créancier exercerait de nouveau la contrainte à raison de la même dette : donc, en tout autre cas, aucune disposition du Code ne l'assujettit aux obligations prescrites par l'art. 804, et ne le dispense d'aucune des formalités préalables à l'emprisonnement.

2750. *Est-ce, comme le suppose l'art. 804, entre les mains d'un greffier, que la consignation prescrite par cet article doit être faite ?*

Le projet, art. 803, 811, 814 et 815, parlait du greffier de la prison.

D'après les observations de la Cour de Rennes, que, dans la majeure partie de la France, il n'existait point de greffier de la prison, et sur la demande du Tribunal (voy. *Berriat Saint-Prix*, pag. 638, not. 44), on a substitué le greffier dans les art. 790, 798, 802 et 803 du Code.

Il est donc à présumer qu'on aura emmis, par inadvertance, de faire une semblable substitution dans l'art. 804, mis à la place de l'art. 817

du projet, où se trouve la même expression ancienne *de mains du greffier*, et nous pensons en conséquence qu'il s'agit du greffier.

A la vérité, la Cour de Rennes, en observant qu'il n'y avait point de greffier de la geôle dans la plus grande partie des prisons, demandait que la consignation des causes de l'emprisonnement, prescrite, par l'art. 802 du Code, fût faite entre les mains du greffier du tribunal de la détention; mais puisque cet article veut qu'elle soit effectuée entre les mains du greffier, on ne peut tirer aucune induction des observations de cette Cour, pour décider que ce ne serait pas le greffier, mais le greffier du tribunal, qui dût recevoir la consignation exigée par l'art. 804.

ART. 805. Les demandes en élargissement seront portées au tribunal dans le ressort duquel le débiteur est détenu. Elles seront formées à bref délai, au domicile élu par l'écrou, en vertu de permission du juge, sur requête présentée à cet effet : elles seront communiquées au ministère public, et jugées sans instruction, à la première audience, préférablement à toutes autres causes, sans remise ni tour de rôle.

Avia du Conseil d'État, do 15 janv. 1808.—C. de P., art. 554, 786, 794, 795, 800, 802.

2751. *Les demandes en élargissement doivent-elles être communiquées non-seulement au créancier qui a fait exécuter la contrainte, mais encore à ceux qui ont fait de simples recommandations ?*

L'affirmative résulte indirectement de l'article 793, qui assujettit les recommandations aux mêmes formalités que les emprisonnements, et par conséquent à des élections de domicile dans l'écrou. — (Voy. l'article 789; *Berriat Saint-Prix*, pag. 638, n° 47, et le *Prat.*, tom. 5, pag. 46.)

2752. *Le juge, en permettant l'assignation, conformément à l'art. 805, doit-il commettre un huissier pour en faire la signification ?*

Nous ne pensons pas qu'il y soit rigoureusement obligé, puisque l'article garde le silence à ce sujet; mais nous croyons qu'il convient qu'il le fasse, afin de prévenir les surprises. L'article 795 l'exige pour les demandes en nullité d'emprisonnement fondées sur des nullités en des moyens du fond, et nous ne voyons pas de motifs pour contester qu'il y ait même raison de décider.

2753. *Qu'arriverait-il si la demande n'avait pas été communiquée au ministère public ?*

Voyez quest. 2716^e.

2754. *Les dispositions de l'art. 805 s'appliquent-elles à tous les cas où il se présente quelque obstacle à la mise en liberté d'un débiteur ?*

Comme cet article, dit M. Berriat Saint-Prix, pag. 639, not. 50, est mis après l'énonciation de tous les cas d'élargissement et des modes particuliers propres à quelques-uns d'entre eux, il paraît que celui qu'il établit doit être employé toutes les fois qu'il y a quelque obstacle imprévu; qu'en un mot, c'est là le mode général dont on ne peut s'écarter qu'autant que la loi a fait exception. Par exemple, il résulte évidemment de la première disposition de l'art. 800 (*enq. quest.* 2736*), qu'il suffit de justifier du consentement des créanciers pour obtenir sans jugement la mise en liberté; mais s'il survient quelque opposition, il faut bien y faire statuer, puisque le geolier, qui est responsable (*voy. la loi du 4 vendémiaire an 6*), refusera sans doute de relâcher le détenu. Il est naturel alors de suivre, pour faire cesser cette opposition, le mode général indiqué par l'art. 805.

TITRE XVI.

Des Référés.

Lorsqu'il s'élève quelques difficultés, relativement à l'exécution des jugemens et des actes, il importe qu'elles soient promptement applanies; d'autres circonstances exigent aussi une décision rapide; il en est même, comme le dit l'auteur du Gouvernement, sur ce titre, dans lesquelles le délai d'un seul jour, de quelques heures, peut-être, serait la source de grandes injustices et la cause de pertes souvent irréparables.

Ces considérations ont fait établir la procédure en *référé*, dont les règles sont tracées au titre 16, immédiatement après celles qui concernent toutes les voies d'exécutions forcées, parce qu'elles en sont le complément, comme nous l'avons dit *supra*.

On entend par *référé* le rapport qui se fait au magistrat, soit de difficultés survenues dans le cours de l'exécution des jugemens et actes, soit de toute autre affaire qui exige une prompte décision.

Avant la publication du Code de procédure, il n'existait aucune loi générale qui établit et régularisât cette forme de procéder; elle n'était connue qu'au Châtelet de Paris, dont le lieutenant civil était autorisé, par un édit de 1685, à ordonner, en plusieurs cas détaillés dans l'art. 76, que les parties compareraient le jour même, dans son hôtel, pour y être entendues, et être, par lui ordonné, par provision, ce qu'il estimerait juste (1).

Le Code de procédure accorde le même droit au président de chaque tribunal ou au juge qui le remplace, mais il autorise de plus les parties

à se pourvoir directement et sans permission devant un magistrat. — (806, 808.)

Toute la procédure consiste dans l'assignation et l'exposé verbal des moyens des parties. La décision est prononcée, soit à l'audience, soit dans l'hôtel du juge, *provisoirement* et sans préjudice des droits des parties au principal; elle est exécutoire par provision et sans caution, s'il n'en a pas été autrement ordonné; elle l'est même sur la minute, s'il y a nécessité absolue. On peut se pourvoir contre elle par la voie de l'opposition, mais elle est sujette à l'appel dans les cas déterminés par la loi. — (809—811.)

ART. 806. Dans tous les cas d'urgence, ou lorsqu'il s'agit de statuer provisoirement sur les difficultés relatives à l'exécution d'un titre exécutoire ou d'un jugement, il sera procédé ainsi qu'il va être réglé (2) ci-après (3).

« mandia obviaient avec une respectueuse soumission. » En effet, ne fallait-il élever de hère un essai en vertu duquel on pouvait, sans aucune commandement ni permission de justice, faire comparaître devant le juge la partie de laquelle on avait à se plaindre. Ce pourvoi n'avait lien au civil que dans la cas où il y avait péril dans la demeure, et particulièrement lorsqu'il s'agissait de trouble à une possession.

(2) C'est-à-dire selon les formalités prescrites par les articles suivans.

(3) JURISPRUDENCE.

1°. Le juge des référés n'est pas compétent pour ordonner qu'un débiteur saisi paie provisoirement, nonobstant l'opposition. On ne peut dire qu'il y ait urgence, ni que l'effet de la décision à intervenir soit purement provisoire. Le préjudice de cette décision pouvant être irréparable, elle doit être rendue par le tribunal en audience ordinaire. — (Paris, 1^{er} juin 1811, *Dalloz*, tom. 23, pag. 360, *Sirey*, tom. 11, pag. 470.)

2°. La main-levée d'une saisie-arrest ne peut être la matière d'un *référé*. — (Turin, 15 juill. 1807, *Sirey*, tom. 10, pag. 379.)

3°. Il en est de même de la question de savoir si, pendant la séparation de corps, il y a lien au séquestre des fruits des biens communs. — (Lyon, 15 fév. 1809, *Dalloz*, tom. 2, pag. 51, *Sirey*, tom. 9, pag. 295.)

[Il en est de même de tous les cas où il s'agit de statuer sur une demande contestative de nomination de séquestre. — (Bruxelles, 6 septembre 1807, *Ann. de Laporte*, an 1822, vol. 2, pag. 234.)]

4°. Lorsqu'il s'agit de l'exécution d'un arrêté administratif, le juge du *référé* ne connaît des difficultés qu'elle présente. — (Cassat., 7 sept. 1812, *Sirey*, tom. 12, pag. 210.)

5°. On ne peut faire ordonner en *référé* un suris à l'exécution provisoire d'un jugement émané d'un tribunal de commerce. — (Paris, 19 germ. an 13, *Dalloz*, tom. 23, pag. 358, *Sirey*, tom. 7, pag. 1185, *in fine*.)

6°. L'arresté qui poursuit le paiement de dépens, dont il a obtenu distraction, agit comme officier ministériel, et, comme tel, est passible de dommages-intérêts pour actes ouverts et frustratoires, aux termes de l'art. 1031, si, par exemple, il a poursuivi l'exécution, nonobstant un appel.

(1) « L'existence de cet édit permet de supposer, » dit l'orateur du Gouvernement, qu'il ne fit que confirmer ou régulariser un usage introduit bien antérieurement; usage que nous retrouvons encore dans cette assignation verbale, dans cette clameur de hère, à laquelle les habitants de l'ancienne Nor-

T. 65.—Édit de juill. 1685.—Décret du 12 juill. 1803.
Règl. du 30 mars 1808, art. 57, 60, 68.—C. de P.,
art. 606, 607, 661, 766, 829, 843, 845, 853,
921, 944, 946.

DXXVI. On voit que cet article est divisé en deux dispositions; la seconde trace des limites assez fortement prononcées pour qu'un ne puisse les franchir sans une évidente mauvaise foi. Elle se couçoit, sans doute, plus facilement que la première, eunqne en termes si généraux, qu'il s'est élevé et qu'il pourrait s'élever encore un grand nombre de difficultés sur la compétence des juges des référés, si l'on ne pouvait, à l'aide de quelques règles générales sur l'objet de cette procédure, en faciliter l'application aux cas particuliers. C'est ce que nous essaierons de faire en traitant la question suivante.

Quoi qu'il en soit, nous rappellerons les motifs que l'orateur du Gouvernement présentait pour justifier la généralité des termes de cette disposition.

• Quelques personnes ont paru craindre qu'il ne fût facile d'abuser des cas d'urgence dont parle la première partie de l'article, et de faire porter, sous cette dénomination, à l'hôtel du président ou à l'audience des référés dont parle l'art. 807, des contestations qui devraient être portées à l'audience du tribunal.

• Nous croyons que cette inquiétude n'est pas fondée, et que, sans rappeler la longue nomenclature des cas prévus par l'édit de 1685, la loi s'explique assez clairement en n'attribuant à l'audience des référés que les cas d'urgence. Le discernement et la probité du président ou du juge délégué feront le reste. Renvoyant à l'audience les contestations qui ne seraient portées en l'hôtel que par une indiscrète et avide précipitation, il n'hésitera point à prononcer sur celles auxquelles le moindre retard, ne fût-il

Les juges d'appel peuvent prononcer définitivement ces dommages-intérêts, bien que sur l'appel d'une ordonnance de référé, qui n'avait eu à statuer que sur le mérite des poursuites d'exécution dirigées par l'avoué.—(Cassat., 12 avril 1810, Dalloz, tom. 2, pag. 53, Sirry, tom. 20, pag. 378.)

7^o. Lorsque, pendant une instance en séparation de corps, la femme forme opposition sur les capitaux provenant de sa dot, ou pour sécularité de ces capitaux, la demande en main-lève de cette opposition s'est par de la compétence des juges en référé : c'est la matière d'une action principale.—(Paris, 29 nov. 1811, Sirry, loc. cit., 2^e part. pag. 372.)

8^o. Le juge des référés n'est pas compétent pour décider si une partie est ou non obligée de recevoir à un autre domicile qu'au domicile réel le paiement d'une rente viagère.—(Rennes, 12 janv. 1810, Dalloz, tom. 23, pag. 360.)

9^o. Le juge des référés est incompétent pour statuer sur une demande de passer outre à une exécution, lorsque les meubles saisis sont revendiqués par un tiers : d'après l'art. 608, le tribunal peut seul connaître des contestations où il s'agit d'objets revendiqués.—(Lille, 15 juillet 1824, Ann. de Leprieux, an 1824, vol. 2, pag. 168.)

que de quelques heures, peut porter un préjudice irréparable. »

Les circonstances dans lesquelles le Code de procédure renvoie en référé, sont les suivantes :

1^o. Les décharges de gardiens.—(Art. 606 et 607);

2^o. Les ouvertures de portes, lors des saisies-revendications.—(Art. 829);

3^o. Les contestations sur la délivrance ordonnée des expéditions d'actes imparfaits ou des secondes grosses, et sur l'exactitude des expéditions obtenues par des compulsoires.—(Art. 843, 845 et 852.);

4^o. Les difficultés en matière de saisies-exécutions, scellés, inventaire, vente judiciaire de meubles.—(Art. 607, 921, 922, 944 et 948);

5^o. Les privilèges du propriétaire sur les deniers saisis dont on fait faire la distribution; mais dans ce cas, ainsi que l'observe M. Berrin, p. 377, not. 3, c'est le juge commis qui statue sur le référé.—(Art. 786);

6^o. La mise en liberté ou l'incarcération d'un débiteur qui se prétend illégalement arrêté.—(Art. 786. Voy. nos questions sur ces différents articles.)

D'après les praticiens qui ont traité la matière des référés suivant l'usage du Châtelet de Paris, où cette procédure avait particulièrement lieu, c'était dans des circonstances semblables à celles que notre Code actuel désigne spécifiquement, ou lorsqu'il s'agissait des saisies-exécutions (voy. ordonn. de 1667, tit. 34, art. 5), que la voie du référé était usitée.

L'art. 6 de l'édit de 1685 comprenait d'autres cas dans lesquels il y avait lieu à se pourvoir par cette voie; 1^o lorsqu'on demandait la main-lève des marchandises prêtes à être envoyées; ou dont les voituriers étaient chargés ou qui pouvaient déperir; 2^o lorsqu'il s'agissait du paiement des bûteillers ou des ouvriers demandant à des étrangers, pour nourriture ou fourniture d'habits ou autres choses nécessaires; 3^o lorsqu'on réclamait des dépôts, gages, papiers et autres effets divers.

Dans ces circonstances, si l'on excepte celle en paiement d'ouvriers, parce qu'il y a lieu de citer à cet effet devant la justice de paix, on peut sans doute se pourvoir en référé; aussi M. Pigeau, tom. 2, pag. 106, les cite-t-il comme des exemples en cas d'urgence.

Mais on lit dans les ouvrages de droit, écrits sous l'ancienne jurisprudence (voy. Denisart, et le Répert., au mot référé), que, hors ces cas, où il est nécessaire de décider sur-le-champ, le juge devait toujours renvoyer à l'audience, même quand il s'agissait d'affaires provisoires par leur nature, et ne pouvait seulement qu'abrégier les délais suivant les circonstances.

Il est évident qu'aujourd'hui, d'après ces expressions générales de la seconde disposition de l'art. 806, dans tous les cas d'urgence, l'usage de la voie du référé peut s'étendre bien plus loin, mais c'est ici qu'il convient d'essayer de

fixer les idées sur l'application de cet article, afin d'empêcher qu'on ne s'expose à prendre cette voie dans des circonstances où il n'a pas été dans l'intention du législateur de l'ouvrir aux parties, et où il serait même contraire à leurs intérêts qu'elles la prissent.

Sur ce sujet, nous emprunterons au parti ce qu'on lit dans une dissertation sur la question qui nous occupe; dissertation extraite du Journal des décisions notables de la Cour de Bruxelles, et insérée dans le Recueil de Sirey, pour 1809. — (D.D., pag. 192.)

Il faut bien se garder, dit l'auteur, de confondre deux choses qui sont très-distinctes, la célérité et l'urgence. — (Voy. ci-dessus, tom. I, pag. 182, not. I, et quest. 571, pag. 183.)

Une cause exige célérité; mais elle ne fait pas pour cela l'objet d'un référé: la loi permet seulement d'abréger les délais. — (Voy. art. 72.)

L'urgence présume que, quelle que soit la brièveté du délai, le fait ne peut attendre la réunion de tous les membres du tribunal, sans qu'il en résulte péril dans la demeure. C'est alors que la voie du référé est ouverte; mais le magistrat chargé de l'application de l'art. 806 se tromperait souvent, il excéderait ses pouvoirs, s'il ne prenait pas pour guides les dispositions particulières du Code de procédure et les règles antérieures dont elles sont prises: c'est là, ou dans des actes semblables, que son attribution paraît circonscrite.

Le propriétaire d'un bâtiment le destine à une fabrique; il y commence quelques changements, mais une partie de ce bâtiment est occupée par un locataire qui s'oppose au nouvel œuvre du propriétaire; il cite ce dernier en référé, pour qu'il soit fait défense de rien faire au préjudice de son bail. — Aucune action n'était ouverte; le locataire l'introduit par forme de référé. Le président du tribunal civil prononce provisoirement en faveur du locataire, et renvoie au principal devant le tribunal; était-ce le cas d'un référé? — La cause exigeait célérité, et le délai pouvait être abrégé; mais le préjudice n'était pas irréparable; on n'enlèverait pas de meubles; on n'exécutait pas; un jour de plus n'était rien de l'effet de l'action: n'était-ce pas étendre la disposition de l'art. 806? Si l'on consulte l'ancien règlement, aucun fait de cette nature n'autorise le recours en référé: le Code de procédure est rédigé dans le même sens.

C'est en effet une démarche assez singulière, que celle de faire statuer sur une action litigieuse avant qu'elle soit introduite devant le juge qui doit la décider. Il n'en est pas ici comme d'une opération qui se fait par le ministère d'un officier public, en vertu de la loi ou d'un jugement, ni comme d'une main-levée ou de la disposition d'une chose qui ne pourrait plus se représenter.

En peu de mots, cessation d'entraves, levées d'obstacles, aplanissement de difficultés sur l'exécution, sur des saisies, conservation d'un

fait ou d'une chose sans lesquels l'action n'a plus d'intérêt, voilà ce qui peut faire l'objet d'une ordonnance en référé, dans les matières qui ne sont pas réservées à la connaissance du juge de paix.

Dans tous les cas autres que ceux qui sont déterminés par la loi, et où il s'agit d'un droit litigieux fondé sur des faits permanents, quelque célérité qu'exige la décision, c'est au tribunal à statuer sur assignation à bref délai.

N'est-il pas évident qu'en prenant la voie des référés, hors des circonstances qui prescrivent une mesure conservatoire, ou la levée d'un obstacle au cours de la justice, on aurait deux instances pour une, puisque le lendemain de l'ordonnance en référé on jugerait la cause au principal, et que le tribunal se trouverait en état d'accorder, s'il y avait lieu, le provisoire sur lequel il aurait été inutilement prononcé la veille.

Si, sous prétexte d'urgence ou de provision, le président était juge en référé, il y a peu d'affaires qu'on ne trouvât moyen de commencer ainsi, et bientôt nous tomberions dans une confusion de pouvoirs sur lesquels on ne verrait plus que des appels d'incompétence sur les ordonnances en référé.

Il paraît donc résulter de ces diverses observations que l'article 806 n'a pas laissé un pouvoir discrétionnaire au magistrat qui statue en référé, et que ces expressions, dans tous les cas d'urgence, se réfèrent aux cas qui sont prévus par les anciens et les nouveaux règlements, ou qui sont dans la même catégorie; en un mot, à des cas qui supposent des obstacles dans l'exécution, ou un préjudice tellement irréparable, si la mesure de conservation n'est pas appliquée sur-le-champ, que l'un pourrait dire, suivant les expressions de M. le tribun Favard (voy. édit. de F. Didot, pag. 275), que l'on serait sans justice, si la décision n'était pas rendue à l'instant même où la difficulté se présenterait. — (Voyez en outre l'Exposé des motifs, par M. le conseiller d'état Réal, *ubi supra*, pag. 226.)

Ces notions générales, d'après lesquelles il nous semble que l'on doit mesurer l'étendue ou les limites de la compétence en matière de référé, nous conduisent naturellement à rassembler les décisions judiciaires rendues dans des espèces où il s'agissait de prononcer s'il y avait lieu ou non à se pourvoir par cette voie.

2755. Le président du tribunal peut-il, par une ordonnance sur référé, suspendre l'exécution d'un acte authentique et en forme exécutoire?

La Cour d'Ageu, par arrêt du 16 janvier 1810 (voyez Journ. des avoués, tom. 2, pag. 41), s'est prononcée pour l'affirmative. Cette Cour a considéré que, lorsqu'il y a urgence, ou lorsqu'il est question de statuer définitivement sur les difficultés relatives à l'exécution d'un titre exécutoire, il y a lieu au référé, d'après la disposition textuelle de l'art. 806. Or, dans l'espèce

soumise au président, il y avait réellement urgence et difficulté relative à l'exécution d'un titre exécutoire, puisque l'une des parties prétendait qu'il y avait lieu à réduction de la créance dont on entendait poursuivre le paiement par voie de saisie, et que l'autre, sans en convenir, voulait poursuivre l'exécution de son titre, et pour tout le montant de la somme mentionnée : les parties n'étaient donc pas d'accord sur le montant de la somme due; il y avait donc difficulté sur l'exécution du titre, et il y avait urgence en ce que le débiteur prétendu était exposé à des poursuites rigoureuses et pressantes, tandis qu'il était incertain quelle serait la somme dont il se trouverait débiteur.

La Cour a considéré de plus que le président du tribunal de première instance, en suspendant l'exécution, n'avait pas décidé s'il y avait lieu à réduction, mais avait renvoyé les parties à cet égard; qu'il s'était contenté de surseoir à des poursuites qui auraient pu dans la suite occasionner de grandes discussions, et que conséquemment sa décision était basée sur les principes de la modération et de la sagesse.

Le pourvoi contre cette décision de la Cour d'Agen a été rejeté par un arrêt de la Cour de cassation, du 5 décembre 1810 (*Sirry, tom. 15, pag. 199; Dalloz, tom. 23, pag. 356*), parce que l'obligation dont il s'agissait dans l'espèce était réductible, et qu'ainsi la somme due n'était pas liquidée, le titre n'était pas exécutoire. D'où nous concluons que toutes les fois qu'un titre est exécutoire, le juge des référés ne peut, sans excéder ses pouvoirs, en suspendre l'exécution; car il n'est plus permis, ainsi que l'observe M. Berriat Saint-Prix, pag. 505, not. 3, seconde observation, à moins que la loi ne l'autorise, de surseoir par des arrêts de défenses ou de toute autre manière, à l'exécution des jugements et actes. — (*Voy. la question suivante.*) (1)

2756. *Le président du tribunal, jugeant en référé, est-il incompétent, 1^o pour connaître de l'exécution d'un jugement, lorsqu'elle se lie à l'interprétation de la loi; 2^o pour suspendre cette exécution pendant un délai déterminé?*

Nous estimons, sur le premier point, que l'interprétation d'une loi ne peut appartenir qu'au tribunal seul et non à son président; et sur le second, que ce magistrat ne peut accorder de délai pour l'exécution d'un jugement, puisque la loi n'a permis l'exercice de cette faveur qu'aux tribunaux.

(1) Le juge des référés peut connaître des difficultés élevées sur l'exécution d'un acte émané de l'autorité administrative (*Cassat.*, 7 sept. 1813); mais il excéderait ses pouvoirs, s'il suspendait l'exécution d'un jugement du tribunal de commerce, ou s'il accordait un délai à celui qui s'est laissé condamner purement et simplement. — (*Paris*, 15 germ. an 11.)

Il en serait de même à l'égard de l'acte administratif. Si, comme nous venons de le dire, le juge des référés peut connaître des difficultés relatives à l'exécution de cet acte, il ne peut du moins suspendre cette exécution.

Ainsi, nous décidons pour l'affirmative la question ci-dessus, comme elle l'a été par arrêt de la Cour de Colmar, du 12 août 1807. — (*V. Sirry, tom. 15, pag. 195; Dalloz, tom. 23, p. 358.*)

2757. *Le juge des référés, saisi d'une contestation relative à l'exécution d'un titre exécutoire, excède-t-il ses pouvoirs, lorsqu'après avoir reconnu en principe que l'exécution ne peut être paralysée, il décide qu'elle sera continuée jusqu'à la vente des objets saisis exclusivement, et que le débiteur pourra l'arrêter, en déposant à la caisse d'amortissement la somme pour laquelle les poursuites ont eu lieu?*

Mettre un obstacle à la vente des objets saisis, c'est arrêter l'exécution; ce qui ne peut avoir lieu, d'après ce que nous avons dit en terminant l'examen de la question précédente. C'est pourquoi celle que nous venons de poser a été résolue affirmativement, par arrêt de la Cour de Paris, du 21 octobre 1812 (*Sirry, t. 15, p. 196; Dalloz, tom. 23, pag. 360*), attendu que le juge de référé, saisi de la demande afin d'exécution d'un titre paré, ne pouvait, sous aucun prétexte, paralyser ni modifier l'exécution provisoire qu'il reconnaissait être due à ce même titre.

2758. *Le juge de référé peut-il statuer sur l'exécution des clauses d'une adjudication, lorsqu'il s'agit de déterminer la priorité entre les créanciers inscrits et un créancier indiqué par l'acte d'adjudication lui-même?*

Un arrêt de la Cour de Turin (*Sirry, tom. 15, pag. 197*), a décidé que, dans l'espèce de la question ci-dessus, le président avait outrepassé les bornes étroites de ses attributions comme juge de référé. A ce sujet, M. Colquhoun observe, avec raison, que l'art. 806 permet de se pourvoir en référé dans tous les cas d'urgence, et lorsqu'il s'agit de statuer provisoirement sur les difficultés relatives à l'exécution d'un titre exécutoire; que sous l'un et l'autre rapport, il n'y avait pas lieu, dans cette espèce, à l'application de cet article, puisqu'on ne pouvait dire qu'il y eût urgence dans le sens de la loi. — (*Comment.*, pag. 108.)

2759. *Le créancier hypothécaire qui veut prendre des mesures conservatoires relativement aux fruits de l'immeuble hypothéqué, et à une époque très-rapprochée de celle de leur exploitation, peut-il se pourvoir en référé devant le président du tribunal?*

La Cour de Rome a jugé négativement cette question, le 6 juillet 1811 (*Sirry, t. 14, p. 189; Dalloz, tom. 23, pag. 353*), attendu que l'urgence pour laquelle le président est autorisé à juger en référé doit être si marquée, qu'elle ne puisse admettre l'audience ordinaire du tribunal, même avec le bénéfice du bref délai, et que telle n'était pas l'urgence de la cause.

Cette décision a été rendue contre les conclusions de M. l'avocat général, qui maintenait que, dans le cas particulier de la cause, on ne devait admettre aucune distinction entre la signification des mots *urgence* et *célérité*. Mais, par les motifs

que nous avons développés au Comment., p. 108, nous croyons l'arrêt de la Cour de Rome conforme aux principes de la compétence en matière de référé. — (Voy. aussi l'arrêt de la Cour de Liège, du 13 février 1809, *Sirey*, tom. 9, pag. 295.)

2760. *Le débiteur qui n'a pas requis terme et délai, lors des condamnations prononcées contre lui, peut-il se pourvoir en référé, pour obtenir un sursis aux exécutions faites à la requête de son créancier?*

Par arrêt du 30 août 1809 (voy. *Journ. des avoués*, tom. 1, pag. 199), il a été décidé que, d'après l'art. 122, les tribunaux ne pouvaient accorder un terme au débiteur que par le jugement même qui a statué sur la contestation, et qu'ainsi un débiteur condamné par un jugement confirmé sur l'appel ne pouvait, en formant opposition aux poursuites, se présenter de nouveau devant les premiers juges et obtenir des termes pour le paiement.

Par application des mêmes principes, la Cour de Paris a jugé négativement, le 11 avril 1810 (*Sirey*, tom. 14, pag. 216, *Dalloz*, tom. 23, pag. 353), la question que nous venons de poser.

2761. *Peut-on se pourvoir en référé pour faire statuer sur l'opposition à un commandement afin de saisie immobilière, et si l'opposant, en prenant cette voie pour se faire accorder un sursis, se pourvoit aussi devant le tribunal civil pour faire statuer sur le mérite de son opposition, le président devrait-il ordonner le sursis sans préjuger le fond?*

Ces deux questions ont été jugées pour l'affirmative, par arrêt de la Cour de Turin, du 30 juillet 1810 (*Sirey*, tom. 15, pag. 297; *Dalloz*, tom. 23, pag. 353); mais nous ne voyons pas qu'il y eût urgence dans l'espèce où elles se sont présentées.

2762. *Peut-on porter en référé une demande ayant pour objet, 1° de faire accorder une provision à la veuve dont les reprises ne sont pas liquidées; 2° de faire une distribution de deniers entre les créanciers du défunt, avant qu'il ait été procédé à l'inventaire; 3° de proroger le délai accordé pour la confection de cet inventaire?*

Oui, d'après un arrêt de la Cour de Paris, du 11 fructidor an 13 (*Sirey*, tom. 15, pag. 198; *Dalloz*, tom. 23, pag. 352), attendu que, jusqu'à la confection de l'inventaire d'une succession, les premiers juges ont toujours le droit de statuer en référé sur toutes les mesures provisoires qui peuvent intéresser la veuve, les héritiers et les créanciers. Mais ici, comme sur la question précédente, nous observons qu'il nous semble que, dans l'espèce, il n'y avait pas encore véritablement urgence dans le sens que nous avons dit être celui de l'art. 806.

2763. *Pourrait-on porter en référé une demande tendant à la nomination d'un notaire pour procéder à un inventaire?*

Oui, d'après un arrêt de la Cour d'Orléans, du 19 mai 1808. — (*Sirey*, t. 15, p. 206.) [a]

Cet arrêt décide en outre que semblable demande doit être portée en référé devant le président du tribunal de l'ouverture de la succession, et non devant le tribunal entier. — (Voy. art. 944.)

2764. *Peut-on se pourvoir en référé devant la Cour d'appel, lorsqu'il s'agit de l'exécution d'un arrêt émané de cette Cour?*

L'article 806, dit M. Coffinières (voy. *Jurisp. des Cours souv.*, tom. 5, pag. 71), n'attribue juridiction en matière de référé qu'au président du tribunal de première instance. D'un autre côté, ce même article ne parle que des difficultés auxquelles peut donner lieu l'exécution d'un jugement, et cette qualification ne convient plus aujourd'hui aux décisions émanées des Cours souveraines.

Ainsi, dans l'espèce de la question proposée, le président de première instance serait incompétent, selon cet arrêtiste, puisqu'il ne s'agit pas de l'exécution d'un jugement, et le président de la Cour royale serait également incompétent, puisqu'il n'est pas juge en matière de référé. Dans cette alternative, dit-il, on doit se reporter à l'art. 472, qui détermine les cas où l'exécution d'un arrêt appartient au tribunal de première instance, et ceux où elle appartient à la Cour d'appel. Dans les premiers cas, la compétence du tribunal lui-même déterminerait celle du président comme juge de référés; il en serait ainsi dans toutes les circonstances où la loi attribue une juridiction spéciale au tribunal dans le ressort duquel l'exécution a eu lieu.

Dans les autres cas, on se pourvoit en appel, non devant le président, puisqu'il n'exerce aucune juridiction, mais devant la Cour elle-même, qui statuerait à l'audience, dans un bref délai, sur les difficultés relatives à l'exécution de son arrêt.

Telle est la solution que donne M. Coffinières sur la question que nous avons posée, et qui est d'autant plus importante qu'il est vrai, comme il le dit, qu'aucun auteur ne l'a examinée, et qu'aucun arrêt ne l'a résolue depuis l'émission du Code. Mais il cite une décision de la Cour de Paris, du 5 prairial an 11, par laquelle cette Cour, dans une espèce où il s'agissait de faire prononcer sur une mis-en-levée d'opposition formée à une saisie faite en vertu d'un de ses arrêts, se déclara compétente pour statuer en état de référé, attendu qu'il s'agissait de l'exécution d'un arrêt émané d'elle.

Nous ne saurions partager l'opinion de M. Coffinières, et nous observerons, premièrement, qu'on ne peut tirer aucune induction en sa faveur de ce que la qualification du jugement ne convient plus aujourd'hui aux décisions des Cours souveraines : il est certain que le législateur,

[a] Voy. un arrêt de la Cour de Bruxelles, du 6 septembre 1822, *réf. v.*, pag. 234.]

dans l'art. 806, a compris sous le mot *jugement*, comme il l'a souvent fait ailleurs, non-seulement les décisions des tribunaux inférieurs, mais encore celles des Juges souverains. Ici il emploie le mot *jugement* comme on l'emploie généralement pour indiquer sans distinction toute décision judiciaire, c'est-à-dire comme une expression générique; c'est ainsi, par exemple, que les dispositions du liv. 5 de la 2^e part. du Code s'appliquent tant aux jugements qu'aux arrêts, encore bien que ce titre soit intitulé *DE L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS*.

Secondement, M. Coffinières prend pour base de la compétence en matière de référé l'art. 472. Mais nous remarquons que cet article porte que si le jugement est infirmé, l'exécution appartient à la Cour d'appel qui aura prononcé, ou à un autre tribunal qu'elle aura indiqué par le même arrêt, sauf les cas où la loi attribue juridiction.

Ce sera donc, suivant la doctrine de M. Coffinières, ou à la Cour, si elle s'est réservé l'exécution, ou au président du tribunal qu'elle aura indiqué, que l'on devra porter en référé les cas où, comme le dit l'art. 806, il s'agira de statuer provisoirement sur les difficultés relatives à l'exécution de l'arrêt. Mais ne sera-ce pas évidemment contrarier le but du législateur, qui a voulu faire statuer le plus promptement possible sur les contestations susceptibles d'être jugées en référé, que d'obliger la partie qui éprouve quelque obstacle dans une exécution qu'elle poursuivrait peut-être à une distance considérable du lieu où siègeait la Cour ou le tribunal par elle indiqué, de se pourvoir vers cette Cour ou vers le président de ce tribunal? La Cour de Rennes, par exemple, exerce sa juridiction souveraine jusqu'à près de quatre-vingts lieues de cette ville : peut-on soutenir raisonnablement qu'il faille, si elle a réservé l'exécution de son arrêt, porter en référé devant elle la décision des obstacles qui arrêteraient l'exécution de cet arrêt? Circonstances dans lesquelles, pour nous servir des expressions du conseiller d'état Rêal (voy. *édit. de F. Didot*, pag. 225), le délai d'un seul jour, et même le délai de quelques heures, peuvent être la source des plus grandes injustices, et causer des pertes irréparables.

Et puisque l'article ouvre le voie d'appel contre les ordonnances du référés, a-t-il pu entrer dans les vues du législateur de priver en ces cas les parties d'un second degré de juridiction, par une contestation qui peut être du plus grand intérêt pour elles?

Nous ne pouvons croire qu'une opinion qui présenterait de telles contradictions entre ce qu'a voulu la loi et ce qui serait réellement, puisse être fondée.

Mais on objectera qu'en adoptant cette opinion, nous laissons l'art. 472 sans application. Cette objection ne serait pas fondée : cet article recevra son application toutes les fois qu'il s'agira de décider, pour l'exécution du juge-

ment, quelque chose qu'il laisse à faire; par exemple une liquidation de dépens, de dommages-intérêts, une reddition de compte, une réception de serment, etc., etc., d'autres points qui ne seraient pas du nombre de ceux qui doivent être portés en référé, vu l'urgence. — (Voy. *notre quest.* 2762^e.)

Nous trouvons, au reste, dans l'art. 472 lui-même, un puissant appui en faveur de notre opinion. Cet article excepte du principe que l'exécution appartient en général au tribunal qui a rendu le jugement, les cas où la loi attribue juridiction; or, il nous semble incontestable qu'en matière de référé, il y a attribution de juridiction au président du tribunal du lieu où l'exécution se poursuit, suivant la *principio locus regit actum*.

Art. 807. La demande sera portée à une audience tenue à cet effet par le président du tribunal de première instance, ou par le juge qui le remplace, aux jour et heure indiqués par le tribunal.

T. 23.—Édit du mois de Jaoir. 1885, art. 9.—Rég. du 30 mars. 1808, art. 57.—C. du P., art. 553.

2765. Peut-on, sans permission préalable du juge, porter une demande à l'audience ordinaire des référés?

Selon les auteurs du Praticien, t. 5, pag. 57, il faut commencer par présenter au président une requête expositive des causes qui requièrent célérité, et obtenir permission d'assigner, soit à l'audience, soit au domicile du juge, parce que, disent ces auteurs, dans leur Jurisprudence sur la procédure, tom. 3, pag. 358 et 359, si, pour introduire un référé, il n'était pas nécessaire d'obtenir cette permission, on pourrait porter à l'hôtel du président ou à l'audience des référés, des contestations qui devraient être soumises à l'audience ordinaire du tribunal. A l'appui de cette opinion, ils citent M. Pigeau, tom. 1, pag. 110, et un arrêt de la Cour de Paris, du 7 juin 1809. — (Voy. *Sirry*, tom. 12, pag. 289; *Dalloz*, tom. 23, pag. 363.)

A ce sujet, M. Berriat Saint-Prix, pag. 378, not. 7, observe, 1^o que M. Pigeau exprime tout le contraire; et en effet, cet auteur dit qu'on ne prend pas de permission du juge lorsque l'on veut porter la contestation à l'audience des référés, et que cette permission n'est prescrite que pour assigner au son hôtel; 2^o qu'on ne voit pas si le référé dont il est question dans l'arrêt de la Cour de Paris était ou n'était pas dans l'espèce où la permission est nécessaire. Mais nous devons dire que l'espèce de ce même arrêt est rapportée dans la Jurisprudence des Cours souveraines, par M. Coffinières, tom. 5, pag. 80, en termes qui annoncent que l'on s'était pourvu à l'audience : il aurait donc décidé la question dans le sens des auteurs du Praticien.

Mais M. Sirey, tom. 15, pag. 198, et Dalloz, tom. 23, pag. 363, rapportent un arrêt de la Cour de Montpellier, du 6 août 1810, qui a résolu la question conformément à l'avis de M. Pigeau, attendu que la loi, en établissant les référés, n'a pas voulu les confondre avec les assignations à bref délai, auxquels ils seraient entièrement assimilés, si, pour assigner à l'audience des référés, il était besoin de la permission du président; décision à laquelle nous croyons que l'on doit accorder la préférence, par suite de la distinction que le Code a fait aux art. 806 et 807, entre les assignations à donner à l'audience ordinaire et celles à donner en l'hôtel du juge, et pour lesquelles seulement il exige une permission.

2766. *La demande en référé peut-elle être formée par requête d'avoué à avoué ?*

Non sans doute, puisque l'art. 807 n'autorise point la requête d'avoué à avoué, et que, toutes les fois que la loi ne donne point une telle autorisation, il faut en venir aux règles générales d'après lesquelles nul ne peut être appelé en justice que par assignation donnée à personne ou à domicile. C'est ce que prouve d'ailleurs l'art. 808, qui, dans l'espèce à laquelle il se rapporte, exige que le défendeur soit assigné, et ce qui a été jugé d'ailleurs par l'arrêt de la Cour de Paris, du 7 juin 1809, cité sur la précédente question.

2767. *Le délai nécessaire entre l'assignation et l'audience des référés est-il fixé par la loi, ou laissé à l'arbitrage du juge ?*

Voici comment M. Thomines Desmasures, pag. 293, s'exprime sur cette question : « Le président du tribunal, ou un autre juge désigné par le tribunal, doit tenir, à jour et heure fixés, une audience particulière pour les référés; en y traduit une partie, sans autre délai que l'intervalle du moment à ce jour-là; on l'y appelle, eu par simple exploit (voy. la question précédente), même en réponse sur l'exploit qu'elle signifie; par exemple, sur le procès-verbal de saisie qu'elle fait faire. »

Cette opinion a été équivalement consacrée par l'arrêt de la Cour de Montpellier, du 6 août 1810, rapporté sur la question 2551^e. Cette Cour a considéré que la loi n'a fixé nulle part des délais précis entre la citation et l'audience des référés; qu'elle n'en a point prescrit à peine de nullité; que l'art. 807 dit, au contraire, que la cause sera portée à l'audience; ce qui doit naturellement s'entendre de la première audience; qu'il est de la nature des référés d'être soumis au moins de formalités possibles, et de lever promptement les difficultés qui peuvent s'élever sur l'exécution des jugemens; d'où il suit que la loi a laissé à l'arbitrage du juge le soin de décider si le délai qui s'est écoulé entre la citation et l'audience a été moralement suffisant.

Mais M. Demiau Crouilhac, pag. 488, combat cette doctrine par les raisons suivantes : Si

l'art. 72 fixe à huitaine, pour ceux qui demeurent en France, le délai ordinaire des ajournemens, on ne trouve dans aucun des articles du titre des référés une disposition qui ait dérogé à ce principe, qui, au contraire, paraît implicitement confirmé par l'art. 808, puisque cet article exigeant une permission pour assigner à bref délai en l'hôtel du juge, dans le cas d'une grande urgence, suppose que, hors ce cas, il faut assigner au délai ordinaire. Et en effet, ajoute l'auteur, s'il en était autrement, le faculté que donne l'art. 808 serait presque sans objet, et ses dispositions seraient en grande partie inutiles. Il conclut en conséquence qu'il faut, même en matière de référé, observer le délai de huitaine ou avoir la permission du juge pour assigner à un délai plus court.

Cette opinion ne nous semble pas devoir être adoptée, déjà elle a contre elle un usage généralement suivi; mais elle est évidemment repoussée par l'esprit qui a présidé à l'institution des référés, et par ces expressions de l'orateur du gouvernement, déjà citées sur la quest. 2764^e, *il est des circonstances dans lesquelles le délai d'un seul jour et même le délai de quelques heures peuvent être la source des plus grandes injustices et causer des pertes irréparables*. Nous convenons que l'art. 808 prévoit des cas où l'on peut assigner à bref délai; mais nous ne surions en conclure, avec M. Demiau Crouilhac, que, hors ces cas, on doit assigner un délai ordinaire de huitaine. Il nous semble que, dans ce dernier article, le législateur a considéré comme un délai ordinaire celui qui s'écoulerait jusqu'au jour fixé pour l'audience des référés, et qu'en permettant d'assigner à bref délai, il n'a entendu exprimer autre chose, si ce n'est que l'on pourrait assigner, sauf la permission du juge et en son hôtel, lorsque l'urgence serait telle qu'on ne pourrait attendre l'audience ordinaire.

2768. *L'assistance des avoués est-elle de rigueur dans les contestations portées en référé ?*

Suivant M. Delaporte, tom. 2, pag. 376, l'assignation en référé doit contenir constitution d'avoué, et tel est aussi le sentiment de M. Lepage, dans ses Questions, pag. 536. Il en donne pour raison qu'il est établi en principe général, par le Code de procédure, qu'on ne peut d'aucune manière procéder devant un tribunal ordinaire sans l'assistance de ces officiers : d'où suit, pour qu'il en fût autrement en matière de référé, qu'il faudrait une exception formelle qui n'a point été prononcée.

M. Demiau Crouilhac, pag. 489, maintient, au contraire, que l'assistance des avoués n'est pas de rigueur; que les parties peuvent se défendre elles-mêmes. Un huissier, dit-il, qui est interrompu dans une exécution, peut, sur son procès-verbal, assigner le débiteur devant le juge des référés, et faire à ce magistrat le rapport des obstacles qu'on lui oppose; et il suffit alors que copie de ce procès-verbal ait été laissée au débiteur, pour qu'il soit valablement assigné,

et pour que le juge prononce, tant en l'absence qu'en la présence de ce dernier, sur le seul rapport de l'huissier, garanti par son procès-verbal.

Cette opinion de M. Demiau Crouilhac est conforme à l'usage et nous paraît l'être à l'esprit de la loi. A Paris, et dans plusieurs villes, les parties se présentent à l'audience des référés sans être assistées d'avoués; et dans les cas mêmes où celles-ci les chargent de leurs intérêts, dans les contestations qui sont portées en référé, ce sont ordinairement les jeunes gens qui suivent les études qui plaident ces sortes de causes; ce qui leur fournit une occasion de se préparer aux discussions du barreau.

2769. *Le ministère public doit-il assister aux audiences ordinaires de référé?*

Oui, dit M. Demiau Crouilhac, ubi *suprà*, mais sans donner aucun motif à l'appui de cette assertion. L'usage est contraire, et nous ne croyons pas qu'il soit en opposition avec la loi, puisque, d'un côté, nulle disposition du Code n'exige la présence du ministère public, et que, de l'autre, le décret du 30 mars 1808 n'en parle pas davantage, et se borne à dire, art. 67, que le président du tribunal tiendra l'audience des référés, à laquelle seront portés tous référés pour quelques causes que ce soit. Au reste, nous ne voyons aucune utilité réelle dans la présence du ministère public, puisque les ordonnances de référé ne faisant préjudice au principal, les intérêts auxquels il est chargé de pourvoir ne peuvent souffrir aucune atteinte.

ART. 808. Si néanmoins le cas requiert célérité, le président, ou celui qui le représentera, pourra permettre d'assigner soit à l'audience, soit à son hôtel à l'heure indiquée, même les jours de fêtes; et, dans ce cas, l'assignation ne pourra être donnée qu'en vertu de l'ordonnance du juge, qui commettra un huissier à cet effet.

T. 78.—C. de P., art. 49, n° 2, et 554.

2770. *Comment se demande la permission d'assigner à bref délai?*

D'après l'art. 76 du tarif, elle se demande par une requête qui ne peut être grossyée, et dans laquelle on expose les motifs pour lesquels on réclame cette permission, que le président ne doit accorder que lorsque ces motifs sont graves. — (Voy. Delaporte, tom. 2, pag. 377; arrêt de Montpellier, 6 août 1810, Journ. des avoués, tom. 2, pag. 243.)

Il ne faut pas oublier, d'après cet arrêt, que ce n'est que dans le cas de célérité que la loi et le tarif exigent la permission du juge pour assigner en référé. On a cependant prétendu qu'elle était nécessaire pour toutes espèces de référés; et, à ce sujet, l'on a cité M. Pigeau, tom. 1, pag. 110, et un arrêt de Paris du 7 juin 1809. (Jurisp. sur le Code de procéd., t. 3, p. 357.)

Mais, comme le remarque M. Berriat Saint-Prix, pag. 378, à la note, M. Pigeau dit tout le contraire, et l'on ne voit point si le référé dont il est question dans l'arrêt de Paris était où n'était pas urgent.

ART. 809. Les ordonnances sur référés ne feront aucun préjudice au principal; elles seront exécutoires par provision, sans caution, si le juge n'a pas ordonné qu'il en serait fourni une.

Elles ne seront pas susceptibles d'opposition.

Dans les cas où la loi autorise l'appel, cet appel pourra être interjeté même avant le délai de huitaine, à dater du jugement; et il ne sera point recevable s'il a été interjeté après la quinzaine, à dater du jour de la signification du jugement.

L'appel sera jugé sommairement et sans procédure (1).

T. 79, 149.—C. de P., art. 135, 449, 455, 811.

DXXXVII. En ordonnant l'exécution provisoire des ordonnances sur référés, en les soustrayant à la voie d'opposition, l'art. 809 empêche en même temps les abus qui pourraient en résulter par cette disposition, d'après laquelle les ordonnances ne font aucun préjudice au principal; que par conséquent elles sont essentiellement provisoires; qu'elles ne peuvent jamais devenir définitives que par un jugement d'audience; d'où suit qu'elles n'ont aucune influence sur le droit des parties au principal, et qu'on ne peut se prévaloir contre l'une d'elles de ce qu'elle aurait exécuté, sans réserves, l'ordonnance rendue par le juge des référés. — (Voy. l'Exposé des motifs, par M. le conseiller d'état Réal, édition de F. Didot, pag. 226; Pigeau, tom. 1, pag. 108; Thomines Desmazures, pag. 294.)

2771. *Le juge des référés est-il obligé de motiver son ordonnance?*

On trouve au Recueil de M. Sirey, tom. 3, pag. 438; Dalloz, tom. 23, pag. 365, un arrêt

(1) JURISPRUDENCE.

1°. L'appel de l'ordonnance qui autorise l'arrestation provisoire d'un débiteur étranger est recevable pendant trois mois. Cette ordonnance ne peut être assimilée aux jugements de référé, dont l'appel n'est recevable que durant quinzaine. — (Cassat., 22 avril 1818, Dalloz, tom. 12, pag. 103, Sirey, 1819, pag. 194, § 1.)

2°. De ce que la disposition qui ordonne la distraction des dépens n'est qu'un accessoire de la disposition principale, il s'ensuit que toute décision (même en référé), rendue sur le fait de ces dépens, est à la charge de l'appel, bien que les dépens soient moindres de 1,000 fr., si la condamnation principale était excédante. — (Cassat., 12 avril 1820, Sirey, tom. 20, pag. 378, Dalloz, tom. 2, pag. 52, Jurisp. du 19^e siècle, 2^e, 34.)

de la Cour de Paris, du 10 frimaire an 11, qui a décidé affirmativement cette question sous l'empire de la loi du 24 août 1790, attendu que l'ordonnance sur référé a tous les caractères d'un jugement ordinaire, qui, aux termes de l'art. 5 du tit. 15 de cette loi, devait contenir les motifs qui l'ont dicté; mais M. Pigeau, t. 2, pag. 107, prouve, à notre avis, que si, comme la loi de 1790, l'article 141 du Code de procédure exige que les jugements contiennent les motifs sur lesquels ils sont fondés, il ne concerne néanmoins que les décisions rendues à l'audience par le tribunal entier, et auxquelles seules la qualification de jugement appartient.

Néanmoins, nous croyons que les juges de référé sont très-bien de motiver leurs ordonnances; car si l'on venait à décider que le mot *jugement*, dans l'art. 141, désigne toute décision judiciaire, quelle qu'elle soit, il y aurait à craindre que le défant de motif n'emportât nullité, conformément aux observations que nous avons faites sur la quest. 594^e, tom. 1, pag. 190.

2772. *De ce que les ordonnances sur référé ne sont pas sujettes à l'opposition, s'ensuit-il que cette voie soit interdite contre les arrêts par défaut qui statuent sur l'appel de ces ordonnances ?*

La Cour de Bruxelles s'est prononcée pour la négative, par arrêts des 15 mai et 17 août 1807 (*voy. Jurisp. sur la procéd.*, tom. 1, pag. 280; *Sirey*, tom. 8, pag. 267, et le *nouv. Répert.*, au mot *opposition*, § 3, art. 10, pag. 707), attendu, 1^o que la disposition de l'art. 809 n'est relative qu'aux ordonnances de référé rendues par le président du tribunal de première instance; 2^o que le même article ordonne qu'en cas d'appel, l'affaire sera jugée *sommairement* et sans procédure; 3^o qu'outre que l'opposition est recevable contre les arrêts par défaut rendus en *matière sommaire*, il ne peut en être tiré aucune conséquence de la partie de l'article précité relative à la procédure pardevant le juge de première instance, à ce qui doit être pratiqué en instance d'appel.

2773. *Mais du moins l'opposition ne serait-elle pas admissible contre un jugement rendu par défaut sur le renvoi du juge de référé à l'audience ?*

Pour l'intelligence de cette question, nous devons observer que le président, après avoir entendu, soit les deux parties dans leurs plaidoiries respectives, soit l'une d'elles seulement, si l'autre laisse défaut, statue provisoirement sur la cause, ou renvoie purement et simplement les parties à se pourvoir au principal à l'audience du tribunal, ou les y renvoie pour y être jugées *en état de référé*.

Dans le premier cas, c'est celui où le président juge que la cause est du nombre de celles sur lesquelles la loi lui permet de prononcer en référé, nul doute, d'après l'art. 809, que l'opposition est interdite.

Dans le second cas, qui est l'opposé de celui-ci,

et où le président ne trouve pas que la cause soit de sa compétence, l'ordonnance qu'il rend à cet effet n'est point encore susceptible d'opposition de la part du défailant qui eût à avoir à se plaindre de ce renvoi; il n'aura contre elle que la voie d'appel. (*Voy. Pigeau*, t. 1, p. 109.) Mais le jugement qui par suite interviendrait, sera évidemment sujet à opposition, puisqu'étant rendu au principal, il ne s'agit plus d'une décision sur référé.

Dans le troisième cas, c'est-à-dire lorsque le juge, convaincu d'ailleurs que l'affaire est de nature à être jugée en référé, lui trouve des difficultés qu'il croit prudent de soumettre aux lumières de ses collègues, l'affaire conserve sa nature; elle est conséquemment instruite sommairement comme elle l'eût été devant le président, et la décision qui intervient doit être assimilée en tous points à l'ordonnance du président, puisqu'elle la remplace: d'où suit que si cette décision est rendue par défaut, la voie d'opposition n'est pas ouverte au défailant. — (*Voy. Pigeau*, tom. 1, pag. 109, et *Demian Crouilliac*, pag. 490.)

2774. *Le mot *DECRET*, dans l'art. 809, suppose-t-il qu'il faille, pour que l'on puisse appeler de l'ordonnance sur référé, que le tribunal entier ait rendu un jugement sur cette ordonnance ?*

Tous les commentateurs du Code ont résolu cette question pour la négative, soit d'une manière formelle, soit implicitement, et leur décision a été consacrée par plusieurs arrêts (1).

Ainsi, l'on doit tenir pour certain que c'est par inadvertance que le mot *jugement* a été employé dans l'article au lieu du mot *ordonnance*. — (*Voy. le tarif*, art. 149.)

2775. *Les jugements rendus en état de référé, par le tribunal entier, sont-ils, quant à l'appel, assujettis aux règles prescrites pour les ordonnances ?*

Où, sans contredit, d'après ce que nous avons dit sur la quest. 2773^e. Ainsi, comme le dit M. Demian Crouilliac, pag. 490, l'appel d'un pareil jugement devrait être interjeté dans le même délai que celui fixé à l'égard des simples ordonnances de référé; et c'est ce qui a été jugé par un arrêt de la Cour de Paris, du 3 mars 1810, rapporté dans la Bibliothèque du barreau, 2^e part., tom. 4, pag. 283.

2776. *Les ordonnances et les jugements de référé ne sont-ils sujets à l'appel qu'autant que l'objet litigieux excède la valeur à concurrence de laquelle les tribunaux de première instance sont autorisés à prononcer en dernier ressort ?*

En cas d'affirmative, l'opposition ne serait-elle

(1) *Voy. trois arrêts de Turin (Sirey, tom. 10, pag. 279, et tom. 15, pag. 198 et 199); deux autres de Poitiers, des 16 février et 16 octobre 1807 (Sirey, tom. 15, pag. 199); enfin, un arrêt de la Cour de Riom, du 16 décembre 1808. — (Dalloz, tom. 2, pag. 52. Jurisp. sur la procéd., tom. 3, pag. 275.)*

pas du moins admissible contre les ordonnances et jugemens rendus en dernier ressort?

Cette question, dans sa première partie, est affirmativement résolue par M. Pigeau, tom. 1, p. 109. Ainsi, dit-il, si l'on demandait en référé la remise provisoire d'un objet, valeur de 1,000 fr. au moins, on ne doit pas se pourvoir par appel au tribunal supérieur. Cela résulte de l'art. 809, qui, parlant de l'appel, dit dans les cas où la loi autorise l'appel. Nous ajouterons que la Cour de Turin a prononcé conformément à cette opinion, tant par un arrêt du 19 août 1807, l'un de ceux qui ont été cités sur la quest. 2774^e, que par un second arrêt, du 16 octobre de la même année. — (Voy. Dallos, tom. 2, pag. 52; Jurisp. sur la procédure, tom. 1, pag. 246.)

Mais cependant, ajoute M. Pigeau, comme la partie lésée ne doit pas être privée du droit de faire remédier, en attendant le jugement du fond, au préjudice que lui cause l'ordonnance sur référé, elle peut se pourvoir par opposition au tribunal de première instance. Cet auteur convient que le Code ne décide pas ce point, mais il argumente par induction de l'art. 403.

M. Berriat Saint-Prix, pag. 378, not. 11, observe qu'il est difficile de concilier cette disposition avec la disposition générale par laquelle l'art. 809 interdit la voie d'opposition. Nous croyons aussi, en nous fondant sur la généralité des termes de cet article, que l'on ne peut se pourvoir par opposition, même dans le cas où l'ordonnance de référé est rendue en dernier ressort. Ainsi donc, il ne reste à la partie qui prétend que l'ordonnance lui porte grief, d'autre partie à prendre que celui de se pourvoir au principal (voy. quest. 2773) : telle est aussi l'opinion de M. Demiau Creuilhac, pag. 489.

ART. 810. Les minutes des ordonnances sur référés seront déposées au greffe.

T. 59.

2777. Y a-t-il toujours lieu à déposer au greffe les minutes des ordonnances sur référés?

Non, puisqu'il est des cas où l'ordonnance doit être mise au bas d'un procès-verbal dressé par un officier; par exemple, dans toutes les difficultés pour lesquelles un juge de paix se pourvoit en référé (art. 922); dans celles qu'élève un débiteur afin d'empêcher son arrestation (art. 787); dans celles enfin qui s'élèvent lors d'un inventaire (art. 944). — (Voy. nos questions sur l'art. 829.)

ART. 811. Dans les cas d'absolue nécessité, le juge pourra ordonner l'exécution de son ordonnance, sur la minute.

C. de P., art. 809, 932.

2778. La rédaction des ordonnances sur référé doit-elle être faite sur qualités déposées par les parties?

Cette rédaction doit être en entier l'ouvrage du juge, qui la dicte au greffier aussitôt qu'il l'a prononcée (voy. Prat., tom. 5, pag. 61); ce qui exclut la nécessité du dépôt des qualités, ainsi que le prouve évidemment l'art. 811, d'après lequel on peut exécuter les ordonnances sur la minute, lorsque le juge le permet par ces ordonnances mêmes. Or, cette minute serait incomplète, comme le dit M. Demiau Creuilhac, pag. 489, s'il y avait d'autres qualités à remettre que celles que le juge lui-même a posées.

2779. La disposition de l'article 811 est-elle exclusivement applicable aux référés, en sorte qu'en aucun cas il ne soit permis d'ordonner l'exécution d'un arrêt ou d'un jugement sur la minute?

Un arrêt de la Cour de cassation, du 10 janvier 1814, décide que les Cours royales peuvent, en cas d'urgence, ordonner l'exécution de leur arrêt sur minute.

SECONDE PARTIE.

PROCÉDURES DIVERSES.

Dans la première partie du Code, le législateur a établi les règles et les formalités de cette procédure que nous avons appelée *judiciaire* (1), parce qu'elle a pour objet tout ce qu'il est nécessaire de faire ou d'observer afin d'obtenir et de mettre à exécution les jugemens des affaires contentieuses.

(1) Voy. l'introduction générale.

Mais, disait l'orateur du Gouvernement, M. Berlier (édit. de F. Didot, pag. 276), l'instruction des procès dans le sens attaché à ce mot, et l'exécution des jugemens, sont loin d'embrasser toutes les actions judiciaires que comportent les besoins de la société.

C'est d'après cette pensée, que les hommes qui les premiers s'étaient occupés du grand et

utile projet de donner à la France un Code civil, se proposaient d'y insérer un livre intitulé *des actions*, dans lequel la procédure eût été comprise, comme l'espère l'est dans la genre, et où se fussent réunies toutes les autres actions judiciaires.

Si ce premier plan n'a pas été suivi, et si l'un a renoncé à un titre plus exact peut-être, mais dont la généralité eût rendu l'exception plus vague, le fond de la pensée est resté, en insérant dans le Code, dit de la procédure, toutes les actions, même celles qui, sans constituer essentiellement des procès, peuvent intéresser le ministère du juge ou celui des officiers de justice.

Sous ce point de vue, le Code a l'avantage d'avoir réglé beaucoup d'objets que n'embrassait point l'ordonnance de 1667.

En effet, cette ordonnance, dont plusieurs dispositions ont mérité d'être maintenues dans la première partie du Code qui traite de la procédure ordinaire, n'en offre qu'un bien petit nombre d'analogues aux titres que renferme la seconde partie.

C'est dans les édits ou déclarations de nos Rois, dans les statuts locaux et dans la jurisprudence, que se trouvent la plupart des règles qu'on applique aux procédures diverses, et il est inutile de dire qu'il y avait sur plusieurs points très-peu d'uniformité.

Ces sources ont été consultées; l'expérience a été respectée, non en maître qui commande, mais en guide qui éclaire.

Si l'on a adopté d'assez graves changements dans quelques parties, ils ont été, on indiqués par les vices reconnus de ce qui se pratiquait autrefois, ou prescrits par le besoin de mettre les nouvelles procédures en harmonie avec les règles posées par le Code civil; car la but eût été manqué si le Code de procédure n'avait pas toujours en vue la loi fondamentale, dont il doit être l'appui et quelquefois le développement.

Les matières contenues dans cette seconde partie du Code, sont, pour la plupart, indépendantes les unes des autres; les dispositions portées sur chacune d'elles forment autant de procédures spéciales, qui, dans leur ensemble, composent une *procédure* à laquelle nous avons donné la qualification d'*extrajudiciaire* (1), parce qu'aucune d'entre elles ne suppose nécessairement un litige, parce que les actes que la loi prescrit, soit pour l'exercice ou la conservation de certains droits, soit pour l'accomplissement de certaines obligations qui dérivent de la loi civile, sont pour la plupart de juridiction volontaire, et n'entrent dans les attributions de la juridiction contentieuse qu'à l'occasion des débats qui surviendraient accidentellement.

Le premier livre contient douze titres, dont chacun est consacré à des matières qui n'ont entre elles aucune connexité.

Le second concerne les procédures relatives à l'ouverture d'une succession (2).

Le troisième réunit en un seul titre toutes les règles et les formalités prescrites pour les arbitrages; mais, comme nous l'avons déjà remarqué dans l'introduction, la procédure à suivre devant les arbitres appartient à la procédure judiciaire proprement dite, puisqu'elle se fait à l'occasion d'un litige et afin du jugement.

(1) Voy. l'introduction générale.

(2) Cet ouvrage n'ayant pour objet que l'explication et l'application des lois de la procédure, on sent que nous n'aurons à nous occuper de celles que le Code civil renferme sur ces mêmes matières, qu'autant que nous le croirions indispensable pour l'intelligence des premières; mais on consultera les excellents ouvrages de MM. Toullier, Delvincourt, Froudhon, Chabot de l'Allier, sur les successions; Pardessus, sur le droit commercial, et particulièrement celui de M. Figeas, qui, dans son second volume, a traité par ordre alphabétique et approfondi les plus importantes questions que les différents objets des procédures diverses puissent présenter, tant au fond que dans la forme.

LIVRE I.

DES DIVERSES PROCÉDURES PRESCRITES POUR L'EXÉCUTION DE CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE CIVIL, AUTRES QUE CELLES QUI CONCERNENT LES SUCCESSIONS.

TITRE PREMIER.

Des offres de paiement et de la consignation.

Parmi les moyens d'éviter les procès et de prévenir ou d'arrêter, par une exécution volontaire, l'exécution forcée des jugemens et des ac-

tes, la loi place les *offres* et la *consignation*, dont l'effet est d'opérer la libération du débiteur, lorsque le créancier ne veut ou ne peut recevoir ce qui lui est dû (1).

(1) Dans tous les temps, les lois civiles ont été en faveur de la libération, nonobstant le terme convenu pour le paiement : *Quod certū dīs permīssum est, vel statim dari potest, totum medium tempus ad*

Les offres consistent dans une sommation faite au créancier de recevoir la somme ou de prendre possession de la chose qui lui est due.

La consignation est le dépôt que le débiteur, sur le refus du créancier, fait de cette somme dans une caisse publique (*ordonnance du 3 juill. 1816*), ou s'il s'agit de tout autre objet, dans un lieu que le tribunal indique. — (*Code civil, art. 1264*.)

La consignation ainsi faite dans les formes voulues par la loi, et après des offres réelles, régulières, intégrales, tient lieu de paiement et libère le débiteur, suivant les dispositions consignées dans les articles 1257 — 1264 du Code civil.

Elles indiquent en effet, quand, comment, par qui, à qui et en quel lieu les offres et la consignation doivent être faites, quels effets en résultent tant à l'égard de la libération du débiteur que de celle de ses cautions, et comment l'objet consigné est mis à la charge du créancier.

Le Code de procédure ne contient, en conséquence, qu'un petit nombre de dispositions additionnelles qui ne font à vrai dire que compléter les premières, et elles renvoient, au surplus, pour les autres règles de la matière, aux dispositions du Code civil (1).

ART. 812. Tout procès-verbal d'offres (2) désignera l'objet offert, de ma-

solendum, promissori liberum relinqui intelligitur. (*Loi 70, ff. de solut.*) On a toujours considéré le délai porté dans une obligation comme une faculté stipulée à l'avantage du débiteur seulement ; il lui est conséquemment loisible d'en jouir en totalité, ou d'y renoncer en tout ou en partie, à son gré; en sorte que, quoique le créancier ne puisse exiger la dette avant le terme, le débiteur peut se libérer par anticipation, à moins d'une convention expressément contraire. — (*Demiau Crouzilhac, pag. 491 et 492; voy. sur l'histoire des offres réelles, Loyseau, liv. 5, chap. 9, nos 19 et suiv.*)

(1) Fidèle au plan que nous nous sommes proposé, nous ne traiterons d'autres questions que celles qui dérivent immédiatement des dispositions du Code de procédure, à moins que nous ne soyons forcé, pour l'intelligence de ces questions, d'entrer dans l'examen de quelques-unes de celles qui présenteraient les articles du Code civil, auxquels les dispositions de celui-ci se rattacherient. On verra, pour les autres, les ouvrages de MM. Toullier et Delvincourt, le *Traité* de M. Pigeau et celui de M. Demiau Crouzilhac, où l'on trouve la solution d'un grand nombre de difficultés relatives à l'application des dispositions du Code civil.

(2) Le Code civil, art. 1257 et suivans, a, comme nous l'avons dit dans les préliminaires de ce titre, posé les principes propres au mode d'exécution des obligations, au moyen des offres et de la consignation. Le Code de procédure règle, tant la forme du procès-verbal d'offres que la procédure à suivre pour faire statuer sur ces offres, et la consignation qui en est la suite. Ses dispositions sur cet objet, ainsi que le faisait observer l'orateur du Gouvernement, sont, comme on voit, peu nombreuses, et extrêmement simples, elles n'ont nul besoin d'analyse. C'est en effet,

nière qu'on ne puisse y en substituer un autre : et si ce sont des espèces, il en contiendra l'énumération et la qualité (3).

C. C., art. 1257.—C, de P., art. 332.

2780. *Comment s'exécute la disposition par laquelle l'art. 812 prescrit que l'objet sera désigné de manière qu'on ne puisse y en substituer un autre ?*

Cette disposition, qui ne se rapporte évidemment qu'à un corps certain, s'exécute par une description exacte de l'état de cet objet, de sa forme, de tout ce qui peut le distinguer d'un objet de même espèce, et servir conséquemment à en constater tellement l'identité qu'on ne puisse en substituer un autre.

2781. *Le mot espèces dans l'article 812, exprime-t-il seulement une somme d'argent ? Comment l'énumération et la quantité des espèces sont-elles constatées ?*

Le mot espèces exprime non-seulement une somme d'argent, mais encore aussi toutes choses fongibles, c'est-à-dire réduites à un poids, à une mesure fixes; ainsi, le procès-verbal d'offres devant contenir l'énumération et la qualité des espèces, doit, si ce sont des choses fongibles, en constater le poids ou la mesure et la qualité, c'est-à-dire la nature, et si'il est possible, le degré de supériorité ou d'infériorité de valeur qu'elles peuvent avoir comparativement à d'autres.

Si, au contraire, c'est une somme d'argent qui est l'objet des offres, on mentionnera combien il y a de pièces, combien elles valent, si c'est de l'or ou de l'argent.

2782. *Peut-on faire des offres en billets de banque ?*

Non, parce que ces billets, bien qu'ils représentent le numéraire, soient au même taux et même souvent plus commodes, n'ont pas de cours forcé, ainsi qu'il a été décidé par décret du 30 frimaire an 14, ou 10 février, 1806. — (*Voy. Bull. des lois, 4^e série, tom. 4, pag. 213.*)

2783. *Le procès-verbal d'offres peut-il être fait par un notaire ?*

D'après l'art. 1258 du Code civil, il doit être fait par un officier ministériel ayant caractère pour ces sortes d'actes.

la raison pour laquelle on ne trouve point de commentaire sur l'article qui précède, et la plupart de ceux qui le suivent.

(3) JURISPRUDENCE.

Lorsqu'une tierce personne étrangère à l'obligation veut se procurer l'extinction, elle doit faire le paiement ou les offres réelles au nom et en acquit du débiteur; mais si elle énonce que le montant du paiement ou des offres provient de ses propres deniers, et acquiert formellement la subrogation aux droits des créanciers, le paiement ou les offres sont vuls. — (*Cassat., 12 juillet 1813, Dalloz, tom. 24, pag. 87, Sirry, tom. 13, pag. 354.*)

Cet officier est un huissier, dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 462, et presque tous les commentateurs du Code de procédure le supposent. M. Delvincourt, dans ses Institutes, t. 2, p. 287, aux notes, le dit formellement.

M. Hautefeuille, pag. 445, dit aussi que l'officier ministériel qui a qualité pour faire les offres, est un huissier; néanmoins, s'ajoute-t-il, des offres qui seraient faites par un notaire, dans les formes des actes ordinaires, n'en seraient pas moins légalement faites, si d'ailleurs elles sont accompagnées des formalités et des conditions spécialement exigées pour le procès-verbal d'offres, parce que le notaire est un officier ministériel, ou plutôt un fonctionnaire dont les actes sont tels. — (Voy. loi du 25 ventôse an 11, art. 1.) Or, il suffit, dans l'esprit de la loi, de prouver que les offres ont été réellement faites, et que le créancier ne les a pas acceptées.

Avant l'émission du Code, on pensait assez généralement que les offres devaient être notifiées par un huissier. (Voy. Pothier, *Traité des obligations*, part. 3, chap. 1, art. 8.) Cependant Déniaart, au mot *offres*, n° 15, suppose qu'elles pourraient l'être également par un notaire.

On pourrait dire, en faveur de l'opinion de M. Hautefeuille, qu'il n'existe aucune loi qui donne formellement aux huissiers un pouvoir exclusif; que l'art. 812 ne porte point d'ailleurs la peine de nullité, et qu'en ne pourrait la prononcer pour cause d'incompétence qu'autant que les notaires seraient formellement exclus.

Nous croyons aussi qu'un procès-verbal d'offres ne serait point nul, s'il avait été fait par un notaire; mais il n'en est pas moins prudent de se servir d'un huissier, parce qu'il paraît avoir été dans l'intention de la loi de désigner de préférence un officier ministériel de cette classe, ainsi que l'a décidé la Cour de Nîmes, par arrêt du 22 août 1809 (voy. *Denevers*, 1810, suppl., p. 13; *Dalloz*, t. 20, p. 403), attendu que l'art. 59 taxe, en faveur des huissiers, les frais du procès-verbal. Or, on peut remarquer qu'aucune disposition semblable n'existe pour les notaires (1).

2784. *Comment se font les offres incidentes à une contestation à laquelle elles se rattachent?*

Elles ne se font point par acte d'aveu, parce qu'un aveu n'a de pouvoir que pour les actes judiciaires, mais par un huissier, comme les offres principales (voy. Pigeau, tom. 2, pag. 473 et 474); à moins qu'elles ne soient faites à l'audience, auquel cas le tribunal peut en dresser acte. C'est, du moins, ce qui se pratique tous les jours.

(1) Au surplus, dès que ce procès-verbal doit être dressé par un officier ministériel, les offres seraient nulles, si elles avaient été faites par la partie elle-même, sans assistance d'un de ces officiers, qui en eût dressé procès-verbal, ou si le receveur avait dressé cet acte. — (Arg. des art. 1259 du Code civ., et 59 et 60 du tarif; Nîmes, 29 août 1809; *Dalloz*, tom. 20, pag. 405; *Sirry*, tom. 10, pag. 553.)

ART. 813. Le procès-verbal fera mention de la réponse, du refus ou de l'acceptation du créancier, et s'il a signé, refusé ou déclaré ne pouvoir signer.

T. 59.—C. C., art. 1257.

2785. *Si le créancier accepte les offres, que doit faire l'officier ministériel?*

Il exécute le paiement et se charge du titre, qui lui est remis quittancé. — (Voy. Code civ., art. 1248, 1282 et 1283, et Pigeau, tom. 2, pag. 463.)

ART. 814. Si le créancier refuse les offres, le débiteur peut, pour se libérer, consigner la somme ou la chose offerte, en observant les formalités prescrites par l'art. 1259 du Code civil.

Loi du 28 nivôse an 13.—C. C., art. 1259 et 1264.—C. de comm., art. 309.—C. de P., art. 301.

2786. *Où doit s'effectuer la consignation, lorsqu'il s'agit d'une somme d'argent?*

Elle doit être faite à la caisse des dépôts et consignations, c'est-à-dire chez les receveurs et particuliers qui sont leurs préposés. — (Loi du 28 nivôse an 13, 28 avril 1806, art. 110; ordonn. du 3 juillet 1816.)

2787. *Où doit s'effectuer le dépôt d'un corps certain?*

Au lieu désigné par la justice, sur la demande du débiteur. — (Voy. Code civil, art. 1264.)

ART. 815. La demande qui pourra être intentée, soit en validité, soit en nullité des offres ou de la consignation; sera formée d'après les règles établies pour les demandes principales; si elle est incidente, elle le sera par requête (2).

T. 75.—C. de P., art. 49, n° 7, 59, 357.

XXXVIII. Il est sensible que l'offre et la consignation sont deux actes distincts et successifs. L'art. 815 les ane et, à la vérité, à une forme commune pour ce qui concerne la demande en validité, en en nullité; mais les articles suivants les assujettissent, chacun de leur côté, à des formes particulières.

2788. *Quand peut-on dire que la demande en validité ou en nullité est principale ou incidente?*

Cette demande est principale, lorsqu'un moment où elle est intentée il n'existe entre le créancier et le débiteur aucune contestation précédente à laquelle elle se rattache; elle est incidente, lorsqu'elle est formée pendant le cours d'une

(2) JURISPRUDENCE.

La nullité d'offres réelles peut être demandée par voie d'action principale, comme par voie d'exception. — (Cassat., 28 août 1813; *Sirry*, tom. 14, pag. 72.)

instance sur une contestation à laquelle elle se rapporte. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 467 et 468.)

2789. *La demande dont il s'agit est-elle sujette à l'essai de conciliation, lorsqu'elle est principale ?*

Non, puisque l'art. 49, § 7, dispense de ce préliminaire les demandes sur les offres réelles. 2790. *Deont quel tribunal se portent les demandes en validité ou en nullité ?*

Il n'est pas douteux que ces demandes, lorsqu'elles sont incidentes, sont jugées par le tribunal saisi de la contestation principale; mais lorsqu'elles sont elles-mêmes principales, on peut demander si le tribunal du domicile du débiteur est le seul auquel la connaissance en appartienne ?

La solution de cette question nous paraît dériver de la disposition de l'art. 1268, § 6, du Code civil, qui veut que les offres soient faites au lieu dont on est convenu pour le paiement, et que, s'il n'y a pas de convention spéciale sur le lieu du paiement, elles soient faites à la personne ou au domicile du créancier, ou au domicile élu pour l'exécution de la convention.

Or, il n'est pas douteux que la consignation doit être effectuée dans le bureau du lieu où les offres ont été faites, et par conséquent la demande en validité ou invalidité, soit des offres, soit de la consignation, est de la compétence du tribunal dans l'arrondissement duquel les offres ont été signifiées. — (Voy. Quest. de Leprieux, pag. 466, et le Prat., tom. 3, pag. 67.)

2791. *Comment la demande est-elle formée, lorsqu'elle est incidente ?*

Elle est formée non par exploit, comme la demande principale, mais par une requête signifiée d'avoué à avoué, qui peut être grossoyée, et à laquelle on peut répondre. — (Voy. tarif, art. 75.)

Art. 816. Le jugement qui déclarera les offres valables, ordonnera, dans le cas où la consignation n'aurait pas encore eu lieu, que, faute par le créancier d'avoir reçu la somme ou la chose offerte, elle sera consignée; il prononcera la cessation des intérêts, du jour de la réalisation.

C. C., art. 1257 et 1259.

2792. *Qu'est-ce que l'on doit entendre par le mot réalisation, dans l'art. 816 ?*

M. Tarrille, dans son rapport sur le titre que nous expliquons (voy. édit. de F. Didot, p. 298), dit que la réalisation dont il est question en l'art. 816 est celle du dépôt, parce que l'article 1259 du Code civil décide textuellement que les intérêts sont dus jusqu'au jour du dépôt, et que les offres, quoique déclarées valables, ne pouvant éteindre la dette, ne peuvent non plus arrêter le cours des intérêts, jusqu'à la consignation, qui seule consomme la libération.

M. Pigeau combat cette opinion, par la raison qu'on a toujours distingué la réalisation de la consignation; que le législateur attache un sens différent à ces deux mots; que l'art. 1259 ne s'applique qu'aux consignations volontaires; qu'enfin, la réalisation, dans l'intention des commissaires-rédacteurs du projet, est le jugement qui donne acte au débiteur de l'exhibition qu'il fait en justice des offres déjà faites au créancier.

M. Berriat Saint-Prix, pag. 645, mot. 7, accorde la préférence à l'opinion de M. Tarrille. Nous rapporterons ces motifs, qui nous déterminent aussi à adopter la même opinion.

« Si, dit-il, le projet du Code faisait une différence entre la réalisation à l'audience et la consignation, le Code ne l'a point admise, puisqu'à l'art. 829 du projet, où l'on établissait et autorisait cette réalisation pour la circonstance où le créancier avait refusé ces offres, le Code a substitué l'art. 814, qui, dans ce même cas, autorise seulement le débiteur à consigner, en observant les formes prescrites par l'art. 1259; d'où il résulte que M. Tarrille a eu raison de dire qu'il ne s'agissait point de révoquer cet article, et que la consignation seule consommant la libération, les intérêts doivent courir jusqu'à-là.

» Remarquons d'ailleurs, ajoute M. Berriat Saint-Prix; 1^o que cette opinion est conforme aux principes du droit: Oblatio, sine pecuniæ consignatione, non valet; voilà ce que décide indirectement la loi oceptans 19, in pr. C. de usuris, ainsi que l'a interprétée le Parlement d'Aix, qui, d'après cet axiome, a aussi jugé qu'une offre réelle, faite dans une sommation, n'avait pas pu arrêter les exécutions du créancier; 2^o que le rejet de la réalisation à l'audience ne cause aucun préjudice au débiteur, parce que, pour consigner, il n'est point obligé, comme le prétend M. Pigeau, d'attendre la décision du tribunal.

» En effet, il n'est pas nécessaire, dit le même art. 1259, pour la validité de la consignation qu'elle ait été autorisée par le juge; 3^o enfin, que le Tribunal avait demandé la suppression de la procédure de réalisation, comme inutile et onéreuse.

Nonobstant les autorités que nous venons de citer, et d'après lesquelles nous avions fondé, n^o 2579 de notre Analyse, la solution de la question ci-dessus, sur l'art. 1259 du Code civil, M. Toullier, tom. 7, p. 171, n^o 225, a pensé que l'art. 1257 portant que les offres réelles suivies d'une consignation libèrent le débiteur, on devait en conclure qu'une fois la consignation faite, la libération date du jour des offres. Cette opinion d'un auteur aussi distingué, nous oblige à consigner ici toutes les raisons qui nous portent à persister dans celle que nous avions précédemment émise.

Et d'abord, nous rappellerons que l'art. 1259, n^o 2, décide que la consignation n'est valable qu'autant que le débiteur a déposé la chose dans le lieu indiqué par la loi pour les consignations,

accrues d'intérêts jusqu'au jour du dépôt; et comme nul ne peut devoir d'intérêts d'une somme dont il est libéré, il nous semble que décider que le débiteur tiendra compte jusqu'au jour du dépôt ou de la consignation effectuée, c'est décider assez clairement que la libération ne remonte pas au jour où les offres ont été faites; car s'il en était ainsi, les intérêts cesseraient dès lors de courir. M. Toullier en convient, et il conclut qu'il y a contradiction entre les art. 1257 et 1259.

Il paraît difficile de se persuader que le législateur, à un intervalle aussi peu considérable, ait établi deux propositions contradictoires, en disant, dans l'art. 1259, le contraire de ce qu'il avait dit dans l'art. 1257.

Résulte-t-il réellement de ce dernier article que la libération doit, lorsque la consignation a eu lieu, remonter au jour des offres?

Pour soutenir l'affirmative, M. Toullier interprète cet article de la manière suivante :

« L'art. 1257, dit-il, porte que les offres réelles, suivies de consignation, libèrent le débiteur; or, ces expressions, *libèrent le débiteur*, se réfèrent à celles-ci *les offres réelles*: donc ce sont les offres, lorsqu'elles ont été suivies de consignation, qui produisent la libération. »

Cette interprétation, purement grammaticale, nous semble contraire à l'intention du législateur. Nous croyons qu'on doit entendre ces termes, *les offres réelles, suivies de consignation, libèrent le débiteur*, comme s'il était dit : *La consignation qui a eu lieu d'après les offres réelles, ou la consignation précédée d'offres réelles.*

Ainsi le mot *libèrent*, conçu au pluriel, se rapporterait tant aux offres réelles qu'à la consignation, en sorte que la libération n'aurait lieu que lorsqu'il y aurait eu tout à la fois offres réelles et consignation. Les offres ne sont qu'un préliminaire pour parvenir à la consignation, et ce dernier acte est celui qui consommait la libération.

Cette manière d'interpréter l'art. 1257 ne nous paraît point en opposition formelle avec son texte; et si l'on objectait que l'autre interprétation est plus conforme à la lettre, nous répondrions que celle qui concilie les différentes parties de la loi, doit être préférée à celle qui les mettrait dans une contradiction chequante : *Etsi maxime verba legis hanc habent intellectum, tamen mens legislatoris aliud vult.* « Il faut, dit Domat, « préférer au sens qui peut résulter d'une expression défectueuse, celui qui paraît, d'ailleurs, « évident par l'esprit de la loi entière. Si les lois « où il se trouve quelque doute ou quelque « difficulté ont quelque rapport à d'autres lois « qui puissent en éclaircir le sens, il faut préférer à toute autre interprétation celle dont les « autres lois donnent l'ouverture. »

Or, le sens de l'art. 1257, s'il pouvait paraître douteux, serait fixé par l'art. 1259, duquel il résulte clairement que c'est par la consignation et non par les offres que le débiteur est libéré; car, encore une fois, si sa libération datait du

jour des offres, il n'enrait pas d'intérêts à payer pendant l'intervalle qui s'écoule jusqu'à la consignation.

Mais on insiste, et on prétend écarter entièrement la difficulté résultant de l'art. 1259, en disant qu'il y a été formellement dérogé par l'art. 816 du Code de procédure, portant que le tribunal, en déclarant les offres valables, ordonnera que, faute au créancier d'avoir reçu la somme ou la chose offerte, elle sera consignée et procurera la cessation des intérêts du jour de la réalisation. Or, dit-on, *par réalisation*, on ne peut entendre autre chose que les offres réelles : donc c'est du jour qu'elles ont été faites que les intérêts cessent de courir, et que, par conséquent, la dette est éteinte.

Il serait fort étonnant que l'art. 816 du Code de procédure eût une dérogation aussi formelle à l'art. 1259 du Code civil, sans que cela fût exprimé d'une manière plus expresse.

Nous croyons que les rédacteurs de l'art. 816 ont entendu par le mot *réalisation*, le dépôt effectif de la chose ou de la somme due au bureau des consignations; s'ils l'avaient employé pour désigner les offres réelles, ils auraient dit : Le tribunal prononcera la cessation des intérêts du jour des offres, et cette interprétation nous semble devoir être admise avec d'autant plus de raison que, dans le même article, on s'est servi de ces expressions, *les offres*, et il est difficile de croire qu'en un intervalle de trois ou quatre lignes, on ait employé, pour exprimer la même chose, deux dénominations différentes.

Enfin, comment croire que le législateur ait entendu déroger, dans l'art. 816 du Code de procédure, à l'art. 1259 du Code civil, qu'il venait de confirmer dans l'art. 814, en disant : « Si le créancier refuse les offres, le débiteur « peut, pour se libérer, consigner les sommes « ou la chose offerte, en observant les formalités « prescrites par l'art. 1259 du Code civil; formalités ou nombre desquelles se trouve précisément celle du dépôt, avec la chose offerte « et les intérêts d'icelle jusqu'au jour de ce « dépôt? »

ART. 817. La consignation volontaire ou ordonnée sera toujours à la charge des oppositions, s'il en existe, et en les dénonçant au créancier.

C. de P., art. 557, 573, 575.

DXIX. Cet article suppose le cas où un créancier ait arrêté, dans la main d'un tiers, les sommes dues à son débiteur. Cette opposition ne doit cependant pas empêcher ce tiers de prendre la voie de la consignation pour se libérer, dès qu'il ne peut y parvenir autrement. Il pourra donc consigner sa dette, soit volontairement, soit à la suite d'une autorisation, mais il devra dénoncer les oppositions au créancier au préjudice duquel elles ont été faites. La charge des oppositions subsistait sur la somme consignée.

2793. *Si la dénonciation arguée par l'art. 817 était trop différée, les intérêts tomberaient-ils à la charge du débiteur, comme peine de sa négligence ?*

La Cour de Douai, dans ses observations sur le projet, proposait de mettre les intérêts à la charge du débiteur, s'il laissait s'écouler plus de huit jours avant de faire la dénonciation.

Cependant la loi n'a fixé aucun délai pour cette dénonciation, et malgré ce silence, qui sans doute a été volontaire, les auteurs du *Praticien*, tom. 5, pag. 68 et 69, décident affirmativement la question que nous venons de poser.

Mais comment concevoir, dit M. Berriat Saint-Prix, pag. 646, not. 9, que les intérêts puissent courir dès que l'obligation a été éteinte par la consignation ? (*Voy. Cod. civ., art. 1257.*) Le créancier n'est-il pas d'ailleurs en faute. Ne devait-il pas accepter les offres ? Sans doute il le devait, et c'est par cette considération que l'on n'a point eu égard à la proposition de la Cour de Douai, et que nous pensons que l'opinion des auteurs du *Praticien* ne doit pas être suivie.

Art. 818. Le surplus est réglé par les dispositions du Code civil, relatives aux offres de paiement et à la consignation.

C. C., art. 1351, 1357 et suiv.

DXXX. Cet article était nécessaire pour avertir que les formes qui doivent accompagner les offres de paiement et la consignation se composent, comme nous l'avons dit dans les préliminaires de ce titre, non-seulement de celles qu'il renferme, mais encore de celles que le Code civil présentait d'avance. Il faut donc, en toute procédure d'offres ou de consignation, ne pas oublier de conférer les dispositions de ces deux Codes.

TITRE II.

Des droits des propriétaires sur les meubles, effets et fruits de leurs locataires et fermiers, ou de la saisie-gagerie, et de la saisie-arrêt sur débiteurs forains.

L'art. 2102 du Code civil accorde aux propriétaires et principaux locataires un privilège pour les loyers ou fermages, sur les fruits de la récolte de l'année et sur le prix de tout ce qui garnit la maison ou la ferme, ou qui sert à l'exploitation de cette dernière.

Le privilège s'étend jusqu'aux meubles et aux fruits du sous-locataire ou du sous-fermier, mais seulement à concurrence du prix de la sous-location, distraction faite de ce qui a été payé sans fraude et sans anticipation. — (*Voy. Code civ., art. 1753.*)

Ce privilège enfin se conserve sur les meubles déplacés sans le consentement du propriétaire, pourvu que la revendication ait été faite dans le délai prescrit (1).

Le Code de procédure garantit les effets de ce privilège aux propriétaires et principaux locataires, en leur donnant un moyen prompt et facile de conserver ces objets jusqu'à ce qu'ils aient obtenu un jugement de condamnation contre leur débiteur.

Ce moyen est la *saisie-gagerie*, empruntée du droit romain, adoptée par la Coutume de Paris, et ainsi nommée parce que les choses saisies ne pouvant être déplacées ni enlevées, deviennent un *gage réel et assuré* de la créance du saisissant.

On peut la définir un acte par lequel les propriétaires ou principaux locataires arrêtent, en vertu de bail écrit ou verbal, et pour sûreté des loyers et fermages qui leur sont dus, non-seulement les effets et fruits qui se trouvent dans leurs bâtiments ou sur leurs terres, mais encore les effets mobiliers qui auraient été déplacés sans leur consentement. — (819, 820.)

En un mot, la *saisie-gagerie* est proprement une exécution du propriétaire sur les meubles et fruits des locataires et fermiers, étant dans la maison ou sur les terres des propriétaires.

Elle a toujours été considérée comme une action digne de la plus grande faveur, à raison de l'origine et de la nature des créances qu'elle tend à assurer, et qui, dans tous les temps, ont été privilégiées.

Entre cette saisie et celle que la loi autorise sur les effets mobiliers, appartenant à un débiteur forain, il y a ce rapport d'analogie, qu'elle a voulu, dans celle-ci comme dans l'autre, conserver, par des voies promptes et faciles, les droits d'un créancier sur un gage mobile qui peut échapper à chaque instant.

On sent que celui qui contracte avec un débiteur forain, c'est-à-dire avec une personne qui n'aurait ni domicile, ni habitation dans le lieu où elle se trouve accidentellement courrait souvent risque de perdre le gage de sa créance, si la loi ne lui offrait un moyen de mettre ses intérêts en sûreté.

Tel est l'objet de la *saisie foraine*, imaginée par la Coutume de Paris, art. 173 à 177, et qui, par ses effets, est une véritable *saisie-gagerie*. On peut la définir l'acte par lequel le créancier d'un individu qui vient faire commerce dans une commune où il n'habite pas, saisit les objets que cet individu peut avoir dans ce lieu (822); ou, en d'autres termes et plus généralement, c'est l'exécution faite par le créancier sur les meubles de son débiteur, trouvés hors de la commune de celui-ci et dans celle qu'habite le créancier.

(1) Il est de quinzaine pour les meubles de la maison, et de quarante jours pour ceux de la ferme. — (*Code civ., art. 2102, § 2; Bruxelles, 10 août 1810, Jurisp. du Code civ., tom. 226.*)

Cette dernière voie d'exécution n'a pas, sans doute, la même faveur d'origine que la saisie-gagerie, mais la présence actuelle du débiteur devient, pour le créancier, un juste motif de pourvoir à ses intérêts par des mesures promptes, car il y a péril dans le retard.

Au reste, dans l'une comme dans l'autre de ces espèces, il convenait de subvenir au créancier, en dégageant les saisies de quelques-unes des formalités ordinaires, sans néanmoins les en réduire à tel point qu'elles pussent devenir vexatoires pour le débiteur.

Ce sont les vues qui ont présidé à la rédaction des sept articles qui composent le présent titre.

La saisie-gagerie se fait comme la saisie-exécution, et s'il y a des fruits, comme la saisie-brandan. — (821.)

La saisie foraine admet la même forme que la saisie-gagerie des effets mobiliers, si ce n'est qu'il y a, en tous cas, dispense de commandement, mais nécessité de permission du juge. — (822.)

Enfin, les règles communes à ces deux saisies sont, 1° qu'on ne peut vendre les effets qu'après jugement de validité; 2° que la vente et distribution du pris sont faites comme par suite d'une saisie-exécution; que les gardiens doivent représenter les effets sous peine de contrainte par corps. — (823, 824, 825.)

ART. 819. Les propriétaires et principaux locataires de maison ou biens ruraux, soit qu'il y ait bail, soit qu'il n'y en ait pas, peuvent, un jour après le commandement, sans permission du juge, faire saisir-gager, pour les loyers et fermages échus, les effets et fruits étant dans lesdites maisons ou bâtimens ruraux, et sur les terres.

Ils peuvent même faire saisir-gager à l'instant, en vertu de la permission qu'ils auront obtenue, sur requête, du président du tribunal de première instance.

Ils peuvent aussi saisir les meubles qui garnissaient la maison ou la ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans leur consentement; et ils conservent sur eux leur privilège, pourvu qu'ils en aient fait la revendication, conformément à l'article 2102 du Code civil (1).

(1) JURISPRUDENCE.

1°. Le privilège du propriétaire ne peut être exercé par celui qui a cessé de l'être, bien qu'il s'agisse de droits à lui acquis pendant que la propriété était sur sa tête. Ainsi, les objets mobiliers appartenant au fermier qui a continué l'exploitation d'un domaine vendu, ne peuvent être l'objet d'une saisie-gagerie de la part de celui qui a cessé d'être propriétaire, même pour arriérages échus antérieurement à la vente.

T. 29, 61 et 75. — C. C., art. 1758, 2102. — C. de P., art. 558, 593, 608, 609, 826 et suiv.

2794. *Peut-on comprendre dans la saisie-gagerie les objets que l'art. 592 déclare insaisissables?*

Oui, dit M. Thomines Desmazures, pag. 299, excepté le coucher et les vêtements. C'est aussi ce que décide formellement l'art. 593 du Code de procédure.

2795. *La seconde disposition de l'art. 819 portant que l'on peut faire saisir-gager à l'instant, en vertu de permission de juge, dispense-t-elle de faire un commandement au débiteur?*

On a dit, pour la négative que la disposition dont il s'agit ne dispensait pas de faire un commandement, mais qu'elle avait seulement pour objet de faire accorder au créancier la faculté de saisir après commandement, sans être obligé d'attendre le délai d'un jour, qui, d'après la première disposition, doit s'écouler entre le commandement et la saisie. M. Delaporte, t. 2, pag. 382, et M. Pigeau, tom. 2, pag. 114, disent que ces mots, à l'instant, expriment que l'on peut saisir sans commandement préalable.

C'est bien notre avis, en ce sens que l'on entend par commandement préalable un acte antérieur à la saisie, qui fuit couvrir un intervalle quelconque du jour de la signification à la saisie; et en effet, si ce n'était pas ainsi qu'il fallût entendre la seconde disposition, elle serait évidemment sans objet.

Mais il ne faut pas conclure de là que le procès-verbal de saisie ne doit pas contenir commandement de payer, ainsi qu'il se pratique dans toute autre espèce de saisie, même, lorsqu'il a été fait un commandement préalable; il arrivera seulement qu'on pourra procéder de suite, comme on le fait après l'itératif commandement exigé pour les autres saisies.

2796. *Peut-on faire saisir-gager pendant le délai accordé à l'héritier pour débiter?*

Il est de principe que l'héritier peut se faire autoriser, dans les cas d'urgence, à faire vendre des objets susceptibles de déperissement, et que l'on ne peut rien induire de là contre lui pour le faire déclarer héritier.

Il semble donc que, par une juste réciprocité, les créanciers peuvent, dans tous les cas où il

— (Nîmes, 31 janv. 1820, *Sirey*, tom. 20, pag. 1054, *Dalloz*, tom. 24, pag. 88.)

2°. Un propriétaire qui, pour être payé du prix de loyers lui dus, a fait vendre les meubles de son locataire, est préféré, sur le montant de cette vente, aux autres créanciers de celui-ci, quoique ce dernier ait postérieurement fait une faillite, dont le tribunal de commerce a fixé l'ouverture à une époque antérieure à la vente. — (Rennes, 8 juin 1813, et 15 mai 1815.)

3°. La saisie-gagerie peut être opérée par le bailleur à cheptel, comme par le bailleur à loyers pour fermages en argent. — (Lige, C. de Cassat, 26 mai 1823, *Ann. de Laporte*, an 1823, vol. 2, pag. 138, *Rec. de Lige*, tom. 9, pag. 311.)

y a urgence, faire saisir-gager pendant les délais accordés à l'héritier pour délibérer, puisqu'ils pourraient faire vendre contre l'héritier.

Au reste, la saisie-gagerie est une mesure conservatoire, et conséquemment il y aurait lieu à appliquer ce que nous avons dit aux quest. 756 et 757, tom. 1, pag. 270.

Cette voie est préférable à la saisie-exécution, qui, de sa nature, peut être considérée comme n'étant pas une mesure conservatoire, attendu qu'on peut vendre sans la faire déclarer valable. Le porteur d'un titre exécutoire doit préférer la saisie-gagerie, pour éviter toute difficulté. (Voy. quest. 2812.) Du reste, nous pensons que la saisie-exécution procéderait valablement, sauf à ne faire vendre qu'à l'expiration du délai.

2797. *La troisième disposition de l'art. 819 s'applique-t-elle aux fruits qui auraient été déplacés?*

Quelque cette disposition, disent les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 75, ne parle que des meubles qui garnissent la maison ou la ferme, il y a lieu de croire que l'on a voulu y comprendre les fruits, parce qu'ils sont, comme les meubles meublans, la garantie du propriétaire, et que, d'après l'art. 520, n° 2, du Code civil, dès que les grains sont coupés et les fruits détachés, ils sont meubles.

Mais M. Berriat Saint-Prix, pag. 648, not. 4, répond, et avec raison, croyons-nous, 1° que ces mots de l'art. 819, qui garnissent, etc., n'indiquent que des meubles; 2° que le même article, in principio, distingue très bien les fruits des meubles; 3° que si le Code civil, art. 2102, § 1, in fine, où l'on a pu, sur la demande du Tribunal, la disposition finale de l'art. 819, parle de la saisie du mobilier d'une ferme, cette expression, dont le sens est déterminé par ce qui précède, n'indique non plus que des meubles proprement dits; 4° qu'on peut reconnaître aisément des meubles déplacés; mais qu'il n'en est pas de même s'il s'agit des fruits. M. Berriat conclut, par suite de ces observations, que l'opinion des auteurs du Praticien n'est pas admissible.

Telle est aussi l'opinion de M. Tarrille. (Voyez nous. Répert., au mot privilège, sect. 3, § 2, n° 7, tom. 9, pag. 810 et 811.) On ne peut se permettre, dit-il, d'étendre le droit de revendication aux fruits même cueillis, qui forment une autre espèce, et qui ne peuvent, sous aucun rapport, être regardés comme des meubles garnissant la maison ou la ferme.

2798. *La revendication des meubles déplacés peut-elle avoir lieu lors même qu'il serait prouvé que ceux qui resteraient dans la maison ou dans la ferme seraient suffisants pour couvrir la valeur des loyers ou fermages échus ou à échoir?*

Selon la jurisprudence de la Cour de Paris, consacrée par un arrêt du 2 octobre 1806, rapporté par Siry et Denevers, 1807, supplément, pag. 30, et cité par M. Demiau Crouilhac,

pag. 489, et Hautefeuille, pag. 153, les droits de gagerie du propriétaire, sur les meubles de son locataire, s'étendraient indéfiniment sur tous les meubles apportés par le fermier ou le locataire, même au delà du montant des loyers et fermages, à tel point que le locataire ou fermier ne pourrait en déplacer aucun sans le consentement du propriétaire; ainsi, quand bien même il serait prouvé que ceux qu'il a laissés seraient suffisants pour couvrir la valeur des loyers ou fermages échus ou à échoir, le propriétaire pourrait contraindre le locataire à les rapporter.

Cet arrêt est fondé sur ce que tous les meubles garnissant une maison ou une ferme répondent, sans distinction, de la totalité des loyers échus ou à échoir.

M. Demiau Crouilhac fait, sur cet arrêt, les observations suivantes: Il faut convenir, dit-il, que cette jurisprudence est un peu trop sévère; elle est même injuste, car elle excède le but et l'intention du législateur, qui n'a pas eu en vue de paralyser d'une manière absolue les facultés mobilières des locataires ou des fermiers, mais seulement d'assurer aux propriétaires le paiement des loyers ou fermages.

L'intention du législateur, ajoute M. Demiau Crouilhac, se manifeste sur ce point d'une manière non équivoque, dans l'art. 1752 du Code civil, d'après lequel le locataire peut être expulsé lorsqu'il ne garnit pas la maison de meubles suffisants, à moins qu'il ne donne des sûretés capables de répondre du loyer; d'où il faut conclure que la condition du locataire qui a apporté des meubles ne doit pas être plus dure que celle de celui qui n'en a apporté aucun; et si celui-ci peut se dispenser de garnir la maison en donnant des sûretés pour répondre des loyers, pourquoi, et par quel motif l'autre serait-il inibé de déplacer quelques meubles, si d'ailleurs il donne des sûretés suffisantes qui remplissent le même objet, si les meubles qu'il laisse égalent cette sûreté? L'intérêt doit toujours être la mesure des actions; ainsi, lorsque le propriétaire d'une maison ou d'une ferme veut s'opposer au déplacement de quelques meubles de son locataire ou fermier, ou revendiquer ceux qui auraient été déplacés sous le seul prétexte qu'il en a le droit, sa demande doit être rejetée comme vexatoire, s'il y a dans les meubles restans une valeur suffisante pour faire face aux loyers ou fermages échus ou à échoir, et si en lui donne des sûretés qui les suppléent, parce que le législateur n'a en en vue que de garantir le paiement au propriétaire.

D'après ces motifs, qui nous paraissent évidemment fondés sur l'esprit de la loi, nous ne pensons pas que l'on puisse s'attacher au texte de la troisième disposition de l'art. 819 d'une manière si rigoureuse, que l'on doive considérer l'arrêt de la Cour de Paris comme ayant absolument fixé, en point de jurisprudence, la solution de la question que nous venons d'examiner. Cependant, toutes les raisons que nous venons

d'exposer, d'après M. Demiau Crouzilhae, furent développées devant la Cour de Paris, et n'ont pas empêché de rendre l'arrêt dont cet auteur combat la décision.

2799. *Un propriétaire pourrait-il, pour loyers et fermages à échoir, saisir, en cas de déplacement frauduleux, et lorsque les circonstances prouveraient que l'intention du locataire serait de soustraire peu à peu son mobilier aux poursuites de ce propriétaire?*

Nous nous sommes expliqué, sur la 2003^e quest., tom. 4, pag. 203, de manière à faire présumer le contraire; mais n'oubliant la disposition de l'art. 819, qui n'autorise la saisie que pour loyers et fermages échus, nous croirions, dans l'espèce de notre question, où le mauvais dessein du locataire serait prouvé, que l'on pourrait autoriser la saisie-gagerie comme mesure conservatoire; autrement, que pourrait faire le propriétaire pour empêcher le divertissement des meubles?

Dirait-on qu'il aurait la ressource de la revendication des effets déplacés?

Mais pour assurer le succès de la revendication, il faudrait qu'il veillât continuellement au domicile de son locataire.

Ne pourrait-on pas soutenir avec raison que l'enlèvement forcé que fait un locataire de ses meubles, autorise le propriétaire à demander son expulsion, puisqu'il n'y a plus de sûreté pour lui dans la continuation du bail?

Ne peut-on pas ajouter que l'art. 1188 du Code civil est applicable au locataire; que celui-ci ne saurait invoquer le bénéfice du terme, et que c'est une raison pour autoriser la saisie-gagerie?

Enfin, la propriété ne pourrait-elle pas, en demandant le résiliation du bail, conclure à ce que la saisie-gagerie fût jugée valable, et à ce que, faute au défendeur de payer le loyer devenu exigible en tout ou partie, la vente fût ordonnée?

Nous sommes porté à considérer une telle poursuite comme fondée, et nous croyons que ce locataire n'aurait d'autre moyen d'éviter l'effet de ces conclusions, que d'offrir une caution solvable pour sûreté du loyer; moyennant cette caution, le propriétaire serait désintéressé et la main-lévé de la saisie ordonnée (1).

2800. *La saisie-gagerie peut-elle avoir lieu quand les meubles ont été déplacés par un locataire qui les a transportés dans une maison qu'il a prise à bail d'un autre propriétaire?*

(1) Voy., sur l'application de l'art. 1188 du Code civil un arrêt de la Cour de cassation, du 16 décembre 1807 (Dallos, tom. 19, pag. 39; Sirey, tom. 8, pag. 162); il s'agit de la question que nous venons d'examiner; voy. aussi ce que dit M. Toullier, sur le cas où le débiteur est débiteur du terme et sur les mesures conservatoires qu'un créancier peut prendre, tom. 6, pag. 430 et suiv., surtout au n° 761, pag. 434; et enfin, à l'appui de notre opinion, voy. le Commentaire de Ferrière, sur l'art. 271 de la Coutume de Paris, n° 25, tom. 2, col. 1244.

En d'autres termes: *N'est-il pas nécessaire en ce cas d'autoriser la voie de la saisie-revendication, dont les règles sont établies au tit. 3?*

Le doute vient de ce que l'article 819 porte, 3^e alinéa, « que les propriétaires peuvent saisir les meubles qui garnissent la maison, lorsqu'ils ont été déplacés sans leur consentement, » et qu'ils conservent sur eux leurs privilèges, » pourvu qu'ils en aient fait la revendication, » conformément à l'art. 2102 du Code civil; » d'où l'on conclut qu'en ce cas on doit se conformer aux dispositions du tit. 3, parce qu'il n'est pas probable que le Code civil et le Code de procédure eussent indiqué une revendication comme une addition nécessaire pour conserver le privilège, sans l'assujettir à certaines formalités. Or, dit-on, les formalités de la revendication sont indiquées par le tit. 3.

Cette opinion paraît être celle de M. Delvincourt, tom. 2, pag. 623, n° 2; mais si l'on fait attention que l'art. 819 indique les cas où la saisie-gagerie peut avoir lieu, ou ne peut s'empêcher de reconnaître que le droit qu'il accorde de saisir les meubles déplacés, s'entend de la saisie-gagerie, et que, par conséquent, le mot revendication exprime la revendication opérée par cette saisie. Cette interprétation devient d'autant plus certaine, quand on considère que l'article 819 ne détermine, soit formellement, soit par un renvoi au tit. 3, aucunes autres formalités que celles de la saisie-gagerie.

Nous croyons donc avec M. Pigeau, tom. 2, pag. 484, que la saisie-gagerie est autorisée dans le cas où les meubles ont été transportés par le locataire dans une autre maison, pourvu toutefois qu'elle ait lieu dans les délais fixés par l'art. 2102 du Code civil. (Voyez rapport du tribun Tarrible, édition de F. Didot, page 300.) C'est aussi ce que la Cour de Rennes a formellement jugé par arrêt du 17 mars 1816 (2).

Mais, à ce sujet, nous ferons deux observations qui nous paraissent importantes.

Premièrement, il est toujours entendu que le propriétaire n'est obligé de prendre la voie de la saisie-gagerie qu'autant qu'il n'a point de titre exécutoire; car, dans le cas contraire, il peut saisir pleinement et exécuter, soit que les meubles aient ou n'aient pas été déplacés. — (Voy. Pigeau, *ubi supra*, et observe de Ferrière, sur l'art. 161 de la Cout. de Paris, dans son grand Comment.)

(2) Cet arrêt est ainsi conçu: « Attendu qu'il résulte du rapprochement des art. 819, 826 et 827 du Code de procédure, qu'il ne s'agit pas, dans le premier, d'une saisie-revendication, mais bien d'une saisie-gagerie; qu'ainsi, le propriétaire d'une maison que le locataire a quittée, en emportant ses meubles dans une autre, est réputé les trouver aux possessions de son débiteur, et peut se borner à saisir-gager, sans exercer la saisie-revendication; qu'il a fait tout ce qu'il devait, en se conformant à l'art. 819, et en agissant dans le délai voulu par l'art. 2102 du Code civil. »

Secondement, lorsqu'il y a un déplacement, il est bon que le propriétaire fasse reconnaître les meubles pour éviter les contestations qu'un second propriétaire ou toute autre partie intéressée pourrait élever sur l'identité. — (Pothier, du louage, n° 264.)

2801. La même solution s'appliquerait-elle au cas où, par suite de vente faite par le locataire, ou de quelque autre manière que ce fût, les meubles ne trouveraient entre les mains et au domicile d'un tiers ?

Dans la précédente question, nous avons toujours supposé que les meubles, quoique déplacés, n'avaient pas cessé d'être en la possession du débiteur.

Mais dans l'hypothèse contraire que nous établissons maintenant, nous estimons que le propriétaire, qui ne saurait perdre son droit de suite, c'est-à-dire son privilège (voy. Pothier, contrat de louage, n° 261), ne peut le conserver que par la voie de la saisie-revendication, dont traitent les art. 826 et suiv., au tit. 3.

Ainsi la Cour royale de Rennes, dans son arrêt du 17 mars 1816 (voy. la précéd. quest.), a-t-elle eu soin de noter cette circonstance dans ses motifs (voyez la note), parce qu'elle était déterminante, dans l'espèce, pour écarter le système de l'intimé, qui prétendait que la saisie n'avait pu se faire que dans la forme des saisies-revendications.

2802. Quand le propriétaire a fait prononcer, faute de paiement, le résiliation du bail, quels sont les moyens légaux qu'il peut employer pour contraindre le locataire ou fermier à délaisser la possession ?

La solution de cette question, dans l'espèce particulière où elle est posée, dépend de savoir quels sont les principes d'après lesquels on doit exécuter tout jugement qui ordonne de désemparer, soit un fonds de terre, soit une maison.

Avant la publication du Code de procédure, et lorsqu'il s'agissait d'un fond, on se conformait aux dispositions des articles 1 et 3, tit. 27 de l'ordonnance, ainsi conçus :

Art. 1. « Ceux qui auront été condamnés par arrêt ou jugement passé en force de chose jugée, à délaisser la possession d'un héritage, seront tenus de le faire quinzaine après la signification de l'arrêt ou jugement, à personne ou domicile, à peine de 20 fr. d'amende. »

Art. 3. « Si, quinzaine après la première sommation, les parties n'obéissent à l'arrêt ou au jugement, elles pourront être condamnées par corps à délaisser la possession de l'héritage, et en tous dommages-intérêts des parties. »

Ces dispositions de l'ordonnance ont été remplacées par celle de l'art. 2051 du Code civil ; il porte : « Ceux qui, par un jugement rendu au péritoire, et passé en force de chose jugée, ont été condamnés à désemparer un fond, et qui refusent d'obéir, peuvent, par un second jugement, être contraints par corps à délaisser la

possession, quinzaine après la signification du premier jugement à personne ou à domicile. »

Aucune disposition n'existe relativement à la contrainte de délaisser une maison ; mais cette contrainte ne peut s'exercer autrement que par l'éjection des meubles et l'expulsion de la personne.

Ainsi, dit Rodier, sur l'art. 1, tit. 27 de l'ordonnance, « lorsqu'il s'agit de faire délaisser la possession d'une maison occupée par le condamné, à titre de loyer ou autrement, on use de la voie de l'éjection des meubles, et de la personne même à la rue. »

On a prétendu que cette voie d'exécution ne pouvait être pratiquée sous l'empire du Code de procédure, 1^o parce que l'article 1041 abroge toutes lois, coutumes et usages anciens, relatifs à la procédure ; 2^o parce que l'art. 2061 du Code civil ne prononçant que la contrainte par corps, on ne pouvait admettre d'autre mode de contrainte en cas de délaissement.

Nous répondons que l'art. 1041 n'abroge que les anciennes règles concernant la forme de procéder, et pas celles qui établiraient ou reconnaîtraient des voies d'exécution telles que celles dont il s'agit ; et, quant à l'argument tiré de l'article 2061, nous ferons observer que l'éjection des meubles avait lieu autrefois nonobstant la disposition semblable de l'art. 3, tit. 27 de l'ordonnance ; que, d'ailleurs, si la contrainte par corps suffit pour le délaissement d'un fonds de terre, parce qu'elle tient le condamné dans l'impuissance de faire des actes de maître et de possesseur, il n'en serait pas ainsi dans le cas de délaissement d'une maison, puisque le jugement qui l'ordonnerait resterait sans effet, malgré l'emprisonnement du condamné, tant que celui-ci résisterait à élever ses meubles.

Au reste, cette voie d'exécution a continué d'être usitée malgré le silence du Code de procédure, parce qu'elle est fondée sur la nature des choses. (Voy. arrêt de la Cour de Colmar, du 7 juill. 1810, Sirey, tom. 16, pag. 96.) Nous avons à examiner maintenant les règles de son exercice.

Rodier, sur la seconde question qu'il traite à la suite de l'art. 1, tit. 27 de l'ordonnance, applique à l'évacuation d'une maison les délais donnés par cet article pour le délaissement d'un fonds ; il s'exprime ainsi : « S'il s'agit d'une maison que le condamné habite, il faut qu'il ait quelques jours pour chercher logement ailleurs, et pour faire transporter ses meubles, et l'un a fait une règle générale du délai de quinzaine. »

Aujourd'hui que l'art. 2061 du Code civil veut, comme l'ordonnance, que la contrainte pour désemparer un fonds ne soit exercée que par l'emprisonnement du condamné qu'en vertu d'un second jugement, et quinzaine après la signification de celui qui a prononcé la condamnation à désemparer, nous estimons qu'il en est de même

à l'égard de la contrainte par éjection des meubles et expulsion de la personne.

Nous pensons en outre que la signification du second jugement doit être précédée d'un commandement de délaisser la possession, et, comme l'a décidé la Cour de Colmar par l'arrêt précité, que l'huissier doit laisser au moins vingt-quatre heures d'intervalle entre ce commandement et l'exécution.

Il est entendu que cette exécution doit nécessairement être constatée par un procès-verbal; mais, suivant le même arrêt, il n'est pas nécessaire qu'il contienne la désignation des meubles et l'élection de domicile exigées pour la saisie-exécution, par les art. 584 et 588.

Enfin, nous appliquons ces règles à l'exécution d'un acte notarié qui tient lieu d'un jugement portant condamnation à délaisser, puisque cet acte est exécutoire comme le serait un jugement passé en force de chose jugée.

ART. 820. Peuvent les effets des sous-fermiers et sous-locataires, garnissant les lieux par eux occupés, et les fruits des terres qu'ils sous-louent, être saisis-gagés pour les loyers et fermages dus par le locataire ou fermier de qui ils tiennent; mais ils obtiendront main-levée, en justifiant qu'ils ont payé sans fraude, et sans qu'ils puissent opposer des paiements faits par anticipation.

Cout. de Paris, art. 362.—C. C., art. 1753, 2102, n° 1.

2803. *En quel cas les paiements peuvent-ils être réputés faits par anticipation?*

Les paiements sont réputés faits par anticipation toutes les fois qu'ils ont été effectués contre les clauses du bail ou contre l'usage des lieux; chaque fois, en un mot, disent les auteurs du Praticien, tom. 3, pag. 76, qu'ils paraissent avoir été faits à dessein d'enlever au propriétaire le gage et la sûreté que la loi lui confère. — (Argument de l'article 1753 du Code civil.)

Ici, au reste, comme dans les cas de cette nature, c'est à la sagesse des juges à pénétrer dans la conscience des sous-locataires ou fermiers, et à apprécier leurs titres, pour savoir s'il y a véritablement fraude de leur part, et dans le doute, il faut présumer que le paiement est sincère, suivant l'axiome *fraus non presumitur*.

2804. *Pourrait-on saisir-gager les meubles d'un sous-locataire ou sous-fermier qui n'aurait pas un bail authentique, ou dont la date ne serait pas certaine?*

Il suffit, pour que le propriétaire puisse saisir-gager les effets d'un sous-locataire ou sous-fermier, que la location de celui-ci soit justifiée par le fait : d'où suit qu'il n'est pas nécessaire

qu'il soit nanti d'un bail authentique ou ayant date certaine.

Ainsi, dans ce cas, l'on se trouve sous l'application de la disposition des art. 1753 du Code civil et 820 du Code de procédure, et, pour que la saisie soit valable, il ne faut autre chose, si ce n'est que le saisissant prouve que les paiements ont été faits par anticipation. — (Cassat., sec. t. des requêtes, 2 avril 1806, Denoers 1806, pag. 247.)

ART. 821. La saisie-gagerie sera faite en la même forme que la saisie-exécution; le saisi pourra être constitué gardien; et s'il y a des fruits, elle sera faite dans la forme établie par le titre ix du livre précédent (1).

C. de P., art. 584, 586, 598, 626.

2805. *Quand le saisi peut-il être constitué gardien, non-seulement dans une saisie-gagerie d'effets, mais encore dans une saisie-gagerie de fruits?*

Le saisi peut être constitué gardien, c'est-à-dire que l'huissier peut lui conférer cette garde sans y être obligé. Mais, suivant M. Demiau Crouxilhac, tom. 2, pag. 499, cette faculté ne se rapporte qu'à la saisie des effets mobiliers et non à celle des fruits, attendu que la disposition par laquelle l'art. 821 l'accorde se trouve immédiatement après celle qui ordonne de suivre les formalités des saisies-exécutions, tandis que le renvoi aux formalités de la saisie-brandon vient ensuite et termine l'article.

Ainsi, lorsqu'il y a des fruits, ou n'en pourrait confier la garde au saisi; il faudrait en charger le garde-champêtre, conformément à l'art. 698. Il est très-possible que cette distinction n'ait pas entré dans la pensée du législateur; mais il suffit qu'elle puisse être autorisée par la texture de l'art. 821, pour qu'il soit prudent de s'y enformer.

2806. *Peut-on, sans le consentement du saisissant et du saisi, charger ce dernier de la garde d'une saisie-gagerie d'effets?*

L'article 598 porte que le débiteur ne peut être établi gardien, lors de la saisie-exécution de ses meubles, que de son consentement et de celui du saisissant, et l'article 821 veut que la saisie-ga-

(1) JURISPRUDENCE.

1°. Le procès-verbal de saisie-gagerie doit, à peine de nullité, contenir l'élection de domicile prescrite par l'art. 584. — (Rennes, 22 sept. 1810.)

2°. Aucun texte de la loi n'empêche de prendre pour témoins d'une saisie-gagerie des huissiers, pourvu qu'ils ne soient ni parents ni alliés de l'huissier instrumentaire au degré prohibé. — (Rennes, 26 fév. 1818.)

3°. La saisie-gagerie n'est pas nulle, si elle n'a pas été précédée d'un interdictif commandement. — (Lige, Cour de cassat., 26 mai 1823, Ann. de Laporte, an 1823, col. 2, pag. 158, Rec. de Lige, tom. 9, pag. 311.)

gerie d'effets mobiliers autres que les fruits, soit faite en la même forme que la saisie-exécution.

On serait porté à conclure de là qu'il faut se conformer à l'art. 598; mais si l'on fait attention qu'il eût été inutile, cet article portant une disposition relative au gardien, d'en parler d'abord dans l'art. 821, on reconnaît sans doute que ce dernier doit être appliqué selon ses termes, et que, n'ayant point parlé du consentement du saisissant et du saisi, il a dérogé en ce point au premier.

Telle est notre opinion, qui paraît aussi être celle de M. Berriat Saint-Prix, p. 648, not. 6; mais, comme lui, nous bornons la dérogation apportée à l'art. 598, par l'art. 821, au consentement du saisissant, que nous ne croyons pas nécessaire lors d'une saisie-gagerie, et nous pensons qu'il faut du moins avoir celui du saisi, suivant la maxime *nemo inuitus cogitur ad factum*, parce que la loi ne prononce pas en termes absolus qu'il sera constitué gardien. — (Voy. d'ailleurs notre quest. 2052*.)

Mais de ce que nous venons de dire que le consentement du saisissant n'est pas nécessaire pour que le saisi soit constitué gardien, nous ne voudrions pas conclure que le premier ne pût s'opposer à ce que cette garde fût confiée à celui-ci, s'il avait de justes motifs de le soupçonner d'infidélité : ce serait alors le cas d'un référé vers le président, qui statuerait sur cette opposition. — (Voy. Demiau Crouilhac, p. 499, et Quest. de Lepage, p. 349.)

2807. *Que doit faire l'huissier si le saisi refuse d'être gardien ?*

L'huissier peut nommer celui que le saisi lui désigne, ou choisir telle autre personne à laquelle il confie les effets, même en les déplaçant, s'il est nécessaire, ainsi que le dit Lange, liv. 4, chap. 38. — (Voy. notre quest. 2055*.)

Art. 822. Tout créancier, même sans titre, peut, sans commandement préalable, mais avec permission du président du tribunal de première instance et même du juge de paix, faire saisir les effets trouvés en la commune qu'il habite, appartenant à son débiteur (1) forain (2).

(1) Nous rappelons qu'on entend par débiteur forain celui qui n'a ni domicile ni habitation dans la commune du créancier, où il ne s'est trouvé qu'accidentellement.

(2) JURISPRUDENCE.

1°. L'individu qui abandonne son ancien domicile et va résider dans un autre endroit, sans avoir fait les déclarations préalables exigées par l'art. 104 du Code civil, ne peut être considéré comme débiteur forain. Le créancier qui, dans cette hypothèse, fait procéder à la saisie de ses meubles et effets, doit donc se conformer aux règles établies pour la saisie-exécution, et non à celle que prescrit le présent titre. — (Pou, 3 janv. 1807, Dellos, tom. 24, pag. 51, Sirey, tom. 14, pag. 256.)

T. 61, 63 et 76. — Cont. de Paris, art. 175.

2808. *Quel est le juge compétent pour permettre la saisie foraine ?*

C'est évidemment le président du tribunal de première instance ou le juge de paix du lieu où se trouvent les objets qu'on entend saisir.

Art. 823. Le saisissant sera gardien des effets, s'ils sont en ses mains; sinon, il sera établi un gardien [a].

T. 61, 63 et 76. — C. de P., art. 598, § 2.

2809. *Le saisissant peut-il être constitué gardien malgré lui ?*

L'art. 823 étant conçu en termes absolus, il nous semble, comme à M. Delaporte, tom. 2, pag. 823, que le saisissant est de droit constitué gardien. Et en effet, il ne pourrait avoir aucun prétexte pour s'excuser de conserver la garde des effets qu'il détient déjà.

2810. *L'huissier, lorsque le saisissant n'a pas les effets en ses mains, peut-il lui en confier la garde ? Pourrait-il la confier au saisi ?*

On dirait vainement que l'art. 823, en disposant que le saisissant sera gardien des effets s'ils sont en ses mains, sinon qu'il sera établi un gardien, n'exprime autre chose si ce n'est que, dans ce dernier cas, le saisissant ne sera pas gardien de droit (voy. la précédente quest.), et qu'en conséquence rien n'empêche l'huissier de lui confier la garde. On répondrait avec raison que l'art. 823 contient une exception à la disposition de l'art. 598, qui défend de donner cette commission au créancier à requête duquel se fait une saisie-exécution, et que cette exception doit être renfermée dans ses limites.

Quant au saisi, nous ne pensons pas qu'on puisse lui confier la garde, puisque l'art. 823 ne répète point la disposition de l'art. 821.

A la vérité, l'art. 823 portant que les règles prescrites pour la saisie-exécution seront observées, on pourrait objecter que l'art. 598 permet de confier la garde au saisi; mais, outre le préjugé qui naît de l'art. 821 contre cet argument, une forte raison s'oppose à ce qu'on l'admette; c'est que le législateur a autorisé à désigner le saisi pour gardien d'une saisie-exécution, soit afin de ne pas le priver, durant la poursuite, de l'usage d'effets mobiliers qui peu-

[2°. Sous l'expression de débiteur forain, sont compris tous les étrangers au Royaume, quelle que soit leur qualité, et même les régicides domiciliés à l'étranger. — (Bruxelles, 7 juillet 1819, J. de Br. an 1819, vol. 2, pag. 233, Dellos, tom. 24, pag. 55.)]
[Le mot effets, comprend généralement toute espèce de meubles. — (Même arrêt.)]

[a] JURISPRUDENCE.

[Le gardien peut, en matière de saisie-gagerie, obtenir sa décharge avant la vente ou la cessation de la saisie. — (Liège, 19 juin 1877, et arrêt de rejet en cassation; 26 mai 1882, Ann. de Lapeyre, an 1882, vol. 1, pag. 102, et vol. 2, pag. 136.)]

vent être nécessaires à l'exercice de sa profession, soit parce que la présence du gardien dans la demeure pourrait entraîner des inconvénients. Domicilié dans le lieu où sont ces effets, il fournit d'ailleurs une garantie de leur représentation; or, on sent que tous ces motifs ne militent point en faveur d'un débiteur forain. — (Voy. Delaporte, t. 2, p. 386.)

Art. 824. Il ne pourra être procédé à la vente sur les saisies énoncées au présent titre, qu'après qu'elles auront été déclarées valables : le saisi, dans le cas de l'art. 821, le saisissant, dans le cas de l'art. 823, ou le gardien, s'il en a été établi, seront condamnés par corps à la représentation des effets (1).

C. C., art. 2059, 2060, n° 4. — C. de P., art. 126, 613, 617, 780.

2811. *Quel est le tribunal compétent pour connaître de la validité de la saisie-gagerie ou de la saisie foraine ?*

C'est, selon M. Demian-Crouzilbac, pag. 499, le tribunal du domicile du saisi, parce qu'il s'agit, dit-il, d'une action purement personnelle et mobilière.

Sans doute, lorsqu'il s'agit d'une saisie-gagerie, la demande sera, par le fait, presque toujours portée devant le juge du domicile du saisi; car il n'est guère possible de présumer qu'une telle saisie soit faite ailleurs qu'au domicile du débiteur.

Ce serait le contraire pour la saisie foraine, puisque l'art. 822 suppose nécessairement que la saisie est faite hors du lieu dans lequel le débiteur a son domicile. Mais cette différence ne nous paraît entraîner aucune difficulté relativement à la compétence du tribunal qui doit connaître de la demande en validité de l'une ou l'autre de ces deux saisies.

En effet, si l'on considère (voy. *Quest. de Lepage*, pag. 550) le but de la saisie-gagerie et son objet, on voit qu'elle est de même nature que la saisie-exécution; car elle met sous la main de la justice des effets trouvés dans la possession du débiteur, c'est-à-dire dans les lieux qui lui ont été loués ou affermés.

Elle commence, il est vrai, par n'être qu'une mesure simplement conservatoire, mais, par le jugement qui la déclare valable, elle finit par obtenir tous les effets d'une saisie-exécution. Il est donc évident, par cette analogie, qu'elle est soumise aux mêmes règles de compétence que

cette saisie, et conséquemment que la demande en validité doit être portée devant le tribunal du lieu où la saisie a été faite, encore bien que le saisi n'y eût pas son domicile; ce qui est difficile à supposer, ainsi que nous l'avons dit en commençant. — (Arg. de l'art. 608.)

Quant à la saisie foraine, nous appliquerons, à plus forte raison, les mêmes règles; car elle est, dès son principe, une véritable saisie-exécution; et l'on sent d'ailleurs que ce serait paralyser cette saisie et en rendre les effets moins efficaces, que ce serait agir contrairement à sa nature, que d'exiger que la demande en validité fût portée devant le tribunal d'un débiteur forain, qui souvent serait très-éloigné du lieu où se trouveraient les effets saisis.

Au surplus, l'art. 825 nous paraît confirmer entièrement cette solution, en ordonnant qu'en matière de saisie-gagerie ou de saisie foraine, on suppléera aux dispositions du titre qui concerne spécialement ces deux espèces de saisies, en observant les formalités prescrites pour la saisie-exécution.

2812. *Doit-on faire de larer la saisie-gagerie valable, si elle est faite en vertu d'un titre exécutoire ?*

Lorsqu'un propriétaire exécute son fermier en vertu d'ordonnance du président du tribunal, on ne fait pas de doute que la saisie doit être déclarée valable; mais si on le fait en vertu d'un titre authentique, doit-on également faire déclarer la saisie valable? Après avoir dit, dans l'art. 819 du Code judiciaire, que les propriétaires et principaux locataires peuvent, soit qu'il y ait bail, etc., faire saisir-gager (et il faut noter que ce mot *bail* s'entend d'un bail notarié comme d'un bail verbal), le législateur a voulu, article 824, qu'on ne pût passer outre à la vente, sans qu'au préalable, les saisies énoncées dans le titre fussent déclarées valables.

Il résulte de là que toutes les saisies-gageries, soit qu'elles soient faites en vertu de baux notariés, soit qu'elles soient faites en vertu d'ordonnance sur requête, doivent être déclarées valables.

C'est ce qu'enseigne Pothier, dans son Traité sur la procédure civile, parce que, dit cet auteur, les saisies tiennent plutôt de l'arrêt que de l'exécution, et il faut remarquer que la Coutume de Paris, dont il tirait ce principe, a été ici presque transcrite par les rédacteurs du Code.

Nous croyons aussi que, dans le cas proposé, la saisie-gagerie doit être déclarée valable, attendu que l'art. 804 ne fait aucune distinction relativement au cas où elle a été faite en vertu d'un titre exécutoire, et que ce n'est qu'un moyen de cette déclaration de validité qu'elle est convertie en saisie-exécution, ainsi que nous l'avons dit sur la question précédente. Au surplus, le créancier porteur d'un titre exécutoire peut éviter ces lenteurs, en faisant cette dernière sai-

11) JURISPRUDENCE.

La faillite du locataire, survenue depuis le jugement qui aurait déclaré la saisie-gagerie valable, ne serait pas un obstacle à la vente des effets saisis, d'après les art. 97, 494 et 553 du Code de commerce. — (Paris, 19 oct. 1808, *Dalloz*, tom. 15, pag. 215, *Siray*, tom. 9, pag. 21.)

sie au lieu d'une saisie-gagerie, ainsi que M. Pigeau le conseille, t. 2, p. 483 (1).

ART. 825. Seront, au surplus, observées les règles ci-devant prescrites pour la saisie-exécution, la vente et la distribution des deniers.

T. 61.—C. de P., art. 586, 617, 656.

TITRE III.

De la Saisie-Revendication.

Il suffit de passer des meubles pour en être propriétaire. En fait de meubles, porte l'article 2281, la possession vaut titre; mais, dit M. Berriat Saint-Prix, pag. 650, comme il est très-possible que le véritable propriétaire n'en ait pas le possesseur, il est juste qu'il puisse les revendiquer contre le débiteur.

Revendiquer, c'est demander judiciairement une chose sur laquelle nous avons un droit réel, et qui est détenue par un tiers.

Nous avons vu que la loi autorise le locateur à revendiquer les meubles qui garnissaient sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement. L'art. 2279 du Code civil donne aussi le même droit au propriétaire d'une chose volée, soustraite ou perdue (2), eu, suivant les expressions de l'orateur du Gouvernement, d'une chose non aliénée et détenue par un tiers. L'acte par lequel ce droit est exercé est la *saisie-revendication*, dont le titre que nous allons expliquer établit les règles (3).

2813. *Les dispositions du Code de procédure relatives à la revendication, sont-elles applicables, en matière de commerce, aux marchandises vendues et livrées à un failli?*

Non : l'en doit, en cette circonstance, se conformer aux dispositions du tit. 3, liv. 3 du Code de commerce. — (Voy. l'Exposé des motifs du présent titre, par M. le conseiller d'état Berlier, édit. de F. Didot, pag. 279.)

2814. *Les mêmes dispositions du Code de procédure sont-elles applicables à tous les effets mobiliers quelconques, même à des papiers et titres?*

Oui, puisque la loi ne fait aucune distinction. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 486.)

(1) La Cour de Rennes, par l'arrêt du 17 mars 1816, trançant pag. 155, à la note 2, a décidé le contraire, sans autrement exprimer ses motifs. Cet arrêt déclare, au surplus, qu'en supposant qu'il y ait lieu à former la demande en validité, les débiteurs seuls auraient le droit de se plaindre de l'omission de cette formalité. Nous n'en persistons pas moins dans l'opinion ci-dessus. — (Dalloz, tom. 24, pag. 86.)

(2) L'art. 1926, du Code civil autorise aussi la revendication, lorsqu'il s'agit du dépôt d'un objet mobilier fait par une personne capable de contracter, dans les mains d'une personne incapable.

(3) Cette saisie était appelée *entièrement* dans la Coutume d'Orléans.

2815. *Si la chose volée ou perdue ne se trouve pas en possession actuelle de celui qui la doit et qu'en ne sache où elle se trouve, quelle action aura le propriétaire?*

Il aura l'action ou demande en revendication, afin de faire condamner le défendeur aux dommages-intérêts, qui sont appréciés par des experts convenus en nommés d'office. Le paiement de ces dommages-intérêts étant effectué, le propriétaire est alors censé avoir cédé pour cette somme son droit de propriété dans la chose au défendeur, en sorte qu'il ne peut plus la saisir-revendiquer, et que c'est au contraire à celui-ci qu'appartient le droit de faire à son profit et à ses risques cette saisie, contre les tiers qui seraient en possession de la chose. — (Nouv. Répert., e^e revendication, in fine.)

ART. 826. Il ne pourra être procédé à une saisie-revendication, qu'en vertu d'ordonnance du président du tribunal de première instance, rendue sur requête; et ce, à peine de dommages-intérêts tant contre la partie que contre l'huissier qui aura procédé à la saisie.

T. 77.—Règl. du 30 mars 1808, art. 54.—C. C., art. 1926, 2102, 2103 et 4, 2179.—C. de comm., art. 576 et suiv.

DXXXI. Comme le détenteur de la chose, ainsi que nous venons de le dire, a d'ordinaire pour lui la présomption de la propriété, si elle n'est pas détruite par un titre qui fasse voir que sa possession n'est que précaire, une grande circonspection est nécessaire pour permettre la saisie, et c'est d'après cette considération que l'article ci-dessus exige, sinon qu'il faille toujours l'exhibition d'un acte, du moins que l'autorisation d'y procéder soit précédée d'un examen judiciaire.

2816. *Quel est le président auquel doit être présentée la requête, afin d'obtenir l'ordonnance nécessaire pour saisir-revendiquer?*

C'est, d'après les art. 826 et 829 combinés, le président du tribunal du détenteur réel des effets, c'est-à-dire de celui qui les a réellement entre les mains. — (Voy. Berriat Saint-Prix, pag. 650, not. 2, et les Questions de Lepage, pag. 553.) (4)

ART. 827. Toute requête à fin de sai-

(4) Cette solution s'applique même au cas où la saisie serait incidente à une instance pendante devant un autre tribunal, non-seulement parce que la permission dépend de circonstances qui ne peuvent être bien appréciées que par le juge du lieu, mais encore parce que le magistrat qui l'accorde doit nécessairement être le même que celui qui doit juger en référé, aux termes de l'art. 829, et que d'ailleurs l'art. 831 n'attribue compétence au tribunal saisi de l'instance à laquelle la revendication serait incidente, qu'à l'égard de la demande en validité.

saisie-revendication, désignera sommairement les effets.

T. 77.—C. de P., art. 819.

ART. 828. Le juge pourra permettre la saisie-revendication, même les jours de fête légale,

C. de P., art. 8, 63, 1037.

2817. *En quels cas le juge peut-il permettre de saisir-revendiquer un jour de fête légale ?* Il ne peut le faire qu'autant que l'urgence est telle qu'il y aurait péril en la demeure. — (*Argum. de l'art.* 1037.)

2818. *Comment cette permission doit-elle être émise ?*

Par réquete dans laquelle on désigne sommairement les objets revendiqués (*tarif, art. 77*), et que le président ne doit octroyer qu'avec beaucoup de circonspection.

ART. 829. Si celui chez lequel sont les effets qu'on veut revendiquer, refuse les portes ou s'oppose à la saisie, il en sera référé au juge; et cependant il sera sur-sis à la saisie, sauf au requérant à établir garnison aux portes.

T. 29 et 62.—Ordonn. de Moulins, art. 32.—C. de P., art. 386 et suiv.

2819. *Lorsqu'il y a lieu à référé, la saisie doit-elle contenir l'assignation devant le président ?*

Oui, d'après l'art. 62 du tarif.

2820. *Comment l'ordonnance qui interrompt sur le référé est-elle constatée ?*

Elle l'est par le procès-verbal. — (*Argum. de l'art. 787.*)

ART. 830. La saisie-revendication sera faite en la même forme que la saisie-exécution, si ce n'est que celui chez qui elle est faite pourra être constitué gardien.

C. de P., art. 586, 598, 806 et suiv.

2821. *Peut-on établir pour gardien une autre personne que celle chez qui la saisie est faite ?*

Oui, si l'on a lieu de craindre insolvabilité, manœuvre ou chicane de sa part. — (*Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 216.*)

ART. 831. La demande en validité de la saisie sera portée devant le tribunal du domicile de celui sur qui elle est faite; et si elle est connexe à une instance déjà pendante; elle le sera au tribunal saisi de cette instance (1).

(1) JURISPRUDENCE.

Une contestation née à la suite d'une saisie-reven-

2822. *Quel est le sens de ces mots de l'article 831, CRÉDIT DE LA SAISIE EST FAITE ?*

Ces mots s'expliquent par ceux de l'art. 330, celui chez qui elle est faite, et ils indiquent conséquemment le débiteur actuel de la chose, s'il prétend y avoir droit; mais, dans le cas contraire, la demande en validité ne doit être faite que contre celui qui prétendrait à ce droit, et qui conséquemment serait assigné devant le juge de son domicile, et non devant celui du débiteur. — (*Locré, Esprit du Code de procéd. tom. 4, pag. 26, et Berriat Saint-Pris, pag. 650, not. 2.*)

2823. *Comment la demande en validité doit-elle être formée ?*

Si elle est principale, elle est formée, soit par le procès-verbal de saisie, soit par un exploit séparé;

Si elle est incidente, elle est formée par un simple acte, comme toutes les demandes de cette nature;

Si elle est connexe à une demande sur laquelle il y a instance introduite, et que la personne contre qui la saisie a été faite ne soit pas aux qualités, dans cette instance, il y a lieu à assigner cette personne par exploit. Mais, d'après l'art. 831, l'action n'en sera pas moins portée au tribunal saisi de l'instance dont nous venons de parler, et le tiers assigné ne pourra décliner ce tribunal. — (*Argum. de l'art. 181; voy. Pigeau, tom. 2, pag. 487.*)

TITRE IV.

De la Surenchère sur aliénation volontaire (2).

En général, on appelle *surenchère* une enchère faite par un créancier en sus du prix de la vente des biens de son débiteur, soit que cette vente ait été faite en justice, soit qu'elle ait été volontairement consentie par le débiteur lui-même.

Dans ce dernier cas, qui est l'objet des dispositions du présent titre, on peut définir la *surenchère* un acte par lequel, après la notification du contrat de vente d'un immeuble hypothéqué, l'un des créanciers inscrits requiert, en

dication faite sur un failli, ne doit pas nécessairement être portée devant le juge du domicile du failli, si le failli et la masse sont sans intérêt dans la litige; par exemple, si c'est une contestation de préférence entre le vendeur qui saisit-revendique et un commissionnaire qui a fait des avances sur les marchandises vendues. On ne peut appliquer, dans ce cas, ni l'art. 831, qui attribue au juge du domicile du saisi la connaissance de la contestation sur la validité de la saisie-revendication, ni l'art. 59, portant qu'en matière de faillite, on doit porter les contestations devant le juge du domicile du failli. — (*Cassat., 4 avril 1821, Sirey, tom. 21, pag. 330.*)

(2) *Voy. Code civil, art. 2108, 2109, 2153, 2157, 2158, 2167, 2169, 2183, 2187.*

offrant caution, de faire porter le prix au moins à un dixième en sus de celui du contrat, et que l'immeuble soit mis aux enchères pour être vendu publiquement.

L'ancienne législation n'avait aucunes dispositions analogues à cette matière. La surenchère doit entièrement son origine au nouveau système hypothécaire.

On lui trouverait cependant, quant à ses effets, quelques rapports avec le droit de *surjet* ou augmentation, que la Coutume d'Auvergne accordait au seigneur auquel il appartenait des droits de mutation : il pouvait, lorsqu'il trouvait le prix de vente trop faible, faire mettre l'immeuble aux enchères ; l'adjudicataire, appelé le *surjeton*, donnait à l'acquéreur le prix porté au contrat, et au seigneur ce que les enchères avaient produit de plus, et outre ce, les droits du total.

On a vu sur les art. 710 et suiv., en quoi consistait la surenchère sur expropriation forcée. La surenchère sur aliénation volontaire en diffère principalement, en ce que le délai est de quarante jours, après la notification prescrite par l'art. 2183, au lieu de huitaine (art. 2185) ; que la faculté de surenchérir n'est accordée qu'à un créancier inscrit, tandis que toute personne est admise, lorsqu'il s'agit d'expropriation ; que le montant de la surenchère est du dixième au lieu du quart, et qu'enfin toute personne peut concourir à la nouvelle vente, tandis, au contraire, que l'adjudicataire et le surenchérisseur sont les seuls qui puissent enchérir, lors d'une revente par suite d'expropriation (1).

La surenchère est autorisée par l'art. 2185 du Code civil, et les dispositions du Code de procédure sont le complément, et fournissent les moyens d'application des principes que ce Code renferme (2).

(1) Nous examinerons, sur l'art. 965, si la surenchère est admise en ventes judiciaires, autres que celles qui ont lieu par suite de saisie, quelle doit être la quotité, etc.

(2) On peut ainsi résumer ces principes :

Lorsqu'un particulier veut vendre ses immeubles, il ne peut le faire que sous l'affectation des privilèges et hypothèques dont ils sont chargés. Par conséquent, le prix d'aliénation est destiné à satisfaire les créanciers hypothécaires et privilégiés ; et afin d'empêcher que ce gage ne soit diminué à leur préjudice, on leur permet de demander au tiers détenteur ou acquéreur la totalité de leurs droits, ou de délaisser, ou de souffrir qu'ils fassent vendre l'immeuble par lui possédé. — (Code civ., art. 2167, 2169, 2185.)

L'acquéreur peut s'affranchir de ses poursuites, en notifiant aux créanciers inscrits, avant qu'ils les commencent ou dans un mois après la première sommation qu'il en reçoit, un extrait de son titre avec un tableau des inscriptions, et en offrant de le payer sur-le-champ, à concurrence de son prix d'achat. — (Code civ., art. 2183, 2184.)

S'il prend cette mesure, le créancier à qui cette notification est faite a le droit de requérir, dans quarante jours de la date, sauf l'augmentation à raison des distances, que l'immeuble soit vendu à l'enchère,

Elles sont doublement importantes, comme le dit M. Terrière, dans son rapport au Corps législatif, et par les règles de procédure, et par les dispositions législatives qu'elles présentent, sur une des matières les plus usuelles et les plus intéressantes du droit civil.

Elles indiquent, en conséquence, comment seront faites les notifications et significations prescrites par le Code civil, et ce qu'elles devront contenir (832) ; elles prononcent la nullité de la surenchère, en cas de rejet de la caution (833) ; déterminent les conditions sous lesquelles les créanciers privilégiés ou hypothécaires peuvent surenchérir, lorsqu'ils ne se sont pas fait inscrire avant l'aliénation (834) ; prescrivent ce que le nouveau propriétaire doit faire en cette circonstance, et ce dont il est dispensé (835) ; et règlent les formalités nécessaires pour parvenir à la surenchère (836).

Enfin, il résulte des art. 836, 837, 839, que la nouvelle vente a lieu et que le prix est distribué suivant les formes de l'expropriation, si ce n'est que la poursuite appartient au plus diligent ou de l'acquéreur ou du surenchérisseur ; que le contrat dont le prix a été surenchéri sert de minute au cahier des charges, et la surenchère de mise à prix, et que la poursuite commence par l'exposition au tableau de l'auditoire, l'annonce au journal et les placards.

ART. 832. Les notifications et réquisitions prescrites par les articles 2183 et 2185 du Code civil, seront faites par un huissier commis à cet effet, sur simple requête, par le président du tribunal de première instance de l'arrondissement où elles auront lieu ; elles contiendront constitution d'avoné près le tribunal où la surenchère et l'ordre devront être portés.

L'acte de réquisition de mise aux enchères contiendra, à peine de nullité de la surenchère, l'offre de la caution, avec assignation à trois jours devant le même tribunal, pour la réception de ladite caution, à laquelle il sera procédé sommairement (3).

en offrant, sous caution, d'en faire porter le prix à un dixième en sus de celui de la vente volontaire. — (Code civ., art. 2185 ; tarif, art. 63.)

(3) JURISPRUDENCE.

1^{re}. Une surenchère est une simple mesure conservatoire, et peut être faite sans autorisation ou procuration, par les individus qui ne peuvent agir seuls et par eux-mêmes, et, par exemple, par la femme en puissance de mari. — (Bruxelles, 30 avril 1811, Dalloz, tom. 74, pag. 271, Sirey, tom. 13, pag. 92.)

2^{re}. En cas de revente par l'acquéreur, les créanciers inscrits, dont l'hypothèque n'a pas été purgée, peuvent surenchérir sur le second acquéreur, comme ils l'auraient pu sur le premier. — (Paris, 6 avril 1812,

T. 76 et 128.—C. C., art. 2185.

DXXXII. D'après le Code civil, les créanciers hypothécaires peuvent surenchérir et requérir une nouvelle mise aux enchères du fonds vendu par le débiteur sous diverses conditions, notamment sous celle de donner caution jusqu'à concurrence du prix des charges. — (Art. 2183.)

Mais le délai pour remplir cette condition n'était point indiqué par ce Code, et son silence avait donné lieu de demander, ou du moins fourni le prétexte de douter si cette obligation devait s'effectuer avant la nouvelle adjudication, ou s'il suffisait d'offrir à cette époque la caution prescrite.

La seule raison indiquait sans doute que la caution devait être fournie avant la seconde adjudication, et c'est ce qu'exprime formellement notre art. 832, en désignant au même temps l'acte dans lequel cette offre doit être faite, ainsi que le délai pour la réaliser.

On a vu, par plusieurs dispositions du Code, que le législateur, lorsque la confiance que peut

Dalloz, tom. 24, pag. 269; *Sirey*, tom. 14, pag. 24.)

30. Les frais du contrat sont considérés comme faisant partie du prix de la vente, et il en est de même des sommes particulières que l'acquéreur aurait été chargé de payer; ainsi le dixième que le surenchérisseur est tenu d'offrir, doit porter sur ces diverses sommes comme sur la principal. — (*Cassat*, 15 mai 1811, *Sirey*, tom. 11, pag. 257.)

40. Il n'est pas nécessaire, pour que le surenchérisseur soit assujéti à cette obligation, que, dans son exploit de notification, l'acquéreur ait positivement distingué ces sommes. Il suffit que toutes les charges aient été indiquées: c'est au surenchérisseur à verser lui-même celles qui font partie du prix. — (*Cassat*, 29 nov. 1813, *Sir*, 9, tom. 14, pag. 11, et *Rennet*, 29 mai 1815.)

50. Lorsqu'un immeuble a été vendu à un certain prix, et que l'acquéreur a été en outre chargé du service d'une rente foncière imposée sur cet immeuble, le créancier doit surenchérir sur le capital de la rente, comme sur le prix de la vente. — (*Cassat*, 29 nov. 1811, *Sirey*, tom. 12, pag. 85.)

60. La constitution d'avoué par l'acquéreur d'un immeuble, dans le lieu où la surenchère et l'ordre doivent être portés, équivaut à l'élection de domicile chez le même avoué, pour la signification de la surenchère. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que cette surenchère soit signifiée à personne ou domicile. — (*Cassat*, 30 mai 1820, *Dalloz*, tom. 24, pag. 288, *Sirey*, tom. 20, pag. 382.)

Le délai de trois jours dans lequel, aux termes de l'art. 832, le surenchérisseur doit donner à l'acquéreur assignation en réception de caution, n'est pas tellement de rigueur, que cette assignation ne puisse être donnée à un délai plus éloigné, lorsqu'elle indique d'ailleurs l'audience du tribunal la plus rapprochée du délai fixé par la loi.

70. Le désistement d'une surenchère, si elle est nulle, peut être fait par le surenchérisseur, sans le consentement des autres créanciers. En tous cas, l'acquéreur qui a notifié son contrat est sans intérêt pour qu'on le désistement, en tant qu'il concerne les créanciers. — (*Agén*, 17 août 1816, *Dalloz*, tom. 24, pag. 293, *Sirey*, tom. 17, pag. 87.)

mériter un officier ministériel ne lui a pas paru être en proportion avec la haute importance de certains actes de la procédure, n'a confié l'exécution de ces actes qu'à des huissiers commis par le président du tribunal de première instance.

Cette mesure est très-à-propos appliquée par l'article ci-dessus aux notifications et réquisitions prescrites aux acquéreurs qui veulent purger les hypothèques, et aux créanciers qui veulent surenchérir; et comme ces actes forment le commencement d'une instance, le même article exige aussi, avec raison, qu'ils contiennent constitution d'avoué près le tribunal où l'ordre et la surenchère devront être portés.

2824. Est-ce à peine de nullité que les notifications et réquisitions prescrites par les articles 2183 et 2185 du Code civil doivent être faites par un huissier commis ?

Cette question a été jugée pour l'affirmative, par arrêt de la Cour de Paris, du 21 mars 1808 (voy. *Sirey*, tom. 8, DD., pag. 161), et de la Cour de Turin, du 1^{er} juin 1811. — (*Voy. Sirey*, tom. 12, pag. 209.)

Nous pensons aussi, par suite des raisons que nous avons déduites sur la question 644^e, tom. 1, pag. 218, que ces décisions sont fondées, encore bien que l'art. 832 ne prononce pas la peine de nullité. En effet, un acte fait par un autre officier que celui que la loi désigne est nul (voy. quest. 9^e, tom. 1, pag. 5), puisque cet officier serait incompétent.

On trouvera, dans les considérans de l'arrêt de la Cour de Turin, toutes les raisons qui peuvent justifier cette opinion. Quant à l'arrêt de la Cour de Paris, il n'en présente aucune; la Cour s'est bornée à déclarer la nullité de la notification faite par un huissier qui n'avait pas reçu commission du président, conformément à ce qui est prescrit par l'art. 832.

2825. Quel est le tribunal dont le président doit commettre l'huissier ?

L'art. 832 répond que ce tribunal est celui dans le ressort duquel ces notifications et réquisitions doivent avoir lieu; mais il laisse à décider quel sera le tribunal dans le ressort duquel elles doivent être significées. A ce sujet, il faut distinguer entre la notification du contrat et la réquisition de la surenchère.

Dans le premier cas, l'huissier est commis par le président du tribunal dans le ressort duquel est situé le bureau des hypothèques, puisque la notification doit avoir lieu d'après l'art. 2183 du Code civil, au domicile élu par l'inscription. Or, l'art. 2148 du même Code veut que cette élection soit faite dans l'arrondissement du bureau des hypothèques où se trouve l'immeuble.

Dans le second cas, l'huissier est commis par le président du tribunal du domicile des parties à qui la surenchère doit être signifiée, et qui sont le nouveau propriétaire et le précédent. C'est ce qui résulte de la disposition de l'article 2185 (1).

(1) Mais s'il y a, comme nous venons de le dire

2826. *L'augmentation de prix opérée par la surenchère fourissant au-delà de ce qu'il faut pour payer tous les créanciers inscrits, l'excédant tourne-t-il ou profit de l'acquéreur dénué ou du vendeur ?*

Nous pensons, par argument de l'art. 744, qu'il tourne au profit du vendeur, si le premier acquéreur est évincé; mais si le premier acquéreur devient adjudicataire sur la vente par surenchère, la question devient oiseuse, d'après l'art. 2191, puisqu'il a recours contre le vendeur, etc.

On peut objecter que le cas du fol enchérisseur n'est pas le même que celui de l'adjudicataire, en ce que le premier est en faute et on peut réclamer la garantie à laquelle l'acquéreur a droit dans le cas de la surenchère, puisque ce n'est pas par sa faute que le contrat a été rompu.

2827. *Dans quel tribunal doit-on constituer le sénéchal, en faisant signifier la surenchère ?*

Ou plus généralement, *quel est le tribunal où la surenchère doit être poursuivie ?*

L'art. 832 dit que ce tribunal est celui où la surenchère et l'ordre devront être portés; mais ici, comme sur la question précédente, on laisse ignorer quel sera le tribunal qui devra connaître de ces deux objets.

Cette indication, dit M. Lepage, dans ses Questions, pag. 358 et 359, est faite d'une manière indirecte par le Code civil, dans l'art. 2187, où il est dit que la vente provoquée par une surenchère aura lieu dans les formes prescrites pour l'expropriation forcée.

Or, d'un côté, nous avons vu, sur la question 2209^e, que le tribunal où la saisie immobilière doit être poursuivie est celui du lieu de la situation de l'immeuble; de l'autre, d'après l'article 2210 du Code civil, que si plusieurs de ces portions sont situées dans différents arrondissements, on s'adresse au tribunal de l'arrondissement dans lequel se trouve la majeure partie des biens saisis: il est donc décidé par là, conclut M. Lepage, que la vente nécessitée par une surenchère doit se faire devant le tribunal de la situation des biens, et non devant le tribunal du domicile de l'acquéreur ou du lieu où la vente aurait été consentie.

Telle est aussi l'opinion de M. Persil, dans ses Questions hypothécaires, au mot *surenchère*, tom. 2, pag. 83; et la raison en est, comme il le dit dans son Régime hypothécaire, tom. 2,

no 2854, nullité de la signification de la surenchère faite par un huissier qui n'est pas été commis; du moins serait-elle maintenue, nonobstant l'irrégularité, dans le cas où l'huissier aurait reçu commission du président d'un autre tribunal que celui dans le ressort duquel cette signification devait avoir lieu.

En tous cas, la nullité ne serait proposée que par celui qui aurait reçu la signification vicieuse.

Ainsi, l'acquéreur ne pourrait proposer la nullité de celle qui aurait été faite au vendeur. — (Cassat., 7 avril 1819 et 9 août 1820, Dalloz, tom. 24, pag. 244; Sirry, tom. 19, pag. 442, et tom. 20, pag. 379.)

pag. 333, que la surenchère est une action réelle; qu'elle est une conséquence de la transcription et de la dénonciation aux créanciers inscrits, et que la circonstance que la vente a été faite ailleurs ne dénature pas l'action, et lui laisse toujours son caractère.

Cette opinion nous paraît consacrée par un arrêt de la Cour de cassation, du 13 août 1807. — (Voy. nous. Répert., au mot *surenchère*.)

Ainsi, dans le cas de licitation d'un immeuble appartenant à un failli, la surenchère qui intervient ne peut être jugée par le tribunal qui a rendu le jugement d'adjudication, s'il n'est pas le tribunal de la situation des biens. — (Paris, 27 mai 1813, Sirry, tom. 17, pag. 51.)

2828. *Suffirait-il que l'acte de réquisition contînt offre de présenter une caution ? Ne doit-il pas plutôt contenir la présentation même de la caution ?*

Voyez art. 518.

M. Pigeau, tom. 2, pag. 408, avait maintenu qu'il suffit d'offrir de présenter caution, parce que, disait-il, la loi n'exige que l'offre de la caution; or, offrir une caution, ce n'est pas la même chose que de la présenter, et ce serait conséquemment étendre la nullité portée dans l'art. 832 que d'annuler un acte de réquisition de surenchère, par le motif qu'il ne désignerait pas la caution. Les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 90, M. Delaporte, tom. 2, pag. 390, M. Lepage, pag. 558, ont soutenu l'opinion contraire et M. Berriat Saint-Prix, pag. 633, remarque que le système de M. Pigeau ne serait admissible qu'autant que la loi aurait dit *offre de donner caution*; mais au contraire elle parle de *l'offre de la caution*; or, l'offre d'une chose est, en droit, la présentation de cette même chose.

Ce qui prouve d'ailleurs que tel est le sens de la loi, c'est qu'elle prescrit d'assigner en même temps à trois jours pour la réception de la caution; ce qui suppose évidemment qu'elle a été présentée.

Cette dernière opinion est la seule à laquelle on doive s'arrêter, parce qu'elle a été consacrée d'abord par la Cour de Paris, le 2 avril 1808, et ensuite par la Cour de cassation, le 4 janvier 1809, sur les conclusions de M. Merlin. — (Voy. Jurisp. sur la procéd., tom. 2, pag. 217; le nous. Répert., au mot *surenchère*, n° 3, et Sirry, tom. 9, pag. 237.)

Enfin, cette opinion a été adoptée par M. Pigeau lui-même, édit. de 1819, tom. 2, pag. 435.

2829. *Y a-t-il lieu à annuler la surenchère, lorsque l'acte de réquisition ne contient pas copie des titres justificatifs de solvabilité de la caution ?*

Ni l'art. 2185 du Code civil, ni l'art. 832 du Code de procédure, n'exigent que l'offre de la caution soit accompagnée de la copie de l'acte de dépôt des titres de solvabilité exigée par l'article 513 de ce dernier Code. Or, il est à remarquer que les dispositions du titre de la surenchère sont spéciales à la matière, et dès-lors

qu'elles n'exigent point, pour la validité de l'acte de réquisition, qu'il contienne copie de celui du dépôt des titres de solvabilité, nu ne peut suppléer cette obligation, surtout à l'effet de prononcer une nullité.

L'opinion que nous émettons ici a été consacrée par arrêt de la Cour de cassation, du 4 janvier 1809, rapporté au nouveau Répertoire, v° *surenchère*, n° 3, et par un arrêt de la Cour de Reims, du 29 mai 1812. Mais on oppose un arrêt de Paris, du 27 novembre 1821 (*Journ. du Palais*, tom. 63, 2^e part. de 1822, pag. 172; *Dalloz*, tom. 24, pag. 307), et un autre de la Cour de Bordeaux, du 30 août 1816. On peut donc encore considérer la question comme susceptible de controverse; mais enfin, s'il est vrai que les mots *offe de la caution*, insérés dans l'art. 832 du Code de procédure, aient modifié l'art. 2185 du Code civil, en ce qu'il résulte, comme nous l'avons dit au numéro précédent, qu'il faut désigner la caution, tandis que d'après ce dernier article, il eût suffi d'*offrir de la donner*, du moins ces termes de l'art. 832 du Code de procédure ne supposent point la nécessité de justifier de suite, et par titres, de la solvabilité. C'est aux parties intéressées à reconnaître ou à contester cette solvabilité, et il nous semble que ce n'est que dans ce dernier cas seulement que la justification devient nécessaire.

Vainement, dans notre opinion, objecterait-on que les dispositions concernant les réceptions de caution s'appliquent aux cautions légales, comme l'est celle d'une surenchère, comme aux cautions judiciaires. Quand on admettrait cette application générale, susceptible de grandes difficultés, il n'en resterait pas moins vrai que les dispositions de l'art. 832 sont spéciales, et que leur silence, sur l'obligation de fournir, dans l'acte de réquisition, les titres justificatifs de la solvabilité de la caution offerte, permet de penser que le législateur n'a pas entendu appliquer à la surenchère les dispositions générales du titre des réceptions de caution. Concluons néanmoins qu'il est d'autant plus prudent de fournir la copie des titres justificatifs, que M. Berriat Saint-Prix, pag. 653, not. 4, est de l'avis que nous venons de combattre.

2830. *Faut-il que, dans l'acte, la caution fasse sa soumission de cautionner?*

Non, puisqu'elle n'y parle pas; et l'exiger, ce serait ajouter aux formalités prescrites par la loi, qui veut seulement que la réquisition de surenchère contienne l'offre de la caution.

2831. *Le créancier qui requiert la surenchère peut-il présenter un cautionnement immobilier qui donne une garantie suffisante, quoique les immeubles sur lesquels porte le cautionnement n'appartiennent pas au même individu?*

Nous avons implicitement résolu cette question pour la négative, à l'occasion de celle qui a été posée n° 1832; et, par les motifs que nous avons présentés à l'appui de notre solution, le tribunal de première instance de la Seine, par

jugement du 22 janvier 1812, avait résolu de la même manière celle que nous présentons ici.

En effet, ce tribunal avait considéré : que la loi exige une caution; qu'en promettant d'en offrir plusieurs, on blesserait la lettre de la loi, et que l'on aggraverait, contre son esprit, la condition de l'acquéreur.

Le *Journal des avoués*, tom. 5, pag. 218 et 219 (*Dalloz*, tom. 24, pag. 293), vient de transmettre un arrêt de la Cour de Paris, du 3 août 1812, qui a infirmé ce jugement, attendu, 1° que la loi, en exigeant des surenchérisseurs une caution, n'a eu d'autre intention que d'exiger une garantie suffisante; 2° qu'en fait, les biens offerts pour caution de la surenchère étaient plus que suffisants pour atteindre le but que la loi s'est proposé.

Ces considérations ne nous semblent pas assez puissantes pour nous déterminer à rétracter l'opinion que nous avons précédemment émise, parce qu'elles ne détruisent pas celles que nous tirons de l'intérêt qu'a la partie à laquelle le cautionnement doit être fourni, de s'avoir affaire qu'à une seule personne.

2832. *La caution pourrait-elle être reçue par le président du tribunal comme juge des référés, si la réquisition de surenchère étoit faite pendant le temps des vacances?*

Comme l'art. 832 exige que l'assignation pour la réception de la caution soit donnée à trois jours, et que cette formalité ne peut se remplir dans le temps des vacances, les audiences pouvant être éloignées au-delà de ce délai, on a cru que l'on devait en ce cas obtenir du juge des référés la permission d'assigner devant lui.

Mais la Cour d'appel de Riom a décidé que cette manière de procéder était vicieuse, et déclaré la nullité de l'acte de réquisition, attendu qu'il n'y avait pas eu d'assignation devant le tribunal, mais seulement devant son président.

Elle a considéré en outre qu'il n'y avait pas argeace, et que tous les droits du surenchérisseur auraient été conservés par une assignation donnée dans les délais de la loi, si elle eût été régulière. — (*Voy. arrêt du 10 décembre 1808*, *Dalloz*, tom. 24, pag. 293; *Sirey*, tom. 15, pag. 199.)

2833. *Le créancier inscrit qui veut surenchérir doit-il, s'il y a plusieurs acquéreurs, signifier à chacun d'eux la réquisition de mise en surenchère, lors même qu'il n'y a qu'un seul contrat, et qu'il a été notifié au nom de tous les acquéreurs conjointement?*

2834. *L'acte de surenchère peut-il être notifié au domicile de l'un des acquéreurs pour tous, si, par le contrat de vente, ils se sont obligés solidairement à payer le prix convenu?*

2835. *Cet acte ne peut-il être signifié même au mari seul, lorsque les acquéreurs sont deux époux séparés de biens?*

La première (1) et la troisième questions ont

(1) Dans le cas de la première question, le délai

été résolues affirmativement, et la seconde négativement, par arrêt de la Cour de cassation, du 12 mars 1810. — (Voy. *Deneceux*, 1810, pag. 141; *Dalloz*, tom. 24, pag. 288.) (1)

2836. *L'acte de réquisition de la surenchère peut-il être signifié aux divers créanciers inscrits ?*

Il ne doit être signifié qu'au vendeur et à l'acquéreur (art. 2185), qui est la principale partie intéressée à l'exécution du contrat : les significations qui seraient faites par le créancier surenchérisseur aux autres créanciers inscriptionnaires, devraient donc être considérées comme frustratoires, et ne passeraient pas en taxe. — (Voy. arrêt de la Cour d'Orléans, du 12 mai 1808, *Hautefeuille*, pag. 467; *Dalloz*, tom. 24, pag. 276.)

2837. *Quand un créancier a notifié sa réquisition de surenchère, l'acquéreur peut-il en arrêter les suites en lui faisant des offres réelles de toutes les sommes dues aux créanciers inscrits, et en consignait ?*

2838. *L'acquéreur peut-il également se soustraire aux suites de la surenchère, en offrant de payer toutes les créances inscrites, mais sous la réserve de la discussion préalable de la validité ou invalidité de ces créances ?*

2839. *L'acquéreur qui, par un contrat judiciaire, se serait obligé, pour s'affranchir d'une surenchère, à payer au surenchérisseur ses créances inscrites, serait-il non recevable à contester ensuite la légitimité de ces créances ou la validité des inscriptions dont elles font l'objet ?*

M. Tarrille décide affirmativement la première question, au nouveau Répertoire, v^o *transcription*, § 3, n^o 11, pag. 94 ; il se fonde sur l'article 693, qui, sous la condition de la consignation du montant de toutes les créances inscrites, maintient l'aliénation faite par le débiteur postérieurement à la saisie-immobilière : à plus forte raison, dit-il, la vente faite avant toute saisie doit-elle jouir de la même faveur.

Telle est aussi notre opinion ; mais nous remarquerons que si l'acquéreur se bornait à offrir le paiement avec réserves de discuter, soit la validité des créances, soit les inscriptions, il ne pourrait arrêter, par cette offre conditionnelle, la poursuite de la surenchère, puisqu'elle ne présenterait aux créanciers que la perspective d'autant de procès pendant lesquels l'ac-

quéreur aurait joui de l'immeuble sans en payer le prix.

C'est ce qui a été décidé par un arrêt de la Cour de cassation, section des requêtes, du 23 avril 1807, rapporté dans la Jurisprudence des Cours souveraines, tom. 5, pag. 481.

Un arrêt de la Cour de cassation, du 16 thermidor an 11 (*Sirey*, tom. 3, pag. 461), semble décider le contraire, en ce qu'il déclare que le surenchérisseur peut se désister ou être contraint à se désister, s'il est désintéressé avant que les poursuites soient liées par l'apposition des affiches ; mais il est à remarquer que nous fondons notre opinion sur un argument tiré de l'art. 693, qui n'existait pas à l'époque où cet arrêt a été rendu.

Mais supposons que l'acquéreur ait offert au surenchérisseur le remboursement de toutes ses créances en capital, intérêts et frais, sans faire aucune réserve relative à la discussion de ces mêmes créances, et que ce dernier ait accepté ces offres ; comme l'acquéreur serait censé avoir bien connu l'étendue de l'engagement qu'il contractait, il ne serait plus recevable à discuter, soit la légitimité des créances du surenchérisseur, soit la validité de ses inscriptions, puisque le contrat judiciaire aurait été formé entre eux. C'est encore ce que la section des requêtes de la Cour de cassation a décidé par un arrêt du 12 juillet 1809. — (*Sirey*, tom. 10, pag. 74.)

2840. *Est-il besoin d'une permission du président pour donner l'assignation à trois jours ?*
Non, puisque ni le Code ni le tarif ne prescrivent cette permission, et que d'ailleurs la loi elle-même a fixé ce délai dans l'art. 832.

2841. *Les irrégularités des actes signifiés ou vendeur profitent-elles à l'acquéreur ?*

2842. *En supposant l'affirmative, en serait-il de même du vendeur, en sorte qu'il pût, en cas de défaut de l'acquéreur, se prévaloir des irrégularités commises à l'égard de celui-ci ?*

L'affirmative de la première question avait été jugée par la Cour de Paris, le 19 août 1807 (voy. *Journ. du Palais*, 2^e semest., pag. 456; *Dalloz*, tom. 24, pag. 283), attendu :

1^o. Que l'assistance du vendeur, dans la cause de surenchère formellement prescrite par la loi, est d'une nécessité absolue, tant dans son intérêt que dans celui de l'acquéreur, puisqu'aux termes de l'art. 2191 du Code civil, l'acquéreur qui se rend adjudicataire a son recours tel que de droit contre son vendeur, pour le remboursement de ce qui excède le prix stipulé au contrat, en principal et intérêts ;

2^o. Qu'il suit de là que l'acquéreur est recevable à faire valoir les moyens de nullité résultant de l'inobservation des formalités prescrites à l'égard du vendeur, parce qu'autrement celui-ci s'en prévaudrait ensuite contre son acquéreur, pour se défendre du paiement de l'excédant du prix.

La même Cour, par arrêt du 23 juillet 1812 (voy. *Journ. des acq. et ven.*, tom. 3, pag. 150,

pour surenchérir ecart, à l'égard de chaque créancier, à partir de la notification qui lui a été faite, et non de celle qui a été faite postérieurement aux autres créanciers. — (*Paris*, 27 mars 1811, *Dalloz*, tom. 24, pag. 280; *Sirey*, tom. 11, pag. 154.)

(1) Cependant si les époux, vendant conjointement, n'ont pas fait connaître qu'ils étaient séparés, cette omission dispense le surenchérisseur de signifier à chacun copie séparée de l'acte de surenchère, encore bien qu'il ait pu être instruit d'ailleurs de leur qualité. — (Cassat., 23 mars 1814, *Dalloz*, tom. 24, pag. 288; *Sirey*, tom. 14, pag. 294.)

Daloz, tom. 24, pag. 291), a jugé négativement la seconde question, attendu que les art. 836 et 837 du Code de procédure n'exigent point que le procès-verbal d'apposition des placards soit notifié au précédent propriétaire : d'où il résulte que la procédure peut être suivie en son absence, et que, par conséquent, il est non recevable à en critiquer les actes; que d'ailleurs un vendeur n'a aucun intérêt à s'opposer à la vente par surenchère; qu'au contraire, il lui est avantageux que le bien par lui vendu soit porté au plus haut prix possible.

On reconnaît sans doute, en comparant ces deux arrêts, qu'ils ne présentent aucune opposition, et que l'une et l'autre des décisions se supposent réciproquement, puisqu'elles reposent principalement sur l'intérêt qu'auraient ou non les parties à opposer la nullité de la procédure de surenchère; intérêt qui est réel dans l'espèce de la première et nul dans l'espèce de la seconde.

ART. 833. Si la caution est rejetée, la surenchère sera déclarée nulle et l'acquéreur maintenu, à moins qu'il n'ait été fait d'autres surenchères par d'autres créanciers (1).

C. C., art. 2185.

DXXXIII. Par la disposition de cet article le législateur lève tous les doutes qui auraient pu s'élever pour savoir si la caution devait être fournie avant la seconde adjudication, et si l'offre d'un premier créancier étant rejetée on abandonnée, un second pouvait prétendre à se faire substituer à la place du premier, sans avoir requis personnellement, et dans les délais prescrits, la mise au enchères et l'adjudication.

2843. *Comment procède-t-on à la réception de la caution ?*

(1) JURISPRUDENCE.

1°. Dans le cas de la surenchère, la caution n'est pas judiciaire; elle est seulement légale, et par conséquent on peut présenter une femme, puisqu'il n'y a pas lieu à la contrainte par corps. — (*Rennes*, 9 mai 1810.)

NOTA. Nous disons que la caution est légale, car elle est établie par la loi seulement, l'art. 832 n'appelant pas les parties devant le tribunal pour y débattre si ou non il sera fourni caution, mais si la caution offerte sera reçue, suivant ce qui résultera de ses moyens de solvabilité. — (*Voy. au surplus ce que nous avons dit sur les cautions légales ou judiciaires.*)

2°. En cas d'insuffisance de la caution offerte par le créancier surenchérisseur, la surenchère doit être déclarée nulle. Le créancier ne peut être admis à y suppléer, en présentant un certificateur de caution, soit une nouvelle caution; pour le surplus, il serait même déclaré non recevable dans l'offre à consigner en cas de la surenchère : l'offre de consigner est alors tardive. D'ailleurs, elle n'équivaut pas à une consignation. — (*Cassat.*, 29 fév., et *Rouen*, 25 mars 1820; *Daloz*, tom. 24, pag. 299 et 306; *Sirey*, tom. 20, pag. 199 et 265.)

Nous avions dit, n° 2620 de notre Analyse, que l'on procédait suivant les formalités prescrites au titre des réceptions de cautions; mais la Cour de Rennes a jugé, par son arrêt du 29 mai 1812 (*Sirey*, tom. 15, pag. 104), que ce n'est point aux formalités prescrites par l'article 518, concernant la caution à fournir, quand elle est ordonnée par jugement, que le surenchérisseur est tenu de se conformer, mais seulement à celles prescrites par l'art. 832. Ainsi, d'après cet arrêt, il suffit de s'être conformé à cet article pour que le tribunal procède de suite et sommairement à la réception de caution, et l'admette, si d'ailleurs aucune contestation n'est élevée sur la solvabilité de la caution offerte. Le mot *immédiatement*, qui termine l'art. 832 nous paraît justifier cette décision, que nous substituons à la solution donnée sur la question 2620 de notre Analyse.

2844. *Quand tous les délais accordés par la loi pour la réception de la caution sont expirés, sans qu'il ait été produit de titres suffisants pour en constater la solvabilité, le tribunal est-il obligé d'annuler la surenchère, en sorte qu'il ne puisse se borner à rejeter la caution dans l'état, si mieux n'aime le surenchérisseur déposer, dans un délai donné, une somme pour représenter le montant de sa surenchère ?*

Un tribunal qui rejeterait ainsi la caution, sans déclarer la surenchère nulle, violerait la disposition précise de l'art. 833, attendu que tous les délais accordés par la loi étant expirés, il ne peut dépendre du juge d'admettre un autre genre de cautionnement en espèces, qu'aucune disposition n'autorise. — (*Voy. arrêt de la Cour de Montpellier*, du 22 mai 1807, *Jurisp. du Code civ.*, tom. 10, pag. 77.)

Telle est aussi notre opinion, fondée sur ce que tout ce qui est prescrit par la loi sur les enchères est de rigueur, parce que le législateur n'a pas voulu que les droits d'un acquéreur fussent trop long-temps incertains.

Mais il ne faudrait pas, suivant nous, conclure de ce que l'arrêt que nous venons de citer déclare qu'on ne peut admettre un cautionnement en espèces, qu'un créancier qui ne trouverait pas de cautionnement en immeubles ne pourrait le remplacer par une consignation d'espèces, par un gage ou nantissement suffisant, ainsi que le permet généralement l'art. 2041 du Code civil; on doit seulement induire de cette décision, et par les motifs que nous avons exposés, que cette consignation ne pourrait être faite, que le gage ne pourrait être fourni après les délais que la loi fixe pour la réception de la caution en immeubles. — (*Voy. ici Terrible*, nous. *Répert.*, au mot transcription, § 5, tom. 13, n° 9, pag. 93.)

2845. *Le jugement qui a annulé une surenchère peut-il être opposé à tous les créanciers inscrits, lors même qu'il n'a été rendu qu'entre*

l'acquéreur et le surenchérisseur, et qu'il pourrait être l'effet de la collusion ?

Pour la négative, on pourrait croire opposer avec fondement, 1^o que, d'après l'art. 2090 du Code civil, le droit de faire procéder à l'adjudication publique de l'immeuble vendu est acquis à tous les créanciers inscrits, par l'effet seulement de la réquisition de mise aux enchères, faite légalement par l'un d'eux ;

2^o. Que le jugement de nullité obtenu contre le créancier seul requérant ne peut être opposé aux créanciers qui n'y ont pas figuré, et être un obstacle à l'adjudication.

On appuierait ces raisons d'un arrêt de la Cour de cassation, du 22 prairial an 13 (*Sirey, tom. 5, pag. 285*), qui déclare que l'enchère d'un créancier est un acte passé avec la justice qui profite à tous les autres créanciers ; en sorte que le désistement du surenchérisseur n'annule pas sa surenchère, et que ceux-ci peuvent la suivre.

Mais nous observerons qu'il n'y a aucune indication à tirer du cas du désistement d'un surenchérisseur au cas de nullité de la surenchère ; que l'art. 2090 maintient la surenchère en ce premier cas, par la raison que le désistement n'a pas empêché qu'elle ait eu lieu, tandis que, si elle est annulée pour vice de forme, elle doit être considérée comme si elle n'avait jamais existé : d'où suit qu'elle ne peut produire aucun effet postérieur à son annulation.

C'est pourquoi l'on peut facilement conseiller avec l'arrêt de l'an 13, que nous venons de citer, celui que la Cour de cassation a rendu le 8 mars 1809 (*Sirey, tom. 9, pag. 328*), et par lequel la question ci-dessus a été résolue pour l'affirmative, attendu que le jugement qui annule une surenchère ayant acquis force de chose jugée entre le surenchérisseur et l'acquéreur, cette surenchère doit être considérée comme n'ayant jamais existé ; que conséquemment d'autres créanciers inscrits ne pouvaient la faire revivre en offrant de donner caution, et qu'ils avaient à s'imputer la faute de n'avoir pas offert cette caution en temps utile, ou de n'avoir pas surenchéri dans le délai de la loi.

Cette décision est évidemment conforme aux termes de l'art. 833, puisqu'il porte que si la caution est rejetée, la surenchère sera déclarée nulle et l'acquéreur maintenu, à moins qu'il n'ait été fait d'autres surenchères par d'autres créanciers.

Or, l'article suppose évidemment, comme l'a décidé l'arrêt de 1809, que ces autres surenchères ont eu lieu dans le délai légal.

Concluons donc que, dans le cas du désistement de la part du surenchérisseur, sa surenchère peut profiter aux autres créanciers, conformément à l'art. 2090 du Code civil, mais qu'il en est autrement, d'après l'art. 833 du Code de procédure, lorsque cette surenchère est

annulée. Telle est aussi l'opinion de M. Figeau, tom. 2, pag. 410.

ART. 834. Les créanciers qui, ayant une hypothèque aux termes des articles 2123, 2127 et 2128 du Code civil, n'auront pas fait inscrire leurs titres antérieurement aux aliénations qui seront faites à l'avenir des immeubles hypothéqués, ne seront reçus à requérir la mise aux enchères, conformément aux dispositions du chapitre 7, titre 18 du livre 3 du Code civil, qu'en justifiant de l'inscription qu'ils auront prise depuis l'acte translatif de propriété, et au plus tard dans la quinzaine de la transcription de cet acte.

Il en sera de même à l'égard des créanciers ayant privilège sur des immeubles, sans préjudice des autres droits résultant au vendeur et aux héritiers, des articles 2108 et 2109 du Code civil (1).

C. C., art. 2108, 2109, 2123, 2127, 2128, 2166.

DXXXIV. Cet article est, sans contredit, un des plus importants du Code de procédure civile. Il résout la question controversée avant sa publication, et qui était celle de savoir, si les créanciers ayant un titre hypothécaire antérieur à la vente, mais non inscrits à cette époque, pouvaient, comme les créanciers inscrits ou ayant des hypothèques légales, requérir la mise aux enchères du fonds vendu par leur débiteur.

Ce doute, sur un des points fondamentaux de la loi, rappelait, avec un sentiment de regret, ces paroles remarquables d'un homme justement célèbre : « Il importe si fort que la loi soit certaine, que sans cette condition elle ne peut être juste ; car si le signal de la trompette est douteux, qui pourra se préparer au combat ? » De cette même façon, s'il y a de l'incertitude en ce que la loi prescrira, comment sera-t-elle possible de se tenir prêt à lui obéir ? C'est pourquoi il faut qu'elle avertisse avant qu'elle frappe ; et ce n'est pas aussi sans raison qu'on a dit que cette loi était très-bonne, qui embarrassait le moins un juge, en quoi principalement consiste la certitude de la loi (2).

(1) JURISPRUDENCE.

Lorsqu'après une vente volontaire il y a surenchère et adjudication, c'est l'adjudication qui est la véritable vente, dans le sens de l'art. 634. Ainsi, les créanciers qui avaient une hypothèque antérieure à la vente conservent la faculté de s'inscrire pendant toute la quinzaine qui suit la transcription de l'adjudication. — (*Paris, 3^e arrêt 1819, Dallos, tom. 24, pag. 551, Sirey, tom. 14, pag. 41.*)

(2) Bacon, Aphorismes du droit, traduction de Bandouin, pag. 9.

Le législateur s'est honoré, en revenant sur sa propre loi, pour en fixer le vrai sens, comme il l'a fait par l'article ci-dessus; il s'est honoré encore, en ne prescrivant que pour l'avenir l'exécution de ce qu'il a cru meilleur, pour que des acquéreurs qui auraient payé ne devinssent pas victimes du défaut d'une transcription qu'ils étaient fondés à regarder comme inutile.

Inutile de reproduire les raisons dont on se prévalait de part et d'autre, pour l'affirmative ou la négative de la question à laquelle donnait lieu le défaut de certitude de la loi (1), puisque la première solution a été consacrée par l'article 834. Nous verrons sur les questions suivantes, quels doivent être les effets de la disposition par laquelle le législateur a adopté, pour le passé et l'avenir, un parti qui respecte les droits de l'un et de l'autre temps.

2846. L'art. 834 du Code de procédure a-t-il dérogé aux dispositions du Code civil, et notamment à l'art. 2166, qui n'accorde le droit de suivre l'immeuble, en quelques mains qu'il passe, qu'aux créanciers ayant privilège ou hypothèque inscrite ?

2847. En cas d'affirmative, quelles sont les conséquences les plus générales et les plus certaines de cette dérogation ?

Avant la publication du Code de procédure, on pouvait soutenir, comme une opinion véritablement conforme aux dispositions du Code civil, que la vente d'un immeuble suffisait pour arrêter le cours des inscriptions sur l'objet vendu, c'est-à-dire que la formalité de la transcription que prescrivait la loi du 11 brumaire an 7 n'était plus nécessaire, d'après le silence de ce Code, et les termes de l'art. 2166, pour mettre l'immeuble aliéné à l'abri des hypothèques non inscrites. — (Foy. *Exposé des motifs du présent titre*, par M. le conseiller d'état Barhier, édit. de F. Didot, pag. 281.)

Si, comme nous venons de le dire, cette opinion était fondée, il est évident, et c'est aussi ce que dit M. Merlin, nouveau Répertoire, au mot *contrainte par corps*, tom. 3, pag. 172, que, par la disposition de l'art. 834, le Code de procédure a dérogé au Code civil, en ce qu'il autorise les créanciers du vendeur munis de titres hypothécaires antérieurs à la vente, à les faire inscrire au bureau des hypothèques dans la quinzaine de la transcription du contrat de l'acquéreur.

Cette disposition se trouve développée avec la plus grande clarté, dans l'Exposé des motifs que nous venons de citer; elle est fondée sur ce qu'un créancier ne peut perdre son hypothèque et les droits en résultant par le seul fait de son débiteur vendant à son insu, et que le créancier doit être mis en demeure par un acte ayant la plus grande publicité, c'est-à-dire par la transcription.

Ainsi, l'acquéreur ne peut aujourd'hui opposer aux créanciers la date seule de son contrat d'acquisition, comme antérieure à toute inscription. Il faut qu'il l'ait fait transcrire, et qu'il se soit écoulé quinze jours après la transcription, pour que les créances qui n'auraient pas été inscrites ne puissent plus l'être à son préjudice, et pour qu'elles ne puissent conséquemment affecter son immeuble. (Foy. *Pigeau*, t. 2, p. 238, n° 5.) D'où il faut conclure qu'un acquéreur compromettrait évidemment sa sûreté, s'il se dispensait de faire transcrire, sous prétexte qu'il aurait reconnu qu'il n'existait pas d'inscriptions prises contre le vendeur au moment de son acquisition.

Au reste, ce n'est pas seulement à l'acquéreur que la formalité de la transcription est nécessaire; elle est particulièrement utile au vendeur, puisque sans elle il ne peut être formé d'inscription d'office à son profit, seul moyen de lui assurer avec privilège le paiement du prix et l'exécution, par l'acquéreur, des autres conditions de la vente.

Mais il convient de se rappeler ici que cette nécessité de transcrire le contrat d'aliénation ne doit pas être étendue au jugement qui forme le titre d'un acquéreur par suite d'expropriation, ainsi que M. Pigeau le prouve, *ubi supra*.

Nous remarquerons maintenant qu'il résulte, comme une conséquence certaine des dispositions de l'art. 834,

1°. Qu'à la différence de ce qui avait lieu sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, un acquéreur n'a, pas besoin, pour opérer en sa faveur la mutation de la propriété, de faire transcrire son contrat, et que conséquemment la seconde vente que ferait le précédent propriétaire serait nulle.

En cela, loin de déroger aux dispositions de l'art. 1583 du Code civil, l'art. 834 du Code de procédure les confirme, puisque cet article n'accorde aux créanciers négligens, qui ne se sont point inscrits avant la vente, la faculté de s'inscrire avant la transcription, et même quinzaine après, qu'afin de leur donner le droit de surenchérir.

Il reconnaît donc dans l'acquéreur le droit de propriété : il respecte donc, du moins en partie, le contrat de vente; car, pour que les créanciers puissent dissoudre ce contrat par la surenchère, il faut qu'ils remplissent certaines formalités, et s'ils ne les remplissent pas, la vente reste valable, même à l'égard des tiers, quoiqu'elle ne soit pas transcrite. — (Foy. *arrêt de la Cour de Nîmes*, du 11 juin 1807, et *celui de la Cour de Bruxelles*, du 31 août 1808, *Sirey*, tom. 9, pag. 45.)

2°. Par suite de ces conséquences, il est bien certain que le vendeur après la vente, quoique non transcrite, ne peut pas consentir valablement une hypothèque sur le bien qu'il a vendu, et qu'une pareille hypothèque, quoiqu'inscrite avant

(1) Voy. l'Exposé des motifs du présent titre, par M. Berlier, édit. de F. Didot, pag. 280.

la transcription du contrat de vente, n'aurait aucun effet.

Ce serait ici le lieu d'examiner certaines questions controversées dans la jurisprudence, et qui dérivent de l'application combinée des dispositions du Code civil et de celles de l'article 834.

Mais comme ces questions sont étrangères à la procédure, nous nous bornerons à faire connaître les décisions qui en ont été données, sans entrer ultérieurement dans les discussions approfondies qu'elles pourraient sembler exiger.

C'est aux ouvrages des jurisconsultes qui ont écrit sur le Code civil, et spécialement sur l'importante matière des hypothèques, qu'il faut recourir, pour suppléer au silence que nous nous imposons.

2848. Peut-on prendre utilement inscription après une aliénation faite depuis la publication du Code civil, mais antérieurement à la mise en activité du Code de procédure?

La disposition de l'art. 834, qui permet aux créanciers du vendeur de prendre inscription après la vente, et même dans la quinzaine après la transcription, ne s'applique qu'aux ventes faites depuis que le Code de procédure a été publié. Cela est certain, d'après le texte de cet article, puisqu'il parle des mois, *antérieurement aux aliénations qui seront faites à l'avenir*, et d'après les explications données par l'orateur du Gouvernement et celui du Tribunal.

Ainsi donc, lorsque l'aliénation a été faite sous l'empire du Code de procédure, il importe peu que le titre soit antérieur à la publication de ce Code. Le créancier peut prendre inscription sur l'immeuble, tant que la transcription du contrat de vente n'a pas été faite, et dans les quinze jours de cette transcription.

Mais doit-on conclure de là que si une aliénation avait été faite antérieurement au Code de procédure, on n'eût pu prendre utilement inscription après cette vente, quoique le contrat n'eût pas été transcrit?

Les deux auteurs précités (voy. *édit. de F. Didot*, pag. 281 et 307), ont dit que cette question avait paru problématique, et ils paraissent être d'avis qu'à l'égard des ventes faites sous l'empire du Code civil, c'est-à-dire après l'abrogation de la loi du 11 brumaire an 7, et avant la mise en activité du Code de procédure, la transcription seule pouvait arrêter le cours des inscriptions des hypothèques, même lorsqu'elles étaient antérieures à la vente.

An surplus, M. Tarrille ajoute que le législateur devait éviter l'écueil dangereux de la rétroactivité, et laisser dans le sein des tribunaux la solution des difficultés résultant des conventions formées sous l'empire du Code civil, *et toutefois le silence expressif de la loi ne fermait la bouche à tous ceux qui auraient été tentés de les éléver.* — (Voy. *nouv. Répert.*, au mot *transcription*, pag. 81, n^o 6, *in principio*.)

Nonobstant cette opinion, quo M. Merlin nous semble partager puisqu'il dit expressément que l'art. 834 présente une dérogation aux dispositions du Code civil (voy. *quest.* 2846^a), la question qui nous occupe est controversée.

D'un côté, on trouve, dans le Journal de M. Sirey pour 1811, DD., pag. 249, une dissertation de M. Guichard, avocat à la Cour de cassation, qui tend à prouver l'affirmative, et c'est dans ce sens que la Cour de Lyon a prononcé par un arrêt du 14 mars 1811 (voy. *Sirey*, tom. 11 DD., pag. 454), en considérant que l'art. 834 est moins une innovation législative qu'une conséquence des principes antérieurs au Code civil, et non abrogés par lui.

D'un autre côté, un arrêt de la Cour de Turin, du 23 novembre 1810 (voy. *Sirey*, tom. 11, pag. 284), a décidé au contraire que, depuis la promulgation du Code civil, la transcription d'un acte de vente n'était point nécessaire pour arrêter le cours des inscriptions hypothécaires; que tout créancier antérieur à cet acte était déchu par l'effet de la vente seule.

Cette Cour a considéré, par suite de la combinaison des art. 2166, et 2181 et 2182 du Code civil, que ce Code avait réellement abrogé les dispositions de la loi du 11 brumaire an 7, de même que l'art. 834 du Code de procédure a apporté une innovation formelle au système introduit par le Code civil.

Nous remarquerons que cet arrêt est précédé d'une discussion vraiment instructive, dont l'objet est de justifier la décision citée, que nous croyons préférable, ne serait-ce que par la considération que l'art. 834, disposant en termes formels *pour l'avenir*, annonce que le législateur reconnaissait que, d'après le Code civil, la vente seule arrête le cours des inscriptions, et qu'en dérogeant à ce principe, il n'a pas entendu donner un effet rétroactif à cette dérogation. — (Voyez *nouv. Répert. aux mots* inscription, § 4, n^o 7, ordre des créanciers, § 3, n^o 3, et transcription, § 4.) (1)

2849. Les inscriptions prises dans les termes de l'art. 834 ne donnent-elles d'autres droits aux inscrivains que celui de s'enrichir; en sorte que, sous tous autres rapports, l'inscription n'aurait aucun effet, d'après les dispositions du Code civil?

Autrement, l'inscription prise dans les termes de l'art. 834 confère-t-elle à l'inscrivain tous les attributs du droit hypothécaire?

Il est fortement maintenu, dans la discussion qui précède l'arrêt précité du 23 novembre 1810 (voy. *Sirey*, tom. 11, pag. 284), que l'art. 834

(1) Nous ajouterons, à l'appui de cette solution, que la Cour de cassation, par arrêt du 2 avril 1821 (*Sirey*, tom. 21, pag. 206), a décidé que le défaut de transcription d'un acte de donation fait sous la loi du 11 brumaire an 7, peut, comme sous l'empire de cette loi, être opposé sous le régime du Code, encore bien que le tiers ne fût devenu créancier que depuis sa publication.

ne parlant que du droit de surenchérir, ne peut être étendu aux autres effets de l'hypothèque; qu'ainsi, le Code de procédure ne déroge au Code civil qu'en ce point seulement, qu'il accorde au créancier qui ne s'inscrit qu'après l'aliénation un droit de surenchérir que ce Code lui avait évidemment refusé.

Ainsi, par exemple, l'inscription faite après la vente ne donnerait pas au créancier le droit de participer à la distribution du prix du bien vendu; distribution qui ne peut avoir lieu qu'entre les créanciers inscrits antérieurement à la vente.

M. Tarrille, au mot *inscription* (§ 4, n° 8), soutient formellement le contraire.

Il n'y a nul doute, dit-il, que l'inscription prise dans le délai prescrit ne produise tous les effets que la loi attribue aux inscriptions en général.

Ainsi, le créancier inscrit dans la quinzaine aura le droit de surenchérir pendant les délais accordés pour la surenchère; il pourra concourir au règlement de l'ordre; il fera colloquer sa créance dans le rang que lui assignera la date de son inscription; il obtiendra la préférence, non-seulement sur les créanciers chirographaires, mais encore sur les créanciers hypothécaires qui auraient pris leurs inscriptions dans le même délai, mais postérieurement à la sienne.

Nous nous rangeons encore à cette opinion, malgré l'objection tirée de ce que l'art. 834 ne parlant que de la surenchère, et ne disant point que les créanciers inscrits dans les termes de cet article conserveront leurs hypothèques, ou ne peut, par le secours des inductions et des vraisemblances, étendre sa disposition de manière à établir des droits qui ne peuvent résulter que d'une disposition expresse.

Quelque fondée que puisse paraître cette objection, nous regardons comme certain, d'après ce qu'ont dit les orateurs du Gouvernement et du Tribunal, sur l'article que nous expliquons, que l'intention du législateur a été de donner à l'inscription faite après l'aliénation, soit avant la transcription, soit dans la quinzaine qui la suit, tous les effets d'une inscription antérieure à la vente.

Mais, d'un autre côté, nous pensons également, avec M. Tarrille, *ubi supra*, qu'une créance qui ne serait pas inscrite dans le délai de l'art. 834 ne pourrait plus l'être utilement; qu'elle perdrait irrévocablement l'aptitude à devenir hypothécaire; qu'en un mot, elle retomberait dès-lors dans la classe des créances chirographaires.

En effet, une hypothèque qui ne peut fournir au créancier le moyen d'élever le prix de l'immeuble à sa vraie valeur, et qui ne peut mettre aucun obstacle au paiement de l'immeuble aliéné entre les mains du vendeur ou de ses ayants cause, est dénuée de tous les droits qui constituent la vraie hypothèque, et ne mérite plus ce nom.

2850. De ce que l'art. 834 ne désigne que les hypothèques qui sont énoncées dans les articles 2123, 2127 et 2128 du Code civil, résulte-il que cet art. 834 ne soit susceptible d'aucune application, relativement aux hypothèques légales?

M. Lepage, dans ses Questions, pag. 559 à 561, et les auteurs du Praticien, tom. 2, pag. 92, pensent que l'hypothèque légale du mineur et de la femme étant dispensée de la formalité de l'inscription, cette dispense produit les mêmes effets que si l'hypothèque avait été inscrite; que, par conséquent, elle est un titre valable pour signifier une surenchère au nom du mineur ou de la femme.

Ils en donnent pour raison qu'en établissant une forme particulière pour purger ces sortes d'hypothèques légales, on n'a pas entendu en restreindre l'effet, ni horner l'étendue des droits qui y sont attachés; la loi a voulu seulement leur assurer toute efficacité, dans le cas où on aurait omis de les inscrire. Il reste, dans les articles 2193, 2194 et 2195 du Code civil, une ressource dont les mineurs et les femmes usent, lorsqu'ils n'ont pu intervenir dans la procédure relative aux hypothèques inscrites, soit pour y faire une surenchère, soit pour prendre part à l'ordre qui a été la suite de cette procédure.

M. Pigeau, tom. 2, pag. 403, semblerait admettre cette opinion, en disant que la transcription purge les privilèges et les hypothèques sujets à inscription, et qui ne sont pas inscrits au plus tard dans la quinzaine de la transcription.

Enfin, M. Tarrille (*voy. nouveau Répertoire*, au mot transcription, pag. 82 et 88, n° 3), est du même avis. Mais il observe que l'hypothèque légale appartenant aux communes et à l'État sur les biens des comptables, reste au contraire sous le régime commun des hypothèques; et, d'après cette remarque, il demande si l'État et les communes sont exclus de la faculté d'inscrire leurs hypothèques légales dans la quinzaine, à compter du jour de la transcription faite par le tiers détenteur, ou bien s'ils participeront à cet avantage comme les autres créanciers hypothécaires.

Il serait bien difficile, dit avec raison ce savant jurisconsulte, de trouver un motif raisonnable de distinction qui pût faire penser que ces hypothèques des communes et de l'État doivent encore, aujourd'hui comme avant l'émission du Code de procédure, être inscrites avant l'aliénation de l'immeuble hypothéqué, sous peine de ne pouvoir plus l'être utilement. Il y a tout lieu de croire que, par la désignation que le législateur a faite (en citant les art. 2123, 2127 et 2128 du Code civil), il a entendu moins déterminer d'une manière précise les hypothèques qui seraient susceptibles d'inscriptions dans la quinzaine, à partir de la transcription, que réserver les hypothèques légales des femmes et des mineurs, soumises à des règles toutes particu-

lières, et qu'ainsi toutes les hypothèques autres que ces dernières peuvent être inscrites utilement dans la quinzaine de la transcription. — (*Foy. arrêt de cassat., du 21 nov. 1821, Sirey, tom. 22, pag. 214.*)

2851. *L'art. 834 du Code de procédure dispense-t-il le cohéritier ou copartageant de s'inscrire conformément à ce dernier article, s'il veut avoir le droit de requérir la surenchère ?*

La prérogative accordée au cohéritier ou copartageant, par l'art. 2109 du Code civil, est maintenue par l'art. 834, en ce qu'il porte, dans sa dernière disposition, que la condition de s'inscrire dans le délai de quinzaine est commune aux créanciers ayant privilège sur les immeubles, sans préjudice des autres droits résultant, au vendeur et aux héritiers, des art. 2108 et 2109 du Code civil.

Mais M. Tarrille pense que si cette inscription n'est pas exigée de la part d'un copartageant, ce n'est que par rapport à l'effet du privilège, et que cela ne dispense point ces sortes de créanciers de s'inscrire dans la quinzaine de la transcription (lors même qu'elle a eu lieu pendant les soixante jours prescrits par l'art. 2109), s'ils veulent avoir le droit de requérir la mise aux enchères.

Art. 835. Dans le cas de l'article précédent, le nouveau propriétaire n'est pas tenu de faire aux créanciers, dont l'inscription n'est pas antérieure à la transcription de l'acte, les significations prescrites par les articles 2183 et 2184 du Code civil; et dans tous les cas, faute par les créanciers d'avoir requis la mise aux enchères dans le délai et les formes prescrites, le nouveau propriétaire n'est tenu que du paiement du prix, conformément à l'art. 2186 du Code civil.

DXXXV. Cet article dispense l'acquéreur de faire aux créanciers tardifs les significations prescrites à l'égard des créanciers inscrits; il est censé ne point connaître ceux dont l'inscription n'existe pas, et la loi ne pouvait lui imposer une obligation qu'il lui serait impossible de remplir. La dispense de cette obligation est la première peine de la négligence de ces créanciers.

2852. *Dans quel délai le créancier hypothécaire inscrit dans la quinzaine de la transcription du contrat de vente, peut-il requérir la mise aux enchères ?*

Suivant les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 93, l'art. 835 portant que l'acquéreur n'est point obligé de notifier son contrat aux créanciers qui n'ont pris inscription que dans la quinzaine, il s'ensuit que le délai pour surenchérir ne peut courir contre eux que du moment de leur inscription : si donc les créanciers ont gardé le silence; si aucun d'eux n'a suren-

chérir dans le délai accordé par l'article 2186 du Code c. il, il en résulte, ajoutent ces auteurs, que l'acquéreur est devenu propriétaire incommutable pour le prix fixé par la vente; qu'il est en conséquence libéré de tout privilège et hypothèque, en payant le prix aux créanciers utilement colloqués, et le résidu, s'il y en a, au vendeur.

M. Tarrille, au nouveau Répertoire, *suprà*, pag. 90, et dans son rapport au Corps législatif (*édition de F. Didot, pag. 309*), et M. Lepage, dans ses Questions, pag. 561, pensent au contraire que le délai déterminé par l'art. 2186 du Code civil est commun, tant aux créanciers inscrits avant l'aliénation, qu'à ceux qui ont pris inscription depuis, en vertu de notre art. 834.

Si donc le tiers détenteur a transcrit et notifié à certains créanciers inscrits, ceux qui n'ayant pas fait leur inscription lors de l'aliénation, l'auront prise dans la quinzaine de la transcription, auront pour encheîr ce qui restera à courir du délai de quarante jours, à partir de la notification, accordée à tous les créanciers en général; de manière qu'on supposant que la transcription et la notification aux créanciers eussent été faites la 1^{re} mai, par exemple, et que le créancier tardif n'eût pris son inscription que le 10, il n'aurait plus que trente jours pour requérir la mise aux enchères.

Au contraire, les auteurs du Praticien leur accorderaient en ce cas le délai entier de quarante jours.

Tel est, dit M. Tarrille, le vrai sens de l'article 835, lequel, après avoir dispensé le nouveau propriétaire de notifier aux créanciers qui ne se trouvent pas inscrits dans ce moment, déclare que, dans tous les cas, faute par ces derniers d'avoir requis la mise aux enchères dans le délai et les formes prescrits, le nouveau propriétaire n'est tenu que du paiement du prix.

C'est en effet dire assez clairement que le délai ne sera pas prolongé en faveur des créanciers tardifs à inscrire, et que leur enchère devra se placer dans le délai accordé aux créanciers lors de l'aliénation.

Et pourquoi leur accorderait-on une prorogation ?

On leur a fait une espèce de grâce, en les admettant à s'inscrire dans la quinzaine de la transcription; en ne devait pas leur en faire une seconde, en reculant encore, en leur faveur, le terme où le sort des créances et celui de la nouvelle acquisition doivent être fixés irrévocablement.

Nous ne ferons point ici connaître les objections que l'on pourrait faire contre ce système; on les trouvera avec les réponses dans une dissertation très-bien raisonnée, qu'un jurisconsulte, M. Mailher, a insérée dans la Bibliothèque du barreau, 1^{re} part., tom. 2, pag. 159.

Nous terminons aussi les questions que pré-

renfermaient les dispositions du Code civil sur la matière des surenchères; en peut consulter à ce sujet le nouveau Répertoire, aux mots que nous avons indiqués précédemment.

Art. 836. Pour parvenir à la revente sur enchère, prévue par l'art. 2187 du Code civil, le poursuivant fera apposer des placards indicatifs de la première publication, laquelle sera faite quinzaine après cette apposition.

C. C., art. 2187, 2204 et suiv.—C. de P., art. 857 et suiv.

DXXXVI. Cet article et les deux qui le suivent, et qui terminent le présent titre, indiquent les premiers actes à faire pour mettre en mouvement la procédure tendant à l'adjudication, qui, au surplus, est la même que celle prescrite pour les expropriations forcées. La simple lecture de ces articles suffira pour en démontrer la régularité.

2853. *Quelles sont les formalités de la revente sur enchère ? En quel point ces formalités sont-elles les mêmes que celles de l'expropriation ? En quel point en diffèrent-elles ?*

Nous remarquerons d'abord que l'art. 2187 du Code civil porte qu'en cas de revente sur enchère, elle aura lieu suivant les formes établies pour les expropriations forcées, à la diligence, soit du créancier qui l'aura requise, soit du nouveau propriétaire, et que le poursuivant énoncera dans les affiches le prix stipulé dans le contrat, ou déclaré, et la somme en sus à laquelle le créancier s'est obligé de porter ou de faire porter cette revente.

Les art. 836, 837 et 838 du Code de procédure développent cette disposition du Code civil, et lient la procédure sur enchère par suite d'aliénation volontaire à la procédure en saisie immobilière.

Ils remplacent les premières formalités de l'expropriation forcée, qui ne pouvaient convenir à ces reventes par surenchère, et font voir à quel point on doit, dans l'espèce de l'article 2187, commencer à suivre la procédure en expropriation forcée, sauf toutefois les différences qui résulteraient des dispositions particulières des trois articles du Code de procédure que nous venons de citer.

De la combinaison de ces diverses dispositions des deux Codes, nous tirons la conséquence que, pour parvenir à la revente d'un immeuble par suite de surenchère, il faut suivre strictement les règles établies pour les ventes par suite de saisie immobilière, à cela près que cette revente ne doit être précédée ni d'un commandement, ni d'une saisie, ni d'une dénonciation, ni des diverses formalités qui doivent accompagner ces actes.

Ainsi, le point à partir duquel la procédure en saisie immobilière doit être suivie, est le

dépôt au greffe du contrat d'aliénation, qui, d'après l'art. 838, tient lieu de minute d'enchères, et par conséquent du cahier des charges indiqué dans l'art. 697. — (Voy. Tarrille, au mot transcription, pag. 95; Pigeau, tom. 2, pag. 410, etc.)

Suivant M. Tarrille, dont il nous semble qu'il est au moins très-prudent de suivre l'opinion, le greffier devrait, conformément à l'article 682, exposer dans l'auditeire un extrait contenant les désignations indiquées dans cet article, et néanmoins dégagé de toutes les désignations qui se réfèrent uniquement à une saisie pré-existante. — (Voy. arrêt de la Cour de Paris, du 19 janv. 1808, Journ. du palais, collect. pour 1808, pag. 232.)

Le contrat ainsi déposé, le poursuivant, conformément à l'art. 836, doit faire apposer des placards indicatifs de la première publication, qui est faite quinzaine après cette apposition.

Ces placards sont renouvelés successivement, d'après l'art. 2187 du Code civil. On énonce dans ces affiches, rédigées d'ailleurs comme le veut l'art. 683 du Code de procédure, le prix stipulé dans le contrat ou déclaré, et la somme en sus à laquelle le créancier s'est obligé de le porter ou faire porter.

Cette apposition est constatée comme en saisie immobilière (voy. art. 683 et 684), et le procès-verbal en est notifié aux personnes indiquées aux art. 687 et 695, dans la forme et dans les délais prescrits par ces articles; savoir : au précédent propriétaire débiteur originaire, qui est censé-déré comme le créancier (voy. Demiau Crousilhac, pag. 517, et Lepage, Traité et Style de la procéd., 4^e édit., pag. 662); aux créanciers inscrits à cette époque, et en outre au nouveau propriétaire, si ce n'est pas lui qui poursuit l'adjudication, eu, dans le cas contraire, au surenchérisseur. — (Voy. art. 837.)

Après l'adjudication préparatoire, on observe les formalités qui doivent, en saisie immobilière, précéder l'adjudication définitive, et la également lieu dans les formes prescrites pour cette saisie.

2854. *L'adjudication sur enchère étant assimilée à celle qui se fait sur saisie immobilière, peut-on faire la surenchère du quart, permise par l'art. 710 ?*

Nous avons dit, sur la quest. 2372^e, que, dans le cas d'une vente faite en justice autrement que par suite d'expropriation forcée, il n'y avait lieu qu'à surenchérir du dixième, et non du quart, parce qu'une telle vente, quoique judiciaire, est toujours réputée volontaire.

Tous les auteurs admettent aussi qu'en semblable circonstance, il faut suivre les autres principes qui régissent les ventes volontaires, et que conséquemment il y a lieu à notifier le jugement d'adjudication et à le faire transcrire, de même qu'on doit notifier et transcrire un contrat, quand la vente est purement conventionnelle; qu'enfin, l'article 834 est applicable

quoiqu'il ne le soit pas quand la vente est la suite d'une saisie immobilière. — (V. *Torrible*, o^e transcription, § 3, pag. 83, at *suiv.*, n^o 7.)

Cela prouve qu'en outre bien que l'on doive suivre, quant à la forme, dans les ventes volontaires faites en justice, plusieurs des règles de l'expropriation, il n'en est pas moins vrai que l'on ne saurait induire de ces règles rien qui puisse, sous tous autres rapports, se trouver en opposition avec les principes de droit qui régissent les ventes volontaires.

Ainsi, lorsqu'un contrat de vente ou un jugement d'adjudication volontaire a été notifié, qu'une surenchère intervient, nous pensons qu'en outre bien que la procédure, pour parvenir à la revente de l'immeuble, soit la même que celle prescrite pour les expropriations forcées, on ne peut en conclure que la loi ait entendu autoriser la surenchère que permet l'art. 710, au titre de la saisie immobilière; autrement, il en résulterait que l'on admettrait deux surenchères au lieu d'une, dans le cas d'une aliénation volontaire, tandis qu'il n'y en aurait qu'une seule dans le cas d'une aliénation forcée.

L'on suppléerait d'ailleurs aux dispositions de la loi, qui ne dit nulle part que cette double enchère puisse avoir lieu, et l'on ferait une fautive application de l'art. 710, qui ne parle que des ventes par suite d'expropriation.

Néanmoins M. Lepage, dans ses Questions, pag. 362, et la Cour de Grenoble, avaient adopté le système contraire, attendu que, dans son opinion, la surenchère faite après adjudication n'est point une répétition de la surenchère qui vient après aliénation volontaire. Celle-ci, dit-il, donne lieu à une vente qui se poursuit comme en expropriation forcée; et, dans la procédure d'expropriation se trouve comprise la faculté de surenchérir huitaine après l'adjudication; par conséquent, cette faculté doit être exercée, sans qu'on puisse objecter que l'adjudication de l'immeuble dont il s'agit est la suite d'une surenchère après aliénation volontaire.

Ici M. Lepage nous paraît confondre ce qu'il importe de distinguer soigneusement dans notre Code de procédure; savoir : les dispositions purement réglementaires de la forme, et les dispositions énonciatives de droits.

La faculté de surenchérir, donnée par l'article 710, n'est point une formalité de procédure, mais un droit, et puisqu'en matière de surenchère l'art. 2187 ne renvoie aux dispositions du Code de procédure concernant les expropriations, que pour les formes de la vente, il est évident que l'on ne peut tirer aucune induction de toute autre disposition de ce même Code qui n'est pas relative à la forme.

Nous remarquons, au surplus, que l'opinion que nous soutenons ici est conforme à celle de M. Pigeau, qui l'appuie par d'autres raisons que le lotoeur peut ajouter à celles que nous venons d'exposer, et que la Cour de cassation a consacrée

par arrêt du 22 juin 1819. — (*Pigeau*, tom. 2, pag. 411, n^o 11, 1^{re}; *Dalloz*, tom. 24, pag. 311.)

ART. 837. Le procès-verbal d'apposition de placards sera notifié au nouveau propriétaire, si c'est le créancier qui poursuit; et au surenchérisseur, si c'est l'acquéreur.

C. de P., art. 687.

ART. 838. L'acte d'aliénation tiendra lieu de minute d'enchère.

Le prix porté dans l'acte et la somme de la surenchère tiendront lieu d'enchère (1).

C. de P., art. 697 et *suiv.*

2855. De ce que l'article 838 porte que l'acte d'aliénation tiendra lieu de minute d'enchère, doit-on conclure que le surenchérisseur ne puisse en outre déposer un cahier des charges?

Oui, dit M. Delaporte, tom. 2, pag. 394, et plusieurs autres commentateurs donnent implicitement la même réponse. Mais il résulte de deux arrêts de la Cour de Rennes, que cette décision ne doit pas être suivie dans tous les cas.

Nous avons, dans la Jurisprudence de cette Cour, aux notices sommaires, tom. 2, pag. 5, rendu compte de ces deux arrêts comme suit :

• L'art. 838 porte que l'acte d'aliénation tiendra lieu de minute d'enchère. Mais cet article ni aucun autre n'obligent le créancier qui a surenchéri sur une aliénation volontaire, à déposer au greffe une expédition du contrat de cette aliénation.

• D'un autre côté, le même article ne défend pas de déposer au greffe le cahier des charges que l'art. 697 exige formellement en matière de saisie immobilière.

• Si donc un surenchérisseur sur aliénation volontaire a déposé au greffe, dans le délai fixé par ce dernier article, un extrait de son contrat où seraient énoncées toutes les conditions essentielles de l'aliénation, il a fait tout ce qui dépend de lui.

• S'il a déposé un cahier qui n'ait rien de contraire aux clauses du contrat volontaire, rien

(1) JURISPRUDENCE.

1^o. Lorsque, sur les poursuites de la surenchère, l'acquéreur prétend avoir des répétitions à exercer, à raison de la plus value qu'il aurait donnée à l'immeuble, il faut en déterminer le montant avant l'adjudication définitive. — (*Paris*, 10 mars 1808, *Dalloz*, tom. 24, pag. 325, *Sirey*, tom. 15, pag. 300.)

2^o. Les intérêts d'un prix de vente volontaire, courus depuis le jour du contrat jusqu'à l'adjudication par surenchère, sont dus par le premier acquéreur qui a perçu les revenus, et non par l'adjudicataire ultérieur, dont le contrat est substitué au premier. — (*Riom*, 19 janv. 1820, *Dalloz*, tom. 24, pag. 331, *Sirey*, tom. 20, pag. 156.)

qui tende à écarter des personnes non exclues par la loi (art. 713), on doit avoir égard au contenu de ce cahier.

• Telles sont les propositions qui dérivent d'un arrêt par défaut, du 19 septembre 1807.

• Sur l'opposition, il fut démontré à la Cour que le cahier des charges contenait une condition qui se trouvait en contradiction avec le contrat de vente; en conséquence, par une suite naturelle de l'arrêt par défaut lui-même, la Cour a décidé, le 3 octobre suivant, que cette condition devait être considérée comme non avenue.

Nous concluons de ces deux arrêts que l'article 838 n'est point absolument prohibitif de la faculté de déposer un cahier des charges, mais que cette faculté n'est autorisée qu'autant que ce cahier aurait pour objet d'expliquer les clauses du contrat, sans imposer de nouvelles charges et sans étendre ni contrarier celles qu'il contient.

2856. *Lorsqu'on poursuit la vente d'un immeuble sur une déclaration de surenchère, et que l'acquéreur prétend avoir des répétitions à exercer en raison de la plus value par lui donnée à l'immeuble, faut-il, avant l'adjudication définitive, déterminer le montant de cette plus value?*

Cette question très-importante, parce qu'aucun article de nos Codes ne conduit directement à sa solution, a été décidée pour l'affirmative, par un arrêt de la Cour de Paris, du 10 mars 1808, attendu que, pour favoriser les enchères, il importe de lever toute incertitude relativement à la plus value que l'immeuble a pu recevoir des réparations, reconstructions et augmentations faites par l'acquéreur, et dont l'adjudicataire est tenu de lui faire raison.

D'où suit que cet intérêt, qui appartient à toutes les parties, commande de fixer, avant l'adjudication définitive, le montant de cette plus value. — (Voy. les observations qui précèdent cet arrêt dans la *Jurisp. des Cours souv.*, tom. 5, pag. 492 et 493.)

2857. *Le créancier d'un copropriétaire par indivis, inscrit sur l'immeuble, peut-il surenchérir sur le prix de vente de la totalité de l'immeuble, en sorte que l'acquéreur puisse être déposé du tout? Celui-ci ne serait-il pas fondé, au contraire, à provoquer le partage, pour n'en courir l'expropriation que de la partie grevée de l'hypothèque du créancier de son conjoint?*

Oui, il y serait fondé, si l'immeuble était susceptible d'être partagé commodément et en portions égales, et que l'adjudicataire eût eu le soin, en notifiant son titre d'acquisition aux créanciers inscrits, de faire la ventilation du prix à revenir à chacun des copropriétaires des portions différentes pour lesquelles ils étaient intéressés dans l'immeuble indivis.

Mais il n'aurait pas cette faculté, dans le cas où l'immeuble ne serait pas susceptible d'être divisé commodément, et si l'adjudicataire avait

emis de faire la ventilation du prix. En effet, sans cela le tirage au sort, mesure légale à laquelle nul n'est tenu de renoncer, serait inécutable.

2858. *Peut-on déviser par lots l'adjudication des immeubles soumis à la surenchère?*

Par arrêt du 15 juillet 1807 (*Sirey*, tom. 7, pag. 171; *Dalloz*, tom. 24, pag. 328), la Cour de Rouen a décidé négativement cette question et prononcé la nullité de l'adjudication, attendu,

1°. Que le droit de surenchérir n'est pas celui de dénaturer le contrat, mais seulement d'en débattre le prix, dans la vue de faire profiter la masse des créanciers de toute la valeur qui pouvait être et qui n'a pas été tirée du contrat surenchéri. Or, c'est dénaturer le contrat que d'omettre, dans la vente, des portions qui n'en sont pas légalement séparables, et surtout que de former plusieurs lots de l'immeuble vendu, pour en faire autant d'adjudications distinctes. Le droit de surenchérir est d'ailleurs un bénéfice de la loi qui doit être pris tel qu'il est, et ne peut s'étendre au-delà des limites qui lui ont été assignées: d'où suit évidemment que, quand il n'y a qu'un contrat de vente, il ne peut y avoir, sur la poursuite du surenchérisseur, qu'une seule et même adjudication;

2°. Que si l'on admettait la système de la division, ce serait écarter, les acquéreurs du but qu'ils ont à se proposer sur les prix des ventes; les forcer d'abandonner leurs acquisitions ou les exposer à n'en retirer que des lambeaux; leur ôter le seul moyen de consolidation que la loi leur offre, et par là séquestrer complètement du commerce tous les biens territoriaux dont les inscriptions surpasseraient la valeur;

3°. Qu'une doctrine aussi subversive des principes ne peut être consacrée par les tribunaux; elle conduirait à désorganiser une partie essentielle de la législation sur la vente et le régime hypothécaire, et à faire plus ou moins directement violence aux art. 1594, 1598, 2181 et suivans, jusques et compris l'art. 2192 du Code civil, auxquels s'identifie l'art. 838 du Code de procédure;

4°. Que ce système est également vicieux au respect du vendeur, en ce que, d'après l'art. 2278 et le § 2 de l'art. 2192 du Code civil, il l'exposerait, pour la plus grande utilité du créancier, à des recours de l'acquéreur sur lui-même.

M. Demiau Crouzillat, pag. 518 et 519, estime que cet arrêt est en opposition formelle avec les dispositions de l'art. 2192 du Code civil, en ce qu'il pose en principe que le contrat ne peut être morcelé par plusieurs ventes partielles, et il en conclut que la décision est mal rendue.

On conviendrait facilement que l'art. 2192 présente un cas dans lequel on peut vendre partiellement, par suite de surenchère, plusieurs immeubles compris dans le même contrat; mais ce n'est pas un motif pour décider que la Cour de Rouen ait mal jugé en s'autorisant par une re-

vente par loties; ce serait au contraire une raison en sa faveur; car l'art. 2192 ne statuait que pour un cas particulier, qui est celui où le contrat comprendrait des immeubles ou des meubles, ou plusieurs immeubles, les uns hypothéqués, les autres non hypothéqués, il s'ensuit naturellement que, dans tous autres cas, la vente séparée de plusieurs parties d'un même immeuble hypothéqué ne saurait être autorisée. Ici l'on pourrait dire *exceptio firmat regulam in casibus non exceptis*.

Mais si nous n'admettons pas les motifs par lesquels M. Demiau Crouilhac combat l'arrêt de la Cour de Rouen, nous n'en croyons pas moins que l'on peut faire contre cet arrêt des objections fondées.

Ne peut-on pas dire avec raison qu'il est contradictoire, lorsqu'il est permis aux créanciers de faire vendre par loties un immeuble saisi immobilièrement, que les mêmes créanciers ne puissent user de cette faculté, dans le cas d'une surenchère sur aliénation volontaire?

Le droit de surenchérir n'est accordé que dans l'intérêt du créancier; le précédent propriétaire n'a aucune raison pour se plaindre que la vente soit faite par loties, lorsque ses créanciers y trouvent avantage, comme il est arrivé dans l'espèce de l'arrêt de Rouen, où le prix de la vente faite par loties excéda de 174,000 fr. le prix du contrat volontaire.

D'un autre côté, dès que le surenchérisseur a couvert d'un dixième le prix de l'aliénation volontaire, l'intérêt de l'acquéreur n'est à considérer pour rien, si la vente est faite par loties.

Il aurait à se plaindre sans doute si l'on divisait l'immeuble, afin de ne surenchérir qu'une de ses parties, de manière que les autres lui restassent détachées de celle-ci; aussi, n'entendons-nous pas soutenir que de tels résultats soient autorisés par la loi; autrement on mettrait l'acquéreur dans une position plus onéreuse que celle dans laquelle il aurait entendu se placer par suite de son contrat, et l'on exposerait le précédent propriétaire, sans que la loi l'ait dit formellement, à des demandes en indemnité qui n'auraient point leur principe dans le fait de ce propriétaire, mais qui dériveraient uniquement de celui d'un créancier seulement.

Au contraire, lorsque le surenchère porte sur la masse du prix de l'immeuble, et que le surenchérisseur le fait vendre par portions, il suffit qu'il soit obligé de garder ces différentes portions au prix porté au contrat volontaire, augmenté du dixième, pour que, soit le précédent propriétaire, soit le nouvel acquéreur, n'ait aucun droit de se plaindre.

On opposerait vainement la disposition de l'article 2192, en disant qu'il résulte de ce que cet article permet de diviser les immeubles portés dans un même contrat, dans le cas qu'il a prévu, qu'on ne peut diviser dans tout autre cas.

Nous répondons que cet article régit un cas

particulier, et que par cette raison on ne peut en tirer aucune conséquence.

Insistera-t-on, en disant que ce même article eût été inutile, si l'on devait admettre en principe que l'on peut vendre par loties?

Nous répondons à cette nouvelle objection que l'art. 2192, en disposant que l'on peut diviser le contrat, n'a eu d'autre objet que d'exprimer que l'on peut, dans ce cas, se borner à ne surenchérir que sur une partie des immeubles compris au contrat, au lieu que, dans toute autre circonstance, il faut que la surenchère porte sur la totalité de l'immeuble, sauf à le diviser pour le vendre par portions, à la charge au surenchérisseur de rester propriétaire, pour le montant de la surenchère faite sur la totalité, de toutes celles de ces portions qui n'auraient pas été adjugées lors de la revente.

2859. *Si les biens ont été d'abord vendus par lots, le créancier ayant hypothèque générale peut-il surenchérir un ou plusieurs lots, ou doit-il surenchérir le tout, et, si la même personne est demeurée adjudicataire de plusieurs lots, peut-elle surenchérir l'un sans surenchérir les autres?*

Il résulte des principes consacrés par la législation, en matière d'hypothèque, que rien ne s'oppose à ce que le créancier qui a hypothèque générale, surenchérisse seulement sur le prix de l'un des immeubles saisis conjointement, mais adjugé séparément. En d'autres termes, lorsque les biens saisis ont été vendus par lots, ce créancier peut surenchérir un ou plusieurs, et ne peut être obligé à surenchérir sur le tout.

Cette proposition, d'après les recherches attentives auxquelles nous nous sommes livré, n'aurait été établie par aucun auteur, ni consacrée par aucun arrêt; mais nous croyons pouvoir en prouver l'exactitude par l'analogie des principes du droit positif, et par les règles de l'équité.

Et d'abord, l'art. 2114 du Code civil établit, en termes exprès, que l'hypothèque est indivisible; elle est *tota in toto et tota in quolibet parte*; et lorsqu'elle est générale, elle réside tout entière dans chaque partie des biens hypothéqués.

De là résulte, pour première conséquence, que le créancier, ayant une semblable hypothèque inscrite sur tous les biens du débiteur, peut exercer les droits qui en dérivent sur tous les biens aliénés comme sur une partie d'entre eux; et par suite, s'ils ont été vendus par loties, il peut surenchérir chacune des loties.

La surenchère n'est autre chose, en effet, qu'un droit résultant de l'hypothèque, puisqu'aux termes de l'article 2085 du Code civil, comme aux termes de l'art. 710 du Code de procédure, elle n'est admise qu'en faveur d'un créancier inscrit.

On remarque ensuite que, d'après l'art. 2192,

il n'est pas douteux, ainsi que le prouve M. Tarrillo, au nouveau Répertoire, v^o *transcription*, § 6, n^o 5, tom. 13, pag. 98 et 99, 3^{me} édit., qu'un créancier inscrit sur un seul immeuble ne peut être contraint à étendre sa soumission ou sa surenchère du dixième sur d'autres immeubles que ceux qui sont hypothéqués à la créance.

Mais la disposition de cet article, faite pour le cas où un créancier n'a hypothèque que sur l'un des biens vendus, admet une extension aussi juste que légale à celui où un créancier est inscrit sur chacun des biens.

En effet, son droit d'hypothèque générale a pour objet et pour but de lui ménager, d'un côté, des moyens plus prompts et plus sûrs de recouvrer sa créance ; de l'autre, la faculté de surenchérir lui est accordée pour ce même but.

Or, ce serait évidemment priver ce créancier de cet avantage, que de l'obliger d'attendre la distribution du prix de chaque lotie pour recevoir sur chacune des loties une quotité proportionnelle de sa créance ; une telle suspension serait inconciliable, soit avec le droit absolu et indépendant qui résulte d'une hypothèque qui porte sur le tout comme sur chaque partie, soit de la priorité de cette hypothèque.

Il ne doit donc souffrir ni division, ni retard, ni aucune espèce d'obstacle dans le recouvrement de sa créance ; puisque la surenchère d'une seule lotie lui offre le moyen d'assurer et de hâter en même temps son paiement, on doit incontestablement l'admettre à cette surenchère partielle.

On n'opposera pas, sans doute, comme étant contraire à cette doctrine, l'arrêt de la Cour de Rouen du 15 juillet 1807, rapporté et discuté sur la précédente question. Cet arrêt décide, il est vrai, que l'on ne peut surenchérir par loties sur le contrat qui a vendu cumulativement plusieurs biens. Mais, outre les raisons que nous avons développées pour prouver que l'on pourrait, sans contrevenir à la loi, juger différemment, on observera que nous supposons ici que les immeubles n'ont pas été vendus conjointement par un seul et même jugement ; qu'ils ont au contraire été adjugés par loties. Si donc l'arrêt de Rouen peut être de quelque considération, dans le cas actuel, ce ne serait que pour en conclure à contrario, à raison de la différence des hypothèses, que la surenchère sur chaque lotie est admissible.

2860. *Le créancier étant entièrement payé sur le prix de la vente de la lotie surenchérie, les créanciers ayant hypothèque spéciale sur l'immeuble formant cette même lotie, n'auraient-ils, sur termes de l'art. 2192, qu'un recours envers le vendeur, à raison de la perte qu'ils éprouveraient par suite de l'exercice des*

droits du créancier ayant hypothèque générale ?

Cette question a été profondément traitée par M. Tarrillo, au Répertoire, ubi *suprà*, pag. 99 et suivantes, et résolue en ce sens, que le créancier qui n'a qu'une hypothèque spéciale sur la lotie acquiert une subrogation légale aux droits du créancier ayant hypothèque générale sur les autres immeubles du débiteur, à concurrence de la part contributive que chaque immeuble aurait dû supporter dans la dette inscrite sur toutes les loties, selon la proportion de leurs valeurs respectives.

Ainsi, le créancier hypothécaire général étant payé sur le prix de la lotie surenchérie, son hypothèque subsiste fictivement à concurrence sur les autres loties, en faveur du créancier spécial, qui touche sur le prix des autres loties non hypothéquées à sa créance, jusqu'à la concurrence de la somme dont il a été frustré sur la première.

Cette doctrine, conforme aux principes de l'équité, est aussi celle de M. Peral, dans ses Questions hypothécaires, tom. 1, pag. 391 et suivantes, et a été consacrée dans un cas analogue par arrêt de la Cour de Paris, cité par cet auteur et rapporté au Journal du palais. Cet arrêt, en reconnaissant qu'un créancier privilégié sur plusieurs immeubles peut exercer son privilège sur celui de ces immeubles qu'il veut choisir, décide que ce privilège doit ensuite être reculé fictivement sur les autres immeubles, pour éviter de nuire aux créanciers inscrits sur ce même immeuble.

Il n'est pas besoin d'insister pour prouver que cette doctrine fournit un argument de plus en faveur de l'opinion ci-dessus émise, que le créancier ayant une hypothèque générale peut surenchérir sur un des immeubles vendus : c'est une conséquence de ce qu'il peut exercer son privilège ou tout droit hypothécaire sur chacun des immeubles qui y sont affectés.

Cette solution ne peut être autre, dans le cas où l'adjudication des différentes loties eût été faite à une personne ou à plusieurs. Ainsi donc, si le même individu est demeuré adjudicataire de plusieurs lots, en peut surenchérir l'un sans surenchérir l'autre ; et les mêmes raisons de décider, développées précédemment, s'appliquent à cette dernière hypothèse.

On sent que si le créancier général pouvait être obligé de surenchérir tous ceux des lots qui auraient été adjugés à un seul et même individu, on l'empêcherait d'exercer son droit sur chaque partie, in *quolibet parte*, pour le contraindre à l'exercer sur une quotité. Il serait obligé d'attendre le règlement d'ordre sur chacune des loties surenchéries, et ainsi se trouveraient enfreintes à son préjudice les principes ci-dessus exposés.

TITRE V.

C. de P., art. 135 et suiv., 304 et suiv.

Des voies à prendre pour avoir expédition ou copie d'un acte ou pour le faire réformer.

Seus ce titre, la loi réunit plusieurs dispositions relatives à des matières qui, à la vérité, ont entre elles quelque analogie, mais dont l'objet est cependant parfaitement distinct.

Il règle premièrement la manière dont une partie qui a contracté, ces héritiers ou ayants cause, peuvent se procurer une copie authentique d'un acte dont la minute existe dans l'étude d'un notaire ou dans un greffe, etc. — (Art. 839—845.)

2^e. Il établit les formalités des compulsoires et collations de pièces. — (Art. 846—854.) (1)

Il trace la marche à suivre, lorsqu'il s'agit de réformer ou rectifier un acte de l'état civil dans lequel il se serait glissé quelques erreurs préjudiciables. — (Art. 855—858.)

Art. 839. Le notaire ou autre dépositaire qui refusera de délivrer expédition ou copie d'un acte aux parties intéressées en nom direct, héritiers ou ayants-droit, y sera condamné, et par corps, sur assignation à bref délai, donnée en vertu de permission du président du tribunal de première instance, sans préliminaire de conciliation.

T. 78.—C. de P., art. 49, 0^e 7, 780 et suiv., 843, 844 et suiv.

Art. 840. L'affaire sera jugée sommairement, et le jugement exécuté notwithstanding opposition ou appel (2).

(1) On nomme *compulsoire*, du latin *compellere*, forcer, la procédure dont l'objet est de contraindre un notaire, un greffier ou tout autre dépositaire public de titres, actes et registres, à les représenter et à en délivrer ou à en laisser prendre des copies dûment collationnées.

On nomme *collation de pièces* la comparaison que l'on fait des copies de pièces avec leurs originaux, pour constater la conformité exacte et littérale des unes avec les autres, de manière que la représentation qu'en est dans le cas de faire de ces copies, lorsqu'elles ont été ainsi collationnées, équivaut à la représentation même des actes ou titres originaux qu'on ne produit pas.

Les anciennes règles relatives aux compulsoires et collations de pièces se trouvaient au tit. 12 de l'ordonnance de 1667.

Sur ce que l'on entend par *grosses*, copies ou expéditions, et sur leurs effets, voy. Code civil, art. 1534 et suiv.; la loi du 25 ventôse an 11, concernant l'organisation du notariat, et le 8^e vol. du Droit civil français par M. Toullier.

(2) JURISPRUDENCE.

Les notaires ne sont pas tenus de délivrer expédi-

DXXXVII. Les dépôts des actes ont été établis pour conserver les originaux, et pour en délivrer des copies aux personnes intéressées. Les parties intéressées en nom direct, héritiers ou ayants-droit, lorsqu'ils réclament une expédition ou copie de leur acte, ne font qu'exercer un droit qui n'est soumis à aucune formalité, et par conséquent, cette expédition ne peut leur être refusée, sans donner lieu, comme le veut l'art. 839, à poursuites contre le notaire ou autre dépositaire refusant.

2861. Quels sont les actes dont la connaissance ne peut être refusée à personne ?

Ce sont les actes de l'état civil, les inscriptions hypothécaires, les matrices du rôles, les jugements et les autres actes judiciaires dont les greffiers sont dépositaires. — (Voy. Code civ., art. 45 et 2196, et Code de procéd. art. 853.)

Il n'est pas besoin de compulsoire pour en obtenir communication, si ce n'est à l'égard des jugements, dans le cas prévu par l'art. 854.

2862. Quels sont les actes dont la connaissance peut être refusée au public ?

Ce sont particulièrement les actes notariés. L'art. 23 de la loi du 25 ventôse an 11 défend en effet aux notaires de délivrer expédition, ni de donner connaissance des actes à d'autres qu'aux personnes intéressées en nom direct, héritiers ou ayants-droit, sans permission du président du tribunal de première instance.

C'est le mode de se pourvoir contre celui qui se refuserait à délivrer expédition de ces actes, que le législateur a tracé aux art. 839 et 840.

2863. Qu'est-ce que l'on entend par PARTIES INTÉRESSÉES EN SON DROIT ?

On entend ceux même qui ont contracté par l'acte et pour eux, et non ceux qui ont contracté pour autrui, en dont il serait parlé dans l'acte, sans cependant qu'ils eussent contracté. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 227 et 228.)

Alors même que l'acte contiendrait une reconnaissance ou obligation en leur faveur, il n'y a pour ces derniers que la voie du compulsoire.

2864. Avant d'assigner un notaire ou dépositaire, doit-on le constituer en demeure ?

Suivant M. Demiau Crouilhac, pag. 520, on doit, parce que le notaire ne saurait être obligé à fournir une expédition de suite, et au moment où les parties l'exigeraient, lui accorder un délai moral passé lequel on le constituerait en demeure par un acte extrajudiciaire, où l'en rappellerait l'objet et le jour de la demande qui lui aurait été faite, le délai qui se serait écoulé depuis cette demande, et par lequel on le som-

tion d'en acte à d'autres qu'aux parties intéressées et à leurs héritiers ou ayants-droit, lorsqu'il n'y a pas d'instance engagée entre des tiers qui demandent l'expédition et les parties signataires de l'acte. — (Paris, 8 fév. 1810, Sirey, tom. 15, pag. 300.)

merait d'y satisfaire dans vingt-quatre heures, protestant que ce délai posé on se pourvoira contre lui par les voies de droit, si mieux il n'aimait indiquer lui-même, au bas de l'acte, le délai qui lui semblerait nécessaire, et les raisons à l'appui de cette demande.

Il peut être prudent et convenable de suivre cette marche; mais il nous paraît évident, comme le supposent tous les autres commentateurs, que la permission d'assigner le notaire ou le dépositaire serait accordée par le président, nonobstant le défaut de la sommation conseillée par M. Demiau Crouilhac.

Il suffit, en effet, que la loi ne la prescrive pas, pour que le président ne puisse exiger qu'on en justifie. Ce serait au notaire ou dépositaire assigné à faire valoir les motifs de son refus, et, si le tribunal les trouvait fondés, le demandeur aurait à supporter les frais de son assignation, et ceux qu'elle aurait entraînés.

2863. *Devant quel tribunal doit-on porter la demande formée en vertu des art. 839 et 840?*

Cette demande étant personnelle, doit nécessairement être portée devant le tribunal dans l'arrondissement duquel demeure, soit le notaire, soit le dépositaire.

Il en est ainsi de la demande formée dans le cas prévu par l'art. 841. — (Foy. Quet. de Lepage, pag. 564.)

2866. *La contrainte par corps est-elle la seule condamnation pénale qui puisse être prononcée contre le notaire ou dépositaire récalcitrant?*

Il peut, suivant les circonstances, être condamné aux dommages-intérêts de la partie, si son refus ou son retard avait porté préjudice à celle-ci. — (Foy. Demiau Crouilhac, pag. 521, et Prat., tom. 5, pag. 99.)

ART. 841. La partie qui vaudra obtenir copie d'un acte non enregistré, ou même resté imparfait, présentera sa requête au président du tribunal de première instance, sauf l'exécution des lois et réglemens relatifs à l'enregistrement.

T. 19 et 78. — Lois des 22 frim. an 7, art. 10, 19, 30, 35, 34, 35, 36, 41 et 65, et 26 vent. an 11, art. 53 et 68. — C. de P., art. 404, 844, 850.

2867. *Quant peut-on dire qu'un acte est resté imparfait?*

Un acte est resté imparfait, quand il n'a pas été souscrit par toutes les parties dont la signature était nécessaire. Dans une pareille circonstance, le notaire, comme le dit M. Loret, dans ses *Elémens de la science notariale*, tom. 1, pag. 366 et 367, n'a pas droit de supprimer cet acte, qui, sans être signé de toutes les parties, ne contient pas moins des conventions qui ont été faites en sa présence, et à l'exécution desquelles celui qui a signé a souvent intérêt de tenir; il ne peut cependant en délivrer d'expédition, même à la partie qui l'a signé, qu'en vertu de l'ordonnance prescrite par l'art. 841.

Les rédacteurs des *Annales du notariat*, expliquant l'art. 841, tom. 18, pag. 127 et suiv., ont prouvé, premièrement, l'erreur de ceux qui pensent qu'un acte reçu par un notaire est nul, s'il n'a pas été enregistré dans les délais légaux. L'enregistrement n'est en effet qu'une formalité intrinsèque, dont l'omission ne vicie point l'acte dans sa substance. Secondement, que la partie qui n'est point tenue du droit d'enregistrement, telle que le créancier, le vendeur, peut se faire délivrer copie de l'acte, en présentant requête au président, sauf l'exécution des lois relatives à l'enregistrement.

ART. 842. La délivrance sera faite, s'il y a lieu, en exécution de l'ordonnance mise en suite de la requête; et il en sera fait mention au bas de la copie délivrée.

2868. *L'ordonnance par laquelle le président ordonne la délivrance d'un acte imparfait ou non enregistré, est-elle si rigoureusement obligatoire pour le notaire, qu'il ne puisse refuser d'y obtempérer?*

Nous ne le pensons pas, par la raison que le législateur, dans l'art. 842, dit que la délivrance sera faite s'il y a lieu, et que, d'un autre côté, l'art. 843 dispose qu'en cas de refus, il en sera référé au président; ce qui suppose qu'il est des cas où il peut y avoir des motifs pour refuser d'obtempérer à l'ordonnance.

C'est au notaire ou dépositaire à bien réfléchir avant de refuser la délivrance, sur la nature de son excuse ou de son exception, afin de prévenir une demande en dommages-intérêts qui pourrait être formée contre lui, si le président jugeait en référé que cette excuse ou exception ne serait pas fondée.

2869. *Si le notaire consent à délivrer l'acte, doit-on lui laisser l'ordonnance?*

D'après l'art. 842, le notaire doit faire mention de cette ordonnance au bas de la copie délivrée; de la suite qu'il doit le conserver pour en justifier, s'il arrivait que cela fût nécessaire. — (Foy. Pigeon, tom. 2, pag. 334.)

M. Demiau Crouilhac, pag. 522, dit qu'il serait mieux et plus prudent de faire signifier l'ordonnance au notaire, pour, en cas de refus de sa part, le mettre à même d'en exprimer les motifs au bas de la signification; réponse sur laquelle on formerait le pourvoi en référé, d'après ce qui est indiqué, soit par l'art. 807, soit par l'art. 808.

Comme cette signification n'est point prescrite par la loi, il est certain qu'elle n'est pas nécessaire, et que si la partie qui a requis la délivrance d'un acte croit utile de le faire, les frais en doivent rester à sa charge.

ART. 843. En cas de refus de la part du notaire ou dépositaire, il en sera référé au président du tribunal de première instance.

C. de P., art. 806 et suiv.

DXXXVIII. Le motif de cet article est que le refus est présumé légitime jusqu'à la preuve du contraire, dont l'appréciation ne pouvait appartenir qu'au juge.

2870. *Quand le notaire ou dépositaire refuse de délivrer l'acte malgré l'ordonnance qui lui en ordonne, n'est-ce à lui à faire le référé?*

C'est à la partie qui a requis la délivrance à se pourvoir en référé, car il n'en est pas dans l'espèce dont il s'agit ici comme dans celles des art. 587, 787 et 944, qui veulent que le recours en référé ait lieu de la part de l'officier ministériel et par un procès-verbal qui contienne l'ordonnance du juge, qui le signe sans dresser lui-même un procès-verbal séparé.

M. Pigeau, tom. 2, pag. 333, donne une juste raison de cette différence entre les cas de ces articles et celui prévu par l'art. 843. C'est, dit-il, que, dans les premiers, les obstacles et difficultés viennent uniquement du côté des parties et non de celui de l'officier, lequel, étant neutre, conserve son impartialité d'homme public, et peut par conséquent constater ce qui se passe, tandis qu'il n'en est pas de même lorsque le notaire refusant se rend en quelque sorte partie, et ne pourrait opérer comme homme public.

ART. 844. La partie qui voudra se faire délivrer une seconde grosse, soit d'une minute d'acte, soit par forme d'ampliation (1) sur une grosse déposée, présentera, à cet effet, requête au président du tribunal de première instance : en vertu de l'ordonnance qui interviendra, elle fera sommation au notaire pour faire la délivrance à jour et heure indiqués, et aux parties intéressées, pour y être présentes; mention sera faite de cette ordonnance au bas de la seconde grosse, ainsi que de la somme pour laquelle on pourra exécuter, si la créance est acquittée ou cédée en partie (2).

(1) Les auteurs entendent par le mot *ampliation* la grosse d'un acte expédié sur la grosse principale déposée chez un notaire, pour en délivrer des copies aux parties intéressées, comme serait un des copartageants, avec déclaration de l'intérêt que chacun a dans la chose. — (Locré, *Esprit du Code de procéd.*, tom. 4, pag. 77.)

(2) JURISPRUDENCE.

1°. Le juge ne peut autoriser la partie à se faire délivrer une grosse d'un titre public, hors la présence de celui qui ce titre concerne. — (Paris, 17 therm. an 13, *Sirey* tom. 5, pag. 347.)

2°. Mais lorsqu'un mandat a été donné par acte public, le notaire ne peut refuser la délivrance d'une seconde expédition au mandataire, si le mandant ne s'y est pas formellement opposé. — (Même Cour, 2 mai 1808, *Sirey*, tom. 7, 2^e part., pag. 377.)

T. 29 et 78. — Ordonn. de 1539, art. 178. — Loi du 25 ventôse an 11, art. 26. — C. de P., art. 830, 854.

DXXXIX. Lorsqu'il s'agit d'une seconde grosse, l'ordre public exigeait que l'on imposât, comme le fait l'article ci-dessus, d'autres obligations que celles qui sont prescrites par les articles précédents; la raison en est qu'un second titre exécutoire ne peut être fourni sans connaître l'emploi qui a été fait du premier, et sans que les parties intéressées à contredire soient appelées à le faire, s'il y a lieu.

ART. 845. En cas de contestation, les parties se pourvoient en référé.

C. de P., art. 806 et suiv.

2871. *L'original de la sommation que l'on doit faire au notaire ou dépositaire, conformément à l'art. 844, doit-il être visé par lui?*

Oui, d'après l'art. 1039, qui veut que les assignations faites à des personnes publiques, proposées pour les recevoir, soient par elles visées sans frais sur l'original, et qu'en cas de refus de de leur part, elles le soient par le procureur du Roi. Il en est de même de l'assignation donnée au notaire, conformément à l'art. 839.

2872. *Quel est le délai qu'il faut accorder au notaire pour délivrer la seconde grosse, et aux parties intéressées pour être présentes à cette délivrance?*

La loi n'ayant déterminé aucun délai, il est laissé au choix du demandeur, qui peut n'indiquer que le plus bref, c'est-à-dire celui de vingt-quatre heures.

Cependant, dit M. Lepage, dans ses Questions, pag. 563, la raison veut que le délai déterminé par le demandeur soit augmenté du temps nécessaire pour que les parties les plus éloignées puissent franchir les distances qui les séparent du lieu où elles sont appelées.

Cette augmentation doit être dans la proportion légale d'un jour par trois myriamètres, conformément à l'art. 1033, qui augmente, dans cette proportion, le délai général pour les ajournements et sommations faits à personne ou à domicile.

2873. *Le notaire ou autre dépositaire doit-il constater, par un procès-verbal, la délivrance de la seconde grosse, le défaut de l'une des parties appelées ou l'opposition qu'elle aurait faite à la délivrance?*

Oui, ainsi qu'il est dit par M. Pigeau, tom. 2, pag. 331, et prouvé par M. Demiau Crouilhac, pag. 523.

Ce procès-verbal doit être inséré en tête de la seconde grosse, qui peut être délivrée notwithstanding la non comparution de l'une des parties appelées.

S'il en est constaté un dire consistant en ce que la créance n'est éteinte qu'en partie ou n'appartient pas en totalité à celui qui demande la grosse, le

dépositaire fait mention, au bas de la grosse, de la somme qui reste due, et pour laquelle seulement on pourra exécuter; s'il constate, au contraire, une opposition formelle et absolue à la délivrance, le notaire déclare au procès-verbal qu'il *délaisse les parties à se pourvoir ainsi qu'elles aviseront*; et c'est alors à la plus diligente d'entre elles à assigner en référé. — (Foy. *quest.* 2870^e.)

2874. *Est-ce vers le président ou vers le tribunal entier que l'on doit se pourvoir en référé?*

Suivant les auteurs du praticien, tom. 5, pag. 105, et M. Delaporte, tom. 2, pag. 396, ce serait devant le tribunal qu'on devrait se pourvoir en référé sur toute contestation, quelle qu'elle fût, qui s'élèverait à l'occasion de la délivrance de la seconde grosse.

Suivant M. Demiau Crouzillac, pag. 523, et M. Houtefeuille, pag. 473, on devrait, en tous les cas, se pourvoir en référé devant le président, sauf à ce magistrat à renvoyer à l'audience, lorsque la contestation serait fondée sur la libération du débiteur, résultant, soit de la représentation de la première grosse qu'il aurait entre les mains (voy. *Code civ.*, art. 1583), soit de toute autre cause.

Nous croyons cette dernière opinion exactement conforme à l'esprit du Code de procédure, qui, toutes les fois qu'il indique la voie du référé, sans exprimer que l'on devra se pourvoir devant le tribunal entier, suppose qu'on doit s'adresser au président, sauf à lui à renvoyer les parties à l'audience, dans les cas exprimés sur la *quest.* 2773^e.

2875. *Lorsque le président renvoie au tribunal, doit-on procéder sans écritures?*

Les parties devraient fournir des défenses, suivant M. Demiau Crouzillac, pag. 523; mais, d'après la solution de la première question, nous estimons qu'il y a lieu de procéder sommairement, parce que le tribunal ne fait que remplacer le président (voy. *notre quest.* 2773^e), et que d'ailleurs il y a *titre non contesté*, dans le sens que nous avons attribué à ces expressions. — (Foy. *quest.* 1470^e.)

ART. 846. Celui qui, dans le cours d'une instance, voudra se faire délivrer expédition ou extrait d'un acte dans lequel il n'aura pas été partie, se pourvoira ainsi qu'il va être réglé.

Loi du 25 vent. an 11, art. 23. — C. de P., art. 853. — *Sécul.*

BXL. Le cas prévu par cet article, et dans lequel, pendant le cours d'une instance, une expédition est demandée par une personne étrangère à l'acte, était la matière du titre des compulsoires de l'ordonnance de 1667. Ces formalités, comme on le verra par les dispositions suivantes, sont plus rigoureuses que celles qui sont prescrites par les

articles précédents. La justice, dans ce cas, ne devait admettre la demande des parties étrangères à l'acte, que sous les conditions nécessaires pour s'assurer de l'intérêt qu'elles peuvent avoir à cet acte, et avec toutes les précautions propres à empêcher que l'intérêt d'autrui n'en souffrit aucune lésion.

2876. *Résulte-t-il de la disposition de l'art. 846 que la demande afin de compulsoire ou d'expédition d'actes dans lesquels on n'a point été partie, ne puisse jamais être l'objet d'une action principale?*

En d'autres termes, le Code de procédure ne parle-t-il que du compulsoire demandé dans le cours d'une instance, faut-il en conclure qu'il prohibe le mode de compulsoire par action principale?

Sous l'empire de l'ordonnance de 1667, on pouvait, ainsi que l'atteste Jousse, sur l'art. 1^{er} du tit. 12, et Ruyard-Poullain, t. 10, p. 250, prendre cette voie avant aucune instance, soit qu'on eût été partie dans l'acte, soit qu'on ne l'eût pas été, même indirectement.

La seule formalité à remplir alors était de prendre une commission du seau, ou d'obtenir sur requête une ordonnance du juge, à laquelle les notaires ou les parties intéressées pouvaient faire opposition; cette opposition formée devenait le principe d'une procédure qui ne différait des autres que par la manière dont elle avait été introduite, mais qui n'en était pas moins une véritable procédure indépendante, une action principale, puisqu'il n'en existait aucune autre.

Aujourd'hui, dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 341, cela ne peut avoir lieu; il faut que l'instance soit ouverte, puisque l'art. 846 dit que celui qui, dans le cours d'une instance, voudra se faire délivrer expédition ou extrait..., devra se pourvoir....

M. Berriat Saint-Prix, pag. 660, not. 16, dit au contraire que l'art. 846 n'est point prohibitif, qu'il prescrit le compulsoire pour les demandes d'expéditions formées pendant une instance; mais qu'il ne le défend pas pour d'autres circonstances.

Deux arrêts de la Cour de Paris, l'un du 14 juillet 1809 (voy. *Biblioth. du barr.*, 2^e partie, 1809, 2^e année, pag. 319 et 320, et *Journal des arrêts*, tom. 1, pag. 172), ont consacré l'opinion de M. Pigeau: l'on peut donc regarder comme certain que l'art. 846 est prohibitif du compulsoire demandé par action principale, et par conséquent introductif d'un droit nouveau.

La raison de ce changement, dit M. Pigeau, *ubi supra*, est qu'il est possible que l'adversaire avoue le fait contenu dans l'acte, ou oppose des moyens qui en rendent la production inutile, et que l'on ne doit pénétrer dans le secret des actes faits entre des tiers, que lorsqu'on n'a pas d'autre moyen de se procurer la vérité.

2877. *Peut-on demander un compulsoire des*

lières et registres des particuliers qui ne sont notaires ni dépositaires?

Non, d'après un arrêt de la Cour de Rennes, du 21 juin 1811 (voy. *Journal des arrêts de cette Cour*, tom. 2, pag. 163 et 164), attendu que la loi n'autorise les compulsoires que vers les notaires et dépositaires.

Il s'agissait, dans l'espèce, d'une demande en compulsoire des registres et papiers d'un agent d'une des parties; registres et papiers dans lesquels le demandeur prétendait trouver la preuve d'un fait dont son adversaire contestait la vérité.

2878. *Le compulsoire peut-il être accordé par simple ordonnance du président?*

D'après l'art. 23 de la loi du 25 ventôse, il pouvait l'être; mais les art. 846 et 847 dérogeant évidemment à cette disposition, il faut obtenir jugement. C'est, en effet, au tribunal entier qu'il appartient d'ordonner tout ce qui est nécessaire pour le mettre en état de prononcer sur la cause dont il est saisi.

2879. *Le compulsoire ne doit-il être ordonné qu'autant que le titre a un rapport direct à l'objet en litige?*

Par arrêt du 27 juillet 1809, la Cour de Rennes (voy. *Jurisp. de cette Cour*, tom. 2, *Notices somm.*, pag. 36), a jugé cette question pour l'affirmative : d'où nous concluons qu'un compulsoire ne peut être ordonné, comme le dit aussi M. Demiau Crouilhac, page 525, qu'autant que l'acte doit influer essentiellement dans la cause.

ART. 847. La demande à fin de compulsoire sera formée par requête d'avoué à avoué : elle sera portée à l'audience sur un simple acte, et jugée sommairement sans aucune procédure (1).

T. 75.—Loi du 25 vent. an 11, art. 23.—C. de P., art. 404 et suiv.

2880. *Peut-on répondre à la requête par laquelle le compulsoire est demandé?*

Le Code garde le silence ; mais l'art. 75 du tarif décide la question, en disposant que le nombre de rôles de la requête en réponse ne peut jamais excéder celui fixé pour la requête en demande, c'est-à-dire six rôles.

2881. *La demande ou la procédure du compulsoire est-elle nécessairement suspendue des poursuites et du jugement du fond?*

M. Berriat Saint-Prix, pag. 661, not. 20, dit que le compulsoire ne doit point retarder le jugement du procès, parce que la partie doit s'implanter de ne l'avoir pas sollicité avant que la cause fût en état. Cette opinion est conforme

(1) JURISPRUDENCE.

Pour obtenir un compulsoire, il n'est pas nécessaire d'indiquer la date du titre recherché, et le nom du notaire qui l'a reçu. — (Paris, 1^{er} mars 1809, *Sirey*, tom. 12, pag. 999.)

à celle de Rodier, sur l'art. 1^{er} du tit. 12 de l'ordonnance.

Il suit de là, à contrario, et c'est aussi ce que pensaient Bornier et Serpillon, sur le même article, que si le compulsoire a été permis contradictoirement comme une instruction préalable, il suspend nécessairement le jugement.

ART. 848. Le jugement sera exécutoire, nonobstant appel ou opposition.

C. de P., art. 155 et suiv.

2882. *Est-il une circonstance dans laquelle, nonobstant la disposition de l'article 848, l'exécution du jugement qui ordonnerait un compulsoire pourrait être arrêtée?*

Ce n'est qu'à l'égard des parties que cette disposition, d'après laquelle un semblable jugement est exécutoire, nonobstant appel ou opposition, peut être applicable; elle ne l'est pas au fonctionnaire qui, aux termes de l'art. 851, est autorisé de plein droit à refuser l'expédition, jusqu'à ce qu'il ait été pleinement satisfait des frais et déboursés de la minute de l'acte.

2883. *Que faut-il pour que le jugement qui ordonne le compulsoire puisse être exécuté?*

Il faut qu'il ait été signifié à avoué, à la partie, au dépositaire, et à toutes les personnes intéressées dans l'acte, encore bien qu'elles ne fussent pas parties dans la contestation. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 343.)

ART. 848. Les procès-verbaux de compulsoire ou collation seront dressés et l'expédition ou copie délivrée par le notaire ou dépositaire, à moins que le tribunal qui l'aura ordonné n'ait commis un de ses membres, ou tout autre juge du tribunal de première instance ou un autre notaire (2).

T. 168.—Loi du 25 vent. an 11, art. 24.

2884. *Est-ce toujours au poursuivant à indiquer le jour et l'heure auxquels le compulsoire aura lieu?*

Si le compulsoire doit être fait par un juge, on ne peut le provoquer qu'après avoir obtenu, sur requête qu'on lui présente, une ordonnance dans laquelle il indique le jour et l'heure; mais s'il doit l'être par un notaire, les jour et heure sont indiqués par le poursuivant, dans le som-

(2) JURISPRUDENCE.

La vérification ordonnée par un tribunal de commerce, et faite par un juge commis, des livres et papiers d'un négociant, ne peut être assimilée au compulsoire dont il s'agit au Code de procédure. Ainsi cette vérification ne serait pas nulle pour défaut de présence ou d'estimation de l'un des parties, quoique le jugement portât qu'elle serait faite parties présentes ou dûment appelées. — (Paris, 28 août 1813, *Sirey*, tom. 14, pag. 261.)

mation qu'il fait au notaire, et à toutes les parties, afin d'exécution du jugement.

2885. *Si le tribunal a commis un juge pour procéder au compulsoire, ce juge doit-il se transporter dans l'étude du notaire, pour valuer au fait de sa commission ?*

L'art. 1040 du Code de procédure veut que tous les actes et procès-verbaux du ministère du juge soient faits au lieu où siège le tribunal, et que le juge soit toujours assisté de son greffier.

Il suit de là, comme le disent M. Demiau Crouilhac, pag. 527, et M. Loret, dans ses *Éléments de la science du notariat*, tom. 1, pag. 576, que le notaire, possesseur de la minute, doit se faire l'apport au lieu où le juge doit procéder, et que le greffier doit écrire, sous la dictée de celui-ci, le procès-verbal de compulsoire.

Si, au contraire, le commissaire au compulsoire est un notaire, et que le dépositaire de la pièce soit également un notaire, comme ce dernier ne peut être contraint de déplacer ses minutes, si ce n'est pour les produire au justice, le commissaire et les parties doivent se transporter chez lui, par suite de la sommation qui leur est faite après signification du jugement, ainsi que nous l'avons dit sur la précédente question.

ART. 850. Dans tous les cas, les parties pourront assister au procès-verbal, et y insérer tels dires qu'elles aviseront.

T. 92.

2886. *Si toutes les parties ne se sont pas présentées au procès-verbal, l'opération n'en a-t-elle pas moins lieu ?*

Cette absence de quelques-unes des parties ne saurait arrêter l'opération, puisque l'art. 850 n'exige point leur présence, et se borne à dire qu'elles pourront assister au procès-verbal. — (Voy. Rodier, sur l'art. 3, tit. 12 de l'ordonnance.)

Mais on sent qu'il convient de ne pas procéder à l'heure même fixée par la sommation.

L'ordonnance de 1667, art. 2, accordait une heure de surséance, et bien que le Code n'ait point répété cette disposition, la considération qu'une partie qui ne se présente pas strictement à l'heure indiquée, peut comparaitre quelques instants après, a fait introduire l'usage de surseoir pendant une heure au moins après l'échéance de l'heure fixée dans la sommation. — (Voy. Demiau Crouilhac, pag. 427.)

2887. *Si l'une des parties présentes au compulsoire n'a point été partie au jugement qui l'ordonne, et qu'elle fasse insérer au procès-verbal une opposition formelle, peut-on néanmoins passer outre ?*

En cette circonstance, où le jugement qu'il s'agit d'exécuter n'a point été rendu contradictoirement avec l'opposant, nous estimons que son opposition forme obstacle au compulsoire jusqu'à ce qu'il ait été provisoirement prononcé

par le juge du référé. — (Arg. des art. 843, 845 et 852; Pigeau, tom. 2, pag. 343 et 344.)

2888. *L'assistance d'un avoué est-elle nécessaire lors du procès-verbal de compulsoire ou collation de pièces ?*

Elle est nécessaire, tant de la part du requérant que de ceux qui sont parties au jugement, à cause des dires à faire et du référé qui peut avoir lieu : aussi l'art. 92 du tarif passe-t-il un droit par vacation.

ART. 851. Si les frais et déboursés de la minute de l'acte sont dus au dépositaire, il pourra refuser expédition tant qu'il ne sera pas payé desdits frais, outre ceux d'expédition.

T. 164.

2889. *Le notaire ou dépositaire pourrait-il lui-même s'opposer au compulsoire ?*

Il le pourrait, dans le cas, par exemple, où l'on n'aurait pas appelé quelques-unes des personnes qui figureraient dans l'acte, ou si les frais de la minute et de l'expédition à délivrer n'avaient pas été payés. — (Voy. art. 851, et Pigeau, *ubi supra*, pag. 344.)

ART. 852. Les parties pourront collationner l'expédition ou copie à la minute, dont lecture sera faite par leur dépositaire : si elles prétendent qu'elles ne sont pas conformes, il en sera référé, à jour indiqué par le procès-verbal, au président du tribunal, lequel fera la collation; à cet effet, le dépositaire sera tenu d'apporter la minute.

Les frais du procès-verbal, ainsi que ceux du transport du dépositaire, seront avancés par le requérant.

T. 168.—C. C., art. 46.—C. de P., art. 301, 319.

2890. *Lorsqu'il y a pourvoi en référé à l'occasion de la collation de l'expédition ou copie à la minute, est-ce le président qui doit dresser le procès-verbal de collation ?*

On pourrait croire, par ces mots de l'art. 852, *le président fera la collation*, qu'il doit se borner à comparer l'expédition ou la copie avec la minute, et que le notaire ou dépositaire n'en doit pas moins dresser le procès-verbal, conformément aux premiers mots de l'art. 849 du Code de procédure, et de l'article 24 de la loi du 25 ventôse an 11.

Mais nous croyons au contraire, avec M. Pigeau, tom. 2, pag. 345, qu'il y a lieu de décider, quoique la difficulté soit élevée par les parties, que le procès-verbal doit être dressé par le juge assisté de son greffier, et non par le notaire, attendu qu'étant inculpé par le reproche de non conformité de l'expédition à la minute, il n'est pas neutre, et ne peut être présumé impartial.

Cette opinion trouverait d'ailleurs un appui dans les derniers termes de l'article 849, qui n'autorise évidemment le tribunal à nommer un commissaire pour dresser le procès-verbal de compulsoire à la place du notaire, qu'en considération des cas où l'on pourrait craindre quelque partialité ou infidélité de la part du notaire ou autre dépositaire.

ART. 853. Les greffiers et dépositaires des registres publics en délivreront, sans ordonnance de justice, expédition, copie ou extrait à tous requérans, à la charge de leurs droits, à peine de dépens, dommages et intérêts (1).

Ordon. du 1867, tit. 20, art. 18.—Déclarat. de 1786, art. 33.—Lett. du 20 sept. 1793, art. 14.—C. C., art. 45.—C. de P., art. 154.

ART. 854. Une seconde expédition exécutoire d'un jugement ne sera délivrée à la même partie qu'en vertu d'ordonnance du président du tribunal ou il aura été rendu.

Seront observées les formalités prescrites pour la délivrance des secondes grosses des actes devant notaires.

T. 78.—C. de P., art. 844 et 845.—Voy. le commentaire de l'art. 844.

DXLI. La loi n'exige point que celui qui veut se procurer expédition, copie ou extrait d'actes consignés dans des registres publics, tels, par exemple, que ceux de l'état civil, lesquels sont nuyés, à tout le monde, justifie de son intérêt. L'art. 16 du tit. 20 de l'ordonnance de 1667 donnait également une extrême facilité pour cet objet; et l'art. 853 la maintient, parce qu'elle lui est imposée par les besoins journaliers de la vie civile, et qu'on n'a pas à craindre plus d'inconvénients en autorisant de donner la copie d'un acte consigné dans un registre public, qu'on n'en a redouté en établissant la publicité de ce registre.

Mais il doit en être de la seconde expédition d'un jugement comme de celle d'un acte notarié, lorsque les parties requièrent qu'elle soit revêtue de la forme exécutoire. De là les dispositions de l'art. 854.

2891. *Que signifient ces mots de l'art. 853, à la charge de leurs droits?*

Ils signifient que les greffiers et dépositaires

(1) JURISPRUDENCE.

La voie de compulsoire n'est pas celle que l'on doit prendre pour obtenir expédition d'actes déposés dans un greffe, un greffe étant un dépôt public ouvert à tout le monde (voy. *supra*, n° 2861), et dont chacun, par conséquent, peut retirer des expéditions. Le greffier, qui se refusait à se délivrer ses, pouvait, après sommation, être condamné même par corps. — (Colmar, 14 juin 1816, *Sirey*, tom. 15, pag. 135.)

de registres publics ne sont tenus d'en délivrer des expéditions, copies ou extraits, que sous la condition qu'on leur paiera sur-le-champ les honoraires qui leur sont dus à raison de ces actes et copies.

2892. *Les greffiers peuvent-ils délivrer à tout requérant expédition ou copie d'un jugement?*

Nous l'avons supposé sur la question 2861^{re}, et M. Pigeau, tom. 2, pag. 345, dit aussi d'une manière formelle que la faculté qu'ont les tiers de se faire délivrer, sans qu'il soit besoin de compulsoire, copie ou expédition d'un acte consigné dans les registres publics, s'étend aux expéditions de jugemens que les tiers peuvent se faire délivrer, soit pour se servir dans leurs procès, en faisant voir que la question a déjà été jugée en leur faveur, soit pour autre cause; mais toutefois il ne faut pas perdre de vue, d'après la disposition de l'art. 854, que l'expédition ne peut être délivrée sans ordonnance du président, si elle doit porter la formule exécutoire.

ART. 855. Celui qui voudra faire ordonner la rectification d'un acte de l'état civil, présentera requête au président du tribunal de première instance.

T. 78.—C. C., art. 99 et 100.

DXLII. Ici, où le législateur, après avoir réglé ce qui touche à la simple expédition des actes, s'occupe de ce qui regarde la rectification de ceux de l'état civil, la matière s'agrandit: l'état des personnes, les grands intérêts de la société, tout réclame l'intervention de la justice avec les solennités introduites pour le maintien de l'ordre public. Ainsi, les registres, qu'il est du premier devoir du dépositaire de conserver intacts, ne peuvent subir la même rectification qu'avec la plus grande circonspection. Le législateur y pourvoit par l'article ci-dessus, et par les dispositions tutélaires que renferment les suivans.

2893. *Quel est le tribunal qui doit connaître des demandes en rectification?*

Cette question ne présente aucune difficulté, lorsque la demande en rectification est incidente; car l'art. 856 veut que les parties soient appelées par acte d'avoué à avoué, il est évident que c'est au tribunal saisi de la contestation principale qu'il appartient de connaître de l'incident.

Mais supposons que la demande en rectification soit formée par action principale, nulle disposition, soit du Code civil, soit du Code de procédure, ne décide la question que nous avons posée. L'art. 99 du premier porte qu'il faut s'adresser au tribunal compétent, et nulle part on ne voit quel sera ce tribunal, soit dans le cas où il n'y a d'autre partie que le demandeur en rectification, soit quand celui-ci appelle les parties intéressées.

Dans le premier cas, nous croyons incontestable que la demande doit être portée devant le tribunal au greffe duquel les registres sont déposés; car aucun défendeur ne se trouvant en cause, il n'y a pas lieu à l'application du principe *actor sequitur forum rei*, et conséquemment il est naturel, dans le silence de la loi, de préférer le tribunal dans le ressort duquel l'acte a été passé, qui a dans son greffe le registre à rectifier, et où se trouvent vraisemblablement les plus proches parents et les autres personnes qu'il pourrait être utile et nécessaire d'entendre avant de statuer sur la rectification.

Dans le second cas, il faut distinguer : 1°. Le demandeur en rectification assigne-t-il tout d'abord les parties intéressées? L'on pourrait être qu'alors il doit se pourvoir devant le tribunal du lieu de leur domicile, parce que sa demande est personnelle.

Tel est le sentiment de M. Lapage, dans ses Questions, pag. 569. Mais si l'on considère, outre les raisons exposées ci-dessus, que les registres de l'état civil ne peuvent être déplacés, et qu'il peut arriver que le juge ait besoin de les voir pour prononcer, on reconnaît sans doute que c'est au tribunal au greffe duquel ils sont déposés que le demandeur en vérification doit se pourvoir.

2°. Le demandeur a-t-il cru, au contraire, qu'il n'y a lieu à appeler personne, et n'est-il obligé de mettre quelqu'un en cause qu'en vertu de jugement du tribunal qu'il a saisi de sa demande?

Il nous paraît certain qu'en ce cas ce jugement ne doit pas être considéré, ainsi que M. Lapage, *ubi supra*, le maintient, comme un jugement de renvoi au tribunal du domicile des parties, qu'il devient nécessaire d'intimer. Leur mise en cause exige, dans notre opinion, l'application des principes généraux, d'après lesquels tout incident appartient au tribunal saisi du principal : il faut donc, en cette circonstance, que le demandeur assigne les parties à intimer, et quelque part qu'elles demeurent, devant le tribunal qui a prononcé l'avant-faire droit, et, conformément à l'art. 856, il les assigne par exploit contenant ses conclusions en rectification dirigées contre elles.

Tel est aussi l'avis de notre savant collègue M. Toulhier, dans son Droit civil français, tom. I, pag. 180 et 181. Il dit, en termes formels et sans aucune distinction, que la compétence, dans l'espèce qui nous occupe, appartient au tribunal du greffe auquel le registre a été ou doit être déposé.

Art. 856. Il y sera statué sur rapport, et sur les conclusions du *ministère public* (1). Les juges ordonneront, s'ils l'es-

(1) Soit qu'il y ait instance ou non (*Exposé des motifs*), c'est-à-dire soit qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas contestation.

timent convenable que les parties intéressées seront appelées, et que le conseil de famille sera préalablement convoqué.

S'il y a lieu d'appeler les parties intéressées, la demande sera formée par exploit, sans préliminaire de conciliation.

Elle le sera par acte d'avoue, si les parties sont en instance.

T. 29 et 71. — Rég. de 30 mars 1808, art. 60. — C. C. art. 54. — C. de P., art. 49, 858 et suiv.

2894. Quelles sont les parties que la loi entend désigner par ces mots PARTIES INTERESSÉES?

Ce sont celles qui auraient intérêt à attaquer ou à défendre l'état de l'individu ou l'acte qu'il rapporte, le père, la mère, le frère, la sœur ou tout autre parent.

En un mot, ce sont ceux qui ont droit de contester les prétentions du demandeur en rectification, et qui, conséquemment, sont ses contradicteurs légitimes. — (Voy. Prat. civ., t. 5, p. 111.)

2895. Les parties intéressées peuvent-elles être appelées en vertu d'une ordonnance du président rendue sur les conclusions du ministère public?

Non sans doute, puisque l'art. 856 dispose que les juges ordonneront, s'ils l'estiment convenable, que les parties intéressées seront appelées : c'est donc le tribunal seul qui peut ordonner leur citation en cause; c'est un jugement qu'il faut, et non pas une ordonnance.

Si l'art. 855 veut que la requête soit présentée au président, ce n'est qu'afin qu'il fasse son rapport; et il ne peut rien ordonner auparavant, si ce n'est la communication de la requête au ministère public.

Ainsi, M. Demiau, pag. 530, a raison d'observer que M. Comaille s'est trompé, lorsqu'il a donné, dans son nouveau Traité de procédure, tom. 5, pag. 95, une formule suivant laquelle le président ordonnerait seul, et au bas de la requête, la vocation en cause des plus proches parents, requise par le procureur du Roi.

2896. Le procureur du Roi peut-il d'office requérir une rectification des registres de l'état civil?

Non; les procureurs du Roi n'ont la voie d'action que dans le seul intérêt de la loi, et afin de poursuivre simplement les contraventions commises dans la tenue des registres.

Ils ne peuvent donc demander la correction des actes que ces registres renferment, et il n'appartient qu'aux parties intéressées d'introduire une action en rectification de ces actes.

A la vérité, les art. 99 du Code civil, et 856 du Code de procédure, exigent les conclusions du procureur du Roi sur les demandes de cette espèce; mais son ministère ne l'autorise pas à les former lui-même. — (Voy. l'avis du Con-

soit d'état, du 13 niedae nm 10, Bulletin des lois, 3^e série, tom. 7, pag. 81.)

2897. *Mais si le ministère public ne peut ouvrir l'action en rectification, le tribunal ne peut-il pas du moins ordonner d'office une rectification, en prononçant, contradictoirement avec les parties intéressées sur les intérêts civils, une décision qui suppose la nécessité de la rectification ?*

L'affirmative a été jugée par un arrêt de la Cour de cassation, du 19 juillet 1809. — (Voy. Jurisprudence du Code civ., tom. 14, pag. 389.)

Ce même arrêt suppose que la rectification peut être ordonnée par un tribunal autre que celui dans le ressort duquel l'acte aurait été inscrit.

C'est qu'en effet on se trouve en ce cas sous l'application des principes concernant les demandes en rectification formées incidemment à une autre demande.

Nous remarquerons qu'une telle décision n'est point en opposition avec l'avis du Conseil d'état que nous venons de citer sur la question précédente : autre chose est une action qui serait dirigée par le ministère public sans le concours des parties intéressées ; autre chose est un jugement rendu entre ces mêmes parties présentes en cause.

2898. *S'il s'agit, non pas de rectifier les registres, mais de réparer une omission, doit-on procéder de la manière prescrite par le Code de procédure ?*

On doit procéder de cette manière, d'après un avis du Conseil d'état, du 12 brumaire an 11 (voy. Bulletin des lois, 3^e série, tom. 7, pag. 93), lorsqu'il s'agit de réparer, sur les registres, l'omission d'un acte pour l'inscription duquel on n'aurait fait à l'officier de l'état civil qu'une déclaration tardive après l'écoulement des délais prescrits.

2899. *Est-on obligé de se pourvoir en rectification, lorsqu'il ne s'agit que de faire corriger quelques erreurs, comme omission de prénoms ou une orthographe différente dans les noms des personnes mentionnées dans l'acte de l'état civil ?*

Non, d'après un avis du Conseil d'état, du 17 mars 1808, approuvé le 30 (voy. Bulletin des lois, 4^e série, tom. 8, pag. 252), lequel contient les règles à suivre pour suppléer en ce cas aux effets d'un jugement de rectification.

Mais il faut observer que si l'on peut, dans les cas prévus par cet avis, se dispenser de former une demande en rectification, il ne faut pas en conclure que cette demande soit interdite dans ces mêmes cas, si les parties intéressées estiment qu'il est de leur intérêt de la former.

ART. 857. Aucune rectification, aucun changement, ne pourront être faits sur l'acte; mais les jugemens de rectification seront inscrits sur les registres par l'officier de l'état civil, aussitôt qu'ils lui auront été remis : mention en sera faite

on marge de l'acte réformé; et l'acte ne sera plus délivré qu'avec les rectifications ordonnées, à peine de tous dommages-intérêts contre l'officier qui l'aurait délivré.

Declarat. du 9 avril 1756, art. 50. — Avis du Conseil d'état de mars 1808. — C. C., art. 49, 99, 101, 2150.

2900. *Pourrait-on se borner à délivrer l'acte dans son état primitif, mais avec la mention expresse de sa rectification ? Ne doit-on pas au contraire délivrer l'acte comme si les rectifications n'eussent été opérées sur le registre ?*

Voici comment M. Demiau Crouilhac, p. 531, dit que l'article 857 doit être exécuté :

« Il faut que l'officier public inscrive le jugement sur le registre de l'année à laquelle l'acte se rapporte, eu sur le registre courant, s'il n'y avait pas d'espace au premier, et qu'il mentionne en outre en jugement à la marge, à côté de l'acte rectifié, en indiquant le registre et le folio du registre sur lequel le jugement a été transcrit : cette note marginale est destinée à faciliter la recherche du jugement lors de l'expédition de l'acte.

« Comme il faut que les doubles des registres de l'état civil soient uniformes, l'art. 49 du Code civil veut que l'officier public donne avis de cette opération, dans les trois jours où elle a été faite, au procureur du Roi, afin qu'il veille à ce qu'elle soit faite de la même manière par le greffier du tribunal, sur les registres qui sont déposés au greffe.

« Dans aucun cas il ne faut se permettre aucune rature, aucune correction sur l'acte même : il faut qu'il subsiste tel qu'il est; mais lorsqu'un l'expédie, cette expédition doit présenter l'acte tel que le tribunal n'ordonne qu'il fut.

Tous les autres commentateurs se sont bornés à répéter la disposition de l'art. 457.

Mais un avis du Conseil d'état, du 4 mars 1808 (voy. Bulletin des lois, tom. 8, 4^e série, pag. 137), nous paraît évidemment contraire à l'opinion de M. Demiau Crouilhac, puisqu'il est ordonné, par cet avis, à tous dépositaires de registres de l'état civil de délivrer aux parties les expéditions de l'acte réformé, avec mention expresse de sa rectification; ce qui exprime formellement qu'aucune rectification, qu'aucun changement ne peuvent être faits dans l'expédition, qui doit être absolument conforme, d'un côté à l'original, et de l'autre au registre, en ce qu'elle porte la mention de sa rectification.

C'est en ce sens que l'en doit entendre ces mots de l'art. 857, l'acte ne sera délivré qu'avec les rectifications ordonnées.

2901. *Si, contrairement à la décision précédente, on avait fait, dans le corps de l'expédition, les rectifications et changements résultant du jugement, cette expédition n'en ferait-*

elle pas moins foi de son contenu en justice, encore bien qu'elle ne contint pas la mention de la rectification?

Queique cette expédition ne fût pas régulière, d'après l'avis du Conseil d'état cité sur la précédente question, néanmoins, comme elle serait authentique, elle formerait un titre suffisant pour fixer et assurer l'état de l'individu qui la présenterait, et ferait foi en sa faveur, tant qu'elle ne serait pas attaquée comme fautive. — (Foy. *arrêt de la Cour de cass.*, du 19 juillet 1809, cité sur la quest. 2897^e.)

Maïs cette expédition ne pourrait être déclarée fautive qu'autant qu'elle contiendrait des rectifications ou changements qui ne seraient pas autorisés par la loi.

ART. 858. Dans le cas où il n'y aurait d'autre partie que le demandeur en rectification, et où il croirait avoir à se plaindre du jugement, il pourra, dans les trois mois depuis la date de ce jugement, se pourvoir à la Cour d'appel, en présentant au président une requête, sur laquelle sera indiqué un jour auquel il sera statué à l'audience sur les conclusions du ministère public (1).

T. 150.—C. de P., art. 443 et suiv.

2902. *Si le jugement n'a été rendu, soit contradictoirement avec les parties intéressées, soit par défaut sur assignation de ces parties, quels seraient le délai et les formalités de l'appel?*

Il n'est pas besoin de dire que tout jugement qui ordonne ou refuse une rectification est sujet à l'appel, non-seulement parce qu'en ne saurait déterminer son valeur à la demande, mais encore parce que cette demande tient à l'état des personnes.

Telle est d'ailleurs la disposition de l'art. 99 du Code civil. Quand il n'y aura d'autres parties que le demandeur en rectification, dit l'art. 858 du Code de procédure, il pourra, dans les trois mois, depuis la date du jugement, se pourvoir à la Cour d'appel, en présentant une requête sur laquelle sera indiqué un jour auquel il sera statué à l'audience sur les conclusions du ministère public.

Il résulte de cette disposition que si des parties intéressées ont été mises en cause, il faut suivre les règles ordinaires; et conséquemment le délai de l'appel, qui est toujours de trois mois, ne commence à courir que du jour de la signification du jugement, et l'appel doit être interjeté par exploit. — (Foy. *article 443 et 458.*)

Maïs nous avons entendu soutenir, et telle paraît être l'opinion de M. Themines Desmurs, pag. 312, que si le tribunal avait ordonné

de mettre en cause des parties intéressées qui n'auraient pas comparu, le demandeur pourrait se pourvoir dans la forme prescrite par l'article 858, parce qu'il aurait été seul partie dans l'instance.

Nous ne croyons pas cette opinion fondée; car il est de principe général que ceux qui laissent défaut n'en sont pas moins parties dans l'instance; que le jugement est rendu contre eux ou en leur faveur; qu'ils peuvent l'appeler de même qu'on peut l'exécuter contre eux.

Or, ce principe se trouve répété sur la matière même dont il s'agit ici, dans l'art. 100 du Code civil, portant que le jugement de rectification ne pourra, dans aucun temps, être opposé aux parties intéressées qui se l'auraient peut requies ou qui n'y auraient point été appelées.

Il suffit donc qu'une personne ait été appelée au jugement de rectification pour qu'elle se considère comme y ayant été partie, et, par conséquent, l'art. 858 du Code civil cesse, comme nous venons de le dire, d'être applicable en faveur du demandeur: il faut en revenir aux règles générales.

2903. *Doit-on juger en appel, comme en première instance, sur rapport du président?*

Non, puisque l'art. 858 ne l'exige pas. Ainsi, au jour indiqué, l'avocat de l'appelant expose ses griefs, la ministère public conclut et la Cour prononce. — (Foy. *Pigeon*, tom. 2, pag. 348.)

TITRE VI.

De quelques dispositions relatives à l'envoi en possession des biens d'un absent.

L'art. 112 du Code civil veut que le tribunal de première instance statue, d'après la demande des parties intéressées, sur les moyens de pourvoir à l'administration des biens laissés par une personne présumée absente; d'un autre côté, les bénéficiaires de celle qui est déclarée telle, peuvent, aux termes de l'article 120, se faire envoyer en possession provisoire de ses biens.

Maïs ces deux articles n'ont point déterminé le mode suivant lequel leurs dispositions seraient exécutées; le Code y supplée en ce titre par celles des articles 859 et 860, et complète ainsi toutes les règles de procédure que le Code civil avait tracées lui-même, en posant les principes relatifs à l'absence présumée ou déclarée (2).

(2) La loi du 13 janvier 1817 contient des dispositions concernant les moyens de constater le sort des militaires absents. (Foy. *Bullet. des lois*, 7^e série, tom. 4, pag. 33, numéro 15; du *Bullet.*, et 1550 des lois.) Avant la publication de cette loi, tout militaire à dû être considéré comme vivant, aux termes de la loi du 11 ventôse an 7; et par conséquent, les tribunaux ont dû rejeter les demandes en pétition d'hérédité, formées par ceux qui auraient été appelés à recueillir au défaut d'un militaire. — (Cassat., 9 mars

(1) Ainsi le ministère public ne doit point être intime sur l'appel.

ART. 839. Dans le cas prévu par l'article 112 du Code civil, et pour y faire statuer, il sera présentée requête au président du tribunal. Sur cette requête, à laquelle seront joints les pièces et documents, le président commettra un juge pour faire le rapport au jour indiqué; et ce jugement sera prononcé après avoir entendu le procureur du roi.

T. 75. — C. C., art. 114. — Égl. du 30 mars 1805, art. 60.

2904. Quel est le tribunal qui doit statuer, soit afin de pourvoir à l'administration des biens d'un absent, conformément à l'article 112 du Code civil, soit sur l'envoi en possession de ses biens, conformément à l'article 120 du même Code ?

Suivant M. Demiau Crouilhac, pag. 533, ce tribunal serait indifféremment ou celui du lieu du dernier domicile qui a précédé la disparition de l'individu présumé ou déclaré absent, ou celui de la situation des biens. Mais nous remarquerons, d'après la discussion qui eut lieu au Conseil d'état, dans la séance du 4 frimaire an 10 (voy. *Esprit du Code civil*, par M. Loaré, tom. 2, pag. 301 et suiv.), qu'il faut s'adresser d'abord au tribunal de première instance du dernier domicile, pour faire juger qu'il y a nécessité de pourvoir aux intérêts de l'absent présumé, et que, d'après ce jugement, chaque tribunal doit pourvoir à l'administration des biens situés dans son ressort. — (Voyez M. Toullier, *Droit civil français*, tom. 1, pag. 201.)

Quant à la demande d'envoi en possession provisoire, on est généralement d'avis qu'elle doit être portée devant le tribunal du domicile de l'absent; tel est aussi le sentiment de M. Proudhon, tom. 1, pag. 156, et de M. Toullier, tom. 1, pag. 219. C'est, dit-il, devant le tribunal qui a déclaré l'absence que l'héritier présomptif doit se présenter pour obtenir l'envoi en possession; or, il est évident que la demande en déclaration d'absence doit être portée devant le tribunal de l'ancien domicile, soit parce qu'elle donne lieu à l'ouverture provisoire de la succession (voyez *Code civil*, art. 110 et 822), soit parce qu'elle fait naître une question d'état personnel (art. 116); soit enfin parce que c'est au lieu de l'ancien domicile que les relations de résidence, les liaisons de parenté et d'alliance, les rapports d'intérêts, d'amitié de l'absent, indiquent qu'on peut le plus sûrement informer sur son sort.

Quoi qu'il en soit, ou a élevé des doutes sur la compétence du tribunal du domicile, relativement à l'envoi en possession provisoire. On a pensé que l'action tendant à cet envoi participait de la nature des actions réelles, en ce qu'elle

avait des biens pour objet; mais cette opinion doit céder à la considération que l'action dont il s'agit n'est qu'une suite et comme une exécution de la déclaration d'absence, et que d'ailleurs il s'agit, comme dit M. Proudhon, d'une succession provisoire à l'égard de laquelle le dernier domicile du défunt fixe la compétence du juge, d'après la disposition formelle de l'article 110 du Code civil. — (Voy. Pigeon, tom. 2, pag. 320.)

2905. En quoi doivent consister les pièces et documents qu'il faut joindre à la requête expostive des demandes formées dans les cas prévus par les art. 112 et 120 du Code civil ?

Dans le cas prévu par l'article 112, on doit joindre à la requête tous actes, quels qu'ils soient, qui tendraient à constater la disparition de l'individu dont on se propose d'établir la présomption d'absence; par exemple, une déclaration de parents ou voisins, un procès-verbal d'apposition ou levée des scellés, un certificat du commissaire de police du quartier. Si l'on ne peut fournir de tels actes, on y supplée par un acte de notoriété, contenant une déclaration de la disparition, donnée par quatre témoins appelés d'office par le juge de paix du lieu du dernier domicile de l'absent. — (*Argument* de l'art. 135.)

Dans le cas prévu par l'art. 120, ceux, quels qu'ils soient, qui demandent l'envoi en possession, doivent nécessairement joindre à leur requête le jugement qui a déclaré l'absence, et tous les actes qui sont de nature à prouver leur qualité.

Au reste, on sent que si la loi n'a pas indiqué la nature des pièces à produire, c'est parce que les circonstances seules déterminent en général celles qui doivent être présentées. — (V. Pigeon, tom. 2, pag. 317 et 322, et Demiau Crouilhac, pag. 433.)

2906. Quelles sont les personnes qui doivent être considérées comme intéressées à demander, conformément à l'art. 112 du Code civil, qu'il soit pourvu à l'administration des biens de l'absent ?

D'après M. Loaré, tom. 1, pag. 323 et 324, M. Toullier, tom. 1, pag. 204, et M. Proudhon, pag. 131, on ne doit entendre, par ces expressions de l'art. 112, *parties intéressées*, que les créanciers ou associés de l'absent, les communiens possédant quelques biens indivis avec lui, le fermier à l'égard du maître, et le maître à l'égard du fermier; en un mot, les tiers qui ont un intérêt né et actuel à exercer une action en concurrence avec l'absent présumé ou contre lui.

Mais on ne pourrait, suivant les mêmes auteurs, appliquer ces expressions ni aux amis qui, sans être réellement intéressés dans les affaires de l'absent, prendraient un intérêt d'affection sur son sort, ni aux parents qui, en qualité d'héritiers, ne peuvent avoir intérêt, quand il n'y a encore ni droit de succession ouvert à leur profit, ni action pour en provoquer l'ouverture.

Nous pensons aussi que des amis, guidés par un simple motif d'affection, ne seraient pas re-

cevables à provoquer directement une mesure concernant l'administration des biens d'un présumé absent.

Ils ne peuvent qu stimuler le ministère public par voie de réquisition, afin qu'il agisse dans l'intérêt de cet absent.

Mais nous ne croyons pas que l'action directe soit interdite aux héritiers présomptifs; ils sont intéressés à agir pour la conservation des biens de cet absent; et c'est à tort, du moins dans notre opinion, que l'on oppose qu'il faut avoir, pour former une action, un intérêt né et actuel, tandis que des successeurs n'ont qu'un intérêt éventuel.

Il est de principe en effet qu'on peut intenter une action *conservatoire*, quand on n'a qu'un intérêt éventuel, toutes les fois qu'il est démontré que cet intérêt peut se réaliser légalement. Or, les demandes qui seraient formées d'après l'art. 112 constituant des actions vraiment *conservatoires*.

D'ailleurs, ces expressions, *parties intéressées*, n'étant point restreintes par la loi, nous paraissent par cela seul comprendre tous ceux qui ont intérêt à agir, et qui ont des droits certains et même éventuels.

Ainsi, non-seulement les créanciers, l'époux commun en biens, les héritiers présomptifs, mais encore les légataires et donataires, enfin, toutes les personnes que les auteurs précités regardent eux-mêmes comme étant comprises sous les mêmes expressions, dans l'article 115, ainsi que tous ceux qui ont un droit soumis à la condition du décès, peuvent, selon nous, provoquer directement des mesures d'administration, de même qu'ils peuvent poursuivre la déclaration d'absence.

Tel nous paraît être aussi l'avis de M. Merlin.

On lit en effet au nouveau Répertoire, au mot *absent*, tom. 1, pag. 29, que si, avant le temps déterminé pour demander le partage provisionnel, les héritiers craignent que les intérêts de l'absent ne périssent, ils peuvent faire établir un curateur pour y veiller, à la charge de rendre compte, soit à l'absent, en cas de retour, soit à eux, lorsqu'ils jouiront de ses droits.

M. Merlin renvoie aux art. 112, 113, 114 et 123 du Code civil, sans faire la moindre observation sur le chagrement qui aurait été apporté à l'ancienne jurisprudence par l'art. 112, s'il fallait décider, comme les auteurs déjà cités, que les héritiers n'auraient pas le droit d'agir dans les termes de cet article.

Il résulte de là que M. Merlin ne paraît pas supposer la réalité de cette innovation.

Au surplus, la Cour de Colmar, par arrêt du 16 thermidor an 12 (*voy. Jurisp. du Code civ.*, tom. 3, pag. 2187), a formellement prononcé que les intéressés sont toutes personnes qui ont des droits, soit réels ou actuels, soit *éventuels*, sur les biens de l'absent.

Art. 880. Il sera procédé de même

dans le cas où il s'agirait de l'envoi en possession provisoire autorisé par l'article 120 du Code civil.

T. 78.

2907. En quel tribunal doit être portée la demande d'envoi en possession provisoire?

Elle doit l'être devant le tribunal du domicile de l'absent.

2908. L'absence peut-elle être déclarée, et l'envoi en possession peut-il être ordonné par le même jugement?

L'affirmative a été jugée par arrêt de la Cour de cassation, du 17 novembre 1808 (*voy. Siry*, 1809, pag. 105; *Dalloz*, tom. 1, pag. 9), contre l'opinion de M. Loaré, tom. 1, pag. 373, attendu que le Code civil, art. 119, a fixé l'intervalle d'un an entre le jugement qui ordonne l'enquête et le jugement de déclaration d'absence : aucune disposition n'exige d'intervalle entre la déclaration d'absence et l'envoi en possession provisoire.

TITRE VII.

Autorisation de la femme mariée.

D'après plusieurs dispositions du Code civil, la femme a besoin, dans les cas qu'elles indiquent (1), de l'autorisation de son mari, ou, à défaut, de celle de la justice, à l'effet de poursuivre ses droits personnels.

Le Code de procédure règle, dans le présent titre, la forme suivant laquelle elle peut provoquer et obtenir l'une ou l'autre.

Il est à remarquer que l'autorisation dont il s'agit n'est point celle qui a lieu lorsque la femme est défenderesse.

Dans ce cas, l'action du demandeur ne peut être subordonnée à la volonté du mari, ni paralysée par elle, si le mari est assigné pour autoriser sa femme, parce qu'il lui est dû connaissance des actions dirigées contre elle, comme à son protecteur naturel. Cette autorisation n'est, en surplus, et en ce qui regarde l'action du tiers demandeur, qu'une simple formalité que la justice supplée, quand le mari la refuse.

L'objet du présent titre n'est pas non plus de régler ce qui a lieu, quand le mari et la femme procèdent conjointement, en demandant; car si, en ce cas, l'autorisation n'est pas expresse, elle est au moins tacite, et résulte du concours des deux parties, comme l'avaient observé les commentateurs de l'ordonnance de 1667 (2), et comme le prescrit surtout la raison.

Mais ce qu'a voulu et dû régler ce titre, c'est la procédure à faire quand la femme veut poursuivre ses droits, et que son mari, interpellé de

(1) Voy. les art. 215 et suiv., 1437, 1435, 1538, 1555 et suiv., et 1578.

(2) Voy. entre autres Jousse, sur l'art. 2 du tit. 2.

l'y autoriser, en a fait le refus, ou se trouve dans l'impossibilité de le faire pour cause d'absence ou d'interdiction.

Dans le premier cas, l'autorisation devient l'objet d'un débat particulier, et l'on pourrait dire *préalable*, et alors l'autorisation de la justice est nécessaire pour prononcer entre deux volontés contraires, et pour statuer sur l'usage et l'abus que le mari voudrait faire de son autorité; car cette autorité est celle d'un protecteur et non celle d'un despote.

Si le refus d'autorisation est juste, le devoir des magistrats est de l'accueillir; si, au contraire, il ne tend qu'à dépouiller la femme des moyens légitimes de conserver ses droits, la justice doit veiller à son secours, et la préserver de l'oppression et de sa ruine, en lui accordant l'autorisation refusée par son mari.

Dans le second cas, c'est au tribunal à examiner et apprécier mûrement les prétentions de la femme, et à concilier avec les intérêts de celle-ci ceux que pourrait avoir le mari à donner ou à refuser son autorisation, s'il était possible d'agir par lui-même.

Du reste, cette procédure est non-seulement sommaire, mais exempte d'une publicité que la qualité des parties et la nature de la demande rendraient souvent fâcheuse.

ART. 861. La femme qui voudra se faire autoriser à la poursuite de ses droits, après avoir fait une sommation à son mari, et sur le refus par lui fait, présentera requête au président, qui rendra ordonnance portant permission de citer le mari, à jour indiqué, à la chambre du conseil, pour déduire les causes de son refus (1).

JURISPRUDENCE.

1^o. Il suffit d'assigner conjointement un mari et sa femme, obligés solidairement, pour que celle-ci soit tenue de comparaître, sans qu'il soit besoin que son mari ou la justice lui donne une autorisation préalable. Si la femme procède sur les suites de cette assignation, conjointement avec son mari, elle est, par cela seul, réputée avoir été autorisée par lui, lors même qu'ils n'auraient respectivement dans la cause un intérêt opposé. — (Cassat., 25 avril 1808 et 10 juill. 1811, Dalloz, tom. 19, pag. 309, Sirey, tom. 8, pag. 526, et 1811, pag. 344.)

Nota. On peut conclure de là, dans le cas de non comparution du mari, qu'on ne peut obtenir jugement contre la femme, si elle n'a pas été autorisée par lui ou par la justice.

2^o. Mais, en tous les cas, l'autorisation judiciaire ne peut être accordée qu'après sommation au mari et citation, pour qu'il ait à donner la sienne. — (Aix, 9 janv. 1810, Sirey, tom. 11, pag. 468.)

3^o. La nécessité de cette citation préalable s'applique au cas où l'on procède, soit au tribunal de commerce. (Colmar, 31 juill. 1810, Sirey, tom. 11, pag. 206), soit en cassation. — (Cassat., 25 mars 1812, Dalloz, tom. 14, pag. 535, tom. 24, pag. 311, Sirey, tom. 12, pag. 317.)

T. 29 et 78.—C. C., art. 215, 218.—C. de P., art. 878.—Règl. du 30 mars 1808, art. 60.

2909. Quel est le tribunal compétent pour statuer sur l'autorisation?

Lorsqu'il s'agit d'autoriser la femme à ester en jugement pour défendre, et qu'elle ne s'est pas pourvue par action principale pour demander cette autorisation, c'est au juge ou au tribunal devant lequel la contestation est portée qu'il appartient d'accorder l'autorisation d'office (voy. Code civ., art. 218; arrêt de la Cour de Colmar, du 31 juillet 1810, Sirey, tom. 11, pag. 206; Dalloz, tom. 24, pag. 311), parce que l'accèssoire doit suivre le sort du principal; mais c'est au tribunal d'arrondissement du domicile marital qu'on doit toujours s'adresser, s'il est question d'actes extrajudiciaires ou de poursuites à intenter de la part de la femme, en qualité de demanderesse (voy. Code de procédure, art. 861; Code civ., art. 219), même lorsque ces poursuites devraient avoir lieu devant un autre tribunal. — (Voy. Prondhon, tom. 1, pag. 270; M. Toullier, tom. 2, pag. 17; none. Répert., au mot autorisation maritale, sect. 8, in fine, et un arrêt de la Cour de cassation, du 21 germinal an 12.)

2910. La règle précédente s'applique-t-elle au cas où la femme demanderait à être autorisée à suivre une instance d'appel, en sorte qu'elle doit s'adresser à la Cour?

Cette question était résolue pour l'affirmative dans la jurisprudence bretonne, en interprétation de l'art. 449 de la Coutume, qui, comme

4^o. Les tribunaux de commerce sont compétents pour autoriser les femmes mariées actionnées devant eux à ester en jugement. — (Colmar, 31 juill. 1810, Dalloz, tom. 24, pag. 311, Sirey, tom. 11, pag. 206.)

5^o. Lorsque le mari intervient en justice à l'effet de demander la nullité, pour défaut d'autorisation, de la procédure faite contre sa femme, il ne peut être forcé sur l'interpellation de la partie adverse, d'autoriser sa femme à l'effet de plaider au fond, parce que les procédures déjà faites, sont nulles à l'égard de la femme qui n'avait été autorisée dans la cause ni par son mari, ni par justice. — (Colmar, 2 mars 1810, Dalloz, tom. 19, pag. 306, Sirey, ubi suprà, pag. 19.)

6^o. La femme qui a été autorisée par son mari à introduire une action a également besoin d'une autorisation de lui pour s'en désister. — (Cassat., 15 juill. 1807, Sirey, tom. 7, pag. 128, Dalloz, tom. 19, pag. 310.) Elle a aussi besoin de celle de la justice, si elle se désiste avec le consentement de son mari d'une action qu'elle a formée contre lui, en vertu de cette même autorisation de justice. — (Cassat., 14 fév. 1810, Sirey, tom. 10, pag. 189.)

7^o. Mais l'autorisation du mari suffit à la femme pour contracter dans l'intérêt de ce dernier. — (Cassat., 13 oct. 1812, Sirey, tom. 13, pag. 143, Dalloz, tom. 19, pag. 323.)

8^o. Lorsqu'une femme a plaidé sans autorisation, les jugements obtenus contre elle, quoique nuls en la forme, ne peuvent être attaqués par voie d'action principale en nullité. — (Cassat., 7 oct. 1812, Dalloz, tom. 2, pag. 136, Sirey, tom. 13, pag. 82.)

la loi actuelle, voulait que la femme, en puissance de mari, ne pût ester en jugement sans son autorité ou celle du juge. Pour éviter la nullité et garder les formes, dit Sanvegeau, sur Dufail, liv. 2, chapitre 581, la Cour a coutume de les autoriser sur le refus du mari. Aucune disposition, soit du Code civil, soit du Code de procédure, n'a statué sur cet objet; mais puisque l'art. 861 prescrit une ordonnance du président, il ne nous paraît pas douteux qu'il indique le président du tribunal saisi de l'affaire, et par conséquent, celui de la Cour, lorsque la cause est en appel.

2911. *Lorsque la femme défenderesse ne procède pas l'autorisation du mari, est-ce au demandeur à provoquer cette autorisation?*

L'action du demandeur, comme nous l'avons dit dans les préliminaires de ce titre, d'après le conseiller d'état Berlier (voy. *Exposé des motifs du présent titre*, édit. de F. Didot, pag. 284), ne peut être subordonnée à la volonté du mari ni paralysée par elle. Si le mari est assigné pour autoriser sa femme, parce qu'il lui est dû connaissance des actions dirigées contre elle, comme à son protecteur naturel, cette autorisation n'est au surplus, et en ce qui regarde l'action du tiers-demandeur, qu'une simple formalité que la justice supplée, quand le mari la refuse.

On a cru pouvoir soutenir qu'il résultait de ce passage que la femme était obligée de requérir l'autorisation de son mari, et de poursuivre sur cette réquisition, lorsque le demandeur ne l'avait pas appelé lui-même; que ce n'était point à celui-ci à provoquer cette autorisation, puisqu'elle n'est à son égard qu'une simple formalité, et que le refus du mari ne peut paralyser son action.

Un tel maintien est une erreur en droit, et rien, dans le passage ci-dessus transcrit, ne fournit la moindre induction à son appui.

M. le conseiller d'état suppose l'assignation donnée au mari afin d'autorisation par le demandeur lui-même; il dit que son action ne peut être paralysée par le refus du mari, c'est par le refus du mari assigné, et parce que, sur ce refus, et après l'avoir entendu, le tribunal supplée l'autorisation d'office. — (Voy. Proudhon, tom. 1, pag. 271.)

C'est pourquoi la Cour de cassation a décidé, par plusieurs arrêts, que celui qui assigne une femme mariée, doit assigner en même temps son mari pour l'autoriser; et quo, conséquemment il y avait déchéance du pourvoi en cassation contre le demandeur qui s'était borné à assigner la femme, *en la requérant de se faire autoriser*. — (Voy. arrêt du 7 octobre 1811, *Journal des audiences*, tom. 4, pag. 270, et du 25 mars 1812, *Dalloz*, tom. 14, pag. 534 et 535, *Sirey*, tom. 12, pag. 317.)

On peut ajouter encore, premièrement, un autre arrêt de la même Cour, du 29 mars 1808 (*Sirey*, tom. 8, pag. 213), qui a décidé qu'une

femme mariée ne peut être poursuivie ni condamnée par défaut, si elle n'est pas autorisée à ester en jugement, et que c'est à celui qui l'avait actionnée à provoquer lui-même l'autorisation avant d'obtenir condamnation.

C'est qu'en effet la nécessité de l'autorisation est un moyen d'ordre public qui ne saurait être couvert par la négligence que la femme a mise à se faire autoriser.

D'ailleurs, tous ceux qui intentent un procès doivent s'assurer de la capacité des personnes qu'ils poursuivent, et veiller à ce que les formalités prescrites pour la validité des jugemens soient exactement remplies;

Secondement, l'arrêt de la Cour de Colmar, du 31 juillet 1810 (*Dalloz*, tom. 24, pag. 311, *Sirey*, tom. 15, pag. 206), cité sur la question précédente, qui a jugé que celui qui assigne une femme mariée ne peut se dispenser d'assigner son mari en autorisation, même en justifiant de l'absence momentanée du mari, parce que ce n'est que par suite de la non comparution du mari, ou du refus de sa part, que l'autorisation maritale peut être suppléée par l'autorisation du juge.

2912. *Celui qui assigne une femme mariée sans la faire autoriser, peut-il, postérieurement à l'assignation, réparer cette omission?*

Nous croyons que s'il s'agit d'une assignation introductive d'instance, à l'égard de laquelle aucun délai fatal ne peut courir, rien ne s'oppose à ce que le demandeur qui n'aurait fait encore aucun acte contre la femme, ne puisse régulariser sa procédure, en assignant postérieurement le mari; mais à l'égard de l'appel et du pourvoi en cassation, qui doivent être formés dans un délai déterminé, à peine de déchéance, les principes exigent, d'après ce que nous venons de dire sur la question précédente, que si la femme intimée ou défenderesse est assignée sans que son mari le soit lui-même, l'exploit doit être déclaré nul.

La prudence exige donc que l'en ne manque jamais d'assigner le mari, lorsqu'en exerce contre la femme des poursuites judiciaires.

2913. *Mais si la femme interjette elle-même, soit un appel, soit un pourvoi en cassation, sans s'être préalablement munie de l'autorisation de son mari, ou, à défaut, de celle de la justice, devrait-on prononcer la nullité?*

Non; la Cour ne pourrait que surseoir à prononcer, jusqu'à ce que la femme se fût munie de cette autorisation (1).

2914. *La femme mariée est-elle suffisamment autorisée à ester en justice, lorsque l'exploit introductif ou l'acte d'appel ou de pourvoi*

(1) Voy. arrêt de la Cour de cassation, du 13 octobre 1807 (*Sirey*, tom. 8, pag. 127); arg. d'un autre arrêt de la même Cour, rendu en faveur d'une commune, le 24 brumaire an 14 (*Sirey*, tom. 3, pag. 127, et an 14, pag. 80, *Dalloz*, tom. 13, pag. 305), et nos questions sur l'art. 865.

en cassation est signifié tant à sa requête qu'à celle de son mari, encore bien qu'il ne contienne point mention de l'autorisation ?

Il est certain que, dans le cas où le mari et la femme procèdent conjointement, en demandant, il n'est pas nécessaire d'une autorisation formelle du mari pour que la procédure soit régulière contre la femme.

En ce cas, l'autorisation est tacite, avens-neus dit encore dans les préliminaires de ce titre, d'après M. le conseiller d'état Berlier (*voy. Exposé des motifs, édit. de F. Didot, pag. 284*), et résulte du seul concours des deux parties, comme l'ont observé les commentateurs (*voy. arrêt de la Cour de cassat., du 10 juillet 1811, Dallos, tom. 19, pag. 309, Siry, tom. 11, pag. 344*), et c'est par suite de ces principes que la Cour de Montpellier, par arrêt du 2 janvier 1811 (*voy. Dallos, tom. 19, pag. 308, Siry, tom. 14, pag. 211*), a jugé qu'une femme était suffisamment autorisée à ester en jugement, lorsque son mari était lui-même partie requérante dans l'acte d'appel.

Quant au cas où la femme est assignée conjointement avec son mari, nous avons vu qu'il était nécessaire que l'assignation donnée à celui-ci, le fût, à l'effet d'autoriser. — (*Voy. Berriat Saint-Pris, pag. 664.*)

Cela est particulièrement nécessaire, lorsque le mari étant partie dans l'instance, les deux époux ont des intérêts distincts. — (*Voy. arrêt de la Cour de Bordeaux, du 25 août 1810, Dallos, tom. 19, pag. 309, Siry, tom. 11, pag. 185.*)

2915. Une autorisation générale donne-t-elle à la femme le droit d'ester en jugement ?

Non, il faut une autorisation spéciale pour chaque procès. — (*Voy. Maleville, sur l'art. 223 du Code civil.*)

Ainsi, l'autorisation judiciaire donnée à la femme, à l'effet de poursuivre sa séparation de biens, ne peut lui servir pour former toute autre demande. — (*Paris, 13 mars 1817, Siry, tom. 18, pag. 99.*)

2916. Si la femme est actionnée conjointement avec son mari, pour des droits immobiliers, suffit-il de leur signifier une seule copie de l'exploit d'assignation ?

Non; il faut donner deux copies de l'assignation, l'une à la femme, l'autre au mari. — (*Voy. arrêt de la Cour de cassat., du 7 sept. 1808, nouv. Répert., au mot séparation de biens, sect. 2, § 5, tom. 11, pag. 778, n° 10.*)

2917. La femme demanderesse en autorisation à l'effet de contracter, doit-elle procéder ainsi qu'il est prescrit par les art. 861 et suivants du Code de procédure ?

En ce cas, la femme peut, conformément à l'art. 219 du Code civil, faire citer son mari directement devant le tribunal du domicile commun, qui peut donner ou refuser son autorisation, après que le mari a été entendu ou dûment appelé en la chambre du conseil; ainsi, elle

n'a pas besoin de la requête préalable exigée par l'art. 861.

Les dispositions du Code de procédure, au titre que nous expliquons, ne se rapportent en effet qu'à la demande d'autorisation pour ester en justice. — (*Voy. Demiau Crouilhac, pag. 533.*)

2918. Par la sommation faite au mari, à l'effet d'autoriser sa femme, celle-ci doit-elle lui accorder un délai pour donner ou refuser cette autorisation ?

Suivant M. Demiau Crouilhac, pag. 539, cette sommation doit contenir, un délai; mais la loi ne le détermine pas: d'eù nous concluons, avec l'auteur, que ce délai est arbitraire. Nous observons néanmoins qu'il convient de fixer un temps moral de vingt-quatre heures franches au moins. C'est sur 12 heures ou sur le refus formel du mari, à l'expiration de ce délai, que la femme peut présenter sa requête au président (*voy. rapport du tribun Mouricaut, édit. de F. Didot, pag. 313*), en y joignant la sommation qu'elle a faite.

2919. Si le mari acquiesce à la sommation, comment donne-t-il l'autorisation ?

Il le fait, soit en faisant insérer à la suite de l'exploit la déclaration portant qu'il accorde l'autorisation demandée; déclaration qu'il signe, ou qui contient la mention qu'il ne sait ou qu'il ne peut signer; mais si la sommation ne lui est pas remise en parlant à sa personne, il donne l'autorisation par acte authentique ou privé, que la femme joint à l'assignation, qu'elle donne ensuite pour introduire l'instance relative à la poursuite de ses droits; assignation dans laquelle elle emploie son mari comme étant aux qualités.

Au surplus, la marche la plus simple, lorsque le mari consent à autoriser sa femme et sait signer, c'est de le mettre aux qualités dans l'exploit introductif, dont il signe l'original et la copie.

2920. Que doit contenir la requête que la femme présente au président ?

Elle doit contenir un exposé de l'intérêt que la femme maintient avoir à obtenir l'autorisation nécessaire à l'effet de poursuivre ses droits. — (*Voy. Pigeau, tom. 1, pag. 85.*)

2921. Quel est l'objet du jugement à rendre en cas de refus ou de défaut du mari ?

C'est d'accorder ou de refuser à la femme l'autorisation judiciaire par laquelle en supplée à l'autorisation maritale. — (*Voy. Code civil, article 218 et 219.*)

2922. Les parties ont-elles besoin d'être assistées d'aveués, lors de leur comparution en la chambre du conseil ?

Nous ne pensons pas que le ministère des avoués soit de rigueur en cette procédure.

L'objet principal de la loi est que le mari donne les motifs de son refus, afin que le tribunal en décide; il ne faut pour cela ni écritures, ni défenseur, et par conséquent, il n'est pas nécessaire de constituer un avoué dans la citation; mais aussi

rien n'empêche les parties de faire cette constitution, si elles le jugent à propos.

Il suit de là qu'il n'est pas nécessaire d'une constitution d'avoué, et que le jugement n'est point rédigé sur cette qualité : il est en entier l'ouvrage de la chambre qui l'a rendu. — (Voy. *Demiau Crousilhac*, pag. 539 et 540.)

2923. *Le rapport doit-il être fait, et le jugement doit-il être prononcé en audience publique, en sorte qu'il ne serait procédé en la chambre du conseil qu'à l'audition des parties ?*

Cette double question avait été faite par la Cour d'Agen, dans ses observations sur les articles 860 et 861 du projet, lesquels forment aujourd'hui les art. 861 et 862 du Code.

Elle demandait que l'on s'expliquât à ce sujet, attendu que les dispositions projetées semblaient indiquer que tout se ferait en la chambre du conseil, et faire conséquemment exception aux dispositions qui veulent que tout rapport soit fait à l'audience, et que tout jugement soit prononcé publiquement (art. 111 et 116) : on n'a point eu égard à cette demande.

A ce sujet, les auteurs du *Praticien*, tom. 5, pag. 575, maintiennent que le jugement doit être rendu et prononcé à la chambre du conseil.

Ils se fondent sur la déclaration faite par M. le conseiller d'état Berlier, dans l'Exposé des motifs (voy. le *préliminaire du présent titre*), que la procédure en autorisation sera non-seulement sommaire, mais exempte d'une publicité que la qualité des parties et la nature du débat rendraient toujours fâcheuse.

Ils concluent, en conséquence, avec le même orateur, que ce sera à la chambre du conseil que le mari sera cité, que les parties seront entendues, et que le jugement sera rendu sur les conclusions du ministère public.

Mais M. Berriat Saint-Priz, pag. 667, observe que si le relatif que était véritablement dans cette phrase de l'orateur du Gouvernement, il faudrait sans contredit adopter la même décision ; mais, dit-il, on ne le trouve pas plus que dans l'art. 862. (Voy. du moins le *Moniteur* du 16 avril 1806, et l'édition stéréotype d'Héran, pag. 147.) En conséquence, l'auteur pense que la loi et l'Exposé des motifs offrant de l'incertitude, il faut se déterminer d'après les principes du droit relatifs à la prononciation des jugemens, c'est-à-dire pour la prononciation à l'audience, d'autant, 1° que, dans la cause même, qui exige encore plus que celle relative à l'autorisation une discussion secrète, le jugement ne doit pas moins être prononcé en public (voy. *notre quest.* 424, tom. 1, pag. 130) ; 2° qu'en général le ministère public est entendu à l'audience. — (*Argum. de l'art.* 112.)

Nonobstant ces observations, nous croyons que l'on doit suivre le sentiment des auteurs du *Praticien*, non pas seulement parce que la phrase citée du conseiller d'état Berlier est écrite comme ils la rapportent dans l'édition de F. Didot, et au second volume du Corps du droit français,

par Rondonneau, pag. 382, mais encore parce que le tribun Mouriaut, dans son rapport s'exprime dans le même sens. (Voy. même édition de F. Didot, pag. 314.) « L'autorisation, dit-il, sera immédiatement donnée ou refusée par un jugement rendu en la chambre, sur les conclusions du ministère public, sans autre procédure ni formalité. » Il nous paraît donc certain que tout doit être fait en la chambre du conseil, audition des parties, rapport du juge, conclusions du ministère public et jugement.

ART. 862. Le mari entendu, ou faute par lui de se présenter, il sera rendu, sur les conclusions du ministère public, jugement qui statuera sur la demande de la femme.

Voy. *suprà*, art. 861.

ART. 863. Dans le cas de l'absence présumée du mari, ou lorsqu'elle aura été déclarée, la femme qui voudra se faire autoriser à la poursuite de ses droits, présentera également requête au président du tribunal, qui ordonnera la communication au ministère public, et commettra un juge pour faire son rapport à jour indiqué.

T. 78.—C. C., art. 112, 115, 322.—C. de P., art. 865.

ART. 864. La femme de l'interdit se fera autoriser en la forme prescrite par l'article précédent ; elle joindra à sa requête le jugement d'interdiction.

T. 78.—C. C., art. 322, 324.

DXLIII. Tout ce qui a été dit sur les articles précédens, touchant l'autorisation de la femme mariée, en général, se modifie relativement aux femmes des absens ou interdits : car, bien que l'absence du mari ou son interdiction ne détruise point le mariage ni l'autorité maritale, et que la femme ne reconvre point par là son indépendance primitive, ce n'est plus à son mari qu'elle peut demander l'autorisation dont elle a besoin, mais à la justice seule, comme suppléant, soit l'absent, qui n'est point là pour donner l'autorisation, soit l'interdit, qui n'a plus de volonté aux yeux de la loi.

Telles sont les considérations qui ont dicté les dispositions des deux art. 863 et 864, dans lesquelles on remarquera que tout doit être fait en présence et sur les conclusions du procureur du Roi, dont le ministère devient d'autant plus nécessaire dans la circonstance, que les qualités de toutes les parties, c'est-à-dire de la femme et du mari, en requièrent l'emploi.

2924. *Quelles sont les circonstances dans lesquelles la femme d'un individu déclaré ab-*

sont peut avoir besoin de l'autorisation judiciaire⁽¹⁾.

Quoique l'art. 863 porte qu'en cas d'absence déclarée du mari la femme ne peut ester en jugement sans autorisation de justice, nous avons entendu soutenir que cet article ne pouvait jamais recevoir son application, d'après l'art. 124 du Code civil.

On faisait le raisonnement suivant :

« Si la femme n'opte point pour la continuation de la communauté, elle exerce ses droits, etc., et partage cette communauté : donc, après ce partage, elle n'a pas besoin d'être autorisée de justice. Si, au contraire, elle opte pour la continuation, elle a l'administration même des biens de son mari : elle n'a donc pas besoin d'autorisation pour administrer. »

Sans doute, l'art. 863 ne peut recevoir d'application dans les cas où il s'agit d'actions mobilières de la femme relatives à la communauté partagée ou à l'administration de ses biens ou de ceux de son mari ; mais c'est une erreur de conclure de l'art. 124 du Code civil qu'en aucun cas l'application de cet article ne puisse avoir lieu, lorsque l'absence du mari est déclarée ; elle est toujours nécessaire, dès que la femme veut aliéner, hypothéquer et former toute autre action immobilière (1).

2925. *Outre les cas d'absence présumée ou déclarée du mari, et d'interdiction de celui-ci, en est-il d'autres dans lesquels la femme doit se conformer aux dispositions de l'art. 863, pour obtenir l'autorisation de justice, sans avoir besoin de faire à son mari la sommation et la citation prescrites par l'art. 861 ?*

Dans tous les cas où il y a impossibilité de la part du mari de pouvoir procéder avec sa femme ou de l'autoriser, celle-ci doit se conformer à la disposition de l'art. 863.

Ainsi, lorsqu'il est condamné à une peine afflictive ou infamante (voy. Code pénal, art. 29; Code civ., art. 221, et arrêt de la Cour de cass., du 29 mars 1808, cité sur la quest. 2911^{re}), ou condamné par contumace à une peine emportant mort civile (voy. Code civ., art. 28); lorsqu'il est mineur (voy. Code civ., art. 224), la femme doit obtenir l'autorisation judiciaire, conformément à l'art. 863 du Code de procédure, quoique ce Code, dans cet article et le suivant, n'ait parlé que du cas d'absence présumée ou déclarée du mari, et de celui de son interdiction. — (Voy. Pigeau, tom. 1, pag. 84.)

2926. *Que doit faire la femme pour obtenir l'autorisation de justice, lorsqu'il y a, soit présomption ou déclaration d'absence, soit condamnation ou interdiction de son mari ?*

Dans le premier cas, elle doit joindre à sa requête un acte de notoriété qui atteste la disparition de son mari ; dans le second, le jugement de déclaration ; dans le troisième et qua-

trième, celui qui a prononcé la condamnation ou l'interdiction. — (Voyez Pigeau, tom. 1, pag. 86.)

TITRE VIII.

Des séparations de biens.

Le Code civil offre, dans la séparation de biens, un moyen à la femme mariée, sous le régime de la communauté, de sauver sa dot et ses reprises, en cas de désordre des affaires du mari.

Cette action, très-favorable sans doute, quand la bonne foi y préside, est l'une de celles où la fraude s'est souvent introduite jusqu'au scandale.

Plus d'une fois elle a appelé la sollicitude du législateur, et l'on peut voir dans la discussion du Code civil les efforts qui furent faits pour apporter remède à un mal que l'expérience n'a que trop signalé (2).

C'est pour y parvenir le plus sûrement possible, qu'il avait été proposé d'astreindre la femme qui voudrait obtenir la séparation à appeler tous les créanciers du mari, pour y consentir ou s'y opposer.

Cette proposition, qui tendait à donner à l'instance en séparation de biens le caractère d'une procédure pleinement contradictoire avec tous les intéressés, eût sans doute atteint son but, et eût peut-être été admise, malgré les frais considérables qui en eussent résulté, si l'exécution n'en eût été reconnue impossible.

Comment, en effet, supposer qu'une femme connaisse tous les créanciers de son mari, surtout si celui-ci veut lui en dérober la connaissance ? et comment lui imposer une obligation que, le plus souvent, elle ne pourrait remplir ?

La prévoyance contre la fraude eût été portée trop loin, si, pour empêcher l'abus, elle fût allée jusqu'à anéantir l'usage légitime ou l'exercice du droit accordé par la loi.

On écarta donc la proposition dont nous parlons, mais en reconnaissant la nécessité de prendre toutes les précautions propres à prévenir la collusion et la fraude au préjudice des tiers, et surtout des créanciers du mari et de la communauté.

Déjà le Code civil, art. 1443 et suiv., avait, dans cette vue, posé les bases de la procédure à suivre pour parvenir à la séparation, et indiqué les principales formalités à remplir, à peine de nullité ; mais ce n'était que dans le Code de procédure que ces dispositions pouvaient recevoir leur développement.

Ce développement se trouve dans le présent titre, dont les dispositions ne sont pas, comme semblaient l'être celles des lois antérieures, prescrites uniquement pour les femmes des négocians, marchands et banquiers, mais applicables à toutes demandes, instance et jugement de

(1) Voy. sur ce titre, nos quest. sur les art. 861 et 863, et les quest. 2927^{re} et 2928^{re}, tom. 1, pag. 54 et 173.)

(2) Voy. les procès-verbaux du Conseil d'État, séance du 13 vendémiaire an 12.

séparation, abstraction faite de la qualité de la partie, attendu, d'une part, que l'action dont il s'agit étant de droit commun, et un bénéfice introduit en faveur de toutes femmes dont les droits sont en péril, doit être soumise à des règles communes; de l'autre qu'en toute circonstance, on doit prévenir et réprimer la fraude contre les intérêts des tiers.

Ainsi, le Code de procédure environne les demandes en séparation de biens, et les jugemens qui en sont la suite, de la plus grande publicité, et prévoit tout ce qui est nécessaire, soit pour que les créanciers puissent intervenir dans l'instance, et s'opposer à la séparation, soit pour qu'ils puissent du moins se pourvoir par tierce opposition contre les jugemens obtenus par la femme.

En résumé, on peut dire sur l'ensemble des dispositions du présent titre, qu'elles ont toutes été portées dans la vue de concilier le double intérêt et des femmes et des tiers, de ne point priver les premières d'un droit qu'elles tiennent de leur position et de la loi, mais en même temps d'obvier à des abus trop fréquens autrefois, et dont tant de personnes avaient été les victimes.

L'organisation de cette partie, a dit l'orateur du Gouvernement, peut être considérée comme toute nouvelle, et comme une grande amélioration dans nos lois sur cette matière.

ART. 865. Aucune demande en séparation de biens ne pourra être formée sans une autorisation préalable, que le président du tribunal devra donner sur la requête qui lui sera présentée à cet effet. Pourra néanmoins le président, avant de donner l'autorisation, faire les observations qui lui paraîtront convenables (1).

T. 78.—C. C., art. 311, 1443 et suiv.—C. de comm., art. 65.—C. de P., art. 49, n° 7, 689.

2927. *Quel est le tribunal compétent pour statuer sur la demande en séparation de biens?*

C'est le tribunal du domicile du mari, puisque la femme elle-même ne peut avoir d'autre domicile, et que d'ailleurs l'action est personnelle. —(Foy. Code civil, art. 108 et 214; Code de procédure, art. 59, et nouveau Répertoire, au mot séparation de biens, sect. 2, § 3.)

2928. *La demande doit-elle être précédée de l'essai de conciliation?*

Non, puisque la séparation de biens ne peut avoir lieu par consentement mutuel. —(Foy. Code

civil, art. 1443, et Code de procédure, art. 49, n° 7.)

2929. *Que doit contenir la requête par laquelle la femme demande l'autorisation du président?*

Elle doit contenir les moyens de la demande en séparation pour laquelle la femme requiert l'autorisation : il n'est pas indispensable qu'elle y déclare sa renonciation à la communauté. —(Foy. Pigeau, tom. 2, pag. 491 et 492; Praticien, tom. 5, pag. 136, et nos quest. sur l'art. 874.)

2930. *Le président peut-il refuser l'autorisation demandée?*

Nous ne le pensons pas, parce que la loi est conçue en termes impératifs, le président devra. Mais s'il ne peut refuser l'autorisation dont il s'agit, il a la faculté de faire à la femme les observations qui lui paraîtraient convenables. Nous disons qu'il n'a la faculté de faire ces observations, et par conséquent, il n'est pas nécessaire qu'il dresse un procès-verbal analogue à ceux qui étaient exigés en matière de divorce par les art. 237 et 239 du Code civil. —(Foy. Pigeau, tom. 2, pag. 493; Delaporte, tom. 2, pag. 404, et Praticien, tom. 5, pag. 134.)

2931. *L'autorisation nécessaire à la femme pour porter sa demande devant le tribunal, l'est-elle également pour qu'elle puisse se pourvoir en appel contre le jugement qui aurait rejeté cette demande?*

Il faudrait, comme nous l'avons dit par rapport à l'autorisation maritale (voy. quest. 2913^e), surseoir jusqu'à ce que la femme eût régularisé sa procédure, si l'on considérait l'autorisation à donner par le président, en matière de séparation, comme remplaçant l'autorisation que la justice accorde dans toutes les circonstances où le mari ne peut ou ne veut accorder la sienne.

Mais nous ne pensons pas que l'on doive envisager sous ce rapport l'autorisation à donner conformément à l'art. 865. Ce n'est, à notre avis, qu'une simple formalité que la loi n'exige qu'afin que le président puisse faire à la femme les observations qu'il juge convenables.

C'est pourquoi ce magistrat est tenu d'accorder cette autorisation, tandis qu'il est libre au tribunal de suppléer l'autorisation maritale par l'autorisation judiciaire : de plus, le président doit accorder l'autorisation relative à la séparation, sans que le mari soit ni appelé, ni entendu, à la différence de l'autorisation judiciaire nécessaire à la femme pour ester en justice.

Il faut donc tenir pour certain que les deux formalités, de l'autorisation exigée par l'art. 865, et de l'autorisation qui fait la matière du titre précédent, diffèrent essentiellement; qu'elles ne peuvent conséquemment recevoir l'application des mêmes principes, et qu'il faut, par cette raison, recourir à ceux qui sont propres à chacune d'elles.

Or, on ne trouve au titre que nous expliquons aucune disposition d'après laquelle on puisse exiger que la femme qui a succombé sur sa demande en séparation soit autorisée pour appeler

(1) JURISPRUDENCE.

Un tribunal saisi d'une demande en autorisation de la part d'une femme se peut refuser cette autorisation, par des motifs puisés dans le mérite des moyens de séparation, qu'elle aurait surabondamment énoncés dans sa requête. —(Rennes, 24 août 1814, Sirey, tom. 14, pag. 309.)

de ce jugement, comme elle l'a été pour introduire l'instance.

La conséquence à tirer du silence de la loi est que la femme est dispensée d'une nouvelle autorisation; que la première lui suffit pour épuiser les deux degrés de juridiction, et obtenir une décision définitive et souveraine sur la demande qu'elle a formée.

Décider le contraire, ce serait ajouter aux dispositions de la loi, créer arbitrairement une formalité et une procédure qu'elle n'a point prescrites. A qui d'ailleurs la femme s'adresserait-elle pour obtenir cette nouvelle autorisation ?

Ce ne serait pas sans doute au président de la Cour, puisque la loi attribue spécialement juridiction au président de première instance : ce serait donc à ce magistrat. Mais on ne peut croire que la loi ait eutendu obliger la femme à demander à un juge, qui très-souvent aurait concouru à rendre le jugement qu'elle se propose d'attaquer, la permission de diriger cette attaque.

Ces considérations nous paraissent assez fortes pour faire décider que la femme n'a point besoin de nouvelle autorisation pour appeler du jugement qui rejette la demande en séparation. Au surplus, si l'on n'admettait pas notre opinion à cet égard, il resterait toujours vrai que l'on ne pourrait déclarer son appel nul pour défaut de cette autorisation; il n'y aurait lieu qu'à surseoir.

2932. Lorsque la femme est mineure, le tribunal, après lui avoir accordé son autorisation, ne doit-il pas rendre une ordonnance par laquelle il nommerait un rapporteur, afin que, sur le rapport de l'ordonnance du ministère public, le tribunal nomme un curateur à la femme ?

M. Pigeau, tom. 2, pag. 493, tient l'affirmative, non-seulement pour le cas où la demande en séparation embrasserait des droits immobiliers (arg. de l'article 2208 du Code civ.), mais encore pour celui où elle n'embrasserait que des droits mobiliers; car, dit-il, ces droits sont des capitaux pour lesquels l'émancipé ne peut agir seul. (Voy. Cod. civ., art. 482.) D'ailleurs une généralité de droits mobiliers est, à cause de son importance, considérée comme des droits immobiliers.

M. Merlin, au nouv. Répert., au mot *séparation*, sect. 2, § 3, art. 2, pag. 767, est d'un avis opposé, attendu, 1^o que, d'après le Code civil, l'autorisation du juge suffit pour habiliter à plaider en séparation; 2^o que s'il fallait un curateur, ce ne serait pas au tribunal, mais au conseil de famille, qu'il appartiendrait de le nommer.

Sur cette controverse, M. Berriat Saint-Prix, pag. 671, not. 5, dit qu'on ne peut disconvenir que les raisons de M. Pigeau ne soient très-fortes; mais il fait observer ensuite qu'une généralité de droits mobiliers n'est rigoureusement assimilée à un droit immobilier que lorsqu'il s'agit d'une succession contestée entre plusieurs personnes;

et c'est ce qui ne se rencontre pas dans l'hypothèse actuelle.

Sans doute, comme le dit M. Berriat Saint-Prix, on ne doit assimiler à un droit immobilier l'universalité de droits mobiliers qu'en cas de succession; mais ce n'est écarter que la moindre raison de M. Pigeau, et les autres nous paraissent assez fortes pour conseiller du moins de ne pas négliger de faire assister la femme mineure d'un curateur, qui doit lui être nommé par le conseil de famille, ainsi que le dit M. Merlin : c'est, au reste, ce que nous avons vu faire à Rennes en semblable circonstance, et telle est aussi l'opinion des auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 134 et 135 (1).

ART. 866. Le greffier du tribunal inscriera, sans délai, dans un tableau placé à cet effet dans l'auditoire, un extrait de la demande en séparation, lequel contiendra,

- 1^o. La date de la demande;
- 2^o. Les noms, prénoms, profession et demeure des époux;
- 3^o. Les noms et demeure de l'avoué constitué, qui sera tenu de remettre, à cet effet, ledit extrait au greffier, dans les trois jours de la demande.

T. 92.—C. de comm., art. 65.—C. de P., art. 869.

ART. 867. Pareil extrait sera inséré dans les tableaux placés, à cet effet, dans l'auditoire du tribunal de commerce, dans les chambres d'avoués de première instance et dans celles de notaires, le tout dans les lieux où il y en a : lesdites insertions seront certifiées par les greffiers et par les secrétaires des chambres.

T. 92.—C. de comm., art. 65.—C. de P., art. 869.

ART. 868. Le même extrait sera inséré, à la poursuite de la femme, dans l'un des journaux qui s'impriment dans le lieu où siège le tribunal; et, s'il n'y en a pas, dans l'un de ceux établis dans le département, s'il y en a.

Ladite insertion sera justifiée ainsi qu'il est dit au titre de la Saisie immobilière, art. 683 (2).

(1) Voy. cependant l'arrêt de la Cour de Bordeaux, qui sera cité sur une des questions traitées sur l'article 875.

(2) JURISPRUDENCE.

1^o. Les formalités prescrites par le Code de commerce pour la publicité des séparations de biens ne s'appliquent qu'aux séparations conventionnelles; elles ne s'appliquent pas aux séparations judiciaires, surtout si

T. 59.—C. de comm., art. 6.—C. de P., art. 683, 866, 869.

DXLIV. On a vu, dans le préliminaire de ce titre, que la femme autorisée en conformité de l'article précédent n'est point assujettie, pour former sa demande, à mettre les créanciers en cause, attendu qu'elle peut ne pas les connaître, et qu'il en résulterait une inquisition, des retards et des frais superflus. Mais les art. 866, 867 et 868 prescrivent des conditions propres à garantir que les parties intéressées seront suffisamment averties et mises à portée d'intervenir, si elles le jugent à propos, pour la conservation de leurs droits.

2933. *La publicité à donner d'après les articles 866, 867 et 868, doit-elle avoir lieu à l'occasion d'une demande en séparation de corps, attendu qu'une telle demande entraîne nécessairement la séparation de biens?*

Nous ne le pensons pas, attendu le silence gardé à ce sujet, soit par le Code civil, soit par le Code de procédure. Il suffit donc de se conformer à l'art. 307 du premier, aux art. 875 et suivants du second, et aux règles générales.

Mais le jugement de séparation de corps étant prononcé, comme il emporte nécessairement séparation de biens, il est certain qu'il faudra rendre cette séparation publique, en se conformant aux dispositions de l'art. 872 du Code de procédure : c'est ce que veut expressément l'article 880.

2934. *Les demandes en séparation de biens doivent-elles être affichées, quelque soit le régime sous lequel la femme se soit mariée?*

Oui, comme l'observe très-bien M. Pigeau, tom. 2, pag. 489; car toutes les fois que la femme trouve un intérêt légitime et réel, elle peut demander la séparation de biens, soit sous le régime de la communauté légale ou conventionnelle (voy. Code civ., art. 1443), soit sous le régime dotal (voy. même Code, art. 1563), soit sous cet espèce de régime qui participe de la nature des deux premiers, et qu'on nomme exclusif de la communauté.

Ainsi, pour le dire en passant, la disposition de l'art. 1443 du Code civil, qui ne donne ce droit qu'à la femme dont la dot, les droits et les reprises sont en péril, ne paraît pas devoir être prise à la lettre.

C'est ce que prouve M. Pigeau, *ubi supra*, et ce qui a été décidé par la Cour d'Angers, du 16 mars 1808, rapporté dans le nouveau répertoire, au mot *séparation*, sect. 3, § 1.

Si donc la demande en séparation peut être

la séparation a été prononcée et exécutée avant le Code. — (Cassat., 7 nov. 1813, *Sirey*, tom. 13, pag. 467.)

2°. Le mari qui, dans une instance en séparation de biens, a exécuté un jugement obtenu par la femme, ou qui a défendu au fond, ne peut, en cas d'appel, se prévaloir de ce que l'extrait de la demande formée contre lui n'a pas été inséré dans les journaux. — (Riom, 9 juin 1809, *Sirey*, tom. 12, pag. 545, *Dalloz*, tom. 19, pag. 460.)

fermée toutes les fois que la femme a intérêt, et sans distinction du régime sous lequel elle s'est mariée, on doit décider, puisque la loi ne fait aucune exception, que, dans tous les cas, les formalités sont les mêmes, et que toute demande en séparation de biens doit être rendue publique, conformément aux art. 866, 867 et 868. — (Foy. *Bibliothèque du barreau*, 1^{re} partie, tom. 3, pag. 161.)

2935. *Lorsqu'il n'existe pas dans l'auditoire d'un tribunal un tableau destiné à l'insertion des demandes et jugemens en séparation de biens, le vœu des art. 866 et 867 est-il rempli par l'affiche à la porte de l'auditoire affectée à cette destination?*

La solution affirmative de cette question résulte non-seulement de ce principe, que, dans tous les cas où l'observation littérale de la loi ne dépend pas de la partie, on ne peut exiger d'elle autre chose, si ce n'est qu'elle ait fait tout ce qu'il était possible pour remplir, par équipollence, le vœu du législateur.

Or, quel a été son vœu, en prescrivant les formalités indiquées aux art. 866 et 867? C'est, sans doute, comme l'a déclaré la Cour de Turin, par arrêt du 4 janvier 1811 (voy. *Journ. des avoués*, tom. 4, pag. 95), de procurer aux demandes et aux jugemens en séparation toute la publicité nécessaire pour que les créanciers puissent en être instruits, et intervenir ou se pourvoir par tierce opposition, pour la conservation de leurs droits.

Il importe donc peu qu'il n'existe dans la salle des audiences aucun tableau matériel pour insérer les extraits de ces demandes et jugemens, dès qu'il y a, dans cette salle, un lieu destiné à les afficher, et où il est constaté qu'ils l'ont été réellement.

Alors, en effet, le vœu de la loi se trouve rempli, et l'on doit décider de la sorte, avec d'autant plus de raison qu'aucune forme particulière n'a été établie pour les tableaux où l'on doit faire les insertions dont il s'agit. — (Foy. nos quest. sur l'art. 872.)

2936. *Comment doit-on constater la publicité des demandes en séparation?*

On doit faire autant d'extraits qu'il est nécessaire pour en faire l'affiche, plus un, que l'avoué garde pardevant lui, et au bas duquel chaque greffier des tribunaux civil et de commerce, et les secrétaires des chambres des avoués et des notaires, certifient avoir reçu un extrait conforme et l'avoir affiché au tableau; on fait ensuite, pour assurer l'authenticité de la date, enregistrer cet extrait.

Ainsi, nul besoin de procès-verbal de dépôt au greffe : ce serait faire des formalités inutiles; les récépissés y suppléent. — (Foy. *Démiau Crouilhac*, pag. 344; *Delaporte*, tom. 2, pag. 440.)

Quant à l'insertion au journal, elle est justifiée par la feuille signée de l'imprimeur, dont la si-

gnature est légalisée par le maire. — (Voy. nos quest. sur l'art. 683.) (1)

Art. 869. Il ne pourra être, sauf les actes conservatoires, prononcé, sur la demande en séparation, aucun jugement qu'un mois après l'observation des formalités ci-dessus prescrites, et qui seront observées à peine de nullité, laquelle pourra être opposée par le mari ou par ses créanciers.

C. de comm., art. 65.—C. de P., art. 871, 1099.

DXLV. Cette disposition forme le complément et la sanction des précautions prises par les trois articles précédents dans l'intérêt des tiers; l'accomplissement des formalités prescrites par ces articles ne suffit pas pour que le tribunal puisse prononcer la séparation; la loi détermine encore un délai afin que les parties intéressées, averties de la demande, aient tout le temps nécessaire pour intervenir si elles le jugent convenable.

2937. *Le jour auquel la dernière des formalités prescrites a été remplie doit-il être compté dans le calcul des jours qui composent le mois?*

Supposant, par exemple, que la date de la dernière formalité accomplie soit du 12 janvier, nous demandons si le jugement peut être prononcé le 12 février suivant?

L'affirmative a été jugée par un des tribunaux du ressort de la Cour de Rennes; mais nous sommes portés à croire que cette décision pourrait être critiquée avec fondement; car le tribunal a jugé la séparation dans le mois du jour où les formalités ont été remplies, et non pas, comme le dit l'art. 869, un mois après l'accomplissement des formalités. Le jugement ne pouvait donc être rendu que le 13 février. Ce n'est qu'après l'observation de ces formalités, a dit M. le tribun Mouricaut (voy. édit. de F. Didot, pag. 215), et même encore après l'inter valle d'un mois, que le tribunal peut rendre jugement.

2938. *Le délai dont il s'agit est-il susceptible de l'augmentation, à raison de la distance des lieux où résident les créanciers du mari?*

Non, parce que la femme ignore ou peut ignorer quels sont les créanciers de son mari, et les lieux de leur résidence.

Si, d'un côté, il pouvait être dangereux, pour ses intérêts, que le délai fût prolongé au-delà de certaines limites, de l'autre, les créanciers ne souffrent aucun préjudice d'après les ressources que leur donne l'art. 1447 du Code civil. — (Voy. Pigeau, art. 498.)

2939. *Quels sont les actes qui peuvent être compris sous la dénomination générique d'actes conservatoires?*

(1) Remarquons que les formalités dont nous venons de parler doivent être observées à peine de nullité, d'après l'art. 869.

Ce sont tous les actes par lesquels la femme prend des mesures tendant à la conservation des droits dont elle devra jouir après le jugement qui aura prononcé sa séparation.

Ainsi, par exemple, elle peut s'opposer, par voie de saisie-arrest, au paiement des sommes dues à son mari, en faire ordonner le dépôt, et saisir les effets mobiliers de la communauté, même ceux que le mari a déjà frauduleusement vendus.

Mais il lui faut, pour cela, obtenir sur requête une permission du président; permission qui ne doit toutefois être accordée par ce magistrat qu'autant qu'il y a des commencements de preuves, ou au moins une espèce de notoriété du dérangement du mari. — (Voy. arrêt de la Cour de cassation, du 30 juin 1807, nous. Répert., au mot séparation de biens, sect. 2, § 3, pag. 768, et nos quest. sur l'art. 879.)

De cette décision, et de ce que l'art. 869 autorise la femme à faire tous actes conservatoires, il nous semble qu'on doit conclure, à fortiori, qu'elle a le droit de faire apposer les scellés sur les effets de la communauté.

Il suit de là que les juges peuvent autoriser la femme à mettre les scellés, à faire les vendanges, à s'opposer à ce que le mari reçoive le paiement des sommes dues à la communauté, même à faire exécuter, vu l'urgence, l'ordonnance sur la minute. — (Rennes, 22 juillet 1814; Caen, 16 mars 1825, Juriap. du 19^e siècle, 1827, tom. 2, pag. 47.)

Art. 870. L'aveu du mari ne fera pas preuve, lors même qu'il n'y aurait pas de créanciers.

C. de comm., art. 65.—C. de P., art. 1443, 1447.

DXLVI. Soit que des créanciers interviennent, soit qu'il ne s'en présente aucun, l'aveu du mari ne peut faire aucune preuve des faits sur lesquels la femme eût fondé sa demande en séparation, car la collusion est aisément présumable entre époux: *Inter propinquos fraus facile presumitur*.

Ce sont donc uniquement les moyens qu'opposeraient les créanciers intervenant que le tribunal doit considérer pour statuer sur la demande de la femme; s'il n'y a pas de créanciers, l'aveu du mari ne doit encore être d'aucune considération, attendu que s'il n'y a pas, en cette circonstance, d'intérêt actuel qui s'oppose à ce que la demande de la femme soit accueillie, il reste l'intérêt prochain des enfants ou autres héritiers, qu'on pourrait dépouiller par cette voie.

Il était du devoir du législateur d'empêcher que le mari ne conférât, par des voies indirectes, des avantages que la loi réprime.

2940. *Comment la femme doit-elle prouver la vérité des faits qu'elle maintient?*

Puisque l'aveu du mari, sur les causes de la séparation, ne peut faire preuve des faits maintenus par la femme, ce qui est une conséquence

de l'art. 1443 du Code civil, qui prononce la nullité de toute séparation volontaire, il s'ensuit que la femme doit prouver ces faits, soit par dettes du mari, soit par actes d'exécution mobilière ou immobilière, soit même par témoins.

Telle est la jurisprudence, qui admet indifféremment ces divers genres de preuves, concurrentement ou séparément.

ART. 871. Les créanciers du mari pourront, jusqu'au jugement définitif, sommer l'avoué de la femme, par acte d'avoué à avoué, de leur communiquer la demande en séparation et les pièces justificatives, même intervenir pour la conservation de leurs droits, sans préliminaires de conciliation.

T. 70 et 75.—C. C., art. 1447.—C. de comm., art. 65.
—C. de P., art. 49, 339, 873.

2941. *La femme peut-elle répondre à la requête d'intervention d'un créancier?*

Oui, d'après l'art. 75 du tarif.

2942. *Celui qui n'est pas créancier actuel du mari, mais à qui la demande en séparation, formée sans succès, tend à préjudicier, à raison de droits éventuels, peut-il intervenir pour la contester?*

Oui, parce que les dispositions du Code de procédure relatives à la tierce opposition et à l'intervention, sont applicables en matière de séparation de biens. Or, d'un côté, aux termes de l'art. 474, une partie peut former tierce opposition à un jugement qui préjudicie à ses droits, lors duquel ni elle ni ceux qu'elle représente n'ont été appelés; d'un autre côté, aux termes de l'art. 466, aucune intervention ne doit être reçue, si ce n'est de la part de ceux qui auraient droit de former tierce opposition. De là résulte que dès-lors qu'il est reconnu qu'un jugement de séparation de biens peut préjudicier à un tiers, celui-ci doit être admis à intervenir, de même qu'il peut, après le jugement, être admis à une tierce opposition, conformément aux articles 466 et 474 précités. — (Voy. arrêt de la Cour de cassation, sect. des requêtes, du 28 juin 1810, Denecour, 1810, pag. 501.)

ART. 872. Le jugement de séparation sera lu publiquement, l'audience tenante, au tribunal de commerce du lieu, s'il y en a : extrait de ce jugement, contenant la date, la désignation du tribunal où il a été rendu, les noms, prénoms, profession et demeure des époux, sera inséré sur un tableau à ce destiné, et exposé pendant un an dans l'auditoire des tribunaux de première instance et de commerce du domicile du mari, même lorsqu'il ne sera pas négociant; et s'il n'y a pas de tribunal de commerce,

dans la principale salle de la maison commune du domicile du mari. Pareil extrait sera inséré au tableau exposé en la chambre des avoués et notaires, s'il y en a. La femme ne pourra commencer l'exécution du jugement que du jour où les formalités ci-dessus auront été remplies, sans que néanmoins il soit nécessaire d'attendre l'expiration du susdit délai d'un an.

Le tout, sans préjudice des dispositions portées en l'art. 1443 du Code civil (1).

T. 70, 75 et 79.—C. C. art. 1443 et 1445.—C. de comm., art. 65, 66 et 67.—Décr. du ministre des finances, du 27 juin 1809.—C. de P., art. 868.

DXLVII. Plusieurs des formalités prescrites par cet article sont nouvelles; d'autres, comme nous l'avons dit aux préliminaires du titre, ne s'observaient que pour les séparations des femmes des commerçants (2). L'art. 872 les rend générales, et cette mesure est conforme à la justice. En effet, sait-on toujours positivement si le débiteur est vraiment négociant ou ne l'est pas? D'ailleurs, les créanciers négociants de tout débiteur, quel qu'il soit, n'ont-ils pas intérêt de connaître sa position? Enfin, les créanciers quelconques de tout individu n'ont-ils pas le même intérêt et ne sont-ils pas également favorables. — (Foyes

(1) JURISPRUDENCE.

1°. La femme qui achète des meubles de son mari, par acte sous seing privé et en vertu d'un jugement de séparation de biens, qui n'a pas été lu à l'audience du tribunal de commerce, ni inséré au tableau, ne peut opposer cette vente aux créanciers de son mari, encore que son contrat de mariage porte clause de non communauté. Ce n'est pas le cas d'appliquer l'article 1593, n° 2, du Code civil. — (Paris, 18 mars 1814, Dalloz, tom. 19, pag. 482, Sirey, tom. 16, pag. 89.)

2°. La poursuite en liquidation des reprises exercées par la femme, dans la quinzaine du jugement en séparation, est, dans le sens de l'art. 1444 du Code civil, une extension suffisante de ce jugement. — (Colmar, 31 août 1811, Dalloz, tom. 19, pag. 490, Sirey, tom. 16, p. 89; Amiens, 7 mars 1826, jurispr. du 19^e siècle, 1826, 2^e, pag. 249.)

3°. L'objet des art. 1443 du Code civil et 872 du Code de procédure serait suffisamment rempli, si, au lieu d'afficher l'extrait dans l'intérieur de l'auditoire, ou le faisait afficher à la porte et à l'extérieur. — (Poitiers, 9 janv. 1807, jurispr. sur la procéd., tom. 1, pag. 421.)

4°. Une femme séparée de corps et de biens, et à laquelle le mari a fait offre de ce qu'il lui devait en principal, intérêts et frais, ne peut, en ajoutant aux sommes qu'elle réclamait d'abord les frais non liquidés des formalités qui sont la suite d'une séparation, faire saisir le mobilier de son mari, sous prétexte d'insuffisance des offres de celui-ci. — (Rennes, 10 nov. 1814.)

(2) Voy. Ordonnance de 1673, tit 8, et même l'art. 1445 du Code civil.

en outre ce que nous avons déjà dit à cet égard aux préliminaires du titre, in fine, pag. 165.)

2943. Si le jugement est rendu par défaut, ou attaqué par appel, les formalités préalables à l'exécution doivent-elles également être remplies dans la quinzaine ?

2944. Peuvent-elles l'être avant la signification du jugement ?

Oui, sans doute ; mais si une opposition ou un appel était signifié avant l'expiration de ce délai, nous pensons que l'on ne pourrait reprocher à la femme de n'avoir pas rempli, dans ce même délai, les formalités dont il s'agit ; elle n'aurait à s'y conformer qu'après le jugement à rendre sur l'opposition ou l'arrêt à intervenir sur l'appel, parce que le jugement par défaut, attaqué par opposition, et tout jugement entrepris par appel, sont considérés comme non avenus, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur cette opposition ou sur cet appel.

Ainsi, dans le cas où l'opposition est déclarée non recevable, le délai pour faire lire et afficher le jugement par défaut, nous paraît ne devoir courir que du jour de la décision qui a rejeté l'opposition ; si elle est admise, et qu'il intervienne au fond un jugement qui prononce la séparation, c'est ce dernier jugement qui doit être lu et affiché, de même que s'il intervient, sur l'appel, arrêt confirmatif, c'est cet arrêt qui est soumis aux formalités dont il s'agit dans l'art. 872.

M. Delaporte, tom. 2, pag. 407, va plus loin : il pense que le délai pour l'accomplissement de ces formalités ne peut courir tant que le jugement n'a pas acquis l'autorité de la chose jugée. S'il est par défaut, dit cet auteur, il faut attendre le délai de l'opposition.

Nous ne croyons pas que l'en puisse agir de la sorte. En effet, la loi ne distingue point entre les jugemens par défaut et les jugemens contradictoires.

D'ailleurs, les délais d'opposition ne courent que du jour de la signification du jugement, quand le jugement est rendu faute de plaider, ou à partir de l'exécution, s'il est rendu faute de comparaître : il dépendrait donc de la femme de prolonger ce délai, en ne faisant pas signifier le jugement, et, par ce moyen, d'en retarder indéfiniment l'exécution. C'est au contraire ce que la loi a voulu empêcher, en ordonnant que cette exécution aura lieu dans la quinzaine de la prononciation.

On peut donc, comme l'a jugé la Cour de Turin, par l'arrêt du 4 janvier 1811, déjà cité sur la quest. 2935^e, commencer à accomplir, avant la signification du jugement, les formalités préalables à son exécution ; mais il faudra du moins que cette signification ait eu lieu pour que l'exécution en soit valablement entamée par des poursuites de la femme, conformément aux art. 1444 du Code civil et 873 du Code de procédure.

Tels sont les motifs sur lesquels nous sen-

disons, dans notre Analyse, la solution des questions 2717 et 2718. Mais comme cette solution a encore trouvé des contradicteurs, nous ajouterons ici quelques observations, afin de prouver plus complètement que les suites tendantes à l'exécution du jugement de séparation de biens peuvent être commencées dans la première huitaine de la prononciation, nonobstant la disposition de l'art. 155 du Code de procédure.

Et d'abord, c'est un principe certain (L. 80, ff. de R. J.), que les lois spéciales doivent être exécutées de préférence aux lois générales, *même postérieures*, lorsque celles-ci n'y ont pas dérogé d'une manière positive. — (Voyez notre introd.)

Or, l'art. 1444 du Code civil renferme une disposition spéciale pour l'exécution du jugement de séparation de biens, à laquelle la disposition générale de l'art. 155 du Code de procédure ne peut être réputée avoir dérogé, puisqu'elle ne s'en explique pas, et que, d'un autre côté, l'article 872 garde sur ce point le même silence.

Cette considération suffit pour démontrer que l'en peut procéder à cette exécution avant la huitaine, que l'art. 155 ne fait courir que du jour de la signification à avoué, en cas de défaut *faute de plaider*, et du jour de celle qui l'aurait été à personne ou domicile, s'il a été prononcé *contre partie*.

En effet, l'art. 1444 exigeant que l'exécution soit commencée dans la quinzaine de la prononciation, cesserait de produire son effet, suivant la volonté du législateur, s'il était nécessaire d'attendre l'expiration de huitaine après la signification.

Il faut donc, pour tout concilier, reconnaître, comme nous l'avons dit ci-dessus, que l'en peut exécuter avant la signification, sauf à ne déclarer l'exécution valable qu'autant que la signification ait eu lieu ensuite.

Cette faculté d'exécuter avant la signification étant incontestable, non-seulement d'après les raisons que nous en avons données, mais suivant un arrêt de la Cour de cassation du 11 décembre 1810 (*Sirey*, tom. 11, pag. 77), il s'ensuit évidemment que le jugement peut être exécuté pendant la première huitaine, puisque le délai d'opposition ne court qu'à partir de cette signification.

On sent, au reste, qu'il est facile de prévenir toute difficulté, lorsque les droits de la femme sont établis par contrat de mariage, en faisant ordonner l'exécution provisoire, conformément à l'art. 155 lui-même.

2945. Comment doit-on exécuter le jugement en ce qui concerne l'acte authentique exigé par l'art. 1444, pour effectuer le paiement des droits de la femme, lorsque le mari ne se présente pas ?

Nous pensons qu'en cette circonstance la femme doit assigner à comparaître devant le tribunal, afin d'y procéder à la liquidation, soit

par le juge, soit par un notaire commis; autrement la femme ne pourrait parvenir à se procurer l'acte authentique exigé par l'article 1444, puisque le notaire ne peut, hors la présence d'une des parties, dresser un acte qui obligerait celle-ci.

2946. *Qu'est-ce que l'on doit faire pour opérer la lecture du jugement au tribunal de commerce ?*

On doit, dit M. Demiau Crouilliac, pag. 545, porter le jugement au tribunal, afin que la lecture à faire soit inscrite sur le rôle pour être appelée avant toute cause. Il est d'usage, ajoute ce commentateur, que l'on charge quelqu'un de se rendre à l'audience, pour demander, par forme de conclusions, que le tribunal ordonne cette lecture, après laquelle on demande qu'il en soit donné acte par jugement.

Au lieu des autres commentateurs ne parle de l'enrôlement de la lecture à faire, et ne dit qu'il soit besoin d'obtenir jugement qui en décerne acte. M. Houtefeuille, pag. 498, dit au contraire qu'il suffit que le greffier certifie, au pied du jugement, que la lecture a été faite, et telle est notre opinion, conforme à celle de M. Pigeau, tom. 2, pag. 500.

2947. *Comment une femme peut-elle exécuter le jugement de séparation, lorsque le mari est en faillite ?*

En ce cas, la femme ne peut obtenir du mari le paiement, qui, suivant l'art. 1244 du Code civil, doit être effectué dans la quinzaine; elle ne peut aussi commencer et continuer contre lui les poursuites exigées par le même article, puisque l'art. 494 du Code de commerce veut que toutes poursuites contre le failli soient dirigées contre les syndics; enfin, il ne reste à la femme aucune voie d'exécution ordinaire sur les biens, puisque le mari est dépossédé.

Dans cet état de choses, la femme ne peut donc que se pourvoir dans la faillite, en remettant son jugement aux syndics, et y joignant l'état de ses reprises et ses titres.

2948. *L'insertion de l'extrait du jugement au tableau de l'auditoire du tribunal de commerce doit-elle avoir lieu, encore bien que le mari ne soit pas négociant ?*

Oui, parce que l'art. 812 ne fait, relativement à cette formalité, aucune distinction du mari négociant et de celui qui ne l'est pas, et étend ainsi la disposition de l'art. 1445 du Code civil, qui ne prescrivait l'insertion dont il s'agit que pour le premier cas. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 449, et Houtefeuille, pag. 490.)

M. le tribun Mouricaut, (voy. édit. de F. Didot, pag. 316), dans son rapport au Corps législatif, a donné la raison de cette dérogation, que M. Demiau Crouilliac, pag. 546, et M. Delaporte, tom. 2, pag. 408, n'admettent pas. Mais M. Berriat Saint-Prix, pag. 672, not. 14, observe que l'article 1445 du Code civil n'exigeait pas l'affiche dans l'auditoire du tribunal de commerce, lorsque le mari n'est pas négociant, il

paraît que, dans ce cas, il n'y aurait pas nullité, parce que l'art. 872 du Code de procédure, en dérogeant à celui-là, n'a pas répété la peine.

Le principe que l'on peut suppléer des nullités vient sans doute appuyer cette observation de M. Berriat Saint-Prix; mais aussi l'on peut remarquer, d'après ces expressions de M. Mouricaut, *il a paru juste de rendre nécessaires des formalités qui ne s'observaient que pour les séparations des femmes des commerçans, etc.*, qu'il a été dans l'intention du législateur d'exiger aussi rigoureusement, pour les autres séparations, l'accomplissement des formalités dont il s'agit.

D'ailleurs, l'art. 872 portant que la femme ne peut commencer l'exécution du jugement qu'autant que celles qu'il prescrit auront été remplies, il en résulterait que ce commencement d'exécution serait nul, si l'une d'elles ne l'avait pas été. — (Quant aux règles et précautions relatives à la séparation des femmes des commerçans, voyez Code de commerce, article 66 et suiv.)

2949. *L'exposition dans la chambre des arçous et des notaires doit-elle durer un an, quoiqu'il y ait eu séparation de biens, et pour l'exposition dans les tribunaux ?*

Oui, dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 499, parce qu'il y a même motif pour l'une et pour l'autre.

C'est, au reste, ce que supposent les dernières expressions de l'art. 872, qui, en parlant aussi du délai d'un an, paraissent le faire rapporter à toutes les formalités que ce même article prescrit.

2950. *Si l'exécution du jugement n'était commencée qu'après la quinzaine de sa prononciation, la séparation serait-elle nulle, conformément à l'art. 1444 du Code civil ?*

C'est demander, en d'autres termes, s'il a été dérogé à l'art. 1444 du Code civil par l'art. 872 du Code de procédure, qui exige l'accomplissement d'un grand nombre de formalités préalables à l'exécution du jugement de séparation, et qui paraît supposer que l'on peut commencer cette exécution après la quinzaine, puisqu'il dit qu'il n'est pas nécessaire d'attendre l'expiration du délai d'un an pendant lequel le jugement doit être affiché ?

Il faut remarquer en outre que ce même article, au lieu de renvoyer à l'art. 1444 du Code civil, ne renvoie qu'à l'art. 1445, qui prescrit d'autres formalités à remplir avant la mise à exécution du jugement.

La question fut discutée à la Cour de cassation dans les plaidoiries sur lesquelles intervint un arrêt du 11 décembre 1810 (Dallos, tom. 19, pag. 484; Sirey, tom. 11, pag. 77); mais la Cour suprême la laissa indécise, parce qu'il s'agissait d'une séparation prononcée en l'an 12, avant la mise en activité du Code de procédure; ce que la Cour eut soin de faire remarquer par ces mots, *attendu que le jugement qui prononce*

la *séparation de biens* est du 4 messidor an 12. Nous avons donc à traiter, indépendamment de la décision dont nous avons cru pouvoir argumenter, cette question, sur laquelle les Cours et les auteurs ne sont pas d'accord.

Premièrement, la Cour de Limoges, par arrêt des 24 décembre 1811 (*roy. Dalloz*, tom. 19, pag. 485; *Sirey*, tom. 14, pag. 12), et 10 avril 1812 (*Sirey*, pag. 13, et *Journal des avoués*, tom. 6, pag. 58), a jugé que l'art. 872 du Code de procédure dérogeait implicitement à l'article 1444 du Code civil, la femme avait eu la faculté de commencer ses poursuites après le délai de quinzaine, et avant le délai de l'année fixé par le premier article.

Secondement, la Cour de Rouen, par arrêt du 27 avril 1816 (*roy. Dalloz*, tom. 19, pag. 485; *Sirey*, 1816, pag. 216), a jugé le contraire en déclarant qu'il n'y avait aucune contrariété entre les deux objets de la difficulté, et en annulant par ce motif, et conformément à l'art. 1444, une séparation qui n'avait pas reçu de commencement d'exécution dans la quinzaine.

Parmi les auteurs, ceux du Commentaire des Annales du notariat, tom. 5, pag. 563, sont les seuls qui aient abordé directement la difficulté, pour rejeter le système de dérogation adopté par les arrêts de Limoges; ils se fondent, 1^o sur ce que les dispositions de l'article 1444 sont formelles, au lieu que celles de l'art. 872 sont obscures et équivoques; 2^o sur ce qu'au tribunal de première instance de Paris, on tient pour maxime constante que le jugement de séparation doit, même encore aujourd'hui, être exécuté dans la quinzaine de sa prononciation.

Il nous semble assez facile de prouver que l'on doit s'en tenir à cette dernière opinion.

Toute la difficulté tient en effet, à ces termes de l'art. 872, *la femme ne pourra commencer l'exécution du jugement que du jour où les formalités auront été remplies, sans que néanmoins il soit nécessaire d'attendre l'expiration du susdit délai d'un an*.

Or, il est à remarquer que ce délai d'un an est donné pour la durée de l'expiration de l'extrait du jugement de séparation au tableau de l'auditoire.

La section du Tribunal fit au Conseil d'état l'observation qu'il convenait d'empêcher qu'on ne pensât que la femme doit attendre l'expiration de l'année pour commencer l'exécution.

Ce fut sur cette observation, dit M. Loaré, tom. 4, pag. 107, que l'on ajouta les derniers mots de l'article, et, par conséquent, on doit reconnaître qu'ils ne signifient autre chose, si ce n'est que la femme ne doit pas attendre l'expiration du délai pour commencer l'exécution. Ainsi l'art. 1444 voulant impérieusement que cette exécution soit commencée dans ce délai, il doit encore recevoir son application. Loin que l'art. 872 du Code de procédure s'y oppose, sa disposition finale n'a au contraire pour objet

que d'empêcher que l'on tire cette conséquence de celles qui la précèdent.

A la vérité, la phrase n'est pas clairement conçue, et ces mots, *sans qu'il soit nécessaire*, ont pu porter à croire que la femme avait la faculté de ne commencer l'exécution qu'après les quinze jours, pourvu qu'elle ne laissât pas expirer l'année; et c'est aussi ce que semble admettre les auteurs du Praticien, tom. 3, pag. 141; mais la raison donnée par la section du Tribunal, de l'addition de cette phrase à l'article du projet, lève toute incertitude.

Au surplus, on ne présume point facilement une dérogation à une loi expresse, et celle dont il s'agit eût été trop importante pour que le législateur n'eût pas exprimé d'une manière formelle, dans l'art. 872, celle qu'il eût entendue faire à l'art. 1444. C'est un principe incontestable, en matière d'interprétation, que deux dispositions contraires doivent, autant que possible, produire chacune son effet, suivant les vues du législateur. Tel est le résultat de l'opinion consacrée par l'arrêt de Rouen.

Combinant, d'après ces observations, les deux articles dont il s'agit, nous concluons que la femme est obligée à commencer l'exécution du jugement dans la quinzaine, conformément à l'art. 1444, sans attendre l'expiration du délai d'un an, qui n'a pour objet que la durée de l'insertion de ce jugement au tableau. C'est aussi ce qu'ont dit, mais sans discuter la difficulté, M. Demiau, pag. 545, M. Pigeau, tom. 2, pag. 500; mais M. Berriat, pag. 673, not. 15, déclare pencher pour la doctrine de la Cour de Limoges.

Mais en faveur de la solution que nous avons adoptée, on peut consulter un dernier arrêt de la Cour de cassation, du 13 août 1818 (*Sirey*, tom. 19, pag. 286), qui déclare nulle et sans effet la séparation de biens qui n'a pas été exécutée ou suivie de poursuites dans la quinzaine de la prononciation, attendu que l'art. 872 du Code de procédure n'a point dérogé à l'art. 1444 du Code civil.

Disons donc que toutes les formalités préalables qui ont fait l'objet des précédentes questions, doivent être remplies avant l'expiration de ce délai; d'où résulte une dérogation à l'article 61 du tit. 3 de la loi du 22 frimaire an 7, qui accorde vingt jours pour l'enregistrement du jugement, qui, d'après la solution ci-dessus, doit nécessairement être revêtu de cette formalité avant que l'on puisse estimer les poursuites.

2951. *Que doit-on faire pour exécuter le jugement, conformément aux art. 1444 du Code civil et 872 du Code de procédure, lorsque le mari n'a aucun bien?*

Dans cette circonstance, il suffira que la femme fasse dresser, dans la quinzaine, un procès-verbal de carence. — (*Foy. Pigeau*, tom. 2, pag. 503.)

2952. *Peut-on considérer comme un com-*

commencement de poursuites la simple signification du jugement?

Si l'un ne pouvait ici, dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 502, considérer comme poursuites que des commandemens, des saisies, etc., le délai de quinzaine serait évidemment beaucoup trop court. Ainsi, la signification du jugement peut être considérée comme poursuite, et par conséquent il suffit à la femme qu'elle l'ait fait faire dans le délai de quinzaine, pour qu'elle ne puisse encourir la nullité.

Quoi qu'il en soit, dit M. Berriat Saint-Prix, pag. 672, not. 15, on a jugé que le défaut de cette signification, dans la même quinzaine, rend sans effet la séparation. Ici M. Berriat Saint-Prix, cite l'arrêt de la Cour de cassation, du 11 décembre 1810, dont nous avons parlé sur la quest. 2950^e.

Nous ne voyons pas que l'arrêt dont il s'agit ait quelque chose d'opposé à l'opinion de M. Pigeau : il décide, au contraire, comme cet auteur, que la signification doit être faite dans la quinzaine ; mais il ne préjuge pas la question que décide affirmativement M. Pigeau : savoir : si la signification du jugement peut elle-même être considérée comme un commencement de poursuites.

Les autres commentateurs supposent, au contraire, que cette signification ne peut être considérée comme un commencement de poursuites, et telle est l'opinion à laquelle il nous semble très-prudent de se conformer ; car si la signification d'un jugement est nécessaire pour avoir le droit d'en poursuivre l'exécution, elle n'annonce que l'intention de faire ces poursuites, elle n'en est pas une.

2953. *Quand y a-t-il interruption de poursuites?*

La loi, dit encore M. Pigeau, *ubi suprà*, n'a pu définir avec précision ce qu'on doit considérer comme *interruption de poursuites* ; elle s'en rapporte, sur ce point, à la prudence du juge. Cependant nous pourrions répondre, avec cet auteur et M. Berriat Saint-Prix, pag. 673, not. 15, 2^e observ., qu'il y a interruption de poursuites, lorsque, par mauvaise foi ou intention de frauder les créanciers, ou a excédé les délais à l'expiration desquels on a le droit de faire les actes indiqués par la loi pour les diverses exécutions ; mais on ne doit pas présumer de la mauvaise foi, si on ne les a excédés que de très-peu de temps.

Il faut néanmoins observer qu'indépendamment de l'allégation de mauvaise foi, la Cour de Poitiers, par l'arrêt du 9 janvier 1807, cité *suprà*, pag. 169, not. 3^e, a jugé que l'interruption, pendant deux ans, des poursuites qui auraient cependant commencé dans la quinzaine, rendait le jugement de séparation sans effet, encore bien que le créancier qui demandait cette nullité n'eût pas fait lui-même des poursuites afin de paiement avant la reprise de celles que la femme avait commencées. C'est qu'en effet une aussi

longue interruption peut facilement faire supposer une renunciation de la femme antérieure à la reprise de ses poursuites. Au reste, la Cour de Poitiers n'a fait, par cet arrêt, qu'user du pouvoir que la loi lui donne, comme le dit M. Pigeau, de prononcer suivant les circonstances.

2954. *Comment exécuter l'art. 1444, si la séparation avait été prononcée dans une espèce où la femme n'eût ni droits ni reprises à exercer?*

Dans ce cas, où l'on suppose résolue pour l'affirmative la question encore douteuse de savoir si la séparation pourrait être prononcée, nous estimons que la femme doit se présenter devant un notaire pour y faire dresser acte de sa déclaration de n'avoir aucun droit ni reprise à exercer, pour ledit acte lui tenir lieu de celui que prescrit l'art. 1444 du Code civil. Elle ferait ensuite sommation à son mari de se trouver en l'étude du notaire pour voir passer contradictoirement cette déclaration. Ceci n'est pas ce nous ne pensions qu'à la rigueur on peut se dispenser de cette sommation : la faire n'est qu'un acte de prudence.

2955. *Comment s'effectue l'exécution du jugement?*

L'exécution peut être faite par une cession volontaire des biens du mari à due concurrence des droits et reprises de la femme, pourvu que l'acte soit authentique et sans fraude. — (Voyez Code civ., art. 1444 — 1595.)

Elle peut être faite rigoureusement par les voies ordinaires d'exécution, ou, si la créance n'est pas liquide, par des poursuites en règlement de droits non interrompues depuis. — (Voy. *Thomines Desmazures*, pag. 322, et pour les développemens qu'exigent les différents régimes sous lesquels la femme est mariée, Pigeau, tom. 2, pag. 502 à 511.)

2956. *Lorsque le jugement de séparation a été attaqué par appel et qu'il est confirmé, les actes faits en exécution des art. 1445 du Code civil et 872 du Code de procédure doivent-ils avoir leurs effets, ou ne doit-on pas les renouveler, en exécution de l'arrêt confirmatif?*

Il est de principe, comme nous l'avons dit tom. 2, pag. 158, qu'en tous les cas où un jugement est confirmé, il reprend toute sa force à l'égard des parties. C'est ce que prouverait non-seulement l'article 472, puisqu'il veut que si le jugement est confirmé, l'exécution appartienne au tribunal dont est appel, mais surtout l'article 457, en ce qu'il déclare que l'appel n'est que *suspensif*.

Il résulte, sans contredit, de ces deux articles, que les actes faits en exécution du jugement de séparation sont vivifiés et doivent produire leurs effets, dès que ce jugement reprend lui-même sa force par la cessation de l'obstacle que l'appel avait apporté aux suites ultérieures.

Ainsi, les actes de publicité donnée au jugement confirmé n'ont pas besoin d'être renouvelés.

2957. *Mais si l'exécution n'avait pas eu lieu*

en conformité de l'art. 1444 du Code civil, le délai ne courrait-il pas utilement à partir de l'arrêt confirmatif?

De ce que l'appel a suspendu les suites qui restaient à faire conformément à l'article précité, il nous semble que l'on doit conclure qu'elles doivent être consommées dans le délai fixé par cet article, à partir de l'arrêt confirmatif, et que l'on ne peut prétendre qu'elles eussent dû l'être dans le même délai, à compter du jour du jugement, puisque son exécution était arrêtée par l'effet de l'appel interjeté. — (Voyez ci-dessus quest. 1653^r, et l'arrêt de la Cour de cassat., du 12 juin 1810, *Sirey*, tom. 10, pag. 317.)

ART. 873. Si les formalités prescrites au présent titre ont été observées, les créanciers du mari ne seront plus reçus, après l'expiration du délai dont il s'agit dans l'article précédent, à se pourvoir par tierce opposition contre le jugement de séparation (1).

C. C., art. 1447. — C. de comm., art. 65 et 67.

DLXVIII. Ce n'est qu'après avoir, pour la publicité du jugement, rempli toutes les formalités dont nous venons de parler, que la femme peut commencer à l'exécuter.

Ce n'est enfin que quand il a été satisfait à toutes les dispositions précédentes, que les créanciers sont non recevables à former tierce opposition, et qu'ils ne peuvent plus qu'intervenir sur l'appel que le mari interjetterait (2); car tout doit avoir un terme; et si le créancier en souffre, il ne fait que subir la peine de sa négligence, puisque la loi a épuisé tous ses bienfaits envers lui. — (Exposé des motifs.)

2958. Les créanciers du mari sont-ils recevables en tout temps à se pourvoir par tierce opposition, lorsque les formalités prescrites au titre de la séparation n'ont pas été remplies?

La conséquence de l'art. 873, dit M. Merlin (voyez *nouv. Répert.*, 2^e séparation de biens,

not. 2, § 3, art. 2, pag. 771), est que si les formalités prescrites tant par les art. 866, 867, 868 et 869, que par l'art. 872, n'ont pas été observées, les créanciers du mari sont reçus en tout temps à se pourvoir contre le jugement de séparation, et à le faire rétracter.

Cette décision se trouve en harmonie avec ce que nous avons établi sur la quest. 1725^r, tom. 2, pag. 245; savoir: que la tierce opposition n'est assujettie à aucun délai péremptoire; principe auquel l'art. 873 ne fait d'exception, relativement au jugement de séparation, que pour le cas où toutes les formalités que nous venons d'indiquer ont été remplies.

Il a conséquemment été décidé par l'arrêt de la Cour de cassation, du 13 août 1818, déjà cité n° 2950, que la fin de non recevoir prononcée contre les créanciers du mari, qui ne formaient leur opposition que plus d'un an après l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 872, laisse entière l'action en nullité de la séparation pour défaut de poursuites dans la quinzaine du jugement.

2959. Si le jugement, régulier dans la forme, est injuste au fond, parce qu'il a été rendu en fraude des droits des créanciers, peuvent-ils l'attaquer en tout temps par voie d'opposition?

Oui; car l'art. 1447 du Code civil dispose que les créanciers du mari peuvent se pourvoir contre la séparation de biens prononcée et même exécutée en fraude de leurs droits, c'est-à-dire par dol, collusion, etc. Or, cet article ne fixe aucun délai après lequel ce pourvoi ne serait plus recevable, et conséquemment nous estimons qu'il faut appliquer les principes exposés sur la précédente question. — (Voy. *Pigeau*, t. 2, p. 513.)

Cependant M. Demiau Crouzilbaud, pag. 547, en se fondant sur les dispositions de l'art. 1304 du Code civil, borne la faculté de se pourvoir par tierce opposition, en cas de fraude, à dix années du jour de la découverte du dol.

Mais si l'on fait attention que l'article dont argumente cet auteur n'est relatif qu'aux demandes en nullité ou rescision d'une convention, on pensera peut-être, et telle est notre opinion, qu'il n'est pas permis d'étendre sa disposition limitative. — (Voy., sur les droits des créanciers postérieurs au jugement de séparation, *Pigeau*, tom. 2, pag. 512, 513 et suiv.)

2960. Mais ce délai s'applique-t-il, tout en cas où la tierce opposition est dirigée contre le chef du jugement qui liquide les reprises de la femme, qu'à celui où elle l'est contre le chef qui prononce la séparation?

Cette question a été jugée pour l'affirmative par arrêt de la Cour de Riom, du 26 décembre 1817, et de celle de Dijon, du 6 août 1817. — (Dalloz, tom. 13, pag. 497; *Sirey*, tom. 18, pag. 158 et 64; *Jurisp. du 19 siècle*, 1829, 2^e, pag. 119.)

D'un autre côté, le même arrêtiste rapporte un arrêt de celle de Rouen, du 12 mars 1817 (r. *Sirey*, t. 17, p. 170), qui décide, au con-

(1) JURISPRUDENCE.

1^o. Si les formalités ont été remplies, les créanciers du mari n'ont, pour former tierce opposition au jugement qui liquide les reprises de la femme, que le délai d'un an, auquel l'art. 873 du Code de procédure civile a restreint le droit d'attaquer le jugement de séparation de biens. — (Cassat., 4 déc. 1815, *Sirey*, tom. 16, pag. 65; *Dalloz*, tom. 19, pag. 495.)

2^o. Le tiers détenteur de l'immeuble grevé de l'hypothèque légale de la femme n'a, pour former tierce opposition au jugement de séparation de biens, que le délai accordé à tous les créanciers du mari par l'art. 873 du Code de procédure.

NOTA. On dirait vainement qu'il n'a eu le droit d'agir comme créancier du mari que du moment où il a été poursuivi hypothécairement par la femme, et que par conséquent le délai de la tierce opposition n'a pu courir contre lui que de ce moment. — (Dijon, 6 août 1817.)

(2) Voy. ci-après, quest. 2961.

traire, que l'obligation imposée aux créanciers d'attaquer dans l'année ou jugement de séparation, ne s'étend pas à l'acte de liquidation; mais l'arrêt de la Cour de cassation déjà cité ci-dessus pag. 174, à la note 1^{re}, et conforme à un autre du 13 octobre 1813, a résolu la question dans le sens adopté par la Cour de Riom.

2961. *Au lieu de sa poursuite par tierce opposition, les créanciers peuvent-ils interjeter appel du jugement de séparation?*

L'art. 902 du projet leur réservait ce droit d'appeler du jugement; mais cette disposition ne se retrouve plus dans le Code; et, à ce sujet, les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 142, observent que la suppression en a été faite d'après les observations des Cours d'Orléans et d'Angers, qui proposaient de ne réserver que la requête civile, et de là ils concluent que la voie d'appel est interdite aux créanciers.

Mais M. Berriat Saint-Prix, pag. 673, not. 17, dit que le Code ne parlant point de cette dernière voie, il semble qu'on doit revenir sur ce point aux règles du droit commun, et accorder aux créanciers la faculté d'appeler du chef du mari, lorsqu'il est dans son délai. Tot est aussi l'avis de M. Mouricaut (roy. édit. de F. Didot, pag. 316), et tel a été, ajoute M. Berriat Saint-Prix, celui du Tribunal, lorsqu'on a demandé la suppression de la disposition du projet.

2962. *Les créanciers peuvent-ils attaquer en tous temps l'acte d'exécution fait en fraude de leurs droits existants lors de cet acte?*

Oui, à quelque époque qu'ils en aient connaissance. — (Foy. Pigeau, tom. 2, pag. 513.)

ART. 874. La renonciation de la femme à la communauté sera faite au greffe du tribunal saisi de la demande en séparation (1).

T. 91. — C. C., art. 1457. — C. de comm., art. 65 et 67. — C. de P., art. 997.

2963. *La renonciation de la femme à la communauté est-elle de rigueur et doit-elle être absolue?*

Le Code, dit M. le tribun Mouricaut, ubi supra, tranche, dans l'art. 874, une question controversée, celle de savoir si la femme qui fait prononcer sa séparation de biens peut ne renoncer à la communauté que pour l'avenir, si elle peut demander le partage pour le passé. Plusieurs jurisconsultes étaient pour l'affirmative; ils se fondaient sur ce que, pour anto-

riser la demande en séparation, il suffisait que la dot de la femme fût en péril. D'autres pensaient au contraire que si la communauté présentait du bénéfice, il ne pouvait y avoir lieu de craindre pour la dot et de séparer; que d'ailleurs, lorsqu'on enlevait au mari l'usage des biens de sa femme, il n'était pas convenable qu'elle demandât et obtint au-delà. C'est cette dernière opinion, la plus commune et la plus raisonnable, que le Code a adoptée: il exige donc la renonciation absolue, et il ordonne qu'elle sera faite au greffe du tribunal, afin qu'elle soit jointe à l'instance.

Quoi qu'il en soit, tous les jurisconsultes qui ont examiné la question qui nous occupe sont, si l'en excepte M. Berriat Saint-Prix, qui semble adopter l'opinion de M. Mouricaut, puisqu'il la cite sans la combattre (roy. pag. 722, not. 5), d'un sentiment absolument opposé à celui de cet auteur du rapport de la loi au Corps législatif.

Nous croyons comme eux que l'art. 874 n'a d'autre objet que l'indication du lieu où la renonciation à la communauté doit être faite, dans l'espèce particulière d'une séparation; ce qui est une exception à la règle générale d'après laquelle l'acceptation ou la renonciation doit être faite au lieu où la dissolution de la communauté s'est opérée. — (Foy. art. 997.)

Mais arguer de cet article pour soutenir que la renonciation est de rigueur et qu'elle doit être absolue, c'est évidemment forcer les termes, c'est raisonner sans base, c'est suppléer une obligation rigoureuse que la loi ne contient pas, et qu'elle ne veut pas imposer, puisque, d'un côté, l'art. 1453 du Code civil porte qu'après la dissolution de la communauté la femme, ou ses héritiers et ayant-cause, ont la faculté de l'accepter ou d'y renoncer, et que, de l'autre, l'art. 174 du Code de procédure dispose que la femme divorcée ou séparée de biens jouira des délais pour faire inventaire et débiter. — (Foy. tom. 1, pag. 252, à la note 1.)

Or, comme il n'existe dans les deux Codes aucune disposition qui ait dérogé à ces articles, on doit conclure que la femme a évidemment l'option d'accepter ou de renoncer, puisqu'elle est désignée nommément dans l'art. 174, sans qu'elle est obligée de s'expliquer avant le terme fixé par cet article, attendu qu'il faut qu'elle soit payée ou qu'elle ait fait des poursuites non interrompues dans la quinzaine du jugement.

S'il y a des raisons de présumer qu'en général la séparation mettra la femme dans la nécessité de renoncer à la communauté, on doit convenir, d'un autre côté, qu'il est des circonstances dans lesquelles l'acceptation lui serait favorable.

En effet, une communauté peut n'être pas encore obérée; mais la mauvaise conduite du mari, le désordre de ses affaires, pour nous servir des expressions de l'art. 1443 du Code

(1) JURISPRUDENCE.

La renonciation à la communauté faite depuis la demande en séparation, mais antérieurement au jugement de séparation, ne peut être querrelée comme faite avant la dissolution de la communauté, laquelle est réputée dissoute, non pas seulement du jour du jugement, mais bien du jour de la demande sur laquelle il est intervenu. — (Orléans, 14 déc. 1817, Sirrey, tom. 19, pag. 216.)

civil, donnent lieu de craindre que les biens de celui-ci ne soient pas suffisants pour remplir les droits et reprises de la femme. Dans cette circonstance, la loi autorise la demande en séparation : elle n'a donc pas entendu que la femme ne peut former cette demande qu'après la ruine complète du mari et de la communauté ; donc elle peut avoir lieu à une époque où le partage de cette communauté peut présenter des avantages à la femme, et conséquemment on doit conclure que la femme peut en profiter.

On trouvera d'autres raisons de décider ainsi dans le Traité de M. Pigeau, tom. 2, pag. 389 et 500, dans celui de M. Demiau Crouilhac, pag. 549, et surtout dans le 5^e vol. de la Jurisprudence du Code civil, pag. 431 à 435 (1).

TITRE IX.

De la séparation de corps et du Divorce.

Le législateur s'est borné, dans les art. 306 et 307 du Code civil, à déclarer que la demande en séparation de corps serait instruite et jugée de la même manière que toute autre action civile.

Mais, d'un autre côté, la qualité des parties exigeait des égards particuliers et certaines modifications concernant l'essai préalable de conciliation ; de l'autre, l'intérêt des tiers commandait quelques précautions, relatives à la publicité qu'il convenait de donner à un jugement qui entraîne nécessairement la séparation de biens.

L'art. 881 porte, à l'égard du divorce, qu'il sera procédé comme il est prescrit au Code civil ; mais on verra sur cet article que cette disposition doit être considérée comme non avenue par la suppression du divorce.

ART. 878. L'époux qui voudra se pourvoir en séparation de corps, sera tenu de présenter au président du tribunal de son domicile, requête présentant sommairement les faits ; il y joindra les pièces à l'appui, s'il y en a (2).

(1) Enfin, nous ajouterons que le défant de renonciation n'entraînerait pas la nullité d'une séparation prononcée avant la publication du Code de procédure. C'était l'ancienne jurisprudence, fondée, dit entre autres Duparc-Poullain, tom. 5, pag. 262, sur ce que « la séparation de biens ayant pour fondement le déranglement des affaires du mari, il y aurait la plus évidente contradiction à prendre part à une communauté dont on demande la dissolution à cause de son mauvais état. Ainsi, ajoute-il, la séparation est valable, quoique la femme n'ait pas fait de renonciation expresse à la communauté. »

(2) JURISPRUDENCE.

1^o. Les art. 368 et 369 du Code civil, qui, en ma-

T. 29 et 79.—C. C., art. 256, 306 et suiv., 311.

ART. 876. La requête sera répondue d'une ordonnance portant que les parties comparaitront devant le président au jour qui sera indiqué par la dite ordonnance.

T. 29.—C. C., art. 256.

ART. 877. Les parties seront tenues de comparaître en personne, sans pouvoir se faire assister d'avoués ni de conseils.

C. C., art. 258.

ART. 878. Le président fera aux deux époux les représentations qu'il croira propres à opérer un rapprochement ; s'il ne peut y parvenir, il rendra, ensuite de la première ordonnance, une seconde portant qu'attendu qu'il n'a pu concilier les parties, il les renvoie à se pourvoir, sans citation préalable, au bureau de conciliation : il autorisera par la même ordonnance la femme à procéder sur la demande, et à se retirer provisoirement dans telle maison dont les parties seront convenues, ou qu'il indiquera d'office ; il ordonnera que les effets à l'usage journalier de la femme lui seront remis. Les demandes en provision seront portées à l'audience (3).

C. C., art. 259, 263 et 268.—C. de P., art. 49.

DXLIX. Les dispositions des articles ci-dessus dérivent de cette pensée, déjà émise dans les préliminaires de ce titre, que la qualité des parties devait entraîner des égards particuliers, et par suite, quelque changement à la tentative préalable de la conciliation ; d'où est résultée

tière de divorce, autorisent la femme à se retirer dans la maison qui lui sera indiquée par le juge, et qui déclarent non recevable la femme demanderesse, si elle ne justifie pas de sa résidence dans la maison indiquée, ne sont pas applicables à la séparation de corps.—(Voy. Sirey, tom. 19, pag. 166, § 2, Dalloz, tom. 25, pag. 28.)

2^o. L'action en séparation de biens n'est pas une renonciation faite à une demande en séparation de corps : cette seconde demande peut donc être formée par la femme qui aurait échoué dans la première.—(Cassat., 25 août 1809, Sirey, tom. 9, pag. 434.)

(3) JURISPRUDENCE.

La femme qui, sur requête présentée au président à l'effet d'être autorisée à assigner son mari en séparation de corps et à procéder sur la demande, obtient une ordonnance portant permission d'assigner, est par cela seul suffisamment autorisée à poursuivre l'instance en séparation.—(Colmar, 12 déc. 1816, Sirey, 1818, pag. 190, Dalloz, tom. 25, pag. 34.)

l'adoption de la procédure que prescrivent ces mêmes articles; procédure sage, disait M. Mouruau, dans son rapport au Corps législatif, et qui était ci-devant pratiquée au Châtelet.

2964. *La demande en séparation de corps peut-elle être intentée par la femme mineure, sans l'autorisation de son mari, et sans l'assistance d'un curateur?*

Nul doute que la femme même mineure n'ait point besoin d'autorisation de son mari pour plaider contre lui en séparation de corps; mais on pourrait croire, d'après ce que nous avons dit sur la quest. 2932^a, qu'il lui faudrait l'assistance d'un curateur.

La Cour de Bordeaux, par arrêt du 1^{er} juillet 1806 (*roy. nouv. Répert., au mot séparation de corps*, § 3, n^o 8), a jugé que l'autorisation donnée par le président, conformément à l'article 878, la dispensait de cette assistance, et nous pensons aussi qu'elle n'en a besoin ni pour présenter sa requête, ni pour suivre sa demande en séparation.

C'est que, dans la circonstance actuelle, on ne peut faire valoir les raisons que nous avons données sur la question précitée, parce que l'action en séparation de corps, ainsi que le remarque la Cour de Bordeaux, a plutôt pour objet d'obtenir une protection pour la personne, que de réclamer les biens.

2965. *Quel est le président au tribunal auquel la requête doit être présentée?*

L'art. 875 dit que le demandeur présentera la requête au président du tribunal de son domicile; mais il est clair qu'il s'agit toujours du domicile du mari, puisque la femme ne peut en avoir un autre. — (*Voyez question 2956^a; Berriot Saint-Preis*, pag. 675, not. 2; *Code civil*, art. 108.)

2966. *Peut-on articuler, postérieurement à la requête exigée par l'art. 815, des faits qui n'auraient pas été compris dans cette requête?*

Nous avons dit le contraire sur la quest. 841^a de notre Analyse, d'après deux arrêts, l'un de la Cour de Riom, l'autre de celle de Paris; mais nous avons annoncé, tom. 1, pag. 354, à la note 2, que, par arrêt du 19 mai 1812, la 2^e chambre de la Cour de Rennes a rendu une décision absolument opposée, à laquelle on peut joindre une autre décision de la Cour de Beaupré, du 9 avril 1808 (*roy. Jurisp. du Code civ.*, tom. 11, pag. 330), et nous avons ajouté que c'est à cette dernière qu'il faut s'en tenir, parce qu'on peut argumenter en sa faveur de l'arrêt de la Cour de cassation, du 25 mai 1807, rapporté au nouveau Répertoire, au mot *enquête*, § 4, tom. 4, pag. 607.

2967. *Moins l'époux demandeur ou défendeur en séparation de corps pourrait-il, sur l'appel, articuler de nouveaux faits relatifs à l'action, lorsque ceux articulés en première instance ne fournissent pas une preuve suffisante?*

La négative a été jugée par arrêt de la Cour de
CARRÉ, TOME 3.

Paris, du 23 avril 1806; elle a considéré qu'en cette circonstance les faits étaient tardivement présentés (*roy. Jurisp. des Cours souv.*, tom. 5, pag. 403, *Dalloz*, tom. 25, pag. 37); cette décision confirme ce que nous avons cru devoir établir sur la question 1136^a, tom. 1, pag. 409.

2968. *Vo-t-il lieu à comparution des parties devant le président, dans tous les cas où la séparation de corps peut être demandée?*

Quatre causes de séparation sont énumérées au Code civil (*roy. ord. 229, 230, 231, 232 et 306*), savoir : l'adultère de la femme, l'adultère du mari en certains cas, les excès, sévices ou injures graves de l'un des époux envers l'autre; enfin, la condamnation de l'un des époux à une peine infamante. Ce n'est qu'autant que la demande est fondée sur l'une des trois premières causes, qu'elle est susceptible de l'application des dispositions du Code de procédure; la quatrième pouvant être facilement démontrée, il suffit à l'époux demandeur de présenter requête au président contenant l'objet de sa demande, avec expédition du jugement criminel et certificat de la Cour, qui constate qu'il a acquis l'autorité de la chose jugée.

Le président nomme un rapporteur; et jugement intervient sur les conclusions du ministère public, dans la forme des jugements sur requête.

Telles sont, dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 521, les formes très-simples que l'on suit en cas de condamnation de l'époux défendeur à une peine infamante.

La preuve de ce fait est si claire qu'il n'est pas besoin d'assigner ni d'entendre la partie adverse; mais on peut opposer que cette procédure si rapide n'est autorisée qu'en matière de divorce. — (*Voyez Code civil, article 261.*)

Nous répondons qu'à plus forte raison elle doit être suivie pour la séparation de corps qui est bien moins importante.

2969. *Si l'un des époux était empêché, par maladie, de se présenter devant le président, que devrait faire ce magistrat?*

Il agirait ainsi qu'il est dit dans l'art. 236 du Code civil. — (*Voy. Pigeau*, pag. 526, et *Delaporte*, tom. 2, pag. 411.)

2970. *Si le défendeur refusait de se présenter, le président passerait-il outre?*

Il ferait à l'époux présent les observations propres à opérer un rapprochement, et rendrait, conformément à l'art. 878, l'ordonnance de renvoi à se pourvoir.

En effet, ainsi que l'observe M. Delvincourt, tom. 1, pag. 438, l'art. 877, par ces mots *seront tenus*, ne dit pas que le défendeur est absolument tenu de comparaître, mais que s'il comparait, ce doit être en personne, sans avoir ni conseil; observation qui ne détruit point la solution donnée au numéro précédent, qui se rapporte à l'espèce où une partie fait connaître

son empêchement et annonce par là qu'elle ne refuse pas d'entendre les représentations du président.

2971. *Le président doit-il dresser procès-verbal constatant qu'il n'a pu concilier les époux, ainsi qu'il le devait faire en matière de divorce, conformément à l'article 239 du Code civil?*

Non, puisque l'art. 878 veut que l'ordonnance de renvoi soit inscrite à la suite de celle qui ordonne la comparution.

2972. *Le président qui n'a pu concilier les parties, doit-il les renvoyer à se pourvoir en bureau de conciliation? Ne doit-il pas, au contraire, les renvoyer à se pourvoir directement devant le tribunal civil?*

Dans quelques éditions du Code, les mots *sans citation préalable* sont placés entre deux virgules; de là plusieurs avaient conclu que le président devait renvoyer les parties se pourvoir au bureau de conciliation, mais sans qu'il fût besoin de citation préalable.

Aujourd'hui personne ne doute que telle n'a point été l'intention du législateur, et qu'afin que les expressions, que nous venons de citer, expriment la véritable intention du législateur, il faut supprimer la seconde virgule, et lire comme s'il y avait : *il les renvoie à se pourvoir, sans citation préalable au bureau de conciliation*; d'où suit que le président renvoie directement au tribunal : c'est au reste ce que prouvent les discours du conseiller d'état Berlier et du tribun Mouricout (voy. *édit. de F. Didot*, pag. 289 et 318). En effet, le président ayant fait l'office de conciliateur, à quoi bon les parties seraient-elles renvoyées au bureau de paix? — (Voy. art. 49.)

2973. *La demande en séparation de corps doit-elle être affichée conformément à l'art. 807, attendu qu'elle entraîne nécessairement la séparation de biens?*

Non, d'après ce que nous avons dit sur la quest. 2933^e. Telle est l'opinion de M. Merlin (voy. *note. Répert.*, au mot *séparation de corps*), contraire à celle de M. Pigeau, tom. 2, pag. 527, et des rédacteurs de la Bibliothèque du barreau, 1^{re} part., tom. 3, pag. 162.

2974. *Le président peut-il autoriser la femme à fixer sa résidence hors de l'arrondissement dans lequel le mari a son domicile?*

La Cour d'appel de Paris, par arrêt du 4 décembre 1810 (Sirey, tom. 11, pag. 435, Dalloz, tom. 25, pag. 30), a décidé cette question négativement, malgré la généralité des termes de l'art. 878, attendu que la femme et les enfants doivent être placés près du mari et sous sa surveillance. — (Voy. les développemens donnés par M. Coffinières à ces motifs de décision, dans le *Journal des avoués*, tom. 3, pag. 31, et tom. 4, pag. 244.)

2975. *Si la femme avait quitté le domicile indiqué par le président, en résulterait-il une*

fin de non recevoir contre sa demande en séparation?

L'art. 268 du Code civil porte que si la femme est demanderesse en divorce, le mari pourra le faire déclarer non recevable à continuer ses poursuites.

Mais l'art. 878 du Code de procédure n'a point répété cette disposition relativement à la séparation de corps; or, il en est des fins de non-recevoir comme des nullités : on ne peut les étendre d'un cas à un autre.

Ainsi nous sommes porté à croire que le mari ne serait pas recevable à argumenter de la circonstance dont il s'agit pour repousser la demande en séparation. — (Voy. *arrêt de la Cour de Turin*, du 11 février 1811, Dalloz, tom. 25, pag. 28.)

Au reste, le tribunal aurait toujours le droit d'admettre ou de rejeter cette fin de non recevoir, suivant les circonstances, et, par exemple, nous ne doutons pas qu'elle ne fût rejetée, si la femme s'avait quitté la maison qui lui aurait été indiquée que par nécessité, et que sa retraite dans une autre ne présentât rien qui fût en opposition aux bienveillances et aux mœurs. — (Voy. *arrêts de la Cour de Bruxelles*, du 15 juillet 1807, *Jurispr. des Cours sup.*, tom. 5, pag. 411, et de la *Cour de Dijon*, du 28 avril 1807, *Jurisprudence du Code civil*, tom. 9, pag. 19.)

2976. *La femme demanderesse en séparation de corps peut-elle faire les actes conservatoires permis à la femme demanderesse en séparation de biens?*

Nous pensons qu'elle le peut, car elle est demanderesse en séparation de biens, par cela même qu'elle est demanderesse en séparation de corps.

En effet cette séparation entraîne toujours la première, conformément à l'art. 311 du Code civil. — (Voy. *notre quest.* 2939^e.)

Cependant M. Pigeau refuse à la femme le droit de faire apposer les scellés, attendu que ce droit n'est accordé, par l'art. 270 du Code civil, qu'à la femme demanderesse en divorce.

Mais qu'importe, puisque l'art. 869 autorise la femme qui poursuit une séparation de biens à faire tous actes conservatoires?

C'est aussi ce qui a été jugé par arrêt de la Cour de Bruxelles, du 8 mai 1807 (voy. *Jurispr. des Cours sup. sur la procédure*, tom. 5, pag. 406; Dalloz, tom. 25, pag. 42; Sirey, tom. 12, pag. 211), et M. Denevers, 1810, supplément, pag. 34, affirme que cette opinion a généralement prévalu. Telle est encore l'opinion de M. Demiaa, pag. 575.

Quoiqu'il en soit, la Cour de Liège, par arrêt du 13 janvier 1809 (voy. *Journ. des avoués*, tom. 4, pag. 244; Dalloz, tom. 25, pag. 42), et la Cour de Bruxelles (voy. *Denevers*, *ubi supra*), ont décidé que les tribunaux ne pouvaient ordonner le séquestre des objets non susceptibles d'apposition de scellés, par exemple, des récoltes pendantes par racines, attendu que le sé-

queste ne peut être permis que dans les trois cas exprimés dans l'art. 1961 du Code civil.

Nous considérons ces mesures comme conservatoires, et nous appliquons à ce sujet, à la femme demanderesse en séparation de corps, ce que nous avons dit sur la question précitée, relativement à la femme demanderesse en séparation de biens.

2977. *Lorsque la femme a fait apposer les scellés, un créancier porteur d'un titre exécutoire contre la communauté pourrait-il, pour frapper les meubles, demander et obtenir le lief des scellés?*

Oui, parce que l'art. 270 du Code civil, qui porte que les scellés apposés par la femme ne seront levés qu'en faisant inventaire avec prise, n'est point applicable au créancier d'une communauté poursuivant ses droits; il regarde seulement le mari qui voudrait faire lever les scellés apposés sur les effets de cette communauté à la requête de la femme demanderesse en divorce ou séparation. — (Voy. arrêt de la Cour de Rennes, du 8 août 1810, Journ. des arrêts de cette Cour, tom. 1, pag. 368; Dalloz, tom. 25, pag. 42.)

Dans l'espèce, les scellés avaient été mis à requête d'une femme poursuivant la séparation de corps: ainsi l'arrêt que nous citons vient appuyer la solution donnée sur la question précédente.

2978. *La demande en séparation de corps peut-elle être jugée incidemment à un procès existant entre les deux époux, par exemple s'ils plaident en séparation de biens?*

M. Pigeau, tom. 2, pag. 329, tient l'affirmative, pour les cas où il arriverait que, dans le cours du procès, l'un des époux se rendit coupable envers l'autre d'imputations calomnieuses.

Alors, dit-il, pourquoi le tribunal ne pourrait-il pas, ainsi qu'il se pratiquait autrefois, accorder, sur la demande de la femme, la séparation de corps en même temps que la séparation de biens?

Nous sommes bien de cet avis, mais sous la condition impérieusement prescrite par l'art. 878, de la tentative de conciliation devant le président.

ART. 879. La cause sera instruite dans les formes établies pour les autres demandes, et jugée sur les conclusions du ministère public.

C. C., art. 307.—C. de P., art. 83.—Règl. du 30 mars 1808, art. 32.

DL. Les mêmes causes qui avaient été déterminées par la loi pour autoriser une demande en divorce, sont celles qui donnent ouverture à l'action en séparation de corps. A l'égard des demandes en divorce, qui ne sont plus admissibles aujourd'hui, le Code civil avait organisé une marche particulière de procédure, art. 228 et suiv., que l'on eût pu croire, si le

législateur ne s'en était pas expliqué, devoir suivre dans les poursuites en séparation de corps; mais le Code civil s'est réduit à dire que la demande serait instruite et jugée de la même manière que toute autre action, art. 306 et 307. L'art. 879 reproduit cette disposition.

2979. *Une cause en séparation de corps doit-elle être plaidée en audience solennelle?*

Autrement, l'art. 22 du décret du 30 mars 1808 s'applique-t-il aux demandes en séparation?

Il existe, sur cette question, deux arrêts opposés, l'un de la Cour de Rouen, du 9 novembre 1808 (Sirry, tom. 15, pag. 201), qui la décide pour la négative, l'autre de celle d'Angers, du 9 décembre de la même année, qui a jugé l'affirmative. (Voy. Jurisp. sur la procéd., tom. 2, pag. 382, et tom. 3, pag. 291; Dalloz, tom. 25, pag. 34.) M. Coffinières, en rapportant le premier arrêt, tom. 5, pag. 415, remarque que, dans l'espèce d'un autre arrêt qu'il rapporte pag. 419, la Cour de Paris jugea en audience solennelle.

Quoi qu'il en soit, nous croyons que l'on doit préférer la décision de la Cour de Rouen.

En effet, celle d'Angers est motivée sur ce que la demande en séparation présente une question d'état, en ce qu'elle tend directement à dissoudre le lien civil. — (Voy. Code civ., art. 310.)

Nous répondons, sur la quest. 2747^e de notre Analyse, alors que le divorce était autorisé, que la séparation de corps n'était qu'une mesure de bon ordre, pour empêcher, sans recourir au divorce, que l'un des époux ne restât exposé aux emportemens et aux effets de l'inconduite de l'autre; que cette mesure ne rompait point le lien conjugal; que même, dans l'avenir, la dissolution du mariage n'en devait point résulter nécessairement; qu'elle ne portait aucune atteinte à la qualité d'époux, et que, conséquemment, le point qu'elle offrait à juger n'était pas du nombre des contestations sur l'état civil auxquelles s'applique l'art. 22 du décret du 30 mars 1808.

Aujourd'hui, que le divorce est aboli, le motif de la Cour d'Angers n'est d'aucune considération, et, par conséquent, on ne peut élever le moindre doute sur la négative de la question ci-dessus posée.

2980. *Les dispositions de l'art. 871 sont-elles applicables à la séparation de corps?*

Oui, dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 533; car la séparation de corps entraînant toujours celle de biens, on doit appliquer à l'instruction de la première toutes les dispositions de la loi qui ont pour but de garantir les intérêts des tiers dans l'instruction de la séparation de biens.

Ainsi, cet auteur admet et la demande en communion, et l'intervention de la part des créanciers, toutes les fois que les époux ne sont pas déjà séparés de biens.

M. Demiau Croninbœuf maintient au contraire que la négative de la question que nous venons de poser n'est pas douteuse. « Le législateur

dit-il, a accordé le droit dont il s'agit pour la séparation de biens (voy. art. 871 du Code de procédure, et art. 1447 du Code civ.); mais il n'en dit rien pour la séparation de corps. Or, ce silence est une désignation tacite, parce qu'il serait messéant et dangereux que des tiers vissent s'immiscer dans des contestations domestiques du genre de celles qui sont ordinairement l'objet d'une instruction en séparation de corps.

Telle est aussi notre opinion, fondée sur ce que la législature a pourvu aux intérêts des créanciers, en ordonnant, par l'art. 880, que le jugement de séparation de corps serait publié ainsi qu'il est dit art. 812, pour le jugement de séparation de biens. Or, il n'aurait pas manqué d'ordonner de même l'application de l'art. 871, s'il avait entendu quelle dû être faite en matière de séparation de corps.

Mais on demandera quelle sera la ressource des créanciers contre un jugement de séparation de corps, rendu à leur préjudice par suite de quelque manœuvre frauduleuse de la part des époux. M. Demiau Crouilhac répond qu'ils auront le voie de la tierce opposition à ce jugement, non pas, à la vérité, en ce qui peut concerner la séparation de corps, mais, quant à ses effets, relativement à la séparation de biens, comme on en a vu des exemples à l'égard des divorces poursuivis sous l'empire de la loi du 20 septembre 1792, dans la vue de dépouiller des tiers acquéreurs de bonne foi. Il fut décidé alors que le divorce n'aurait aucun effet relativement à eux.

Nous croyons que cette opinion est une conséquence nécessaire et de la disposition de l'art. 880, qui ordonne la publicité du jugement, et de l'art. 307, qui ne permet pas que la séparation de corps ait lieu par le consentement mutuel des époux. — (Voy. Berriat Saint-Prix, pag. 677, not. 6.)

2981. *De ce que la séparation de corps ne peut avoir lieu par consentement mutuel, s'ensuit-il que l'aveu du défendeur ne puisse faire foi des faits allégués par l'autre?*

Oui sans doute, et cette conséquence se trouve en harmonie avec la disposition de l'art. 870 : on doit donc recourir nécessairement aux différentes voies indiquées par la loi pour prouver les faits, et ce n'est qu'autant que la preuve est acquise par ces moyens que la séparation peut être prononcée. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 531.)

2982. *Si une enquête est ordonnée, peut-elle être faite sommairement à l'audience?*

Elle doit être faite dans la forme des enquêtes en matière ordinaire, c'est-à-dire devant un juge-commissaire, etc.; autrement elle est nulle. — (Voy. arrêt de la Cour de Colmar, du 22 avril 1807, Dallos, tom. 25, pag. 40, Siry, tom. 13, pag. 356.)

2983. *Les père et mère des époux peuvent-ils être entendus comme témoins?*

Nous avons dit sur la quest. 1057^e, tom. 1, pag. 383, qu'en matière de divorce et de sépa-

ration on pouvait entendre les mêmes parents ou alliés en ligne directe des époux, malgré la prohibition portée dans l'art. 268. — (Voy. aussi Pigeau, tom. 2, pag. 530 et 531.)

Ici, nous demandons si cette faculté s'étendrait jusqu'aux père et mère des époux. Cette question a été jugée affirmativement par arrêt de la Cour de Paris, chambres réunies, le 12 décembre 1809 (Dallos, tom. 25, pag. 40, Siry, tom. 15, pag. 202), attendu que l'art. 251 du Code civil est applicable à la séparation de corps (1).

2984. *Les demandes provisoires que la femme aurait omises de former dans sa requête peuvent-elles être formées en tout état de cause?*

Oui; mais la femme doit les former ainsi qu'il est prescrit pour les demandes incidentes. — (Voy. Pigeau, pag. 529, et nos quest. sur les art. 337 et 338, pag. 42 et 43 du tom. 2.)

2985. *Le tribunal peut-il surseoir au jugement de séparation?*

Il le peut dans les cas prévus par l'art. 259 du Code civil, et sauf l'application de l'art. 260 du même Code. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 537.)

2986. *La séparation de biens qu'entraîne de plein droit la séparation de corps est-elle nulle, si les poursuites n'ont pas été commencées dans la quinzaine ou si elles ont été interrompues depuis?*

Oui, dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 542, puisque la séparation de corps entraîne celle de biens; d'où suit que toutes les dispositions concernant l'exécution de la première doivent s'appliquer à l'exécution de la seconde.

Cependant la question que nous venons de poser n'en a pas moins été jugée négativement par arrêt de la Cour de Bordeaux, du 4 février 1811 (voyez Denevers, 1811, supplément, pag. 224), attendu que l'art. 1444 du Code civil, relatif à la séparation de biens en faveur de la femme dont la dot est mise en péril, n'est point applicable à la séparation de biens par suite de séparation de corps.

Telle est aussi notre opinion, fondée sur cette considération, que nous avons déjà fait valoir quest. 2973^e, que les nullités, les fins de non recevoir, les dispositions rigoureuses, ne peuvent être suppléées ni étendues d'un cas à un autre.

Or, telle est la disposition de l'art. 1444 du Code civil, puisqu'elle prononce une déchéance contre la femme qui n'a obtenu la séparation de biens, tandis que nulle autre disposition semblable ne se trouve dans ce Code, pour le cas où cette séparation n'est que l'effet d'une séparation de corps.

2987. *L'appel du jugement de séparation de corps et le pourvoi en cassation sont-ils suspensifs?*

L'appel est suspensif, parce que l'art. 307 du Code civil veut que la demande en séparation de corps soit instruite et jugée comme toute

(1) Voy. Journ. des avoués, tom. 1, pag. 91.

autre action civile, et qu'on ne trouve d'ailleurs aucune exception faite à son sujet à la disposition générale de l'art. 457 du Code de procédure. — (*Voy. arrêt de la Cour d'Angers, du 18 juillet 1808, Sirey, tom. 9, pag. 119; Dalloz, tom. 25, pag. 46.*)

Mais nous pensons que le pourvoi en cassation ne serait pas suspensif, par la même raison qu'il est de règle générale qu'il ne l'est pas en matière civile.

A la vérité, l'art. 263 faisait une exception à l'égard du divorce; mais il y en avait une raison particulière qui ne se trouve pas dans le cas de la séparation: c'est, comme le remarque M. Pigeau, tom. 2, pag. 540, que l'exécution du jugement de divorce serait irréparable, si l'un des conjoints s'était remarié, tandis que celle du jugement de séparation est toujours réparable, puisqu'il ne dissout pas le mariage.

Art. 880. Extrait du jugement qui prononcera la séparation, sera inséré aux tableaux exposés tant dans l'auditoire des tribunaux que dans les chambres d'avoués et notaires, ainsi qu'il est dit article 872.

T. 92.

DLI. La raison de cette disposition est facile à saisir: la séparation de corps, dit l'art. 311 du Code civil, emportera toujours séparation de biens. Il était donc nécessaire qu'elle réçut la même publicité que la seconde, publicité commandée tant à l'égard des tiers qui auraient des droits à exercer pour le passé, qu'à l'égard de ceux qui pourraient contracter à l'avenir avec des époux dont l'état a changé.

Art. 881. A l'égard du divorce, il sera procédé comme il est prescrit au Code civil.

C. G., art. 229, 234 et suiv.

DLII. La loi du 8 mai 1816 a prononcé l'abolition du divorce, et disposé, 1° que toutes demandes et instances en divorce, pour causes déterminées, sont couvertes en demandes et instances en séparation de corps, et que les jugemens et arrêts restés sans exécution, par le défaut de prononciation du divorce, par l'officier civil, conformément aux art. 227, 264, 265 et 266 du Code civil, sont restreints aux effets de la séparation;

2°. Que tous actes faits pour parvenir au divorce par consentement mutuel sont annulés, et que les jugemens et arrêts rendus en ce cas, mais non suivis de la prononciation du divorce, sont considérés comme non avenus, conformément à l'art. 294.

TITRE X.

Des Avis de Parens (1).

On entend par avis de parens la délibération (2) prise, sous la présidence du juge de paix, par un conseil de famille relativement à l'intérêt d'un parent, qui, à raison de sa faiblesse ou de son âge, ou du dérangement de ses facultés, se trouve dans l'impuissance de gérer ou d'administrer sa personne ou ses biens.

Le Code civil indique de quelle manière et de quels parens le conseil de famille est formé; quand il procède à la nomination des tuteurs ou subrogés-tuteurs, ou à leur destitution; sur quels objets il doit délibérer, et les cas où les délibérations doivent être homologuées (3). Le Code de procédure complète la législation en cette matière par quelques dispositions dont l'objet est, en général, de régulariser les poursuites relatives à ces homologations, et aux contestations qui peuvent s'élever tant à leur égard que par rapport à la réformation des délibérations.

2988. Quand on a procédé à la nomination d'un tuteur, devant deux juges de paix d'arrondissemens différens, en sorte que le mineur se trouve avoir deux tuteurs, doit-on se pourvoir en réglemeut de juges, pour faire déclarer par la Cour quel sera le tuteur compétemment nommé, ou du moins, devant quel tribunal cette question de compétence sera portée?

La voie du réglemeut de juges ne peut être prise en cette circonstance, puisque l'art. 363 ne l'admet que pour le cas de jugement à rendre; or, une délibération du conseil de famille n'est point un jugement, lors même que, sur une opposition, chacun des deux juges de paix se fût

(1) Voy. Code civil, art. 405—417.

(2) JURISPRUDENCE.

1°. Une délibération du conseil de famille est nulle, si elle indique seulement que le juge de paix a présidé le conseil, mais sans donner son avis. — (Code civ., art. 416; Bordeaux, 21 juill. 1808; Jurisp. des Cours souv., tom. 4, pag. 912; Dalloz, tom. 27, pag. 314.)

2°. C'est devant le juge de paix du domicile réel du mineur ou de l'interdit, et non devant celui du domicile de son tuteur décedé, que doit être convoqué le conseil de famille, pour la nomination d'un nouveau tuteur. — (Code civ., art. 417 et 416; Cassat., 29 oct. 1809; Jurisp. des Cours souv., tom. 4, pag. 223; Dalloz, tom. 27, pag. 298; Desvillers, pag. 486.)

3°. Le ministère public ne peut requérir la convocation d'un conseil de famille, et poursuivre d'office la nomination d'un curateur. — (Cassat., 27 fév. an 13; Jurisp. des Cours souv., tom. 4, pag. 275.)

(3) Homologation, du grec *homologein*, consacrer, formé de *homo*, semblable, et de *légo*, dire; dire de même, l'action de dire de même, d'approuver, de consentir. Ce mot se dit, en droit, de tout jugement qui approuve ou confirme le contenu d'un acte et en ordonne l'exécution. Le juge qui homologue l'acte dit en effet la même chose que cet acte.

déclaré compétent pour convoquer et tenir ce conseil.

2989. *Mais ne pourrait-on pas, du moins, interdire appel des déclarations que chacun des deux juges de paix aurait données sur sa compétence, d'après opposition faite à ce qu'il convoquât et tint le conseil de famille ?*

Non, car un acte quelconque du juge de paix, en matière de juridiction non contentieuse, ne peut être considéré, même en apparence, comme un jugement, puisque, s'il survient quelques contestations dans le cours d'un acte de juridiction volontaire, ce juge doit, aux termes de la loi du 24 août 1790, tit. 3, art. 11, renvoyer devant le tribunal civil, qui prononce en premier degré de juridiction, ainsi que l'a décidé un arrêt de la Cour de cassation, du 15 ventôse an 13, cité au nouveau Répertoire, v^o conseil de famille, mais dont il est essentiel de lire le texte au Bulletin de la Cour de cassation, n^o 13, pag. 231, n^o 78 (1).

2990. *Quelle serait donc, dans la même espèce, la voie à prendre pour faire décider quel sera celui des deux tuteurs qui devra gérer en définitive ?*

La marche naturelle est que le tuteur qui entend conserver la tutelle assigne l'autre tuteur devant le tribunal de son domicile, pour lui être fait défense de prendre cette qualité et de s'immiscer dans l'administration. Celui-ci opposera la délibération qui le nomme; et alors s'engagera la question de validité des titres respectifs, sur laquelle le tribunal sera compétent pour prononcer, puisqu'il est de principe que le juge de l'action est en même temps le juge de l'exception (2).

ART. 882. Lorsque la nomination d'un tuteur n'aura pas été faite en sa présence, elle lui sera notifiée, à la diligence du membre de l'assemblée qui aura été désigné par elle; ladite notification sera faite dans les trois jours de la délibération, outre un jour par trois myriamètres de distance entre le lieu où s'est tenue l'assemblée et le domicile du tuteur (3).

(1) Cette proposition n'a rien de contraire à ce que nous avons établi *suprà*, p. 6, à la note 3^e; car il s'agit ici d'un acte qui n'émane pas d'une autorité compétente pour rendre un jugement, tandis que, dans cette note, nous supposons un acte qui a en apparence les caractères d'un jugement, attendu qu'il est l'ouvrage d'un magistrat exerçant juridiction contentieuse.

(2) Les décisions données sur les trois questions ci-dessus sont conformes à un arrêt de la Cour de Rennes, du 31 août 1818. — (Dalloz, t. 27, p. 315.)

(a) JURISPRUDENCE.

Le ministère public ne peut, sans excéder ses pouvoirs, appeler d'un jugement qui homologue la délibération du conseil de famille. — (Cassat., 26 août 1807, *Jurisp. des Cours souv.*, tom. 4, pag. 344, *Sirey*, tom. 7, pag. 437.)

C. C., art. 406, 438 et suiv.

DLIII. Cette notification à faire dans un bref délai, de la notification du tuteur, est prescrite afin qu'il puisse promptement entrer en fonctions, ou proposer ses excuses légitimes.

2991. *Quelle peine encourt le membre du conseil de famille, s'il n'a pas fait, dans le délai fixé par l'art. 882, la notification prescrite par ce même article ?*

Nous pensons, comme M. Lepage, dans ses Questions, pag. 580, et M. Demiau Crouzilhac, pag. 586, que le membre de l'assemblée désigné par elle pour faire faire la notification devient enjoint aux dommages-intérêts résultant du tort que sa négligence pourrait avoir occasionné au mineur. — (Arg. des art. 1370, 1382, 1283 et 1991 du Code civil.)

2992. *En cas de négligence du membre indiqué par le conseil, toute autre personne intéressée pourrait-elle faire faire la notification ?*

L'affirmative nous paraît résulter de l'art. 406 du Code civil, qui confie à tous les citoyens le soin de veiller à ce que les mineurs ne restent pas sans tuteur.

En cette circonstance, nous pensons encore, comme M. Lepage, *ubi supra*, que les frais de la notification doivent être supportés par le membre du conseil qui est en retard. — (Arg. de l'art. 887.)

2993. *Y a-t-il lieu à faire la notification prescrite par l'art. 882, lorsque celui qui a été nommé tuteur a été appelé à faire partie du conseil de famille, et s'y est fait représenter par un mandataire ?*

M. Demiau Crouzilhac, pag. 586, maintient la négative de cette question, parce qu'il considère que les personnes représentées par un fondé de pouvoir sont réputées présentes; mais nous ne saurions partager cette opinion rigoureuse.

En effet, comme le dit M. Loaré, sur l'article 439 du Code civil, tom. 1, pag. 200, on a retranché dans cet article la disposition d'après laquelle les personnes représentées, comme nous venons de le dire, étaient réputées présentes. Leur mandataire n'est chargé de les représenter que pour le vote au conseil de famille; dès que cette mission est remplie, le mandat expire, et le fondé de pouvoirs demeure sans caractère: si donc on eût décidé indéfiniment qu'il proposerait les excuses, il eût fallu exiger aussi que toutes les procurations lui donnassent ce pouvoir.

Or, il vaut bien mieux laisser le tuteur nommé se consulter de nouveau; peut-être que les marques de confiance qu'il a obtenues le décideront à ne pas proposer ses excuses.

Ceci posé, il est évident que la notification prescrite par l'art. 882 est nécessaire, puisqu'elle a pour objet de faire courir le délai dans lequel, d'après l'art. 439 du Code civil, le tuteur doit proposer ses excuses.

Mais on sent que si le mandat les contenait

avec pouvoir au mandataire de les proposer, il n'y aurait pas lieu à la notification.

ART. 883. Toutes les fois que les délibérations du conseil de famille ne seront pas unanimes, l'avis de chacun des membres qui le composent sera mentionné dans le procès-verbal.

Les tuteur, subrogé-tuteur ou curateur, même les membres de l'assemblée, pourront se pourvoir contre la délibération; ils formeront leur demande contre les membres qui auront été d'avis de la délibération, sans qu'il soit nécessaire d'appeler en conciliation.

T. 39.—C. C., art. 416.—C. de P., art. 49, n° 71868.

BLIV. Parmi les dispositions nouvelles que renferme ce titre, il en est plusieurs qui ont sensiblement amélioré cette partie de nos institutions, et l'on remarque surtout la mesure prescrite par l'article ci-dessus. Elle tend à rendre chaque plus attentif à ses devoirs. En effet, nul ne peut se disculper d'aucun mauvais résultat que par l'exhibition de son propre avis, et la faute des particuliers n'est point couverte par celle des masses.

L'intérêt du pupille est donc mieux protégé, et le vœu du législateur mieux rempli; car il ne saurait y avoir rien de vain qui ne pût bientôt devenir funeste.

Il était bon aussi de donner à chaque membre du conseil de famille une espèce d'action contre le tuteur, pour l'obliger à remplir certaines formalités, et même pour l'y faire personnellement condamner.

Dans une matière où, loin d'être stimulés par le grand mobile de l'intérêt personnel, trop de gens n'aperçoivent que des charges, il convenait d'appeler le plus de garantie possible contre une inertie justement redoutable; et à ces garanties, l'art. 884 ajoute un autre avantage en disposant que la cause sera jugée sommairement.

2994. Est-il nécessaire d'insérer dans le procès-verbal l'avis de chacun des membres du conseil?

Toutes les fois que les motifs de ceux qui ont été pour la délibération sont les mêmes, et que les motifs de ceux qui sont d'un avis contraire sont également les mêmes, on doit se borner à mentionner que chacun a été de l'un ou de l'autre avis, sans qu'il soit besoin d'insérer ces motifs, parce que ce seraient des répétitions inutiles. — (Voy. arrêt de la Cour d'Orléans, du 20 avril 1809, Hautefeuille, pag. 521.)

Au reste, l'obligation de mentionner l'avis des membres du conseil de famille n'est applicable qu'aux délibérations qui doivent être soumises à l'homologation du tribunal. — (Mets, 16 février 1812, Sirey, tom. 12, pag. 389.)

2995. Des personnes autres que celles désignées dans l'art. 883 peuvent-elles se pourvoir contre la délibération?

Oui. Tels sont ceux qui n'ont point été appelés, et qui devaient l'être, conformément aux art. 407, 408 et 409 du Code civil; le mineur, s'il était émancipé; tous ceux, en un mot, qui auraient un juste motif de s'intéresser au mineur, même un tiers auquel la délibération causerait préjudice. — (Voy. Pigeau, t. 2, p. 353.)

2996. Résulte-t-il de la seconde disposition de l'art. 883, que la délibération ne peut être attaquée quand elle est unanime?

Il est clair, dit M. Delvincourt, t. 1, p. 481, n° 3, qu'il faut entendre cette disposition dans le sens que la délibération prise à l'unanimité ne peut être attaquée par ceux qui y ont pris part, comme cela est évident; mais dans tous les cas, elle peut être attaquée, comme nous venons de le dire sur la question précédente, par tous ceux qui ont intérêt et qui n'y ont pas assisté.

2997. Y a-t-il exception à la disposition de l'art. 883, en ce qu'il veut que la demande soit dirigée contre ceux qui ont fait passer la délibération?

Oui, suivant M. Pigeau, tom. 2, pag. 355, M. Berriat Saint-Prix, pag. 679, not. 3, M. Demiau Crocchilhac, pag. 589 et 590, et M. Dufour, dans ses Conférences, tom. 2, pag. 154, lorsque la délibération prononce l'exclusion ou la destitution d'un tuteur; car celui-ci peut assigner le subrogé-tuteur seulement, pour se faire déclarer maintenu dans la tutelle (voy. Code civil, art. 448), sauf à ceux qui ont requis la convocation du conseil à intervenir dans la cause. — (Voy. même Code, art. 449.)

M. Toullier dit, au contraire, qu'il a été dérogé à l'art. 448 du Code civil par l'art. 883 du Code de procédure, en ce que le tuteur qui réclame devait diriger sa demande contre le subrogé-tuteur, pour se faire déclarer maintenu dans la tutelle, art. 448, au lieu que, c'est contre les membres qui ont été d'avis de la délibération que le tuteur doit diriger son action.

Mais, d'après M. Proudhon, on pourrait appliquer, soit les dispositions du Code civil, soit celles du Code de procédure. Il s'exprime ainsi : « Le tuteur destitué ou exclu peut aussi se pourvoir contre la délibération pour la faire déclarer nulle, et assigner, soit le subrogé-tuteur (voy. Code civ., art. 448), soit les membres de l'assemblée qui auraient voté sa destitution (voy. Code de procéd., art. 883); » et ceux qui auraient requis la convocation peuvent aussi intervenir dans le procès. — (Voy. Code civ. art. 449.)

Nous serions porté à croire que l'on ne doit admettre ni la dérogation maintenue par M. Toullier, ni l'alternative donnée par M. Proudhon, et qu'il faut suivre la doctrine de M. Pigeau et des autres commentateurs du Code de procédure.

C'est qu'il nous semble que l'art. 883 n'a trait qu'aux cas les plus ordinaires, qui sont ceux dans lesquels la loi n'a point désigné la personne à intimer sur une réclamation dirigée contre une délibération du conseil de famille.

Or, l'art. 448 a désigné le subrogé-tuteur pour défendre à la réclamation du tuteur exclu ou destitué, et ce n'est pas sur une simple induction tirée d'une loi postérieure que l'on peut admettre une dérogation à la loi précédente; d'ailleurs, comme le dit M. Merlin (*coy. nouv. Reper.*, au mot *contrainte par corps*, tom. 3, pag. 72), en thèse générale, le Code de procédure ne peut pas être censé déroger au Code civil.

Si cependant on croyait devoir accorder la préférence à l'opinion de M. Toullier, il faudrait du moins limiter la dérogation dont il parle au seul cas où la délibération portant exclusion ou destitution du tuteur n'aurait pas été unanime.

Ce n'est en effet qu'à cette seule circonstance que s'applique la disposition de l'art. 883, et il suit de là que l'art. 448 du Code civil devrait continuer d'être appliqué, si la délibération avait été unanime.

En tout cas, l'alternative donnée par M. Proudhon ne nous paraît justifiée sous aucun rapport (1).

2998. *Peut-on comprendre le juge de paix parmi les membres du conseil de famille à intimer sur la poursuite contre la délibération ?*

Quoique le juge de paix soit de droit membre du conseil, il ne peut être intimé; car il n'agit qu'à raison de son office ou sa qualité de juge. Or, la loi ne rend les juges responsables, à raison de leur ministère, que lorsqu'il y a dol et fraude de leur part; responsabilité qui ne peut être poursuivie que par la voie de la prise à partie. — (Foy. Demiau Crouilhac, pag. 387 et Hautefeuille, pag. 521.)

2999. *Quelle est la forme suivant laquelle est introduite la demande en opposition contre la délibération ? Devant quel tribunal cette demande doit-elle être portée ?*

Celui qui se propose de faire cette demande n'a rien autre chose à faire qu'à retirer une expédition de la délibération, et à en signifier aux membres, sur l'avis desquels elle a été prise, une copie à la suite de laquelle il leur donne assignation à comparaitre au délai de la loi devant le tribunal civil dans l'arrondissement duquel l'assemblée a été tenue, puisqu'il s'agit ici non pas précisément d'une demande principale, mais seulement de l'exécution d'un procès-verbal émané du juge de paix qui a présidé

cette assemblée. — (Foy. *Quest. de Lepage*, pag. 582.)

Cet ajournement contient des conclusions tendantes à ce que la délibération soit annulée ou modifiée suivant les circonstances (Foy. *Pigeau*, tom. 2, pag. 353 et 354), et non pas seulement comme le dit M. Demiau Crouilhac, pag. 587, à ce que le conseil soit convoqué pour délibérer de nouveau.

3000. *Les frais faits par un membre du conseil de famille qui succombe sur la demande formée par lui contre la délibération du conseil de famille, en vertu de l'art. 883, sont-ils à sa charge, ou bien sont-ils, comme ceux de tenue de ce conseil, passés en dépense d'administration ?*

M. Lepage, dans ses Questions, pag. 581, et les auteurs du *Praticien*, tom. 5, pag. 161, décident que ces frais sont passés en dépense d'administration.

Nous croyons, par argument de l'art. 441 du Code civil, et les explications données sur cet article par M. Loaré, tom. 2, pag. 207, que les juges ont la faculté de déclarer, suivant les circonstances, soit que le membre du conseil supportera personnellement ces frais, soit qu'ils passeront en dépense d'administration.

C'est aussi l'opinion de M. Toullier, tom. 2, pag. 231, puisqu'il applique l'art. 441 à l'espèce d'une réclamation formée contre la majorité des membres du conseil.

3001. *En est-il de même du subrogé-tuteur qui, dans l'espèce de l'art. 448 du Code civil, succombe sur la réclamation du tuteur exclu ou destitué ?*

Lorsque le subrogé-tuteur succombe en cette circonstance, il peut être condamné aux dépens; mais il ne doit les supporter que sauf son recours contre les membres qui ont voté la délibération.

En effet, si, d'après l'art. 441 du Code civil, ceux qui ont rejeté une excuse proposée par un individu appelé à gérer la tutelle peuvent, suivant les circonstances, supporter les dépens, il doit en être de même de ceux qui ont prononcé une destitution : il y a même motif, c'est l'intérêt du mineur, qui ne peut souffrir de l'espiègne ou de la partialité des membres du conseil.

3002. *En est-il de même, soit du membre du conseil de famille, dans l'espèce du n° 3000 ci-dessus, soit du subrogé-tuteur, dans celle du précédent, si l'un ou l'autre est condamné à des dommages-intérêts ?*

Les auteurs des *Annales du notariat* décident que chacun d'eux a un recours en garantie contre les membres du conseil de famille, en cas de condamnation, à des dommages-intérêts et à des frais.

Nous maintenons, pour les deux cas, les solutions données sur les questions précédentes; nous ne voyons, en effet, aucune raison de décider autrement pour les dommages que pour les frais, à moins que les dommages n'eussent

(1) A l'appui des observations faites contre l'avis opposé de M. Toullier, voy. les *Annales du notariat*, tom. 14, pag. 341; un arrêt de Paris, du 6 octobre 1814. (Foy. *Sirey*, 1815, pag. 215, *Dalloz*, tom. 27, pag. 518.) Cet arrêt décide implicitement que l'art. 883 ne s'applique pas aux délibérations du conseil de famille, qui ont pour objet de nommer un tuteur.

pour cause un fait personnel au subrogé-tuteur ou à un membre du conseil, lequel fait serait étranger à la délibération.

ART. 884. La cause sera jugée sommairement.

C. de P., art. 405.—Règl. du 30 mars 1808, art. 60.

ART. 885. Dans tous les cas où il s'agit d'une délibération soumise à homologation, une expédition de la délibération sera présentée au président, lequel, par ordonnance au bas de ladite délibération, ordonnera la communication au ministère public, et commettra un juge pour en faire le rapport à jour indiqué.

T. 76.—C. C., art. 458, 467.

ART. 886. Le procureur du roi donnera ses conclusions au bas de ladite ordonnance; la minute du jugement d'homologation sera mise à la suite desdites conclusions, sur le même cahier.

C. C., art. 448, 457, 458, 483.

DLV. On voit qu'il ne faut qu'un seul et même cahier pour exécuter ce qui est prescrit par les deux articles ci-dessus, et certes, le législateur ne pouvait pas, en cherchant des formes suffisantes, se fixer à de plus simples.

3003. Les formalités des art. 885 et 886 doivent-elles être suivies dans tous les cas où il y a lieu à homologation, et cette homologation doit-elle être donnée en audience publique?

Il y a lieu à homologation en trois points principaux, qui sont ceux des art. 338, 457 et 483 du Code civil. Dans ces trois cas, il faut suivre les formalités prescrites par les art. 885 et 886.

Mais le jugement par lequel l'homologation est prononcée, doit-il être rendu en audience publique?

C'est l'opinion que manifestent M. Pigeau, tom. 2, pag. 358, par la formule qu'il donne d'un pareil jugement, et M. Hautefeuille, p. 522. Cependant, l'art. 458 du Code civil veut que le tribunal statue en la chambre du conseil sur l'homologation des délibérations relatives à l'objet de l'art. 457, c'est-à-dire aux emprunts, aliénations et hypothèques; et c'est de la sorte que nous avons vu plusieurs fois homologuer des délibérations qui autorisaient le mineur émancipé à faire un emprunt.

Tel est l'usage suivi par plusieurs tribunaux, et notamment par le tribunal civil de Rennes; usage qu'aucun arrêt n'a proscrit, du moins à notre connaissance, et que nous croyons au contraire conforme à la loi, parce que nous ne trouvons, dans les art. 885 et 886, aucune disposition d'où l'on puisse conclure l'abrogation de l'art. 458 du Code civil.

CARRÉ, TOME 3.

Peut-être MM. Pigeau et Hautefeuille ont-ils été conduits à penser autrement, attendu que l'art. 886 porte que l'homologation sera donnée après rapport d'un juge-commissaire, et que l'art. 111 veut que tout rapport soit fait à l'audience.

Mais, selon nous, cette disposition de l'article 111 ne doit recevoir son application qu'aux cas pour lesquels la loi n'a pas autrement statué; ce qui la prouve au moins, dans l'espèce de la présente question, c'est que l'art. 886 veut que le procureur du roi donne ses conclusions au bas de l'ordonnance.

Or, si le rapport devait être fait, et l'homologation être prononcée à l'audience, cette formalité ne serait pas nécessaire; le procureur du roi n'aurait qu'à porter la parole. Quelle serait d'ailleurs la nécessité de la publicité de l'audience, dans une affaire qui n'entraîne aucune discussion entre parties?

Au reste, nous convenons, et c'est aussi l'avis de M. Demiau d'Auzanville, pag. 589, que, dans le cas de l'art. 448 du Code civil, le rapport doit être fait et l'homologation doit être prononcée à l'audience, parce qu'il y a contestation entre le subrogé-tuteur chargé de la poursuivre, et le tuteur exclu ou désintéressé.

Alors le jugement est rendu sommairement, sur les conclusions du ministère public; tel est encore l'usage, qui vient coïncider avec les dispositions des art. 883 et 884.

ART. 887. Si le tuteur, ou autre chargé de poursuivre l'homologation, ne le fait dans le délai fixé par la délibération, ou, à défaut de fixation, dans le délai de quinzaine, un des membres de l'assemblée pourra poursuivre l'homologation contre le tuteur, et aux frais de celui-ci, sans répétition.

DLVI. On rappelle sur cet article qu'il s'y agit des délibérations qui, sans être attaquées, ont besoin de la sanction de la justice, et notamment dans les cas prévus par les art. 457 et 458 du Code civil.

3004. Le délai de quinzaine fixé par l'art. 887 est-il susceptible de l'augmentation en raison de la distance du domicile de celui qui est chargé de poursuivre l'homologation au lieu où siège le tribunal?

Nous ne le pensons pas; car l'espèce dont il s'agit n'entre point dans les cas prévus par l'article 1035; c'est d'ailleurs devant le juge du domicile du tuteur que se poursuit l'homologation; or, quand ce domicile serait à l'extrémité la plus éloignée de l'arrondissement, le délai de quinzaine sera toujours plus que suffisant pour présenter l'avis de parens à la sanction du tribunal.

3005. Faut-il que le membre du conseil de famille qui poursuit l'homologation, en cas de

25.

négligence de celui qui en étoit chargé, assigne celui-ci sur cette poursuite?

Dans ce cas, dit M. Demian Cronsilhac, pag. 590, il faut de toute nécessité assigner l'individu en retard aux jour et heure indiqués dans l'ordonnance, dont on lui signifie copie, pour voir prononcer l'homologation en la chambre du conseil, et à ses frais. Si on ne l'assigne pas, ajoute cet auteur, on s'expose à une opposition de sa part, fondée sur ce qu'on aurait prononcé une condamnation contre lui sans l'avoir appelé, tandis qu'il est possible qu'il soit excusable.

D'ailleurs, l'art. 887, en disant que l'opposition sera poursuivie *contre lui*, annonce suffisamment que le jugement doit être ou contradictoire avec lui ou en défaut, puisqu'il est de règle qu'on ne peut obtenir valablement des condamnations contre une partie qui n'a pas été mise en cause.

Nous croyons aussi que l'on doit assigner le membre du conseil qui, désigné pour poursuivre l'homologation, néglige d'agir dans le délai qui lui est indiqué par la délibération ou par la loi, mais nous ne pensons pas, comme M. Demian, qu'il doive être assigné en la chambre du conseil, attendu qu'il peut y avoir discussion entre lui et celui qui provoque à sa place l'homologation qu'il était chargé de poursuivre.

En ce cas, nous pensons que le président doit ordonner que le rapport sera fait en audience publique.

ART. 888. Ceux des membres de l'assemblée qui eussent devoir s'opposer à l'homologation, le déclareront, par acte extrajudiciaire, à celui qui est chargé de la poursuivre; et s'ils n'ont pas été appelés, ils pourront former opposition au jugement.

T. 29.—C. C., art. 448 et suiv.

ART. 889. Les jugemens rendus sur délibération du conseil de famille seront sujets à l'appel (1).

C. C., art. 448 et suiv.

DLVII. La disposition de l'article ci-dessus a pour objet de donner la faculté de mettre en cause les parties qui s'opposeraient à l'homologation de la délibération de l'assemblée de famille; et s'ils n'y sont pas mis, ils peuvent former opposition au jugement d'homologation, qui, d'ailleurs, est sujet à l'appel, comme la porte l'art. 889.

3006. Dans quel délai ceux qui n'ont pas été appelés peuvent-ils se pourvoir par opposition?

(1) JURISPRUDENCE.

L'art. 888 ne doit pas être appliqué à un tuteur désigné. — (Tribunal civ. de Rennes, 31 mai 1813; arr. des art. 448 du Code civ., et 888 du Code de procéd.)

L'article n'en détermine aucun. Les délais fixés par le Code de procédure ne concernent que ceux qui ont été appelés, et ici les opposans ne l'ont point été : le délai sera donc indéfini. C'est une espèce de tierce opposition, avec la différence que dans le cas où les opposans succomberaient, il n'y aurait point lieu à l'amende fixée par l'article 479. — (Deleincourt, tom. 1, pag. 482.)

3007. Les membres du conseil qui n'ont point déclaré s'opposer à l'homologation peuvent-ils s'opposer au jugement qui la prononce? S'ils ne le peuvent pas, n'ont-ils pas du moins le droit d'interjeter appel de ce jugement?

Il résulte des termes de l'art. 888 que tout membre du conseil de famille qui n'a pas préalablement notifié l'acte extrajudiciaire portant déclaration qu'il entend s'opposer à l'homologation, ne peut s'opposer au jugement qui la prononce, puisque cette faculté n'est accordée qu'à ceux qui, ayant fait la déclaration dont il s'agit, l'auraient pas été appelés.

Mais l'art. 889 est conçu en termes généraux, d'après lesquels des autrui (voy. entre autres Lepage, pag. 884) estiment que la voie d'appel ne leur est pas interdite; ils s'appuient surtout sur ce que l'appel est ici une action qui appartient au mineur; que le conseil de famille est institué pour le défendre et pour exercer les droits qu'il ne peut faire valoir lui-même, et que conséquemment on ne peut opposer, comme fin de non recevoir contre l'appel interjeté par un membre du conseil, l'acquiescement tacite qu'il aurait donné à l'homologation, en négligeant la déclaration prescrite par l'art. 888.

Nous croyons, au contraire, qu'il résulte de ce que la loi refuse la voie d'opposition au jugement à tout membre d'un conseil de famille qui n'a pas fait la déclaration extrajudiciaire qu'elle prescrit, qu'elle a entendu lui refuser également celle de l'appel.

Cette faculté de s'opposer au jugement est en droit exorbitant soumis à la condition nécessaire de la déclaration, et s'il s'évanouit, lorsque cette condition n'a pas été remplie, il serait contradictoire que la voie d'appel, qui est par elle-même moins favorable que le recours au premier juge, fût ouverte à la place de ce recours à un individu qui non-seulement n'a pas été partie au jugement, mais qui a perdu le droit de l'être en ne remplissant pas la condition exigée par la loi.

3008. Mais un membre du conseil de famille qui aurait signifié la déclaration extrajudiciaire, et qui ne se présenterait pas à l'audience sur l'assignation que lui aurait donnée la personne chargée de poursuivre l'homologation, pourrait-il se pourvoir par opposition, attendu que le jugement aurait été rendu sur son défaut?

Nous croyons que les termes mêmes de l'ar-

tielle 888 supposent la négative de cette question.

En effet, il en résulte, comme nous venons de le dire sur la précédente, que celui qui a fait la déclaration extrajudiciaire prescrite par cet article n'a la voie d'opposition qu'autant qu'il n'a pas été appelé; d'où suit, à *contrario*, que celui qui, ayant fait cette déclaration, est appelé et ne se présente pas, ne peut se pourvoir par cette voie: il est, en cette circonstance, considéré comme ayant renoncé à sa déclaration extrajudiciaire.

Tel est aussi l'avis de M. Lepage, dans son nouveau *Style*. — (Foy. 4^e édit., pag. 714.)

Nous ne dissimulons pas que cette opinion est susceptible de plusieurs objections tirées des règles générales qui régissent les jugemens par défaut.

On dira, par exemple, que la loi n'a point formellement prononcé d'exception à ces règles dans l'art. 888.

Quoi qu'il en soit, nous persistons à croire que cette exception résulte des expressions de l'article.

Au surplus, que pourrait-on trouver en cela de surprenant ou d'injuste? N'est-il pas assez naturel qu'une faculté exorbitante soit restreinte dans certaines limites? Si elle est accordée par exception au droit commun, qui n'admet l'intervention de la part d'un tiers qu'autant qu'il a intérêt personnel dans la cause, on peut facilement présumer que l'on a fait exception à ce même droit, quant à l'étendue et à l'exercice de cette faculté.

La justice l'exigeait d'ailleurs dans l'espèce qui nous occupe; car une délibération arrêtée par la majorité d'un conseil de famille, homologuée ensuite par la tribunal, et sur les conclusions du ministère public, a pour elle une présomption de conformité aux intérêts du mineur qui ne permet pas de favoriser la négligence d'un opposant, qui bien souvent n'aurait été mu que par le ressentiment de ce que son opinion n'aurait pas été suivie. Il est assez naturel, lorsqu'il ne se présente pas pour faire valoir ses moyens d'opposition, de présumer qu'il a été guidé moins par l'intérêt du mineur que par des motifs personnels, et qu'il a renoncé à agir pour celui-ci.

3009. *Mais si l'on n'admet pas la voie d'opposition dans l'espèce de la question précédente, accorde-t-on du moins la voie d'appel?*

Oui, dit M. Lepage. — (Foy. nouveau *Style*, ubi *supra*.)

Mais comme nous avons assimilé, sur la précédente question, le membre du conseil qui laisse défaut à celui qui n'aurait pas fait la déclaration extrajudiciaire de s'opposer à l'homologation, nous ne croyons pas, d'après les motifs exposés sur la quest. 3007^e, qu'on doive lui accorder la voie d'appel, qui, dans l'espèce de l'art. 888, ne nous paraît ouverte qu'autant

que l'homologation est devenue contentieuse par un débat entre l'opposant et celui qui est chargé de la poursuivre. — (*Argum. d'un arrêt de la Cour de Turin, cité sur la question antérieure.*)

3010. *Si toute autre personne qu'un membre de l'assemblée de famille a des réclamations à faire contre l'homologation, est-elle obligée de se pourvoir par appel?*

Voyez quest. 2985^e.

Non-seulement elle n'y est pas obligée, mais il est une circonstance dans laquelle nous pensons qu'elle ne pourrait se pourvoir que par opposition devant le tribunal même qui aurait rendu le jugement d'homologation.

Par exemple, si ce jugement a été prononcé sans réclamation, il ne présente qu'un acte de juridiction volontaire, et dans ce cas on ne peut en interjeter appel, parce que l'art. 889, ainsi que l'a décidé la Cour de Turin, par arrêt du 29 juillet 1809 (voyez *Sirey*, tome 10, *DD.*, pag. 227), ne s'entend naturellement que des cas où, par une suite de réclamations de la part des intéressés, l'homologation est devenue contentieuse.

Lorsque l'homologation est devenue contentieuse, la voie d'appel est sans doute la seule qui reste à ceux qui n'ont été parties au jugement; mais un tiers peut se pourvoir devant les premiers juges, afin d'épuiser le premier degré de juridiction; il ne fait alors qu'user du droit de se rendre tiers opposant.

Mais comme le droit d'interjeter appel ou d'intervenir sur un appel appartient à toutes personnes ayant droit de former tierce opposition, nous pensons que l'opposition devant les premiers juges n'est pas rigoureusement exigée dans l'espèce où l'homologation a été prononcée par un jugement intervenu sur contestation.

3011. *Le ministère public qui a conclu à la non homologation peut-il appeler du jugement qui a homologué?*

La négative a été jugée en cassation, le 28 août 1807. — (*Jurisp. du Code civil*, tom. 9, pag. 409.)

Et, en effet, dit M. Delvincourt, tom. 1, pag. 482, l'appel n'est accordé qu'à celui qui aurait droit d'agir, et ce n'est pas lui un des cas dans lesquels la loi donne l'action au ministère public; il n'a que le droit de donner des conclusions. — (Foy. art. 2, tit. 8 de la loi du 24 août 1790.)

3012. *Le jugement qui a prononcé l'homologation d'une délibération dont l'objet est antérieur de la valeur jusqu'à concurrence de laquelle le tribunal juge en dernier ressort, est-il néanmoins sujet à l'appel?*

Oui, parce qu'en cette matière la loi, attendu la faveur due aux incapables, n'a pas eu, comme dans les matières ordinaires, égard à la somme qui fait l'objet de la délibération, mais à la nature seule de la chose décidée.

C'est ce qui résulte de la généralité des termes

de l'art. 889. Ainsi, par exemple, pour payer une dette légitime du mineur, un avis de parents autorise le tuteur à emprunter une somme de 800 fr.; un des membres du conseil s'oppose à l'homologation: le jugeant qui interviendra sera sujet à l'appel. — (Foy. *Prat.*, tom. 5, pag. 164, et *Quest. de Lepage*, pag. 585.)

TITRE XI.

De l'interdiction (1).

L'interdiction d'une personne est, en général, la privation du droit de faire par elle-même les actes de la vie civile, et d'administrer sa personne et ses biens. C'est, à proprement parler, la mise en tutelle d'un majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité, en démence ou de fureur (*Code civil*, art. 489) (2), ou qui a subi une condamnation aux travaux forcés ou à la réclusion. — (*Code pén.*, art. 29 à 31.)

Dans le premier cas, on dit que l'interdiction est *civile*, parce qu'elle doit être prononcée par jugement du tribunal civil.

Dans le second cas, elle est appelée *légale*, parce qu'elle dérive immédiatement de la loi; aussi n'admet-elle l'application des dispositions du *Code civil* et du *Code de procédure* que relativement à ses effets et à la nomination du tuteur, dont le condamné doit être pourvu dans la même forme que la personne interdite par jugement. — (*Code pénal*, art. 29.)

Le *code civil* contient, sur la matière de l'interdiction, beaucoup de dispositions, dont plusieurs appartiennent à la *procédure*, qu'il ne s'agit pas de compléter. Le *Code de procédure*, dans la vue de pourvoir aux moyens de prévenir toute surprise, reprend et développe ces dispositions fondamentales, déjà consignées au premier, et telle est, comme l'a remarqué l'orateur du Gouvernement (*Exposé des motifs*, édit. de F. Didot, pag. 290), la simplicité des nouveaux articles, qu'il serait superflu, du moins pour le plus grand nombre, de vouloir en développer l'esprit, quand le texte seul remplit évidemment ce but.

Personne, au surplus, ne saurait s'étonner d'y rencontrer quelques additions au *Code civil*, qui ne sont que le développement nécessaire de ce *Code*.

ART. 890. Dans toute poursuite d'interdiction, les faits d'imbécillité, de démence, ou de fureur, seront énoncés

en la requête présentée au président du tribunal; on y joindra les pièces justificatives, et l'on indiquera les témoins (3).

T. 79.—C. C., art. 489, 491, 492, 493, 494.

3013. Quel est le tribunal au président duquel la requête doit être présentée?

Tous les auteurs s'accordent à dire que la requête doit être présentée au président du tribunal dans lequel le défendeur en interdiction a son domicile.

Nous exceptons toutefois M. Demiau Crouilhac, qui induit du silence des art. 492 du *Code civil* et 890 du *Code de procédure*, qu'il a été dans l'intention du législateur d'indiquer, soit le tribunal du domicile, soit celui du lieu de la résidence, suivant qu'il est plus facile de faire la preuve des faits contenus dans la requête, attendu qu'ils se seraient passés dans un de ces lieux.

Cette opinion avait été formellement consacrée par un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 20 germinal an 13 (voy. *Jurisp. du Code civ.*, tom. 4, pag. 227), qui a décidé que l'on pouvait valablement poursuivre l'interdiction d'une femme depuis long-temps absente du domicile marital, au lieu où elle faisait sa résidence.

Les rédacteurs de la Jurisprudence du *Code civil* critiquent cet arrêt, et nous croyons comme eux que toutes les fois que la loi n'indique pas précisément le tribunal compétent pour connaître d'une action, on doit admettre qu'elle a entendu désigner le tribunal du domicile du défendeur, d'après le principe général suivant lequel toute action personnelle doit être portée devant ce tribunal.

Mais, dans le cas où le ministère public poursuit d'office l'interdiction d'un furieux, conformément à l'art. 491 du *Code civil*, nous pensons que cette règle de compétence peut cesser de recevoir son application, attendu qu'il s'agit d'une mesure de police, et qu'il est de principe que le tribunal du lieu où un délit a été commis est compétent pour le juger.

ART. 891. Le président du tribunal ordonnera la communication de la requête au ministère public, et commettra

(3) JURISPRUDENCE.

1^o. Lorsque le père s'oppose au mariage de son enfant, par le motif qu'il est en état de démence, les juges doivent nécessairement ordonner la convocation d'un conseil de famille. — (Bruxelles, 15 déc. 1812, *Sirey*, tom. 14, 2^e part., pag. 338; Dalloz, tom. 19, pag. 211.)

2^o. La demande en interdiction de la femme peut être soumise au tribunal de son domicile de fait, et non à celui du domicile marital, attendu que le premier est le plus à portée de vérifier les faits. — (Bordeaux, 20 germ. an 13, *Sirey*, tom. 5, pag. 124.)

3^o. Le défaut de jonction à la requête des pièces justificatives n'emporte pas nullité. — (Rennes, 6 janv. 1814; Dalloz, tom. 18, pag. 111.)

(1) Voy. *Code civ.*, art. 489 à 515, *Code pén.*, art. 29 à 31.

(2) La prodigalité n'est plus une cause d'interdiction; elle autorise seulement à soumettre le prodigue à un conseil de famille, sans lequel il ne peut ni plaider, ni emprunter, ni recevoir ses capitaines, ni vendre, ni engager ses immeubles. — (*Code civ.*, art. 513, *infra*, art. 897.)

un juge pour faire rapport à jour indiqué.

C. C., art. 515.

ART. 892. Sur le rapport du juge et les conclusions du procureur du roi, le tribunal ordonnera que le conseil de famille, formé selon le mode déterminé par le Code civil, sect. IV du chap. II, au titre de la Minorité, de la Tutelle et de l'Émancipation, donnera son avis sur l'état de la personne dont l'interdiction est demandée.

T. 97.—C. C., art. 495 et 495.

3014. Si les faits articulés dans la requête ne paraissent pas de nature à caractériser la démence, le tribunal n'en devrait-il pas moins ordonner l'assemblée de famille ?

Nous croyons qu'eo cette circonstance la demande devrait être rejetée sans plus ample instruction, et sans consulter la famille : *frustré probatur quod probatum non releat*.

3015. Un parent peut-il se faire remplacer par un mandataire au conseil de famille tenu pour donner avis sur la demande en interdiction ?

Si, dans l'ancienne jurisprudence, les parents convoqués pouvaient en général se faire remplacer par un fondé de pouvoirs, on exceptait toutefois le cas où il s'agissait de délibérer sur l'état d'un parent dont l'interdiction était poursuivie.

Mais M. Demiau-Creuzilhac, pag. 593, remarque avec raison que cette distinction n'existe plus aujourd'hui, parce que l'art. 412 du Code civil, qui permet de se faire remplacer, est applicable à tous les cas, pourvu que la mandature donne son avis dans la procuration.

3016. Si le conseil était d'avis de rejeter la demande, celui qui poursuit l'interdiction pourrait-il se pourvoir contre la délibération ?

L'avis du conseil n'est pas un jugement (voy. Pigeau, tom. 2, pag. 246) ; ainsi, nous pensons que celui qui poursuit l'interdiction peut reprendre ses poursuites, et faire valoir contre la délibération ses moyens, auxquels le tribunal a tel égard que de raison.—(Voy. art. 833.)

ART. 893. La requête et l'avis du conseil de famille seront signifiés au défendeur avant qu'il soit procédé à son interrogatoire.

Si l'interrogatoire et les pièces produites sont insuffisants, et si les faits peuvent être justifiés par témoins, le tribunal ordonnera, s'il y a lieu, l'enquête, qui se fera en la forme ordinaire.

Il pourra ordonner, si les circonstances l'exigent, que l'enquête sera faite

hors de la présence du défendeur, mais, dans ce cas, son conseil pourra le représenter.

C. C., art. 496.—C. de P., art. 552, 890, 897.

DLVIII. Le Code civil (art. 496) statue qu'après avoir reçu l'avis du conseil de famille, le tribunal interrogera le défendeur. Était-il par là prescrit d'interroger de suite, sans aucun acte intermédiaire, et notamment sans que l'avis du conseil de famille eût été signifié au défendeur ?

Non, sans doute ; mais comme cette signification n'était pas textuellement ordonnée par le premier Code, il était nécessaire pour remplir son vœu de l'exprimer dans le Code de procédure, et, comme l'a fait l'art. ci-dessus, d'en imposer l'obligation, réclamée d'ailleurs par le droit naturel de la défense, droit toujours respectable et sacré, surtout quand il s'agit de l'état des personnes.

3017. La requête et l'avis du conseil de famille ne sont-ils signifiés au défendeur que dans le cas où le conseil estime qu'il y a lieu à poursuivre l'interdiction ?

Il est certain, d'après l'art. 893, que la requête ne doit être signifiée au défendeur qu'après que le conseil de famille a donné son avis : jusque-là, en effet, il est inutile de lui faire connaître la demande.

Mais, d'après cela, M. Delvincourt pense que la signification ne doit avoir lieu, qu'autant que le conseil est d'avis de l'interdiction. Nous croyons, au contraire, d'après la solution demandée sur la quest. 3016, que la signification de la requête et de l'avis du conseil doit avoir lieu même dans le cas où le conseil aurait voté contre l'interdiction, parce qu'il est juste que le défendeur puisse faire valoir ses moyens à l'appui de la délibération, lorsque la poursuite persiste dans sa demande en interdiction, nonobstant l'avis contraire de l'assemblée de famille. Cette discussion forme, dans la cause, un incident qui doit être vidé avant que l'on puisse procéder à l'interrogatoire.

3018. Que faut-il pour que le tribunal procède à l'interrogatoire ?

Il faut que le président ait fixé jour et heure sur une requête qui lui est présentée à cet effet.

3019. Quel délai doit s'écouler relativement à la signification tant de la requête que de l'avis du conseil, avant que l'on puisse procéder à l'interrogatoire ?

Dans le silence de la loi, nous croyons, avec M. Lepage dans ses Questions, pag. 588, et les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 172, qu'il faut accorder au moins le délai de vingt-quatre heures prescrit par l'art. 329, relativement aux interrogatoires sur faits et articles. Nous adoptons cette décision moins par application de l'art. 329, que par le motif qu'on ne peut exiger une obligation sans délai.

3020. Si tel est l'état de stupidité ou de fu-

reur du défendeur, qu'il ne puisse donner aucune réponse, ou qu'on ne puisse en approcher, peut-on se dispenser de l'interrogatoire?

Ces circonstances ne seraient pas suffisantes pour dispenser le juge de faire venir le défendeur à la chambre du conseil, ou de se présenter ailleurs pour l'interroger, sauf à constater par procès-verbal l'impossibilité de procéder. — (Foy. *Demiau Crouilhac*, pag. 594.)

3021. Peut-on procéder à plusieurs interrogatoires?

Oui. — (Arg. de l'art. 497 du Code civil, qui dit après le premier interrogatoire.)

3022. Le ministère public doit-il assister à l'interrogatoire?

Oui, dans tous les cas, dit l'art. 496 du Code civil; c'est-à-dire soit que l'interrogatoire soit fait par le tribunal entier et dans la chambre du conseil, soit qu'il ait lieu par un juge commis, et dans la demeure de l'interrogé ou ailleurs, suivant les circonstances, par exemple dans un hospice où il serait retenu.

3023. Si la partie qui poursuit l'interdiction, ou son avoué, avait assisté à l'interrogatoire, y aurait-il nullité, par analogie des dispositions de l'art. 333?

Non; ne le pensons pas, attendu que l'on ne peut appliquer à un ordre de choses des dispositions concernant des choses d'un ordre différent; d'où suit que l'on ne peut raisonner par analogie de l'art. 333 du Code de procédure, qui défend à celui qui a requis un interrogatoire sur faits et articles, d'assister à sa prestation.

Le principe duquel nous déduisons cette conséquence est consacré par une foule d'arrêts de la Cour de cassation. — (Foy. *notre Introd. à l'étude de la procéd.*, on tête du premier volume.)

D'un autre côté, il est à remarquer que le Code de procédure civile ne renferme aucune disposition concernant les formalités de l'interrogatoire en cas d'interdiction, et que s'il dispose, art. 893, que si, en cas d'insuffisance de l'interrogatoire et des pièces produites, les faits peuvent être prouvés par témoins, le tribunal, si les circonstances l'exigent, pourra ordonner que l'enquête soit faite hors de la présence du défendeur, on peut en conclure qu'il eût défendu, s'il l'avait cru nécessaire, la présence du demandeur, tant à l'interrogatoire qu'à l'enquête. Loin de là, il suppose nécessairement la présence du demandeur à l'enquête. Or, quel motif raisonnable de soutenir qu'il eût voulu la défendre par rapport à l'interrogatoire? Eût-il monqué, si telle eût été sa volonté, de renvoyer à suivre les formalités prescrites par l'art. 333, comme il renvoyait au titre des enquêtes ordinaires?

Il ne faut donc point argumenter ici des dispositions du Code de procédure. C'est le Code civil seul qu'il faut consulter.

Or, l'art. 496 porte que le tribunal interrogera le défendeur à la chambre du conseil, et, s'il ne

peut s'y présenter, qu'il sera interrogé par un juge commis.

Il ajoute que, dans tous les cas, le procureur du roi pourra y assister.

On voit qu'il n'existe aucune disposition qui interdise la présence du demandeur ou de son avoué; et en serait-il autrement, il faudrait que la loi eût prononcé la nullité.

Peut-être objecterait-on que si le législateur avait entendu autoriser cette présence, il l'eût mentionnée de même qu'il l'a fait à l'égard du procureur du roi.

On répond que le procureur du roi ne pouvant que dans les seuls cas déterminés par la loi, avoir l'entrée de la chambre du conseil et assister aux actes d'instruction, il a bien fallu s'expliquer à son sujet; ce qui n'était pas nécessaire par rapport au demandeur, qui, de droit, peut assister à tous les actes d'instruction, lesquels sont essentiellement contradictoires avec lui, à moins que la loi ne contint une disposition contraire.

Au surplus, l'interrogatoire sur faits et articles est d'une nature toute différente de celui qui a lieu sur des poursuites en interdiction.

Ici donc revient le principe ci-dessus posé, que l'application des lois doit se faire à l'ordre des choses sur lesquelles elles statuent, et que les objets qui sont d'ordre différent ne peuvent être décidés que par les lois de leur ordre.

On peut ajouter le principe non moins certain qui défend de suppléer les nullités que la loi n'a pas prononcées, et de raisonner à leur égard par induction ou analogie, etc. (Foy. *Introduction déjà citée*), et tirer argument contre la nullité de ce que M. Pigeau, dans la formule qu'il donne, tom. 2, pag. 428, d'un procès-verbal d'interrogatoire en interdiction, fait comparaître l'avoué du demandeur, et ne suppose en aucune manière que la présence du demandeur lui-même soit défendue.

3024. L'enquête est-elle, comme l'interrogatoire, une formalité nécessaire?

Non; le tribunal ne l'ordonne que lorsque l'interrogatoire et les pièces produites lui paraissent insuffisants, c'est-à-dire s'il est besoin de s'instruire encore plus, et s'il est possible d'y parvenir par une enquête. — (Foy. *discours du tribun Mouricaut*, pag. 321, édit. de F. Didot, et *Loché*, tom. 6, pag. 454.)

3025. Les témoins doivent-ils être entendus en présence du ministère public?

Non, suivant M. Lepage, dans ses Questions, pag. 589, puisque l'art. 893 s'est borné à dire qu'on suivrait, pour l'enquête, les formes ordinaires. Or, dans aucun des articles du titre des enquêtes, il n'est prescrit de faire entendre les témoins en présence du ministère public, pas même lorsqu'il s'agit des intérêts de l'Etat, des communes ou des mineurs.

Les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 172, sont d'un avis contraire, et c'est celui que nous croyons devoir adopter; du moins ne voyons-

nous aucune raison valable pour soutenir qu'il soit défendu au ministère public d'assister à l'audience des témoins comme à l'interrogatoire.

Il est partie nécessaire dans l'instance d'interdiction, et l'art. 262 permet d'entendre les témoins en présence comme en l'absence des parties. Nous croyons même que le procureur du roi pourrait faire des interpellations aux témoins, conformément à l'art. 273.

3026. *Doit-on signifier au défendeur les procès-verbaux d'enquête et d'interrogatoire, et l'appeler à l'audience publique où le jugement doit être prononcé ?*

Oui sans doute ; car le défendeur en interdiction est présumé capable de se défendre jusqu'à ce que cette interdiction soit prononcée : il constituera donc avoué, et pourra plaider ses moyens à l'audience comme toute autre partie.

Aussi l'art. 498 du Code civil porte-t-il que le jugement ne peut être rendu qu'après que les parties ont été entendues. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 429 et 430 ; Demiau Crouilhac, pag. 429, et Toullier, tom. 2, pag. 293.)

3027. *Le jugement doit-il être rendu en audience solennelle ?*

La négative a été jugée par arrêt de la Cour de Bruxelles, du 21 mai 1809, attendu qu'en cette matière il ne s'agit pas de l'état civil proprement dit du défendeur, mais de l'état de sa personne, dans l'exercice de l'ordre de ses facultés intellectuelles. — (Voyez Sirey, tom. 16, pag. 112.)

3028. *Le jugement n'a-t-il à prononcer que l'interdiction ou le rejet pur et simple de la demande ?*

Si les juges estiment que le défendeur est faible d'esprit, mais non pas tout à fait incapable de gouverner sa personne et ses biens, ils peuvent, conformément à l'article 499 du Code civil, soumettre le défendeur à un conseil judiciaire.

3029. *Lorsque le tribunal rejette la demande en interdiction sans soumettre le défendeur à un conseil judiciaire, celui-ci obtiendra-t-il nécessairement des dommages-intérêts contre le demandeur ?*

Non : tout ici dépend des circonstances, et est abandonné à la prudence des tribunaux. — (Voy. Locré, tom. 6, pag. 459.)

3030. *Si le défendeur ne se présente pas à l'audience, peut-il se pourvoir par opposition contre le jugement qui intervient ?*

Il paraît résulter des termes de l'art. 498 du Code civil, parties appelées, et surtout de l'article 893, qui ne parle que de l'appel, que le législateur n'a entendu ouvrir que cette voie. Telle est aussi l'opinion de M. Demiau Crouilhac pag. 593 et 596.

Art. 894. L'appel interjeté par celui dont l'interdiction aura été prononcée, sera dirigé contre le provoquant.

L'appel interjeté par le provoquant,

ou par un des membres de l'assemblée, sera contre celui dont l'interdiction aura été provoquée.

En cas de nomination de conseil, l'appel de celui auquel il aura été donné sera dirigé contre le provoquant.

C. C., art. 500. — C. de P., art. 443.

Art. 895. S'il n'y a pas d'appel du jugement d'interdiction, ou s'il est confirmé sur l'appel, il sera pourvu à la nomination d'un tuteur et d'un subrogé-tuteur à l'interdit, suivant les règles prescrites au titre des Avis de parents.

L'administrateur provisoire nommé en exécution de l'article 497 du Code civil, cessera ses fonctions, et rendra compte au tuteur, s'il ne l'est pas lui-même.

C. C., art. 405 et suiv., 420, 427 et suiv. — C. de P., art. 527 et suiv., 582 et suiv.

DLIX. Comme celle de l'art. 893, la disposition des deux articles ci-dessus n'est qu'une conséquence du droit sacré de défense. C'est en effet que, par suite de ce droit, la personne dont l'interdiction est provoquée peut appeler du jugement qui l'aurait prononcée, et plaider en cause d'appel, sans être pourvu de tuteur. La raison en est d'ailleurs sensible aux yeux de la loi. Son état est encore entier ; il ne cesse que par la décision suprême ou par l'adhésion au premier jugement.

3031. *Un autre que l'interdit peut-il interjeter appel du jugement qui a prononcé l'interdiction ?*

Non, puisque l'art. 894 ne désigne que lui. Il faut donc en ce cas que l'appel soit l'ouvrage propre et personnel de l'interdit. — (Voy. Demiau Crouilhac, pag. 596.)

3032. *Un membre du Conseil de famille qui n'aurait pas été d'avis de l'interdiction, un ami qui aurait fait partie du conseil, pourraient-ils appeler du jugement qui rejette l'interdiction ?*

Nous croyons, par argument de l'art. 893, que la faculté d'appeler n'appartient qu'au membre du conseil de famille qui a été d'avis de l'interdiction ; celui qui a été d'un avis contraire ne peut être recevable à se plaindre que le tribunal ait jugé suivant son consentement.

Mais dans le cas où un membre de l'assemblée peut interjeter appel, il est indifférent, d'après ces expressions générales de l'art. 894, qu'il soit parent ou ami ; il suffit qu'il ait fait partie du conseil de famille, et qu'il ait voté pour l'interdiction. — (Voy. Delaporte, tom. 2, pag. 428.)

3033. *Dans quel délai l'appel doit-il être interjeté ? L'appel est-il suspensif de l'exécution ?*

L'appel doit être interjeté dans les délais ordinaires (art. 443), puisque la loi n'a fait aucune exception. Il est suspensif à l'égard de la nomination du tuteur ou du subrogé-tuteur (art. 895); mais il ne l'est pas par rapport aux inscriptions aux tableaux à afficher, conformément à l'art. 501 du Code civil. — (Voy. *Locri*, tom. 6, pag. 462 et suite.)

3034. Quelle est la forme de procéder en appel?

Voyez Code civil, art. 500.

3035. La voie de la tierce opposition est-elle ouverte à un créancier ou donataire?

Nou. — (Voyez arrêt de la Cour de Turin, du 13 mai 1808, *Journal des audiences*, tom. 1, pag. 368, et de la Cour de Riom, du 9 janvier même année, *Jurisp. du Code civ.*, tom. 12, pag. 311.)

ART. 896. La demande en main-lévée d'interdiction sera instruite et jugée dans la même forme que l'interdiction.

Décret du 16 janv. 1806, art. 6. — C. C., art. 512. — C. de P., art. 890.

DLX. La raison de cette disposition, c'est que l'interdiction n'est, de sa nature, qu'une mesure suspensive. Il est vrai que les espèces sont fort opposées; mais la procédure peut être identique, car les mêmes précédés qui font connaître si un homme a perdu la raison, conduisent également à connaître s'il l'a recouvrée.

3036. Lorsque l'interdit demande main-lévée, a-t-il besoin d'être assisté de son tuteur?

3037. Doit-il former sa demande, soit contre celui-ci, soit contre ceux qui l'ont fait interdire?

L'interdit n'a besoin, pour former sa demande en main-lévée, ni de l'autorisation, ni de l'assistance de qui que ce soit (voy. *Quest. de Lepage*, pag. 593), l'art. 896 disant que cette demande est instruite et jugée dans la même forme que l'interdiction; il présente sa requête en main-lévée au président, qui rend l'ordonnance de soit communiqué au procureur du roi; celui-ci donne ses conclusions; un rapporteur est nommé; jugement intervient, qui ordonne la convocation du conseil de famille, pour donner son avis sur l'état actuel de l'interdit; il est interrogé, s'il est nécessaire; on ordonne une enquête, et le tribunal prononce la main-lévée ou maintient l'interdiction. — (Voyez *Toullier*, tom. 2, pag. 306.)

Mais nous avons vu, sur la quest. 3017^e, que la demande en interdiction doit être dirigée contre le défendeur aussitôt qu'il a subi son interrogatoire.

M. Figeau, tom. 2, pag. 434, demande à ce sujet si réciproquement l'interdit doit actionner, pour défendre à son action en main-lévée, soit son tuteur, soit ceux qui l'ont fait interdire; et il maintient la négative, parce que, dit-il, si l'avis de tous les parens est favorable, cela est inutile,

et que si quelques-uns sont d'en avis contraire, comme ils savent que la main-lévée est demandée, ils peuvent y former opposition par un acte extrajudiciaire.

On peut répondre, dit M. Berriat Saint-Prix, pag. 683, not. 10, que la loi est claire; qu'elle prescrit la même forme pour la main-lévée que pour l'interdiction; que les parens devant compter qu'en observant ces formes, pourraient négliger de former tierce-opposition, et que conséquemment on doit les appeler pour faire valoir leurs moyens contre la demande en main-lévée, ou au moins actionner le tuteur qui les représente.

3038. Quel est le tribunal devant lequel la demande en main-lévée doit être portée, lorsque le tuteur de l'interdit demeure dans le ressort d'un autre tribunal que celui qui a prononcé l'interdiction?

Nous ne croyons pas que l'on puisse regarder la demande en main-lévée comme présentant une question relative à l'exécution du jugement d'interdiction, et qui, conséquemment, devrait être soumise au tribunal qui aurait rendu ce jugement, nous croyons, au contraire, qu'il s'agit d'une nouvelle demande principale, qui n'a pour objet rien de ce qui concerne, soit l'interprétation, soit l'exécution de ce jugement.

Or, comme l'interdit n'a pas d'autre domicile, d'après l'article 108 du Code civil, que celui de son tuteur, nous pensons, avec M. Lepage, dans ses Questions, pag. 593, et les auteurs du *Praticien*, tom. 5, pag. 178, que la demande doit être portée devant le juge du lieu de son domicile.

3039. Le jugement qui accorde la main-lévée doit-il être rendu public comme celui qui a prononcé l'interdiction?

Nou; il suffit à l'interdit, si quelqu'un doute de sa capacité pour contracter, qu'il représente le jugement qui l'a rétabli dans l'exercice de ses droits. — (Voy. *Pigeau*, tom. 2, pag. 434.)

ART. 897. Le jugement qui prononcera défenses de plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier, en donner décharge, aliéner ou hypothéquer sans assistance de conseil, sera affiché dans la forme prescrite par l'article 501 du Code civil.

T. 92. — C. C., art. 499, 501.

DLXI. Que l'interdiction soit prononcée ou que le tribunal se soit borné à nommer un conseil au défendeur, en conformité de l'art. 499 du Code civil, le public doit en être instruit, et ce but est rempli par les affiches que l'article ci-dessus prescrit d'apposer dans la forme prescrite par l'article 501 du même Code.

3040. Comment se forme et s'instruit la demande afin de nomination d'un conseil judiciaire?

Toutes les règles sur la manière de provoquer, d'instruire et faire cesser l'interdiction sont applicables à la nomination d'un conseil judiciaire, conformément à l'art. 514 du Code civil.

3041. *Lorsque le jugement portant nomination d'un conseil judiciaire n'a pas été affiché, les actes faits postérieurement par l'individu soumis à ce conseil, et sans son assistance, sont-ils valables ?*

Cette question a été jugée pour l'affirmative, par deux arrêts, l'un de la Cour de Turin, du 20 janvier 1810 (*Sirey*, t. 11, p. 3), l'autre de la Cour de cassation, du 16 juillet de la même année. — (*Foy. Dalloz*, tom. 18, pag. 139; *Sirey*, tom. 11, pag. 5; *Dessiers*, pag. 143 du suppl., et pag. 545 de la première partie.)

Il n'en est pas de même, d'après tous les auteurs, dans le cas où le jugement d'interdiction n'a pas été rendu public, conformément à l'art. 501 du Code civil; les actes sont nuls de droit, en ce sens que l'incapacité a été jugée d'avance; mais si le défaut de publicité ne valide pas ces actes, il peut au moins donner lieu, en faveur des personnes qui auraient traité de bonne foi avec l'interdit, à des dommages-intérêts qui seraient supportés par ceux qui auraient négligé de remplir les formalités prescrites par le Code pour la publicité du jugement. — (*Foy. Delvincourt*, tom. 1, pag. 277, not. 2.)

TITRE XII.

Du Bénéfice de cession.

Un débiteur insolvable n'a pu amener ses créanciers à traiter avec lui, à lui accorder remise ou terme; il se voit exposé à perdre, avec sa liberté, les moyens de se relever peut-être. La loi lui offre une dernière ressource, c'est celle de la cession de biens. On la définit l'abandon qu'un débiteur commerçant fait de tous ses biens à ses créanciers, lorsqu'il se trouve hors d'état de payer ses dettes. (*Code civ.*, art. 1265.) C'est une espèce de paiement partiel qui, sous quelques rapports, a les mêmes effets qu'un paiement intégral.

Il y a cession *volontaire* et cession *judiciaire* ou *forcée*; l'une se fait d'un commun accord entre le débiteur et ses créanciers; ses effets sont réglés par la convention, et, par conséquent, elle n'exige aucune formalité de procédure.

L'autre est un *bénéfice* que la loi accorde à tout débiteur *malheureux et de bonne foi*, en lui permettant de se pourvoir en justice à l'effet d'être, contradictoirement avec ses créanciers, admis à leur abandonner tous ses biens pour les administrer ou les faire vendre; l'effet de ce bénéfice est d'empêcher ou de faire cesser l'emprisonnement du débiteur. — (*Foy. Code civil*, art. 1269 et 1270.)

Le Code civil et le Code de commerce contiennent les principes du droit en cette matière.

Celui de la procédure règle les formalités à suivre pour opérer la cession, et reproduit en grande partie non-seulement les principes énoncés aux deux autres Codes, auxquels il n'appartient que de très-légères modifications : d'où suit que les solutions des difficultés que nous aurons à examiner, relativement aux cessions en matière purement civile, s'appliqueront en grande partie aux cessions en matière de commerce.

ART. 898. Les débiteurs qui seront dans le cas de réclamer la cession judiciaire accordée par l'article 1268 du Code civil, seront tenus, à cet effet, de déposer au greffe du tribunal où la demande sera portée, leur bilan, leurs livres, s'ils en ont, et leurs titres actifs (1).

T. 92.—Ordonn. de 1673, tit. 11, art. 2, 3 et 11.
—C. G., art. 1265 et suiv.—C. de comm. art. 566.

DLXII. On sent que le dépôt prescrit par cet article a pour motif que le bénéfice de cession repose essentiellement sur la bonne foi du débiteur : d'où suit que pour l'obtenir il était nécessaire d'exiger qu'il fournît tous les éclaircissemens propres à justifier sa conduite et à éclaircir ses créances.

3042. *Comment s'effectuera le dépôt des titres dans le cas de faillite du demandeur ?*

• Le Conseil d'état avait d'abord arrêté, dit
• M. Lorré, Esprit du Code de commerce, tom. 7,
• pag. 213, art. 569, conformément à l'art. 898
• du Code de procédure, que le failli serait tenu
• de déposer au greffe du tribunal son bilan, ses
• livres et ses titres actifs. Les sections du Tri-
• bunal observèrent qu'on exigerait l'impossible,
• puisque le failli a dû remettre le tout aux agens
• de la faillite, dans les vingt-quatre heures de
• leur entrée en fonctions. A la suite de ces ob-
• servations, on proposa la rédaction suivante :
• Il sera statué par le tribunal sur le vu du bi-
• lan, des livres et des titres actifs du failli, les-

(1) JURISPRUDENCE.

1°. Un commerçant failli peut être admis au bénéfice de cession, quoiqu'il n'ait pas tenu de livres de commerce. — (*Cassat.*, 15 mai 1815, *Sirey*, tom. 17, pag. 60, *Dalloz*, t. 15, p. 364, et t. 20, p. 532.)

2°. Dans ce cas, comme dans celui où le bilan du failli n'eût pas été exact peut-être, néanmoins il peut être réputé de bonne foi et admis au bénéfice de cession, lorsqu'il donne des éclaircissemens qui prouvent qu'il n'y a point de fraude de sa part. Par exemple, si le défaut de tenue de livres et la rédaction inexacte du bilan résultent uniquement de ce que le failli est un ouvrier presque illettré. — (*Angers*, 21 nov. 1817; *Dalloz*, tom. 15, pag. 364 et tom. 20, pag. 532; *Sirey*, tom. 19, pag. 150.)

3°. A plus forte raison, lorsque le demandeur en cession de biens justifie qu'il n'a eu sa possession ni titres actifs, ni lettres, ni bilan, on ne peut refuser d'admettre sa demande, sur le motif qu'il n'a pas effectué le dépôt de ces objets au greffe du tribunal où la demande est portée. — (*Toulouse*, 30 avril 1821; *Dalloz*, tom. 20, pag. 532, *Sirey*, tom. 22, pag. 105.)

« quels seront à cet effet déposés au greffe. Le Conseil d'état s'est borné à dire : Le tribunal se fera remettre les titres nécessaires : cette rédaction satisfait à tout, ajoute M. Loaré. » Quoi qu'il en soit, la question ci-dessus posée n'en reste pas moins entière. Le tribunal devra-t-il, comme le portait la rédaction arrêtée sur les observations du Tribunal, ordonner le dépôt au greffe ? Pourra-t-il se borner, pour éviter des frais, à ordonner aux agens de la faillite de remettre les pièces nécessaires sous les yeux du tribunal, à la chambre du conseil ? Ce dernier parti serait sans doute le moins enuêtu, mais il est aussi le moins régulier et n'offre pas la garantie du dépôt au greffe. Nous pensons qu'en évitant de s'expliquer positivement sur la nullité du dépôt au greffe, dans le cas de faillite, le législateur a pu vouloir laisser au tribunal le choix d'un autre mode de remise moins dispendieux, et qu'en ne parlant que des titres nécessaires, il a encore voulu laisser aux juges la faculté de n'exiger que la remise de certaines pièces, sans les astreindre à l'obligation d'ordonner indistinctement celle de tous les livres et de tous les titres du failli. Le tribunal pourrait même n'ordonner aucune remise, si déjà l'état des affaires du failli, la tenue de ses livres, etc., avaient été examinés par les créanciers, et si on n'y avait rien trouvé de suspect ou qui indiquât de la fraude et de la mauvaise foi. Ainsi, pour le débiteur failli, l'article 569 du Code de commerce s'est écarté de la rigueur des formalités prescrites par l'art. 898 du Code de procédure. Mais il paraît que, pour tous autres cas où il n'y a point eu de faillite déclarée ou formalisée, le dépôt préalable au greffe, du bilan, des livres et des titres actifs, est nécessaire.

L'omission de ce dépôt devrait opérer, dans l'état, le rejet de la demande en cession, puisqu'il est prescrit comme condition essentiellement préalable à cette demande. — (Parrin, *Traité des nullités*, pag. 200.)

3043. Suffit-il au débiteur de déposer en extrait de son bilan, lorsque ce bilan se trouve déjà au greffe du tribunal du lieu de l'ouverture de la faillite ?

L'art. 899 voulant que la demande en cession soit formée devant le tribunal du domicile du débiteur, cette question ne peut se présenter que dans le cas où elle a lieu incidemment (voy. Pigeau, *ubi supra*) ; par exemple devant le tribunal dans le ressort duquel le débiteur aurait été arrêté ; et, dans ce cas, il a été jugé, par arrêt de la Cour d'Ais, du 13 avril 1807 (*Dalloz*, tom. 15, pag. 262 ; *Sirey*, tom. 8, pag. 93), que le débiteur, ne pouvant retirer son bilan du greffe du tribunal de commerce, parce qu'il était devenu acquis à ses créanciers, se conformait suffisamment à l'art. 898, en prenant un extrait pour le déposer au greffe du tribunal saisi de sa demande en cession, et en déclarant que ses titres actifs et ses papiers étaient déposés au greffe du tribunal de commerce.

ART. 899. Le débiteur se pourvoira devant le tribunal de son domicile.

Règl. du 30 mars 1808, art. 54.

3044. A quel tribunal appartient la connaissance des demandes en cession de biens ?

Pour établir la compétence des tribunaux de commerce, si les dettes étaient purement commerciales, nous nous foudions, dans notre Analyse, n° 2803, et d'après M. Pigeau, sur l'article 635 du Code de commerce ; mais on reconnaît généralement aujourd'hui que tout débiteur qui peut et veut obtenir le bénéfice de cession, est tenu de former sa demande, à cet effet, au tribunal civil de son domicile, quand même toutes ses dettes seraient commerciales. Tel est l'avis de M. Pardessus, tom. 4, n° 2803, pag. 539 ; de M. Delvincourt, dans ses Institutions commerciales, tom. 2, aux notes, pag. 709 ; de M. Loaré, dans son Esprit du Code de commerce, tom. 8, pag. 551 ; telle était aussi la pratique sous l'ancienne jurisprudence. — (Voy. *Jawne sur l'article 1, tit. 10, de l'ordonnance de 1670 ; la nouvelle Répertoire et le nouveau Denisart*, v° cession.)

3045. Les créanciers doivent-ils être appelés sur cette demande.

C'est au tribunal civil du domicile du débiteur, dit l'art. 899, ou au tribunal de commerce du même domicile, lorsque les créances sont commerciales. — (Voy. *Code de commerce*, article 635.) Mais M. Merlin (*roy. nouv. Répertoire*, au mot cession de biens, tom. 2, pag. 149, n° 6), et M. Lepage, dans ses Questions, pag. 899, observent avec raison que le tribunal que le législateur entend indiquer dans cet article est celui du domicile que le débiteur avait au moment où sa déconfiture s'est ouverte. Quelque fois que ce débiteur se soit retiré depuis, c'est au greffe de ce tribunal qu'il dépose son bilan, ses registres et les titres de son actif ; c'est par ce tribunal que la cession est jugée contradictoirement avec les créanciers, que le débiteur est tenu d'appeler par exploit dans la forme ordinaire, si la demande est principale. — (Voyez discours de M. Mouricout, édit. de F. Didot, pag. 323, et arrêt de la Cour de Colmar, *Jurisp. sur la procédure*, tom. 1, pag. 267, Pigeau, tom. 2, pag. 260, n° 1.)

ART. 900. La demande sera communiquée au ministre public ; elle ne suspendra l'effet d'aucune poursuite, sauf aux juges à ordonner, parties appelées, qu'il sera sursis provisoirement (1).

(1) JURISPRUDENCE.

Le jugement qui admet au bénéfice de cession ne peut être annulé pour n'avoir pas ordonné la comparution du débiteur à l'audience, afin d'y réitérer la cession en personne, alors surtout qu'il offre de remplir cette formalité : d'où l'on peut conclure, en gé-

Ordon. de 1535, chap. 8, art. 33.—C. de comm., art. 570.—C. de P., art. 83.

DLXIII. Une disposition contraire à celle par laquelle l'article ci-dessus dispose que la demande en cession ne suspend point de droit les poursuites, existait dans l'ordonnance du mois d'octobre 1535. Les auteurs du Code de procédure ont, avec raison, pensé qu'on ne devait pas la suivre. En effet, il ne saurait dépendre du débiteur de changer sa condition et le droit des tiers, et d'ailleurs la provision est due au titre. Mais on remarque que tous les intérêts sont conciliés par la faculté accordée à cet égard aux tribunaux. C'est donc à la justice à examiner la position du demandeur et à lui accorder un sursis, si elle l'en juge digne.

3046. *Le tribunal pourrait-il ordonner un sursis provisoire à des poursuites déjà faites?*

Il résulte textuellement de l'art. 900 que s'il est permis aux tribunaux, dans certaines circonstances, de sursis provisoirement aux poursuites à faire contre le débiteur, il ne leur est pas également permis de détruire l'effet de celles qui sont déjà exercées. C'est pourquoi la Cour de Toulouse, par arrêt du 7 novembre 1808 (*Dalloz*, tom. 15, pag. 266; *Sirey*, t. 9, p. 240), et celle de Paris, par arrêt du 11 août 1807 (*Sirey*, tom. 15, pag. 207), ont jugé que le débiteur incarcéré ne peut obtenir provisoirement sa liberté, tant qu'il n'a pas été statué sur sa demande en cession (1). (Voyez aussi *Pigrou*, tom. 2, pag. 362, et *Demiau Crouilhac*, pag. 606.)

3047. *Que doit faire le débiteur pour obtenir promptement une surséance à des poursuites qui ne sont pas canonisées?*

Il doit présenter requête au président, pour avoir permission d'assigner à bref délai, et sur cette assignation le tribunal, suivant les circonstances, prononce sur-le-champ le sursis, ou le joint au fond, ou se réserve, en l'y joignant, la faculté de disjoindre, s'il y a lieu. — (Voy. *Pigrou*, tom. 2, pag. 360 et 361.)

3048. *Comment procède-t-on sur les assignations en cession de biens?*

3049. *En quels cas les créanciers qui contestent sont-ils sujets aux dépens?*

M. Demiau Crouilhac, pag. 607, dit que l'on

ral, que les juges ne peuvent suppléer la nullité dans l'application des art. 901 et 902. — (Colmar, 17 janv. 1812, *Dalloz*, tom. 20, pag. 532, *Sirey*, tom. 14, pag. 22.)

(1) Il a même été décidé, par arrêt de la Cour de cassation, du 23 février 1807 (*Sirey*, 1807, pag. 170), qu'encre bien que le débiteur eût demandé à être admis au bénéfice de cession, les juges ne pouvaient sursis à l'exécution de la contrainte pendant l'instance en cession.

Mais nous ne pouvons pas que cette décision, rendue par application des lois antérieures au Code de procédure civile, puisse être suivie aujourd'hui; le contraire est formellement exprimé dans l'Exposé des motifs de ce titre. — (Voy. *Loché*, tom. 4, pag. 172.)

doit procéder sommairement, c'est-à-dire sans écritures et sans instruction par écrit, parce qu'il s'agit de mettre le débiteur à l'abri de l'emprisonnement; nous croyons, au contraire, avec M. Pigeanu, que l'affaire est ordinaire; mais la cause doit être jugée à la première audience, sans remise ni tour de rôle. Les créanciers qui ont contesté, quoique le débiteur fût dans les cas où la loi veut qu'ils ne puissent refuser la cession (*Code civil*, art. 1270), doivent être condamnés aux dépens.

ART. 901. Le débiteur admis au bénéfice de cession, sera tenu de réitérer sa cession en personne, et non par procureur, ses créanciers appelés, à l'audience du tribunal de commerce de son domicile; et s'il n'y en a pas, à la maison commune, un jour de séance; la déclaration du débiteur sera constatée, dans ce dernier cas, par procès-verbal de l'huissier, qui sera signé par le maire.

T. 64.—Ordonn. de 1510, art. 70.—Ordonn. de 1673, tit. 10, art. 1.—C. de comm., art. 635.

ART. 902. Si le débiteur est détenu, le jugement qui l'admettra au bénéfice de cession, ordonnera son extraction, avec les précautions en tel cas requises et accoutumées, à l'effet de faire sa déclaration conformément à l'article précédent.

T. 65.—C. C., art. 1370.—C. de comm., art. 572.

ART. 903. Les nom, prénom, profession et domicile du débiteur, seront insérés dans un tableau public à ce destiné, placé dans l'auditoire du tribunal de commerce de son domicile, ou du tribunal de première instance qui en fait les fonctions, et dans le lieu des séances de la maison commune.

T. 92.—Ordonn. de 1673.—C. de comm., art. 573.

DLXIV. Sous l'ancienne législation, l'usage était de publier au pilori, dans le marché public et en présence du débiteur, le jugement qui l'avait admis au bénéfice de cession. On a pensé que ce mode de publication ne pouvait être maintenu, car pourquoi eût-on imposé cette humiliation à celui que la loi juge digne d'être mis à l'abri des contraintes? Ou le soumet seulement, quel que soit son état, à réitérer sa cession en personne et avec publicité; démarche qui, si elle semble onéreuse, offre une garantie de plus contre les abus malheureusement possibles de l'institution.

Mais cette solennité passagère ne suppléerait pas à la publicité permanente que requiert l'intérêt des tiers; et quelques égards que mérite

l'infortune, il est juste que la position du débiteur admis au bénéfice de cession soit connue de ceux qui peuvent contracter avec lui.

Cet intérêt est surtout celui du commerce; et par ce motif, la loi veut que, quelle que fût la profession du débiteur, ses noms, prénoms, etc., soient insérés dans un tableau public à ce destiné; formalités autant et plus nécessaires, dans le cas de cession, que celles prescrites pour ceux de la séparation de biens et de l'interdiction.

3050. *Quelles sont les précautions requises pour l'extraction du débiteur?*

Ces précautions consistent en ce que le tribunal doit ordonner que le débiteur sera mis sous la garde d'un huissier, pour être conduit au lieu où il doit rédiger sa déclaration, et n'être élargi qu'après avoir rempli cette formalité. L'huissier dresse en conséquence un procès-verbal qui constate que l'extraction a eu lieu, et que ces précautions ont été remplies. Cela résulte de l'art. 65 du tarif.

3051. *Combien de temps l'insertion prescrite par l'art. 903 doit-elle durer?*

La loi ne s'explique point à ce sujet; mais nous pensons avec M. Pigeau, tom. 2, pag. 364, qu'elle peut être retirée au bout d'un an, ainsi que l'article 872 l'a décidé pour l'insertion des jugements de séparation. Il faut remarquer que, d'après l'art. 92 du tarif, la même insertion doit être faite dans un journal.

ART. 904. Le jugement qui admettra au bénéfice de cession, vaudra pouvoir aux créanciers, à l'effet de faire vendre les biens meubles et immeubles du débiteur, et il sera procédé à cette vente dans les formes prescrites pour les héritiers sous bénéfice d'inventaire.

C. C., art. 1369.—C. de comm., art. 574.—C. de P., art. 936 et suiv., 945, 953.

3052. *Est-il nécessaire de faire nommer un curateur aux biens, si un créancier du débiteur admis à la cession veut en poursuivre l'expropriation?*

Le tribunal de première instance de Bordeaux avait jugé, le 1^{er} juin 1816, cette question pour la négative, par la considération que la cession ne confère point aux créanciers la propriété des biens du débiteur; mais, sur l'appel, la Cour n'a pas eu besoin de prononcer sur la question (voyez Dalloz, tom. 20, pag. 537; Sirey, tom. 18, pag. 66), attendu que le pourvoi avait été interjeté après le délai. Au reste, M. Toullier, t. 7, p. 193, n° 268, partage entièrement notre avis et rejette même quelques doutes que nous émettons. « Le tribunal, dit-il, pourrait même et devrait peut-être refuser de nommer un curateur, car ce curateur ne serait pas l'homme des créanciers; or, c'est à eux que la loi a donné le pouvoir de vendre les biens et d'en perce-

voir les revenus. S'ils ne veulent pas agir tous en commun, c'est à eux de nommer un mandataire pour les représenter, et de la conduite duquel ils répondront, au lieu qu'ils ne pourraient répondre des fautes d'un curateur nommé par la justice. On ne voit donc pas quels sont les motifs de certains auteurs qui conseillent encore, sous notre nouvelle législation, de nommer par prudence un curateur. »

3053. *Le stellionataire n'est-il déchu du bénéfice de cession qu'à l'égard des seuls créanciers envers lesquels il se serait rendu coupable de stellionat?*

La Cour de Turin, par arrêt du 21 décembre 1812 (Dalloz, t. 20, p. 522), avait jugé cette question pour l'affirmative. En rapportant cet arrêt, tom. 14, pag. 4, M. Siray observe qu'il y a eu pourvoi admis par la Cour de cassation; mais M. Perriu, dans son Traité des nullités, pag. 87, nous apprend que la section civile n'a pas prononcé parce que les parties ont transigé.

Nonobstant ce préjugé, il embrasse l'opinion de la Cour de Turin, par les raisons qu'il développe, pag. 84 et suivantes; nous croyons comme lui que les créanciers contre lesquels le stellionat n'a pas été commis, ne peuvent exciper du droit d'autrui.

3054. *La cession des biens confère-t-elle aux créanciers la propriété des biens du débiteur?*

D'après l'art. 1269 du Code civil, la cession ne donne aux créanciers que le droit de faire vendre les biens à leur profit, et d'en percevoir les revenus jusqu'à la vente. Ainsi, nous ne croyons pas qu'il soit absolument nécessaire de faire nommer un curateur aux biens, si un créancier voulait en poursuivre l'expropriation forcée, mais il serait prudent peut-être d'en agir ainsi: c'était du moins ce qui se pratiquait autrefois. (Voy. Traité de la vente des immeubles.) D'Hérécourt, chap. 4, pag. 51, et les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 185, conseillent de se conformer aujourd'hui à cet usage, fondé sur un arrêt du Parlement de Paris, du 22 février 1607.

C'est encore parce que la cession de biens ne confère point la propriété aux créanciers, qu'il a été décidé par arrêt de la Cour de cassation, du 12 janvier 1809 (voy. Jurisp. des Cours souv., tom. 2, pag. 192), que les héritiers du débiteur doivent à sa mort les droits de mutation, si les biens abandonnés aux créanciers ne sont pas encore vendus.

ART. 905. Ne pourront être admis au bénéfice de cession, les étrangers, les stellionataires, les banqueroutiers frauduleux, les personnes condamnées pour cause de vol ou d'escroquerie, ni les personnes comptables, tuteurs, administrateurs et dépositaires.

Ordonn. de 1675, tit. 10, art. 2.—C. de comm., art. 575 et 596.—C. C., art. 11, 1268, 1269, 1270.—C. de P., art. 379, 405.

DLXV. Les anciennes ordonnances gardaient un silence absolu sur les causes personnelles d'indisponibilité au bénéfice de cession, autres que la qualité d'étrangers. Cette matière était diversement régie par des statuts particuliers, et par la jurisprudence des arrêts.

Le Code civil s'était contenté, à cet égard, d'exiger que le débiteur fût malheureux et de bonne foi, et il ajoute seulement que la cession judiciaire ne peut être refusée que dans les cas exceptés par la loi. — (Foy. art. 1268 et 1270.)

Il fallait déterminer ces cas d'exception. C'est à quoi l'art. 905 pourvoit. Parmi ceux beaucoup trop nombreux qu'une jurisprudence très-bigarrée avait introduits (voy. *Comment. de Joussé sur le titre 10, de l'ordonnance de 1673, et le Répert., au mot cession de biens*), le législateur a choisi les plus essentiels.

L'exclusion n'est en conséquence prononcée que contre les *étrangers*, parce que la détention de leurs personnes est la principale et quelquefois l'unique sûreté de leurs créanciers, et que d'ailleurs leurs biens, s'ils en ont, ne sont pas ordinairement à la portée du créancier français; contre les *stellionataires*, les banqueroutiers frauduleux, les personnes condamnées pour vol ou escroquerie, parce que leur mauvaise foi étant avérée, ces débiteurs sont évidemment indignes du bienfait de la loi.

Enfin, ce bienfait n'est point accordé non plus aux comptables, tuteurs, administrateurs et dépositaires. Ainsi l'exigent la nature de la dette et la faveur due, soit au tronc public, soit aux pupilles, soit même à toutes autres personnes dont la confiance a été trahie.

3055. La disposition de l'art. 905 peut-elle être invoquée contre un débiteur par un créancier autre que celui envers lequel ce débiteur se serait rendu stellionataire, ou serait comptable, etc.?

En d'autres termes, l'exception fondée sur une des qualités mentionnées en l'article 905 peut-elle être opposée par tout créancier indistinctement, encore bien que la qualité sur laquelle l'exception serait fondée n'eût rien de relatif au créancier qui entendrait s'en prévaloir?

Nous pensons, avec M. Pardessus, tom. 4, pag. 338 et 339, que la disposition de l'art. 905 n'est applicable que dans l'intérêt des personnes envers lesquelles le débiteur se serait obligé par des actes qui lui donneraient, relativement à elles, une des qualités que l'article mentionne.

Ainsi donc, si le débiteur trouvait quelques moyens de satisfaire ces personnes, ou si elles gardaient le silence, d'autres créanciers ne pourraient invoquer contre lui la disposition dont il s'agit, et, comme nous l'avons dit ci-dessus, si ces personnes elles-mêmes n'avaient pas opposé l'exception, lorsque la demande en cession de biens a été instruite et jugée avec elles, elles ne seraient plus recevables à exercer la contrainte.

Il résulte de cette solution, par exemple, que le créancier d'un compte a seul droit de s'opposer

à la cession de biens que demanderait le débiteur comptable envers lui. Il en serait de même du dépositaire pour la restitution de la chose déposée, du créancier envers lequel le stellionat eût été commis, du propriétaire de la chose volée; mais d'autres créanciers ne pourraient, si ceux-ci gardaient le silence, s'emparer du droit qui n'est établi qu'en leur faveur, pour s'opposer à la cession, si le fait, sur lequel l'article 905 fonde les cas d'exception qu'il établit, n'avait pas entraîné la masse des opérations du débiteur. On appliquerait alors la maxime *nul ne peut exciper du fait d'autrui*.

3056. Tous autres que ceux qui sont indiqués dans l'art. 905 peuvent-ils être admis au bénéfice de cession?

L'art. 905 du Code de procédure doit être considéré, avec l'art. 575 du Code de commerce, qui en répète les dispositions, comme renfermant les seules exceptions que la loi admette aujourd'hui, et l'on ne saurait en douter, d'après l'explication donnée sur le premier de ces articles, par M. le conseiller d'état Berlier. — (Foy. *édit. de F. Didot*, pag. 322.)

C'est par ce motif que la Cour d'Aix, par l'arrêt cité sur la quest. 3043^e, a décidé, par exemple, que les bouchers et les revendeurs ne sont plus exclus, à raison de leur profession, du bénéfice de la cession de biens.

D'où nous concluons, avec M. Pigeau, tom. 2, pag. 459, qu'à l'exception des personnes désignées dans l'art. 905, tous les débiteurs malheureux et de bonne foi peuvent être admis à ce bénéfice.

Ainsi tous ceux contre lesquels le Code civil prononce la contrainte par corps, tels que les cautions judiciaires, les cautions des contraindables par corps, les fermiers de biens ruraux qui ont stipulé la contrainte, peuvent le réclamer; il en est de même de ceux qui sont condamnés pour dettes commerciales. — (Voyez *arrêt de la Cour de Liège, du 17 janvier 1809, Siry, t. 10, supplément, p. 529; Dalloz, t. 20, p. 528.*)

De même aussi, l'art. 905 du Code de procédure, qui énumère divers cas où l'on ne peut demander la cession de biens, n'est point limitatif: le bénéfice de cession peut être refusé à tout débiteur qui ne justifie point de ses malheurs et de sa bonne foi, encore qu'il ne soit pas compris dans l'énumération de l'art. 905. — (Aix, 30 décembre 1817; et *Bordeaux, 30 août 1821, Siry, tom. 18, pag. 357; Dalloz, tom. 20, pag. 525 et suiv.*)

D'un autre côté, nous remarquerons que, dans le cas où un débiteur eût été admis au bénéfice de cession, quoique stellionataire, sans opposition de la part de ses créanciers, ceux-ci ne seraient plus recevables à demander contre lui la contrainte par corps, bien qu'il ne soit pas compris dans l'art. 905.

Il suit de ces décisions diverses deux observations générales: la première, que l'art. 905 n'est point *limitatif*, mais *démonstratif* seulement; la seconde, que sa disposition n'est point considérée

comme d'ordre public, mais qu'elle est de droit privé et qu'on peut y déroger tacitement, en n'opposant pas contre le débiteur les exceptions qui en dérivent.

3057. *Les étrangers admis à jouir en France des droits civils peuvent-ils réclamer le bénéfice de cession?*

Quoique les art. 905 du Code de procédure et 575 du Code de commerce paraissent refuser formellement, et sans aucune distinction, le bénéfice de cession aux étrangers, néanmoins nous pensons, comme M. Figeau, tom. 2, pag. 359, et M. Pardessus, tom. 4, pag. 537, que ce bénéfice peut être réclamé par l'étranger qui jouit en France des droits civils, par suite des art. 11 et 13 du Code civil.

C'est aussi ce que la Cour de Trèves, par arrêt du 24 février 1808, a jugé, en faveur d'un négociant étranger ayant un établissement de commerce et des propriétés en France (1).

3058. *Un saisi établi de son consentement gardien de ses meubles et effets, est-il considéré comme dépositaire judiciaire, et comme tel est-il non recevable à réclamer le bénéfice de cession, s'il ne représente pas les objets confiés à sa garde?*

(1) Voy Sirey, tom. 8, pag. 100, Dalloz, tom. 20, pag. 525.

De ce que les étrangers ne sont pas admis au bénéfice de cession contre les Français, il ne s'ensuit pas réciproquement que les Français ne puissent réclamer ce bénéfice contre leurs créanciers étrangers. — (Cassat., 15 fév. 1806, Sirey, tom. 6, 2^e part., pag. 773; Dalloz, tom. 20, pag. 526.)

Le négociant failli peut y être admis sans passer par les procédures prescrites en cas de faillite ouverte. — (Bruxelles, 9 fév. 1810, et Rouen, 13 déc. 1816, Sirey, tom. 10, pag. 206; et 1817, pag. 72.)

L'affirmative de cette question a été jugée par arrêt de la Cour de Pau, du 16 avril 1810. — (Voy Sirey, tom. 10, pag. 236; Dalloz, tom. 20, pag. 525.)

Mais nous ne croyons pas que cette décision doive être suivie, d'après l'arrêt de la Cour de cassation, du 29 octobre 1812, rapporté par Denueys, 1813, pag. 49.

Art. 906. Il n'est au surplus rien préjugé, par les dispositions du présent titre, à l'égard du commerce, aux usages duquel il n'est, quant à présent, rien innové.

C. de comm., art. 566 et suiv.

DLXVI. Comme la cession de biens est un bénéfice du droit commun introduit en faveur du débiteur malheureux, *marchand, ou non*, comme nous l'avons dit plusieurs fois, la procédure qui y est relative trouvait naturellement sa place dans la loi générale dont se compose le Code de procédure, et la connaissance devait en être attribuée, ou pour parler plus correctement, conservée aux tribunaux ordinaires qui, avant la publication de ce Code, l'avaient toujours eue, sans distinction des personnes.

Cependant, des hommes dont l'opinion méritait des égards, ayant observé, lors de la discussion de la loi nouvelle, que peut-être y aurait-il lieu d'admettre sur la compétence une exception en faveur des tribunaux de commerce, quand le débiteur serait commerçant, on a voulu se réserver le temps d'examiner cette proposition. Tel est le but de l'art. 906; mais nous avons vu, sur l'art. 899, quest. 3044^e, que les tribunaux civils ont conservé leur attribution en cette matière.

LIVRE II.

PROCÉDURES RELATIVES A L'OUVERTURE D'UNE SUCCESSION.

Avec notre vie finissent nos droits et commencent ceux de nos héritiers. Ils auront à partager nos biens : il faut les leur conserver sans préjudice des droits préexistants de nos créanciers ; il faut en constater la nature et la quotité ; il faut enfin en effectuer la distribution entre tous ceux qui sont appelés à les recueillir.

De là les appositions de scellés après décès, la vente du mobilier et celle des immeubles, les partages, les licitations, la renonciation à la communauté ou à la succession, la curatelle aux successions vacantes.

Le Code civil a fixé les principes qui régissent ces matières. Le Code de procédure devait pres-

crire la manière de réclamer et d'obtenir l'application de ces principes : c'est le sujet des neuf titres de ce second livre.

Les motifs des dispositions qu'ils renferment s'expliquent par leur évidente utilité. La plupart étaient déjà consacrées par les lois antérieures ou par la pratique ; seulement le législateur a choisi et rassemblé ou un seul corps ce que les usages et les réglemens avaient de meilleur, et il s'est appliqué à les simplifier et améliorer. Ainsi, sur ce point, comme sur tant d'autres, le Code de procédure a le même avantage que le Code civil, celui, non de changer ce qui avait été sagement et utilement statué,

mais d'étendre à tout le royaume ce qu'il y avait de mieux dans les diverses jurisprudences, et de donner des règles uniformes et complètes à tous les tribunaux (1).

TITRE PREMIER.

De l'Apposition des scellés après décès.

Il faut conserver la succession, si, au moment où elle s'ouvre, c'est-à-dire à l'instant du décès, les héritiers sont absents, inconnus ou incapables de surveiller leurs intérêts.

Alors les biens qu'ils sont appelés à recueillir se trouvent, en quelque sorte, sans maître encore, et la justice doit intervenir pour empêcher qu'ils ne soient ravés par une cupidité étrangère : de là les règles sur l'apposition et la levée des scellés.

Le scellé est une opération par laquelle on applique le sceau d'un juge ou d'un officier public sur les entrées de maisons, chambres, appartements ou meubles, pour empêcher d'y pénétrer et de détourner ce qu'ils renferment.

Cette mesure est ordonnée afin de conserver des objets dont il sera nécessaire de constater l'existence ou de vérifier l'état, jusqu'au moment où l'on devra procéder à ces actes.

En matière civile, il est nombre de circonstances dans lesquelles il y a lieu d'apposer les scellés.

Nous en indiquons les principales :

Premièrement, quand un individu disparaît, et qu'il n'y a personne pour veiller à la conservation de ses effets et papiers : c'est ce qui résulte de l'art. 114 du Code civil, qui charge spécialement le ministère public de veiller aux intérêts des personnes absentes.

Secoudement, dans le cas d'une demande en séparation de corps ou de biens, d'après les raisons exposées sur la quest. 2976 ci-dessus.

Troisièmement, lors d'une demande en interdiction, quand il n'y a auprès du défendeur personne pour veiller à la conservation de ses effets mobiliers ; car il est à cet égard dans le même état que celui qui a disparu. — (Pigeau, tom. 2, pag. 544.)

Quatrièmement, quand celui chez qui l'on se propose de saisir-exécuter est présent et qu'il se trouve des papiers chez lui. — (Foy, ci-dessus art. 591.)

Cinquièmement, quand un débiteur est en faillite. — (Foy, Code de comm., art. 449.)

Sixièmement, enfin, après le décès d'une personne. (Foy, ci-dessus, art. 907.) (2)

Le législateur a eu particulièrement en vue, dans le présent titre, les scellés à apposer après

décès, afin d'empêcher, comme nous l'avons dit, que les effets d'une succession ne soient soustraits, avant que les intéressés en aient pu assurer eux-mêmes la conservation et la distribution.

Mais il ne faut pas conclure que les dispositions qu'il renferme ne soient applicables qu'en cette seule circonstance ; on doit, au contraire, les considérer comme établissant les règles générales de l'opération pour tous les cas dans lesquels la loi la prescrit ou la permet, à moins qu'elle ne contienne des règles particulières à certains ; par exemple, dans l'espèce de l'arrêté du 13 nivôse an 10, concernant les appositions et levées de scellés après le décès de certains militaires constitués en grade.

ART. 907. Lorsqu'il y aura lieu à l'apposition des scellés après décès, elle sera faite par les juges de paix, et, à leur défaut, par leurs suppléans.

Loi du 16 août 1790, tit. 3, art. 11. — Décret du 10 brum. an 5. — C. C., art. 270, 601, 790, 795, 819 et suiv., 1006 et suiv., 1031, 1034. — C. de comm., art. 440 et suiv. — C. de P., art. 219.

3059. Un tribunal civil pourrait-il commettre un de ses membres pour apposer des scellés ?

Non, puisque la loi n'accorde ce droit qu'aux juges de paix ; mais la partie, en assistant à l'apposition des scellés faite par le juge-commissaire, sans faire aucune réclamation ou protestation, se rendrait non recevable dans la demande en nullité de l'apposition, et de ce qui en aurait été la suite. — (Foy, arr. de la Cour de Bruxelles, du 12 floréal an 12, Jurisp. du Code civ., tom. 2, pag. 130, Dalloz, tom. 24, pag. 475.)

Nous remarquerons à cette occasion, 1^o que si tout autre officier que le juge de paix ou son suppléant apposait les scellés, le juge de paix pourrait, de sa seule autorité, les briser pour les réapposer immédiatement. (Déc. du ministre de la just., du 4 avril 1791, recueilli de Darmaing.) 2^o Que le juge de paix doit toujours être assisté de son greffier ; mais qu'il suffit qu'il soit absent pour que l'on s'adresse au suppléant.

ART. 908. Les juges de paix et leurs suppléans se serviront d'un sceau particulier, qui restera entre leurs mains, et dont l'empreinte sera déposée au greffe du tribunal de première instance.

3060. Si l'on se servait du sceau ordinaire de la justice de paix, pourrait-on sur ce motif critiquer l'opération ?

Ce serait sans doute un abus de se servir, pour l'apposition des scellés, du sceau ordinaire de la justice de paix, mais aucune disposition du

(1) Exposé des motifs par le conseiller d'état Siméon, rapport du tribun Gillet au Corps législatif.

(2) Voy. d'autres cas, art. 769, 810, 870, 1031 du Code civil.

Code n'autoriserait à critiquer l'opération par ce seul motif.

ART. 909. L'apposition des scellés pourra être requise,

1^o. Par tous ceux qui prétendent droit dans la succession ou dans la communauté;

2^o. Par tous créanciers fondés du titre exécutoire, ou autorisés par une permission, soit du président du tribunal de première instance, soit du juge de paix du canton où le scellé doit être apposé;

3^o. Et en cas d'absence, soit du conjoint, soit des héritiers, ou de l'un d'eux, par les personnes qui demeureraient avec le défunt, et par ses serviteurs et domestiques.

T. 1, 16, 78 et 93.—C. C., art. 819 et 820.—C. de P., art. 930.

ART. 910. Le prétendant droit et les créanciers mineurs émancipés pourront requérir l'apposition des scellés sans l'assistance de leur tuteur.

S'ils sont mineurs non émancipés, et s'ils n'ont pas de tuteur, ou s'il est absent, elle pourra être requise par un de leurs parens (1).

C. C., art. 406, 481, 490.—C. de P., art. 882.

DLXVII. Que l'apposition des scellés soit superflue, comme il arrive souvent, qu'elle soit utile et même nécessaire, dans ces deux cas, elle peut, d'après l'article ci-dessus, être requise par tous ceux qui y ont intérêt. La loi suppose cet intérêt à raison de la qualité des personnes qu'elle désigne; mais ces personnes peuvent être absentes et non représentées: alors celles qui demeurent avec le défunt, ainsi que ses serviteurs et domestiques, peuvent requérir l'apposition. Ils tiennent cette mission de ce sentiment de bienfaisance qui nous porte à prendre soin des affaires des absens, de ce devoir réciproque qui nous suggère de faire pour autrui ce que nous voudrions que l'on fit pour nous. Dans plu-

(1) JURISPRUDENCE.

1^o. Celui qui requiert le juge de paix d'apposer les scellés sur le mobilier dépendant de la succession du père commun ne doit point de dommages-intérêts à son frère, qui demeure dans la maison commune, par le motif que, faute de désignation, les scellés ont été apposés sur les propres effets de ce dernier. — (Rennes, 24 nov. 1817; *Dalloz*, tom. 24, pag. 476.)

2^o. On ne peut apposer les scellés que dans la maison où le défunt est décédé, et dans les diverses habitations qu'il pouvait avoir. Toute apposition faite ailleurs, sous prétexte d'enlèvement ou de transport d'effets, est illégale et nulle. — (Amiens, 6 déc. 1811; *Dalloz*, tom. 20, pag. 476; *Deucreux*, 1812, suppl., pag. 55.)

sieurs occasions, les lois doivent supposer ce devoir et inviter à le remplir.

3061. Le droit de faire apposer les scellés n'appartient-il qu'à ceux qui se prétendent héritiers?

La loi dit, ceux qui prétendent droit dans la succession, et ne dit pas, ceux qui prétendent droit à la succession; ainsi, dit M. Locré (roy. *Manuel des justices de paix*, pag. 129), la faculté de requérir l'apposition est accordée non-seulement aux héritiers qui prétendent droit à la succession, mais encore aux légataires, parce que, sans avoir droit à la succession, ils ont droit dans la succession. — (Foy. *Pigeau*, tom. 2, pag. 246.)

Nous remarquerons qu'il ne suffirait pas, pour exercer cette faculté, d'alléguer la possibilité de l'existence d'un testament; il faut en justifier, parce qu'il résulte évidemment de l'art. 909 que l'apposition des scellés ne peut être requise que par ceux qui peuvent être justement présumés avoir des prétentions dans la succession. — (Foyes *arr. de la Cour de Bruxelles*, du 18 mai 1807. *Sirey*, tom. 15, pag. 202, *Dalloz*, tom. 24, p. 479.)

3062. Les créanciers d'un successeur et ceux d'un créancier du défunt ont-ils le droit de faire apposer les scellés?

Nous croyons que les créanciers d'un successeur ont ce droit, puisqu'ils ont celui d'intervenir au partage, afin d'empêcher qu'il ne soit fait en fraude de leurs droits, qui pourraient être également compromis, s'ils ne pouvaient prévenir la dissipation des effets mobiliers en faisant apposer les scellés. — (Foy. *Cod. civ.*, art. 882.)

Quant aux créanciers d'un créancier du défunt, et même de son successeur, ils doivent aussi jouir de la même faculté, puisque la loi les autorise à exercer les droits de leur débiteur (2). — Foy. *Pigeau*, pag. 550.)

3063. Les exécuteurs testamentaires peuvent-ils faire apposer les scellés, s'il y a des héritiers, mineurs interdits ou absents?

L'affirmative de cette question résulte textuellement de l'art. 1031 du Code civil.

Mais comme la disposition de cet article n'a point été répétée dans les articles 910 et 911 du Code de procédure, M. Pigeau, tom. 2, pag. 547, estime qu'elle a été abrogée par ce Code, et qu'en conséquence l'exécuteur ne peut faire apposer les scellés pour les héritiers, mais seulement pour les légataires.

Cet auteur va plus loin: il restreint cette

(2) Par arrêt du 9 janvier 1817 (*Sirey*, tom. 17, pag. 155; *Dalloz*, tom. 24, pag. 480), la Cour de Nancy a décidé, au contraire, que les créanciers personnels d'un cohéritier ne peuvent, comme les créanciers de la succession, requérir l'apposition; qu'ils ne peuvent que former opposition à la levée des scellés déjà apposés, mais nous ne croyons pas que cette jurisprudence doive être observée.

faculté au cas où les légataires n'ont point de tuteur.

Il faut cependant observer, dit M. Berriat Saint-Prix pag. 690, not. 5, n° 2, que le Code de procédure ne contenant en général que le mode d'exécuter des dispositions législatives du Code civil, on ne doit y admettre de dérogations à ce Code, qui l'a précédé, que lorsqu'elles sont expresses, ou bien lorsqu'elles résultent de dispositions tout à fait inconciliables. Or, c'est ce qu'on ne remarque point dans les art. 909 et 910, parce qu'ils sont conçus en termes purement facultatifs, l'apposition pourra être requise... les créanciers pourront requérir, etc.; expressions qui n'excluent point les exécuteurs testamentaires.

L'art. 911 est, il est vrai, conçu en termes impératifs, le scellé sera apposé; mais, dit encore M. Berriat Saint-Prix, des termes impératifs ne reforment pas une prohibition, et ne produisent pas non plus une exclusion. Au reste, dès qu'on admet des voisins et jusqu'à des domestiques à requérir l'apposition des scellés, à plus forte raison, on ne doit pas refuser à l'exécuteur testamentaire une faculté qui ne saurait nuire à personne, et qui peut être utile en beaucoup de circonstances.

D'après ce que nous avons dit, sur la question 2997^e, qu'on ne devait pas facilement présumer que le Code de procédure eût dérogé aux dispositions du Code civil, on sentira que nous devons adopter l'opinion de M. Berriat Saint-Prix.

3064. Des enfans naturels ont-ils le droit de requérir l'apposition des scellés?

Oui, car ils sont évidemment placés dans la classe de ceux qui ont des prétentions dans la succession. — (Foyes Demiau Crouzilhac, pag. 613.)

3065. L'héritier, dans le cas où le légataire d'un usufruit à titre universel serait dispensé par le testament de faire inventaire et de donner caution, peut-il requérir l'apposition des scellés?

Oui sans doute, mais les frais sont à la charge de cet héritier. — (Foy. ord. de Bruxelles, 18 décembre 1811, Sirey, tom. 12, pag. 145.)

3066. Les domestiques peuvent-ils requérir l'apposition?

Oui, mais seulement en cas d'absence du conjoint. — (Locré, tom. 4, pag. 198.)

3067. Le juge de paix peut-il refuser d'apposer les scellés, lorsqu'il en est requis par une partie ayant qualité?

Non sans contredit; autrement, le disposition de la loi serait inutile. — (Foy. Demiau Crouzilhac, ubi supr.)

Mais on remarquera que nous n'entendons pas exprimer par ces mots, ayant qualité, que la partie soit tenue de justifier de sa qualité au juge de paix; nous entendons qu'il suffit qu'elle requière l'apposition sous une des qualités mentionnées dans l'article, sauf à discuter ensuite la légitimité de son droit.

3068. Un mineur non émancipé, âgé de quinze ans au moins, pourrait-il requérir l'apposition des scellés?

Oui, en cas d'absence ou d'insinuation de son tuteur, ou si nul proche parvint ne voulait agir pour lui. — (Bousquet, fonctions des juges de paix en matière civile non contentieuse, pag. 22.)

ART. 911. Le scellé sera apposé, soit à la diligence du ministère public, soit sur la déclaration du maire ou adjoint de la commune, et même d'office par le juge de paix.

1^o. Si le mineur est sans tuteur, et que le scellé ne soit pas requis par un parent;

2^o. Si le conjoint, ou si les héritiers ou l'un d'eux sont absens;

3^o. Si le défunt était dépositaire public; auquel cas le scellé ne sera apposé que pour raison de ce dépôt et sur les objets qui le composent.

T. 94. — Loi du 6 mars 1791, art. 7. — C. C., art. 819. — C. de P., art. 914.

DLXVIII. L'art. 911 veut que le juge de paix agisse d'office dans certains cas. Il doit, en effet, plus encore que d'autrui, veiller pour ceux qui ne sont pas à portée de veiller par eux-mêmes à leurs droits; mais il ne lui est pas permis de prévenir ou de suppléer la vigilance des héritiers, s'ils sont tous présents, ou celle des tuteurs ou curateurs qui sont responsables et qui peuvent avoir de justes motifs d'éviter des formalités et des frais superflus.

Ainsi, la justice ne porte point des regards indiscrets dans l'intérieur des familles, lorsque son intervention ne sera pas réclamée par les parties ou par la nécessité. Le motif de prévenir la négligence des tuteurs, des absens possibles, n'autorise pas à une surveillance inquiétante, qui deviendrait elle-même un abus certain et général. Les tuteurs, qui sont avec les pères ou les mères, et qui toujours doivent en avoir les sentimens, sont investis, comme les juges de paix, de la confiance de la loi. Les juges de paix ne sont tuteurs, à cet égard, que de ceux qui n'en ont point.

Les scellés, comme nous l'avons dit n° 2825 de notre Analyse, ne peuvent donc être apposés d'office que dans l'un des trois cas mentionnés dans l'article 911. — (Foy. Exposé des motifs par M. Siméon.)

3069. L'expression MINOR SANS TUTEUR comprend-elle le cas de non présence du tuteur?

Oui, à moins que le tuteur n'eût laissé prononciation à l'effet de le représenter, avec clause expresse de s'opposer à l'apposition des scellés, dans le cas de tel ou tel décès. — (Bousquet, pag. 28.)

3070. Les scellés doivent-ils être apposés d'of-

fire, lorsqu'il n'a pas encore été nommé de subrogé-tuteurs aux mineurs placés sous la garde de leurs père, mère et autres ascendans indiqués par la loi?

Cette question est résolue pour la négative, dans le nouveau Répertoire, au mot *scellé*, § 3, tom. II, pag. 709, attendu qu'en cette circonstance un ne peut dire que le mineur soit sans tuteur.

Il faut remarquer que cette décision n'est point une simple opinion, mais le résultat d'un rapport fait par le ministre de la justice, et renvoyé au Conseil d'état, et de la réponse du président de la section de législation.

Dans cette réponse, il est dit qu'il n'a point été dans l'intention du Code civil de donner aux juges de paix la mission d'apposer les scellés d'office dans les maisons où le père ou la mère survit; que toute difficulté sera levée par une disposition du Code de procédure; et en effet, depuis cette lettre du 18 mars 1806, ce Code a été publié, et l'art. 911 a été appliqué par le Ministre en ce sens que les juges de paix doivent s'abstenir, dans le cas de la question ci-dessus, d'apposer les scellés d'office.

C'est pourquoi M. le procureur général près la Cour royale de Rennes écrivait à MM. les procureurs royaux de son ressort, le 5 avril 1808, de faire observer aux juges de paix qu'en agissant autrement, et en percevant des vacations pour ces sortes d'appositions, ils s'exposeraient à être poursuivis comme concussionnaires; qu'ils avaient seulement à veiller à ce que le tuteur légal convoquât promptement le conseil de famille, pour la nomination du subrogé tuteur, faute de quoi ils devaient faire eux-mêmes cette convocation d'office, conformément aux dispositions de l'art. 421 du Code civil (1).

2071. *Cette proposition s'appliquerait-elle au cas où les père et mère seraient eux-mêmes mineurs?*

Les rédacteurs des Annales du notariat, t. 13, p. 349, maintiennent l'affirmative, et l'on peut dire en effet que l'article 911 est général et ne distingue point si le tuteur est majeur ou mineur; qu'il ne veut qu'une chose, c'est que le mineur soit dépourvu de tuteur; or, les père, et mère mineurs étant tuteurs de leurs enfants, il n'y a aucune raison pour faire exception, à leur égard, à la règle qui interdit l'apposition des scellés.

3072. *L'incertaîne fait par les pères et mère, même avec priée, dans un testament par lequel ils lègueraient leur mobilier à un enfant, dispenserait-il de l'apposition des scellés?*

Non. — (Voy. Bonquet, pag. 35.)

(1) Voy. la critique de cette proposition dans l'ouvrage de M. Biret, aux mots *scellés*, tom. 2, pag. 263, et *lettre du père ou de la mère*, pag. 279. N'oubliant les raisons exposées par cet auteur, la proposition n'en est pas moins certaine. Ainsi, l'on ne peut que désirer sur ce point une décision législative qui prévienne les inconvénients qu'il signale.

3073. *En quel sens doit-on entendre le mot absent, dans l'art. 911?*

On doit le prendre dans les deux sens : *absent du lieu*, quoiqu'il existant, ou *absent présumé ou déclaré*, suivant les dispositions du Code civil, lorsque, dans ce dernier cas, la succession est échue avant l'absence. — (Voy. les art. 135 et 136 du Code civil, l'art. 942 ci-après, et Pigeau, tom. 2, pag. 552.)

3074. *De ce que le troisième paragraphe de l'article 911 limite l'apposition des scellés chez un dépositaire, au dépôt et aux objets qui le composent, résulte-t-il qu'elle ne puisse avoir lieu sur les meubles, effets, titres et papiers particuliers?*

Non; mais alors, dit M. Biret, pag. 253, le juge de paix doit rédiger deux actes séparés, l'un concernant le dépôt, l'autre le mobilier de la succession (2).

3075. *Dans le cas où le juge de paix doit apposer les scellés d'office, serait-il responsable des dommages des parties intéressées, s'il refusait de déférer à l'insinuation qui lui serait faite de remplir cette charge de son ministère?*

Oui sans doute; il y aurait lieu en cette circonstance à l'application du principe posé dans l'art. 1382 du Code civil.

ART. 912. Le scellé ne pourra être apposé que par le juge de paix des lieux ou par ses suppléans.

Loi du 6 mars 1791, art. 7. — C. de P., art. 907, 913 et suiv.

DIXIX. Autrefois, et par l'effet de ce qu'on appelait *droit de suite* (3), si un homme décédait à Paris, par exemple, les mêmes officiers qui avaient apposé les scellés sur l'appartement où il était mort devaient se transporter, pour faire l'opération, dans tous les lieux, quelque éloignés qu'ils fussent, où il pouvait avoir quelque habitation.

Ces excursions, qui, des abus de l'ancienne jurisprudence, étaient les plus onéreux aux parties, sont réprimées par l'article ci-dessus, qui prononce que le scellé ne pourra être apposé que par le juge de paix des lieux, ou par ses suppléans.

3076. *Qu'est-ce que l'on doit entendre par ce mot lieux, dans l'art. 912?*

On entend les communes où sont les effets, et non pas, comme autrefois, le lieu de l'ouverture de la succession. — (Voy. discours du tribun Gillet, édit. de F. Didot, pag. 312.)

D'où suit, dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 555,

(2) On met au rang des dépositaires les officiers généraux ou autres supérieurs militaires. — (Arrêté du 13 nivôse an 12.)

(3) *Droit de suite*. Ce mot se disait autrefois du privilège accordé à certains officiers de continuer, dans toute l'étendue du royaume, les affaires ou opérations qui avaient complètement commencées.

que si le défunt avait laissé, par exemple, deux maisons situées dans deux cantons différens, l'apposition serait faite dans *chacune* par le juge de paix de *chaque* lieu.

Il faut remarquer que cette compétence exclusive de chaque juge de paix doit être observée dans le cas même où une maison limitrophe du canton aurait des dépendances sur le canton voisin. — (Voy. *Manuel de Lecasseur*, pag. 128, n° 242.)

ART. 913. Si le scellé n'a pas été apposé avant l'inhumation, le juge constatera, par son procès-verbal, le moment où il a été requis de l'apposer, et les causes qui ont retardé, soit la réquisition, soit l'apposition.

DLXX. Le but du scellé étant de prévenir les soustractions, il importe de l'apposer aussitôt après le décès; mais il pourrait arriver que l'on différât d'y procéder jusqu'après l'inhumation. Pour ce cas la loi veut que le retard soit mentionné et que les causes en soient expliquées, parce qu'elles peuvent mettre sur les traces des fraudes qui pourraient avoir été commises.

3077. *Pourrait-on, sous prétexte de conserver les effets de la succession, apposer les scellés avant le décès du malade?*

Déclaré, n° scellé, n° 19, rapporte un arrêt du 2 septembre 1761, qui le défend expressément; et certes, il n'est pas besoin d'insister, pour prouver que cette décision doit être suivie sous l'empire du Code. Les raisons de morale et de justes convenances qui la justifient sont trop faciles à saisir.

ART. 914. Le procès-verbal d'apposition contiendra,

1°. La date des an, mois, jour et heure;

2°. Les motifs de l'apposition;

3°. Les noms, profession et demeure du requérant, s'il y en a, et son élection de domicile dans la commune où le scellé est apposé, s'il n'y demeure;

4°. S'il n'y a pas de partie requérante, le procès-verbal énoncera que le scellé a été apposé d'office ou sur le réquisitoire, ou sur la déclaration de l'un des fonctionnaires dénommés dans l'art. 913;

5°. L'ordonnance qui permet le scellé, s'il en a été rendu;

6°. Les comparutions et dires des parties;

7°. La désignation des lieux, bureaux, coffres, armoires, sur les ouvertures desquels le scellé a été apposé;

8°. Une description sommaire des effets qui ne sont pas mis sous les scellés;

9°. Le serment, lors de la clôture de

l'apposition, par ceux qui demeurent dans le lieu, qu'ils n'ont rien détourné directement ni indirectement;

10°. L'établissement du gardien présenté, s'il a les qualités requises, sauf, s'il ne les a pas, ou s'il n'en est pas présenté, à en établir un d'office par le juge de paix.

3078. *Quoique le juge de paix ait reçu le serment dont il s'agit dans l'art. 914, § 9, les parties intéressées peuvent-elles en déférer un autre, et n'en ont-elles pas moins le droit de prouver que les effets de la succession ont été détournés?*

Cette question a été décidée pour l'affirmative, par arrêt de la Cour de Turin, du 7 février 1807 (*Dalloz*, tom. 26, pag. 361; *Sirey*, tom. 15, pag. 203), attendu que la loi, en prescrivant le serment dont il s'agit, indépendamment du fait des parties intéressées dans la succession, n'a pas voulu les priver du droit de prouver que des effets héréditaires aient été réellement détournés.

En effet, une mesure que la loi adopte pour s'assurer de la fidélité des détenteurs de ces effets, ne saurait les mettre à l'abri de toute recherche de la part des héritiers, puisque cette mesure est prise sans leur participation.

3079. *Quelles sont les qualités requises pour qu'un individu soit constitué gardien des scellés?*

La loi ne désigne pas ces qualités; mais il nous paraît évident qu'elle a entendu exiger celles qui sont requises en cas de saisie, art. 593 et suivans.

Cependant M. Pigeau, tom. 2, pag. 556, estime que si le gardien est pris parmi ceux qui ont droit dans la succession ou la communauté, il suffit qu'il soit majeur et capable de s'engager, et que par cette raison on peut prendre une femme, par exemple une héritière, quoiqu'elle devienne gardienne judiciaire, et ne puisse s'engager par corps.

M. Delaporte, tom. 2, pag. 439, dit au contraire qu'on ne doit choisir que des personnes qui puissent être contraignables par corps, et qu'on ne doit donner cette charge ni à des femmes, ni à des mineurs.

Telle est aussi l'opinion de M. Thomines Desmazes, fondée sur les lois des 20 nivôse an 2 et 6 vendémiaire an 3; opinion que nous croyons très-prudent de suivre, quoiqu'on soit assez dans l'usage de confier la garde à des femmes, même domestiques; ce qui est encore un plus grand abus. — (Voy. *Prat.*, tom. 5, pag. 210.)

3080. *Doit-il y avoir autant de gardiens qu'il a été fait d'appositions de scellés en divers lieux ou par différens juges de paix?*

Cela nous paraît conforme à l'esprit de la loi.

3081. *Que doit faire le juge de paix, lorsqu'il n'y a aucun objet susceptible d'apposition*

de scellés, ou qu'il se trouve seulement des effets nécessaires à l'usage des enfans ?

On conçoit qu'il doit dresser, en ce cas, un procès-verbal de carence, et que, s'il ne se trouvait que des effets nécessaires à l'usage des gens de la maison, il doit se borner à en faire la description.

De tels procès-verbaux ont aussi leur utilité ; ils tiennent lieu d'inventaire pour la succession des indigens. — (Voy. art. 924, et *Thémis Desmesures*, pag. 342.)

ART. 913. Les clefs des serrures sur lesquelles le scellé a été apposé resteront, jusqu'à sa levée, entre les mains du greffier de la justice de paix, lequel fera mention, sur le procès-verbal, de la remise qui lui en aura été faite ; et ne pourront le juge ni le greffier aller, jusqu'à la levée, dans la maison où est le scellé, à peine d'interdiction, à moins qu'ils n'en soient requis, ou que leur transport n'ait été précédé d'une ordonnance motivée.

3082. *La défense faite au juge et au greffier d'aller dans la maison où est le scellé ne se rapporte-t-elle qu'au cas où la maison est inhabitée ?*

La Cour d'Orléans faisait, sur l'art. 966 du projet, correspondant à notre art. 913, l'observation que la disposition ne devait s'entendre que d'une maison inhabitée, mais les auteurs du *Praticien*, tom. 5, pag. 212, remarquent avec raison que le Code n'a point distingué.

ART. 916. Si, lors de l'apposition, il est trouvé un testament ou autres papiers cachetés, le juge de paix en constatera la forme extérieure, le sceau et la suscription s'il y en a ; paraphera l'enveloppe avec les parties présentes, si elles le savent ou le peuvent ; et indiquera les jour et heure où le paquet sera par lui présenté au président du tribunal de première instance : il fera mention du tout sur son procès-verbal, lequel sera signé des parties, sinon mention sera faite de leur refus.

T. 2, 3, 16 et 94. — C. C., art. 276, 3007. — C. de P., art. 920.

ART. 917. Sur la réquisition de toute partie intéressée, le juge de paix fera, avant l'apposition du scellé, la perquisition du testament dont l'existence sera annoncée ; et s'il le trouve, il procédera ainsi qu'il est dit ci-dessus.

C. de P., art. 918 et suiv.

DLXXI. Il est toujours urgent de connaître les testaments, qui sont le loi domestique des familles et des successions. Si l'on a des indices qu'il en existe quelque'un, le juge de paix doit se conformer strictement aux précautions indiquées par l'article ci-dessus, afin qu'aux termes des art. 1007 et 1008 du Code civil, le président du tribunal donne au testament son authenticité, et le rende exécutoire.

3083. *Quel est le tribunal au président duquel le juge de paix doit présenter le testament ou autres papiers cachetés qu'il trouve lors de l'apposition ?*

D'après l'art. 1007 du Code civil, c'est d'ordinaire au président du tribunal du lieu où la succession s'est ouverte que le testament doit être présenté.

Mais s'il est trouvé dans un arrondissement autre que celui de l'ouverture de la succession, M. Lepage, dans ses *Questions*, pag. 607, et M. Hautefeuille, estiment que la formalité de l'ouverture et du dépôt de ce testament tenait à l'opération de l'apposition des scellés, c'est au président du tribunal du lieu où elle est faite que le juge doit le présenter.

M. Pigeau, tom. 2, pag. 557, dit au contraire que cette présentation doit être faite, non au président du tribunal du lieu, mais à celui de la succession, parce que l'art. 1007 l'exige ainsi sans distinction.

Ainsi, dans ce cas, le juge de paix, après avoir constaté l'état extérieur du testament, comme le porte l'art. 916 doit l'envoyer au greffe du tribunal du lieu où la succession s'est ouverte, pour être présenté au président.

Telle est aussi notre opinion ; car nous ne pensons pas que l'on doive admettre la distinction que fait M. Lepage, entre une présentation qui devrait être faite au président du lieu où l'on trouve le testament, parce qu'elle ne serait qu'une formalité de l'apposition des scellés, et une présentation à faire au président du lieu de l'ouverture de la succession, lorsqu'on voudrait faire exécuter le testament.

Il nous paraît certain que le législateur, dans l'art. 916, n'a eu en vue que l'exécution de l'article 1007 du Code civil : c'est pour cela qu'il exige que le juge de paix présente le testament au président du tribunal de première instance.

Or, ce serait multiplier les formalités sans nécessité que d'exiger, comme M. Lepage, d'un côté, une présentation au président du tribunal du lieu, qui se bornerait, suivant lui, à ordonner le dépôt chez un notaire, et de l'autre, après ce dépôt, une présentation par les parties intéressées au président du tribunal du lieu de l'ouverture de la succession.

Il est plus simple, et tel est, croyons-nous, avec M. Pigeau, le vœu de l'art. 916, que le juge de paix adresse de suite le testament au greffe du tribunal.

3084. *Si le juge de paix trouve un testament olographe du défunt, mais que ce testa-*

ment fut déchiré, n'en devrait-il pas moins se conformer aux dispositions de l'art. 916 ?

Nous croyons qu'il le devrait, si quelqu'un lui déclarait que ce serait par accident ou par malice que la lacération aurait eu lieu au moment du décès, ou ensuite, avant l'apposition des scellés.

3085. *Que ferait le juge de paix, si, au lieu d'un testament olographe ou mystique, il trouvait une expédition d'un testament par acte public ?*

M. Pigeau, tom. 2, pag. 558, pense avec raison que les mesures prescrites par les articles ci-dessus ne concernent point les testaments notariés, puisque la minute est entre les mains d'un homme public.

Ainsi, dans le cas proposé, le juge de paix peut ordonner que l'expédition sera mise sous le scellé, ou qu'elle restera jusqu'à la levée entre les mains de son greffier, pour être communiquée aux intéressés durant l'intervalle, et rapportée lors de la levée, afin d'être inscrite sur l'inventaire.

3086. *L'observation des formalités prescrites relativement aux testaments olographes ou mystiques, peut-elle avoir quelque influence sur la validité ou l'invalidité du testament, de manière, par exemple, que leur omission le rendît sans effet ?*

Ces formalités ne sont point intrinsèques ou inhérentes au testament; elles en sont prescrites qu'afin de conserver l'acte au faveur de ceux à qui il attribue des droits, et de fournir les moyens de lui imprimer le caractère public dont tout testament par acte privé doit être revêtu.

Il suit de là que l'observation ou l'omission de ces formalités ne contribue en rien, soit à la validité, soit à la nullité du testament.

3087. *Quelles sont les personnes que l'article 917 désigne par la dénomination de personnes intéressées ?*

Ce sont toutes celles qui croient avoir intérêt à l'existence d'un testament, comme un parent, un serviteur ou domestique, un ami, un enfant naturel reconnu ou non reconnu, le conjoint survivant, et même un étranger qui alléguerait que le défunt lui aurait fait un legs.

ART. 918. Aux jour et heure indiqués, sans qu'il soit besoin d'aucune assignation, les paquets trouvés cachetés seront présentés par le juge de paix au président du tribunal de première instance, lequel en fera l'ouverture, en constatera l'état, et en ordonnera le dépôt, si le contenu concerne la succession.

T. 94.—C. E. art. 1007.

ART. 919. Si les paquets cachetés paraissent, par leur inscription, ou par quelque autre preuve écrite, appartenir

à des tiers, le président du tribunal ordonnera que ces tiers seront appelés dans un délai qu'il fixera, pour qu'ils puissent assister à l'ouverture : il la fera au jour indiqué, en leur présence; ou à leur défaut, et si les paquets sont étrangers à la succession, il les leur remettra sans en faire connaître le contenu, ou les cachetera de nouveau pour leur être remis à leur première réquisition.

ART. 920. Si un testament est trouvé ouvert, le juge de paix en constatera l'état, et observera ce qui est prescrit en l'article 916.

T. 94.—C. de P., art. 916 et suiv.

DLXXII. Des précautions de même nature que celles qu'exigent les articles précédents sont prises pour la conservation et la remise des papiers sous cachets. Quoiqu'ils paraissent appartenir à des tiers, ils peuvent être réellement au défunt et à la succession, à laquelle il aurait eu dessein de les soustraire. Les articles ci-dessus veulent qu'ils soient portés au président du tribunal qui est investi du droit d'en faire l'ouverture, et tenu de les remettre aux tiers, s'ils en sont véritablement propriétaires.

Ainsi, la loi concilie les intérêts dus à ces derniers avec la justice, qui ne permet pas que des simulations de dépôt soient pratiquées, soit au préjudice des créanciers, ou de la réserve que la loi fait aux héritiers du sang, soit au profit des personnes incapables de recevoir.

3088. *Le président doit-il constater l'état, soit du testament, soit des papiers cachetés qui lui sont remis par le juge de paix ?*

Lorsque le testament a été trouvé ouvert, le président n'a qu'à en ordonner le dépôt, puisque le juge de paix en a constaté l'état (art. 920); mais si le testament était cacheté, c'est au président à en constater l'état, ainsi que de tous autres papiers également cachetés. — (Voyez article 918, et Pigeau, pag. 558.)

3089. *Que ferait le juge de paix, si, au lieu du testament du défunt, il trouvait le testament olographe d'une tierce personne qui l'aurait déposé chez celui-ci ?*

Nous croyons qu'en ce cas il devrait se conformer à l'article 919. Mais le président devrait se borner à s'assurer, par la lecture des premières lignes de l'acte et par la signature, qu'il appartenait véritablement à un tiers, parce qu'il ne doit pas prendre connaissance des dispositions testamentaires.

ART. 921. Si les portes sont fermées, s'il se rencontre des obstacles à l'apposition des scellés, s'il s'élève, soit avant, soit pendant le scellé, des difficultés, il y sera statué en référé par le président

du tribunal. A cet effet, il sera sursis, et établi par le juge de paix garnison extérieurement, même intérieure, si le cas y échet; et il en référera sur-le-champ au président du tribunal.

Pourra néanmoins le juge de paix, s'il y a péril dans le retard, statuer par provision, sauf à en référer ensuite au président du tribunal.

T. 3, 16, 34. — C. de P., art. 806 et suiv.

Art. 922. Dans tous les cas où il sera référé par le juge de paix au président du tribunal, soit en matière de scellé, soit en autre matière, ce qui sera fait et ordonné sera constaté sur le procès-verbal dressé par le juge de paix; le président signera ses ordonnances sur ledit procès-verbal.

T. 94.

DLXXIII. Le Juge de paix n'est chargé de l'apposition des scellés que comme le magistrat le plus à portée de procéder promptement; il n'a que les opérations conservatoires. S'il se présente des obstacles, s'il s'élève des difficultés, il n'est pas compétent pour les décider, si ce n'est en cas d'urgence et par provision. Il en charge son procès-verbal, et en réfère au président du tribunal, qui statue sur le procès-verbal même.

3090. *Quel est le président devant lequel se porte le référé, dans l'espèce de l'art. 921?*

C'est évidemment le président du lieu de l'apposition, et non celui de la succession.

3091. *Lorsque le juge de paix, usant de la faculté que lui accorde la seconde disposition de l'art. 621, statue sur les obstacles et passe outre à l'apposition, quels seront l'objet et les effets du référé qu'il doit porter en président après son opération?*

Ce référé aura pour objet de faire confirmer en référé la décision du juge de paix.

Si le président ne croit pas devoir confirmer, il ordonne que le scellé sera levé; mais il peut arriver aussi qu'il ordonne que le scellé sera croisé, c'est-à-dire que l'on placera un second scellé sur le scellé déjà existant.

Cela peut avoir lieu (voy. Pigeau, *ubi supra*) lorsqu'en décide que le scellé déjà apposé l'a été sur la demande d'un particulier ou sur l'ordre d'un juge, qui n'avaient pas, l'un le droit de requérir ce scellé, l'autre celui de l'autoriser.

3092. *En cas d'opposition à l'apposition des scellés d'office, le juge de paix peut-il être réputé partie et intimé comme tel?*

Non, d'après un arrêt de la Cour de Bruxelles, du 28 mars 1810 (*Dalloz*, tom. 24, pag. 475; *Deneux*, 1810, supplém., pag. 111), à moins

que les circonstances ne fussent assez graves pour donner ouverture à prise à partie contre le juge de paix.

Art. 923. Lorsque l'inventaire sera parachevé, les scellés ne pourront être apposés, à moins que l'inventaire ne soit attaqué, et qu'il ne soit ainsi ordonné par le président du tribunal.

Si l'apposition des scellés est requise pendant le cours de l'inventaire, les scellés ne seront apposés que sur les objets non inventoriés.

DLXXIV. Les scellés deviennent inutiles lorsque l'inventaire est terminé, car l'inventaire doit présenter le détail des objets que les scellés conservaient en masse, et en opérer le chargement. C'est pourquoi la loi veut, par l'art. 923, qu'après l'inventaire on ne recoure point aux scellés, à moins qu'il n'y eût des motifs vérifiés et jugés par le président du tribunal.

3093. *L'art. 923, qui ne permet pas l'apposition des scellés lorsqu'il n'a été fait inventaire, est-il applicable au cas où l'inventaire est irrégulier ou parait fait en fraude d'une partie intéressée?*

3094. *Le juge de paix qui, dans cette hypothèse, a voulu procéder à l'apposition des scellés, peut-il figurer personnellement dans l'instance en référé?*

La Cour de Bruxelles, par arrêt du 28 mars 1810 (*Dalloz*, tom. 24, pag. 475; *Sirey*, t. 10, p. 199), a prononcé négativement sur ces deux questions.

Dans l'espèce, il s'agissait d'un inventaire fait sur papier libre en l'absence des parties intéressées, sans les formalités prescrites par la loi, et qui présentait, en un mot, tous les caractères d'une précipitation frauduleuse.

Persuadé qu'un tel acte n'était pas de nature à empêcher l'apposition des scellés, le juge de paix, sur l'opposition que fit la veuve à cette apposition, en réfère sur-le-champ au président, qui ordonna de passer outre sur appel tendant à l'annulation de l'ordonnance, attendu,

1^o. Que le scellé ne pouvait être apposé sans contrevenir à la disposition de l'art. 923;

2^o. Que le juge de paix avait figuré comme partie dans l'instance de référé, en prenant des conclusions en son nom personnel. La Cour de Bruxelles a considéré, sur le premier grief, que l'art. 923 n'est applicable qu'au cas où il existe un inventaire en forme, et non un simulacre d'inventaire dénué de toutes formes, et précipité à dessein d'éluder l'apposition du scellé; que par conséquent il y avait eu lieu à référé, et qu'il avait été bien statué par l'ordonnance du président, en ce qu'il avait autorisé l'apposition du scellé; sur le second grief, que le juge de paix ayant agi dans l'ordre de ses fonctions n'a pu être constitué partie en cause, et qu'en pronon-

quant entre lui et l'appelante, le président avait contrevenu aux règles de l'ordre judiciaire. Par ces motifs, la Cour a déclaré l'appelante sans griefs, et néanmoins décidé qu'il avait été irrégulièrement procédé, en ce que le juge de paix avait été considéré comme partie.

De cette dernière disposition on doit conclure que, dans tous les cas où le juge de paix réfère au président d'une difficulté qu'il rencontre dans le cours des opérations relatives aux scellés, il doit se borner à remettre son procès-verbal au président, et attendre la décision, sans se rendre partie, soit en prenant des conclusions, soit en faisant valoir ses moyens, contradictoirement avec la partie intéressée à cette décision.

Art. 924. S'il n'y a aucun effet mobilier, le juge de paix dressera procès-verbal de carence.

S'il y a des effets mobiliers qui soient nécessaires à l'usage des personnes qui restent dans la maison, ou sur lesquels le scellé ne puisse être mis, le juge de paix fera un procès-verbal contenant description sommaire desdits effets.

Décret du 6 mars 1793, art. 10. — C. de P., art. 913, § 8.

DLXXV. Il y a des circonstances où l'apposition des scellés devient une formalité superflue, même en l'absence des héritiers, par exemple dans le premier cas prévu par l'article ci-dessus. S'il n'y a rien dans la succession, un *procès-verbal de carence* est alors le seul qu'on puisse dresser.

De même dans le cas second, si les effets mobiliers qui dépendent de la succession sont tels qu'ils soient nécessaires à l'usage des habitants de la maison, qu'ils ne puissent plus être renfermés dans un scellé, un *procès-verbal de description sommaire* suffit à leur conservation.

Avant la révolution, le droit de faire ces actes, ainsi que le droit de faire les inventaires, n'appartenaient pas toujours aux mêmes officiers (1); et de cette multiplicité de ministères, le résultat souvent des frais disproportionnés avec les forces de l'hérédité.

L'art. 924 détruit l'exécès de cet inconvénient. Les procès-verbaux de carence et de description sommaire, dans les cas prévus, sont dressés par le juge de paix, de sorte que le ministère du notaire n'est nécessaire que lorsqu'il est question de faire un inventaire proprement dit.

3095. Lorsque le juge de paix dresse un *procès-verbal de carence*, doit-il faire prêter et énoncer la serment prescrit par l'art. 914, § 9?

L'article 924 n'exige pas ce serment; mais comme le procès-verbal de carence tient lieu

tant à la fois de procès-verbal de scellé et d'inventaire, lors desquels le serment est exigé, nous pensons, avec M. Figeau, tom. 2, pag. 261, que le juge de paix doit exiger le serment, parce qu'il y a mêmes motifs que pour les deux actes dont nous venons de parler.

M. Biret observe avec raison, tom. 2, pag. 248, qu'il serait à désirer que la loi autorisât formellement le juge de paix à ne faire qu'une simple description, lorsque le mobilier n'est que d'une très-médioocre valeur; il pense, au reste, que l'usage où sont plusieurs juges de paix d'agir ainsi est suffisamment autorisé par raison d'économie et de bienfaisance.

Les procès-verbaux de description d'effets de peu de valeur sont, dit-il, des sortes de procès-verbaux de carence; alors, c'est à peu près comme s'il n'y avait pas de mobilier: *Parum pro nihilo putatur*.

Art. 925. Dans les communes où la population est de vingt mille âmes et au-dessus, il sera tenu, au greffe du tribunal de première instance, un registre d'ordre pour les scellés, sur lequel seront inscrits, d'après la déclaration que les juges de paix de l'arrondissement seront tenus d'y faire parvenir dans les vingt-quatre heures de l'apposition, 1° les noms et demeures des personnes sur les effets desquelles le scellé aura été apposé; 2° le nom et la demeure du juge qui a fait l'apposition; 3° le jour où elle a été faite.

T. 17.

DLXXVI. Les tiers intéressés et les héritiers présomptifs eux-mêmes sont particulièrement exposés aux surprises, dans les villes d'une population nombreuse, et c'est pour les mettre à la portée de les éviter que l'article ci-dessus prescrit la tenue d'un registre d'ordre pour les scellés dans les communes populeuses. C'est une des nombreuses améliorations qui sont dues au nouveau Code.

3096. Par qui le juge de paix fait-il parvenir les déclarations prescrites par l'art. 925?

Par son greffier, puisque l'art. 17 du tarif lui accorde à cet effet les deux tiers d'une vacation de juge de paix.

3097. Le délai de vingt-quatre heures, prescrit par l'art. 925, est-il simplement comminatoire?

C'est notre opinion, fondée sur ce que la distance des lieux rendrait souvent impossible de s'y conformer; mais le juge de paix doit veiller à ce que la formalité soit remplie dans le temps le plus rapproché.

TITRE II.

Des Oppositions aux scellés.

L'opposition aux scellés est un acte conservatoire par lequel toute personne prétendant droit

(1) Voy. l'historique de ces attributions dans le rapport au Corps législatif par M. Gillet, édition de F. Didot, pag. 343.

à la succession s'oppose à la levée des scellés, afin qu'elle soit différée, qu'on n'y procède qu'en sa présence, ou que l'on prenne en la faisant telle mesure ou précaution nécessaire à ses intérêts.

Le Code détermine en ce titre la forme de cet acte (926), et ce qu'il doit contenir (927), et réduit tout ce qui le concerne aux formes les plus simples.

ART. 926. Les oppositions aux scellés pourront être faites, soit par une déclaration sur le procès-verbal de scellés, soit par exploit signifié au greffier du juge de paix.

T. 18, 20 et 31.—C. C., art. 821.—C. de P., art. 917, 931 et suiv., 1039.

3098. *L'opposition aux scellés par déclaration sur le procès-verbal doit-elle être signée de l'opposant ou de son fondé de pouvoir spécial ?*

Oui, dit M. Delaporte, tom. 2, pag. 455; et ce effet, c'est ce que la loi exige dans tous les cas où elle autorise à faire une déclaration sur le procès-verbal d'un juge ou d'un officier ministériel. Or, il y a même raison pour décider de la sorte, dans l'espèce de l'art. 926.

3099. *L'opposition aux scellés doit-elle être dénoncée aux successeurs du défunt, et ceux-ci doivent-ils être assignés comme lorsqu'il s'agit d'une saisie-arrest ?*

Non, dit M. Pigou, tom. 2, pag. 573, parce qu'on peut ignorer, au moment où l'opposition est faite, et même jusqu'à l'inventaire, quels sont ces successeurs.

3100. *Faut-il, pour former opposition, avoir permission du juge, si l'on n'a pas de titre ?*

Non, et c'est encore une différence à remarquer entre la saisie-arrest et l'opposition aux scellés : cette différence résulte de la disposition formelle de l'art. 821 du Code civil.

3101. *Le greffier doit-il viser l'original de l'opposition qui lui est signifiée ?*

Oui, conformément à l'article 1039 du Code de procédure.

3102. *L'huissier du juge de paix auquel l'opposition est adressée est-il le seul compétent pour signifier l'exploit contenant cette opposition ?*

Oui, dit M. Demiau Crouilhac, pag. 624, à moins que le juge de paix, dans le cas prévu par l'art. 4, n'en commette un autre.

Les raisons que cet auteur apporte en faveur de son opinion nous paraissent bien fondées.

En effet, l'art. 21 du tarif, qui se trouve placé dans le chap. 3, concernant la taxe des huissiers des juges de paix, comprend nommément la signification de l'opposition aux scellés indiquée par l'art. 926 du Code, et dans la taxe des autres huissiers on ne trouve nullement cette notification ; d'un autre côté, l'art. 4 veut que,

dans les demandes dont les juges de paix connaissent, les exploits soient signifiés par les huissiers respectifs, chacun dans son territoire.

3103. *Le juge de paix peut-il statuer sur les oppositions ?*

Le juge de paix n'est point juge du mérite des oppositions, et, par conséquent, il ne peut refuser de les recevoir, lui paraissent-elles non fondées.

ART. 927. Toutes oppositions à scellé contiendront, à peine de nullité, outre les formalités communes à tout exploit,

1^o. Election de domicile dans la commune ou dans l'arrondissement de la justice de paix où le scellé est apposé, si l'opposant n'y demeure pas ;

2^o. L'énonciation précise de la cause de l'opposition.

Edit du mois d'août 1559.—Ordonn. de 1667, tit. 33, art. 1.—C. de P., art. 61 et 559.

3104. *Le juge de paix est-il obligé d'en référer au président, dans le cas où l'opposition doit être annulée pour défaut d'élection de domicile et d'énonciation de la cause ?*

Neus pensons qu'il doit regarder cette élection comme non avenue, et peut, en conséquence, continuer ses opérations sans référé. Tel est aussi l'avis de M. Bousquet, pag. 102.

TITRE III.

De la Levée des scellés.

La levée des scellés est l'acte par lequel le juge de paix, après avoir reconnu que les scellés sont sains et entiers, ou, dans le cas contraire, constaté leur état, les rompt ou les brise pièce par pièce, meuble par meuble, afin de remettre les effets à la disposition de ceux qui y ont droit (1).

La levée des scellés est pure et simple en la charge d'inventaire.

Elle est pure et simple lorsque les causes de l'opposition n'existant plus, les parties, d'accord sur les intérêts, requièrent d'être mises en pos-

(1) D'après cette définition, la levée des scellés est complète et définitive ; mais il ne faut pas conclure qu'il ne puisse jamais y avoir lieu à une levée partielle ou provisoire. Cela arrive en deux circonstances principales :

1^o. Pour la remise des titres appartenant à des tiers.—*Décret du 6 pluvi. an 10, art. 2 et 15.*

2^o. Pour extraire les effets à courte échéance, et les livres d'en failli, sur la réquisition des agens de la faillite.—*(Code de comm., art. 465.)*

Les levées provisoires, comme le remarque M. Biret, tom. 2, pag. 59, se font sans rien préjuger, ni sur les droits, ni sur la nature des parties intriguées ; il suffit de reconnaître les scellés, et de les rassembler après l'extraction des pièces, le tout en présence des parties ou elles dûment appelées.

sion, sans inventaire, des effets trouvés sous les scellés.

Elle est à charge d'inventaire ou de description, dans tous les cas où cette précaution est prescrite par la loi ou requise par une partie, et alors la levée se fait successivement au fur et à mesure de la confection de l'inventaire, et les scellés sont réapposés à la fin de chaque vacation.

ART. 928. Le scellé ne pourra être levé et l'inventaire fait que trois jours après l'inhumation, s'il a été apposé auparavant, et trois jours après l'apposition, si elle a été faite depuis l'inhumation, à peine de nullité des procès-verbaux de levée de scellés et inventaire, et des dommages et intérêts contre ceux qui les auront faits et requis : le tout, à moins que, pour des causes urgentes et dont il sera fait mention dans son ordonnance, il n'en soit autrement ordonné par le président du tribunal de première instance. Dans ce cas, si les parties qui ont droit d'assister à la levée ne sont pas présentes, il sera appelé pour elles, tant à la levée qu'à l'inventaire, un notaire nommé d'office par le président.

T. 77.—C. de P., art. 135, § 36, § 40.

DLXXVII. Les scellés ne doivent être levés que trois jours après leur apposition, afin de donner aux intéressés le temps d'y comparaitre.

3105. La levée des scellés apposés après décès des militaires en activité de service, est-elle soumise aux mêmes règles que celle des scellés apposés après décès de toute autre personne ?

L'apposition des scellés après décès des militaires en activité de service, et qui sont à leur corps, est soumise aux règles générales ci-dessus exposées, à moins que le corps ne se trouve hors du territoire français ; mais la reconnaissance et la levée se font suivant des formes plus simples, indiquées dans une instruction du ministre de la guerre, du 15 novembre 1809.

3106. Le juge de paix qui aurait levé les scellés avant le délai fixé par l'art. 928, peut-il être pris à partie ?

Oui, puisque l'article porte que les scellés ne peuvent être levés avant ce délai, à peine de dommages-intérêts contre celui qui aurait procédé à cette levée. (Voyez *Berriat Saint-Prix*, pag. 694, not. 24.) Or, on ne peut réclamer de dommages-intérêts vers un juge qu'on prenant la voie de la prise à partie.

3107. Le juge de paix peut-il refuser d'ordonner une levée de scellés ?

Il le peut, et la doit même, dans quatre circonstances principales :

1°. Si elle lui est demandée avant le troisième

jour après l'inhumation, lorsque le scellé a été apposé auparavant, ou avant le troisième jour de l'apposition, quand elle a été faite après l'inhumation ;

2°. Si la partie requérante est inconnue au juge de paix, et qu'elle ne lui justifie pas de ses droits et qualités dans la succession ;

3°. Si le conjoint, les héritiers ou quelques-uns d'eux sont mineurs non émancipés et dépourvus de tuteur, auquel cas le juge de paix peut ordonner qu'il sera procédé à ces émancipations ou nominations ;

4°. Enfin, s'il y a des absents non représentés, intéressés dans la succession (1).

3108. Comment est nommé le notaire qui doit représenter les parties non présentes, lorsque le président ordonne que les scellés seront levés avant le délai ?

D'après l'art. 77 du tarif, il est nommé sur une requête non grossoyée.

3109. Est-il des règles particulières à suivre dans le cas où il serait nécessaire de faire représenter à la levée des scellés des militaires absents ?

Oui, lorsqu'il s'agit de successions ouvertes avant la publication de la loi du 13 janvier 1817 ; alors, comme nous l'avions dit dans notre Analyse, numéros 2852 et 2853, le juge de paix doit informer ces militaires de l'apposition aussitôt qu'elle a eu lieu ; s'ils ne donnent pas de leurs nouvelles, et laissent passer un mois sans envoyer de procuration, un coarcté les parents, ou, à défaut, des voisins et amis, pour leur nommer un curateur qui assiste à la levée, fait procéder à l'inventaire, à la vente des meubles, et administre les immeubles, à la charge de leur en rendre compte. — (Voy. lois des 11 cent. et 16 fruct. an 2, et arrêt de la Cour de Bruxelles, du 24 mai 1809, *Jurisp. du Code civil*, t. 13, p. 440.)

3110. Par qui doit être faite, dans le cas de la précédente question, la convocation du conseil de famille prescrite par la loi du 11 ventôse an 2 ?

Le soin de faire la convocation était confié, par la loi du 11 ventôse an 2, à l'agent national ; mais cette fonction ne subsistant plus, M. Merl (coy. nous. *Répert.*, au mot curateur, § 5, in fine) estime que les parents, voisins ou amis doivent être coarctés à la diligence d'un intéressé, ou d'office par le juge de paix. Cette décision est fondée sur un argument tiré de l'art. 406 du Code civil.

Mais ces précautions ne sont point à prendre à l'égard des successions ouvertes depuis la publication de la loi du 13 janvier 1817, qui assimile les militaires aux absents ordinaires, et abroge implicitement, pour l'avenir, la loi du 11 ventôse an 2, ainsi qu'il résulte de l'arrêt

(1) Voy., pour les développements et les preuves de ces propositions, l'ouvrage de M. Biret, tom. 2, pag. 51 et suiv., *1° levée des scellés*.

de la Cour de cassation, cité *suprà*, p. 157, à la note 2.

ART. 929. Si les héritiers ou quelques-uns d'eux sont mineurs non émancipés, il ne sera pas procédé à la levée des scellés qu'ils n'aient été, ou préalablement pourvus de tuteurs, ou émancipés.

T. 94.—C. C., art. 405 et suiv.—C. de P., art. 682 et suiv., 911.

ART. 930. Tous ceux qui ont droit de faire apposer les scellés pourront en requérir la levée, excepté ceux qui ne les ont fait apposer qu'en exécution de l'article 909, n° 3, ci-dessus (1).

C. de P., art. 909, 910 et 911.—C. de comm., art. 466.

3111. *Quels sont ceux qui peuvent requérir, conformément à l'art. 929, la nomination des tuteurs et subrogé-tuteur, ou l'émancipation ?*

Elles peuvent être requises par tous ceux qui ont intérêt à la levée des scellés, tels que les héritiers et créanciers, les parents ou alliés du mineur, et le mineur lui-même.

3112. *Si l'opposition a été requise par un parent ou par le ministère public, pour un mineur sans tuteur, est-ce à ces personnes qu'il appartient de requérir la levée, si, dans l'interim, le mineur a été pourvu ?*

Non, disent M. Berriat Saint-Prix, pag. 695, not. 31, et M. Pigeau, tom. 2, pag. 581, parce que c'est au tuteur à veiller aux intérêts de ses administrés.

3113. *Le mineur émancipé peut-il faire lever des scellés sans l'assistance de son curateur ?*

Il peut requérir l'opposition sans cette assis-

(1) JURISPRUDENCE.

1^o. Le mari, comme chef de la communauté, peut faire lever tous scellés apposés sur une succession échue à l'épouse demanderesse en séparation de corps, s'il prétend que sous les scellés sont des titres nécessaires à l'administration de la succession. Peu importerait de dire que l'écritement du procès peut le rendre sans intérêt. — (Aagers, 16 juill. 1817, *Sirey*, tom. 18, pag. 143.)

2^o. C'est à la requête de l'héritier, même bénéficiaire, et non à celle du exécuteur testamentaire, quoiqu'il ait la saisine par testament, que la levée des scellés et l'inventaire doivent être faits. — (Bruxelles, 9 août 1806, *Jurisp. du Code civ.*, tom. 12, pag. 76 et suiv.; *Dalloz*, tom. 24, pag. 482.)

NOTA. M. Bousquet, pag. 109, croit que l'exécuteur testamentaire a, comme l'héritier bénéficiaire, le droit de requérir la levée des scellés et l'inventaire, et son opinion est fondée sur les art. 1026 et 1031.

3^o. Les juges peuvent refuser à un prétendant droit à une succession l'autorisation d'assister à la levée des scellés, lorsqu'il ne justifie, par aucune présomption ni par aucune apparence de droit, de sa qualité d'héritier. — (Cassat., 25 nov. 1818, *Sirey*, tom. 19, pag. 301.)

tance, mais il en a besoin pour la levée. On sent en effet qu'au premier cas il peut agir seul, parce qu'il ne fait qu'un acte conservatoire, tandis que, dans le second, il pourrait nuire à ses intérêts, s'il agissait sans curateur. — (Voy. *Pigeau*, tom. 2, pag. 576 et 582.)

ART. 931. Les formalités pour parvenir à la levée des scellés, seront,

1^o. Une réquisition à cet effet, consignée sur le procès-verbal du juge de paix;

2^o. Une ordonnance du juge, indicative des jour et heure où la levée sera faite;

3^o. Une sommation d'assister à cette levée, faite au conjoint survivant, aux présomptifs héritiers, à l'exécuteur testamentaire, aux légataires universels et à titre universel, s'ils sont connus, et aux opposans.

Il ne sera pas besoin d'appeler les intéressés demeurant hors de la distance de cinq myriamètres; mais on appellera pour eux, à la levée et à l'inventaire, un notaire nommé d'office par le président du tribunal de première instance.

Les opposans seront appelés aux domiciles par eux élus (2).

T. 77 et 94.—C. de P., art. 928, 936, 946.

3114. *La réquisition tendant à la levée des scellés ne peut-elle être faite que par la partie elle-même ?*

Elle peut être faite par avoué, d'après l'article 94 du tarif, qui accorde un droit de vocation.

3115. *Les légataires particuliers doivent-ils être appelés à la levée des scellés ?*

Non, puisque la loi ne les a pas désignés.

(2) JURISPRUDENCE.

1^o. Le légataire universel saisi de plein droit, d'après l'art. 1006 du Code civil, n'est pas obligé d'appeler les collatéraux à la levée des scellés. — (Dijon, 20 fév. an 12, *Sirey*, tom. 4, 2^e part., pag. 660.)

2^o. Mais si l'annulation du testament de ce légataire était demandée, les collatéraux seraient fondés à requérir la levée des scellés et l'inventaire. — (Bruxelles, 28 nov. 1810 et 9 mars 1811, *Sirey*, tom. 11, pag. 255 et 264; *Dalloz*, tom. 24, pag. 477.)

3^o. La demande en main-levée des scellés, dirigée contre ceux qui les ont fait apposer, doit être portée devant les juges du lieu où l'opposition a été faite, plutôt que devant le juge du domicile des assignés. — (Paris, 8 mai 1811, *Sirey*, tom. 14, pag. 160.)

4^o. Les tribunaux de commerce ne peuvent statuer sur une semblable demande, encore bien que cette demande soit connexe à la dissolution et au partage d'une société commerciale. — (Bruxelles, 21 juill. 1812, *Sirey*, tom. 14, pag. 159; *Code de comm.*, art. 631.)

Ainsi, comme le dit M. Demiau Crouilhac, pag. 617, on ne doit les appeler qu'autant qu'ils se seraient rendus opposants : il en est de même des autres créanciers.

3116. *La réquisition de la levée des scellés doit-elle être inscrite à la suite du procès-verbal d'apposition ?*

Elle doit l'être en tête du procès-verbal de levée; vient ensuite l'ordonnance du juge et la levée elle-même, en sorte que le procès-verbal s'ouvre, comme les procès-verbaux d'enquête, par la réquisition. — (Biret, pag. 30 et 31.)

3117. *Un enfant naturel reconnu doit-il être appelé ?*

La raison de douter est qu'il n'est pas héritier, qu'il n'est que créancier d'une portion de la succession (voy. Code civil, art. 756), et enfin qu'il ne se trouve pas dans l'énumération faite par l'art. 931.

Quoi qu'il en soit, nous pensons avec les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 234, et la Jurisprudence du Code civil, tom. 2, pag. 337 et 467, qu'on ne doit pas s'attacher si rigoureusement au mot héritier, soit pour soutenir que l'on n'a pas besoin d'appeler l'enfant naturel reconnu, soit pour lui refuser le droit d'assister à la levée. — (Art. 931.)

Quelque nom que l'on donne au droit de cet enfant, il n'en est pas moins vrai qu'il a le même intérêt qu'un légataire à titre universel, qu'il a une quotité déterminée sur l'universalité des biens, et que l'en peut, en conséquence, présumer avec fondement que le législateur a entendu le comprendre sous le nom d'héritier.

D'ailleurs, il suffit qu'il y ait, pour décider en sa faveur, la même raison d'après laquelle la loi a exigé qu'on appelât le légataire à titre universel.

3118. *Quelles sont les PARTIES INTÉRESSÉES dont la loi a entendu parler dans la seconde disposition de l'art. 931, § 3 ?*

Ce sont les personnes désignées dans la première disposition du même paragraphe. Le législateur a employé ces expressions génériques pour éviter une répétition détaillée de ces personnes.

3119. *Quel est le président du tribunal de première instance qui doit nommer le notaire pour représenter à la levée et à l'inventaire les intéressés qui demeurent hors de la distance de cinq myriamètres ?*

M. Lepage, dans ses Questions, pag. 610, dit avec raison que c'est le président du tribunal dans l'arrondissement duquel il s'agit d'opérer.

Ici, nous remarquerons, avec M. Toullier, t. 1, p. 204, n° 392, qu'il ne faut pas confondre, à l'égard des absens présumés, le notaire nommé dans l'espèce de l'art. 931 du Code de procédure, avec celui qui doit être dans l'espèce de l'art. 113 du Code civil.

Les fonctions du premier se bornent à assister à la levée et à l'inventaire, sans que la personne

qu'il représente ait été appelée, au lieu que, pour faire représenter un absent ou non présent dans un partage, il faut qu'il y ait une demande de partage, et par conséquent une assignation donnée à personne ou domicile; assignation nécessaire pour assurer que la partie n'a pas laissé de procrastiner.

C'est lorsqu'elle laisse défaut sur cette assignation qu'on demande qu'il soit nommé un curateur pour la représenter, et alors il faut en nommer un pour chacun de ceux qui peuvent avoir des intérêts opposés; au lieu qu'il n'en faut nommer qu'un seul pour les représenter tous à la levée du scellé et à l'inventaire (art. 931 et 942), qui ne sont que des actes préparatoires pour déterminer les habiles à succéder, à accepter ou à répudier la succession, à former ou à abandonner la demande en partage.

3120. *Doit-on nommer un notaire, lorsque les opposans demeurent hors de la distance déterminée par l'art. 930 ?*

Non, puisqu'ils sont toujours censés être présents par l'élection de domicile qu'ils ont dû faire par leur opposition. D'ailleurs, la dernière disposition de l'art. 930 exige sans distinction qu'ils soient appelés à ce domicile. — (Voy. Hautefeuille, pag. 549.)

ART. 932. Le conjoint, l'exécuteur testamentaire, les héritiers, les légataires universels et ceux à titre universel, pourront assister à toutes les vacations de la levée du scellé et de l'inventaire, en personne ou par un mandataire.

Les opposans ne pourront assister, soit en personne, soit par un mandataire, qu'à la première vacation : ils seront tenus de se faire représenter, aux vacations suivantes, par un seul mandataire pour tous, dont ils conviendront, sinon il sera nommé d'office par le juge.

Si parmi ces mandataires se trouvent des avoués du tribunal de première instance du ressort, ils justifieront de leurs pouvoirs par la représentation du titre de leur partie; et l'avoué le plus ancien, suivant l'ordre du tableau, des créanciers fondés on titres authentiques, assistera de droit pour tous les opposans : si aucun des créanciers n'est fondé en titre authentique, l'avoué le plus ancien des opposans fondés en titre privé assistera. L'ancienneté sera définitivement réglée à la première vacation.

T. 1, 16 et 94.—Décret du 30 juill. 1715.—Décret du 10 brum. an 14.—C. de P., art. 934.

ART. 933. Si l'un des opposans avait des intérêts différens de ceux des autres,

ou des intérêts contraires, il pourra assister en personne, ou par un mandataire particulier, à ses frais.

T. 94.

ART. 934. Les opposans pour la conservation des droits de leur débiteur ne pourront assister à la première vacation, ni concourir au choix d'un mandataire commun pour les autres vacations (1).

T. 1, 16, 94.—C. C., art. 1166.—C. de P., art. 778, 933.

DLXXXVIII. On voit que la loi règle ici sur le degré d'intérêt le droit d'être présent à la levée des scellés et à l'inventaire; ainsi le conjoint survivant, l'exécuteur testamentaire, etc., en un mot, ceux qui ont un intérêt direct et important, peuvent assister chacun à toutes les séances de la levée du scellé et de l'inventaire, à la différence des personnes désignées dans l'article 933, qui ne peuvent assister qu'à la première séance, et des opposans, qui, n'ayant pas d'intérêt direct, et n'agissant que du chef d'un débiteur dont ils veulent conserver les droits, ne sont pas admis même à la première vacation, ni par conséquent à concourir au choix du mandataire ou représentant commun que les opposans peuvent choisir, pour les représenter aux autres vacations.

3121. *Est-il nécessaire que le mandataire des personnes qui ont droit d'assister à la levée soit un avoué?*

Non, à la différence de ce qui se pratiquait autrefois.

Ainsi, lorsqu'un avoué a été choisi pour mandataire, les vacations de cet avoué sont, comme le dit M. Lepage, tom. 2, pag. 584, à la charge de celui qui l'emploie, et non à celle de la succession.

3122. *Quel est le juge qui doit, lorsqu'il n'y a point d'avoués parmi les mandataires, nommer le mandataire commun, lorsque les opposans n'en ont pas fait choix?*

C'est le juge de paix, disent M. Demiau Crouxilhac, pag. 628, M. Lepage, dans ses Questions, pag. 610, et M. Levasseur, pag. 138. M. Pigeau, tom. 2, pag. 585, dit en contraire que c'est le président du tribunal civil.

(1) JURISPRUDENCE.

L'allégation de la possibilité de découverte d'un testament olographe, dans lequel on suppose qu'on a été institué héritier ou légataire, ne suffit pas, pour intervenir à la levée des scellés. Il faut avoir des prétentions apparentes, avec d'autant plus de raison que les formes prescrites par l'art. 933 mettent à couvert tous les droits des tiers, l'opération ayant lieu par le ministère du juge de paix.—(Bruxelles, 18 mai 1807, *Jurisp. sur la procéd. civ.*, tom. 1, pag. 191 et suiv.; Dalloz, tom. 24, pag. 479; Sirey, tom. 15, 2^e, pag. 302.)

M. Pigeau argumente de l'art. 921, qui attribue au président la connaissance des difficultés, et de l'art. 933, qui lui confère le droit de nommer les notaires, commissaires-priseurs et experts, quand les parties ne s'accordent pas.

Mais on peut opposer que, dans tous les cas où la loi a entendu désigner le président du tribunal, elle l'a désigné nommément; par exemple, dans les articles que M. Pigeau cite lui-même, tandis que, dans l'art. 932, elle se sert du mot de *juge*, expression qui par elle-même, et indépendamment de la considération que nous venons de faire valoir, paraît désigner le juge de paix.

Sur cette difficulté, les auteurs du Praticien, tom. 3, pag. 238, estiment que la loi n'ayant pas restreint le mot *juge*, il s'applique indistinctement au juge de paix et au juge civil, et que, par conséquent, le choix fait par l'un ou par l'autre sera valable.

Nous le croyons aussi; mais nous persistons, par les motifs ci-dessus, à maintenir que la loi a entendu désigner le juge de paix: c'est d'ailleurs ce qui nous semble confirmé par l'observation faite par la cour d'Orléans, sur l'art. 981 du projet.

Cette Cour ne faisait pas de doute que c'était au juge de paix qu'il appartenait de nommer le mandataire commun; elle demandait cependant qu'on l'exprimât, pour lever l'équivoque que laissait l'expression vague de *juge*, et si le législateur n'a fait aucune addition à ce mot, c'est, à notre avis, parce que l'expression était par elle-même exclusive de l'attribution donnée au président seul.

3123. *Lorsqu'il se trouve des avoués parmi les mandataires, mais qu'ils représentent des créanciers chirographaires et des créanciers sans titre, lequel des avoués serait mandataire commun?*

Ce serait nécessairement, et comme le disent les auteurs du Praticien, tom. 3, pag. 237, celui des avoués qui représenterait le créancier le plus ancien des opposans fondés en titre; car les créanciers munis de titres ayant une créance liquide, doivent être préférés aux autres.

Cela résulte d'ailleurs du texte même de l'article 933, qui accorde la préférence à l'avoué porteur d'un titre authentique sur l'avoué porteur d'un titre privé; il y a même raison de décider de l'avoué d'un créancier chirographaire à l'avoué d'un créancier sans titre. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 585 et 586.)

3124. *S'il y a concurrence, soit entre plusieurs mandataires de créanciers authentiques ou de créanciers chirographaires, soit entre plusieurs mandataires de créanciers sans titre, est-ce le plus ancien d'âge qui doit obtenir la préférence?*

Non, dit M. Lepage, *ubi suprâ*; le juge, en cette circonstance, ne se déterminera pas par l'âge des mandataires; il choisira celui qu'il croira le plus capable.

3125. *S'il y a concours d'adonnés et de mandataires pris dans une autre classe de citoyens, l'adonné le plus ancien decendant de droit mandataire commun, ses vacations seront-elles à la charge de la succession?*

Comme l'art. 933 ne met à la charge des opposans que les frais des mandataires particuliers, nous pensons, avec les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 238, que les vacations du mandataire commun sont à la charge de la succession.

3126. *Quand peut-on dire que les opposans aient des intérêts contraires, et qu'ils puissent conséquemment se faire représenter par un mandataire particulier, mais à leurs frais et sans répétition, conformément à l'art. 933?*

On ne saurait prévoir tous les cas où les créanciers peuvent différer d'intérêts. M. Pigeau, tom. 2, pag. 586, donne pour exemple celui où de plusieurs opposans légataires d'objets différens, l'un de meubles, l'autre d'argenterie, chacun a intérêt d'assister en personne, ou par un mandataire particulier, pour veiller à l'inventaire de son legs. M. Berriat Saint-Prix, p. 697, not. 39, cite le cas où l'un des opposans a une créance contestée par les autres, ou veut contester les leurs, ou revendique des effets qu'ils soutiennent appartenir à la succession. — (Voyez d'autres exemples au Praticien, tom. 5, pag. 239, dans le Traité de M. Demiau Crouzilhar, p. 629.)

3127. *De ce que les créanciers du créancier du défunt se trouvent exclus, par l'art. 934, du droit d'assister même à la première vacation, et de celui de concourir au choix d'un mandataire commun, s'ensuit-il qu'ils n'ont aucun droit à exercer sur la succession?*

Non sans doute; ils n'en conservent pas moins le droit d'exercer, après l'inventaire, les actions et les droits de leur débiteur sur la succession, ainsi qu'il est dit aux art. 788, 882, 921, 1166 et 1167 du Code civil.

ART. 935. Le conjoint commun en biens, les héritiers, l'exécuteur testamentaire et les légataires universels ou à titre universel, pourront convenir du choix d'un ou deux notaires, et d'un ou deux commissaires-priseurs ou experts; s'ils n'en conviennent pas, il sera procédé, suivant la nature des objets, par un ou deux notaires, commissaires-priseurs ou experts, nommés d'office par le président du tribunal de première instance. Les experts prêteront serment devant le juge de paix (1).

(1) JURISPRUDENCE.

Les tribunaux de première instance n'ont, dans aucun cas, le droit de nommer le notaire qui doit procéder à l'inventaire. — (Turin, 14 août 1809; Jurisp. du Code civ., tom. 14, pag. 362 et suiv.)

T. 2, 3 et 16.—C. C., art. 1456.

3128. *Quand il n'y a point eu d'apposition de scellés, le notaire peut-il recevoir le serment des priseurs?*

Cette question ne peut plus se présenter dans les villes où il existe des commissaires-priseurs assermentés; mais dans les autres villes, nous pensons, comme M. Bousquet, pag. 128, que le serment doit être prêté devant le juge de paix, puisque le présent article est le seul du Code de procédure qui règle devant qui les experts-priseurs doivent prêter serment.

Il convient, d'ailleurs, continue M. Bousquet, que ce serment soit prêté devant un juge et non devant un notaire. Enfin, ce qui est réglé par le présent article est commun à tous les inventaires faits avec prise, sans distinguer ceux faits après apposition ou sans apposition de scellés, entre majeurs et mineurs.

3129. *Dans les villes où il n'existe point de commissaires-priseurs, pourrait-on appeler une femme pour estimer le mobilier?*

Dans nos villes, on appelle souvent des femmes dont le commerce consiste dans l'achat et vente de vieux meubles, et que l'on appelle *rendendeuses*. Nous croyons, avec M. Bousquet, qu'aucune loi n'interdisant d'appeler une femme pour estimer le mobilier, on ne pourrait critiquer le prisage qu'elle eût fait après serment.

3130. *Lorsqu'on ne nomme qu'un notaire pour dresser inventaire, doit-il être assisté de témoins?*

Il doit être assisté de deux témoins, conformément à l'art. 9 de la loi du 25 ventôse an 11.

3131. *A qui appartient-il de choisir les notaires ou commissaires-priseurs qui devront procéder à la confection de l'inventaire.*

La Cour de Paris, par arrêt du 28 octobre 1808, a jugé que ce droit appartenait à la veuve commune et non à l'héritier du mari. — (Foyez Siréy, tom. 9, pag. 38.)

M. Bousquet, pag. 127, et M. Biret, tom. 2, pag. 44, estiment cet arrêt contraire au texte de l'art. 935, et c'est aussi notre opinion. La Cour de Paris s'est fondée sur des usages admis au Châtelet de Paris et au Parlement; mais ces usages ne nous semblent pas pouvoir être invoqués sous l'empire du Code de procédure, qui, par l'art. 935, exige le référé en cas de dissentiment. Il est à remarquer, d'ailleurs, qu'il n'est pas question dans l'arrêt de cet art. 935; en sorte qu'on ne peut dire que la Cour ait réellement rejeté l'application, surtout avec connaissance de cause.

3132. *Comment se porte le référé devant le président, lorsque les parties ne sont pas d'accord pour la nomination, soit des notaires, soit des priseurs?*

Suivant M. Lepage, dans son nouveau Style, 4^e édit., pag. 750, le juge de paix devrait présenter au président le procès-verbal constatant la contestation et le renvoi en référé, et ce se-

rait sur ce procès-verbal que le président apposerait l'ordonnance par laquelle il ferait la nomination.

Mais M. Hantefeuille, pag. 551, dit au contraire que la partie la plus diligente devrait présenter requête au président, qui rendrait une ordonnance portant permission d'assigner devant lui à tel jour auquel il ferait la nomination sur le procès-verbal.

Nous croyons que la marche indiquée par M. Lepage est celle qu'il convient de suivre, dans le cas surtout où le président réside dans le canton du juge de paix. Elle est plus expéditive, moins coûteuse et conforme d'ailleurs à ce qui se pratique en général, relativement aux autres référés auxquels les opérations relatives aux scellés peuvent donner lieu. — (Voy. art. 916, 919, 931, et nos observations sur ces articles.)

3133. *Si des héritiers n'étaient pas d'accord entre eux pour le choix des notaires ou priseurs, y aurait-il lieu à référé ?*

Oui, car la disposition de l'art. 936 ne s'applique pas seulement aux contestations des héritiers respectivement aux légataires, à l'exécuteur testamentaire ou aux autres personnes désignées et réciproquement, mais encore aux héritiers ou aux légataires entre eux ; ainsi donc, si de deux héritiers ou légataires l'un propose un notaire que l'autre refuse, il y a lieu à référé.

C'est aussi ce qu'a jugé la Cour d'Orléans, par arrêt du 31 mars 1808, cité par M. Hantefeuille, pag. 551.

Telle est aussi l'opinion des auteurs des *Annales du notariat*, tom. 16, pag. 451, mais pour le cas seulement où il y a opposition formelle de la part d'une ou plusieurs parties intéressées à ce que le notaire qui serait nommé par les autres concourût à l'acte. Ces auteurs, en se fondant sur d'anciens statuts des notaires du Châtelet de Paris (voy. *l'arrêt du 28 octobre 1808, supra* n° 3131), estiment que, dans le cas où deux notaires sont appelés pour un inventaire, ils doivent concourir entre eux, et que la minute demeure au plus ancien en réception ; qu'enfin, si, après qu'un inventaire a été commencé, il survient à une subséquente vacation un nouveau notaire nommé par une partie ou ayant droit, il peut aussi concourir à l'acte, sauf à laisser la minute au notaire qui l'a commencée, encore que ce dernier soit moins ancien en réception ; qu'enfin s'il a été nommé plus de deux notaires, ce sont les deux plus anciens qui doivent faire l'opération, en sorte que les autres ne sent que conseils, et n'ont pas droit aux honoraires. On sent que ces observations n'ont d'autre résultat que de tracer aux notaires ce qu'il serait convenable de faire dans le cas où plusieurs seraient appelés par différents intéressés ; mais il n'en reste pas moins vrai que si les parties ou les notaires n'entendent pas se conformer à ces observations, il faut bien en venir à la voie du référé.

ART. 936. Le procès-verbal de la levée contiendra,

1^o La date ; 2^o les noms, profession, demeure et élection de domicile du requérant ; 3^o l'énonciation de l'ordonnance délivrée pour la levée ; 4^o l'énonciation de la sommation prescrite par l'art. 931 ci-dessus ; 5^o les comparutions et dires des parties ; 6^o la nomination des notaires, commissaires-priseurs et experts qui doivent opérer ; 7^o la reconnaissance des scellés, s'ils sont sains et entiers ; s'ils ne le sont pas, l'état des altérations, sauf à se pourvoir ainsi qu'il appartiendra pour raison desdites altérations ; 8^o les réquisitions afin de perquisitions, le résultat desdites perquisitions, et toutes autres demandes sur lesquelles il y aura lieu de statuer (1).

C. de P., art. 917, 931.—C. pén., art. 219 et suiv.

3134. *La date du procès-verbal doit-elle contenir mention de l'heure à laquelle les scellés sont apposés ?*

La date de ce procès-verbal doit être exprimée par an, mois, jour et heure : la mention de l'heure est d'autant plus nécessaire qu'elle sert à faire vérifier quand la vacation a été commencée, et si l'on y a employé le temps prescrit.

3135. *S'il y a eu contestation sur l'apposition des scellés, et ordonnance ou jugement qui en ait ordonné la levée provisoire ou définitive, faut-il l'énoncer dans le procès-verbal ?*

Oui, dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 587, en argumentant de l'art. 914, § 5, qui veut que, dans le procès-verbal d'apposition, on énoncé l'ordonnance qui permet le scellé, s'il en a été rendu.

3136. *Quand le juge de paix constate que les scellés n'ont pas été trouvés sains et entiers, doit-il surseoir à la levée ?*

Les auteurs du *Praticien*, tom. 5, pag. 245, pensent que le juge de paix ne doit passer outre à la levée que sur une ordonnance du président rendue sur référé. C'est en effet ce qui se pratiquait autrefois ; mais M. Pigeau, tom. 2, pag. 588, estime que ce référé n'est pas nécessaire, et telle est aussi notre opinion, fondée sur ce que l'art. 936 exige seulement que le juge de paix constate l'état des altérations.

Ces altérations doivent être constatées et détaillées avec d'autant plus de soin, qu'elles peuvent souvent caractériser un crime punissable.

(1) JURISPRUDENCE.

L'héritier qui briserait les scellés en l'absence et sans le concours du juge de paix se rend coupable du délit prévu par l'art. 259 du Code pénal. — (Cassat., 27 juill. 1813.)

ble d'après les dispositions des art. 249 et suivans du Code pénal.

ART. 937. Les scellés seront levés successivement et à fur et mesure de la confection de l'inventaire; ils seront réapposés à la fin de chaque vacation.

T. 16, 92, 94.—C. C., art. 486.—C. de comm., art. 486 et suiv.

3137. *Est-ce au notaire qui procède à l'inventaire à réapposer les scellés à la fin de chaque vacation?*

La Cour d'Agen, dans ses observations sur l'art. 936 du projet, élevait des doutes sur cette question, et demandait que l'on consacrât, par une autre disposition que celle contenue dans cet article, l'ancien usage reçu en plusieurs provinces, d'après lequel le juge reconnaissait les scellés, et à la première vacation autorisait les notaires à les lever et à les réapposer; réapposition qui n'avait ordinairement lieu que pour les papiers.

Cependant l'art. 937 est resté couçu dans les mêmes termes que le projet, et tous nos auteurs s'accordent à dire que c'est au juge de paix à lever et réapposer successivement les scellés (voy. entre autres Pigeau, tom. 2, pag. 577 et 589, et le Prat., tom. 5, pag. 249); telle a été très-certainement l'intention du législateur, puisqu'il n'a pas désigné le notaire.

ART. 938. On pourra réunir les objets de même nature, pour être inventoriés successivement suivant leur ordre; ils seront, dans ce cas, replacés sous les scellés.

3138. *Que fait-on, si les objets de même nature réunis pour être inventoriés, conformément à l'art. 938, sont disséminés et renfermés dans des meubles différens ou dans le même meuble, mais sans ordre?*

On lève le scellé, on met ces objets en ordre, et, s'ils ne peuvent pas être inventoriés sur-le-champ, on les replace dans les meubles, que l'on scelle de nouveau jusqu'à l'inventaire. Cela se pratique particulièrement pour le linge, les langes et habits, la vaisselle, etc. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 589, et Demiau Crouilhac, pag. 631.)

ART. 939. S'il est trouvé des objets et papiers étrangers à la succession et réclamés par des tiers, ils seront remis à qui il appartiendra; s'ils ne peuvent être remis à l'instant, et qu'il soit nécessaire d'en faire la description, elle sera faite sur le procès-verbal des scellés, et non sur l'inventaire (1).

(1) JURISPRUDENCE.

Lorsque les scellés ont été apposés sur les effets

3139. *S'il y a opposition à la remise d'objets réclamés par des tiers, qu'est-ce que le juge de paix devra faire?*

L'art. 939 n'a pas prévu le cas d'opposition, puisqu'il ordonne que, sur la réclamation des tiers, les objets leur soient remis. Mais dans ce cas nous pensons, avec M. Crouilhac, pag. 631, que le juge de paix doit faire mention de l'opposition, dans son procès-verbal, décrire les objets réclamés, quand bien même les héritiers prétendraient qu'ils appartiennent à la succession, et renvoyer les parties à se pourvoir. Nous croyons aussi qu'il ferait bien de les faire priser, parce que, s'il était décidé qu'ils resteraient à la succession, son procès-verbal servirait de supplément à l'inventaire, et si, au contraire, il était décidé qu'ils devraient être remis à celui qui les aurait réclamés, il n'y aurait rien à changer à l'inventaire.

ART. 940. Si la cause de l'opposition des scellés cesse avant qu'ils soient levés, ou pendant le cours de leur levée, ils seront levés sans description.

T. 94.—C. de P., art. 907 et suiv., 930.

3140. *Pour que les scellés soient levés sans description, suffit-il, d'après l'art. 940, que l'intérêt de la partie qui a fait faire l'opposition ait cessé?*

Non, il faut aussi que celui des opposans n'existe plus; car tout opposant ayant droit de faire l'opposition des scellés, doit être subrogé aux droits de celui à la requête duquel elle a eu lieu, et qui est désintéressé.

Le scellé est en effet, comme le remarque M. Pigeau, tom. 2, pag. 593, une véritable saisie; et il faut argumenter ici de l'art. 696, qui veut qu'en saisie réelle il ne puisse y avoir de radiation que du consentement des créanciers, ou en vertu de jugemens rendus contre eux, à moins qu'ils ne fussent eux-mêmes désintéressés.

3141. *L'art. 940 du Code de procédure civile est-il applicable au cas où un mineur qui a un tuteur légal est intéressé dans une succession, et où les scellés n'ont été apposés d'office par le juge de paix qu'à cause de l'absence du tuteur, ou de certains des héritiers, qui tous sont présents ou représentés lors de la levée des scellés?*

Non, dit M. Bousquet, pag. 151: lorsqu'il doit nécessairement être fait inventaire ou description, parce que l'un des héritiers est mineur ou que les héritiers, quoique tous majeurs, ne veulent accepter la succession que sous inven-

d'une succession, à la requête d'un individu qui prétendrait y avoir des droits, et en vertu d'un titre contesté par l'héritier, celui-ci ne peut faire lever les scellés sans description. — (Paris, 1^{re} dec. 1808, Sirey, 1809, pag. 155; Dalloz, tom. 24, pag. 479.)

taire, les scellés ayant été bien apposés, leur apposition profite à ce mineur et à tous ceux qui pourraient y avoir intérêt. Dès-lors, quelle que soit la cause de leur apposition, ils ne peuvent plus être levés qu'avec inventaire ou description, conformément à l'art. 937.

TITRE IV.

De l'Inventaire.

En général, on appelle *inventaire* tout acte dressé, soit après décès (1), soit en cas de faillite (2) ou d'absence déclarée d'une personne (3), à l'effet de constater en détail l'existence, le nombre et la nature de ses effets mobiliers, titres et papiers.

L'inventaire qui a lieu après décès est l'*acte notarié* (4) contenant description de ces objets, avec prisage, à leur juste valeur (5), des effets susceptibles d'estimation.

Cette mesure n'est pas seulement nécessaire lorsqu'il se trouve parmi les héritiers des mineurs, des interdits ou des absents; elle est encore utile, soit lorsque les héritiers majeurs et présents ne sont pas d'accord pour opérer le partage à l'amiable, soit lorsqu'ils ne jugent pas la succession tellement avantageuse qu'ils puissent l'accepter de suite, soit même, dans le cas contraire, lorsque des femmes mariées sont appelées à y prendre part, etc. (6).

Quelles sont les personnes qui peuvent requérir l'inventaire? En présence de qui doit-il être

dressé? Que doit-il contenir? En quel cas et comment doit-on se pourvoir en référé dans le cours de l'opération?

Tels sont, en cette matière, les objets des dispositions du Code de procédure.

Art. 941. L'inventaire peut être requis par ceux qui ont droit de requérir la levée du scellé.

T. 168.—C. C., art. 279, 451, 461, 600, 616, 794 et suiv., 1031, 1058, 1503.—Décret du 10 brum. an 14.—C. de comm., art. 486.—C. pén., art. 309, 310, 311 et 330, 1000.

3142. Si plusieurs parties requièrent l'inventaire, au nom de laquelle devra-t-il être fait?

Il paraît que c'est au nom de la partie qui se trouve la première indiquée dans l'art. 909; article auquel le 941^e renvoie indirectement, en disposant que l'inventaire peut être requis par ceux qui ont droit de requérir la levée du scellé.

Ainsi, par exemple, la Cour de Bruxelles, par arrêt du 9 août 1808 (voy. Dalloz, t. 24, p. 482; Jurisp. du Code civ., tom. 2, pag. 76), a décidé que l'héritier, même bénéficiaire, était préférable à l'exécuteur testamentaire, quoique le testament eût donné la saisine à ce dernier.

Art. 942. Il doit être fait en présence, 1^o du conjoint survivant; 2^o des héritiers présomptifs; 3^o de l'exécuteur testamentaire, si le testament est connu; 4^o des donataires ou légataires universels ou à titre universel, soit en propriété, soit en usufruit, ou eux dûment appelés, s'ils demeurent dans la distance de cinq myriamètres; s'ils demeurent au-delà, il sera appelé pour tous les absents un seul notaire, nommé par le président du tribunal de première instance, pour représenter les parties appelées et défaillantes.

T. 164.—C. de P., art. 951.

3143. Les créanciers ont-ils le droit d'assister à l'inventaire?

Non, dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 597, encore bien qu'ils aient requis l'inventaire, parce que l'art. 942 ne les a point compris parmi les parties qu'il désigne. Mais M. Merlin (voyez nous. Répert., inventaire, § 4, tom. 6, pag. 476), maintient que les créanciers ont le droit d'assister à l'inventaire, lorsqu'ils ont formé opposition à la levée des scellés; il se fonde sur l'art. 932. Et en effet, comme le remarque M. Berriat Saint-Prix, pag. 700, not. 4, cet article leur ayant accordé expressément le droit d'assister, il aurait fallu une disposition positive pour les en priver. Or, l'art. 942 ne contient rien de semblable, il dit seulement que l'inventaire doit être fait en présence, etc.

(1) Voy. Code civil, art. 25, 451, 795, 813, 2456.

(2) Voy. Code de commerce, art. 486.

(3) Voy. Code civil, art. 126.

(4) Nous disons *acte notarié*, parce qu'il appartient exclusivement aux notaires de dresser tous les inventaires, à la seule exception de ceux des faillis, qui se font par les syndics provisoires de la faillite, avec l'assistance du juge de paix.

(5) Nous disons à leur juste valeur, aux termes de l'art. 943, § 5, qui supprime sans distinction la crue du quart, appelée en Bretagne *porisis*, ailleurs *quint en sus ou cinquième denier*; c'était une augmentation au supplément de prix qui, dans quelques pays et en certains cas, était due, outre le montant de la prise des meubles, par ceux qui devaient en rendre la valeur, et notamment par les tuteurs. (Duponc-Poulloin, tom. 1, pag. 362, n^o 76.) Elle avait été introduite pour suppléer à ce que l'on présumait manquer à la juste valeur des effets mobiliers compris dans un inventaire, relativement à la prise qui en est faite (nous. Répert., v^o crue); et afin de rendre indemne de ce supplément celui qui devait compte, les priseurs estimaient au-dessous du quart de la valeur.

(6) Quand la succession échoit à une femme mariée, l'inventaire est nécessaire, puisque le mari, devant compte de l'administration des biens de la femme, a besoin d'une preuve légale qui constate ce qui lui est advenu; et alors même que la succession est échue personnellement au mari, l'inventaire est indispensable pour régler, aux termes de l'art. 1414 du Code civil, la portion des dettes de cette succession qui sera à la charge de la communauté.

Nous observons que la Cour d'Amiens, par arrêt du 25 février 1809 (*voy. Sirey*, tom. 10, pag. 90), a décidé qu'il n'était pas nécessaire, pour la régularité d'un inventaire, d'y appeler les créanciers de la succession, parce que l'article 942 ne les indique pas; mais les raisons ci-dessus nous paraissent devoir l'emporter.

3144. *L'enfant naturel reconnu a-t-il droit d'assister à l'inventaire?*

C'est notre opinion, fondée sur les motifs de la solution donnée sur la question 3116*, et c'est d'ailleurs ce qui a été décidé par un jugement du tribunal de Paris, du 14 fructidor an 11, rapporté au tom. 1 de la Jurisprudence du Code civil, pag. 108.

3145. *Le tuteur doit-il nécessairement assister à la levée des scellés?*

À la rigueur, la présence du tuteur n'est pas nécessaire à la levée des scellés, mais celle du subrogé-tuteur est indispensable. — (*Arg. de l'art. 451 du Code civ.*)

3146. *Un tuteur ou subrogé-tuteur peut-il assister à l'inventaire par un fondé de pouvoirs?*

Il est certain qu'en général ceux qui ont droit d'assister à l'inventaire ont droit de s'y faire représenter par un fondé de procuration.

D'après ce principe, Pothier, dans son *Traité de la communauté*, n° 797, décide que le tuteur ou le subrogé-tuteur peut user de cette faculté; mais M. Pigeau, tom. 2, pag. 597, combat cette opinion, parce qu'il est des actes, et l'inventaire est de ce nombre, qui exigent une surveillance personnelle, que le tuteur ou subrogé-tuteur ne peut jamais exercer aussi efficacement par un autre que par lui.

Nous croyons cette distinction fondée, et nous argumenterions, pour la justifier, de la disposition de l'art. 451 du Code civil, qui exige que le tuteur fasse procéder à l'inventaire en présence du subrogé-tuteur, sans autoriser celui-ci à se faire représenter par un mandataire.

3147. *Par qui sont supportés les frais des vacations du notaire nommé pour représenter les absents et défaillans, et autres frais d'inventaire, etc.?*

Les vacations de ce notaire, nommé pour représenter tout à la fois et les parties qui, étant domiciliées au-delà de cinq myriamètres, n'ont pas dû être appelées, et les parties appelées qui ne se seraient pas présentées à l'inventaire sont, ainsi que les frais de l'inventaire et des actes antérieurs, avancés par le requérant, qui en est remboursé par la succession sur l'argent comptant qui s'y trouve, ou sur le produit de la vente des meubles, subsidiairement sur celui des immeubles, comme frais privilégiés de justice. C'est ce qui résulte des art. 810, 2101, n° 1, 2104 et 2105, n° 1, du Code civil.

ART. 943. Outre les formalités communes à tous les actes devant notaires, l'inventaire contiendra,

1°. Les noms, professions et demeures

des requérans, des comparans, des défaillans et des absens, s'ils sont connus, du notaire appelé pour les représenter, des commissaires-priseurs et experts, et la mention de l'ordonnance qui commit le notaire pour les absens et défaillans;

2°. L'indication des lieux où l'inventaire est fait;

3°. La description et estimation des effets, laquelle sera faite à juste valeur et sans crainte;

4°. La désignation des qualités, poids et titre de l'argenterie;

5°. La désignation des espèces en numéraire;

6°. Les papiers seront cotés par première et dernière; ils seront paraphés de la main de l'un des notaires; s'il y a des livres et registres de commerce, l'état en sera constaté, les feuillets en seront pareillement cotés et paraphés s'ils ne le sont; s'il y a des blancs dans les pages écrites, ils seront bâtonnés;

7°. La déclaration des titres actifs et passifs;

8°. La mention du serment prêté lors de la clôture de l'inventaire par ceux qui ont été en possession des objets avant l'inventaire, ou qui ont habité la maison dans laquelle sont lesdits objets, qu'ils n'en ont détourné, vu détourné ni su qu'il en ait été détourné aucun;

9°. La remise des effets et papiers, s'il y a lieu, entre les mains de la personne dont on conviendra, ou qui à défaut sera nommée par le président du tribunal (1).

Ordonn. de 1579, art. 167. — C. C., art. 835, 846. — C. de P., art. 588.

3148. *Lorsqu'il y a des meubles en différents endroits, doit-on s'y transporter pour en faire l'inventaire dans chacun des endroits où ils se trouvent?*

On lit au nouveau Répertoire, au mot *inven-*

(1) JURISPRUDENCE.

1°. La femme séparée de corps et de biens, qui a à se plaindre d'un premier inventaire défectueux, par le fait de son mari, peut demander qu'il en soit fait un nouveau, bien qu'elle n'ait pas encore déclaré qu'elle accepte la communauté. — (*Angers*, 15 juillet 1808. *Dalloz*, tom. 19, pag. 430, *Sirey*, tom. 9, pag. 34.)

2°. Un notaire qui, à la suite d'un inventaire, rapporte qu'un des héritiers, du consentement de toutes les parties, est resté chargé de l'argent trouvé, des effets inventoriés et des papiers certifiés, et qui ne fait pas signer cette déclaration, est personnellement responsable. — (*Nemès*, 14 avril 1817.)

finir, § 4, n^o 8, tom. 6, pag. 475, qu'on doit, ou se transporter en chaque endroit, ou faire apporter les meubles au lieu principal où se fait l'inventaire; que cependant, lorsque ces objets sont d'une valeur modique, on pourrait se contenter de la déclaration que le survivant fait dans l'inventaire qu'il y a dans tel lieu tels effets qu'on estime à telle valeur: c'est ce qu'avait décidé un arrêt du 27 avril 1760.

Nous croyons que, sous l'empire du Code, on ne doit suivre cet usage qu'autant que les parties y consentent, surtout si les scellés ont été apposés dans les différens endroits; autrement, on contreviendrait évidemment à la disposition de l'art. 937.

3149. *Doit-on coter et parapher les pièces des différentes procédures qui se trouveraient dans l'étude d'un notaire?*

La Cour de Rennes, dans ses observations sur l'art. 991 du projet, demandait qu'on déclarât qu'il suffirait en ce cas que chaque procédure fût inventoriée par liasse, et que le nombre des pièces fût seulement constaté sur le dossier: cependant la loi n'a fait aucune distinction.

Les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 263, estiment que dans ce même cas et autres semblables, un inventaire par liasse, sur le dossier de chacune desquelles le nombre de pièces serait constaté, suffirait pour remplir le vœu de la loi.

Nous observerons que tel est l'usage, et nous croyons qu'il doit être maintenu, parce qu'il tend à l'économie des frais et du temps, sans néanmoins entraîner d'inconvéniens.

3150. *Qu'entend-on par ce mot de l'art. 943, § 7, LA DÉCLARATION DES TITRES ACTIFS ET PASSIFS?*

Il ne faut pas prendre ces expressions à la lettre c'est-à-dire comme indiquant, suivant les définitions que les auteurs donnent de ce mot *titre*, un acte servant à établir un droit quelconque; autrement, comme le remarque M. Pigeau, t. 2, pag. 601, les expressions de l'art. 943 donneraient lieu à un double emploi inutile, puisque les titres ont dû être cotés et paraphés, conformément au § 6.

On doit donc entendre ces expressions en ce sens qu'elles indiquent seulement la déclaration des créances et dettes dont on n'a pas de titres en actes, ou dont les titres en actes sont en des mains étrangères.

Nous croyons cette explication d'autant plus juste que le mot *titre* s'emploie aussi en jurisprudence pour désigner, indépendamment de l'existence d'un acte, la cause en vertu de laquelle on possède ou l'on réclame quelque chose. (Voy. *nouveau Répert.*, au mot *titre*, tom. 13, n^o 2, pag. 83.) C'est en ce sens que le législateur a employé ce terme, dans l'art. 943.

Dans le projet du Code on s'était borné à exiger les *déclarations actives et passives*; mais comme ont eût pu, d'après ces expressions, se croire dispensé d'indiquer la cause des dettes, on a employé le mot *titre*, dans l'art. 943, pour obliger à déclarer non-seulement le montant des

dettes ou créances, mais encore la cause d'où elles proviennent (1).

3151. *Si l'on trouve dans la succession des titres de créance non timbrés ou enregistrés, peut-on néanmoins les décrire dans l'inventaire?*

Oui; car les dispositions de la loi du 22 frimaire an 7, qui défendent aux notaires de faire mention dans leurs actes de titres qui ne seraient pas revêtus de ces formalités, ne sauraient être appliquées aux inventaires, qui doivent contenir la description de tout ce qui se trouve dans une succession, quels que soient l'état et la nature des objets dont elle se compose, sauf aux vérificateurs de l'enregistrement à faire les réclamations auxquelles les circonstances peuvent les autoriser.

Mais les notaires, pour assurer les droits de l'État, doivent exprimer, dans la description des titres dont il s'agit, le défaut de la formalité du timbre ou de l'enregistrement.

3052. *Que doit faire, lors de l'inventaire, le tuteur ou quel il s'agit d'un quelconque chose par son mineur intéressé dans la succession?*

Il doit faire insérer dans l'inventaire la déclaration de la cause et du montant de sa créance, à peine de déchéance, mais il faut pour cela (voy. *Code civil*, art. 451) qu'il ait été requis de la faire par l'officier public, et que mention soit faite de cette réquisition au procès-verbal d'inventaire.

3153. *Si l'inventaire était irrégulier, mais que l'irrégularité ne fût pas le résultat de la fraude, cette irrégularité pourrait-elle tirer à conséquence et opérer, par exemple, la déchéance du bénéfice?*

Si l'inventaire était irrégulier, par exemple, si le notaire avait oublié de le signer, s'il était incompétent, ces imperfections pourraient, suivant les circonstances, n'être pas tirées à conséquence, à moins qu'elles ne fussent du fait de l'héritier, et qu'il y eût de sa part fraude ou soustraction. — (Voy. l'arrêt de la Cour de cassation, du 18 fructidor an 12, rapporté dans le *nouveau Répert.*, au mot *bénéfice d'inventaire*, n^o 8, pag. 683.) (2)

ART. 944. Si, lors de l'inventaire, il s'élève des difficultés, ou s'il est formé des réquisitions pour l'administration de la communauté ou de la succession, ou pour autres objets, et qu'il n'y soit déferé par les autres parties, les notaires délaisseront les parties à se pourvoir en

(1) Voy. notre *Traité élémentaire du droit français*, dans son rapport avec le notariat.

(2) Le procès-verbal doit constater, à chaque séance, l'heure du commencement et celle de la fin.

Lorsqu'il y a interruption et renvoi à un autre jour ou à une autre heure de la même journée, il en est fait mention, que les parties et les officiers signent sur-le-champ. — (Décret du 16 brum. an 14.)

référé devant le président du tribunal de première instance; ils pourront en référer eux-mêmes, s'ils résident dans le canton où siège le tribunal : dans ce cas, le président mettra son ordonnance sur la minute du procès-verbal.

T. 156. — Arrêts de régl. des 21 avril 1751 et 7 juillet 1761.

3154. *Quand les parties sont délaissées à se pourvoir en référé, quelle est la forme de procéder?*

On procède dans la forme ordinaire (1).

3155. *Comment concilier l'art. 944, qui permet aux parties, et même dans certains cas aux notaires, de référer eux-mêmes des réquisitions, dires et protestations, avec l'art. 936, qui veut que ces mêmes réquisitions, etc., soient constatées par le juge de paix dans le procès-verbal de levée des scellés?*

Ces réquisitions, dires et protestations, ne doivent être inscrits sur l'inventaire, et les notaires ne doivent faire les référés qu'autant qu'il s'agit d'inventaires faits sans oppositions préalables de scellés. Si les scellés ont été apposés, et que conséquemment l'inventaire soit fait en présence du juge de paix, c'est dans ce procès-verbal de levée que ces réquisitions, dires et protestations, doivent être inscrits, ainsi que l'ordonnance du juge, et c'est alors le juge de paix seulement qui doit faire les référés.

Telle est la juste solution que MM. Bousquet, pag. 156, et Biret, tom. 2, pag. 156, donnent de cette question.

TITRE V.

De la vente du mobilier (2).

Lorsque tous les héritiers sont majeurs et jouissant de leurs droits, et qu'ils acceptent la succession, il dépend d'eux de partager le mobilier en nature ou de le vendre en telle forme qu'il leur convient. (Art. 942.)

Mais s'il se trouve parmi eux des mineurs ou des interdits qui nécessitent l'acceptation sous bénéfice d'inventaire (Code civ., art. 461 et 776); si les majeurs n'entendent accepter que de cette manière; si, à plus forte raison, la succession est vacante par la renonciation des héritiers, ou parce qu'ils ne se sont pas présentés (3); si, enfin, il y a des créanciers saisissants ou opposants (Code civ., art. 826), la vente du mobilier

est forcée, et l'on y procède en se conformant aux dispositions du présent titre.

Ces dispositions forment (4), relativement aux formalités qu'elles prescrivent, un corollaire du chap. 6, tit. 1, sect. 3 du Code civil sur les successions.

3156. *Les formalités prescrites en ce titre par le Code de procédure doivent-elles être observées pour la vente des meubles des mineurs?*

On doit se conformer, pour cette vente, aux dispositions de l'art. 452 du Code civil, attendu que le Code de procédure n'est applicable, d'après l'article 945, que dans le cas des ventes de meubles dépendant d'une succession, en conformité de l'art. 826 du Code civil. — (Voy. Toullier, tom. 2, pag. 239 et 240.)

Cependant quelques notaires, argumentant des expressions de l'art. 952, portant que si toutes les parties sont majeures, présentes et d'accord, elles ne seront obligées à aucune des formalités prescrites par le présent titre, avaient pensé que, lorsqu'il s'agissait de la vente du mobilier du mineur, il fallait observer ces formalités; mais il est évident que cet art. 952 se réfère à l'art. 945, qui, comme nous venons de le dire, prouve que les dispositions qui le suivent ne sont applicables que dans le seul cas prévu par l'article 826, du Code civil. — (Voy. Demiau Crouilhac, pag. 635 et 636.)

Art. 945. Lorsque la vente des meubles dépendans d'une succession aura lieu en exécution de l'art. 826 du Code civil, cette vente sera faite dans les formes prescrites au titre des saisies-exécutions.

Décret du 10 brum. an 14. — C. C., art. 796, 806, 806. — C. de comm., art. 493, 528. — C. de P., art. 617 et suiv., 949 et suiv., 1000.

Art. 946. Il sera procédé sur la réquisition de l'une des parties intéressées, en vertu de l'ordonnance du président du tribunal de première instance, et par un officier public (3).

T. 77. — C. de P., art. 843 et suiv., 943.

3157. *Quelles sont les parties auxquelles la loi donne, sous la qualification des parties intéressées, le droit de requérir qu'il soit procédé à la vente?*

Dans les saisies-exécutions, les ventes se font

(4) Elles ne sont pas applicables à la vente des biens de mineurs, dans le cas où ils sont seuls propriétaires. — (Voy. Code civ., art. 452.)

(5) JURISPRUDENCE.

Quand un notaire est appelé à faire une vente de la nature de celle dont il s'agit au présent titre, son procès-verbal n'est pas exécutoire comme les autres actes notariés. — (Bruxelles, 22 mars 1810, Sirry, tom. 10, pag. 333.)

(1) Voy. nos quest. sur les art. 807 et 808; Demiau Crouilhac, pag. 635; au sujet des divertissement et récé des biens de succession et communauté, les art. 752, 1455, 1460 et 1477 du Code civil, et Pigeau, tom. 2, pag. 606.

(2) Voy. liv. 3, chap. 6, tit. 1 du Code civil, et supra, sur l'art. 625.

(3) Voy. ci-après les tit. 8, 9 et 10.

sur la requisition du saisissant, en vertu du titre qui a autorisé la saisie.

Mais la loi, pour les ventes de meubles faites en exécution de l'art. 945, a donné à chaque partie intéressée le droit de la requérir.

On comprend sous cette qualification toute personne ayant des droits sur le mobilier. L'héritier et la veuve commune, dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 611, le peuvent même avant d'avoir pris qualité.

Cela résulte en effet, à l'égard de l'héritier, des art. 796 du Code civil et 986 du Code de procédure, mais quoique ces articles ne parlent point de la femme commune, nous pensons également avec cet auteur qu'elle a le même droit, parce qu'elle a le même intérêt.

3158. *La loi, par le mot officiers publics, a-t-elle entendu indiquer, soit un notaire, soit un huissier (1)?*

Oui; les notaires et les huissiers ont la concurrence pour ces sortes de ventes.

3159. *L'officier public peut-il procéder à la vente sans en donner avis au bureau de l'enregistrement?*

Tout officier chargé de procéder à une vente mobilière ne peut, sous peine de 100 fr. d'amende, la commencer avant d'en avoir fait la déclaration au bureau du receveur de l'enregistrement dans l'arrondissement duquel cette vente doit être faite, et où, par conséquent, le procès-verbal doit être enregistré. — (Loi du 22 pluviôse an 7.)

ART. 947. On appellera les parties ayant droit d'assister à l'inventaire, et qui demeureront ou auront élu domicile dans la distance de cinq myriamètres : l'acte sera signifié au domicile élu.

T. 29, 951, 952 et 950.

3160. *Est-il nécessaire d'appeler les opposans pour assister à la vente?*

Quoique nous ayons dit (voy. n^o 3143) que les opposans devraient être appelés à l'inventaire, et que l'art. 947 veuille qu'on appelle à la vente les parties ayant droit d'assister à cet acte, nous croyons néanmoins pouvoir décider négativement la question que nous venons de poser.

Nous donnerons pour motif cette considération particulière au cas actuel, que l'art. 945 veut que la vente se fasse dans les formes prescrites pour les saisies-exécutions; or, l'art. 615 porte

(1) Voy. lois des 16 juillet 1790 et 17 septembre 1793; l'arrêté du Directoire, du 18 fructidor an 4; outre du 27 nivôse an 5; loi du 27 pluviôse an 7, art. 1; arrêté de Rouen, du 20 mars 1807, tom. 2, pag. 466, not. 1^{re}. (Dalloz, tom. 24, pag. 215.) Mais, il est à remarquer que les notaires, huissiers et greffiers, n'ont concurrence qu'autant qu'il n'existe pas de commissaires-priseurs, qui tiennent, de la loi du 27 ventôse an 9, et de l'ordonnance du 16 juin 1816, un privilège général pour toutes les ventes volontaires ou judiciaires. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 109.)

que les opposans ne doivent point être appelés à la saisie-exécution.

Tel est aussi l'avis de M. Pigeau, t. 2, p. 611; d'ailleurs, ils sont suffisamment avertis par les affiches et publications : il n'est pas essentiel qu'ils soient appelés à la vente comme il l'est qu'ils le soient à l'inventaire, dont ils pourraient ignorer l'époque.

Il est néanmoins des auteurs, par exemple M. Demiau Crouilhac, pag. 636, qui prétendent qu'on doit appeler les opposans.

ART. 948. S'il s'élève des difficultés, il pourra être statué provisoirement ou référé par le président du tribunal de première instance.

C. de P., art. 806 et suiv.

3161. *Quel est le président qui doit connaître des difficultés?*

C'est, suivant M. Pigeau, pag. 612, le président du tribunal civil du lieu de l'ouverture de la succession. — (Arg. de l'art. 50, § 3.)

M. Berriat Saint-prix, pag. 704, not. 9, estime qu'en cas d'urgence, on peut porter le référé au président du tribunal du lieu où l'on procède à la vente. (Arg. de l'art. 554.) Nous croyons qu'en tous les cas on doit s'adresser au président de ce tribunal, parce que l'art. 50 ne se rapporte qu'à des demandes à porter devant le tribunal entier; d'un autre côté, l'art. 948, qui ordonne le référé, ne fait point, comme l'art. 554, de distinction entre les cas urgents et non urgents : donc on peut, en tous les cas, porter le référé devant le tribunal du lieu de la vente. C'est d'ailleurs ce qui nous paraît résulter, par analogie, des règles générales admises en matière de référé, et d'après lesquelles c'est le président du tribunal où s'exécute un jugement ou acte, qui connaît des difficultés survenues pendant l'exécution. On sent que, s'il en était autrement, on serait exposé à tous les inconvéniens que nous avons exposés sur la question 2764^e, pag. 111 deuxième alinéa, lorsque la vente ne se ferait pas dans l'arrondissement du tribunal de l'ouverture de la succession.

3162. *L'huissier peut-il recevoir des oppositions à la délivrance des deniers?*

Oui, et il les mentionne à la fin de chaque séance lors de laquelle elles ont été faites.

Quand la vente est terminée, il en consigne le produit à la caisse du receveur des consignations, sauf la déduction de ses frais, comme il est dit à l'art. 657.

ART. 949. La vente se fera dans le lieu où sont les effets, s'il n'en est pas autrement ordonné.

C. de P., art. 617, 620, 621, 945.

3163. *Comment s'obtient l'autorisation du*

vendre ailleurs que dans le lieu où sont les effets?

Cette autorisation ne peut être accordée qu'avec connaissance de cause, et sur une requête présentée au président du tribunal.

Si l'ordonnance intervenue était attaquée par opposition, il y aurait lieu à assigner en référé, pour faire statuer sur cette opposition.

ART. 950. La vente sera faite tant en absence que présence, sans appeler personne pour les non comparans.

C. de P., art. 947.

ART. 951. Le procès-verbal fera mention de la présence ou de l'absence du requérant.

C. de P., art. 625.

ART. 952. Si toutes les parties sont majeures, présentes et d'accord, et qu'il n'y ait aucun tiers intéressé, elles ne seront obligées à aucunes des formalités ci-dessus.

C. de P., art. 955.

DLXXIX. On a vu (art. 945), que l'on procède à la vente avec les formalités prescrites pour les saisies-exécutions; mais, par l'article ci-dessus, la loi dispense de ces formalités, dans les cas où des tiers n'étant point intéressés, toutes les parties assignées et présentes s'accorderont à éviter des frais qui ne sont indispensables que lorsque l'intérêt des absens, mineurs ou refusans, exige des formalités et les garanties d'une vente publique.

3164. *L'art. 952 suppose-t-il que les parties pourraient vendre sans appeler un officier public?*

Si l'art. 952 dispense les parties qu'il désigne des formalités prescrites par les dispositions précédentes, elles ne sont pas moins obligées, si elles veulent vendre ce mobilier publiquement et à la chaleur des enchères, de recourir au ministère d'un officier public : la loi du 22 pluviôse an 7 l'exige expressément.

TITRE VI.

De la Vente des biens immeubles (1).

Il en est des immeubles d'une succession comme du mobilier; chaque copropriétaire a le droit d'en exiger sa part en nature, à moins qu'il n'y ait nécessité absolue de les vendre (*Code civ.*, art. 826 et 827); et dans ce cas, celui qui jouit de la plénitude de ses droits, et pour lequel l'immeuble est une propriété personnelle, peut le vendre dans la forme qui lui convient.

(1) Voy. *Code civil*, art. 459, 460, 826, 937, 938, 939, *infra* d. art. 972, 988, 1001.

Mais, lorsque l'immeuble appartient à un mineur, à un interdit, à un individu qui a fait faillite ou cession; s'il dépend d'une succession bénéficiaire ou vacante, il doit être vendu en justice, parce que la loi a voulu prévenir toute connivence entre l'acquéreur de cet immeuble et les administrateurs chargés d'en poursuivre la vente.

3165. *Quelles sont les circonstances dans lesquelles les dispositions du présent titre sont applicables?*

Ce sont celles prévues par les art. 826 et 838 du *Code civil*; mais d'après la seconde disposition de l'art. 953 du *Code de procédure*, on se conforme à ce qui est prescrit au titre des *partages et licitations*, lorsqu'il y a lieu à licitation, dans le cas de l'art. 827 du premier *Code* (2).

3166. *La vente faite par licitation d'un immeuble indivis entre des majeurs et des mineurs, peut-elle être réputée valable, quoiqu'elle ait été faite hors de la présence du subrogé-tuteur?*

Cette nullité nous paraît une conséquence nécessaire des art. 459 et 460 du *Code civil*, par lesquels se règlent les formalités à suivre en matière de vente, par licitation, des biens de mineurs. Or, l'art. 459, en parlant en général de la vente de ces biens, exige impérativement la présence du subrogé-tuteur.

D'un autre côté, l'art. 460, qui excepte la licitation ordonnée par jugement sur la provocation d'un copropriétaire par indivis, de l'application des formalités prescrites par les art. 457 et 458, ajoute qu'en ce cas la licitation ne pourra se faire que dans la forme prescrite par l'article 459. Il s'agit donc ici de l'exécution de dispositions formellement impératives, et dont l'inobservation emporte nullité, même dans le silence de la loi, l'art. 1030 du *Code de procédure* n'ayant trait qu'aux formalités prescrites par les propres dispositions de ce *Code* (3).

(2) Les mêmes dispositions ne s'appliquent qu'aux ventes volontaires faites dans l'intérêt des mineurs, et non pas aux ventes par expropriation poursuivies à requête des créanciers. — (*Paris*, 7 août 1811, *Sirey*, 1814, pag. 216.)

La vente des biens d'un failli doit se faire suivant les règles prescrites, non-seulement par l'art. 459 du *Code civil*, mais encore par les art. 955 et suivans du *Code de procédure*. — (*Douai*, 15 octobre 1812, *Journ. des assemblées*, tom. 7, pag. 121, *Dalloz*, tom. 15, pag. 224.)

(3) Vainement, dans notre opinion, objecterait-on qu'il n'est pas nécessaire que le subrogé-tuteur soit présent à un partage provoqué par un majeur, et que la licitation provoquée par un copropriétaire indivis, contre un mineur, n'est pas, à proprement parler, une vente, mais un mode de partage, et en conclurait-on qu'en ce cas, la présence du subrogé-tuteur n'est pas plus nécessaire que pour un partage.

Nous répondrions que ce serait faire une distinction qui, loin d'être admise par la loi, est au contraire repoussée par elle, puisque l'art. 460, en indiquant pour le cas de la licitation les exceptions à faire aux dispositions des art. 457 et 458, renvoie formellement à l'exécution de l'art. 459, qui, comme nous l'avons

3167. *Dans l'espèce de la précédente question, les majeurs seraient-ils fondés à faire annuler la nullité?*

Nous ne le pensons pas, car l'intérêt est la mesure des actions comme des exceptions.

Or, les majeurs ne souffrent aucun préjudice du défaut de présence du subrogé-tuteur, dont la loi n'exige le concours qu'enfin qu'il veuille à ce que rien ne soit fait de la part du tuteur au préjudice du mineur.

Il est de principe certain, fondé sur plusieurs arrêts, que le partie qui ne peut ester en justice qu'avec autorisation ou assistance d'un administrateur, est la seule qui puisse opposer les nullités résultant du défaut d'autorisation ou d'assistance : la raison de ce principe est que la formalité n'est établie que dans l'intérêt, soit de la femme mariée, soit du mineur ; et puisque c'est par la même raison que la loi exige la présence du subrogé-tuteur aux ventes, il s'ensuit que les majeurs copropriétaires de l'objet vendu ne peuvent se pourvoir en nullité, sur le fondement de la non présence de cet administrateur.

ART. 933. Si les immeubles n'appartiennent qu'à des majeurs, ils seront vendus, s'il y a lieu, de la manière dont les majeurs conviendront.

S'il y a lieu à licitation, elle sera faite conformément à ce qui est prescrit au titre des *partages et licitations*.

C. de P., art. 956 et 973.—C. C., art. 806.—Décret du 10 brum. an 14.

DLXXX. Les majeurs ont l'entière disposition de leurs biens et actions : il s'ensuit nécessairement qu'ils peuvent procéder comme il leur convient. On pourrait donc considérer comme surabondante la première disposition de l'article ci-dessus. Cependant le législateur a voulu l'énoncer afin de ne pas perdre l'occasion de marquer que les formalités prescrites par les articles suivants ne sont pas imposées à tout le monde, mais seulement à ceux auxquels elles sont nécessaires, pour les garantir des préjudices dont ils ne pourraient autrement se défendre.

remarqué, exige formellement la présence du subrogé-tuteur.

Vainement objecterait-on ; d'un côté, que les art. 953 et suivants n'obligent point d'appeler le subrogé-tuteur ; que, d'un autre côté, les art. 937, 938 et 939 du Code civil, qui renvoient à suivre les formalités prescrites par le Code de procédure, n'exigent pas davantage qu'il concoure avec le tuteur dans les licitations provoquées par les majeurs.

Nous répondrions à cette seconde objection, et soignant un arrêt de Rouen, du 3 prairial an 13 (*Dalloz*, tom. 26, pag. 407, *Sirey*, tom. 5, pag. 1), que les articles dont il s'agit sont relatifs aux ventes par licitation, en général, tandis que les art. 459 et 460 concernent spécialement les licitations provoquées par des mineurs.

ART. 934. Si les immeubles n'appartiennent qu'à des mineurs, la vente ne pourra être ordonnée que d'après un avis des parents.

Cet avis ne sera point nécessaire lorsque les immeubles appartiendront en partie à des majeurs et à des mineurs, et lorsque la licitation sera ordonnée sur la demande des majeurs.

Il sera procédé à cette licitation ainsi qu'il est prescrit au titre des *partages et licitations*.

T. 128.—C. C., art. 457, 458, 459 et 460.—C. de P., art. 956.

DLXXXI. La sollicitude du législateur envers les mineurs a dicté la première disposition de l'article 934. Les immeubles qui leur appartiennent ne peuvent être vendus que par permission de justice donnée sur l'avis de leurs parents, parce qu'il serait à craindre qu'un tuteur ne les dépossédât sans utilité pour eux-mêmes, c'est-à-dire hors le cas où la vente serait nécessaire pour l'acquit de dettes ou charges.

Mais l'avis de la famille n'est pas exigé, lorsque la nécessité de la vente résulte ou d'un partage, ou d'une licitation à faire entre des mineurs et des majeurs copropriétaires, parce que, dans cette circonstance, la famille ne pourrait se refuser au droit que l'on a de faire cesser l'indivision (1).

En tous les cas, la vente doit toujours être faite publiquement, lorsque des mineurs sont intéressés. Le Code civil avait retracé ce principe de tous les temps. La manière de s'y conformer, qui ne se trouvait autrefois que dans quelques arrêts de règlement, est organisée dans le présent titre.

Des ventes et des partages de biens appartenant à des mineurs ou à des personnes qui leur sont assimilées.

Les formalités établies par le Code de procédure pour la vente des biens du mineur, étaient, par leur complication, préjudiciables aux intérêts des mineurs eux-mêmes, par les frais qu'elles entraînèrent, et par la crainte qu'elles donnaient aux acquéreurs, de voir attaquer ces ventes pour défaut d'observation de ces formes.

Les jurisconsultes français l'ont eux-mêmes reconnu (2), et le gouvernement des Pays-Bas a pourvu à ces inconvénients, en changeant entièrement la législation quant à ce point.

(1) C'est sur ce motif que nous avons résolu, sur l'art. 954, l'importante question de savoir si, dans le cas de copropriété entre majeurs et mineurs on peut vendre les biens au-dessous de l'estimation prescrite par l'art. 955.

(2) *Toullier*, Droit civil français, tom. 2, n° 1218.

Loi du 12 juin 1816.

GEILLIUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, etc.

Ayant pris en considération l'ensemble et la tendance des dispositions et formalités prescrites par les lois existantes, à l'égard de la vente publique des biens immeubles appartenant en tout ou en partie à des mineurs ou à des interdits, ou concernant, soit des successions vacantes, soit enfin des masses administrées par des syndics;

Considérant que la scrupuleuse observation de ces formalités entraîne des retards dans la liquidation des successions et masses, et des frais inutiles;

Et voulant, au moyen d'une loi générale, procurer à tous ceux de nos sujets qui se trouvent dans le cas d'y recourir, les effets des dispenses particulières que Nous avons accordées jusqu'à présent, en veillant en même temps avec soin aux intérêts des mineurs et autres personnes intéressées à la vente publique des immeubles ci-dessus mentionnés;

A ces causes, notre conseil d'état entendu, et de commun accord avec les États-généraux,

Avons statué, comme Nous statuons par ces présentes :

Art. 1^{er}. Sont abolies par les présentes, toutes les dispositions et formalités prescrites par les lois encore existantes à l'égard de l'aliénation publique d'immeubles appartenant, en tout ou en partie, à des mineurs ou à des personnes assimilées aux mineurs ou à des masses qui doivent être liquidées par des syndics dans l'intérêt des créanciers; et seront dorénavant observées, à l'égard de ces aliénations, les dispositions mentionnées aux articles suivants.

I. *Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux ventes par expropriation forcée, poursuivies à charge de mineurs ou de personnes qui leur sont assimilées.* — (Bruxelles, 2 juillet 1807, Jurisprudence de Bruxelles, 1817, vol. 2, pag. 58; même décision pour cas de vente pour cause d'utilité publique. (Bruxelles, 22 mars 1826, Jurisprudence de la Cour de Bruxelles, an 1826, vol. 1, pag. 325; et Jurisprudence du 19^e siècle, an 1826, pag. 214.)

Art. 2. *En premier lieu* : Sur les immeubles appartenant en tout ou en partie à des mineurs ou aux personnes qui leur sont assimilées.

§ 1^{er}. Les tuteurs qui jugeront l'aliénation d'immeubles appartenant en tout ou en partie à des mineurs ou à des interdits, nécessaire pour les intérêts d'iceux, seront tenus de demander au conseil de famille, composé de la manière prescrite par les lois, l'autorisation de procéder à la vente publique des susdits immeubles.

§ 2. L'autorisation accordée par le conseil de famille sera présentée par requête à l'homologation du tribunal de première instance pour y statuer, l'officier du Roi entendu; si le tribunal accorde l'homologation, il désignera en même

temps un notaire par le ministère duquel la vente publique aura lieu.

§ 3. Lorsque les immeubles appartiennent en commun à des majeurs et à des mineurs, ou à ceux qui leur sont assimilés, et que les majeurs désirent procéder à la vente publique, ils pourront, sans autorisation préalable du conseil de famille, s'adresser par requête au tribunal de première instance, à l'effet d'être autorisés à la vente; le tribunal, après avoir entendu les tuteurs des intéressés mineurs ou interdits, ainsi que les conclusions de l'officier, prononcera sur la demande des requérants, et dans le cas où la requête sera octroyée, il désignera en même temps un notaire par le ministère duquel la vente publique aura lieu.

§ 4. Dans les deux cas mentionnés aux §§ 2 et 3, la vente publique se fera par le ministère du notaire désigné, en présence des tuteurs et des subrogés tuteurs, et par devant le juge de paix du canton où la succession est ouverte.

II. *Le mandat du notaire commis pour procéder aux ventes de cette nature ne peut être révoqué par aucune des parties.* — (Bruxelles, Cour de cass., 11 février 1820, Jurisprudence de Bruxelles, 1820, vol. 1, pag. 51.)

Art. 3. *En second lieu* : A l'égard d'immeubles appartenant à des successions acceptées sous bénéfice d'inventaire ou à des successions vacantes :

§ 1^{er}. Les héritiers ou créanciers respectifs seront tenus de demander l'autorisation de la vente publique, au tribunal de première instance de l'arrondissement où la succession est ouverte, lequel, après avoir entendu l'officier, statuera sur la demande, et en accordant l'autorisation, désignera en même temps le notaire par le ministère duquel la vente publique aura lieu.

§ 2. La vente publique se fera ensuite par le ministère du notaire désigné et par-devant le juge de paix du canton où la succession est ouverte.

Art. 4. *En troisième lieu* : Et relativement à des immeubles appartenant à des masses administrées par des syndics.

§ 1^{er}. Les syndics de ces masses ne pourront procéder à la vente publique des susdits immeubles, qu'après avoir demandé l'autorisation du juge-commissaire, nommé par le tribunal de commerce ou par le tribunal de première instance, jugeant comme tribunal de commerce; lequel statuera sur la demande, et, s'il accorde l'autorisation demandée, désignera en même temps un notaire par le ministère duquel la vente publique aura lieu.

§ 2. La vente publique se fera ensuite par le ministère du notaire désigné et par-devant le juge de paix du canton où la faillite est ouverte.

III. *Les syndics définitifs peuvent seul procéder à la vente des immeubles définitifs de la faillite, article 564 du Code de commerce; cependant les ventes faites par les syndics provisoires à ce autorisé par le juge-commissaire.*

et avec les formalités établies par cet article, sont valables; et cette circonstance n'est pas même de nature à faire refuser l'homologation de concordat. — (Bruxelles, arrêt de cassation, 17 mars 1824, Ann. de Laporte, an 1825, vol. 1, pag. 208. Jurisprudence de Bruxelles, 1824, 1, pag. 159.)

Art. 5. Cependant si les intérêts des héritiers mineurs, interdits ou bénéficiaires, ou des successions vacantes, ou des masses faillies, exigent que les immeubles ou une partie d'iceux fussent vendus dans un ou dans plusieurs cantons autres que celui où la succession a été ouverte ou la faillite déclarée, il en sera fait mention dans le premier cas, dans la délibération du conseil de famille, dans l'homologation du tribunal, et dans le dernier cas, dans la disposition du tribunal ou du juge-commissaire de la faillite; et le tribunal ou le juge-commissaire déléguera en même temps le juge de paix en présence duquel la vente aura lieu.

IV. Quoique cet article ne s'occupe pas du cas où il pourrait être utile ou nécessaire de nommer plusieurs notaires, il semble néanmoins que rien ne s'oppose à ce que cela ait lieu lorsque le juge le croit convenable. — (Voy. Pardessus, Droit commercial, édit. de Bruxelles, 3^e vol., appendice, n. 74, pag. 415.)

Art. 6. Il est alloué au juge de paix et à leurs greffiers pour leur assistance à la vente, pour chaque lot mis en vente une vacation sans plus, d'après le tarif établi pour l'apposition et la levée des scellés. Cependant, s'il est mis en vente plus de cinq lots provenant de la même succession, ils ne prendront qu'une demi vacation pour chaque lot excédant le nombre de cinq.

Art. 7. Les juges de paix veilleront à ce que, dans ces ventes d'immeubles, il ne se fasse rien au préjudice des intérêts des héritiers mineurs, interdits ou bénéficiaires, des successions vacantes ou des masses faillies; en dérochant quelque chose en ce genre, ils feront surseoir à la vente, après avoir, suivant la nature des aliénations, entendu les tuteurs ou les subrogés tuteurs, ou les héritiers bénéficiaires, ou les curateurs des successions vacantes, ou enfin les syndics des masses faillies. Ils feront ensuite leur rapport par écrit au tribunal, si l'aliénation concerne des mineurs, des interdits, des héritiers bénéficiaires ou des successions vacantes; ou au juge-commissaire qui a accordé l'autorisation, si elle concerne des masses en état de faillite; et ce, afin qu'il en soit ordonné par le tribunal ou par le juge-commissaire, d'après ce qui sera trouvé convenable.

La disposition de l'art. 7 a pour objet, non-seulement de prévenir toute fraude ou collusion au préjudice des mineurs, mais encore de suppléer à celles des dispositions abrogées du Code de procédure, ayant pour but de prévenir que les biens des mineurs ne fussent vendus à des prix inférieurs à leur estimation.

Ainsi le juge de paix peut user du droit, que

lui accorde l'art. 7 précité, de faire surseoir à la vente, non-seulement lorsqu'il s'aperçoit de quelque collusion ou fraude, au préjudice des mineurs, mais encore lorsqu'il a des raisons de croire que les offres des adjecteurs présents n'atteignent pas la valeur des biens exposés en vente; lorsque sur la demande de suris formée par le tuteur des mineurs, à cause que le prix offert serait inférieur à la valeur des biens exposés en vente, et sur le débat qui s'élève de ce chef, le juge de paix, sans ordonner le sursis, renvoie les parties à se pourvoir devant le juge compétent, ce renvoi équivaut au sursis, et l'adjudication à laquelle il est néanmoins procédé ne peut être considérée que comme provisoire et subordonnée à la décision à porter, par suite du renvoi par le tribunal. (Bruxelles, 1^{er} juin 1831, Jurisp. de la Cour de Bruxelles, an 1831, vol. 1^{er}, pag. 211, et Jurisp. du 19^e siècle, an 1831, pag. 139.) Le juge peut ordonner que la portion du prix d'achat, appartenant à des mineurs, sera hypothéquée sur les immeubles vendus par eux ou une partie d'iceux, et que l'acheteur conservera le prix entre ses mains jusqu'à leur majorité, à l'intérêt de cinq pour cent. (Bruxelles, 22 juillet 1830, Jurisp. de la Cour de Bruxelles, 1830, 2^e part., pag. 211.)

Art. 8. La vente des immeubles se fera d'ailleurs dans tous les cas ci-dessus mentionnés, conformément à ce qui est usité à l'égard des ventes publiques ordinaires d'immeubles.

V. Ces formalités varient selon les lieux, il faut suivre celles observées au lieu où la vente se fait.

Art. 9. Sont également abolies, par les présentes, les dispositions et formalités prescrites par les lois actuellement existantes à l'égard du partage, et la licitation des successions auxquelles sont intéressés des interdits ou mineurs comme copartageans.

Ce partage se fera désormais par le ministère d'un notaire et témoins, par-devant le juge de paix du canton où la succession est ouverte, et en présence des tuteurs spéciaux et subrogés des mineurs, ou des mineurs émancipés assistés de leurs curateurs, ou, au lieu de l'émancipé, d'une personne autorisée à cet effet par procuration spéciale; le juge de paix devra veiller particulièrement à ce que les lots soient dûment formés, et en général, à ce que les intérêts des mineurs soient convenablement observés dans ces partages; lorsque les intéressés majeurs et les tuteurs des mineurs, ou bien ces derniers entr'eux, ne s'accordent point, sur la formation des lots, ou lorsque le juge de paix lui-même le trouvera convenir pour les intérêts des mineurs, il désignera un ou plusieurs experts, et leur fera prêter serment à l'effet de former les susdits lots. Les lots ainsi formés seront, par-devant le juge de paix, adjugés aux divers copartageans, soit par arrangement à l'amiable soit par la voie du sort; et il en sera fait mention dans l'acte notarié du partage.

Il est alloué aux juges de paix et à leurs greffiers pour leur vacation à cet effet, le même salaire qui leur est respectivement accordé pour leurs vacations à l'apposition des scellés, sans plus.

Un arrêté du 12 septembre 1822, défend aux maires de prêter leur ministère à la passation d'aucun acte en opposition avec les lois existantes et particulièrement avec celle du 12 juin 1816.

ART. 955. Lorsque le tribunal civil homologuera les délibérations du conseil de famille, relatives à l'aliénation des biens immeubles des mineurs, il nommera par le même jugement un ou trois experts, suivant que l'importance des biens paraîtra l'exiger, et ordonnera que, sur leur estimation, les enchères seront publiquement ouvertes devant un membre du tribunal ou devant un notaire à ce commis aussi par le même jugement (1).

T. 78.—C. C., art. 459.—C. de P., art. 465.

DLXXXII. L'art. 955 veut que la faculté donnée par le Code civil de procéder à la vente, soit devant un juge, soit devant un notaire à ce commis, soit appliquée suivant les circonstances. On devait cette confiance aux magistrats, que leur détermination sera dictée par le vœu des familles, et l'utilité qu'ils verront eux-mêmes pour les mineurs, ou d'épargner des frais, ou de sacrifier cette épargne à la probabilité, si elle se reconnaît, de parvenir à une adjudication plus solennelle à une vente à plus haut prix. — (V. le comment. de l'art. 955.)

3168. Quel est le tribunal qui doit homologuer les délibérations du conseil de famille relatives à l'aliénation des immeubles des mineurs ?

Aucun texte ne décide positivement cette question. Mais l'art. 406 du Code civil porte que : la nomination du tuteur sera faite par le conseil de famille, présidé par le juge de paix du domicile du mineur.

Cette compétence une fois fixée, dit M. Tarrille, au nouveau Répertoire, v^o transcription, § 3, n^o 77 tom. 13, pag. 84, entraîne celle du tribunal ou doivent être portées toutes les actions et demandes relatives à l'administration des biens des mineurs.

Or, la vente qui est l'objet de la délibération à homologuer, conformément à l'art. 955, ne

(1) JURISPRUDENCE.

La vente d'un immeuble d'un failli, faite sans estimation préalable contre le vœu de l'art. 955, est nulle, quoique cette formalité ne soit pas prescrite par le Code civil. — (Douai, 13 oct. 1812, Dalloz, tom. 13, pag. 224; Sirey, tom. 13, pag. 44; Code de comm., art. 594.)

CARRÉ, TOME 3.

doit être considérée que comme un acte d'administration : donc le tribunal du domicile du mineur est compétent pour homologuer cette même délibération.

M. Pigeau, tom. 2, pag. 447, est du même avis. Quoique les biens soient en différents ressorts, dit cet auteur, la vente est ordonnée par un seul tribunal, qui est celui de l'insaisissable.

ART. 956. Les experts, après avoir prêté serment, rédigeront leur rapport en un seul avis, à la pluralité des voix; il présentera les bases de l'estimation qu'ils auront faite.

C. C., art. 824, 1978 et 1979.—C. de P., art. 318 et suiv.

ART. 957. Ils remettront la minute de leur rapport ou au greffe ou chez le notaire, suivant qu'un membre du tribunal ou un notaire aura été commis pour recevoir les enchères.

Cont. de Paris, art. 184.—C. de P., art. 319 et suiv., 747.

3169. Le rapport des experts doit-il être entériné ?

Non, puisque l'art. 955 dispose que, sur l'estimation, les enchères seront ouvertes, et que l'art. 957 veut que les experts remettent la minute de leur rapport au greffe ou chez le notaire; dépôt qui ne pourrait se faire chez le notaire qu'en expédition, s'il fallait un jugement prononçant l'entérinement, puisqu'il faudrait, pour parvenir à cet entérinement, déposer le rapport en minute au greffe, comme le veut l'art. 319.

Aussi M. Pigeau remarque-t-il, t. 2, p. 447, que le tarif, qui a souvent ajouté au Code, n'a rien dit à cet égard dans l'art. 78, où il est question de la taxe des requêtes à présenter pour demander homologation ou entérinement. Ce n'est, en effet, que pour les ventes des immeubles dépendant d'une succession bénéficiaire, que le Code (art. 988) exige l'entérinement du rapport des experts.

ART. 958. Les enchères seront ouvertes sur un cahier des charges, déposé au greffe ou chez le notaire commis, et contenant,

- 1^o. L'énonciation du jugement homologatif de l'avis des parents;
- 2^o. Celle du titre de propriété;
- 3^o. La désignation sommaire des biens à vendre, et le prix de leur estimation;
- 4^o. Les conditions de la vente.

C. de P., art. 697 et 747.

ART. 959. Ce cahier sera lu à l'audience, si la vente se fait en justice. Lors

de sa lecture, le jour auquel il sera procédé à la première adjudication, ou adjudication préparatoire, sera annoncé. Ce jour sera éloigné de six semaines au moins.

Supra, art. 701 et 747.—C. C., art. 459.

3170. *La lecture du cahier des charges et l'annonce de l'adjudication préparatoire doivent-elles être faites, lorsque la vente est renvoyée dans l'étude d'un notaire?*

Nous ne le pensons pas; mais comme les affiches prescrites par l'article suivant annoncent que la vente sera faite suivant le cahier des charges déposé chez le notaire, qui le leur communique, et qui en outre le lit à haute voix avant les enchères; de même, à l'égard de l'adjudication préparatoire, les affiches en indiquent le jour, qui doit être de six semaines après le dépôt du cahier des charges. — (Voy. *Demiau Crouilhac*, pag. 612 et 613.)

On sent en effet que la lecture et l'annonce prescrites par l'art. 859 seraient sans objet dans l'étude d'un notaire, où il ne se rencontre jamais un concours simultané de citoyens comme aux audiences des tribunaux. Les termes mêmes de l'article prouvent qu'il ne s'applique qu'aux seuls cas où la vente se fait en justice.

ART. 960. L'adjudication préparatoire, soit devant le tribunal, soit devant le notaire, sera indiquée par des affiches. Ces affiches ou placards ne contiendront que la désignation sommaire des biens, les noms, professions et domiciles du mineur, de son tuteur et de son subrogé-tuteur et la demeure du notaire, si c'est devant un notaire que la vente doit être faite.

C. C., art. 459.—C. de P., art. 682, 684, 703 et 747, 965.

DLXXXIII. Lors de la discussion du Code, on douta s'il n'eût pas été utile de supprimer dans les ventes de biens de mineurs l'adjudication préparatoire, qui, comme nous l'avons fait remarquer, tom. 2, pag. 438, n'est, en effet, qu'un contrat incertain et provisoire par lequel les frais de l'adjudication définitive sont notablement grossis. Mais ici, comme par rapport aux expropriations forcées, le législateur a pensé que les avantages que cette formalité peut présenter l'emportaient sur les inconvénients. On la regarda comme un moyen d'établir quelque chose de fixe dans le vague des enchères, et d'éviter les fraudes que pourrait encourager la précipitation trop brusque d'une adjudication isolée qui serait tout à la fois la première et la dernière.

3171. *Le notaire commis pour la vente peut-il faire lui-même l'apposition des placards indi-*

catis des adjudications, en se conformant à cet égard aux dispositions du Code civil? Doit-il ou contraire employer le ministère d'un huissier?

M. Pigeau, tom. 2, pag. 244, M. Massé, tom. 2 du *parfait Notaire*, pag. 107, M. Lepage, dans ses *Questions*, pag. 626, estiment que la loi n'exige point que l'apposition soit constatée par procès-verbal d'huissier comme en saisie immobilière.

Mais le ministère de la justice, par une lettre du 13 octobre 1810, adressée à M. le procureur du Roi de Bourgoin, et insérée au *Journal de l'Isère*, a décidé le contraire, attendu, 1^o que le Code de procédure veut que toutes les affiches en matière de vente judiciaire, même pour les ventes de meubles, soient constatées par exploit, et qu'un exemplaire de l'affiche y soit annexé, (art. 619 et 685); 2^o que l'art. 65 du tarif fixe ce que l'huissier pourra, dans ce cas, exiger pour son procès-verbal; ce qui ne permet pas de douter que l'intention du législateur a été que l'apposition des placards fût constatée de cette manière. — (Voy. *Annales du notariat*, tom. 6, pag. 422, et tom. 12, pag. 127 et 128.)

3172. *Est-il nécessaire que les affiches soient imprimées?*

Les articles précités ne disent rien à cet égard; mais M. le tribun Gillet (*voy. édition de F. Didot*, pag. 314), le décide positivement. On a voulu par là, observe-t-il, réformer les frais considérables des affiches manuscrites que personne ne lisait, parce qu'elles étaient pour l'ordinaire illisibles.

ART. 961. Ces placards seront apposés par trois dimanches consécutifs.

1^o. A la principale porte de chacun des bâtimens dont la vente sera poursuivie;

2^o. A la principale porte des communes de la situation des biens; à Paris, à la principale porte seulement de la municipalité dans l'arrondissement de laquelle les biens sont situés;

3^o. A la porte extérieure du tribunal qui aura permis la vente, et à celle du notaire, si c'est un notaire qui doit y procéder.

Les maires des communes où ces placards auront été apposés, les viseront et certifieront sans frais, sur un exemplaire qui restera joint au dossier (1).

T. 65.—C. de P., art. 684 et suiv., 747.

DLXXXIV. Cet article offre une heureuse réforme dans ce qui se pratiquait avant la publi-

(1) JURISPRUDENCE.

Les placards doivent être constatés par procès-verbaux d'huissier. — (Cassat., 7 déc. 1810.)

eation du Codo. La multiplication des placards imprimés étant portée à l'excès ; leur nombre est réduit ici à ce qu'il y a d'absolument nécessaire pour la publicité de la vente.

ART. 962. Copie desdits placards sera insérée dans un journal, conformément à l'art. 680 ci-dessus. Cette insertion sera constatée ainsi qu'il est dit au titre de la saisie-immobilière ; elle sera faite huit jours au moins avant le jour indiqué pour l'adjudication préparatoire.

C. de P., art. 747.

3173. *S'il n'existoit pas de journal, le notaire devrait-il annexer à son procès-verbal un certificat qui constaterait ce défaut ?*

Nous croyons, avec les auteurs des Annales du notariat, tom. II, pag. 94, qu'il est prudent au notaire d'annexer un tel certificat, qui lui serait délivré par le procureur du Roi.

ART. 963. L'apposition des placards et l'insertion aux journaux seront réitérées huit jours au moins avant l'adjudication définitive.

C. de P., art. 703.

3174. *Quel est l'intervalle qui doit exister entre l'adjudication préparatoire et l'adjudication définitive ?*

La loi ne s'explique point à ce sujet dans le présent titre ; et, d'un autre côté, l'on ne peut appliquer ici la disposition de l'art. 706, qui fixe un délai de six semaines au moins entre les deux adjudications en saisie immobilière. — (Voy. nos quest. sur l'art. 963.)

Mais pour déterminer ce délai, dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 452, il faut considérer que l'article 963 n'exigeant que huitaine entre l'apposition des affiches et l'insertion au journal, qui doivent précéder l'adjudication définitive et cette dernière adjudication, il suffit de mettre entre les deux adjudications un intervalle tel (par exemple du quinzaine) qu'il puisse y avoir huitaine entre ces appositions et insertion et l'adjudication définitive (1).

ART. 964. Au jour indiqué pour l'adjudication définitive, si les enchères ne s'élèvent pas au prix de l'estimation, le tribunal pourra ordonner, sur un nouvel

(1) JURISPRUDENCE.

Si le créancier poursuivant la vente des biens du débiteur qui a été admis au bénéfice de cession, a laissé passer le jour indiqué pour l'adjudication définitive, sans y faire procéder, il n'est pas tenu de recourir de nouveau au tribunal, pour y faire fixer un autre jour. Il peut le déterminer lui-même, en se conformant aux dispositions du § 2, de l'art. 954 du Code de procédure. — (Bordeaux, 1^{er} juin 1816 ; Dalloz, tom. 20, pag. 537, Sirey, tom. 18, pag. 66.)

avis de parens, que l'immeuble sera adjugé au plus offrant, même au-dessous de l'estimation ; à l'effet de quoi l'adjudication sera remise à un délai fixé par le jugement et qui ne pourra être moindre de quinzaine.

Cette adjudication sera encore indiquée par des placards apposés dans les communes et lieux, visés, certifiés et insérés dans les journaux, comme il est dit ci-dessus, huit jours au moins avant l'adjudication.

T. 72.—C. de P., art. 747, 960 et suiv., et 968.—C. pén., art. 412.

3175. *L'avis de parens exigé par l'art. 964 doit-il être homologué ?*

Oui, puisque l'art. 78 du tarif taxe une requête pour demander cette homologation.

3176. *La disposition de l'article 964 est-elle applicable aux ventes d'immeubles faites en justice par suite de licitation ou de bénéfice d'inventaire ?*

Un arrêt de la Cour de cassation, du 4 juin 1821 (Sirey, tom. 21, pag. 274) a formellement décidé pour la négative la question que nous posons ici, mais dans l'espèce d'une licitation provoquée par des héritiers majeurs en indivis avec des mineurs.

La Cour a considéré « qu'il résultait des dispositions de l'art. 460 du Code civil que si la licitation des biens indivis entre des majeurs et des mineurs était provoquée par des majeurs, les seules formalités à remplir pour la validité de l'adjudication sont celles qui se trouvent prescrites par l'art. 459, et que cet article n'impose pas l'obligation de recourir au tribunal pour autoriser la délivrance, même au-dessous du prix de l'estimation ;

« Que si l'art. 964 du Code de procédure exige pour ce cas une autorisation préalable du tribunal et un nouvel avis des parens, ce n'est qu'alors qu'il y a des mineurs intéressés à la licitation ;

« Que dans le cas d'une licitation provoquée par des majeurs, un avis de parens n'est pas même nécessaire pour y procéder, aux termes de l'article 954 du même Code, lors même qu'il y aurait des mineurs colicitants ;

« Qu'en effet, si l'on admettait dans un pareil état de choses la nécessité de recourir à l'autorité du tribunal, on rendrait illusoire, pour les majeurs, le principe consacré par l'art. 815 du Code civil qui veut que nul ne puisse être contraint de rester dans l'indivision. »

Nous avons, dans notre Traité et Questions, n° 4382, soutenu l'opinion contraire, tant à l'égard des licitations qu'à l'égard des ventes de biens provenant de successions bénéficiaires, sans distinguer le cas où il y eût ou non des mineurs intéressés.

Nous ferons observer, d'un côté, que toutes

ces ventes doivent être faites après estimation des biens (art. 969 et 987); d'un autre côté, qu'elles doivent être faites suivant les formalités prescrites au titre de la vente des immeubles dont l'art. 964 fait partie. — (art. 972 et 988.)

Or, disions-nous, il suit de ce rapprochement que les dispositions du dernier article sont applicables, et par conséquent que le juge ne peut, sans le consentement des parties poursuivant la vente, adjuger les immeubles à un prix inférieur à l'estimation.

S'il en était autrement, l'estimation des immeubles serait absolument inutile. Elle est au contraire ordonnée pour prévenir une adjudication à vil prix qui pourrait avoir lieu par collusion d'un copartageant, et surtout d'un héritier bénéficiaire; elle remplace la mise à prix que l'article 697 prescrit d'insérer au cahier des charges, dans les ventes par expropriation forcée, et sur laquelle les enchères doivent être faites, puisque l'article 698 dispense que le poursuivant demeurera adjudicataire pour la mise à prix, s'il ne se présente pas de surenchérisseur.

Ainsi deux raisons péremptoires nous semblaient s'opposer à ce que les ventes judiciaires de biens soumis à l'estimation fussent faites, sans consentement des parties, au-dessous de la valeur fixée par les experts.

D'une part, le texte des art. 972 et 988.

De l'autre, l'intention formellement manifestée par le législateur, qui n'a pas exigé de mise à prix pour ces ventes, parce qu'il ne pouvait, comme dans les ventes par expropriation, obliger le poursuivant à se rendre adjudicataire, mais qui, en exigeant une estimation, tend au même but, c'est-à-dire à empêcher des ventes à vil prix.

Répandant à l'objection tirée que l'art. 964 ne s'applique qu'aux ventes de biens de mineurs, puisqu'il n'ordonne la suspension de la vente que pour avoir l'avis du conseil de famille :

Nous remarquons que le titre des ventes d'immeubles, au Code de procédure, se trouve sous la rubrique générale du liv. 2 de la 2^e partie, des *procédures relatives à l'ouverture d'une succession*, et qu'il devait par conséquent régir toutes les ventes d'immeubles auxquelles cette ouverture peut donner lieu : c'est ce que prouvent d'ailleurs l'art. 953 et les renvois que les art. 972 et 988 font aux dispositions du titre dont il s'agit. (*Lorré, Esprit du Cod. de procéd.*, tom. 4, pag. 244.) Par tous ces motifs, nous établissons pour conclusion qu'il fallait appliquer l'art. 964 aux ventes judiciaires de biens qui n'appartiennent pas à des mineurs; que pour cela l'avis du conseil de famille devait être remplacé par un consentement exprès de celui qui eût poursuivi ces ventes; et qu'ainsi l'ordonnance d'un juge-commissaire et l'acte d'un notaire qui enjoint d'adjuger les biens au-dessous de l'estimation, étaient sujets à annulation pour contravention à la loi.

Nous ne persisterons point à appliquer cette doctrine au cas de licitation entre majeurs et

mineurs, et à plus forte raison entre majeurs; le motif fondé sur son *incontingibilité* avec le principe d'après lequel nul ne peut être contraint à rester dans l'indivision nous paraît péremptoire.

Mais ce motif n'a aucun rapport à la vente des biens provenant de succession bénéficiaire, et comme l'estimation nous semble avoir été prescrite, relativement à ces biens, dans la vue, comme nous venons de le dire, de prévenir toute collusion, surtout de la part d'un héritier bénéficiaire, nous maintenons l'opinion émise dans notre précédent ouvrage, mais seulement en ce qui concerne la vente des biens dont il s'agit.

3177. *S'il arrivait que la vente des biens provenant d'une succession bénéficiaire fût faite au-dessous de l'estimation, résulterait-il une fin de non recevoir contre l'appel de l'ordonnance du juge-commissaire, de ce que l'avoué constitué n'eût pas demandé la suspension de l'adjudication?*

Nous disions, n^o 4382 de notre Traité et Questions, que la fin de non recevoir serait évidemment sans effet, puisque l'héritier bénéficiaire n'est qu'administrateur des créanciers, et que l'autorisation qu'il aurait obtenue, conformément aux art. 987 et 988, ne lui eût été donnée que sous la condition de vendre au prix de l'estimation portée au procès-verbal, que le tribunal ordonne et entérine.

Or, dans cette circonstance, le juge-commissaire se trouve d'office obligé de ne pas consentir l'adjudication à un prix inférieur, puisqu'il n'est que l'exécuteur du jugement d'autorisation rendu par le tribunal.

Quoi qu'il en soit, nous conseillons, par surcroît de précautions, de réserver l'action en désaveu, en cas que la fin de non recevoir fût opposée.

Telle est la marche qui fut suivie en 1820, devant la Cour de Reunes, précisément dans l'espèce d'une vente faite en bénéfice. La même fin de non recevoir, dont nous venons de parler, fut opposée à la partie appelante de l'ordonnance d'adjudication; mais la Cour, par arrêt du 14 juillet 1819, préjugea, contre l'opinion ci-dessus émise, que cette ordonnance ne pouvait être annulée que par l'effet de l'action en désaveu, puisqu'elle ordonna à l'appelant de la formaliser dans un délai déterminé.

Ce délai étant expiré sans exécution de l'interlocutoire, la Cour, par arrêt du 7 juin 1820, déclara l'appelante non recevable.

Elle considéra que, faute d'action en désaveu, l'avoué était réputé avoir consenti pour sa partie à ce que l'adjudication fût faite au-dessous de l'estimation, soit parce qu'étant présent à l'audience, il n'avait pas requis la remise, soit parce qu'il avait, après l'adjudication, perçu des adjudicataires le montant des frais, droits et vacations faits à raison des poursuites.

Ces deux arrêts fournissent matière à plusieurs

observations, et d'abord l'interlocutoire, par lequel il était enjoint à l'appelant de formaliser l'action en désaveu, n'en paraît avoir été prématurément rendu.

La Cour l'a motivé sur ce que le juge a le droit d'ordonner tout ce qui est nécessaire pour son instruction, et mettre l'affaire en état de recevoir jugement définitif. Nous ne contestons point ce droit, d'où résulte celui de rendre les jugemens préparatoires ou interlocutoires; mais il est permis de douter que ce pouvoir s'étende jusqu'à ordonner à une partie, qui s'est réservé l'action de désaveu, de formaliser cette action. La réserve n'est faite que dans l'hypothèse où les moyens sur lesquels elle fonde son appel, indépendamment du désaveu, viussent à être rejetés.

Nous pensons, en conséquence, que la Cour de Rennes devait prononcer avant tout sur la question de savoir s'il y avait lieu à statuer sur l'appel, en tant qu'il était fondé sur ce que le juge-commissaire devait ordonner d'office la remise de l'adjudication.

Quant à l'arrêt définitif nous le croyons mal motivé, en ce qu'il déclara l'appel non recevable, attendu que l'avoué n'avait pas conclu à la remise de l'adjudication. En effet, le simple silence gardé par un avoué ne donne pas lieu, dans notre opinion, à l'action en désaveu; il faut, aux termes de l'art. 352, que cet officier ait donné pour la partie un consentement exprès.

Mais la perception des frais de l'adjudication nous paraît suffisamment justifier l'arrêt définitif, d'après ce que nous avons établi sur la quest. 1584, tom. 2, pag. 174, n° 1^{re}.

De cette discussion nous concluons,

Premièrement, que l'appel de l'ordonnance qui adjuge au-dessous de l'estimation est recevable et foudé, sans qu'il soit besoin de formaliser l'action en désaveu, à raison du simple silence gardé par l'avoué;

Secouidement, que si l'on a réservé cette action, le juge d'appel ne peut ordonner qu'elle sera formalisée avant d'avoir rejeté au principal les moyens tendant à l'annulation de l'ordonnance, indépendamment des actes qui seraient sujets à désaveu;

Troisièmement, que s'il y a eu exécution de l'ordonnance d'adjudication, tous les moyens d'annulation sont couverts par l'acquiescement, et si l'exécution procède du fait de l'avoué, il devient nécessaire de formaliser l'action en désaveu.

C'est uniquement pour ce dernier cas qu'il nous semble indispensable de réserver l'action. Cependant, il peut être prudent, dans tous les autres, de former le désaveu, lorsque le juge d'appel préjuge, comme dans l'espèce de l'arrêt de Rennes, que la décision dépend des résultats de cette action.

ART. 965. Seront observées, au surplus,

relativement à la réception des enchères, à la forme de l'adjudication et à ses suites, les dispositions contenues dans les art. 707 et suivans du titre de la saisie immobilière : néanmoins, si les enchères sont reçues par un notaire, elles pourront être faites par toutes personnes, sans ministère d'avoué (1).

C. de P., art. 710 et 972.

3178. *Est-ce bien, comme le porte l'art. 965, aux dispositions des art. 707 et suivans du titre de la SAISIE IMMOBILIÈRE, que le législateur a entendu renvoyer?*

Le législateur, comme l'observait M. Figeau, tom. 2, pag. 451, n'a voulu renvoyer qu'aux art. 707 et suivans, quoique le texte de l'article portât 710 et suivans, et cela a été reconnu par un *erratum* mis à la fin du Bulletin des lois de 1807 (*ahier* 169, tom. 7, pag. 348), où l'on avertit qu'il faut lire, dans l'art. 965, ces mots, les articles 707 et suivans, au lieu de 710 et suivans.

3179. *De ce que l'art. 965 veut que l'on observe, relativement à la réception des enchères, les dispositions contenues aux art. 707 et suivans, s'ensuit-il que les juges suppléans, procureurs généraux et autres désignés en l'art. 713, ne puissent être admis à faire enchère, lorsque la vente se fait dans l'étude d'un notaire?*

Nous ne croyons pas que cette question ait encore été décidée par des arrêts, et nous ne la trouvons discutée par aucun des commentateurs du Code.

Les auteurs des Annales du notariat, tom. 12, pag. 419, l'ont résolu négativement, attendu que la prohibition portée par l'art. 713 du Code de procédure établit une restriction à la disposition générale de l'art. 1594 du Code civil, portant que tous ceux auxquels la loi ne l'interdit pas peuvent acheter ou vendre. Or, disent ces auteurs, il faut se renfermer scrupuleusement dans la lettre de la loi, on du moins n'étendre la prohibition qu'autant qu'il y a analogie parfaite entre le cas prévu et celui qui se présente.

D'après cette observation, il devient nécessaire

(1) JURISPRUDENCE.

1^{re} La vente d'un immeuble à laquelle le propriétaire fait procéder devant un notaire, et à la chaleur des enchères, n'est pas sujette aux formalités prescrites par le Code de procédure. La formalité de l'acte est déterminée par la loi du 25 ventôse an 11, sur le notariat.

En d'autres termes, ces formalités ne sont applicables qu'aux ventes faites d'autorité de justice. — (*Cassat.*, 24 janv. 1814, *Sirey*, tom. 14, pag. 157.)

2^o Dans les ventes faites sur publications volontaires, il n'est pas nécessaire de laisser, comme dans les ventes faites par expropriation forcée, un intervalle de deux mois entre l'adjudication préparatoire et l'adjudication définitive. — (*Décret* du 2 février 1811; *Cassat.*, 25 mars 1813, *Sirey*, tom. 15, pag. 420.)

de prouver qu'il n'existe point d'analogie parfaite entre le cas pour lequel dispose l'art. 713 du Code de procédure, et celui auquel se rapporte l'article 965 du même Code.

Le premier ne doit s'appliquer qu'autant que la vente se fait en justice, parce que ce n'est qu'alors que l'on peut craindre l'influence d'un membre ou d'un officier ministériel du tribunal chargé de la vente, et non pas lorsqu'elle est faite devant un notaire; alors le juge n'est, dans l'étude de cet officier de la juridiction volontaire, qu'un simple partienlier qui peut user de la faculté générale d'acheter ou vendre, que l'article 1594 donne à toute personne à laquelle la loi ne l'interdit pas formellement.

Ainsi, nulle analogie entre le cas de l'art. 713, qui est celui où la vente se fait en justice, et le cas de l'art. 965, qui est celui où elle se fait devant notaire.

Mais il y a plus : c'est que l'art. 965 ne nous paraît prononcer le renvoi aux art. 707 et suivants que relativement au mode de réception d'enchères.

Or, d'un côté, les dispositions sur ce mode se terminent à l'art. 709; de l'autre, l'art. 713 n'est point une formalité régulatrice de la réception des enchères, mais énonciative d'une prohibition qui tient au fond du droit; et, sans ce rapport, sa disposition doit être restreinte au cas pour lequel elle a été faite, puisqu'on ne trouverait, au titre que nous expliquons, aucun article qui la répète pour le cas où la vente se fait dans l'étude d'un notaire.

On pourrait d'ailleurs ajouter que l'art. 965 vient à l'appui de cette explication, puisqu'il porte qu'en ce cas les enchères peuvent être faites par toute personne.

Quoi qu'il en soit, nous ne saurions nous dissimuler que l'on peut faire de fortes observations contre notre opinion.

On dirait, par exemple, avec M. Pigeau, tom. 2, pag. 453, que lorsque la vente est renvoyée devant un notaire, cet officier est le délégué de la justice; qu'il est assimilé au commissaire pris dans le sein même du tribunal, et que conséquemment il faut appliquer l'art. 713, puisqu'on reconnaît qu'il serait applicable, si la vente était faite devant un juge-commissaire; que d'ailleurs, si cette prohibition n'était pas maintenue, lorsque la commission est décernée à un notaire, il y aurait à craindre que le désir qu'aurait un juge de se rendre adjudicataire ne pût influencer le choix que le tribunal aurait à faire entre la commission à donner, soit à un de ses membres, soit à un notaire, et le déterminer à renvoyer devant ce dernier, afin de procurer à un collègue le moyen de se soustraire à la prohibition; on dirait enfin qu'un juge, surtout un procureur du Roi, peut toujours exercer quelque influence sur un notaire, qui lui est subordonné sous plusieurs rapports, etc.

Voilà des raisons que le lecteur balancera;

mais jusqu'à ce que la jurisprudence ait été fixée sur cette question par des arrêts, le principe que les prohibitions ne doivent pas être étendues d'un cas à un autre nous paraît devoir déterminer en faveur de l'opinion que nous avons adoptée.

Il faut au reste observer que l'art. 713 lui-même paraît favorable à notre opinion, puisque la prohibition qu'il prononce ne porte que sur des magistrats ou officiers ministériels du tribunal ou se poursuit et se fait la vente.

Or, quand le tribunal le renvoie devant un notaire, si la poursuite a eu lieu dans ce tribunal, il n'en reste pas moins vrai que la vente ne se fait pas devant lui, et c'est au concours de ces deux circonstances, la poursuite et la vente, que la loi paraît attacher la prohibition.

3180. *L'adjudicataire d'un immeuble vendu conformément aux dispositions du présent titre, peut-il faire une déclaration de command, et s'il le peut, doit-il la faire dans le délai de vingt-quatre heures prescrit par l'article 68, n° 24, de la loi du 22 frimaire an 7?*

3181. *Jouit-il, au contraire, du délai de trois jours accordé par l'art. 709 du Code de procédure?*

Nous ne doutons pas que l'adjudicataire puisse faire une déclaration de command, puisque la loi n'a fait aucune exception pour le cas dont il s'agit.

Mais nous ne pensons pas qu'il jouisse du délai de trois jours accordé par l'art. 709, et nous fondons notre opinion sur ce que l'art. 706 veut qu'il n'y ait que les avoués qui puissent enchérir les immeubles vendus en justice, tandis que, d'après l'art. 965, les enchères, quand la vente a lieu devant un notaire, peuvent être faites par toutes personnes.

Si, dans le premier cas, ainsi que l'observent les rédacteurs des Annales du notariat, tom. 12, pag. 423, l'art. 709, contre la règle générale posée dans l'art. 68 de la loi du 22 frimaire, a permis à l'avoué de déclarer, dans les trois jours, non pas précisément qu'il avait acquis par un command, mais plutôt qu'il n'avait été que le mandataire d'un tiers, il n'y a pas de motifs pour étendre cette exception hors des cas pour lesquels elle a été faite.

Ainsi, la déclaration de command reste régie par la loi du 22 frimaire, et nous ne pensons pas que l'on doive y appliquer la solution que nous avons donnée sur la quest. 2370^e, relativement à la déclaration faite par l'avoué, conformément à l'art. 709.

3182. *L'adjudication faite conformément aux dispositions du présent titre, peut-elle être suivie d'une surenchère?*

En cas d'affirmative, cette surenchère doit-elle être du quart ou du dixième?

Enfin, pourrait-elle être faite par toute personne?

Ou plus généralement,

La surenchère n'est-elle admise qu'en vente judiciaire, faite par suite de saisie immobilière, et non à toute autre faite d'autorité de justice ou en justice, et, si elle est admise, doit-elle avoir lieu conformément à l'art. 710 du Code de procédure, ou suivant l'art. 2185 du Code civil?

Nous avons dit, sur l'art. 775, pag. 47, d'après M. Loaré (*Esprit du Code de procédure*), qui prouve que les auteurs de ce Code ont entendu considérer indistinctement, comme aliénation volontaire, toutes ventes faites d'autorité de justice, autrement que par expropriation forcée, lesquelles, disait la section du Tribunal, doivent être soumises aux mêmes formalités et aux mêmes chances que les autres ventes volontaires.

Si l'on s'arrêtait à cette explication, on ne balancerait pas à décider que la surenchère est admise sur toutes ces ventes, conformément à l'art. 2185 du Code civil. Mais la question a été grandement controversée.

Ou a prétendu, d'une part, qu'aucune surenchère n'était admise en vente judiciaire autre que celles par suite d'expropriation, attendu que les art. 972, 988 et 1001 se réfèrent à l'art. 965, qui n'admet pas de surenchère, puisqu'il renvoie aux art. 707 et suivants, relativement à la réception des enchères, à la forme de l'adjudication et à ses suites.

Or, disant-on, la surenchère n'est pas elle-même une suite de la forme de l'adjudication; elle n'est pas non plus une suite de l'adjudication, puisqu'elle peut ne pas avoir lieu; elle est d'ailleurs un droit exorbitant du droit commun; et puisque l'article 910 du Code de procédure n'est pas applicable aux ventes judiciaires volontaires, puisque l'art. 2185 n'est relatif qu'aux aliénations faites par contrat, puisqu'enfin le Code de procédure, au titre de la surenchère sur aliénation volontaire, garde le silence sur les adjudications volontaires faites en justice, il s'ensuit que nulle surenchère n'est admissible sur ces sortes de ventes.

D'autres maintenaient la surenchère admissible, mais conformément à l'art. 710 du Code de procédure seulement, puisque l'art. 965 renvoie à l'observation des art. 707 et suivants, parmi lesquels se trouve cet art. 710, qui autorise la surenchère du quart, etc.

Nous avons tâché de réfuter, sur la question 2911^e de notre Analyse, la doctrine qui repousse l'application de l'art. 710 du Code de procédure, et qui pouvait recevoir un nouveau degré de force, si l'on ajoutait à nos raisons celles que présentent les considérans d'un arrêt du 4 mai 1817, par lequel la Cour de Rouen a reçu la surenchère du quart, conformément à l'art. 710, sur adjudication de biens dépendant d'une succession bénéficiaire (1).

Nous disions en conséquence que la surenchère devait être du quart, et être faite dans la huitaine du jour de l'adjudication; qu'enfin elle était recevable de la part de toute personne (quest. 2912 et 2913). Par suite nous avions rétréci la solution donnée sur la quest. 2174^e, d'après l'arrêt de Paris, du 2 mars 1809, qui rejetait l'application de l'art. 710 du Code de procédure, pour admettre celle de l'art. 2185 du Code civil; arrêt qui se trouve en opposition avec celui de la Cour de Rouen que nous venons de citer.

Dans cette hypothèse, où nous admettions l'application de l'art. 710, nous n'avions point à examiner si l'art. 2185 devait être limité aux aliénations faites par simple contrat. L'affirmative était une conséquence nécessaire de cette application.

Ainsi, nous tenions pour constant que la surenchère était admise sur les ventes judiciaires autres que celles qui sont la suite d'une saisie, mais qu'elle devait avoir lieu conformément aux dispositions du Code de procédure civile.

Cette opinion nous l'avons formellement rétrécie dans notre Traité et Questions, n° 4390, et voici les principaux motifs sur lesquels nous nous sommes fondé, dans une consultation rédigée après mûre discussion avec trois de nos collègues en la faculté de droit, MM. Toullier, Lesbaupie et Vatar.

Le droit de surenchérir ne dérive point, quant aux ventes et adjudications volontaires, de la combinaison des art. 965 et 710 du Code de procédure, mais de la disposition de l'art. 2185 du Code civil.

En effet, toute vente autrement que par suite d'expropriation est une vente volontaire, et non pas une vente forcée; par conséquent toutes les dispositions du Code civil qui régissent, relativement aux aliénations volontaires, les droits des créanciers inscrits, doivent recevoir leur application.

Or, la surenchère est un de ces droits qu'aucune disposition du Code de procédure ne leur a enlevé, dans le cas de vente ou justice de biens hypothéqués à leur créance.

C'est de ce principe, d'après lequel la différence dans la forme de la vente n'empêche pas qu'elle ne soit volontaire, que doit résulter la solution de toute difficulté; mais il s'agit de prouver que cette solution est incontestable.

Cette preuve résulte non-seulement de la discussion au Conseil d'état, où il fut reconnu que l'art. 775 s'appliquait à toutes ventes faites par autorité de justice autrement que par expropriation forcée (voy. ci-dessus le passage de l'*Esprit du Code* par Loaré), mais encore de ce qu'il a été consacré par plusieurs arrêts (2), à

(Voy. Lepage, dans ses Questions, pag. 625; Delaporte, tom. 2, pag. 461; Thomine, pag. 358; Demoulin, pag. 645; Persil, Régime hypothécaire, tom. 2, pag. 317, n° 28.)

(2) 1^{re} Cassation, 15 août 1807. (Dalloz, tom. 24,

(1) Tel est aussi l'avis de la plupart des auteurs.—

l'égard des ventes de biens de successions vacantes et bénéficiaires, et à plus forte raison de biens de mineurs, que ces ventes ne peuvent être considérées comme forcées.

Ces décisions, qui appliquent les principes du Code civil, et desquelles il résulte, quant à la surenchère, qu'elle doit être faite suivant l'article 2185 de ce Code, et non pas suivant l'article 710 du Code de procédure civile, sont conformes à la justice.

En effet, disent les auteurs des *Annales du notariat*, en rétractant dans leur Commentaire, tom. 7, pag. 187, l'opinion qu'ils avaient précédemment émise dans leurs *Annales*, tom. 12, pag. 425, « Pourquoi le législateur a-t-il, en matière d'expropriation, permis une surenchère différente de celle qui est autorisée pour une autre vente quelconque ? »

« C'est parce que la vente sur expropriation forcée étant faite en présence de tous les créanciers inscrits sur l'immeuble, ou du moins après les avoir tous appelés, le jugement d'adjudi-

pag. 377; Sirey. 1807, pag. 450.) Cet arrêt déclare vente volontaire, et non judiciaire proprement dite, celle des immeubles faite en vertu de jugement et devant un commissaire du tribunal, et en conséquence il renvoie une contestation relative à la surenchère, non devant le tribunal qui aurait ordonné la vente, mais devant le tribunal du lieu de la situation des biens. Il est à remarquer que le tribunal dont le jugement a été confirmé avait motivé sa décision sur ce qu'il ne pouvait y avoir que deux espèces de ventes, la vente volontaire, ou la vente par expropriation : d'où résultait que l'on devait appliquer l'art. 2185 du Code civil.

2^e. Paris, 2 mars 1809, déjà cité. (*Dalloz*, tom. 24, pag. 311, Sirey, 1809, pag. 458.) Un créancier du bénéfice requiert la notification d'un jugement d'adjudication d'immeubles, aux termes des art. 2185 et 2184. L'arrêt déclare la vente volontaire, et qu'il y a lieu à ôter le contrat, c'est-à-dire le jugement aux créanciers inscrits, qui, porte-t-il, ont droit de surenchérir pendant quarante jours.

3^e. Paris, 2 mars 1809, déjà cité. L'arrêt déclare qu'il y a lieu à surenchère du dixième seulement, dans une espèce où le caractère de la succession vacante s'était fait autoriser à mettre en vente un immeuble de cette succession. Les motifs sont que l'adjudication dont il s'agissait ayant tous les caractères d'une vente volontaire, l'art. 710, au titre des saisies immobilières, était sans application à l'espèce, qui était au contraire sujette à celle de l'art. 2185 du Code civil.

On voit que l'arrêt de la Cour de cassation consacre généralement, et sans distinction, le principe que toute vente faite, soit en présence du juge, soit devant notaire, mais d'autorité de juge, que toute vente, en un mot, qui n'est pas la suite d'une saisie, est vente volontaire, et que les deux arrêts de Paris, en reconnaissant ce principe, en appliquent les conséquences en cas de vente de biens dépendans d'une succession vacante et bénéficiaire. Or, il est évident, comme le remarque M. Demiau Crouilhac, pag. 616, que les mêmes décisions doivent avoir lieu dans les ventes de biens de mineurs, non-seulement parce qu'elles sont volontaires, mais encore parce que ces sortes de ventes et celles des biens dépendans de successions vacantes et bénéficiaires, se font d'après les mêmes formalités. — (Art. 972, 998, 1001.)

« cation n'est point sujet à la transcription, ni aux autres formalités qui ont pour but de mettre les créanciers à portée de faire la surenchère ordinaire. »

« D'après cela, il fallait bien, si l'immeuble était adjugé à vil prix, établir un mode extraordinaire d'empêcher la perte qui en résulterait.

« Mais une vente de biens de mineurs, ou toute autre qui n'est pas par expropriation, quoique faite à l'enchère, et d'après les formalités prescrites par le tit. 8, n'a point de lieu en présence des créanciers; ils n'y ont point appelés : dès lors, il n'y aurait pas de motifs pour qu'une vente de cette espèce ne fût pas assujettie à la surenchère ordinaire. »

Ces auteurs font remarquer en outre que la surenchère permise en matière d'expropriation devant s'élever au quart au moins du prix principal de l'adjudication, et être faite dans la huitaine du jour où l'adjudication aurait été prononcée, ce serait aller contre les véritables intérêts des mineurs que d'assujettir la vente de leurs biens à une surenchère aussi rigoureuse. Nouve. motif de décider que l'art. 710 n'est pas applicable à ces derniers.

Or, comme l'art. 710 ne serait pas applicable aux ventes par licitation et à celles des biens de succession bénéficiaire et vacante, que par suite du renvoi que fait l'art. 965 aux art. 707 et suivans; comme l'art. 965 fait partie d'un titre qui concerne particulièrement la vente des biens de mineurs, il est évident, si l'art. 710 ne peut être applicable aux adjudications de ces biens, qu'il ne peut l'être aux adjudications judiciaires d'autres biens.

Il est d'ailleurs une raison qui semble décisive en cette discussion, et c'est celle que nous avons indiquée en commençant. La forme de la vente ne doit avoir aucune influence sur les principes concernant les droits qui en dérivent, soit à l'égard de l'acquéreur ou du vendeur, soit à l'égard des tiers intéressés : or, c'est le Code civil qui détermine ces droits; et tant qu'on n'assignera pas un motif valable d'établir une différence quant au montant, à la forme et au délai de la surenchère entre l'aliénation volontaire par contrat, et la vente également volontaire faite en justice, on devra croire que la différence de forme ne peut apporter aucune modification aux principes qui régissent deux ventes qui sont de même nature, et qui ne diffèrent que par cette forme.

Reste, à la vérité, la difficulté que présente le renvoi prononcé par l'art. 965 aux art. 707 et suivans du Code de procédure; mais on considérera, 1^o que, lors de la discussion au Conseil d'état, il ne fut, en aucune manière, question de surenchère relativement aux adjudications volontaires; 2^o que le renvoi au titre de saisie immobilière ne semble avoir eu pour objet que les formalités de l'adjudication et ses suites, ainsi que le portait la rédaction communiquée, seront observées, au surplus, relativement à

l'adjudication, sa forme et ses suites, les formalités prescrites au titre des saisies immobilières; 3° la section du Tribunal pensa qu'il serait bien d'indiquer les articles du titre des saisies immobilières auxquels le titre en projet se référerait, que ce fut cette observation qui donna lieu à la rédaction de l'art. 963.

Or, sans contredit, la surenchère n'est point une *formalité*; donc, si l'art. 963 employait ce mot *formalités*, en ne balancerait pas à décider que l'art. 710 n'est pas compris dans le renvoi.

Mais l'art. 963 porte *dispositions au lieu de formalités*, et c'est de là que l'on tire le plus fort argument.

On répond que rien n'apprend que cette substitution d'un mot à un autre ait été faite à dessein d'admettre en adjudication volontaire la surenchère réglée par l'art. 710; que le mot *dispositions* a pu être substitué, parce qu'autre cet article, il est d'autres dispositions relatives à la saisie immobilière qui ne prescrivent pas des formalités, mais qui contiennent seulement des règles énonciatives d'obligations en de défenses; tels sont les art. 709, 713, 715, 716; qu'ainsi, pour plus d'exactitude, on a pu mettre le mot *dispositions* à la place de celui de *formalités*, sans qu'on puisse en induire, lorsque le législateur ne s'en est pas formellement expliqué, qu'il ait entendu modifier les principes établis par le Code civil.

On objecte encore que l'art. 963, renvoyant au titre de la saisie immobilière pour l'adjudication, sa forme et ses suites, comprend nécessairement la surenchère, qui est une suite de l'adjudication. Mais les dispositions des art. 715 et 716, sur la délivrance du jugement d'adjudication, les conditions sous lesquelles elle a lieu, le paiement des frais extraordinaires, sont, à notre avis, les suites que le législateur a entendu exprimer; il est difficile de en dire qu'il ait voulu comprendre sous ce mot *suite* la surenchère, qui peut être une suite de l'adjudication, en ce qu'elle a lieu après elle, mais qui n'est pas une suite nécessaire.

Au surplus, pour admettre qu'une loi spéciale, comme celle du Code de procédure, déroge au droit commun établi par le Code civil, et y déroge quant à une disposition constitutive, comme celle de l'art. 2185, non de formes, mais de droits en faveur des créanciers, il faut, à notre avis, une déclaration expresse du législateur.

Telles sont les considérations qui nous déterminèrent à penser en définitive qu'en toutes adjudications d'immeubles autres que celles qui ont lieu par suite de saisie immobilière, la surenchère doit être du dixième, et avoir lieu dans la forme et les délais prescrits par le Code civil.

Cette doctrine reçoit, au reste, un puissant appui, pour ne pas dire qu'elle a été formellement consacrée par arrêt de la Cour de cassation, du 22 juin 1809 (Sirey, tom. 10, pag. 20), en ce qu'il décide que l'art. 710 du Code de procédure, qui permet la surenchère du quart après

l'adjudication en matière d'expropriation forcée, n'est pas applicable à l'adjudication faite à la suite d'une surenchère sur aliénation volontaire.

Cet arrêt est ainsi motivé :

« Attendu que la loi reconnaît deux espèces de surenchères, l'une du dixième sur contrat de vente volontaire, et l'autre du quart après adjudication définitive sur saisie immobilière; que ces deux espèces sont absolument distinctes et fondées chacune sur des motifs particuliers; que nulle part la loi ne les confond et ne les cumule l'une avec l'autre; que la surenchère du quart, après adjudication définitive sur saisie immobilière, est un droit extraordinaire, et dont on ne peut, par la même, admettre l'exercice que dans les cas où il est textuellement autorisé par la loi; que si la procédure qui a lieu sur la réquisition de mise aux enchères d'un immeuble vendu par contrat volontaire peut être assimilée à celle qui a lieu sur saisie immobilière, ce n'est que pour les formes ordinaires et générales de publicité que la loi prescrit pour arriver à l'adjudication définitive; que cela résulte des termes mêmes de l'art. 2187, lequel se borne à dire *suivant les formes établies pour les expropriations forcées*; qu'un texte de loi précis et spécial pourrait donc seul autoriser à y ajouter l'application extraordinaire de l'article 710, dont l'effet est postérieur à l'adjudication définitive; qu'ainsi l'arrêt attaqué a fait une fautive application de l'art. 710, et une fautive interprétation de l'art. 2187 du Code civil, et commis un véritable excès de pouvoir, quand il a autorisé l'usage de la surenchère du quart, dans un cas où il n'est pas expressément indiqué par la loi. »

Il résulte clairement de ces motifs que nonobstant tous les renvois faits par le Code de procédure, pour les ventes judiciaires, aux dispositions de ce même Code, au titre de la saisie immobilière, on n'est point obligé à surenchérir du quart, par application de l'art. 710, mais que la surenchère du dixième suffit, conformément à la disposition du Code civil relative aux aliénations volontaires — (Voy. *infra* sur l'article 972.) (1)

(1) Il est essentiel de remarquer que nous ne citons ici l'arrêt du 22 juin 1809 que comme un surcroît de preuve en faveur de notre opinion, sur le point de savoir si l'on peut appliquer l'art. 910 du Code de procédure à toute autre vente judiciaire qu'à celles qui sont la suite d'une expropriation forcée; mais nous devons sous un autre rapport, appeler l'attention de nos lecteurs sur cet arrêt, qui confirme l'opinion émise par M. Ponsil, dans son Traité du régime hypothécaire, sur l'art. 9185 du Code civil, et adoptée par nous dans notre Traité et Questions, tom. 2, pag. 351, not. 2, qu'après l'adjudication de l'immeuble autorisée par ce même article, une nouvelle surenchère ne peut être admise, en sorte que l'on doit considérer comme un principe de notre législation qu'on ne doit point admettre surenchère sur surenchère.

3183. *La solution ci-dessus s'applique-t-elle à la vente faite par suite de conversion de saisie en aliénation volontaire ?*

L'affirmative de cette question semble résulter de ce que nous venons de dire au numéro précédent, que toute vente faite autrement que par suite d'expropriation est réputée volontaire, et edmet conséquemment, quant à la surenchère, l'application de l'art. 2183 du Code civil.

Or, l'effet de la conversion de la saisie en vente volontaire, aux termes de l'art. 747 du Code de procédure, est de faire réputer la saisie non avenue, et par suite, on ne peut appliquer à la vente qui se fait ultérieurement les dispositions des art. 710 et suivans du Code de procédure.

Il faut d'ailleurs remarquer que l'art. 747 renvoie, pour les formalités de cette vente, lorsque les parties conviennent qu'il y sera procédé en justice, au lieu d'employer le ministère d'un notaire, aux art. 957 à 964 inclus du Code de procédure.

Ce ne serait que par interprétation de l'article 963 que l'on pourrait prétendre que la surenchère serait régie par l'art. 710. Il est donc évident, puisque l'art. 963 n'est pas compris au nombre de ceux qu'indique l'art. 747, qu'il n'y a, dans l'espèce de notre question, aucun prétexte pour soumettre la surenchère à l'application de l'art. 710.

Telle est aussi l'opinion de M. Persil, dans son régime hypothécaire, tom. 2, pag. 317 et 318; il l'appuie d'un jugement du tribunal de la Seine, auquel on peut joindre un arrêt de la Cour de Paris, du 19 juillet 1817. — (Foy. Sirey, tom. 18, pag. 1.)

3184. *L'acte de surenchère peut-il être déposé au greffe du tribunal, ou doit-il l'être chez le notaire qui n'a été chargé de la vente primitive ?*

3185. *Est-ce ce même notaire qui doit procéder à la vente ?*

3186. *En est-il de même en cas de vente par folle enchère ?*

Sur notre question 2372^e, nous avons rapporté un arrêt de la Cour de Paris, du 2 mars 1809, qui a décidé, dans le cas d'une surenchère sur aliénation de biens, faite devant notaire, que le montant devait être du dixième, conformément à l'art. 2183 du Code civil, et non du quart, conformément à l'article 710 du Code de procédure.

Mais par une conséquence nécessaire de solutions données sur les questions précédentes, on est forcé, si l'on admet ces solutions, de rejeter la décision de l'arrêt de Paris, au moins relativement à la surenchère faite sur la vente de biens de mineurs. (Voy. nos questions sur les art. 972 et 988.) On doit aussi, par les mêmes motifs, décider que toute personne, et non pas seulement, comme le veut l'art. 2183 du Code civil, un créancier inscrit, a le droit de surenchérir.

L'acte de la surenchère peut sans doute être déposé au greffe du tribunal : c'est ce qui a été

jugé par l'arrêt de la Cour de Turin, cité sur l'art. 972; mais nous ne croirions pas devoir en conclure, avec les rédacteurs des Annales du notariat, tom. 12, pag. 427, que la surenchère doit être poursuivie exclusivement devant les tribunaux.

Non-seulement le tribunal nous paraît autorisé à commettre de nouveau le notaire pour procéder à la vente, mais encore nous croirions que, sur le dépôt de l'acte dans l'étude de ce notaire, celui-ci pourrait procéder à la vente, attendu qu'ayant été commis par le tribunal, et le remplaçant par l'adjudication primitive, il doit être réputé avoir reçu commission à l'effet de le remplacer pour les suites de cette adjudication.

Telle est aussi l'opinion de M. Lepage, dans ses Questions, pag. 627.

Au reste, c'est ce que les rédacteurs des Annales du notariat admettent eux-mêmes, dans le cas de folle enchère (voy. le Praticien, tom. 3, pag. 282), et il nous paraît qu'il y a même raison de décider.

Ainsi, de même que la vente par suite de surenchère ou de folle enchère a lieu devant les tribunaux, quand la vente originaire a été faite devant eux, de même aussi elle doit avoir lieu par les notaires qui ont remplacé les tribunaux, lorsqu'ils ont procédé à l'adjudication primitive.

3187. *Les ventes dont il s'agit au présent titre peuvent-elles être annulées pour vice de forme ?*

Ni les tribunaux ni les notaires commis par eux ne peuvent, sous le prétexte de l'intérêt de ceux dont les biens sont vendus, de la nudité de ces mêmes biens et de l'élévation des frais, omettre aucunes des formalités exigées par la loi. C'est ce qui a été décidé par un arrêt de la Cour de cassation, du 26 août 1807, rendu sur le pourvoi formé d'office du procureur général contre un arrêt de la Cour de Rouen.

De ce principe il résulte, disent les rédacteurs des Annales du notariat, *ubi supra*, pag. 434, que celui qui se rend adjudicataire d'un immeuble vendu publiquement devant un notaire, a le droit d'examiner si les formalités exigées par la loi sont exactement remplies. Aussi la Cour d'Agen, par arrêt du 10 janvier 1810. (voyez Dalloz, tom. 24, pag. 344; mêmes Annales tom. 10, pag. 111), s'en est-elle consacré en principe que l'adjudicataire peut se dispenser de payer son prix, jusqu'à ce qu'il soit reconnu, par l'inspection de tous les actes, que les formalités prescrites par la loi ont été accomplies. — (Voyez, sur ce titre, les questions 2533, 2536 et 2537.)

TITRE VII.

Des Partages et Licitations. (1)

Soit que les effets mobiliers et les titres de

(1) Voy. Code civ., liv. 3, tit. 2, chap. 6.

la succession aient eu besoin d'être conservés par les scellés et décrits dans un inventaire, soit qu'il ait été nécessaire de vendre tout ou partie des meubles et des immeubles, soit qu'on ait pu s'abstenir de tous ces préalables, la succession doit être partagée.

En général, on appelle *partage* la division qui se fait entre plusieurs personnes des choses qui leur appartiennent en commun, à quelque titre que ce soit.

Le partage des biens d'une succession est donc l'acte par lequel on détermine la part de chaque héritier dans les biens auxquels il a droit en cette qualité.

Mais il peut arriver que les immeubles ne soient pas susceptibles d'être ainsi divisés commodément, et il devient nécessaire de les vendre afin d'en distribuer le prix entre les héritiers ou copropriétaires, dans la proportion du droit de chacun d'eux.

Cette vente, que l'on appelle *licitation* (1), n'est donc pas un partage proprement dit, mais une manière de partager, une espèce de partage, *modus divisionis*, comme le disent les auteurs (2); en un mot, c'est un acte équivalent à partage, parce que ses effets sont les mêmes en ce qu'il fait cesser l'indivision, et réalise le droit de chacun en le faisant jouir de la portion qui lui était attribuée par la loi dans les choses communes (3).

Le Code civil, au titre des successions, contient un chapitre relatif au partage et à sa forme (voy. liv. 3, tit. 1, chap. 6), et le Code de procédure, pour les cas où le partage doit être fait en justice, parce que des mineurs, des interdits, des absents, sont intéressés, ou parce que les majeurs, maîtres de leurs droits, ne sont pas d'accord, ajoute des dispositions concernant la marche de l'action, celle de l'instance, et la manière de la terminer.

Il est à remarquer, d'après l'art. 1872, que les règles du Code civil, sur les partages de successions, sont communes à ceux qui ont lieu entre associés, et que, d'après une jurisprudence constante, elles s'étendent à tout partage à faire entre copropriétaires, à quelque titre que ce soit, comme cœquécuteurs, codonateurs ou colégataires.

L'action en partage peut être formée en tout temps, et nonobstant toute stipulation (Code civ., art. 815), et elle comprend virtuellement

(1) LICITATION, du latin *liceri*, vendre aux enchères.

(2) C'est parce que la *licitation* n'est point un véritable partage, lequel suppose une division en nature, que le présent titre est intitulé des *partages* ET *licitations*.

(3) L'usage de la *licitation* a été admis dans toutes les législations, parce que sa nécessité dérive de la nature même des choses; il remonte jusqu'à la loi des Douze Tables, qui porte que les biens sujets à *licitation* sont ceux qui ne peuvent se partager commodément. L'Édit perpétuel s'en explique de même, liv. 10.

la demande en *licitation*, c'est-à-dire que si la division des biens en nature ne peut être faite commodément, la *licitation* est ordonnée comme une suite nécessaire de l'action de partage. — (Code civil, article 827; Code de procédure, art. 970.)

Sur cette action, en procédure suivant les règles contenues, tant aux art. 823 à 829 inclus du Code civil, que conformément aux dispositions du présent titre.

ART. 966. Dans les cas des art. 823 et 838 du Code civil, lorsque le partage doit être fait en justice, la partie la plus diligente se pourvoira (4).

C. C., art. 465, 815, 817, 822, 823, 838, 889.—
Suprà, art. 59, et infrà, art. 969 et 988.

3188. *Devant quel tribunal se porte la demande en partage ?*

Ce doit être, dans tous les cas, devant le tribunal du lieu de la succession. L'article 822 du Code civil est précis à cet égard; mais comme le titre que nous expliquons s'applique non-seulement à un premier partage de biens de succession, mais encore à celui d'objets restés communs après un tel partage, ou doit remarquer que, dans ce second cas, la connaissance de la demande appartient au tribunal de première instance de la situation des objets à diviser; mais s'ils sont situés dans divers arrondissements, le chef-lieu de l'exploitation détermine la compétence, et à défaut de chef-lieu, c'est le lieu où sont situés les immeubles qui présentent le plus de revenu sur la matrice du rôle. C'est ce qui a été décidé par un arrêt de la Cour de cassation, du 11 mai 1807, que nous avons cité sur la quest. 262^e, et qui est aussi rapporté au nouveau Répertoire, au mot *licitation*, § 2, n^o 2.

3189. *La demande en partage est-elle sujette au préliminaire de conciliation ?*

Oui, lorsqu'il n'y a pas plus de deux parties, et qu'elles sont toutes majeures ayant le libre exercice de leurs droits; car l'article 49 ne fait point d'exception pour les demandes en partage. — (Voy. Toullier, tom. 4, pag. 260.)

ART. 967. Entre deux demandeurs, la poursuite appartiendra à celui qui aura fait viser le premier l'original de son exploit par le greffier du tribunal; ce visa sera daté du jour et de l'heure.

T. 78 et 90.—C. C., art. 823, 838.

DLXXXV. Le droit de poursuivre les deman-

(4) JURISPRUDENCE.

Le partage doit être fait en justice et non administrativement, lorsque l'héritage appartient par indivis à des mineurs et à l'État représentant des héritiers inconnus. — (Cassat., 16 sept. 1811.)

des de partage ou licitation a toujours appartenu à la partie la plus diligente. L'article ci-dessus confirme cette ancienne règle; mais il en a modifié sensiblement l'application, en retranchant tout allègement aux discussions qui s'élevaient autrefois, lorsque plusieurs parties réclamaient simultanément l'avantage d'avoir été la plus diligente. De là naissent des contestations incidentes, dont les frais étaient souvent plus pesants que ceux de la procédure principale, et qui ne peuvent plus s'élever désormais, puisqu'un simple visa, donné par le greffier sur l'original de la demande, fixe la priorité entre deux prétendants à la poursuite.

3190. *Si la partie la plus diligente, et qui la première aurait dû saisir son exploit, conformément à l'art. 967, cessait ensuite ses poursuites, l'autre partie ne pourrait-elle pas les reprendre ou se faire subroger?*

La raison dit qu'elle le pourrait, et c'est d'ailleurs ce qu'il est permis de conclure de l'art. 721, ainsi que la Cour d'Agen en faisait l'observation sur le projet du Code. — (Voy. *Praticien*, tom. 5, pag. 385 et 386.)

ART. 968. Le tuteur spécial et particulier qui doit être donné à chaque mineur ayant des intérêts opposés, sera nommé suivant les règles contenues au titre des avis de parents.

C. C., art. 838 et suiv. — C. de P., art. 883 et suiv., 954 et suiv.

3191. *Faut-il nécessairement, lorsqu'il y a plusieurs mineurs, que l'on nomme à chacun d'eux un tuteur spécial, conformément aux articles 838 du Code civil et 968 du Code de procédure?*

Quelques jurisconsultes ont pensé que dès qu'il existe plusieurs copartageants mineurs, on doit donner à chacun d'eux un tuteur spécial, conformément à l'art. 838 du Code civil, attendu que ces mineurs copartageants sont nécessairement opposés les uns aux autres, par cela même que chacun a intérêt d'avoir exactement la portion qui lui revient, et d'empêcher que ses consorts n'en obtiennent une supérieure à celle qui doit leur revenir.

Nous ne saurions admettre cette opinion, qui tend à faire de la disposition de l'art. 838 du Code civil une règle générale, tandis que cette disposition est faite pour le cas particulier où les mineurs ont des intérêts opposés.

Aussi M. de Maleville, tom. 2, pag. 302, dit-il que l'art. 838 s'entend des mineurs qui ont le même tuteur, comme c'est le cas ordinaire de plusieurs frères ou sœurs, qui ont cependant des intérêts opposés, comme si l'un d'eux est arrogé sur les autres: il faut alors nommer, pour le partage, des tuteurs ad hoc.

Même opinion de M. Pigeau, tom. 2, pag. 673. Il doit, dit-il, être donné un tuteur spécial à

des mineurs qui ont des intérêts différents. Si, par exemple, l'un des conjoints était décédé et eût légué sa part dans la communauté à deux mineurs, à l'un les immeubles, à l'autre le mobilier, comme on pourrait composer une part de plus de mobilier que d'immeubles, ou *contra eum versum*, ils sont en opposition d'intérêts, et doivent avoir chacun un tuteur.

Enfin, M. Chabot, dans son Commentaire sur les successions, pag. 381, décide notre question dans le même sens. Il s'exprime ainsi: « Lorsqu'un majeur provoque contre ses frères mineurs le partage de la succession du père commun, tous les mineurs n'ont besoin que d'un seul tuteur, si la succession doit être partagée par égales portions; mais si l'un d'eux avait un rapport à faire, ou un prélèvement ou préciput à exercer, ou qu'il s'élevât quelque contestation sur ses droits, il faudrait lui nommer un tuteur spécial. »

Ces explications, que nous avons rapportées pour fournir des exemples des cas où il est nécessaire d'appliquer les art. 838 du Code civil et 968 du Code de procédure, nous paraissent dériver clairement du texte même de ce dernier article. Si, en effet, le législateur avait entendu que l'on nommât de suite un tuteur à chaque mineur, parce qu'il aurait présumé qu'ils ont des intérêts opposés, par cela même qu'ils sont copartageants, il eût dit que toutes les fois que plusieurs mineurs seraient intéressés dans un partage, il serait nommé un tuteur pour chacun d'eux; mais il n'a dit, au contraire, que cette nomination serait faite lorsqu'ils auraient des intérêts opposés: il faut donc qu'il y ait opposition de droits respectifs, pour qu'on applique les articles dont nous venons de parler. C'est aussi ce qui a été jugé par arrêt de la Cour d'Aix, du 3 mars 1807. — (*Sirey*, t. 15, p. 203.)

ART. 969. Le même jugement qui prononcera sur la demande en partage commettra, s'il y a lieu, un juge, conformément à l'art. 823 du Code civil, et ordonnera que les immeubles, s'il y en a, seront estimés par experts, de la manière prescrite en l'art. 824 du même Code.

Loi du 15 nov. 1806. — C. C., art. 459 et suiv., 823 et suiv.

ART. 970. En prononçant sur cette demande, le tribunal ordonnera par le même jugement le partage, s'il peut avoir lieu, ou la vente par licitation, qui sera faite, soit devant un membre du tribunal, soit devant un notaire (1).

(1) JURISPRUDENCE.

Un héritier bénéficiaire peut, du consentement de ses cohéritiers, exiger qu'il soit procédé à la vente d'un immeuble dépendant de la succession, devant notaire et non devant un membre du tribunal, à

T. 151.—C. C., 575, 823 et 824.—C. de P., art. 755 et suiv. 1977, 981.

3192. *Le partage et la licitation d'un immeuble indivis entre des majeurs et des mineurs peuvent-ils avoir lieu devant un notaire ?*

M. Coffinières examine cette question, dans le Journal des avoués, tom. 2, pag. 60. Du rapprochement des art. 827, 838 et 839 du Code civil, ce dernier article combiné avec les art. 452 et 453 du même Code, il conclut que les copartageants et les colicitants ne peuvent se dispenser de procéder en justice, s'il se trouve parmi eux des mineurs.

Mais on peut objecter que l'art. 970 du Code de procédure porte que le tribunal ordonnera le partage ou la vente par licitation, qui sera faite, soit devant un membre du tribunal, soit devant un notaire; ce qui paraît exprimer qu'il est indifférent, dans tous les cas, de renvoyer les parties devant un notaire ou devant un tribunal.

M. Coffinières répond que, s'il en était ainsi, le législateur n'aurait pas pris la peine de tracer, dans les articles précités du Code civil, deux manières différentes de procéder, suivant que toutes les parties ont ou n'ont pas la libre disposition de leurs droits; qu'au surplus l'art. 966 du Code de procédure prouve que le législateur n'a pas entendu déroger au Code civil, qui exige la vente en justice quand il y a des mineurs, puisqu'il renvoie à l'art. 838 de ce dernier Code.

Les rédacteurs des Annales du notariat, tom. 12, pag. 388, maintiennent l'opinion contraire, en invoquant l'autorité de M. Merlin, au mot *licitation*, § 2, tom. 7, pag. 478.

En effet, ce savant jurisconsulte dit que la disposition de l'art. 970 embrasse, par sa généralité, le cas où quelques-unes des parties sont mineures ou interdites, comme celui où elles sont toutes majeures et jouissant toutes de leurs droits, et qu'il résulte seulement de l'art. 839 du Code civil que, dans le cas prévu par cet article, il doit être procédé en justice à tous les préliminaires de la licitation, et, ce qui prouve que l'on ne peut pas en conclure qu'il soit défendu au tribunal de déléguer un notaire pour recevoir les enchères, adjuger le bien, et par là consommé la vente, c'est que, par l'art. 459, il est laissé au tribunal, lorsqu'il s'agit de l'aliénation purement volontaire d'un bien appartenant en totalité à un mineur, de faire recevoir les enchères par l'un de ses membres ou par un notaire à ce commis.

Enfin, M. Chabot, dans son Commentaire sur les successions, pag. 383 et 392, apporte d'autres raisons qui encombrent et démontrent que la question que nous venons d'examiner doit être résolue pour l'affirmative.

3193. *L'ordonnance du juge-commissaire, au faite du notaire qui constate l'adjudication par*

licitation, peut-elle être attaquée par voie d'action principale en nullité, ou seulement par appel ?

L'ordonnance du juge-commissaire ne peut être attaquée par voie d'action principale, mais seulement par appel, conformément aux principes énoncés aux n°s 827 et 2575, et que nous avons pués dans le réquisitoire de M. l'avocat général Joubert, dont l'extrait est transcrit ci-dessus, pag. 53, à la note.

L'application de ces principes à l'espèce de l'ordonnance par laquelle le juge-commissaire prononce l'adjudication par licitation, nous semble d'autant moins susceptible de difficulté qu'aucune disposition ne prescrivait un référé du juge-commissaire à l'audience, ou une homologation de son ordonnance; elle est exécutoire par elle-même, et, par conséquence nécessaire, elle doit être réputée émanée du tribunal entier.

Telle est la solution que nous avons donnée n° 4402 de notre Traité et Questions; elle a été consacrée de la manière la plus formelle par arrêt de la Cour de cassation, du 6 février 1822. (Foy. Sirey, tom. 22, pag. 229.) Cet arrêt déclare, en effet, que du rapprochement des art. 827 et 839 du Code civil, 972, 965, 984, 707, 714, et 443 du Code de procédure, il résulte que ce n'est pas par action principale en nullité, mais bien par la voie ordinaire de l'appel, qu'il faut attaquer les jugemens d'adjudication définitive, tant sur saisie immobilière que sur licitation de biens de mineurs.

Ainsi la Cour, après avoir déclaré constant et avoué en fait que le jugement d'adjudication définitive dont il s'agissait avait été valablement signifié, et les demandeurs en cassation n'en ayant point interjeté appel dans le délai voulu par la loi (art. 443), a rejeté leur pourvoi contre un arrêt de la Cour royale de Rennes, du 11 juillet 1820, lequel avait prononcé que le jugement d'adjudication ne pouvait plus être attaqué.

Mais si l'adjudication est renvoyée devant notaires, comme la voie d'appel n'est ouverte que contre les actes émanés d'un juge, il y a lieu à se pourvoir par voie d'opposition devant le tribunal, si l'on prétend l'acte vieieux dans la forme ou au fond.

Vainement, à notre avis, dirait-on, pour soutenir qu'il faille en cette circonstance même se pourvoir par voie d'appel, que le notaire délégué par le tribunal le représente aussi bien que le juge-commissaire.

Nous répondons que la vente par licitation se fait ici d'autorité de justice; que la loi laisse au tribunal la faculté de se réserver d'y procéder lui-même ou de renvoyer à procéder devant un notaire; que si le tribunal est autorisé à commettre un juge, c'est uniquement parce que la loi n'a pas voulu surcharger les tribunaux d'opérations qui pourraient entraver le cours ordinaire de la juridiction contentieuse, en sorte que, dans le cas où le tribunal préfère renvoyer à un notaire, il use de la faculté de ne pas se réserver la vente, tandis que s'il commet un juge, il se

l'audience des criées, surtout lorsque les créanciers ne s'y opposent pas.—(Paris, 29 mars 1816, Dalloz, tom. 27, pag. 216; Sirey, tom. 17, pag. 48.)

la réserve et est censé y procéder lui-même par un délégué pris dans son sein.

On doit donc en ce dernier cas recourir au mode de pourvoi admis contre les décisions judiciaires, et dans l'autre, agir par les voies ordinaires ouvertes contre les actes notariés.

ART. 971. Il sera procédé aux nominations, prestations de serment et rapports d'experts, suivant les formalités prescrites au titre *des rapports d'experts*. Néanmoins, lorsque toutes les parties seront majeures, il pourra n'être nommé qu'un expert, si elles y consentent.

T. 75, 129, et 175. — C. C., art. 824. — C. de P., art. 302 et suiv., et les titres des rapports d'experts et de la vente des biens immeubles.

ART. 972. Le poursuivant demandera l'entérinement du rapport par requête de simples conclusions d'avoué à avoué. On se conformera pour la vente aux formalités prescrites dans le titre *de la vente des biens immeubles*, en ajoutant dans le cahier des charges,

Les noms, demeure et profession du poursuivant, les noms et demeure de son avoué ;

Les noms, demeures et professions des colicitants.

Copie du cahier des charges sera signifiée aux avoués des colicitants par un simple acte, dans la huitaine du dépôt au greffe ou chez le notaire.

T. 70, 75, 129 et 129. — C. de P., art. 953 et suiv., 956 et 988.

3194. *Le rapport d'experts doit-il être remis au notaire comme pour faire la licitation ?*

Oui ; mais comme il a dû être entériné, conformément à l'art. 972, il n'y a pas de doute que c'est l'expédition seule qui doit être déposée chez le notaire, et que ce dépôt doit être fait par ceux qui ont provoqué l'entérinement, et non par les experts eux-mêmes. — (Foy. Ann. du notariat, tom. 12, pag. 390.)

3195. *Peut-on répondre à la requête par laquelle le poursuivant demande l'entérinement ?*

Les parties intéressées à contredire le rapport peuvent répondre à la requête par laquelle l'entérinement est demandé, et proposer pour l'empêcher tous les moyens qu'elles jugent convenables, soit dans la forme, soit au fond. — (Foyez tarif, article 75, et Pigeau, tom. 2, pag. 681.)

3196. *De ce qu'il est dit en l'article 972 qu'on se conformera pour la vente aux formalités prescrites dans le titre de la vente des biens immeubles, s'ensuit-il que l'on doive admettre la surenchère, ainsi que nous l'avons décidé sur la quest. 3181 ?*

Cette question peut se présenter également sur les art. 988 et 1001, et a été décidée pour l'affirmative, par arrêt de la Cour de Turin, du 8 septembre 1809 (Sirey, tom. 15, pag. 203), dans l'espèce d'une vente d'immeubles dépendant d'une succession bénéficiaire, et pour la négative, par arrêt de la Cour de Douai, dans l'espèce et pour le cas seulement d'une licitation provoquée entre des copropriétaires majeurs.

Les motifs de l'arrêt de la Cour de Turin sont que l'article 972, auquel se réfère l'article 988, renvoie lui-même, pour ce qui concerne les licitations, aux formalités prescrites dans le titre de la vente de biens immeubles ; que l'art. 965 de ce titre prescrit, relativement à l'adjudication et à ses suites, l'application des dispositions contenues dans les art. 707 et suivants, parmi lesquels se trouve l'art. 710, qui autorise la surenchère ; ainsi cet arrêt a censuré, pour tous les cas, l'opinion que nous avons émise sur la question 3181^e.

La Cour de Douai a censuré,

1^o. Que le titre concernant la vente des immeubles, auquel l'art. 972 renvoie pour suivre les formalités qui y sont prescrites, distingue les ventes des immeubles qui n'appartiennent qu'à des majeurs, de celles dans lesquelles il y a des mineurs qui y ont intérêt ;

2^o. Que, dans ce titre, l'art. 953 est le seul qui concerne la vente et la licitation des biens n'appartenant qu'à des majeurs ; et que les art. 954 jusques et y compris l'art. 965, ne sont relatifs qu'à la vente des biens des mineurs ; qu'ainsi ce dernier article, qui renvoie aux dispositions des art. 707 et suivants, en tant qu'ils admettent la surenchère après l'adjudication en matière de licitation, ne serait applicable qu'aux seuls cas où la licitation se ferait entre mineurs et majeurs, ce qui n'avait pas lieu dans l'espèce.

On voit, d'un côté, que cette décision n'est point en opposition avec la solution que nous avons donnée sur la quest 3181^e, où nous n'avons parlé que des ventes de biens de mineurs, et de l'autre, que la seule contradiction qu'il y ait entre cette même décision et l'arrêt de la Cour de Turin, consiste en ce que cette dernière Cour admet, dans tous les cas, la surenchère, conformément à l'article 965, tandis que la Cour de Douai fait une exception pour celui où la licitation est faite entre majeurs seulement.

Cette dernière décision trouve un appui dans les termes de l'art. 972, qui, au lieu de renvoyer aux dispositions du titre de la vente des immeubles, ne renvoie qu'aux formalités prescrites par ces dispositions.

Or, on dirait, comme M. Coffinières (Foy. Journ. des avoués, tom. 2, pag. 247), que, pour décider qu'il y a lieu à surenchère dans l'espèce des art. 972 et 988, qui renvoient aux formalités prescrites par le titre de la vente des immeubles, il faudrait admettre que la surenchère fût une formalité de la vente ; ce qui n'est pas,

puisque la surenchère tend au contraire à la faire annuler.

Cette observation est décisive, et d'ailleurs la solution qu'elle amène est conforme à l'intention du législateur, parce qu'il est juste que les mineurs jouissent d'une plus grande faveur que les majeurs.

Cependant on pourrait faire observer qu'en s'en tenant aux expressions de l'art. 972, qui ne renvoie qu'aux formalités du titre de la vente des immeubles, et non aux dispositions de ce même titre, ce qui comprendrait toutes ses dispositions, soit régulatrices de formes, soit énonciatives de droits, on devrait décider aussi qu'il n'y a pas lieu à surenchère, même dans le cas de licitation d'un immeuble indivis entre majeurs et mineurs.

Cette remarque pourrait sembler fondée; mais, dirait-on, quand on est forcé, comme dans le cas présent, de raisonner d'après des conséquences à tirer des termes seuls de la loi, et que ces termes semblent se trouver en opposition avec ce que le législateur a ordonné dans des cas analogues, c'est son intention qu'il faut rechercher, lorsque les termes sont obscurs.

Or, il n'est pas présomable qu'il ait entendu traiter les mineurs plus défavorablement, dans le cas de licitation que dans celui de toute autre vente de leurs biens, et conséquemment nous pensons, malgré l'objection que l'on peut tirer des expressions de l'art. 972, qu'il y a lieu à surenchère sur licitation de biens indivis entre majeurs et mineurs.

C'est ainsi que nous décidions la question ci-dessus, au n° 2925 de notre Analyse, et nous avons cru devoir répéter ici la discussion dans laquelle nous étions entré, afin d'expliquer ce que les deux arrêts que nous avons rapportés ont de contradictoire.

Mais nous terminerons par faire remarquer que cette discussion suppose fondée l'hypothèse de l'application de l'art. 710 à toute vente faite d'autorité de justice, ou en justice.

Or, d'après les développemens dans lesquels nous étions entré au n°. 4390 de notre Traité, et que nous avons répétés et étendus ci-dessus, n° 3181, pag. 230, pour prouver que, dans toutes ces ventes, la surenchère doit être faite conformément aux dispositions du Code civil, on doit décider qu'en toute licitation, la surenchère doit être admise au taux, dans la forme et dans les délais prescrits par ce même Code.

Art. 973. S'il s'élève des difficultés sur le cahier des charges, elles seront vidées à l'audience, sans aucune requête, et sur un simple acte d'avoué à avoué.

C. C., art. 822 et suiv.—C. de P., art. 405, 977.

3197. *Le simple acte prescrit par l'art. 973 doit-il être libellé?*

Nous pensons, avec M. Delaporte, tom. 2,

pag. 464, et M. Demiau Crouilhac, pag. 651, qu'il convient d'énouer dans cet avenir l'objet de la difficulté; autrement, la partie assignée ne pourrait savoir sur quoi elle aurait à plaider.

Art. 974. Lorsque la situation des immeubles aura exigé plusieurs expertises distinctes, et que chaque immeuble aura été déclaré impartageable, il n'y aura cependant pas lieu à licitation, s'il résulte du rapprochement des rapports que la totalité des immeubles peut se partager commodément.

C. C., art. 826, 832, 833, 835 et 862.

DLXXXVI. Nul ne doit être forcé d'aliéner sa propriété, lorsqu'il y a des moyens de la conserver dans ses mains. L'art. 974 consacre ce principe important d'une sage législation, en excluant la licitation là où il y a une masse d'immeubles partageables.

Ainsi, aucun des immeubles existant dans une succession n'est-il susceptible de partage? Ce n'est pas un motif pour ordonner la vente de ces immeubles, si la totalité peut se partager commodément, si l'on en peut former des lots qui, donnés à chaque cohéritier sa part en nature, épargnent la nécessité et les frais d'une licitation.

3198. *Suffit-il, pour qu'il y ait lieu à licitation, que l'on ne puisse partager différens immeubles en lots parfaitement égaux?*

En décidant cette question d'une manière affirmative, on abuserait de la disposition de l'article 974, d'après lequel la licitation a lieu quand les immeubles peuvent se partager commodément.

L'inégalité des lots ne sera donc pas un obstacle à la licitation, et l'on y remédiera en la composant par les moyens indiqués dans l'art. 833 du Code civil, c'est-à-dire par un retour, soit en rente, soit en argent, ce qu'on appelle une *soulte de partage*.

A ce moyen, les immeubles ne sont ni morcelés ni licités mal à propos, et chaque cohéritier reçoit sa part en nature; ce qui est préférable.

Il faut remarquer néanmoins que si la plus value de l'un à l'autre était trop forte, la soulte pourrait devenir onéreuse. Alors, dit M. Demiau Crouilhac, *ubi supra*, les cohéritiers peuvent s'entendre, ou l'un d'eux peut exiger qu'on égale les lots, en déduisant du lot supérieur le pertic la moins importante, et à due concurrence, pour la vendre par licitation au profit commun.

Il résulte de là que s'il y a perte dans la vente de cette portion, chacun des cohéritiers y participe, tandis que celui qui serait chargé de la soulte la supporterait seul, s'il était obligé de vendre pour y satisfaire.

ART. 975. Si la demande en partage n'a pour objet que la division d'un ou de plusieurs immeubles sur lesquels les droits des intéressés soient déjà liquidés, les experts, en procédant à l'estimation, composeront les lots ainsi qu'il est prescrit par l'art. 466 du Code civil; et après que leur rapport aura été entériné, les lots seront tirés au sort, soit *devant le juge-commissaire*, soit devant un notaire (1) commis par le tribunal.

C. C., art. 466, 831 et 835.—C. de P., art. 978.

DLXXXVIII. Il est facile de remarquer, en rapprochant cet article et les 978^e et 979^e, qu'ils établissent la concordance entre les articles 466 et 834 du Code civil. Ils déterminent en effet les cas où, suivant le premier de ces articles, plusieurs experts formeront les lots en procédant à l'estimation, et ceux où, suivant le second de ces articles, les lots devront être formés, soit par un des cohéritiers, soit par un seul expert, dans une opération entièrement distincte de l'estimation.

3199. *Quand peut-on dire que les droits des intéressés sont liquidés?*

C'est lorsqu'ils sont constants et déterminés, soit par la loi, soit par un testament reconnu valable, soit enfin par la convention, s'il s'agit de la simple division d'objets possédés par des conquéreurs, de manière que chacun connaisse sa part, et qu'il ne s'élève à ce sujet aucune contestation sur la quantité. Alors, en effet, il n'est besoin ni d'acte ni de jugemens préliminaires de partage; les experts forment les lots comme le prescrit l'art. 466 du Code civil.

ART. 976. Dans les autres cas, le pour-suivant fera sommer les copartageans de comparaître, au jour indiqué, devant le juge-commissaire, qui renverra les parties devant un notaire dont elles conviendront, si elles peuvent et veulent en convenir, ou qui, à défaut, sera nommé d'office par le tribunal, à l'effet de procéder aux comptes, rapport, formation de masses, prélèvements, composition de lots et fournissémens, ainsi qu'il est ordonné par le Code civil, art. 828.

Il en sera de même après qu'il aura

(1) Ce sont les circonstances qui déterminent à permettre la vente devant un notaire, plutôt que devant le tribunal: par exemple, lorsque les immeubles sont situés à une certaine distance du lieu où siège le tribunal saisi de la demande, et lorsqu'on ne peut espérer un concours aussi nombreux d'enchérisseurs que dans le lieu de leur situation; il convient, il est même très-important de permettre que la vente soit faite chez un notaire dont la résidence soit voisine des biens à liciter.

été procédé à la licitation, si le prix de l'adjudication doit être confondu avec d'autres objets dans une masse commune de partage pour former la balance entre les divers lots.

T. 29, 76 et 92.—C. C., art. 828 et suiv.

DLXXXVIII. Cet article et plusieurs de ceux qui le suivent déclarent comment doit s'exécuter l'article 828 du Code civil, relativement aux comptes de copartageans, à la formation de la masse générale, à la composition des lots et au fournissement à faire par chacun des copartageans.

Peut-il jamais y avoir lieu à ce que le juge procède directement et par lui-même à ces opérations?

Ce point fut vivement controversé lors de la discussion du projet du Code de procédure, sinon d'après les observations de la magistrature, mais d'après les réclamations des deux classes d'officiers ministériels qui concourent également à l'avantage d'être utiles aux parties, *les avoués et les notaires*.

« Sans doute, disait-on, pour les premiers, un partage peut être fait par un notaire, comme par tout autre amiable compositeur, lorsqu'on est d'accord; le notaire est un fonctionnaire public, mais pour donner seulement l'authenticité aux conventions qu'un vent lui porter à rédiger. L'action en partage appartient, comme toutes les autres actions, aux tribunaux. Le refus ou l'impossibilité d'y procéder amiablement, qui donne ouverture à cette action, la classe nécessairement parmi les affaires contentieuses ou judiciaires auxquelles les notaires sont étrangers. »

Les notaires faisaient valoir « l'intérêt des familles dont ils ont la confiance, conservent les titres, connaissent les affaires; la nature de leur ministère qui, n'ayant rien de contentieux, peut remplacer par une conciliation utile la décision des tribunaux; ils indiquaient le texte même de l'art. 828 du Code civil, portant que le juge commis pour les opérations du partage renvoie les parties devant un notaire pour y procéder aux comptes, etc. »

On répondait « que le renvoi au notaire était une faculté accordée au juge, pour le soulager, et non pas une obligation qui le soumit à se dépouiller de ce qu'il croyait pouvoir faire; et que s'il voulait terminer lui-même les opérations du partage, le recours au notaire était un circuit inutile. »

Ainsi, la juridiction des tribunaux à conserver dans son intégrité, l'intérêt des avoués, qui est à plus d'un égard celui du public qu'ils servent et dont ils sont les mandataires nécessaires; l'intérêt des notaires, qui n'est pas moins celui des citoyens, lorsqu'ils veulent recourir à eux pour faire rédiger et authentifier leurs accords; l'intérêt prédominant du public, auquel

sont subordonnés les droits et prérogatives des officiers et même des tribunaux établis pour son utilité; enfin la nécessité de prévenir des incertitudes et des contestations, avaient donné une haute importance à la question.

Ce fut donc après un mûr examen qu'il fut reconnu que les partages se compliquent souvent d'opérations de calcul et de combinaisons qui ne sont pas plus du ministère des juges que des vérifications ou des opérations d'experts; que les juges doivent décider les questions contentieuses, et abandonner l'application de leurs décisions à ceux qui ont charge par la loi de les exécuter; que lors même qu'on donnerait aux juges la faculté de s'y livrer, ou ils se seraient détournés de leurs occupations essentielles, ou ils s'en seraient remis aux greffiers, à des commis ou aux avoués; que les juges qui s'assujétiraient à procéder eux-mêmes aux comptes, à la formation de la masse générale, à la composition des lots, ne pourraient le faire pour les parties avec le même avantage que le notaire, qui a plus de temps à leur donner, dont les fonctions ont un caractère plus amiable, et qui, dans l'exercice de ce ministère, dont les premières vertus sont l'exactitude, la régularité et l'esprit de conciliation, a dû en contracter l'habitude.

Tels sont les motifs pour lesquels la loi a laissé aux tribunaux, dans les partages, comme dans les autres affaires, la décision des points contentieux, et confié exclusivement aux notaires, sous la surveillance et sauf la censure de la justice, tous les travaux purement pratiques de dépoillement de pièces, de calculs, de conférence avec les parties, qu'exigent toutes liquidations. — (*Exposé des motifs et Rapport au Corps législatif.*) (1)

3200. *Un tribunal saisi d'une demande en partage entre majeurs et mineurs, doit-il renvoyer les parties devant un notaire, pour toutes les opérations du partage?*

Il résulte des dispositions de l'art. 828 du Code civil, et de l'art. 976 du Code de procédure, que les tribunaux ne peuvent diviser la demande en partage, en renvoyant devant un juge-commissaire, pour le partage des immeubles, et devant un notaire pour celui des meubles. Ainsi, le juge-commissaire ne peut jamais faire le partage; il est toujours obligé de renvoyer pour le tout devant un notaire. — (*Voy. arrêt de la Cour de Paris, du 17 août 1810, Dalloz, tom. 26, pag. 401, Sirey, tom. 11, pag. 443, et le nouv. Répert., au mot notaire, tom. 8, pag. 582.*)

3201. *Ne peut-on nommer d'avance, par le jugement même qui ordonne le partage, le notaire que le juge-commissaire doit indiquer conformément à l'art. 976?*

(1) Ainsi, les notaires exercent aujourd'hui, sous ce rapport, des fonctions qui autrefois étaient dévolues aux commissaires enquêteurs et examinateurs.

Où, l'on peut, pour abrégé la marche de la procédure, nommer sur-le-champ un notaire par le même jugement qui, d'après l'art. 969, ordonne le partage et nomme le commissaire. (*Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 677 et 682.*) Alors en évite le second jugement, qui deviendrait nécessaire, d'après l'art. 976, si l'on n'avait pas pris cette précaution, qui n'a rien de contraire à la loi.

3202. *Dans quel cas y a-t-il lieu à l'application de l'art. 975?*

C'est lorsque les droits ne sont pas liquides, ou qu'étant certains quant aux parts qui reviennent à chacun, la licitation ayant eu lieu, le prix de l'immeuble licité doit être confondu dans une masse commune de partage, à l'effet de former la balance entre les divers lots: alors la ministère du notaire est indispensable; car le tribunal, ou même un juge, ne pourrait s'occuper de semblables opérations, sans y sacrifier un temps précieux qu'il doit tout entier à l'administration de la justice. Il a d'ailleurs été dans l'intention formelle du législateur d'appeler toujours les notaires, comme les délégués actuels des tribunaux, dans tout ce que les partages n'offrent pas de contentieux. — (*Voy. l'Exposé des motifs, édit. de F. Didot, pag. 332 et suivantes, et supra, pag. 240 et suiv.*)

C'est par suite de cette intention du législateur que M. Lepage, dans ses Questions, pag. 631 et 632, dit avec raison qu'on doit nommer un notaire pour liquider la succession, même lorsqu'il n'y a que des deniers à partager et aucun objet en nature; d'où l'on peut conclure que l'on n'est dispensé de nommer un notaire, après la licitation des biens, que quand les droits des copartageants dans le prix des ventes sont connus, et qu'il ne s'agit plus que d'effectuer la délivrance des deniers.

ART. 977. Le notaire commis procédera seul sans l'assistance d'un second notaire ou de témoins; si les parties se font assister auprès de lui d'un conseil, les honoraires de ce conseil n'entreront point dans les frais de partage, et seront à leur charge.

Au cas de l'art. 837 du Code civil, le notaire rédigera en un procès-verbal séparé les difficultés et dires des parties; ce procès-verbal sera, par lui, remis au greffe, et y sera retenu.

Si le juge-commissaire renvoie les parties à l'audience, l'indication du jour où elles devront comparaître leur tiendra lieu d'ajournement.

Il ne sera fait aucune sommation pour comparaître soit devant le juge, soit à l'audience.

DLXXXIX. Lorsque les notaires procèdent à une liquidation sur la réquisition des parties, c'est un véritable contrat qu'ils rédigent; contrat qui recèle en lui-même tout le principe de sa force, et qui, pour cela, doit être accompagné de toutes les solennités propres à assurer qu'il est légitime. Au contraire, dans les liquidations où ces mêmes fonctionnaires opèrent sur la délégation de la justice, ce n'est plus un contrat qu'ils dressent, mais un acte destiné à régler les intérêts de ceux qui refusent de contracter ou qui en sont incapables.

Et comme un tel acte ne reçoit point son autorité de lui-même, mais de la sanction de la justice, il est aisé de sentir pour quelles raisons notre art. 977 dispense le notaire, dans ces occasions, de l'assistance d'un autre notaire et de celle des témoins instrumentaires.

La première disposition du même article est remarquable.

On ne pouvait sans doute exclure de l'étude des notaires les conseils que les parties voudraient y amener pour l'éclaircissement et la défense de leurs droits, mais on a statué que les honoraires de ces conseils n'ontorseraient point en frais de partage; chacun doit payer les secours qu'il aura voulu employer.

La raison en est simple : si les conseils eussent été à la charge de la succession, aussitôt qu'un seul copartageant ferait cette dépense commune, tous voudraient la faire; on la mettant au compte de chacun, on a du moins une garantie qu'on n'y recontra que par nécessité et sans préjudice pour ceux qui ne l'auront pas regardée comme utile à leurs intérêts.

3103. *Doit-on, nonobstant la dernière disposition de l'art. 977, sommer les parties de comparaitre, soit devant le juge, soit à l'audience, pour soit prononcer sur les difficultés qui peuvent survenir dans le cours des opérations du notaire?*

Nonobstant cette disposition, dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 688, comme le commissaire doit faire son rapport sur les pièces qui lui ont été remises; qu'il peut arriver que les autres parties aient aussi des pièces à communiquer; qu'elles ont d'ailleurs le droit d'adresser au tribunal des observations sur le rapport du commissaire (art. 111), il est nécessaire de les sommer de se présenter chez le commissaire, pour faire fixer le jour où le rapport aura lieu, et pour déposer les pièces qu'elles peuvent avoir et qui seront nécessaires pour le rapport.

M. Berriat Saint-Prix, pag. 714, not. 18, fait observer, sur cette décision, que le texte de l'art. 977 est trop positif pour qu'on puisse l'admettre, et cette observation nous paraît d'autant plus juste, que le tarif ne porte aucune taxe pour cette sommation à faire, dans les cas indiqués par M. Pigeau.

C'est aussi ce qui a été jugé par un arrêt de la Cour d'Orléans, du 10 août 1809, cité par N. Hautefeuille, pag. 570, et ce que semble

admettre un arrêt de la Cour de cassation, du 22 février 1813, rapporté au Bulletin officiel. (Sirey, tom. 13, 1^{re}, pag. 453.)

3204. *Le dépôt du procès-verbal du notaire doit-il nécessairement être fait au greffe?*

L'arrêt de la Cour d'Orléans ci-dessus mentionné a décidé que le juge-commissaire pouvait lui-même, du consentement de toutes les parties intéressées comparantes et majeures, recevoir en son hôtel le procès-verbal du notaire, et que le défaut de présence du greffier, pour le recevoir et signer l'acte, n'étant qu'un fait de discipline, il ne constituait pas un mal jugé de la part du commissaire. Quoi qu'il en soit, la prudence exige que l'on se conforme strictement à la disposition de l'art. 977.

ART. 978. Lorsque la masse du partage, les rapports et prélèvements à faire par chacune des parties intéressées, auront été établis par le notaire, suivant les art. 829, 830 et 831 du Code civil, les lots seront faits par l'un des cohéritiers, s'ils sont tous majeurs, s'ils s'accordent sur le choix, et si celui qu'ils auront choisi accepte la commission; dans le cas contraire, le notaire, sans qu'il soit besoin d'aucune autre procédure, renverra les parties devant le juge-commissaire, et celui-ci nommera un expert.

T. 163 —C. C., art. 831, 834.—C. de P., art. 975 et suiv.

ART. 979. Le cohéritier choisi par les parties, ou l'expert nommé pour la formation des lots, en établira la composition par un rapport qui sera reçu et rédigé par le notaire, à la suite des opérations précédentes.

ART. 980. Lorsque les lots auront été fixés, et que les contestations sur leur formation, s'il y en a eu, auront été jugées, le poursuivant fera sommer les copartageants à l'effet de se trouver, à jour indiqué, en l'étude du notaire, pour assister à la clôture de son procès-verbal, en entendre lecture et le signer avec lui, si elles le peuvent et le veulent.

T. 29.—C. C., art. 835.

DXC. Les articles ci-dessus règlent les opérations à faire par le notaire, et déterminent, par leur nature, la division des fonctions de cet officier et de celles du juge-commissaire que le tribunal a également commis par le même jugement qui, en ordonnant le partage, a renvoyé les parties devant un notaire. Le juge est délégué pour le rapport au tribunal et pour pré-

par ses décisions; le notaire pour les calculs et l'application de ce qui est décidé.

3203. *S'il y a des mineurs, des interdits ou des absents, les lots peuvent-ils être faits par un cohéritier?*

Non; il faut en ce cas qu'un notaire soit nommé par le juge-commissaire.

3206. *Quelle est la marche à suivre pour faire nommer un expert, dans le cas prévu par l'art. 978, et comment procède cet expert ou le copartageant nommé pour composer les lots?*

Celui qui poursuit le partage présente requête au commissaire, pour avoir permission de faire citer ses copartageants devant lui, afin d'être présents à la nomination. Ils doivent être appelés, parce qu'ils peuvent avoir des moyens de récusation à proposer contre celui qui sera nommé. La nomination de l'expert étant faite contradictoirement avec ceux-ci, il prête serment devant le juge-commissaire et fait un rapport dans lequel il établit la composition des lots; ce rapport est reçu et rédigé par le notaire à la suite des opérations précédentes. Il en est de même, à l'exception du serment, lorsque les lots sont formés par un copartageant: l'usage assez généralement reçu est de faire composer les lots par le plus âgé. — (Foy. Pigeau, tom. 2, pag. 686 et 687, et Delaporte, aussi tom. 2, pag. 469.)

3207. *La sommation prescrite par l'art. 980 est-elle toujours nécessaire?*

Il est évident qu'elle n'est exigée que pour le cas où les parties ne s'accordent pas pour se rendre chez le notaire afin de concourir à la clôture du procès-verbal.

3208. *Que doit faire le notaire, lorsque, sur la sommation qui leur a été faite, les parties ne se présentent pas dans son étude ou refusent de signer?*

Le notaire constate le défaut de comparaitre ou le refus de signer et les causes de ce refus (voy. Quest. de Lepage, pag. 632), et la partie la plus diligente poursuit l'homologation, ainsi qu'il est dit dans l'art. 981.

3209. *Peut-on opposer la signature donnée au procès-verbal comme une fin de non recevoir contre la demande en rescision formée en temps utile?*

Nous ne le pensons pas, parce que la loi, en exigeant la signature des intéressés, ne nous paraît avoir eu d'autre but que de mettre les parties à portée de prendre connaissance du partage, afin de faire, si elles le veulent, leurs dernières observations sur ce partage. — (Foy. Prat., tom. 5, pag. 299.)

Art. 981. Le notaire remettra l'expédition du procès-verbal de partage à la partie la plus diligente pour en poursuivre l'homologation par le tribunal. Sur le rapport du juge-commissaire, le tribunal homologuera, s'il y a lieu, les

parties présentes, ou appelées, si toutes n'ont pas comparu à la clôture du procès-verbal, et sur les conclusions du procureur du Roi, dans le cas où la qualité des parties requerra son ministère.

BXC. Dans le droit intermédiaire, on n'exigeait ni homologation ni audition du ministère public. (Foy. Quest. de droit de M. Merlin, au mot partage, §§ 3 et 4.) On sent l'avantage que les parties retirent de ces mesures conservatrices de leurs droits, et qui, d'ailleurs, étaient une conséquence nécessaire de ce que l'action de partage ayant été formée, devait être terminée par l'autorité du tribunal, qui n'a commis un juge et un notaire qu'afin de préparer et éclairer le jugement définitif.

3210. *Comment s'exécute la disposition de l'art. 981, en ce qu'elle porte que le notaire remettra l'expédition du procès-verbal?*

M. Pigeau, tom. 2, pag. 694, dit que c'est par inadvertance que l'on a inséré, dans la rédaction de l'art. 981, ces mots, *expédition du procès-verbal de partage*. Ce procès-verbal, dit-il, est remis en minute au greffe. (Art. 977.) Ce n'est point ce procès-verbal qui doit être homologué, mais bien l'acte qui contient seul ce qui a été arrêté entre les parties.

Cette observation est juste, si l'on entendait par procès-verbal l'acte séparé contenant les dires et contestations des parties, et dont la minute est déposée au greffe, conformément à l'art. 977.

Mais il est évident que, par le mot *procès-verbal*, le législateur a entendu désigner l'acte que M. Pigeau nomme *acte de partage*, et qui contient la liquidation de la succession ou de la communauté, la formation de la masse et des lots. (Foy. la formule donnée par M. Pigeau, pag. 692.) Cet acte a pu être désigné sans inadvertance par l'expression employée dans l'article 981 parce que c'est véritablement le *procès-verbal de partage*; l'autre est un acte relatif au partage, mais absolument distinct de celui qui contient ce partage, et qui est arrêté entre les copartageants.

3211. *De ce que l'art. 981 porte que le tribunal homologuera le partage, les parties présentes ou appelées, si toutes n'ont pas comparu à la clôture du procès-verbal, s'ensuit-il que l'on ne doive pas appeler les parties qui ont comparu et signé le procès-verbal?*

Oui, dit M. Delaporte, tom. 2, pag. 470, parce qu'il a pensé que les parties qui ont signé le procès-verbal sans réclamation étant censées l'avoir approuvé, il devenait inutile de les appeler pour le critiquer.

Mais nous pensons, comme M. Lepage, dans ses Questions, pag. 633, qu'un acte de partage n'est obligatoire qu'autant qu'il a été consenti par tous les intéressés; que si un seul d'entre eux refuse de l'approuver, les autres cessent d'être liés.

D'ailleurs, ceux qui ont signé le partage ont intérêt à connaître et à contester les motifs d'opposition qui pourraient être allégués par ceux qui n'auraient pas comparu à la clôture du procès-verbal, et les termes mêmes de l'art. 981 prouvent qu'il suffit qu'une seule partie ne se soit pas présentée lors de cette clôture, pour que toutes soient assujéties sur la demande en homologation.

En effet, si le législateur avait entendu que l'on pût se dispenser d'appeler les parties qui se seraient présentées, il eût dit que le tribunal homologuerait le partage, *les parties défaillantes appelées*, et non pas qu'il l'homologuerait, *les parties présentes ou appelées*, si toutes n'ont pas concouru à la clôture du procès-verbal. Ces expressions prouvent qu'en cas où quelque une des parties a laissé défaut, toutes les autres doivent être appelées à l'homologation.

Art. 982. Le jugement d'homologation ordonnera le tirage des lots, soit devant le juge-commissaire, soit devant le notaire, lequel en fera la délivrance aussitôt après le tirage.

T. 32.—C. de P., art. 970.

3212. *Comment se fait le tirage des lots ordonné par le jugement d'homologation ?*

Il se fait au sort, conformément à l'art. 834 du Code civil.

Art. 983. Soit le greffier, soit le notaire, seront tenus de délivrer tels extraits en tout ou en partie, du procès-verbal de partage, que les parties intéressées requerront.

DXCII. Le notaire doit sans doute rester en possession de sa minute, pour que les parties intéressées puissent y recourir comme à leurs autres actes de famille; mais il était juste que la loi les autorisât à en prendre, selon qu'elles le jugent plus convenable, des expéditions ou des extraits au greffe dans lequel l'expédition homologuée est conservée avec tous les titres judiciaires.

3213. *En quel sens doit être entendu la disposition de l'art. 983 d'après laquelle, soit le greffier, soit le notaire, sont tenus de délivrer extrait total ou partiel du procès-verbal de partage ?*

Plusieurs commentateurs (voy. entre autres *Daloz*, tom. 2, pag. 470) disent que le greffier ne peut avoir d'occasion de délivrer des extraits du procès-verbal de partage qu'autant qu'il a été homologué, et le notaire qu'avant l'homologation, c'est-à-dire pendant le cours de ses opérations, attendu qu' aussitôt qu'elles sont terminées, son procès-verbal est déposé au greffe. Ce n'est pas ainsi, croyons-nous, qu'il faut entendre l'art. 983; il nous paraît certain, du moins si l'on adopte les observations que nous

avons faites sur la question 3209^e, que le greffier délivre, même avant l'homologation, des extraits du procès-verbal des dires et contestations dont la minute est déposée en son greffe, conformément à l'art. 977, et que l'homologation ordonnée, il a concurrence avec le notaire pour délivrer des extraits du procès-verbal, dont l'expédition, sur laquelle l'homologation est intervenue, lui est restée pour faire partie de ses minutes. Voilà ce que nous paraît indiquer clairement l'article 983, en disposant que, *soit le greffier, soit le notaire*, seront tenus de délivrer tels extraits en tout ou en partie du procès-verbal de partage.

Art. 984. Les formalités ci-dessus seront suivies dans les licitations et partages tendant à faire cesser l'indivision, lorsque des mineurs ou autres personnes non jouissant de leurs droits civils y auront intérêt.

C. de P., art. 819, 838 et suiv.

Art. 985. Au surplus, lorsque tous les copropriétaires ou cohéritiers seront majeurs, jouissant de leurs droits civils, présents ou dûment représentés, ils pourront s'abstenir des voies judiciaires, ou les abandonner en tout état de cause, et s'accorder pour procéder de telle manière qu'ils aviseront.

C. C., art. 813.—C. de P., art. 955.

DXCIII. La disposition de l'article ci-dessus applique derechef le principe général que les formes judiciaires ne sont requises dans les partages que lorsque l'intérêt des mineurs, et autres personnes qui leur sont assimilées, l'exige, ou lorsque des majeurs ne peuvent se mettre d'accord; mais lorsque les parties parviennent à s'entendre, elles peuvent abandonner les formes judiciaires et terminer leur différend ainsi qu'il leur plaît.

3214. *La personne pourvue d'un conseil judiciaire peut-elle partager à l'amiable, sans l'assistance de son conseil ?*

3215. *La femme mariée le peut-elle sous l'autorisation de son mari ?*

Selon les auteurs du *Praticien*, tom. 1, pag. 301, la personne pourvue d'un conseil judiciaire n'étant pas privée de ses droits civils, mais seulement empêchée d'agir dans certains cas sans l'assistance d'un conseil, pourrait agir et procéder comme tout autre majeur, lorsqu'il s'agit de partage, puisqu'il n'est point question de partage dans l'art. 513 du Code civil.

Nous ne croyons pas que cette opinion puisse être admise, attendu que le droit d'un cohéritier ou copropriétaire dans les immeubles indivis est *totum in toto, et totum in quolibet parte*: d'où suit qu'en partageant le cohéritier aliène, du

moins indirectement, la portion qui ne lui échoit pas.

Or, l'art. 513 interdit à la personne pourvue de conseil judiciaire tout acte d'aliénation pour lequel elle ne serait pas assistée de ce conseil, et c'est aussi ce que M. Pigeau, tom 2, pag. 434, nous paraît décider, en disant que l'assistance du conseil est nécessaire pour la validité des actes d'aliénation directe ou indirecte.

On sentira d'ailleurs combien il serait à craindre que la personne pourvue de conseil pour cause de prodigalité, par exemple, se laissât entraîner par l'appât d'une somme qui lui serait comptée de suite, pour consentir à un partage volontaire dans lequel ses droits pourraient être lésés.

Quant à la femme mariée, nous partageons le sentiment des auteurs précités, et nous pensons qu'elle peut renoncer aux formalités judiciaires, pourvu qu'elle soit autorisée de son mari, comme elle doit l'être dans tous les contrats qu'elle veut passer. — (Voyez deux arrêts de la Cour de Bruxelles, des 13 brumaire et 13 messidor an 14, Jurisp. du Code civ., tom. 6, pag. 26 et suiv.)

3216. Lorsqu'il y a un grevé de restitution, le partage peut-il être fait à l'amiable. s'il est majeur, ainsi que les autres intéressés ?

Non, parce que le grevé de restitution, quoique majeur, n'a point la libre disposition de l'objet à partager. La présence du tuteur à la restitution, ou l'âge de majorité des appelés, ne changerait rien à la nécessité de faire le partage en justice, attendu que la restitution est au profit des enfans nés ou à naître (voy. Code civ., art. 1050), et qu'il faut conserver leurs droits. — (Voy. Pigeau, tom. 2, pag. 707.)

3217. Quand peut-on dire que les parties majeures sont dument représentées, ainsi que l'exige l'art. 985, pour qu'elles puissent s'abstenir des voies judiciaires ou les abandonner ?

Ceux la seule, dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 671, sont dument représentés, qui le sont par un fondé de pouvoir spécial. Mais, ajoute-t-il, le notaire commis par le tribunal pour représenter un présumé absent, ne le représente point dument à l'effet de procéder au partage amiable.

TITRE VIII.

Du Bénéfice d'inventaire (1).

L'obligation qui s'établit entre le défunt et ses héritiers, sous le rapport des obligations dont est grevé le patrimoine héréditaire, ne doit avoir d'effet sur les biens de l'héritier qu'autant qu'il y consent : il est donc juste qu'après avoir fait constater l'état des choses, il ne soit pas tenu indéfiniment des charges ; qu'il ne confonde point, pour leur acquit, ses biens propres avec ceux du défunt ; qu'il puisse lui-même exercer contre la succession ses créances personnelles.

C'est en cela que consiste le *bénéfice d'inventaire*, antique et utile institution, qui, sans donner aux successions une caution personnelle dans la personne des héritiers, assure à ces mêmes successions des défendeurs intéressés à les liquider avec agresse et économie.

L'hérédité dévolue à un mineur ou à un interdit ne peut être acceptée qu'à cette condition ; mais les autres héritiers ont en général le choix entre le bénéfice et l'acceptation pure et simple.

Néanmoins, l'héritier qui se serait rendu coupable de recel ; celui qui sciemment et de mauvaise foi aurait omis de comprendre, dans l'inventaire, des effets de la succession ; celui enfin qui, hors les cas d'exception, aurait pris le titre et fait acte d'héritier absolu ne serait plus reçu à réclamer le bénéfice d'inventaire.

L'acceptation bénéficiaire impose à l'héritier l'obligation d'apparir les créanciers dans les revenus des biens et dans le prix de la vente qui en est faite ; d'où suit qu'il ne peut rien s'approprier jusqu'à ce qu'ils ne soient entièrement désintéressés. Ainsi, la succession se distribue d'abord jusqu'à concurrence de leur dû, entre les créanciers, à l'égard desquels l'héritier n'est qu'un administrateur comptable, tandis que les titres précédens supposent que la distribution se fait entre les mains des héritiers et pour leur propre compte.

Le Code civil a tout à la fois indiqué les circonstances où l'habile à succéder devient non recevable à accepter sous bénéfice ou est déchu de cet avantage, et il établit la forme de la déclaration d'accepter de la sorte ; le Code de procédure détaille, au tit. 4 de ce livre, celle de l'inventaire, et détermine, par les dispositions du présent, de quelle manière l'héritier bénéficiaire vendra, s'il y a lieu, les meubles et les immeubles de la succession, donnera caution et rendra son compte.

C'est là tout ce qu'il restait à déterminer, l'article 793 du Code civil ayant d'avance réglé la forme de la déclaration à faire par tout habile à succéder, qui n'entend prendre la succession que sous bénéfice d'inventaire.

Art. 986. Si l'héritier veut, avant de prendre qualité, et conformément au Code civil, se faire autoriser à procéder à la vente d'effets mobiliers dépendans de la succession, il présentera, à cet effet, requête au président du tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession est ouverte.

La vente en sera faite par un officier public, après les affiches et publications ci-dessus prescrites pour la vente du mobilier (2).

(2) C'est dire qu'il vendra aux enchères, seul moyen d'obtenir le juste et véritable prix du mobilier.

(1) Voy. Code civil, art. 793 et suiv.

T. 77.—C. C., art. 461, 796 et 805.—C. de P., art. 617 et suiv., 945 et suiv., 969, 1000 et suiv.

3218. *La faculté de vendre, avec l'autorisation du président, des effets mobiliers dépendant de la succession, s'étend-elle indistinctement à tous les effets mobiliers en général?*

M. Demiau Crouzilhac, pag. 662, considère notre art. 986 comme le complément, quant à l'exécution, de l'art. 796 du Code civil.

Il estime, en conséquence, qu'il n'y a lieu à autoriser la vente d'effets mobiliers dépendant d'une succession bénéficiaire, que pour les objets difficiles et dispendieux à conserver, ainsi que le veut l'art. 796.

Mais M. Pigeau, tom. 2, pag. 610, pense que, d'après l'art. 986 du Code de procédure, l'autorisation peut être donnée pour tous les effets mobiliers en général.

Nous pensons comme M. Demiau Crouzilhac, et tel est aussi l'avis de M. Thomines Desmazures, pag. 368, et de M. Lepage, dans ses Questions, pag. 664, que ce n'est que dans les cas prévus par l'art. 796 du Code civil que l'habile à succéder peut obtenir l'autorisation de vendre des effets mobiliers.

Nous nous fondons sur ce que l'art. 986, par ces mots, *conformément au Code civil*, exprime formellement qu'il a en vue l'exécution de l'article 796 du Code civil, et que l'on ne peut d'ailleurs argumenter d'une disposition purement réglementaire pour en induire une dérogation à la disposition préexistante, qui établit un principe de droit.

Ainsi, dans notre opinion, le président, sur la requête qui lui est présentée pour obtenir l'autorisation de vendre, a à examiner si les effets mobiliers sont susceptibles de déperir ou dispendieux à conserver; autrement, il ne peut autoriser la vente.

3219. *La femme commune peut-elle, comme l'héritier, requérir, avant de prendre qualité, la vente des effets mobiliers?*

Oui; car elle peut avoir même intérêt que l'héritier, ainsi que le prouve M. Pigeau, t. 2, p. 611.

Art. 987. S'il y a lieu à vendre des immeubles dépendans de la succession, l'héritier bénéficiaire présentera au président du tribunal de première instance une requête où ils seront désignés; cette requête sera communiquée au ministère public; sur ses conclusions et le rapport d'un juge nommé à cet effet, il sera rendu jugement qui ordonnera préalablement que les immeubles seront vus et estimés par un expert nommé d'office.

T. 78.—C. C., art. 806.—C. de P., art. 755, 969.

3220. *Quoique les héritiers aient provoqué la liquidation des immeubles dépendans d'une succession bénéficiaire devant le tribunal du*

lien de l'ouverture de la succession, les créanciers du défunt n'en conservent-ils pas moins le droit d'en poursuivre l'expropriation devant le tribunal dans le ressort duquel ces immeubles sont situés?

Cette question a été jugée pour l'affirmative, par arrêt de la Cour de cassation, du 29 octobre 1807 (voy. *Sirey*, tom. 8, pag. 83), attendu qu'aucune loi n'a interdit aux créanciers porteurs d'un titre exécutoire le droit légal de poursuivre l'expropriation forcée des immeubles qui sont leur gage, quoique ces immeubles soient administrés par des héritiers bénéficiaires qui ont fait ordonner le partage et la liquidation, et qui ont exercé des procédures pour parvenir à la vente.

Dans l'espèce de cet arrêt, le créancier était hypothécaire; mais le motif sur lequel il est fondé s'applique également à tout créancier porteur de titre exécutoire.

Quant aux créanciers en vertu d'acte sous seing privé, ils ne pourraient apposer la saisie qu'autant qu'ils auraient obtenu jugement; alors le même principe leur serait applicable, puisque le jugement leur tient lieu du titre paré.

3221. *S'il s'agit de la succession d'un Français, ouverte en pays étranger, et que la vente des immeubles ait été ordonnée par le tribunal du lieu de l'ouverture de la succession, pour être faite dans les formes prescrites par la loi du pays, que doivent faire les héritiers français pour parvenir à la vente des biens situés en France?*

L'art. 546 du Code de procédure, en disposant que les jugemens rendus par les tribunaux étrangers ne seront susceptibles d'exécution en France que de la manière et dans les cas prévus par l'art. 2123 du Code civil, impose l'obligation de faire déclarer exécutoire, par un tribunal français, le jugement étranger qu'il s'agit d'exécuter. Comme ce jugement ne prononce point de condamnation et qu'il a été rendu d'accord entre les parties, on ne pense pas, d'après un arrêt de la Cour de Paris, du 14 juillet 1809 (*Sirey*, 1812, pag. 359; *Dalloz*, t. 12, p. 130), que le tribunal français soit rigoureusement tenu d'entrer dans l'examen de la question de savoir s'il y avait lieu ou non à ordonner la vente.

Néanmoins, pour prévenir toute difficulté, nous conseillerions de se conformer aux dispositions de l'art. 987 du Code de procédure civile; en conséquence, de présenter la requête prescrite par cet article, en concluant qu'il plaise au tribunal, vu le jugement rendu en pays étranger, déclarer ledit jugement exécutoire, et, en vertu d'office, nommer les experts, pour ensuite être procédé à la vente, toujours en exécution dudit jugement, mais suivant les formalités prescrites au Code de procédure.

Nous ne pensons pas, en effet, que cette vente puisse se faire suivant les formalités particulières au pays où le jugement étranger a été rendu. Ce serait contrevenir à la seconde disposition de l'art. 3 du Code civil, portant que les immeu-

bles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi française. Ce sont donc les formalités prescrites par cette loi qu'il faut suivre nécessairement, et non pas la loi étrangère, qui ne peut régir que les immeubles situés dans le pays soumis à son empire.

On sait d'ailleurs que toute loi régulatrice de forme est de droit public; que sous ce rapport les particuliers ne peuvent, en général, y déroger, et qu'à plus forte raison, la loi d'une nation étrangère ne peut recevoir d'application à des actes qui doivent se faire en France et devant des fonctionnaires français.

Mais indépendamment de ces principes généraux qui s'opposent à ce que la vente soit faite devant les officiers indiqués par la loi étrangère, qui, dans le royaume des Pays-Bas, par exemple, sont un notaire et un juge de paix, article 3, § 2, de la loi de ce royaume, du 12 juin 1816, on peut dire que le jugement étranger, qui a disposé que la vente se ferait conformément à cette loi, n'a pas entendu étendre cette obligation aux biens situés en France, mais la restreindre à ceux qui seraient situés dans le territoire étranger, puisqu'elle désigne le juge de paix du canton où la succession est ouverte.

Supposons une succession bénéficiaire ouverte à Anvers. Certes, ce ne sera pas pardevant un juge de paix d'Anvers que se fera la vente des biens situés en France....

Dit-on qu'elle peut se faire devant le juge de paix du canton où les immeubles sont situés en France? Mais ce serait contrevenir à tous les principes du droit commun des nations, que de faire exercer par un magistrat français, et en vertu de la loi étrangère, une attribution que la loi française lui refuse.

3222. *Dans l'espèce de la question précédente, quel serait le tribunal auquel on devrait s'adresser, et foudrait-il se pourvoir d'ant plusieurs tribunaux, en cas que les immeubles à vendre fussent situés en différents arrondissements?*

Sur cette question, nous estimons que l'on ne doit s'adresser qu'à un seul tribunal, autrement on s'exposerait à des jugemens contraires : ce qui serait en opposition avec le vœu de la loi.

Ce tribunal, si la succession s'était ouverte en France, serait celui du dernier domicile du défunt; mais lorsqu'elle s'est ouverte à l'étranger, on doit décider que la compétence appartient, non pas au tribunal du domicile de l'héritier bénéficiaire qui poursuit la vente, mais au tribunal dans l'arrondissement duquel les biens sont situés, et dans le cas où ils le soient dans plusieurs arrondissements, devant celui où se trouverait le chef-lieu d'exploitation; et à défaut de chef-lieu, devant celui de l'arrondissement où sont situés les immeubles qui présentent le plus de revenu sur la matrice de rôle. On applique ici, par analogie, ce qui a été décidé par arrêt de la Cour de cassation, du 11 mai 1807, rapporté au nouveau Répertoire, v° *licita-*

tion, § 2, n° 2, et sur lequel sont établies les solutions ci-dessus données.

En prenant la marche que nous venons de tracer, l'héritier bénéficiaire ne peut rien avoir à craindre de la part des créanciers de la succession, qui, évidemment, ne seraient en aucune manière fondés à se plaindre de ce qu'on n'eût pas suivi, pour la vente, les formalités prescrites par une loi étrangère que les autorités françaises ne pourraient appliquer, sans violer les principes les plus évidens de notre droit public, la maxime de jurisprudence *locus regit actum*, et la disposition formelle de l'art. 3 du Code civil.

ART. 988. Si le rapport est régulier, il sera entériné sur requête par le même tribunal; et, sur les conclusions du ministère public, le jugement ordonnera la vente.

Il sera procédé à ladite vente suivant les formalités prescrites au titre des *Partages et Licitations*.

L'héritier bénéficiaire sera réputé héritier pur et simple, s'il a vendu des immeubles sans se conformer aux règles prescrites dans le présent titre (1).

T. 76 et 153.—C. C., art. 799, 801, 986.—C. de P., art. 953, 965 et 975.

DXCIV. Cet article sanctionne les dispositions de ceux qui le précèdent, par une peine tirée de la nature même de la contravention de l'héritier bénéficiaire. En vendant les meubles de la succession, sans observer les règles qui lui sont prescrites, il agit comme s'il était héritier pur et simple, il se constitue tel dans cette qualité : il était donc juste qu'il perdît celle d'héritier bénéficiaire.

3223. *Comment l'expert nommé d'office doit-il opérer?*

Il doit opérer conformément aux dispositions contenues au titre des rapports d'experts et dans l'art. 824 du Code civil; ce n'est qu'autant qu'il s'y est conformé, et qu'il a établi dans son rapport la base de son estimation, que ce rapport peut être régulier, et conséquemment qu'il peut être entériné, conformément à l'art. 988.

3224. *Quelles sont les formalités à suivre pour la vente des immeubles dépendans d'une succession bénéficiaire?*

Ce sont, d'après l'article 988, celles qui sont prescrites par les licitations. Or, l'art. 972 porte que, pour la vente par licitation, on se confor-

(1) JURISPRUDENCE.

L'héritier bénéficiaire qui, antérieurement au Code de procédure, a vendu les immeubles de la succession, sans suivre les formalités prescrites par le Code civil, ne peut être frappé de la nullité prononcée par l'art. 988 ci-dessus. — (Metz, 5 août 1819, Sirey, tom. 21, pag. 7.)

mera aux formalités prescrites dans le titre de la vente des biens immeubles. — (*Voy. articles 958 et suiv., et nos questions sur ces articles.*)

Mais nous ajouterons que, s'il y a des créanciers opposans ou intervenans, le cahier des charges sera soumis à leur examen (*arg. des art. 972 et 973; voyez Thomines Desmasures, pag. 369*), et que l'héritier bénéficiaire doit indiquer dans ce cahier que le prix de la vente sera payé aux créanciers hypothécaires inscrits, s'il y en a, sinon, qu'il lui sera remis ou qu'il sera déposé, selon les occurrences, s'il y a des oppositions. — (*Voyez Demiau Crouilhac, page 563.*)

3225. *Y a-t-il lieu à la surenchère sur une vente d'immeubles provenant d'une succession bénéficiaire?*

Nous avions résolu cette question pour l'affirmative, n° 2952 de notre Analyse, pour le cas où tous les héritiers seraient mineurs, ou seraient les uns majeurs, les autres mineurs, et nous disions, par suite du système que nous avons rétracté dans notre Traité et Questions, que la surenchère devait être du quart.

D'après les explications dans lesquelles nous sommes entré ci-dessus, n° 3181, nous n'exceptons point le cas où tous les héritiers seraient majeurs, et nous admettons la décision de la Cour de Paris, du 2 mars 1809, citée pag. 231, qui a jugé que la surenchère doit être du dixième et non du quart, comme semblerait le supposer M. Toullier, tom. 4, pag. 225, n° 343.

3226. *La vente qui n'a pas été faite suivant les formalités du présent titre serait-elle nulle?*

Il ne résulte pas nécessairement de la troisième disposition de l'art. 988, qui porte que l'héritier bénéficiaire sera réputé héritier pur et simple, s'il a vendu des immeubles sans se conformer aux règles prescrites par le présent titre, que la vente ne soit pas valable, malgré l'intérêt que les créanciers auraient ou à ce que ces formalités eussent été observées, sauf la peine encourue par cet héritier.

Mais l'orateur du Gouvernement (*voy. Exposé des motifs, édit. de F. Didot, pag. 337*) a levé toute incertitude à ce sujet, en disant qu'on avait demandé si l'héritier bénéficiaire ayant vendu un immeuble sans autorisation et sans formalités, la vente serait nulle, et que bien que les tiers qui auraient traité avec lui ne fussent pas sans reproches, on a voulu respecter leurs droits, et l'on a trouvé une garantie suffisante pour les créanciers dans la déchéance du bénéfice d'inventaire, et dans la caution qu'ils ont déjà pu demander à l'héritier.

3227. *L'héritier bénéficiaire qui vend ses droits héréditaires dans la succession doit-il être réputé héritier pur et simple?*

Cette question a été jugée pour l'affirmative, par arrêt de la Cour d'Agen, du 2 mai 1806 (*voy. Siry, D.D., pag. 172*); mais nous ne pouvons admettre cette décision.

En effet, s'il est vrai que la vente dont il s'agit ait le caractère d'une addition pure et simple d'hérédité, d'une acception tacite, aux termes de l'art. 778 du Code civil, lorsqu'elle a été faite avant que l'héritier ait accepté sous bénéfice, néanmoins, aussitôt qu'il a fait la déclaration d'accepter de la sorte, avant d'avoir fait aucun acte d'héritier pur et simple, on doit considérer qu'en vendant ses droits héréditaires, autrement ce qu'on appelle son *quidquid juris*, il n'a entendu et voulu entendre que les droits qui lui appartiennent comme héritier bénéficiaire, et qui seront exercés par son acquéreur comme il les eût exercés lui-même.

3228. *L'héritier bénéficiaire peut-il être déclaré héritier pur et simple, s'il hypothèque pour ses dettes personnelles un immeuble dépendant de la succession?*

Oui, d'après M. Toullier, tom. 4, pag. 225, n° 343, encore bien qu'il convienne que cette hypothèque ne préjudicie en rien aux créanciers de la succession, même chirographaires, qui sont payés de préférence en demandant la séparation des patrimoines. — (*Voyez Code civil, article 778 et suivans.*)

Notre savant collègue s'appuie sur ce que l'héritier bénéficiaire fait, en hypothéquant comme en vendant, un acte de propriétaire qu'il n'a le droit de faire qu'en qualité d'héritier, et qui conséquemment lui confère celle d'héritier pur et simple, conformément à l'article 778 du Code civil.

On opposerait peut-être avec succès, contre cette opinion, que l'art. 988 du Code de procédure doit être restreint au cas qu'il a prévu; qu'il s'agit ici d'une disposition pénale qui n'existe qu'enfin de fournir aux créanciers (*voyez question 3226*) une garantie contre le préjudice résultant de ce que la vente, faite par un héritier bénéficiaire sans autorisation ni formalités, n'en subsiste pas moins; garantie qui devient inutile relativement à l'hypothèque, puisqu'elle n'a aucun effet contre les créanciers; que l'article 778 du Code civil ne se rapporte qu'aux actes faits avant que l'héritier ait pris qualité comme bénéficiaire, et n'opère qu'une fin de non recevoir contre la faculté de prendre cette qualité; qu'enfin, l'on ne doit pas argumenter du cas le plus grave, celui d'une vente qui produit ses effets, à un cas bien moins important, celui d'une simple hypothèque, qui n'en produit aucun.

3229. *L'héritier bénéficiaire est-il réputé pur et simple, à l'égard de tous les créanciers, s'il a été déclaré tel sur la demande d'un seul d'entre eux, pour avoir vendu des immeubles de la succession sans autorisation ni formalités?*

Voyez notre question 763^e, tome I, page 271, et le Commentaire de M. Chabot, page 304.

ART. 989. S'il y a lieu à faire procéder à la vente du mobilier et des rentes dépendans de la succession, la vente sera

faite suivant les formes prescrites pour la vente de ces sortes de biens, à peine, contre l'héritier bénéficiaire, d'être réputé héritier pur et simple (1).

C. C., art. 736, 805.—C. de P., art. 643, 945 et suiv. 936.

DXCV. L'art. 989 décide une question importante. On avait demandé si l'héritier bénéficiaire ayant vendu un immeuble sans autorisation et sans formalités, la vente serait nulle ? Bien que les tiers qui auraient traité avec lui ne fussent pas sans reproche, on a voulu respecter leurs droits et l'on a trouvé une garantie suffisante pour les créanciers dans la déclaration du bénéfice d'inventaire et dans la caution qu'ils ont déjà pu demander à l'héritier.

3230. *L'héritier bénéficiaire peut-il transférer les rentes sur l'État sans autorisation ?*

Oui, lorsqu'elles sont au-dessous de 50 fr. ; quant aux autres, il ne peut les transférer qu'après une autorisation préalable donnée par le tribunal ; autrement il serait réputé héritier pur et simple, comme dans le cas des ventes faites sans formalités. — (Voy. avis du Conseil d'Etat, du 11 janvier 1808.)

3231. *Un héritier bénéficiaire peut-il, sans encourir la peine prononcée par l'article 989, vendre en gros et de gré à gré les grains provenant des terres dépendantes de la succession ?*

Les grains ayant une valeur indépendante de toute influence, de caprice, de mode ou de convenance, valeur déterminée de semaine en semaine par mercuriales, on ne saurait indiquer une raison valable pour en interdire la vente en gros et de gré à gré, si toutefois cette vente est faite au prix fixé par les mercuriales.

On trouve au contraire dans une telle vente l'avantage des créanciers et celui de l'héritier bénéficiaire, en ce que des spéculateurs, des négociants, peuvent offrir pour un achat en gros un prix plus élevé que celui qui serait offert par des particuliers qui n'achèteraient qu'en détail.

Il serait d'ailleurs à craindre que des boulangers ou des négociants, appelés à une vente faite à l'encan, ne se concertassent afin de faire adjuger les grains à vil prix.

S'il est facile de trouver un acquéreur unique d'une grande quantité d'objets dont on fait commerce, et dont l'exportation est permise et offre de grands bénéfices, il en est tout autrement d'une collection de meubles : presque toujours on perdrait beaucoup en vendant en masse.

(1) JURISPRUDENCE.

La déchéance prononcée contre l'héritier bénéficiaire qui vend les rentes de la succession sans formalités de justice, ne peut être proposée par les créanciers, lorsque la vente faite de gré à gré par l'héritier, loin de les léser, est plus avantageuse qu'elle l'eût été la vente en justice. — (Cassat., 27 déc. 1820, *Sirey*, tom. 21, pag. 585 ; *Dalloz*, tom. 26, pag. 204.)

L'expérience prouve aussi que des grains vendus au détail et eux enchières sont rarement portés à un prix supérieur à celui des mercuriales.

Des créanciers d'une succession bénéficiaire, ne pourraient donc avoir aucun motif de se plaindre qu'on n'eût pas suivi les formalités tracées par le Code de procédure, pour les ventes ordinaires des meubles.

Ils n'y seraient fondés qu'autant que le prix convenu de gré à gré par l'héritier bénéficiaire serait inférieur à celui fixé par les mercuriales ; et s'il est supérieur, certes aucune raison de droit, encore moins d'équité, ne pourrait autoriser les créanciers à retourner contre l'héritier bénéficiaire un acte qui, dans son principe comme dans ses effets, n'aurait été fait que pour leur avantage.

Mais il en serait autrement de ce qu'on appelle proprement *les meubles* ou *le mobilier* de la succession.

Les meubles n'ont qu'une valeur arbitrairement fixée par l'inventaire, et qui, à raison de la convenance, du goût, etc., peut être augmentée pour chaque objet, lors de la vente, par la concurrence des enchérissans sur le même objet.

Au contraire, des grains ont toujours une valeur égale pour chaque personne qui les achète en détail, il n'y a qu'un spéculateur qui puisse excéder le prix ordinaire en achetant en gros.

D'un autre côté, des meubles une fois vendus, il serait difficile d'administrer la preuve d'infériorité de vente avec la valeur réelle, tandis que celle des grains est toujours fixée et déterminée par l'autorité publique.

On doit donc présumer, d'après ces observations, que le législateur, par le mot *meubles*, employé dans l'art. 805 du Code civil, par le mot *mobilier*, dans l'art. 989 du Code de procédure, n'a entendu assujettir aux formalités des ventes publiques que les effets mobiliers proprement dits, dont la valeur est sujette à une foule de variations.

ART. 990. Le prix de la vente du mobilier sera distribué par contribution entre les créanciers opposans, suivant les formalités indiquées au titre de la *Distribution par contribution*.

C. C., art. 806, 808 et 809.—C. de P., art. 656 et suiv.

3232. *Quels moyens sont offerts aux créanciers pour se rendre opposans ?*

Les créanciers ont plusieurs moyens de former des oppositions conservatrices de leurs droits ; elles peuvent être faites ou aux scellés, s'il y en a d'apposés, ou dans les mains de l'officier public qui aura fait la vente du mobilier, dans celles de l'adjudicataire, ou mieux encore entre les mains de l'héritier bénéficiaire lui-même.

ART. 991. Le prix de la vente des im-

meubles sera distribué suivant l'ordre des privilèges (1) et hypothèques (2).

C. C., art. 806, 808, 809, 2166.—G. de P. art. 749 et suiv., et 775.

3233. *Résulte-t-il des art. 990 et 991 qu'il soit toujours nécessaire de recourir au juge pour régler, soit la distribution par contribution, soit l'ordre, entre les créanciers?*

Nous ferons observer avant tout que, s'il y a suffisance de deniers pour payer tous les opposans, l'héritier bénéficiaire doit leur faire des délégations; la distribution ne se poursuit, d'après les règles tracées par les art. 656 et suivans, qu'en cas d'insuffisance.

En cette circonstance, il est certain, d'après la disposition de l'art. 990, que l'héritier bénéficiaire ne doit s'occuper que des créanciers qui ont fait opposition, c'est-à-dire arrivés à la distribution du denier. Il doit donc convoquer ces créanciers et essayer de les accorder sur la distribution. Si cet accord a lieu, il leur distribue le prix, mais à due concurrence; dans le cas contraire, il doit poursuivre le règlement en justice, en se conformant aux art. 658 et suivans. Voilà ce qui résulte évidemment des dispositions de l'art. 656 combiné avec l'art. 990.

Quant à la distribution du prix d'un immeuble, M. Toullier, tom. 4, pag. 242, n° 379, et M. Thommes Desmasures, pag. 369, pensent que l'acquéreur et l'héritier bénéficiaire doivent payer de suite les créanciers qui se sont fait connaître, s'ils n'élèvent point de contestations sur le rang de leurs inscriptions.

Ces auteurs s'appuient, entre autres motifs, sur le passage suivant du discours du tribun Gillet (roy. édit. de F. Didot, pag. 347), concernant le présent titre : « L'art. 991 n'énonce pas la nécessité d'une procédure d'ordre, ou plutôt le Code civil (art. 806 et 808) a prononcé d'avance qu'il fallait l'éviter, puisqu'il a prescrit à l'héritier bénéficiaire de déléguer les prix des ventes immobilières aux créanciers hypothécaires qui se seront fait connaître.

La disposition établie dans l'art. 991 n'aurait donc d'autre objet que d'empêcher les délégations qui doivent être faites d'intervertir l'ordre des privilèges et hypothèques. »

Nous convenons que l'héritier bénéficiaire peut payer les créanciers qui se sont fait connaître par leurs inscriptions, sans recourir aux formalités longues et dispendieuses d'une procédure d'or-

dre, si ces créanciers étant majeurs se *réglent à l'amiable*, suivant le vœu de l'art. 749 du Code de procédure (roy. Chabot, pag. 317); mais nous ne croyons pas que l'héritier bénéficiaire puisse se dispenser de recourir à la justice, et payer les créanciers suivant un règlement qu'il établirait lui-même. Il n'a pas besoin, pour effectuer ce recours, d'attendre qu'il s'élève des contestations : il suffit qu'il n'y ait pas d'accord.

Telle est l'opinion de M. Pigeau, t. 2, p. 667, et de M. Demiau Crouilhac, pag. 664 et 665.

Opposerait-on que la faculté accordée à l'héritier bénéficiaire de payer les créanciers sans recourir à la justice, est la conséquence nécessaire de ce que, d'après l'art. 806 du Code civil, l'héritier bénéficiaire est tenu, en vendant les immeubles dans la forme prescrite par le Code de procédure, de déléguer le prix de cette vente aux créanciers hypothécaires qui se sont fait connaître.

Nous répondrions que cette délégation qui doit être faite dans le cahier des charges, n'a d'autre objet que d'éviter la consignation au dépôt de la totalité ou de partie du prix, dans le cas où l'héritier ne pourrait donner caution.

En effet, sans cette délégation, tout le prix devrait être consigné suivant l'art. 807, ou passerait dans les mains de l'héritier, s'il était cautionné, tandis qu'au moyen de cette mesure, tout ce qui est délégué reste aux mains de l'adjudicataire, à la disposition de la masse des créanciers inscrits et des privilèges dispensés d'inscriptions qui se seraient fait connaître sans s'inscrire.

Si tel est l'objet de la délégation prescrite par l'art. 806 du Code civil, elle n'est ici d'aucune considération pour décider la question qui nous occupe, puisqu'elle n'établit point un règlement d'ordre fait par le juge auquel l'héritier bénéficiaire puisse ou doive se conformer.

Il faut donc en revenir à la disposition de l'art. 806 du Code civil, qui veut que s'il y a des créanciers opposans, et tout créancier hypothécaire est opposant par le fait de son inscription (roy. Chabot et Demiau Crouilhac, *ubi supra*), l'héritier ne puisse payer que dans l'ordre et de la manière réglés par le juge, suivant le rang des privilèges et hypothèques, comme le dit l'art. 991 du Code de procédure.

Or, on ne saurait dire que la délégation faite conformément à l'art. 806 du Code civil soit un règlement d'ordre fait par le juge... (3)

(1) Les motifs de cet article sont énoncés dans la discussion de la question suivante.

(2) JURISPRUDENCE.

Il ne résulte point des art. 753 et 823 du Code civil que la demande en distribution du prix des biens vendus doit être soumise au tribunal du lieu de l'ouverture de la succession, plutôt qu'à celui de la situation des biens, puisque cette demande est une action réelle qui suit l'héritage.—(Cassat., 18 avril 1809, Dallos, tom. 5, pag. 345.)

(3) M. Delvincourt, tom. 2, pag. 303 de son Cours de droit civil, va plus loin : il y maintient que l'art. 806 du Code civil a été modifié par l'art. 991 du Code de procédure, et il donne cette raison, « qu'à l'époque que de la publication de la loi du Code concernant les successions, celle sur les hypothèques n'était pas encore faite; qu'on ignorait si l'on rétablirait les dispositions de l'édit de 1771, ou si l'on conserverait le système de la loi de Brumaire; il pense en conséquence que l'héritier n'est plus tenu de déléguer conformément à l'art. 806 du Code civil. »

3234. *L'héritier bénéficiaire peut-il résister à la demande que l'adjudicataire lui ferait de l'effet d'être autorisé à conserver le prix de l'immeuble?*

L'affirmative de cette question a été maintenue, à notre connaissance, sur le prétexte que la consignation était incompatible avec l'obligation de déléguer, imposée par l'art. 806 du Code civil à l'héritier bénéficiaire.

Un tel maintien nous paraît tout-à-fait dénué de fondement.

Et d'abord, si l'on admettait l'opinion de M. Delvincourt (voy. la note sur la précédente question), il ne mériterait aucune considération, puisque l'héritier bénéficiaire ne serait pas obligé à déléguer le prix; mais nous avons cru conciliables les art. 806 du Code civil et 991 du Code de procédure.

Ainsi, raisonnant dans le système que nous venons d'établir; persistant à croire que l'héritier bénéficiaire peut déléguer, toutes les fois que les créanciers sont d'accord, nous pensons que cette occasion de déléguer ne s'étant pas présentée ou n'ayant pas été saisie par lui, il peut être obligé à consigner.

Il ne saurait, pour s'y refuser, s'appuyer de l'intérêt des créanciers auxquels il doit faire délégation, lorsqu'ils sont d'accord. La délégation ne consiste, en effet, que dans l'autorisation donnée à chaque créancier inscrit qui représente son titre (voy. Toullier, t. 4, 5^e édit., p. 242), de toucher de l'acquéreur le montant de sa créance; or, qu'importe aux créanciers de le recevoir directement de cet acquéreur ou de le prendre à la caisse des consignations?

Concluons que tout acquéreur intéressé à consigner est recevable et fondé à demander autorisation à cet effet, parce qu'il ne doit pas souffrir, soit du défaut d'accord des créanciers pour consentir à une délégation, soit de la négligence que l'héritier bénéficiaire mettrait à la faire, soit des lenteurs d'un règlement d'ordre en justice.

Il y a d'autant moins de difficulté en ceci, que l'art. 1^{er} de l'ordonnance du 3 juillet 1816 autorise la consignation de toutes sommes offertes à des créanciers refusans, par des débiteurs qui veulent se libérer.

ART. 992. Le créancier, ou autre partie intéressée, qui voudra obliger l'héritier bénéficiaire à donner caution, lui fera faire sommation, à cet effet, par

Nous croyons cet article très-facile à concilier avec l'art. 991 du Code de procédure, en ce que l'héritier bénéficiaire reste obligé de déléguer, comme le prescrit le premier article; mais en suivant, dans ces délégations, conformément au second, l'ordre des privilèges et hypothèques, toutefois, ainsi que nous le disons sur la question ci-dessus, sans recourir à un règlement d'ordre judiciaire, lorsque les créanciers ne tombent pas d'accord pour recevoir directement de lui le montant de leurs créances.

acte extrajudiciaire signifié à personne ou domicile.

T. 29.—C. C., art. 827.—C. de P., art. 517 et suiv.

3235. *La sommation à faire, conformément à l'art. 992, doit-elle contenir constitution d'avoué?*

La loi n'autorise pas cette constitution; mais on peut la faire, comme le dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 635, aux notes, afin que, si l'héritier présente caution, et que le créancier veuille la contester, ils procèdent de suite par le ministère de leurs avoués.

ART. 993. Dans les trois jours de cette sommation, outre un jour par trois myriamètres de distance entre le domicile de l'héritier et la commune où siège le tribunal, il sera tenu de présenter caution au greffe du tribunal de l'ouverture de la succession, dans la forme prescrite pour les réceptions de caution.

C. C., art. 807.—C. de P., art. 517 et suiv.

3236. *La caution doit-elle être présentée au greffe, comme le dit l'art. 993, et non par exploit ou acte d'avoué, comme le dit l'art. 518?*

M. Pigeau, *ubi supra*, pag. 636, prouve que ces expressions de l'art. 993, *sera tenu de présenter caution au greffe*, sont à la vérité peu correctes, mais que le législateur n'en a pas moins eu l'intention d'exprimer que la caution fera sa soumission au greffe comme caution judiciaire, et que la présentation qui précède devra être faite, comme toutes les autres présentations de cautions, par exploit ou acte d'avoué, conformément à l'art. 518.

3237. *Qu'arrive-t-il, si l'héritier bénéficiaire ne présente pas la caution dans le délai fixé par l'art. 993?*

On l'assigne pour voir dire que les dispositions de l'art. 807 du Code civil seront exécutées contre lui. Alors il lui incombe de se présenter sur cette assignation, pour fournir de suite la caution prescrite; autrement, on prononce les condamnations auxquelles il a été tenu.

ART. 994. S'il s'élève des difficultés relativement à la réception de la caution, les créanciers provoquans seront représentés par l'avoué le plus ancien.

C. de P., art. 520 et suiv.

3238. *Quel est l'avoué que l'art. 994 désigne sous la dénomination de plus ancien?*

C'est, dit M. Pigeau, *ubi supra*, celui des avoués des créanciers provoquant la caution qui a été déterminé le plus ancien pour avoir déjà fait, soit des actes, tels que seellé, inventaire, où les créanciers ont été représentés par des avoués, soit des procédures avec ces créanciers.

ART. 995. Seront observées, pour la reddition du compte du bénéfice d'inventaire, les formes prescrites au titre des *Redditions de comptes*.

C. C., art. 802, 803 et 809.—C. de P., art. 527 et suiv.

3239. *Quel est le tribunal qui connaît du compte du bénéfice d'inventaire ?*

C'est le tribunal du lieu de l'ouverture de la succession qui en connaît, ainsi que de toutes les contestations qui peuvent naître à l'occasion du bénéfice. — (Argum. tiré des art. 793 et 803 du Code civ., *Jurisp. de ce Code*, tom. 2, pag. 392, n° 90.)

3240. *De ce que l'héritier bénéficiaire est obligé de rendre compte, s'ensuit-il qu'il soit entièrement assimilé, pour son administration, au curateur à une succession vacante ?*

Non, car il peut faire, sans formalités et sans le concours des créanciers, tous les actes d'administration, toucher les revenus, faire les comptes des fermiers; enfin plaider avec l'avis de jurisconsultes, compromettre et transiger, sauf aux créanciers ou légataires à faire prononcer la déchéance contre lui, s'il est jugé qu'il ait en cela excédé ses pouvoirs en qualité d'administrateur. — (Voyez Foulquier, tom. 4, pag. 236 et suiv., et un arrêt de la Cour de Paris, du 3 juin 1808, *Jurisp. du Code civ.*, tom. 12, pag. 104.)

ART. 996. Les actions à intenter par l'héritier bénéficiaire contre la succession, seront intentées contre les autres héritiers; et s'il n'y en a pas, ou qu'elles soient intentées par tous, elles le seront contre un curateur au bénéfice d'inventaire, nommé en la même forme que le curateur à la succession vacante (1).

T. 77.—C. C., art. 802, 812, 2257.—C. de P., art. 958, 999.

2241. *Les créanciers sont-ils recevables à se rendre tiers opposans aux jugemens qui seroient rendus contre le curateur, sur la demande des héritiers ?*

Les auteurs des Annales du notariat rapportent, dans leur Commentaire du Code de procédure, tom. 6, pag. 278, un arrêt de la Cour de Paris, du 28 juin 1811, qui, « attendu qu'il n'est pas impossible de présumer que le curateur, nommé conformément à l'article 996, n'apportât pas toujours contre la demande des héritiers auxquels il doit sa nomination, une

« résistance bien sérieuse, » a jugé que les créanciers de la succession ont le droit de former tierce opposition aux jugemens qui seraient rendus contre lui en pareille circonstance.

Nous devons faire remarquer que cet arrêt, rapporté au Commentaire cité en forme de proposition générale seulement, n'y est point motivé comme il l'est au Journal des avoués, où il se trouve en entier, tom. 5, pag. 84, et qu'il ne statue point d'une manière aussi générale que les auteurs des Annales le supposent, mais seulement pour le cas où les créanciers se seraient fait connaître, parce qu'alors, porte l'arrêt, ils doivent être appelés à tous les actes de distribution de l'actif de la succession : ce ne serait donc que dans ce cas qu'il y aurait lieu à tierce opposition.

Il est vrai que le même arrêt déclare que le curateur au bénéfice d'inventaire ne pouvant disposer des droits des créanciers, ne les représente pas valablement, et que les jugemens entre lesquels la tierce opposition avait été formée ne peuvent avoir les effets du jugement d'ordre auxquels les ayant-droit sont appelés.

Mais il paraît qu'il s'agissait, dans l'espèce, de distribution du prix des biens vendus, et, en cette circonstance, il est certain que les créanciers ne sont pas valablement représentés par le curateur, puisque ceux qui sont connus doivent être appelés à la distribution.

Au surplus, par les raisons exposées n° 1709, nous croyons que les créanciers d'un bénéfice sont en tous autres cas représentés par le curateur.

En effet, ce curateur est le contradicteur légitime de tous ceux qui forment action contre la succession; ou quand tous les héritiers forment une action contre elle, il est évident qu'il représente tous les intéressés à cette succession, contre lesquels l'action procéderait directement, si la loi n'avait établi en leur place un curateur. Il est donc vrai de dire que des créanciers de la succession ne peuvent se rendre tiers opposans au jugement rendu contradictoirement avec ce représentant légal. D'un côté, ils sont représentés par lui; de l'autre, ils ne devaient pas être appelés au jugement à intervenir, précisément parce que la loi leur donnant un représentant, a dispensé de les intimer. Elle a voulu prévenir la multiplicité des débats, économiser les frais, et hâter la liquidation du bénéfice; et l'on sait que si chaque intéressé pouvait se rendre tiers opposant à un jugement rendu contradictoirement avec le curateur, il pourrait y avoir autant de pourvois que d'intéressés; que la liquidation ne serait jamais certaine et définitive, et qu'il eût mieux valu que le législateur n'eût pas prescrit la nomination d'un curateur à la succession [a].

(1) JURISPRUDENCE.

Aucune disposition de la loi n'accorde un délai quelconque à l'héritier bénéficiaire pour l'apurement du bénéfice. Son administration ne dure qu'autant que les créanciers n'exercent pas leurs droits sur les biens du défunt même par expropriation forcée. — (Rennes, 5 mai 1816.)

[(a) Les dispositions des lois françaises relatives aux ventes et aux partages des biens de mineurs ou des personnes qui leur sont assimilés, ont été abrogées dans les Pays-Bas, par la loi du 12 juin 1816, rapportée ci-dessus, pag. 215.]

TITRE IX.

De la Renonciation à la communauté ou à la succession (1).

Le droit français ne connaît point d'héritiers nécessaires, et, par conséquent, tous ceux qui n'ont pas fait un acte d'acceptation irrévocable, ou qui par leur fait n'ont pas encouru la déchéance ou laissé éteindre leur droit par la prescription, peuvent renoncer à la succession que la loi leur défère.

Il en est de même de la femme à l'égard de la communauté conjugale; il ne serait pas juste, le mari en ayant toute l'administration, et pouvant la charger de dettes, sans la participation de la femme, que celle-ci fût privée du droit d'y renoncer.

Le Code de procédure répète sur cet objet les dispositions des art. 784 et 1457 du Code civil, et exclut toutes autres formalités que celle de la déclaration sur le registre du greffe (997).

ART. 997. Les renonciations à communauté ou à succession seront faites au greffe du tribunal dans l'arrondissement duquel la dissolution de la communauté ou l'ouverture de la succession se sera opérée, sur le registre prescrit par l'article 784 du Code civil, et en conformité de l'art. 1457 du même Code, sans qu'il soit besoin d'autre formalité.

T. 91. — C. C., art. 784 et suiv., 787, 845, 1455, 1457, 1461, 1465, 1466.

DXCVI. La méthode adoptée par cet article change quelque chose aux anciennes formes qui étaient usitées, mais elle était le résultat nécessaire des deux articles du Code civil que nous venons de rappeler, et elle a un double avantage sur l'ancienne, en ce qu'elle donne une publicité plus facile à ces renonciations, et qu'elle est moins dispendieuse.

3242. *La partie qui ne renonce à la communauté ou à la succession doit-elle être assistée d'un avoué ?*

La renonciation étant faite en justice est un acte judiciaire pour lequel, par conséquent, il faut être assisté d'un avoué; aussi l'art. 91 du tarif alloue-t-il une vacation pour cet acte.

3243. *La femme qui renonce à la communauté doit-elle faire serment qu'elle n'a rien détourné, fait ni eu détourner directement ou indirectement, et qu'elle ne s'est point immiscée ?*

Autrefois on était dans l'usage de faire prêter ce serment à la femme, quoiqu'il ne fût exigé par aucune loi. L'art. 1457 du Code civil ne le prescrit pas, et l'art. 997 du Code de procédure l'écarte formellement, puisqu'après avoir dit que

(1) Voy. Code civil, liv. 3, tit. 1, chap. 5, sect. 3, et tit. 3, chap. 2, sect. 5.

la renonciation sera faite, conformément à cet art. 1457, il ajoute, sans qu'il soit besoin d'autres formalités.

3244. *Quel est le tribunal au greffe duquel on doit passer la déclaration de renoncer, soit à la succession, soit à la communauté ?*

C'est, pour le premier cas, le tribunal dans le ressort duquel la succession s'est ouverte.

Pour le second, celui dans l'arrondissement duquel la communauté s'est dissoute, c'est-à-dire le tribunal du domicile du mari (voy. Code civ., art. 1457), même en cas de dissolution opérée par séparation de biens (voy. même Code, article 1441, § 5), parce que la loi exige, dans ce cas (voy. Code de procéd., art. 784), que la renonciation soit faite au greffe du tribunal saisi de la demande en séparation, et que ce tribunal doit toujours être celui du domicile du mari, ainsi que nous l'avons dit ci-dessus sur la quest. 2927^a, pag. 165.

TITRE X.

Du Curateur à une succession vacante (2).

Si les héritiers ont renoncé à la succession, ou si, à l'expiration des délais fixés par les art. 1457 et suivans du Code civil, personne ne se présente pour accepter, la succession est déclarée vacante, et le tribunal, sur la demande des parties intéressées ou du ministère public, nomme un curateur chargé de l'administrer.

Par les dispositions du présent titre, le Code de procédure, en déterminant les obligations de cet administrateur, remplit une lacune qui existait dans notre jurisprudence.

A la vérité, l'art. 344 de la Coutume de Paris indiquait les formes dans lesquelles le curateur devait faire vendre le mobilier; mais aucune règle particulière ne lui était prescrite pour la vente des rentes ni pour celle des immeubles: de là étoient résultées plusieurs fois des fraudes ou au moins des contestations telles que peut les faire naître le seul soupçon de ces fraudes. La source de ces difficultés est tarie par la sagesse de l'art. 1001.

ART. 998. Lorsqu'après l'expiration des délais pour faire inventaire et pour délibérer, il ne se présente personne qui réclame une succession, qu'il n'y a pas d'héritier connu, ou que les héritiers connus y ont renoncé, cette succession est réputée vacante (3); elle est pourvue

(2) Voy. Code civil, liv. 3, tit. 1, chap. 5, sect. 4.

(3) Il ne faut pas confondre les successions vacantes avec les successions déclinées à l'État par *désirance*, ou quand il n'y a ni parens successibles, ni enfans naturels, ni époux survivans, ou quand il s'agit de biens acquis par un mort civilement. — (Cod. civ., art. 33, 767, 768; avis du Cons. d'état, des 3 nov. 1809 et 27 sept. 1811.)

d'un curateur, conformément à l'art. 812 du Code civil (1).

T. 77.—C. C., art. 795, 811 et 812.

3245. *Le jugement qui nomme un curateur à la succession encaute, quand les héritiers conditionnels demandent la saisine, est-il interlocutoire et sujet à l'appel ?*

Oui, car en nommant un curateur, le tribunal préjuge contre les droits de ces héritiers dans la succession (voy. arrêt de la Cour de Turin, du 13 avril 1807, *Jurisp. du Code civ.*, tom. 10, pag. 206); et sur l'appel, la Cour peut, en réformant, nommer un autre curateur.—(Cassat., 7 février 1809, *Dalloz*, tom. 26, pag. 221, *Sirey*, tom. 9, pag. 141.)

3246. *Le curateur nommé doit-il prêter serment avant d'entrer en fonctions ?*

Non, puisque ni le Code civil ni le Code de procédure ne l'exigent.—(Foy. arrêt de la Cour de Bordeaux, du 4 avril 1809, *Dalloz*, tom. 26, pag. 218, *Sirey*, tom. 13, pag. 333.)

3247. *Doit-il être passé acte au greffe de l'acceptation du curateur nommé, et celui-ci doit-il constituer un avoué dans cet acte ?*

Oui, dit M. Pigeau, tom. 2, pag. 725; mais il n'est pas nécessaire, ajoute-t-il, pag. 726, aux notes, de constituer avoué dans cet acte, puisqu'il ne s'agit ni de demander ni de défendre en justice; néanmoins, on le fait ordinairement, parce que cette constitution vaut à l'avoué un pouvoir pour défendre à toutes les demandes formées contre le curateur, et pour agir sur celles qu'il forme.

Nous remarquons, contre cette opinion de M. Pigeau, que ni le Code civil, ni le Code de procédure, ne parlent de la nécessité de l'acceptation au greffe; ni, on peut dire qu'il y a assez de formalités prescrites sans en augmenter inutilement le nombre.

La loi n'impose d'autres obligations au curateur acceptant, après le jugement qui la nomme, que de faire constater l'état de la succession par un inventaire, et de faire vendre le mobilier.—(Code de procéd., art. 1000.)

Dès qu'il a connaissance de sa nomination, soit parce qu'il s'est trouvé présent au jugement, soit par l'avis qu'il en a reçu, il peut, de suite, entrer en fonction; il a qualité pour cela. La gestion qu'il fait, postérieurement à la connaissance qu'il a acquise de sa nomination, équivaut à une acceptation. Il est d'ailleurs un véritable mandataire établi par justice; or, l'acceptation d'un mandat peut n'être que tacite et résulter de l'exécution même qui lui a été donnée par le mandataire.—(Code civ., art. 1885.)

(1) JURISPRUDENCE.

Celui qui s'est porté héritier bénéficiaire d'une succession, et qui a depuis renoncé à cette qualité, peut rétracter sa renonciation et reprendre sa première qualité, après qu'il y a eu un curateur nommé à cette succession.—(Rennes, 11 août 1813.)

Il faut remarquer, au surplus, que le tuteur nommé par un conseil de famille n'est pas tenu d'accepter formellement avant de pouvoir administrer; l'art. 418 du Code civil, en lui imposant le devoir d'administrer du jour que sa nomination lui a été connue, ne lui impose en aucune manière cette obligation. Quelle serait donc la raison pour décider autrement, par rapport au curateur nommé à une succession vacante ?

Nous croyons en conséquence que l'acceptation au greffe est une formalité inutile.

L'erreur de M. Pigeau, si nous avons raison de croire qu'il se soit trompé, provient de ce que ce savant maître a voulu, autant que possible, expliquer la procédure actuelle par celle qui s'observait autrefois au Châtelet de Paris, où l'usage était d'exiger l'acceptation.—(Foy. sa *Procéd. civ. du Châtelet*, tom. 2, pag. 509.)

ART. 999. En cas de concurrence entre deux ou plusieurs curateurs, le premier nommé sera préféré sans qu'il soit besoin de jugement (2).

DXCVII. Si l'on s'était borné à déclarer auquel de deux ou plusieurs curateurs en concurrence resterait l'administration, on eût pu croire qu'il eût fallu recourir au tribunal pour faire appliquer la disposition de la loi portant cette simple déclaration; le législateur a pris soin d'épargner les frais de cet inutile recours, en prononçant que le premier nommé sera préféré sans qu'il soit besoin de jugement; mais évidemment, il suppose qu'il n'y a pas de contestations, car s'il s'en élève, il faut bien que le juge intervienne pour les terminer, comme le prouvent les décisions ci-dessous citées et les solutions des questions que nous allons examiner.

3248. *Quand peut-il arriver qu'il y ait lieu à l'application de l'art. 999 ?*

3249. *En cas de nomination de deux curateurs, le premier nommé doit-il être préféré, quel que fût le tribunal qui l'eût nommé ?*

Il peut arriver que deux ou plusieurs curateurs aient été nommés, parce que plusieurs créanciers auraient pu séparément user du droit que la loi donne à chacun d'eux de provoquer la nomination d'un curateur.

(2) JURISPRUDENCE.

1^o. Une Cour d'appel a le droit de statuer sur la nomination contestée d'un curateur, et en même temps de nommer un autre curateur.—(Cassat., 5 nov. 1809; voy. *Jurisp. sur la procéd.*, tom. 3, pag. 246, et les *Recueils de Deuereux et de Sirey*, pour 1809.)

2^o. En ce cas, le curateur dont la nomination était contestée peut être condamné aux dépens du procès relatif à sa nomination, lorsqu'il a soutenu personnellement la légalité de sa nomination. (Voy. même arrêt.) C'est aussi ce qu'a décidé un arrêt de la Cour de cassation, du 7 février 1809.—(*Dalloz*, tom. 26, pag. 221; *Sirey*, tom. 9, pag. 141.)

Mais, comme nous venons de le dire au commentaire ci-dessus, le premier nommé ne peut être préféré sans jugement qu'autant qu'il n'y a pas de contestation, et nous ajoutons ici qu'autant qu'il a été nommé par le tribunal du lieu où la succession s'est ouverte, ce tribunal étant le seul compétent pour cette nomination : si donc les nominations avaient été faites par des tribunaux différens, ce serait le curateur nommé par celui du lieu de l'ouverture de la succession qui serait préféré, quand même il l'aurait été le dernier. — (Voy. *Pigrau*, tom. 2, pag. 726; *Delaporte*, tom. 2, pag. 476; *Berriat Saint-Prix*, pag. 723, not. 4, et *Toullier*, tom. 4, pag. 250, n° 399.)

ART. 1000. Le curateur est tenu, avant tout, de faire constater l'état de la succession par un inventaire, si fait n'a été, et de faire vendre les meubles suivant les formalités prescrites aux titres de l'*Inventaire et de la Vente du mobilier*.

Cout. de Paris, art. 344. — C. C., art. 813 et 814. — C. de P., art. 941 et suiv., 945 et suiv.

ART. 1001. Il ne pourra être procédé à la vente des immeubles et rentes, que suivant les formes qui ont été prescrites au titre *Du bénéfice d'inventaire* (1).

T. 128. — C. C., art. 805, 813. — C. de P., art. 986 et suiv.

ART. 1002. Les formalités prescrites pour l'héritier bénéficiaire, s'appliqueront également au mode d'administration et au compte à rendre par le curateur à la succession vacante.

(1) Voy. les préliminaires du titre, pag. 253.

C. C., art. 813 et 814. — C. de P., art. 527 et suiv., et 995.

3250. La disposition de l'art. 1002, d'après laquelle le curateur à une succession vacante est assujéti, quant à son administration et à son compte, aux règles propres à l'héritier bénéficiaire, n'admet-elle aucune exception ?

Il y a cette différence entre le curateur à la succession vacante et l'héritier bénéficiaire, premièrement, qu'il n'est pas tenu de donner caution; car on ne saurait la demander à quelqu'un qui est appelé à remplir un ministère de confiance (voy. *Exposé des motifs*, édit. de F. Didot, pag. 337); secondement, que les sommes provenant de la succession sont consignées à la caisse des consignations, d'après un avis du Conseil d'état, du 19 septembre 1809, approuvé le 13 octobre suivant (voy. *Bulletin des lois*, 4^e série, tom. 11, pag. 158), et l'art. 2 de l'ordonnance du 3 juillet 1816.

3251. L'héritier bénéficiaire est-il obligé de faire la déclaration prescrite par la loi du 22 frimaire an 7, pour le droit de mutation, et d'acquiescer ce droit ?

Il doit faire cette déclaration dans les six mois du jour de l'ouverture de la succession, sous peine de demeurer personnellement responsable du demi-droit en sus (voy. les instructions du directeur de la régie, des 24 germinal an 12, et 3 fructidor an 13), et la régie est fondée à exiger de lui le droit de mutation, lors même que la succession n'aurait rien produit, et qu'il eût déclaré n'avoir aucuns deniers entre ses mains, sauf à lui à fournir la preuve de ses maintiens en rendant compte de son administration. — (Voy. arrêts de la Cour de cassation, des 7 janvier et 4 avril 1807, *Sirey*, tom. 7, pag. 59, et tom. 8, pag. 290.)

LIVRE III.

TITRE UNIQUE.

Des Arbitrages (1).

La loi garantit aux citoyens, comme un droit naturel, celui de soumettre leurs contestations à des arbitres de leur choix; ainsi, dans sa pensée, dans son vœu, l'arbitrage est la pre-

mière juridiction à laquelle les parties doivent recourir (2).

(2) L'origine de l'arbitrage tient à celle des premières associations politiques. Il était autorisé par les lois romaines, et toutes les questions qui y ont rapport se trouvent traitées au Digeste, liv. 4, tit. 8, de *receptis*, qui *orbitrium receperunt ut sententiam dicant*, auquel on doit joindre le tit. 55 du liv. 2 du Code, de *receptis arbitris*. L'ancien droit français autorise pareillement les arbitrages. (Voy. édit. de 1555 et 1560.) La Coutume de Bretagne, art. 1^{er}, permettait expressément aux parties de soumettre à des arbitres la décision de leurs contestations.

(1) Voy., sur cette importante matière, notre Traité des lois d'organisation et de compétence, pag. 7 et suivantes de la première partie, et en entier le liv. 3, tit. 1, chez Warée oncle, libraire au Palais de justice.

Cette juridiction est tout à la fois volontaire et contentieuse.

Elle est *volontaire* (1), parce qu'en général les parties sont libres de s'y soumettre ou de déférer leurs différends aux magistrats institués par la loi.

Elle est *contentieuse*, parce qu'elle ne s'exerce jamais qu'au fond de jugement à rendre sur un litige (2).

Il n'est aujourd'hui qu'un seul cas dans lequel les parties soient obligées de faire choix d'arbitres, c'est celui d'une contestation élevée entre associés, et pour raison d'une société commerciale. (Voy. la note à la page précédente, *in fine*.) La loi (Code de comm., art. 51) prescrit ici l'arbitrage comme le plus sûr moyen de régler promptement les droits des parties (3).

(1) Le droit romain ne forçait, en aucun cas, les citoyens à s'éloigner des travaux ordinaires pour mettre leurs procès en arbitrage; mais l'édit de 1560, art. 3, ouvrage du célèbre chancelier de l'Hôpital (c'est ainsi qu'il signait comme chancelier de France), confirmé par l'ordonnance de Moulins, obligeait les parents de s'en rapporter, à l'égard de certaines contestations, au jugement de leurs plus proches parents et amis; disposition qu'on retrouvait dans l'art. 566 de la Coutume de Bretagne, mais qui ne s'observait pas à la rigueur, comme le dit Duparc-Poulain sur cet article.

L'Assemblée constituante la rétablit dans l'art. 12, tit. 10 de la loi du 24 août 1790, en l'étendant à toutes contestations entre conjoints, père et fils, grand-père et petit-fils, frères et sœurs, oncles et neveux. La convention nationale soumit en outre à un arbitrage forcé une foule de contestations nées de ses lois spoliatrices, notamment en matière de biens communaux. (Voy. loi du 10 juin 1793.) Les abus qui résultèrent de cette exécution de l'arbitrage forcé en amenèrent la suppression pour tous les cas (loi du 9 ventôse an 4), à la seule exception des contestations entre associés, et pour cause de société commerciale, conformément aux dispositions de l'ordonnance de 1675, qui resta en vigueur. Tel est encore l'état de la législation, d'après le tit. 1 de la loi du 24 août 1790, et les dispositions des Codes de commerce et de procédure.

(2) Si l'art. 429 du Code de procédure autorise les tribunaux de commerce à retenir les parties devant des *tiers* pour examen de comptes, pièces et registres, c'est improprement qu'il les qualifie d'*arbitres*, puisque ces tiers n'ont à donner qu'un simple avis, auquel le tribunal a tel égard qu'il juge convenable, et non pas une décision qui termine le différend. On les appelle *arbitres* pour les distinguer des *experts*, qui sont des hommes de l'art; mais, dans la réalité, leurs attributions sont les mêmes que celles de ces derniers.

(3) Ces arbitres sont nommés par les parties, ou, à défaut, d'office par le tribunal de commerce. (Code de comm., art. 53 et 55.) Ils prononcent dans un délai convenu, sinon déterminé par le tribunal. (Article 54.) L'instruction à faire devant eux n'est assujétie à aucune formalité; ils jugent sur les pièces et mémoires des parties, appellent un surarbitre en cas de partage (art. 56, 60); leurs jugements sont rendus exécutoires par une ordonnance du tribunal de commerce, et sont susceptibles d'appel devant la Cour royale, et de recours en cassation, si les parties s'y ont pas reconçu.

Pour distinguer ces arbitres forcés de ceux que les parties choisissent en toute autre circonstance que celle dont nous venons de parler, ceux-ci sont appelés *volontaires*, et on ne les distingue eux-mêmes en *arbitres proprement dits*, et en *arbitrateurs ou amiables compositeurs*, suivant que les parties les ont institués, à l'effet de prononcer d'après la rigueur du droit et les formes prescrites par la loi, ou à l'effet de statuer avec dispense de ces formes, et conformément aux règles de l'équité. — (Art. 1009 et 1019.)

Toutes les dispositions législatives qui régissent aujourd'hui l'arbitrage ordinaire sont contenues au liv. 3 de cette seconde partie du Code de procédure, et se rapportent au *compromis*, à la *récoction* et à la *récusation des arbitres*, à la *procédure*, au *jugement*, à son *exécution*, et aux *manières de l'attaquer*.

Elles établissent une procédure véritablement judiciaire, puisqu'elle conduit à une décision qui, après l'apposition de l'ordonnance d'exécution, a tous les caractères et tous les effets d'un jugement.

Art. 1003. Toutes personnes peuvent compromettre sur les droits dont elles ont la libre disposition (4).

Nous traiterons, sur chaque article du Code de procédure, avec lesquels elles peuvent avoir quelques rapports, les questions concernant ces arbitrages. On peut au reste consulter, sur cette matière, le Traité de l'arbitrage forcé en matière de société commerciale par M. Merson, avocat près le tribunal de première instance de Nantes; ouvrage qui, pour n'être pas très-étendu, n'en contient pas moins des notions utiles, des observations judicieuses, des solutions exactes, et particulièrement le Cours de droit commercial de M. Pardessus, et les Institutions commerciales de M. Delvincourt.

(4) JURISPRUDENCE.

1^o. Le mari qui compromet sur des biens soumis au régime dotal est non recevable à demander lui-même la nullité du compromis, et la femme y est également non recevable jusqu'après la dissolution du mariage. — (Riom, 8 juin 1809; Daillos, tom. 2, pag. 255; Sirey, tom. 10, pag. 255.)

2^o. L'autorisation ou le pouvoir de transiger n'emporte pas celui de compromettre, encore qu'il soit dit que le mandataire (ou la personne autorisée) pourra transiger même par médiation d'arbitre. — (Aix, 6 mai 1819; Daillos, tom. 2, pag. 256; Sirey, tom. 13, pag. 205.)

Nota. En effet, un pouvoir de transiger par médiation d'arbitres n'en est pas un pour instituer des arbitres afin de jugement: la médiation ne suppose qu'un avis à donner par un tiers, afin que le mandataire transige.

3^o. Le liquidateur d'une société de commerce n'est, aux termes du droit commun, qu'un simple mandataire, encore que le liquidateur ait été associé gérant de la société (en commodité); et comme simple mandataire, il ne peut engager la société par un compromis. — (Cassat., 15 janv. 1817; Daillos, tom. 7, pag. 261; Sirey, tom. 12, pag. 113.)

Loi du 24 août 1790, art. 1. — C. C., art. 1197 et suiv., 1989. — C. de comm. art. 51, 63. — C. de P., art. 1006.

DXCVIII. Le compromis (1) est un acte synallagmatique par lequel on renonce à la juridiction des juges établis par la loi, et l'on s'oblige d'exécuter la décision qui sera rendue par un ou plusieurs arbitres que l'on nomme pour prononcer sur les différends qu'on leur soumet.

Cet acte est un contrat, il en a tous les caractères, il doit en avoir tous les effets; mais il doit aussi être soumis à toutes les règles établies par les lois en matière de contrat.

On trouve une première application de ces règles dans la permission que l'art. 1003 accorde à toutes personnes, de compromettre sur les droits dont elles ont la libre disposition; c'est une suite de la règle du droit romain : *illi possunt compromittere, qui possunt efficiuntur obligati*.

On ne pouvait, sans injustice, refuser à celui que la loi autorise à disposer librement d'un droit quelconque, la faculté de soumettre à des arbitres la question de savoir s'il doit perdre ou conserver ce droit, ou de quelle manière il peut en jouir.

Il est juste, au contraire, de ne pas accorder cette faculté à celui qui ne peut pas disposer librement du droit qu'il conteste ou qui lui est contesté.

Le compromis, en effet, emporte une véritable disposition au moins conditionnelle, puis-

4°. Le compromis, qui, en matière de société commerciale, nommerait des arbitres amiables compositeurs, serait nul, si les syndics d'un des associés faillis avaient concouru à ce compromis, sans être spécialement autorisés à nommer de tels arbitres. — (Cassat., 8 avril 1818, Dallos, tom. 2, pag. 279; Sirey, tom. 18, pag. 326.)

5°. Le compromis passé sans fraude par le mandataire, depuis la faillite du mandant, et dans l'ignorance de cette faillite, est valable, si, par suite de ce compromis, et toujours dans l'ignorance de la faillite, les arbitres rendent leur sentence. Les créanciers du failli ne peuvent prendre contre cette sentence que la voie de la tierce opposition. — (Cassat., 15 fév. 1808, Dallos, tom. 2, pag. 256; Sirey, tom. 8, pag. 198.)

6°. Un jugement arbitral n'est pas nul pour avoir été rendu avec les héritiers mineurs d'un des compromettants, s'il n'y a eu aucune réclamation devant les arbitres. — (Cassat., 21 nov. 1811, Dallos, tom. 2, pag. 243; Sirey, tom. 7, 2^e part., pag. 1055.)

7°. Lorsqu'un compromis est passé avec une partie qui a cessé d'avoir intérêt à la cause, par la cession qu'elle a faite de ses droits à un tiers, et qu'elle la laisse ignorer à son adversaire, l'erreur dans laquelle celui-ci s'est trouvé est une cause de nullité du compromis. — (Cassat., 4 fév. 1807, Dallos, tom. 2, pag. 249; Sirey, tom. 7, pag. 254.)

(1) Convenu, du latin *compromittere* (de *promittere* cum), promettre ensemble, avec, parce que les parties promettent ensemble, et chacune envers l'autre de se conformer à l'avis des arbitres qu'elles nomment.

qu'il oblige celui qui le souscrit à abandonner le droit litigieux si les arbitres l'y condamnent. Ce serait donc permettre de faire par une voie indirecte, ce que la loi défend de faire directement, que d'autoriser à compromettre sur des droits dont on ne peut disposer. Les lois ne comportent point de pareilles contradictions.

3252. Un tuteur, lorsqu'il est autorisé par le conseil de famille, et qu'il remplit les formalités prescrites par l'art. 467 du Code civil, relatif aux transactions, peut-il valablement compromettre sur les intérêts du mineur ou de l'interdit ?

Où, suivant l'opinion de M. Demiau Crouilhac, pag. 672, et de M. Boucher, dans son Manuel des arbitres, pag. 483, n° 948 à 950; mais nous adoptons l'opinion contraire de M. Berriat Saint-Prix, pag. 40, not. 9, et des auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 335 à 340, qui, pour appui deux arrêts de la Cour de cassation, des 23 pluviôse an 10 et 4 fructidor an 12, rapportés par ces deux auteurs, et qui avaient jugé de la sorte, attendu que l'art. 2 de la loi du 24 août 1790 interdisait la faculté de compromettre à tous ceux qui n'avaient pas le libre exercice de leurs droits.

Or, l'art. 1003 reproduit cette disposition, à la seule différence qu'il substitue le mot *disposition* à celui d'*exercice*; d'où il nous semble qu'il est permis de conclure que l'en peut encore argumenter de l'arrêt ci-dessus mentionné. À la vérité, on permet au tuteur de transiger en observant certaines formes (art. 467); mais le pouvoir de transiger ne comprend pas celui de compromettre. — (Foy. Code civ., art. 1989.)

Quand on admettrait, comme l'a désiré la Cour de Nîmes, par arrêt du 17 août 1806 (voy. Jurisprudence du Code civ., art. 344), que des lettres écrites ensuite puissent suppléer à ce pouvoir, on ne saurait maintenir que cela s'applique au tuteur, et d'ailleurs on sent que le cas d'une transaction est bien différent de celui d'un compromis.

Dans la transaction, les conditions de l'accommodement sont connues, tandis que l'on ignore les résultats futurs du compromis. D'un autre côté, le tribunal, sur les conclusions du ministère public, homologue la transaction, sur l'avis de trois jurisconsultes, et le jugement arbitral n'est soumis qu'à la simple formalité d'une ordonnance d'exequatur. — (Foy. Prat., *ubi supra*, pag. 239.)

Opposerait-on qu'autrefois (voy. Jousse, Traité de l'administration de la justice, t. 2, p. 639, n° 13, et Duparc-Poullain, tom. 8, pag. 436), il paraissait d'usage constant que les sentences arbitrales rendues par suite de la compromission d'un tuteur pour son mineur n'étaient pas nulles dans la forme, et ne pouvaient être réformées que pour injustice ou mal jugé au fond ? que le motif de cet usage doit être le même aujourd'hui, puisqu'il était fondé sur ce que la voie d'appel de la sentence arbitrale était ouverte au

mineur? Dirait-on qu'il est toujours avantageux à ce dernier que ses droits soient défendus et jugés, sans qu'il ait à faire les frais toujours trop considérables de la procédure ordinaire?

Nous répondrons que cet usage, contre lequel nous pourrions opposer des autorités respectables puisées dans les Annales de l'ancienne jurisprudence elle-même, ne peut être suivi maintenant, parce que la disposition de l'art. 1004 vient appuyer les conséquences à tirer de l'article 1003, en ce que cette disposition décide qu'on ne peut compromettre sur aucune des contestations qui seraient sujettes à communication au ministère public. Or, l'art. 83, § 6, met au nombre de ces contestations les causes des mineurs, et généralement toutes celles où l'une des parties est défendue par un curateur.

Que l'on insiste, en disant que les mineurs seront souvent privés des avantages que leur offre l'arbitrage, relativement à l'économie des frais, dans des affaires compliquées, pour lesquelles, par exemple, l'art. 509 de la Coutume de Bretagne autorisait le compromis. A ce sujet, M. Toullier, qui d'ailleurs partage notre opinion, dit qu'en ces sortes d'affaires, les parties conviennent souvent de remettre respectivement leurs pièces et mémoires à un ou à plusieurs jurisconsultes pour s'en rapporter à leurs avis, qui est rédigé en forme de jugement, qu'on passe ensuite par expédient sur les conclusions du ministère public. Il ajoute que les tribunaux favorisent, indigne même, en certains cas, cette manière d'épargner des frais qui pourraient souvent surpasser le principal.

Mais en agissant ainsi, c'est recourir à un véritable arbitrage que la loi prohibe, ainsi que M. Toullier en convient avec nous. Cependant, nous ne voudrions pas que le mineur ou l'interdit fût privé de ce moyen, que notre estimable collègue indique pour éviter les frais, et nous croyons qu'on y parviendrait d'une manière plus conforme à l'esprit de la loi, si, au lieu de donner leur avis en forme de jugement, les jurisconsultes choisis par les parties rédigeaient un modèle de transaction qui fût soumis au conseil de famille, et ensuite à l'homologation du tribunal, sur les conclusions du ministère public, et après un nouvel avis de trois jurisconsultes désignés par lui : nous avons vu procéder ainsi plusieurs fois (1).

3253. *Le mineur émancipé, la femme séparée*

(1) Mais cette décision ne s'appliquerait pas (voy. *Delvincourt*, loc. cit., § 497), à cas où le mineur se trouverait, du chef de son auteur, intéressé dans une société commerciale. L'arbitrage est alors forcé, et le tuteur ne pourrait s'y refuser; seulement il ne peut renoncer à la faculté d'appeler du jugement arbitral. — (*Codex de comm.*, art. 61.)

Nous disons du chef de son auteur, car si le mineur était lui-même commerçant et membre d'une société de commerce, il serait alors réputé majeur pour tous les faits de son commerce, et par conséquent de la société (*ibid.* art. 5) : il pourrait donc être jugé par arbitres, et même renoncer à l'appel.

de biens, l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, peuvent-ils compromettre?

Nous ne balancerons pas à décider cette question pour l'affirmative, mais seulement par rapport aux droits dont ces personnes peuvent disposer, puisque l'art. 1003 du Code de procédure porte que toutes personnes peuvent compromettre sur les droits dont elles ont la libre disposition, à la différence de l'art. 2 de la loi du 24 août 1790, qui se servait du mot *exercice*, et qui conséquemment pouvait laisser quelques doutes sur la solution de notre question. Telle est aussi l'opinion de M. Pigeau, puisqu'il applique à la compromission (voy. *tom. 1*, pag. 19) ce qu'il dit de la transaction. — (*Ibid.*, pag. 3 et suiv.)

3254. *Un héritier bénéficiaire peut-il compromettre sur les comptes que lui doivent les fermiers ou régisseurs de la succession, sans perdre par cela seul sa qualité de bénéficiaire?*

Un arrêt de la Cour de Paris, du 3 juin 1818 (voy. *Sirey*, tom. 18, pag. 209), a, d'une manière absolue, jugé cette question pour l'affirmative, et telle est l'opinion de quelques auteurs.

M. Demiau Crouilhac, dans sa thèse pour le concours ouvert à Paris, relativement à la chaire de procédure civile, vacante par le décès du vénérable et savant Pigeau, fait une distinction que nous croyons devoir admettre, par les motifs qu'il expose, en approfondissant la question sous ses véritables rapports.

« Si, dit-il, l'on ne peut compromettre que sur les droits dont on a la libre jouissance, l'héritier bénéficiaire est exclu de cette faculté, quant aux droits de la succession, tant qu'il ne voudra pas se départir de la qualité de bénéficiaire, qualité mixte qui fait qu'il n'est point maître de la chose, quoique espérant le droit de propriété ne lui soit pas absolument étranger.

« Ainsi, l'héritier bénéficiaire est considéré par la loi tout à tour comme maître de la succession sous la qualité seule et isolée d'héritier, et comme simple administrateur et dépositaire sous la qualité de bénéficiaire : en sorte que s'il dispose, de son pur gré, de la succession en tout ou en partie, la disposition sera valable; mais en même temps cette disposition lui a ravi le bénéfice d'inventaire, parce que l'acte de maître et le bénéfice d'inventaire sont tellement incompatibles qu'ils ne peuvent jamais exister simultanément. Si l'héritier bénéficiaire est admis tuteur *in rem suam*, comme héritier, il l'est aussi *in rem alienam*, comme bénéficiaire.

« La question se réduit donc à ces termes : ou l'héritier veut agir en maître, et alors il peut disposer, comme tel et à son gré, des droits de la succession, mais le bénéfice d'inventaire disparaît; ou bien il ne veut agir que comme bénéficiaire, et dans ce cas il ne peut faire aucun acte qui dépasse les fonctions de simple administrateur; et comme un simple administrateur n'a pas la libre disposition des droits qui lui sont confiés,

Il ne peut évidemment compromettre sur ces mêmes droits et lier ainsi les créanciers. »

Il s'agit maintenant d'appliquer ces principes à l'espèce de la question ci-dessus posée. Or, compromettre sur les comptes des fermiers et régisseurs, c'est agir comme simple administrateur; le compromis doit être soulé ainsi que tout ce qui s'en est suivi, mais l'héritier ne perdra pas pour cela la qualité d'héritier bénéficiaire, puisqu'il n'a compromis que comme administrateur et sur un objet d'administration.

3255. L'héritier qui a compromis sur les intérêts de la succession pourrait-il faire annuler l'acte sous prétexte que, comme héritier bénéficiaire, il ne pouvait compromettre ?

Par arrêt du 20 juillet 1814 (Sirey, tom. 15, pag. 32, Dalloz, tom. 2, pag. 252), la Cour de cassation a jugé la négative, dans une espèce où l'héritier n'avait pas pris qualité dans le compromis. Nous appliquerons cette décision même au cas où il eût pris qualité, parce que, dans l'un comme dans l'autre, il y a même raison de décider.

Dans la première hypothèse, l'héritier, en compromettant, doit être réputé avoir voulu déposer sa qualité de bénéficiaire pour prendre celle d'héritier pur et simple.

Dans la seconde, il fait un acte qui se trouve absolument en opposition avec la première qualité, et qu'il ne pouvait faire que sous la seconde; il doit encore, à notre avis, être censé avoir renoncé au bénéfice.

Ainsi, dans les deux hypothèses, le compromis doit tenir.

3256. Le condamné par coutume (Code civ., art. 22) peut-il compromettre pendant les cinq années de grâce ?

3257. Le condamné à une peine comportant mort civile le peut-il également après sa condamnation ?

Nous pensons, avec M. Pigeau, pag. 9, *ubi supra*, que le premier ne peut compromettre; car, s'il n'est pas mort civilement, il est privé de l'exercice de tout droit civil. — (Voyez Code civil articles 27 et 28.)

Vainement opposerait-on qu'il peut acquérir, puisque le contrat de vente est un contrat du droit des gens; qu'il peut même succéder.

Nous répondrons (voy. Loche, tom. 1, pag. 421, et Delviciourt, tom. 1, pag. 24), qu'il n'acquerra pas pour lui-même, puisqu'il ne peut exercer aucun droit résultant de son acquisition; que s'il n'est pas privé du droit de succéder, du moins il n'exerce pas ce droit, et ne peut, par conséquent, ni accepter, ni répudier; qu'il suit de là qu'il n'a pas la disposition de ses droits, qui d'ailleurs sont exercés comme ceux de l'absent, et que ceux-là seuls pourraient compromettre, à qui l'administration de ses biens aurait été accordée.

D'ailleurs, la loi, afin de le forcer à comparaître, lui refuse toute protection; et ce serait évidemment lui accorder celle de l'autorité judi-

ciaire, que de lui permettre de soumettre au différend à des arbitres dont la décision recevrait en définitive la sanction de la justice, et deviendrait exécutoire en vertu de l'ordonnance du président.

Quant au mort civilement, puisqu'il peut faire des acquisitions après avoir encouru la mort civile, et disposer des droits qui en résultent, nous croyons qu'il peut compromettre sur ces droits, sauf à se faire représenter par un curateur, afin d'obtenir l'ordonnance d'exequatur. — (Arg. du Code civ., art. 22.)

On pourrait objecter que cette décision tend à lui donner la faculté d'éluder la disposition de la loi, qui veut qu'il ne puisse plaider que sous le nom d'un curateur.

Nous répondrons que cette disposition n'a été portée que pour éviter qu'un infâme ne souille par sa présence le sanctuaire de la justice; que le motif de cette disposition cesse, si des contestations sont soumises à des arbitres, et qu'il suffit, pour la satisfaction de la loi, que ce soit un curateur qui agisse pour lui, lorsqu'il a besoin de recourir au magistrat pour obtenir l'ordonnance d'exequatur. Sa position est bien différente de celle du condamné par coutume: celui-ci n'a la disposition d'aucun droit, puisqu'il n'en exerce aucun; celui-là peut disposer des droits résultant d'acquisitions qu'il lui est permis de faire; le premier est exclu du droit de compromettre par les termes de l'art. 1003; le second nous paraît compris dans ces termes.

Au surplus, et pour couper court à toute difficulté, le plus sûr serait que le compromis fût souscrit et le jugement rendu sous le nom d'un curateur qui poursuivrait l'ordonnance.

3258. Le curateur d'un absent peut-il compromettre pour lui, et s'il le fait, les autres parties peuvent-elles opposer la nullité ?

La Cour de cassation, section des requêtes, a jugé, par arrêt du 5 octobre 1808, que le curateur ne pouvait compromettre sur les droits de l'absent sans une autorisation spéciale, et que s'il la faisait, le compromis était nul, même à l'égard des parties qui étaient capables de compromettre.

Les motifs de cet arrêt sont qu'un compromis est un acte synallagmatique; que de sa nature il doit contenir obligation réciproque; que, dans l'espèce, l'une des parties n'ayant pas de capacité ni d'autorisation suffisante pour obliger l'absent, les autres parties ne devaient pas être obligées, envers lui; que conséquemment le compromis devait être déclaré nul, ainsi que tout ce qui l'avait suivi; qu'enfin, la disposition de l'art. 1125 du Code civil, portant que les personnes capables de s'engager ne peuvent opposer l'incapacité du mineur, de l'interdit ou de la femme mariée, avec qui elles ont contracté, était sans application à l'espèce.

3259. Si, d'après la solution donnée sur la précédente question, les parties capables de compromettre peuvent opposer la nullité d'un com-

promis et de ses suites au curateur d'un oboeur, c'enest-il que l'on doit décider de la même manière, relativement à tout autre incapable ?

Deux arrêts de la Cour de cassation, l'un du 1^{er} mai 1811 (*Sirey*, tom. 11, pag. 244, *Dalloz*, tom. 2, pag. 244), l'autre du 26 août de la même année (*roy. même recueil pour l'année 1812*), ont décidé négativement cette question dans l'intérêt de mineurs.

Par le premier, il a été décidé que l'article 1125 du Code civil était applicable à un compromis passé entre un majeur et un mineur, ou le tuteur de celui-ci, sans autorisation; en sorte que le majeur ne pouvait opposer au mineur la nullité du compromis à raison de l'incapacité de celui-ci pour compromettre; qu'enfin, le mineur seul serait fondé à se plaindre du compromis, s'il se croyait lésé par le jugement arbitral.

Par le second arrêt, la Cour souveraine a consacré le même principe dans une espèce analogue, en déclarant que la nullité des compromis passés avec des mineurs n'a été établie que dans l'intérêt de ces derniers.

Ces décisions s'appliquent évidemment à la femme mariée et à l'interdit, parce que leur incapacité n'est que relative; mais on ne pourrait les étendre aux cas où l'incapacité serait absolue et d'ordre public, comme celle d'une commune, d'un établissement public, pour lesquels le maire ou les administrateurs auraient compromis sans autorisation. C'est ce qui résulte de plusieurs arrêts de la Cour de cassation, cités par les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 342; et en effet, ce n'est pas seulement pour leur intérêt que les communes et les établissements publics doivent être autorisés, mais encore pour qu'ils n'inquiètent pas sans raisons les particuliers.

On peut demander ici comment concilier les deux arrêts que nous venons de rapporter avec celui sur lequel nous avons motivé la solution de la question précédente? Nous répondons que ces différentes décisions se concilient facilement, parce qu'il y a une grande différence entre le cas d'un abus qui pourrait compromettre lui-même et pour lequel un notaire souscrit le compromis, et la personne qui agit directement et par elle-même. Dans le premier cas, le notaire est assimilé à un mandataire, qui ne peut compromettre pour le mandant qu'autant qu'il en a pouvoir spécial (1). — (*Voy. Cod. civ. article 1988, et Pigeau, tom. 1, pag. 19.*)

3260. *Si la partie qui aurait compromis avec un mineur, un interdit ou une femme mariée, ne peut opposer la nullité, c'enest-il qu'elle ne puisse, tout que la sentence arbitrale n'est*

point intervenue, demander que le compromis soit ratifié d'une manière légale, ou qu'il reste sans effet ?

Nous ne le pensons pas; car il est toujours permis de régulariser une procédure, tant que les choses sont entières. C'est aussi l'opinion des auteurs du Praticien, *ubi suprâ*, pag. 343.

3261. *Est-il des personnes qui ne peuvent être choisies pour arbitres, parce qu'elles seraient formellement exclues par la loi ?*

On ne saurait trouver, dans nos lois actuelles, aucune disposition spéciale qui ait exigé, pour remplir les fonctions d'arbitres, certaines qualités d'après lesquelles on puisse décider avec certitude qu'il y ait des personnes qui soient exclues de ces fonctions. Mais nous trouvons, dans la Table de Bergognié, au mot *arbitre*, tom. 1, pag. 44, un arrêt de la Cour de cassation, du 7 floréal an 5, qui a décidé qu'on ne pouvait éboisir des arbitres que parmi les citoyens qui ont la qualité de citoyen français, attendu que, d'après les art. 10 et 11 du tit. 2 de la constitution de l'an 3, les citoyens français peuvent seuls être appelés aux fonctions établies par la constitution: quoique les actes constitutionnels existassent à l'époque où M. Bergognié a publié son recueil ne répètent pas expressément cette disposition, elle s'y trouve implicitement, disait-il, et conséquemment la décision du tribunal de cassation devrait encore être suivie.

Nous pensons, avec M. Boncher, pag. 115 et suivantes, n^{os} 204 et 205, que l'arrêt ci-dessus rapporté ne peut être considéré comme ayant fixé un point de jurisprudence. Le motif qui lui sert de base nous paraît erroné, en ce que l'on argumente du principe que la loi constitutionnelle n'eût appelé à exercer les fonctions qu'elle établit par ceux qui jouissent des droits politiques. Les lois qui se sont succédées sous le titre de constitutions n'établissent point les fonctions d'arbitres; elles ne faisaient que consacrer et garantir le droit naturel, dont tout homme doit jouir, de soumettre son différend à des personnes de son choix, et régulariser l'exercice de ce droit dans ses rapports avec l'ordre de l'administration de la justice. La charte ne s'explique en aucune manière à cet égard.

Mais il y a plus de difficultés sur la question de savoir s'il faut du moins jouir ou avoir l'exercice des droits civils pour être apte à exercer la fonction d'arbitre.

Nous ne trouvons rien, soit dans l'ancienne jurisprudence, soit dans la nouvelle, soit dans les auteurs, qui puisse autoriser à résoudre cette question pour l'affirmative, et d'une manière générale.

Une seule chose nous paraît certaine, c'est que les infâmes, tels que les condamnés à des peines afflictives ou infamantes, sont exclus du droit de concourir à un arbitrage (*voyez nous. Répert., au mot arbitrage, tom. 1, pag. 292; Jousse, Traité de l'administration de la justice civile, pag. 692; Boucher, pag. 58, n^o 102*); et

(1) L'opinion que nous émettons ici est d'ailleurs fondée sur la disposition de l'art. 1125 du Code civil, qui n'est relative qu'au mineur, à l'interdit et à la femme mariée, et non à l'absent; d'où suit qu'à son égard l'on doit décider autrement que relativement aux autres. — (*Cassat., 5 oct. 1808, Sirey, 1809, pag. 71, Dalloz, tom. 2, pag. 244.*)

si l'on avait besoin d'une autorité plus imposante encore que celle des auteurs que nous venons de citer, nous croirions la trouver dans la disposition de l'art. 21 du Code pénal, qui interdit à ces condamnés même la faculté d'être experts : à plus forte raison doit-on leur refuser le droit de rendre une sentence qui doit être revêtue du sceau de la justice, au moyen de l'ordonnance d'*exequatur* que la loi exige.

Nous trouvons dans les ouvrages précités, d'un côté, des autorités d'après lesquelles les juges, les femmes, les filles, les étrangers, les mineurs, les sourds et muets, les faillis, les débiteurs détenus pour dettes, les serviteurs à gages, seraient exclus de l'arbitrage sans aucune distinction ; d'un autre côté, d'autres autorités qui admettent les juges, les femmes d'un rang élevé, les mineurs émancipés, lorsqu'ils ont les connaissances nécessaires pour terminer judicieusement un différend, les faillis, lorsqu'ils n'ont pas été condamnés comme banqueroutiers frauduleux, les sourds et muets, lorsqu'ils savent écrire, les débiteurs détenus pour dettes, et même les serviteurs à gages.

Ce serait nous livrer à un travail aussi long que fastidieux, que de rapporter en détail et de balancer ces diverses autorités. Il présenterait d'ailleurs peu d'utilité ; car il est bien rare que l'on songe à choisir pour arbitres la plupart des personnes que nous venons de désigner.

Nous n'insisterons donc que sur le point de savoir si les juges, les mineurs et les faillis peuvent être appelés à exercer les fonctions d'arbitres.

Autrefois l'opinion la plus commune était en faveur du juge, même en Bretagne, où l'art. 17 de la Coutume semblait s'y opposer (voy. *Duparc-Poullain*, tom. 8, pag. 438) ; et aujourd'hui l'on ne saurait élever aucun doute à ce sujet, puisque les décrets des 20 prairial et 15 messidor an 13, concernant l'administration de la justice dans les ci-devant états de Parme et de Plaisance, et dans les départemens alors réunis de Gènes et de Montenotte, portent que les juges ne pourront demander aucun salaire ni présent, lorsqu'ils seront choisis pour arbitres ; ce qui suppose clairement, dit M. Merlin (voy. *nouv. Répert.*, *noté* *supra*, pag. 293), que les juges peuvent aujourd'hui accepter des arbitrages (1).

(1) Quoi qu'il en soit, M. Pigeau, tom. 1, pag. 20, se fondant sur la loi 9, §. 2, de *receptis*, §. 2, maintient que « les juges naturels de la contestation en peuvent être arbitres, parce qu'il est des cas où l'on peut se pourvoir contre un jugement arbitral, ou devant le tribunal qui a rendu l'ordonnance d'exécution, ou devant celui d'appel. Or, ajoute M. Pigeau, les juges qui composent ces tribunaux étant revêtus d'une fonction publique, de laquelle ressortit la fonction privée qu'ils acceptent, ils le font mal à propos, puisqu'ils se peuvent juger eux-mêmes leurs propres décisions. » D'autres tirent argument des ordonnances de 1535 et 1539.

Mais, pour écarter toutes ces autorités, il suffit de remarquer,

Quant au mineur, presque tous les auteurs s'accordent à dire qu'il ne peut être arbitre :

1°. Relativement à la loi de *receptis*, que cette loi ne peut avoir aucune influence sur la question, puisque notre législation actuelle, sur la compétence des tribunaux, ne contient aucune disposition prohibitive ; que, d'un autre côté, l'art. 1051 du Code de procédure abroge toutes lois, coutumes, usages et réglemens relatifs à la procédure civile ; ce qui emporte très-explicitement l'abrogation, et de la loi dont il s'agit, et des ordonnances de 1535 et 1539.

2°. Relativement à ces ordonnances, que la première était faite pour la Provence, la seconde pour le Dauphiné ; que l'une et l'autre ne contenaient défenses que pour les présidents et conseillers de ces provinces ; que la seconde n'était pas même suivie au Parlement du Dauphiné, en vertu d'un règlement de ce Parlement, de 1564 ; que, dans les autres ressorts du royaume, il n'y avait aucune uniformité sur ce point ; au Parlement de Toulouse, par exemple, les conseillers pouvaient être arbitres avec permission de la Cour, etc., en Bretagne, comme nous venons de le dire, malgré la disposition de l'art. 17 de la Coutume, qui semblait s'y opposer, on ne faisait aucune difficulté pour reconnaître la validité d'un compromis qui instituait un juge. — (Voy. *Traité de l'administration de la justice par Jousse*, tom. 2, pag. 966, et *Duparc-Poullain*, tom. 8, pag. 438.)

Cette variation de jurisprudence et d'usage suffirait pour démontrer l'impossibilité de généraliser, pour tout le royaume, une prohibition qui ne résulterait d'aucun texte précis d'une loi générale française, si le silence de notre législation, joint à l'abrogation prononcée par l'art. 1051, ne tranchait pas entièrement la difficulté.

3°. Relativement à l'opinion de M. Pigeau, il importe de remarquer qu'un auteur justement estimé, M. Berriat Saint-Prix, dont M. Demiau Crouilhac a soutenu la doctrine dans sa thèse de concours pour la chaire vacante par le décès de M. Pigeau, la combat fortement dans son Cours de Procédure, pag. 42, not. 18, 3^e alinéa.

On peut ajouter à ces nombreuses autorités le sentiment de M. Merlin, au nouveau Répertoire, v° arbitre, pag. 393, 3^e édit. ; celui de M. Boucher, dans son Manuel des arbitrages, pag. 75 à 77 ; enfin, un arrêt de la Cour de Trèves, du 24 juin 1812.

S'il est maintenant démontré que la qualité de juge n'emporte pas par elle-même une incapacité d'être arbitre, nous ne voyons aucune raison pour décider autrement dans le cas où le magistrat nommé arbitre eût, en sa qualité de juge, commencé à connaître de différend. Loin de là, comme l'ont dit Jousse et l'auteur de l'ancien Répertoire, c'est d'après la raison de la *factus* due aux accommodemens qu'il fut permis, dans le ressort de Paris, à tout officier quelconque, d'être arbitre du procès dont il était le juge. Or, il est de l'intérêt des parties d'avoir pour arbitre un homme qui a déjà pris, dans l'impartialité du magistrat, connaissance du différend.

Il est vrai qu'un arrêt de la Cour de cassation, du 30 août 1813 (*Dalloz*, tom. 2, pag. 379, *Sirey*, tom. 13, 1^{er} pag. 430), a décidé que les parties ne pouvaient attribuer aux tribunaux institués par la loi la faculté de prononcer comme *onciales compositores* ; que, d'après l'art. 1019, elles le peuvent à l'égard des arbitres ; mais cette décision, fondée sur ce qu'un tribunal créé par la loi, pour appliquer ses dispositions, ne peut, sans contravention aux principes du droit public, prononcer tout à la fois comme délégué du

absurdum est ut elius rogat qui se ipsum gerere nequit. Comment des mineurs qui ne peuvent compromettre pourraient-ils juger ? Néanmoins, on admettait assez généralement que si un mineur d'une capacité reconnue avait été choisi pour arbitre, sa sentence ne serait pas nulle. (Voy. *Sousse*, *ubi supra*.) Un mineur peut être licencié à dix-neuf ans, docteur à vingt : de tels arbitres ne seraient-ils pas préférables à la plupart de ceux qu'on pourrait choisir parmi les majeurs d'un autre état ou profession ? — (Voy. *news. Répert.*, pag. 592.)

Quant au failli, comme l'état de simple faillite n'imprime aucune tache d'infamie, ne prive le personne ni de la jouissance ni de l'exercice de ses droits civils, et ne la soumet qu'à certaines incapacités mentionnées aux art. 84 et 614 du Code de commerce, nous pensons, par le motif qu'en ne peut suppléer des incapacités, que le failli peut être arbitre. Telle est l'opinion de M. Boneber, pag. 128, n° 224, et elle nous paraît avoir été consacrée implicitement par un arrêt de la Cour de Rennes, du 25 juin 1810, qui a décidé, attendu le silence des lois à cet égard, que l'on ne pouvait réélire un tiers arbitre nommé d'office, sur le motif qu'il ne s'était pas réhabilité de l'état de faillite. — (Voy. *Journ. des arrêts de cette Cour*, et nos notes sur cet arrêt, tom. 1, pag. 152.)

À l'égard des autres personnes précédemment indiquées nous croyons que l'on doit se guider par un principe que nous trouvons énoncé partout, c'est que toute personne peut être arbitre, dit Domet, liv. 1, tit. 14, sect. 2, n° 7, à l'exception de ceux qui se trouvent dans quelque incapacité ou infirmité qui ne leur permettrait pas cette fonction.

D'après ce principe, nous exclorions les femmes, les furieux, les sourds et muets, tous ceux enfin qui auraient non pas une incapacité relative dépendant de l'âge, de l'exercice des droits politiques ou de certaines conditions d'études, mais une incapacité absolue d'exercer les fon-

ctions judiciaires. Mais pourrait-on choisir pour arbitre un individu qui ne saurait pas signer ? — (Voy. nos questions sur l'art. 1016.)

3262. L'annulation du compromis entraîne-t-elle nullité de tous les actes faits en conséquence, notamment de la décision arbitrale ?

Oui, sans néanmoins rien préjuger sur le fond qui en était l'objet. — (Cass., 4 février 1807, *Sirey*, tom. 11, pag. 244; *Dalles*, tom. 2, pag. 249.)

ART. 1004. On ne peut compromettre sur les dons et legs d'alimens, logement et vêtemens, sur les séparations entre mari et femme, divorces, questions d'état, ni sur aucune des contestations qui seraient sujettes à communication au ministère public.

Loi de 16 août 1790, tit. 1, art. 2. — C. de Proc., art. 83, 581, et suiv., 1010.

DXCIX. S'il est des personnes qui ne peuvent compromettre, il est aussi des matières qui, par leur nature ou par leur importance dans l'ordre moral et politique, ne pouvaient être soumises à l'arbitrage; aussi la loi les en exempte-t-elle nummément dans l'article ci-dessus.

Le motif de ces prohibitions sort encore de la nature même du compromis. Les intérêts purement privés peuvent seuls faire les matières d'un contrat : on ne peut y insérer aucune stipulation qui toucherait plus ou moins l'ordre public.

Quelque favorables que fussent les lois romaines aux arbitrages et aux compromis, elles les avaient interdits dans les causes importantes, telles que celles d'ingénuité et de liberté. Nos législateurs ont pensé qu'on devait également les interdire dans celles où il s'agit, non-seulement de l'état des citoyens, mais encore d'une séparation de corps (1), enfin de don ou legs d'alimens (2).

Ces causes touchent de trop près à l'ordre public, pour que le jugement en puisse être abandonné à des arbitres, qui, quelque instruits, quelque sages qu'on les suppose, n'offrent jamais

principe et comme mandataire des parties, ne saurait

loisir un argument contre l'opinion que nous sou-

tenons ici, et qui nous semble d'autant plus certaine,

que la législation actuelle accorde à l'arbitrage plus

de faveur que l'ancienne.

Aussi voit-on tous les jours les juges de paix choisir

pour arbitres, soit des différends qui sont portés en

conciliation devant eux (*Culmor*, 21 déc. 1813,

Sirey, 1814, pag. 290), soit même de ceux dont

ils sont saisis comme juges; et ce choix d'un ma-

gistrat, dans ce dernier cas, n'est point contraire à

l'arrêt de la Cour de cassation que nous venons de

citer, parce qu'il est passé un compromis qui dessaisit

le juge de paix comme juge de la loi, en sorte que

ce n'est plus le délégué du prince, mais l'homme

privé qui est institué arbitre, tandis que, dans l'es-

pèce de l'arrêt, c'est été le magistrat, comme tel,

qui eût en même temps prononcé comme arbitre, et

sa décision eût été exécutoire comme jugement; un

contraire, dans le cas que nous posons, la décision

du juge de paix doit être revêtue de l'ordonnance

d'exécution.

(1) Ces exceptions ont un fondement dans les principes du droit romain : De liberali causa, *compromisso facto recte non compellitur arbitrio sententiam dicere, quia favor libertatis est ut majores iudices habeant.* — (Loi 32, § 6, ff de receptis.)

De liberali causa. C'est, sans contredit, à ce principe qu'il faut rapporter de telles contestations. Ne serait-ce pas en effet compromettre de *liberali causa*, que de soumettre à des arbitres une contestation sur l'état des personnes, ou qui tendrait à faire décider si le lien du mariage peut être rompu ou relâché ?

(2) On ne peut compromettre sur les dons ou legs d'alimens, dans la crainte qu'on ne s'en dépouille avec trop de facilité : Cum hi quibus alimenta relicta erunt, facile transigerent, contracti modico present, divus Marcus oratione in senatu recitata effect, ne oliter alimentorum transactio rata esset, quam si antea pratore facta. — (Loi 8, in principio, ff de transact.)

à la société la même garantie, la même indépendance que les juges institués par la loi et investis par le chef de l'État de son autorité.

D'un autre côté, puisque notre organisation judiciaire admet depuis des siècles des officiers chargés, comme exerçant le *ministère public*, de prendre connaissance de certaines contestations, c'eût été une in conséquence que de permettre aux parties de soustraire à l'examen et peut-être à la censure de ces officiers, des prétentions qu'elles soumettraient à des arbitres (1). Des abus sans nombre pourraient naître d'une pareille tolérance.

Notre Code, plus prévoyant sur ce point que les lois anciennes, que celle même du 24 août 1790, prévient cet abus, et sous ce rapport, l'art. 1004 offre une grande amélioration.

3263. *Peut-on compromettre sur une demande en séparation de biens ?*

Quoique ces causes ne soient pas sujettes à communication au ministère public, il n'en est pas moins certain qu'on ne peut les soumettre à des arbitres, puisque l'art. 1004 ne fait aucune distinction (2).

3264. *Peut-on compromettre sur les aliments qui ne résultent pas de dons ou legs ?*

Il est certain, dit M. Berriat Saint-Priv, pag. 40, not. 11, que le Code de procédure ne défend point le compromis, pas plus que le Code civil ne défend la transaction sur les *aliments* dont il s'agit. Il est néanmoins étrange qu'on ait oublié de renouveler, sur cette matière importante, les dispositions d'une des plus belles lois du sage Marc-Aurèle. (Voy. loi 8, in pr., ff. de transactionibus.) Mais nous remarquerons que le Code de procédure n'a fait en cela que consacrer derechef les principes de l'ancienne jurisprudence française. — (Voy. Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, pag. 693, 4^e, et nos questions sur l'art 582, tom. 2, pag. 332.)

3265. *La prohibition de l'art. 1004, relative aux aliments, s'étend-elle aux arrérages échus ?*

Nous pensons qu'aujourd'hui, comme autrefois, la prohibition de compromettre sur les dons ou legs d'aliments ne doit en général s'appliquer qu'aux arrérages à échoir, puisqu'il n'y a aucun motif d'interdire la libre disposition d'arrérages, qui, par leur échéance, ont perdu la nature d'aliments. — (Voy. Prat., tom. 5, pag. 346.)

Il ne faut pas néanmoins prendre ceci à la lettre (voy. nous. *Répert.*, ou mot *aliments*, tom. 1, pag. 181); car si celui qui doit les aliments avait été mis en demeure de les payer, et que celui auquel ils sont dus prouvât qu'il eût été obligé d'emprunter pour vivre, il serait juste que les arrérages passés conservassent alors tout leur privilège.

(1) *Talis naturæ sunt, ut majores judices habeant.*

(2) À plus forte raison, ne peut-on compromettre sur une contestation relative à la validité d'un mariage. — (Cassat, 6^e plur. an 11, Sirey, tom. 3, pag. 351; Dalloz, tom. 2, pag. 267.)

Nous remarquerons en passant que M. Merlin, *ubi supra*, pense que le Code civil n'ayant pas renouvelé la défense de transiger sur les legs d'aliments, cette défense est par cela seul abrogée, d'après l'article 7 de la loi du 30 ventôse an 12. Mais ne doit-on pas décider plutôt que la prohibition de compromettre est une conséquence nécessaire de la prohibition de transiger ?

3266. *Peut-on compromettre sur des droits tellement certains qu'ils ne puissent fournir matière à une contestation sérieuse ?*

Oui; il suffit que ces droits soient contestés, quoique sans fondement, pour qu'il puisse y avoir lieu à compromission. — (Voyez arrêt de la Cour de cassation, du 17 janvier 1809, Denecour, 1809, pag. 88.)

3267. *Peut-on compromettre sur les difficultés relatives à l'exécution d'un acte administratif, lorsqu'elles ne concernent que l'intérêt personnel des individus qui compromettent ?*

Loin qu'il existe aucune loi qui s'oppose à ce que l'on compromette dans cette circonstance, l'arrêt du 5 fructidor an 9 autorise au contraire cette sorte de transaction. C'est pourquoi la Cour de cassation, par arrêt du 17 janvier 1811 (Sirey, tom. 14, pag. 126), a décidé que des arbitres pouvaient prononcer sur les contestations existantes entre cohéritiers, dont l'un est éliminé ou amnistié, et relativement à une succession dont le mode de partage avait été fixé par un acte du Gouvernement représentant le cohéritier émigré. Elle a considéré que, dans cette espèce, les arbitres n'ayant fait que déterminer le sens d'un acte administratif qui leur avait été soumis du consentement des parties, et uniquement dans l'intérêt de celles-ci, n'avaient évidemment commis aucun excès de pouvoir qui pût faire annuler leur sentence.

3268. *Peut-on compromettre sur des intérêts pécuniaires nés à l'occasion d'une question d'état ?*

Il est bien certain que l'on ne peut compromettre sur des questions d'état, ni sur aucune contestation qui tiennne à l'ordre public. — (Article 1004.)

Cependant la Cour de Bruxelles, par arrêt du 26 février 1807 (voy. Sirey, DD, pag. 89), a jugé que des arbitres avaient pu prononcer sur la question de savoir si un enfant était né viable, et s'il avait sur vécu à sa mère; question de laquelle dépendait la solution de celle de savoir à qui appartenait la succession de celle-ci; ce qui était le principal objet du compromis.

Cette Cour a considéré que le différend se présentait point une véritable question d'état, qui ne s'entend que de l'état civil des personnes, et telle est aussi notre opinion.

On entend, en effet, par état civil, dit M. Merlin (voy. nous. *Répert.*, tom. 4, pag. 769), la condition d'une personne, en tant qu'elle est enfant naturel ou adopté de tel père ou de telle mère, légitime ou bâtarde, mariée ou non ma-

riée, divorcée ou non divorcée, vivante ou morte, soit naturellement, soit civilement.

Les questions d'état sont donc celles qui ont pour objet de régler, suivant ces diverses circonstances, la condition civile d'une personne, lorsqu'elle est attaquée dans un état dont elle est en possession, ou qu'elle réclame un état dont elle n'a jamais joui. (*Foyes Dénisart, au mot état, tom. 2, pag. 331.*) Cette explication suffit pour démontrer la justesse du motif sur lequel la Cour de Bruxelles a fondé sa décision; car il est évident que la question préjudicielle, sur laquelle les arbitres avaient à prononcer, ne présentait rien de semblable à ce qui caractérise une question d'état.

Mais supposons qu'il soit nécessaire que les arbitres, pour prononcer sur l'objet du compromis, décident préalablement une question qui soit véritablement une question d'état, dirait-on, comme on le pourrait dans l'espèce ci-dessus, que cette question n'étant pas le fond du procès et du compromis, les arbitres pourraient la juger, parce qu'elle ne serait qu'une question préjudicielle qui leur serait essentiellement soumise comme juges du principal? Non, sans contredit.

Mais ne le pourraient-ils pas, si les parties avaient formellement consenti à ce qu'ils prononçassent sur cette question? Nous croyons qu'il faut distinguer.

1^o. Le cas où les parties ne leur auraient soumis la question d'état que comme préjudicielle, comme nécessaire à décider pour statuer sur des intérêts pécuniaires qui y seraient liés, et qui seraient l'unique et dernier objet du compromis;

2^o. Celui où cette question leur aurait été déférée, pour rendre même à son égard une décision qui devrait avoir tous les effets d'un jugement.

Nous estimons que le compromis serait valable dans le premier cas, parce qu'il est toujours permis de transiger sur des intérêts pécuniaires, et que la solution donnée sur la question d'état ne pourrait préjudicier à l'état de personne, ni lui être opposée; mais, dans la seconde hypothèse, le compromis serait nul, conformément à l'art. 1004.

Supposons, par exemple, qu'un individu prétende droit dans une succession, en qualité d'enfant légitime; que cette qualité lui soit contestée par des parents du défunt, qui maintiendraient qu'il ne peut être admis à prendre part qu'en qualité d'enfant naturel reconnu.

Dans cette espèce, l'individu dont il s'agit pourra compromettre sur la portion à lui revenir dans la succession, en déclarant que nonobstant la solution à donner sur la question de savoir s'il est enfant naturel ou légitime, il entend néanmoins se soumettre à ne prendre part que suivant la quotité qui serait fixée par des arbitres.

Il arrivera de là que le jugement arbitral ne

sera exécutoire, et ne pourra être opposé à l'individu dont il s'agit, que relativement à la portion qui lui aura été accordée dans la succession, et que conséquemment la question d'état restera tout entière, et pourra être discutée par lui en toute circonstance. — (*Foy. nos quest. sur l'art. 1015.*)

Art. 1005. Le compromis pourra être fait par procès-verbal devant les arbitres choisis (1), ou par acte devant notaire, ou sous signature privée (2).

C. de comm., art. 53.

DC. Après avoir désigné, dans les deux articles précédents, les personnes qui peuvent compromettre et les matières qui peuvent faire l'objet d'un compromis, la loi énonce ici les formes dans lesquelles cet acte peut être rédigé, et les clauses dont il est susceptible; à cet égard, il laisse aux parties la liberté la plus entière.

Et d'abord, toutes les formes dans lesquelles peuvent être passés une convention, un contrat ordinaire, conviennent au compromis: authentique ou sous signature privée, il est également valable.

3269. Si, au lieu de passer un compromis, les parties fournissent de port et d'autre, à des tierces personnes, des blancs seings que celles-ci devront remplir d'une transaction, cette transaction sera-t-elle considérée comme un jugement arbitral, et quels en seraient les effets?

Il est bien certain qu'une remise de blancs seings ne peut équivaloir à un compromis, et que conséquemment la transaction rédigée par les tierces personnes auxquelles ils ont été remis ne peut être considérée comme un jugement arbitral.

C'est ce qu'atteste Duparc-Poullain, tom. 8, pag. 443, n^o 4. Quand les parties, dit-il, veulent que leurs contestations soient terminées sans jugement, par amiable composition, elles remet-

(1) Arbitres choisis, auxquels les parties déclarent qu'elles les constituent juges des différends qu'elles expliquent, ou qui sont développés dans leurs actes ou mémoires respectifs.

(2) JURISPRUDENCE.

1^o. L'existence du compromis sur lequel est intervenu un jugement arbitral est suffisamment justifiée, entre les parties, par l'enregistrement du compromis, la comparution des parties devant les arbitres, et la transcription de ce compromis dans la sentence. En ce cas, il n'y a pas nécessité de représenter l'acte (*Dalloz, tom. 3, pag. 303, Sirey, tom. 22, pag. 199.*)

2^o. Le compromis conçu en termes généraux s'étend aux cas d'urgence. (*Cassat., 2 sept. 1812, Sirey, 1813, pag. 84.*) Ainsi, lorsque des parties ont mis en arbitrage leurs prétentions relatives à des immeubles, les tribunaux ne peuvent, sous prétexte d'urgence, ordonner une rentrée en possession, parce que toutes les contestations qui peuvent naître d'un compromis doivent être soumises à l'autorité qui a prononcé, d'après l'art. 1003.

tent aux arbitres des blancs signés qu'ils remplissent d'une transaction. Cet usage a toujours été approuvé par le Parlement ; mais lorsque les parties ont été appelantes de ces blancs signés remplis, le Parlement a décidé que la voie de l'appel n'était pas admissible, et qu'on ne pouvait les attaquer que par voie de rescision fondée sur les mêmes moyens qui sont nécessaires pour faire rescinder les transactions. — (Foyes *Actes de notoriété recueillis par le même auteur*, pag. 12, et par Devolant, pag. 247.)

Rodier (*des sentences arbitrales, à la fin du Commentaire sur le tit. 26 de l'ordon.*) et Denizard, au mot *transaction*, tom. 4, pag. 78, n° 9, disent la même chose des transactions faites par des arbitres en vertu de procuration. De telles transactions ne peuvent être considérées comme sentences arbitrales, lors même qu'il y serait dit que les procureurs-arbitres auraient transigé, tant en vertu des pouvoirs qui leur en auraient été donnés, que de la remise à eux faite de tels et tels actes, mémoires et instructions, et des aveux respectivement donnés par les parties, sur des faits jusqu'alors inconnus : ce qui, dit Rodier, *sentait bien la sentence arbitrale*.

Mais on peut demander si ce que nous venons de dire, d'après Duparc-Poullain, relativement à la validité des transactions faites par des tierces personnes sur des blancs seings qui leur ont été remis, doit être observé dans notre droit actuel.

Il faut remarquer que l'opinion de Duparc-Poullain n'était fondée que sur la jurisprudence du Parlement de Bretagne, et que Darescu, rédacteur de l'article *blanc seing* inséré dans la première édition du Répertoire, blâmait l'usage qui était autorisé par cette jurisprudence, et se prononçait contre le sentiment de ceux qui maintenaient la validité de la transaction.

Mais M. Merlin, dans la deuxième édition du même ouvrage, tom. 1, pag. 725, s'exprime ainsi : « Sur quel fondement prétendrait-on annuler ces engagements ? Aucune loi ne les condamne : ils sont donc permis ; on peut donc contracter par blancs seings. Qu'il soit de l'essence des contrats que chaque partie connaisse la nature et la force des engagements qu'elle souscrit ; mais celui qui souscrit un blanc seing ne sait-il pas qu'il s'en remet à la libre volonté de celui auquel il en confie l'usage ? Qu'il puisse résulter des abus graves, j'en conviens encore ; mais c'est au législateur à y pourvoir ; et tant qu'il ne l'aura pas fait, le devoir du jurisconsulte sera de reconnaître pour valable, et celui du magistrat sera de confirmer ce que le législateur n'a pas jugé à propos de déclarer nul. »

A cette opinion de M. Merlin, nous avons entendu opposer que la nullité de la transaction sur blanc seing résulterait de ce qu'elle était faite par suite d'arbitrage, et que l'art. 1005 du Code de procédure exigeant que le compromis désigne, à peine de nullité, les objets en li-

tige et le nom des arbitres, cette condition, sans laquelle nul ne peut statuer comme arbitre, n'est point remplie par la remise des blancs seings.

Nous répondons qu'on ne peut tirer contre l'usage de cette remise aucune induction de l'article dont on argumente, non-seulement parce qu'avant la publication du Code de procédure, le même défaut de désignation de l'objet de l'arbitrage et du nom des arbitres, entraînait également la nullité ; ce qui n'empêchait pas d'admettre l'usage des blancs seings (voy. Pigeau, *anc. edit.*, tom. 1, pag. 19) ; mais encore parce que le compromis ayant pour objet d'investir des tiers du droit de juger un différent, il faut que leur compétence soit déterminée ; ce qui n'est pas nécessaire, lorsque des blancs seings leur sont remis, puisque les parties annoncent par là qu'elles n'entendent point qu'ils rendent jugement, mais qu'elles leur accordent des pouvoirs illimités à l'effet de transiger pour elles.

Nous concluons de ces observations que l'usage de la remise des blancs seings peut être suivi sous l'empire de nos lois actuelles, comme l'a décidé la Cour de Rennes, par arrêt du 28 avril 1823, et que la transaction dont les blancs sont remplis est soumise aux principes établis au tit. 15, liv. 3 du Code civil (voy. les notes de Pigeau, tom. 1, pag. 10 et 11), et ne peut être attaquée que dans les cas mentionnés aux art. 2052 et suivans de ce Code.

3270. *La partie qui a remis des blancs seings à une tierce personne peut-elle les retirer, malgré l'opposition de l'autre partie ?*

Nous avons sous les yeux une consultation donnée à Rennes, le 18 février 1756, par trois anciens avocats, MM. Perron, Boudoux et Martigné-Pépin, qui attestent qu'une partie a toujours le droit de retirer des blancs seings des mains de ceux auxquels elle les a confiés, en les sommant de les remettre, ou en déclarant, sur leur refus, qu'elle les révoque dès ce moment. Ces tierces personnes ne peuvent passer outre ; autrement la transaction serait nulle.

3271. *Le compromis doit-il être nécessairement constaté par un acte séparé du jugement arbitral ?*

On pourrait le croire, d'après les termes de l'art. 1005, qui exige qu'il soit donné ou par un procès-verbal devant les arbitres choisis, ou par acte devant notaire, ou sous signature privée.

Quoi qu'il en soit, il y a des auteurs, disant Prost-de-Royer, qui prétendent que le pouvoir des arbitres est suffisamment constaté par la mention faite dans la sentence arbitrale d'un *compromis verbal* ; ou même par la *remise des actes* ; il ajoute que quelques Parlements du royaume rejetaient cette opinion, mais que d'autres l'ont adoptée.

Nous croyons que l'on se conformerait suffisamment au vœu de l'art. 1005, si les arbitres

constataient en tête de la sentence le pouvoir qu'ils auraient reçu des parties, à l'effet de régler tel différend, et si les parties souscrivaient cet acte avec eux, car ce ne serait autre chose qu'un procès-verbal; mais nous ne croyons pas que la simple remise des actes puisse équivaloir aujourd'hui à un compromis: la disposition de l'art. 1005 paraît s'y opposer formellement.

3272. *Le compromis peut-il être constaté par d'autres actes que ceux mentionnés dans l'article 1005 ?*

Nous croyons, contre le sentiment des auteurs du *Praticien*, tom. 5, pag. 359, qu'il peut l'être par le procès-verbal du juge de paix tenant le bureau de conciliation, lorsque les parties défèrent à l'invitation que la loi lui ordonne de leur faire de soumettre leur différend à des arbitres. — (Voy. *Demiau Crouilhac*, pag. 673; *loi du 22 frimaire*, dite *constitution de l'an 8*, et *Code de procéd.*, art. 54.)

Nous pensons en outre que les parties compromettent valablement, lorsque, déclarant se désister d'une instance introduite devant le juge ordinaire, elles lui demandent et obtiennent acte de ce désistement et en même temps de leur déclaration de soumettre le différend à des arbitres qu'elles désignent. Le jugement forme et constate évidemment le compromis.

3273. *Le compromis sous seing privé doit-il être fait en double ?*

Oui, conformément à l'art. 1325 du Code civil, puisque c'est un contrat synallagmatique. — (Voy. *prat.*, tom. 5, pag. 358.)

Mais comme, en général, l'exécution du contrat sous seing privé couvre non-seulement la nullité provenant du défaut de mention du nombre des originaux qui ont été faits, mais encore celle qui résulte de ce que les originaux n'auraient pas été faits en nombre suffisant, l'exécution du compromis couvrirait ces nullités. — (*Cassat.*, 15 février 1814, *Dalloz*, t. 2, p. 295, *Sirey*, t. 14, p. 154.)

Remarquons toutefois, 1^o que cette exécution ne serait pas prouvée par le seul témoignage des arbitres irrégulièrement nommés (*Trèves*, 15 novembre 1811, *Dalloz*, tom. 2, pag. 295, *Sirey*, tom. 13, pag. 350); il faut non-seulement que le jugement arbitral et des aveux positifs des parties constatent qu'elles ont comparu devant les arbitres (*Turin*, 12 messidor an 13, *Dalloz*, tom. 2, pag. 295, *Sirey*, tom. 13, pag. 346), la comparution volontaire étant une exécution dans le sens de l'art. 1338 du Code civil. — (*Cassat.*, 13 fév. 1812, *Dalloz*, tom. 2, pag. 299, *Sirey*, tom. 14, pag. 155.)

2^o. Aussi s'il a été jugé, par arrêt de la Cour de Florence, du 3 juin 1811, qu'il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'acte qui proroge le pouvoir des arbitres soit fait en double original, surtout si les arbitres ont été constitués dépositaires de l'acte qui contient la prorogation (*Sirey*, tom. 14, pag. 84), et nous appliquons cette décision au cas où le compromis non

fait double eût été déposé à l'instant entre les mains des arbitres.

3274. *Le compromis est-il assujéti aux droits de timbre et d'enregistrement ?*

Oui, d'après les art. 12 et 17 de la loi du 13 brumaire an 7, et l'art. 7 de celle du 22 frimaire de la même année. Il est même à remarquer, comme le dit Duparc-Poullain, tom. 8, pag. 433, que le compromis doit être enregistré avant la date du jugement.

ART. 1006. Le compromis désignera les objets en litige et les noms des arbitres, à peine de nullité.

Regl. du 10 déc. 1627. — C. de P., art. 1027, n^o 2, 1028, n^o 5.

DCI. Les arbitres n'ayant aucun caractère public, il est nécessaire que le compromis leur donne ce titre, en même temps qu'il offre pour les parties une garantie contre tout excès de pouvoir. Il faut donc que le compromis détermine le cercle de la compétence, et c'est pourquoi l'art. 1006 veut, à peine de nullité, qu'il désigne les objets en litige et les noms des arbitres (1).

3275. *Un compromis par lequel des parties ont donné à des arbitres le pouvoir de décider toutes questions élevées ou qui pourraient s'élever sur l'exécution des actes qui font la matière de leur contestation, serait-il valable ?*

La Cour de Turin, par arrêt du 4 avril 1808 (voy. *Sirey*, tom. 9, pag. 163), a décidé qu'un tel compromis ne pouvait être attaqué comme ne renfermant pas une désignation suffisante des objets en litige.

Il en est de même de la déclaration faite dans le compromis que les parties soumettent aux arbitres un procès intenté en tel tribunal. — (*Rennes*, 3^e chambre, 13 décembre 1809.)

3276. *De ce que l'art. 1006 veut que le compromis désigne les noms des arbitres à peine de nullité, doit-on conclure qu'un compromis qui les désignerait par des qualités fût nul, encore bien que cette désignation déterminât la personne d'une manière certaine ?*

Nous pensons qu'une telle désignation serait suffisante. (Voy. notre quest. 286^e.) Par exemple, dit M. Pigeau, tom. 1, pag. 20, si deux frères en contestation choisissaient pour arbitre leur frère unique, si les parties avaient nommé le maire de leur ville, on ne pourrait annuler le compromis, parce que cette désignation ne permet pas que l'on puisse élever le moindre doute sur la personne.

3277. *Dans le cas où l'arbitre est désigné par une qualité qu'il perdrait après le compromis, la personne qui lui succède en cette qualité lui est-elle nécessairement substituée comme arbitre ?*

(1) *Arbitri enim potestas ipso compromisso coercetur, ita ut ejus fines egredi non liceat.* — (*Loi* 32, §§ 11 et 15; loi 25, ff de recept.)

Si l'on a désigné un arbitre par une qualité, et que cette qualité soit susceptible de passer d'une personne à une autre, ce serait celle qui s'en serait trouvée revêtue au moment de la signature du compromis qui seule pourrait concourir à l'arbitrage. Par exemple, on désigne aujourd'hui pour arbitre, *dans une contestation née*, le maire de telle commune ou le juge de paix de tel canton, etc.; c'est la personne qui exerce actuellement les fonctions de maire ou de juge de paix qui remplira celle d'arbitre, et non pas la personne qui lui succéderait dans les premières; dans ce cas le compromis cesserait : il faudrait une nouvelle désignation.

Il n'en serait pas de même s'il résultait du compromis que les parties eussent attaché leur confiance à telle personne qui serait revêtue de telle qualité. Supposons, par exemple, que dans un contrat quelconque, notamment dans un acte de société, les parties fussent convenues qu'en cas de contestations, elles seraient jugées par des arbitres au nombre desquels serait le bâtonnier des avocats. Le juriconsulte qui exercera cette honorable fonction au moment où s'élèverait la contestation, est évidemment celui qui devra concourir à l'arbitrage.

3278. *Si la personne revêtue de la qualité à laquelle les parties ont entendu attacher leur confiance n'acceptait pas l'arbitrage, serait-elle valablement remplacée par celui qui, dans l'ordre des fonctions que supposerait sa qualité, viendrait immédiatement après elle?*

C'est l'opinion de M. Merson, dans son traité de l'arbitrage forcé, pag. 29.

Si donc il eût été convenu que l'un des arbitres serait le bâtonnier des avocats de tel barreau, que l'autre serait le doyen des avoués de tel tribunal, et qu'il y eût de leur part empêchement ou refus, on appellerait, suivant cet auteur, celui qui, dans l'ordre du tableau, viendrait immédiatement après le bâtonnier ou le doyen, dans lesquels les parties ont déclaré mettre leur confiance, et qu'aucune autre personne ne pourrait remplacer dans l'esprit de la convention.

Cette opinion peut être admise à l'égard d'un doyen de compagnie, corporation ou corps, quels qu'ils soient, parce qu'ici la qualité n'établit aucune présomption particulière de capacité ou de mérite que l'on puisse supposer avoir déterminé la confiance des parties. Mais lorsque la qualité a été acquise à la personne par un choix qui établit une semblable présomption, nous pensons qu'aucune autre, en cas d'empêchement ou de refus, ne peut remplacer la personne revêtue de la qualité exprimée dans le compromis. Ainsi, par exemple, le bâtonnier des avocats ne peut être remplacé par un autre avocat, même par celui qui serait le premier inscrit sur la première colonne du tableau. La Cour royale de Rennes, dans une espèce où le bâtonnier avait été remplacé par un avoué, a formellement décidé, le 13 mars 1823, qu'aucun

autre que l'avoué exerçant les fonctions de bâtonnier ne pouvait être substitué à celui-ci, qui avait refusé l'arbitrage.

Bien plus : les arbitres ayant été désignés dans cette même espèce et par un acte de société pour statuer, *comme amiables compositeurs*, la Cour a jugé que le bâtonnier refusant de concourir à l'arbitrage, cette clause ne pouvait subsister, et elle a renvoyé les parties à convenir de nouveaux arbitres, conformément à l'art. 51 du Code de commerce. C'est qu'en effet, il est présumable que des parties qui sont convenues d'avoir pour arbitre le bâtonnier des avocats, n'ont consenti l'amiable composition que sous cette condition, dont elle est inséparable.

3279. *Si, à défaut de désignation individuelle, on était convenu dans un acte qu'en cas de contestation, les arbitres seraient choisis dans telle classe, un tribunal, en énonçant qu'il eût à nommer les arbitres d'office, pourrait-il les prendre dans une autre classe?*

Non ; la clause doit recevoir étroitement son exécution, soit de la part des parties, si toutes ne sont pas d'accord pour y déroger, soit de la part du tribunal. Cette doctrine, dit M. Merson, pag. 28, qui ne fait que confirmer le principe que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à celles qui les ont faites et aux tribunaux qui sont appelés à en connaître, a été consacrée par un arrêt de la Cour royale de Paris, du 6 août 1810.

3280. *Si, en matière d'arbitrage forcé, un seul associé refuse de nommer son arbitre, le tribunal doit-il seulement nommer d'office cet arbitre et non ceux des autres associés?*

Cette question a été diversement jugée à raison de la texture de l'art. 53 du Code de commerce (1), combiné avec l'art. 429 du Code de procédure. Les Cours de Rouen et de Montpellier avaient décidé que les arbitres devant être nommés par une convention mutuelle et unanime de toutes les parties, le tribunal devait, hors ce cas, les nommer tous.

Mais par arrêts des 5 juin 1815, 9 et 10 avril 1816, la Cour de cassation a déclaré qu'une semblable décision présentait une fausse application, 1^o de l'art. 53 du Code de commerce, parce qu'il est évident, d'après son propre texte, que les juges ne peuvent nommer des arbitres que pour celles des parties qui refusent de les nommer elles-mêmes; 2^o de l'art. 409 du Code de procédure, parce qu'il dispose, non pour la nomination d'arbitres juges, mais pour la nomination d'arbitres experts, chargés uniquement de donner leur avis sur un procès, ou de concilier les parties.

Par l'arrêt de 1816, la Cour ajoute violation de l'art. 53 du Code de commerce, qui donne à chaque associé le droit de nommer son ar-

(1) L'art. 53 du Code de commerce est ainsi conçu : « En cas de refus de l'un ou de plusieurs des associés de nommer des arbitres, les arbitres sont nommés d'office par le tribunal de commerce. »

bitre sans le concours ou l'agrément de son coassocié.

Cette jurisprudence, comme le remarque M. Méron, pag. 34 et 35, est conforme à la doctrine de MM. Pardessus, Loaré et Delvincourt, à l'art. 9, tit. 4, de l'ordonnance de 1673, et à ce qui fut d'ailleurs entendu lors de la discussion du projet du Code de commerce au Conseil d'état (1).

3281. Si, par suite d'un acte où l'on se serait engagé à faire décider une contestation par voie d'arbitres, un tribunal, sur la demande d'une des parties, nommait d'office un arbitre pour l'autre partie qui refuserait d'indiquer le sien, en résulterait-il qu'elle aurait perdu le droit de désigner elle-même un autre arbitre ?

Il est évident, d'après l'art. 1006, que les parties ne peuvent se soumettre à des arbitres sans les désigner. Tel est l'esprit du législateur, qui ne considère l'arbitrage comme convenable et légitime qu'autant que les parties ont confiance dans les lumières et l'intégrité des juges privés auxquels la décision de leurs contestations est soumise.

Ainsi la Cour de cassation, par arrêt du 14 février 1809 (roy. Sirey, DD., pag. 67 et suiv.), a résolu négativement la question que nous venons de poser, et déclaré que la nomination faite d'office était purement comminatoire ; en sorte que, malgré le jugement qui la prononcerait, fût-il même acquiescé, la nomination faite par la partie rendrait sans effet celle du juge : mais il faut remarquer qu'il en serait autrement, si l'arbitre nommé d'office était entré en fonctions.

3282. S'il s'élève devant les arbitres des contestations sur leur compétence, peuvent-ils prononcer sur ces contestations ?

De ce que l'art. 1006 veut que le compromis désigne, à peine de nullité, les objets en litige, et de ce qu'aux termes de l'art. 1028, les arbitres ne peuvent juger hors des termes du compromis, afin que les parties aient une garantie contre l'excès de pouvoir, on avait cru pouvoir tirer la conséquence qu'ils ne pouvaient statuer sur les difficultés élevées par rapport à leur compétence pendant le cours de l'arbitrage, soit qu'on voulût l'étendre, soit qu'on voulût la restreindre, et l'on pensait généralement qu'en ces circonstances les arbitres devaient renvoyer les parties se pourvoir devant les tribunaux.

(1) Il est à remarquer en outre que, par l'arrêt du 10 avril 1816, la Cour suprême a décidé que « lorsque l'un de plusieurs associés ayant un intérêt commun, refuse d'accéder à la nomination de l'arbitre choisie par les consorts, cette nomination est sans effet, et le tribunal, dans ce cas, comme pour tous les intéressés. » C'est qu'en effet, dit M. Méron, les arbitres représentant moins les personnes que les intérêts, il serait absurde que, dans un tribunal d'arbitres, un seul intérêt fût représenté par plusieurs.

Cette opinion, que nous avons adoptée dans notre Analyse, quest. 2999^e, avait pour appui les décisions ci-dessous indiquées (2), mais elle a été rejetée par arrêt de la Cour de cassation, du 28 juillet 1818 (Sirey, 1819, pag. 22; Dalloz, tom. 2, pag. 349), attendu ;

1^o. Qu'en thèse générale, tout juge, même d'exception, peut statuer sur sa propre compétence ;

2^o. Que les arbitres sont des juges, relativement aux parties qui les ont nommés, puisque la loi ordonne l'homologation de leur sentence et en garantit l'exécution ;

3^o. Qu'aucune loi ne leur interdit de connaître eux-mêmes de leur propre compétence, dans les matières surtout qui n'exigent pas la communication au ministère public ;

4^o. Qu'il n'en peut résulter aucun inconvénient, l'art. 1028 autorisant les parties à former opposition et à demander l'annulation de toute sentence arbitrale contenant excès de pouvoir ;

5^o. Qu'enfin, s'il est vrai que les arbitres doivent se renfermer dans les termes du compromis, le pouvoir de statuer sur leur compétence, lorsqu'il n'est pas formellement exprimé dans cet acte, s'y trouve du moins nécessairement, et d'une manière implicite, dès-lors qu'il est la conséquence naturelle du caractère de juge dont les parties avaient investi les arbitres (3).

Tenons donc pour certain qu'en principe les

(2) 1^o. Arrêt de la Cour de Paris, du 13 décembre 1808 (roy. Sirey, 1809, pag. 188, Dalloz, tom. 2, pag. 348) : Des arbitres, dont le pouvoir de statuer sur une question élevée devant eux est contesté par une des parties, n'ont pas le droit de décider s'ils sont compétents pour en connaître, parce que ce droit appartient exclusivement aux tribunaux ;

2^o. Arrêt de la même Cour (roy. Sirey, ibid., pag. 189, Dalloz, ib.) Ce n'est point au tiers arbitre, aussi incompetent pour juger la compétence que les arbitres eux-mêmes, à vider le partage sur une question de cette nature ; mais que c'est aux juges ordinaires à le faire cesser, en déterminant d'une manière précise l'étendue et les bornes du pouvoir donné aux arbitres ;

3^o. Arrêt de la Cour de Rennes, du 16 février 1810 (roy. Journ. des arrêts de cette Cour, tom. 1, pag. 30) : Des arbitres chargés de régler un compte de société ne pouvaient statuer sur la question de savoir quel était le temps de la durée de la société, et qu'ils avaient agi avec sagesse en se déclarant incompetents.

(3) Ainsi, un arrêt de la Cour de Paris, du 22 mai 1813, rapporté au Journal des avoués, tom. 7, p. 250, et qui avait décidé que si des arbitres procédaient en matière de commerce, en vertu d'arrêt d'une Cour royale, cette Cour était compétente pour statuer sur tout ce qui était relatif à leur mission et à leur pouvoir, se serait aujourd'hui d'aucune considération puisque, suivant l'arrêt du 28 juillet 1818, cité ci-dessus, les arbitres auraient eux-mêmes pouvoir pour statuer sur ces objets, dès-lors qu'ils peuvent connaître de leur compétence ; mais si elle leur semblait douteuse, ils auraient sans doute la faculté de renvoyer les parties devant la Cour, afin de lui demander interprétation pour application de son arrêt.

arbitres ont pouvoir de juger tout incident concernant leur compétence, et juger ensuite au fond, sauf aux parties à se prévaloir des dispositions de l'art. 1028, n° 1, si les arbitres avaient prononcé sur des questions étrangères au compromis.

ART. 1007. Le compromis sera valable, encore qu'il ne fixe pas de délai; et, en ce cas, la mission des arbitres ne durera que trois mois, du jour du compromis (1).

Ordonn. du 10 sept. 1627, art. 3. Loi du 16 août 1790. — C. de comm., art. 54. — C. de P., art. 1012, 1014, 1015 et 1018, 1028.

3283. Si les parties, craignant que le délai qu'elles auraient fixé ne fût insuffisant, autorisaient les arbitres à le proroger, sans néanmoins déterminer elles-mêmes le terme de la prorogation, les arbitres pourraient-ils le porter au-delà de trois mois?

M. Pigeau, tom. 1, pag. 21, résume négativement cette question; et tel est l'avis de M. Boucher, pag. 344, n° 706.

3284. Lorsque les parties ont fixé un délai avec faculté aux arbitres de le proroger, s'en suit-il que celle d'entre elles qui ne se serait pas mise en état dans le premier délai, soit autorisée à le faire dans le second?

Non, d'après l'avis de M. Pigeau, *ubi supra*, et nous l'adoptons sans réserve.

3285. Un mandataire peut-il, en vertu du pouvoir qu'il a eu de compromettre, consentir à une prorogation de délai, lorsque, soit celui qui a été fixé par le compromis, soit celui que la loi détermine, est expiré?

Il n'est pas douteux que les délais de l'arbitrage peuvent être prorogés du consentement des

parties; mais nous croyons, comme plusieurs auteurs cités par M. Beneber, pag. 345, n° 707, que les mandataires des parties ne pourraient proroger le délai sans un pouvoir exprès et spécial donné séparément, ou compris dans le mandat en vertu duquel ils auraient passé le compromis.

3286. Une partie qui a poursuivi l'ordonnance d'exécution d'un jugement arbitral rendu après l'expiration du délai, peut-elle ensuite en demander la nullité?

Boétius, décis. 283^e, n° 36, cité par M. Boucher, pag. 245, n° 708, décide le contraire: *Ratificando sententiam, eidentur ratificasse prorogationem, quia qui enit consequens, et detur eadem antecedens.*

ART. 1008. Pendant le délai de l'arbitrage, les arbitres ne pourront être révoqués que du consentement unanime des parties (2).

BCII. Cette disposition, qui ne se trouvait pas dans la loi du 24 août 1790, est encore une conséquence de ce que le compromis est un véritable contrat. Or, l'art. 1134 du Code civil dispose que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, et ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel (3). Ainsi, non-seulement il n'est pas permis à une partie de révoquer l'arbitre dont elle s'est choisi pour lui ou substituer un autre, mais encore le compromis lui-même est irrévocable.

3287. Comment s'opère la révocation des arbitres?

Le Code de procédure n'ayant prescrit à cet égard aucune forme particulière, on peut dire avec M. Merson, pag. 40, n° 36, que la révocation peut être expresse ou tacite.

(2) JURISPRUDENCE.

1^o. Tout jugement arbitral qui n'a été prononcé, daté et signé que postérieurement à la révocation des arbitres serait nul, encore bien qu'il eût été rédigé auparavant (Cassat. 17 mars 1806, *Sirey*, tom. 6, 2^e part., pag. 918, *Dalloz*, tom. 2, pag. 413), à moins qu'il n'eût été prononcé en présence des parties. — (Voy. *infra* sur l'art. 1016.)

2^o. Le jugement par défaut qui nommerait d'office un arbitre pour un associé étant susceptible d'opposition, il en résulte que la partie pour laquelle cette nomination aurait été faite pourrait la révoquer, et nommer un arbitre de son choix, au lieu et place de l'arbitre désigné par le tribunal. (Paris, 25 mai 1813.) Mais il n'en serait pas de même d'une nomination faite d'office contradictoirement, sur le refus de l'une des parties, à moins que l'autre ne consente.

(3) Cette même disposition se rattache en outre aux principes du droit romain: *Contractus sunt ab initio voluntatis, sed ex post-facto, sunt necessitatis; liberum est enim ob initio contrahere vel non; sed post initum contractum, nisi contrahentibus, altero initio, non licet à contractu recedere.* — (Loi 5, Cod. de oblig. et action.)

(1) JURISPRUDENCE.

1^o. Si des arbitres, opérant dans les délais du compromis, jugent définitivement une partie du litige, et, interloquant sur d'autres, renvoient le jugement de ces dernières à une époque placée hors du délai du compromis, le vice de la disposition interlocutoire n'infecte aucunement les dispositions définitives. Celles-ci ne pourraient être annulées qu'autant que le compromis aurait dit expressément que les parties voulaient être jugées sur toutes leurs contestations dans un délai déterminé. — (Cassat., 6 nov. 1815, *Sirey*, tom. 16, pag. 113, *Dalloz*, tom. 2, pag. 407.)

2^o. La disposition de l'art. 1007 du Code de procédure portant que la mission des arbitres ne dure que trois mois, lorsque les parties n'ont pas fixé de délai, n'est pas applicable à l'arbitrage, en matière de société commerciale; si les parties n'ont pas fixé le délai de l'arbitrage, c'est au tribunal à le fixer. — (Lévesque, 21 mai 1817, *Dalloz*, tom. 2, pag. 366, *Sirey*, tom. 17, pag. 271; mais voy. *infra* sur l'article 1012.)

3^o. Lorsque les arbitres dispensent les parties de suivre les formes judiciaires, elles ne les dispensent pas de rendre leur jugement dans le délai convenu. — (Rennes, 21 juin 1816, *Sirey*, tom. 4, pag. 532.)

Espresso, quand les parties, de concert entre elles, le déclarent aux arbitres, soit par lettres missives, comme l'avait décidé la Cour de cassation, par arrêt du 23 pluviôse au 12 (*Sirry*, tom. 4, pag. 681; *Dalloz*, tom. 2, pag. 338), soit par tout acte extrajudiciaire notifié par un officier ministériel et signé des parties.

Tacite, lorsque les parties transigent simultanément sur l'objet du compromis, ou lorsqu'elles instituent des amiables compositeurs au lieu et place des arbitres qu'elles avaient nommés.

M. Merson remarque ensuite, et nous partageons son opinion, que la révocation opérée par l'un des moyens qui viennent d'être énoncés, quoique postérieurs au jugement arbitral, aurait son effet si ce jugement ignoré des parties au moment de la révocation, et n'ayant pas acquis l'autorité de la chose jugée, était susceptible d'appel. — (*Cod. civ.*, art. 2056.)

3288. *La délai spécial que les parties ont fixé pour la durée de l'arbitrage est-il réputé avoir été également fixé pour la durée des pouvoirs des tiers arbitres?*

La Cour de Riom, par arrêt du 8 juin 1809, a jugé cette question pour la négative, en prononçant que si le tiers arbitre rend sa décision dans le délai légal de trois mois, à dater du compromis, elle est valablement donnée, quoique les parties soient convenues que les arbitres n'auraient que deux mois pour les juger.

Nous croyons que l'on doit suivre cette opinion, parce que le cas de partage entre les arbitres ayant été prévu dans le compromis, mais sans fixation de délai pour le tiers arbitre, on doit en revenir au délai légal.

Art. 1009. Les parties et les arbitres suivront, dans la procédure, les délais et les formes établis pour les tribunaux, si les parties n'en sont autrement convenues (1).

C. de P., 1^{re} part., liv. 2, tit. 3 et 6; tit. 9, § 5, tit. 12, 13, 14, 15 et 21, et notamment art. 1011, 1019 et 1027.

DCIII. L'article ci-dessus concourt, avec les art. 1010, 1017 et 1019, à justifier que le compromis est susceptible de toutes les clauses qui ne sont pas prohibées par la loi, et qui ne sont

contraires ni aux bonnes mœurs ni à l'ordre public.

Ainsi, d'après l'art. 1009, les parties peuvent elles-mêmes régler les formes et les délais dans lesquels les arbitres devront procéder; mais si elles ne s'en sont pas expliquées, il est naturel et juste d'induire de leur silence une soumission plutôt qu'une dérogation au droit commun, suivant la maxime que le retour à ce droit est toujours favorable et doit toujours être présumé. Ainsi, dans cette circonstance, les parties et les arbitres doivent se conformer aux délais et aux formes de procédure réglés par la loi.

3289. *Les arbitres doivent-ils suivre la procédure propre à la matière qui leur est soumise?*

Oui, sans doute : ainsi, lorsque les parties ne se sont pas expliquées, si l'affaire était de la compétence d'un tribunal civil, les arbitres suivraient la procédure propre à ce tribunal; de même ils suivraient celle des tribunaux de commerce, si l'affaire était commerciale.

3290. *Quand les parties ne sont pas convenues de dispenser les arbitres des formes et des délais de procédure établis par les tribunaux, le ministère des avoués devient-il nécessaire?*

Non sans contredit, 1^o parce que les avoués ne sont établis qu'auprès des tribunaux indiqués par la loi, et non pas auprès des arbitres; 2^o parce que les habitants des campagnes et ceux des villes qui ne seraient pas chef-lieu de tribunal, seraient forcés de choisir leurs arbitres au chef-lieu où se trouvent les avoués, ou bien les arbitres seraient obligés de s'y réunir; ce qui gênerait la liberté et nuirait à la rapidité de l'arbitrage. — (*Voy. Berriat Saint-Prix*, pag. 43, not. 24, et *Demiau Crouzilhac*, pag. 675.)

3291. *Dans l'espèce de la question ci-dessus, et si le compromis ne règle d'ailleurs aucune forme particulière d'instruction, les arbitres peuvent-ils ordonner tous les actes d'instruction autorisés par la loi, et y procéder eux-mêmes?*

Oui, dit M. Pigeau, tom. 1, pag. 23. Si donc les arbitres, pour éclairer davantage leur religion, croient devoir recourir à une enquête, à un interrogatoire, à une expertise, ils le font; mais avant de mettre à exécution le jugement préparatoire par lequel ils ordonnent cette voie d'instruction, ils doivent le faire rendre exécutoire par le président du tribunal, attendu que l'art. 1021 prescrit l'ordonnance du président pour l'exécution de tous jugements arbitraux, préparatoires et définitifs.

Nous ne croyons pas que l'on puisse élever de doutes sur cette solution, si M. Pigeau a entendu exprimer seulement que les arbitres peuvent ordonner tous les actes d'instruction qu'ils jugent nécessaires pour se procurer les éclaircissements sans lesquels ils ne pourraient prononcer avec une entière connaissance de cause.

(1) JURISPRUDENCE.

1^o. L'institution des arbitres, comme amiables compositeurs, conformément à l'art. 1019, leur donnant une sorte de pouvoir transactionnel, les dispense de suivre les formalités ordinaires. — (*Colmar*, 29 mai 1815; *Comment. des Annales du notariat*, t. 6, pag. 300.)

2^o. L'art. 1009 ne s'applique, à vrai dire, qu'aux cas où il y a lieu à requête, à expertise, et où les arbitres ordonnent des communications de pièces ou d'écrits, etc. — (*Gênes*, 15 fév. 1811, *Sirry*, tom. 11, pag. 139; *Dalloz*, tom. 2, pag. 299.)

Mais la question de savoir si les arbitres peuvent procéder eux-mêmes à tous ces actes indistinctement, pourrait donner lieu à quelques doutes qu'il convient d'éclaircir.

Par exemple, Rodier (*des sentences arbitrales, à la fin du tit. 26 de l'ordonn.*, n° 14), dit que, s'il y a des interlocutoires, c'est en la Cour qui a autorisé la sentence qu'on doit les instruire et les faire juger. On pourrait conclure de là que c'est au tribunal dont le président a décerné l'ordonnance d'exequatur qu'il appartiendrait d'entendre les témoins, de recevoir la prestation de serment des experts; en un mot de mettre à exécution tout interlocutoire.

Quoi qu'il en soit, tous les auteurs attestent au contraire que les arbitres peuvent, après avoir ordonné une enquête ou une expertise, entendre les témoins et recevoir le serment des experts, et qu'il n'y a lieu à recourir à cet effet aux tribunaux que dans les cas où les uns ou les autres se refuseraient à comparaître devant les arbitres.

(Voy. Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, n°s 35 et 37, pag. 699 et 700, et les autorités citées par Boucher, pag. 144, n° 262.) Mais dans ce cas-là même, ce serait toujours aux arbitres qu'il appartiendrait de prononcer, après l'instruction, la sentence définitive qui doit terminer le différend dont ils sont juges. — (Voy. Jousse, *ibidem*, pag. 698, n° 33.)

Quant aux autres moyens d'instruction, tels que les visites des lieux, la comparution des parties, l'interrogatoire sur faits et articles, on ne saurait contester que les arbitres ont le droit d'y procéder. — (Voy. encore Jousse, pag. 699 et 700, n°s 36, 37 et 38; Boucher, n°s 468 et suiv., pag. 232 et suiv., *op. cit.* Prat., tom. 5, pag. 377.)

Mais peuvent-ils instruire une inscription de faux ou une vérification d'écriture? C'est une question que nous examinons sur l'art. 1015.

3292. Les arbitres peuvent-ils connaître indistinctement de tous les incidents qui s'élèveraient sous le cours de l'instance introduite devant eux?

Jousse, *ubi supra*, pag. 699, n° 36, § 5, dit que les arbitres peuvent connaître des incidents qui se présenteraient dans la cours de l'instance soumise à leur décision, et sans lesquels la cause ne saurait être jugée; par exemple la vérification d'écriture (voy. nos quest. sur l'article 1815); nous ajouterons la compensation, la prescription, etc.

Nous convenons de ce principe; mais nous observerons en même temps qu'il exclut la connaissance des demandes reconventionnelles, des interventions, des demandes en garantie, en un mot, de toute demande qui peut être détachée de la contestation qui fait l'objet du compromis, et recevoir jugement séparé, à moins que l'on n'ait compromis à ce sujet (1).

ART. 1010. Les parties pourront, lors et depuis le compromis, renoncer à l'appel.

Lorsque l'arbitrage sera sur l'appel ou sur requête civile, le jugement arbitral sera définitif et sans appel (2).

Loi du 16 août 1790, art. 4, et art. 14, tit. 10 de la même loi. — Édit de François II, du mois d'août 1560. — C. de comm., art. 52 et 63. — C. de P., art. 1009, 1019, 1023, 1026 et 1028.

DCIV. Cet article, en ce qu'il autorise à renoncer à l'appel, est une conséquence des principes exposés sur le précédent (voy. pag. 270), et il interdit toute renonciation de ce genre, lorsque l'arbitrage est sur appel et sur requête civile. C'est parce qu'alors les parties ont subi au moins les deux degrés de juridiction, et que la loi, dont l'intention bienfaisante est de mettre un terme aux procès, de rapprocher ce terme par le moyen de l'arbitrage, ne peut permettre aux parties de le reculer au-delà des bornes prescrites par le droit commun.

3293. Peut-on convenir, dans un compromis sur appel ou sur requête civile, que le jugement à intervenir sera sujet à l'appel?

On ne le peut pas, disent M. Pigeau, tom. 1, pag. 22, n° 9, M. Belpont, tom. 2, pag. 480, M. Demiau Crouilhac, pag. 575, et enfin M. Boucher, pag. 511, n° 1015. Mais la conséquence de cette décision n'est pas que le compromis serait nul, et par suite, la sentence qui interviendrait; seulement, la cession serait réputée non écrite.

A cet avis unanime des commentateurs du

Boucher, pag. 189, n° 368, et sur la réception de serment et de caution, nos quest. sur l'art. 1031.

(2) JURISPRUDENCE.

1°. Des arbitres ne peuvent juger en dernier ressort, sans le consentement des parties. — (Rennes, 11 avril 1815.)

2°. La règle qui soumet à l'appel tout jugement définitif sur la compétence (voy. art. 454), couvre que la valeur du procès soit dans les termes du dernier ressort, s'étend aux jugements rendus sur une action en nullité d'une décision arbitrale. — (Paris, 10 juin 1812, Sircy, tom. 12, pag. 474, Dallos, tom. 2, pag. 474.)

3°. Lorsque la sentence est annulée pour cause d'incompétence, le juge d'appel doit, si la contestation est de nature à pouvoir être jugée par des arbitres, ordonner que les parties se conviennent, ou les renvoyer se pourvoir pour en faire nommer d'office. — (Rennes, 7 avril 1810.)

4°. La clause de l'acte de société, qui soumet à des arbitres souverains les contestations entre associés, est obligatoire pour les syndics représentant l'un des associés faillis, comme elle l'eût été pour l'associé lui-même.

Ainsi, l'appel du jugement arbitral est non recevable de la part des syndics, encore que le compromis qui nomme les arbitres ne contienne aucune renonciation à l'appel, et que le jugement intervenu ne soit pas qualifié en dernier ressort. — (Paris, 10 juin 1817, Dallos, tom. 2, pag. 480, Sircy, tom. 18, pag. 95.)

(1) Voy. Jousse, *ubi supra*, pag. 697, n° 32, et 698, 34, § 3; la Prat., tom. 5, pag. 378 et 380;

Code, il serait possible que l'on opposât, 1^o que l'art. 1010 porte, dans sa première disposition, que *les parties pourront, lors et depuis la composition, renoncer à l'appel*; d'où suit que l'appel est autorisé de plein droit, c'est-à-dire toutes les fois que les parties n'y ont pas renoncé; 2^o qu'on lit ensuite, dans la seconde disposition, que *si l'arbitrage est sur appel ou sur requête civile, le jugement arbitral sera définitif et sans appel*.

Or, dirait-on, cette dernière disposition n'exprime autre chose, si ce n'est que le législateur a entendu faire exception, pour le cas d'un compromis sur appel ou sur requête civile, à la règle générale qui dérive de la première disposition, et d'après laquelle l'appel, comme on vient de le dire, est toujours permis, lorsqu'on n'y a pas renoncé.

Mais lorsque les parties n'ont compromis sur un appel ou une requête civile que sous la condition expresse de pouvoir appeler de la sentence arbitrale, on maintient que rien n'autorise à décider que cette sentence doit être définitive, nonobstant cette condition essentielle du compromis, sans laquelle les parties ne l'eussent pas souscrit.

Nous répondrons comme M. Domieu Crouilhac, *ubi supra*, que la législateur a voulu, dans notre espèce, que l'arbitrage fût souverain, parce qu'il ne doit jamais y avoir (*voy. le comment. ci-dessus*) trois degrés de juridiction; ce qui aurait lieu, puisque la clause du compromis entraînerait à faire prononcer deux fois sur un appel.

D'ailleurs la loi nous paraît exprimer clairement une prohibition de la faculté d'appeler, et il n'y a rien en cela d'étonnant, parce que le législateur a voulu mettre un terme aux discussions judiciaires.

3294. Lorsque les parties ont déclaré dans la composition qu'elles se soumettaient au jugement des arbitres, renonçant à l'appel, et qu'elles ont stipulé une somme ou titre de peine contre celle qui en appellerait, l'appel est-il recevable?

Oui, parce qu'en ce cas la renonciation à l'appel n'est pas absolue, mais seulement un simple dédit, en sorte qu'elle peut être rachetée en payant la somme convenue; mais nous pensons qu'il doit en être fait des offres réelles, lors de la signification de l'acte d'appel, ou qu'au moins le paiement doit être réalisé, dès que l'intimé le requiert avant l'appel de la cause à l'audience.

3295. Lorsque les parties ont renoncé à l'appel dans le compromis, et qu'il est intervenu, de la part du tribunal de première instance, conformément à l'art. 1028, un jugement qui pronance la nullité de ce compromis, et par suite celle de la sentence arbitrale, la Cour peut-elle, sur l'appel de ce jugement du tribunal, prononcer de la même manière?

La Cour de cassation, par arrêt du 4 février

1807 (*Sirey. tom. 7, pag. 254*), a jugé cette question pour l'affirmative, attendu que la Cour d'appel n'a pas à prononcer en ce cas sur le fond jugé par la sentence arbitrale, mais seulement à remettre les parties au même état où elles étaient avant le compromis. On ne pourrait contester d'ailleurs que la demande en nullité serait de la compétence du tribunal de première instance, en vertu de l'art. 1028, et par suite, de la Cour d'appel. — (*Voy. nos quest. sur l'art. 1028.*)

3296. La renonciation à l'appel doit-elle être unanime?

De ce que l'art. 1010 porte que les parties pourront renoncer à l'appel, il s'ensuit qu'il faut consentement unanime; ce qui est d'ailleurs conforme au principe que les conventions ne peuvent être détruites que de la même manière qu'elles ont été formées, et à une juste analogie tirée de l'art. 1008.

3297. La qualification d'amiables compositeurs, donnée aux arbitres dans la composition, emporte-t-elle renonciation à la faculté d'appeler de leur sentence?

Cette question a été jugée pour la négative par arrêt de la Cour de Metz du 22 juin 1818 (*Sirey, 1819, pag. 21*), et pour l'affirmative par arrêt de Nîmes, du 9 janvier 1813. — (*Dalloz, tom. 2, pag. 462, Sirey, 1813, pag. 284.*)

La dernière décision est motivée sur ce que l'art. 1010 n'exige pas que la renonciation à la faculté d'appeler soit exprimée en termes exprès; qu'elle l'était suffisamment dans l'espèce, par la promesse des parties d'en passer par la décision de l'arbitre qui serait considéré comme amiable compositeur, et par leur consentement de le dispenser de toutes formalités de justice; qu'enfin, cette qualité d'amiable compositeur, dispensé de toutes formalités de justice, en concours avec la promesse d'en passer par sa décision, est nécessairement incompatible avec la faculté d'appeler.

La Cour de Metz, en entrant, a considéré qu'on ne pouvait induire de la faculté donnée aux arbitres de juger comme amiables compositeurs, une renonciation tacite à l'appel.

En effet, porte l'arrêt, la loi ne distingue pas plus dans un cas que dans l'autre; son texte, comme son esprit, art. 1010, 1019, 1023 et 1026, repousse une aussi fautive interprétation, car si, dans un cas, la violation des dispositions de la loi devient un grief d'appel, il y aurait aussi bien moyen d'appel et motif de réformer, si l'on avait méconnu l'équité, cette première règle du droit, dont l'application n'est ni capricieuse, ni arbitraire, ni variable au gré des passions humaines, comme semblerait y conduire la système qui admettrait qu'il n'est pas possible de juger si des amiables compositeurs ont ou non prononcé équitablement.

Quoi qu'il en soit, nous croyons que la décision de la Cour de Nîmes est préférable, attendu que la qualité d'amiables compositeurs, donnée

aux arbitres, annonce que les parties laissent absolument à leur décision tous les objets de la contestation; qu'elles s'en rapportent à leur conscience pour recevoir d'eux une décision qui a tous les caractères d'une transaction, parce qu'évidemment la volonté commune des parties a été de terminer leur différend par suite de la décision rendue par les arbitrateurs.

Or, cette volonté réciproque, et qui forme contrat à l'effet d'accorder le différend, de le terminer, *litum componere*, d'après la décision des arbitres, n'aurait jamais d'effet, s'il était permis d'appeler. On est d'ailleurs d'autant mieux fondé à soutenir que l'appel n'est pas recevable en cette circonstance, que la loi 27, ff de *receptis qui arbitrium*, la première au Code, même titre, et enfin la loi du 24 août 1790, tit. 1, art. 4, rejetaient l'appel de toute sentence arbitrale. Nous en concluons que, dans tous les cas douteux, on ne doit point interpréter favorablement à la faculté d'appeler, les dispositions du droit nouveau, qui autorisent ce genre de pourvoi, et que, par conséquent, la renonciation peut être admise lorsqu'elle résulte de la nature même de la convention.

Cette décision est encore plus certaine si, comme dans l'espèce particulière de l'arrêt de Nîmes, les parties sont convenues d'en passer par la décision des arbitres; car il serait difficile de ne pas voir dans une telle clause une renonciation qui ne serait que tacite. Le seul recours que les parties pourraient avoir contre la décision des amiables compositeurs serait, à notre avis, l'action en rescision que la loi admet entre les transactions, ainsi que nous l'avons dit à l'égard des blancs seings. — (Voy. la note sur l'art. 1005, pag. 264.)

3298. *Y a-t-il renonciation à l'appel suffisamment exprimée dans un compromis, par ces mots, renonçant à toutes voies devant les tribunaux ?*

Nous avons dit, n° 4529 de notre Traité, que cette clause rendait non recevable non-seulement l'appel, mais même la requête civile et l'opposition en nullité, soit qu'il s'agît d'arbitrage ordinaire, soit qu'il s'agît d'arbitrage en matière de société; d'arbitrage ordinaire, d'après l'art. 1010 et les arrêts cités sur les art. 1026 et 1028; d'arbitrage en matière de société, d'après ces mêmes articles, le tit. 12, art. 14 de la loi du 24 août 1790, et l'art. 639 du Code de commerce, qui permettent aux parties de renoncer à l'appel des jugemens des tribunaux de commerce. Or, la même faculté existe incontestablement à l'égard des décisions des arbitres qui les remplacent.

D'autres estiment que la renonciation générale n'est point exclusive des deux voies extraordinaires de la requête civile et de l'opposition en nullité, parce que les moyens qui les autorisent sont de telle nature qu'il n'est pas permis d'en supposer l'abandon sans une clause formelle du compromis, et qu'en règle générale, les renon-

ciations vagues sont censées faites *seu tantum*, c'est-à-dire aux voies ordinaires et non pas aux voies extraordinaires. En décider autrement, ce serait, ajoute-t-on, ouvrir la porte au dol et à la fraude, et envahir l'arbitrage de telles défiances, qu'il serait plus à craindre que le procès que l'on voudrait éviter.

Nous maintenons néanmoins l'opinion que nous avons précédemment émise, et nous nous appuyons sur un arrêt de la Cour de cassation, du 31 décembre 1816, rapporté au Recueil de M. Sirey, tom. 18, pag. 35.

ART. 1011. Les actes de l'instruction, et les procès-verbaux du ministère des arbitres, seront faits par tous les arbitres, si le compromis ne les autorise à commettre l'un d'eux.

C. de P., art. 1009.

DCV. Cette règle générale d'après laquelle tous les arbitres doivent coopérer à tous les actes de l'instruction, à tous les procès-verbaux de leur ministère, comme *enquêtes, interrogatoires sur faits et articles, etc.*, est fondée sur ce que chacun des arbitres, quoique séparément nommé par l'une et l'autre des parties, est néanmoins convenu et institué par les deux, pour procéder simultanément part tant à l'instruction qu'au jugement. D'où suit que tous doivent concourir aux divers actes qui préparent la décision, à moins qu'il n'y ait dérogation à la règle par une clause expresse du compromis.

3299. *Les arbitres peuvent-ils décerner commission rogatoire à un juge, conformément à l'art. 1035 ?*

On prétend, dit Jousse, dans son Traité de l'administration de la justice, pag. 699, n° 36, que les arbitres ne peuvent déléguer, à moins que cela ne se fasse du consentement des parties.

Nous croyons bien que les arbitres ne peuvent déléguer des juges pour prononcer à leur place sur un des objets du compromis : des juges en titre n'auraient pas eux-mêmes cette faculté, relativement aux procès dont ils sont saisis.

Mais il ne faut pas confondre la délégation de juridiction proprement dite avec la commission rogatoire qui serait décernée, conformément à l'art. 1035, pour faire des actes d'instruction dans un endroit éloigné.

Pourquoi les arbitres ne pourraient-ils pas adresser à des juges de semblables commissions, qui sont autorisées pour économiser les frais; ce qui est particulièrement le but que le législateur s'est proposé en permettant l'arbitrage? Les arbitres sont mis à la place du juge, et l'art. 1035 ne distingue point.

On objecte, il est vrai, que, d'après l'art. 1011, les arbitres ne peuvent commettre l'un d'eux pour procéder à des actes d'instruction, si le compromis ne leur en donne pas expressément le pouvoir, et qu'à plus forte raison ils ne peu-

vent déléguer des juges, s'ils n'y sont autorisés de la sorte.

Nous répondons que les deux cas des art. 1011 et 1035 sont bien différens : dans le premier, les arbitres doivent procéder réunis, puisqu'il leur est interdit de le faire séparément, et le législateur a dû conséquemment leur interdire de choisir parmi eux un commissaire ; dans le second, l'éloignement met un obstacle à ce qu'ils vaquent ensemble, et même par l'un d'eux, aux actes d'instruction : ils peuvent donc, pour l'intérêt des parties, user de la faculté donnée aux juges par l'art. 1035. On doit présumer d'ailleurs que celles-ci ont entendu les autoriser à faire tout ce qui tend à économiser les frais sans préjudicier à la cause.

Néanmoins, l'objection à laquelle nous répondons est assez sérieuse pour que nous conseillions de la prévenir, en donnant aux arbitres une autorisation suffisante (1).

3300. Y aurait-il nullité des actes faits sans autorisation des parties, soit par un arbitre, soit par un juge commis ?

Nous pensons qu'il y aurait nullité de ceux qui seraient faits par un arbitre-commissaire, parce qu'il aurait agi sans pouvoir, comme la dit M. Delaporte, tom. 2, pag. 480, en se fondant sur l'art. 1011. Mais il résulte de la solution donnée sur la question précédente, qu'il n'en serait pas de même à l'égard des actes auxquels un juge aurait procédé en vertu de commission rogatoire.

3301. Y aurait-il nullité de la sentence si les arbitres, après avoir rendu leur jugement, chargeaient l'un d'eux de taxer les dépens ?

Il est à remarquer que l'art. 1011 ne parle que des actes d'instruction et des procès-verbaux du ministère des arbitres ; il n'y a que les circonstances particulières de chaque affaire mise en arbitrage, qui puissent déterminer quels sont ces actes et ces procès-verbaux ; mais on peut en donner pour exemple des visites de lieux contestés, des vérifications de pièces, des examens de registres, des réglemens d'ouvrages ; c'est à de semblables actes ou opérations que tous les arbitres doivent concourir.

C'est en ce cas, comme nous l'avons dit sur la précédente question, qu'il pourrait y avoir nullité si un seul arbitre y avait procédé, quoique le compromis n'en contint pas l'autorisation : la raison en est que ces actes d'instruction, comme les procès-verbaux du ministère des arbitres, précédant la sentence, peuvent contribuer à la vicier ; mais la taxe des dépens, qui se

se fait qu'ensuite, ne paraîtrait pas devoir produire le même effet.

ART. 1012. Le compromis finit, 1^o par le décès, refus, départ ou empêchement d'un des arbitres, s'il n'y a clause qu'il sera passé outre, ou que le remplacement sera au choix des parties ou au choix de l'arbitre ou des arbitres restans ; 2^o par l'expiration du délai stipulé, ou de celui de trois mois, s'il n'en a pas été réglé ; 3^o par le partage, si les arbitres n'ont pas le pouvoir de prendre un tiers-arbitre (2).

C. de comm., art. 51, 54, 55, 59, 60. — C. de P. ; art. 1007, 1014, 1017.

DCVI. Dans l'article ci-dessus, la loi contient l'énumération des causes qui doivent rendre sans effet ou du moins suspendre l'effet du compromis, indépendamment de la volonté des parties.

La loi distingue avec précision celles de ces causes qui ne peuvent naître de la matière et celles qui tiennent à la personne ou des parties ou des arbitres, en attribuant à chacune le résultat qu'elle doit produire.

Les dispositions qu'elle renferme sur ce point sont encore fondées sur ce motif qu'un compromis étant un contrat formé d'abord entre les parties, et ensuite, dès qu'il est accepté, formé entre celles-ci et leurs arbitres, il peut et doit être dissous, soit par le consentement unanime des contractans, soit par la survenance des causes qui en rendent, pour un temps, ou pour toujours, l'exécution légalement impossible.

3302. Le compromis peut-il s'éteindre par d'autres causes que celles mentionnées dans l'art. 1012 ?

Jousse, dans son Traité de l'Administration de la Justice, pag. 703, et M. Pigeau, tom. 1, pag. 25, citent plusieurs causes d'extinction du compromis que l'art. 1012 ne mentionne pas,

(2) JURISPRUDENCE.

1^o. La partie qui, par son fait, empêche les arbitres de prononcer dans le délai du compromis, en faisant naître des incidens mal fondés, est non recevable à excepter de ce que les pouvoirs des arbitres sont expirés ; elle ne peut compter dans le délai du compromis le temps qui s'est écoulé pendant la durée de ces incidens. — (Metz, 11 mai 1818, *Dalloz*, tom. 2, pag. 345. Voy. *Jurisprudence du 19^e siècle*, 1833, 3^e pag. 39, *Sirey*, tom. 19, pag. 103.)

2^o. Les jugemens arbitraux font foi de leur date, à l'égard des parties entre lesquelles ils ont été rendus, en sorte qu'un de ces jugemens, dont la date remonterait à une époque antérieure à l'expiration du compromis, serait valable, encore que le dépôt au greffe et l'enregistrement n'eussent eu lieu qu'après cette expiration. — (Cassat, 15 janv. 1812, voy. *Denetere*, 1812, pag. 187, et *suppl.* pag. 49; nos *quest. sur l'art.* 1216, et *Dalloz*, tom. 2, pag. 473.)

(1) M. Pardessus, tom. 4, pag. 96, ne balance pas à décider que les arbitres peuvent décerner commission rogatoire à des juges de paix ou autres magistrats, sans qu'il soit besoin de s'y faire autoriser par les parties. Les jugemens que les arbitres rendent à cet effet, comme tous autres, préparatoires ou interlocutoires, doivent être rendus exécutoires par le président du tribunal, dans la forme prescrite par l'article 1020.

mais qui n'en deivait pas moins opérer cet effet, parce qu'elles dérivent de la nature des choses ; tels sont les cas suivants : premièrement, si les parties convenaient d'anéantir leur engagement (voy. *Code civ.*, art. 1304) ; si la chose qui fait l'objet du compromis vient à périr (voy. *même Code*, art. 1302) ; si l'obligation pour laquelle ou s'est soumis à l'arbitrage s'éteint elle-même, soit par la remise qu'un co fait, soit par la confusion, etc. ; si l'une des parties vient à faire cession de biens, parce qu'alors le compromis devient entièrement inutile (voy. *Joussé*), à moins que les créanciers ne voulaient excroiser les droits du débiteur, comme le disent les auteurs du *Praticien*, tom. 5, pag. 373.

3303. *Le compromis sur contestation en matière de société cesse-t-il par le décès d'un des arbitres, comme le compromis en matière ordinaire ?*

3304. La négative supposée, y a-t-il lien au renouvellement de tous les arbitres, ou bien au seul remplacement de l'arbitre décédé ?

3305. Les points arrêtés par les premiers arbitres doivent-ils être mis de nouveau en délibération, ou doivent-ils être adoptés comme définitifs par les arbitres remplaçans ?

Par arrêt de la Cour de Bruxelles, du 30 mai 1810 (*Dalloz*, tom. 2, pag. 366), rapporté dans la Bibliothèque du barreau, 2^e part., tom. 3, pag. 390, on a décidé la première de ces questions pour la négative, attendu que l'art. 1012 n'est applicable qu'aux arbitrages volontaires (1) ; la seconde pour l'affirmative, parce que le choix contractuel des arbitres pourrait avoir été déterminé par la réunion des qualités personnelles des divers individus sur lesquels la confiance des parties se serait fixée.

Or, cette base se trouvant détruite par la mort d'un des arbitres, il est juste de rendre aux parties la liberté de faire entre elles un nouveau choix d'arbitres au nombre qu'elles auraient adopté, sauf, en cas de refus ou de dissentiment, la nomination d'office.

Enfin, le même arrêt a consacré, sur la troisième question, la distinction suivante : Ou le compromis porte qu'il sera statué par un seul et même jugement sur les points soumis à l'arbitrage, et alors ce qui a été fait par les premiers arbitres peut être réformé par les nouveaux ; ou, au contraire, le compromis n'astreint pas les arbitres à décider, par un seul et même jugement, toutes les difficultés qui leur sont sou-

mises ; et dans ce dernier cas, si les différens points de la contestation sont susceptibles de décisions partielles, ceux qui ont été arrêtés définitivement avant le décès de l'un d'eux sont irrévocablement jugés.

Mais il faut remarquer que c'est aux nouveaux arbitres seulement, et non pas aux tribunaux, qu'il appartient de déclarer ce que les premiers auraient décidé, sauf aux parties à critiquer leur déclaration pour excès de pouvoir, s'il s'y trouvait des omissions, et si le jugement portait sur des points déjà arrêtés.

3306. *Les art. 1007 et 1012, qui veulent que la mission des arbitres ne dure que trois mois, lorsque la durée n'en a point été fixée par les parties, sont-ils applicables aux arbitres nommés pour juger des contestations relatives à une société de commerce ?*

3307. En cas de négative, la partie qui veut hâter la décision de la cause peut-elle s'adresser au tribunal, pour qu'il fixe aux arbitres le délai dans lequel ils doivent rendre leur jugement ?

Un autre arrêt de la Cour de Bruxelles, du 1^{er} mars 1810 (*Dalloz*, tom. 2, pag. 366), rapporté dans la Bibliothèque du barreau immédiatement avant celui dont nous venons de parler sur la question précédente, a jugé la première de ces questions pour la négative, et la seconde pour l'affirmative, attendu que le Code de commerce ne fixe pas la durée du temps dans lequel les arbitres sont tenus de prononcer, mais porte seulement qu'à défaut de terme convenu il sera réglé par le juge : d'où suit qu'il n'y a pas lieu à révoquer les compromis pour expiration du délai, mais à se pourvoir pour le faire régler.

Au reste, le délai étant fixé par le juge, on court que du jour de la remise des mémoires et pièces, puisque, jusque là, les arbitres ne pourraient agir, et qu'en droit, on ne peut faire courir un délai contre non valentem agere. — (*Turin*, 8 mars 1811 ; *Dalloz*, tom. 2, pag. 365.)

3308. *Le tribunal de commerce a-t-il le droit de proroger, sur la demande de l'une des parties, et sans le concours de la volonté de l'autre, le délai d'un arbitrage entre associés négocians, fixé par un précédent jugement, conformément à l'art. 54 du Code de commerce ?*

Deux arrêts, l'un de la Cour de Bordeaux, du 28 juin 1818, l'autre de la Cour de Toulouse, du 12 avril 1823 (*Sirey*, tom. 18, pag. 243, et tom. 23, pag. 213 ; *Dalloz*, tom. 2, pag. 369 et 380), ont jugé pour la négative cette importante question, sur laquelle M. Pardessus, dont l'opinion a prévalu, avait donné une consultation opposée à celle de M. Loaré (2). Des jurisconsultes de Bordeaux et de Toulouse avaient adopté le sentiment de ce dernier, qui d'ailleurs était appuyé de parères des négocians de Bordeaux, Lisbonne, Nantes et Bayonne (3).

(2) Ces deux consultations sont insérées au Recueil de M. Sirey.

(3) Consulté sur cette question, avec notre savant collègue, M. Toulhier, nous avions soutenu la même

(1) Cette décision de la Cour de Bruxelles ne s'appliquerait pas, d'après un arrêt de Paris, du 15 décembre 1807 (*Sirey*, 1807, tom. 2, pag. 788, *Dalloz*, tom. 2, pag. 363), au cas où les arbitres de commerce nommés par le juge auraient reçu des parties le pouvoir de statuer en dernier ressort, ou que, d'une manière quelconque, leur juridiction eût été prorogée ; alors ils seraient réputés amiables compositeurs, en ce sens que leur pouvoir précéderait fin par toutes les mêmes manières que finit celui des arbitres ordinaires, notamment par la mort d'une des parties.

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence des Cours royales est fixée jusqu'à nouvel examen en faveur

de l'opinion de M. Pardessus, et nous ne devons pas dissimuler qu'elle paraît avoir été implicite-

opinion, et peut-être ne verra-t-on pas, sans quelque intérêt, les motifs sur lesquels nous nous sommes fondés, si l'on considère que nous nous attachons particulièrement à réfuter les moyens établis en faveur du système opposé, dans les consultations délibérées pour la partie adverse :

« Tous les moyens développés dans ces consultations tendent, disions-nous, à établir et justifier les propositions suivantes : L'art. 54 du Code de commerce attribue au juge le pouvoir de fixer le délai de l'arbitrage, lorsque les parties n'en sont pas convenues.

« Mais cette disposition de droit spécial ne peut être étendue au-delà de ses termes ; on ne peut donc prétendre avec fondement qu'il soit au pouvoir du juge de proroger, par des jugemens postérieurs, le délai qu'il a une fois fixé.

« Ainsi, on doit appliquer aux arbitrages forcés la règle du droit commun posée, pour les arbitrages volontaires, dans l'art. 1013 du Code de procédure, et d'après laquelle le compromis finit par l'expiration du délai stipulé, ou de celui de trois mois, s'il n'en a pas été réglé.

« Par conséquent, dès que ce délai est expiré, le pouvoir des arbitres a cessé ; les parties se trouvent au même état que celui où elles étaient avant le jugement qui l'avait fixé ; elles rentrent alors dans le droit que leur accorde l'art. 54, de choisir respectivement les arbitres qui leur conviennent. »

Un essai particulièrement de prouver ce système, en argumentant :

1^o. De l'art. 18 du Code de commerce ;

2^o. Des explications données sur le titre de ce Code relatif aux sociétés de commerce, soit lors de la discussion du projet au Conseil d'état, soit dans l'Exposé des motifs à la tribune du Corps législatif ;

3^o. D'un arrêt de la Cour de Paris, du 30 novembre 1811, rapporté par Sirey, 2^e partie, pag. 21. (Dalloz, tom. 2, pag. 396.)

4^o. De ces considérations tirées de l'esprit général de la loi et des rapports qu'auraient entre elles les diverses dispositions du Code de commerce et du Code de procédure, en matière d'arbitrage.

Il s'agit de prouver ici que ces raisonnemens ne sont point aussi solides qu'ils pourraient paraître spécieux, et que par conséquent les propositions dont ils sont la base ne sont pas exactes.

Avant tout, il importe de poser comme principe incontestable, que les lois spéciales sont préférables aux lois générales, même postérieures, lorsque celles-ci n'y ont pas dérogé d'une manière positive.

Ce principe, fondé sur la règle in *lege jure*, *generi per speciem derogatur, et illud potissimum habetur quod ad speciem directum est* (loi 30, ff de R. J.), est conforme d'ailleurs à la raison. Lorsqu'un législateur statue en particulier sur un objet, et s'écarte à son égard des règles ordinaires déjà faites pour des cas analogues, ce ne peut être que par des considérations majeures, qui ne permettent pas, même lorsqu'il existerait quelque incertitude dans un cas donné, de se décider d'après les règles du droit commun, si elles se trouvaient en contradiction avec l'esprit de la loi spéciale. — (Voy. notre introduction, en tête du premier volume.)

C'est évidemment ce qui doit avoir lieu par rapport à la question controversée entre les sieurs Poulet et Desmazac, et cette proposition est facile à prouver.

Suivant la loi générale contenue au Code de procé-

dure civile, l'arbitrage n'est qu'un droit dont l'exercice est essentiellement subordonné à la volonté des parties.

Suivant la loi spéciale que renferme le Code de commerce, c'est au contraire une obligation rigoureuse imposée aux commerçans, à l'égard de toutes les contestations relatives à une société.

Ainsi, dans cette dernière hypothèse, les arbitres sont mis par la loi même en la place du tribunal de commerce ; ils sont considérés par elle comme des juges véritables.

Cette vérité est avouée en termes exprès par les avocats qui ont consulté contre le sieur Poulet.

L'eût-on méconnue, elle serait prouvée par une foule de décisions judiciaires auxquelles elle sert de base.

On eût surtout particulièrement un arrêt de la Cour de cassation, du 7 mai 1817 (Dalloz, tom. 2, pag. 346), qui déclare les arbitres forcés sujets à prise à partie, attendu, lit-on dans les motifs, qu'ils sont de véritables juges, et forment un tribunal de commerce, puisqu'ils tiennent leurs pouvoirs de la loi, et qu'ils sont, à l'exclusion de tous autres tribunaux de première instance, seuls compétens pour prononcer sur les contestations relatives à des sociétés de commerce. Si les arbitres, une fois institués de la sorte, forment un tribunal de commerce, s'ils en tiennent lieu sous tous les rapports, comme ce tribunal, ils doivent rester saisis de la contestation qui leur a été soumise, aussi long-temps du moins que les parties, d'un commun accord, n'ont pas manifesté l'intention de ne plus entendre procéder devant eux.

Le délai de la mission des arbitres n'est point subordonné, comme dans le cas d'un arbitrage volontaire, à celui du délai convenu entre les parties, on fixe par la loi. (Art. 1009 du Code de procéd.) La raison en est facile à saisir :

Dans les matières ordinaires, les parties sont libres de soumettre leur différend à des arbitres de leur choix : elles peuvent donc apposer au compromis la condition qu'elles jugeront dans un délai qu'elles détermineront.

Si elles ne l'ont pas fait, la loi générale présume qu'elles n'ont pas entendu se soumettre à l'arbitrage pour un temps absolument illimité, et perdre l'avantage des délais de la procédure ordinaire et des voies de prise à partie contre les juges, en cas de demi-jusure, et elle supplée au silence du compromis par la fixation d'un délai qu'elle déclare fatal.

Mais dans l'arbitrage forcé, la loi spéciale qui oblige les parties d'instituer, en remplacement des juges ordinaires, des arbitres sujets comme eux à la prise à partie, parce qu'ils sont de véritables juges, n'a pas entendu qu'il dépendît de celles-ci de leur imposer l'obligation rigoureuse de juger dans un délai déterminé, à peine de révocation, et de révocation nécessaire.

D'un autre côté, dans le silence des parties, elle n'a point déterminé le délai fatal, mais elle a chargé les tribunaux de commerce d'en fixer un, s'ils n'ont pu s'accorder ; d'où suit que la mission des arbitres forcés ne finit point de plein droit comme celle des arbitres ordinaires.

La loi spéciale a donc évidemment dérogé à la loi générale, par cela même qu'elle n'a pas respecté formellement les dispositions pénales que celle-ci renferme, ou qu'elle n'a pas renvoyé à leur exécution.

On ne pourrait, sans contredit, admettre un système

ment approuvée par la Cour de cassation dans l'arrêt qui décide la question suivante.

contraire sans violer le principe pose au commencement de cette discussion, puisque nonobstant la *différence essentielle qui existe, quant à leur nature et à leurs effets*, entre l'arbitrage forcé et l'arbitrage volontaire, on suppléerait par la loi générale, qui ne concerne que le premier, au silence que la loi n'a pas gardé sans motifs par rapport à l'autre.

Cette violation serait d'autant plus contraire à la raison et à la justice, que l'on suppléerait par de fausses inductions, par de prétendus raisonnements de similitude, une disposition pénale, une déchéance que la loi particulière de la matière n'a prononcée ni d'une manière expresse ni d'une manière implicite.

Tels sont les motifs d'après lesquels les sous-signés se croient bien fondés à conclure que l'art. 1012 du Code de procédure civile n'est nullement applicable au cas posé.

On oppose l'art. 18 du Code de commerce, en ce qu'il porte que le contrat de société se règle par le droit civil, par les lois particulières au commerce et par les conventions des parties.

Sans doute, dans tout ce qui est compatible avec les dispositions particulières posées au Code de commerce, concernant les sociétés commerciales, les principes généraux sur le fond du droit, auquel l'art. 18 se rapporte exclusivement, doivent recevoir leur application.

Il en est de même des règles de procédure contenues au Code judiciaire; elles sont applicables en matière de société lorsqu'elles se concilient avec les caractères du mode d'arbitrage établi par ces sociétés.

Mais quand elles se trouvent en opposition formelle avec les conséquences nécessaires qui résultent de ce caractère; quand, par exemple, une disposition telle que celle de l'art. 1012 n'est qu'une suite de ce que l'arbitrage n'est pas forcé, il est certain que l'on irait contre le vœu de la loi, en soumettant l'arbitrage forcé à une disposition qui évidemment ne concerne que l'arbitrage volontaire.

C'est ainsi que, par plusieurs arrêts, la Cour de Rennes a constamment jugé que l'art. 1012 du Code de procédure n'était pas applicable aux arbitrages forcés; et sa principale raison a été que le Code de commerce n'établit des formes particulières et spéciales pour les arbitrages en matière de société de commerce, et qu'il n'a tracé entre les arbitrages volontaires et les arbitrages forcés une ligne de démarcation telle, que le jugement rendu par les arbitres forcés est considéré comme un acte de juridiction commerciale. — (Voyez ci-après nos quest. sur l'article 1028.)

Tel est le sens dans lequel on doit entendre les explications données au Conseil d'État et dans l'Exposé des motifs au Corps législatif. Rien de ce que l'on en rapporte, dans une des consultations données en faveur du sieur Dotzack, n'autorise à penser que le section du Tribunal et l'orateur du Gouvernement sient entendus exprimer que l'on appliquerait sans distinction, dans les arbitrages forcés, toutes les dispositions du Code de procédure civile.

Il est vrai que l'orateur du Gouvernement a dit « qu'indépendamment des dispositions sur les arbitrages parties au Code de procédure civile, la loi commerciale fixe un mode particulier qui assure la prompt expédition des affaires. »

Mais loin de conclure de ces expressions que l'on ait voulu que toutes les dispositions du Code de

3309. *Le silence ou la procédure volontaire, après l'expiration du délai fixé pour un arbitrage*

procédure fussent applicables à l'arbitrage forcé, il est plus naturel d'en tirer cette double conséquence :

1°. Que les dispositions du Code de commerce qui dérogent, comme l'art. 54, à l'art. 1007 du Code de procédure, et qui le remplacent pour les arbitrages forcés, tiennent au mode particulier de ces arbitrages et repoussent l'application de l'art. 1012, qui n'est qu'un complément de cet art. 1007;

2°. Que toute disposition du Code de procédure qui, comme l'art. 1012, tend à retarder l'expédition des affaires, est en opposition avec le mode particulier que le Code de commerce établit pour la biter. Or, on ne dira pas que si l'on, d'après l'article dont il s'agit, nommer de nouveaux arbitres à la place de ceux qui ont fait les deux tiers du travail qui conduisent au jugement, on aura rempli le vœu manifeste par le législateur.

On est convenu de cet inconvénient dans une des consultations opposées, en disant qu'il était la suite de toutes les institutions humaines; mais heureusement il a été prévu par des dispositions particulières du Code de commerce, qui ne permettent pas d'appliquer aux arbitrages forcés celles du Code de procédure qui ne seraient pas en harmonie avec elles. C'est ce qu'exprimait l'orateur du Tribunal, en disant : « Les dispositions du Code de procédure civile sur l'arbitrage ne pouvant suffire, ni s'appliquer entièrement aux contestations dont il s'agit, le projet en contient de particulières qu'on a jugées nécessaires pour remplir l'objet qu'on avait en vue. »

Il est encore vrai qu'un arrêt isolé de la Cour de Paris a jugé que l'art. 1012 du Code de procédure était applicable aux arbitres de commerce comme aux arbitres volontaires; mais on ne saurait trouver, comme dans la consultation de Toulouse, une identité de raison dans un cas absolument différent de l'espèce de la cause actuelle.

En effet, le Code de commerce, en parlant du sur-arbitre dans l'art. 80, ne dirige point à l'art. 1012 du Code de procédure, comme l'art. 54 du premier déroge aux art. 1007 et 1012 du second, en chargeant le tribunal de fixer le délai : donc il n'y a pas identité de raison pour prononcer dans le premier cas, comme le tribunal de Paris a prononcé dans l'autre, puisqu'il n'y a pas même similitude de fait.

Mais comment pourrait-on s'appuyer sur cette prétendue identité de raison, quand il existe incontestablement (on croit l'avoir prouvé) une raison particulière pour repousser l'application de l'art. 1012 du Code de procédure civile, dans la disposition de l'article 54 du Code de commerce qui déroge au premier?

N'est-ce pas d'ailleurs un principe généralement reconnu et universellement appliqué, qu'en matière de déchéance et de forclusion, comme lorsqu'il s'agit de nullités, on ne peut argumenter d'un cas à un autre, d'un fait à un autre, ou d'une personne à une autre?

Quant aux considérations tirées de l'esprit général de la loi, et des rapports entre les dispositions du Code de procédure et celles du Code du commerce, sur les arbitrages, on croit avoir suffisamment répondu aux arguments qu'on en a tirés dans les consultations données contre le sieur Poulet.

Il reste à prouver qu'un tribunal de commerce, après avoir nommé les arbitres et fixé le délai pour le jugement, a droit de statuer sur la demande en pro-

trage forcé, équivaut-elle à prorogation, en sorte que le jugement rendu postérieurement soit valable ?

rogation formée par Poulet, avant l'expiration de ce délai.

On fait deux objections sur ce point :

1^o. Les arbitres remplacent les tribunaux de commerce ; or, dès qu'ils sont institués, le tribunal ne peut s'immiscer en rien dans ce qui concerne la contestation qui leur a été soumise ; il ne peut donc accorder une prorogation de délai ;

2^o. La disposition de l'art. 54 du Code de commerce serait illusoire si le délai n'était pas fatal ; donc encore le juge n'a pas la faculté d'accorder cette prorogation.

Le Conseil estime que ni l'une ni l'autre de ces objections ne sont fondées.

Il est vrai, quant à la première, que les arbitres remplissent les fonctions du tribunal de commerce, mais ils ne les exercent qu'en ce qui concerne l'instruction et le jugement du procès ; tout ce qui est relatif au délai excède leur compétence. L'art. 54 l'attribue aux tribunaux ordinaires de commerce, ainsi que l'institution des arbitres, si les parties ne sont pas d'accord sur l'un ou l'autre point.

C'est par suite que, dans le cas où un arbitre serait légitimement empêché, il n'appartiendrait pas à l'arbitre restant de choisir le nouvel arbitre, en cas que les parties ne fussent pas d'accord pour en convenir elles-mêmes, et qu'il faudrait nécessairement, si toutes deux ne consentaient pas à rompre l'arbitrage, revenir au tribunal ordinaire pour compléter le tribunal spécial, qui ne cesserait pas d'être saisi de la contestation.

De même, les arbitres ne peuvent proroger, de leur autorité propre, le délai fixé par le tribunal de commerce pour les jugements ; les parties doivent se pourvoir devant ce tribunal, lorsque ce même délai, qu'il n'a pu fixer qu'au hasard, ne leur semble pas suffisant.

Cet incident ne soumet au tribunal rien de ce qui concerne le fond de la contestation ; il n'agit toujours que dans le cercle de sa compétence, qui, on le répète, se borne à l'institution des arbitres et à la fixation du délai.

Prétendre qu'une fois le délai fixé par le jugement contenant nomination des arbitres, on ne peut se pourvoir qu'en appel ou en cassation, c'est faire, dans l'espèce de la question que l'on examine, une véritable pétition de principe, car c'est présupposer que ce délai ne peut être prorogé.

Mais s'il a été prouvé que le délai fixé par le tribunal de commerce ne peut être assimilé à celui que les parties auraient réglé, ou que la loi a déterminé, dans le cas des arbitrages volontaires, la prorogation peut avoir lieu.

Or, il n'y a évidemment que le tribunal de commerce qui puisse prononcer cette prorogation, si les parties ne sont pas d'accord.

Sur la seconde objection, on ne pense pas qu'il soit exact de dire que la disposition de l'art. 54 du Code de commerce rendrait illusoire si le délai pouvait être prorogé.

En effet, la loi a voulu hâter la décision des contestations pour lesquelles elle a prescrit l'arbitrage forcé, et elle a voulu que le tribunal fixât un délai pour prononcer le jugement ; mais elle n'a pas déclaré que ce délai serait fatal, sous peine de cessation des fonctions confiées aux arbitres, et cette considération suffirait pour décider la question ; car, on le répète encore, on ne peut suppléer des déchéances.

Oui, suivent MM. Pardessus et Delvincourt, dont M. Nerson adopte entièrement l'opinion, pag. 75, un arrêt de la Cour de Rennes, du 13 mai 1820, et un autre de la Cour de Bordeaux, du 27 février 1823. — (Sirey, tom. 23, pag. 220 ; Dalloz, tom. 2, pag. 373.)

Mais la Cour de cassation a rejeté cette doctrine en cassant, le 22 avril de la même année, la décision de la Cour de Rennes, sur la plaidoirie très-bien raisonnée de M. Guillemin. Cette plaidoirie ayant été rapportée au entier par M. Sirey,

Comment admettre d'ailleurs que la loi eût entendu que les arbitres fussent rigoureusement tenus de prononcer dans le délai que le tribunal accorde sans connaissance de cause, dans un temps où il serait impossible de prévoir les incidents qui pourraient retarder l'instruction, et qu'elle ait voulu lui interdire de le proroger, lorsqu'il est reconnu qu'il est insuffisant pour que les arbitres complètent cette instruction nécessaire pour rendre le jugement ?

Elle laisse toute la latitude nécessaire au tribunal pour la fixation de ce délai ; par quel motif ne pourrait-il pas user, après l'avoir fixé à un terme quelconque, de la faculté de l'étendre jusqu'à une époque qu'il eût pu assigner dès le principe, si on lui en avait démontré la nécessité ?

Au reste, la disposition de la loi n'est pas illusoire, puisque le tribunal, d'après les plaidoiries des parties, reste libre d'accorder ou non la prorogation.

Bien plus ; le Code de commerce eût-il, ce qu'il n'a pas fait, dit en termes exprès que les arbitres seraient tenus de prononcer dans le délai fixé, on ne penserait pas qu'il en résulterait un obstacle absolu à l'exercice de la faculté de proroger, à moins qu'il n'eût été déclaré que l'expiration du délai emporterait de plein droit la cessation des pouvoirs des arbitres.

Il en serait ici comme du cas prévu par le décret du 3 février 1811, dans la disposition par laquelle il modifie l'art. 735 du Code de procédure. Ce décret porte que les juges seront tenus de statuer sur la demande en nullité des procédures postérieures à l'adjudication provisoire, dans les trente jours au plus tard avant l'adjudication définitive.

Cependant, il est généralement admis que ce terme n'est pas tellement de rigueur, que les juges ne puissent statuer après ce délai. — (Voy. la quest. 2303 de l'Analyse raisonnée sur le Code de procéd., devenue le n^o 2507 du présent ouvrage.)

Enfin, une dernière observation qui il importe de ne pas perdre de vue, c'est que le délai fixé dans l'espèce pour le jugement arbitral, l'a été par le tribunal de commerce de Bordeaux.

Or, il est encore de principe que les délais fixés par les tribunaux ne sont préemptoires qu'autant qu'ils l'ont expressément déclaré ; dans le cas contraire, et si jusqu'à jugement qui ait prononcé la déchéance, ils sont purement comminatoires.

Par suite de cette conséquence, les tribunaux conservent toujours le droit de proroger ces délais suivant l'exigence du cas. Il serait d'autant plus difficile, d'après la discussion qui précède, d'assigner des raisons valables pour que ce principe ne reçût pas son application en faveur du sieur Poulet, que le Code de procédure en fournit plusieurs exemples, déterminant une foule de délais qui n'emportent point forclusion ; tels sont, entre autres, les délais pour faire la sommation ou la déclaration prescrite par les art. 215 et 216, ceux pour produire dans une instruction par écrit, etc., etc.

tom. 23, pag. 291, nous sommes dispensé d'entrer dans les détails que comporterait cette question.

3310. Lorsque quelques-uns des arbitres nommés en sont déportés, et que les délais de l'arbitrage sont expirés au moment où l'on demande à un tribunal que de nouveaux arbitres soient nommés, ce tribunal peut-il faire droit à cette demande, par la considération que, durant le cours du délai, l'arbitre restant l'avait prorogé ?

Par arrêt du 6 novembre 1809, rendu sur opposition à un précédent arrêt contraire, prononcé par défaut, du 22 juillet 1809 (roy. Sirey, tom. 9, pag. 374, et tom. 10, pag. 39; Dalloz, tom. 2, pag. 351), la Cour de cassation a décidé cette question pour la négative, par le motif que le délai fixé par le compromis était expiré au moment de l'assignation donnée afin de remplacement des arbitres déportés; que conséquemment la juridiction arbitrale avait entièrement cessé, et ne pouvait se renouveler que du consentement unanime des parties; qu'ainsi le jugement des contestations qui avait été attribué aux arbitres rentrant essentiellement dans la juridiction ordinaire, la prorogation donnée par un seul arbitre ne pouvait valoir, lorsque, d'après les conventions des parties, le concours de trois arbitres est nécessaire pour toute décision arbitrale.

3311. Lorsqu'un compromis reste sans effet, à raison d'une des circonstances qui en opèrent l'extinction, les actes faits pour l'instruction doivent-ils avoir le leur en ce sens que s'ils constataient quelque reconnaissance de l'une des parties sur la vérité d'un fait contesté, ou qu'il en eût été fait quelque preuve devant les arbitres, ces actes pourraient être produits, et faire foi en justice ?

Les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 382, décident cette question pour l'affirmative, en citant un arrêt rapporté par Mornae, la loi 55 au Code, de receptis, etc., et la loi 20, aussi au Code, de testibus. M. Boucher, n° 250, pag. 140, donne la même solution.

Enfin, Jousse professe la même doctrine, dans son Traité de l'administration de la justice, pag. 707, n° 54, et il est essentiel de remarquer qu'on la retrouve au nouveau Répertoire, au mot arbitrage, tom. 1, pag. 298, sans que M. Merlin, qui a pris soin d'y noter tous les changements apportés par notre nouvelle législation aux anciens principes concernant les arbitrages, ait fait à ce sujet la moindre observation.

Cependant on pourrait argumenter contre cette décision de la disposition de l'art 401 (voyez nos quest. sur cet article), d'après laquelle la péremption emporte extinction de la procédure, sans qu'on puisse, dans aucun cas, opposer aucun des actes de la procédure éteinte, ni s'en prévaloir, et conclure de là que l'extinction du compromis n'étant, à vrai dire, qu'une extinction de procédure, qu'une péremption, puisque la demande, dont les arbitres ont été saisis, peut être renouvelée, il y a même raison de décider.

Nous répondons qu'il n'y a pas même raison

de décider, parce que les deux cas diffèrent essentiellement. En effet, si l'art. 401 annule tous les actes d'une procédure périmée, parce qu'il serait contradictoire qu'une procédure anéantie ne le fût pas sous tous les rapports, l'art. 1012 ne prononce que l'extinction d'un acte isolé, le compromis, et ne déclare point périmée la procédure faite en exécution de cet acte lorsqu'il subsistait. Que la sentence soit nulle, c'est une conséquence de ce que le compromis n'existe plus au moment où elle est rendue; mais il doit en être tout autrement relativement aux actes d'instruction faits antérieurement, et lorsque la compromission avait encore toute sa force.

Nous estimons en conséquence que l'on doit résoudre aujourd'hui la question qui nous occupe comme elle l'a été par l'ancienne jurisprudence, sauf la distinction que nous venons de faire entre les actes faits avant l'expiration du délai et ceux qui l'auraient été depuis. Cette opinion trouverait au besoin un nouvel appui dans la solution de la quest. 3305°.

3312. Les arbitres peuvent-ils, après l'expiration du délai, interpréter ou expliquer leur sentence sur la demande d'une seule partie ?

Oui, suivant Jousse, pag. 702, n° 16, et l'ancien Répertoire, au mot arbitrage; mais M. Merlin pense avec raison, dans sa nouvelle édition, tom. 1, pag. 297, que, dans tous les cas, les arbitres dont les pouvoirs sont consommés ne peuvent interpréter leur sentence que sur la demande des deux parties.

ART. 1013. Les décès, lorsque tous les héritiers sont majeurs, ne mettent pas fin au compromis : le délai, pour instruire et juger, sera suspendu pendant celui pour faire inventaire et délibérer.

C. C., art. 795, et suiv. — C. de comm., art. 62, 63. — C. de P., art. 1007.

DEVII. Cette disposition se rapporte aux art. 797 et 1122 du Code civil, et 184 du Code de procédure : aussi, suivant la règle *inclusio unius, exclusio alterius*, faut-il décider que le compromis prend fin, si tous les héritiers de la partie décédée ne sont pas majeurs, à moins que l'instruction de la procédure ne fût par terminée et les points de l'arbitrage arrêtés lors du décès.

ART. 1014. Les arbitres ne pourront se déporter, si leurs opérations sont commencées : ils ne pourront être récusés, si ce n'est pour cause survenue depuis le compromis (1).

(1) JURISPRUDENCE.

1°. L'arbitre qui était créancier d'une des parties antérieurement au compromis ne peut être récusé, sous prétexte qu'il est de nouveau devenu créancier pour une autre cause, postérieurement au compromis. — (Metz, 12 mai 1818, Dalloz, tom. 2, pag. 344, Sirey, tom. 19, pag. 104.)

2°. Les tribunaux de commerce sont compétens pour

C. de P., liv. 2, 1^{re} part., et art. 1012.

DCVII. C'est, comme nous l'avons dit au commentaire de l'art. 1008, pag. 269, un principe certain, que les contrats obligent irrévocablement ceux qui les ont souscrits.

Nous avons vu une juste conséquence de ce principe tutélaire, dans la défense qui est faite aux parties de révoquer les arbitres pendant le délai de l'arbitrage. La disposition de l'art. 1014 en présente une autre : quoique les fonctions d'arbitre soient libres, qu'il dépende de chacun d'accepter ou de refuser, même de refuser après avoir accepté, néanmoins, dès l'instant que les arbitres ont commencé à procéder, il s'est formé entre eux et les parties un quasi-contrat qui leur interdit de se déporter : *voluntas est enim suscipere mandatum, necessitas consummare.* — (Loi 17, ff de commod., et loi 15, ff qui arbit. recep.)

De même les parties les ayant choisis elles-mêmes, librement et spontanément, il ne leur est plus permis de les récusar, si ce n'est pour causes survenues depuis le compromis. Telle était aussi la règle établie par le droit romain (*leg. apertissimi. Cod. de judic., et leg. penult. et ult., Cod. de ex-cept.*), et ce qui est également en rapport avec les dispositions de l'art. 308 du Code de procédure.

3313. *Quelles sont les causes pour lesquelles les arbitres peuvent se déporter ?*

Ce sont celles pour lesquelles ils pourraient être récusés. — (Voy. question 3317.) (1)

3314. *L'empêchement est-il une cause de déport ?*

Oui, puisque l'art. 1012 porte que le compromis finira par l'empêchement d'un des arbitres. Mais cet article n'a point caractérisé cet empêchement, sur quoi M. Berriat Saint-Prix, pag. 41, not. 14, observe que dès que l'art. 1014 ne permet pas aux arbitres de se déporter à leur volonté, le Code donne à entendre que l'empêchement doit être légitime, ainsi que le veut la raison et l'équité. Or, ajoute-t-il, pag. 43, not. 21, on met au nombre des empêchemens légitimes l'infirmité capitale, l'âge avancé, les maladies, les fonctions publiques, etc. — (Voyez Jousse, pag. 706, n° 51.)

Nous remarquerons qu'il n'est pas besoin de justifier de l'empêchement légitime, si les opérations ne sont pas commencées.

Il s'agit sur les causes de récusation dirigées contre des arbitres nommés par leurs jugemens. — (Paris, 30 déc. 1813, *Dalloz*, tom. 2, pag. 344, *Sirey*, tom. 14, pag. 301.)

(1) M. Pardessus assigne les causes suivantes, tom. 5, pag. 97 : 1° si le compromis était vicieux et nul ; 2° si l'arbitre avait été injurié et diffamé par les parties, ou s'il était intervenu entre lui et elles une inimitié capitale ; 3° s'il était survenu à l'arbitre une maladie ou incommodité grave qui le mit hors d'état de s'occuper de l'arbitrage ; 4° si ses propres affaires demandaient instantanément tous ses soins ; 5° enfin, si un emploi public, accepté depuis le compromis, réclamait tous ses momens.

En effet, l'art. 1012 autorise les arbitres à refuser de concourir à l'arbitrage sans en donner de motifs, puisqu'il porte que le compromis finit par le refus des arbitres. On doit donc, en rapprochant les deux art. 1012 et 1014, regarder comme certain que les fonctions des arbitres sont essentiellement libres, lorsqu'ils n'ont pas commencé leurs opérations ; mais il ne faudrait appliquer rigoureusement ce principe qu'en matière d'arbitrage volontaire ; car en matière d'arbitrage forcé, où le tribunal de commerce délègue ses pouvoirs aux arbitres, ceux-ci doivent être considérés comme de véritables juges, et il ne leur est pas plus permis qu'il ne l'est à ceux-ci de refuser leur ministère, s'ils n'en ont des motifs suffisans, qu'ils doivent soumettre à l'examen de l'autorité judiciaire. C'est ce qui a été sagement décidé par arrêt de la Cour de Bruxelles, du 22 août 1810, rapporté au Journal des avoués, tom. 3, pag. 62.

3315. *Est-il des moyens de forcer l'arbitre à exécuter la commission qu'il a acceptée ?*

Nous pensons, avec les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 367, et M. Boueber, pag. 302, n° 619, que l'art. 1014 voulant que les arbitres ne puissent se déporter, entend qu'ils remplissent leur tâche, et donne conséquemment aux parties, sinon la faculté de les contraindre précisément à juger, du moins le droit d'obtenir contre celui qui négligerait de remplir l'obligation qu'il a contractée, les dommages-intérêts auxquels peut être condamnée, d'après l'art. 1142 du Code civil, toute personne qui ne remplit pas une obligation qui consiste à faire.

3316. *L'absence d'un arbitre qui ne se rend pas au jour fixé pour procéder, autorise-t-elle les autres arbitres à prononcer seuls ?*

M. Boueber, pag. 291, n° 591, appuie l'affirmative sur un arrêt du 11 janvier 1816 ; mais il nous paraît certain que l'art. 1028 s'oppose à cette décision. En ce cas, les parties doivent sommer l'arbitre de se rendre à un autre jour indiqué, et en cas de refus, le remplacer, sauf contre lui l'action en dommages-intérêts.

3317. *Pour quelles causes les arbitres peuvent-ils être récusés ?*

M. Pigeau, tom. 1, pag. 25, dit avec raison qu'ils ne peuvent être récusés que pour les causes d'après lesquelles on admet la récusation des juges ordinaires. Telle est aussi l'opinion de M. Merson, pag. 43, n° 41, et Pardessus, tom. 5, pag. 98. Nous ne saurions sur quoi l'on pourrait appuyer l'opinion de ceux qui maintiennent que l'on ne doit admettre que les causes de récusation établies pour les justices de paix. On doit remarquer que, d'après l'art. 1014, il faut que la cause de récusation soit survenue depuis le compromis. — (Voy. Jousse, pag. 710, n° 61.) Cependant les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 363, estiment que cette règle souffre exception, lorsque les causes antérieures au compromis n'ont été ni pu être connues que postérieurement.

N. Thomases Desmases, pag. 378, est du même avis. « Les parties, dit-il, ne peuvent récusar les arbitres que pour des causes survenues depuis le compromis, c'est-à-dire pour des causes qu'elles ne pouvaient alors connaître. » Par les motifs exprimés sur la quest. 1394^e, tom. 2, pag. 91, nous ne croyons pas devoir admettre cette interprétation.

3318. *Quel est le délai dans lequel on doit former la récusation contre des arbitres forcés ?*
Suivant M. Pardessus, tom. 5, pag. 120, la récusation devrait être, par analogie des règles relatives aux experts, proposée dans les trois jours après que la nomination a été notifiée au récusant, ou légalement connue de lui.

M. Merson, pag. 47, pense que cette récusation ne pouvant avoir pour motif que des causes graves, on d'une nature telle que la partie qui recourt à cette extrémité a dû faire des recherches pour s'appuyer d'une preuve ou d'un commencement de preuve littérale, le délai indiqué par M. Pardessus est évidemment trop bref. Il ajoute, et nous partageons son opinion, que, quant à recourir à des analogies pour déterminer la durée de ce délai, mieux vaut les puiser dans une loi spéciale à une sorte d'arbitrage que dans un recueil général de règles de procédure. Or, dit-il, le décret du 2 octobre 1793, après avoir déterminé les causes de récusation des arbitres (institués pour les contestations des communes), portait, art. 6, que les moyens de récusation seraient proposés dans la quinzaine.

3319. *En quelle forme se fait la récusation ?*

Nous avons vu, sur les art. 45 et 384, que, par des motifs de bienséance, le législateur n'a pas permis que les actes de récusation fussent adressés directement aux juges; qu'ils leurs sont notifiés par l'intermédiaire du greffier; mais il n'existe point comme autrefois de greffier des arbitrages: il faut donc que la récusation soit signifiée aux arbitres eux-mêmes, ou par un huissier, ou, ce qui nous paraîtrait plus convenable, par un notaire. L'acte, dit M. Merson, p. 50, doit être signé sur l'original et sur la copie par la partie ou son fondé de procuration spéciale et authentique, laquelle doit y demeurer annexée; il doit encore contenir les motifs et les moyens de récusation (arg. des art. 45 et 384); enfin, l'original peut être visé par l'arbitre, ou, à son défaut, par le procureur du Roi près le tribunal de son domicile. — (Arg. de l'art. 1039).

3320. *De quelle époque court le délai pour récusar ?*

Il court, comme le dit M. Pardessus, n° 1413, à partir de la nomination des arbitres, légalement connue des parties, si la nomination a eu lieu d'office, ou de la notification extrajudiciaire, si on a eu recours à ce moyen pour y procéder.

3321. *Les arbitres sont-ils juges de la récusation de l'un d'eux ?*

Non, à moins que le compromis ne les y au-

torise expressément; autrement, ils jugeraient hors de ses termes, et les parties pourraient se pourvoir par opposition à l'ordonnance d'exécution, conformément à l'art. 1028. — (Voy. arrêt de la Cour de cassation, du 1^{er} juin 1812, Sirrey, tom. 12, pag. 349.)

3322. *Quel tribunal doit prononcer sur la récusation des arbitres ?*

C'est le tribunal du lieu où la cause eût été portée s'il n'eût pas existé d'arbitrage, et qui, si la récusation a été faite mal à propos, peut statuer sur les dommages-intérêts. — (Pardessus, tom. 5, pag. 99, et arrêt de Paris du 30 décembre 1813.)

ART. 1015. S'il est formé inscription de faux, même purement civile, ou s'il s'élève quelqu'incident criminel, les arbitres délaisseront les parties à se pourvoir, et les délais de l'arbitrage continueront à courir du jour du jugement de l'incident.

C. de P., art. 14, § 27, 1007.

DCXIV. Les arbitres n'étant que des hommes privés, la loi, malgré l'indivisibilité du pouvoir juridictionnel, leur a toujours interdit la connaissance des incidents criminels et des inscriptions de faux, qui pourraient être formés dans le cours de l'arbitrage (1). C'est que de pareils incidents intéressent éminemment la société entière, et que, s'il était permis aux arbitres d'en connaître, ils seraient facilement soustraits à la surveillance du ministère public, dont une des principales fonctions est de poursuivre le crime indépendamment de ce qui se passe entre les parties, relativement à leurs intérêts privés.

L'article 1015 n'a donc fait que répéter une disposition de tous les temps, en imposant aux arbitres l'obligation de délaisser les parties à se pourvoir; mais alors le délai de l'arbitrage, soit légal, soit conventionnel, est suspendu et ne reprend son cours que du jour du jugement de l'incident.

3323. *N'est-ce que dans les seuls cas d'une inscription de faux ou d'un incident criminel que le délai de l'arbitrage est suspendu ?*

En d'autres termes, tout incident qui est de la compétence des arbitres, un jugement interlocutoire qu'ils rendraient, suspendent-ils le délai qui leur est donné pour procéder définitivement, de telle sorte que ce délai ne continuât à courir que du jour du jugement de l'incident ou de l'exécution de l'interlocutoire ?

Nous avons dit, sur la quest. 3291^e, que les arbitres peuvent juger les incidents qui se présentent dans le cours de l'instance soumise à leur décision, et qui ont rapport à la cause; qu'ils peuvent également faire tous les actes d'instruction, et

(1) Voy. Domat, tom. 2, tit. 14, des compromis, art. 16, pag. 151; la loi 30, § 6, § de receptis.

rendre tous les jugemens préparatoires ou interlocutoires que cette instruction nécessite. — (Voyez *nouv. Répert.*, tom. I, pag. 293.)

Ici nous avons à examiner si l'instruction à faire sur de tels incidents ou de tels interlocutoires proroge le délai ; question qui, à notre connaissance, n'a été discutée par aucun auteur. Jousse seulement, pag. 703, n° 46, dit qu'un *jugement interlocutoire ne pourrait servir à proroger le temps du compromis, et qu'il faudrait nécessairement pour cela un nouveau pouvoir.*

Il y a sans contredit même raison pour décider à l'égard d'un incident.

Cependant nous avons entendu maintes fois, par un jurisconsulte auquel cette question était soumise, que dans le cas où un incident était tellement lié à la cause principale qu'il ne pouvait en être séparé, il fallait admettre nécessairement la suspension du délai, puisque les arbitres ne pourraient remplir leur obligation, relativement au principal, sans juger cet incident ; qu'il en était de même de l'interlocutoire, qui ordonne une preuve, une vérification ou une instruction qui préjuge le fond, et sans laquelle il ne pourrait recevoir une décision définitive ; qu'enfin l'on devait argumenter en faveur de cette opinion, des dispositions par lesquelles les art. 1013 et 1015 suspendent le cours du délai, soit dans le cas où les héritiers sont dans les délais pour faire inventaire et délibérer, soit dans celui où il y a lieu à inscription en faux ou à toute espèce d'incident criminel. Tel paraîtrait être aussi le sentiment de M. Boucher, pag. 200, n° 393.

Nous répondons que la loi, en ne faisant aucune distinction dans l'art. 1012, annonce qu'elle a présupposé que tout incident pourrait être vidé, tout interlocutoire exécuté dans le délai fixé par elle ou par le compromis, et qu'elle a voulu conséquemment que les parties le prorogassent, s'il y avait impossibilité constatée ; que loin de pouvoir argumenter des dispositions des articles 1013 et 1015, elles fournissent au contraire un moyen contre l'opinion que nous combattons, puisque le législateur ne s'est expliqué dans ces articles que pour deux cas ; ce qu'il n'aurait pas eu besoin de faire, s'il avait entendu établir un règle générale que tout incident et que tout interlocutoire prorogeraient le délai.

Il faut remarquer d'ailleurs qu'il existe, en faveur de la prorogation prononcée dans ces deux cas, des raisons particulières qui ne militeraient pas pour les autres.

En effet, on devrait suspendre le délai, dans le cas de l'article 1013, puisque les parties sont dispensées d'agir pendant ceux qui leur sont donnés pour prendre qualité ; on devrait également le suspendre dans le cas spécial de l'article 1014, puisque ce ne sont pas les arbitres qui doivent prononcer sur l'incident ; mais dans toute autre circonstance, les arbitres ayant pouvoir de juger, il devient nécessaire qu'ils le fassent dans le délai qui leur est indiqué par la loi ou par la convention, autrement, il y aurait con-

travention à l'art. 1012 ; c'est donc aux arbitres à provoquer le consentement des parties à la prorogation de ce délai, lorsqu'ils estiment qu'il serait insuffisant pour l'instruction d'un incident ou l'exécution d'un interlocutoire.

3324. *Faut-il nécessairement qu'il y ait déclaration formelle de s'inscrire en faux de la part d'une des parties, pour que les arbitres les délaissent à se pourvoir ?*

On dit pour l'affirmative que la loi n'obligeant les arbitres à délaissier les parties à se pourvoir qu'autant qu'il y a *inscription de faux*, ceux-ci ne doivent en agir ainsi que dans le seul cas où celui qui allègue le faux a fait au défendeur la sommation prescrite par l'art. 216 ; que celui-ci a répondu qu'il entend se servir de la pièce (art. 217), et que, sur cette réponse, le défendeur a déclaré au greffe du tribunal (art. 218) qu'il entend s'inscrire en faux ; que jusque là les arbitres n'ont point à délaissier les parties à se pourvoir, puisqu'il n'y aurait pas encore d'*inscription de faux*, mais seulement une simple allégation opposée comme exception, et sur laquelle les arbitres peuvent ordonner toute instruction qu'ils jugent nécessaire, et prononcer, parce qu'en ne faisant aucune suite judiciaire, en un mot, en ne s'inscrivant pas en faux, celui qui l'allègue n'est censé émettre qu'un doute, tandis que l'inscription caractérise un maintien formel.

Tel est l'avis de M. Boucher, pag. 202, n° 396 ; mais nous observerons qu'il s'est trompé en disant que c'est après les poursuites faites conformément aux art. 193 et 194, que les arbitres doivent délaissier les parties à se pourvoir : on conçoit facilement qu'il ne pouvait citer ici ces deux articles, auxquels il fallait substituer, comme nous l'avons fait, les articles 216, 217 et 218.

D'autres, au contraire, pensent qu'il ne faut point s'attacher si rigoureusement à ce mot *inscription de faux*, employé dans l'art. 1015 ; que le législateur a entendu s'en servir pour exprimer la simple *allégation de faux*, indépendamment de la déclaration de s'inscrire faite au greffe, conformément à l'art. 218 ; que s'il en était autrement, il serait trop facile aux parties de soustraire un crime aux poursuites du ministère public ; ce que le législateur a voulu empêcher, en prescrivant la communication au procureur du Roi, dans la procédure en inscription de faux incident civil (art. 251), et en exigeant (art. 249) qu'aucune transaction sur la poursuite d'un tel faux ne puisse être exécutée si elle n'a été homologuée en justice, après avoir été communiquée au ministère public, lequel peut faire à cet égard telles réquisitions qu'il juge à propos.

Or, d'un côté, s'il était permis aux arbitres de statuer sur une exception de faux, par cela même qu'elle n'aurait pas été formalisée conformément à l'art. 218, il y aurait indirectement compromission sur une contestation incidente

communicable à la partie publique; de l'autre, il interviendrait en définitive une transaction sur le faux, sans communication à cette partie: conséquemment il y aurait violation de l'art. 1004 et de l'art. 249.

Nous répondons, en appuyant la première opinion, qu'il est certain que l'on peut transiger sur l'intérêt civil résultant d'un délit, seul la poursuite du ministère public, que la transaction ne peut empêcher (voy. *Cod. civ.*, art. 2046; *Cod. d'instruct. crimin.*, art. 4); qu'aucune autre disposition de nos Codes ne fait d'exception à cette règle générale pour le délit de faux: or, l'arbitrage sur le faux n'a pour objet que de faire régler les droits civils résultant de ce délit, si toutefois le faux, d'après les circonstances de l'affaire, avait ce caractère; que l'exception que l'on voudrait faire résulter des art. 249, 251 et 1004 serait mal fondée, parce que la communication au ministère public n'est exigée qu'autant qu'il existe une inscription de faux formalisée, conformément à l'art. 218; ce qui n'existerait pas lorsque les parties soumettraient aux arbitres, comme simple exception ou moyen de défense, la question de savoir si la pièce doit être admise au procès ou rejetée; d'où suit que les arbitres peuvent prononcer à cet égard aussi long-temps qu'il n'existe point d'inscription.

Au surplus, on ne verrait aucun motif pour empêcher l'arbitrage, dans le cas où les auteurs du faux ne seraient pas vivans, puisqu'il n'y aurait aucun coupable à poursuivre; et cependant, comme les art. 249 et 251 ne font aucune distinction pour la communication au ministère public, il en résulterait que l'arbitrage serait interdit même pour ce cas; ce qui du moins n'aurait pu entrer dans l'esprit du législateur.

Nous pensons donc que les arbitres ne peuvent délaissier les parties à se pourvoir qu'autant qu'il y a inscription formalisée en justice, et qu'autrement la partie est censée s'en être rapportée à leur décision.

Cette opinion trouve d'ailleurs un appui dans un arrêt de la Cour de cassation, du 18 juin 1816. — (*Sirey*, tom. 17, pag. 85, *Dalloz*, tom. 2, pag. 484.)

3325. *Les arbitres peuvent-ils procéder à une vérification d'écriture?*

Si les arbitres peuvent prononcer sur une allégation de faux, à plus forte raison peuvent-ils, comme le dit Jousse, pag. 699, no 36, 5°, connaître de l'incident de vérification d'écriture, qui d'ailleurs n'est point communicable au ministère public.

Art. 1016. Chacune des parties sera tenue de produire ses défenses et pièces, quinzaine au moins avant l'expiration du délai du compromis; et seront tenus les arbitres de juger sur ce qui aura été produit.

Le jugement sera signé par chacun des

arbitres; et dans le cas où il y aurait plus de deux arbitres, si la minorité refusait de le signer, les autres arbitres en feraient mention, et le jugement aura le même effet que s'il avait été signé par chacun des arbitres.

Un jugement arbitral ne sera, dans aucun cas, sujet à l'opposition (1).

C. de comm., art. 56 et suiv. — C. de P., art. 1007, 1018.

DCX. L'art. 1016 et la plupart de ceux qui le suivent contiennent certaines règles qui doivent diriger les arbitres dans leurs opérations, et dont ils ne peuvent même jamais s'écarter; précaution sage et nécessaire pour garantir, soit les parties, soit les arbitres eux-mêmes, des erreurs et des abus auxquels les exposerait une trop grande indépendance.

Ceux qui se soumettent à l'arbitrage s'obligent par cela seul à mettre les arbitres en situation de prononcer en parfaite connaissance de cause; et les arbitres, en acceptant la commission qui leur est confiée, s'obligent également à prononcer un jugement équitable.

Si les parties pouvaient méconnaître leurs obligations, les arbitres aussi pourraient se faire une fausse idée de leur pouvoir. Il était donc d'une sage prévoyance de fixer d'une manière certaine leurs devoirs respectifs, d'autant surtout qu'à cet égard il n'y avait, avant le Code,

(1) JURISPRUDENCE.

1°. Lorsqu'une pièce a été communiquée à des arbitres, elle devient dès-lors commune à toutes les parties: par conséquent, elle ne peut être retirée à volonté par celle qui l'a produite, et doit rester au procès pour servir de base de droit à chacun. — (*Paris*, 14 therm. an 10, *Sirey*, tom. 7, 2^e part., pag. 1104.)

2°. Lorsqu'il y a partage entre deux arbitres, et qu'un tiers est appelé pour les départir, la décision arbitrale doit être signée par lui, à peine de nullité. — (*Paris*, 17 fév. 1808, *Sirey*, tom. 8, pag. 189; *Dalloz*, tom. 2, pag. 410.)

3°. Aucune loi n'oblige les arbitres à viser toutes pièces à peine de nullité. — (*Colmar*, 14 prairial an 11, *Sirey*, tom. 3, pag. 585.)

4°. La sentence arbitrale fait foi de sa date contre les parties entre lesquelles elle a été rendue. — (*Cassat.*, 15 therm. an 11 et 6 frim. an 14, et *Paris*, 11 juill. 1809, pag. 107 et 112, et tom. 12, pag. 371), alors même que le jugement n'a été enregistré ni déposé, et encore qu'il paraîsse avoir été rendu avant la récitation. — (*Cassat.*, 31 mai 1809, *Sirey*, tom. 9, pag. 353; *Dalloz*, tom. 2, pag. 416, et suiv.)

5°. Lorsque la sentence a été délibérée, arrêtée et lue aux parties, il y a chose jugée, encore bien que la signature des arbitres n'ait pas encore été apposée. — (*Cassat.*, 8 vend. an 8, *Sirey*, tom. 2, 2^e part., pag. 508; voy. *enpr.*, sur l'art. 1008, pag. 369, not. 2 1^{re}.) Les arbitres ne peuvent, par un acte postérieur extrajudiciaire, changer la date d'une sentence émise, datée et signée. — (*Cassat.*, 1^{re} niv. an 9, *Sirey*, tom. 1, 2^e part., pag. 517; *Dalloz*, tom. 2, pag. 414.)

comme nous l'avons observé pag. 261, à la note, aucun principe généralement admis, et que les usages reçus dans les différentes parties du royaume présentaient une étrange diversité.

L'art. 1016 indique aux parties ce qu'elles ont à exécuter pour mettre les arbitres à portée de statuer, et ce que ceux-ci doivent faire pour que leur décision soit régulière et valable. Or, pour que le jugement soit valable, il est à remarquer principalement qu'il faut que tous les arbitres aient coopéré à tous les arrêts, à toutes les questions résolues, parce que le pouvoir des arbitres est joint et ne peut être séparé (1). Mais si l'un des arbitres refusait d'y prendre part et ne voulait pas opiner, sa présence aux opinions suffirait pour que le jugement fût valable; il n'y aurait que son absence, lors de la décision, qui rendrait le jugement nul (2), à moins toutefois que les arbitres n'eussent été autorisés par le compromis à prononcer nonobstant l'absence de quelqu'un d'entre eux. Au reste, le jugement arbitral est radicalement nul s'il n'a pas été signé par tous les arbitres, parce que la signature établit la preuve de la coopération commune.

3326. *Peut-on produire après la quinzaine qui précède l'expiration du compromis, si les arbitres n'ont pas encore rendu leur sentence ?*

Oui, puisque la loi ne prononce aucune déchéance. — (Voy. *Prat.*, tom. 5, pag. 383.)

3327. *La sentence arbitrale peut-elle être rendue après cette quinzaine, si les parties n'ont pas produit ?*

Non, à moins que les parties n'aient autorisé les arbitres à prononcer avant cette époque, par suite d'un jugement préparatoire qui aurait ordonné la production des pièces avant la quinzaine. On ne pourrait en effet (voy. *Prat.*, ubi *supra*) leur enlever le droit de faire leur production tant que court le délai de l'arbitrage : c'est aux arbitres, lorsqu'elle est faite trop tard pour qu'ils puissent rendre jugement, à provoquer une prorogation de délai.

3328. *Les arbitres pensent-ils, conformément à l'art. 191, prononcer la contrainte par corps contre la partie qui néglige de rétablir une communication ?*

M. Boucher, n° 245, estime que c'est au tribunal à prononcer cette contrainte; mais dans le cas où les arbitres ne sont pas dispensés de suivre les formalités ordinaires de la procédure, on pourrait croire qu'ils pourraient porter cette condamnation, et l'on s'appuierait des motifs qui seront bientôt développés sur la quest. 3335^e,

et d'après lesquels nous avons dit que non-seulement les arbitres forcés, mais les arbitres volontaires eux-mêmes, peuvent ordonner la contrainte toutes les fois qu'elle est prononcée par la loi.

3329. *Résulte-t-il de la seconde disposition de l'art. 1016 que tous les arbitres doivent avoir signé ?*

Oui, sans contredit, puisque le législateur exige que le jugement soit signé par chacun des arbitres; ainsi l'on ne peut pas faire choix d'un arbitre qui ne saurait pas signer.

3330. *S'il n'y avait que deux arbitres, dont l'un refusa de signer, ou si, étant en plus grand nombre, ceux qui refusent de signer formaient la moitié, que faudrait-il faire pour obtenir l'exécution du compromis ?*

Ou le refus de signer proviendrait de ce que l'arbitre refusant ne serait pas de l'avis de l'autre, et en ce cas il y aurait lieu à déclarer partage et à nommer un tiers arbitre, ou ce refus proviendrait de ce que l'arbitre qui le donnerait ne voudrait pas remplir sa mission, et alors ce serait le cas du déport (voy. *Prat.*, t. 5, p. 387 et 388), et il y aurait lieu à remplacement de l'arbitre, sauf contre lui l'action en dommages-intérêts, ainsi que nous l'avons dit sur la quest. 3314^e, puisque l'art. 1014 défend aux arbitres de se déporter lorsqu'ils ont commencé leurs opérations.

Mais si l'arbitre refusant ne donnait pas ses motifs, comme on ne pourrait savoir s'il y a déport ou opinion contraire, on pourrait assigner l'arbitre devant le tribunal pour qu'il s'expliquât, et l'en agirait ultérieurement suivant ses réponses. — (Argument de ce que dit Jousse, pag. 709, n° 60, 8^e.)

3331. *Quand plusieurs chefs de contestation ont été soumis à des arbitres, peuvent-ils prononcer sur chacun autant de sentences séparées ?*

Les arbitres, en jugeant, doivent prononcer sur tous les chefs, et ils doivent le faire, dit Jousse, pag. 708, n° 57, 2^e, par un seul et même jugement, s'il est ainsi porté par le compromis; mais il ajoute qu'il en serait autrement, s'il avait été dit qu'ils prononceraient séparément sur les chefs qui n'auraient rien de commun entre eux.

En tout cas, si le compromis ne contient aucune convention à ce sujet, nous pensons que les arbitres doivent statuer par un seul et même jugement.

C'est ici le lieu de remarquer, avec M. Merlin (voy. *note. Répart.*, tom. 1, pag. 293), qu'il ne faut pas confondre la clause d'un compromis par laquelle on donnerait aux arbitres le pouvoir de statuer, par un seul et même jugement, sur tous les points contestés, et celle par laquelle on leur imposerait l'obligation d'agir ainsi.

De ces deux stipulations, la deuxième formerait une condition *sine qua non* de compromis,

(1) *Atque adeo requirunt ut omnes judicent, aut nullus.* — (Loi 17, § 2, ff de receptis.)

(2) *Si in tres fuit compromissum, sufficit consensus duorum, modo tamen praesens fuerit tertius; alioquin, absente eo, licet duo consentiant, arbitrium non valet, quod scilicet in tres fuerit compromissum, et poterit praesentia ejus trahere eos in ejus sententiam.*

et manquer à cette condition, en rendant jugement définitif sur certains points, et interloquant les autres, comme le dit M. Merlin, c'est rompre le compromis même.

L'autre stipulation, au contraire, n'offre aux arbitres qu'une faculté dont l'usage est abandonné à leurs lumières et à leur conscience; elle n'a d'autre but que de les avertir surabondamment que quoique le compromis leur soumette plusieurs contestations, ils ne seront pas tenus de rendre sur chacune un jugement séparé, et qu'ils pourront les terminer toutes par un seul jugement.

Ils peuvent donc, en ce cas, juger définitivement certains points, et rendre des jugemens interlocutoires sur les autres.

Ici l'on ne pourrait se plaindre de ce que les arbitres forcent les parties à rentrer dans la lice judiciaire : c'est à elles à suivre devant eux l'exécution de ces interlocutoires.

Cette doctrine a été consacrée par arrêt du 11 février 1806, rapporté par M. Merlin, *ubi supra*, pag. 296.

3332. *En quel lieu doivent se tenir les séances des arbitres? Quel est celui d'entre eux qui doit faire le rapport et demeurer dépositaire des pièces des parties? Quand et comment ce dernier peut-il, s'en dessaisir? Peut-il, après la sentence, les retenir pour gage de ses honoraires ou de ceux des autres arbitres?*

Suivant l'usage, et lorsqu'il n'y a pas de convention contraire, c'est chez le plus âgé des arbitres que se tiennent les séances, et c'est le plus jeune qui est chargé du rapport.

C'est aussi chez le plus âgé que les pièces sont déposées; il ne peut les communiquer aux parties que dans les cas prévus par la loi, et avec la précaution d'en prendre récépissé sur inventaire. — (Art. 188 et suiv.)

Il convient aussi qu'il ne les communique point aux autres arbitres, parce qu'il est dans le vœu de la loi qu'ils ne prennent connaissance de l'affaire que lorsqu'ils sont réunis. — (Foy. art. 1011, et Boucher, pag. 278, n° 570 et suiv.)

On tolère le paiement des honoraires des arbitres; mais ils n'ont point le droit de les taxer, s'ils n'y sont autorisés par le compromis; ils ont encore moins celui de garder les pièces pour gage de ces honoraires. — (Foyez *nouveau Répertoire*, tom. 1, pag. 299, et Rodier, des sentences arbitrales, à la fin du tit. 26 de l'ordonnance, n° 19.)

3333. *Les arbitres doivent-ils condamner aux dépens, et peuvent-ils en faire la liquidation?*

L'art. 2 du tit. 31 de l'ordonnance de 1667, obligeait les arbitres de condamner indéfiniment aux dépens celui qui succomberait, pourvu que le compromis ne contint pas une clause expresse, portant pouvoir de les remettre, modérer ou liquider. Rodier observait, sur cet article, que les arbitres n'en compensaient pas moins les dépens,

et les liquidaient dans leur sentence. Aujourd'hui l'on peut, comme autrefois, donner aux arbitres le pouvoir de statuer sur les dépens comme ils croiront devoir le faire, et en consultant l'équité. Si cette liberté ne leur est pas accordée, ils doivent y condamner le perdant indéfiniment, suivant l'art. 130 du Code de procédure, à moins qu'il n'y ait lieu à les compenser suivant l'article 131. M. Figeau, tom. 1, pag. 22, n° 8, dit qu'on leur donne encore le pouvoir de les taxer eux-mêmes par leur jugement pour éviter aux parties les frais d'une taxe séparée. C'est supposer que les arbitres ne tiendraient pas ce droit de leur seule qualité d'arbitres.

M. Boucher, dans son Manuel des arbitres, pag. 171, n° 329, 330 et 331, dit que toutes les affaires portées en arbitrage deviennent, par cela même, des affaires sommaires; d'où il conclut que les arbitres doivent liquider les dépens et frais, puisque l'art. 543 du Code porte que la liquidation des dépens sera faite, en ces matières, par le jugement qui les adjuge.

Ce ne serait pas là le seul motif qui nous porterait à décider que les arbitres, dans le silence du compromis, seraient autorisés à liquider les dépens : en effet, l'art. 1009 porte que les arbitres suivront, dans la procédure, les délais et les formes établis pour les tribunaux, si les parties n'en sont autrement convenues : donc, si les parties n'ont pas consenti à ce qu'une affaire ordinaire de sa nature soit jugée par eux comme matière sommaire, il ne serait pas sûr que cette affaire fût susceptible de recevoir l'application de l'art. 543, dont argumente M. Boucher, et la question resterait tout entière.

Cependant nous adopterons l'opinion de M. Boucher, en la fondant sur ce que dit Rodier sur l'art. 2 du tit. 31 de l'ordonnance. Il s'exprime ainsi : « Si les arbitres adjuquent des dépens, ils les liquident en même temps dans leur sentence : en défaut de les liquider, la taxe serait faite par les procureurs des parties, » selon M. l'usort, dans le procès-verbal de l'ordonnance; ou plutôt les dépens seraient enrôlés et taxés d'autorité du Parlement, en vertu de l'arrêt qui autoriserait la sentence. »

Ainsi la taxe serait faite aujourd'hui par le président, qui, conformément à l'art. 1020 du Code de procédure, rendrait le jugement arbitral exécutoire.

Par là se trouverait cerné le principe que les arbitres ne peuvent connaître de l'exécution de leur jugement, avec la nécessité de taxer des dépens auxquels ils auraient condamné, sans en faire la liquidation.

Où sent néanmoins qu'il est prudent que les parties, dans le compromis, autorisent les arbitres à liquider, si, de sa nature, l'affaire n'est pas sommaire, ou si, en renouçant aux formalités de la procédure ordinaire, elles n'ont pas donné ce caractère à une affaire qui ne l'aurait pas par elle-même.

3334. *Peuvent-ils condamner aux amendes,*

dans la cas où la loi prescrit aux juges de prononcer une telle condamnation?

On pense généralement que les arbitres ne peuvent condamner à l'amende (voy. *note. Répart.*, tom. 1, pag. 297), et nous croyons cette opinion fondée sur ce que l'amende est une sorte de peine qu'il n'appartient qu'à la puissance publique de prononcer, et que la compétence des arbitres étant limitée à ce qui concerne l'intérêt des parties qui ont compromis, ils commettraient un excès de pouvoir à l'égard de celles-ci, en prononçant une amende dans l'intérêt du fisc.—(Voy. *Boucher*, pag. 174, n^o 335, et *Prat.*, tom. 5, pag. 393.)

3335. *Mais les arbitres peuvent-ils prononcer la contrainte par corps, dans les cas prévus par la loi?*

Il faut distinguer ici entre les arbitres forcés, nommés en exécution de l'art. 51 du Code de commerce, et les arbitres volontaires.

Nulle difficulté relativement aux premiers, puisqu'ils forment un tribunal légal, et sont, en matière de société de commerce, investis par la loi d'une attribution générale d'après laquelle ils sont nécessairement compétents pour prononcer la contrainte par corps, même en dernier ressort, comme pour statuer sur le fond. C'est aussi ce qui a été décidé par arrêt de la Cour de cassation du 5 novembre 1811.—(Voy. *Sirey*, tom. 12, pag. 18.)

Mais, relativement aux arbitres volontaires, on pensait assez généralement autrefois que les arbitres pouvaient prononcer la contrainte par corps dans les matières qui y étaient sujettes (voy. en effet *note. Répart.*, tom. 1, pag. 297, et *Journ.*, pag. 702, n^o 13), sans qu'il fût nécessaire pour cela qu'ils y fussent autorisés par la convention; cependant ceux des commentateurs du Code qui ont traité la question qui nous occupe n'admettent pas cette opinion.

M. Boucher, pag. 176, n^o 339 et suiv., cite *Emerigon*, tom. 2, pag. 314, qui atteste n'avoir jamais vu que des arbitres aient prononcé la contrainte par corps, et l'art. 2 de la loi du 15 germinal an 6, qui porte que toute stipulation de contrainte par corps énoncée dans des notes, contrats et transactions quelconques....., est essentiellement nulle; d'où M. Boucher conclut que si les parties ne peuvent pas convenir de la contrainte par corps dans le compromis, à plus forte raison les arbitres ne peuvent la prononcer, puisqu'aucune loi ne les y autorise.

Les auteurs du *Praticien*, tom. 5, pag. 393, citent l'art. 2067 du Code civil, qui décide que la contrainte par corps, dans les cas même où elle est autorisée par la loi, ne peut être appliquée qu'en vertu d'un jugement. Or, disent-ils, par ces mots, *juges, jugement*, sans autre addition ni désignation, on n'entend que les tribunaux ordinaires, et non les décisions des juridictions volontaires, telles que celles des arbitres.

M. Berriat Saint-Prix, tom. 1, pag. 45, not. 26, dit formellement que les arbitres (autres que

ceux de commerce), quoique juges, n'ont pas droit de prononcer la contrainte, parce qu'ils reçoivent leur autorité des parties, et qu'il n'est pas permis à celles-ci de s'y soumettre.

Enfin, M. Delvincourt, tom. 2, pag. 255, refuse également ce pouvoir aux arbitres, à moins, dit-il, qu'il ne s'agisse d'un des cas dans lesquels la contrainte peut être l'effet d'une convention.

Entraîné par cette unanimité d'opinions, nous avions, n^o 3039 de notre *Analyse*; résolu pour la négative la question que nous examinons ici de nouveau, et nous nous fondions sur ce que l'article s'opposait à ce que les arbitres pronassent la contrainte par corps, puisqu'elle ne peut être exécutée qu'en vertu du jugement; ce qui signifie, ainsi qu'il résulte du rapport de la loi du 12 pluviôse an 12 au Code civil, par M. Gary (édit. de P. Didot, tom. 7, pag. 27), que le législateur a interposé entre les parties l'action des tribunaux, et a voulu que le sacrifice de la liberté des citoyens ne fût dû qu'à la loi et à une décision expresse de ses organes.

Or, disions-nous, les arbitres ne sont point des juges constitués par la loi, et s'il est vrai que leur décision ait entre les parties tous les effets d'un jugement, elle n'en est pas un dans le sens du législateur, qui a voulu exiger l'intervention des organes de la loi, c'est-à-dire des juges constitués par elle.

Nous croyons d'ailleurs trouver un fort argument en faveur de cette opinion, dans l'arrêt de la Cour de cassation que nous avons rapporté en commençant cette discussion, en ce qu'il n'a décidé que des arbitres forcés pouvaient prononcer la contrainte, que par la considération qu'ils forment un tribunal légal qui tient ses attributions de la même loi (voy. *Boucher*, pag. 178): il n'en est pas ainsi des arbitres volontaires.

Un examen plus approfondi nous a porté à rétracter cette doctrine dans notre *Traité*, question 4367, et nous persistons aujourd'hui dans cette rétractation par les considérations suivantes:

Premièrement, la distinction que nous avions faite dans l'*Analyse*, entre l'arbitrage forcé et l'arbitrage volontaire, était connue dans l'ancienne jurisprudence, et cependant cette distinction n'en produisait pas une relativement à la faculté de prononcer la contrainte par corps. Il étoit de principe que tous les arbitres pouvaient l'ordonner dans les matières où la loi l'autorisait. (Voy. *ancien Répart.*, v^o arbitrage; la *nouv. Collect. de jurispr. de Denisart*, etc.) Pourqu'on en serait-il autrement aujourd'hui?

Secondement, l'arrêt de cassation, du 5 novembre 1811, ne décide point la question, en prononçant que les arbitres, en matière de société, composent un tribunal légal, et sont compétents pour prononcer la contrainte par corps. La Cour n'a pas dit en effet que les arbitres ordinaires n'étaient point des juges; que leurs sentences n'étaient point des jugemens, et qu'il leur étoit interdit d'ordonner la contrainte par

corps. Tout ce qui résulte de cet arrêt, c'est que les arbitres forcés étant assimilés à un tribunal, il n'y a pas lieu de douter qu'ils sont compétents pour prononcer la contrainte; mais conclure de là que la Cour de cassation a voulu refuser cette compétence aux autres arbitres, c'est abuser de sa décision;

Troisièmement, nous nous étions fondé ensuite sur l'art. 2067 du Code civil, qui porte que la contrainte par corps ne peut être appliquée qu'en vertu de *jugement*, et nous pensions que ce mot *jugement* ne devait s'entendre que des décisions des tribunaux et non des sentences arbitrales. Mais en réfléchissant bien, ce raisonnement ne nous semble pas aussi solide que nous l'avions cru d'abord; nous pensions même qu'il peut aisément être réfuté. Les arbitres sont en effet véritablement *juges* des différends qui leur sont soumis; « leurs fonctions sont les mêmes que celles qu'exercent les juges » lorsque les parties plaident en justice réglée. (*Ancien Répert.*, *1^{er} arbitrage*.) Quoiqu'ils ne soient juges que par le choix et la convention des parties, leur sentence n'est pas moins un acte *solennel*, ainsi que les *sentences émanées des juges* on titre. — (*Nov. Deniard*, *ut supr.*.)

Toutes les contraintes qui peuvent s'exercer en vertu des jugemens ordinaires peuvent donc l'être en vertu des sentences arbitrales (*ibid.*, § 4, n° 3); une fois revêtues de l'ordonnance du président, elles sortent leurs effets comme les jugemens émanés des juges ordinaires: c'est pourquoi l'art. 2123 du Code civil fait résulter l'hypothèque judiciaire des décisions arbitrales revêtues de cette ordonnance; et par suite, l'art. 2067 du même Code s'applique aux sentences arbitrales, puisqu'il s'applique à tous les actes qui ont le caractère de jugement, et qu'elles ne tiennent pas ce caractère de l'ordonnance d'*exequatur*, qui n'est nécessaire que pour leur exécution, et qui conséquemment n'ajoute rien à leur nature.

C'est, d'ailleurs, ce que prouvent les différentes dispositions du livre des arbitrages au Code de procédure, puisqu'elles n'emploient que la dénomination de *jugemens*, lorsqu'elles parlent des décisions arbitrales.

Nous ajoutons que la citation que M. Boucher a faite du passage d'Emérigon, ci-dessus rappelé, ne décide rien; et quant à celui du tribu Cary, dont nous nous étions appuyé, on peut remarquer que ce rapporteur s'est exprimé généralement, et n'a pas dit que les jugemens arbitraux ne sont point compris dans l'art. 2067. Il fait seulement remarquer que la contrainte par corps ne pourra plus s'exercer qu'en vertu d'un jugement, « c'est-à-dire (ce sont ses termes), que la loi a entendu prescrire la nécessité d'une décision contradictoire rendue en présence du débiteur ou après qu'il a été légalement appelé. »

« On a voulu, dit-il encore, apporter un chan-

gement à l'ancienne jurisprudence qui, en certains cas, autorisait l'exercice de la contrainte par corps sans jugement, sans décision contradictoire. — (*Voy. Joume, sur l'art. 7, tit. 34, ordonn. de 1667*.)

On peut donc conclure que le mot *jugement* n'a pas été employé dans la loi pour signifier exclusivement les décisions rendues par les tribunaux, ainsi que nous l'avions pensé, mais seulement pour apporter un changement à la jurisprudence et établir que la contrainte par corps ne pourra être prononcée que par un acte ayant le caractère du jugement, de décision contradictoire; or, les sentences arbitrales ont ce caractère (1).

Cette doctrine a été formellement consacrée par arrêt de la Cour suprême, du 1^{er} juillet 1823 (*Sirey, tom. 24, pag. 7; Dalloz, t. 2, p. 363*); mais l'importance de la question, l'opposition de la majeure partie des auteurs, et la circonstance que M. l'avocat général concluait à la cassation, justifieront les détails dans lesquels nous sommes entré. On pourra y ajouter ceux qui précèdent le dispositif de l'arrêt, qui, au surplus, est motivé sur ce que « dans l'espèce, le demandeur en cassation étant marchand et s'agissant d'un fait de marchandises dont les parties se mélaient respectivement, il avait pu valablement compromettre sur la contrainte par corps comme sur le fait même; que des arbitres volontaires légalement constitués sont, entre les parties qui les ont nommés, de véritables juges autorisés par la loi, et leurs sentences de véritables jugemens dont elle garantit et assure l'exécution: d'où suit que de pareils arbitres sont compétens pour prononcer la contrainte par corps, et qu'en le jugeant ainsi, loin de violer l'article 2067 du Code civil, on ne fait au contraire qu'une juste application de l'art. 2063 de ce même Code et de l'article 1003 du Code de procédure. »

Il nous reste à répondre à l'objection principale résultant des arguments sur lesquels s'appuient les partisans du système contraire; c'est que les parties ne pouvant se soumettre à la contrainte par corps, ne peuvent déléguer à des arbitres le pouvoir de la prononcer.

Dans cette objection, l'on concède, et c'est l'avis de M. Delvincourt, que dans les cas où il est permis de stipuler la contrainte, les arbitres peuvent être autorisés à la prononcer. Mais dans les autres cas, où la loi et non la convention prononce la contrainte, les parties, en leur donnant la même autorisation, ne stipulent point cette contrainte; elles ne font que donner pouvoir aux arbitres à l'effet de prononcer l'exécution des condamnations sous cette peine, qui est l'accèssoire nécessaire de ces mêmes condamnations.

(1) M. Bigot, dans son discours sur la loi relative à la contrainte par corps, en donne une explication, et l'on peut ajouter encore les arguments qu'il fournit la loi du 15 germinal an 6, art. 12.

En un mot, les parties ne disent point :

- Vous prononcerez la contrainte par corps si vous la trouvez juste, soit que la loi ait ou non attaché cette peine à la condamnation que vous porterez. »

Elles leur disent :

- Nous vous investissons du droit de statuer sur la différénd qui nous divise. Telle est sa nature que la condamnation à intervenir contre celui que vous jugerez mal fondé, est, d'après un texte formel de la loi, exécutoire par voie de contrainte. Nous n'entendons point renoncer à ce moyen d'exécution : vous pourrez donc prononcer la contrainte (1). »

3336. *Dans la système que les arbitres ne peuvent prononcer la contrainte, les parties, par cela même qu'elles aient soumis leur contestation à des arbitres volontaires, seraient-elles censées avoir renoncé au bénéfice de la contrainte, en sorte qu'elles ne pourraient demander que le tribunal la prononçât pour l'exécution du jugement arbitral ?*

Émérigon, après avoir dit que les arbitres ne peuvent prononcer la contrainte, dit qu'il en a vu souvent la clause ajoutée dans les sentences d'homologation des juges et consuls.

C'est un abus, dit-il; les arbitres sont des amis communs à la décision desquels on se soumet volontairement.

Il répugne que pendant l'appel on soit constitué prisonnier en vertu du décret rendu par un juge à qui toute connaissance de cause est interdite, et à la suite d'un jugement qui ne contient aucune prononciation pénale.

Nous pensons aussi, d'après ce que nous avons dit sur la quest. 830^e, tom. 1, pag. 298, que le président du tribunal, aujourd'hui chargé par l'art. 1021 d'apposer l'ordonnance d'exécution aux sentences arbitrales, ne peut y ajouter que cette exécution aura lieu par voie de contrainte.

C'est ce qui résulte aussi d'un arrêt de la Cour de Montpellier, du 19 juin 1809 (*roy. Jurisprudence sur la procéd.*, tom. 1, pag. 149), qui décide que la contrainte ne peut être décernée par une simple ordonnance du juge.

Mais il est moins facile de décider si la partie, après avoir soumis à des arbitres une contestation entraînant la contrainte, peut la faire prononcer ensuite par les tribunaux.

On dirait, dans le système de ceux qui pensent que les arbitres ne peuvent prononcer la contrainte par corps, que celui qui serait fondé à la réclamer devant les tribunaux y renonce en ne portant pas son action en justice réglée, et que les raisons d'après lesquelles nous avons décidé, sur la quest. 532^e, tom. 1, pag. 167, que l'on ne pouvait obtenir par un second juge-

ment une condamnation par voie de contrainte, lorsqu'on avait négligé d'y conclure lors du premier, devraient recevoir leur application en cas que nous examinons.

D'un autre côté, l'on objectait que si cette opinion était admise, on forcerait les parties qui ne voudraient pas renoncer à la contrainte à s'adresser aux tribunaux, et on les priverait ainsi des avantages qu'elles pourraient trouver à soumettre à des arbitres la contestation principale.

Or, on ne saurait présumer que telle ait été l'intention du législateur, puisqu'il a partout manifesté le vœu de favoriser l'arbitrage.

Il faut décider, à notre avis, que l'on ne peut demander la contrainte par corps aux tribunaux, s'il n'y a point eu à cet égard de réserve exprimée dans le compromis; mais ni le texte de la loi, ni l'esprit d'après lequel elle a été rédigée, ne nous paraissent s'opposer à ce que cette réserve ait lieu, et si elle peut avoir lieu, la conséquence nécessaire est que la partie intéressée peut se pourvoir pardevant les juges ordinaires, pour faire décider que la sentence arbitrale sera exécutée par corps.

3337. *Les arbitres peuvent-ils prononcer l'exécution provisoire de leurs jugemens ?*

Les sentences arbitrales ont cet avantage, dit Rodier, des sentences arbitrales, ubi supra, n^o 16, qu'elles sont exécutoires, par provision, et nonobstant l'appel; il ajoute qu'il faut pour cela commencer par les faire autoriser, et obtenir cette exécution provisoire.

Cette autorisation dont parle Rodier, s'entendrait aujourd'hui de l'ordonnance d'exequatur; mais on conçoit que le président excéderait les bornes de sa compétence, s'il se permettait d'ordonner l'exécution provisoire.

Elle ne peut sans doute avoir lieu qu'en vertu d'une disposition de la sentence arbitrale, puisqu'on doit admettre que les arbitres sont tenus à ce sujet des mêmes obligations, on jouissent de la même faculté que les juges, d'après les distinctions établies dans l'art. 135. — (Article 1024.)

Nous estimons que les parties, en se réservant l'appel sans autoriser les arbitres à prononcer l'exécution provisoire, annoncent suffisamment qu'il n'entre pas dans leur intention que cette exécution soit ordonnée.

Il faudrait donc une demande des parties pour qu'elle le fût (*roy. quest. 583^e*), et alors, d'après l'art. 1024, les arbitres ne pourraient se dispenser de l'ordonner.

Mais il est des cas où l'exécution provisoire a lieu de plein droit (*roy. la même question*), c'est-à-dire sans qu'elle soit demandée. Dans ces cas, nous pensons qu'il n'est pas nécessaire que les arbitres aient reçu pouvoir de l'ordonner, parce que l'art. 1024 rend communes aux jugemens arbitraux les règles sur l'exécution provisoire.

3338. *Quelles sont en général les formalités des sentences arbitrales ?*

(1) La Cour de Rennes, par arrêts des 24 août et 28 octobre 1816, avait déjà décidé la question de la même manière, en supposant toutefois que des amiables compositeurs étaient libres, et non pas obligés de la prononcer; telle est aussi notre opinion, à l'égard de ces derniers.

Les décisions arbitrales sont assujetties aux mêmes formalités que les jugemens ordinaires (voy. *Rodier, des sentences arbitrales*, n° 11, et *Pigeau*, tom. 1, pag. 28); elles doivent être enregistrées et faire mention de l'enregistrement des pièces qu'elles mentionnent (voy. loi du 22 frimaire an 7, art. 47 et 48); mais les arbitres ne sont pas tenus de faire enregistrer leur décision avant le dépôt, ainsi qu'il sera prouvé sur l'art. 1020.

3339. La décision arbitrale doit-elle être prononcée en présence des parties?

Cette question était controversée par les anciens commentateurs; mais tous les auteurs sont aujourd'hui d'avis que la formalité de la prononciation n'est point nécessaire, puisque le Code de procédure ne la prescrit pas. — (Voy. *nouveau Répert.*, tom. 1, pag. 300.)

3340. Quel est le jour auquel est fixé la date de la sentence arbitrale? Une sentence sans date est-elle nulle?

Il est certain que la sentence arbitrale prend date du jour où les arbitres l'ont signée; ainsi, par exemple, une telle sentence, signée à une époque antérieure à l'expiration du délai est valable, cneore que le dépôt au greffe et l'enregistrement n'aient eu lieu qu'après cette expiration. — (Voy. l'arrêt cité sur la quest. 3026^e, et arrêt de la Cour de cassation, du 11 juillet 1809, *Sirey*, 1812, DD., pag. 374.)

Une autre conséquence de cette décision, c'est qu'on ne pourrait donner pour date à la sentence le jour où les arbitres auraient clos le procès-verbal de leur séance, et déclaré que leur mission était remplie. — (Voy. arrêt de la Cour de cassation, du 3 juin 1808, *Sirey*, tom. 9, pag. 257.)

Nous remarquerons ici que la date n'est pas essentiellement nécessaire pour la validité de la sentence, pourvu que le compromis qui l'a précédée en ait une qui soit certain, et qu'il soit d'ailleurs constaté que les arbitres n'ont pas jugé après le délai; ce qui ne peut être constaté que par l'enregistrement, ou le décès d'un des arbitres, antérieur à l'expiration du délai. — (Voyez *Boucher*, pag. 372, n° 771 et suiv.)

3341. Les arbitres ne peuvent-ils juger par défaut que le dernier jour du délai?

C'est l'avis des anciens commentateurs (voy. *entre autres Jousse*, pag. 708); mais M. Merlin observe avec raison (voy. *note. Répert.*, tom. 1, pag. 298), que l'art. 1016 ne parle pas de cette restriction, et conséquemment toute sentence arbitrale, rendue par forclusion après le délai donné pour la production des pièces, doit être déclarée valable.

3342. Les sentences arbitrales rendues par défaut, ou plutôt par forclusion, ne sont-elles, en aucun cas, sujettes à l'opposition?

L'affirmative nous paraît clairement prouvée par la dernière disposition de l'art. 1016.

Cependant M. Delaporte, tom. 2, pag. 483, dit que cette disposition ne doit s'entendre que

du jugement déposé, et que, jusqu'à ce dépôt, rien n'empêche que la partie qui n'a pas comparu ne puisse former son opposition devant les arbitres.

Nous pensons qu'une telle opposition resterait sans effet, si la partie adverse ne consentait pas à ce que les arbitres rendissent un nouveau jugement; car, d'un côté, la loi décide qu'en aucun cas un jugement arbitral ne sera sujet à l'opposition, et de l'autre, il est incontestable que le jugement est acquis aux parties au moment où il a été signé, en sorte que les arbitres ne peuvent ni le réformer ni le échanger. — (Voy. *notre quest.* 3312^e.)

ART. 1017. En cas de partage, les arbitres autorisés à nommer un tiers seront tenus de le faire par la décision qui prononce le partage; s'ils ne peuvent en convenir, ils le déclareront sur le procès-verbal, et le tiers sera nommé par le président du tribunal qui doit ordonner l'exécution de la décision arbitrale.

Il sera, à cet effet, présentée requête par la partie la plus diligente.

Dans les deux cas, les arbitres divisés seront tenus de rédiger leur avis distinct et motivé, soit dans le même procès-verbal, soit dans des procès-verbaux (1) séparés (2).

T. 77. — C. de comm., art. 60. — C. de P., art. 1012, 1018, 1020.

ART. 1018. Le tiers arbitre sera tenu de juger dans le mois du jour de son acceptation, à moins que ce délai n'ait été prolongé par l'acte de la nomination; il ne pourra prononcer qu'après avoir conféré avec les arbitres divisés, qui seront sommés de se réunir à cet effet.

Si tous les arbitres ne se réunissent pas, le tiers arbitre prononcera seul; et néanmoins il sera tenu de se conformer à l'un des avis des autres (3) arbitres (4).

(1) Voy. la commentaire sur l'art. 1009 et sur le précédent.

(2) JURISPRUDENCE.

Si des arbitres aient déclaré d'une manière générale qu'ils sont d'avis différens, l'un d'eux émet son avis, que l'autre se borne à dire qu'il ne peut en avoir aucun sur l'affaire, il n'y a point partage qui autorise le tiers arbitre à juger. Pour qu'il y ait partage, dans le sens de la loi, il faut que les deux arbitres aient chacun émis leur avis, de manière que le tiers puisse adopter l'un ou l'autre. — (*Poitiers*, 13 mars 1818, *Sirey*, tom. 18, pag. 201.)

(3) C'est-à-dire qu'il n'a que l'option pour l'un ou pour l'autre des avis qui forment le sujet du partage.

(4) JURISPRUDENCE.

1°. Il n'y aurait pas nullité substantielle et radicale

T. 29. — C. de P., art. 1007.

3343. *Lorsqu'il y a eu partage d'opinions entre plusieurs arbitres ; y a-t-il lieu de reconnaître au tiers arbitre pour élire le partage, quoique, depuis la déclaration de partage, un des arbitres ait cessé de l'être ?*

Cette question a été jugée pour la négative en matière d'arbitrage forcé, dans l'espèce où l'un des arbitres divisés s'était déporté après la nomination du tiers arbitre, et avait été remplacé. — (Voy. arrêt de la Cour de Paris, du 14 janvier 1808, *Sirey*, tom. 8, pag. 71.)

Les motifs de cette décision sont,

1^o. Que l'arbitre ayant abandonné la discussion n'était plus dans le cas de soutenir son opinion devant le tiers arbitre, lequel n'avait point encore prononcé.... ;

2^o. Que, par le remplacement de cet arbitre, les choses n'étaient plus dans le même état, puisqu'on ignorait quelle serait l'opinion du nouvel arbitre appelé pour ce remplacement, et que, par cette raison, la nomination du tiers se trouvait alors prématurée.

Mais en serait-il de même en matière d'arbitrage volontaire, en cas de décès d'un des arbitres ?

On appuie la négative sur la seconde disposition de l'art. 1018, qui décide que le tiers arbitre prononcera seul, dans le cas où les arbitres ne se réunissent pas ; quo conséquemment il n'est pas absolument indispensable que les arbitres qui ont rendu leur décision concourent avec le tiers arbitre, et que, s'il en était autrement, on priverait une des parties du bénéfice du partage qui lui est acquis dès qu'il est déclaré.

On répond que l'art. 1012 porte que le compromis finit par le décès d'un des arbitres.

Or, la nomination du tiers arbitre n'est qu'une suite de cet acte originaire, auquel ce tiers arbitre tient ses pouvoirs : il serait donc contradictoire qu'il pût agir lorsque la compromission n'existe plus. A la vérité, cette raison ne s'applique qu'au cas où le compromis ne porte

dans la décision portée par le tiers arbitre seul, et sans entendre les arbitres, si les parties, usant de la faculté que leur donne l'art. 1009, les avaient dispensés de se conformer à toute espèce de formes et de règles de droit. — (Cassat, 31 déc. 1816, *Dalloz*, tom. 2, pag. 463 ; *Sirey*, tom. 18, pag. 38.)

3^o. Mais il en serait autrement, si le tiers arbitre, qui a moi pour donner son avis, le rédigerait à une époque tellement rapprochée de celle de sa nomination, que les deux arbitres n'eussent pas eu le temps de rédiger leur avis séparés, et refusait de recevoir celui de l'un d'eux, en alléguant qu'il a déposé sa décision ; de ce refus résulterait la preuve qu'il l'aurait rendue sans nécessité, hors de la présence d'un des arbitres, et il y aurait lieu à annulation. — (Rennes, 6 janv. 1809.)

3^o. Le tiers arbitre, en adoptant l'opinion de l'un des arbitres, n'est pas tenu de se servir des mêmes expressions ; il suffit que la disposition soit la même. — (Paris, 19, nov. 1817, *Dalloz*, tom. 2, pag. 385 ; *Sirey*, tom. 18, pag. 169.)

pas qu'il sera pourvu au remplacement de l'arbitre décédé ; mais une autre raison de décider de la sorte s'appliquera dans tous les cas ; c'est que l'art. 1018 veut que le tiers arbitre réunisse les arbitres divisés pour conférer avec eux, et dans l'espèce dont il s'agit ici, cette mesure prescrite par la loi ne pourrait être pratiquée.

Nous concluons de là que le tiers arbitre ne peut prononcer après le décès des arbitres divisés.

3344. *Si les arbitres n'étaient pas autorisés à nommer un tiers arbitre, et que les parties ne fussent pas convenues d'en nommer elles-mêmes, suffirait-il de constater le partage, sans dresser procès-verbal des avis et des motifs de chacun ?*

Ce procès-verbal serait inutile, disent avec raison les auteurs du Praticien, tom. 3, pag. 388, puisqu'aux termes de l'art. 1012, le partage mettrait fin au compromis.

3345. *Les arbitres autorisés à nommer un tiers arbitre peuvent-ils, sans l'autorisation formelle des parties, le faire concourir à leurs délibérations dès le principe et avant qu'il y ait partage ?*

Nous ne le pensons pas, attendu que l'intervention d'un surarbitre n'est autorisée par la loi que dans le cas où les arbitres sont partagés ; qu'ainsi, à moins d'une convention expresse des parties, un tiers arbitre est sans qualité et sans pouvoirs pour concourir dès le principe au jugement de leurs contestations.

La Cour de Rennes a statué de la sorte, par arrêt du 7 avril 1810.

3446. *Les arbitres, avant de déclarer le partage, doivent-ils, comme les juges ordinaires, se réduire à deux opinions ?*

Cette question peut se présenter lorsqu'il y a quatre arbitres ou davantage, et qu'ils ont tous un avis différent.

Dans ce cas, il semblerait que les arbitres devraient dès-lors déclarer le partage, puisque, d'un côté, la loi ne les oblige point à se conformer à l'art. 117, d'après lequel les juges doivent se réduire à deux opinions, lorsqu'il s'en élève un plus grand nombre, et que, d'un autre côté, si l'on s'en tenait littéralement au texte de l'art. 1018, on pourrait dire qu'il suffit que le tiers arbitre est tenu de se conformer à l'avis de l'un des arbitres divisés.

Mais nous ferons observer que l'art. 1009 veut que les arbitres suivent, dans la procédure, les formes établies pour les tribunaux, si les parties n'en sont autrement convenues ; or, l'art. 117 ne reconnaît de partage que lorsque ceux qui délibèrent sont divisés également entre deux opinions ; c'est alors seulement que la loi permet, par l'art. 118, d'appeler un autre juge pour vider le partage.

Ces dispositions sont fondées sur une raison qui a, pour les arbitres, la même force que pour les tribunaux : c'est que tout jugement

doit être le résultat de la majorité absolue des voix.

Or, si de plusieurs opinions qui se sont manifestées, le tiers pouvait adopter l'une ou l'autre, son avis ne formerait pas une majorité; ce ne serait plus un jugement, suivant la juste observation de M. Berziat Saint-Prix, pag. 44, et de M. Lepage, dans ses Questions, pag. 644 (1).

3347. *Les arbitres peuvent-ils, lors des conférences avec le tiers arbitre, abandonner leur premier avis pour en adopter un nouveau conjointement avec lui?*

C'est demander si l'on doit appliquer aux arbitrages la solution donnée, relativement aux tribunaux, sur notre quest. 496, tom. 1, pag. 154. Nous avions pensé (roy. *Analys.*, n° 3052), que l'on doit se décider pour l'affirmative, puisque la loi exige que le tiers confère avec les arbitres divisés, et qui serait absolument inutile, si ceux-ci ne pouvaient pas respectivement abandonner les opinions qu'ils auraient émises lors du partage, et rendre avec le tiers arbitre une décision fondée, soit sur l'une de ces opinions, soit sur une nouvelle.

Mais cette opinion ne semble pas généralement admise, et, par exemple, M. Merson combat l'opinion émise par M. Pardessus dans son Cours de droit commercial, où il dit, tom. 5, pag. 106 et 107 : « Que dans le cas où tous les arbitres se réunissent au tiers, ils rendent tous un seul jugement à la pluralité des voix, et que rien n'empêche que le jugement n'adopte ni l'une ni l'autre des opinions qu'avaient émises les arbitres divisés, quand même il ne serait pas rendu à l'unanimité; mais, poursuit M. Pardessus, si les premiers arbitres ne se rendent point à la sommation qui leur est faite de venir juger avec le tiers arbitre, ou si quelques-uns s'y refusent, ce dernier prononce, et alors il est tenu de se conformer à l'un des avis des arbitres divisés. Le jugement réside dans l'une de ces opérations; et la fonction du tiers ne consiste qu'à déclarer laquelle lui paraît préférable. »

M. Merson s'exprime ainsi sur ce passage : « Quelque grave que soit l'autorité des opinions de M. Pardessus, nous oserons dire qu'ici le célèbre jurisconsulte est en contradiction ouverte avec le texte de la loi. (Art. 1018 du Code de procéd.) Dans l'un et l'autre cas de cet article, il est évident que c'est le tiers arbitre qui juge et prononce seul. Seulement,

• dans le premier, il juge après avoir conféré avec les arbitres; dans le second, il prononce sans avoir été en contact avec eux; mais, dans ce dernier cas, son jugement doit être conforme à l'avis de l'un des arbitres absous, et pour juger si la décision ne s'en écarte pas, il est indispensable d'avoir sous les yeux les divers avis des arbitres divisés. »

M. Merson cite à l'appui de son opinion un arrêt de la Cour royale de Metz, du 12 mai 1819, qui, dit-il, porte en substance que le tiers arbitre, dans un arbitrage forcé, doit juger comme le tiers arbitre dans un arbitrage volontaire, et que le jugement doit être rendu par le tiers arbitre, en adoptant l'un des avis émis séparément par les arbitres, et non par les arbitres et le tiers arbitre réunis, et à la majorité des voix.

Ainsi, dans ce système, nulle différence entre le cas où les arbitres ont conféré avec le tiers et celui où cette conférence n'eût pas eu lieu. Dans les deux hypothèses, le tiers arbitre juge seul, et doit se conformer à l'avis de l'un des arbitres divisés : la conférence n'a d'autre objet que de l'éclairer sur l'option qu'il est obligé de faire.

Telle est aussi l'opinion que M. Lozé manifeste dans son Esprit du Code de commerce (art. 60); mais telle n'était pas celle que professait le savant Pigeau.

• En cas de partage, dit-il, tom. 1, pag. 28, les premiers arbitres sont sommés de se réunir au tiers arbitre; réunis, le tiers confère avec les arbitres divisés; dans le cas où tous les arbitres se réunissent au tiers, ils rendent tous un seul jugement à la pluralité des voix; mais si les premiers arbitres ne se rendent point à la sommation, le tiers qui est tenu de juger, balance les opinions motivées que les premiers arbitres ont dû rédiger, et prononce seul; et néanmoins, il est tenu de se conformer à l'un des avis des autres arbitres; car, le pouvoir des juges ayant été donné aux premiers arbitres, le jugement réside dans l'une de leurs opinions, et la fonction du tiers ne consiste qu'à démêler laquelle de ces deux opinions est la plus conforme aux règles et renferme le jugement. »

Nous persistons dans cette opinion, que le tiers arbitre et le tiers réunis rendent jugement à la pluralité; soit que les deux arbitres divisés ne changent pas d'avis, et alors la pluralité se forme par la réunion de l'avis du tiers à celui de l'un d'eux, soit lorsque l'un des arbitres s'accorde avec le tiers pour prononcer une décision différente de celle que le premier arbitre a votée d'abord. Nous nous foudrons :

Premièrement, sur le motif énoncé dans notre Analyse et que nous avons rappelé en commençant, savoir : que l'art. 1018 doit être interprété ainsi que s'exécute l'art. 118. — (Voyez notre quest. 496.)

Secondement, sur ce que les lois antérieures au Code concernant les arbitrages (roy. les décrets ou lois des 5 et 15 août 1795), avaient consacré

(1) Nous conviendrons cependant que cette solution que donne aussi M. Baucher, pag. 579, n° 1062, peut souffrir quelques difficultés tirées du texte de l'art. 1018.

L'on pourrait d'ailleurs maintenir, comme les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 391, que l'art. 1009 ne renvoie aux formes établies pour les tribunaux que pour la procédure qui se fait dans les arbitrages, tandis qu'il ne s'agit point d'un acte de procédure. Néanmoins nous tenons à l'opinion que nous venons d'énoncer.

ce principe. C'est le cas d'appliquer la règle *posteriores leges ad priores trahuntur*.

Troisièmement, sur ce que l'art. 1018 emploie ces expressions : « Le tiers arbitre ne pourra prononcer qu'après avoir conféré avec les arbitres divisés, qui seront sommés de se réunir à cet effet. » Or, une conférence d'arbitres tenus de se réunir suppose un *délibéré* entre tous et une décision commune; autrement, cette conférence serait surabondante; car, à quoi bon les arbitres divisés se réuniraient-ils au tiers, s'ils ne pouvaient changer d'avis, d'après le nouvel examen que l'on fait du litige?

Quatrièmement, sur ce que cette interprétation de l'article ressort évidemment des derniers termes de l'article relatif à l'absence des arbitres, et néanmoins il sera tenu de se conformer à l'un des avis des autres arbitres; expressions dont la loi se sert, comme le remarque M. Berriat Saint-Prix, pag. 44, not. 25, parce que l'on considère le tribunal comme formé de la réunion des arbitres, et que l'on obtient la majorité des suffrages par son adhésion à l'un des avis; autrement, il deviendrait arbitre unique, tandis que les parties doivent être jugées par une pluralité; mais cette disposition n'a plus de motifs dans l'hypothèse où il y a réunion des arbitres divisés avec le tiers.

3348. Le tiers arbitre est-il tenu d'adopter dans son intégrité l'opinion de l'un des arbitres, dans les cas prévus par la question précédente, où les deux arbitres divisés persistent chacun dans son opinion, ou lorsqu'ils refusent de se réunir avec lui?

En d'autres termes, est-il loisible au tiers arbitre de prendre de chaque opinion ce qui lui semble devoir former le fondement de sa décision?

Nous fondons l'affirmative de cette question sur la grande règle d'interprétation consacrée par le droit romain, *et si verbum legis hunc habuerit intellectum, tamen mens legislatoris aliud erit*. — (Voy. notre *introduc.*, des règles générales d'interprétation.) (1)

Or, il n'est pas permis de penser qu'il ait été dans l'esprit du législateur d'obliger le tiers arbitre à opter pour l'une des opinions des arbitres divisés prise en masse, malgré les erreurs ou les injustices qu'il jugerait qu'elle renfermât en quelques-unes de ses parties.

Le Tribunal demandait, dit M. Loaré, comment s'exécute-t-elle la règle qui prescrit au tiers arbitre de se conformer à l'avis de l'un des deux premiers arbitres? Faudrait-il que cette conformité s'établît sur le résultat pris en masse, ou bien le tiers arbitre pourrait-il adopter l'avis d'un des premiers arbitres sur un point seulement, puis adopter l'avis de l'autre sur un autre

point, de manière que sa décision, étant toujours conforme dans les détails, à l'opinion, soit de l'un, soit de l'autre, il arrivât cependant que, dans la récapitulation générale, elle différât de toutes deux?...

Le Tribunal pensait que ce dernier seulement devait prévaloir, surtout dans l'arbitrage légal ou forcé, où il s'agit de prononcer sur des opérations et des comptes dont chaque article forme un objet à part : il est raisonnable de dire alors qu'autant il y a d'objets, autant il y a de jugemens; et si l'article qui contient ces décisions est unique, les décisions n'en sont pas moins par elles-mêmes essentiellement multipliées et distinctes; autrement, le tiers arbitre se trouverait forcé de sanctionner des erreurs de calcul.

Cette opinion, ajoute M. Loaré, est tellement certaine qu'un n'a pas cru devoir l'exprimer dans le Code.

Mais peut-être pourrait-on élever quelques doutes, sous prétexte que la Cour de cassation, par arrêt du 13 janvier 1824 (voy. *Sirey*, tom. 24, pag. 166), a refusé de considérer les jugemens comme divisibles.

Il est vrai que cet arrêt décide que la maxime *tot capitis tot sententia*, n'est pas applicable à la faculté d'appeler incidemment, donnée à l'intimé par l'article 444. Mais en remarquera que cette décision ne rejette point la doctrine de la divisibilité; seulement, et contre l'opinion que nous avons émise sur la quest. 1574, la Cour en a rejeté l'application dans un cas particulier, et en se fondant sur la généralité des termes de l'art. 444; mais dans l'espèce de la question que nous examinons ici, il n'y aurait aucun motif raisonnable pour contester cette application.

3349. Le tiers arbitre doit-il nécessairement entendre simultanément les arbitres divisés?

Autrement, suffit-il, pour la validité de sa décision, qu'il les ait entendus tous deux, quoique séparément?

Un arrêt de la Cour de Paris, du 15 novembre 1814 (*Sirey*, tom. 15, pag. 107; *Dalloz*, tom. 2, pag. 385), décide que le tiers arbitre n'est pas tenu de conférer avec les arbitres réunis, et qu'il suffit qu'il ait entendu chacun d'eux séparément.

Mais on sent que cette décision ne pourrait être suivie, si l'on admet l'opinion que nous venons de soutenir.... En effet, si le tiers arbitre doit concourir avec les arbitres divisés, à l'effet de rendre jugement conjointement avec eux, dans le cas où ils viennent tous, ou seulement l'un d'entre eux, à ne pas persister dans un premier avis, il s'ensuit nécessairement qu'ils doivent être réunis pour délibérer en commun et à la pluralité.

3350. Le tiers arbitre doit-il nécessairement prononcer dans le mois de son acceptation?

Le délai donné au tiers arbitre, dit M. Pigeau, tom. 1, pag. 27, est aussi fatal que celui fixé par le compromis; cependant la Cour de Rouen, par arrêt du 21 décembre 1808 (voy. *Jurisp. sur la procéd.*, tom. 3, pag. 138; *Denecour*, 1809,

(1) Ajoutez celle-ci, sur laquelle s'appuie M. Merson, pag. 95 : *Nec oportet fides civile columnari, neque verbo captari, sed quid mente quid diceretur universim deverti.* — (Loi 19, ff. ad exhib.)

enpl., pag. 28), a considéré la disposition de l'art. 1018 comme purement comminatoire, et en conséquence a décidé que si le tiers arbitre n'est pas révoqué, il peut juger après le mois. Nous croyons que les termes impératifs de l'article 1018 doivent porter à suivre l'opinion de M. Pigeau.

3351. *Dans le cas où le tiers arbitre est, comme les arbitres, du choix des parties, et a été nommé comme eux par l'acte de compromission, faut-il néanmoins appliquer l'article 1017 ?*

La Cour de Rennes a résolu cette question pour la négative, par arrêt du 13 décembre 1809. Ainsi, elle a jugé que l'on ne pouvait arguer de nullité, sous prétexte du défaut de rédaction d'un avis distinct et motivé, un procès-verbal souscrit par les arbitres et par le tiers, lequel constatait que celui des arbitres qui refusait de signer le jugement avait été présent aux conférences, notamment à celles de la séance dans laquelle ce jugement avait été arrêté et lui avait été lu. — (Dallos, tom. 2, pag. 388.)

3352. *Le procès-verbal qui constate la présence d'un arbitre aux conférences, peut-il être contredit par un acte extrajudiciaire donné par cet arbitre long-temps après le dépôt du jugement ?*

Par l'arrêt ci-dessus rapporté, la Cour de Rennes a décidé négativement; elle a considéré que c'était à cet arbitre à contredire dans une forme légale, en rédigeant et en déposant à l'époque même du jugement un procès-verbal contraire.

3353. *Le jugement du tiers arbitre peut-il être annulé sous prétexte du défaut de rédaction du procès-verbal exige par l'article 1017 ?*

Cette question, ainsi posée par M. Sirey, 1811, pag. 134, a été décidée pour la négative, par arrêt de la Cour de cassation, du 5 décembre 1810. (Dallos, tom. 2, pag. 388.) En effet, l'art. 1017 ne se rapporte qu'à la déclaration du partage entre les arbitres, et dans l'espèce de notre question, il ne s'agissait plus de déclarer le partage; il était déjà connu et légalement déclaré; le tiers arbitre était déjà appelé pour le vider, et à cet effet, il était nécessaire de procéder conformément à l'art. 1018. L'obligation imposée au tiers arbitre par cet article est de conférer avec les arbitres. Que ceux-ci exposent verbalement ou par écrit les motifs qui avaient déterminé leur opinion, n'importe : la loi ne prescrit rien à cet égard au tiers arbitre; il suffit qu'il prononce ensuite, ou seul, conjointement avec l'un des premiers arbitres.

Telles étaient les réflexions que faisait sur la question M. l'avocat-général Daniels. (Voy. *Denevers*, 1811, pag. 134.) La Cour a suivi ses conclusions en rendant l'arrêt ainsi conçu :

« Attendu qu'il ne s'agissait plus de savoir comment les arbitres divisés d'opinion seraient tenus de rédiger leur avis distinct et séparé, et motivé pour déclarer le partage; que par

conséquent les art. 1017 et 1028, n° 3, du Code, n'étaient pas applicables à l'espèce; que la question étant déjà soumise à la décision du surarbitre, c'était le cas d'appliquer les dispositions de l'art. 1018, ainsi que le n° 4 de l'article 1028. »

Nous remarquerons ici que M. Denevers pose ainsi la question qu'il fait résulter de cet arrêt : *Le tiers arbitre peut-il juger sans le concours d'un des arbitres divisés d'opinions, qui n'ont pas rédigé son avis distinct et motivé, si d'ailleurs il adopte celui de l'autre arbitre ?* (Résumé affirmativement.)

Ainsi, suivant cet arrêtiste, la Cour aurait décidé qu'il suffit qu'un des arbitres n'ait pas rédigé son avis distinct et séparé, pour que le tiers soit autorisé à juger sans le concours de cet arbitre, si d'ailleurs il adopte l'avis de l'autre. Ce n'est pas là ce qu'a décidé l'arrêt de la Cour de cassation, ainsi qu'on peut s'en convaincre par les considérans que nous venons de rapporter; elle n'a véritablement résolu que la question posée ci-dessus, d'après M. Sirey.

Mais comment la question posée par M. Denevers devrait-elle être résolue ?

Il faudrait distinguer : le tiers arbitre serait sans doute autorisé à juger sans le concours d'un des arbitres, s'il avait été appelé à conférer avec lui, et qu'il ne se fût pas présenté, ainsi qu'il était arrivé dans l'espèce de l'arrêt que nous venons de rapporter, si l'on en croit M. Denevers, dans l'exposé des faits, pag. 153; au contraire, si l'arbitre n'avait pas été sommé d'assister à la conférence, nous ne croirions pas que le tiers fût autorisé à prononcer seul ou avec le concours d'un seul arbitre, par l'unique motif que l'autre arbitre n'aurait pas rédigé son avis distinct et séparé : aucune disposition de la loi ne lui donne ce pouvoir.

La loi au contraire le lui refuse, puisqu'il ne peut statuer seul, en cas d'absence de deux arbitres divisés, qu'après avoir examiné et balancé deux opinions opposées; ce qu'il ne pourrait faire dans l'hypothèse que nous supposons; d'un autre côté, il ne pourrait juger conjointement avec celui des deux arbitres qui se serait présenté à la conférence, car le tribunal ne serait pas complet. Cette hypothèse mettrait une fin au compromis, sauf l'action en dommages-intérêts des parties contre l'arbitre dont la faute y donnerait lieu.

3354. *Les articles 1017 et 1018 doivent-ils recevoir leur application en matière d'arbitrage légal ou forcé ?*

Un arrêt de la Cour de Paris, du 8 avril 1809 (Dallos, tom. 2, pag. 383; Sirey, tom. 12, pag. 355), a décidé que l'article 1017 n'était pas applicable à ces arbitrages, attendu que les règles en sont tracées au Code de commerce; qu'ainsi la nomination d'un tiers arbitre ne serait pas nulle s'il n'avait pas été dressé procès-verbal du dissentiment des arbitres.

Par un autre arrêt du 22 mai 1813, la même

Cour a jugé « que l'art. 60 du Code de comm., en prescrivant la nomination d'un surarbitre, en cas de partage des arbitres nommés, n'ayant prescrit par aucune disposition, ni aux arbitres divisés l'obligation d'établir leurs avis par écrit, ni au surarbitre celles d'adopter l'un des deux avis, il s'ensuit qu'en cas de partage, les arbitres divisés doivent se réunir au surarbitre pour procéder, délibérer et décider en commun à la majorité.

Nous n'entendons point critiquer ces deux décisions quant à leurs résultats, puisque nous avons nous-même admis, en matière d'arbitrage volontaire uniquement régi par le Code de procédure, 1^o que le défaut de rédaction du procès-verbal n'emportait pas nullité de la décision du tiers arbitre, s'il avait eu égard avec les arbitres premiers nommés (voy. ci-dessus, quest. 3353^o) ; 2^o que le tiers arbitre devait se réunir à ceux-ci pour conférer en commun et décider à la majorité. — (Voyez n^o 3347.)

Mais nous rejetons les motifs d'après lesquels elles ont été rendues, et nous disons avec M. Merson, page 89, « que si l'art. 60 du Code de commerce ne prescrit pas textuellement l'observation des règles contenues aux art. 1017 et 1018, il est aussi vrai de dire qu'il n'en autorise pas l'omission, et que la seule modification qu'il y apporte, c'est que les arbitres forcés peuvent nommer d'office le surarbitre, s'il n'est nommé par l'acte de leur institution, tandis que, d'après l'art. 1017, les arbitres ne peuvent nommer le tiers arbitre que lorsqu'ils en ont le pouvoir exprès par le compromis : la s'arrête la dérogation. » Aussi, observe M. Loaré, le Tribunal avait proposé de récrire à l'art. 60 du Code de commerce les art. 1017 et 1018 du Code de procédure ; mais, ajoutez-il, « cette addition était inutile, puisque le Code de commerce se réfère à toutes les dispositions du Code de procédure civile auxquelles il ne déroge point ; » ainsi, les articles dont il s'agit renvoient ici leur application.

Cette opinion, qui est aussi celle de M. Pardessus, nous semble aujourd'hui à l'abri de toute controverse, d'après l'arrêt de la Cour de cassation, cité question 3509, qui a fait l'application de l'art. 1012, aux arbitrages forcés, et consacré comme principe général la nécessité de recourir aux règles du Code de procédure en tous les cas où le Code de commerce n'y avait pas expressément dérogé.

ART. 1019. Les arbitres et tiers arbitres décideront d'après les règles du droit, à moins que le compromis ne leur donne pouvoir de prononcer (1) comme amiables compositeurs (2).

(1) Voy. le commentaire de l'art. 1009.

(2) JURISPRUDENCE.

1^o. La faculté laissée aux parties d'autoriser leurs

DCXI. Comme les arbitres représentent les juges dont ils remplissent les fonctions sur les différends qui leur sont soumis par le compromis, ils sont obligés de baser leurs décisions sur les règles de droit, qui doivent être le prototype de toutes les décisions judiciaires. Mais les arbitres nommés amiables compositeurs n'y sont pas astreints ; il suffit qu'ils prononcent selon leurs lumières et leur conscience, et sur ce qui leur paraît le plus équitable, abstraction faite des dispositions trop rigoureuses de la loi.

Les anciennes ordonnances, la loi du 24 août 1790, étaient muettes sur ce point important, invariablement fixé désormais par l'article qui précède, et sur lequel les juristes n'avaient pas tous la même doctrine.

Les uns (3) avaient établi un principe que les arbitres étant choisis autant pour accommoder que pour juger les affaires, ils n'étaient pas tenus de prononcer avec la sévérité et l'exactitude prescrites aux juges ordinaires, parce que, disaient-ils, les parties, en nommant des arbitres, annulent assez qu'elles veulent se relâcher de ce qu'elles auraient pu espérer de justice, et faire remise, pour le bien de la paix, d'une partie de leurs intérêts.

D'autres (4) avaient pensé, au contraire, que les arbitres devaient donner leur sentence juste et équitable suivant la rigueur du droit et l'ordre judiciaire.

D'autres enfin (5) avaient distingué entre les arbitres et les amiables compositeurs, voulant que les premiers fussent tenus de garder dans leur instruction et jugement les formalités de justice et de décider précisément des lois, mais que les derniers pussent accommoder les parties sans aucune formalité, et suivre dans leurs décisions l'équité plutôt que les règles de droit.

C'est, comme on le voit, cette distinction qu'établit l'art. 1019, dans lequel les arbitres trouvent un guide unique et sûr qui ne leur permet pas de s'écarter de la voie qui leur aurait été indiquée par les parties intéressées. Ils savent donc qu'il est de leur devoir d'appliquer strictement la loi, si les parties ne leur ont pas

arbitres à statuer comme amiables compositeurs, ce leur est pas également laissée relativement aux juges d'un tribunal. — (Paris, 2 janv. 1813, Sirey, tom. 13, pag. 308.)

2^o. Lorsqu'il a été convenu entre associés qu'en cas de contestations, elles seront soumises à des arbitres qui jugeront sans appel, et comme amiables compositeurs, la convention sur la nature et l'étendue de l'autorité des arbitres à cet effet, encore que les arbitres soient initialement nommés d'office par la justice, et non volontairement par les parties. — (Cassat., 15 juill. 1818, Sirey, tom. 19, pag. 1 ; Dalloz, tom. 2, pag. 485.)

(3) Domat ; Droit public, liv. 2, sect. 1 ; Rebuffe, de arbit., glossa 3, n^o 8.

(4) Despeisses, de l'ordre judiciaire, tit. 2, sect. 1^{re}.

(5) Ferrière, Dictionnaire de droit, au mot compromis.

demandé de prendre pour base de leurs décisions des considérations particulières, en leur donnant le pouvoir de prononcer comme *amiables compositeurs*.

Ils peuvent, dans ce cas, mais dans ce cas seulement, tempérer, comme nous l'avons dit, la sévérité de la loi, écouter l'équité naturelle que l'orateur romain appelle *laxamentum legis* (1), et prononcer comme a dit un ancien philosophe (2), *non prout lex, sed prout humanitas aut misericordia impellit regere*.

Le législateur n'a vu aucun inconvénient à donner cette latitude à d'amiables compositeurs, parce qu'une composition amiable emporte nécessairement l'idée de remises, de sacrifices respectifs, dont l'heureux résultat est le rétablissement de la paix et de la tranquillité entre des personnes dont le vœu principal est d'en recouvrer la jouissance inestimable (3).

3355. *Suffit-il que le compromis donne purement et simplement aux arbitres le pouvoir de prononcer comme AMIAIBLES COMPOSITEURS, pour qu'ils soient non-seulement dispensés de décider d'après les règles du droit, mais encore de suivre les délais et les formes établis pour les tribunaux ?*

Du moment que le compromis porte que les arbitres prononceront comme *amiables compositeurs*, nous pensons qu'ils sont dispensés de suivre les règles de droit, sans qu'il soit besoin que cette dispense soit expressément énoncée dans le compromis; le texte de l'art. 1019 nous paraît avoir dicté lui-même cette décision par ces expressions, *à moins que la compromis ne leur donne pouvoir de prononcer comme amiables compositeurs*. Ils peuvent donc, en ce cas, décider comme ils le trouvent juste, d'après la seule impulsion de leur conscience.

(1) *Oratio pro Cluentia*.

(2) Scévole, de *benefic.* lib. 3, cap. 7.

(3) En exposant ces motifs de l'art. 1019, M. Malartre, dans son rapport du projet de loi, prévenait les objections possibles contre cette doctrine, et s'exprimait ainsi :

Dira-t-on qu'il est à craindre de voir naître quelques abus de l'exercice d'en si grand pouvoir ? Mais cette crainte sera bientôt dissipée, si l'on considère que l'on ne pourra à l'avenir, comme on l'a pu dans ces derniers temps, se soumettre à l'arbitrage dans tous les temps et en toutes matières sans exceptions ; que cette voie est interdite dans toutes les causes sujettes à communication au ministère public ; qu'enfin, les jugemens rendus par des arbitres ne peuvent faire autorité, ni être opposés à des tiers.

D'ailleurs, il est permis, sans doute, de présumer assez de ceux que l'estime et la confiance appellent aux fonctions d'amiables compositeurs, pour ne pas appréhender que, suivant les expressions de d'Aguesseau, ils se mettent en révolte contre la règle et osent combattre la justice, sous le voile spécieux de l'équité. Ils entront, comme le dit encore ce grand magistrat, que l'équité ne peut jamais être contraire à la loi même, et qu'elle consiste à en accomplir parfaitement le vœu (*).

(*) De l'autorité du magistrat.

Mais cette même déclaration d'instituer des *amiables compositeurs* n'opérerait, dit M. Bouclier, pag. 259 et 531, que la dispense de suivre les règles de droit, et non pas celle de suivre la forme ordinaire de la procédure, de même que, réciproquement, la dispense de suivre les règles de la procédure n'opère pas celle de prononcer d'après les règles de droit.

Si, en effet, le législateur avait entendu que la dispense de suivre les règles de droit emportât celle des formalités de la procédure, le Code ne contiendrait point la disposition particulière de l'art. 1019, ou se fût borné à l'ajouter à celle de l'art. 1009 : c'est donc aux arbitres, lorsque la loi leur donne la qualité d'amiables compositeurs, à user de la faculté qui leur est donnée par l'article 1009. Cette opinion paraît avoir pour elle le texte de la loi ; mais nous croyons qu'elle est contraire à son esprit ; car il serait bizarre que des arbitres, dispensés d'appliquer la rigueur du droit à la décision, restassent assujettis aux formes de la procédure.

ART. 1020. Le jugement arbitral sera rendu exécutoire par une ordonnance du président du tribunal de première instance dans le ressort duquel il a été rendu : à cet effet, la minute du jugement sera déposée dans les trois jours, par l'un des arbitres, au greffe du tribunal.

S'il avait été compromis sur l'appel d'un jugement, la décision arbitrale sera déposée au greffe de la Cour royale, et l'ordonnance rendue par le président de cette Cour.

Les poursuites (4) pour les frais de dépôt et les droits d'enregistrement ne pourront être faites que contre les parties (5).

(4) Voy. circulaire du ministre de la justice, du 25 octobre 1807 ; loi des 16-24 août 1790, art. 6, tit. 1 ; et arrêté du 18 juin 1698, rapporté dans les conférences de Bernier, sur l'art. 7 du tit. 26, ordonnance de 1667.

(5) JURISPRUDENCE.

1°. Les jugemens arbitraux font foi de leur date, laquelle se trouve authentiquement fixée par les jugemens mêmes. — (Cassat., 15 therm. an 11, 6 frim. an 12, 3 juin 1808, 31 mai 1809, 15 janv. 1812 ; Dalloz, tom. 2, pag. 416 et suiv.)

2°. Le tribunal civil est seul compétent pour connaître de la nullité d'une saisie faite en vertu de jugement arbitral, rendu exécutoire par le président du tribunal de commerce, puisque l'art. 443 dispose que ces tribunaux ne peuvent connaître de l'exécution de leurs jugemens. — (Rennes, 13 déc. 1809.)

3°. Lorsqu'en appel les parties renouent à l'effet du jugement de première instance et soumettent des arbitres pour juger la contestation, le compromis est réputé avoir lieu sur le fond primitif de l'affaire, non sur l'instance d'appel ; dès-lors la sentence arbitrale

T. 91.—C. C., art. 1153. — C. de comm., art. 61. — C. de P., art. 545, 551, 1021, 1023, 1028.

3356. *Le président d'un tribunal de commerce est-il compétent pour rendre exécutoire une sentence arbitrale rendue entre négocians, s'il ne s'agit pas de contestations entre associés?*

Cette question a été jugée pour la négative, par arrêts de la Cour de Rennes, des 9 mars, 19 novembre 1810, et 4 juillet 1811, conformément à l'opinion de M. Merlin. (*Voy. nouv. Répert., au mot arbitrage, pag. 300.*) D'autres Cours ont prononcé de la même manière : ainsi, les juges de commerce qui seraient encore dans l'usage de rendre exécutoires, sans distinction, tous les jugemens arbitraux en matière de commerce, doivent reconnaître que leur compétence se borne à ceux qui seraient rendus entre associés, conformément à l'art. 61 du Code de commerce.

L'opinion contraire, que Rogues avait émise sous l'empire de l'ordonnance de 1673 (*roy. Jurisp. consul., tom. 2, pag. 68*), était erronée. Tous les auteurs maintenaient que l'homologation des sentences arbitrales appartenait aux juges ordinaires; ils citaient l'art. 13 du titre 4 de l'ordonnance comme une exception à ce principe général. Or, l'art. 61 du nouveau Code, en remplaçant l'homologation par une simple ordonnance d'exécution, n'a pas donné au président du tribunal de commerce une compétence plus étendue que celle que les juges et consuls tenaient de l'art. 13 précité.

3357. *Lorsqu'il n'a été compromis, tout à la fois, et sur une affaire susceptible d'être portée en première instance et sur l'appel d'un jugement, suffit-il de déposer la sentence qui prononce sur cette affaire et sur cet appel au greffe du tribunal d'appel, et le président de ce tribunal aurait-il le droit d'apposer l'ordonnance à cette double décision?*

Comme l'art. 1020 ne donne pouvoir au président d'appel qu'en ce qui concerne la sentence arbitrale rendue sur l'appel d'un jugement, nous croyons qu'il est conforme au vœu de la loi de faire deux originaux de la sentence, et de les déposer, l'un au greffe de première instance, l'autre au greffe d'appel, afin que chaque pré-

doit être rendue exécutoire par le président du tribunal de première instance et non par celui de la Cour royale.—(*Cassat., 17 juill. 1817, Sirey, tom. 18, pag. 341.*)

4^e. Le Français qui a volontairement compromis avec un étranger, ne peut se refuser à exécuter la sentence arbitrale intervenue et rendue exécutoire par l'ordonnance du président.—(*Paris, 16 déc. 1809, Dallos, tom. 2, pag. 431, Sirey, tom. 12, pag. 198.*)

5^e. Les sentences arbitrales doivent, dans tous les cas, être enregistrées sur minute, avant d'être revêtues de l'ordonnance d'exécution. Il n'y a pas à examiner, comme à l'égard des jugemens rendus par les tribunaux, si les condamnations qu'elles prononcent sont ou ne sont pas fondées sur des conventions non enregistrées.—(*Cassat., 3 août 1813, Sirey, tom. 15, pag. 178; Dallos, tom. 2, pag. 417.*)

sident y appose l'ordonnance pour la partie qui le concerne.

C'est ce que nous avons vu plusieurs fois pratiquer à Rennes : nous croirions même qu'il y aurait nullité de l'ordonnance apposée par un président d'appel à la décision rendue sur une affaire qui n'aurait subi que le premier degré de juridiction; car il résulterait de là que la Cour aurait, conformément à l'art. 1028, à prononcer sur l'opposition à l'ordonnance.

Or, le jugement sur une telle opposition est sujet à l'appel, et il arriverait que la Cour prononcerait, soit d'abord comme tribunal de première instance, et ensuite comme tribunal d'appel, soit tout à la fois en premier et en dernier ressort; ce qui serait contraire aux règles de l'administration de la justice.

3358. *Lorsqu'en matière de société, des arbitres ont été nommés par les parties devant un tribunal qui leur a décerné acte de cette nomination, que ces arbitres ont leur domicile hors de l'arrondissement de ce tribunal et qu'ils ont procédé et jugé dans ce lieu, la circonstance que le tribunal aurait commis celui de ce même lieu pour nommer des arbitres en cas de refus, déport ou décès des premiers, est-elle un motif pour que le dépôt de la sentence arbitrale se fasse au greffe du tribunal du domicile et non au greffe du tribunal du lieu où les arbitres ont prononcé?*

Cette question serait formellement décidée par l'art. 1020 du Code de procédure, s'il s'agissait d'un arbitrage en matière purement civile, puisque cet article dispose généralement, sans aucune distinction, que le jugement sera rendu exécutoire par le président du tribunal dans le ressort duquel il aura été rendu, et qu'à cet effet la minute sera déposée au greffe du tribunal. Or, il est bien certain que dans le cas où des arbitres auraient procédé dans un lieu qui fût hors du ressort du tribunal où ils auraient été convenus, ce serait au président du tribunal du lieu où ils auraient rendu leur sentence qu'il appartiendrait d'apposer l'ordonnance d'exécution. Doit-il, dans le cas d'arbitrage forcé, en être autrement, soit en thèse générale, soit d'après la circonstance particulière que le juge du domicile des parties a commis celui du domicile des arbitres, pour décerner acte d'une nomination à faire en cas de remplacement?

En thèse générale, le Code de commerce ne contient aucune disposition explicite comme celle de l'art. 1020 du Code de procédure, sur le tribunal au greffe duquel doit être déposée la sentence arbitrale rendue en matière de commerce. L'art. 61 porte seulement qu'elle est déposée au greffe du tribunal de commerce, qu'elle est rendue exécutoire sans aucune modification, et transcrite sur les registres, en vertu d'une ordonnance du président du tribunal, lequel est tenu de la rendre pure et simple et dans le délai de trois jours du dépôt au greffe.

Mais il est évident que cet article, en n'indi-

quant point particulièrement le président du tribunal devant lequel les arbitres auraient été convenus, a désigné le même tribunal qu'indique l'art. 1020 du Code de procédure; car dans le silence des lois spéciales sur une matière, c'est la loi générale, autrement le droit commun, qui doit lever toute incertitude.

Aussi, tous les auteurs qui ont écrit sur le Code de commerce, et notamment M. Pardessus, tom. 4, pag. 114, disent-ils que le président qui doit décerner l'ordonnance d'exécution est évidemment celui du tribunal du lieu où les arbitres opèrent. C'est donc au greffe de ce tribunal que le dépôt du jugement doit être effectué.

On ne saurait d'ailleurs assigner aucune raison tranchante pour décider, en matière d'arbitrage forcé, autrement que le Code de procédure n'a disposé à l'égard des arbitrages ordinaires.

Dit-on que les arbitres de commerce remplacent les juges de la loi, et que leur jugement devant être inscrit sur les registres des tribunaux de commerce, c'est sur le registre de celui qui eût été compétent à raison du domicile pour juger l'affaire, si elle n'avait pas dû être décidée par les arbitres, que le jugement par eux rendu doit être transcrit ?

On répondrait encore par le silence du Code de commerce, qui, n'ayant point indiqué le tribunal du domicile, et s'étant au contraire exprimé en termes généraux, ne peut être interprété que par la disposition du droit commun, puisque la loi spéciale n'y a pas fait exception. — (Art. 1020, Code de procéd.)

Au surplus, les arbitres, en matière ordinaire, sont aussi mis à la place des juges de la loi, et la seule différence qu'il y ait entre eux et les arbitres forcés, c'est que ceux-ci remplacent ces juges d'après la volonté du législateur, et que les autres les remplacent d'après la volonté des parties.

Il y aurait donc eu, pour que la loi ordonnât en matière ordinaire le dépôt de la sentence arbitrale au greffe du tribunal du domicile, les mêmes raisons que l'on supposerait qu'elle eût eues pour l'ordonner en matière d'arbitrage forcé.

Or, elle a indiqué formellement pour le premier le tribunal du lieu où les arbitres opèrent; elle n'en a point indiqué d'autre relativement à l'arbitrage forcé : c'est donc à ce tribunal que doit être effectué le dépôt; c'est donc à son président à décerner l'ordonnance.

3359. *Quand il a été compromis sur une affaire de la compétence du juge du paix, est-ce au greffe de sa justice que doit être fait le dépôt de la sentence, et est-ce ce juge qui doit apposer l'ordonnance ?*

L'art. 1020 n'accorde compétence qu'aux présidents des tribunaux de première instance ou des Cours; et ce qui prouve que la sentence arbitrale rendue dans l'espèce de la question proposée doit être déposée au greffe du tribunal de première instance, et être rendue exécutoire par le

président de ce tribunal, c'est l'art. 1023, qui porte que l'appel des jugements arbitraux sera porté, savoir : devant les tribunaux de première instance pour les matières qui, s'il n'y eût point eu d'arbitrage, eussent été, soit en premier, soit en dernier ressort, de la compétence des juges de paix.

3360. *En quel cas le président du tribunal peut-il refuser l'ordonnance d'exécution.*

L'ordonnance d'exécution, dit M. Pigeau, tom. 1, pag. 29, a été établie pour que le magistrat examine si la décision arbitrale ne contient rien de contraire à l'intérêt public ou à celui des personnes mises spécialement sous la protection de la justice.

Ainsi, ajoute-t-il, pag. 30, si le président voyait que la décision arbitrale portât sur des objets d'ordre et d'intérêts publics, sur lesquels il ne peut intervenir de compromis, il devrait refuser son ordonnance.

C'est que cette ordonnance n'est pas une simple formalité, disent également les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 397; le juge ne doit l'accorder qu'après avoir vu si elle ne contient rien qui soit contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, si les parties étaient capables de compromettre, si elles avaient la libre disposition des droits sur lesquels elles ont compromis. Mais remarquons bien que c'est à ces seuls cas que s'étend le pouvoir de refuser [a].

3361. *Quelle est la voie pour se pourvoir, soit quand l'ordonnance a été apposée par un président incompétent, soit lorsque le président compétent a refusé de l'apposer ?*

En général, l'ordonnance d'exécution doit être considérée sous les mêmes rapports qu'une simple ordonnance de pure forme, puisqu'elle n'a d'autre effet que de revêtir la décision arbitrale du sceau de l'autorité publique, sans en apprécier le mérite ni dans la forme ni au fond.

Ainsi, dans le premier cas ci-dessus posé, c'est-à-dire lorsque l'ordonnance est apposée purement et simplement par un président incompétent, nous pensons qu'on doit se pourvoir par opposition devant le tribunal, car en général on ne peut appeler que des jugements. — (Voy. Merlin, Questions de droit, au mot appel, tom. 1, pag. 58, 2^e édition.)

Mais le tribunal, comme dans les cas mentionnés en l'art. 1028, n'aura pas à annuler l'acte qualifié jugement arbitral; il n'aura qu'à prononcer la nullité pour cause d'incompétence; d'où suit que l'action en nullité de cet acte restera ouverte aux parties.

Mais dans le second cas, celui de refus d'apposer l'ordonnance d'exécution constaté par le président compétent pour appliquer cette formalité, refus motivé par exemple sur une des causes mentionnées sur la question précédente ou sur toute autre, l'ordonnance ayant tous les

[a] La question de savoir si pour obtenir l'ordonnance il y a lieu à communication au ministère public, est traitée n° 405.

caractères d'une décision judiciaire, et dans cette circonstance, la Cour de Rennes, par arrêt du 13 mai 1813, a considéré qu'à défaut de texte de loi sur une espèce qui n'a pas été prévue, il convenait d'adopter le mode de se pourvoir contre les ordonnances sur référé, et par conséquent l'appel.

Si l'ordonnance est réformée, le tribunal, ainsi que la même Cour l'a jugé par un second arrêt du 31 du même mois en 1813, doit renvoyer au président d'une autre chambre ou au premier juge, dans l'ordre du tableau, afin qu'il appose une nouvelle ordonnance.

Cette manière de procéder est la seule qu'il convienne d'adopter par application des dispositions analogues à la matière.

3362. *Le dépôt au greffe doit-il nécessairement être fait par l'un des arbitres ?*

En décidant qu'un surarbitre, ayant un mois pour donner son avis, doit laisser aux arbitres partagés le temps nécessaire pour user de la faculté de rédiger le leur par procès-verbal séparé (art. 1017); en disant en conséquence que le surarbitre agit avec trop de précipitation, si, dans un temps très-rapproché du jour de la nomination, il refuse, en présence de l'un des arbitres, de recevoir l'avis motivé de l'autre, sous prétexte que l'arrêté était clos, et qu'il l'avait remis à un *huissier* pour être déposé; la Cour de Rennes a déclaré que cette précipitation était d'autant moins excusable que, d'après l'art. 1020 du Code, c'est un des arbitres, et non un *huissier*, qui doit déposer le jugement.

Nous ne croyons pas qu'il faille conclure de là qu'il y a nullité de l'ordonnance d'exécution appuyée sur un jugement qui n'aurait pas été opposé par l'un des arbitres, si toutefois les parties reconnaissent que ce jugement est bien celui que leurs arbitres ont prononcé.

Le dépôt par un des arbitres est exigé pour garantir que la décision émane véritablement de ceux qui sont dits l'avoir rendue. Tout ce qui résulte, selon nous, de la disposition de l'art. 1020, c'est que le greffier peut refuser de recevoir le dépôt de la part d'une personne qui n'aurait pas concouru à rendre le jugement, et que le président pourrait aussi refuser d'apposer l'ordonnance; mais si elle l'avait été, ce serait pure chicane, lorsqu'il ne s'élèverait aucune contestation sur la réalité du jugement, que de prétendre que l'ordonnance fût nulle.

L'on appliquerait ici l'ancien adage, *nullité sans griefs* n'opère; maxime toujours applicable quand la loi n'a pas formellement prononcé cette peine. Nous croirions même que si l'arbitre était légitimement empêché d'effectuer le dépôt en personne, le greffier pourrait recevoir le jugement des mains d'un porteur de procuration notifiée.

3363. *Le dépôt peut-il être fait par l'un des arbitres et reçu par le greffier du tribunal avant que ce jugement soit enregistré? Le président*

peut-il le rendre exécutoire avant l'enregistrement ?

Oui, d'après une décision du ministre de la justice, du 28 octobre 1808; mais le greffier demeure soumis à l'obligation de fournir au receveur de l'enregistrement, conformément à l'article 37 de la loi du 22 frimaire an 7, l'extrait du dépôt et du jugement, afin que ce préposé puisse suivre le recouvrement des droits à la charge des parties.

La même décision porte que les jugemens des arbitres ne peuvent être déclarés exécutoires par le président ou le juge qui en fait les fonctions, avant qu'ils soient revêtus de la formalité de l'enregistrement. C'est une conséquence de la règle établie par l'article 47 de la même loi du 22 frimaire.

3364. *Un jugement arbitral serait-il nul par cela seul qu'il n'aurait pas été déposé dans les trois jours de sa date au greffe du tribunal ?*

L'art. 1020 n'ordonne le dépôt qu'à l'effet d'obtenir l'exécution du jugement arbitral; il ne prescrit point ce dépôt à peine de nullité, et l'art. 1023 ne classe point le défaut de ce même dépôt au nombre des cas dans lesquels les parties peuvent demander la nullité de l'acte qualifié *jugement arbitral*.

Nous pensons donc que l'on doit décider pour la négative la question que nous venons de poser, quoique l'on puisse opposer un arrêt de la Cour de Montpellier, qui l'a résolue en un sens absolument contraire.

Au surplus, deux arrêts de celle de Paris, le premier du 11 juillet 1809 (*Sirry*, tom. 12, pag. 374), le second du 22 mai 1813, rendu en matière d'arbitrage forcé (*Dalloz*, tom. 2, pag. 385; *Journ. des avoués*, tom. 7, pag. 230), ont consacré la doctrine que nous professons.

ART. 1021. Les jugemens arbitraux, même ceux préparatoires, ne pourront être exécutés qu'après l'ordonnance qui sera accordée à cet effet, par le président du tribunal, au bas ou en marge de la minute, sans qu'il soit besoin d'en communiquer au ministère public; et sera ladite ordonnance expédiée en suite de l'expédition de la décision.

La connaissance de l'exécution du jugement appartient au tribunal qui a rendu l'ordonnance (1).

(1) JURISPRUDENCE.

1^o. Tout incident sur arbitrage volontaire, même en matière commerciale, notamment la demande en recusation d'un des arbitres, doit être portée devant le tribunal civil. — (*Metz*, 12 mai 1813, *Dalloz*, tom. 2, pag. 344, *Sirry*, tom. 19, pag. 103.)

2^o. Les tribunaux de commerce, en renvoyant à des arbitres les contestations entre associés, ne peuvent restreindre ces arbitres aux fonctions de simples rapporteurs; ils doivent donc juger le procès,

3365. *Quand, par leur compromis, les parties ont formellement dispensé les arbitres de remplir toute formalité de justice, l'interlocutoire qu'ils ont rendu peut-il être exécuté sans qu'il soit besoin de le faire préalablement réviser de l'ordonnance d'exécution?*

Il a été jugé, par la Cour d'appel d'Aix, le 15 juin 1808 (cog. *Dallas*, tom. 2, pag. 404, *Jurisp. sur la procéd.*, tom. 3, pag. 150), que les parties ayant, par leur compromis, dispensé formellement les arbitres de toute formalité de justice, celles-ci avaient pu exécuter un jugement interlocutoire, sans qu'il eût été préalablement revêtu de l'ordonnance d'exécution; qu'elles avaient pu, en conséquence, faire entendre des témoins, et qu'une de ces parties venant à révoquer le compromis au moment où le jugement définitif était près d'être rendu, ne pouvait arguer de nullité les actes d'instruction faits contradictoirement avec elle devant les arbitres, et qu'ainsi l'instance devait être portée dans l'état devant les juges ordinaires.

Nous avons dit, sur la quest. 3291^e, que les jugemens interlocutoires n'étaient susceptibles d'exécution qu'autant qu'ils étaient revêtus de l'ordonnance d'exécution, parce que l'art. 1021 l'exige même pour les jugemens préparatoires. Mais ici nous avons à examiner si la dispense des formalités de justice énoncée dans le compromis emporte de plein droit celle de l'ordonnance, de manière que, sur le refus d'une partie d'exécuter l'interlocutoire, il suffit qu'elle eût consenti à ce que l'ordonnance n'y fût pas apposée, pour qu'on pût l'y contraindre. Nous ne le pensons pas, parce qu'aucune exécution ne peut être forcée sans l'autorité du magistrat : il résulterait donc seulement de la dispense des formes de justice exprimée dans le compromis, que la partie qui aurait exécuté l'interlocutoire ne pourrait, comme l'a décidé la Cour d'Aix, opposer la nullité du jugement.

3366. *De ce que l'art. 1021 porte que les arbitres ne peuvent connaître de l'exécution de leurs jugemens, s'ensuit-il qu'ils ne puissent recevoir un serment qu'ils auraient ordonné de prêter, ou une caution qu'ils auraient ordonné de fournir?*

Le serment supplétoire ou décisoire n'est point une exécution du jugement arbitral, mais une condition à l'accomplissement de laquelle sont subordonnés les effets des condamnations que ce jugement prononce.

Les arbitres n'ont véritablement terminé leur mission que lorsqu'ils ont décerné acte de prestation de serment : ils peuvent donc recevoir le serment. On pourrait, à la vérité, opposer l'art. 121, qui veut que le serment soit fait à l'audience, pour que la présence du public et

encore bien que le tribunal ne leur ait demandé qu'un rapport, et se soit réservé le droit de prononcer ultérieurement. — (Paris, 5 juin 1810, *Sirey*, tom. 14, pag. 141.)

des magistrats retienne celui qui ne craindrait pas peut-être de se parjurer dans une maison privée.

Mais, d'un côté, la loi n'a point interdit aux arbitres de recevoir le serment ; de l'autre, l'article 120 suppose que le jugement a été rendu par des juges, et autrefois on ne faisait pas de difficultés sur le droit que les arbitres avaient de le recevoir. — (Voyez *Boucher*, n° 268, pag. 149.)

Quant à la caution, nous pensons que les arbitres qui ont ordonné qu'elle serait fournie ne peuvent procéder à sa réception, parce qu'il intervient un tiers étranger à la compromission, et qu'il peut s'élever sur l'admission de cette caution des contestations qui ne sont point aussi la matière du compromis.

ART. 1022. Les jugemens arbitraux ne pourront, en aucun cas, être opposés à des tiers (1).

C. C., art. 1165 et suiv.

DCXII. La loi fait ici l'application aux jugemens des arbitres de ce principe de tous les temps, que les jugemens n'ont autorité de chose jugée qu'à l'égard des parties entre lesquelles ils ont été rendus ; *res judicata jura non facit, quia res inter alios acta, vel judicata, aliis non nocet.* — (Cod., tit. 60, lib. 7, ff. loi 1, de except. rei judic., et argum. de l'art. 1351 du Code civ. ; voir voy. la question suiv.)

3367. *Résulte-t-il de cette disposition, d'après laquelle les jugemens arbitraux ne peuvent, en aucun cas, être opposés à des tiers, que ces derniers, si on les opposait, n'aient pas besoin de se pourvoir contre par tierce opposition?*

Tous les auteurs maintiennent l'affirmative de cette question, comme nous l'avons fait, n° 3069 de l'Analyse, notwithstanding les arrêts de la Cour de cassation qui, avant la publication du Code de procédure, avaient décidé le contraire.

Le motif de cette opinion est fondé sur ce que les juges qui ont rendu la décision arbitrale, sont du choix des parties entre lesquelles la contestation a existé. Or, en ne peut, puisque, d'après l'art. 475, la tierce opposition doit être portée devant ceux qui ont rendu le jugement attaqué, forcer des tiers à recevoir pour juges des personnes qu'ils n'entendent point avoir pour arbitres.

Cette solution s'applique même aux jugemens rendus en matière de société commerciale, encore bien que les arbitres institués en pareille

(1) JURISPRUDENCE.

Un jugement arbitral qui déclare la vente simulée, ne peut être regardé comme un commencement de preuve suffisant pour faire admettre la preuve testimoniale de la simulation, à l'égard des tiers qui n'ont pas été parties dans ce jugement. — (Cassat., 8 janvier 1817.)

matière aient une juridiction légale et parallèle à celle des tribunaux de commerce; car cette juridiction est momentanée et cesse par l'accomplissement du mandat conféré aux arbitres, tandis que celle des tribunaux de commerce est actuelle, permanente et n'a point de terme prévu à sa durée.

D'ailleurs, comme le remarque M. Nerson, pag. 103, ne pourrait-il pas arriver qu'au moment où le jugement arbitral serait attaqué par voie de tierce opposition, il y eût quelque empêchement physique de la part d'un ou de plusieurs des arbitres qui l'auraient prononcé, de procéder sur ce pourvoi? Celui qui l'aurait formé serait autorisé à provoquer la nomination de nouveaux arbitres; mais alors il y aurait violation de la loi, qui veut que la tierce opposition soit portée devant les juges qui ont rendu le jugement attaqué.

Dit-on qu'en tous les cas, la tierce opposition pourrait être portée devant le tribunal qui eût connu de la contestation, s'il n'y avait pas eu d'arbitrage, soit volontaire, soit forcé. Ce serait violer l'art. 1022, en ce qu'il dispose qu'en *aucun cas*, un jugement arbitral ne peut être opposé à des tiers, et, d'un autre côté, aucune disposition du Code de procédure ne porte, comme l'art. 1026, à l'égard de la requête civile, que la tierce opposition sera portée devant le tribunal qui eût été compétent pour connaître de l'appel.

Il suit de là, à notre avis, que le tiers contre lequel on entendrait se prévaloir d'une décision arbitrale, n'a point besoin de l'attaquer et d'en discuter le mérite en ce qui l'intéresse : il suffit, soit qu'il se pourvoie par action principale, à l'effet de faire juger qu'elle ne peut lui être opposée, soit qu'il procède par exception des conclusions à cet effet, s'il était assigné à fin de condamnation à exécuter ce dernier jugement, qu'il arrête cette exécution par une déclaration sur tout acte qui lui serait confié à cette fin.

Aussi, non-seulement un tiers n'est pas obligé à se pourvoir par tierce opposition, contre un jugement arbitral, mais il n'y serait pas recevable, de même qu'il ne le serait pas, comme l'a jugé la Cour d'Aix, par arrêt du 3 février 1817, à la se pourvoir par opposition à l'ordonnance d'exécution, afin de faire prononcer la nullité d'une semblable décision. — (Voy. Sirry, tom. 15, pag. 415, Dalloz, tom. 2, pag. 438.)

3368. *Les jugemens arbitraux ne peuvent-ils pas être opposés à des tiers sous le rapport qu'ils produiraient hypothèque?*

D'après l'art. 2123 du Code civil, ces jugemens confèrent hypothèque lorsqu'ils sont revêtus de l'ordonnance d'exécution. Sous ce rapport, ils peuvent être opposés à des tiers, à raison de l'inscription prise par ceux qui les auraient obtenus.

3369. *Le compromis et le jugement arbitral produisent-ils des effets par rapport aux codébi-*

teurs solidaires ou à des cautions qui n'y ont pas été parties?

Non, disent les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 400, une sentence arbitrale ne pourrait jamais être opposée aux codébiteurs du débiteur condamné ni à la caution. Cette réponse nous paraît fondée sur le principe posé dans l'art. 1165 du Code civil, que les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes; or, le jugement arbitral n'est rendu que par suite de la convention des commissaires.

Néanmoins, les auteurs du Praticien estiment que le compromis interromprait la prescription à l'égard de tous; ils citent à l'appui de cette opinion les articles 1206, 2249 et 2250 du Code civil, et conséquemment assimilent le compromis aux *poursuites et interpellations judiciaires* auxquelles ces trois articles attachent l'effet d'interrompre la prescription; et en effet, le compromis constitue véritablement une poursuite de la part du créancier, et remplace l'interpellation judiciaire qu'il aurait faite en donnant citation.

Ces mêmes auteurs ajoutent avec raison que si le débiteur obtenait gain de cause par le jugement arbitral, et que la dette fût déclarée acquittée, ses codébiteurs et ses cautions seraient aussi libérés, d'après les art. 1108, 1281, 1287, 1365 et 2036 du Code civil.

Art. 1023. L'appel des jugemens arbitraux sera porté, savoir : devant les tribunaux de première instance, pour les matières qui, s'il n'y eût point eu d'arbitrages, eussent été, soit en premier, soit en dernier ressort, de la compétence des juges de paix; et devant les cours d'appel, pour les matières qui eussent été, soit en premier, soit en dernier ressort, de la compétence des tribunaux de première instance.

Édit de François I, du mois d'août 1560. — C. de F., art. 155, 419, 457 et 471, 1010, 1026, 1028, *in fine*.

3370. *En quel tribunal serait porté l'appel d'une sentence arbitrale, si l'affaire était de la compétence d'un conseil de prud'hommes?*

L'appel serait porté devant le tribunal de commerce, puisque l'art. 27 du décret du 11 juin 1809, contenant règlement sur les conseils de prud'hommes, porte que les jugemens qu'ils rendent sont sujets à l'appel devant ce tribunal.

Les parties peuvent stipuler que l'appel sera porté à tel tribunal qu'elles jugent convenable de choisir, pourvu toutefois qu'il fût compétent, à raison de la matière et de la valeur litigieuse, comme juge d'appel. Ainsi, dans un compromis sur une matière excédant 1,000 fr., on ne pourrait convenir que l'appel serait décerné à des juges

d'arrondissement. — (Turin, 9 juillet 1808, *Sirey*, tom. 12, pag. 413.)

ART. 1024. Les règles sur l'exécution provisoire des jugemens des tribunaux sont applicables aux jugemens arbitraux (1).

Voy. art. 135, 157 457 et 458.

ART. 1025. Si l'appel est rejeté, l'appelant sera condamné à la même amende que s'il s'agissait d'un jugement des tribunaux ordinaires.

Voy. art. 471.

ART. 1026. La requête civile pourra être prise contre les jugemens arbitraux, dans les délais, formes et cas ci-devant désignés pour les jugemens des tribunaux ordinaires.

Elle sera portée devant le tribunal qui eût été compétent pour connaître de l'appel.

Voy. *suprà*, titre de la requête civile, et particulièrement les articles 480, 485, 492, 493, 494, 495, 499 et 500; voy. aussi les art. 1023 et 1028, *in fine*.

ART. 1027. Ne pourront cependant être proposées pour ouvertures,

1°. L'inobservation des formes ordinaires, si les parties n'en étaient autrement convenues, ainsi qu'il est dit en l'art. 1009.

2°. S'il a été prononcé sur choses non demandées, sauf à se pourvoir en nullité, suivant l'article ci-après (2).

C. de P., art. 480, 1009 et 1028.

3371. Ces mots de l'art. 1027, SANS A SE POURVOIR EN NULLITÉ, SUIVANT L'ARTICLE CI-APRÈS, s'appliquent-ils tant à l'inobservation des formes ordinaires qu'au cas où il aurait été prononcé sur choses non demandées, en sorte que l'on puisse se pourvoir en nullité dans l'un et l'autre cas?

Il faut répondre, d'après un arrêt de la Cour de cassation, rapporté par Denevers, 1810,

(1) JURISPRUDENCE.

En matière d'assurances, et sous le Code de procédure civile, les sentences arbitrales peuvent être mises provisoirement à exécution, nonobstant l'appel, quoiqu'une exécution provisoire n'ait pas été ordonnée par la sentence. — (Rouen, 5 nov. 1807, *Dalloz*, tom. 2, pag. 442, *Sirey*, 1808, pag. 41; mais voy. *suprà*, n° 3357.)

(2) JURISPRUDENCE.

Les parties peuvent renoncer à la voie de la requête civile. — (Cassat., 18 juin 1816, *Sirey*, tom. 17, pag. 85; voy. *suprà*, sur 1010.)

pag. 559, que l'art. 1027 ne renvoie à l'article 1028 que pour le second cas prévu par le premier, c'est-à-dire pour le moyen résultant de ce qu'il aurait été prononcé sur choses non demandées.

En effet, ce cas est au nombre de ceux nommément désignés dans l'art. 1028; mais le premier, que l'art. 1027 énoncé, celui de l'inobservation des formes ordinaires, ne se trouve pas compris parmi ceux indiqués par l'art. 1028. Or, le législateur n'aurait pas manqué de le comprendre dans cet article, ou n'y eût pas inséré l'autre, s'il avait entendu que tous les deux donneraient ouverture à requête civile.

On ne peut donc se pourvoir ni par requête civile ni par nullité, pour inobservation des formes ordinaires.

3372. Un jugement arbitral peut-il être attaqué par voie de requête civile, lorsque, dans le compromis, les parties ont déclaré que le jugement à intervenir aurait force de transaction sur procès?

Un arrêt de la Cour de cassation, du 15 thermidor an 11 (*Sirey*, tom. 4, pag. 26), a jugé cette question pour la négative, par le motif que la requête civile n'est point admise contre une transaction.

Mais tout ce que l'on peut affirmer relativement à l'opposition en nullité admise par l'article 1028, nous paraît pouvoir être maintenu relativement à la voie également extraordinaire de la requête civile; et par les motifs exposés sur l'article 1028, n° 3374, nous pensons que la requête civile est recevable dans l'espèce de la question ci-dessus posée.

A plus forte raison le serait-elle, comme nous l'avions dit n° 4625 de notre Traité et Questions, lorsque le compromis eût institué des amiables compositeurs, sans exprimer que leur décision eaudrait comme transaction sur procès.

3373. La solution de la précédente question s'applique-t-elle au jugement rendu en matière d'arbitrage forcé?

Les auteurs de l'Analyse raisonnée du Code de commerce, MM. Montgalti et Germain, pag. 82, estiment que les parties ne peuvent, comme en arbitrage volontaire, se pourvoir par voie de requête civile. « On conçoit, disent-ils, que ce recours serait impraticable dans les contestations qui ont pour objet les comptes et la liquidation d'une société de commerce. » Et ils ajoutent : « Qu'a voulu le législateur, en saisissant les arbitres seuls de la connaissance de toutes contestations commerciales? Il a voulu éviter la longueur des contestations et les frais qui en résultent. Assurément il n'eût pas atteint son but, si, contre la décision des arbitres, il avait ouvert aux parties la voie de la requête civile, qui nécessite des formes assez compliquées et des délais assez longs. »

M. Merson, pag. 106, rejette aussi la voie de la requête civile contre un jugement rendu

par des arbitres forcés, et il se fonde sur ce que, d'après l'opinion de M. Lucré et un arrêt de la Cour de Rennes, du 25 juillet 1810, dont nous parlerons bientôt, n° 3375, il faut décider que l'art. 52 du Code de commerce est limitatif des voies à prendre contre les jugemens, et que ces voies ne sont autres que l'appel et le pourvoi en cassation.

Le motif de la décision des auteurs de l'Analyse raisonnée nous touche peu. Ce n'est pas la considération de l'économie du temps et des frais qui nous semble devoir conduire à la solution de la question. Celui de M. Nerson est plus important; il s'appuie d'ailleurs de l'opinion que nous émettrons bientôt, n° 3376, que l'opposition en nullité n'est point recevable contre la décision émanée d'arbitres forcés qui n'ont point été institués comme amiables compositeurs. Néanmoins, nous pensons que la requête civile est recevable, puisqu'il a été décidé (voy. ci-dessus, t. 2, p. 251, quest. 1736), que cette voie est ouverte contre les jugemens émanés des tribunaux de commerce. Or, les arbitres forcés sont mis à la place de ces tribunaux: on doit donc leur appliquer toutes les règles relatives aux décisions de ces derniers.

On oppose, il est vrai, la disposition de l'article 52 comme limitative de tout recours à l'appel et à la cassation; mais on répond que la loi n'a point expressément déclaré que les jugemens des tribunaux de commerce seraient susceptibles du recours par la voie de requête civile, et cependant on admet contre eux ce genre de pourvoi. Nulle raison, par conséquent, de le rejeter en matière d'arbitrage forcé.

On oppose encore que l'opposition en nullité n'est pas admise en semblable matière. Mais par quel motif a-t-elle été déclarée inadmissible? Parce qu'elle n'est pas ouverte contre les jugemens des tribunaux de commerce que les arbitres forcés remplacent. La raison pour laquelle cette dernière voie n'est pas recevable contre les décisions de ces arbitres, est donc précisément celle qui doit porter à décider que la requête civile ouverte contre les jugemens des tribunaux de commerce est également admissible contre les décisions arbitrales.

Art. 1028. Il ne sera besoin de se pourvoir par appel ni requête civile dans les cas suivans :

1^o. Si le jugement a été rendu sans compromis, ou hors des termes du compromis;

2^o. S'il l'a été sur compromis nul ou expiré;

3^o. S'il n'a été rendu que par quelques arbitres non autorisés à juger en l'absence des autres;

4^o. S'il l'a été par un tiers sans en avoir conféré avec les arbitres partagés;

5^o. Enfin, s'il a été prononcé sur choses non demandées.

Dans tous ces cas, les parties se pourvoiront par opposition à l'ordonnance d'exécution, devant le tribunal qui l'aura rendue, et demanderont la nullité de l'acte qualifié *jugement arbitral*.

Il ne pourra y avoir recours en cassation, que contre les jugemens des tribunaux, rendus soit sur requête civile, soit sur appel (1) d'un jugement arbitral (2).

Voy. *Suprà*, sur les art. 1003, 1004, 1006, 1010, 1012, 1016, 1017, 1018, 1020, 1021.

(1) Cette disposition ne s'applique point en matière d'*arbitrage forcé*. L'article 52 du Code de commerce réserve expressément le pourvoi en cassation, si la reconocation n'a pas été stipulée.

(2) JURISPRUDENCE.

1^o. La partie non recevable dans l'appel d'une sentence arbitrale peut être néanmoins recevable à l'attaquer par voie de demande en nullité. — (Cassat., 27 mai 1818, *Dalloz*, tom. 2, pag. 460, *Sirey*, tom. 29, pag. 121.)

2^o. Une décision d'arbitres est valable, quoiqu'elle prononce sur une question qui n'a pas été expressément énoncée dans le compromis, si cette question est une dépendance nécessaire de celles qui y sont exprimées. — (Aix, 3 fév. 1817, *Sirey*, tom. 47, pag. 415, *Dalloz*, tom. 2, pag. 458.)

3^o. Il en est de même de l'espèce où les parties ont stipulé une peine dans le cas où elles n'exécuteraient pas le jugement arbitral. Les arbitres peuvent juger, sans excès de pouvoir, les contestations qui s'élèvent sur l'application de cette clause. — (Cassat., 12 juill. 1809, *Dalloz*, tom. 2, pag. 351, *Sirey*, tom. 9, pag. 394.)

4^o. De même les arbitres qui ont reçu des parties le pouvoir de terminer par un seul jugement toutes les contestations énoncées au compromis, n'excèdent pas leur mandat, lorsqu'en jugeant définitivement quelques points de la contestation, ils en interloqu岸ent d'autres. — (Cassat., 11 fév. 1806, *Sirey*, tom. 7, pag. 786, *Dalloz*, tom. 2, pag. 405.) Mais à l'égard de ces chefs interloqués, ils doivent prononcer dans le délai du compromis. — (Voy. *suprà*, sur l'art. 1007, pag. 269, not. 1^o.)

5^o. Le compromis portant pouvoir de statuer sur les difficultés relatives à l'exécution d'un marché, ne confère pas celui de statuer sur la résiliation de ce marché. — (Paris, 29 nov. 1805, *Sirey*, tom. 9, pag. 98, *Dalloz*, tom. 2, pag. 309.)

6^o. De même des arbitres institués pour juger toute contestation entre associés, et pour raison de la société, ne sont pas compétens pour statuer sur la question de savoir si la société réunit ou ne réunit pas les conditions exigées pour sa validité. Ils ne peuvent décider notamment, si la société est ou n'est pas légitime, dans le sens de l'art. 1854 du Code civil, et, à cet égard, leur incompétence est absolue et proposée en tout état de cause. — (Tribes, 5 fév. 1810, *Sirey*, tom. 14, pag. 154, *Dalloz*, tom. 2, pag. 355.)

7^o. L'excès de pouvoir dans la décision arbitrale ne donne pas le droit d'appeler: il n'y a lieu qu'à l'opposition en nullité, conformément à l'art. 1028. — (Rennes, 16 déc. 1808.)

8^o. Les arbitres ne peuvent jamais prononcer eux-mêmes sur l'excès de pouvoir reproché à leur décision.

DCXIII. La loi établit en cet article une différence remarquable entre les jugemens arbitraux et ceux que rendent les tribunaux ordinaires. Ceux-là, comme ceux-ci, peuvent bien être attaqués, dans les cas de droit, par appel ou par requête civile; mais ils ne peuvent l'être par le recours en cassation.

Au lieu de cette voie longue et difficile, notre article en ouvre une courte et facile pour empêcher l'exécution de ces jugemens, quand ils sont rendus sans pouvoir ou par excès de pouvoir.

Les arbitres reçoivent des parties qui les choisissent un véritable mandat; ils doivent en observer les termes avec scrupule. S'ils les excèdent, ce n'est plus comme arbitres qu'ils agissent, c'est en usurpateurs. L'acte qu'ils qualifient jugement est une entreprise téméraire sur l'ordre des juridictions, une violation manifeste du contrat formé entre eux et les parties.

Un tel acte est radicalement nul, et le juge ordinaire a naturellement et légalement l'autorité nécessaire pour en prononcer la nullité. — (Rapp. au Corps législatif.)

3374. *Résulterait-il une fin de non recevoir contre l'opposition en nullité de ce que les parties y auraient renoncé par le compromis?*

Nous avions dit, n° 3073 de notre Analyse, qu'une renonciation faite d'avance à ce genre de pourvoi nous semblait incompatible avec la nature des moyens pour lesquels elle est ouverte, et détruirait le compromis lui-même dans sa substance, puisqu'il en rendrait les effets impossibles; qu'il en serait de même, à notre avis, de la renonciation à la voie de la requête civile: aussi lo lui ne suppose-t-elle la possibilité d'une renonciation à pourvoi contre la sentence arbitrale que relativement à l'appel. (Art. 1010.) En faveur de cette opinion nous ajoutons que, par le compromis, les parties annoncent qu'elles veulent obtenir un jugement arbitral, et qu'il impliquerait qu'elles s'obligeassent à considérer

comme jugement un acte qui n'en a pas les caractères, lorsqu'il est infecté des vices qui ouvrent la voie de nullité.

La Cour de Rennes avait consacré cette décision par un arrêt du 7 juillet 1818, motivé sur ces considérations; mais elle est contredite par celui de la Cour de cassation, du 10 février 1817 (Sirey, tom. 18, pag. 38), dont les considérations portent que si, d'après l'art. 1010, les parties peuvent, lors et depuis le compromis, renoncer à l'appel, elles peuvent aussi nécessairement renoncer à la voie d'opposition ou nullité.

3375. *L'art. 1028 est-il applicable aux jugemens rendus par des arbitres en matière de société commerciale?*

Autrement, l'action en nullité est-elle ouverte contre ces jugemens? Ne peut-on se pourvoir, au contraire, que par la voie d'appel?

M. Locré (coy. *Esprit du Code de comm.*, tom. 1, pag. 222 et 266) semble admettre que l'action en nullité serait ouverte contre ces jugemens.

La Cour de Rennes, par deux arrêts, l'un du 7 avril, l'autre du 25 juillet 1810, a décidé au contraire qu'ils ne pouvaient être attaqués que par la voie d'appel. (Voy. *Journ. des arrêts de cette Cour*, tom. 1, pag. 75 et 336; *Dalloz*, tom. 2, pag. 479, et *Sirey*, 1812, pag. 404.) Les principaux motifs de cette décision sont, 1° que, par la sect. 2 du tit. 3 du liv. 1^{er}, le Code de commerce a établi des formes particulières et spéciales pour les arbitrages en matière de société de commerce; 2° que la législation a tracé entre les arbitrages volontaires et les arbitrages forcés, prescrits par le Code de commerce, une ligne de démarcation telle, que le jugement rendu par les arbitres forcés est considéré comme émané de la juridiction commerciale, qui ne peut s'immiscer, ni par voie de nullité, ni d'aucune autre manière; 3° enfin, que l'article 52 du Code de commerce ne reconnaît que deux manières de se pourvoir contre un jugement arbitral rendu en matière de société, l'appel devant la Cour supérieure, ou le pourvoi en cassation.

Cette décision paraît rentrer parfaitement dans l'opinion émise par M. Merlin (coy. *nov. Rép.*, tom. 12, pag. 170), sur l'art. 52 du Code de commerce, car il considère aussi la sentence des arbitres en matière d'arbitrage forcé comme un jugement qui serait émané du tribunal; or, un tel jugement n'est point sujet à l'action en nullité ouverte par l'art. 1028. — (Voy. en outre le *Comment. de M. Delaporte sur le Code de comm.*, tom. 1, pag. 181, et le *Manuel des négoc.*, de M. Boucher, tom. 1, pag. 175.)

Quoi qu'il en soit, nous avions adopté l'opinion contraire, n° 3074 de notre Analyse, et nous nous fondions,

1° Sur l'arrêt de la Cour de cassation, du 5 novembre 1811 dont nous rapportons les motifs ci-dessous à la note (1);

(1) Voici l'espèce dans laquelle cette décision est

— (Bruxelles, 8 fruct. an 10, *Sirey*, tom. 4, pag. 662.)

9°. Le dire des arbitres qui déclarent avoir vu les pouvoirs en vertu desquels ils ont été nommés, ne fait pas loi par lui-même de l'existence de ces pouvoirs. — (Cassat., 8 frim. an 12, *Sirey*, tom. 4, pag. 662, *Dalloz*, tom. 2, pag. 391.)

10°. Le jugement arbitral, rendu par suite d'une prorogation de pouvoirs, après l'expiration du délai fixé par le compromis, n'est pas nul par cela seul qu'il ne mentionne pas expressément l'acte de prorogation, ni d'ailleurs il est constant que les arbitres en ont eu connaissance. — (Florence, 5 juin 1811, *Sirey*, tom. 14, pag. 84, *Dalloz*, tom. 2, pag. 295.)

11°. On peut se pourvoir par voie de nullité, si la décision arbitrale avait été émise et signée par la majorité des arbitres en l'absence des autres, même après délibération de la part de tous, puisque l'art. 1028 déclare nuls les jugemens rendus par plusieurs arbitres en l'absence des autres, sans y avoir été autorisés. Or, le jugement n'est rendu que lorsque la décision a été signée. — (Cassat., 4 mai 1809, *Sirey*, tom. 9, pag. 257, *Dalloz*, tom. 2, pag. 411.)

2^o. Sur un arrêt de la Cour d'Amiens, du 11 août 1809, qui, comme lui, avait jugé que l'action en nullité était recevable contre les arbitres de commerce. — (Foy. Bibl. du bar., 2^e part., tom. 4, pag. 373);

3^o. Sur l'assertion faite par M. Loaré, *ubi supra*, que l'art. 1028 fut spécialement rappelé dans la discussion du Code de commerce; qu'il fut entendu que cet article pourvoyait au cas où des arbitres auraient jugé sans compromis ou après le compromis expiré, et qu'en conséquence, il était inutile de s'en exprimer dans le Code de commerce;

4^o. Enfin, nous argumentons d'un passage de l'exposé des motifs des sept premiers titres du Code de commerce, par M. Reguault de Saint-Jean-d'Angely (édit. de F. Didot, pag. 14 ou 15), où cet ancien conseiller d'état dit qu'*indépendamment* des dispositions sur les arbitrages portées au Code de procédure civile, la loi commerciale fixe un mode particulier, etc.

Mais la jurisprudence de la Cour de cassation, postérieure à son arrêt du 11 août 1811, a consacré la doctrine que nous avons rejetée, ainsi qu'on en sera convaincu par la discussion de la question suivante. On doit donc tenir pour certain que l'opposition en nullité n'est point ouverte contre les jugemens des arbitres légaux ou forcés, institués en matière de contestation sur une société commerciale, sauf ce qui sera dit ci-après pour le cas où ils n'auraient été institués amiables compositeurs.

3276. L'opposition en nullité est-elle recevable?

intervenue : Un débiteur condamné par les arbitres est emprisonné; il se pourvoit en nullité de cet emprisonnement devant le tribunal de première instance, pour violation des articles 780, 783 et 788; le tribunal rejette ses moyens de nullité; appel à la Cour de Toulouse, qui reconnaît également que les moyens de nullité sont mal fondés, mais qui néanmoins infirme le jugement de première instance et prononce la nullité de l'emprisonnement, sur le motif que les arbitres n'avaient pas le droit de prononcer la contrainte, même en vertu du consentement des parties. Sur le pourvoi en cassation, on oppose que la Cour, qui n'était saisie que de l'appel d'un jugement rendu sur nullité de l'emprisonnement, avait violé l'art. 1028, qui ne permet d'attaquer ou d'annuler un jugement arbitral que par action principale en nullité, d'abord soumise à un tribunal de première instance.

Arrêt ainsi conçu : attendu que, d'après l'art. 1028, lorsqu'un jugement arbitral est rendu hors les termes du compromis, la nullité doit en être demandée par opposition à l'ordonnance d'exécution devant le tribunal qui l'a rendue.....; que, dans le fait, la disposition de la sentence arbitrale portant la contrainte par corps était en dernier ressort (les parties avaient renoncé à l'appel), et n'avait été aucunement attaquée, ni en première instance, ni en appel; que néanmoins la Cour d'appel l'a mise au néant, en annulant l'emprisonnement, sous prétexte que le contrainte était nulle, incompétemment prononcée; qu'en jugeant ainsi, elle a enfreint l'autorité de la chose jugée, interverti l'ordre des juridictions, commis un excès de pouvoir, et par là violé les art. 1550 du Code civil et 1028 du Code de procédure et la loi du 1^{er} mai 1810.

ble contre un jugement rendu par des arbitres de commerce institués comme amiables compositeurs, ou avec pouvoir de statuer en dernier ressort?

La jurisprudence de la Cour de cassation est irrévocablement fixée pour l'affirmative, attendu que sous ce rapport les arbitres sont réputés arbitres volontaires (1) : d'où suit incontestablement que l'opposition en nullité autorisée par l'art. 1028 n'est pas recevable, ainsi que nous l'avons dit sur la question précédente, lorsque les arbitres n'ont pas reçu ce pouvoir discrétionnaire de statuer sans être tenus de suivre et les règles du droit, et les formes judiciaires.

Cette solution s'applique même au cas où il y aurait promesse faite par les parties de regarder la décision arbitrale comme transaction soumise par elles. Une semblable promesse n'ajoutant rien au pouvoir que les arbitres ont reçu de procéder comme amiables compositeurs, et ne pouvant, par conséquent, avoir l'effet d'interdire la voie de nullité à l'égard d'une décision qui serait marquée d'un des vices signalés par l'article 1028, ce motif est d'autant mieux fondé, qu'il faut toujours pouvoir examiner si les arbitres, de quelque pouvoir qu'ils aient été revêtus, ont réellement rempli la mission qui leur a été confiée, et si l'acte qui est présenté comme jugement arbitral en a véritablement le caractère. — (Foy. Foy. du 23 juin 1819 déjà cité à la note.)

3377. Si, toujours en matière de commerce, les arbitres avaient été institués pour prononcer en dernier ressort, y aurait-il lieu, comme dans l'espèce de la précédente question, au pourvoi en nullité?

Non, parce que cette faculté qui leur est donnée de statuer en dernier ressort, ne saurait leur faire perdre la qualité de juges, pour y substituer celle d'arbitres volontaires; or, les arbitres institués en matière de société de commerce, comme tous ceux auxquels en serait forcé par la loi de recourir, ayant ce caractère de juges, donnent à leurs décisions rendues, soit en premier, soit en dernier ressort, l'autorité de jugement ou d'arrêt, contre lesquels la voie de nullité ne peut être admise. — (Cassat., 26 mai 1813, Sirey, tom. 14, pag. 4, Dallos, tom. 2, pag. 479.) (2)

(1) Voy. arrêts des 16 juillet 1817, 6 avril 1818 et 23 juin 1819. — (Sirey, tom. 17, pag. 305, tom. 18, pag. 356, et tom. 30, pag. 35; Dallos, tom. 3, pag. 273, 270 et 426.)

(2) Les arrêts cités, tant sur cette question que sur la précédente, prouvent incontestablement l'opinion ci-dessus émise, n^o 3356, que la voie de nullité n'est admise contre les sentences arbitrales rendues en matière d'arbitrage forcé, qu'autant que les arbitres en sont été institués amiables compositeurs.

Il est presque superflu de faire observer que, dans une contestation entre associés commerçans ayant compromis pour objets relatifs à leur négoce, mais étrangers à une société de commerce, l'arbitrage doit être considéré comme purement volontaire; qu'en

3378. *La décision qui annule un jugement arbitral peut-elle donner ouverture à cassation ?*

L'arrêt déjà cité, du 23 juin 1819, décide la contraire dans une espèce où l'opposition était fondée sur ce que la décision eût été rendue hors des termes du compromis. On a considéré que cette décision, qui annulait la sentence arbitrale, n'avait été prononcée que par suite de l'examen des faits dont l'appréciation appartient aux juges saisis de l'opposition en nullité. On sent bien que cette décision peut s'appliquer, suivant les circonstances, à la plupart des causes d'ouverture à opposition, exprimées dans l'art. 1028, et par exemple, dans les cas prévus aux §§ 4 et 5 de ce même article, où presque toujours la décision à rendre sur l'opposition dépend d'une appréciation de faits.

3379. *L'opposition en nullité contre la décision émanée d'arbitres amiables compositeurs, en matière de commerce, doit-elle être portée devant le juge de commerce ou devant le tribunal de première instance ?*

La Cour de Poitiers, par arrêt déjà cité, du 13 mars 1818, a décidé que l'opposition devait être jugée par le tribunal de commerce; mais cette décision est fondée sur cette circonstance particulière, que l'ordonnance d'exécution avait été apposée par le président de ce tribunal; ce qui ne permettoit pas, d'après la dernière disposition de l'art. 1028, de porter le pourvoi devant un autre juge. La Cour de Gênes, dans le système par elle adhérent, que toute décision d'arbitres, en matières de société commerciale, était sujette au pourvoi, a jugé que le tribunal de commerce était seul compétent. Nous croyons comme elle que, si l'opposition était admise contre toute décision d'arbitres, en matière de société, elle devrait, en effet, être portée devant ce tribunal, puisque c'est à son président qu'il appartenait d'apposer l'ordonnance (voy. *supra*, n° 1900); mais puisque ce pourvoi n'est recevable que par exception, dans le cas où les arbitres sont amiables compositeurs, et sous ce rapport, arbitres volontaires, l'arrêt du Gênes cesse de pouvoir être pris en considération : d'où suit rigoureusement que le jugement de l'opposition contre la décision de ces arbitres appartient au tribunal civil, dont le président doit apposer l'ordonnance d'exécution. — (Voy. encore *supra*, n° 1900.)

L'arrêt de Poitiers ne contredit point cette solution, puisqu'il n'a pour motif que la circonstance de fait que l'ordonnance avait été apposée par le président du tribunal de commerce.

Ainsi, en thèse générale, le tribunal civil connaît de l'opposition à la décision rendue par des amiables compositeurs, en matière de société de commerce; mais, d'après l'arrêt de Poitiers, ce

serait au tribunal de commerce, si l'ordonnance d'exécution avait été apposée par son président.

Cela posé, pour éviter l'application de cet arrêt, il conviendrait de requérir cette ordonnance du président du tribunal civil, et si, mal à propos, on s'est adressé à celui du tribunal de commerce, on doit préalablement se pourvoir pour incompetence dans la forme indiquée *supra*, pag. 295, not. 4°, et ensuite former l'opposition en nullité devant le tribunal civil.

3380. *Y a-t-il lieu à règlement de juges, lorsqu'une partie, devant le tribunal de commerce, s'est opposée à l'ordonnance d'exécution rendue par des arbitres forcés, tandis que l'autre partie s'est pourvue devant le tribunal civil pour l'exécution de cette même ordonnance, en faisant des offres et n'assignant en validité ?*

Un arrêt de la Cour de Paris, du 23 octobre 1812 (voy. *Sirey*, tom. 14, pag. 346), avait décidé cette question pour l'affirmative, en déclarant qu'on devait renvoyer devant le tribunal de commerce ces deux contestations connexes, puisque c'est le président de ce tribunal qui rend la décision des arbitres exécutoire.

Mais puisqu'il est constant aujourd'hui (voy. ci-dessus quest. 3376°) que l'opposition en nullité ne serait pas admise dans l'espèce où les arbitres ne sont pas institués comme amiables compositeurs, il s'ensuit qu'il n'y aurait pas matière à règlement de juges, dès-lors que l'une des actions, sur laquelle on en établissait la nécessité, ne procéderait pas valablement.

3381. *Est-il un délai passé lequel on ne peut se pourvoir en nullité ?*

Non, puisque la loi n'en a pas fixé. On ne saurait, en effet, comme l'observe M. Pignau, tom. 1, pag. 32, appliquer le délai porté en l'art. 162, parce que la disposition qui détermine ce délai étant rigoureuse, elle ne doit pas être étendue à un cas qu'elle n'exprime pas.

Ainsi, l'on pourrait se pourvoir jusqu'à l'exécution de l'acte arbitral. C'est aussi ce qu'a jugé la Cour de Rennes, par arrêt du 11 janvier 1809.

Ainsi encore, l'opposition pourrait être formée lors de l'exécution, sur les procès-verbaux de saisie ou d'emprisonnement, ou, enfin, lors de tout autre acte d'exécution.

3382. *Lorsqu'une partie s'est pourvue par voie de nullité contre l'acte qualifié SUREMENT ARBITRAL, le délai d'appel ne court-il contre cet acte que du jour où il a été reconnu jugement arbitral, par l'effet du rejet des moyens de nullité prononcé par le tribunal saisi de l'action en nullité ?*

On dit, pour l'affirmative de cette question : L'art. 1028, dans sa première disposition, porte qu'il ne sera besoin de se pourvoir par appel ni requête civile, dans les cas qu'il détermine.

Dans la seconde disposition, il s'exprime en ces termes impératifs : *Dans tous ces cas, les parties se pourvoiront par opposition à l'ordonnance d'exécution devant le tribunal qui l'aura*

conséquemment, la sentence arbitrale est soumise à opposition, encore que les arbitres eussent été astreints à juger suivant les principes et les règles du droit. — (Voy. M. Merçon, pag. 117.)

rendue, et *demanderont* la nullité de l'acte qualifié *jugement arbitral*.

Or, appeler de la décision arbitrale avant d'avoir formé l'action en nullité, c'est évidemment reconnaître qu'elle a le caractère de jugement, et se rendre non recevable à former désormais cette action.

Se pourvoir par appel après l'avoir formée, c'est renoncer à la poursuivre : les délais d'appel ne peuvent donc courir que du jour où l'action en nullité ayant été rejetée, l'acte arbitral a reçu le caractère de jugement.

Ainsi seulement commencent à courir les délais de l'appel de ce même jugement, si toutefois l'on n'acquiesce pas à celui qui a prononcé sur la nullité ; car, s'il était entrepris lui-même par voie d'appel, ils seraient encore suspendus pendant l'instance.

Dira-t-on qu'on peut, en appel, faire valoir tout à la fois les moyens de nullité et les griefs au fond, parce que la loi, en disant qu'il n'est *besoin de sa pourvoir par appel*, n'exclut point cette voie, et laisse aux parties le choix de se pourvoir directement de la sorte ?

On répondrait que les termes impératifs de la seconde disposition de l'art. 1028 annoncent que l'action en nullité est une action principale qui doit subir deux degrés de juridiction, et qui, conséquemment, ne peut être soumise à des juges d'appel, puisqu'ils prononceraient en premier et dernier ressort ; qu'il y aurait d'ailleurs contradiction à soutenir en même temps qu'un acte arbitral n'est pas *jugement*, et à l'attaquer comme *jugement*.

On argumenterait enfin de l'arrêt de la Cour de cassation, du 5 novembre 1811, déjà cité sur les quest. 3335^e et 3375^e, et qui décide qu'il y avait violation de la loi du 1^{er} mai 1790, suivant laquelle une action principale ne peut être soumise à une Cour d'appel qu'après l'avoir été à un tribunal de première instance, lorsqu'une Cour avait prononcé sur un moyen de nullité d'acte arbitral, sans que cet acte eût été préalablement attaqué en première instance. — (Voy. *Prat.*, tom. 5, pag. 417 et 418.)

Et en effet, autre chose est la contestation qui s'élève sur le caractère de l'acte arbitral ; autre chose, celle qui concerne le bien ou mal jugé de cet acte, lorsqu'il est reconnu qu'il a celui de jugement.

Dans le premier cas, une voie particulière et spéciale est ouverte.

Dans le second, on doit prendre les voies ordinaires d'attaquer les jugements ; mais il est évident qu'on ne peut revenir à ces voies qu'autant que l'acte est déclaré *jugement* : donc les délais de l'appel, qui est la voie ordinaire d'attaquer un jugement, ne peuvent courir lorsque l'acte arbitral n'a pas été reconnu tel.

Nous répondrons que l'art. 443, qui a fixé le délai dans lequel l'appel est recevable, n'admet aucune exception.

Maintenant deux voies sont ouvertes pour atta-

quer un jugement arbitral : veut-on refuser à la décision des arbitres le nom et le caractère de jugement ? L'opposition doit être formée aux termes de l'art. 1028.

A-t-on, en supposant que ces moyens de nullité ne fussent pas être proposés ou admis, des griefs à présenter contre le jugement arbitral ? La voie de l'appel, mais dans les délais réglés par l'art. 443, est seule ouverte.

Nous convenons qu'il y a des raisons de décider, comme il a été dit ci-dessus, que l'opposition est *nécessaire* dans les cas prévus par l'article 1028 ; qu'on ne pourrait proposer par appel les moyens de nullité indiqués dans cet article, et qu'on ne peut plaider *cumulativement* par appel les moyens de nullité et les griefs contre le jugement.

Mais s'il faut tenter successivement l'un et l'autre mode de pourvoi, ne sera-ce que lorsqu'un moyen de l'opposition il aura été statué, ou qu'on aura renoncé à plaider sur le point de savoir s'il existe un jugement arbitral, qu'on pourra faire valoir les moyens d'appel ? Nous ne le pensons pas : dès qu'il existe de tels moyens, il faut, à notre avis, exécuter simultanément les art. 443 et 1028.

Une question *préjudicielle* se présente : *Y a-t-il un jugement arbitral ?*

On doit s'agiter tout d'abord cette question au moyen de l'opposition ; mais comme elle peut être résolue contre celui qui la soumet au tribunal, et qu'il lui reste des griefs à proposer contre le *jugement*, si l'acte arbitral acquiescerait ce caractère par le rejet des moyens de nullité, c'est au demandeur qui succombe sur ces moyens : à déclarer, dans les délais de droit, sans se départir de son opposition, et *subsidiativement* seulement, appel du jugement frappé d'opposition.

Veut-on l'anticiper sur son appel ? Il exceptera de la litispendance sur cette question préjudicielle, *existe-t-il un jugement arbitral*, et cette exception *dilatatoire* rendra prématurée la discussion des moyens d'appel.

Argumentera-t-on contre lui, dans l'instance d'opposition, de ce que son appel semble supposer que le jugement existe ? Il répondra que cet appel est, *dans l'état*, une simple mesure de précaution pour échapper, à tout événement, à la déchéance prononcée par l'art. 443.

Enfin, veut-on que l'appel non relevé soit toujours recevable, tant que l'opposition n'aura pas été dirigée contre l'acte arbitral, ou lorsqu'elle aura été rejetée par les tribunaux, ou lorsqu'elle aura été abandonnée.

Dans le premier cas, le délai pour former opposition se prolongeant jusqu'à l'exécution de l'acte arbitral (voy. *quest.* 3381^e), le délai de l'appel sera donc indéfini.

Dans le second cas, sera-ce par le délai de trois mois à courir du jugement de rejet de l'opposition ou de la signification du jugement, que se prescrira la faculté d'être appelant ?

Dans le troisième, quand l'abandon sera-t-il certain et suffisamment connu, à l'effet de faire commencer à courir le délai de l'appel ?....

Mieux vaut donc exécuter simultanément les art. 443 et 1028, et en cela on agira avec d'autant plus de prudence que, par arrêt du 27 février 1817 (voy. Dalloz, tom. 2, pag. 475), la Cour royale de Rennes a très-expressément décidé que les parties ayant la faculté de proposer, soit par appel, soit par voie d'opposition, les moyens de nullité contre un jugement arbitral, si l'ensuivait que celles qui ont joint dans un acte d'appel les moyens du fond et ceux de nullité, se sont rendues non recevables à demander qu'il soit sursis à l'appel jusqu'à ce que le jugement ait été rendu sur les moyens de nullité par le juge compétent, suivant l'art. 1028.

3383. *Un acte qualifié récemment arbitral est-il nul pour le tout, par cela seul que les arbitres ont jugé hors des termes du compromis sur quelques-uns des points qui leur avaient été soumis ?*

Cette question a été résolue pour l'affirmative, par arrêt de la Cour de Caen, du 2 juillet 1810 (voy. Sirey, tom. 11, DD., pag. 209; Dalloz, tom. 2, pag. 440), et par arrêt de la Cour de Rennes, du 14 avril 1812, par le motif que l'article 1028 porte que, dans les cas qu'il spécifie, les parties demanderaient la nullité de l'acte qualifié jugement arbitral; expressions qui embrassent l'acte dans sa totalité, et non dans une partie seulement.

Il existe, à la vérité, un arrêt de la Cour de cassation, du 31 mai 1809 (voy. Sirey, tom. 9, pag. 353; Dalloz, tom. 2, pag. 416), qui a décidé que lorsqu'un jugement arbitral comprend des décisions distinctes sur des objets différens, dont l'un est dans les termes, l'autre hors des termes du compromis, la nullité ne s'applique qu'à la décision vicieuse d'excès de pouvoir.

Mais il faut remarquer que cet arrêt se rapporte à un jugement arbitral rendu sous l'empire de la loi du 24 août 1790, c'est-à-dire, ainsi que la Cour suprême l'exprime dans ses considérans, à une époque où il n'y avait aucune loi qui défendit aux juges d'ordonner l'exécution des dispositions qu'ils trouvaient conformes au compromis souscrit par les parties, après avoir annulé ou retranché celles qui contenaient un excès de pouvoir.

Ainsi la Cour, en déclarant, dans les mêmes considérans, que les indications qu'on pourrait tirer de l'art. 1028 du Code de procédure, pour soutenir que la division des décisions ne pouvait avoir lieu, n'avaient pas d'application à l'espèce, paraît avoir reconnu que l'on devrait prononcer autrement aujourd'hui : d'où suit que l'arrêt précité, loin de contrarier la décision des Cours de Caen et de Rennes, paraît l'avoir adoptée d'avance.

Vainement encore opposerait-on que la division des décisions a toujours été autorisée à l'égard des jugemens rendus par les tribunaux de justice.

Nous n'entendons point contester cette assertion; mais nous ne nous en tiendrons pas moins au texte de la loi, qui fait évidemment exception à l'égard des décisions arbitrales, puisqu'il prononce, non pas l'annulation de celles des dispositions contre lesquelles seulement porterait les moyens énoncés dans l'art. 1028, mais l'annulation de l'acte qualifié jugement arbitral : d'où résulte évidemment qu'il suffit qu'une disposition soit vicieuse pour qu'il n'y ait pas de jugement arbitral, et, par suite de conséquences, pour qu'aucune des autres dispositions de ce jugement ne puisse subsister.

3384. *L'action en nullité peut-elle être formée par acte d'avoué à avoué, lorsque le jugement arbitral, recu de l'ordonnance du président, a été signifié avec constitution d'avoué ?*

M. Pigeau, tom. 1, pag. 32, dit bien que l'on peut, sans être tenu d'observer le délai fixé pour l'opposition par l'art. 162, arrêter l'exécution, conformément à cet article, en déclarant, sur les commandemens ou procès-verbaux de saisie, qu'on entend se pourvoir par voie de nullité; mais loin d'en conclure que l'opposition puisse être signifiée par acte à l'avoué constitué par ces commandemens ou procès-verbaux, il dit qu'il faut assigner ensuite; ce qui suppose un exploit à partie.

La Cour de Rennes s'est prononcée d'une manière encore plus formelle en jugeant, par arrêt du 13 mai 1812, dans une espèce où l'opposition en nullité avait été signifiée à un avoué constitué dans l'exploit de signification de ce jugement, que cette opposition n'était pas recevable, parce qu'elle devait être formée par exploit d'ajournement, comme introductive d'une instance nouvelle, l'ordonnance d'exécution ne pouvant être assimilée à un jugement par défaut, qui suppose une instance liée entre deux ou plusieurs parties.

3385. *Si on déclarait s'opposer au jugement arbitral lui-même, au lieu de déclarer s'opposer à l'ordonnance, l'opposition serait-elle nulle ?*

La Cour de Rome, par arrêt du 5 octobre 1810 (Sirey, tom. 5, pag. 465; Dalloz, tom. 2, pag. 445) a jugé la négative, attendu que la loi ne prescrit point d'expressions sacramentelles, et que s'opposer à la sentence arbitrale, c'est s'opposer à l'ordonnance qui ne fait qu'un même acte avec elle.

3386. *L'opposition à l'ordonnance d'exécution d'un jugement arbitral rendu en dernier ressort est-elle suspensive de cette exécution ?*

La Cour de Paris, par arrêt du 14 septembre 1808 (voy. Sirey, tom. 8, pag. 283; Dalloz, tom. 2, pag. 443), avait résolu négativement cette question, attendu que la demande en nullité s'identifiant avec l'opposition à l'ordonnance d'exécution, est, comme la requête civile, une voie extraordinaire qui fait suspendre un jugement arbitral rendu en dernier ressort.

Mais ces considérations n'ont pas empêché la Cour de Bruxelles de décider autrement, par

arrêté du 4 mai 1809. — (Sirey, tom. 9, pag. 237; Dallos, tom. 2, pag. 443.)

Elle a considéré,

1^o. Que l'art. 1028 renfermait deux dispositions distinctes dans les cinq exceptions qu'il prescrit; l'une par laquelle la loi autorise celui qui se trouve ou croit se trouver dans l'une des cinq exceptions, à se pourvoir par opposition à l'ordonnance d'exécution, et l'autre à demander la nullité de l'acte qualifié jugement arbitral;

2^o. Que si la seule demande en nullité ne doit pas plus suspendre l'exécution que la requête civile, il faut en conclure que la loi y adjoignant l'opposition à l'ordonnance d'exécution, a voulu que l'exécution fût suspendue; sans quoi elle n'aurait rien voulu en prescrivant cette opposition, vu que sans cela la demande en nullité aurait suffi.

Enfin, la Cour de Rome, par l'arrêt cité sur la précédente question, a décidé, comme la Cour de Bruxelles, que l'opposition était suspensive. Elle s'est fondée sur l'art. 159, qui veut que l'opposition, régulièrement formée à un jugement par défaut, en suspende l'exécution.

Or, la loi, dit cette Cour, n'est pas limitative, et doit recevoir son application au cas de l'opposition formée, en vertu de l'art. 1028, à l'ordonnance d'exécution apposée au pied d'une décision arbitrale, avec d'autant plus de raison qu'il s'agit alors non pas d'un jugement, mais d'une simple ordonnance, qui se délivre sans que la partie intéressée ait été appelée.

Nous pensons, comme la Cour de Paris, que l'opposition à l'ordonnance d'exécution s'identifie avec l'action en nullité, puisque l'art. 1028 porte que les parties se pourvoient par cette opposition devant le tribunal qui aura rendu l'ordonnance. Or, le pourvoi constitue l'action.

S'il est ajouté que les parties demandent la nullité, c'est uniquement pour indiquer l'objet du pourvoi; en un mot, le mode de pourvoi est une opposition à l'ordonnance d'exécution; la fin du pourvoi est la nullité de l'acte arbitral; donc l'opposition à l'ordonnance et l'action en nullité sont inséparables; donc les motifs de la Cour de Bruxelles doivent être écartés.

Quant à ceux de la Cour de Rome, ils le sont, à votre avis, par les raisons exposées sur la quest. 3384^e; l'ordonnance d'exécution ne peut, en effet, être assimilée à un jugement par défaut, puisqu'elle est rendue *paries non appelées*.

Mais concluons-nous de ces observations que l'opposition à l'ordonnance, ou l'action en nullité, qui est la même chose, ne soit pas suspensive de l'exécution de l'acte arbitral? La Cour de Paris se prononce pour l'affirmative, parce que cette opposition au action est, comme la requête civile, une voie extraordinaire. Nous répondons que toute opposition est de sa nature suspensive, et qu'il faut pour qu'elle ne le soit pas, que la loi l'ait exprimé, comme elle l'a fait dans l'art. 135, pour les jugements par défaut; que si la requête civile, le pourvoi en cassation, ne

suspendent pas l'exécution, c'est encore parce que la loi l'a dit. (Voyez, pour la requête civile, le Code de procédure, art. 497, et pour la cassation, loi du 1^{er} décembre 1790, art. 16, et le nous. Répert., au mot cassation, § 6, n^o 5.) Mais on ne trouvera nulle part une disposition législative qui autorise des actes arbitraux, nonobstant l'opposition ou l'action en nullité; il faut donc ici revenir aux principes du droit commun; car ce n'est pas par induction que l'on peut décider en faveur de l'exécution d'un acte attaqué, et surtout, comme dans notre espèce, d'un acte attaqué dans sa substance.

Nous conviendrons que M. le tribun Mallarmé (voy. édit. de F. Didot, p. 370) assimile l'action en nullité au pourvoi en cassation, en disant qu'au lieu de cette voie longue et difficile, la loi en ouvre une courte et facile, qui est l'action en nullité. (Voy. le comment. de l'art., pag. 238.) Mais il faut remarquer que cette voie est ouverte aux parties pour empêcher l'exécution des jugements arbitraux, quand ils ont été rendus sans pouvoir ni par excès de pouvoir. M. Pigeau, tom. 1, pag. 32, dit aussi que l'opposition peut se former avant l'exécution, pour en prévenir les effets.

Il nous semble enfin que le législateur, en qualifiant, par ces expressions, *opposition à l'ordonnance d'exécution*, l'action en nullité de l'acte arbitral, a formellement exprimé l'intention que cette action fût suspensive. Que serait-ce en effet qu'une opposition à une ordonnance d'exécution, qui ne pourrait ni prévenir, ni arrêter cette exécution? Ce serait un acte insignifiant et évidemment mal qualifié.

C'est par ces motifs, et non par ceux exprimés dans les considérans de la Cour de Paris, que nous croyons devoir résoudre comme elle l'a fait la question controversée que nous venons de discuter (1).

3387. Quelle serait la voie de se pourvoir contre une sentence rendue en matière d'arbitrage volontaire, sans avoir entendu les parties ou sans qu'elles aient été mises à portée de l'être ou de fournir leurs moyens et pièces?

Il est sans doute de l'essence de tous les jugemens, même de ceux qui sont rendus par des arbitres volontaires ou forcés, que la décision ne soit prononcée qu'après audition des parties, ou du moins après qu'elles ont été mises à portée d'être entendues ou dûment appelées. L'observation de cette règle donnait lieu à cassation avant la publication du Code de procédure. — (Voy. Cassation, 7 brumaire an 13, Sirey, tom. 17, 2^e part., pag. 787.)

Mais aujourd'hui que ce pourvoi n'est plus

(1) Nous ajouterons que l'arrêt du 9 novembre 1819 (Dallos, tom. 2, pag. 444, Sirey, tom. 13, pag. 315) confirme cette décision par le motif que l'action donnée par l'article 1028 ayant pour objet d'établir que les arbitres ont jugé au-delà des pouvoirs reçus des parties, leur décision ne peut avoir la prerogative de l'exécution provisoire.

admis d'après la dernière disposition de l'article 1028, à l'égard des arbitres volontaires (*Cassation*, 18 décembre 1810, *Sirey*, t. 11, p. 86), sera-ce par la voie de l'opposition en nullité qu'on devra se pourvoir ?

La Cour de cassation a décidé le contraire par arrêt du 17 octobre 1810 (*Sirey*, tom. 11, pag. 57, *Dalloz*, tom. 2, pag. 459), dans une espèce où les arbitres avaient condamné une des parties à payer le reliquat d'un compte, sans qu'il en eût été donné communication et sans qu'elle eût été sommée de le discuter.

Il résulte aussi de ce même arrêt et du texte de l'art. 1027, que la requête civile serait également non recevable, en sorte que dans le cas de renouciation à l'appel, nul pourvoi n'est admis dans les circonstances dont il s'agit.

Ainsi, comme l'observe M. Coffinières en rapportant cet arrêt (*Journ. des avoués*, tom. 3, pag. 7), ceux qui confient à des arbitres la décision souveraine de leurs différends, doivent se tenir en garde contre toute surprise dont l'effet peut souvent être irréparable; ils ne doivent pas oublier que la fixation d'un délai pour la prononciation du jugement les oblige à produire leurs moyens dans le même délai; qu'enfin, dès que le demandeur a pris ses conclusions, le défendeur, comme l'a encore décidé l'arrêt ci-dessus du 5 novembre, n'a pas besoin, pour produire ses exceptions et ses moyens, qu'il en soit sommé par son adversaire.

3388. *Pourrait-on se pourvoir par voie d'opposition, si le tiers arbitre ne s'était pas conformé à l'avis des autres arbitres ?*

Oui, dit avec raison M. Pigeau, t. 1, p. 33; car lorsque les parties compromettent, elles stipulent tacitement que tous les points non réglés par elles le seront par la loi sur le compromis, et que par conséquent le tiers prendra l'avis d'un des premiers arbitres; le tiers juge donc hors des termes du compromis, s'il ne prend l'un de ces avis, et sa décision est nulle.

3389. *Peut-on se pourvoir par voie de nullité contre une décision arbitrale illégalement qualifiée en dernier ressort ?*

Avant la publication du Code de procédure, la Cour de cassation avait prononcé négativement sur cette question, notamment par un arrêt du 30 avril 1806, rapporté par Denevers, 1806, pag. 141, et *Dalloz*, tom. 2, pag. 468.

Mais les auteurs du *Praticien*, tom. 5, pag. 413, et M. Denevers, *ubi supra*, pag. 142, pensent que les art. 453 et 454 du nouveau Code s'opposent à ce que l'on suive aujourd'hui cette jurisprudence.

On peut, à la vérité, suivant l'article 1028 du Code, se pourvoir en nullité contre un jugement

arbitral rendu hors des termes du compromis; or, les arbitres volontaires qui prononcent en dernier ressort, lorsque le compromis ne les autorise à juger qu'à la charge d'appel, excèdent leur pouvoir; leur jugement est rendu hors des termes du compromis: il paraît donc que, dans ce cas, le jugement arbitral pourrait être attaqué en nullité par voie d'action principale.

Mais, aux termes de l'art. 453, les jugemens mal à propos qualifiés en dernier ressort sont sujets à l'appel: la qualification du dernier ressort ne peut donc exclure l'appel de ces jugemens, lorsqu'elle est illégale. D'ailleurs les arbitres, par cette fausse qualification, ont bien moins commis un véritable excès de pouvoir qu'une erreur, et l'on n'aurait aucun intérêt à en demander la nullité pour ce motif, puisque l'appel est autorisé par l'art. 453.

Cette opinion peut s'appuyer en outre de cette considération que l'art. 1010, admettant l'appel dans tous les cas où les parties n'y ont pas renoncé, il s'ensuit que cette voie leur est ouverte, nonobstant l'erreur dans la qualification du jugement arbitral. Telle serait, par exemple, l'espèce d'un arrêt de la Cour de Rennes, du 19 novembre 1810, lequel décide que les parties qui, dans une police d'assurance, sont convenues de terminer, par voie d'arbitrage, les contestations qui pourraient survenir sur son exécution, n'ont point donné pouvoir par cette clause, aux arbitres, de prononcer en dernier ressort, puisqu'elles n'ont pas renoncé formellement à appeler de leur décision.

Mais, si les arbitres avaient eu pouvoir de statuer en dernier ressort, ce pouvoir comprend le fond et l'accessoire, par exemple la condamnation à la contrainte par corps. Ainsi l'on ne pourrait prétendre que la stipulation relative au dernier ressort ne s'applique pas à cette condamnation; et sous le prétexte que le compromis n'est pas porté sur ce chef, et que l'art. 454 admet l'appel dans tous les cas d'incompétence, on ne pourrait prendre cette voie: il faudrait nécessairement recourir à l'opposition en nullité, fondée sur ce que les arbitres eussent prononcé hors des compromis. — (*Cassat.* 5 nov. 1811, *Dalloz*, tom. 2, pag. 357, *Sirey*, tom. 12, pag. 18.) (1)

(1) C'est de cet arrêt, rendu en matière d'arbitrage forcé, et déjà cité *supra*, pag. 303, que nous avons argumenté dans notre Analyse, pour maintenir qu'en cette matière la voie de nullité était admise; mais si la jurisprudence est aujourd'hui contrainte sur ce point, la décision qu'il renferme sur la proposition ci-dessus n'en subsiste pas moins pour le cas où il s'agit d'arbitrage volontaire; elle ne peut être rejetée que dans l'autre cas.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Les dispositions générales qui terminent le Code ont pour objet, soit de prévenir, par des règles absolues et invariables, les abus qui pourraient naître de la fausse application ou de l'interprétation vicieuse de la loi, soit d'en procurer et d'en faciliter l'exécution. — (Voy. notre *introduction, génér.*)

Pour atteindre ce but, elles établissent des règles pour les parties (voy. articles 1032, 1033, 1034), les officiers ministériels (voy. art. 1036, 1037, 1038, 1039) et les juges même (articles 1036 et 1040); elles indiquent en outre plusieurs moyens d'assurer la stricte exécution d'un grand nombre de dispositions particulières. — (Articles 1029, 1030, 1031, 1035, 1041, 1042.)

Art. 1029. Aueue des nullités, amendes et déchéances prononcées dans le présent Code, n'est comminatoire (1).

Sur les nullités, voy. les art. 70, 173, 280 et suiv., 272 et suiv., 278 et suiv., 292 et suiv., 456, 480, 634, 869, etc.; sur les amendes, voy. les art. 87, 213, 246 et suiv., 283, 284, 374, 471, 479, 501, 512 et suiv., 516, 1039, etc.; sur les déchéances, voy. l'art. 444.

DCXIV. La disposition générale de l'art. 1029 est sans doute la plus importante de celles que renferme le présent titre. Elle enlève aux juges la faculté qu'un long usage leur avait acquise, de ne considérer, dans bien des cas, que comme comminatoires (2) les nullités, amendes et déchéances prononcées par la loi.

Il est permis de douter, disait M. le premier

(1) JURISPRUDENCE.

1^o. Dans le cas de rejet d'un appel, l'appelant n'en est pas moins soumis à l'amende, quoique l'arrêt n'en ait pas prononcé la condamnation. Il y aurait lieu, dans l'intérêt du trésor, à casser cet arrêt d'office pour violation de l'article 109. — (Cassol., 9 messid., an 5, *Sirry*, tom. 20, pag. 458.)

2^o. Les conclusions additionnelles prises après plaidoiries, et avant les conclusions du ministère public, ne sont pas nulles, aucune loi ne les défendant, et l'art. 72 du règlement général de 30 mars 1808 s'opposant au contraire à les prendre sur le bureau, sauf à les signifier et remettre au greffier. — (Rennes, 26 mars 1817.)

NOTA. Il est bien entendu que la partie adverse doit être admise à plaider sur ces conclusions additionnelles, avant que le ministère public ait porté la parole.

(2) Un appelle disposition comminatoire, peine comminatoire (de latin *comminari*, menacer), celles qui sont établies par les lois et jugemens contre ceux qui contreviennent à quelque chose, mais qui ne sont point exécutées à la rigueur.

président Lamoignon, lors des savantes conférences qui eurent lieu sur l'ordonnance de 1667, si les meilleures lois sont celles qui laissent le plus ou celles qui laissent le moins à l'office du juge.

Deux grands hommes de l'antiquité ont été partagés sur cette question.

L'un voulait que le principal soin du gouvernement fût de choisir des juges instruits et vertueux, et qu'après les avoir choisis tels, il leur laissât une grande liberté dans les jugemens, parce qu'étant comme des lois vivantes, les juges agiraient bien mieux pour la justice que des lois écrites qui sont inanimées.

L'autre soutenait, au contraire, qu'il fallait laisser le moins de liberté qu'il se pouvait aux juges, parce que la loi étant un esprit sans passion, décidait avec plus d'impartialité et de raison que les hommes ne pouvaient le faire.

C'est ce dernier motif qui a dicté la disposition de l'art. 1029, d'après laquelle il n'est plus au pouvoir du juge de confirmer ou d'annuler un acte, de prononcer une amende ou d'en faire la remise, de déclarer une déchéance encourue, ou d'en relever, suivant que les circonstances ou des considérations particulières pourraient l'y porter; il ne doit, à cet égard, prendre conseil que de la loi; son office est borné à en faire l'application littérale, sans qu'il puisse jamais en modérer ou aggraver la rigueur; heureuse impuissance qui ne pourrait déplaire qu'à un juge ambitieux, voulant se faire une balance et un poids particuliers pour chaque cause, mais dont l'effet salutaire est nécessairement de donner à la justice un cours libre et régulier. — (Rapp. au Corps législat.)

3390. La déchéance prononcée par jugement, dans le cas où une partie n'aurait pas fait dans un délai donné telle chose que ce jugement lui ordonne, est-elle réputée comminatoire?

La solution négative de cette question ne résulte pas de la disposition de l'art. 1029, où il n'est question que des déchéances prononcées par la loi elle-même; mais de ce qu'un jugement ayant prononcé d'avance qu'une partie serait déchu, si elle ne faisait dans le délai prescrit une chose qui lui est ordonnée, il y a violation de la chose jugée à la relever de cette peine, sous prétexte que la condamnation n'était que comminatoire. — (Voy. l'arrêt de la Cour de cassat., du 1^{er} avril 1812, déjà cité sur la question 1833^e; voy. aussi la quest. 1765^e.)

3391. Quelles sont les amendes qui ne peuvent être réputées comminatoires?

Ce sont celles qui sont prononcées d'une manière absolue, comme dans les art. 67, 264, 390, 471 et 513; il en est autrement de celles qui sont laissées à la prudence du juge, comme dans les art. 71, 263, 1030 et 1039 : ces dernières ne sont que *comminatoires* dans la disposition de la loi, puisqu'il est loisible au juge de les prononcer ou non.

ART. 1030. Aucun exploit ou acte de procédure ne pourra être déclaré nul, si la nullité n'en est pas formellement prononcée par la loi.

Dans le cas où la loi n'aurait pas prononcé la nullité, l'officier ministériel pourra, soit pour omission, soit pour contravention, être condamné à une amende, qui ne sera pas moindre de cinq francs (1), et n'excèdera pas cent francs (2).

C. de P., art. 71, 132, 161, 162, 169, 271, 272, 273, 274, 275, 280, 344, 435, 559, 608, 609, 637, 717, 792, 832, 869, 917, 938, 1006, et 1028.

DCXV. Si, comme nous l'avons dit au commentaire de l'article précédent, le magistrat ne peut être moins sévère que le législateur, la raison et la justice ne permettent pas qu'il se rende plus rigoureux qu'elle. Tel est le motif de la disposition de l'art. 1030, qui lui défend de suppléer des peines que la loi n'eût pas formellement prononcées.

3392. L'art. 1030 n'admet-il aucuns modifications dans son application, en sorte qu'il suffise en tous les cas que le Code n'ait pas prononcé la nullité, pour que le juge ne puisse annuler un exploit ou acte de procédure?

M. Lepage, dans ses Questions, pag. 647, limite l'application de la première disposition de l'art. 1030 au seul cas où l'exploit ou acte de procédure, que l'on prétendrait nul, serait infecté de vices qui seraient de nature à le détruire dans sa substance.

Ainsi, dans son opinion, la défense d'annuler les actes dont il s'agit ne se rapporterait qu'aux

irrégularités secondaires qui ne seraient pas telles que l'on pût dire qu'elles dépeuplaient l'acte de son caractère essentiel, de ses qualités constitutives.

Cette opinion a été consacrée par la jurisprudence de la Cour de cassation (3).

C'est d'après cette doctrine que nous avons résolu un grand nombre de questions traitées dans cet ouvrage.

Mais M. Delaporte, tom. 2, pag. 492, va plus loin. Quelque général et absolu, dit-il, que paraisse le précepte posé par l'art. 1030, il ne faut l'appliquer strictement qu'aux dispositions impératives; celles prohibitives entraînent nécessairement la nullité, ce qui est fait contre la défense de la loi étant toujours nul. D'autres pourraient dire aussi que les lois impératives elles-mêmes emportent toujours nullité; car ordonner une chose, c'est défendre expressément le contraire. Ainsi l'art. 1030 ne recevrait son application que dans les seuls cas où la loi serait émise en termes *facultatifs*.

(3) 1^{re}. Arrêts des 1^{er} février et 12 avril 1808. — (Sirey, tom. 8, pag. 211 et 244.)

Le premier a été rendu sur les conclusions de M. l'avocat général Thuriot. « L'art. 1030, disait ce magistrat, s'applique généralement aux actes revêtus des formes substantielles, qui leur donnent l'existence, et qui cependant sont viciés de quelques irrégularités. »

C'est pourquoi il concluait à ce qu'un exploit notifié par un huissier incompétent fût déclaré nul, nonobstant l'art. 1030, attendu qu'un acte fait par un fonctionnaire public à qui la loi défend positivement d'y appliquer son ministère n'est pas un acte *légal*, et peut conséquemment être annulé, en ce sens qu'il n'y a pas substance d'acte.

Ceci vient à l'appui de l'opinion que nous avons maintenue, nonobstant plusieurs arrêts contraires, sur la quest. 9^e, tom. 1, pag. 5.

2^e. Arrêts des 18 juin et 24 octobre 1817. — (Sirey, tom. 17, pag. 298, et tom. 18, pag. 118; Dalloz, tom. 21, pag. 98.)

Ces deux arrêts consacrent le principe que, les formes établies comme conditions d'exercice d'un pouvoir étant substantielles, emportent nullité, quoique cette peine ne soit pas prononcée par la loi. C'est du moins ce qui résulte, comme M. Sirey l'a énoncé dans les propositions générales qui précèdent les notices de ces arrêts, des décisions qu'ils contiennent sur les espèces particulières dans lesquelles ils ont été rendus;

3^e. Arrêt de la Cour de Reims, du 22 septembre 1814. Il décide en termes formels que « l'omission des formes substantielles des actes emporte nullité, sans qu'il soit besoin que la loi qui les prescrit impérativement les ait prononcées. »

4^e. Autre de la Cour de Nancy, du 10 déc. 1814. Sirey, tom. 18, pag. 521. Il décide que le procès-verbal d'expertise, rédigé hors du lieu de l'expertise, est nul, si le lien ou cette rédaction est faite n'a pas été indiqué d'avance, et il se fonde sur l'illégalité du procès-verbal; d'où M. Sirey, induit avec raison cette règle générale, que l'omission d'une formalité est substantielle, et emporte nullité, encore que la loi ne l'ait pas prononcée, lorsque cette formalité est nécessaire comme garantie d'un droit.

(1) Voy. sur l'application des articles 1029 et 1030, les Codes annotés de M. Sirey, ou sa Table décennale, aux mots *nullité*, *déchéances*, *fin de non recevoir*.

(2) JURISPRUDENCE.

L'un jugement rendu contre une femme assignée seulement dans la personne de son mari, et défendue sans mandat par celui-ci, est sans effet contre la femme, si la condamnation prononcée emporte aliénation ou restriction du sa dot ou de ses propres.

Un tel jugement est nul à l'égard de la femme, pour sa dot et ses propres, nul, non pas d'une nullité qu'il soit nécessaire de faire prononcer par la voie de l'appel ou de la cassation, mais d'une nullité toujours opposable, et que tout juge peut constater ou déclarer par voie d'exception. — (Paris, 27 août 1816, Sirey, tom. 17, pag. 271; Dalloz, tom. 19, pag. 441.)

Telle n'a pas été sans doute l'intention du législateur; il n'a point entendu faire entrer dans notre nouvelle jurisprudence les distinctions du droit romain entre les lois impératives et prohibitives, et les dispositions facultatives (voy. loi 5, au Code, lib. 1, tit. 14, de testis); distinctions que l'on n'admettait point autrefois (1).

Il est, au contraire, resté de principe, 1^o que toutes les fois que la disposition prohibitive porte une autre peine que la nullité, par exemple une amende, le juge ne peut annuler, parce que le législateur a expressément déclaré par là qu'il n'entendait pas punir la contravention plus rigoureusement que par l'amende. — (Voy. nouv. Répert., au mot nullité, tom. 8, pag. 616, nos 2 et 3.)

Or, l'art. 1030 laissant aux juges, dans les cas où la loi n'aurait pas prononcé la nullité, la faculté de condamner l'officier ministériel, soit pour omission, soit pour contravention, il s'ensuit que l'opinion de M. Delaporte ne peut être suivie, du moins en ce qui concerne les exploits ou actes de procédure: toute disposition prohibitive de ce Code trouve donc à cet égard sa sanction dans la seconde disposition de l'article cité. — (Voy. aussi art. 1031.)

2^o. Que les dispositions impératives n'emportent nullité qu'autant que l'infraction à ce qu'elles ordonnent porte sur la substance de l'acte, et non sur des choses qui n'y sont qu'accidentelles. — (Voy. encore nouv. Répert., ubi supra, pag. 618.) (2)

C'est donc à cette seule distinction, entre les choses qui concernent la substance des actes et celles qui ne sont qu'accidentelles, qu'il faut s'attacher, lorsqu'il s'agit de prononcer sur des exceptions de nullité d'exploits ou d'actes de procédure, c'est-à-dire lorsqu'il est question d'appliquer ou non l'art. 1030 (3).

(1) Ainsi, par arrêts des 4 décembre 1808 et 13 février 1819 (Sirey, tom. 19, pag. 177 et 257), la Cour de cassation a décidé que la violation des formalités prescrites par la loi emporte nullité, sans qu'elle ait été textuellement prononcée, lorsque la formalité est prescrite d'une manière absolue, prohibitive ou impérative.

(2) Ainsi a-t-on vu rejeter, par la Cour de cassation, dans la cause de la dame Themioles, le moyen tiré de ce que les lois impératives emportaient toujours nullité, et maintes fois conséquemment un mariage dont l'annulation était demandée pour contravention aux dispositions impératives des art. 74, 407, et 411 du Code civil. — (Voy. Causes célèbres, par M. Mejean, 1807; le nouv. Répert., au mot mariage, sect. 4, § 1, et les Questions de droit, même mot, §§ 3 et 4.)

(3) Il faut convenir que cette distinction présente beaucoup de difficultés dans la pratique; elle nous a souvent embarrassés dans le cours de cet ouvrage; toujours est-il avantageux d'avoir une règle générale d'application qui puisse servir de base, jusqu'à ce que la jurisprudence ait fixé les incertitudes par des décisions sur un grand nombre d'espèces. — (Voy. au surplus, ce que nous avons dit des nullités substantielles dans notre introduction générale, au titre des vices des procédures, etc.)

3393. *Les dispositions de l'art. 1030 pourraient-elles être appliquées à des actes autres que des exploits ou actes de procédure?*

On lit, dans les considérans d'un arrêt de la Cour de cassation, du 6 juillet 1810 (voy. Deneser, 1810, pag. 278), que cet article n'est applicable qu'aux actes de procédure, et non à d'autres actes prescrits par les lois, pour l'établissement et la conservation des droits des citoyens. Cet arrêt a décidé, en conséquence, qu'on ne pouvait en faire l'application aux inscriptions hypothécaires qui présenteraient des irrégularités à l'égard desquelles la loi n'aurait pas prononcé la nullité, et, par suite, il a déclaré nulle une inscription dans laquelle on n'avait point indiqué le domicile réel.

3394. *Les dispositions du même article ne s'appliquent-elles qu'aux actes de procédure faits par les notaires?*

Il est certain, comme le remarque M. Lepage ubi supra, que l'article ne porte que sur les exploits et actes de procédure qui sont l'ouvrage des officiers ministériels.

Or, les huissiers, les greffiers eux-mêmes sont des officiers ministériels qui, chacun en ce qui le concerne, font aussi des actes de procédure.

Ce serait donc un usage contraire à la loi que celui qui se serait introduit, disent les auteurs du Praticien, tom. 5, pag. 451, et suivant lequel on appliquerait l'art. 1030 aux seuls actes de procédure faits par avoué, et non à d'autres actes.

Quant aux dispositions du Code qui ne se rapportent pas aux exploits ou actes de procédure, on suit, pour l'application de la peine de nullité, les règles que nous avons établies sur la quest. 3392^e, d'après la distinction des lois en impératives et prohibitives.

3395. *Quand un exploit ou acte de procédure est vicié de nullité, comme les nullités n'ont point lieu de plein droit, suivant la maxime TOUS RE NULLI N'ONT POINT LIEU EN FRANCE, cet acte est-il réputé valable jusqu'à ce qu'il ait été déclaré nul par le juge, en sorte que tout ce qui, jusque là, aurait été fait à son préjudice doit être annulé?*

Ne devrait-on pas, au contraire, suivant la maxime CE QUI EST ATE NA PROBIT ACTES NEST, décider que tout ce qui est fait au préjudice d'un acte nul est valable?

Cette ancienne maxime, les voies de nullité n'ont point lieu en France, existe encore aujourd'hui dans toute sa force, si ce n'est qu'il n'est plus besoin, comme autrefois (voy. Serres, Instit. du droit franç., tit. 13), d'obtenir des lettres de restitution.

Il faut donc toujours, pour qu'un acte nul cesse de produire ses effets, qu'il ait été annulé par jugement.

Cette proposition se prouve notamment par les art. 366 et 692, puisque le législateur a cru nécessaire d'y décider expressément qu'on n'aurait pas besoin de prononcer la nullité dans les deux

circonstances que ces articles déterminent. Ce sont là sans doute des exceptions qui confirment la maxime ci-dessus.

Mais, d'un autre côté, c'est une maxime également certaine, que ce qui est nul ne produit aucun effet; et de là on pourrait conclure que tout ce qui a lieu au préjudice de l'acte nul est réputé valable. Il y aurait donc, dans les résultats, une opposition entre ces deux maximes.

Pour les concilier, nous dirons avec M. Berriat Saint-Prix, pag. 141, not. 10, que si un acte est nul, la partie adverse de celle qui en est l'auteur est libre d'agir nonobstant cet acte, conformément à la seconde maxime, sauf, à le faire annuler ensuite pour se conformer à la première.

Dans ce cas, cette partie, qui, malgré l'obstacle qui résulte de l'acte présumé valable jusqu'à son annulation, croit devoir agir, se soumet aux risques attachés à sa démarche.

Ainsi, par exemple, si l'acte n'est pas annulé, tout ce qu'elle aura fait sera nul, et elle pourra même être condamnée aux dommages-intérêts; si, au contraire, la nullité de l'acte au préjudice duquel elle eût agi vient à être prononcée, tout ce que la même partie aura fait sera valide et produira ses effets légaux.

Ce système semble avoir été adopté par deux arrêts, l'un de la Cour de cassation, du 17 février, cité sur la quest. 2658^e, l'autre de la Cour de Turin, du 21 août 1807 (voy. *Jurisp. sur la procéd.*, tom. 1, pag. 332), qui a décidé qu'un acte d'appel ayant été déclaré nul, les poursuites faites en vertu du jugement de première instance étaient valables.

ART. 1031. Les procédures et les actes nuls ou frustratoires, et les actes qui auront donné lieu à une condamnation d'amende, seront à la charge des officiers ministériels qui les auront faits, lesquels, suivant l'exigence des cas, seront en outre passibles des dommages et intérêts de la partie, et pourront même être suspendus de leurs fonctions.

C. C., art. 146 et suiv. — C. de P., art. 71, 132, 560 et suiv., 693 et suiv. — Régl. du 30 mars 1808, art. 103.

DCXVI. En prescrivant aux tribunaux de laisser à la charge des officiers ministériels les actes et procédures nuls et frustratoires (1) qu'ils auraient faits, et même de les condamner, suivant les circonstances, aux dommages-intérêts des parties, la loi, par l'article ci-dessus, tend à prévenir les abus que pourraient commettre, par impéritie ou par avidité, des officiers qui s'occuperaient plus de leur intérêt personnel que de celui de leurs clients; elle offre ainsi aux plaidours une garantie

(1) Frustratoires, de *frustrat*, en vain. Un acte qui n'est ni prescrit, ni autorisé, ni utile, est fait en vain : c'est un acte frustratoire.

que ne pourrait leur procurer toujours la ressource pénible du désaveu.

3396. Les peines mentionnées dans les articles 1030 et 1031 ne peuvent-elles être prononcées contre un officier ministériel, s'il n'a pas préalablement été appelé pour être entendu dans ses moyens de défense ?

Nous pourrions citer une foule d'exemples de cas où, conformément à l'art. 1030, des tribunaux, en rejetant la nullité d'un acte irrégulier, ont condamné des officiers ministériels à l'amende, sans qu'ils eussent été appelés ni entendus. Il en serait de même de la suspension qu'ils peuvent prononcer en vertu de l'art. 1031.

C'est qu'en effet ces condamnations ne constituent que de simples actes de discipline. Mais nous ne pensons pas qu'il puisse en être de même à l'égard des dommages-intérêts des parties, parce qu'il faut nécessairement qu'elles en forment la demande, et qu'il est juste que l'officier ministériel ait la faculté de se défendre, s'il la croyait excessive ou mal fondée.

3397. La partie à la requête de laquelle se font des exploits ou actes de procédure est-elle responsable des fautes que commet l'officier ministériel qui les a faits ?

Cette question a été jugée pour l'affirmative, relativement aux huissiers, par deux arrêts de la Cour de Bruxelles, des 2 juin 1806 et 10 mars 1808 (voy. *Denecore*, 1809, *supplém.*, pag. 219) et par arrêt de la Cour de Colmar, du 20 août 1808. (Voy. *Jurisp. sur la procéd.*, tom. 2, pag. 338.)

Ces arrêts sont fondés sur le principe que tout mandant doit répondre du fait de son mandataire, sauf son recours ou garantie contre celui-ci; principe qui nous paraît s'appliquer également à l'égard des actes d'avoués, puisqu'ils sont, comme les huissiers, des mandataires de la partie qui les commet.

3398. Si la partie qui a employé un officier ministériel est responsable, envers la personne contre laquelle il a exercé son ministère, des fautes qu'il aurait commises, s'ensuit-il que cette dernière puisse exercer directement son action contre cet officier ?

Bornier, sur l'art. 19 du tit. 21 de l'ordonnance, disait qu'il fallait assigner l'huissier pour voir déclarer contre lui les peines encourues par cet article.

À ce sujet les auteurs du *Praticien*, tom. 4, pag. 386, disent qu'il faut distinguer entre les nullités provenant de l'observation des formes et celles qui sont imputables au créancier, comme s'il avait fait exécuter avant le terme ou en vertu d'un titre acquitté.

Cette distinction est sans doute fondée, car l'officier ministériel ne doit répondre que de son fait personnel.

Mais il nous semble que si la loi n'interdit pas formellement l'action directe contre un officier ministériel à raison des fautes qu'il aurait commises, elle suppose que c'est contre la partie qui

l'a requis que la demande en dommages-intérêts doit être poursuivie.

En effet, les art. 132 et 1031 assujettissent les officiers ministériels aux dommages-intérêts de la *partie*; ce qui ne peut guère s'entendre que de celle à requête de qui ils ont agi, et qui, dans la demande qu'elle aurait à former pour les dommages-intérêts contre l'officier ministériel, aurait à comprendre nécessairement ceux qui lui seraient demandés par sa partie adverse, à raison des fautes du cet officier.

3399. *L'huissier est-il responsable des nullités qui se trouveraient dans la partie d'un exploit qui ne serait pas de son écriture?*

Sous l'empire de l'ordonnance on n'exigeait point que les exploits fussent écrits de la main même de l'huissier (voy. *Rodier*, sur l'art. 1012, tit. 2), et l'usage s'est conservé, depuis la publication du Code, de remettre à un huissier, pour qu'il les signe, des exploits, le plus souvent écrits en l'étude des avoués. On laisse seulement en blanc ce qu'on ne pourrait écrire d'avance sans courir risque de faire de fausses énonciations, par exemple la *perdant à*.

Il peut arriver, dans ce cas, que la partie de l'acte écrite par une main étrangère renferme une nullité. De là naît la question posée de savoir si l'huissier en est responsable.

La Cour de Caen, par arrêt du 27 mars 1813, avait décidé cette question pour la négative, attendu que dans cette hypothèse la nullité n'est pas du fait personnel de l'huissier, puisqu'on ne s'en est pas rapporté à sa capacité.

Elle avait en conséquence déclaré que le recours ne pouvait être exercé que contre l'auteur de l'acte.

Mais, par arrêt du 21 février 1821 (*Sirey*, tom. 22, pag. 34, *Dalloz*, tom. 3, pag. 233), la Cour de cassation a décidé au contraire, en maintenant un arrêt de la Cour de Metz, que cet arrêt avait bien saisi l'esprit de la disposition pénale de l'art. 1031, en déclarant qu'elle n'a entendu parler que des actes qui sont dans l'attribution de l'officier, auteur de l'acte, et dans lequel son ministère est nécessaire; ce qui, à l'égard de l'avoué, n'a pas lieu dans un exploit qui doit toujours être réputé le fait de l'huissier qui l'a signé.

Cette décision nous semble parfaitement juste; mais nous ne doutons pas que l'huissier condamné aux dommages-intérêts de la partie n'eût contre l'avoué un recours en garantie, suivant les principes généraux du droit.

3400. *Quels sont les officiers de justice que la loi indique par cette dénomination générique, OFFICIERS MINISTÉRIELS?*

Ce sont, dit, M. Merlin (voy. *nouv. Répert.*, au mot *nullité*, tom. 8, pag. 630), les greffiers, les avoués et les huissiers.

3401. *Que signifient ces termes de l'art. 1031, SUivant l'exigence des cas?*

Ils signifient que les juges sont autorisés à décider, d'après la nature des circonstances, si

la faute est assez grave pour qu'il y ait lieu à responsabilité et à condamnation de dommages-intérêts, ou si la faute est tellement légère qu'on doive la rejeter sur la faiblesse et l'imperfection de la nature humaine.

ART. 1032. Les communes et les établissements publics seront tenus, pour former une demande en justice, de se conformer aux lois administratives (1).

Loi de déc. 1789, art. 54, 56.—Loi du 29 vendém. an 5, art. 1 et 3.—Loi du 22 brum. même année.—Loi du 28 pluv. an 8.—Arrêts du Gouvernement, des 7 mess. an 9, n^{os} 11, 12, 13, et 12 brum. an 11.—C. C., art. 910, 937, et 2045.—C. de P., art. 69, §§ 3 et 5.

DCXVII. En tous les temps, les communes et les établissements publics ont été, pour le législateur, l'objet d'une sollicitude particulière qui s'est étendue jusqu'à les comparer à des mineurs, et à les soumettre, pour leur propre intérêt, à des conditions prescrites afin de mettre leur administration dans l'heureuse impuissance de les livrer, avec légèreté, aux hasards de procès qui souvent pourraient être ruineux pour eux.

Les lois administratives indiquent ces précautions salutaires, et notre article 1032, afin qu'on n'induisit pas de son silence une abrogation tacite, rappelle, en termes exprès l'obligation de s'y conformer.

3402. *Qu'est-ce que les lois administratives prescrivent pour qu'une commune ou un établissement public puisse former une demande en justice?*

Il résulte des art. 1^{er} et 3 de la loi du 29 vendémiaire an 5, de celle du 28 pluviôse an 8, et des arrêtés consulaires des 27 vendémiaire an 10 et 12 brumaire an 11, 1^{er} que le droit de suivre les actions qui intéressent uniquement les communes est confié aux maires, et, à leur défaut, à leurs adjoints, 2^o que les maires ou adjoints ne peuvent suivre aucune action sans y être préalablement autorisés par le conseil de préfecture, sur l'avis du conseil municipal.

Une sage précaution, généralement adoptée par les préfets, est d'exiger que la commune joigne à cet avis une consultation de trois jurisconsultes (2).

Cette formalité, d'une autorisation préalable, s'applique, d'après un arrêté du 24 germinal an 11, aux sections de commune qui seraient en contestation relativement à des intérêts particuliers; mais lorsqu'elle est accordée, c'est l'un des dix habitants que le sous-préfet a dû choisir pour délibérer s'il y avait lieu à intenter le pro-

(1) JURISPRUDENCE.

Les habitants d'un village qui n'agissent point en cette qualité ne sont pas tenus à se faire autoriser.—(*Cassat.*, 10 nov. 1812, *Dalloz*, tom. 5, pag. 5, *Sirey*, tom. 13, pag. 150.)

(2) Cette précaution est également prise pour les fabriques.

eés, qui est nommé par cette commission à l'effet de suivre l'action devant les tribunaux. Il est à remarquer que ce choix ne peut tomber ni sur le maire ni sur l'adjoint de la commune, et que l'application de ces dispositions du décret du 24 germinal n'est pas nécessaire, lorsque l'action concerne une collection de propriétaires qui ne forment pas une section, mais qui plaident en nom individuel, et n'agissent pas même en qualité d'habitans du village. — (Voy. 15, novembre 1808, *Sirey*, tom. 9, pag. 107, *Dalloz*, tom. 5, pag. 5.)

Quant aux établissemens publics, tels que les hospices, les collèges royaux, les fabriques, etc., ils ont besoin de la même autorisation que les communes : c'est ce qui résulte, pour les hospices, d'un arrêt de la Cour de cassation, du 22 prairial an 13, et d'un décret du 30 juin 1806, et, pour les fabriques, d'un arrêt de la Cour de cassation, du 21 juin 1808 (*Sirey*, tom. 8, pag. 429), et de l'article 77 du décret du 30 décembre 1809, qui exige l'autorisation tant pour former une action que pour défendre. — (Voy. aussi nous. *Repert.*, au mot *hôpital*, § 5, tom. 5, pag. 746.)

Nous remarquerons que les hospices doivent justifier de plus de l'avis des membres du comité consultatif créé par l'arrêté du 7 messidor an 9 (art. 10 et 11), et qu'il a été jugé, par arrêt de la Cour de Turin, du 19 mai 1806 (voy. *Sirey*, tom. 10, *DD*, pag. 48), que les chapitres n'ont point besoin d'autorisation pour défendre leurs intérêts [a].

3403. *L'autorisation est-elle nécessaire tant pour la demande que pour la défense ?*

L'affirmative résulte, et de la loi du 28 pluviôse an 8, qui exige l'autorisation pour plaider, et des arrêtés des 29 vendémiaire et 24 brumaire an 5, qui veulent, à leur tour, que les communes en soient munies pour intenter valablement une action, et enfin de l'arrêté du 17 vendémiaire an 10, portant qu'il ne peut en être intenté contre elles que sous cette condition (1).

Cependant, on lit au recueil de M. Sirey, tom. 21, pag. 183; en tête de la notice d'un arrêt de la Cour de cassation, du 3 août 1820 (*Dalloz*, tom. 8, pag. 326), cette proposition générale : « Les communes n'ont besoin d'autorisation, ni pour défendre en matière de justice répressive, ni pour défendre en tribunal civil, surtout s'il s'agit des suites de l'exécution d'un jugement correctionnel. »

Nous ferons observer que l'arrêt dont il s'agit ne prête point à tirer de son dispositif une conséquence aussi étendue qui supposerait une

abrogation par l'art. 1032 du Code de procédure des arrêtés ci-dessus mentionnés, tandis, au contraire, qu'il est dans son esprit de les maintenir.

Il suffit de connaître l'espèce dans laquelle cet arrêt a été rendu, et d'en rapprocher les faits du dispositif, pour se convaincre que la Cour de cassation n'a cité l'art. 1032, en ce qu'il emploie les expressions pour former une demande en justice, et la loi du 28 pluviôse an 8, en ce qu'elle ne prescrit l'autorisation que pour plaider, qu'affin de déclarer que ces dispositions ne se rapportent qu'aux procès à intenter par les communes ou contre elles, et ne peuvent, comme cette Cour le décide, s'entendre de simples actes d'exécution d'un jugement qui a mis fin à un litige.

Il n'y a rien en cela qui permette de supposer que l'arrêt ci-dessus ait décidé qu'il n'est pas nécessaire, même en matière civile, que les communes soient autorisées pour défendre.

3404. *Les communes et les établissemens publics ont-ils, en toute affaire indistinctement, besoin d'autorisation pour plaider en défendant ?*

Il résulte d'un arrêté du gouvernement, du 17 vendémiaire an 10, qu'il n'est pas besoin de prendre l'autorisation pour former, soit au pétitoire, soit au possessoire, une action à raison d'un droit de propriété, tandis, au contraire, que l'autorisation est rigoureusement exigée pour les actions éhrogaphaires ou hypothécaires et pour simples ordonnances.

Telle est la disposition d'un arrêté du 27 vendémiaire an 10, disposition qui a été répétée dans un autre du 3 juillet 1808, transmis aux préfets par le ministre de l'intérieur, le 12 du même mois; dans un troisième du 21 mars 1809, rapporté par M. Merlin (en ses Additions aux Questions de droit, au mot *communes*, pag. 72), et enfin dans un arrêté du Conseil d'état du Roi, du 4 juin 1816, rapporté par M. Macarel, tom. 1, pag. 151, de son excellent ouvrage des élémens de la jurisprudence administrative. C'est au effet, ajoute ce jurisconsulte, au principe certain que les particuliers n'ont pas besoin d'autorisation pour une action réelle contre les communes (2).

3405. *Les communes ont-elles besoin d'autorisation afin de prendre des mesures conservatoires, d'appeler ou de défendre en cause d'appel, enfin de se pourvoir en cassation ?*

Suivant la jurisprudence de la Cour de cassation, l'autorisation ne leur est nécessaire ni pour défendre à un appel, ni pour former un pourvoi en cassation. Mais la question de savoir si

[a] Dans le Royaume des Pays-Bas, c'est aux États Provinciaux que doit être demandée l'autorisation d'ester en justice.]

(1) Voy. cependant la distinction faite sur la question suivante, et remarques que l'autorisation est accordée sur la demande de celui qui entend poursuivre l'action contre la commune.

(2) Nous avons en soin de signaler dans notre Traité du gouvernement des paroisses, pag. 587, à la note, la différence vraiment binaire qui existe sur ce point entre les communes et les fabriques. La formalité de l'autorisation est nécessaire pour celles-ci, en toute affaire, soit pour la demande, soit pour la défense, puisque l'art. 77, déjà cité, du décret du 30 décembre 1809 ne fait aucune distinction.

les communes doivent l'obtenir pour appeler pourrait faire difficulté.

M. Berriat Saint-Prix, pag. 669, not. 18, dit que l'autorisation n'est pas nécessaire pour les actes conservatoires tels que l'appel; ce qui est certain, d'après un arrêt de la Cour de cassation, du 28 brumaire an 14 (cog. nouv. *Répert.*, c^o communauté d'habitans, pag. 587) qui déclare expressément que la signification de l'appel n'est qu'une mesure conservatoire prise pour prévenir l'expiration des délais.

Mais en admettant que l'acte d'appel soit valable, dirait-on que la commune puisse ensuite suivre l'instance d'appel et plaider sans autorisation?

Des auteurs ont pensé le contraire, en se fondant sur l'art. 43 de l'édit du mois d'août 1764; mais cette opinion a été rejetée par un arrêt de la Cour de cassation, du 12 juillet 1808 (*Dalloz*, tom. 5, pag. 33, *Sirry*, tom. 9, pag. 267); attendu que la déclaration du 2 octobre 1703, qui exige une autorisation pour l'appel, et l'édit de 1764, qui ne dispense de cette autorisation que pour défendre aux appels, n'ont point été rappelés par la loi du 9 vendémiaire an 5, qui se borne à parler des actions à suivre; ainsi, une première autorisation suffit pour suivre une action dans tous les degrés de juridiction.

On pourrait appliquer cette décision à l'appel interjeté par une femme mariée, et dire conséquemment qu'il n'est pas besoin de surseoir à l'instruction sur l'appel, jusqu'à ce qu'elle fût pourvue d'une nouvelle autorisation, ainsi que nous avons dit qu'on doit l'être, en répondant à la quest. 2913^e [e].

3406. *Lorsqu'une commune ou un établissement public ne sont autorisés à plaider qu'au milieu des errements d'une procédure faite sur une demande qui, quant à son objet, exigent l'autorisation des ex. royaux, tous les exploits et actes antérieurs seraient-ils validés par cette autorisation?*

Cette question a été décidée pour la négative, par un arrêt de la Cour de cassation, du 11 janvier 1809, lequel déclare que « tout ce qui » avait été fait et dit par une commune, avant » qu'elle eût été autorisée à plaider, est nul et » ne peut la lier d'aucune manière. »

La même décision avait été rendue, par un arrêt du 12 frimaire an 14 (cog. nouv. *Répert.*, au mot acquiescement), et enfin, par arrêt du

17 mai 1819, la question a été ainsi jugée par la Cour royale de Rennes.

3407. *Le défaut d'autorisation opère-t-il, contre les communes ou les établissements publics, une nullité absolue que leurs adversaires puissent opposer en tout état de cause?*

Le défaut d'autorisation, dit M. Berriat Saint-Prix, pag. 668, not. 15, n^o 2, est considéré par la Cour suprême comme une nullité absolue, que les adversaires des communes peuvent leur opposer. C'est en effet ce qui a été jugé les 15 prairial an 12 (cog. *Sirry*, tom. 4, 1^{re} part., pag. 280, *Dalloz*, tom. 5, pag. 21), 24 avril 1809, 16 mai 1810 (*Bull. de cass.*; *Quest. de droit*, au mot usage, § 2, *Répert.*, au mot communauté, n^o 7), par le motif que cette autorisation n'est pas seulement exigée pour l'intérêt des communes, mais encore pour qu'elles n'inquiètent pas sans raison les particuliers.— (*Voy. aussi les Quest. de droit de M. Merlin*, tom. 2, pag. 436, tom. 4, pag. 665, tom. 9, pag. 449 et 536).

Mais M. Berriat Saint-Prix, *ubi supra*, remarque avec raison qu'il paraît que le Conseil d'état ne considère plus à présent le défaut d'autorisation que comme une nullité relative que les communes seules ont le droit de faire valoir: c'est du moins, ajoute-t-il, ce qu'on pourrait induire d'une note de M. Merlin (cog. nouv. *Répert.* au mot hôpital), et des considérans de deux avis de ce Conseil, des 17 septembre 1809 (cog. *Quest. de droit*, 2^e édit., tom. 3, pag. 518, au mot non bis), et 22 octobre 1810, au Bulletin des lois, 1810, pag. 442.

Nous ajouterons, au surplus, que cette jurisprudence du Conseil d'état est conforme à ce qui s'observe relativement au défaut d'autorisation des tuteurs et des femmes mariées, et qu'aucune des décisions sur lesquelles M. Macarel, tom. 1, pag. 149 et 150, s'appuie pour maintenir le système contraire, n'étant postérieure à celles que nous venons de citer, ne pourraient être opposées contre celui que nous admettons, savoir: que le défaut d'autorisation n'opère qu'une nullité relative. Nous nous fondons sur l'analogie dont nous venons de parler et sur un juste argument à tirer des art. 225, 1125 du Code civil, et 480, § 8, du Code de procédure.

3408. *Le conseil de préfecture peut-il refuser l'autorisation, et, en cas de refus, quel genre de pourvoi les communes et établissements publics peuvent-ils exercer?*

Les conseils de préfecture ne peuvent refuser aux érecanciers d'une commune ou d'un établissement public l'autorisation de plaider; ils ne peuvent qu'examiner s'il vaut mieux obliger la commune à acquiescer ou l'autoriser à se défendre (arrêté du 26 novembre 1808, *Macarel*, tom. 1, pag. 145); en cas de refus d'autorisation, fait à une commune ou à un établissement public, refus qui doit être motivé, la commune ou l'établissement a un recours vers le Conseil

[e] Deux arrêts de la Cour de Bruxelles ont jugé que l'appel considéré comme un acte conservatoire, pouvait valablement être formé sans autorisation nouvelle, mais que cette autorisation était nécessaire pour y plaider; que même l'appel devait être rejeté, lorsqu'au jour fixé pour la plaidoirie, la commune ou l'administration a eu un temps suffisant pour solliciter et obtenir cette nouvelle autorisation et qu'elle n'en a rien fait.— (*Arrêts des 9 nov. 1824 et 1^{er} fév. 1825, Jurisp. du XIX^e siècle*, an 1825, 3^e part., pag. 12; *Jurisp. de Bruxelles* 1825, 1^{re} part., pag. 123.)]

d'état, qui se réserve de donner lui-même l'autorisation.

Tel serait particulièrement le cas où le conseil de préfecture eût refusé, nonobstant un avis d'avocats choisis par le préfet. Si, au contraire, il n'avait pas été servi de consultation, il n'y aurait lieu à annuler le refus qu'autant qu'il serait démontré que le conseil se fût trompé dans l'examen de l'objet et sur les conséquences possibles du procès (1).

ART. 1033. Le jour de la signification ni celui de l'échéance ne sont jamais comptés pour le délai général fixé pour les ajournemens, les citations, sommations et autres actes faits à personne ou domicile ; ce délai sera augmenté d'un jour à raison de trois myriamètres de distance ; et quand il y aura lieu à voyage, envoi et retour, l'augmentation sera du double (2).

Ordonn. de 1687, tit. 5, art. 6, et tit. 8, art. 2. — C. de P., art. 157, 734. — *Suprà*, notre Introd. gén., liv. 2, tit. 5.

DCXVIII. Dans la première partie de cet article, le législateur confirme et convertit en loi cet ancien adage des praticiens, *dies termini non computantur in terminis*. Il considère que le délai qu'il accorde a pour objet de donner aux parties le temps qu'exige leur transport ou la transmission de l'acte auquel elles sont obligées, et, par une conséquence nécessaire, il augmente le délai ordinaire à raison de la distance du lieu d'où la personne doit partir, à celui où elle doit se rendre, ou du lieu d'où elle doit envoyer un acte, à celui où il doit être signifié.

3109. Les dispositions de l'art. 1033 sont-elles applicables aux actes faits, soit d'avoués à avoués, soit à partie, mais à domicile d'avoué ?

Nous avons dit, sur la 3101^e quest. de notre Analyse, qu'elles ne s'appliquent point aux simples actes d'avoués, mais qu'elles pouvaient être invoquées pour les actes à faire à partie, à domicile d'avoué. Cette opinion était appuyée sur la jurisprudence alors existante de la Cour de cassation ; mais aujourd'hui l'on doit tenir le contraire pour certain, d'après les arrêts déjà cités sur l'art. 261, *suprà*, n° 1020. Nous rappellerons surtout celui de la Cour de cassation,

du 11 janvier 1815, en ce qu'il renferme une décision d'autant plus importante, qu'on peut en conclure que l'art. 1033 est, en général, applicable à tous actes faits à partie ou à domicile.

3410. Le délai indiqué par la loi pour signifier des ajournemens, citations, sommations ou autres actes faits à personne ou domicile, est-il franc comme celui qui est donné pour obtempérer à ces actes ?

Il nous avait semblé résulter des termes de l'art. 1033 que le Code de procédure avait distingué, dans ses dispositions concernant les délais, les actes pour lesquels il eût voulu accorder à la partie un délai utile de tel nombre de jours pour y obtempérer, de ceux pour lesquels il eût fixé à la partie qui doit faire ces actes un nombre péremptoire de jours pour y procéder.

Dans le premier cas, disions-nous, n° 3102 de notre Analyse, la loi a sanctionné le principe déjà adopté dans la pratique, que ni le jour de la signification ni celui de l'échéance ne sont comptés dans le délai qu'elle a fixé d'une manière générale.

Dans le second cas, au contraire, la loi n'a rien innové aux principes d'après lesquels il ne peut y avoir de jours utiles pour obéir que ceux qu'elle a strictement fixés.

Nous entendions prouver la justesse de cette distinction entre le délai prescrit pour faire un acte et celui fixé pour faire ce qu'il convient en vertu de cet acte, par les considérations suivantes :

Premièrement, que le jour de la signification étant désigné, par l'art. 1033, comme le premier de ceux qui sont exclus du délai utile, cette désignation ne peut s'appliquer que relativement à la partie actionnée à qui la signification est faite. C'est donc elle seule qui jouit de la franchise du délai, et non celle qui est obligée de faire un acte quelconque dans un laps de temps déterminé.

Secondement, que les deux délais accordés par la loi, l'un pour faire signifier un acte, l'autre pour obtempérer aux ajournemens, citations, sommations ou autres exploits signifiés à personne ou à domicile, sont très-distincts entre eux, de sorte que l'art. 1033, qui a statué littéralement sur ces derniers, ne peut être appliqué aux premiers.

Telle est aussi l'opinion de M. Berriat Saint-Prix, pag. 149, not. 10, et, ajoute-t-il, c'est d'après cette distinction judiciaire faite par la Cour de Turin (arrêt du 14 mai 1806), que l'on a décidé que les délais suivans n'étaient pas francs : 1° délai de huitaine pour la notification d'une demande en validité de saisie-arrest (article 563) ; 2° de quinzaine pour l'appel des incidens de saisie immobilière (art. 723) ; 3° de dix jours pour l'appel et les contestations d'ordre (763, 6°) ; 4° de quarante jours pour la notification d'une surenchère. — (Code civ., 2185.)

Mais comment concilier la règle générale que l'on suppose et d'où l'on fait dériver ces déci-

(1) Voy., sur cette question, notre Traité du gouvernement des paroisses, pag. 393 et suivantes, et pag. 485, au supplément.

(2) La même mesure d'augmentation est adoptée dans le Code civil et dans le Code de commerce. (Voy. entre autres Code civ., art. 411 et 459; Code de comm., art. 511.) Il y a néanmoins des cas où elle est différente, ainsi que l'observe M. Berriat Saint-Prix, pag. 152. Ainsi, les art. 2061 et 2185, § 1, du Code civil, ne la fixent qu'à un ou deux jours par cinq myriamètres, et les art. 161 et 201, à un jour par trois myriamètres et demi.

sions, avec les arrêts cités n° 1554, et qui ont décidé, par application de l'art. 1033, que dans le délai d'appel fixé par l'art. 443, le jour de l'échéance n'était pas compris, attendu que l'appel est un acte qui doit être *signifié à personne ou domicile*, et qu'aucune loi positive ne l'excepte de la règle générale?

Nulle difficulté à cet égard. Tous les délais dont nous venons de parler, d'après M. Berriat Saint-Prix, sont fixés par un nombre de jours dans l'inclusion desquels l'acte doit être notifié : partout on trouve le mot *dans*. Ainsi, pour la notification de la demande en validité, la loi dit *dans la huitaine*; pour l'appel des incidents en saisie immobilière, *dans la quinzaine*; pour l'appel des contestations d'ordre, *dans les dix jours*; enfin, pour la notification de la surenchère, *dans quarante jours*.

Il y a lieu ici à l'application du principe général posé dans notre Introduction, et dont nous avons fait l'application à une foule d'autres cas (*voy. notamment les quest. 90 et 632*), tandis que l'art. 443 n'est point conçu dans les termes ci-dessus indiqués, mais comme suit : *Le délai pour interjeter appel sera de trois mois : il courra du jour, etc.*

Cette différence d'expressions justifie la solution différente donnée par la Cour de cassation relativement à l'appel. En effet, le mot *dans* exclut le dernier jour du délai, tandis qu'en se trouvant sous l'application de la règle générale toutes les fois que la loi se sert de termes qui ne comportent pas cette exclusion.

De ces observations il résulte que toute signification à faire à personne ou à domicile dans un délai déterminé en termes généraux, comme dans l'art. 443, suppose la franchise de ce délai.

Nous ne devons donc pas appliquer en ce cas la distinction que nous avons faite dans notre Analyse, et qu'admet M. Berriat Saint-Prix.

Reste à savoir si nous devons aussi abandonner notre doctrine par rapport à l'augmentation du délai. Nous nous sommes expliqué d'avance à ce sujet sur la quest. 1554^e, et nous la maintenons ici, par le motif que les actes faits à personne ou domicile emportent la franchise, attendu que le dernier jour fait partie du délai qui doit courir tout entier en faveur de la partie qui a intérêt à faire une signification, tandis qu'aucun motif, ainsi qu'il résulte des observations faites dans notre Analyse, ne pourrait justifier l'augmentation qui, comme nous l'avons dit en traitant la question précitée, d'après un arrêt du 8 août 1809, ne pouvait être accordée qu'à celle à qui l'on notifie un acte quelconque.

Concluons donc que le délai pour signifier un acte à personne ou domicile est franc, à moins que la loi n'ait fait exception en se servant du mot *dans* (*intéré*), comme le délai pour comparaître ou agir en conformité de cet acte, mais que l'augmentation à raison de la distance n'est accordée que dans ce dernier cas.

3411. *Le délai d'une assignation donnée*

à bref délai, en vertu d'une permission de citer qui n'a point fixé le jour de la comparution, mais qui a seulement autorisé à assigner à un nombre de jours déterminé, par exemple, à trois jours, doit-il comprendre le jour de l'assignation et celui de l'échéance?

Il n'est pas douteux que toutes les fois que le juge permet d'ajourner à jour fixe, ce jour fixe est celui de l'échéance, et qu'il faut le compter, d'autant plus que ce délai fixé par le juge n'est plus le délai général déterminé par la loi, et duquel seul il est parlé dans l'art. 1033.

Mais quand le juge abrège le délai sans ordonner l'assignation à jour fixe, se présente la question ci-dessus posée : *Le délai indiqué par le juge est-il franc?*

On dit, pour la négative, que l'art. 1033 établissant une exception, ne doit pas être entendu hors de son objet, qui est le délai des ajournements ordinaires, ainsi que le preuvent ces expressions, *pour le délai général*.

On objecte, pour l'affirmative, que l'art. 1033 n'admet aucune distinction; que si le juge veut déroger à cet article, il manifeste sa volonté en fixant la comparution à jour déterminé; que s'il ne l'a pas fait, son intention doit être interprétée suivant les principes établis dans l'article 1033, parce qu'il ne fait qu'abrégé le délai ordinaire, sans rien exprimer relativement à l'augmentation accordée par cet article.

Ces objections ont paru fondées à la Cour de Bruxelles, et, par arrêt du 12 juillet 1809 (*Sirey*, tom. 12, pag. 365), elle a résolu d'une manière affirmative la question ci-dessus posée, attendu que la permission de citer à bref délai, qui ne contenait pas le jour fixe de la comparution, mais qui portait simplement l'autorisation d'assigner à trois jours, ne devait comprendre, aux termes de l'article 1033, ni le jour de l'assignation ni celui de l'échéance; qu'ainsi, suivant cet article, les jours devaient être francs. — (*Voy. Bibl. du barr.*, 2^e part., 3^e année, tom. 4, pag. 352, et nos quest. 1492^e et 1494^e.)

3412. *Un exploit, une sommation, ou tout autre acte fait à personne ou à domicile, qui n'indiquerait que le délai général sans énoncer l'augmentation à raison des distances, serait-il valable?*

L'art. 1033, qui augmente le délai d'un jour à raison de trois myriamètres, ne prononce point la nullité de l'exploit dans lequel il ne serait pas déclaré que le jour de la signification et celui de l'échéance ne seront point comptés pour le délai général, et que ce délai serait augmenté à raison de la distance.

Or, aux termes de l'art. 1030, aucun exploit ne peut être déclaré nul, si la nullité n'est pas formellement prononcée par la loi.

C'est par ces motifs que la Cour de Rennes, par arrêt du 30 décembre 1808, a déclaré valable un acte d'appel qui contenait seulement assignation à huitaine, délai prescrit par l'art. 72 pour les ajournements, quoiqu'il y eût lieu, dans

l'espèce, à l'augmentation accordée par l'article 1033.

On pourrait objecter que l'art. 61 exigeant que l'exploit d'ajournement indique le délai de la comparution, cet article s'entend du délai fixé par la loi; or, le délai qu'elle fixe pour la comparution se compose du délai général et du délai additionnel que l'art. 1033 accorde à raison des distances.

Mais nous répondons, comme nous l'avons fait sur la quest. 318^e, que lorsqu'on assigne à huitaine, qui est le délai général, il est entendu qu'on ne compte ni le jour de la signification ni celui de l'échéance; qu'il est entendu de même qu'outre ce délai de huitaine franche, l'assigné a un jour par trois myriamètres de distance, et qu'il doit connaître cette distance aussi bien que celui qui l'assigne: il suffit donc qu'on donne le délai ordinaire de huitaine, et qu'on ne promette pas défaut avant l'échéance de la huitaine franche, et de tous les jours dus à raison de la distance.

3413. *Est-il une règle générale qui puisse aider à reconnaître quels sont les cas où il y a lieu à une nouvelle augmentation du délai ordinaire pour voyager ou envoi et retour?*

Autrement, quel est le sens que l'on doit attacher aux mots voyager ou envoi et retour, employés dans la dernière disposition de l'article 1033?

L'art. 1033 se borne à énoncer en principe général qu'il y a lieu à augmenter du double, c'est-à-dire de deux jours au lieu d'un par trois myriamètres, le délai franc des actes faits à personne ou à domicile, lorsqu'il y a lieu à *voyager ou envoi et retour*.

Mais ce principe présente quelques difficultés dans l'application aux cas particuliers; difficultés qui pourraient être résolues plus facilement, s'il était possible de trouver une règle qui indiquât en général les cas où il y a lieu à *voyager ou envoi et retour*.

Pour y parvenir, il convient de fixer le sens de ces expressions.

Nous observerons, en premier lieu, que le mot *voyager* ne nous paraît pas exprimer le déplacement qu'une partie serait obligée d'effectuer pour se transporter d'un lieu à un autre; autrement, il faudrait accorder l'augmentation du double toutes les fois que la loi prescrirait une comparution personnelle.

Or, ce serait évidemment contrarier son intention; car, en donnant un délai pour comparaitre, elle n'a dû considérer que le temps nécessaire pour que la partie puisse se transporter.

Si donc il y a lieu à *voyage*, en prouvant ce mot dans le sens que nous venons d'indiquer, on n'est obligé d'accorder que la simple augmentation d'un jour par trois myriamètres.

Mais il est des cas dans lesquels une partie est obligée de signifier un acte dans un délai déterminé, de justifier ensuite de cette signification; alors il est naturel que le délai général

soit augmenté à raison des distances, de manière que cette partie ait le temps et d'envoyer cet acte et de le recevoir.

C'est dans ces cas qu'il y a lieu, dans notre opinion, à *voyage ou envoi et retour*, c'est-à-dire que l'on entend ces expressions comme si l'art. 1033 était ainsi conçu: Lorsqu'il y a lieu à *voyage ou envoi et retour*; en un mot, comme s'il y avait *voyage et retour*, ou *envoi et retour*; *voyage* de l'huissier ou de celui chargé d'aller faire signifier l'exploit, et *retour* du porteur de l'exploit avec l'original signifié; *envoi* de l'exploit pour être signifié, et *retour* au renvoi de l'original d'exploit signifié. — (Voy. nous. *Style de M. Lepage*, pag. 765.)

Cette interprétation de l'art. 1033 nous semble fondée, 1^o sur la disposition de l'art. 2 du tit. 8 de l'ordonnance, qui voulait que le délai pour appeler garant fût de tout le temps nécessaire, selon la distance du lieu de la demeure: c'est le temps donné par notre article pour le voyage ou l'envoi, et d'autant pour retirer l'exploit, c'est-à-dire, comme le remarque Jousse, pour se faire remettre l'exploit par l'huissier qui l'a posé; c'est le temps donné par le même article pour le retour;

2^o Sur ce que l'art. 1003 du projet portait que le délai serait augmenté du double quand il y aurait lieu à *voyage et retour*.

Or, il est évident que l'on n'a intercalé le mot *envoi* qu'afin d'expliquer le mot *voyage*, qui, s'il était resté seul, aurait pu faire supposer que l'augmentation aurait été accordée pour les cas où la loi exigerait la comparution personnelle d'une partie; ce qui n'est pas, ainsi que nous l'avons dit ci-dessus.

3^o Sur ce que, lors de la discussion de ce projet, la section du Tribunal, comme nous l'apprend M. Loaré, tom. 5, pag. 11, l'Esprit du Code de procédure, fit sur cette dernière partie de l'article, et quand il y aura lieu à *voyage ou envoi et retour*, les observations suivantes.

« La section a considéré séparément les ajournements et citations, et les sommations et autres actes.

« Quant aux ajournements, elle a pensé que la disposition serait sans objet. En effet, en matière d'assignation, le délai est réglé en raison de la distance du domicile de la partie assignée; cette partie doit jouir du délai ordinaire, plus, d'un jour à raison de trois myriamètres de distance: il n'est donc pas nécessaire d'ajouter, en ce qui concerne les ajournements et citations, que l'augmentation sera du double, quand il y aura lieu à *voyage, envoi et retour*; car alors la partie qui assigne a, pour recevoir l'original de l'assignation, le même délai que la partie assignée a pour comparaitre.

« Pour ce qui concerne les sommations et autres actes, le délai ne se compte jamais, à l'égard de la partie qui reçoit l'acte, que du jour où il lui est signifié; et alors il lui est donné,

« outre le délai de la loi, un jour de plus à raison
« de trois myriamètres de distance.

« Censé modifié aussi à la partie qui a signi-
« fié l'acte pour recevoir son original. Pour que
« donc déclarer qu'en matière de sommation et
« autres actes l'augmentation sera du double,
« quand il y aura lieu à voyage, envoi et re-
« tour ? »

« Ce ne serait sans doute que pour donner à
« la partie qui est chargée de faire signifier, le
« temps de faire justifier qu'elle a fait la som-
« mation, et pour que la procédure soit en pen-
« due jusqu'à l'expiration du délai.

« Mais ce motif ne paraît pas suffisant si,
« pendant le délai donné pour faire une somma-
« tion, l'avoué de la partie qui doit recevoir la
« sommation se permet de faire des poursuites ;
« il serait bientôt arrêté par un acte de l'avoué
« de la partie chargée par la loi de faire la som-
« mation. »

Par suite de ces observations, la section du
Tribunal demandait la suppression de cette par-
tie de l'article. M. Lozé nous laisse ignorer les
motifs qui la firent maintenir; mais on ne peut
plus désormais douter, d'après les observations
qui précèdent, que la disposition ayant été minis-
trée telle qu'elle existe dans l'art. 1033, elle
doit s'appliquer à tous les cas où l'on doit faire
porter ou envoyer un acte, et justifier ensuite
qu'il a été remis; ce qui suppose la nécessité
d'un double délai, l'un pour effectuer ce trans-
port ou envoi, l'autre pour que l'original dont
le représentant peut seule fournir la preuve
de la remise de l'acte puisse être retourné à la
partie (1).

Il est de principe général qu'on doit notifier
à personne ou domicile de la partie qui n'a pas
d'avoué en cause, les actes dont la signification
est ordonnée d'avoué à avoué, et, en ce cas, il
y a lieu à augmentation de délai. — (*Rennes*,
1^{re} chambre, 11 janvier 1813.)

3414. Doit-on accorder l'augmentation d'un
jour pour une distance moindre de trois myria-
mètres ?

Cette question est traitée avec tous les déve-
loppemens dont elle est susceptible, tome 1,
n^o 21.

(1) Par exemple, dans l'espace d'une action inci-
dente en garantie. « Un homme, domicilié à Caen, dit
« M. Thomine, pag. 386, est assigné pour com-
« paraître devant le tribunal de Paris; il faudra joindre
« à la huitaine franche que la loi lui accorde pour se
« présenter, autant de jours qu'il y a de fois trois
« myriamètres entre Caen et Paris; de plus, si l'homme
« de Caen est obligé d'appeler un homme de Bordeaux
« en garantie, il lui faut le temps d'aller ou d'envoyer
« remettre l'assignation et le temps pour revenir. Le
« délai des distances, pour justifier de cette assigna-
« tion (avant que le demandeur principal puisse ob-
« tenir jugement contre lui) doit être double ».

De même la dénonciation de la saisie-arrest au saisi
avec demande en validité (art. 563), admet encore
une augmentation du double pour voyage en avant
et retour. — (*Voy. Pigeon*, tom. 2, pag. 55.)

3415. Comment se calculent les délais fixés
à un certain nombre de mois, de jours ou
d'heures ?

De ce que nous avons dit sur les quest. 1555^e
et 2352^e, il résulte que, dans les cas où le loi
détérmine un délai par mois, on ne doit point
calculer ce délai à raison d'une révolution uni-
forme de trente jours, mais le composer du temps
variable qui s'écoule entre le quinquième d'un
mois et le quinquième du mois suivant.

Si le délai est fixé à un certain nombre de
jours déterminé, il est incontestable que la
computation doit s'en faire de jour à jour, et
non d'heure à heure. Au contraire, lorsque le
délai est fixé à un certain nombre d'heures, on
ne peut le calculer de jour à jour : vainement
dirait-on que vingt-quatre heures, par exemple,
s'entendent du jour naturel, en sorte que l'on
ne devrait pas compter les heures de nuit; la
Cour de cassation a rejeté ce système, par arrêt
du 5 janvier 1809, rapporté par Sirey, tom. 9,
pag. 131. — (*Voy. nous. Répert. au mot jour*,
tom. 6, pag. 318 et suiv., et notre quest. 400^e.)

3416. Tous les jours autres que ceux des ter-
mes sont-ils continus et utiles pour faire cou-
rir les délais ?

Oui, et par conséquent les jours de fêtes et
de vacations comptent dans le délai. L'ordon-
nance de 1667 contenait à cet égard, dans
l'art. 7 du tit. 3, une disposition formelle, qui,
pour n'avoir pas été répétée par le Code, n'en
est pas moins applicable comme principe de
jurisprudence.

Art. 1034. Les sommations pour être
présent aux rapports d'experts, ainsi
que les assignations données en vertu de
jugement de jonction, indiqueront seule-
ment le lieu, le jour et l'heure de la
première vacation ou de la première au-
dience; elles n'auront pas besoin d'être
rétérées, quoique la vacation ou l'au-
dience ait été continuée à un autre jour.

C. de P., art. 315.

DCXIX. Comme nous l'avons fait remarquer
dans notre introduction générale, toute l'éco-
nomie du Code tend à simplifier la procédure,
à diminuer les frais, à éviter les longueurs, à
détruire un grand nombre d'abus qui s'étaient
introduits sous le règne de l'ancienne jurispru-
dence. C'est dans cette vue qu'il n'a permis que
les assignations et actes qui sont absolument
nécessaires pour constituer les parties en de-
meure et leur procurer une légitime défense.
Or, cette nécessité n'existait point dans les cas
prévus par l'art. 1034.

3417. Lorsqu'une cause est remise ou conti-
nuée à tel jour d'audience, doit-on donner une
nouvelle assignation, s'il n'y a pas de jugement
de jonction ?

On croirait facilement que cette question

pourrait être résolue pour l'affirmative, si l'en se tenait strictement au texte de l'art. 1034. En effet, la disposition par laquelle cet article dispense de réitérer l'assignation, lorsque l'audience aurait été continuée, ne se rapporte qu'au cas où la première assignation a été donnée en vertu de jugement de jonction. Mais la nécessité de hâter la décision et d'économiser les frais a introduit un usage d'après lequel tout jugement qui remet ou continue la cause est considéré comme un avertissement suffisant pour toutes les parties, en sorte que l'en ne réitére les assignations en aucun cas, pas même dans celui où quelques-unes des parties laisseraient défaut; on remarquera d'ailleurs que les jugemens de remises ou de continuation ne sont pas expédiés.

ART. 1035. Quand il s'agira de recevoir un serment, une caution, de procéder à une enquête, à un interrogatoire sur faits et articles, de nommer des experts, et généralement de faire une opération quelconque en vertu d'un jugement, et que les parties ou les lieux contentieux seront trop éloignés, les juges pourront commettre un tribunal voisin, un juge, ou même un juge de paix, suivant l'exigence des cas; ils pourront même autoriser un tribunal à nommer soit un de ses membres, soit un juge de paix, pour procéder aux opérations ordonnées (1).

C. de P., art. 255, 305, 326, 517.

DCXX. La disposition de l'article ci-dessus est encore une suite de l'intention bien manifeste du législateur d'éviter les lenteurs et les frais. Il est à remarquer que les cas prévus par cet art. sont les seuls dans lesquels les tribunaux puissent aujourd'hui faire une sorte de désignation de leur pouvoir juridictionnel (2).

3418. La commission doit-elle être décernée par le jugement même qui ordonne l'opération ?

Oui; ainsi l'art. 1035 abroge l'ancienne forme des commissions rogatoires. Cependant l'art. 16 du Code de commerce paraît la conserver entre les tribunaux de commerce.

3419. Lorsqu'un tribunal n'a commis un juge étranger pour procéder à une enquête, des témoins domiciliés au lieu où siège ce tribunal peuvent-ils lui demander à être entendus par un commissaire pris dans son sein, et non par

(1) JURISPRUDENCE.

Les tribunaux ont toujours la faculté de révoquer les commissions qu'ils ont décernées pour des actes d'instruction, si elles n'ont pas reçu un commencement d'exécution. — (Rennes, 2 avril 1810.)

(2) Voy. notre Traité des lois d'organisation de compétence, liv. 2, lit. 5.

CARRÉ, TOME 3.

le juge étranger devant lequel ils auraient été assignés ?

Une semblable demande a été faite à l'un des présidents de la Cour royale de Rennes, comme juge de référé, par deux témoins, dont l'un était retenu en cette ville pour l'exercice de fonctions publiques, l'autre par des affaires dont il était chargé comme avocat. Sur leur requête tendant à être dispensés de comparaitre devant le juge commis dans un département voisin, M. le président a décidé qu'ils seraient entendus par lui-même.

Il a considéré que le juge étranger n'avait été commis pour faire l'enquête que comme délégué de la Cour, et que cette délégation n'avait pu avoir pour objet des témoins domiciliés au chef-lieu du ressort de cette Cour.

En cette circonstance, les témoins prirent avec raison la précaution de signifier l'ordonnance qui fixait le jour de leur audition, 1^o à la partie, pour qu'elle pût être présente; 2^o au juge étranger, dans la personne du greffier, afin de prévenir la condamnation à l'amende que la loi prononce contre le témoin défaillant. D'un autre côté, M. le président avait fixé le jour de l'audition à une époque assez éloignée pour que la partie pût y assister. — (Ordonnance de M. le président de la troisième chambre, du 18 avril 1812.)

ART. 1036. Les tribunaux, suivant la gravité des circonstances, pourront, dans les causes dont ils seront saisis, prononcer, même d'office, des injonctions, supprimer des écrits, les déclarer calomnieux, et ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugemens (3).

Règl. du 30 mars 1808, art. 102. — C. d'inst. crim., art. 304 et suiv. — C. de P., art. 88 et suiv.

DCXXI. Le premier devoir du justiciable est de respecter les magistrats : ils sont délégués par le Roi; ils le représentent en quelque sorte, puisqu'ils rendent la justice en son nom. A ce

(3) JURISPRUDENCE.

1^o. La Cour de cassation a ordonné, sur le réquisitoire de M. le procureur général, la suppression des mémoires contenant des expressions indécentes et irrévérencielles contre les Cours et tribunaux dont les décisions lui sont dénoncées. — (Cassat., 11 janv. et 17 mars 1808, Sirey, tom. 8, pag. 473.)

2^o. Il n'y a point d'injure à reprocher l'erreur, l'injustice et la prévention des juges, lorsque les faits sur lesquels ces reproches sont fondés sont manifestes, et que la partie se trouve dans la nécessité de les faire connaître; en ce cas, les écrits ne peuvent être supprimés. — (Rennes, 7 janv. 1811, Sirey, tom. 11, pag. 462.)

3^o. Les tribunaux de commerce peuvent non-seulement renvoyer une partie qui se plaint d'injures se pourvoir en dommages-intérêts, mais encore prononcer eux-mêmes sur cette demande. — (Rennes, 30 juin 1810.)

42.

titre toute atteinte portée à leur dignité doit être promptement et sévèrement réprimée.

Ainsi, lorsque les passions dominent les plaigneurs, lorsqu'eux-mêmes ou leurs défenseurs sortent des bornes légitimes de la défense, et oubliant le respect qu'ils doivent aux organes de la loi, recourent à la calomnie et à la diffamation, dans la vue de rendre leurs adversaires odieux, le magistrat peut user, et il le doit faire, avec une inflexible sévérité, du pouvoir dont l'investit l'art. 1036.

3420. *Les juges peuvent-ils ordonner incidemment la suppression d'un mémoire injurieux répandu dans la public sans avoir été signifié à la partie?*

L'affirmative de cette question résulte d'un arrêt de la Cour de cassation, section des requêtes, du 22 novembre 1809. (Voy. *Sirey*, tom. 10, pag. 88.) On peut ajouter un arrêt de la Cour de Rennes, du 20 juin 1810. (Voy. *Journ. des arrêts de cette Cour*, tom. 1, pag. 247.) Mais il est entendu que le mémoire ne peut être supprimé de la sorte qu'autant qu'il est relatif à l'affaire dont les juges sont saisis.

3421. *Celui qui est étranger à une contestation a-t-il le droit d'y intervenir pour demander la suppression des mémoires que les parties ont publiés, et dans lesquels il prétend avoir été injurié?*

Non. — (Voy. *quest. 433^e*.)

ART. 1037. Aucune signification ni exécution ne pourra être faite, depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 31 mars, avant six heures du matin et après six heures du soir; et depuis le 1^{er} avril jusqu'au 30 septembre, avant quatre heures du matin et après neuf heures du soir; non plus que les jours de fête légale, si ce n'est en vertu de permission du juge, dans le cas où il y aurait péril en la demeure.

Décret du 4 août 1806. — C. de P., art. 53, 781, 848.

DXXII. La nature a consacré les heures de nuit au repos; la loi devait empêcher de le troubler par des provocations judiciaires et des inquisitions domiciliaires, elle interdit ainsi à la justice même l'entrée pendant la nuit de la demeure des citoyens. Autrefois il n'était permis d'exploiter qu'entre deux soleils, c'est-à-dire depuis le soleil levant jusqu'au soleil couchant; mais cette désignation de deux extrémités du jour et de la nuit par le lever et le coucher du soleil manquait de précision. L'article ci-dessus fait disparaître toute difficulté, en les déterminant d'une manière plus fixe par l'indication même des heures.

D'un autre côté, le même respect pour le repos des citoyens, auquel sont consacrés les jours de fête légale, dut faire interdire pendant le jour, comme pendant la nuit, les significations et exécutions, il était d'ailleurs dans l'ordre des convenances morales et politiques que, par ces

actes souvent affligeants, aucun individu ne pût être troublé dans la part qu'il prend à l'allégresse publique ou dans l'accomplissement des devoirs de son culte.

A la vérité, le cas de péril imminent exigeait quelques exceptions; mais tel a été le scrupule du législateur, que ces exceptions même ne peuvent être appliquées qu'en vertu de permission du magistrat.

3422. *Peut-on, en vertu de la permission du juge, faire des significations aux heures prohibées?*

Ces mots de la loi, si ce n'est en vertu de permission du juge, etc., ne s'appliquent qu'à la prohibition de faire des significations et exécutions les jours de fête légale, et non pas à la première partie de l'article, qui regarde les heures du jour. Ainsi, en hiver, on ne pourrait pas obtenir la permission de saisir-exécuter ou de saisir-gager avant six heures du matin, ou après six heures du soir, parce que de semblables exécutions ne peuvent se faire qu'en jour dans le domicile des citoyens, et qu'il est expressément défendu par les lois d'y entrer pendant la nuit. L'art. 1037, en fixant les heures du jour, règle le temps de nuit. Celui chez lequel on se présenterait pour faire une exécution avant l'heure permise pourrait donc refuser à l'huissier l'entrée de sa maison, et, dans ce cas, l'officier ministériel ne serait point autorisé à recourir au juge de paix ou au maire du lieu. (Art. 587; voy. article 184 du Code pénal.) Mais en attendant l'heure, l'huissier pourrait prendre la précaution qu'autorise l'art. 587, pour empêcher tout divertissement d'effets.

3423. *Quelles sont les fêtes comprises sous ces expressions, fêtes légales?*

Ce sont, en première ligne, les dimanches et les fêtes religieuses conservées par les articles organiques de la convention du 26 messidor an 9, tit. 3, du culte, et qui sont l'Ascension, l'Assomption, la Toussaint et Noël.

Nous pensons même, et notre opinion est fondée sur celle du conseiller d'état Galli (voy. *discours* contenant l'Exposé des motifs, édit. de F. Didot, pag. 358), que l'art. 1037 s'applique à toute fête que la nation célébrerait, par ordre du gouvernement, à l'occasion d'un grand événement, encore que cette fête ne fût pas établie à perpétuité.

« Cette expression de *fêtes légales*, dit M. le conseiller d'état, nous rappelle une espèce de fêtes bien connues chez les Romains, sous le nom de *feriae repentinae*, ainsi appelées parce qu'elles étaient du moment. Des succès brillants, une victoire remportée, les faisaient éclore, *pro re notā indicibantur, putā ob res prosperas gestas*. Le droit d'ordonner ces fêtes était réservé au prince seul, *unde etiam imperiales dictae*.

On sait que le 1^{er} janvier a été conservé comme fête de famille; que les tribunaux et Cours ont

ce jour vacance, conformément à un arrêté de l'ancien gouvernement.

C'est par ce motif que le Conseil d'état, par un avis du 13 mars 1810, approuvé le 20, a déclaré que ce jour était un jour *ferié legal*, dans le sens de l'art. 162 du Code de commerce, et qu'ainsi les protêts d'effets échus le 31 décembre devaient être retardés jusqu'au 2 janvier.

Si maintenant on remarque que cet article porte que si le jour de l'échéance était un jour *ferié legal* le protêt est fait le jour suivant, on reconnaitra que la décision du Conseil d'état doit être étendue aux significations et exécutions, quelles qu'elles soient; que conséquemment on ne peut y procéder le 1^{er} janvier; car il impliquerait que ce jour fût considéré comme *legalement ferié* dans un cas et non dans les autres, quoiqu'il n'existât aucun motif de faire cette distinction, à laquelle répugnent évidemment les considérans de l'avis du Conseil d'état.

3424. *Les dispositions de l'art. 1037 s'appliquent-elles à tous les actes de la juridiction contentieuse; et, en cas d'affirmative, la confection de l'acte peut-elle être remise au lendemain du jour ferié auquel expirerait le délai?*

M. Thémimes, dans une consultation du mois de mars 1812, a traité cette question à l'occasion de celle de savoir si une enquête devait être déclarée nulle pour n'avoir été commencée que le neuvième jour après signification du jugement d'admission de la preuve, ou si, au contraire, elle avait été valablement commencée le neuvième, vu que le huitième était un jour de fête.

Cet article, dit-il, rappelle l'ordonnance du 5 novembre 1651, et les titres du Code et du Digeste de *feriis et dilationibus et diversis temporibus*, qui ordonnaient de remettre au lendemain tout ce qu'on pouvait se dispenser de faire les jours de fête.

Il n'aurait pas présenté-on devant un juge un jour de dimanche, pour faire une enquête ou tout autre acte; il renverrait au lendemain.

Or, la conséquence de ce que le juge peut ne pas agir le dimanche, est que l'on peut faire le lendemain ce qu'on devait faire le dernier jour du délai, et non qu'on soit obligé de commencer la veille de la fête, ou même la veille, si la veille eût été aussi un jour de fête.

Ces jours opèrent maintenant la prorogation du délai au lieu de l'abrégé; c'est ce que nous dit le simple bon sens; ce qui ne peut se faire le jour de la fête doit être remis au lendemain; c'est aussi ce qu'enseignent les titres du Digeste de *feriis et dilationibus*; c'est ce que nous apprend Perès, sur le Code, en donnant la définition des jours *feriés*.

Suivant l'esprit de ces lois et l'explication de l'auteur, tous les actes judiciaires qui seraient à faire le dimanche ou autres jours de fête, hors le cas d'urgence nécessaire, sont remis de plein droit au lendemain: *Feriæ dilationes sunt, quas jus indulget*.

Si une dette devient exigible ce jour-là, il faut

attendre au lendemain à la demander: *Omnium publicarum creditorum debitorum debitorum erantia*. — (Loi 7, in fine, Code de feriis.)

Si c'est un jour *ferié legal*, le protêt est fait le jour suivant. — (Code de comm., art. 163.)

En fait de procédures (ordonn., tit. 3, art. 7) tous les jours sont continus et utiles pour les assignations, même les dimanches, fêtes solennelles et autres.

Mais, dit Bornier, si le jour de l'échéance est dimanche ou fête, il doit être remis au jour ouvrable suivant; les jours intermédiaires sont seuls continus.

Jousse enseigne la même doctrine; si le délai de l'assignation échut l'un de ces jours, la cause est remise de plein droit au lendemain ou au plus prochain jour plaideable.

D'après ces autorités, il ne paraît pas douteux que le délai d'opposition ou tout autre délai de procédure qui échoirait un jour de fête doit être remis de plein droit au lendemain; c'est une règle de droit commun, applicable à tout délai qui se compte par jour, application faite à la surenchère par arrêt du 28 novembre 1809. Il ne faut pas confondre les délais par jour et ceux par an ou par mois; si, en fait de prescription, les jours de fête ne prorogent pas, c'est que le délai est assez long; encore peut-on agir un jour de fête par permission du juge.

Cependant la Cour de cassation a rejeté cette doctrine, en déclarant, par l'arrêt du 7 mars 1814 (Sirey, tom. 14, pag. 121), que les jours de fêtes légales ne suspendent point le délai pour faire enquête. On doit donc conclure que l'article 1037 doit être restreint aux significations et exécutions, et par conséquent, on agira prudemment en demandant une prorogation de délai, dans tous les cas où l'on voudrait attendre au dernier jour (1). Quoi qu'il en soit, l'arrêt rendu en matière de surenchère et les raisons développées par M. Thémimes, et que la Cour de Cass. avait adoptées, nous semblent encore justifier pleinement la solution affirmative de la question que nous avons posée (2).

3425. *Le même art. 1037 s'applique-t-il à des actes que la loi ne le juge prescrit de faire*

(1) Il y a certains actes que le Code lui-même permet de faire les jours de fêtes; par exemple, on peut procéder les dimanches aux ventes, après saisie-exécution et brando, et apposer les affiches de ventes judiciaires d'immeubles. — (Art. 617, 639, 961.)

(2) On remarquera que la Cour de cassation n'a cassé l'arrêt de Cass. que par la seule considération qu'il avait ajouté un jour au délai fixé par la loi; mais qu'elle ne décide pas que le juge commis à une enquête puisse procéder un jour *ferié*. Elle a au contraire jugé, par arrêt du 31 juin même année (Sirey, tom. 15, pag. 375), que lorsque les juges négligent l'observation des fêtes et vacances, ils prononcent irrégulièrement.

La prudence conseille donc, comme nous l'avons dit ci-dessus, de ne pas attendre le dernier jour, mais de procéder auparavant, ou du moins d'obtenir permission pour procéder ce dernier jour, s'il est *ferié*.

dans certains instancos, mais qui entrent dans les attributions d'experts ou d'agens administratifs?

La négative a été jugée ainsi que nous l'avons dit *supra*, 2, pag. 409, à la note, dans le cas particulier d'une transcription de saisie, faite un jour de dimanche, sur le registre du conservateur des hypothèques. Nous avons ajouté que M. Huet critiquait cette décision et pensait que la saisie devait être exécutée.

Il se fonde sur les articles 1 et 2 de la loi du 17 thermidor an 6, l'arrêté du gouvernement du 7 thermidor an 8, le concordat de l'an 10 (1801), l'art. 57 du décret organique du 18 germinal même année, l'art. 781 du Code de procédure, qui défend d'exercer la contrainte un jour de fête légale, et, enfin, sur la loi formelle du 18 novembre 1814, qui prescrit la stricte observation du jour des fêtes religieuses.

Nous croyons devoir faire une distinction qui nous semble concilier les opinions qui ont été émises sur cette question.

Où l'acte émane d'un fonctionnaire public, proprement dit, c'est-à-dire d'un homme institué par la loi pour appliquer ses dispositions avec autorité, comme délégué du souverain; tels sont les magistrats dans l'ordre judiciaire et les personnes chargées dans les différentes localités d'une portion de l'administration générale, tels que les préfets, les sous-préfets, les maires, les conseillers de préfecture et les conseils municipaux; nous ajoutons les notaires, parce que leurs actes sont exécutoires comme des jugemens;

Où il s'agit d'un acte du ministère d'un simple agent, comme un conservateur des hypothèques, un préposé de l'enregistrement.

Dans le premier cas, l'acte est nul parce que le législateur ayant reconnu et déclaré que le culte catholique est celui de l'état, ne peut être présumé avoir entendu que les fonctionnaires chargés de l'application de la loi, et qui, sous ce rapport, représentent le prince dans l'exercice d'une portion du pouvoir exécutif, pussent donner l'exemple de la contravention à un précepte de cette religion.

Dans le second cas, l'agent n'exerçant point son ministère directement comme délégué du prince, et n'ayant par lui-même aucune autorité coercitive, peut profiter des jours fériés comme des jours de repos, où il est autorisé à refuser de remplir ses fonctions; mais s'il n'entend pas user de cette faveur, il n'existe aucun motif pour annuler l'acte qu'il aura bien voulu faire (1). Ainsi nous maintenons tout à la fois et la décision annotée, *tom. 2, pag. 181*, et ce que nous avons établi dans la note sur le numéro précédent, en ce qui concerne l'acte de clôture du procès-verbal d'ordre, puisqu'il est le fait d'un

juge et non d'un simple agent ou préposé d'administration.

Nous ferons néanmoins remarquer que, par arrêt du 8 germinal an 10, la Cour de Reunes a annulé un procès-verbal de prise de saisie par des experts un jour de fête légale; mais les motifs de cette décision sont en faveur de notre opinion: la Cour n'a point annulé par la considération que les experts ne pouvaient procéder un jour férié, mais attendu qu'en donnant citation à une partie afin d'assister à l'expertise, c'était la contraindre à prendre part à une opération à laquelle elle était libre de ne pas concourir ce jour-là; que la citation étant nulle par ce motif, le procès-verbal devait l'être également.

La loi du 18 novembre 1814, sur laquelle M. Huet insiste particulièrement, n'a pour objet que des mesures de police, relativement aux travaux ordinaires et extérieurs, etc.

3426. *La prohibition portée par l'art. 1037 de faire aucune signification soit un jour férié soit avant ou après les heures qu'il détermine, emporte-t-elle nullité de celles qui seraient faites hors de ces limites?*

M. Berriat-Prix, pag. 144, cite un arrêt rendu en 1584 par le Parlement de Paris, qui annula un exploit fait pendant la nuit; mais la Cour suprême (arrêt du 29 janvier 1819, *Sirey, tom. 20, pag. 55*) a considéré que l'art. 1037, en disposant qu'aucune signification ne peut être faite à certaines heures, n'attache pas cependant la peine de nullité à l'observation de cette disposition; que, suivant l'art. 1030 du même Code, aucun acte de procédure ne peut être annulé que dans les cas pour lesquels la nullité en est formellement prononcée par la loi; et par ces motifs elle a rejeté le pourvoi contre un jugement du tribunal de commerce de Romorantin, qui avait refusé d'ordonner la preuve testimoniale offerte pour prouver qu'un protêt avait été signifié après six heures du soir.

Ce fait, lit-on dans le dispositif de l'arrêt, en le supposant prouvé, n'aurait pas entraîné la nullité du protêt.

Quel que soit le préjugé qui résulte de cette décision, nous ne pouvons l'admettre comme ayant fait une juste application de l'art. 1030.

Cet article, dans notre opinion, n'est relatif qu'aux contraventions à des dispositions législatives concernant les formalités des actes, et ne peut recevoir son application dans le cas d'une loi expressément prohibitive. Aucune signification ni exécution ne pourra, dit l'art. 1030, être faite, etc... Cette disposition tient essentiellement à l'ordre public: il ne s'agit point, nous le répétons, d'une formalité d'acte, mais d'une mesure de haute police dont l'objet est de garantir l'inviolabilité du domicile, *cuius tutissimum receptaculum*. Un acte fait durant la nuit doit donc être considéré comme non avenu, indépendamment de la disposition de l'art. 1030.

Nous pensons de même à l'égard des actes qui seraient notifiés les jours fériés, parce que

(1) Au surplus, pour prévenir toute difficulté à ce sujet, relativement aux transcriptions hypothécaires, il a été défendu, par une circulaire ministérielle, d'ouvrir les bureaux d'enregistrement pendant les jours fériés.

la disposition prohibitive de l'art. 1033 tient également et éminemment à l'ordre public et aux bonnes mœurs. Si, dans notre Traité des lois d'organisation et de compétence (art. 61), nous ne nous sommes pas prononcé pour la nullité de tous actes indistinctement auxquels un fonctionnaire public eût procédé un jour de dimanche ou fête, du moins n'avons-nous pas balancé à l'admettre dans tous les cas où un citoyen eût été contraint à concourir ou assister à la confection de l'acte, comme dans tous ceux où on le lui eût notifié à personne ou à domicile.

ART. 1038. Les avoués qui ont occupé dans les causes où il est intervenu des jugemens définitifs, seront tenus d'occuper sur l'exécution de ces jugemens, sans nouveaux pouvoirs, pourvu qu'elle ait lieu dans l'année de la prononciation des jugemens.

C. de P., art. 75, 143, 169, 349 et suiv.

DCXXIII. La loi, par la disposition de cet article, emploie le plus sûr moyen de hâter l'exécution des décisions judiciaires, et d'empêcher en même temps qu'un avoué n'y fasse procéder contre les intentions de sa partie.

3427. L'avoué qui a réglé avec sa partie et lui a remis toutes les pièces de la procédure, croyant l'affaire terminée, est-il néanmoins tenu d'occuper sur l'exécution de ce jugement ou arrêt, qui a lieu long-temps après la remise des pièces?

Le fait de réglemeut de compte et de la reddition des pièces n'opère point la cessation des pouvoirs de l'avoué; ainsi, pour qu'il pût arguer de nullité des actes qui lui seraient signifiés dans l'année de la prononciation du jugement, il faudrait qu'il eût été révoqué dans les formes de droit. — (Foy. arrêt de la Cour d'appel de Paris, du 31 décembre 1807, Biblioth. du barr., 2^e part., tom. 1, 1808, pag. 348.) (1)

3428. Lorsque, par l'effet de l'entérinement d'une requête civile, la cause au fond est reproduite devant les mêmes juges qui ont rendu la décision rescindée, les mêmes avoués qui ont déjà occupé peuvent-ils, sans nouvelle constitution, occuper dans la nouvelle instance sur le fond?

L'art. 496 porte bien que, si la requête civile est signifiée dans les six mois de la date du jugement, l'avoué de la partie qui l'a obtenue sera constitué de droit sans nouveau pouvoir.

Mais cet article ne résout point la question que nous venons de poser, puisqu'il s'agit dans

cette question de l'instance sur le rescindant.

La Cour de Toulouse l'a résolue pour l'affirmative (Foy. arrêt du 29 nov. 1808, *Deneceux, suppl.*, pag. 113), attendu que le jugement qui entérine la requête civile remet les parties au même état qu'auparavant : d'où suit que la première constitution des avoués se continue.

3429. Lorsque l'on forme une demande qui tend à l'exécution du jugement, un simple avenir serait-il suffisant pour obliger l'avoué à comparaître sur cette demande?

Nous ne le pensons pas, attendu que l'art. 1038 ne dispose que de la constitution d'avoué, et qu'il est nécessaire et juste que la partie ait un délai pour donner à cet officier les instructions qu'elle juge utiles.

Ainsi, l'on devrait notifier à la partie, aux délais de la loi, la sommation de comparaître et ne donner l'avenir à l'avoué qu'à l'expiration de ces délais.

ART. 1039. Toutes significations faites à des personnes publiques, préposées pour les recevoir, seront visées par elles sans frais sur l'original.

En cas de refus, l'original sera visé par le procureur du roi près le tribunal de première instance de leur domicile. Les refusans pourront être condamnés, sur les conclusions du ministère public, à une amende qui ne pourra être moindre de cinq francs (2).

T. 19.—Ordonn. de 1667, tit. 11, art. 4. — C. de P., art. 1039.

DCXXIV. On sent que l'obligation que la loi, dans l'article ci-dessus, impose aux huissiers, est fondée sur la nécessité d'assurer que la copie des actes à signifier à une personne publique a été véritablement remise à celle qui avait qualité pour la recevoir.

8430. La disposition pénale de l'art. 1039 s'étend-elle au cas où les maires ou adjoints doivent donner, dans les cas où l'huissier n'a trouvé personne qui pût ou eût dû recevoir la copie d'une signification?

En d'autres termes, l'art. 1039 a-t-il pour but d'assurer l'exécution de l'art. 68 et autres qui ont des dispositions semblables?

Non, la disposition ne s'applique qu'autant que l'exploit s'adresse directement à la personne même de celui qui refuse le visa, comme on en voit des exemples aux cinq premiers paragraphes de l'art.

(2) JURISPRUDENCE.

Aux termes de l'art. 1039, la disposition de l'art. 1039, relative au visa des significations faites à des personnes publiques, n'emporte point nullité. Cette peine n'est attachée qu'au défaut de visa prescrit par les art. 69 et 70 pour les exploits d'ajournement. — (Cassat., 30 août 1816, *Sirey*, tom. 16, pag. 415; *Dalloz*, tom. 14, pag. 322.)

(1) Ainsi, par arrêt du 1^{er} août 1810, la Cour de cassation a décidé que l'avoué qui a obtenu un arrêt par défaut peut être contraint par la Cour, s'il n'a pas été révoqué, d'occuper sur l'apposition, encore qu'il déclare être sans pièces ni pouvoir; mais, en ce cas, il ne serait pas sujet à désaveu. — (*Sirey*, 1814, pag. 81.)

ticle 69. — (Voy. *Quest. de Lepoq.*, pag. 649, et *notre quest.* 16^e.)

ART. 1040. Tous actes et procès-verbaux du ministère du juge seront faits au lieu où siège le tribunal : le juge y sera toujours assisté du greffier, qui gardera les minutes et délivrera les expéditions ; en cas d'urgence, le juge pourra répondre en sa demeure les requêtes qui lui seront présentées, le tout sauf l'exécution des dispositions portées au titre des *Référés* (1).

C. de P., art. 806 et suiv.

DCXXV. C'est pour la dignité même du juge que la loi lui prescrit ici de faire tous les actes de son ministère au lieu où siège le tribunal, et avec l'assistance du greffier. Le législateur ne le dispense de cette obligation que dans les seuls cas qu'il a déterminés dans l'intérêt des parties.

§431. L'assistance du greffier aux actes du ministère du juge suppose-t-elle nécessairement que c'est le greffier qui doit écrire sous la dictée ?

Autrement, le juge pourrait-il écrire lui-même les actes et procès-verbaux de son ministère ?

Le ministre des finances, par une décision du 11 novembre 1808, rendue sur un avis du ministère de la justice, du 27 septembre précédent, déclare que l'article 1040, exigeant que le juge soit toujours assisté du greffier, suppose que c'est le greffier qui doit rédiger sous la dictée du juge.

Cela, dit le ministre, est conforme à la dignité du magistrat, puisque la considération qui doit toujours l'environner pourrait être affaiblie, s'il était obligé de tenir la plume lui-même. — (Voy. *Sirey*, tom. 9, suppl., pag. 12.)

ART. 1041. Le présent Code sera exécuté à dater du 1^{er} janvier 1807 : en conséquence, tous procès qui seront intentés depuis cette époque, seront instruits conformément à ses dispositions. Toutes lois, coutumes, usages et réglemens relatifs à la procédure civile, seront abrogés (2).

(1) JURISPRUDENCE.

Le greffier peut seul tirer expédition légale des actes confiés à sa garde. L'article 1040 établi en sa faveur un droit exclusif pour délivrer des expéditions. — (Cassat., *Sirey*, tom. 13, pag. 96.)

(2) JURISPRUDENCE.

1^o. Les enquêtes ordonnées depuis le Code, dans les procès commencés antérieurement, doivent être faites suivant les lois anciennes. — (Cassat., 30 oct. 1813 et 26 fév. 1816, *Dalloz*, tom. 12, pag. 555, *Sirey*, tom. 13, pag. 145, et 1816, pag. 375.)

T. 176. — Avis du Conseil d'état, des 16 fév. et 1^{er} juin 1807. — Bulletin des lois, 4^e série, tom. 6, pag. 151. — Décrets des 18 août 1807 et 13 oct. 1809, et *suprà*, notre introduction générale.

DCXXVI. La disposition de cet article est fondée sur des considérations que nous avons déjà développées dans notre introduction générale ; elle présente une dérogation à la règle générale, mais cette dérogation était nécessaire pour éviter la confusion et les difficultés que le Code de procédure eût entraînées, si, conformément à cette règle, il eût été exécutoire du jour de sa promulgation.

L'ordonnance de 1667 contenait une semblable disposition, et elle méritait par sa sagesse, disait M. le rapporteur de la loi au Corps législatif, de se trouver réunie à celles qui ont été extraites pour composer le nouveau Code de procédure.

§432. Quelles sont les affaires que l'on ne doit pas ranger dans la classe des procès intentés antérieurement au 1^{er} janvier 1807 ?

Les seuls procès intentés depuis le 1^{er} janvier 1807 doivent être instruits conformément aux dispositions du Code de procédure civile. Mais il ne faut comprendre dans la classe des affaires antérieurement intentées, ni les appels interjetés depuis l'époque du 1^{er} janvier 1807, ni les saisies faites depuis, ni les ordres et contributions, lorsque la réquisition d'ouverture du procès-verbal est postérieure, ni les expropriations forcées, lorsque la procédure réglée par la loi du 11 brumaire an 7 a été entamée par l'apposition des affiches avant le 1^{er} janvier 1807. — (Avis du Conseil d'état du 16 février 1807.) (3)

2^o. Si l'appel d'un jugement rendu avant le 1^{er} janv. 1807 a été interjeté postérieurement, l'instruction se fait suivant les dispositions du Code de procédure. — (Rennes, 30 nov. 1807.)

3^o. Une instance liée avant le 1^{er} janvier, mais reprise depuis, doit être régie d'après la législation antérieure, parce que la reprise n'est que la continuation du procès primitif. — (Bruxelles, 10 juin 1807, *ibid.*, pag. 25.)

4^o. L'assignation devant une Cour royale, en vertu d'un arrêt de la Cour de cassation, qui lui renvoie la connaissance d'une ancienne affaire, n'est pas soumise aux formes du Code, puisqu'elle n'est pas introductive d'une nouvelle instance. — (Nîmes, 16 fév. 1808, *Paillet*, pag. 281.)

5^o. Les dispositions du Code de procédure règlent la forme et l'exécution des arrêts rendus postérieurement à sa publication, sur un procès intenté auparavant. — (Montpellier, 16 juillet 1810, *Paillet*, pag. 251.)

6^o. L'avis du Conseil d'état, du 16 février, ne concerne que l'instruction du procès, et on ne peut conséquemment appliquer à une cause introduite avant le 1^{er} janvier, les dispositions du Code de procédure qui établiraient un nouveau droit sur le fond du procès. — (Cassat., 12 août 1807, *ibid.*, pag. 27; voy. *suprà* n^o 345.)

(3) Nous ne traiterons que les seules questions tran-

3433. *Serait-on encore recevable, aux termes de l'art. 5, tit. 13, de la loi du 24 août 1790, à appeler pendant dix ans, à partir de la signification faite sous l'empire du Code, d'un jugement rendu avant le 1^{er} jugement 1807 ?*

Avant la loi du 24 août 1790, le délai d'appel était de dix ans, conformément à l'ordonnance de 1667, et il était plus ou moins long dans les pays où elle n'avait pas été enregistrée.

Mais la loi de 1790, en réduisant ce délai à trois mois, n'avait parlé que des jugemens contradictoires.

A l'occasion d'un référé fait au Directoire exécutif, sur la question de savoir si les jugemens par défaut restaient soumis au délai fixé par l'ordonnance ou par la jurisprudence locale, il fut répondu, le 9 messidor an 4, que la loi nouvelle n'ayant pas prononcé sur l'appel des jugemens par défaut, il résultait nécessairement de son silence qu'on devait, à cet égard, recourir aux lois anciennes (voy. *Bull. des lois*, 56, n° 497), et c'est ainsi que la Cour de cassation prononça sur cette difficulté, par arrêt du 25 pluviôse an 11. — (*Bull. eff.*, an 11, n° 58, pag. 151.)

Telle a été la jurisprudence jusqu'à la mise en activité du Code de procédure, qui a rendu le délai de trois mois commun à tous jugemens, soit contradictoires, soit par défaut.

Il nous semble hors de doute que c'est l'époque de la notification du jugement qu'il faut considérer pour déterminer le délai qui, en tous les temps, a couru à partir de cette notification.

C'est à cette époque, en effet, que la partie a requis de laquelle elle a été faite, a constitué l'autre en demeure d'appeler, et elle n'a pu le faire que sauf l'observation du délai fixé par la loi existante.

Ainsi, lorsque la signification dont il s'agit a été faite avant le 1^{er} janvier, la partie a eu dix ans à compter de cette signification. Si elle n'est faite qu'aujourd'hui, le délai d'appel ne sera que de trois mois, conformément à l'article 443 du Code.

Telle est notre opinion sur cette question, qui peut se présenter encore; mais nous ne dissimulons pas qu'il existe un arrêt contraire rendu par la Cour de Bruxelles, le 13 mai 1807, et rapporté par les auteurs du *Praticien*, partie *Jurisprudence*, tom. 1, pag. 6.

3434. *L'abrogation prononcée par l'art. 1041 peut-elle être étendue à des matières régies par des lois spéciales antérieures au Code de procédure ?*

Non, et c'est pourquoi nous avons dit, par exemple, que l'on ne devait pas appliquer les dispositions du Code de procédure dans les matières domaniales que des lois spéciales soumettent à des formalités particulières. — (Voy. question 1157, et les avis du Conseil d'état des 12 mai et 1^{er} juin 1807.)

sitoires qui, d'après cet avis, seraient encore susceptibles de se présenter aujourd'hui.

ART. 1042. Avant cette époque, il sera fait, tant pour la taxe des frais que pour la police et discipline des tribunaux, des réglemens d'administration publique.

Dans trois ans au plus tard, les dispositions de ces réglemens qui contiendraient des mesures législatives, seront présentées au Corps législatif en forme de loi.

DCXXVII. En conformité de cet article, dont nous avons suffisamment exposé les motifs, plusieurs réglemens ont été faits pour la police et discipline des tribunaux; et quoiqu'il n'eût point reçu, conformément à la seconde disposition du même article, la sanction du pouvoir législatif, ils ont été journellement appliqués comme lois dans les tribunaux, et continueront de l'être jusqu'à ce que cet étrange oubli ne soit réparé.

Les dispositions de ces réglemens sont en effet essentielles à la marche des affaires, et mieux vaut considérer le silence du gouvernement et du législateur comme une approbation tacite, que d'entraver la marche de l'administration de la justice.

Ceux de ces réglemens qui ont pour objet la taxe des frais et dépens des procédures civiles et de mise à exécution se trouvent dans trois décrets du 16 février 1807.

Le premier contient le détail des frais et dépens pour tous les actes.

Le second règle la forme de la liquidation des dépens, tant en matières sommaires qu'en matières ordinaires, et la marche à suivre pour se pourvoir contre les exécutoires, c'est-à-dire contre l'ordonnance qui accorde permission de contraindre au paiement des sommes taxées; à ce décret est joint un tarif particulier des frais de taxe et de ceux à faire pour parvenir à la réformation des exécutoires.

Le troisième a appliqué à quelques Cours et tribunaux le tarif de la Cour royale de Paris et des tribunaux de son ressort, et en a fixé la réduction pour les autres.

Quant à la police et à la discipline des tribunaux, elle est réglée par le décret du 30 mars 1808.

Mais on doit ajouter la loi du 20 avril 1810, concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice, et les décrets des 6 juillet suivant, sur l'organisation et le service des Cours royales, etc.; 19 du même mois, portant des peines contre les postulans sans titre (1); 18 août même année, sur l'orga-

(1) On remarquera que ce décret, qui défend tous actes de postulation aux personnes qui n'ont pas un caractère public, n'entend punir que ceux qui, au préjudice des avoués en titre, s'approprient les émolumens et produits accordés pour l'instruction des affaires, et non pas à ceux qui rédigeraient des actes du ministère d'avoué, sous la signature d'un de ces officiers ou dans l'intention de les faire revêtir de cette

nisation des tribunaux de première instance; enfin, le décret du 30 janvier 1811, qui règle les dépenses de l'ordre judiciaire.

Tous ces réglemens se trouvent, en grande partie, à la suite de plusieurs ouvrages publiés sur le Code de procédure, et ont été recueillis, mis en ordre et conférés en totalité sous le titre de *Code de la nouvelle organisation judiciaire*, par M. Roudonneau; Paris, imprimerie stéréotype de Maime frères (1).

signature. — (Bruxelles, 21 avril 1813, Sirey, tom. 15, pag. 43.)

(1) Ces réglemens seront expliqués dans notre *Traité de la pratique judiciaire*.

Nous terminerons en rappelant une importante réflexion des rédacteurs du projet de Code :

- Les effets du Code judiciaire dépendent de la fermeté et de l'exactitude des juges à en maintenir l'exécution.....
- Ce ne sont ni les frais ni les délais réglés par la loi, mais les droits que l'on s'attribue, et les délais qu'on proroge malgré sa défense, qui sont onéreux aux parties.....
- L'observation des formes prescrites par ce Code est la première obligation des officiers chargés immédiatement des intérêts des parties.....
- Leur intérêt le leur commande autant que leur devoir. •

APPENDICE

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE DE DIVERS ACTES LÉGISLATIFS EN MATIÈRE DE PROCÉDURE QUI SONT EN VIGUEUR EN BELGIQUE.

Arrêté du 1^{er} avril 1814.

Cet arrêté a dérogé à la disposition de l'art. 69, § 9, du Code de procédure : il est rapporté à l'art. 69, quest. 374, t. 1^{er}, pag. 113; voy. aussi la loi du 26 mars 1833, rapportée plus bas, à sa date.

Arrêté du 4 novembre 1814.

Il a été ordonné, par cet arrêté, que tout interrogatoire sur faits et articles serait précédé du serment de dire vérité. Cet arrêté est rapporté sous le n^o 1253; il rétablit l'ancienne formule de serment usitée en Belgique : « ainsi m'aide Dieu et tous les saints. »

§ 1^{er}. Des sursis (1).

Les Cours souveraines des Pays-Bas, comme celles de France, donnaient avant la révolution, des lettres de répit ou de surséance, portant défense d'exercer aucune poursuite contre celui à qui elles étaient accordées : différentes décisions souveraines avaient dû mettre des bornes à ce dangereux pouvoir, et notamment les décrets des 7 octobre 1531, 19 septembre 1588, 13 octobre 1685, 27 décembre 1682, etc., etc.

Ces surséances contraires à la foi publique, garantie la plus sacrée des contrats, furent abolies en 1791; depuis, et jusqu'en 1814, la considération que plus la loi laisse de latitude aux tribunaux pour modifier l'effet des conventions, moins il existe de crédit (2), empêcha

d'en rétablir l'usage; mais à cette époque, les événements politiques qui avaient renversé tant de fortunes, pouvaient justifier une mesure momentanée de cette nature.

Ce fut ce motif qui décida le prince souverain d'alors, jouissant de la plénitude du pouvoir législatif, à rendre l'arrêté du 25 novembre 1814. Mais cette mesure provisoire, rendue utile par les longues guerres qui avaient seulement de s'apaiser, et causée par leurs suites, semblait devoir être restreinte, dans son effet, au temps où ces suites seraient sensibles, et cesser alors que toutes les plaies seraient cicatrisées. Cependant on en a jugé autrement, et tous les jours on en applique les dispositions à des individus dont les malheurs datent d'une époque bien plus récente, et sont totalement étrangers aux événements politiques antérieurs à 1814 ou 1815.

L'effet de cette indulgence eût été déplorable, et le plus souvent les débiteurs qui en sont l'objet, dévorent-ils pendant qu'ils sont à l'abri de toutes poursuites, les restes d'un avoir qui, pour être momentanément insaisissable, n'en est pas moins la propriété de leurs créanciers. Aussi la constitution, art. 139, a-t-elle rangé au nombre des matières urgentes à réviser, celle des sursis.

Arrêté du 25 novembre 1814.

Ayant pris en considération l'état dans lequel se trouvent plusieurs débiteurs dans la Belgique, par suite des événements politiques qui ont eu lieu depuis vingt ans, et voulant provisoirement venir au secours de ceux dont le malheur sollicite des égards;

(1) M. LEMAY, avocat à Amsterdam, a publié un *Essai historique sur les surséances*, en français. On pourra le consulter avec intérêt.

(2) Délibéré du Comed d'état. Séance du 18 brumaire an XII.

Sur le rapport de notre commissaire général de la justice :

Auons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Toutes requêtes tendantes à obtenir sursis à un paiement, à des poursuites en à une exécution, Nous seront adressées sur papier timbré ; elles seront signées par le suppliant et par un avoué près la Cour supérieure de justice du ressort, dans lequel demeure ledit suppliant.

Art. 2. Ces sursis ne seront accordés qu'à des négocians, corporations ou autres personnes qui, sans qu'il y ait de leur faute, et par des événements extraordinaires de la guerre, ou par d'autres calamités imprévues, se trouvent dans l'impossibilité momentanée de satisfaire leurs créanciers, et pour autant néanmoins que, soit par la production de leur bilan, soit par d'autres preuves valables, ils établissent la probabilité qu'au moyen d'un sursis, ils seront dans le cas de satisfaire au paiement de leurs dettes.

I. *Il résulte de cet article que les conditions nécessaires pour l'obtention du sursis, sont :*

1^o. *Que l'impossibilité de satisfaire aux dettes, soit momentanée, et qu'ainsi il y ait la possibilité que leur paiement intégral ait lieu moyennant un délai.*

2^o. *Que cette impossibilité soit la suite des désastres de la guerre, ou d'une calamité imprévue.*

On ne peut trop se rappeler que ces circonstances sont les conditions mises au pouvoir d'accorder le sursis, et qu'ainsi, lorsqu'elles ne sont pas établies, il ne peut y avoir lieu à l'application de cet article.

En combinant les termes de cet article avec le préambule de l'arrêté, il semble évident qu'il faut entendre par les expressions calamité imprévue, un désastre général, ou un autre événement de cette nature, mais non de malheurs particuliers, et surtout de fausses spéculations commerciales.

Art. 3. Ces requêtes seront par Nous renvoyées à notre commissaire général de la justice, qui les transmettra à l'une des chambres civiles de la Cour supérieure de justice, à l'effet par elle de donner son avis sur le mérite de la demande.

II. *Le droit d'apprécier les circonstances qui peuvent faire mériter un sursis, est par sa nature dans les attributions du pouvoir judiciaire.* — (Voy. Toullier, Droit civil français, tom. 6, n^o 637.)

Art. 4. Cette chambre pourra de prime abord accorder un sursis provisoire, lorsqu'il s'agira de demandes en surséance formées soit par des villes, des communautés, ou autres administrations publiques, soit même par de simples particuliers, pour autant que ceux-ci auront joint à leur requête un avis du maire de leur demeure, que leurs principaux créanciers, pour autant que faire se peut, ont été entendus, et ont trouvé probable l'état qu'ils présentent de leur situation, et que lesdits suppliants offrent d'administrer leurs biens et revenus, conjointement avec un ou plusieurs de leurs créanciers.

CARRÉ, TOME 3.

III. *La demande seule de sursis n'est pas suspensive ; cet effet n'est attribué qu'au sursis provisoire.* — (Bruxelles, 5 mai 1820, Jurisp. de cette Cour, en 1820, vol. 2, pag. 108.)

III. *Il n'est pas permis aux Cours d'accorder un sursis provisoire, pour un temps déterminé et sans publications préalables.*

Les dispositions de l'arrêté sur les sursis doivent être appliquées rigoureusement, et seulement dans les cas et dans les formes déterminés. — (Bruxelles, 24 janvier 1831, Jurisp. de la Cour de Bruxelles, en 1832, vol. 1, pag. 82, et Jurisp. du 19^e siècle, pag. 271.)

Art. 5. Le président de la chambre civile de la Cour chargée de donner son avis sur la requête, nommera dans son sein deux commissaires, lesquels seront comparaitre devant eux le suppliant et ses créanciers en personne, à un jour déterminé.

Les créanciers seront convoqués, s'il en est besoin, au moyen d'un avis inséré à trois reprises de huit jours en huit jours, dans les journaux, soit du lieu du domicile du débiteur, soit des lieux voisins.

IV. *Il est d'usage d'admettre les créanciers représentés par fondés de pouvoir, comme ceux qui se présentent en personne.*

Art. 6. Les commissaires entendront les observations tant du débiteur que des créanciers, examinant si, en accordant un délai de paiement au premier, il y a probabilité pour lui de payer ses dettes, et surteut s'il n'y a de sa part aucune fraude ou dol ; ils feront ensuite leur rapport à la chambre.

Art. 7. Ladite chambre renverra l'affaire à notre commissaire général de la justice, avec tel avis qu'elle trouvera convenable à l'état des choses.

II Nous sera fait sur le tout un rapport par notre commissaire général de la justice, à l'effet de disposer définitivement sur la demande.

Art. 8. Aucun délai ou sursis ne sera accordé pour plus de douze mois.

Aucune prolongation de délai n'aura lieu qu'après une nouvelle information sur la cause de la demande.

V. *Le sursis accordé arrête le cours de la prescription.* — (Bruxelles, 12 mars 1819, Jurisp. de la Cour de Bruxelles, en 1819, v. 2, p. 33) *il doit, par identité de raison, en être de même des autres espèces de prescriptions.*

Le sursis provisoire ou définitif ne fait aucun obstacle à ce que l'on puisse exercer des droits hypothécaires et commencer ou continuer des poursuites fondées sur des droits de cette nature. — (Bruxelles, 21 mars 1832, Jurisp. du 19^e siècle, en 1832, pag. 185, et Jurisp. de la Cour de Bruxelles, en 1832, vol. 1, pag. 379.)

Arrêté du 21 mars 1815.

Vu nos arrêtés des 2 février et 27 juin 1814, portés pour nos provinces hollandaises ;

Considérant que d'après les lois encore en vigueur dans la Belgique, les juges ne sont point autorisés à accorder aux indigènes, ayant des ac-

tions à faire valoir en justice, la remise des droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'amendes judiciaires, honoraires d'avoués et d'huissiers;

Considérant qu'il importe d'y pourvoir promptement en fixant la marche à suivre, tant pour demander que pour accorder pareille remise;

Sur le rapport de notre commissaire général de la justice;

Avons arrêté et arrêtons :

Aux. 1^{er}. Les indigens pourront être admis à faire valoir leurs droits en justice, sans être astreints au paiement des droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'expédition, d'amendes judiciaires, salaires d'avoués ou d'huissiers, sauf le recouvrement sur la partie succombante.

Aux. 2. A l'effet d'obtenir cette admission, ils s'adresseront par requête sur timbre, au tribunal devant lequel l'action doit avoir lieu, en accompagnant la requête d'un certificat d'indigence en due forme.

Aux. 3. Le tribunal enverra, si rien n'empêche, la requête à l'avis du bureau de consultation gratuite, qui, après avoir examiné les pièces à servir, donnera son avis sur le fondement de la cause.

Aux. 4. L'avis rendu, les parties seront appelées en chambre du conseil; la partie adverse sera admise à critiquer la demande en admission, soit du chef de non indigence, soit du chef de non fondement de l'action.

Aux. 5. Si le tribunal accorde la demande, les notes et pièces à l'appui ne seront pas moins visés pour timbre en débat, et enregistrés de même, afin de recouvrement en cas de gain de cause contre la partie adverse.

Aux. 6. En cas que l'indigent ne trouve point d'avoués ou d'huissiers se prêtant à son choix à le servir gratuitement, le juge les désignera; et, en cas de besoin, le conseil de discipline leur nommera en outre un avocat pour instruire et plaider gratuitement.

Aux. 7. Dans les causes de la compétence des justices de paix en dernier ressort, le juge de paix pourra, sur certificat d'indigence et sur une demande verbale, accorder la même admission, sans qu'il ait besoin d'avoir entendu ou appelé au préalable la partie adverse.

Aux. 8. Dans les causes où les juges de paix ne jugent qu'en premier ressort (autres cependant que celles énoncées art. 10), la demande accompagnée d'un certificat d'indigence, devra être présentée sur timbre au juge de paix, qui, par simple avertissement, appellera devant lui la partie adverse pour être entendue sur la demande, conformément à l'art. 4 ci-dessus; le juge, soit que la partie adverse comparaisse ou non, pourra accorder ou refuser la demande sans pourvoi ultérieur à cet égard.

Aux. 9. Si le juge de paix accorde l'admission aux procédures gratuites, il en fera tenir note sur les exploits, expéditions et actes de procédure, tous ces actes devant être visés pour tim-

bre en débat, et enregistrés de même pour, en cas de gain de cause de la part de l'indigent, ces droits et frais, ainsi que le salaire de l'huissier, être recouverts à charge de la partie succombante.

Aux. 10. En toute action, possession et en général toutes actions civiles, où la compétence du juge de paix ne se trouve pas déterminée par une somme fixe, l'admission aux procédures gratuites ne pourra être accordée que par le tribunal de première instance, dans la forme et manière ci-dessus énoncées.

Aux. 11. Notre commissaire général de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nous joignons ici les arrêtés des 26 mai 1824 et 6 septembre 1829, ayant l'ordre de leurs dates pour réunir les divers arrêtés sur la pro Deo.

Arrêté du 26 mai 1824.

Considérant que les dispositions prescrites respectivement pour les provinces septentrionales et méridionales du royaume à l'égard de la faveur de procéder gratis en justice accordée aux indigens, aux directions des pauvres et aux administrations des églises des différentes communautés religieuses, ont donné lieu à des doutes qu'il nous a paru convenable de lever;

Et voulant qu'il soit procédé à cet égard d'une manière uniforme dans tout le royaume;

Vu notre arrêté du 31 décembre 1821 (*Journal officiel*, n° 27), et les arrêtés qui y sont entrés rendus publics, en date du 2 février 1814, n° 4, du 27 juin 1814, n° 84, du 17 août 1815, n° 65, et du 21 mars 1821, n° 16.

Vu notre arrêté du 21 mars 1815 (*Journal officiel*, tom. 1, pag. 102).

Vu notre arrêté du 6 septembre 1814, (*Journal officiel*, tom. 3, pag. 74), la loi du 9 mars 1815, n° 13 (*Journal officiel*, n° 24), et nos arrêtés du 7 mai 1815, et du 20 juin 1815 (*Journal officiel*, tom. 1, pag. 162 et 268).

Sur le rapport de notre ministre de la justice;

Le conseil d'État entendu;

Avons arrêté et arrêtons :

Aux. 1^{er}. Les indigens, habitants du royaume, continueront à pouvoir être admis à plaider en justice gratis et sans payer des droits de timbre ou d'enregistrement, des frais de greffe ou d'expédition, d'amendes judiciaires, d'honoraires d'avoués ou d'huissiers et autres semblables, et ce tant dans les cas où ils sont engagés dans les procès comme défendeurs, que dans ceux en comme demandeurs, ils peuvent pouvoir faire valoir des prétentions devant les tribunaux.

Semblable admission continuera également à être accordée aux directions des pauvres (y compris les administrations des hospices et hôpitaux, et les bureaux de bienfaisance), et aux administrations des églises des différentes communautés religieuses, établies dans le royaume; les indi-

gens étrangers, ainsi que les directions des pauvres ou administrations des églises à l'étranger, ne pourront avoir droit à cette faveur, à moins qu'il n'en soit statué autrement par des conventions expresses.

Art. 2. Pour obtenir cette admission l'en devra s'adresser par requête sur timbre au tribunal devant lequel la cause doit être portée, et les indigens devront joindre à cette requête un certificat d'indigence en règle, formé et à laquelle ne seront point tenues les directions des pauvres et les administrations des églises.

Art. 3. Dans les affaires où les justices de paix sont compétentes pour prononcer en dernier ressort, le juge de paix sur l'exposé verbal de la partie qui désire être servie *gratis*, et sur la présentation d'un certificat d'indigence en règle, statuera de suite et sans avoir d'autres formalités à observer, sur l'admission ou la non admission de la partie.

Toutefois la production d'un tel certificat ne sera pas requise pour les directions et administrations mentionnées au 2^e alinéa de l'art. 1^{er} de leur exposé verbal.

Art. 4. La requête mentionnée à l'art. 2 sera remise par le tribunal entre les mains de deux commissaires, devant lesquels les parties seront appelées et entendues, et qui feront leur rapport à la cour ou au tribunal.

Dans les affaires où les justices sont seulement compétentes pour prononcer en premier ressort, le juge de paix, sur la requête qui lui aura été adressée, comme il est dit ci-dessus, fera citer les parties devant lui et les entendre.

Les citations mentionnées au présent article se feront sans aucun frais; et soit que la partie adverse comparaisse ou non, la demande d'être servie *gratis* sera définitivement accordée ou rejetée par le juge de paix suivant les circonstances sans qu'il puisse être appelé de ce jugement.

Art. 5. La partie adverse citée comme il est dit à l'article précédent, et ayant comparu devant le tribunal, pourra s'opposer à la demande, en prouvant ou que l'allégation d'indigence n'est pas fondée, ou que le demandeur, la direction des pauvres ou l'administration de l'église a évidemment tort dans l'affaire.

En accordant la demande en admission, le tribunal, pour autant que de besoin, et si la partie ne pouvait trouver d'avoués ou d'huissiers qui voulussent la servir *gratis*, lui en désignera d'office.

Art. 6. Il sera fait mention de l'admission dans tous les exploits, expéditions et autres actes du procès, et ces pièces seront visées en *débat* pour timbre et enregistrées de la même manière, pour que le montant en puisse être recouvré sur la partie adverse en cas de condamnation; dans ce cas les frais de greffe et d'expédition, les frais d'huissiers, et autres pourront aussi être recouvrés sur cette partie.

Art. 7. Si la partie qui a été servie *gratis* en

première instance, se croyait lésée par le jugement porté dans sa cause, et désirait se pourvoir et plaider *gratis* en appel, elle aura besoin d'une nouvelle autorisation à cet effet, qui pourra être accordée ou refusée par le tribunal d'appel, en observant ce qui est prescrit à l'article 4 du présent arrêté.

Art. 8. De plus, ceux qui font cesser de leur indigence par un certificat de l'autorité locale, continueront, par rapport aux actes, certificats et écritures, requis pour contracter mariage, à être exemptés du paiement des droits mentionnés à l'article 1^{er}, ainsi que du paiement de tous droits, vacations, émolumens ou honoraires quels qu'ils soient.

Art. 9. Pareille exemption continuera à être accordée aux indigens pour l'homologation de l'acte de notoriété, qui doit être produit dans le cas de l'art. 70 du Code civil pour suppléer l'acte de naissance, et elle sera également accordée pour la rectification des actes de naissance des enfans d'indigens.

Si les parties ne pouvaient pas trouver d'avoués ou d'huissiers, le tribunal leur en désignera d'office.

Art. 10. Toutes dispositions antérieures sur la matière, qui seraient contraires aux présentes, sont révoquées.

Notre ministre de la justice et notre conseiller d'état, administrateur de l'enregistrement et des loteries, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré dans le journal officiel.

Arrêté du 6 septembre 1829.

Considérant que parmi les différentes fondations pour les études, existant dans ce royaume, il en est quelques-unes dont les revenus sont si médiocres qu'elles ne peuvent, sans des moyens nécessaires, faire valoir leurs intérêts devant les tribunaux, et faire face aux frais des poursuites judiciaires exercées contre les débiteurs qui refusent de s'acquitter;

Sur la proposition de notre ministre de l'intérieur du 2 juin dernier, n° 103;

Vu le rapport de notre ministre de la justice, du 22 août suivant, n° 64;

Le conseil d'état entendu;

Vu notre arrêté du 26 mai 1824 (*Journal officiel*, n° 33), contenant des dispositions générales à l'égard de la faveur de procéder *gratis* en justice, accordée aux indigens, aux directions des pauvres et aux administrateurs des églises des différentes communautés religieuses;

Considérant que la grande majorité des fondations pour l'instruction, est créée en faveur d'étudiens nécessiteux, et que l'administration de ces fondations, comme celle des bureaux de bienfaisance, est exercée sans frais;

Arons trouvé bon et entendu d'étendre et de rendre applicables aux fondations pour l'instruction, les dispositions de notre arrêté du

26 mai 1824 (*Journal officiel*, n° 35), ci-dessus rappelé.

Nos ministres de la justice et de l'intérieur et notre conseiller d'état, administrateur de l'enregistrement, du cadastre et des loteries, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Journal officiel*.

Il existe entre la Belgique et la Hesse Grand-Ducale un traité par lequel les sujets indigènes des deux pays sont admis à jouir du droit de procéder *pro Deo* devant les tribunaux. Cet arrêté se trouve dans le recueil des lois, édition de Roux, 3^e série, tom. 13, pag. 107.

Il a été décidé par arrêt de la Cour de Bruxelles du 15 septembre 1827, qu'il échoit appel d'une décision d'un tribunal inférieur contenant refus d'admission à pouvoir plaider avec la faveur du *pro Deo*. (*Jurisp. du 19^e siècle*, an 1828, pag. 98; voyez un arrêt contraire de la même Cour, du 8 mars 1818; *Jurisp. de la Cour de Bruxelles*, an 1818, vol. 1^{er}, pag. 282.) — Le *pro Deo* doit être refusé lorsque la demande à former ne repose que sur des conclusions vagues et indéterminées. (*Arrêt de la Cour de Bruxelles*, du 25 juillet 1829. — (*Jurisp. du 19^e siècle*, an 1829, pag. 199.)

Par cela qu'un avocat a obtenu pour son client le *pro Deo*, il n'en résulte pas qu'il ne puisse réclamer ses honoraires, alors surtout qu'il n'a pas été nommé d'office. (*Arrêt de la Cour de Bruxelles*, du 21 mars 1832; *Jurisp. du 19^e siècle*, an 1832, pag. 303; et *Jurisp. de la Cour de Bruxelles*, an 1832, vol. 1^{er}, pag. 201.)

Les arrêts sur le *pro Deo* n'ont reçu aucune atteinte par la publication de la constitution belge. (*Arrêt de la Cour de Bruxelles*, du 6 février 1833, *Jurisprudence du 19^e siècle*, an 1833, pag. 126; et *Jurisprudence de la Cour de Bruxelles*, 1833, pag. 126.)

L'appel d'un jugement qui a admis une demande de *pro Deo* en suspend l'effet jusqu'à la décision du juge supérieur. (*Arrêt de la Cour de Bruxelles*, du 9 juillet 1832; *Jurisp. de la Cour de Bruxelles*, an 1833, pag. 93; et *Jurisp. du 19^e siècle*, an 1833, pag. 93.)

Loi du 12 juin 1816.

Nous avons rapporté sous l'art. 954, une loi du 12 juin 1816, sur les ventes et partages de biens appartenant à des mineurs ou à des personnes qui leur sont assimilées : nous y renvoyons.

Arrêté du 26 mai 1824.

Voyez *supra*, pag. 330.

Arrêté du 15 juin 1826.

Considérant qu'il s'est élevé des doutes à l'égard des déclarations de frais qui sont formées par les greffiers des autorités judiciaires, et de la manière globale dont ils se servent,

Vu le rapport de notre ministre de la justice du 1^{er} de ce mois n° 95;

Le conseil d'état entendu ;

Ayons trouvé bon et entendu d'ordonner qu'à l'avenir les greffiers des cours supérieures de justice, des tribunaux de première instance et ceux des justices de paix, indiqueront au revers de tous actes, copies ou extraits qu'ils délivreront, le montant des droits et avances qui leur sont dus, et qu'ils donneront de tous autres paiemens de droits ou de salaires, qui leur seront faits, des mémoires spécifiés et quittancés.

Nos procureurs généraux près les cours supérieures de justice, et nos procureurs près les tribunaux exerceront une surveillance particulière pour l'observation des présentes dispositions, afin d'agir en cas de contravention comme il sera jugé appartenir.

Un arrêté du 6 septembre 1829 sur le *pro Deo* se trouve ci-dessus, pag. 331.

LOI ORGANIQUE DE L'ORDRE JUDICIAIRE.

Du 4 août 1832.

Léopold, roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut!

Vu les art. 90, 95, 99, 106, 134, 135 et 136 de la constitution;

Nous avons, de commun accord avec les chambres, décrété et nous ordonnons ce qui suit :

TITRE I.

DE LA COUR DE CASSATION.

Art. 1. La Cour de cassation siège à Bruxelles.

2. Elle est composée d'un premier président, de deux présidents de chambre et de seize conseillers.

3. Les fonctions du ministère public sont exercées à la Cour par un procureur-général et deux avocats-général.

4. Il y a près de la Cour un greffier et deux commis-greffiers.

Le roi nomme le greffier directement, et la Cour nomme les commis-greffiers sur une liste triple de candidats présentée par le greffier.

5. Pour être président, conseiller, procureur-général ou avocat-général, il faut être âgé de trente-cinq ans accomplis, docteur ou licencié en droit et avoir suivi le barreau ou exercé des fonctions judiciaires pendant dix ans.

Nul ne peut être nommé greffier, s'il n'a l'âge de trente ans accomplis, le grade de docteur ou licencié en droit, et cinq années d'exercice, soit de la profession d'avocat, soit de fonctions judiciaires, soit de celles de greffier d'une cour d'appel.

Nul ne peut être nommé commis-greffier, s'il n'a l'âge de vingt-cinq ans accomplis et le grade de docteur ou licencié en droit. Sont néanmoins dispensés de ce grade, ceux qui ont exercé pendant cinq ans les fonctions de greffier ou de commis-greffier près d'une cour d'appel, ou de

greffier près d'un tribunal de première instance.

6. Les membres de la Cour de cassation, les officiers du ministère public, le greffier et les commis-greffiers près de cette Cour, ne peuvent être en même temps soit membres des chambres, soit ministres.

7. Lorsqu'une place de conseiller à la Cour de cassation devient vacante, le premier président, soit d'office, soit sur le réquisitoire du procureur-général, convoque une assemblée générale à l'effet de procéder à la formation de la liste double prescrite par l'art. 99 de la constitution.

La Cour ne peut former cette liste si la majorité de ses membres ne se trouve réunie.

8. La présentation de chaque candidat a lieu séparément, par bulletin secret et à la majorité absolue des suffrages.

Si les deux premiers scrutins ne produisent pas cette majorité, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui, au second tour, ont réuni le plus de voix. Dans tous les cas de parité de suffrages, les plus âgés sont préférés.

La séance est publique.

9. Le procureur-général assiste à l'assemblée; mais il n'y a pas droit de suffrage.

10. Le greffier dresse procès-verbal des opérations de l'assemblée.

Ce procès-verbal contient les noms des membres qui ont fait partie, ainsi que celui de l'officier du ministère public qui y a assisté.

Il est signé tant par le président que par le greffier.

11. Le procureur-général transmet au sénat une expédition de la liste de présentation.

Le sénat procède ensuite à la formation de la liste double dont la présentation lui est attribuée par l'art. 99 de la constitution.

12. Expédition de cette liste est adressée par le sénat au procureur-général près la Cour de cassation.

Les deux listes sont transmises au gouvernement par le procureur-général et par le sénat.

13. Quinze jours avant la nomination, les présentations sont rendues publiques par leur insertion dans l'un des journaux qui s'impriment dans la capitale du royaume.

14. Lorsqu'une place de président vient à vacquer, il est procédé à la nomination d'un conseiller, d'après le mode ci-dessus prescrit.

La Cour, ainsi complétée, pourvoit à la vacance, conformément à l'art. 99 de la constitution et en observant les formalités prescrites par le second paragraphe de l'art. 7 et par les art. 8, 9 et 10; néanmoins la préférence, dans tous les cas de parité de suffrages, est accordée au conseiller le plus ancien dans l'ordre des nominations.

15. La Cour de cassation prononce :

1° Sur les demandes en cassation contre les arrêts et les jugemens rendus en dernier ressort par les cours et tribunaux ;

2° Sur les demandes en renvoi d'une cour ou d'un tribunal à une autre cour ou un autre tri-

bunal, pour cause de suspicion légitime ou de sûreté publique ;

3° Sur les réglemens de juges dans les cas où ils ne doivent pas être portés devant un autre cour ou un autre tribunal ;

4° Sur les prises à partie contre une cour entière ou l'un de ses chambres, ou contre les membres de la Cour de cassation ;

5° Sur les conflits d'attributions, en exécution de l'art. 106 de la constitution ;

6° Sur les accusations admises contre les ministres ;

7° Et, généralement, sur toutes les matières qui lui sont attribuées par les lois.

16. Il n'y a point ouverture à cassation contre les jugemens rendus en dernier ressort par les juges de paix dans les matières civiles, si ce n'est pour excès de pouvoir, absence de publicité, ou défaut de motifs.

17. La Cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires.

Elle casse les arrêts et jugemens qui contiennent quelque contravention expresse à la loi ou qui sont rendus sur des procédures dans lesquelles les formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, ont été violées ; elle renvoie le fond du procès à la cour ou au tribunal qui doit en connaître.

18. La Cour de cassation se divise en deux chambres.

19. Les chambres se forment, pour la première fois, par la voie du sort.

Chaque année un tiers des membres de chaque chambre passe dans l'autre chambre, suivant l'ordre des nominations.

20. La première chambre connaît des pourvois en matière civile, et la seconde des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police, ainsi que des autres affaires dont la loi attribue la connaissance à la Cour de cassation.

Les conflits d'attributions sont jugés, chambres réunies.

21. Les arrêts ne peuvent être rendus qu'au nombre fixe de sept conseillers, y compris le président.

22. Dans le cas de renvoi devant une Cour d'appel en matière civile, l'affaire est jugée par les deux chambres réunies.

23. Lorsqu'après une cassation, le second arrêt ou jugement est attaqué par les mêmes moyens que le premier, la cause est portée devant les chambres réunies qui jugent en nombre impair.

Si la Cour annule le second arrêt ou jugement, il y a lieu à interprétation.

24. Le procureur-général transmet les jugemens et arrêts au gouvernement qui provoque une loi interprétative.

25. Jusqu'à ce que cette loi ait été rendue, il est suris un jugement de la cause par la cour ou par le tribunal auquel elle est renvoyée.

Les cours et les tribunaux sont tenus de se con-

former à la loi interprétative, dans toutes les affaires non définitivement jugées.

26. Les accusations admises contre les ministres sont, en exécution de l'art. 90 de la constitution, jugées par les chambres réunies.

Les juges doivent siéger en nombre pair; si les conseillers, non légitimement empêchés, se trouvent en nombre impair, le dernier nommé s'abstient.

27. Chaque chambre de la cour de cassation est composée d'un président et de huit conseillers.

Le premier président préside la chambre à laquelle il veut s'attacher; il préside l'autre chambre quand il le juge convenable. Il préside les chambres réunies et les audiences solennelles.

Dans tous les cas où la cour doit juger, chambres réunies, le nombre de quinze membres au moins est nécessaire pour qu'elle puisse rendre arrêt. Dans le cas de l'article précédent, lorsqu'il s'agira du jugement d'un ministre, ce nombre sera de seize membres au moins.

28. Le ministère public est entendu dans toutes les affaires.

29. Le procureur-général peut, après l'expiration des délais, dénoncer à la cour de cassation, les arrêts et jugemens contre lesquels aucune des parties ne s'est pourvue. Néanmoins les dispositions de l'art. 16, il peut, dans tous les cas, après l'expiration des délais accordés aux parties, dénoncer à la cour de cassation les jugemens rendus en dernier ressort par les juges de paix.

30. Les arrêts de cassation sont transcrits sur les registres des cours et tribunaux dont les arrêts ou jugemens ont été cassés; mention en est faite en marge des arrêts ou jugemens annulés.

31. Sont établis, près la cour, des officiers ministériels portant le titre d'avocats.

Ils ont le droit de plaider et exclusivement celui de postuler et de prendre des conclusions.

Les avocats à la cour de cassation sont nommés par le roi, sur la présentation de la cour.

Leur nombre est déterminé par le gouvernement, sur l'avis de la cour.

Ils ne peuvent être nommés si, depuis six ans au moins, ils ne sont docteurs ou licenciés en droit.

Les avocats à la cour de cassation peuvent plaider devant les cours d'appel et les tribunaux de première instance.

Les avocats près les cours d'appel pourront également plaider devant la cour de cassation.

32. Les huissiers près la cour de cassation sont nommés par le roi, sur la présentation de la cour.

Leur nombre est fixé par le roi, sur l'avis de la cour.

Ils instrumentent exclusivement dans la commune où siège la cour pour les affaires qui sont de sa compétence. Ils peuvent exploiter, conjointement avec les autres huissiers, dans le ressort du tribunal de première instance de l'arrondissement de Bruxelles.

TITRE II.

DES COURS D'APPEL.

33. Trois cours d'appel sont établies dans les lieux et pour les provinces ci-après :

A Bruxelles.

Pour les provinces d'Anvers, de Brabant et de Hainaut;

A Gand.

Pour les provinces de la Flandre orientale et de la Flandre occidentale;

A Liège.

Pour les provinces de Liège, de Namur, de Linbourg et de Luxembourg.

34. Les cours de Bruxelles et de Liège sont composées d'un premier président, de deux présidents de chambre et de dix-huit conseillers.

La cour de Gand est composée d'un premier président, de deux présidents de chambre et de quinze conseillers.

35. Il y a près des cours de Bruxelles et de Liège un procureur-général et quatre substituts dont deux portent le titre d'avocats-général.

Il y a près de la cour de Gand un procureur-général et trois substituts dont un porte le titre d'avocat-général.

36. Il y a près de chaque cour un greffier nommé directement par le roi et des commis-greffiers dont le nombre est, d'après les besoins du service, fixé par le gouvernement.

Les commis-greffiers sont nommés par la Cour, sur une liste triple de candidats, présentée par le greffier.

37. En exécution de l'art. 99 de la constitution, l'ordre de présentation des conseils provinciaux aux places de conseillers qui deviennent vacantes, est réglé de la manière suivante :

Cour de Bruxelles.

Le conseil provincial d'Anvers présente à six places, celui de Brabant à sept places et celui de Hainaut à huit.

La 1^{re} présentation appartient à la province de Hainaut, la 2^e à celle de Brabant, la 3^e à celle d'Anvers et ainsi alternativement jusqu'à la 18^e présentation inclusivement. La 19^e et la 21^e présentations appartiennent à la province de Hainaut, et la 20^e à celle de Brabant.

Cour de Gand.

Le conseil provincial de la Flandre orientale et celui de la Flandre occidentale présentent chacun à neuf places.

Ils exercent ce droit alternativement.

La 1^{re} présentation appartient à la province de la Flandre orientale.

Cour de Liège.

Le conseil provincial de Liège présente à neuf places, celui de Namur à cinq, celui de Limbourg à quatre et celui du Luxembourg à trois.

Le 1^{re} présentation appartient à Liège, la 2^e à Namur, la 3^e au Limbourg et la 4^e au Luxembourg.

Cet ordre est suivi jusqu'à et y compris la 12^e présentation. La 13^e est attribuée à Liège, la 14^e à Namur, la 15^e au Limbourg, la 16^e à Liège et la 17^e à Namur.

Les quatre dernières présentations sont faites par le conseil provincial de Liège.

38. Lorsqu'une place de président ou de conseiller devient vacante, il est procédé à la formation de la liste de présentation ou à la nomination, suivant le mode établi par les art. 7, 8, 10 et 14.

39. Le procureur-général et les conseils provinciaux observent, chacun en ce qui le concerne, les dispositions des art. 9, 11 et 12.

40. Les listes de présentation sont rendues publiques conformément à l'art. 13.

41. Les cours d'appel ne peuvent juger qu'un nombre fixe de cinq conseillers, y compris le président.

42. Les dispositions des articles précédents sont applicables aux tribunaux des chefs-lieux de province jugeant les appels correctionnels.

TITRE III.**DES TRIBUNAUX.**

43. La circonscription des tribunaux de première instance et de commerce, ainsi que celles des justices de paix et des tribunaux de simple police actuellement existants, sont maintenues jusqu'à ce qu'il y soit autrement pourvu.

44. Les greffiers sont nommés directement par le roi.

Le nombre des commis-greffiers est déterminé par le gouvernement, suivant les besoins du service.

Ils sont nommés par le tribunal sur une liste triple de candidats présentés par le greffier.

45. Lorsqu'une place de président ou de vice-président devient vacante, le tribunal en avertit le premier président de la cour d'appel, et le procureur du roi en donne avis au procureur-général.

Les formes prescrites pour la présentation aux places de conseillers sont observées.

La présentation appartient au conseil de la province où la place est vacante.

46. Les tribunaux de première instance ne peuvent rendre jugement qu'au nombre fixe de trois juges, y compris le président, sauf ce qui est statué pour les appels en matière correctionnelle par les art. 41 et 42.

47. Les fonctions qui étaient attribuées au procureur-criminel dans les lieux autres que ceux

où siège une cour d'appel, sont exercées par les procureurs du roi près les tribunaux de première instance des arrondissements dans lesquels siègent les cours d'assises, ou par leurs substitués.

48. Nul ne peut être juge de paix ou suppléant, s'il n'est âgé de vingt-cinq ans accomplis.

49. Les juges suppléants sont nommés à vie.

50. Par dérogation à l'art. 619 du code de commerce, la liste des notables mentionnée en cet article, sera dressée par les états députés de la province.

TITRE IV.**DISPOSITIONS GÉNÉRALES.**

51. Les chambres civiles des cours d'appel et des tribunaux de première instance vacaient depuis le 15 août jusqu'au 15 octobre.

Il y aura une chambre de vacations pour l'expédition des affaires urgentes.

TITRE V.**DISPOSITIONS TRANSITOIRES.**

52. La première nomination des présidents et des conseillers de la cour de cassation appartient au roi.

53. La première nomination des présidents et conseillers des cours d'appel, ainsi que des présidents et juges des tribunaux de première instance, sera faite directement par le roi.

54. Avant le 1^{er} janvier 1834, le roi nomme les juges de paix et les suppléants. Jusqu'à cette nomination les juges de paix et les suppléants actuels continueront leurs fonctions.

55. Les membres actuels des cours, des tribunaux de première instance, des justices de paix, des parquets et des greffes, qui ne réunissent pas les conditions voulues par les lois, ou entre lesquels il existe des incompatibilités quelconques, pourront, s'il y a lieu, obtenir des dispenses du roi.

56. Les cours de cassation et d'appel, ainsi que les tribunaux de première instance seront installés au plus tard le 15 octobre prochain.

Le mode d'installation sera réglé par le gouvernement.

Jusqu'à cette installation, les cours et tribunaux actuels continueront leurs fonctions.

57. Les pourvois déjà introduits lors de l'installation de la cour de cassation, seront portés devant cette Cour par une assignation faite à personne ou à domicile, à la requête de la partie la plus diligente.

58. Provisoirement et jusqu'à ce qu'il ait été autrement pourvu, l'arrêté du 15 mars 1815 sera suivi dans toutes ses dispositions qui ne sont pas contraires à la présente loi.

La disposition de l'article 46 dudit arrêté est abrogée, même quant aux pourvois antérieurs, et, en cas de cassation, l'affaire sera renvoyée devant une autre Cour ou un autre tribunal.

En cas de rejet, la Cour de cassation condam-

nera le demandeur à payer au défendeur une indemnité de 150 francs, si l'arrêt ou le jugement dont la cassation était demandée a été rendu contradictoirement, et une indemnité de 75 francs, si l'arrêt ou le jugement a été rendu par défaut.

59. Les affaires pendantes devant la Cour de Bruxelles qui deviendront de la compétence de la Cour d'appel de Gand, seront poursuivies devant cette dernière Cour, sur une assignation faite à personne ou à domicile.

60. Les officiers ministériels actuels continueront l'exercice de leurs fonctions. Néanmoins le nombre en sera fixé par le gouvernement sur l'avis des Cours et des tribunaux, et, s'il y a lieu à réduction, elle s'effectuera par suite de démission, de destitution ou de décès.

61. Dans le mois de son installation, la Cour de Gand présentera les avoués et les huissiers qui devront exercer près d'elle, et donnera son avis sur le nombre qu'elle jugera nécessaire.

Jusqu'à la nomination de ces officiers ministériels, les avoués et les huissiers près le tribunal de première instance de Gand pourront exercer près la Cour d'appel.

Mandons et ordonnons que les présentes, revêtues du sceau de l'état, insérées au *Bulletin officiel*, soient adressées aux cours, tribunaux, et aux autorités administratives, pour qu'ils les observent et fassent observer comme loi du royaume.

Donné à Bruxelles, le 4 août 1832.

Signé, LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre de la justice,

Signé, RAILLON.

Loi du 26 mars 1833.

Article unique. — Lorsqu'un directeur de la poste aux lettres déclarera qu'il se trouve dans l'impossibilité de se charger d'une copie d'exploit présentée à son bureau en exécution de l'art. 1^{er} de l'arrêté du 1^{er} avril 1814, l'huissier fera mention de cette déclaration dans son exploit et adressera copie de cet acte, sous enveloppe chargée, au ministre des affaires étrangères.

Mandons et ordonnons etc.

FIN DU TOME TROISIÈME.

TABLE

ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES.

Le chiffre romain qui suit chaque notice désigne le tome auquel on renvoie : la page est ensuite indiquée par un chiffre arabe ; voici l'explication des signes placés à la suite de cette double indication :

Art : signifie l'article du Code de procédure qui se trouve cité. — n. signifie le numéro du commentaire ; — q. signifie question : le chiffre qui y est joint en indique le numéro.

NOTA. Les pages de l'introduction générale sont désignées par des chiffres romains et en petites capitales précédées de la lettre J.

A.

ABSENT.

1. Règles contenant les moyens de constater le sort des militaires absents, III, 157, note 1.

2. Comment il est pourvu à l'administration des biens d'un absent, III, 157. — Requête à présenter à cette fin, et décision dont elle doit être suivie, III, 158, art. 859. — Ceux qui peuvent former cette demande sont toutes personnes qui ont des droits soit réels ou actuels, soit éventuels, comme les successibles sur les biens de l'absent, III, 158, q. 2906.

3. Il faut s'adresser au tribunal de première instance du dernier domicile, pour faire juger qu'il y a nécessité de pourvoir à ces biens, sans à chaque tribunal à pourvoir ensuite à ceux de son ressort, III, 158, q. 2904. — La demande d'envoi en possession provisoire doit être portée devant le tribunal du domicile de l'absent, III, 158, q. 2904 ; 159, q. 2907. — Comment il doit être procédé sur cette demande, III, 159, article 860. — Pièces et documents à fournir à l'appui des demandes formées dans les cas prévus par les articles 112 et 120 du Code civil, III, 158, q. 2905. — L'absence peut être déclarée et l'envoi en possession ordonné par le même jugement, III, 159, q. 2908.

V. Appel, 7 ; arbitrage, 13 ; femme mariée, 6 ; inventaire, 5 ; Ministère public, 4 ; scellés, 4, 11, 17.

ABSTENTION.

V. Récusation, 2, 11.

ACCÈS DE LIEUX.

V. Descente sur les lieux.

ACQUIESCENCEMENT.

1. Définition et objet de l'acquiescement, II,

174, q. 1584. — Il est formel ou tacite, II, 174. Exemples d'acquiescement formel, ib. note 4.

2. Cas de fins de non recevoir contre un appel, résultant d'un acquiescement tacite au jugement attaqué, II, 174, not. 5. — Règles que la jurisprudence a consacrées en cette matière, II, 173.

3. L'acquiescement ne peut résulter du fait de l'avoué, II, 175, note 1. — Il doit être librement consenti et donné par une personne maîtresse de ses droits, II, 175, not. 2, 3.

4. La poursuite des dispositions favorables d'un jugement n'est point un acquiescement aux dispositions contraires, II, 175, note 4. — L'acquiescement ne peut être séparé des conditions qui y ont été mises, II, 176, note 1. — S'en rapporter à la prudence des juges, n'est pas acquiescer d'avance au jugement qui interviendra, II, 176, § 5. — On peut acquiescer d'avance aux dispositions d'un jugement, II, 204. — L'acquiescement d'une des parties n'empêche pas que les autres ne puissent appeler, II, 176, § 6.

5. L'exécution volontaire d'un jugement rend les réserves sans objet, II, 176, note 3. — L'acquiescement ne peut être prouvé par témoins, et il peut être opposé en tout état de cause, II, 176, § 8, 9. — On ne peut l'opposer s'il s'agit d'une question d'état, ou de toute autre matière tenant à l'ordre public, II, 176, § 10. — Le jugement intervenu sur l'opposition du créancier d'une faillite au premier jugement qui fixait l'ouverture est attaquant par la voie de l'appel, encore que ce créancier ait depuis fait vérifier sa créance, II, 224, not. 5.

6. Le débiteur incarcéré en vertu d'un jugement de première instance, n'est point censé

Cette table a été rédigée par M. E. LORCHAUMS, Avocat.

y avoir acquiescé, parce qu'il a consigné, pour obtenir sa mise en liberté, le montant des condamnations prononcées contre lui, III, 99, note 2, § 1.

V. *Appel*, 12, 32; *Désaveu*, 13; *Désistement*, 1; *Dommages-intérêts*, 6; *Enquête*, 12, 13; *Jugement*, 3; *Jugement par défaut*, 20; *Ordre*, 15; *Requête civile*, 3.

ACTES.

§ 1. DE LA FORME DES ACTES EN GÉNÉRAL. 2. DES EXPÉDITIONS OU COPIES A EN DÉLIVRER.

1. Ce qu'on entend par le mot *acte*, J. XXVII. — Caractères distinctifs des actes publics et des actes privés, J. XXVII.

2. Ce qu'on entend par acte de procédure, et par acte judiciaire, J. XXVII.

3. Ce qu'on entend par la dresse des actes J. XXVII. — Causes de la variété du style dans l'ancien droit français, J. XXVII.

4. De l'emploi des formules qui furent publiées pour l'exécution des ordonnances de 1667 et 1670, J. XXVIII. — Utilité des formules et des modèles d'actes, J. XXVIII.

5. Pourquoi la date dans les actes est essentielle et de quoi elle se compose J. XXVIII. — Quand elle doit exprimer l'heure, ib.

6. Nullité de tout acte public non signé par le fonctionnaire qui l'a dressé, J. XXVIII. — Quand il doit être aussi signé par la partie, J. XXIX. — Conséquence de ce qu'une signature est mal formée, J. XXIX. — Quand l'acte doit contenir mention de la signature et de sa lecture, J. XXIX.

7. De l'approbation des renvois, additions placées en marge, interlignes et ratures, J. XXIX. — Abréviations reprouvées, J. XXIX.

§ II.

8. Comment le notaire ou autre dépositaire, qui refuse de délivrer expédition ou copie d'un acte, y peut être condamné, III, 148, art. 839, n. 537. — Il n'est pas nécessaire de le constituer en demeure avant de l'assigner, III, 148, q. 2864. — La demande doit être portée devant le tribunal de la demeure du dépositaire, III, 149, q. 2865. — Il peut suivre les circonstances être condamné aux dommages-intérêts de la partie, III, 149, q. 2866.

9. L'affaire doit être jugée sommairement, et le jugement exécuté nonobstant opposition ou appel, III, 148, art. 840.

10. Les notaires ne sont pas tenus de délivrer expédition d'un acte à d'autres qu'aux parties intéressées, et à leurs héritiers ou ayant-droit, à moins qu'il n'y ait instance entre des tiers et les parties signataires de l'acte, III, 148, note 2. — Actes dont la connaissance ne peut être refusée à personne, III, 148, q. 2861.

11. Les greffiers et dépositaires des registres publics, tous d'en délivrer extrait à tous requérans, III, 154, art. 853, n. 541. — Ils y sont tenus sous la condition qu'on leur paiera sur-le-champ leurs honoraires, III, 154, q. 2891.

12. Chacun peut retirer des expéditions d'un

greffe, III, 154, note 1, q. 2892. — Ce sont particulièrement les actes notariés dont la connaissance peut être refusée au public, III, 148, q. 2862.

13. Les parties qui ont contracté dans l'acte pour autrui, sont tenues de prendre la voie du compulsoire pour en obtenir copie, III, 148, q. 2863.

14. Comment on doit se pourvoir pour obtenir la délivrance d'un acte non enregistré ou resté imparfait, III, 149, art. 841, q. 2867.

— De l'ordonnance en exécution de laquelle cette délivrance doit être faite, III, 149, art. 842. — Le notaire ou le dépositaire peut se refuser d'obtempérer à cette ordonnance, III, 149, q. 2868. — S'il fait la délivrance on doit lui laisser l'ordonnance, III, 149, q. 2869. — Du référé au président en cas de refus de sa part, III, 149, art. 843. — C'est à la partie qui a requis la délivrance, et non au notaire à se pourvoir en référé, III, 150, q. 2870. — Un notaire n'a pas le droit de supprimer un acte imparfait pour n'avoir pas été souscrit de toutes les parties, III, 149, q. 2867.

15. Un acte reçu par un notaire n'est pas nul pour n'avoir pas été enregistré dans les délais légaux, III, 149, q. 2867.

16. Comment il faut se pourvoir pour obtenir une seconde grosse soit d'une minute d'acte, soit par forme d'ampliation sur une grosse déposée, III, 150, art. 844, n. 539. — L'original de la sommation que l'on doit faire au notaire ou dépositaire doit être visé par lui, III, 150, q. 2871. — Le délai à lui accorder est laissé au choix du demandeur qui peut n'indiquer que le plus bref, augmenté à raison de l'éloignement des parties, III, 150, q. 2872. — Le notaire ou dépositaire doit constater par un procès-verbal la délivrance de la seconde grosse, III, 150, q. 2873.

17. En cas de contestation, pourvoi en référé, III, 150, art. 845. — C'est vers le président et non vers le tribunal entier, que l'on doit se pourvoir en référé, III, 151, q. 2874. — Si le président renvoie au tribunal on doit procéder sans écritures, III, 151, q. 2875.

18. Le juge ne peut autoriser la partie à se faire délivrer une grosse d'un titre public, hors la présence de celui que ce titre concerne, III, 150, note 2.

19. Lorsqu'un mandat a été donné par acte public, le notaire ne peut refuser la délivrance d'une seconde expédition au mandataire, si le mandant ne s'y est formellement opposé, III, 150, note 2, § 2. — Une seconde expédition exécutoire d'un jugement ne peut être délivrée qu'en vertu d'ordonnance, III, 154, art. 854, n. 541.

ACTE ADMINISTRATIF.

V. *Arbitrage*, 9; *Exécution*, 2.

ACTE AUTHENTIQUE. Caractères de l'authenticité, 1, 63.

V. *Conciliation*, 12; *Cour de cassation*, 3; *Étranger*, § 3, *Exécution*; *Exécution provi-*

seire 3; *Exportise*, 3; *Faux; jugement*, 17; *Référé*, 3; *Vérification d'écritures*, 12.

ACTE D'AVOUE.

V. *Avoûé*; *Cautien*, 4; *Portage*, 6.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

1. Requête à présenter au près. du trib. pour faire ordonner la rectification d'un acte de l'état civil, III, 154, art. 853. — Si la demande en rectification est principale, elle doit être portée devant le tribunal du greffe auquel le registre a été ou doit être déposé, III, 154, q. 2893. — Comment il doit être statué, III, 155, art. 856. — Comment les parties intéressées doivent être citées, s'il y a lieu de les appeler, III, 155, art. 856. — Parties qui peuvent être intéressées dans cette demande, III, 155, q. 2894.

2. C'est par un jugement, et non par une ordonnance, que leur vocation en cause doit être ordonnée, III, 155, q. 2895.

3. Le procureur du roi ne peut d'office requérir une rectification des registres de l'état civil, III, 155, q. 2896. — Un tribunal peut ordonner d'office une rectification, en prononçant contradictoirement entre les parties intéressées sur des intérêts civils une décision qui suppose la nécessité de la rectification, III, 156, q. 2897.

4. On doit procéder comme pour la rectification, lorsqu'il s'agit de réparer une omission dans les registres, III, 156, q. 2898. — On n'est pas obligé de se pourvoir en rectification, lorsqu'il ne s'agit que de faire corriger quelques erreurs dans les noms des personnes mentionnées dans l'acte de l'état civil, III, 156, q. 2899. — Comment la rectification ordonnée par jugement doit s'opérer, III, 156, art. 857. — L'acte doit ensuite être délivré dans son état primitif, mais avec la mention expresse de sa rectification, III, 156, q. 2900.

5. L'expédition dans laquelle ont été faites les rectifications et changements résultant du jugement, n'en fait pas moins foi de son contenu, encore qu'elle ne contienne pas la mention de la rectification, III, 156, 157, q. 2901.

6. Comme le demandeur en rectification, s'il est seul partie en cause, peut se pourvoir par appel, III, 157, art. 858. — Si les parties intéressées ont été mises en cause, il faut, quoi qu'elles ne se soient pas présentées, suivre pour l'appel les règles ordinaires, III, 157, q. 2902. — On ne doit pas en appel, comme en première instance, juger sur rapport, III, 157, q. 2903.

ACTE EXTRAJUDICIAIRE.

Se définition, I, 235, not. 1.

ACTE DE NOTORIÉTÉ.

V. *Contrainte par corps*, 43.

ACTES CONSERVATOIRES.

1. Ce qu'on entend par ces termes, I, 166, not. 1. — Le pouvoir de faire des actes conservatoires donne celui de faire une saisie-arrest ou opposition, I, 166, not. 1.

V. *Délais*, 15; *Séparation de biens*, 4; *Séparation de corps*, 4; *Succession*, 2.

ACTES SOUS SEING PRIVÉ.

Voy. *Vérification d'écriture*.

ACTION.

1. Ce qu'on entendait par action chez les Romains, J. v. — Définition de l'action, J. xvi. — Quel était l'objet du livre intitulé *Des actions* que renfermait le projet du Code civil, et pourquoi il n'y est pas resté, III, 116, 117.

2. Distinction entre l'action publique et l'action civile, J. xvi. — De l'exercice de l'action publique et de l'action civile, qui résultent du faux, I, 311, not. 1. — Nature de l'action portée devant les juges civils pour dommages-intérêts résultant d'un délit, I, 167, q. 533. — La partie qui a porté en justice civile une action fondée sur un délit, ne peut en abandonner la poursuite pour se pourvoir au criminel, I, 349, not. 3. V. *Chose jugée*; *Enquête*, 2; *Faux*, 30.

3. Objet propre des actions personnelle, réelle et mixte, J. xiii; I, 4. — Ce qu'on entend par action mobilière, I, 4. — Ce qu'on entend par action réelle, I, 73. — Exemples, I, 96. — Qu'est-ce que l'action mixte? I, 73. — Exemples, I, 75, 96. — Du choix de la formulation et de la conversion des actions, J. xxviii, xxix; I, 72, 73.

4. Quel intérêt il faut avoir dans l'exercice d'une action, pour être admis à l'intenter, J. xviii. — On ne doit rien faire d'inutile en jugement, II, 215, q. 1639. — Le porteur d'un titre exécutoire peut obtenir jugement de condamnation au paiement des sommes qui lui seraient dues en vertu de ce titre, II, 304, q. 1898. — De la capacité requise pour intenter une action, ou y défendre, J. xx.

5. Exercice d'une action contre les héritiers du débiteur, J. xix.

ACTIONS POSSESSOIRES.

1. Leur objet, I, 24. — Quelle doit être la possession pour être la titre légitime d'une action possessoire, I, 24. — Définition de cette action, I, 24.

2. En quel sens un usufruitier a qualité pour exercer, I, 24.

3. Utilité de la distinction entre l'action en complainte et l'action en réintégration, I, 24. — Caractère propre de l'action en réintégration, *ib.*

4. Actions possessoires exercées entre un vendeur et un acquéreur respectivement, I, 25. — Quand une possession qui n'est pas annale peut être le fondement légal d'une action possessoire, I, 26. — L'action possessoire peut-elle après l'année du trouble être portée devant le tribunal de première instance? I, 26. — Si c'est du trouble commis ou du temps où il a été connu que court le délai pour intenter l'action possessoire, I, 26. — Distinction entre le trouble de droit et le trouble de fait, I, 26.

5. Objet de l'enquête à ordonner sur l'action en trouble possessoire, I, 27. — Sur quoi elle peut porter, I, 30. — Si l'enquête doit être ordonnée dans le cas où l'une des parties fait défaut, I, 27.

6. Du séquestre sous lequel l'objet litigieux peut être mis en cas de preuves égales de part et d'autre, 27.

7. Comment les juges en prononçant sur le possessoire peuvent avoir égard aux titres de propriété, 1, 27, 28. — Motifs et but de la défense de cumuler le pétitoire avec le possessoire, 1, 28.

8. Effets du jugement obtenu au possessoire, 1, 28. — Comment le possessoire et le pétitoire peuvent être cumulés, 1, 29, 31.

9. Quand le recours en garantie a lieu dans les matières possessoires, 1, 29. — De l'exception que le défendeur fait sortir d'un droit de servitude discontinue et non apparente qu'il prétend lui appartenir, 1, 29.

10. Pourquoi le demandeur au pétitoire ne peut plus agir au possessoire, 1, 30, 31. — Peut-il, en se désistant de sa demande au pétitoire, revenir au possessoire, 1, 30. — Si la défendeur au pétitoire peut agir au possessoire ? 1, 31. — Quand et comment le défendeur au possessoire peut agir au pétitoire, 1, 31. — *Quid* du demandeur, 1, 28, 31.

11. Si le défendeur peut, sans attendre la liquidation des condamnations prononcées contre lui, se pourvoir au pétitoire en donnant caution, 1, 31, 32. — Quand la contrainte par corps peut être prononcée pour assurer l'exécution d'un jugement possessoire, 1, 32.

12. Quand les jugemens possessoires peuvent être rendus en dernier ressort, 1, 32. — Comment les dommages-intérêts doivent être fixés pour juger si le jugement possessoire est ou non susceptible d'appel, 33. — Effet d'une demande reconventionnelle, 1, 33. — *Saisie, etc.*

Saisie immobilière, v. 76.

ADJUDICATION.

V. *Saisie immobilière*; *vente d'immeubles*.
ADMINISTRATION (ACTE D').

V. *Succession*, § 2.

ADMINISTRATIONS RURALES.

Où elles doivent être assignées, 1, 111.

AFFICHE.

V. *Contrainte par corps*, 37; *Interdiction*, 9; *Juge de paix*, 16; *Jugement*, 21; *Séparation de biens*, 3; *Vente d'immeubles*, 4.

AFFIRMATION.

Ce mot n'est pas toujours l'équivalent d'une déclaration sous serment, 1, 180, q. 565.

V. *Compte*, 13; *Dépens*, 11; *Distribution par contribution*, 9; *Saisie-arrest*, 21.

AGE.

V. *Contrainte par corps*, 43.

AGRÉE.

V. *Tribunal de commerce*, 5.

AJOURNEMENT.

V. *Exploit*.

ALIMENS.

V. *Compromis*, 7; *Contrainte par corps*, 31, 33, 41, 42; *Saisie-arrest*, 10.

AMENDE.

Dans le cas de rejet d'un appel, l'appelant n'en

est pas moins soumis à l'amende, quoique l'arrêt n'en ait pas prononcé la condamnation, 111, 310, not. 1, § 1. — Les amendes et autres peines laissées à la prudence du juge ne sont que comminatoires, 111, 310, q. 3391.

V. *Appel*, 57; *Arbitrage*, 48; *Conciliation*, 14, 17; *Faux*, 33; *Nullité*, 6; *Requête civile*, 20; *Tierce opposition*, 9; *Vérifications d'écritures*, 18.

AMABLES COMPOSITEURS.

V. *Arbitrage*.

APPEL.

§ 1. Délai d'appel; 2. Jugemens dont on peut appeler; 4. Appel incident; 4. De l'acte d'appel; 5. Effets de l'appel, instruction et jugement qui en sont la suite.

1. Définition de l'appel et son objet, 1, 17; 11, 156. — Il est ouvert contre tout jugement en premier ressort, 11, 156. — Il faut avoir été aux qualités dans le jugement pour avoir le droit d'appeler, 11, 157.

2. Les appels distingués en appel principal et en appel incident, 11, 157. — Celui qui interjette le premier appel d'une disposition quelconque du jugement, ne fût-elle qu'accessoire, est réputé par la loi appelant principal, 11, 160, not. 15. — Espèces d'appels incidents, 11, 157.

3. Définition de l'appel comme d'abus et de l'appellation verbale, 11, 157, not. 1. — L'appelant est celui qui forme l'appel, l'adversaire est l'intimé, 11, 157.

4. Double effet d'un appel interjeté en temps utile, 11, 157; 214, n. 380. — Il opère la dévolution de la cause au tribunal d'appel, 11, 158. — Améliorations introduites par le nouveau Code à l'ancienne procédure, 11, 158.

5. Toutes les dispositions du liv. 3, applicables aux tribunaux du première instance prononçant sur les appels des justices de paix, 11, 158, not. 2.

6. Délai pour interjeter appel, 11, 158, art. 443. — Motifs qui en ont déterminé la fixation, 11, 160, 161. — Législations qui ont admis trop de brièveté ou trop de longueur dans les délais de l'appel, 11, 159, 160. — Jugemens dont le délai d'appel est fixé au-dessous de trois mois, 11, 161, not. 1. — Le délai général pour appeler est franc, mais non susceptible d'augmentation à raison des distances, 11, 162, q. 1554.

7. Il se compose du nombre de jours compris selon le calendrier dans les trois mois qui suivent l'acte qui lui a donné cours, 11, 162, q. 1555; 435, q. 2352. — Délais de l'appel pour ceux qui demeurent hors de la France continentale, 11, 179, art. 455, n. 369. — Cette disposition est applicable aux étrangers comme aux français, 11, 179, q. 1600. — Départemens qui forment le territoire continental du royaume, 11, 179, q. 1599. — Délais de l'appel pour ceux qui sont absens du territoire européen du royaume, à raison du service de l'Etat, 11, 179, art. 446, n. 370. — Il suffit que l'une de ces personnes soit absente au moment de la si-

gnification du jugement pour qu'elle jouisse de la prorogation accordée, II, 180, q. 1601.

8. Les délais de l'appel courent contre toutes personnes, II, 173, art. 444, n. 368. — Ce que ces mots signifient, II, 176, q. 1585. — Mesure qui met l'état, les hospices et les établissements publics dans le cas de réparer l'effet des surprises qu'ils éprouvent, II, 173, not. 3. — Les administrateurs de ces établissements ne sont passibles de recours pour n'avoir pas interjeté appel, qu'autant que cette négligence leur est reconnue préjudiciable, II, 176, q. 1586.

9. Quelle doit être la signification pour faire courir les délais contre un mineur non émancipé, II, 173, art. 444. — L'interdit se trouve dans le même cas, II, 173, n. 368. — Par cette signification le délai court, quoique le jugement soit nul pour défaut d'assistance du tuteur dans la cause, II, 177, q. 1588. — Les délais d'appel d'un jugement qui n'aurait point été signifié au subrogé-tuteur, ne courent pas de plein droit à compter de l'époque où le mineur a atteint sa majorité, II, 177, q. 1589. — Si le mineur ou l'interdit n'avait ni tuteur, ni subrogé-tuteur, la partie poursuivante devra l'en faire pourvoir, II, 177, q. 1590. — Obligations imposées au subrogé-tuteur, par suite de la signification du jugement, II, 177, q. 1592.

10. Quelle doit être la signification pour faire courir le délai de l'appel contre une partie pourvue d'un conseil judiciaire ou une femme mariée, II, 177, q. 1694. — La signification au mari du jugement portant condamnation contre lui et sa femme séparée de biens, ne fait pas courir le délai d'appel contre celle-ci, II, 159, § 5. — La signification faite au gérant d'une compagnie d'un jugement rendu contre elle, fait courir le délai d'appel contre chacun des associés, II, 164, q. 1560. — La signification d'un jugement aux syndics ou directeurs d'une union de créanciers ne fait pas courir les délais de l'appel contre chacun des créanciers unis, II, 159, § 4.

11. La signification n'a d'autre influence par rapport à l'appel que d'en faire courir le délai contre la partie à qui elle est faite, II, 161, q. 1553. — Si plusieurs parties ont obtenu un jugement conjointement et que l'une d'elles seulement en fasse faire la signification, cette signification ne fait courir le délai d'appel, qu'en sa faveur, II, 163, q. 1559. — L'appel interjeté en temps utile par l'une des parties ne profite pas à celles qui, dans la même affaire, ont le même intérêt, si l'objet de la condamnation est divisible, s'il n'existe pas de solidarité entre eux et l'appelant, s'il n'a pas déclaré agir tant pour lui que pour eux, II, 165, q. 1565. — *Quid* si le jugement étant par défaut, les uns s'étaient pourvus par appel, les autres par opposition? II, 167, q. 1570. Le commandement fait en vertu d'un jugement dont la copie est en même temps délivrée fait courir le délai de l'appel, II, 158, note 3, § 1. — La signification nulle, celle d'une copie du jugement imparfaite, celle qui est faite

à la requête d'une personne sans qualité ne peuvent faire courir les délais de l'appel, II, 163, q. 1557. — La signification à personne ou à domicile fait courir le délai de l'appel quoiqu'elle n'ait pas été précédée de la signification à voué, II, 163, q. 1558. — Une signification faite à requête d'un individu frappé de mort civile ne fait pas courir le délai de l'appel, II, 159, § 2.

12. La signification d'un jugement avec sommation d'y satisfaire est un acquiescement, II, 159, § 8. — Celui qui signifie purement et simplement, c'est-à-dire sans se réserver la faculté d'appel, le jugement qu'il a obtenu, est censé y avoir acquiescé, II, 165, q. 1564. — *Quid* d'une signification entre avoués seulement? II, 175, note 1. — L'exécution forcée du jugement rendu faute de constitution d'avoué n'est pas une fin de non recevoir contre l'appel, quoique faite sans réserve, ni protestation, II, 167, q. 1568.

13. L'appel des jugements des tribunaux de commerce est recevable tant que les parties sont dans le délai de l'opposition, II, 159, § 10.

14. Si les parties compromettent après un jugement en premier ressort, les délais de l'appel ne courent pas pendant la durée du compromis, *ib.* § 11. — A moins que l'un des arbitres se fût déporté et que son déport n'eût pas été notifié, *ib.* § 12.

15. L'appel d'un jugement sur tierce opposition est recevable pendant le délai de trois mois, quoique le premier jugement ait prononcé sur une demande en distraction de biens saisis, *ib.* § 13. — La partie qui s'est pourvue en opposition ou nullité d'un jugement dans les trois mois exigés pour l'appel n'en a pas moins encouru la déchéance faute d'appel, II, 176, q. 1587.

16. Le délai de l'appel relativement à un jugement qui ordonne un serment, court du jour de la signification de ce jugement, et non pas seulement du jour de la prestation du serment, II, 164, q. 1561.

17. Le délai de trois mois court en certains cas de la signification du jugement à domicile élu, II, 162, q. 1556. — La partie qui a interjeté appel sans qu'il y ait eu de signification, est recevable, si cet appel est déclaré nul, à appeler de nouveau, II, 159, § 6.

18. L'appel d'un jugement non signifié est non recevable après trente ans d'exécution, II, 164, q. 1563. — Les juges saisis d'un appel interjeté après le délai, ne peuvent s'appuyer sur des moyens tirés du fond pour le déclarer non recevable, II, 159, § 7. — L'intimé qui prétend que l'appelant a laissé écouler le délai d'appel est tenu de représenter les exploits de signification du jugement, II, 178, q. 1593.

19. La déchéance d'un appel tardif peut être suppléée d'office et opposée en tout état de cause, II, 178, q. 1595. — Exception dans le cas où l'objet de la contestation étant indivisible ou solidaire, l'une des parties condamnées aurait interjeté appel en temps utile, II, 178, 179, q. 1596, 1597. — La déchéance ne peut être opposée à

celui qui a été empêché par force majeure de déclarer son appel, II, 179, q. 1598.

20. Suspension des délais de l'appel, par la mort de la partie condamnée, II, 180, art. 447. — Nouvelle signification du jugement nécessaire pour leur donner cours, II, 180, art. 447, n. 371. — Cette signification doit être faite selon les formalités prescrites par l'art. 68 du Code de procédure, II, 180, q. 1602. — Elle peut être faite, par exemple, aux héritiers de tel, II, 181, q. 1603. — L'appel de ceux-ci n'est pas valablement signifié à des héritiers collectivement au domicile du défunt, II, 181, note 2. — La signification faite à l'héritier fait courir le délai contre un légataire, II, 181, q. 1604. — La signification faite à celui qui, sans être héritier, s'est mis en possession publique de la succession, à une veuve commune, fait courir les délais, II, 181, q. 1605, 1606.

21. Délais de l'appel, dans le cas où le jugement a été rendu sur une pièce fautive ou fautive de représentation d'une pièce décisive, 181, art. 448, n. 372. — Le faux doit avoir été constaté par un jugement pour donner cours à ces délais, II, 181, q. 1607. — Si la partie à laquelle le faux est imputé est décédée, il faut, avant d'appeler, demander civilement et par action principale la nullité des actes argués de faux, II, 182, q. 1608. — On ne pourrait après les délais de l'appel se pourvoir par cette voie, et sur la fin de non recevoir, opposée par l'intimé, déclarer s'inscrire en faux, II, 183, q. 1609. — Il en serait autrement si, avant l'expiration de ces délais, le faux avait été juridiquement constaté, II, 183, q. 1810. — La fin de non recevoir résultant de l'expiration de ce délai ne peut être opposée contre le ministère public poursuivant la nullité d'un mariage, II, 183, 184, q. 1811.

22. Aucun appel ne peut être interjeté dans la huitaine d'un jugement non exécutoire par provision, II, 184, art. 449. — Le délai de huitaine pour un jugement arbitral court de la date que les arbitres lui ont donnée et non de l'ordonnance qui l'a rendu exécutoire, II, 184, note 1, § 2. — L'appel dans le délai du jugement qui a prononcé main-levée d'une opposition à un mariage est recevable après le mariage contracté, mais il n'a pas d'objet, II, 184, note 1, § 1. — Autres jugements dont on peut appeler avant la huitaine, II, 184, q. 1612. — *Quid* du jugement qui a prononcé la déchéance d'une preuve et ordonné de plaider au fond avant l'expiration de la huitaine ? II, 185, q. 1614. — Le jour du jugement ne doit pas être compté dans ce délai, II, 185, q. 1613.

23. L'appel interjeté prématurément ne peut être réitéré par d'autres actes qu'un acte d'appel, II, 185, q. 1615. — L'exécution des jugements non exécutoires par provision doit être suspendue pendant ce délai, II, 186, art. 450.

§ II.

24. L'énonciation de premier ou de dernier

ressort dans un jugement, ne peut ni le soustraire ni le soumettre à l'appel, II, 205, art. 453, n. 376. — Cas où l'appel est permis quoique l'objet contesté soit dans le taux du dernier ressort, II, 205, q. 1632. — Cette exception doit-elle être étendue au jugement par lequel la contrainte par corps aurait été prononcée ? II, 205, q. 1633; III, 85, q. 2675. — Le jugement qui prononce l'homologation d'une délibération de conseil de famille, dont l'objet est au-dessous de la valeur jusqu'à concurrence de laquelle il peut prononcer au dernier ressort, n'en est pas moins sujet à appel, III, 187, q. 3012. — Le consentement de toutes les parties suffit pour autoriser le tribunal à les juger au premier et dernier ressort, dans une matière qui ne serait de sa compétence qu'en premier ressort, II, 205, q. 1634.

25. Toute décision, même en référé, rendue sur le fait de la distraction des dépens au profit de l'avoué, est à la charge de l'appel, bien que les dépens soient moindres de 1000 francs, si la condamnation principale est excédante, III, 114, note 1, § 2.

26. L'appel de tout jugement recevable pour incompetence, II, 206, art. 454, n. 377. — Il est recevable, quoique la matière ne soit disposée à recevoir au fond qu'un jugement en dernier ressort, II, 206, q. 1635. — Cette règle s'applique aux jugements rendus par les tribunaux de commerce et les justices de paix, II, 206, q. 1638.

27. Législations qui ont refusé l'appel aux défaillants, II, 161, note 2. — On peut appeler de toute espèce de jugement par défaut, II, 166, q. 1566. — L'appel d'un jugement par défaut rendu sous l'empire de la loi du 24 août 1790, est recevable pendant 10 ans, à compter de sa signification, II, 160, § 9; 211, q. 1647. — La partie condamnée par défaut, faute de constitution d'avoué, peut appeler jusqu'à ce que l'exécution de ce jugement ait été consommée, *ib.*, § 17; 167, q. 1587. — Si ce jugement par défaut a été rendu contre une partie qui avait constitué avoué, il suffit d'une signification à avoué pour faire courir le délai de l'appel, II, 187, q. 1569.

28. Les appels des jugements susceptibles d'oppositions non recevables pendant la durée du délai de l'opposition, II, 206, art. 455, n. 378. — Il en est autrement des jugements par défaut rendus par les tribunaux de commerce, II, 207, q. 1637. — On ne peut interjetter appel pendant ce délai, même pour cause d'incompétence, II, 207, q. 1639. — L'appel d'un jugement par défaut, interjeté dans le délai de l'opposition, est recevable, lorsque ce jugement a été rendu par suite d'un jugement contradictoire sur la compétence ou sur toute autre exception, II, 207, q. 1610. — On peut appeler dans le délai de l'opposition quand le jugement par défaut est déclaré exécutoire, nonobstant opposition, II, 208, q. 1841.

29. La voie d'appel est ouverte en faveur du

failli contre les ordonnances du commissaire de la faillite et contre les jugemens rendus sur son rapport, encore qu'ils puissent être attaqués par la voie de l'opposition, II, 208, q. 1642. — Même solution pour les jugemens par défaut rendus en matière de droits réunis, II, 208, q. 1643.

30. L'appel mal à propos interjeté dans le délai de l'opposition, peut être réitéré, II, 208, q. 1644. — La partie qui a formé opposition ne peut en abandonner la poursuite pour prendre la voie d'appel, II, 167, q. 1371. — On peut appeler d'un jugement par défaut, après le jugement contradictoire qui a déclaré non recevable l'opposition formée contre le premier, II, 160, § 18. — L'appel d'un jugement par défaut auquel il a été formé opposition, est recevable, quoiqu'on n'appelle pas du jugement qui, par une fin de non recevoir tirée de la forme, a débouté de l'opposition, II, 209, q. 1645. — *Sacré*, si la fin de non recevoir était tirée du fond, *ib.*, note 1. — Lorsqu'il a été rendu des jugemens par défaut contre lesquels il y a eu des oppositions dans la délai de la loi, il n'est pas nécessaire d'en relever appel en même temps que du jugement définitif, II, 206, note 2.

§ III.

31. L'appel incident n'est permis que relativement à un jugement dont il y a appel principal, II, 160, § 20. — L'appel incident peut être formé par acte d'avoué à avoué, II, 167, 168, q. 1572. — Il peut être formé par des conclusions verbales prises à l'audience, II, 160, § 21. — Il faut une signification à personne ou domicile dans tous les cas où l'appel incident n'a pas pour objet le jugement dont il est appelé par la partie adverse, II, 168, q. 1573. — Lorsqu'un jugement contient plusieurs chefs distincts, et qu'une partie interjette appel d'un de ces chefs seulement, l'intimé ne peut, par acte d'avoué, et après le délai général fixé par l'art. 443, interjeter incidemment appel des autres chefs de ce même jugement, II, 164, q. 1374, 175, note 4, 263, n. 400. — L'appel principal interjeté purement et simplement ne s'applique pas aux chefs jugés en faveur de l'appelant; pour les combattre, l'intimé doit aussi se pourvoir par appel principal, *Ibid.* — S'il n'y a appel que de la part d'une partie, l'appel incident n'est pas recevable quant au chef de celle qui n'a pas appelé, II, 159, § 8. — Comme par exemple le gérant déchargé par le jugement qui a condamné le défendeur appelant, *Ibid.*, § 14. — Le demandeur intimé sur l'appel qui n'a pas incidemment appelé du jugement qui a admis certaines causes de nullité contre un acte et rejeté certaines autres, ne peut se plaindre de ce que les juges d'appel ne prononcent pas sur celles-ci, *Ibid.*, § 16.

32. Pour interjeter appel incidemment, il n'est pas nécessaire que l'intimé se trouve dans le délai de trois mois à partir de la signification à lui faite, II, 172, q. 1375. — L'intimé conserve la

faculté d'appeler incidemment, quoiqu'il ait commencé à exécuter le jugement qui est l'objet de l'appel principal, II, 172, q. 1576. — Il en est autrement après qu'il a conclu sans réserves à la confirmation du jugement dont est appel, II, 172, q. 1577.

33. La partie qui n'est pas intimée sur l'appel, et qui cependant figurait dans le jugement, peut intervenir et même appeler incidemment, II, 172, q. 1578. — L'appelant doit être condamné aux frais faits depuis que l'intimé a déclaré fondés les griefs d'appel, II, 172, q. 1579. — Il ne doit pas être fait droit sur l'appel incident si l'appel principal est jugé non recevable : il en est autrement, s'il est déclaré non fondé, II, 172, 173, q. 1580.

§ IV.

34. L'appel d'un jugement n'autorise pas à réformer les dispositions de ce jugement qui ne sont point attaquées, II, 173, q. 1581. — L'appel doit être signifié et contenir assignation, II, 209, art. 456, n. 379. — L'acte d'appel est assujéti à toutes les formalités d'un exploit d'ajournement, II, 211, q. 1646.

35. Ces formalités doivent être observées dans l'appel d'un jugement rendu avant le Code de procédure, II, 211, q. 1647. — L'énonciation des griefs dans l'acte d'appel n'est pas nécessaire, II, 211, 212, q. 1648.

36. L'acte d'appel portant seulement assignation à comparaitre dans les délais de la loi, sans préciser ces délais, est valable, II, 212, q. 1649. — Celui qui est donné à comparaitre à l'échéance des jours qui auront sa notification est nul, II, 212, note 1. — Celui qui est donné dans le délai de huitaine sans addition de l'augmentation à raison des distances, dans le cas où elle doit avoir lieu, est valable, II, 212, q. 1650. — L'intimé assigné à un délai trop long, peut, sans en attendre l'échéance et après sommation préalable, se présenter à l'audience et poursuivre un jugement de congé, II, 212, note 11, 12.

37. L'acte d'appel signifié à la requête d'une partie décadée lors de la prononciation du jugement, est nul, II, 212, note 13.

38. En quel nom doit être déclaré l'appel interjeté par un fondé de pouvoirs, I, 85, note 1. — Un appel interjeté par un mandataire, en sa qualité et pour l'intérêt de son commettant, n'est pas contraire à la maxime, *Nul ne plaide par procureur*, II, 211, not. 2, § 7. — Même décision pour l'appel interjeté par l'armateur d'un navire, en sa qualité, II, 210, note 16. — Des propriétaires de mines, plaidant collectivement, sont valablement représentés par celui d'entre eux qui est nominativement aux qualités de l'exploit d'appel, II, 210, note 16. — Un acte d'appel désigne suffisamment les noms, professions et domiciles des appelans, lorsqu'il est dit fait à la requête d'un tel et autres dénommés dans le jugement de première instance, II, 212, q. 1651. — Il en est autrement, s'il n'a été interjeté

qn'au nom de l'une d'elles, à moins qu'il n'y ait solidarité, II, 212, note 2. — L'acte d'appel signifié à plusieurs débiteurs solidaires, et qui est nul dans la forme à l'égard de quelques uns, et régulier relativement aux autres, n'en produit pas moins son effet contre tous, II, 212, note 2. — L'acte d'appel d'un jugement rendu au profit de plusieurs parties y dénommées, est nul, s'il n'est pas notifié à chacune d'elles individuellement, II, 210, note 14. — Les parties ne sont plus recevables à se prévaloir de cette nullité; si elles ont constitué avoué en nom commun, II, 210, note 15.

39. Quand l'intimé a lui-même fixé la qualité de l'appelant, dans les actes de première instance, il ne peut la contester sur l'appel, II, 210, note 17. — Une déclaration d'appel, inscrite dans un commandement, ne peut tenir lieu d'acte d'appel, lors même qu'elle contiendrait constitution d'avoué et assignation dans les délais de la loi, II, 209, note 2, § 1. — Décision contraire, *Ibid.* § 3. — Un appel est valablement interjeté par la déclaration de la partie devant notaire, lorsque cette déclaration est signifiée avec assignation, II, 209, note 2, § 2. — L'appel interjeté de tel jugement et de tous ceux qui ont été rendus dans la même instance, constitue un appel des jugements énoncés, II, 209, note 2, § 4 et 5.

40. L'appel d'un jugement indiqué sans date ou sous une date à laquelle il n'en a été rendu aucun entre les parties n'en est pas moins valable, s'il est impossible d'en reconnaître l'identité, II, 210, § 10. — L'appel n'est pas nul parce que l'on y déclare relever appel d'un jugement rendu par un tribunal de première instance, quoique les parties nient être jugées par un tribunal de commerce, II, 209, note 2, § 9.

41. L'appel en adhéant doit être fait dans la même forme qu'un appel principal, II, 209, note 2, § 6. — Le mot appeler peut être suppléé par des termes équipollents, II, 209, note 2, § 8.

42. L'acte d'appel doit être signifié à personne ou domicile réel, à moins que les parties n'aient exprimé dans un acte le consentement à ce que la signification soit faite à un domicile élu, ou que la loi ne l'ait permis spécialement, II, 212, q. 1632. — L'appel signifié au domicile élu par le commandement, afin de saisie-exécution est valable, encore bien qu'il n'y ait pas eu de saisie-exécution, II, 338, § 8. — L'appel d'un jugement signifié avec commandement de s'y conformer, ne peut être notifié au domicile élu par l'exploit de signification, II, 338, q. 2008. — *Sensu*, si l'acte de notification du jugement portait sommation de payer, II, 338, note 2. — On ne peut signifier un acte d'appel au domicile élu pour d'autres saisies que la saisie-exécution, III, 339, q. 2010. — L'appel n'est pas valablement signifié au domicile élu chez l'avoué qui a occupé en première instance, II, 213, note 1.

43. Régistre où l'avoué de l'appelant doit faire mention de l'appel, II, 308, art. 549. — Cette mention doit être faite par l'avoué de première

instance sur le registre du greffier de son tribunal, II, 309, q. 1908.

§ V.

44. L'appel est suspensif, II, 213, art. 457. — Le jugement qui a été frappé d'appel et qui est confirmé, ne doit produire son effet que du jour de la signification de l'arrêt confirmatif, II, 214, q. 1653.

45. Lorsque l'exécution des condamnations prononcées par un jugement est suspendue par l'appel, l'avoué de l'intimé qui a obtenu distraction des dépens, ne peut poursuivre l'exécution de cette condamnation, II, 213, note 2.

46. L'appel est suspensif en matière d'expropriation comme en matière ordinaire, II, 213, note 2, § 2.

47. Les juges d'appel ne peuvent qu'en matière de commerce, accorder la permission de citer extraordinairement à jour et heure fixés, pour plaider sur l'appel, II, 216, q. 1668.

48. Tout appel doit être porté à l'audience, sauf l'instruction par écrit qui peut être ordonnée s'il y a lieu, II, 217, art. 461. — Les juges d'appel ne peuvent sur de simples conclusions motivées, ordonner qu'une affaire instruite par écrit en première instance le sera de la même manière en cause d'appel, II, 217, q. 1669. — Si la Cour ordonne un vu de bureau ou l'instruction par écrit, on doit suivre les formalités prescrites par l'art. 93 et suivants, II, 217, q. 1669.

49. Délai pour la signification des griefs de l'appelant et de la réponse de l'intimé, II, 217, art. 462, n. 383. — Ces écrits de griefs, et les réponses sont purement facultatifs, II, 217, q. 1670. — On peut en signifier après les délais indiqués, mais ils ne doivent point passer en taxe, II, 217, q. 1671. — Application du principe que les griefs d'appel ne se suppléent pas, I, 207, note 1; 208, q. 618.

50. Les appels des jugements en matière sommaire sont portés à l'audience sur un simple acte, II, 217, art. 463.

51. Les parties peuvent fournir des écrits sur l'opposition de l'intimé à l'arrêt par défaut rendu contre lui, II, 218, q. 1672.

52. Fins de non recevoir qui peuvent en général être opposées contre un appel, II, 174, q. 1582. — La fin de non recevoir fondée sur ce qu'il n'est pas prouvé que l'appel ait été notifié, est admissible, quoique la partie ait d'abord négligé de s'en prévaloir, II, 211, § 23.

53. Ce qu'on entend par chose jugée; dans quels cas, et contre quelles personnes on peut opposer l'autorité qui en résulte, II, 174, q. 1583.

54. Du cas où, dans le jugement sur appel, il se forme plus de deux opinions, II, 226, article 467, n. 388. — Avant que les juges les plus faibles en nombre soient tenus de se réunir à l'une des deux opinions de la majorité, il doit être fait un second tour d'opinions, II, 227, q. 1685. — Comment se termine un partage dans une Cour royale, II, 227, art. 468, n. 389. — Un arrêt

rendu sur partage est nul, si les conseillers appelés à vider le partage ne l'ont pas été suivant l'ordre du tableau, si d'ailleurs cet ordre a pu être suivi, II, 227, note 1, § 1.

55. Une Cour qui juge ordinairement au nombre de sept juges peut, en cas de partage, ajouter quatre avocats comme suppléants, II, 227, note 1, § 2. — Lorsqu'un juge qui a concouru au partage ne peut coopérer au jugement en définitive, en doit, pour vider le partage, appeler de nouveaux juges au nombre pair, II, 227, note 1, § 3. — Pour que des avocats aient le titre d'anciens juriscultes et puissent être appelés pour vider un partage, ils doivent avoir dix ans d'exercice, II, 227, q. 1686.

56. Effet de la péremption en cause d'appel, II, 227, art. 469, n. 390. — La péremption d'instance sur l'appel n'est pas couverte par un acte extrajudiciaire qui a pour objet l'exécution du jugement du tribunal de première instance, II, 227, q. 1687. — La péremption de l'instance d'appel n'éteint pas l'action, lorsqu'il s'agit d'une demande nouvelle formée dans le cours de cette instance, II, 228, q. 1688. — Intérêt qu'une partie peut avoir à la demander, lorsqu'elle concourt avec la prescription, II, 228, q. 1689. — Il doit être fait droit à la demande en péremption, quoiqu'il soit démontré que le jugement ne peut exister, parce que la loi aurait anéanti, par exemple, toute instance, tout jugement sur la matière à laquelle il se rapporte, II, 228, q. 1690. — Autres règles établies pour les trib. inf. à observer dans les tribunaux d'appel, II, 229, art. 470, q. 1691.

57. Amende encourue par l'appelant qui succombe dans son pourvoi, II, 229, art. 471, n. 391. — Elle doit être consignée avant le jugement ou arrêt à intervenir sur l'appel, II, 229, q. 1692. — L'amende consignée doit être rendue en cas de désistement, s'il a précédé la plaidoirie de l'appelant, II, 229, q. 1693. — L'appelant qui obtient gain de cause sur quelques chefs, peut obtenir la restitution de l'amende, II, 230, q. 1694.

58. Quel est le mode de prononcer sur les appels, II, 233, q. 1701. — Les juges saisis de l'appel d'un jugement interlocutoire peuvent statuer sur le fond définitivement, II, 232, article 473. — Pour cela il n'est pas nécessaire qu'ils confirment, dans le cas où ils sont saisis non par l'acte d'appel, mais par des conclusions respectivement prises et tendantes à l'évocation, II, 232, note 3, § 1. — Ils peuvent statuer sur le fond, s'ils infirment pour vices de forme ou pour toute autre cause, II, 232, art. 473. — Ces dispositions sont facultatives, II, 235. — Lorsqu'en première instance il n'a été question que de savoir si un désaveu était régulier, les juges d'appel ne peuvent évoquer ou retenir la cause pour statuer sur les effets du désaveu, II, 232, note 3, § 2. — Pour que le juge d'appel qui infirme un jugement interlocutoire, retienne valablement, il faut que l'instruction ait été suffi-

samment faite sur le fond, devant les premiers juges, II, 235, note 1. — Pour qu'il retienne le fond quand il infirme pour vice de forme, il faut qu'il ne soit pas question d'irrégularités dont l'effet serait de rendre nulle la procédure entière, II, 235, note 1. — Il ne peut retenir, quand il déclare que le premier juge avait été incompétemment saisi, II, 235, note 1. — Décision contraire, II, 236, q. 1704. — Le juge d'appel, qui annule pour cause d'incompétence, ne peut retenir le fond, si le tribunal qu'il juge compétent n'est pas dans son ressort, II, 237, q. 1705. — En infirmant un interlocutoire rendu après des plaidoiries sur le fond, il peut, sur la simple remise des dossiers, statuer sur le fond, II, 235, note 1. — Il suffit qu'il ait été statué en première instance sur le fond du procès, même par défaut, pour que le juge d'appel qui infirme pour vices de forme le jugement sur opposition, puisse retenir le fond, II, 235, note 1. — Il peut sur l'appel du jugement par défaut, rendu contre le défendeur, statuer sur le fond, II, 235, note 1. — *Sic* s'il s'agit d'un congé de défaut. *Id.* — Il ne peut statuer sur le fond, quoiqu'une demande qui s'y applique ait été formée devant les premiers juges, si ceux-ci n'ont pu la juger, parce qu'ils ont été forcés de statuer sur la question préalable qui ne pouvait être jointe au principal, II, 236, q. 1703. — Le juge d'appel qui retient le fond ne peut statuer à cet égard par un jugement séparé de celui qui a infirmé, II, 235, note 2. — Quand il réforme un jugement de première instance, il peut procéder à une opération que ce jugement aurait rejetée, et réparer une omission du premier juge, II, 237, q. 1706. — Sans prére des mots *infirmer et reformer*, II, 238.

59. A quel tribunal appartient l'exécution du jugement rendu sur l'appel, II, 230, art. 472. — Effets des dispositions qui existent à ce sujet, II, 230, n. 392. — Les juges d'appel, en accueillant une demande originaire rejetée par les premiers juges, prononcent par cela même virtuellement l'infirmité du jugement de première instance, II, 230, note 1, § 3. — Ils peuvent, sans infirmer préalablement le jugement de première instance, ordonner, par exemple, une expertise que ce jugement a déclarée non recevable, II, 230, note 1, § 4. — Ils peuvent liquider les dommages-intérêts accordés par le jugement dont ils prononcent la confirmation, II, 230, note 1, § 5.

60. Soit que la Cour confirme, soit qu'elle infirme un jugement émané d'un tribunal de commerce, elle doit retenir l'exécution, II, 231, q. 1695, 1696. — Si les juges d'appel confirment en certains chefs et infirment en d'autres, l'exécution peut leur appartenir, II, 231, q. 1697. — L'exécution d'un arrêt qui infirme un jugement pour vice de forme, appartient à la Cour, bien que l'arrêt ait statué sur le fond comme l'avait fait le jugement infirmé, II, 230, note 1, § 1. — Lorsque l'exécution d'un arrêt qui pro-

nonce une séparation de corps appartient à la Cour, c'est à elle que doit s'adresser la femme qui demande une prorogation de délai pour accepter la communauté, II, 230, note 1, § 2.—Un tribunal de première instance ne connaît point de l'exécution d'un arrêt de la Cour, lorsque ce tribunal statue sur une saisie faite en vertu de cet arrêt, II, 230, note 1, § 9; 232, note 1.—Lorsqu'un arrêt a annulé le jugement en vertu duquel avait été prise une inscription hypothécaire, la demande en radiation formée par suite n'est pas réputée exécution de l'arrêt et ne peut être portée de plano devant la Cour, II, 230, note 1, § 10.—Une Cour d'appel peut de plano prononcer sur la nullité d'un acte extrajudiciaire dont l'effet est d'entraver l'exécution d'un arrêt infirmatif d'un jugement de première instance, II, 232, q. 1699.—Lorsqu'un tribunal de première instance a rejeté une demande en partage de succession, la Cour qui infirme cette décision peut ordonner qu'il sera procédé devant les premiers juges à la liquidation de la succession, II, 230, note 1, § 6.—Une Cour qui, sur une demande en revendication de biens, a statué par arrêt infirmatif, sur les qualités des parties et sur leurs droits respectifs à la chose, ne peut connaître de la demande en partage des biens qui ont fait l'objet du litige, II, 232, q. 1700.—Les juges d'appel ne peuvent, pour l'exécution d'un interlocutoire qu'ils ont rendu, renvoyer les parties en état de première instance, II, 230, note 1, § 7. L'incompétence des premiers juges pour connaître de l'exécution d'un arrêt infirmatif, n'est pas radicale, II, 230, note 1, § 8.—Une Cour d'appel ne peut jamais accorder l'exécution de son arrêt au tribunal dont elle a infirmé le jugement, II, 231, q. 1698.

V. *Acquiescement; Actes de l'état civil*, 6; *Amende; Arbitrage*, 55, 56, 57, 58; *Communication de pièces*, 3; *Compétence*, 21; *Compte*, 9; *Contrainte par corps*, 27; *Conseil de famille*, 2, 9; *demande nouvelle; Dénoeu*, 10, 12; *Désistement*, 2, 8; *Distribution par contribution*, 13; *Enquête*, 20, 37; *Étranger*, 5; *Exécution provisoire*, 4, 5, 6, 16; *Interdiction*, 6; *Interrogatoire sur faits et articles*, 3; *Intervention*, 6, 9; *Juge de paix*, 9; *Jugement interlocutoire et préparatoire*, 1, 2; *Matières sommaires*, 3; *Ordre*, 15, 16; *Récusation*, 9, 20, 21; *Référé*, 8; *renvoi à un autre tribunal*, 11; *Requête civile*, 3; *Saisie-arrêt*, 3; *Saisie immobilière*, 42, 52, 77, 80, § 14; *Tierce opposition*, 6.

APPOINTEMENT.

Signification de ce mot, I, 131, 138, note 1. V. *Enquête*, 2.

ARBITRAGE.—ARBITRES.

§ 1. Du compromis. 2. Délai de l'arbitrage. 3. Révocation, dépôt et récitation des arbitres. 4. Jugement arbitral.

1. Origine de l'arbitrage, III, 255, note 2.—Les arbitres sont les premiers juges dans le vœu de la loi. J. xxix; III, 255.

2. Les juges, les mineurs et les faillis peuvent être appelés à exercer les fonctions d'arbitres, mais non les femmes, les furieux, les sourds-muets et ceux qui ont une incapacité absolue d'exercer les fonctions judiciaires, III, 260, q. 3261.

3. Distinction entre les arbitres volontaires et les arbitres forcés, J. xxvi; III, 256.—Entre les arbitrateurs et amiables compositeurs, III, 266.

4. L'arbitrage forcé supprimé pour tous les cas, excepté les contestations entre associés, pour cause de société commerciale, III, 256, note 1 et 3.—Les tiers arbitres devant lesquels renvoient les tribunaux de commerce pour examen de compte, ne sont que des experts, III, 256, note 2.

5. Toutes personnes peuvent compromettre sur les droits dont elles peuvent disposer, III, 256, 257, art. 1003, n. 398.—Matières qui ne peuvent être l'objet d'un compromis, III, 257, art. 1004, n. 599.

6. On ne peut compromettre sur une demande en séparation de biens, ni sur une contestation relative à la validité d'un mariage, III, 263, q. 3264.—On peut compromettre sur les intérêts pécuniaires, nés à l'occasion d'une question d'état, III, 263, q. 3268.

7. On peut compromettre sur les aliments qui ne résultent pas des dons ou legs, III, 263, q. 3264.—On peut compromettre sur les arrérages échus à moins que celui auquel ils sont dus ne prouve qu'il a emprunté pour vivre, III, 263, q. 3265.

8. On ne peut compromettre sur des droits certains, III, 263, q. 3266.—Lorsque des parties ont mis en arbitrage leurs prétentions relatives à des immeubles, les tribunaux ne peuvent sous prétexte d'urgence ordonner une rentrée en possession, III, 264, note 2, § 2.

9. On peut compromettre sur les difficultés relatives à l'exécution d'un acte administratif, lorsqu'elles ne concernent que l'intérêt personnel des individus qui compromettent, III, 263, q. 3267.

10. Le pouvoir de transiger même par médiation d'arbitre, n'emporte pas celui de compromettre, III, 256, note 4, § 2.—Un tuteur quel que autorisé par le conseil de famille, et qu'il remplisse les formalités prescrites par l'art. 467 du Code civil, relatif aux transactions, ne peut valablement compromettre sur les intérêts du mineur ou de l'interdit, III, 257, q. 3252.—Serait si le mineur se trouvait du chef de son auteur intéressé dans une société commerciale, III, 258, note 1.

11. Le mineur émancipé, la femme séparée de biens, l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, peuvent compromettre sur les droits dont ils peuvent disposer, III, 257, q. 3253.—Le mari qui compromet sur des biens soumis au régime dotal, ne peut demander lui-même la nullité du compromis, et la femme ne le peut qu'après le mariage, III, 256, note 4.

12. Le liquidateur d'une société de commerce n'est qu'un simple mandataire, et, comme tel, ne peut compromettre, III, 256, note 4, § 3.—Le compromis qui, en matière de société commerciale, nomme des arbitres amiables compositeurs est nul, si les syndics d'un des associés faillis qui y ont concouru n'étaient pas autorisés à nommer de tels arbitres, III, 257, note 4.—Le compromis passé sans fraude par le mandataire, depuis la faillite du mandant, est valable, III, 257, note 5.

13. Lorsqu'un compromis est passé avec une partie qui a cessé d'avoir intérêt à la cause par la cession qu'elle en a faite, l'erreur de l'autre partie, sur cette circonstance, est une cause de nullité, III, 257, note 7.—Le curateur d'un absent ne peut compromettre pour lui, et, s'il le fait, les autres parties peuvent opposer la nullité, III, 259, q. 3258.—Celles-ci ne peuvent opposer la nullité lorsqu'elle est produite par l'incapacité d'un mineur, d'une femme mariée, d'un interdit, III, 259, q. 3259.—Mais elles peuvent, tant que la sentence arbitrale n'est point intervenue, demander que le compromis soit ratifié d'une manière légale, ou qu'il reste sans effet, III, 260, q. 3260.—Un jugement arbitral n'est pas nul pour avoir été rendu avec les héritiers mineurs d'un des compromettants, III, 257, note 6.

14. Le condamné à une peine emportant mort civile, peut-il compromettre? III, 259, q. 3256, 3257.

15. L'annulation du compromis entraîne la nullité de la décision arbitrale, III, 260, q. 3262.

16. Définition du compromis, III, 257, n. 598.—Forme dans laquelle peut être fait un compromis, III, 264, art. 1005.—Il peut être constaté par un procès-verbal de conciliation et un jugement d'expédient, III, 265, q. 3272.

17. La nullité du compromis sous seing privé non fait double ne couvre par l'exécution du contrat, III, 266, q. 3273.—Il doit être donné sur timbre et enregistré avant le jugement, III, 266, q. 3274.

18. Si au lieu de passer un compromis les parties fournissent de part et d'autre, à tierces personnes, des blancs seings que celles-ci devront remplir d'une transaction, cette transaction ne peut être considérée comme une sentence arbitrale et ne peut obtenir que les effets déterminés par le Code civil, III, 264, q. 3269.—La partie qui a remis des blancs seings à une tierce personne peut les retirer, malgré l'opposition de l'autre partie, III, 265, q. 3270.

19. Le compromis est suffisamment constaté par un acte souscrit en tête de la sentence arbitrale, III, 265, q. 3270.—L'existence du compromis sur lequel est intervenu un jugement arbitral est suffisamment justifiée par son enregistrement, la comparution des parties devant les arbitres et sa transcription dans la sentence, III, 264, note 2, § 1.

20. Le compromis doit, à peine de nullité,

désigner les objets en litige et les noms des arbitres, III, 266, art. 1006, n. 601.—Le compromis portant pouvoir de décider les questions élevées à raison de la contestation qui existe entre les parties, est suffisamment spécifié, III, 266, q. 3275.—Une décision d'arbitre est valable quoiqu'elle prononce sur une question qui n'a pas été expressément énoncée dans le compromis, si cette question est une dépendance nécessaire de celles qui y sont exprimées, III, 302, note 2, § 2.—Le compromis portant pouvoir de statuer sur les difficultés relatives à l'exécution d'un marché, ne confère pas celui de statuer sur la résiliation de ce marché, III, 302, note 5.—Les arbitres institués pour juger toutes contestations entre associés, et pour raison de la société, ne peuvent prononcer sur la validité de la société, III, 302, note 6.—Un acte qualifié jugement arbitral est nul pour le tout, par cela seul que les arbitres ont jugé hors des termes du compromis, sur quelques uns des points qui leur avaient été soumis, III, 307, q. 3384.—Les arbitres peuvent, sans excès de pouvoir, juger les contestations qui s'élèvent sur l'application d'une clause pénales insérée au jugement arbitral, III, 302, note 2, § 3.—Les arbitres qui ont reçu le pouvoir de terminer par un seul jugement les contestations énoncées au compromis, peuvent juger définitivement quelques points et en interloquer d'autres, III, 302, note 2, § 4.—Les arbitres ne peuvent jamais prononcer eux-mêmes sur l'excès de pouvoir reproché à leur décision, III, 302, note 8.—Le dire des arbitres qui déclarent avoir vu les pouvoirs en vertu desquels ils ont été nommés, ne fait pas foi par lui-même de l'existence de ces pouvoirs, III, 303, note 9.—Un arbitre peut être suffisamment désigné par sa qualité, III, 266, q. 3276.—Quand la personne qui succède à la qualité perdue par l'arbitre depuis le compromis, doit lui être substituée comme arbitre, III, 266, q. 3277.—Quid si la substitution étant admissible, l'arbitre substitué refuse ou est empêché? III, 267, q. 3278.—Le tribunal qui assume d'office des arbitres ne peut les prendre dans une autre classe que celle déterminée par les parties, III, 267, q. 3279.

21. La nomination faite d'office pour une partie qui a refusé d'indiquer son arbitre, ne la prive pas du droit de faire son choix, jusqu'à ce que l'arbitre nommé soit entré en fonctions, III, 268, q. 3281; 269, note 2, § 2.—Si en matière d'arbitrage forcé un seul associé refuse de nommer son arbitre, le tribunal ne doit nommer d'office que cet arbitre, III, 268, q. 3280.

22. Des arbitres auxquels une contestation entre associés a été renvoyée par le tribunal de commerce, doivent statuer, bien que le tribunal ne leur ait demandé qu'un rapport, III, 298, note 2.

§ II.

23. Durée de la mission des arbitres quand le

compromis ne fixe pas le délai, III, 269, art. 1007. — Les arbitres autorisés à proroger le délai de l'arbitrage ne peuvent le porter au-delà de trois mois, III, 269, q. 3283. — En ce cas, la partie qui ne se serait pas mise en état dans le premier délai n'est pas autorisée à le faire dans le second, III, 269, q. 3284. — Le délai spécial que les parties ont fixé pour la durée de l'arbitrage, ne s'applique pas à la durée des pouvoirs du tiers arbitre, III, 270, q. 3288. — Un mandataire ne peut, en vertu du pouvoir qu'il a eu de compromettre, consentir à une prorogation de délai, III, 269, q. 3285.

24. Si les arbitres opérant dans le délai du compromis, jugent définitivement une partie du litige et renvoient pour d'autres points à une époque placée hors du délai du compromis, les dispositions définitives n'en sont pas moins valables, III, 269, note 1. — Lorsqu'un compromis reste sans effet, à raison d'une des circonstances qui en opèrent l'extinction, les actes faits pour l'instruction jusqu'alors, doivent conserver leur force, III, 279, q. 3311.

25. L'art. 1007 du Code, limitant à trois mois la mission des arbitres, n'est pas applicable en matière de société commerciale, III, 269, note 1, § 2; 275, q. 3306. — Mais la partie qui veut biter la décision de la cause, peut s'adresser au tribunal pour qu'il fixe un délai, III, 275, q. 3307. — Le tribunal de commerce n'a pas le droit de proroger ce délai sur la demande d'une seule partie, III, 275, q. 3308.

26. Le silence ou la procédure volontaire après l'expiration du délai fixé pour un arbitrage forcé, n'équivaut pas à la prorogation, en sorte que le jugement rendu postérieurement soit valable, III, 277, q. 3309. — Lorsque quelques uns des arbitres nommés se sont déportés avant que le délai de l'arbitrage soit expiré, il n'en doit pas moins avoir cours, quoique l'un des arbitres soit resté, III, 279, q. 3310. — Les arbitres dispensés de suivre les formes judiciaires, ne sont pas dispensés de rendre leur jugement dans le délai convenu, III, 269, note 1, § 3. — Les arbitres ne peuvent, après l'expiration du délai, interpréter ou expliquer leur sentence que sur la demande des deux parties, III, 279, q. 3312. — Une partie qui a poursuivi l'ordonnance d'exequatur d'un jugement arbitral rendu après l'expiration du délai, ne peut ensuite en demander la nullité, III, 269, q. 3285.

27. La partie qui par son fait empêche les arbitres de prononcer dans le délai du compromis, est non recevable à exciper de ce que les pouvoirs des arbitres sont expirés, III, 274, note 2.

28. Un jugement dont la date remonte à une époque antérieure au délai du compromis, est valable, quoique le dépôt au greffe et l'enregistrement n'aient eu lieu qu'après cette expiration, III, 274, note 2; 283, note 4. — Le délai suspendu par le décès d'une partie, III, 280, art. 1014. — Cet événement met fin au compromis, si tous les héritiers de la partie décédée

ne sont pas majeurs, III, 279, n. 607. — Le jugement arbitral rendu après le délai par suite de prorogation de pouvoirs est valable, quoiqu'il ne mentionne pas l'acte de prorogation, III, 303, note 10.

§ III.

29. Les arbitres ne peuvent, sans le consentement unanime des parties, être révoqués pendant le délai de l'arbitrage, III, 269, article 1008, n. 602. — Une révocation peut être expresse ou tacite, III, 269, q. 3287. — Le jugement arbitral qui n'a été prononcé, daté et signé que postérieurement à la révocation des arbitres, est nul, encore qu'il ait été rédigé auparavant, III, 269, note 2.

30. Cas où les arbitres peuvent, ou ne peuvent pas se déporter ou être récusés, III, 279, 280, art. 1014, n. 608. — Causes pour lesquelles ils peuvent se déporter, III, 280, q. 3313. — Être récusés, III, 280, q. 3317. — Le refus n'est une cause de déport que pour l'arbitrage volontaire, III, 280, q. 3314. — L'empêchement, quand il est légitime, est une cause de déport, III, 280, q. 3314. — L'arbitre créancier d'une des parties au jour du compromis, ne peut être révoqué, parce qu'il est devenu créancier depuis pour une autre cause, III, 279, note 1.

31. Un délai de quinze jours est donné pour former la récusation contre des arbitres forcés, III, 281, q. 3318. — De quelle époque court ce délai, III, 281, q. 3320. — La récusation est notifiée aux arbitres par un huissier ou un notaire, III, 281, q. 3319. — Les arbitres ne sont pas juges de la récusation de l'un d'eux, III, 281, q. 3321. — Quel tribunal doit prononcer sur la récusation, III, 281, q. 3322. — Les tribunaux de commerce sont compétents pour statuer sur les causes de récusation dirigées contre des arbitres nommés par leurs jugements, III, 279, note 2. — Décision contraire sur arbitrage volontaire, III, 298, note 1, § 2.

32. Moyens de forcer l'arbitre à exécuter la commission qu'il a acceptée, III, 280, q. 3315. — L'absence d'un arbitre, qui ne se rend pas au jour fixé pour procéder, n'autorise pas les autres arbitres à prononcer seuls, III, 280, q. 3316.

33. Causes qui mettent fin au compromis, III, 274, art. 1012, n. 606. — Autres causes qui ont le même effet, III, 274, q. 3302. — Le compromis sur contestation en matière de société ne cesse pas par le décès d'un des arbitres, mais il y a lieu au renouvellement de tous les arbitres, III, 275, q. 3303, 3304. — Quand les points arrêtés par les premiers arbitres doivent être de nouveau mis en délibération, III, 275, q. 3305.

§ IV.

34. Les délais et formes établis pour les tribunaux, à observer dans la procédure devant arbitres, si les parties n'en sont autrement convenues, III, 270, art. 1009, n. 603. — Les arbitres doivent suivre la procédure propre à la matière

qui leur est soumise, III, 270, q. 3289. — Une affaire ordinaire ne peut être jugée par eux comme matière sommaire, s'ils n'y ont été autorisés, III, 283, q. 3333. — Le ministère des avoués n'y est pas nécessaire, III, 269, q. 3287. — Les arbitres peuvent ordonner tous les actes d'instruction autorisés par la loi, et y procéder eux-mêmes, III, 270, q. 3291. — Ils peuvent connaître de tous incidents qui s'élèvent devant eux, excepté ceux qui résultent de demandes entièrement détachées de ce qui fait l'objet du compromis, III, 271, q. 3292. — Ces incidents et les jugemens interlocutoires rendus ne suspendent pas le délai donné aux arbitres pour procéder définitivement, III, 281, q. 3323.

35. Des arbitres peuvent prononcer sur la contestation qui s'élève devant eux relativement à leur compétence, III, 268, q. 3282. — Ils peuvent procéder à une vérification d'écritures, III, 283, q. 3325. — Ce que ces arbitres doivent ordonner s'il est formé inscription de faux ou s'il s'élève quelque incident criminel, III, 281, article 1015, n. 609. — Il faut nécessairement qu'il y ait déclaration formelle de s'insérer en faux de la part d'une des parties pour que les arbitres les délaissent à se pourvoir, III, 282, q. 3324.

36. Délai dans lequel chacune des parties doit produire ses défenses et pièces, III, 283, article 1016. — On peut produire après ce délai, si les arbitres n'ont pas encore rendu leur sentence, III, 284, q. 3325. — Mais la sentence arbitrale ne peut être rendue avant ce délai, si les parties n'ont pas produit, III, 284, q. 3327. — Les arbitres peuvent juger par défaut avant le dernier jour du délai, III, 289, q. 3341.

37. Les arbitres peuvent prononcer la contrainte par corps contre la partie qui néglige de rétablir une communication, III, 284, q. 3328. — Lorsqu'une pièce a été communiquée à des arbitres elle devient commune à toutes les parties, III, 283, note 1. — Aucune loi n'oblige les arbitres à viser toutes pièces à peine de nullité, III, 283, note 3.

38. Des amiables compositeurs sont dispensés de suivre les formalités ordinaires, III, 270, note 1; 295, q. 3355.

39. Les actes de l'instruction et les procès-verbaux du ministère des arbitres doivent être faits par tous, III, 273, art. 1011, n. 603. — Les actes faits sans autorisation des parties par un seul arbitre sont nuls, III, 274, q. 3300, 3301. — Les arbitres, peuvent après avoir rendu leur jugement, charger l'un d'eux de taxer les dépens, 274, q. 3301.

40. Les arbitres peuvent décerner commission rogatoire à un juge, conformément à l'art. 1035, III, 273, q. 3299. — Les jugemens rendus à cet effet doivent, comme tous autres préparatoires ou interlocutoires, être rendus exécutoires, III, 274, note 1.

41. Signature du jugement arbitral et son effet s'il n'est signé que de la majorité, III, 283, article 1016, n. 610. — *Quid*, si ceux qui

refusent de signer sont égaux en nombre à ceux qui signent ? III, 284, q. 3330. — Lorsqu'il y a partage entre les arbitres et qu'un tiers est appelé pour les départir, la décision arbitrale doit être signée par lui, à peine de nullité, III, 283, note 2. — Lorsque la sentence a été délibérée, arrêtée et lue aux parties, il y a chose jugée, encore bien que la signature des arbitres n'ait pas encore été apposée, III, 283, note 5. — On peut se pourvoir par voie de nullité, si la décision arbitrale avait été close et signée par la majorité des arbitres, en l'absence des autres, même après délibération de la part de tous, III, 302, note 1.

42. Une sentence arbitrale prend date du jour où les arbitres l'ont signée, mais la date n'est pas essentiellement nécessaire, III, 289, q. 3340. — Les jugemens arbitraux font foi de leur date, III, 295, note 5, § 1. — Tous les arbitres doivent savoir signer, III, 284, q. 3329.

43. Les décisions arbitrales sont assujetties aux mêmes formalités que les jugemens, III, 288, q. 3338. — Il n'est pas nécessaire qu'elles soient enregistrées avant le dépôt, III, 289, q. 3338; 298, q. 3363. — Les sentences arbitrales doivent être enregistrées sur minute avant d'être revêtues de l'ordonnance d'exécution, III, 296, note 5; 298, q. 3363. — La formalité de la prononciation en présence des parties n'est point nécessaire, III, 289, q. 3339.

44. Où le jugement doit être rendu; quel est l'arbitre qui doit avoir les pièces en dépôt; peuvent-ils recevoir des honoraires ? III, 285, q. 3332. — Le procès-verbal qui constate la présence d'un arbitre aux conférences ne peut être contredit que par un procès-verbal de cet arbitre, rédigé et déposé à l'époque même du jugement, III, 293, q. 3352.

45. Quelle doit être la sentence du cas de partage et comment un tiers arbitre est appelé, III, 289, art. 1017. — Cette disposition n'est pas d'une application nécessaire dans le cas où le tiers arbitre a été nommé par acte de compromission, III, 293, q. 3351. — Le jugement du tiers arbitre ne peut être annulé sous prétexte de défaut de rédaction du procès-verbal exigé par l'art. 1017, III, 293, q. 3353. — Un tiers arbitre ne peut sans autorisation des parties, être appelé avant qu'il y ait partage, III, 290, q. 3345. — Les arbitres, avant de déclarer partage, doivent, comme les juges ordinaires, se réduire à deux opinions, III, 290, q. 3346. — Inutile de constater le partage par un procès-verbal, si les arbitres ne sont pas autorisés à nommer un tiers arbitre et si les parties ne sont pas convenues d'en nommer un, III, 290, q. 3344. — Si les arbitres ayant déclaré d'une manière générale qu'ils sont d'avis différens, l'un d'eux émet son avis, que l'autre se borne à dire qu'il ne peut en avoir aucun sur cette affaire, il n'y a point partage qui autorise le tiers arbitre à juger, III, 289, note 2. — *Quid*, si l'un des arbitres divisés d'opinions n'a pas rédigé son avis distinct et mo-

tivé? III, 293. — Il n'y a pas lieu de recourir au tiers arbitre pour vider le partage, lorsque depuis la déclaration de partage un des arbitres a cessé de l'être, par décès ou départ, III, 290, q. 3343.

46. Dans quel délai et comment le tiers arbitre doit statuer, III, 289, art. 1018. — Les arbitres peuvent, lors des conférences avec le tiers arbitre, abandonner leur premier avis pour en adopter un nouveau, conjointement avec lui, III, 291, q. 3347. — S'ils persistent dans leur avis, il lui est loisible de prendre de chaque opinion ce qui lui semble devoir former le fondement de sa décision, III, 292, q. 3348. — Il doit nécessairement entendre simultanément les arbitres divisés, III, 292, q. 3349. — Et prononcer dans le mois de son acceptation, III, 292, q. 3350. — Il n'y a pas nullité parce que le tiers arbitre a prononcé seul et sans entendre les arbitres, si les parties les avaient dispensés de se conformer aux règles des droits, III, 289, note 4, § 1. — Il en est autrement s'il a rédigé son avis à une époque tellement rapprochée de sa nomination, que les deux arbitres n'aient pas eu le temps de rédiger leur avis séparé, III, 290, note 2. — En adoptant l'opinion de l'un des arbitres, le tiers arbitre n'est pas tenu de se servir des mêmes expressions, III, 290, note 2.

47. Les art. 1017 et 1018 doivent recevoir leur application en matière d'arbitrage légal ou forcé, III, 293, q. 3354. — Quand plusieurs chefs de contestation ont été soumis à des arbitres ils peuvent prononcer autant de sentences séparées, à moins qu'ils ne soient obligés par le compromis à ne rendre qu'un seul jugement, III, 284, q. 3331.

48. Les arbitres doivent prononcer sur les dépens et les liquider dans leur sentence, faute de quoi cette liquidation cesse d'être de leur compétence, III, 285, q. 3333. — Ils ne peuvent prononcer des amendes, III, 285, 286, q. 3334. — Les arbitres volontaires peuvent, comme les arbitres forcés, prononcer la contrainte par corps dans les cas prévus par la loi, III, 286, q. 3335. — Les amiables compositeurs sont libres et non pas obligés de la prononcer, III, 288, note 1. — En supposant qu'elle ne puisse être prononcée, le compromis n'ôte pas à la partie qui a obtenu condamnation, le droit de se pourvoir devant les tribunaux pour faire décider qu'elle devra être exécutée par corps, III, 288, q. 3336. — Le président du tribunal ne peut, en apposant l'ordonnance d'exécution à une sentence arbitrale, y ajouter que cette exécution aura lieu par voie de contrainte, III, 288, q. 3336.

49. Règle sur l'exécution provisoire des jugements arbitraux, III, 657, art. 301. — Hors des cas où l'exécution provisoire a lieu de plein droit, les arbitres ne peuvent la prononcer sans y avoir été autorisés, III, 288, q. 3337.

50. Les arbitres dispensés de décider d'après les règles de droit, s'ils ont reçu le pouvoir de prononcer comme amiables compositeurs, III, 294, art. 1019, n. 611. — Lorsqu'il a été convenu

entre associés qu'en cas de contestations elles seraient soumises à des arbitres qui jugeront sans appel et comme amiables compositeurs, cette convention doit recevoir son effet, encore que les arbitres soient ultérieurement nommés d'office, III, 294, note 2, § 2.

51. Dépôt au greffe du jugement arbitral, et comment il est rendu exécutoire, III, 295, art. 1020. — Le président d'un tribunal de commerce n'est pas compétent pour rendre exécutoire une sentence arbitrale rendue entre négociants, s'il ne s'agit pas de contestations entre associés, III, 295, q. 3356. — Un jugement rendu sur arbitrage volontaire ne peut servir de fondement à une saisie, s'il a été rendu exécutoire par un tribunal de commerce et non par un tribunal civil, II, 309, note 1, § 1. — Lorsqu'en appel les parties renoncent à l'effet du jugement de première instance et nomment des arbitres pour juger la contestation, la sentence arbitrale doit être rendue exécutoire par le président du tribunal de première instance, III, 295, note 3. — Il y a lieu au double dépôt lorsque le compromis a porté tout à la fois sur une affaire susceptible d'être jugée en première instance et sur l'appel d'un jugement, III, 296, q. 3357. — C'est au tribunal du lieu où les arbitres opèrent que le jugement arbitral doit être déposé en matière d'arbitrage forcé comme dans le cas d'arbitrage volontaire, III, 297, q. 3358. — Le dépôt de la sentence doit être fait au greffe du tribunal de première instance, quoique le compromis ait été fait sur une affaire de la compétence du juge de paix, III, 297, q. 3359. — L'ordonnance d'exécution ne peut être refusée si elle ne contient rien qui soit contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, III, 297, q. 3360. — Quelle est la voie pour se pourvoir, soit quand l'ordonnance a été apposée par un président incompétent, soit lorsque le président compétent a refusé de l'apposer, III, 297, q. 3361. — Il n'est pas nécessaire que le dépôt au greffe soit fait par l'un des arbitres, III, 298, q. 3362. — Le jugement arbitral n'est pas nul par cela seul qu'il n'aurait pas été déposé dans les trois jours de sa date, III, 298, q. 3364. — Tous jugements arbitraux, même ceux préparatoires, soumis à l'ordonnance d'exécution, III, 298, art. 1021. — Et cela quoique les parties aient formellement, par leur compromis, dispensé les arbitres de remplir toute formalité de justice, III, 299, q. 3365.

52. La connaissance de l'exécution appartient au tribunal qui a rendu l'ordonnance, III, 298, art. 1021. — Les arbitres peuvent recevoir un serment qu'ils auraient ordonné de prêter, mais non une caution qu'ils auraient ordonné de fournir, III, 299, p. 3366.

53. Les jugements arbitraux ne peuvent être opposés à des tiers, III, 299, art. 1022, n. 612, note 1. — S'ils leur étaient opposés, ils n'ont pas besoin pour les attaquer de se pourvoir par tierce opposition, III, 299, q. 3367. — Les jugements arbitraux peuvent être opposés à des tiers sous

le rapport de l'hypothèque qu'ils peuvent produire, III, 300, q. 3368. — Ils ne peuvent produire d'autres effets contre les co-débiteurs solidaires ou les cautions qui n'y ont point été parties, que celui d'interrompre la prescription de la dette, III, 300, q. 3369.

54. Un jugement arbitral n'est pas sujet à opposition, III, 283, art. 1016. — Et cela en aucun cas, III, 289, q. 3342.

55. Quand le jugement arbitral est soumis à l'appel, III, 271, art. 1010, n. 604. — Des arbitres ne peuvent juger en dernier ressort sans le consentement des parties, III, 271, note 2. — On peut se pourvoir par appel contre une décision arbitrale illégalement qualifiée en dernier ressort, III, 309, q. 3389.

56. L'appel est recevable lorsqu'en y renonçant dans le compromis, les parties ont stipulé une somme à titre de peine contre celle qui appellerait, III, 272, q. 3294. — La renonciation à l'appel doit être unanime, III, 272, q. 3296. — La qualification d'amiables compositeurs, donnée aux arbitres dans le compromis, emporte renonciation à la faculté d'appeler de leur sentence, III, 272, q. 3297. — Il y a renonciation à l'appel suffisamment exprimé dans un compromis par ces mots renonçant à toutes voies devant les tribunaux, III, 273, q. 3298. — La clause de l'acte de société qui soumet à des arbitres souverains les contestations entre associés, rend les syndics de l'un des associés en faillite non recevables à appeler d'une sentence arbitrale rendue en conséquence, III, 271, note 5. — Le jugement sur l'action en nullité d'une décision arbitrale est sujet à appel, et cela quelle que soit la valeur du procès, III, 271, note 2; 272, q. 3295.

57. On ne peut convenir dans un compromis sur appel ou sur requête civile que le jugement à intervenir sera sujet à appel, III, 271, q. 3293.

58. Où l'appel des jugements arbitraux doit être porté, III, 300, art. 1023. — Effet d'une convention entre les parties à ce sujet, III, 300, q. 3370. — L'appel d'une sentence arbitrale est de la compétence du tribunal de commerce, si l'affaire était de la compétence du conseil de prud'hommes, III, 300, q. 3370. — Ameude à prononcer si l'appel est rejeté, III, 301, art. 1025. — En annulant le jugement rendu sur une contestation de nature à ne pouvoir être jugée que par arbitres, des juges d'appel doivent ordonner que les parties en conviendront, III, 271, note 3.

59. Requête civile qui peut être prise contre les jugements arbitraux, III, 301, art. 1026, 1027. — Ouvertures qui ne peuvent être proposées, III, 301, art. 1027. — On ne peut se pourvoir ni par requête civile ni par nullité, pour inobservation des formes ordinaires, III, 301, q. 3371. — Les parties peuvent renoncer à la voie de la requête civile, III, 301, note 1. — Elle est admissible quoique les parties aient déclaré dans le compromis que le jugement à intervenir aurait force de

transaction sur procès, III, 301, q. 3372. — Elle est admissible en matière d'arbitrage forcé, III, 301, q. 3373.

60. En quels cas le jugement arbitral peut être attaqué par demande en nullité ou recours en cassation, III, 302, art. 1028. — La partie non recevable dans l'appel, peut être recevable à se pourvoir par voie de demande en nullité, III, 302, note 2, § 1. — L'excès de pouvoir dans la décision arbitrale ne donne pas le droit d'appeler, III, 302, note 7. — Quand commence le délai d'appel lorsqu'une partie s'est pourvue par voie de nullité contre l'acte qualifié jugement arbitral, III, 303, q. 3382. — On peut renoncer par le compromis à l'opposition en nullité, III, 303, q. 3374. — L'opposition en nullité n'est point ouverte contre les jugements des arbitres légaux ou forcés, III, 303, q. 3375. — Elle est recevable contre un jugement rendu par des arbitres de commerce institués comme amiables compositeurs, mais non s'ils ont été institués pour prononcer en dernier ressort, III, 304, q. 3376, 3377. — En ce cas elle doit être portée devant le tribunal civil, III, 303, q. 3379. — Si l'ordonnance d'exécution était néanmoins poursuivie devant le tribunal de commerce, y aurait-il lieu à règlement de juges? III, 303, q. 3380. — La décision qui annule un jugement arbitral ne peut donner ouverture à cassation, III, 303, q. 3378. — Aucun délai passé lequel on ne puisse se pourvoir en nullité, III, 303, q. 3381. — Elle ne peut être formée par acte d'avoué à avoué, quoique le jugement arbitral ait été signifié avec constitution d'avoué, III, 307, q. 3384. — Si on a déclaré s'opposer au jugement arbitral lui-même, au lieu de déclarer s'opposer à l'ordonnance, elle n'en est pas moins valable, III, 307, q. 3385. — L'opposition à l'ordonnance d'exécution d'un jugement arbitral rendu en dernier ressort est suspensive de cette exécution, III, 307, q. 3386.

61. Quelle est la voie de se pourvoir contre une sentence rendue en matière d'arbitrage volontaire, sans avoir entendu les parties, et sans les avoir mises à portée de fournir leurs moyens? III, 308, q. 3387. — On peut se pourvoir par voie d'opposition, si le tiers arbitre ne s'est pas conformé à l'avis des autres arbitres, III, 309, q. 3388. — On peut se pourvoir par voie de nullité contre une décision arbitrale qualifiée en dernier ressort contre les termes du compromis, III, 309, q. 3389.

V. Appel, 14, 22; Compétence, 13; Délit, 7; Jugement, 9; Peremption, 2; Prise à partie, 2; Requête civile, 2, 5; Tribunal de commerce, 10.

ARRESTATION.

V. Contrainte par corps, 17, 18, 19, 20, 21. ARRESTATION PROVISOIRE.

V. Contrainte par corps, 6. ARRÊT.

V. Jugement. ASSIGNATION.

V. *Exploit.*

ASSISTANCE.

V. *Contrainte par corps*, 20, 21; *Seizis-exécution*, 11.

AUDIENCE.

1. Quand et comment l'audience doit être poursuivie, 1, 120. — Si la partie en faveur de laquelle un délai est établi peut sans en attendre l'expiration poursuivre l'audience, 1, 120.

2. Sens des mots audience et auditoire, 1, 127, 128. — Motifs de la publicité des audiences, 1, 127, 129. — Le jugement doit la constater, 1, 129. — Quelle doit être cette mention, 150, note 1, § 3. — Si ce principe est violé par la distribution des billets pour entrer à l'audience, 1, 130.

3. Lois qui règlent la police des audiences, 1, 128, 131. — Modifications apportées par le Code pénal et le Code d'instruction criminelle au Code de procédure, 1, 133. — Comment doivent être punis ceux qui ont causé du trouble dans une audience, 1, 131. — Si une simple amende peut être substituée à la peine d'emprisonnement, 1, 131, note 3.

4. Quand l'ordre du dépôt peut être donné par un autre magistrat que le président, 1, 131. — Peine à infliger si le trouble est causé par un individu remplissant une fonction près le tribunal, 1, 131. — Quand les jugements rendus en ces circonstances sont susceptibles d'appel, 1, 133. — Du crime commis dans une audience, 1, 133.

V. *Avocat*, 1, 2; *Juge de paix*, 6.

AUDIENCE SOLENNELLE.

V. *Interdiction*, 6; *Séparation de corps*, 5.

AUTHENTICITÉ.

V. *Acte authentique*.

AUTORISATION.

V. *Commune*, 1, 2, 3; *Conciliation*, 3; *Dépens*, 2; *Femme mariée*; *Séparation de biens*, 2; *Séparation de corps*, 3.

AVENIR.

Ce que c'est, 1, 116. — Actes de cette espèce qui peuvent entrer en taxe, 1, 121. — De l'avenir donné pour le jugement incident après avoir appelé à l'audience pour plaider sur le principal, 1, 121.

V. *Défense*, 2.

AVEU.

Distinction entre l'aveu forcé et l'aveu spontané, 11, 25.

V. *Conciliation*, 12; *Contrainte par corps*, 38; *Interrogatoire sur faits et articles*, 1, 13; *Séparation de biens*, 5; *Séparation de corps*, 6.

AVIS DE PARENS.

V. *Conseil de famille*.

AVOCAT.

1. Prerogatives qui appartiennent aux avocats, 1, 127, note 1. — Quand une partie est tenue de faire choix d'un avocat, 1, 128. — De l'avocat qui a causé du trouble à l'audience, 1, 132.

2. Caractères des outrages ou menaces faites à un avocat pendant l'audience, 1, 132. — S'ils peuvent faire la matière d'une action principale devant un tribunal de police, 1, 132.

V. *Appel*, 55; *Défense*, 2; *Délibéré*, 7; *Désaveu*, 5; *Intervention*, 2; *Jugement*, 8; *Ministère public*, 5; *Récusation*, 3.

AVOÜÉ.

1. Attribution des avoués, 1, 116. — Quand ils peuvent plaider, 1, 128, 129.

2. Comment les avoués se constituent dans une instance, 1, 116. — La nullité de la constitution d'avoué du demandeur couverte par la constitution de celui du défendeur, 1, 263, q. 744. — Quand le défendeur est tenu du constituteur avoué, 1, 116. — De la constitution d'avoué dans le cas où la demande est formée à bref délai, 1, 118. — Elle est nécessaire, 11, 215, q. 1660. — Si un avoué peut être présenté à l'audience quand l'assignation n'est pas donnée à bref délai, 1, 118. — Effet de l'acte qui est donné de cette présentation, 1, 118. — Si l'avoué est tenu de réitérer sa constitution quoique le jugement intervenu de suite soit définitif, 1, 119. — Formalité des actes d'avoué à avoué, 1, 82, 117.

3. Quand une partie peut être assignée au domicile de son avoué, 1, 155, q. 502; 156.

4. L'avoué qui a postulé pour la partie qui a obtenu un jugement par défaut est tenu d'occuper pour elle sur l'opposition à ce jugement, 1, 237, q. 686. — Comment doit être constitué un nouvel avoué si le premier n'exerce plus ses fonctions, *ib.*, q. 687. — Quelles pertes sont dispensées de constituer avoué, 1, 117. — Contestations dans lesquelles la régie de l'enregistrement est tenue de constituer avoué, 1, 117, note 1.

5. Quand il est nécessaire que l'avoué soit muni d'un pouvoir par écrit et quand la remise des pièces suffit pour l'autoriser à faire tous les actes de son ministère, 1, 117, q. 382; 11, 60, q. 1301.

6. Comment peut être faite et prouvée la révocation d'un avoué, 1, 118. — Sort des procédures faites contre un avoué qui a cessé d'exercer, 1, 118.

7. Avoués qui ont obtenu des jugements définitifs sont tenus, pendant un an, d'occuper sur leur oxidation, 111, 325, art. 1038, n. 623. — Ils y sont tenus quoiqu'ils aient réglé avec leur partie et remis toutes les pièces de la procédure, 111, 325, q. 3427. — Ils ne sont toutefois pas tenus de comparaitre sur simple avenir, 111, 325, q. 3429.

8. En cas d'entérinement d'une requête civile, les avoués qui ont déjà occupé peuvent, sans nouvelle constitution, occuper dans la nouvelle instance sur le fond, 111, 325, q. 3428. — Responsabilité de l'avoué qui a négligé de faire inscrire au greffe une opposition faite par son ministère, 1, 239, q. 692.

9. Les peines sous lesquelles tous actes de postulation sont défendus aux personnes qui n'ont pas de caractère public, ne sont pas appli-

cables à celui qui a rédigé un acte du ministère d'avoué, sous la signature d'un de ces officiers, III, 327, note 1.

V. *Acquiescement*, 3; *arbitrage*, 34; *Communication de pièces*, 6, 7, 8; *Compte*, 4, 15; *Compulsoire*, 7; *Defense*, 2; *Dépens*, 10, 11; *Désaveu*, 3, 8; *Descente sur les lieux*, 7; *Dommages-intérêts*, 3; *Enregistrement*, 2; *Enquête*, 71; *Expertise*, 20; *Exploit*, 7; *Femme mariée*, 5; *Instruction par écrit*, 5; *Jugement*, 8; *Ministère public*, 5; *Nullité*, § 1, 2; *Ordre*, 13; *Péremption*, 12; *Procédure*, 2; *Récusation*, 3;

Reféré, 5; *Reprise d'instance*, 2, 4, 6; *Requête civile*, 4; *Soi-même des rentes*, 4; *Saisie immobilière*, § 10; 46, 53; *Scellés*, 15; *Signification de jugement*, 1, 2; *Succession*, 12; *Tribunal de commerce*, 5; *Vente d'immeubles*, 23.

Acoué constitué (Comment assigner la partie qui n'a pas d')?

V. *Exploit*.

AYANT CAUSE.

V. *Tiers*.

B.

BAIL.

V. *Saisie immobilière*, 30.

BIENS MEUBLES OU IMMEUBLES.

V. *Saisie-exécution*, 13.

BILLET À ORDRE.

Tribunaux compétents pour connaître des demandes au paiement de billets à ordre, I, 55. BILLET DE BANQUE.

V. *Offre*, 4.

BLANC SEING.

V. *Arbitrage*, 18.

BORDEREAU.

V. *Ordre*, 21; *Saisie immobilière*, 81.

BREF DÉLAI.

V. *Appel*, 47; *Citation*, 4; *Délais*, 10; *Tribunal de commerce*, 8, 9.

BUREAU.

Du vu de bureau, I, 133.

BUREAU DE PAIX.

V. *Conciliation*, 19.

C.

CAHIER DES CHARGES.

V. *Saisie des rentes*, 9; *Saisie immobilière*, § 8.

CASSATION.

V. *Arbitrage*, 60; *Cour de cassation*; *Enquêtes*, 72; *Jugement interlocutoire*, 3; *Règlement de juges*, 3, 4; *Renvoi à un autre tribunal*, 11; *Requête civile*, 2, 5; *Séparation de corps*, 7.

CAUSES PRIVILÉGIÉES.

Ce qu'on entend par là, I, 273, n. 1.

CAUTION.

1. Ce qu'on appelle caution, II, 279, 280. — Elle est conventionnelle ou judiciaire, II, 280.

2. Délai que doit fixer le jugement qui ordonne de fournir caution, II, 280, art. 517. — Le juge qui ne fait qu'autoriser à exécuter un jugement nonobstant appel, à la charge de donner caution, n'est pas tenu de prescrire un délai pour l'exécution de cette obligation, II, 280, q. 1824. — Comment la caution doit être présentée, II, 280, art. 518.

3. Conditions nécessaires pour qu'une caution soit recevable, II, 280, n. 422. — Il n'est pas nécessaire que l'exploit par lequel la caution est présentée contienne sommation de paraître à l'audience pour voir prononcer sur l'admission en cas de contestation, II, 281, q. 1826. — La valeur des immeubles offerts par la caution ne doit pas être fixée d'après les bases posées dans l'art. 2163 du Code civil, II, 281, q. 1827. — La caution dont la solvabilité est contestée n'est pas recevable à intervenir dans l'instance

pour établir elle-même sa solvabilité, II, 280, note 1.

4. Comment la caution est acceptée, et effets de cette acceptation, II, 281, art. 519, n. 423. — Le simple acte par lequel la caution est acceptée est un acte d'avoué, II, 281, q. 1828. — Cet acte n'est pas nécessaire, II, 282.

5. A quoi s'étend la soumission faite par la caution, II, 281, not. 1. — Toute caution judiciaire est de plein droit contraignable par corps, à la différence de la caution d'un contraignable par corps, qui n'est passible de cette contrainte qu'autant qu'elle s'y est soumise, II, 281. — Ce qu'il faut entendre par caution judiciaire, II, 282, note 1. — *Quid* si la partie conteste la caution dans le délai fixé par le jugement, II, 282, art. 520, n. 424.

6. Les réceptions de cautions doivent être jugées sommairement et le jugement exécuté nonobstant appel, II, 282, 283, art. 521.

7. Soumission de la caution si elle est admise, II, 283, art. 522, n. 425. — On ne peut être obligé de fournir une nouvelle caution à cause du décès ou du changement de domicile de celle qui avait été donnée, II, 283, q. 1831.

8. S'il arrive que la caution contestée soit rejetée, la partie est recevable à en présenter une autre, à moins que le jugement n'ait fixé sous peine de débêance un délai qui est expiré, II, 283, q. 1832. — La partie condamnée à fournir caution, ne peut diviser le cautionnement entre deux personnes, II, 283, note 1. — L'héritier bénéficiaire n'est pas admis à fournir une

seconde caution, II, 283, note 1. — Si la solvabilité de la caution paraît douteuse, il peut être admis un certificateur, II, 283, note 1.

V. *Action possessoires*, II; *Arbitrages*, 52; *Etranger*, § 2; *Exécution provisoire*, 2, 3; *Juge de paix*, II; *Succession*, 12; *Tribunal de commerce*, 16; *Vente d'immeubles*, 18.

CATIONNEMENT.

V. *Saisie-arrest*, 9.

CÉDULE.

Sa définition et cas ordinaires dans lesquels elle est donnée, I, 8, note 1.

CERTIFICAT.

V. *Exécution*, 8; *Jugement par défaut*, 28.

CESSION DE BIENS.

1. Ce qu'on nomme bénéfice de cession et quels en sont les caractères et les effets, III, 193. — Personnes qui ne peuvent être admises au bénéfice de cession, III, 196, art. 903. — Excepté ces personnes, tous débiteurs malheureux et de bonne foi peuvent y être admis, III, 197, q. 3056.

2. Le stellionnaire n'est déchu du bénéfice de cession qu'à l'égard des seuls créanciers envers lesquels il se serait rendu coupable de stellionat, III, 196, q. 3053; 197, q. 3055. — S'il y a été admis, sans opposition de la part des créanciers, ils sont non recevables à demander contre lui la contrainte par corps, III, 197, q. 3056.

3. Les étrangers admis à jouir en France des droits civils peuvent réclamer le bénéfice de cession, III, 198, q. 3057. — Les Français peuvent réclamer le bénéfice de cession contre leurs créanciers étrangers, III, 198, note 1. — Le négociant failli peut y être admis sans passer par les épreuves prescrites en cas de faillite ouverte, III, 198, not. 1. — Le saisi peut, sur l'action en représentation des effets confiés à sa garde, réclamer le bénéfice de cession, III, 198, q. 3058.

4. Dépôt au greffe que doit le débiteur qui est dans le cas de réclamer la cession judiciaire, III, 193, art. 898, n. 562. — Un commerçant failli peut être admis au bénéfice de cession, quoiqu'il n'ait pas tenu de livre de commerce ou que son bilan ne soit trouvé intact, ou qu'il n'ait fait aucun dépôt lorsqu'il n'avait rien à déposer, III, 193, notes 1 et 2. — Pour tous autres cas où il n'y a point en de faillite, le dépôt préalable au greffe est nécessaire, III, 193, q. 3042. — Il suffit au débiteur de déposer un extrait de son bilan, lorsque ce bilan se trouve déjà déposé au greffe du tribunal du lieu de l'ouverture de la faillite, III, 193, q. 3043.

5. Le débiteur doit se présenter devant le tribunal de son domicile, III, 194, art. 899. — La connaissance de la demande en cession appartient au tribunal civil, quoique les dettes soient commerciales, et les créanciers doivent être appelés, III, 194, q. 3044, 3045; 198, n. 566.

6. Aucune innovation n'est apportée aux usages du commerce, III, 198, art. 906,

n. 566. — La demande doit être communiquée au ministère public et un sursis peut être ordonné aux poursuites, III, 194, 195, art. 900, n. 563. — Le tribunal peut ordonner un sursis provisoire à des poursuites déjà faites, III, 195, q. 3046. — Il peut surseoir à l'exécution de la contrainte pendant l'instance en cession, III, 195, note 1. — Comment le sursis doit être demandé, III, 195, q. 3047.

7. On procède sur les assignations en cession de biens, comme en matière ordinaire et ceux qui ont contesté sans justes motifs doivent être condamnés aux dépens, III, 195, q. 3048, 3049.

— Le jugement qui admet au bénéfice de cession ne peut être annulé pour n'avoir pas donné la comparution du débiteur à l'audience, afin d'y réitérer la cession en personne, III, 194, note 1. — Où et comment le débiteur admis au bénéfice de cession doit la réitérer en personne, III, 195, art. 901. — Ce qui doit être ordonné à cette fin, si le débiteur est détenu, III, 196, art. 902. — Il est mis sous la garde d'un huissier, III, 196, q. 3050.

8. Les noms, prénoms, profession et domicile du débiteur à insérer dans un tableau public, III, 195, art. 903, n. 563. — Cette insertion, qui doit être faite dans un journal doit durer un an, III, 196, q. 3051.

9. Comment il est procédé à la vente des biens du débiteur, en vertu du jugement qui admet au bénéfice de cession, III, 196, art. 904. — La cession de biens ne confère pas aux créanciers la propriété des biens du débiteur, III, 196, q. 3054. — Il n'est pas nécessaire de faire nommer un oureur aux biens, lorsqu'un créancier veut en poursuivre l'expropriation, III, 196, q. 3052, 3054.

V. *Contrainte par Corps*, 40.

CHAMBRE.

V. *Renvoi à un autre tribunal*, 4; *Requête civile*, 7.

CHOSE JUGÉE.

Influence que le jugement qui prononce sur l'action publique doit recevoir sur l'action civile intentée depuis, I, 341, q. 943.

V. *Acquiescement*, Appel, 53; *Arbitrage*, 53; *Désaveu*, 13; *Enquête*, 14; *Etranger*, 9; *Expertise*, 6; *Faux*, 8; *Jugement*, 16; *Requête civile*, 7; *Succession*, 4; *Tierce opposition*, 2.

CITATION.

1. Sa définition et son objet, I, 2. — Des sept formalités distinctes dont elle se compose, I, 3. — Le demandeur doit-il être domicilié ? I, 81, note. — Comment les noms et la profession des parties y doivent être indiqués, I, 3.

2. Doit-elle contenir l'ordre de la comparution et la mention de la personne qui a reçu la copie ? I, 3.

3. Pourquoi elle doit être donnée par un huissier de la justice de paix ou par un huissier commis, I, 5. — *Quid*, si elle a été signifiée par un autre huissier ? I, 5, 6. — Quel huissier peut être commis pour une citation, et par quel juge

il doit l'être, 1, 6. — Si la commission de l'huissier doit être donnée par écrit, 1, 6. — Huissier qui a qualité pour signifier une opposition qui contient citation, 1, 22, 23.

4. A qui la citation doit être remise, en cas d'absence de la partie et de défaut par le maire ou l'adjoint de viser la copie à lui remise, 1, 6. — Si l'indication du temps de la comparution dans une citation est valablement suppléée par l'énonciation vague des délais de la loi, 1, 3. — A quel délai la citation doit être donnée, 1, 6, 7. — Ce qu'il arrive si le délai est trop court, 1, 7. — Comment une citation peut être donnée à bref délai, 1, 8. — Par quel juge de paix et comment la cédule nécessaire pour assigner à bref délai doit être délivrée, 1, 8. — Si le jugement à intervenir peut être rendu avant l'enregistrement, 1, 8.

V. *Cconciliation*, 7.

CLAMEUR DE HARO.

Ce que c'était, III, 107, note 1.

CLAUDE PÉNALE.

V. *Arbitrage*, 56.

CODE DE PROCÉDURE.

V. *Loi*; *Procédure*.

COLLOCATION.

V. *Distribution par contribution*, 6, 9; *Ordre*, § 2.

COMÉDIENS AMBULANS.

N'ont pas de domicile connu, 1, 111, not. 5.

COMMAND.

V. *Saisie immobilière*, 46; *Vente d'immeubles*, 8.

COMMANDEMENT.

V. *Appel*, 39; *Contrainte par corps*, 9, 13, 15; *Saisie-brandan*; *Saisie de rentes*, 2; *Saisie-exécution*, 3 et suiv.; *Saisie immobilière*, § 1.

COMMANDEMENT (JURISPRUDENCE).

V. *Contrainte par corps*, 24; *Saisie-exécution*, 10.

COMMUNICATOIRE.

Objet de l'action en lief de comminatoire et où la demande en doit être faite, 1, 102.

V. *Jugement*, 21.

COMMUNICATOIRE (JURISPRUDENCE).

V. *Amende*; *Duchasse*, *Délais*, 1; *Faux*, 21; *Nullité*, 2.

COMMISSAIRE-PRISEUR.

Nature de ses fonctions, II, 363, note 1.

V. *Scellés*, 16; *Vente mobilière*, 2.

COMMISSION ROGATOIRE.

En quels cas, où et à qui les juges peuvent déléguer de leur pouvoir juridictionnel ou décerner des commissions, III, 321, art. 1035, n. 620. — Un tribunal peut toujours révoquer les commissions qu'il a données pour des actes d'instruction, 1, 160, q. 517. — Tant que ces commissions n'ont pas reçu un commencement d'exécution, les tribunaux ont la faculté de les révoquer, III, 321, note 1. — La commission doit être donnée par le jugement même qui ordonne l'opération, III, 321, q. 3418.

V. *Arbitrage*, 40; *Interrogatoire sur faits et articles*, 20; *Juge-Commissaire*.

COMMUNE.

1. Comment une commune doit être assignée, 1, 111. — Lois auxquelles doivent se conformer les communes et les établissements publics pour former une demande en justice, III, 314, art. 1032, q. 3402. — Ce que ces lois prescrivent, III, 314, q. 3402.

2. Établissements publics qui ont besoin de la même autorisation que les communes, III, 315. — Les chapitres n'en ont pas besoin, III, 315. — Les habitants d'un village qui n'agissent point en cette qualité ne sont pas tenus à se faire autoriser, III, 314, note 1; 315. — Quand l'autorisation est à exiger, elle est nécessaire tant pour la demande que pour la défense, III, 315, q. 3403. — Les communes et les établissements publics n'ont pas besoin d'autorisation pour défendre à une action réelle, III, 315, q. 3404. — Elles n'en ont pas besoin pour prendre des mesures conservatoires, appeler ou défendre en cause d'appel, se pourvoir en cassation, III, 315, q. 3405.

3. Tout ce qui est fait et dit par une commune avant l'autorisation est nul, III, 316, q. 3406.

— Le défaut d'autorisation n'opère qu'une nullité que les communes seules ont le droit de faire valoir, III, 316, q. 3407.

4. Si le conseil de préfecture refuse à une commune l'autorisation de plaider, elle peut se pourvoir au conseil d'état, III, 316, q. 3408.

V. *Dépens*, 5; *Péremption*, 11; *Reprise d'instance*, 2; *Saisie-arrest*, 7.

COMMUNICATION.

Définition de ce mot, 1, 143, note 2.

COMMUNICATION DE PIÈCES.

1. Quand et comment une partie peut, dans les affaires d'audience, demander communication des pièces employées contre elle, 1, 281, art. 188. — *Quid*, s'il arrivait qu'une pièce décisive fût employée pour la première fois à l'audience dans la plaidoirie, 1, 283, n. 147. — Elle peut demander communication de toutes pièces dont l'autre partie entend se servir, 1, 282, q. 788.

2. Le délai de trois jours fixé pour cette demande n'est point prescrit à peine de déchéance, 1, 282, note 1, § 1. — Ce délai ne doit courir qu'à compter de la constitution d'avoué de la part du défendeur, 1, 282, q. 789.

3. On peut, en cause d'appel, demander la communication d'une pièce communiquée en première instance, 1, 282, note 1, § 2. — En cas de refus de communiquer une pièce, sur le fondement qu'elle est égarée, les juges doivent prononcer d'après les circonstances, 1, 283, q. 790. — Une demande en communication de pièces, qui n'est pas utile pour opposer une nullité, couvre cette nullité, 1, 282, note 1, § 3, 4.

4. Quand la communication de pièces doit être faite avec déplacement ou sans déplacement, 1, 283, art. 189, n. 147. — Ces règles, applicables à tous les cas, où il y a lieu à dépôt de pièces au

greffe, 1, 284, q. 792. — Une pièce communiquée devient commun aux deux parties, 1, 283, q. 791. V. *Arbitrage*, 36, 37.

5. Le délai de la communication fixé à trois jours, s'il n'a été réglé par le récépissé de l'avoué, ou le jugement qui l'a ordonné, 1, 284, art. 190, n. 148. — Ce délai peut être prorogé, 1, 284, q. 793.

6. Condamnations encourues par l'avoué qui n'a pas rétabli les pièces dans le délai prescrit, 1, 284, art. 191, n. 149. — Elles sont poursuivies sur simple requête de la partie adverse, et non de son avoué, 1, 284.

7. Cette requête doit être adressée au président seul, et non au tribunal entier, 1, 284, q. 794. — Elle ne doit être signifiée qu'après l'ordonnance, et par le même acte, 1, 285, note 1. — Cette requête ne peut excéder six rôles, 1, 285, note 2.

8. De l'opposition qui peut être formée contre cette ordonnance, 1, 285, art. 192, n. 150. — Le tribunal peut, sur cette opposition, prononcer la suspension ou l'interdiction de l'avoué, 1, 285, q. 795.

9. Comment un apport de pièces déposées entre les mains d'un tiers, peut être ordonné lorsque la demande en est contestée, 1, 282, q. 788. — V. *Compte*, 16; *Dommages-intérêts*, 4; *Instruction par écrit*, 4, 5; *Ordre*, 7; *Vérification d'écritures*, 10.

COMPARUTION PERSONNELLE.

Tous les tribunaux autorisés à l'ordonner, 1, 155, n. 85. — Le jugement qui l'ordonne est préparatoire, 1, 155, q. 501. — Il doit être signifié au domicile de la partie, 1, 155, q. 502. — Conséquences du défaut de comparution, 1, 155. — V. *Cession de biens*, 7; *Conciliation*, 9; *Tribunal de commerce*, 7.

COMPENSATION. V. *Dépens*, 9.

COMPÉTENCE.

1. Définition de ce mot, J. xxi. — Chose à considérer pour savoir si un tribunal est compétent ou non, J. xxi. — Si la compétence se détermine sur la somme demandée ou celle qui a été adjugée, J. xxi, 1, 15. — Tribunaux compétents pour connaître des diverses demandes qui peuvent être portées en justice, 1, 72. — Motifs de la compétence attribuée au juge du défendeur, 1, 4. — De celle attribuée au juge de la situation de l'objet litigieux, 1, 5.

2. Comment deux débiteurs doivent être obligés, pour qu'il soit permis de les assigner devant le tribunal de l'un ou de l'autre indistinctement, 1, 72, 73. — *Quid*, s'ils ont contracté ensemble, sans solidarité, une obligation divisible, 1, 73.

3. Les exceptions déclinatoires inexactement nommées demandes en renvoi, 1, 243, note 6. — Motifs et but des demandes en renvoi ou déclinatoires, 1, 248, art. 168. — Le défendeur ne pourrait s'adresser au tribunal auquel il prétend que la cause appartient pour qu'il en fit l'évocation, 1, 249, q. 711. — Un tribunal ne peut, sur le déclinatoire, ordonner une enquête pour juger si l'objet litigieux est ou n'est pas dans son

ressort, 1, 248, q. 709. — La demande en renvoi doit être formée avant toutes autres exceptions ou défenses, 1, 249, art. 169.

4. L'exception d'incompétence *ratione personæ* ne peut être proposée après l'exception de nullité, 1, 249, note 1, § 1; 262, q. 742. — Un tribunal ne peut en connaître après avoir statué sur une demande en provision, 1, 250, q. 717. — Après une demande en communication de pièces, lorsque cette demande a quelque trait au fond, 1, 250, q. 718. — La demande d'un délai pour plaider ne rend pas non recevable à opposer un déclinatoire, 1, 249, note 1, § 2. — Il en est de même de la constitution d'avoué, 1, 250, q. 716. — De la demande en garantie, et de la demande de mise en cause d'un tiers, pour quelque raison que se soit, 1, 251, q. 719, note 1.

5. On n'est plus recevable à décliner la juridiction d'un tribunal pour cause d'incompétence *ratione personæ* après avoir formé une demande en inscription de faux, 11, 141, note 1.

6. La même exception d'incompétence peut être proposée sur l'opposition au jugement, 11, 141, note 2. On peut, sur opposition et même en cause d'appel, invoquer une exception déclinatoire, quand aucune défense au fond n'a été fournie, 1, 249, q. 712, note 3.

7. Cette exception ne peut être opposée dans le cas de défaut, faute de plaider, après une signification de défenses au fond, 1, 249, q. 713.

8. La comparution au bureau de paix n'empêche pas de décliner le tribunal dans le ressort duquel ce bureau est situé, 1, 250, q. 714.

9. Le défendeur qui s'est dit dans plusieurs actes domicilié dans tel ressort ne peut pas, assigné devant le tribunal de ce ressort, le décliner, 1, 250, q. 715. — Il faut signifier un nouvel ajournement quand le déclinatoire a été admis, 1, 252, q. 720.

10. L'incompétence des tribunaux français pour juger des questions d'état entre des étrangers, est relative à la personne et non à la matière, et peut être couverte par le consentement des parties, 1, 249, note 1, § 3. — L'étranger qui a défendu au fond devant un tribunal français, n'est plus admis en cause d'appel à proposer son déclinatoire, 1, 249, note 1, § 4. — Il en est de même du Français demandeur, 1, 249, q. 710, note 2.

11. Un juge peut-il, contre la volonté des parties, déclarer son incompétence ? 1, 10. — Le tribunal saisi est tenu d'en connaître, quoique incompétent à raison de la personne, si les parties y consentent, 1, 252, q. 721.

12. Causes d'incompétence qui peuvent autoriser une demande en renvoi, 1, 253, n. 128. — Renvoi à prononcer d'office si le tribunal est incompétent à raison de la matière, 1, 252, art. 170. — Ce principe n'est pas absolu, 1, 253, note 2.

13. L'incompétence des tribunaux de commerce relativement aux contestations entre associés est absolue; elle peut être opposée en tout état de cause, 1, 254, q. 724.

14. Le juge du domicile d'un héritier est in-

compétent à raison de la matière pour connaître de la demande qui tend à lui faire prendre qualité dans la succession, 1, 252, note 2.

15. Le demandeur peut lui-même former la demande en renvoi pour cause d'incompétence absolue, 1, 253, q. 722. — En ce cas il doit être assujéti à tous les dépens, à moins que le défendeur n'ait formellement consenti à la prorogation, 1, 253, note 3; 254, q. 725. — Même décision contre la partie qui propose l'exception de connexité après avoir défendu au fond, 1, 256, note 1.

16. Le tribunal qui prononce un renvoi n'est pas tenu d'indiquer celui auquel les parties doivent s'adresser pour connaître de leur contestation, 1, 253, 254, q. 723.

17. Demandes en renvois pour litispendance et connexité, 1, 254, art. 171. — Définition de ces mots, 1, 255, note 2. — Notifs de cette exception, 1, 254, n. 129. — Cette demande n'est admissible qu'autant que celle qui aurait été précédemment formée devant un autre tribunal l'ait été contre les mêmes parties, 1, 254, note 1, § 1. — L'étranger qui est traduit devant un tribunal français pour une obligation contractée dans son pays envers un Français, n'est pas fondé à demander le renvoi de la cause pour litispendance, devant les tribunaux de sa nation, 1, 254, note 1, § 2. — Elle doit être proposée devant le tribunal qui a été saisi par la dernière assignation, 1, 255, q. 726. — Il n'y a pas lieu de renvoyer devant le tribunal qui a été le premier saisi, si la demande qui y a été portée n'est qu'accessoire, 1, 254, note 3. — Quelle ressource reste aux parties si le renvoi demandé pour litispendance ou connexité est refusé, 1, 255, q. 728. — Une demande purement personnelle peut être directement portée devant le tribunal saisi d'une demande à laquelle elle est connexe, 1, 255, q. 729. — *Scies si* la juridiction du tribunal saisi avait été spécialement restreinte à l'objet de la contestation qui y est portée, 1, 255, q. 730.

18. Le renvoi est remplacé par la jonction, quand les demandes connexes sont portées devant le même tribunal, 1, 255, q. 731. — En quels cas la jonction de deux demandes portées devant le même tribunal peut être ordonnée, 1, 255, note 4.

19. La demande en renvoi pour cause de litispendance ou connexité peut être formée après avoir défendu au fond, 1, 256, q. 732.

20. Toute demande en renvoi doit être jugée sommairement, 1, 256, art. 172. — Il ne s'ensuit pas qu'elle soit en elle-même une affaire sommaire, 1, 256, q. 733. — Ni que le tribunal soit tenu de la décider sur-le-champ et à la même audience, 1, 257, q. 734.

21. Un tribunal ne peut statuer sur le fond par le même jugement qui rejette un déclinatoire, 1, 257, q. 735; 259, note 1, 2, 3; 260. — Il ne peut prononcer sur le fond à la même audience où il aurait statué sur le déclinatoire, 1, 259, q. 738; 11, 185, q. 1614. — La partie qui après

avoir opposé le déclinatoire, plaide sur le fond, couvre ainsi son exception, quoiqu'elle déclare ne plaider que subsidiairement, 1, 258, q. 736. — Exception à ces règles dans la procédure devant les tribunaux de commerce, 11, 142, q. 1519, art. 425. — Lorsque le demandeur a plaidé au fond, et que le défendeur s'est borné à opposer son déclinatoire, le tribunal ne doit statuer au principal qu'après avoir rejeté le déclinatoire, et ordonné au défendeur de plaider au fond, 1, 258, q. 737. — Le tribunal saisi par appel, pour incompétence, du jugement qui a statué sur le déclinatoire et sur le fond, ne peut après l'avoir confirmé sous le rapport de la compétence, l'annuler dans la forme, s'il n'était pas susceptible d'appel quant au fond, 1, 260, q. 739. — Cas d'appel d'un jugement civil devant la juridiction correctionnelle, 1, 13. — *V. Absent*, 3; *Actes de l'État civil*, 1; *Appel*, 26; *Arbitrage*, 35; *Billet à ordre*; *Cession de biens*, 5; *Compte*, 2; *Conciliation*, 5; *Désaveu*, 10; *Exécution provisoire*, 2; *Garantie*, 6, 7; *Juge de paix*, 3; *Matières sommaires*, 3; *Ministère public*, 4; *Ordre*, 3; *Règlement de juges*; *Renvoi d'un tribunal à un autre*, 2; *Saisie immobilière*; *Société*; *Succession*; *Tribunal*.

COMPLAINTÉ.

V. Actions possessoires, 3.

COMPROMIS.

V. Arbitrage, § 1.

COMPTE.

1. Ce qu'on entend par rendre compte, 11, 287. — Les formes prescrites à cet égard par le Code, doivent être observées quel que soit l'objet du compte, 11, 287. — Ces règles non applicables aux comptables de deniers publics, ni en matière commerciale, 11, 287, note 2.

2. Devant quels juges un comptable doit être poursuivi, 11, 287, art. 527. — Le comptable assigné devant le juge de son domicile, quoiqu'il ait été commis par un autre, est fondé à opposer un déclinatoire, 11, 287, q. 1845. — Le comptable commis par des juges d'appel doit rendre compte devant eux, 11, 288, q. 1846.

3. Une délibération de conseil de famille qui statue sur un compte de tutelle est nulle, 11, 287, note 2. — Un héritier bénéficiaire ne peut être placé parmi les comptables commis par justice, 11, 288, q. 1846. — La demande en reddition de compte est assujéti au préliminaire de conciliation, 11, 288, q. 1848. — Il est ordinaire ou sommaire, 11, 288, q. 1849. — Si le compte est demandé par plusieurs, la poursuite appartient à celui qui le premier a fait viser l'original de son exploit, 11, 288, q. 1850.

4. Un seul avoué peut représenter les ayans qui ont le même intérêt, 11, 289, art. 529. — Quand on peut dire que les ayans ont le même intérêt, 11, 289, q. 1852.

5. Tout jugement portant condamnation de rendre compte, fixe le délai dans lequel ce compte doit être rendu et complot un juge, 11, 289, art. 530. — Ce délai ne court qu'à partir de la signi-

fication du jugement, II, 289, q. 1853.—L'article 530 s'étend à un compte rendu volontairement, c'est-à-dire sans qu'il ait été ordonné par jugement, II, 290, q. 1854.—Les formalités qu'il prescrit doivent être observées quoiqua l'oyant n'en ait pas provoqué l'accomplissement, II, 290, q. 1855.

6. En matière de reddition de compte, il n'y a que les juges du tribunal qui puissent être nommés commissaires, II, 289, note 1, § 2.—Le juge qui condamne à rendre compte peut déterminer en même temps la somme jusqu'à concurrence de laquelle le rendant y sera contraint, s'il laisse passer le délai fixé sans se présenter, II, 289, note 1, § 2.

7. S'il s'est glissé dans le jugement omission de fixer le délai de la reddition du compte et de commettre un juge-commissaire, le tribunal peut réparer ces erreurs et omissions, II, 289, note 1, § 3.

8. Le jugement qui ordonne une reddition de compte, comprenant nécessairement la condamnation de payer le reliquat du compte, l'hypothèque judiciaire doit en résulter pour cet objet après la liquidation, II, 287, note 3.

9. A quel tribunal appartient l'exécution de l'arrêt infirmatif, en cas d'appel du jugement qui a statué sur une demande en reddition de compte, II, 288, art. 528, n. 427.—Lorsque sur l'appel du jugement par lequel un compte a été rendu et jugé, une cour déclare un compte nul, elle peut ordonner que le compte nouveau soit rendu devant elle, II, 288, q. 1851.

10. Le préambule du compte ne peut excéder six rôles, II, 290, art. 531.—Le jugement qui ordonne le compte ni les actes qui ont commis le rendant n'y peuvent être transcrits, II, 290, q. 1856.—De quoi il se compose, II, 291, q. 1857.

11. Frais que le rendant peut employer pour dépenses communes, II, 291, art. 532.—Ces dépenses pour être communes ne sont pas supportées en commun, II, 291, q. 1858.—Le rendant n'a pas le droit de former reprise pour les frais de la dresse ou reddition du compte, II, 291, q. 1859.—Il en est de même des frais du jugement qui a ordonné le compte, à moins que ce soit le comptable qui ait poursuivi à l'effet d'être autorisé à rendre compte, II, 291, q. 1860.—Ce que le compte doit contenir, II, art. 533.—Il est rédigé en forme de grosse, II, 291, q. 1861.—On n'est pas obligé de joindre un inventaire des pièces au compte, II, 291, q. 1862.—L'oyant ne peut refuser de débattre le compte dans la forme où il a été rendu, et produire un nouveau compte pour servir à ses débats, II, 291, q. 1863.

12. Où et quand le rendant doit présenter son compte et sous quelles peines, II, 292, art. 534.—L'ordonnance du juge commissaire doit être demandée par le rendant, dans le délai fixé par le jugement qui ordonne le compte, II, 292, q. 1864.—Quid si le rendant n'agit pas dans ce

délai? II, 292, q. 1865.—Le délai fixé pour rendre compte peut être prorogé, II, 292, q. 1866.

13. L'affirmation ne doit consister que dans la simple déclaration que les articles du compte sont sincères et véritables, II, 292, q. 1867.—La somme qu'arbitre le tribunal pour les contraintes à exécuter, avant le compte, contre le rendant n'est qu'une provision, II, 293, q. 1868.—La contrainte par corps peut être prononcée quel que soit l'objet du compte, II, 293, q. 1869.

14. Les peines mentionnées au l'art. 514 peuvent être éventuellement prononcées par le jugement qui ordonne de rendre compte, II, 293, q. 1870.—Exécutoire qui peut être requis par l'oyant de l'exécuteur de recette, II, 293, 294, art. 535.—Cet exécutoire peut être demandé depuis la présentation du compte, II, 294, q. 1871.—L'exécutoire délivré par le juge-commissaire confère hypothèque, II, 294, q. 1872.—L'opposition qui peut être formée à l'exécutoire est le plus souvent inutile, II, 294, q. 1873.—L'exécutoire n'est pas susceptible d'appel à moins qu'en le délivrant le juge-commissaire n'ait statué sur un point litigieux, II, 294, q. 1874.

15. Signification du compte et communication des pièces à l'appui, II, 294, art. 536.—Si l'oyant n'a pas constitué avoué, le compte n'en doit pas moins être signifié, II, 295, q. 1875.—Si plusieurs des oyants, bien qu'ayant des intérêts communs, ont constitué des avoués différents, chaque avoué peut exiger une copie, sont ses offres d'en payer les frais, II, 295, q. 1876.

16. Le juge-commissaire n'est pas compétent pour prononcer les peines sous lesquelles il ordonne le rétablissement des pièces au greffe, dans le délai qu'il a fixé, II, 295, q. 1877.—Pièces justificatives du compte qui sont dispensées de l'enregistrement, II, 295, art. 537, n. 431.—Elles ne le sont pas du timbre, II, 295, q. 1878.—Les comptes rendus à l'amiable devant notaires sont dispensés de l'enregistrement comme les comptes rendus en justice, II, 295, q. 1879.

17. Débats, soutènements et apurement du compte devant le juge-commissaire, II, 295, art. 538, n. 432.—Il n'est pas nécessaire que l'oyant et le rendant ne se présentent pas devant le juge-commissaire, pour qu'il ait lieu à porter l'affaire à l'audience, II, 296, q. 1880.—Quand l'un d'eux ne se présente pas il doit se borner à constater le défaut, sans dresser procès-verbal des dires de celui qui se présente, II, 296, q. 1882; 299, note 9.—Le juge-commissaire est autorisé à faire la rédaction des débats, soutènements et réponses, II, 296, q. 1881.—Le rendant n'a pas, après les réponses de l'oyant aux soutènements d'un compte, le droit de répliques à ces réponses, II, 296, 297, q. 1883.—Rapport du juge-commissaire à l'audience, si les parties ne s'accordent pas, II, 297, art. 539.—En ce cas le procès-verbal doit être levé pour servir au tribunal, mais on ne peut le signifier, II, 297, q. 1885.

18. Lorsque les parties s'accordent, un jugement qui homologue les conventions arrêtées entre elles n'est pas nécessaire, à moins qu'il ne s'agisse d'obtenir exécutoire pour le reliquat, II, 297, q. 1884.—Cet exécutoire ne peut être décerné par le juge-commissaire, II, 297.—Le jugement qui intervient sur l'instance du compte doit fixer le reliquat du rendant, ou la somme dont il est créancier, II, 298, art. 540, n. 433.—Le jugement est régulier si l'on trouve dans le procès-verbal les qualités et conclusions des parties, II, 298, q. 1886.

19. Ce qu'on nomme *reliquat* ou *débet*, II, 298, n. 433.—Aucun compte ne doit être revisé, sauf les demandes en rectification, II, 298, art. 541, n. 434.—Ces principes sont applicables aux comptes extrajudiciaires, II, 298, note 2, § 2.—L'appelant d'un incident sur expropriation forcée, ne peut demander à relever des erreurs ou doubles emplois dans un compte de commerce qu'il prétend être le principe de la créance du poursuivant, II, 298, note 2, § 3.—Une demande en rectification du compte pour erreur, peut être appuyée des pièces produites au premier jugement, II, 298, note 2, § 4.—Les mêmes avoués qui ont occupé sur le premier jugement doivent occuper sur le second s'il est provoqué dans l'année, II, 298, note 2, § 8.—L'action en redressement des erreurs qui se sont glissées dans une sentence d'arbitre en matière de commerce doit être portée devant lui, II, 298, note 2, § 5.—Il y a lieu de se pourvoir par appel afin de rectifier les erreurs, omissions et doubles emplois, lorsqu'ils ont déjà été relevés, lors du compte, II, 299, q. 1887.

20. Reddition du compte si l'oyant est défaillant, II, 299, art. 542.—Le tuteur est compris dans la disposition qui, en ce cas, autorise le rendant reliquatnaire à garder les fonds sans intérêts, II, 299, q. 1888.

V. *Contrainte par corps*, 4; *Succession*, 13. **COMPULSOIRE.**

1. Ce qu'on nomme *compulsoire* et *collation* de pièces, III, 148, note 1.—Comment doit se pourvoir celui qui, dans le cours d'une instance, veut obtenir extrait d'un acte dans lequel il n'a pas été partie, III, 151, art. 846.—La demande afin de compulsoire ou d'expédition d'actes dans lesquels on n'a point été partie, ne peut jamais être l'objet d'une action principale, III, 151, q. 2876.

2. On ne peut demander un compulsoire des livres et registres des particuliers qui ne sont ni notaires ni dépositaires, III, 151, 152, q. 2877.—Le compulsoire ne peut être accordé que par jugement, III, 152, q. 2878.—Il ne peut être ordonné qu'autant que le titre a un rapport direct à l'objet en litige, III, 152, q. 2879.

3. Comment la demande afin de compulsoire doit être formée, instruite et jugée, III, 152, art. 847.—Pour obtenir un compulsoire il n'est pas nécessaire d'indiquer la date du titre recherché et le nom du notaire qui l'a reçu, III, 152,

note 1.—On peut répondre à la requête par laquelle le compulsoire est demandé, III, 152, q. 2880.—La procédure du compulsoire est nécessairement suspensive des poursuites et du jugement du fond, III, 152, q. 2881.

4. Le jugement exécutoire nonobstant appel ou opposition, III, 152, art. 848.—Cette disposition n'empêche pas que le fonctionnaire puisse refuser l'expédition jusqu'au paiement de ses frais, III, 152, q. 2882; 153, q. 2859.

5. Signification à faire pour l'exécution du compulsoire, III, 152, q. 2883.—Par qui les procès-verbaux de collation ou compulsoire et les expéditions ou copies doivent être dressés et délivrés, III, 152, art. 849.—En quel cas c'est au poursuivant d'indiquer le jour et l'heure auxquels le compulsoire aura lieu, III, 152, q. 2884.

6. Si le tribunal a commis un juge pour procéder au compulsoire, le notaire possesseur de la minute doit en faire le rapport au juge du tribunal où le juge doit procéder, III, 153, q. 2885.—Les parties peuvent assister au procès-verbal, III, 153, art. 850.—Si après une heure de suréance toutes ne se sont pas présentées, l'opération n'en a pas moins lieu, III, 153, q. 2886.

7. L'assistance d'un avoué est nécessaire, III, 153, q. 2888.—Si l'une des parties présentes au compulsoire n'a point été partie au jugement qui l'ordonne, son opposition doit empêcher de passer outre, III, 153, q. 2887.

8. La vérification ordonnée par un tribunal de commerce et faite par un juge commis, des livres et des papiers d'un négociant, ne peut être assimilée au compulsoire, III, 152, note 2.

9. Les frais et déboursés de la minute de l'acte dus au dépositaire, à lui payer préalablement, III, 153, art. 851.—Le notaire ou dépositaire peut s'opposer au compulsoire si quelques uns des personnes qui figurent dans l'acte n'ont pas été appelées, III, 153, q. 2889.

10. Formes à observer pour la collation d'une copie ou expédition et référé auquel il y a lieu de procéder, si elle n'est pas jugée conforme, III, 153, art. 852.—Lorsqu'il y a pourvoi en référé à l'occasion de la collation, c'est le président, assisté du greffier, et non le dépositaire, qui doit dresser le procès-verbal de collation, III, 153, q. 2890.

V. *Actes*, 13; *Vérification d'écritures*, § 2. **CONCILIATION.**

1. Origine, nature et but du préliminaire de conciliation, I, 51.—Affaires qui y sont soumises, I, 52.—L'exception de litispandance ne peut être proposée sur une demande en conciliation; I, 254, note 1, § 3.

2. Ce qu'on entend par demande principale et demande introductive d'instance, I, 52, 53, 56, 57.—Distinction entre l'une et l'autre demandes, I, 53.—Des demandes additionnelles et réduites, I, 55.

3. Si l'autorisation donnée à une femme mariée pour ester en justice lui donne le pouvoir de répandre à une tentative de conciliation, I, 54.

— Quand le mari peut représenter sa femme au bureau de paix, sans être porteur de sa procuration, 1, 59.

4. Demandes dispensées de ce préliminaire, 1, 31. — *Quid* de la demande en paiement d'un billet à ordre ? 1, 35. — De celle en validité d'une saisie-arrest, 1, 57. — Ce qu'on entend par parties défenderesses pour juger s'il y a lieu ou non au préliminaire, 1, 56. — Demandes relatives à une tutelle ou curatelle comprises dans cette exception, 1, 56, 57. — Quand le mineur émancipé peut être appelé en conciliation, 1, 57.

5. Pourquoi la demande en conciliation doit toujours être portée devant le défendeur, 1, 57, 58. — Du procès-verbal dressé par un juge incompétent, 1, 64.

6. Si la citation en conciliation peut être regardée comme une demande en justice ou action judiciaire, 1, 58. — De la citation donnée par un autre buissier que celui de la justice de paix, 1, 58.

7. Délai de la citation, 1, 59. — Comment la citation doit être conçue, 1, 59. — Doit-elle contenir les moyens de la demande ? 1, 59.

8. Si le greffier de la justice de paix peut remplir les fonctions de mandataire, au bureau de paix, 1, 60.

9. Si la comparution personnelle des parties peut être exigée en quelques cas, 1, 60. — Comme par exemple pour prêter ou refuser le serment, 1, 65.

10. Par quel acte la procuration doit être donnée, et ce qu'elle doit contenir, 1, 60.

11. Si la comparution en conciliation doit être publique, 1, 60. — Jusqu'à quel point il est permis au demandeur d'augmenter sa demande, 1, 61, note.

12. Effet des conventions arrêtées au bureau de paix, 1, 61, 62, 63. — Ce que doit renfermer le procès-verbal de non conciliation, 1, 61. — Force des aveux consignés au procès-verbal, 1, 61, 62. — Des conventions qu'il est permis au juge de paix de constater, 1, 62. — Sous quels rapports un procès-verbal de conciliation est authentique, 1, 62, 188, note 1. — Comment il peut produire hypothèque, 1, 63.

13. Délation du serment au bureau de paix, 1, 64. — Par qui et à qui elle peut être faite, 1, 64. — Effet du serment déferé en bureau de paix, 1, 65, 66.

14. De l'amende prononcée contre la partie qui fait défaut, 1, 66. — Si elle est encourue de plein droit, sinon par qui elle doit être prononcée, 1, 67.

15. Le demandeur qui a fait défaut est-il tenu de renouveler l'essai de conciliation ? 1, 67. — Comment ce défaut est constaté, 1, 70. — Si le certificat donné est susceptible d'enregistrement, 1, 96, note.

16. Copie à signifier du procès-verbal de non conciliation dans l'exploit d'ajournement, 1, 96. — Comment cette copie doit être signifiée, *ib.* — Un extrait ne suffit pas, *ib.*

17. Quand et par qui doit être proposée l'exception qui résulte du défaut de citation en conciliation, 1, 67. — *Quid* de l'amende en ce cas ? 1, 68. — Comment la partie défaillante au bureau de paix peut être relevée de l'amende, 1, 68. — Temps par lequel l'amende se prescrit, 1, 68.

18. En quel cas la citation en conciliation interrompt la prescription et fait courir les intérêts, 1, 68, 70.

19. De la comparution volontaire, 1, 69. — Si le délai pour former la demande est susceptible d'augmentation à raison de la distance, 1, 69. — Comment se perd l'effet du préliminaire de conciliation, 1, 69.

V. *Compétence*, 8; *Matières sommaires*, 5; *Partage*, 3; *Priés à partie*, 5; *Séparation de biens*, 2; *Séparation de corps*, 1; *Tierce opposition*, 5; *Tribunal de commerce*, 6.

CONCLUSIONS.

Sens de ce mot, 1, 189, note 4.

V. *Défenses*; *Delibéré*, 4; *Matières sommaires*, 5.

CONFLIT.

V. *Règlement de juges*, 2, 4.

CONNEXITÉ.

V. *Compétence*, 16, 17, 18, 19; *Litispendance*; *Règlement de juges*, 4.

CONSEIL D'ÉTAT.

V. *Requête civile*, 2.

CONSEIL DE FAMILLE.

1. Définition de l'avis de parents, III, 181. — Une délibération du conseil de famille est nulle, si elle indique seulement que le juge a présidé le conseil, mais sans donner son avis, III, 181, note 2, § 1. — C'est devant le juge de paix du domicile réel du mineur ou de l'interdit, et non devant celui du domicile de son tuteur décédé, que doit être convoqué le conseil de famille, pour la nomination d'un nouveau tuteur, III, 181, note 2, § 2.

2. Quand on a procédé à la nomination d'un tuteur devant deux juges de paix d'arrondissements différents, en sorte que le mineur se trouve avoir deux tuteurs, on ne peut se pourvoir en règlement de juges, III, 181, q. 2988. — On ne peut non plus interjeter appel des déclarations que chacun des juges de paix a données sur sa compétence, III, 182, q. 2989. — Voie à prendre pour décider lequel des deux tuteurs devra gérer en définitive, III, 182, q. 2990.

3. Le ministère public ne peut d'office requérir la nomination d'un curateur et la convocation d'un conseil de famille, III, 181, note 2, § 3. — Il excède ses pouvoirs en appelant d'un jugement qui homologue la délibération du conseil de famille, III, 182, note 3.

4. Quand et comment la nomination d'un tuteur doit lui être notifiée, III, 182, art. 882, n. 552. — Le membre du Conseil de famille désigné pour cette notification est passible de dommages-intérêts, s'il a négligé d'y faire procéder, III, 182, q. 2991. — En ce cas, toute autre personne intéressée peut faire faire la no-

tification, III, 182, q. 2992. — Il y a lieu à la notification, quoique celui qui a été nommé tuteur ait été appelé à faire partie du conseil et s'y soit fait représenter, III, 182, q. 2993.

5. Avis de chaque membre à mentionner au procès-verbal, si la délibération n'est pas unanime, III, 183, art. 883, n. 554, q. 2994. — L'obligation de mentionner l'avis des membres du conseil de famille n'est applicable qu'aux délibérations qui doivent être soumises à l'homologation du tribunal, III, 183, q. 2994. — Par qui et comment un pourvoi contre la délibération peut s'exercer, III, 183, art. 883, n. 554. — Autres personnes qui peuvent se pourvoir contre la délibération, III, 183, q. 2995. — Ceux-ci peuvent attaquer la délibération, quoiqu'elle soit unanime, III, 183, q. 2996. — La demande ne doit pas être dirigée contre ceux qui ont fait passer la délibération, si elle tend à faire réformer la destitution ou l'exclusion d'un tuteur, III, 183, q. 2997.

6. Lorsque le subrogé-tuteur a succombé en cette circonstance, il peut être condamné aux dépens, sauf son recours contre les membres qui ont voté la délibération, III, 184, q. 3001. — Même décision pour les dommages-intérêts, III, 184, q. 3002. — C'est au tribunal à décider si les frais de l'instance devront passer ou non en dépense d'administration, III, 184, q. 3000.

7. On ne peut comprendre la juge de paix parmi les membres du conseil de famille à intimier sur le pourvoi contre la délibération, III, 184, q. 2998. — La demande se forme par signification de la délibération et assignation devant le tribunal dans l'arrondissement duquel l'assemblée a été tenue, lequel en maintient ou modifie le résultat, III, 184, q. 2999.

8. La cause est jugée sommairement, III, 185, art. 884. — Comment s'obtient le jugement d'homologation, III, 185, art. 885, 886, n. 555. — Le jugement d'homologation peut être rendu eu la ombre du conseil, à moins que la délibération n'ait été prise en vertu de l'art. 448 du Code civil, III, 185, q. 3003.

9. Délai dans lequel l'homologation doit être poursuivie, III, 185, art. 887. — Ce délai non susceptible de l'augmentation à raison des distances, III, 185, q. 3004. — Un des membres de l'assemblée peut, en cas de négligence du tuteur, poursuivre l'homologation aux frais de celui-ci, III, 185, art. 887. — Il doit l'assigner pour voir prononcer l'homologation en audience publique, III, 185, 186, q. 3005. — Par qui, quand et comment il peut être formé opposition au jugement d'homologation, III, 186, art. 888. — L'art. 888 ne doit pas être appliqué à un tuteur destitué, III, 186, note 1. — Ceux qui n'ont pas été appelés à l'homologation ont un délai indéfini pour se pourvoir par opposition, III, 186, q. 3006. — Les jugemens sur délibération du conseil de famille sont sujets à appel, III, 186, art. 889, n. 557. — Les membres du conseil qui n'ont point déclaré s'opposer à l'homologation

ne peuvent ni s'opposer au jugement qui la prononce, ni en interjeter appel, III, 186, q. 3007. — Celui qui, après avoir signifié cette déclaration d'opposition, ne se présente pas sur l'assignation qui lui est donnée s'en est pas moins déchu du droit de former opposition contre le jugement d'homologation, III, 186, q. 3008. — Il ne peut non plus l'attaquer par voie d'appel, III, 187, q. 3009. — Quand l'homologation est devenue contentieuse, toute autre personne qu'un membre de l'assemblée de famille peut se pourvoir par appel ou opposition, III, 187, q. 3010.

10. Le ministère public qui a conclu à la non homologation ne peut appeler du jugement qui homologue, III, 187, q. 3011.

V. Interdiction. 3.

CONSEIL JUDICIAIRE.

V. Appel, 10; Arbitrage, 11; Interdiction, 9; Ministère public, 3; Partage, 1.

CONSEILS DE PREFECTURE.

Leurs arrêtés doivent être motivés, à peine de nullité, I, 191, note 2.

CONSIGNATION.

V. Acquiescement, 8; Contrainte par corps, 35, 38, 39; Distribution par contribution, 2, 10; Offres; Soixis immobilière, 31; Succession, 11.

CONSTITUTION D'AVOÜÉ.

V. Avoûé.

CONSULTATION.

V. Requête civile, 21.

CONTRAÎTE PAR CORPS.

1. Objet et définition de la contrainte par corps, III, 69. — Quand elle prend le nom de recommandation, III, 69. — Historique de la législation sur ce point, III, 69, note 4.

2. Causes pour lesquelles la contrainte par corps doit ou peut être prononcée en matière civile, I, 166, art. 126, n. 90; III, 69, 70. — Autres cas dans lesquels le juge a la faculté de prononcer la contrainte, I, 170, q. 538.

3. Le saisi condamné pour avoir coupé des bois et commis des dégradations, doit être condamné à la contrainte, I, 169, q. 535. — Elle ne peut être prononcée si la partie n'y a pas expressément consenti, I, 170, q. 540. — Elle ne peut être prononcée en matière de dépens, I, 172, note 8. — Les dépens ne peuvent entraîner la contrainte par corps, ni en matière civile, ni en matière commerciale, I, 170, q. 539.

4. Restitutions pour lesquelles elle peut être prononcée contre un huissier, I, 168, note 5. — Les juges ne peuvent, dans les condamnations pour reliquats de compte, prononcer la contrainte par corps, s'il ne s'agit de sommes au-dessus de trois cents francs, I, 169, q. 536. — Quand les juges civils saisis d'une action en dommages-intérêts, résultant d'un délit, doivent prononcer la contrainte par corps, I, 167, q. 533. — Les juges de commerce sont tenus de prononcer la contrainte par corps pour dommages-intérêts résultant de l'inexécution d'un engagement de commerce, I, 168, q. 534.

5. Elle peut être prononcée par les juges de

paix dans les matières qui sont de leur compétence, 1, 167, q. 530. — L'héritier bénéficiaire ne peut être contraint par corps, 1, 170, q. 537.

6. Quand et comment la contrainte par corps peut être exercée contre les étrangers non domiciliés, III, 71, q. 2623. — L'arrestation d'un étranger en vertu de la loi du 10 septembre 1807, peut avoir lieu pour des engagements antérieurs à sa publication, III, 71, q. 2623. — Les formalités pour l'élargissement dans les cas d'arrestation provisoire, sont celles prescrites par les art. 795 et 805 du Code, III, 71, q. 2623. — L'arrestation provisoire peut être faite sans commandement, III, 71, q. 2623. — Mais elle est soumise à l'application des art. 781 et 782 du Code, III, 71. — L'appel de l'ordonnance qui autorise l'arrestation provisoire d'un débiteur étranger est recevable pendant trois mois, III, 114, note 1, § 1. — Elle ne peut être prononcée contre toute personne, même dans les cas exprimés en l'art. 126 du Code, 1, 167, q. 531. — Elle doit dans ces mêmes cas être prononcée par le même jugement qui porte les condamnations principales, 1, 167, q. 532.

7. Suris que les juges peuvent ordonner à l'exécution de la contrainte par corps, 1, 170, art. 127, n. 91. — Il ne peut être accordé dans les cas où la contrainte reposerait sur une disposition *in Code civil*, 1, 171, q. 542. — Il peut être accordé d'office, 1, 170, q. 541.

8. La contrainte par corps pour objet susceptible de liquidation ne peut être exécutée qu'après la liquidation, II, 310, 311, art. 532, n. 441.

9. Quelle doit être pour l'exercice de la contrainte par corps, la signification avec commandement du jugement qui l'a prononcée, III, 72, art. 780. — La signification du jugement qui a prononcé la contrainte par corps, doit avoir lieu en même temps et par le même acte que le commandement, III, 73, q. 2629.

10. L'élection de domicile dans le premier acte, dispense d'en faire une nouvelle dans le second, III, 74, q. 2632. — Lorsque le jugement émane d'un tribunal de commerce, l'élection de domicile doit être faite dans le lieu où le débiteur sera incarcéré, III, 74, q. 2633. — L'élection de domicile faite par le créancier, ne peut profiter à d'autres que le débiteur, III, 75, q. 2634.

11. La contrainte par corps n'est pas valablement exercée en vertu d'un jugement par défaut, dont la signification a été faite avec commandement par un huissier commis, aux termes des articles 156 et 435 du Code, III, 74, q. 2630. — Un tribunal de commerce ne peut commettre un huissier pour faire la signification et le commandement à fin de contrainte, III, 74, q. 2631. — En cas de nullité de la signification, l'huissier en peut faire une nouvelle sans autre commission, III, 73, note 6. — Une seconde signification ne fait pas preuve que la partie reconnaissait l'insuffisance de la première, III, 73, q. 2627.

12. L'emprisonnement est nul si la copie du

commandement remise au débiteur ne contient pas la date du jour où il a été fait, III, 72, note 2, § 2. — Pour effectuer l'arrestation d'une femme mariée, pour dette antérieure au mariage, il n'est pas nécessaire de notifier les poursuites au mari, III, 72, note 2, § 3.

13. La contrainte par corps exercée en vertu de jugements antérieurs au Code, est soumise aux formes prescrites par cette loi, III, 72, note 2, § 4. — En ce cas il n'est pas nécessaire de faire un nouveau commandement avec signification, III, 72, note 2, § 4. — Le commandement doit être renouvelé sans signification, si le premier est permis, III, 84, q. 2669.

14. La signification doit, à peine de nullité, être faite à personne ou domicile, III, 72, note 2, § 1. — La signification à un dernier domicile connu est valable, quoique la partie à qui elle est faite, ait acquis depuis plusieurs années un autre domicile, III, 73, q. 2626.

15. Le délai d'un jour entre la signification et l'exécution de la contrainte, doit aussi être observé, lorsqu'elle s'exerce en vertu d'un arrêt confirmatif du jugement qui l'a ordonné, III, 72, note 2, § 5. — Ce délai ne s'entend pas de vingt-quatre heures, mais d'un jour franc, à partir du moment où finit celui à compter duquel il commence, III, 73, q. 2628. — Le créancier qui fait arrêter le débiteur sans observer le délai prescrit, est assujéti aux dommages-intérêts de celui-ci, III, 72, note 2, § 5. — Nouveau commandement par huissier commis, nécessaire s'il s'est écoulé une année entière depuis le commandement, III, 83, art. 784. — Il n'est pas nécessaire que le nouveau commandement soit accompagné de la signification du jugement en vertu duquel s'exerce la contrainte par corps, III, 83, q. 2668. — L'huissier qui a signifié le premier commandement ne peut signifier le second sans commission nouvelle, III, 84, q. 2670.

16. Temps et lieu où le débiteur ne peut être arrêté, III, 75, art. 781, n. 515. — L'art. 1037 qui détermine les heures du jour auxquelles il est permis de faire des significations et actes d'exécution, ne s'applique pas à la contrainte par corps, dont l'exercice est en tout temps défendue depuis le coucher au lever du soleil, III, 75, q. 2635. — L'arrestation faite dans un moment très-rapproché du lever du soleil, on qui suit presque immédiatement son coucher, n'en est pas moins nulle, III, 76, q. 2636. — Pour juger si l'emprisonnement a eu lieu pendant le jour, on doit considérer le fait réel de cet emprisonnement, plutôt qu'une erreur d'expressions dans le procès-verbal qui, prises isolément, feraient supposer qu'elle a eu lieu à une heure indue, III, 76, q. 2637. — Il est prudent que l'huissier mentionne dans son procès-verbal l'heure à laquelle il a arrêté le débiteur, III, 77, q. 2638.

17. Une arrestation peut s'exécuter un jour de fête légale, en vertu de permission du juge, lorsqu'il y a péril en la demeure, III, 77, q. 2639. — Les édifices consacrés au culte sont ceux qui

ont été approuvés par le gouvernement, de concert avec les évêques, III, 77, q. 2640. — Aucuns exercices religieux pendant lesquels il soit permis de procéder à l'arrestation dans un édifice consacré au culte, III, 77, q. 2641. — On peut hors le temps des exercices religieux, arrêter un débiteur dans un édifice consacré au culte, si l'on n'y célèbre pas, III, 78, q. 2642.

18. La prohibition d'arrêter est restreinte au lieu des séances des autorités constituées, et ne s'étend pas à toute l'enceinte, III, 78, q. 2643. — On peut avant ou après les séances des autorités constituées, arrêter dans les lieux où elles tiennent, III, 78, q. 2644. — On ne le peut là comme dans les lieux consacrés au culte, qu'avec l'assistance du juge de paix, III, 79, q. 2648. — On entend par séance d'autorités constituées, le lieu où toute autorité ou fonctionnaire tient une séance ou audience, III, 78, q. 2645.

19. On ne peut arrêter un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions, III, 79, q. 2647. — On ne peut emprisonner un militaire en activité de service, III, 71, q. 2622; 79, q. 2647. — On ne peut arrêter une personne au moment où elle exerce sa profession, encore qu'il importe au public que l'exercice n'en soit pas interrompu, III, 79, q. 2647.

20. Comment la présence du juge de paix à l'arrestation doit être constatée, III, 79, q. 2650. — L'arrestation faite dans une maison n'est pas nulle, par cela seul que le juge de paix qui l'a autorisée, n'a pas rendu une ordonnance spéciale existante en minute au greffe, III, 79, note 1. — La capture du débiteur faite en son domicile sans l'assistance du juge de paix, n'est pas validée par la surveillance de ce magistrat avant l'emprisonnement, III, 80, q. 2651. — En cas de refus par le juge de paix de faire droit au réquisitoire de l'huissier, celui-ci peut requérir son suppléant, et à son défaut, le juge de paix du canton voisin, III, 80, q. 2652. — L'arrestation du débiteur après évasion, ne peut être effectuée dans une maison sans cette assistance, III, 84, q. 2672. — L'emprisonnement est nul si l'huissier n'était pas muni d'un pouvoir spécial, III, 72, q. 2625.

21. A Paris, les contraintes par corps doivent être exercées par les gardes du commerce, III, 72, q. 2624. — Les huissiers y peuvent dresser les actes de recommandation, pourrusement avec eux, III, 90, q. 2699. — Pour arrêter un débiteur condamné par corps, les gardes du commerce doivent être munis d'un pouvoir spécial, II, 312, q. 1920. — Les gardes du commerce qui n'ont pas besoin de la permission ou de la présence du juge de paix pour arrêter un débiteur dans son domicile, en ont besoin pour l'arrêter dans celui d'un tiers, III, 79, q. 2649.

22. Le débiteur appelé comme témoin, et porteur d'un sauf conduit ne peut être arrêté, III, 80, art. 782. — Par qui, et comment le sauf conduit doit être délivré, et quel en est l'effet, III, 80, art. 782. — Les juges de paix et les tri-

bunaux de commerce en peuvent accorder un sauf conduit au témoin appelé devant eux, I, 38; III, 81, q. 2653. — Ceux-ci et même le juge commissaire nommé à une faillite, peuvent en accorder dans les cas prévus par les art. 466 et suiv. du Code de commerce, III, 81, note 2, q. 2655. — Ce sauf conduit subsiste tant que dure l'état de faillite, ou jusqu'à ce qu'il soit révoqué, III, 81, q. 2655.

23. Un concordat qui accorde des remises au failli, sans réserver la contrainte par corps, est réputé en faire remise, III, 99, q. 2727. — L'exercice de la contrainte par corps n'est point valable, quoique le sauf conduit ait été irrégulièrement accordé, III, 81, q. 2656; 82, q. 2659. — Les Pairs de France et les Députés jouissent d'une sorte de sauf conduit légal, III, 81, q. 2657. — Le sauf conduit qui n'est pas limité, ou qui a été accordé hors le cas prévu par la loi, est nul, III, 81, q. 2658; 82, q. 2659. — Le sauf conduit n'a pas d'effet, en faveur du débiteur contre l'action de la police, III, 82, q. 2660.

24. Ce que doit contenir le procès-verbal d'emprisonnement, III, 82, art. 783. — L'iteratif commandement doit exprimer exactement le montant des sommes dues, III, 82, q. 2661. — Le créancier n'est pas obligé de laisser écouler vingt-quatre heures entre l'iteratif commandement et l'exécution de la contrainte, si déjà le délai s'est écoulé depuis le premier commandement, III, 82, note 2.

25. L'huissier est autorisé à recevoir le paiement de ce que doit le débiteur, et si le créancier refuse de le recevoir, il doit assigner, III, 82, q. 2662. — L'élection de domicile faite dans le procès-verbal d'emprisonnement, fait cesser celle qui a été déclarée dans le premier commandement, III, 83, q. 2663. — Quoiqu'elle doive être la même que celle-ci, il est bien de la répéter, III, 83, q. 2664. — L'huissier ne peut sans des motifs graves, et sans l'autorisation du juge, se faire accompagner de plus de deux recors ou de la force armée, III, 83, q. 2665. — Quelles qualités doivent avoir les recors, III, 83, q. 2666. — Il conviendrait que l'huissier fût revêtu de son costume, III, 83, q. 2667. — Conduite à tenir par l'huissier en cas de rébellion, III, 84, art. 785. — Le simple refus d'obéir aux ordres de l'huissier chargé de l'arrestation, ne constitue pas le délit de rébellion, s'il n'est accompagné de résistance avec violence de fait, III, 84, q. 2671. — Poursuites criminelles à exercer contre le débiteur qui s'est échappé avec effraction de la maison où l'huissier le retenait, III, 84, q. 2672.

26. Du référé que peut requérir le débiteur, et comment il doit y être statué, III, 85, art. 786, 787. — En quel cas il peut avoir recours à ce moyen, III, 85, q. 2673. — Le débiteur menacé de prise de corps, peut agir en référé, même avant l'arrestation, III, 86, q. 2679. — Si l'huissier refuse de conduire le débiteur chez le pré-

sident, il peut requérir un autre huissier pour constater ce refus, III, 86, 2677. — Cette réquisition peut être faite au geolier, III, 89, q. 2694. — En refusant de faire mention de sa réquisition à cette fin, l'huissier ne commet pas un faux, III, 86, note 1. — Le débiteur comparait sans ministère d'avoué, et l'huissier représente le créancier, III, 85, q. 2674. — Deux seules choses que le président devant lequel le référé est porté puisse examiner, III, 86, q. 2678.

27. L'exercice de la contrainte par corps en matière civile, doit être suspendu par l'appel du débiteur régulièrement déclaré, quoique ce jugement soit provisoirement exécutoire sans caution, III, 85, q. 2676. — Si ce jugement est par défaut, le débiteur peut obtenir sursis à l'exécution en déclarant former opposition, III, 86, q. 2680. — Le débiteur qui est incarcéré, peut, en interjetant appel du jugement qui a prononcé la contrainte par corps, obtenir sa liberté jusqu'à ce qu'il ait été statué par la Cour, III, 92, q. 2706.

28. Lieu de détention où le débiteur doit être conduit, III, 86, art. 788. — L'arrestation ne peut être annulée, parce que le débiteur n'a pas été conduit dans la maison d'arrêt la plus voisine, III, 87, q. 2681, 2683. — Il en est autrement, s'il a été conduit non pas dans une prison, mais dans une maison particulière pour y passer la nuit, et cela, quoiqu'il y eût consenti, III, 87, q. 2682. — Où le débiteur doit être déposé si quelqu'un incident pendant le transport force à séjourner en route, III, 87, q. 2685. — Peines encourues par ceux qui sont retenus dans un lieu de détention non désigné par la loi, III, 87, q. 2684.

29. L'écrrou peut être fait par l'huissier ou le geolier, III, 87, q. 2686. — Ce qu'il doit contenir, III, 88, art. 789. — Le débiteur arrêté avant le coucher du soleil, peut être écrroué après, s'il n'a pu être conduit de jour au lieu de l'arrestation, III, 88, q. 2687. — La copie, tant du procès-verbal d'emprisonnement que de l'écrrou, doit être remise sur-le-champ au débiteur, III, 88, q. 2690. — L'omission dans l'écrrou de la mention de la remise au débiteur ne peut être réparée par une signification faite après détention, III, 88, note 1. — Cette mention doit tenir lieu du *parlant à*, III, 88, 89, q. 2691. — L'omission dans la copie donnée au débiteur des formalités prescrites par l'art. 789, n'entraîne pas nullité, si l'écrrou ne présente pas cette omission, III, 88, 89, q. 2691. — Il convient que l'écrrou soit signé par le geolier, III, 89, q. 2693.

30. Représentation au geolier et transcription sur son registre du jugement qui autorise l'arrestation, III, 89, art. 790. — Le défaut de représentation de ce jugement est le seul cas qui autorise le geolier à refuser de recevoir le débiteur, III, 89, q. 2694. — La translation du débiteur d'une maison d'arrêt dans une autre

peut être ordonnée si les créanciers s'y opposent, III, 92, note 3.

31. La consignation d'un mois d'aliments n'est pas nécessaire lorsque la contrainte est exercée contre un débiteur, à la requête d'un fonctionnaire public, pour cause de dettes de l'état, III, 88, q. 2688. — Les aliments à consigner sont dus par chaque période de 30 jours, III, 88, q. 2689. — La demande en élargissement pour défaut de consignation d'aliments, est recevable, si, au jour de la demande, il s'est écoulé depuis l'emprisonnement autant de périodes de trente jours que la somme allouée par unis a été consignée de finis, et qu'en outre il y ait une nouvelle période de commencée sans consignation, III, 99, note 2, § 2. — Les aliments à consigner d'avance ne peuvent être retirés sans le consentement du recommandant, III, 89, 90, art. 791, q. 2697. — Cette obligation n'est pas réciproque, III, 89, note 1. — Les aliments consignés pour le temps qui suit le consentement du créancier à l'élargissement doivent lui être restitués, III, 91, q. 2704. — La somme à consigner est de vingt francs par mois, III, 89, q. 2695. — Le créancier n'est pas tenu d'acquitter les frais de la maladie que son débiteur a eue dans la prison, III, 90, q. 2696.

32. Par qui et sur qui la recommandation peut être faite, et quels en sont les effets, III, 89, art. 791. — Les créanciers qui ont fait emprisonner leur débiteur ne sont pas obligés de consentir à une mise en liberté provisoire prononcée sous caution par la chambre du conseil, III, 90, note 2, § 1. — Le débiteur dont l'élargissement a été prononcé, ne peut être recommandé par le créancier, dans l'intérêt duquel ou fonctionnaire public l'avait fait arrêter, III, 90, note 2. — Le débiteur failli, qui, par voie de police correctionnelle, est condamné pour dettes à un emprisonnement, doit être élargi après le temps de sa détention, encore bien que les dettes ne soient pas payées, III, 90, note 3.

33. Il faut avoir obtenu jugement pour faire une recommandation, III, 90, q. 2698. — Formes de la recommandation, et comment le recommandant doit pourvoir aux aliments, III, 91, art. 793, n. 319. — Les recommandans, quelle que soit leur créance, y doivent contribuer par portion égale, III, 91, q. 2702. — S'ils se refusent à cette contribution, ils peuvent être assignés à bref délai, III, 91, q. 2703. — Ils peuvent être assignés à domicile élu, III, 91, q. 2705. — Les créanciers recommandans n'ont aucune action en dommages-intérêts contre le créancier incarcérant qui a laissé ordonner la mise en liberté du débiteur, faute de consignation d'aliments, III, 105, q. 2747. — L'huissier doit, à peine de nullité, être muni d'un pouvoir spécial pour la recommandation, III, 91, note 1. — Le débiteur recommandé peut arrêter la recommandation, en déclarant agir en référé, III, 91, q. 2700. — L'acte de recommandation et le procès-verbal d'écrrou doivent nécessairement être

notifiés, en parlant à la personne du débiteur, III, 91, q. 2701.

34. Causes pour lesquelles la demande en nullité de l'emprisonnement ou de la recommandation peut être formée et où elle doit être portée, III, 92, art. 794, notes 1, 2, q. 2707; 93, q. 2710.—La demande en nullité de la contrainte par corps exercée en vertu d'un arrêt qui a infirmé le jugement qui ne l'avait pas prononcé, n'en doit pas moins être portée devant le tribunal qui a rendu ce jugement, si elle est relative au fond, III, 93, q. 2708.—On peut obtenir l'élargissement provisoire du tribunal du lieu de la détention, en attendant le jugement à rendre définitivement sur le fond par le tribunal d'exécution, III, 93, 94, q. 2711.—La demande en élargissement provisoire doit être portée et jugée à l'audience et jamais en référé, III, 91, q. 2712.—L'acquiescement du débiteur ne peut être opposé à la demande en nullité de son emprisonnement, III, 94, q. 2713.—Comment cette demande doit être exercée et jugée, III, 94, art. 795, n. 521.—Elle peut être formée aux délais ordinaires sans permission du juge et sans le ministère d'un huissier commis, III, 94, q. 2714.—L'assignation peut être donnée au domicile élu et à bref délai, sans tenir compte de la distance du domicile réel, quoique fondée sur des moyens du fond, III, 94, q. 2715.—Le ministère public doit toujours être entendu, III, 94, note 1.—Sans quoi le jugement donne lieu à la requête civile, III, 95, q. 2716; 106, q. 2754.—La nullité de l'emprisonnement n'emporte point la nullité des recommandations, III, 95, art. 796.—Elle emporte la nullité des recommandations faites à la requête du même créancier en vertu de nouveaux jugements, III, 95, q. 2717.—Les recommandations faites dans l'intervalle de la demande en nullité au jugement qui annule l'emprisonnement, doivent être maintenues, III, 95, q. 2718.—Délai après lequel peut être de nouveau arrêté le débiteur dont l'emprisonnement est déclaré nul, III, 96, art. 797.—Ce délai susceptible d'augmentation à raison de la distance entre son domicile et le lieu de sa détention, III, 96, q. 2720.—S'il n'est pas sorti de prison, il peut être recommandé par le créancier, auteur de l'emprisonnement avant l'expiration de ce délai, III, 96, q. 2719.

35. Consignation entre les mains du geolier, au moyen de laquelle le débiteur doit être mis en liberté, III, 96, art. 798, n. 522.—Cette consignation n'est pas exigée pour la mise en liberté après le jugement qui annule l'emprisonnement, III, 96, q. 2721.—Elle n'est pas restituée lorsque l'emprisonnement est annulé, III, 97, q. 2722.—Le geolier, si elle n'est pas acceptée par le créancier, doit en faire le dépôt à la caisse des consignations, III, 98, q. 2724.

36. Circonstances où le débiteur peut être extrait de la prison sans avoir recours au moyen de la consignation, III, 97, q. 2723.—Le dé-

biteur emprisonné peut obtenir la permission d'assister sous garde d'huissier en personne à l'audience, où sa cause est plaidée, III, 81, note 1.—Un tribunal ne peut, hors des cas prévus par la loi, accorder à un débiteur incarcéré son élargissement provisoire, même avec caution, et sous la surveillance d'un garde de commerce, II, 216, note 1.—C'est entre les deux guichets que doivent être faits les actes que peut faire un débiteur, sans qu'il y ait nécessité de sortir de prison, III, 97, q. 2723.—La requête civile et le pourvoi en cassation ne peuvent autoriser une demande de mise en liberté provisoire, III, 93, q. 2709.

37. Le créancier passible de dommages-intérêts en cas de nullité de l'emprisonnement, III, 98, art. 799.—Outre la condamnation aux dommages-intérêts, les juges peuvent ordonner l'impression et l'affiche, III, 98, q. 2725.—L'annulation de l'emprisonnement n'impose pas au juge l'obligation de prononcer des dommages-intérêts, III, 98, q. 2726.

38. Causes diverses pour lesquelles le débiteur légalement incarcéré, doit obtenir son élargissement, III, 99, art. 800.—Comment doit être faite la consignation de la dette entre les mains du geolier, et ce qui arrive s'il la refuse, III, 103, art. 802.—Elle ne doit pas être précédée d'offres réelles, III, 103, q. 2741.—Le créancier peut être mis en cause sur l'assignation donnée au geolier qui a refusé la consignation, III, 103, q. 2742.—Le geolier doit déposer à la caisse des consignations la somme qu'il a reçue, III, 103, q. 2743.—La consignation ne peut être opposée au créancier comme un aveu de la dette, III, 104, q. 2744.—Pour obtenir son élargissement, le débiteur doit consigner les intérêts échus, quoiqu'ils ne montent pas à 300 fr., III, 99, q. 2728.

39. Frais liquidés qu'il doit consigner, III, 100, q. 2729.—Il n'est tenu à aucune offre pour les frais non liquidés, III, 100, q. 2730.—Il ne doit consigner que ce qu'il a consommé de la somme consignée par le créancier pour aliments, III, 100, q. 2731.—La consignation ne peut être faite sous condition, III, 100, q. 2732.

40. Pour obtenir son élargissement, il doit avoir été admis au bénéfice de cession, et non pas seulement en avoir fait l'offre, III, 100, q. 2733.

41. Quand et comment la demande en élargissement, faite de consignation d'aliments, doit être formée, III, 101, art. 803, n. 523.—La consignation faite par le créancier dans l'intervalle de l'obtention du certificat du geolier, à la présentation de la requête en élargissement est un empêchement à ce qu'il soit ordonné, III, 101, n. 524.—L'élargissement, faite de consignation d'aliments, doit être prononcé sur-le-champ par le président, sans qu'il soit besoin de citation préalable au créancier, III, 101, q. 2745.

42. *Quid* si la demande et la consignation étant du même jour, rien n'indique quelle est la première en date? III, 104, q. 2746.—Condi-

tions requises pour que le débiteur élargi, faute de consignation d'alimens, puisse être de nouveau emprisonné à la requête du même créancier, III, 103, art. 804, n. 525. — Cette disposition n'est applicable qu'au cas où le créancier exercerait de nouveau la contrainte, à raison de la même dette, III, 106, q. 2748, 2749. — Le débiteur d'une dette commerciale qui a obtenu son élargissement faute de consignation d'alimens par le créancier, ne peut pas être incarcéré de nouveau pour la même dette, III, 105, note 1. — La consignation exigée par l'art. 804, doit être faite entre les mains du greffier, et non en celles du greffier du tribunal, III, 106, q. 2750.

43. Depuis la publication du Code de procédure, les septuagénaires ne peuvent plus être contraints par corps à l'exécution des jugemens rendus par les tribunaux de commerce, III, 100, q. 2734, 2735. — Le débiteur peut, à défaut d'acte de l'état civil, prouver sa qualité de septuagénnaire par un simple acte de notoriété, III, 101.

44. Quels sont, parmi les cas dans lesquels le débiteur peut être élargi, ceux où le greffier peut mettre de suite le débiteur en liberté, III, 101, q. 2736. — La loi du 15 germinal au 6 qui a fixé à cinquans la durée de l'emprisonnement ne peut être invoquée dans les matières civiles, et en aucun cas par les étrangers, III, 102, q. 2737. — L'insolvabilité ne peut être en matière purement civile ou commerciale, une cause de mise en liberté du débiteur, III, 102, q. 2738.

45. Le consentement à la sortie du débiteur peut être donné, soit devant notaires, soit sur le registre d'écrou, III, 103, art. 801. — Il peut être donné autrement, pourvu que ce soit par acte authentique, III, 103, q. 2740.

46. Ou les demandes en élargissement doivent être portées, et comment elles sont formées et jugées, III, 106, art. 805. — Elles doivent être communiquées aux créanciers recommandans, III, 106, q. 2751. — Il convient qu'en permettant l'assignation, le juge commette un huissier pour en faire la signification, III, 106, q. 2752. — Ces dispositions s'appliquent à tous les cas où il se présente quelques obstacles à la mise en liberté d'un débiteur, III, 106, q. 2754.

V. *Acquiescement*, 6; *Actions possessoires*, 11; *Appel*, 24; *Arbitrage*, 37, 48; *Cautions*, 5; *Cession de biens*, 2; *Compte*, 15; *Délais*, 15; *Dommages-intérêts*, 7; *Enquête*, 43; *Expertise*, 27; *Saisie immobilière*, 57, 85; *Tribunal de commerce*, 13, 18.

CONTRARIÉTÉ DE JUGEMENS.

V. *Jugement* (Contrariété de).

CONTRAT JUDICIAIRE.

V. *Jugement*, 3.

COPIE.

1. Conséquences de la notification d'une copie illisible, J. xxix, note. — Notification d'une copie régulière, lorsque l'original est irrégulier et *écrit*, J. xxx.

2. Copies de pièces à notifier avec un exploit d'ajournement, I, 96, 97. — Que si elles n'étaient

pas données en même temps, I, 97. — Comment les extraits abrégés doivent être conçus, I, 97. — Nombre de copies à signifier quand l'exploit doit être remis à plusieurs, I, 97.

V. *Actes*, § 2; *Conciliation*, 16; *Désistement*, 4; *Enquête*, 28; *Exploit*, 15; *Jugement par défaut*, 22; *Signification de jugement*, 1; *Vérification d'écritures*.

COSTUME.

V. *Contrainte par corps*, 25.

COUR DE CASSATION.

1. Application du mot cassation, J. xxv. — Nature de ses attributions comparées avec celles des Cours royales, J. *ib.* — Attributions spéciales des sections dont elle se compose, J. *ib.*

2. Contrariété de jugemens rendus en dernier ressort, qui donne ouverture à cassation, II, 272, art. 504. — En cas de cassation pour contrariété d'arrêts ou de jugemens en dernier ressort l'exécution du premier doit être ordonnée par la Cour de cassation, II, 271, q. 1796.

3. La décision des juges ordinaires sur un fait dont la preuve contraire résulte d'un acte authentique non argué de faux peut être annulée par la Cour de cassation, II, 211, note 22. — Lorsqu'un arrêt a été rétracté pour prétendue erreur de calcul, et qu'il paraît qu'en réalité il y a décision contraire sur un point contesté, il est dans les attributions de la Cour de cassation d'examiner le mérite de la décision, II, 250, note 1, § 7. — On ne peut devant la Cour de cassation soutenir que des pièces fausses sur lesquelles une requête civile a été fondée, étaient sans influence au fond, et faire résulter de cette circonstance un moyen de cassation contre l'arrêt qui l'a admise, II, 258, q. 1760.

V. *Cassation*.

COUR ROYALE.

4. Considérations qui ont dirigé dans le choix du lieu de leur établissement, J. xxiv. — Affaires qui sont de leur compétence, J. xxiv, xxv.

V. *Appel*, 54, 55.

COUVRIER.

5. Diverses significations de ce mot, I, 243, note 1.

V. *Exception*, Nullité.

CRÉANCIER.

Sens de ce mot, I, 58, note 1. — Actif du débiteur que le créancier peut exercer, I, 79. — Un créancier ne peut être regardé comme un tiers à l'égard de son débiteur, I, 221, note 1.

V. *Intervention*, 9; *Inventaire*, 3; *Jugement par défaut*, 15; *Ordre*, 23; *Scellés*, 3, 14; *Séparation de biens*, 9, 10; *Séparation de corps*, 6; *Succession*, 7; *Tierce opposition*, 3.

COUSIN.

Parents qui ont ce titre, I, 47, note.

CRUE.

V. *Inventaire*.

CULTE (Édifice consacré au).

V. *Contrainte par corps*, 17.

CURATEUR.

V. *Cession de biens*, 9; *Succession*, 15.

D.

DATE.

V. *Acte*, 5; *Arbitrage*, 42; *Contrainte par corps*, 12, 42; *Enquête*, 29; *Exploit*, 3; *Jugement par défaut*, 22.

DÉCÈS.

V. *Appel*, 20, 37; *Arbitrage*, 28; *Reprise d'instance*; *Saisie immobilière*, 41.

DÉCHÉANCE.

La déchéance prononcée par jugement, dans le cas où une partie n'aurait pas fait dans un délai donné telle chose que ce jugement lui ordonne, ne peut être réputée comminatoire, III, 310, q. 3390.

V. *Appel*, 19; *Coutume*, 8; *Délais*, 1; *Distribution par contribution*, 5, 8; *Ordre*, 10; *Règlement de Juges*, 7.

DÉCLINATOIRE.

V. *Compétence*, 3 et suiv. *Exception*, 1, 2; *Règlement de Juges*, 3; *Tribunal de Commerce*, 1.

DÉFAUT.

V. *Enquête*, 5, 41, 42, 43; *Exécution provisoire*, 3; *Instruction par écrit*, 7; *Jugement par défaut*.

DÉFENSE.

1. Limites du droit qui appartient à une partie, de se défendre elle-même, I, 128. — Si une femme peut plaider sa cause, I, 128.

2. Titres qu'une partie est moralement tenue de produire dans sa défense, I, 282, note 3. — Si une partie peut charger de sa défense une autre personne qu'un avocat, ou à son défaut un avoué, I, 129. — Du refus d'un avocat de plaider pour elle, I, 129.

3. Motifs qui ont fait défendre aux juges et aux officiers du ministère public de se charger d'aucune défense, I, 129. — Si cette défense subsiste pendant le temps des vacances, I, 129. — Si elle s'applique aux Juges suppléants et aux Juges auditeurs, I, 129. — Publicité des plaidoiries, I, 129. — Limites de l'exception à cette règle, I, 130. — Comment il peut être ordonné que les plaidoiries auront lieu à huis-clos, I, 130. — En ce cas même, le jugement doit être prononcé en audience publique, I, 130. — Exceptions à cette dernière règle, I, 130. — Secret des plaidoiries, en matière de séparation de corps, I, 129.

4. Limites d'une défense, I, 131, note. — Quand et comment les juges peuvent ordonner la cessation des plaidoiries, I, 131. — Importance et objet de ces règles, I, 131.

V. *Injures*, *Nullité*, 7; *Requête civile*, 11; *Tribunal de Commerce*, 2.

DÉFENSES.

1. Ce qu'on appelle écrit de défenses, et écrit de réponse, I, 116. — Ce que signifie le mot défenses, I, 341, note 4. — Quand de défenses peuvent être fournies, I, 119. — Le défendeur n'est plus obligé de signifier des défenses, I, 205, 214, art. 154.

2. Sort de l'avenir lorsqu'il a été suivi d'une

signification de défenses, I, 119. — Si le défendeur peut se désister de la sommation d'audience, I, 119. — Délai dans lequel le demandeur doit signifier sa réponse, I, 119.

3. Si le défendeur peut signifier des défenses après le délai de quinzaine, I, 119. — Après le défaut prononcé, mais avant la signification du jugement, I, 120.

4. Écritures et significations qui entrent en taxe, I, 121. — Si les parties peuvent remettre aux juges des précisions, observations ou mémoires particuliers qui n'entraînent point en taxe, I, 121. — Quand le rejet d'un écrit peut être demandé sous prétexte qu'il traite d'objets étrangers à la cause, I, 121.

5. Les avoués sont tenus d'indiquer dans toutes requêtes et tous écrits le nombre de rôles, I, 142, q. 467.

V. *Appel*, 48, 49, 51; *Demande nouvelle*, 4; *Devances sur les lieux*, 9; *Distribution par contribution*, 12; *Instruction par écrit*, 5; *Interrogatoire sur faits et articles*, 17; *Matières sommaires*; *Reprise d'instance*, 8.

DÉLAIS.

1. DES DÉLAIS EN GÉNÉRAL; 2. DU DÉLAI DANS LES EXPLOITS D'AJOURNEMENT; 3. DÉLAIS EN GRACE.

1. Définition du mot délai, J. xxx. — Ce qu'on entend par déchéance ou surenchère, J. xxx, xxx. — Une déchéance qui n'est pas expressément portée n'est que comminatoire, I, 195, q. 599.

2. Comment se comptent les délais, J. xxx, xxx; I, 21. — Motifs sur lesquels la fixation en est fondée, I, 6, 137, n. 76. — En quels cas, ni le jour de la signification ni celui de l'échéance ne doivent compter dans le délai fixé, III, 317, art. 1033, n. 618.

3. Délais susceptibles de prorogation et d'augmentation, à raison de la distance, I, 69; 162, n. 520; II, 162, n. 1554; III, 317, art. 1033, n. 618. — Les dispositions de l'article 1033 ne sont pas applicables aux actes faits d'avoué à avoué, aux actes faits à partie à domicile d'avoué, III, 317, q. 3409. — Comment se détermine la distance qui donne lieu à la prorogation du délai, I, 7; III, 320, q. 3414. — Les fractions de trois myriamètres doivent-elles ou non être comptées? I, 7, 8. — Règle pour reconnaître quand il y a lieu à double augmentation pour voyage ou envoi et retour, III, 319, q. 3413. — Elle n'est pas accordée pour les cas où la loi exige la comparution personnelle de la partie, III, 319.

4. Le délai pour signifier un acte à personne ou domicile est franc, à moins que la loi n'ait fait exception en se servant du mot *dans*; mais en ce cas, il y a lieu à l'augmentation du délai, à raison des distances, III, 317, q. 3410. — Ce qu'on appelle franc délai, J. xxx; I, 7, 21. — Délais déclarés francs, I, 222; II, 161, q. 1554. — Cas où le jour de l'échéance ne doit pas être

cumpris dans le délai, J. xxxi.—Tous les jours, autres que ceux des termes, sont continus et utiles pour faire courir les délais, III, 320, q. 3416.

5. Aucune signification ni exécution ne peut être faite pendant la nuit, non plus que les jours de fête légale, III, 323, art. 1037, n. 622.—Et cela sous peine de nullité, III, 324, q. 3426.—Défense d'instrumenter pendant la nuit et les jours de fêtes légales, J. xxxi; 1, 22.—On ne peut, en vertu de la permission du juge, faire des significations aux heures prohibées, III, 323, q. 3422.—Quelles sont les fêtes comprises sous ces expressions, *fêtes légales*, III, 322, q. 3423.—Les dispositions de l'art. 1037 s'appliquent à tous les actes de la juridiction contentieuse, et la confection de l'acte peut être remise au lendemain du jour férié, ou expirerait le délai, III, 323, q. 3424.—Cependant il est prudent de ne pas attendre le dernier jour, lorsqu'il ne s'agit pas de significations ou exécutions, III, 323, note 2.—Lorsque les juges négligent l'observation des fêtes et vacances, ils pronouent irrégulièrement, III, 323, note 2.—L'art. 1037 ne s'applique pas à des actes que la loi ou le juge prescrit de faire dans certaines instances, s'ils entrent dans les attributions d'experts et d'agens administratifs, et non dans celles de fonctionnaires publics proprement dits, III, 323, q. 3425.

6. Le délai déterminé par mois se compose de l'espace de temps du quantième d'un mois au quantième correspondant du mois suivant, II, 435, q. 2352; III, 47, q. 2558; 320, q. 3415.—Comment se calculent les délais, fixés à un certain nombre de jours, d'heures, III, 320, q. 3415.—Comment les délais peuvent être prorogés, augmentés, ou restreints, J. xxxi, xxxii.

7. Si le délai, prescrit par un jugement, court à partir de sa prononciation ou de sa signification, J. xxxi.—Dans le cas où un jugement fixe, d'après la disposition impérative de la loi, un délai pour son exécution, ce délai ne court qu'à partir de sa signification, II, 289, q. 1853.

§ II.

8. De la mention du délai dans un exploit d'ajournement, 1, 91, 92.—Si une assignation à comparaître dans le délai de la loi, est valable même dans le cas où elle est donnée à un étranger, 1, 91, 92.—De quelques autres mentions employées au lieu de celle du délai de la loi, 1, 92, 93.—De l'emploi de cette dernière mention, dans le cas où le délai est plus long ou plus court que le délai ordinaire de huitaine, 1, 92.—L'exploit est valable quoique dans le même cas, il y ait lieu à augmentation à raison des distances, III, 318, q. 3412.—Sort d'une assignation donnée à un délai moins long que celui fixé par la loi, 1, 93.—De celle qui a été donnée à un délai plus long, 1, 93.—Si en ce

dernier cas le défendeur peut anticiper en poursuivant l'audience à l'expiration du délai légal, 1, 93, 94.

9. Si le délai de l'assignation donnée au domicile élu doit être fixé eu égard à ce domicile, ou à raison du domicile réel, 1, 91.—Quel est le délai ordinaire des ajournements, 1, 114.—Ce que doit contenir une assignation à bref délai, 1, 115.

10. Si l'ordonnance du président, qui permet d'assigner ainsi, peut être annulée par la Cour ou le tribunal, 1, 115.—Quand le juge abrège le délai sans ordonner l'assignation à jour fixe, le délai indiqué est franc, III, 318, q. 3411.

11. Raisons des délais déterminés pour les parties domiciliées ailleurs que sur le territoire français, 1, 115.—Délais à observer, si la partie domiciliée hors de France a été assignée en France, 1, 115.—À quel délai un étranger domicilié en France peut être assigné, 1, 115, 116.—Quand la demande en prolongation de délai doit être formée, 1, 116.—Si les délais sont, d'après l'ancienne maxime, établis en faveur des deux parties, ou s'ils ne le sont qu'en faveur d'une partie seulement, 1, 120.

§ III.

12. Des délais de grâce, J. xxxi; 1, 162, art. 122.—Ce qu'ils doivent être, 1, 162, n. 87.—Le juge n'est point forcé d'en accorder, 1, 162, note 2.—Ils ne peuvent être accordés que par le jugement qui statue sur la contestation, 1, 162.—Cette disposition est de toute rigueur, 1, 163, q. 525.

13. En matière commerciale ils ne peuvent être accordés, si ce n'est pour paiement des lettres de change et billets à ordre, 1, 163, q. 522.—Il n'en peut être accordé lorsqu'il s'agit d'une obligation exécutoire, 1, 163, q. 524.—Les délais que les tribunaux accordent pour l'exécution de leurs jugemens peuvent être prolongés, lorsqu'ils n'ont pas été déclarés être de rigueur, 1, 163, q. 523.—Le délai qui n'est pas déclaré de rigueur n'empêche pas d'agir après son expiration, la partie obligée de s'y conformer, 1, 162, note 3; 164, note 2.—Époque à partir de laquelle courent les délais accordés, 1, 164, art. 123.

14. Ils ne peuvent être accordés d'office et sans qu'ils soient demandés, 1, 164, q. 526.—Le débiteur condamné sans avoir demandé de délai, ne peut en obtenir un, ni par voie d'opposition aux poursuites, ni par voie de référé, 1, 164, note 3.—On peut exécuter pour le tout les biens du débiteur, qui, ayant obtenu plusieurs termes pour l'acquiescement de son obligation, n'a pas acquitté le premier, 1, 164, q. 527.—Cas dans lesquels le débiteur ne peut obtenir un délai, ni jouir de celui qui lui aura été accordé, 1, 164, art. 124, n. 88.—Autres cas dans lesquels il est interdit aux juges d'accorder

des délais, 1, 164, q. 528. — Un créancier seul peut invoquer cette prohibition, 1, 164, note 5. — La clause insérée dans l'obligation, et portant que le débiteur ne pourrait obtenir de délais, n'ôte pas au juge le pouvoir d'en accorder, 1, 165, q. 529.

15. Les actes conservatoires valables nonobstant le délai accordé, 1, 165, art. 125, n. 89. — Mais non l'exercice de la contrainte par corps, 1, 171, q. 544.

V. *Actes*, 16; *Appel*, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 32, 36; *Audience*, 1; *Arbitrage*, § 2; *Caution*, 2; *Citation*, 4; *Communication de pièces*, 2, 5; *Compte*, 5, 12; *Conciliation*, 7; *Contrainte par corps*, 15, 34; *Conseil de famille*, 9; *Déchéance*; *Défenses*, 3; *Dommages-intérêts*, 4; *Enquête*, 11, 18, § 4, 32, 37, § 8; *Expertise*, 15; *Faux*, 10, 16, 21; *Garantie*, 2, 3; *Instruction par écrit*, 4; *Interrogatoire sur faits et articles*, 5; *Jugements par défaut*, 10, 14, 19, 26; *Ordre*, 1, 7, 9, 10, 11; *Péremption*, 4; *Requête civile*, 13; *Saisie des rentes*, 8, 9; *Saisie immobilière*, 8, 9, 16, 17, 41, 47; *Séparation de biens*, 4; *Tribunal de commerce*, 8.

DÉLIBÉRÉ.

1. Ce qu'on entend par délibéré, 1, 133. — Quelle doit être la décision du tribunal qui ordonne un délibéré ou une instruction par écrit, 1, 134, 137, q. 446. — Ce jugement est-il préparatoire ? 1, 135.

2. Il est nul s'il n'a pas été rendu à l'audience, 1, 137, q. 447. — Jusqu'à quel point la loi défend de le lever, de le signifier, et de faire sommation, 1, 135.

3. Si un délibéré peut être ordonné sans nommer un rapporteur, 1, 135, note 1. — Cas du délibéré sans rapport, et comment il est ordonné, 1, 150. — Cas dans lesquels le Code exige un rapport, quoiqu'il n'y ait pas délibéré, 1, 135. — Quand et comment les rapports doivent être faits, 1, 145, art. 111, note. — Les parties ne peuvent après remettre que de simples notes, 1, 145, art. 111.

4. Les parties peuvent plaider après le rapport du juge commis à une distribution par contribution, 1, 146, q. 478. — Les conclusions additionnelles prises après plaidoiries, et avant les conclusions du ministère public ne sont pas nulles, 111, 673, note 1, § 2.

5. Tout rapport doit être fait à l'audience, 1, 145, q. 475. — Il ne doit pas être donné avant à l'audience où le rapport doit se faire, 1, 145, q. 476.

6. Comment le tribunal doit ordonner le renvoi de la cause après un délibéré à la chambre du conseil, 1, 134, note 2. — Quel doit être le délibéré ordonné, pour que le jugement qui le prescrit termine l'instruction, 1, 135, 136, note 1. — Effet de la constitution d'avoué, faite par la partie défaillante, après le jugement qui ordonne le délibéré, 1, 136. — Des demandes incidentes formées par les parties après ce juge-

ment, 1, 136. — Si un tiers peut intervenir sous le cours d'un délibéré, 1, 136, 137. — De la partie qui n'a pas remis ses pièces immédiatement après le jugement qui ordonne un délibéré, 1, 137.

7. Un tribunal ne peut plus, au lieu du délibéré, prononcer un renvoi devant des arbitres ou jurisconsultes pour avoir leur avis, 1, 138, q. 449; 11, 161, q. 1533; 195, q. 1624. — Un semblable jugement ne pourrait être regardé comme un simple préparatoire, 11, 195, q. 1624.

V. Instruction par écrit.

DÉLIT.

V. Action, 2.

DEMANDE INCIDENTE.

V. Incident.

DEMANDE NOUVELLE.

1. En quel sens il est défendu de former, en cause d'appel, aucune nouvelle demande, 11, 218, art. 464, n. 385. — Toute action qui a pour but immédiat de détruire la demande ou les prétentions de la partie adverse, est autorisée en cause d'appel, quoiqu'on n'en ait pas fait usage devant les premiers juges, 11, 219, q. 1673. — Une demande ne peut être considérée comme véritablement nouvelle qu'autant qu'elle ne peut se rattacher en aucune manière aux conclusions prises en première instance, 11, 220, note 1. — De l'exercice de pouvoir commis par le juge d'appel qui statue sur un chef de demande qui n'a pas reçu jugement, J. xxx.

2. On peut faire valoir en appel des moyens nouveaux, et être admis à y prouver des faits que l'on n'aurait pas posés en première instance, 11, 222, q. 1677. — On n'est pas recevable à proposer pour la première fois en appel des moyens de nullité contre une enquête ou un exploit non attaqués en première instance, 11, 218, note 1, § 12. — Un garant ne peut être, pour la première fois, mis en cause, sous le cours d'une instance d'appel, 1, 275, q. 773. — Une demande formée sous appel, afin de relever des erreurs précédemment débattues devant des arbitres, ou un notaire commis, ne peut être regardée comme une demande nouvelle soumise à un premier degré de juridiction, 11, 208, note 2, § 6, 299, § 7. — Lorsqu'après jugement de première instance, il intervient transaction entre les parties, puis appel, la question de savoir si le montant des condamnations a été compris dans le jugement, n'appartient point aux juges d'appel, 11, 218, note 1, § 1. — On n'est pas recevable à demander sous l'appel que les parties qui ont partagé en vertu d'un jugement attaqué par cette voie, déguerpiissent, 11, 218, note 1, § 2. — On ne peut former pour la première fois sous l'appel une demande en subrogation aux suites d'une saisie immobilière, 11, 218, note 1, § 3. — Mais on peut y demander la séparation des patrimoines, 11, 218, note 1, § 4. — Il en est de même de la demande en annulation d'un testament, 11, 218, note 1, § 5. — On ne peut sous l'appel former une de-

mande en dommages-intérêts, pour cause de retards et entraves qui auraient eu lieu avant le jugement dont est appel, II, 218, note 1, § 6. — Celui qui a demandé en première instance la restitution d'une somme comme payée sans cause valable, ne peut, sous l'appel, expliquer que cette cause consistait en ce que le défendeur n'est pas enfant légitime, II, 218, note 1, § 7. — Le père d'un enfant naturel qui, sur la demande formée en première instance d'une pension alimentaire, en conteste la quotité, ne peut sur l'appel prétendre qu'il n'est pas le père, II, 218, note 1, § 8. — Un individu partie en cause d'appel, ne peut y prendre aucune conclusion contre une partie qui, respectivement à lui, n'a subi aucune condamnation en première instance, II, 218, note 1, § 9. — Celui qui, en première instance, a été renvoyé d'une demande formée contre lui en son nom personnel, ne peut être condamné sous l'appel en qualité d'héritier, II, 218, note 1, § 10. — Il est permis à une partie qui a formé, en première instance, une demande tant en son nom personnel qu'au nom d'un tiers, de restreindre cette demande dans son seul intérêt, II, 218, note 1, § 11. — Un cohéritier peut en appel requérir que le demandeur primitif soit tenu de prendre dans la succession des biens autres que ceux qu'il avait demandés, II, 219, note 3, § 1. — L'héritier qui a combattu en première instance la demande en délivrance d'un legs, en excipant de la nullité du testament, peut en appel soutenir que l'objet légué n'appartenait pas au testateur, II, 219, note 3, § 2. — Il peut opposer un nouveau testament, II, 219, note 3, § 5. — On peut, après avoir demandé en première instance la rescision d'un contrat de vente pour lésion, conclure en appel à la nullité pour défaut de prix, II, 219, note 3, § 3. — Un créancier peut demander en appel la nullité de l'inscription d'un autre créancier placé avant lui par le jugement d'ordre, II, 219, note 3, § 4, 6. — Le vendeur a réméré qui a fait pour le rachat des offres à la nullité desquelles l'acquéreur a conclu en première instance, peut sous l'appel demander que la vente soit déclarée nulle pour simulation, II, 219, note 3, § 7. — La partie qui a demandé en première instance la nullité d'une surenchère, pour insuffisance de la caution, peut, en cause d'appel, demander qu'elle soit déclarée inadmissible, II, 219, note 3, § 8. — On peut sous l'appel former une demande afin de détermination à dire d'experts d'un bail verbal contesté, II, 219, note 3, § 9. — La demande d'une veuve tendant à être considérée comme renonçante, peut, en cause d'appel être combattue par la preuve qu'elle a divertie les effets de la communauté, II, 219, note 3, § 10. — Ce n'est pas former une demande nouvelle que de demander pour la première fois, en cause d'appel et pour cause de dol et de fraude, l'annulation d'un acte qui sert de base aux condamnations prononcées en première instance, II, 220, q. 1674. — Mais

on ne pourrait former la demande en délaissement des inférieurs immeubles pour fait d'impignoration, II, 220, note 1. — Une demande en provision est recevable pour la première fois en cause d'appel, si elle est formée à raison de besoins qui ne seraient pas nés avant le jugement dont est appel, II, 222. — La femme séparée de corps et de biens ne peut, sous l'appel du jugement qui a prononcé la séparation, demander pour la première fois que les avantages faits par elle à son mari, soient déclarés comme non avenus, II, 222, note 1.

3. La nullité d'une demande nouvelle formée en cause d'appel peut être couverte par la défense de l'intimé, qui, plaidant en fond, ne s'en prévaut pas, II, 222, q. 1676. — Celui de plusieurs copropriétaires d'un immeuble saisi qui interjette appel ne peut faire valoir au moyen qui n'a été présenté en première instance que par un de ses consorts non appelés, III, 28, q. 2491. — Comment les nouvelles demandes et les corrections de conclusions en cause d'appel, doivent être formées, II, 223, art. 463, n. 386.

4. En voulant qu'elles ne soient formées que par de simples actes, la loi n'entend point déclarer nulles celles qui n'auraient pas été faites par écrit, II, 223, note 2. — On peut répondre à ces actes, II, 223, q. 1678. — Les modifications ou changements de conclusions en cause d'appel, ne sont permis qu'autant que les objets auxquels ils s'appliquent se trouvent compris au nombre de ceux qui avaient été réclamés en première instance, II, 223, q. 1679.

V. *Interrogatoire sur faits et articles*, 3, 16; *Séparation de corps*, 2.

DEMANDE PROVISOIRE.

V. *Exécution provisoire*, *Matières sommaires*, 1, 2; *Référé*, 3.

DEMANDE RECONVENTIONNELLE.

V. *Actions possessoires*, 12; *Incident*, 1; *Jugement par défaut*, 7.

DEMANDEUR.

Diverses applications de ce mot, I, 244, note 2.

DÉNÉGATION D'ÉCRITURE.

Ce que cela signifie, I, 14. — V. *Vérification d'écritures*.

DÉNI DE JUSTICE.

1. Ses caractères, J. xi. — Manière de se pourvoir pour faire juger le fond en cas de déni de justice, II, 275, q. 1808. — Cas où il y a déni de justice, II, 275, art. 506, n. 413. — Une Contr. d'appel qui, dans les motifs de son arrêt, considère comme nul un jugement de première instance, et prononce comme s'il n'existait pas, ne peut être réputé renfermer de ce chef, un déni de justice, II, 275, note 4.

2. Il doit être constaté par deux réquisitions en la personne du greffier, II, 275, 276, art. 507, n. 414. — Une réquisition peut être faite en la personne du greffier trouvé ailleurs qu'au greffe, II, 276, q. 1810.

DÉPENS.

1. Ce qu'on entend par ce mot, 1, 149, II, 300. — Toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens, 1, 171, art. 130. — Les dépens ne peuvent être prononcés contre d'autres personnes que la partie, 1, 172, q. 547.

2. Le mari qui plaide dans l'intérêt de sa femme, peut être condamné aux dépens, 1, 172, q. 548. — Il en est autrement s'il n'est intervenu au procès que pour l'autoriser, 1, 172. — En ce dernier cas, la condamnation peut-elle être exécutée sur les biens de la communauté? 1, 173, note. — *Quid* si l'autorisation avait été donnée par justice? 1, 173, 174, note.

3. Le légataire universel qui succombe en soutenant la validité du testament, doit être condamné aux dépens, 1, 173, q. 549. — Il en est de même de la partie, qui succombe après avoir déclaré s'en référer à justice, 1, 173, q. 550. — De celle qui succombe au moyen d'un serment supplétif déferé à sa partie adverse, 1, 173, q. 551.

4. Le ministère public ne peut être condamné aux dépens, 1, 173, q. 552. — Cette faveur est réciproque quand il a agi comme partie principale et pour l'exécution de la loi, 1, 174, note 1.

5. Les préfets, les procureurs du roi, les régisseurs des divers revenus publics, peuvent être condamnés aux dépens, dans les actions qui intéressent les domaines de l'état, 1, 175, note. — La partie qui obtient gain de cause, contre l'administration ne peut se faire allouer les frais tarifés au profit des avoués, 1, 172, note 7. — Quand un maire qui plaide en sa qualité pour les intérêts de sa commune, peut être condamné personnellement aux dépens, 1, 172, note 4, 5. — Pour qu'un tuteur ou autre administrateur qui succombe soit personnellement tenu des dépens, le jugement doit l'énoncer, 1, 179, q. 562. — Il en doit référer les motifs, *ib.* — Il n'est pas nécessaire qu'il ait été pris des conclusions à ce sujet, 1, 180, q. 563. — Un juge doit avoir été pris à partie pour subir cette condamnation, 1, 172, note 3; q. 547. — Il ne suffirait pas qu'il ait été recensé, *ib.*

6. Les dépens sont personnels et divisibles par têtes entre les parties condamnées, 1, 175. — L'appelé en garantie, qui a conclu au fond, doit supporter sa part des dépens, quoique renvoyé de la demande en garantie, 1, 176, note 1.

7. Si le jugement qui prononce sur une exception ou un incident doit prononcer la condamnation aux dépens, 1, 176, q. 554. — En ce cas les dépens peuvent être compensés, 1, 178, q. 559.

8. Les dépens doivent être prononcés quelque les parties n'aient pas conclu à cette fin, 1, 176, q. 555. — S'ils n'ont pas été prononcés, ils ne peuvent être demandés, 1, 177, q. 556. — La partie déchargée de toutes condamnations est libérée des dépens, 1, 171, note 5, § 1. — Le tiers qui s'est fait transporter des dépens est soumis à la taxe, 1, 172, note 10.

9. De la compensation des dépens et de leur

distraktion, 1, 149. — Personnes entre lesquelles les dépens peuvent être compensés, 1, 177, art. 131. — Cette disposition est facultative, 1, 177, note 2, 3. — La compensation des dépens ne peut être prononcée hors des cas qu'elle prévoit, 1, 177, note 2; 178, note 1. — On peut compenser les dépens entre parties non parentes quoique la demande n'ait qu'un seul chef, 1, 178, q. 558. — Ce qu'on entend par compenser les dépens, 1, 177, q. 557. — La partie qui a fait les avances d'une expertise et autres frais semblables n'en peut être remboursée, s'il y a compensation simple, 1, 178, q. 560. — En ce cas le coût du jugement est dû par celui qui le retire et le signifie, 1, 178, q. 561.

10. Quand les avoués et les huissiers peuvent être condamnés aux dépens pour avoir excédé les bornes de leur ministère, 1, 179, art. 132, q. 562. — Si cette condamnation doit toujours être précédée d'une action en désaveu, *ib.*

11. De la distraction des dépens au profit des avoués, 1, 180, art. 133, n. 95. — Comment, et en quel temps l'avoué peut demander la distraction, 1, 180, q. 564. — La disposition du jugement qui ordonne la distraction, est nulle, si le jugement n'établit pas que l'avoué a fait l'affirmation prescrite, 1, 180, q. 565. — Il n'est pas nécessaire que l'affirmation soit faite sous serment, 1, 181, q. 568. — L'affirmation n'empêche pas qu'il ne puisse être obligé à produire le registre qu'il tient conformément à l'art. 151 du tarif, 1, 181, q. 567. — Un avoué peut après le jugement demander la distraction des frais de retrait de ce jugement dont il a fait l'avance, 1, 180, note 1. — Il doit être suris à l'exercice de l'action qui résulte de la distraction des dépens, s'il a été interjeté appel du jugement qui les prononce, 1, 180, note 1, § 2. — Les dépens mis à la charge d'une partie, et ceux qu'elle obtient, ne peuvent se compenser de plein droit, à due concurrence, lorsque la distraction a été prononcée, 1, 181, q. 568, note 2. — L'avoué qui a obtenu la distraction des dépens, n'est pas tenu de rendre les sommes qu'il a touchées, si le jugement de condamnation est cassé, 1, 180, note 1, § 3. — La distraction des dépens au profit de l'avoué ne prive pas son client du droit d'en poursuivre le paiement contre la partie qui a succombé, 1, 180, note 1, § 4. — L'avoué qui a obtenu la distraction des dépens, cesse d'avoir une action contre son client, s'il a négligé de les faire payer par la partie condamnée devenue insolvable, 1, 182, q. 570. — Privilège qui lui appartient sur les dépens, *ib.*

12. En matière sommaire, la liquidation des dépens est faite par le jugement, II, 300, art. 543. — Elle doit aussi être faite par le jugement lorsqu'il prononce sur certaines contestations élevées en matière d'ordre, II, 301, q. 1889. — La liquidation des dépens et frais dans les autres matières, soumise à des réglemens particuliers

et provisoires, II, 300, art. 544. — Ces réglemens sont trois décrets du 16 février 1807, III, 327, art. 1042, n. 627. — Il n'est pas nécessaire qu'en matière sommaire la taxe des dépens soit prononcée à l'audience, ni même qu'elle soit contenue dans une expédition du jugement délivrée sur-le-champ, II, 301, q. 1890.

13. La taxe ou exécutoire des dépens est susceptible d'opposition par les deux parties, II, 300, note 2, § 4. — Toute opposition à une taxe de dépens doit être formée dans les trois jours de la signification à avoué, II, 301, q. 1891. — L'opposition fermée contre la taxe, n'empêche pas une fin de non recevoir contre l'appel que l'en interjetterait du jugement relativement au fond, II, 301, q. 1892. — Un arrêt en matière de dépens peut être attaqué par la voie de la cassation, II, 300, note 2, § 1. — Lorsque la partie qui succombe interjette appel de la taxe des dépens, il est nécessaire que dans les trois jours les articles contestés soient croisés, II, 300, note 2, § 2. — Le commissaire-taxateur ne peut autoriser la partie qui a gagné, à employer en frais et mise d'exécution de ses créances, les dépens qui lui ont été adjugés, II, 300, note 2, § 3. — La jugement qui condamne une partie aux frais et avances de son avoué, cesse d'être exécutoire aussitôt que la taxe est demandée, II, 300, note 2, § 5. — Un exécutoire de dépens est par lui-même un titre susceptible d'exécution, II, 309, note 1, § 2. — Il faut obtenir exécutoire du juge pour saisir en vertu du jugement qui condamne une partie aux frais de l'exploit, II, 310, q. 1911. — V. *Appel*, 33; *Arbitrage*, 48; *Avenir*; *Cession de biens*, 7; *Compétence*, 15; *Contraintes par corps*, 3, 39; *Conseil de famille*, 6; *Décennie sur les lieux*, 3; *Distribution par contribution*, 2; *Dommages-intérêts*, 6; *Expertise*, 28; *Garantie*, 10; *Interrogatoire sur faits et articles*, 18; *Matières sommaires*, 3; *Ordre*, 16; *Récusation*, 17; *Règlement de juges*, 7.

DÉPENS (distraction de).

V. *Appel*, 25, 45; *Dépens*, 11.

DERNIER RESSORT.

V. *Actions possessoires*, 12; *Appel*, 24, 25; *Arbitrage*, 55; *Désaveu*, 12; *Distribution par contribution*, 13; *Exécution provisoire*, 5, 6; *Ordre*, 15.

DÉSAVEU.

1. Objet et définition du désaveu, II, 56. — Deux sortes de désaveux, II, 56. — Règle générale sur l'exercice de l'action en désaveu, II, 56.

2. Aucune offres, aucun aveu ou consentement, ne peuvent être donnés ou acceptés, sans un pouvoir spécial, à peine de désaveu, II, 56, art. 352. — Autres actes pour lesquels l'avoué doit avoir reçu un pouvoir spécial, II, 57, n. 294; 60, note 2.

3. Cas particuliers dans lesquels il a été décidé qu'il y avait lieu à désaveu contre un avoué, II, 59, q. 1298; 118, note 1. — Cas dans lesquels il a été décidé qu'il n'y avait pas lieu à désaveu

contre un huissier ou un avoué, II, 58, 59, q. 1297; 120, q. 1461.

4. L'action en désaveu ne procède pas pour toute autre cause que des offres, aveux ou consentemens, encore que la loi ait exigé pour cet acte un pouvoir spécial, II, 60, q. 1301. — La partie au nom de laquelle a été fait un acte sans pouvoir est la seule qui puisse le désavouer, II, 61, q. 1305. — Seront des actes qui pourraient être déclarés nuls par défaut d'une signature que la loi exige, *ib.*

5. Les huissiers sont comme les avoués, exposés au désaveu, II, 57, n. 294, note 1. — L'action en désaveu n'est pas ouverte contre un avocat, II, 57, q. 1295. — C'est contre l'avoué que l'action peut être intentée pour les assertions préjudiciables à la cause faites par l'avocat, et non publiquement désavouées par lui, II, 57, q. 1295, note 2. — L'action en désaveu est ouverte contre le mandataire qui aurait plaidé devant un tribunal de commerce, II, 58, q. 1296.

6. Dans le cas où la loi exige que l'avoué ou l'huissier soient munis d'un pouvoir spécial, il n'est pas nécessaire que ce pouvoir soit signifié à la partie contre laquelle ils agissent, II, 59, q. 1299. — Mais la partie adverse a le droit d'en demander la représentation, II, 59, q. 1300.

7. Il n'est pas nécessaire de prendre la voie du désaveu avant d'interjeter appel contre une déclaration qui n'a pas été insérée dans les motifs du jugement, II, 56, note 3, § 1. — Quoique le greffier ait mentionné sur le plumeau du jugement, qu'un avoué a pris des conclusions au nom d'une partie, ces énonciations peuvent être combattues sans avoir recours à l'inscription de faux, II, 57, § 2.

8. Le désaveu n'est nécessaire que lorsqu'il existe un mandat exprès ou tacite, II, 224, § 2. — Celle de plusieurs parties, à requête desquelles un appel a été interjeté, qui prétend être étrangère à cet appel, ne peut valablement former l'action en désaveu contre l'avoué constitué par cet acte d'appel, II, 60, q. 1302. — C'est contre l'huissier rédacteur de l'acte d'appel, et non contre l'avoué que la partie doit former d'abord son action en désaveu, lorsqu'elle prétend que l'appel a été interjeté à son insu, II, 61, q. 1303. — Il n'est pas nécessaire en ce cas de s'inscrire en faux contre l'exploit, *ib.* — Il faut nécessairement former l'action en désaveu pour contester des déclarations faites par un avoué dans les qualités d'un jugement, II, 61, q. 1304.

9. De l'acte par lequel le désaveu est fait, II, 61, art. 353. — Il ne suffit pas d'avoir un mandat général pour être autorisé à former un désaveu contre un avoué, II, 61, note 2. — Il est indispensable que le désavouant signe, ou s'il ne sait pas signer, qu'il donne un pouvoir à quelqu'un qui sache signer, II, 62, q. 1306. — La défense au désaveu peut être fournie par requête, II, 63, q. 1308. — Délai pour la production des moyens de défense, II, 63, note 1. —

Signification du désaveu, si celui contre lequel il est dirigé n'exerce plus ses fonctions, II, 63, art. 355. — L'action en désaveu peut être exercée, tant en cas de mort naturelle qu'en cas de mort civile, II, 63, q. 1309.

10. Forme du désaveu quand il est formé dans le cours d'une instance encore pendante, II, 62, art. 354, n. 296. — Tribunal qui doit connaître de l'action en validité du désaveu, selon que l'acte désavoué est extrajudiciaire ou judiciaire, II, 62, n. 296, 63, art. 356; 64, art. 358. — L'action en désaveu formée sous l'appel, relativement à un acte fait en première instance, doit être portée devant le tribunal de première instance, II, 63, q. 1310.

11. Le désaveu formé contre un mandataire constitué devant un tribunal de commerce, ne peut être porté à ce tribunal, II, 63, q. 1311. — Et ce, notwithstanding le consentement des parties, II, 63, note 4.

12. Si la demande en est formée incidemment à une contestation de 1,000 liv. ou au-dessous, il y a lieu au dernier ressort, II, 62, note 1. — Résolution contraire, II, 65, q. 1317. — Délai pendant lequel on peut former l'action en désaveu, II, 62, q. 1307. — *Quid* si le désaveu est formé à l'occasion d'un jugement qui aura acquis force de chose jugée, II, 65, art. 362, n. 302. — Cette disposition s'applique à tout jugement contradictoire ou par défaut, II, 65, q. 1318. — Il est nécessaire dans le cas qu'elle prévoit, de signifier le désaveu à la partie en faveur de laquelle le jugement a été rendu, II, 66, q. 1319. — Le désaveu est recevable, même après le paiement des frais à l'avoué, en retirant les pièces, II, 65, note 3.

13. Sursis à toute procédure jusqu'au jugement du désaveu, II, 63, art. 357. — Le désaveu suspend l'exécution des interlocutoires précédemment rendus, et le jugement du fond, quelque indifférent à ces jugemens, et ne pouvant y influer, II, 64, q. 1312. — Il est dans la vœu de la loi que l'instance de désaveu soit vidée avant celle du fond, et séparément, II, 64, q. 1313. — Toute demande en désaveu à communiquer au ministère public, II, 64, art. 359, n. 299.

14. Une demande en garantie formée contre l'officier ministériel pour mettre à sa charge les conséquences résultant de l'acte faits sans pouvoir, ne peut avoir l'effet de l'action en désaveu, II, 64, q. 1314. — Effets du désaveu déclaré valable, II, 64, art. 360, n. 300.

15. Annulation du jugement rendu en vertu des actes désavoués, II, 65, note 1. — Cette nullité a lieu de plein droit, *id.* q. 1316. — Il n'y a lieu à dommages-intérêts contre le désavoué, qu'après que la partie a inutilement tenté toutes les voies de droit pour faire réformer le jugement dont elle se plaint, II, 64, note 2. — Du jugement par lequel le désaveu est rejeté, II, 65, art. 361, n. 301.

DESCENTE SUR LES LIEUX.

1. Définition de la descente sur les lieux, ou accès de lieu, II, 1. — Formalités simples de cette voie d'instruction, II, 1. — En quels cas elle peut être ordonnée, II, 1, art. 295. — Elle peut être ordonnée en cas de défaut, II, 4, note 1.

2. Circonstances dans lesquelles on peut se dispenser d'ordonner la descente pour s'en tenir à nommer des experts, II, 1, 2, n. 246, q. 1137. — Il n'est pas nécessaire que la réquisition en soit faite par écrit, II, 1, note 2; 2, q. 1140. — Le juge qui dans une matière où il n'échoit qu'un simple rapport d'experts, est requis de descendre sur les lieux, n'est pas tenu de déférer à cette réquisition, II, 2, q. 1138.

3. Les frais de la descente ordonnée sur la réquisition de l'une des parties doivent être mis à la charge de celle qui succombe, II, 2, q. 1139, note 2. — Par quelle partie ils doivent être avancés et consignés, II, 6, article 301, q. 1151.

4. Un jugement motivé par une visite du lieu contentieux faite d'office par le tribunal entier, est nul, si cette visite n'a pas été ordonnée par jugement et constaté par procès-verbal, II, 2, 3, q. 1141. — *Secus* s'il a été ordonné par jugement, et si les parties ont été appelées, II, 5, q. 1152.

5. Juge qui doit être commis pour cette opération, II, 3, art. 296, n. 247. — Il peut être pris indifféremment parmi tous les juges, II, 3, q. 1142. — Il ne peut se faire remplacer par un autre juge, II, 3, q. 1144. — Le tribunal peut commettre un tribunal voisin ou un juge de paix, II, 3, q. 1144. — Comment l'opération doit être poursuivie en ces cas, II, 5, q. 1150.

6. Les faits à vérifier doivent être précisés, dans le jugement qui ordonne la descente, II, 3, q. 1145. — Ouverture de l'opération, II, 3, 4, art. 297, n. 248. — Le jugement qui ordonne la descente doit être levé et signifié à la partie adverse, et l'expédition être jointe à la requête adressée au juge-commissaire, II, 4, q. 1146.

7. La signification de l'ordonnance du juge-commissaire doit être faite à la partie, si elle n'avait point d'avoué en cause, II, 4, 5, q. 1147, 1150. — Et cela quoique un autre défendeur aurait constitué avoué, II, 4, q. 1149.

8. Le juge-commissaire ne peut, quoique la descente ait été ordonnée d'office, y procéder, sans attendre la réquisition de l'une des parties, II, 4, q. 1148. — Ce que le procès-verbal du juge-commissaire doit renfermer, II, 5, art. 298, n. 249. — Cas où le juge-commissaire peut recevoir des renseignements de personnes étrangères au procès, sur quelques points de fait relatifs à la descente, II, 5, q. 1151. — Il ne peut faire lever un plan qu'avec le consentement des parties, II, 5, q. 1152. — La remise de la continuation de la descente à jour fixé ne doit pas être notifiée, II, 5, 6, q. 1153.

9. Poursuite du jugement après l'opération terminée, II, 6, art. 299, n. 250. — Toutes défenses écrites sont interdites, II, 6, note 2. — Quand la présence du ministère public est nécessaire, II, 6, art. 300, n. 251.

DÉSISTEMENT.

1. Définition et objet du désistement, II, 116. — L'acquiescement a les mêmes effets, *ib.* — Acquiescement qui forme contrat judiciaire, II, 116. — La faculté de donner un désistement n'appartient qu'aux parties qui ont la libre disposition de leurs droits, ou qui n'agissent pas pour autrui, II, 117, q. 1452. — La personne qui jouit de ses droits ne peut même se désister d'une instance qui est l'origine d'un droit au profit de la partie adverse ou d'un tiers, II, 117, q. 1453.

2. Ainsi l'appelant ne peut se désister de son appel au préjudice d'un appel incident, *ib.*, II, 173, note 1. — Lorsqu'il y a plusieurs parties en cause, l'une d'elles peut se désister sans le concours des autres, encore que l'objet de la demande soit indivisible, II, 118, q. 1454. — Le demandeur peut en tout état de cause se désister de sa demande, II, 113, note 1, § 3.

3. Quand une partie peut rétracter un exploit ou tout autre acte de procédure, II, 117. — On peut se désister d'un acte de procédure isolé et d'un chef de conclusion, sans se désister de l'instance entière, II, 118, q. 1455.

4. Forme du désistement, II, 117, art. 402, n. 330. — Le désistement doit, à peine de nullité, être signé de la partie ou de son fondé de pouvoir spécial qui peut être son avoué, II, 118, q. 1456. — Le désistement doit être signé tant sur l'original que sur la copie, II, 119, q. 1457. — Il est valable si la copie réfère la signature apposée sur l'original, II, 119, q. 1457.

5. Le désistement et l'acceptation peuvent être faits à l'audience, II, 119, q. 1458. — Le défendeur qui accepte un désistement fait par acte d'avoué à avoué, peut, au lieu de signifier son acceptation, demander qu'il lui soit décerné acte à l'audience, II, 119, q. 1459; 121, q. 1467.

6. L'acceptation du désistement se fait comme le désistement lui-même, II, 121, q. 1465. — On peut jusqu'à l'acceptation rétracter un désistement, II, 121, q. 1466. — En matière de commerce le désistement peut être fait et accepté par un simple exploit extrajudiciaire non signé de la partie, II, 117, note 2, § 4. — Pour dessaisir le tribunal saisi d'un appel qui a été converti en opposition il n'est pas nécessaire que le désistement soit accepté, II, 117, note 2, § 1. — Le refus du défendeur d'accepter un désistement a seulement l'effet de soumettre au tribunal la question de savoir s'il demeurera encore saisi, II, 117, note 2, § 2. — Un désistement doit être pur et simple pour que le défendeur soit obligé de l'accepter, II, 120, q. 1460. — Celui-ci ne peut, en ne l'acceptant pas, demander cependant qu'il lui en soit donné acte, II, 120, q. 1463.

7. L'acceptation d'un désistement conditionnel non signée de la partie est nulle, quoique son avoué mentionne qu'elle ne sait signer, II, 120, q. 1462. — Le désistement conçu en termes injurieux pour le défendeur peut être admis, II, 120, q. 1464. — Le tiers qui découvre des poursuites créées en son nom en matière d'état est censé s'être désisté, II, 120, note 2, § 1. — Le débiteur qui a obtenu l'homologation d'un contrat d'attribution contre ses créanciers est censé s'en désister, si postérieurement il forme une demande en cession de biens, II, 120, note 2, § 2.

8. Effets du désistement, II, 120, 121, article 403, n. 331. — Quoique pur et simple et sans réserve, il n'emporte pas l'anéantissement de l'action, II, 121, note 1. — L'abandon de l'action peut résulter des termes dans lesquels il est conçu, *ib.* — Le désistement accepté opère le même effet que la péremption, II, 121, q. 1468. — Le désistement d'un appel remet de plein droit les choses au même état qu'auparavant, II, 113, note 1, § 2.

9. L'ordonnance qui, sur appel, liquide des frais par suite d'un désistement est susceptible d'opposition quoique contradictoire, II, 122, q. 1469.

V. *Action*, 2; *Actions possessoires*, 10; *Appel*, 57; *Domicile élu*, 2; *Femme mariée*, 3; *Jugement*, 3; *Péremption*, 1; *Vente d'immeubles*, 19.

DÉTENTION.

V. *Emprisonnement*.

DILIGENCE.

Ce qu'on nomme *le plus diligent*, I, 139, note 3.

V. *Priorité*.

DISTANCES.

V. *Délais*, 3.

DISTRACTION (Demande en).

V. *Remendication*.

DISTRACTION DE DEPENS.

V. *Depens*, 11.

DISTRIBUTION par contribution.

1. Motifs et objet des règles établies pour la distribution par contribution entre créanciers, II, 377, 378. — La distribution par contribution a lieu en toute espèce de saisie, II, 378, q. 2157. — Délai donné au créancier et au saisi pour convenir de la distribution par contribution, II, 378, art. 656, n. 487. — De quel jour ce délai commence à courir, II, 379, q. 2161. — Ils ne sont pas tenus de justifier d'une tentative pendant ce délai afin d'une distribution à l'amiable, II, 378, q. 2158. — Ils peuvent convenir de tout autre emploi des deniers qu'une distribution par contribution, II, 379, q. 2159.

2. Le créancier qui a mis obstacle à la distribution à l'amiable, sans justifier de justes motifs, doit payer les frais de la distribution judiciaire, II, 379, q. 2160. — Consignation à laquelle est tenu l'officier qui a fait la vente, si les créanciers et le saisi ne se sont accordés dans

te délai, II, 379, art. 657. — Ce qu'on entend par les mots de l'art. 657, à la charge de toutes les oppositions, II, 379, q. 2164. — L'officier qui a fait la vente peut retenir par ses mains les frais qui lui sont dus, II, 380, q. 2165. — La minute du procès-verbal de vente doit lui rester, II, 380, q. 2166. — Le tiers saisi et l'adjudicataire d'une vente sont tenus de consigner, l'un ce dont il a été jugé débiteur, l'autre le prix de son adjudication, II, 379, q. 2162. — Le tiers saisi doit retenir le montant de ses frais suivant la taxe, II, 380, note 1. — Le curateur à une succession vacante est tenu de consigner, II, 379, q. 2163. — Le jugement qui ordonne le remboursement de sommes consignées doit avoir été rendu à l'audience et contradictoirement entre toutes les parties intéressées, II, 379, note 3.

3. Juge à commettre sur le registre des contributions tenu au greffe, II, 380, art. 658. — A qui la poursuite de la distribution appartient, II, 380, q. 2167. — La réquisition de la nomination d'un juge-commissaire se fait par acte d'avoué sur le registre, II, 380, q. 2168. — Si le poursuivant néglige de faire les actes nécessaires à la distribution, un des opposans peut lui être subrogé, II, 380, q. 2169.

4. Tribunal qui doit connaître la distribution, II, 380, q. 2170. — Sommations de produire à donner aux créanciers, et au saisi de prendre communication des pièces, II, 380, art. 659. — Comment se demande, s'accorde et s'exécute l'ordonnance en vertu de laquelle elles sont données, II, 380, q. 2171. — Dans quel délai et d'après quelle forme les créanciers opposans doivent produire leurs titres, II, 380, 381, art. 660.

5. Ils sont forcés par la seule expiration du délai, II, 381, q. 2173. — Mais ils peuvent prendre part aux deniers dont la masse à distribuer a été augmentée depuis la forenasion, II, 381, q. 2174.

6. L'acte de demande en collocation doit être signé de l'avoué constitué, mais il ne doit pas être signifié, II, 381, q. 2172. — De la demande en collocation afin de privilège, II, 381, 382, art. 661. — Comment le propriétaire peut faire statuer préliminairement sur son privilège, pour raison des loyers qui lui seraient dus, II, 382, q. 2175. — Les frais de poursuite à prélever avant tout, excepté les loyers, II, 382, art. 662. — Les loyers dus au propriétaire qui prime les frais de distribution sont primés par tous autres frais de justice, II, 382, q. 2176. — Ils peuvent également être primés par d'autres privilèges, selon l'ordre établi par le Code civil, II, 382, q. 2177. — Le créancier poursuivant n'a aucun privilège sur les créanciers opposans, II, 383, note 1.

7. Quand l'état de distribution doit être dressé, et poursuites à exercer ensuite, II, 383, art. 663. — On n'est pas obligé de requérir le juge-commissaire à l'effet qu'il le dresse, II, 383, q. 2178.

— Le procès-verbal ne doit être ni levé ni signifié, II, 383, q. 2179.

8. Fureclusion des créanciers qui n'ont pas pris communication dans le délai, II, 383, article 664. — Leurs contredits ne peuvent être reçus après le délai, quoique le procès-verbal ne soit pas clos, II, 383, q. 2180.

9. Clôture du procès-verbal s'il n'y a pas contestation, et mandement à délivrer aux créanciers, II, 383, 384, art. 665. — Leur affirmation est reçue par le greffier sous serment, II, 384, q. 2181. — On ne doit pas indépendamment des mandemens délivrer une expédition du procès-verbal, II, 384, q. 2182. — Le mandement est exécutoire, II, 384, q. 2183.

10. Si les deniers à distribuer sont consignés, le porteur du mandement doit remettre en outre les certificats exigés par l'art. 548 et l'état de collocation, II, 384, q. 2184.

11. Du jugement des difficultés qui peuvent s'élever, II, 384, art. 666. — Si la contestation ne porte pas sur les créances privilégiées, la distribution en peut être préalablement arrêtée, II, 384, q. 2185. — Parties sur le concours desquelles la contestation est jugée, II, 384, 385, art. 667, n. 448, q. 2188.

12. La partie qui n'a pas d'avoué doit être appelée par exploit à domicile, II, 384, q. 2186. — Cas où pour défendre à la contestation on doit appeler un autre avoué que l'avoué le plus ancien, II, 384, q. 2187. — Comment le jugement est rendu, 385, art. 668. — On ne doit signifier aucunes défenses, II, 385, q. 2189. — Les parties ne peuvent plaider avant le rapport du juge-commissaire, mais elles le peuvent après, II, 385, q. 2190.

13. De l'appel de ce jugement, II, 385, article 669. — Pour que le jugement rendu sur contestation soit susceptible d'appel, il suffit que la totalité des sommes à distribuer s'élève au-dessus de 1000 francs, II, 385, q. 2192. — Le délai pour appeler est susceptible d'augmentation à raison des distances, II, 386, q. 2193. — Si les sommes à distribuer proviennent en partie de la vente des immeubles du débiteur, on doit à cet égard se conformer à l'art. 763 du Code, II, 386, q. 2194. — Il n'est pas nécessaire que l'acte d'appel contienne assignation et griefs, II, 386, q. 2195. — Si le débiteur saisi n'a pas constitué avoué, il faut lui signifier à personne ou domicile le jugement et l'acte d'appel, II, 386, q. 2196. — L'instance sur l'appel est sommaire ou ordinaire, II, 385, q. 2191.

14. Clôture du procès-verbal après l'incident, II, 387, art. 670, q. 2197. — Délivrance aux créanciers de leurs mandemens, II, 387, art. 671.

15. Époque où les créances admises en distribution cessent de produire des intérêts, II, 387, art. 672, n. 490.

V. *Délibéré*, 4; *Ordre*, 1; *Saisie-arrest*, 5, 28; *Saisie-brandan*, 6; *Saisie de rentes*, 16; *Succession*, 10.

INDIVISIBILITÉ et indivisibilité d'action et de jugement.

V. *Appel*, 11, 19, 20, 31, 38; *Arbitrage*, 47; *Cession de biens*, 2; *Dépens*, 6; *Dessaisement*, 2; *Garantie*, 10; *Jugement*, 19; *Jugement par défaut*, 15, 21; *Prescription*, 3; *Requête civile*, 3, 12, 14; *Saisie immobilière*, 18, 61, 72, 80; *Succession*, 4; *Tierce opposition*, 8. DOL.

V. *Arbitrage*, 27; *Requête civile*, 4; *Saisie immobilière*, 72.

DOMAINE CONGRÉABLE.

1. Effets du bail qui l'établit, 1, 56.

DOMESTIQUE.

V. *Enquête*, 52; *Exploit*, 9; *Récusation*, 9. DOMICILE.

1. Le domicile comparé à la résidence, 1, 4, 72, 87. — A la demeure, 1, 87, 89. — Ce que c'est que le domicile, 1, 72, note 2. — Domicile où un exploit doit être signifié, 1, 100, note 1. — Moyen de connaître le domicile d'une personne, 1, 102, 105. — S'il est des cas où une personne est censée avoir deux domiciles, 1, 102. — *Quid* si le défendeur assigné devant le juge de sa résidence prouve qu'il a domicile? 1, 4. — De la compétence en cas de changement de domicile depuis la demande introductive d'instance, 1, 72. — Où et comment doivent être assignés ceux qui n'ont aucun domicile connu, 1, 111. — Ceux réputés dans ce cas, 1, 111, note 5. — Quand le domicile d'une personne doit être regardé comme inconnu, 1, 112.

V. *Compétence*, 9; *Contraintes par corps*, 14, 20, 21; *Enquête*, 34; *Exploit*, 6, 11; *Introduction*, 2; *Interrogatoire sur faits et articles*, 12; *Saisie-arrest*, 14.

DOMICILE ÉLU.

1. Comment peut être convenue l'élection de domicile, 1, 77, note 1. — Peut-on citer devant le juge de paix du domicile élu? 1, 4. — Règles générales sur la compétence en cas de domicile élu, 1, 77, 201. — Quand le demandeur ne peut qu'assigner devant le tribunal du domicile élu, 1, 77. — Peut-il revenir du choix qu'il a fait entre l'un et l'autre domiciles, 11, 111.

2. Quand les parties peuvent se désister de l'élection de domicile avant d'avoir intenté l'action, 1, 78. — Si l'élection de domicile produit ses effets contre les héritiers du défendeur, 1, 78. — Si elle s'applique à la demande en rescission de l'acte par lequel elle a été faite, 1, 79. — A la signification des jugements rendus sur l'instance engagée par l'assignation qui a été donnée, 1, 200, q. 608. — Effets du décès ou du changement de demeure de la personne chez laquelle l'élection de domicile a été faite, 1, 79. — Le domicile élu pour l'exécution d'un contrat n'est pas élu pour l'exécution des jugements rendus à l'occasion de ce contrat, 11, 338, note 7.

V. *Appel*, 17, 42; *Acqué*, 3; *Contraintes par corps*, 10, 25; *Délais*, 9; *Exploit*, 12; *Hypothèques*; *Offres*, 2; *Ordre*, 6; *Saisie-exécution*, 6; *Saisie immobilière*, 5, 69.

DAMNAGES-INTÉRÊTS.

1. Ce qu'on entend par dommages-intérêts, 11, 283. — Rapports entre une action en dommages-intérêts et l'action en exécution de l'obligation principale, 1, 169.

2. Liquidation des dommages-intérêts qui doit être faite par le jugement qui les prononce, 1, 171, art. 128. — Il est dû des dommages-intérêts à la partie à laquelle un jugement permet d'en fournir la déclaration, 1, 171, note 3, § 1. — Sur quelle preuve ces dommages-intérêts peuvent être réglés, ib. — La Cour qui adjuge des dommages-intérêts pour des faits postérieurs au jugement de première instance doit les liquider elle-même, 1, 171, note 4. — Déclaration de dommages-intérêts et pièces à signifier quand la liquidation n'en a pas été faite par le jugement qui les a prononcés, 11, 284, art. 523.

3. Cette déclaration doit être signifiée par exploit à personne au domicile, si la partie contre laquelle elle est fournie n'a pas d'avoué en cause, 11, 284, q. 1833. — L'avoué du défendeur ne peut, après un an, occuper sans nouveau pouvoir, sur l'instance de liquidation, 11, 284, q. 1834.

4. Délai dans lequel le défendeur doit remettre les titres communiqués ou faire ses offres, 11, 284, art. 524. — Le délai pour cette remise de titres est de quinze jours, 11, 284, q. 1835. — Le défendeur qui ne remet pas dans le délai les pièces communiquées, encourt les peines portées dans l'art. 191 du Code, 11, 284, q. 1836.

5. Il a le droit de critiquer la déclaration du demandeur, 11, 285, q. 1837. — Ses offres ne font par acte d'avoué à avoué, 11, 285, q. 1838. — Ces offres ne doivent pas être faites à deniers découverts, et il n'est pas permis d'en consigner le montant avant de les avoir renouvellées par exploit à partie, 11, 285, q. 1839.

6. Lorsque le défendeur acquiesce à la déclaration, le demandeur a le droit de l'appeler à l'audience pour qu'il soit rendu un jugement d'expédition ou d'accord, 11, 285, q. 1840. — Si les offres consenties sont jugées suffisantes, le demandeur doit être condamné aux dépens, 11, 285, art. 525.

7. Si le tribunal ne peut pas lui-même évaluer exactement les dommages-intérêts d'après les contestations des parties, il doit nommer des experts ou ordonner une enquête, 11, 285, q. 1841. — Quand un tribunal a liquidé les dommages-intérêts à une somme fixe, mais en ajoutant : *Si mieux l'aient les parties à dire d'experts*, dans un délai fixé, il peut, lorsque les parties sont convenues d'experts, et que ceux-ci ont procédé, ordonner une nouvelle expertise, 11, 285, q. 1842. — La contrainte par corps ne peut être ordonnée par le jugement qui liquide les dommages-intérêts, si le jugement qui les adjuge ne la prononce pas dans un cas où il y était autorisé, 11, 286, q. 1843.

8. Les juges en ordonnant une restitution de fruits ne peuvent fixer le montant de cette resti-

tution cumulativement avec d'autres condamnations de dommages-intérêts, II, 285, note 1.

V. *Contrainte par corps*, 4, 15, 33, 37; *Expertise*, 8, 18, 27, 31; *Faux*, 33; *Règle-*

ment de juges, 7; *Saisie-revendication*, 2; *Tierce opposition*, 9.

DOUBLE ÉCRIT.

V. *Arbitrage*, 17.

E.

ÉCRITURES.

V. *Défenses*.

ÉCROU.

V. *Contrainte par corps*, 29.

EFFET RÉTROACTIF.

V. *Appel*, 35; *Contrainte par corps*, 13; *Expertise*, 2; *Loi*, 1; *Péremption*, 10; *Saisie-arrest*, 16.

ÉGLISE.

Si un exploit peut être notifié en ce lieu, I, 101.

ÉLARGISSEMENT.

V. *Mise en liberté*.

EMPRISONNEMENT.

V. *Audience*, 3, 4; *Contrainte par corps*, 24, 28 et suiv.

ENCHÈRES.

V. *Saisie immobilière*, § 10; *Vente d'immeubles*.

ENFANT.

A quel âge un enfant est réputé pubère, I, 105, note 1.

V. *Enquête*, 56.

ENFANT NATUREL.

V. *Inventaire*, 3; *Scellés*, 3, 14.

ENQUÊTE.

1. DE LA PREUVE PAR ENQUÊTE; 2. FORMES DE L'ENQUÊTE EN JUSTICE DE PAIX; 3. DE L'ENQUÊTE ORNANT LES TRIBUNAUX ORDINAIRES; 4. DES DÉLAIS POUR L'ENQUÊTE; 5. COMMENT ELLE EST PROCÉDÉE; 6. REPROCHES DES TÉMOINS; 7. CONSTATION DE LEURS DÉPOSITIONS; 8. PROROGATION DU DÉLAI DE L'ENQUÊTE; 9. FIN DE L'ENQUÊTE.

1. Définition de l'enquête, I, 37, 351. — En matière criminelle elle est appelée information, I, 351, note 3. — Règles sur l'admission de la preuve testimoniale, I, 351, 357. — Quand il y a lieu à l'enquête par écrit, I, 352. — Aucune règle précise sur le nombre des témoins nécessaire pour établir une preuve suffisante, I, 352, 397, q. 1099. — Le juge qui a à prononcer par suite d'une enquête, doit être considéré comme un juré, I, 397. — Lorsque les parties sont contraintes en faits pertinents et admissibles, la preuve testimoniale est purement facultative; les juges peuvent tirer de l'instruction du procès des documents suffisants pour fixer leur opinion, I, 356, note 2, § 1. — Ils peuvent décider d'après leur seule connaissance personnelle, s'il s'agit d'un point de fait contesté entre les parties, *ib.*, § 2.

2. Les tribunaux civils ne peuvent admettre en preuve d'un fait contesté, des enquêtes qui auraient été ordonnées sur le même fait par un tribunal correctionnel, I, 356, note 2, § 4. — Le jugement qui ordonne une preuve par témoins nommé appointment de contrariété ou appointement à informer, I, 359, note 2.

§ II.

3. Différence entre l'enquête en justice de paix, et celle qui se fait devant les tribunaux ordinaires, I, 37. — Quand et comment elle doit être ordonnée, I, 37, 38. — Si la preuve par témoin est toujours admissible en justice de paix, I, 37. — Nécessité de la contre-enquête, I, 38. — Motifs des déclarations que doit faire un témoin avant de déposer, I, 38.

4. S'il peut être reproché pour cause de parenté, I, 38. — Ce qu'on entend par reproches, I, 39, note. — Quand et comment ils doivent être proposés, I, 40, 41. — Et pourquoi, I, 40. — Si le témoin reproché doit être entendu, I, 40.

5. Sort d'une enquête et d'une expertise quand les parties sont défaut le jour où il y doit être procédé, I, 38, 39.

6. Serment des témoins, I, 39. — Où et comment ils doivent être entendus, I, 42, 43. — Si le délai de l'enquête peut être prorogé, I, 43. — Peine encourue par le témoin qui refuse de comparaître, I, 42. — Si l'indemnité qu'il réclame doit être portée en taxe, I, 41. — Du procès-verbal d'enquête, I, 42, 43. — Forme du jugement quand il n'est pas dressé de procès-verbal, I, 43.

7. Dans quelle forme le juge de paix commis par un tribunal supérieur, à l'effet d'entendre des témoins, doit-il procéder à l'enquête? I, 42, 43, 360, q. 985.

§ III.

8. Règles générales des enquêtes auxquelles il est procédé devant les tribunaux ordinaires, I, 352. — La plupart des formalités prescrites par le Code de procédure, portées sous peine de nullité, I, 353.

9. Des actes prescrits pour la demande en admission à la preuve par témoin, et y répondre, I, 353, art. 252, n. 210. — Ce que signifie articuler succinctement des faits, I, 353, note 1. — Les conclusions qui contiennent la demande doivent être minütées et ne former qu'un seul acte, I, 353, note 3.

10. Les faits doivent être articulés verbalement et à l'audience dans les affaires sommaires commerciales, I, 353, q. 965. — La partie qui a omis de préciser dans l'acte de conclusion quelques faits décisifs, peut, avant le jugement qui ordonne l'enquête, être admise à en faire ordonner la preuve dans un acte additionnel, I, 353, q. 966. — Il n'y a pas exception à ce sujet pour les demandes en séparation de corps, I, 354, note 2. — Des faits articulés en preuve ne doivent pas être rejetés par cela seul qu'ils sont

personnels à celui qui les propose, 1, 336, note 2, § 3. — Il n'y a pas nécessité de préciser les faits, lorsque l'enquête est demandée en matière de recel, 1, 354, q. 967. — On ne peut se plaindre de n'avoir pas été admis à prouver par témoin des faits allégués, quand on n'a pas conclu à cette preuve, 1, 353, note 2.

11. Le délai de trois jours donné au défendeur pour contester les faits n'est pas fatal, 1, 355, q. 968.

12. Cas dans lesquels on peut, sans dénier ni reconnaître les faits, s'opposer à ce que la preuve en soit ordonnée, 1, 355, q. 969. — L'avoué du défendeur peut déclarer qu'il n'entend ni avouer ni contester les faits et s'opposer néanmoins à la preuve, 1, 355, q. 970. — On n'est pas censé avoir acquiescé à l'admission de la preuve testimoniale par cela seul que l'on a provoqué l'exécution du jugement qui admet vaguement la partie adverse à prouver ses allégations, 1, 356, note 2, § 3.

13. Quand des faits sont non pertinents et non concluants, 1, 355. — Le tribunal ne peut tenir pour confessés et avérés que les faits dont la partie a demandé à faire preuve, et non ceux qui ont été simplement articulés dans l'acte de conclusion, 1, 355, q. 971. — Le fait de non contestation ne peut l'autoriser à en ordonner la preuve, si elle est inadmissible, 1, 355, q. 972. — Dans ce cas, s'il l'a admise, l'acquiescement du défendeur le rend non recevable à se plaindre qu'elle ait été admise, 1, 357, q. 976. — Pour établir cette fin de non recevoir, un acquiescement doit être formel et non simplement tacite, 1, 358, note 1.

14. La partie qui laisse passer en force de chose jugée la décision qui a ordonné l'enquête dans ces circonstances, ne peut ensuite contester l'emploi de cette preuve, 1, 358, note 1. — Cas dans lesquels le tribunal, malgré le défaut de dénégation, ne peut tenir les faits pour avérés, 1, 356, q. 973. — Un tribunal ne peut ordonner la preuve d'un fait admissible articulé, et qui n'a été dénié par l'autre partie, ni par acte ni à l'audience, 1, 357, q. 974. — *Sic ut* si cette dernière partie laissait défaut, 1, 357, q. 975. — Un tribunal peut ordonner d'office la preuve des faits qui lui paraissent concluants, si la loi ne le défend pas, 1, 359, art. 254, n. 212. — Une partie est tenue de prouver les faits qu'elle a avancés dans sa plaidoirie, et dont le tribunal a ordonné la preuve d'office, 1, 359, q. 977.

15. Ce que doit contenir le jugement qui ordonne la preuve par témoins, 1, 359, art. 255, n. 213. — Le jugement qui n'énonce pas les faits à prouver est nul, 1, 359, q. 978. — Il doit être considéré comme non avenu, si les faits à prouver, au lieu d'être contenus dans le dispositif, sont énoncés dans les qualités, 1, 359, note 4. — *Quid* si le tribunal omet dans le jugement qui ordonne l'enquête, quelques-uns des faits articulés dans l'acte de conclusions? 1, 359, q. 979. — Le tribunal ne peut, en jugeant, avoir

égard à la preuve de faits décisifs qui pourraient résulter de l'enquête, s'ils n'ont pas été insérés dans le jugement, 1, 360, q. 980.

16. Il peut nommer deux juges-commissaires, l'un pour l'enquête directe, l'autre pour la contre-enquête, 1, 360, q. 981. — Juge qui peut être commis pour recevoir l'enquête, 1, 42, 360, q. 983, 985. — Comment on peut faire remplacer le juge-commissaire en cas d'empêchement, 1, 360, q. 984. — Il n'est pas nécessaire qu'un tribunal en soit requis pour qu'il ait le droit de commettre un juge pour l'enquête qui doit se faire hors de son ressort; il dépend de lui de déférer ou non à cette réquisition, 1, 361, q. 986. — Le tribunal peut rejeter la demande d'une partie tendant au renvoi devant le juge qui serait commis pour un autre tribunal, 1, 361, q. 987. — Quoiqu'un juge étranger ait été commis pour procéder à l'enquête, les témoins qui se trouvent au lieu où siège le tribunal peuvent y être entendus, 1, 361, q. 988; III, 321, q. 3419.

17. La preuve contraire est de droit, 1, 362, art. 256, n. 214. — Ce que l'art. 256 du code exprime par les mots *faits contraires*, 1, 363, q. 990, 390, q. 1079. — Les faits qui doivent être l'objet de la contre-enquête n'ont pas besoin d'être articulés, 1, 362, q. 989. — La partie qui a assisté à l'enquête sans demander à faire la preuve contraire, est non recevable à faire ultérieurement une contre-enquête, 1, 363, note 1.

§ IV.

18. Délai dans lequel l'enquête doit, à peine de nullité, être commencée, si elle est faite au lieu où le jugement a été rendu, 1, 363, article 257. — Motifs de la précision de ce délai, 1, 364, note 1. 2. — Motifs de la forclusion en matière d'enquête, 1, 246, q. 461.

19. A quels jugemens par défaut s'applique le § 1^{er} de cet article, 1, 367, q. 1002. — Si le jugement qui ordonne l'enquête est susceptible d'opposition et rendu faute de plaider, l'enquête doit être commencée dans la quinzaine de la signification, 1, 367, q. 1003. — Le délai de quinzaine ne commence à courir que de la notification de l'ordonnance du juge-commissaire au défendeur, si le jugement qui ordonne l'enquête est rendu faute de constitution d'avoué, 1, 367, q. 1004.

20. La signification du jugement qui ordonne l'enquête fait courir les délais contre toutes parties, même contre le garant qui aurait pris fait et cause, 1, 364, § 2. — Ce délai est suspendu par l'appel du jugement qui l'a ordonné, interjeté depuis sa signification, 1, 363, note 1; 364, q. 991. — Exceptions s'il y a urgence d'entendre les témoins et si le jugement a été rendu dans l'un des cas mentionnés en l'art. 135, 1, 364, q. 992. — Seules circonstances où l'on peut encore admettre les enquêtes d'examen futur, 1,

365, q. 993, note 2. — Le délai de l'enquête, on cas d'appel, reprend son cours à partir de la signification à avoué, de l'arrêt confirmatif ou du désistement de l'appel, 1, 365, q. 994.

21. Il n'est suspendu ni pendant la durée des vacances, ni les jours de fête légale, ni pendant la durée des délais de l'appel, 1, 364, § 5. — Il ne court qu'autant que le jugement contient lui-même la nomination du juge-commissaire, 46, § 3. — Le juge ne peut donner pour commencer l'enquête un plus long délai que celui que fixe la loi, *ib.*, § 4.

22. Une première audition annulée n'empêche pas que l'enquête ne soit commencée dans les délais, si la seconde audition est faite dans la huitaine de l'audition des premiers témoins, 46. — La partie qui a fait faire l'enquête avant l'expiration des délais, ne peut, quoique dans les délais, la faire recommencer pour en réparer la nullité, 1, 366, q. 996.

23. On ne doit pas comprendre le jour de la signification du jugement dans le délai accordé pour commencer l'enquête, 1, 366, q. 997. — Le jugement qui ordonne une enquête en matière sommaire ne doit pas être signifié, 1, 366, q. 998.

24. Il n'y a pas lieu d'opposer la fin de non recevoir résultant de l'expiration du délai, si durant ce délai le tribunal a décerné commission rogatoire sur la demande d'une partie, 1, 366, q. 999. — Il en doit être ainsi, quoique le tribunal, après avoir accordé la commission, n'ait pas fixé un nouveau délai, 1, 367, q. 1001.

25. L'enquête directe et l'enquête contraire doivent être commencées toutes deux dans les délais fixés par l'art. 257, 1, 366, q. 995. — Ce délai ne peut cesser de courir à l'égard du défendeur que par l'appel du jugement qui ordonne l'enquête, 1, 368, q. 1005. — Le défendeur n'est pas forcé du droit de faire une contre-enquête, parce que l'enquête a été achevée dans la huitaine, si elle s'est faite dans un lieu éloigné, 1, 366, 367, q. 1000. — Le délai de l'enquête est fixé si elle doit être faite en un lieu éloigné, 1, 369, art. 258. — En renvoyant devant les premiers juges pour procéder à une nouvelle enquête, les juges d'appel ne sont pas tenus, quelle que soit la distance, de fixer un délai, 1, 369, note 1. — Le tribunal peut fixer un délai pour commencer l'enquête à l'égard des témoins éloignés, et la restreindre aux délais ordinaires à l'égard de ceux qui peuvent être entendus dans la ville où il siège, 1, 369, q. 1008.

26. Le délai fixé par le jugement ne commence à courir que du jour de la signification qui en est faite, 1, 369, q. 1007. — L'enquête qui n'a pas été commencée dans ce délai est-elle nulle ? 1, 369, q. 1008.

§ V.

27. Quand l'enquête est censée commencée, 1, 370, art. 259, n. 217. — De l'ouverture du procès-verbal d'enquête, 1, 370, note 1. — Le

procès-verbal d'enquête doit être ouvert le jour même où l'ordonnance du juge-commissaire est donnée; cependant on peut ne l'ouvrir que le jour de l'audition des témoins, 1, 385, q. 1060. — Ce que les procès-verbaux d'enquête doivent contenir, 1, 384, art. 269.

28. Omissions qui entraînent la nullité de l'enquête ou celle de quelques dépositions seulement, 1, 384, n. 227. — Il n'est pas nécessaire de mentionner au procès-verbal la représentation des originaux d'assignations données aux témoins, s'il est fait mention de la représentation des copies, 1, 384, q. 1059. — Il doit être fait mention de la justification de la copie de l'assignation donnée au défendeur, 1, 384, note 3.

29. Comment s'obtient l'ordonnance du juge-commissaire et sur quelle base il doit fixer le délai pour l'audition des témoins, 1, 370, q. 1009, 1010. — Cette ordonnance doit être datée à peine de nullité, 1, 371, q. 1013. — La partie qui n'aurait pas assigné ses témoins à comparaitre au jour fixé par l'ordonnance du juge-commissaire, peut, si les délais de l'enquête ne sont pas expirés, obtenir une nouvelle ordonnance pour faire son enquête, 1, 370, q. 1011. — Même décision si ces témoins avaient été assignés pour une autre que celle que l'ordonnance indiquait, 1, 371, q. 1012.

30. On ne peut procéder à l'enquête un jour férié, 1, 371, note 1.

31. Notification à donner à la partie pour être présente à l'enquête, 1, 372, art. 281. — L'assignation qui lui est donnée au domicile de son avoué, est nulle, si elle s'adressait à l'avoué personnellement, 1, 372, note 2, § 1. — Elle est soumise aux formalités prescrites par l'art. 61 du Code de procédure, *ib.*, § 3. — Cependant le défaut d'indication du domicile réel, n'en entraîne pas la nullité, *ib.*, § 4. — Lorsque l'enquête doit se faire devant un tribunal éloigné, en vertu de commission rogatoire, l'assignation doit être donnée au domicile de l'avoué constitué devant le tribunal qui a rendu l'appointement à informer, *ib.*, § 2. — Et cela lors même que la partie serait domiciliée dans le lieu où se fait l'enquête, 1, 373, q. 1018.

32. Le délai de trois jours donné à la partie pour être présente à l'enquête, est franc et susceptible d'augmentation à raison des distances, 1, 373, q. 1019, 1020. — L'augmentation a lieu à raison du domicile de l'avoué de la partie assignée, 1, 373, note 1. — Il est inutile d'observer ce délai quand les noms des témoins avaient été précédemment notifiés au défendeur, 1, 381, q. 1053.

33. La nullité de l'assignation donnée au défendeur n'est pas couverte par la contre-enquête à laquelle il ferait procéder, 1, 373, q. 1021. — Peut-elle être couverte par sa présence ou celle de son avoué à l'audition des témoins ? 1, 374, q. 1022. — La nullité de l'enquête n'est pas couverte par des défenses au fond, signifiées avant le jour fixé pour l'enquête, 1, 374, note 1. —

Soul cas où l'enquête peut être faite hors de la présence du défendeur, 1, 376, q. 1031.

34. La notification des noms des témoins peut être faite par acte séparé de l'assignation, pourvu qu'il soit signifié dans le même délai, 1, 374, q. 1023.—On peut y désigner la demeure ou le domicile des témoins, 1, 374, q. 1024.—Le défaut de désignation claire et précise des témoins dans cette notification peut faire rejeter leurs dépositions, 1, 375, note 1.

35. Nullités qui frappent sur l'enquête en entier ou sur quelques dépositions seulement, 1, 375, q. 1025.—Les preuves résultant d'une enquête ne peuvent être opposées à la partie qui n'a pas été assignée pour y être présente, 1, 372, note 1, § 5.

36. Comment les témoins doivent être assignés, 1, 371, art. 260, n. 218.—L'assignation qui leur est donnée doit être signifiée dans la forme ordinaire des exploits d'ajournement, 1, 371, q. 1014.—Le juge-commissaire ne peut entendre des témoins non assignés, à moins que la partie intéressée à écarter leur témoignage, n'y consente, 1, 372, q. 1015.

37. Le délai dans lequel ils doivent comparaitre est franc, 1, 372, q. 1016.—Dispositif dont il doit être donné copie aux témoins, quand l'enquête est faite en vertu du jugement confirmé sur l'appel, 1, 372, q. 1017.

38. Comment les témoins sont entendus, et déclarations qu'ils doivent faire, 1, 375, art. 262, n. 220.—Tempérament admis à cet égard par le Code entre l'ordonnance de 1667 et la loi du 3 brumaire an 2, 1, 375, n. 220.—Les témoins peuvent être entendus à une autre heure que celle fixée par l'ordonnance et par l'assignation, 1, 375, q. 1026.—Il n'est pas nécessaire que le procès-verbal exprime que l'indication des noms, profession et âge des témoins, a été faite sur leur déclaration, 1, 375, q. 1027.

39. Il y a nullité si le procès-verbal mentionne que le témoin a fait la promesse et non le serment de dire la vérité, 1, 376, q. 1028.—Le témoin qui refuse de prêter serment doit être regardé comme défaillant, 1, 376, q. 1029.

40. Comment doivent être entendus les témoins constitués en dignité, 1, 376, q. 1030.—Peines encourues par les témoins défaillants, 1, 376, art. 263.

41. L'ordonnance qui les prononce est susceptible d'opposition et d'appel, 1, 376, n. 221.—Elle est sujette à l'appel tant de la part du témoin condamné que de la part de la partie qui l'a assigné, 1, 378, q. 1041.—L'exécution provisoire en a lieu sans caution, 1, 377, q. 1032.—La condamnation à l'amende est purement facultative, 1, 377, q. 1033.—Il en est autrement des dommages-intérêts, 1, 377, q. 1034.

42. Il n'y a pas lieu à la réassignation des témoins défaillants si le demandeur en dispense, 1, 377, q. 1035.—Si la réassignation est ordonnée, il n'est pas nécessaire d'appeler de nouveau la

partie contre laquelle l'enquête se fait, 1, 378, q. 1043.—Les peines du défaut sont applicables au témoin qui refuse de répondre, 1, 377, q. 1036.—Elles doivent être prononcées après l'audition des témoins présents, 1, 378, q. 1039.

43. La condamnation à l'amende n'emporte pas la contrainte par corps, 1, 378, q. 1040.—Peines applicables si les témoins réassignés sont encore défaillants, 1, 379, art. 264, n. 222.—La contrainte par corps qu'ils ont encourue doit être prononcée par un jugement, 1, 379, q. 1045.—L'amende est de rigueur et doit être prononcée d'office par le juge-commissaire, 1, 379, q. 1046.—Il en est autrement du mandat d'amener, 1, 379, q. 1047.—Les frais d'exécution du mandat d'amener sont à la charge du témoin, 1, 379, q. 1048.—Comment le témoin défaillant peut être déchargé de ces condamnations, 1, 379, 380, art. 265, n. 223, q. 1049.—L'ordonnance du juge-commissaire qui prononce sur ces excuses est susceptible d'opposition et d'appel, 1, 380, q. 1050.—Le juge-commissaire n'a pas le pouvoir de dispenser un témoin de déposer, 1, 377, q. 1038.—En cas de référé par lui au tribunal, le délai de l'enquête est prorogé, 1, 378, note 1.—L'ordonnance qui prescrit la réassignation d'un témoin proroge le délai de l'enquête, s'il expire avant celui de la comparution du témoin réassigné, 1, 379, q. 1044, note 1.

44. Comment doit être entendu le témoin qui justifie être dans l'impossibilité de se présenter au jour indiqué, 1, 379, 380, art. 265, n. 224.—À quelle époque et de quelle manière il doit justifier qu'il est dans l'impossibilité de se présenter au jour indiqué, 1, 381, q. 1051.—Ce qui arrive lorsque les excuses du témoin sont admises ou rejetées, 1, 381, q. 1052.—Comment s'exécute l'ordonnance du juge-commissaire rendue en ces divers cas, 1, 381, q. 1053.—Le procès-verbal d'enquête dressé en cette circonstance à envoyer en minute au greffe du tribunal où le procès est pendant, 1, 381, q. 1054.

45. Remise de l'audition des témoins quand ils n'ont pu être tous entendus le même jour, 1, 381, 382, art. 267, n. 225.

46. De quels faits les confesseurs, les avocats, les avoués, les notaires, les chirurgiens, les sages-femmes et les médecins ne peuvent être contraints à déposer, 1, 377, q. 1037.—Du sauf-conduit en vertu duquel peut comparaître le témoin qui se trouve sous le coup d'une contrainte par corps, 1, 378, q. 1042.

47. Prohibition absolue d'assigner comme témoin celui qui est parent ou allié en ligne directe de l'une des parties, ou son conjoint même divorcé, 1, 382, art. 268, n. 226.—Cette prohibition peut être étendue à la ligne directe naturelle, sans distinction entre l'enfant naturel reconnu et celui qui ne l'est pas, 1, 382, 383, q. 1056.—Pour écarter le témoignage de ces personnes, il n'est pas nécessaire qu'elles soient

reprochées, 1, 382, q. 1055; 385, q. 1062; 399, q. 1103.—Cette prohibition ne doit pas être appliquée en matière de séparation de corps, 1, 383, q. 1057.—Seule exception à la prohibition portée en l'art. 268 du Code de procédure, 1, 383, q. 1058.

§ VI.

48. Causes pour lesquelles les témoins peuvent être reprochés, 1, 398, art. 283, n. 236.—Elles ne sont pas les seules que les juges puissent admettre, 1, 398, q. 1101.—Les juges ont le pouvoir de les rejeter aussi bien que de les admettre, 1, 399, q. 1102.—Les causes de récusation de juges ne sont pas de plein droit des causes de reproches, 11, 83, q. 1363.

49. Si une partie peut reprocher celui qui a épousé la sœur de la femme de la partie adverse, 1, 400, q. 1104.—*Quid* si l'un des conjoints est mort sans enfants? 1, 400, q. 1105.—La parenté ou l'alliance naturelle n'est pas une cause de reproche en ligne collatérale, 1, 400, q. 1106.—La parenté réciproque des témoins n'est pas un sujet de reproches, 1, 400, q. 1107.—Si la partie est héritière ou donataire du témoin, celui-ci peut être reproché, 1, 400, q. 1108.

50. On ne peut reprocher le témoin chez lequel la partie a bu ou mangé en qualité de pensionnaire, 1, 400, q. 1109.—Le témoin qui déclare être cousin issu de germain de la partie et avoir bu et mangé avec elle depuis le jugement qui a ordonné l'enquête peut être reproché, 1, 398, note 1, § 1.—La médiocrité n'est pas un motif suffisant pour reprocher un témoin, 1, 398, note 1, § 2.—On ne peut faire résulter contre une partie l'abandon d'un reproche de ce qu'elle a interpellé le témoin de faire sa déclaration sur le fond de la cause, 1, 398, note 1, § 3.—Le témoin appelé dans une instance de vérification d'écriture ne peut être reproché pour avoir signé avec la personne dont on méconnaît la signature, l'écrit dont la vérification est demandée, 1, 398, note 1, § 4.

51. Le notaire et les témoins d'un acte public ne peuvent être reprochés, lorsqu'ils sont appelés à déposer sur les faits qui ont été l'objet de cet acte, 1, 398, § 5.—On ne peut récuser un témoin qui, sur la sommation d'une des parties, a fait une déclaration extrajudiciaire sur quelques faits du procès, 1, 400, q. 1110.—Ni celui qui a déclaré par lettre avoir connaissance de ces faits, 1, 401, note 1.—Il en serait autrement d'une déclaration par lui faite devant notaire relativement aux faits sur lesquels il est appelé à déposer, 1, 401, q. 1111.—Le témoin qui a donné un certificat sur des faits relatifs au procès, mais étrangers à ceux dont la preuve est ordonnée, n'en est pas moins reprochable, 1, 401, q. 1112.—L'individu qui, en qualité de membre du conseil de famille, a concouru à une autorisation afin d'intenter un procès, ne peut être

reproché comme ayant donné un certificat sur des faits relatifs au procès, 1, 401, q. 1113.—Il en est de même du témoin qui a fait des déclarations en un procès-verbal d'experts nommés pour visiter les lieux, 1, 401, q. 1114.—

52. Ce qu'on entend par le mot domestique dont se sert l'art. 288, 1, 401, q. 1115.—Le reproche fondé sur l'état de domesticité n'est admissible qu'autant que le témoin se trouve alors au service de l'assigné ou ne l'a quitté que depuis le jugement qui a ordonné l'enquête, 1, 402, q. 1116.

53. Le témoin mis en accusation cesse d'être reprochable, s'il vient à être acquitté avant le jugement du procès dans lequel il a déposé, 1, 402, q. 1117.—Il n'est pas nécessaire de reprocher un individu condamné à une peine emportant mort civile, 1, 402, q. 1118.—Les condamnés à peine afflictive ou infamante, ou à une peine correctionnelle pour cause de vol, peuvent être reprochés, 1, 402, q. 1119.—Et cela; quoique leur jugement eût été prononcé par un tribunal étranger, 1, 403, note 2.—Cette incapacité cesse pour les premiers par la réhabilitation, et pour les seconds par l'expiration du délai fixé par leur jugement, 1, 403.

54. Quand et comment les reproches doivent être proposés et constatés, 1, 385, art. 270, n. 228.—Une partie peut reprocher un témoin qu'elle a produit, lorsqu'elle n'a découvert la cause du reproche que depuis l'assignation, 1, 385, q. 1061.—Si le juge peut suppléer d'office les reproches que la partie n'a pas proposés, 1, 385, q. 1062.—A quelles parties les reproches peuvent servir, 1, 386, q. 1063.

55. Il n'est pas nécessaire pour que l'avoué reproche un témoin, qu'il ait un pouvoir spécial, 1, 386, q. 1064.—Les reproches ne doivent être justifiés par écrit que quand ils sont opposés après la déposition du témoin, 1, 386, q. 1065; 397, art. 282, n. 235.—La partie qui propose des reproches avant la déposition du témoin n'est pas tenue d'en offrir la preuve au même instant, quand cette preuve ne peut être faite que par témoins, 1, 406, art. 289.—Y est-elle obligée sous peine de forclusion? 1, 386, q. 1066.—Ce qu'on entend par les mots reproches justifiés par écrit, 1, 400, q. 1100.

56. Le témoin reproché sera entendu, 1, 403, art. 284.—Cette disposition est facultative, 1, 403, note 4.—Les individus âgés de moins de quinze ans peuvent être entendus, 1, 403, 404, art. 285, n. 237.—Jusqu'à quel âge au-dessous de quinze ans cette faculté peut être exercée, 1, 404, q. 1122.—Ils ne doivent pas être dispensés de la prestation de serment prescrite par l'art. 262 du Code de procédure, 1, 404, q. 1121.—S'ils sont défaut, il y a lieu à prononcer contre eux et ceux qui en sont civilement responsables, les peines encourues par le témoin défaillant, 1, 404, q. 1123.

57. Comment il est statué sur les reproches, 1, 405, art. 287, n. 238.—Comment la preuve en

est reçue, 1, 406, art. 290, n. 241.—Le juge n'est pas obligé de vérifier les reproches, si le fait est prouvé par les dépositaires des témoins non reprochés, 1, 403, q. 1126.—Il peut être statué sur les reproches et sur le fond par un seul jugement, 1, 403, art. 288, n. 239.—Il en est pour cela des nullités d'enquête comme des reproches, 1, 403, note 2.—Les juges avant de passer à la décision du fond, doivent statuer préalablement sur les moyens de reproche, 1, 406, note 2.

58. Sort de la déposition, si les reproches sont admis, 1, 406, art. 291.—De l'appel du jugement du fond, quand ils ont été rejetés, 1, 406, q. 1128.

§ VII.

59. Comment la déposition de tout témoin doit être faite et constatée, 1, 387, 388, art. 271, n. 229.—Le procès-verbal d'enquête doit, à peine de nullité, constater que le témoin a fait sa déposition de vive voix, 1, 388, q. 1068.—*Quid* si le témoin est sourd-muet? 1, 388, q. 1067.—On ne peut dans le silence du procès-verbal prouver par témoin que la déposition a été lue, 1, 388, q. 1069.

60. Le juge-commissaire ne doit rédiger la déposition du témoin qu'autant qu'il n'est pas en état de le faire lui-même, 1, 388, q. 1070.—S'il le fait, il n'est pas tenu de conserver les expressions mêmes du témoin, 1, 389, q. 1071.—Il n'est pas tenu, à peine de nullité, de demander au témoin s'il requiert taxe et de mentionner cette demande dans le procès-verbal, 1, 389, q. 1072.

61. But de la lecture de chaque déposition au témoin qui l'a faite, 1, 389, art. 272, n. 230.—Ce que doit faire un témoin si le juge-commissaire refuse de faire à sa déposition les changements qu'il y veut apporter, 1, 389, q. 1074.—Interpellations qui peuvent être adressées au témoin sur ses déclarations, 1, 389, art. 273.—Elles doivent, autant que possible, ne lui être faites qu'après sa déposition, 1, 390, q. 1076.—Elles ne doivent porter que sur les faits compris dans le jugement qui a ordonné l'enquête, 1, 390, q. 1078.—Cependant le juge-commissaire n'a pas le pouvoir de refuser d'insérer des déclarations qui sembleraient étrangères à ces mêmes faits, 1, 390, q. 1079.—Du trouble apporté à la déposition du témoin, par la partie, 1, 392, art. 276.—Une double signature pour la déposition et la réponse aux interpellations n'est pas nécessaire, 1, 390, q. 1077.

62. Les dépositions de chaque témoin doivent être signées de lui, du juge et du greffier, 1, 391, art. 274.—Il ne suffit pas de parapher les changements et additions qui sont écrits à la marge, 1, 391, q. 1081.—La déposition qui contient des ratures est valable si ces ratures sont approuvées, 1, 391, q. 1081. La mention que le témoin ne sait écrire n'équivaut pas à la mention qu'il ne sait signer, 1, 391, q. 1082.—

L'apposition d'une croix ne peut suffire qu'avec la mention que le témoin ne sait signer, 1, 391.

63. Aucun changement possible à la déposition, après qu'elle a été signée, 1, 389, q. 1075.—Le greffier peut être remplacé pour écrire l'enquête par une personne ayant les qualités requises pour exercer ces fonctions et après serment prêté, 1, 391, q. 1080.

64. De la clôture du procès-verbal, 1, 391, art. 275; 392, q. 1083.—L'omission des formalités prescrites à peine de nullité pour la déposition de chaque témoin, ne donne lieu qu'à la nullité de la déposition qu'elle concerne, 1, 389, q. 1073.—Il suffit que le procès-verbal contienne l'observation des formalités prescrites à peine de nullité par les articles indiqués dans l'art. 275 du code, sans énoncer en termes exprès que ces articles ont été observés, 1, 391, q. 1083.—Le vœu de la loi ne serait pas rempli, si l'on se bornait à énoncer que tel article a été observé, 1, 392, note 1.—La signature apposée par les parties sur le procès-verbal ne peut leur être opposée comme une approbation des dispositions qu'il renferme, 1, 392, q. 1085.

65. De la taxe faite au témoin par le juge-commissaire sur la copie de l'assignation, 1, 392, art. 277.—Le témoin peut faire, en vertu de cette ordonnance, toutes les poursuites autorisées pour l'exécution d'un jugement, 1, 392, q. 1086.

§ VIII.

66. Délai dans lequel l'enquête doit être parachevée, 1, 392, art. 278.—Cette disposition s'applique tant à l'enquête directe qu'à la contre-enquête, 1, 392, q. 1087.

67. Si une enquête était composée de plusieurs dépositions reçues en temps utile et de plusieurs autres reçues après le délai, la nullité ne frapperait que sur celles-ci, 1, 393, q. 1088.—Prorogation qui peut être apportée à ce délai, 1, 393, art. 279.—La demande en peut être faite dans tout l'intervalle qui s'écoule à compter du jour où l'ordonnance du juge-commissaire a été obtenue, jusqu'à la huitaine de l'audition des premiers témoins, 1, 393, q. 1089.—Cette demande doit être motivée et fondée sur une cause évidente d'équité et sur de justes motifs, 1, 393, note 1, § 4.—Une prorogation de délai peut être accordée à la partie qui allègue une indisposition, 1, 393, note 1, § 1.—Le juge qui a fixé le délai pour faire l'enquête sans prononcer de déchéance, peut même après l'expiration de ce délai accorder une prorogation, 1, 393, note 1, § 2.—La partie qui n'a fait, pendant la huitaine, pour commencer l'enquête, aucunes diligences, ne peut demander une prorogation de délai pour l'achever, 1, 393, note 1, § 3.—La prorogation du délai pour commencer l'enquête n'empêche pas la partie qui l'a obtenue d'en obtenir une pour parachever cette enquête, 1, 394, q. 1090, 1091; 397, note 1.—Si la partie qui n'a pas fait assigner tous ses témoins

pent, après l'audition de ceux qu'elle a appelés, demander prorogation de délai, à l'effet de faire entendre les autres, 1, 394, p. 1092. — Une partie ne peut obtenir une prorogation de délai pour faire entendre de nouveaux témoins afin qu'ils précisent et expliquent les dépositions qu'ils auraient déjà faites, 1, 395, q. 1093.

68. Comment cette prorogation doit être demandée et ordonnée, 1, 395, art. 280, n. 234. — Il n'en peut être accordé qu'une seule, 1, 395, art. 280, n. 234. — Aucune exception à cette prohibition, 1, 396, q. 1098. — Elle ne peut être accordée que par le tribunal qui a ordonné l'enquête, 1, 396. — Elle ne doit pas être, à peine de nullité, demandée sur le procès-verbal du juge-commissaire, 1, 395, q. 1094.

69. Les juges de commerce peuvent, quand bon leur semble, proroger les délais de l'enquête, 1, 395, note 1, § 2. — Le jour que le juge indique pour référer à l'audience peut n'être pas compris dans le délai fixé pour parachever l'enquête, 1, 396, q. 1095. — Si le juge-commissaire n'a pas été pris dans le sein du tribunal qui a ordonné l'enquête, il ne peut que renvoyer les parties à ce tribunal, en fixant le jour de leur comparution, 1, 396, q. 1096. — Le délai peut être prorogé au-delà de huitaine, 1, 397, q. 1097.

§ IX.

70. Il ne peut être entendu plus de cinq témoins sur le même fait, 1, 397, art. 281. — Poursuites après l'expiration du délai pour faire enquête, 1, 404, art. 286. — La partie qui les exerce doit notifier non-seulement le procès-verbal de son enquête, mais encore celui de sa partie adverse, 1, 405, q. 1125. — Elle doit en même temps faire valoir les moyens de nullité qu'elle voudrait opposer à cette dernière enquête, 1, 405.

71. De l'enquête ou de la déposition déclarée nulle par la faute du juge-commissaire, 1, 406, art. 292. — Distinction entre la nullité de l'enquête et celle de quelques dépositions, 1, 407, n. 243 ; 410, art. 294, n. 245. — L'enquête n'en doit pas moins être recommencée aux frais du juge-commissaire, quoique la faute ne paraisse imputable qu'au greffier, 1, 407, q. 1129. — Les juges peuvent ne pas ordonner une nouvelle enquête, 1, 406, note 3, § 1. — L'enquête jugée nulle sur appel pour n'avoir pas été faite dans les formes ordinaires, ne doit pas être regardée comme annulée par la faute de l'avoué, 1, 407, § 2. — L'enquête ne peut être déclarée nulle sur la demande de la partie qui l'a requise, 1, 407, q. 1130. — On ne peut dans la nouvelle enquête faire entendre de nouveaux témoins, 1, 407, q. 1131. — De quelle époque court le délai pour faire entendre les témoins, 1, 408, q. 1132. — Le nouvelle enquête doit être faite par un autre juge-commissaire que celui qui avait reçu la première,

1, 409, q. 1133. — La partie adverse de celle dont l'enquête est annulée ne peut faire une contre-enquête, 1, 409, q. 1134. — Responsabilité de l'avoué et de l'huissier par la faute desquels une enquête est déclarée nulle, 1, 409, art. 293. — Cette responsabilité s'applique à la nullité d'une déposition isolée, 1, 409, q. 1135. — Motifs de la déchéance de la preuve par voie d'enquête, en cas de nullité prononcée pour cette cause, 1, 409, n. 244, note 3.

72. Une partie peut, après la confection de l'enquête, faire entendre des témoins sur de nouveaux faits par elle articulés, 1, 409, q. 1136. — La cassation du jugement qui a validé une enquête entraîne nécessairement celle du jugement rendu sur le fond, 1, 410, note 2.

V. *Actions possessoires*, 5 ; *Faux*, 27 ; *Interrogatoire*, 5 ; *Matières sommaires*, 7 ; *Séparation de corps*, 6 ; *Tribunal de commerce*, 11 ; *Vérification d'écritures*, 8.

ENREGISTREMENT.

1. Le Code de procédure non applicable aux jugemens rendus en matière d'enregistrement et de domaines, 1, 145, 146, q. 477. — Ces jugemens doivent constater qu'ils ont été rendus sur rapport, 1, 146, note 1. — Le jugement rendu contre une partie faite de produire est susceptible d'opposition, 1, 146, note 4.

2. La règle de l'enregistrement ne peut intervenir dans un ordre sans le ministère d'avoué, III, 46, note 5.

V. *Actes*, 15 ; *Arbitrage*, 43 ; *Citation*, 4 ; *Compte*, 16 ; *Conciliation*, 15 ; *Exploit*, 15 ; *Jugement par défaut*, 4 ; *Saisie-arrest*, 17, 18 ; *Saisie-exécution*, 2 ; *Vérification d'écritures*, 3.

ENTÉRINER.

Signification de ce mot, II, 249, note 3.

ERRÉMENT.

Définition de ce mot, II, 49, note 1.

ERREUR.

V. *Arbitrage*, 13 ; *Compte*, 7, 19.

ESPÈCES.

V. *Offres*, 3.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC.

V. *Appel*, 8 ; *Commune*, 2 ; *Dépens*, 5 ; *Interrogatoire sur faits et articles*, 19 ; *Saisie immobilière*, 36.

ÉTAT.

Où il doit être assigné, 1, 111.

V. *Appel*, 8 ; *Dépens*, 5 ; *Saisie-arrest*, 7.

ÉTAT (cause en).

V. *Reprise d'instance*, 1, 2, 3.

ÉTAT (changement d').

V. *Reprise d'instance*, 1, 2, 5.

ÉTAT CIVIL.

V. *Acte de l'état civil*.

ÉTRANGER.

1. ASSIGNATION DE L'ÉTRANGER. 2. CAUTION QU'IL DOIT FOURNIR EN JUSTICE S'IL EST DEMANDÉ. 3. EFFETS EN FRANCE DES ACTES ET JUGEMENTS FAITS ET RENDUS À L'ÉTRANGER.

1. Où un étranger peut être assigné, 1, 112, note 1. — Si ces règles s'appliquent aux significa-

tinns de jugemens et autres actes judiciaires, 1, 112. — Si elles s'appliquent aux Français habitant hors du continent en établis chez l'étranger, 1, 112. — *Quid* s'il s'agit d'une affaire portée devant un juge de paix en un tribunal de commerce? 1, 113.

§ II.

2. Étrangers soumis à fournir caution de payer les frais et dommages-intérêts auxquels ils peuvent être condamnés, 1, 244, art. 166. — Motifs de cette disposition, *ib.*, n. 125. — Une seule exception apportée à ce principe pour les affaires commerciales, 1, 130; II, 411, art. 423, n. 349. — Il s'étend à toutes personnes, à toutes matières, et conséquemment aux affaires de justice de paix, 1, 246, q. 701. — Aux affaires de la compétence des tribunaux criminels de tout genre, 1, 248, q. 705. — Il s'applique aux Français et aux Françaises qui ont perdu cette qualité, 1, 246, note 3. — Il peut être invoqué par l'étranger défendeur, 1, 247, q. 702.

3. Cette exception ne peut être suppléée d'office par le juge, 1, 247, q. 703. — Elle peut être proposée avant ou après le déclinatoire, 1, 247, q. 704.

4. Un étranger n'est pas tenu de fournir caution si les traités faits avec la nation à laquelle il appartient permettent aux Français d'y plaider sans fournir caution, 1, 244, q. 696. — Les dommages-intérêts pour lesquels l'étranger doit fournir caution sont ceux qui ferment un accessoire à la demande principale, et non ceux qui seraient l'objet de cette demande elle-même, 1, 245, q. 697. — La demande faite en vertu d'un titre exécutoire n'est pas soumise à cette formalité, 1, 246, q. 698. — Le jugement obtenu pour un étranger ne peut être exécuté sans qu'il fournisse caution, s'il est susceptible d'un recours au Conseil d'État, 1, 247, q. 699. — Il en serait autrement si ce jugement n'était susceptible que du recours en cassation, 1, 246, note 1.

5. L'étranger appelant qui a plaidé en cause principale comme défendeur, n'est pas tenu de fournir caution, 1, 246, q. 700. — Il peut y être obligé comme intimé, quand il a été demandeur en cause principale, *ib.* — En tous les cas la caution ne peut être demandée en second degré de juridiction que pour les frais de l'instance d'appel, *ib.*, note 2.

6. Forme de la demande de caution, dans quel délai et comment elle doit être fournie, 1, 248, q. 706. — De son étendue, et comment il peut être suppléée, 1, 187, art. 136, n. 126; 248, q. 707. — Le défendeur peut sous le couvert de l'instance demander qu'elle soit augmentée, 1, 248, q. 708.

§ III.

7. Les jugemens rendus par les tribunaux étrangers et les actes reçus par les officiers étran-

gers ne sont exécutoires en France qu'après avoir été révisés par les tribunaux français, II, 304, art. 546, n. 437. — Les actes dressés en pays étrangers devant des officiers publics compétens font foi de leur contenu, II, 305. — Pour qu'un jugement étranger devienne exécutoire en France, il faut le réviser ou en faire l'objet d'un jugement nouveau, quoique rendu contre un étranger, II, 305. — L'exécution à l'étranger, sans *pareatis*, d'un jugement rendu en France est valable, II, 305, note 2.

8. Le droit de faire réviser ne peut s'exercer lorsque le jugement a été rendu du consentement des parties, II, 304, note 2, § 1. — Ni s'il s'agit d'une sentence arbitrale, II, 306, q. 1900. — D'une sentence arbitrale intervenue sur compromis et rendue exécutoire par l'ordonnance du président, III, 296, note 4. — D'un acte fait en France par un étranger qui a conservé son domicile dans les états du prince dont il est le sujet, II, 306, q. 1901. — Il en est encore de même, lorsque les jugemens étrangers ne sent que la conséquence ou l'exécution des décisions rendues en France, II, 304, note 2, § 2.

9. En tout autre cas le jugement rendu à l'étranger ne peut, avant d'avoir été rendu exécutoire, avoir en France autorité de chose jugée, II, 304, note 2, § 3. — Il ne peut opérer cette exception encore que le Français eût été demandeur, que la matière fût commerciale, et que le tribunal étranger eût été saisi sur renvoi d'un ministre de France, II, 304, note 2, § 3. — Le jugement qui dans l'étranger admet un négociant au bénéfice de cession, n'est point obligatoire pour les créanciers de France, II, 304, note 2, § 3. — Celui qui accorde un sursis à une maison de commerce n'empêche pas de pratiquer en France des saisies-arêts, II, 304, note 2, § 3. — Le jugement rendu sur la question de savoir si des marchandises confisquées comme de bonne prise, appartenaient au Français ou à l'étranger, n'empêche pas la revendication en France de ces marchandises, II, 304, note 2, § 3.

10. Lorsque la succession d'un Français s'est ouverte en pays étranger, que le tribunal du lieu a ordonné la vente des immeubles de la succession situés en France, cette vente doit être autorisée par le juge du lieu de leur situation, et faite selon les formes observées en France, III, 246, q. 3221. — Si les biens de France étaient situés en divers arrendissemens, l'autorisation devrait seulement être obtenue du tribunal du chef-lieu de l'exploitation, III, 247, q. 3222.

V. *Appel*, 7; *Cession de biens*, 3; *Compétence*, 10, 17; *Contrainte par corps*, 6, 44; *Délais*, 11; *Exploit*, 9; *Garantie*, 2; *Saisie-arrest*, 14; *Saisie des rentes*, 6; *Saisie forcaine*; *Tribunal de commerce*, 6.

ÉVASION.

V. *Contrainte par corps*, 25.

ÉVOCAION.

sa définition et son objet, II, 158, note 1.
V. *Appel*, 58; *Renvoi à un autre tribunal*.

EXCEPTIONS.

1. Définition de l'exception, I, 241. — Des exceptions qui résultent de l'incapacité des parties, J. xx; I, 265, note 3. — Définition des exceptions déclinatoires, dilatoires et péremptoires, I, 242.

2. Les exceptions dilatoires doivent être proposées conjointement, I, 281, art. 186, n. 144. — Elles doivent être signifiées avant les fins de non recevoir, ou exceptions péremptoires du fond, I, 281, note 1. — Cette règle s'applique à toute exception, qui a pour objet avoué de prouver au défendeur un délai pour défendre, I, 281, q. 785, note 2. — Les exceptions dilatoires peuvent être proposées successivement si le défendeur ne les a connues que l'une après l'autre, I, 281, q. 786.

3. Des exceptions péremptoires de l'instance et du fond, I, 242. — Ce qu'on entend par fin de non recevoir, I, 242, note 2. — Les exceptions de droit non susceptibles d'être couvertes, I, 243, 244, 265.

4. L'exception tirée du défaut d'intérêt est proposable en tout état de cause, I, 265. — Il en est de même du défaut de qualité qui peut même être suppléé d'office par le juge, I, 266, note 1; 268, note 2. — Autres exceptions péremptoires qui peuvent être proposées contre une action en tout état de cause, même sous l'appel, I, 266. — L'acquiescement est de ce nombre, I, 262, q. 752. — Il en est de même de l'exception fondée sur l'observation des délais en matière d'appel, I, 267, note 2. — De la nullité d'une surenchère sur vente volontaire, résultant de la notification tardive, ou encore du défaut de qualités nécessaires à la saisie, I, 267, note 2. — Conclusions qui font présumer que l'on a renoncé à la prescription, I, 266.

5. Caractères des exceptions de procédure, I, 243, note 2. — Elles se couvrent par la procédure volontaire de la partie, I, 243, note 3. V. *Nullité*. — Ordre dans lequel les exceptions doivent être proposées, I, 243, 244.

V. *Appel*, 19, 52; *Compétence*, 3, 4, 5, 6, 7, 19; *Conciliation*, 17; *Étranger*, § 2; *Garantie*; *Inventaire (délai pour faire)*; *Nullité*, § 3. EXCUSES.

V. *Enquête*, 43, 44, 46.

EXÉCUTION.

1. Les divers modes de poursuivre l'exécution commune à toute décision judiciaire, J. vi. — Pourquoi la juridiction ordinaire doit toujours connaître des difficultés que présente cette exécution, J. xv. — Quelles doivent être ces difficultés pour qu'il y ait lieu à l'application de ce principe, I, 19, 33.

2. Les contestations sur l'exécution d'actes administratifs sont de la compétence des tribunaux ordinaires, II, 311, q. 1914. — C'est à l'autorité administrative et non aux tribunaux qu'il appartient de décider si un acte émané

d'elle a reçu son exécution, II, 311, note 2.

3. Règles générales sur l'exécution des jugemens, II, 279. — Quand elle est volontaire ou forcée, II, 279, 302. — Comment s'opèrent l'exécution par suite d'instance et l'exécution définitive et forcée, II, 279.

4. Règles générales sur l'exécution forcée, II, 302. — Pourquoi les jugemens s'exécutent au nom du roi, I, 198, n. 107; II, 302, n. 436. — Ils ne peuvent être exécutés sur la minute, II, 302, note 1, § 2. — Les cours royales peuvent en cas d'urgence ordonner l'exécution de leurs arrêts sur minute, III, 116, q. 2779.

5. L'intitulé ordonné pour les expéditions des jugemens doit être employé à peine de nullité, I, 198, art. 146, n. 107. — Quelle en est la formule, ib., note 4. — Intitulé et mandement sans lesquels nul jugement ni acte ne peut être mis à exécution, II, 302, art. 515, n. 436. — L'ordonnance exécutoire d'un juge soumise à cette règle comme tous actes susceptibles d'exécution parée, II, 302, note 1, § 1. — Il en est de même des arrêtés et actes administratifs qui consistent des contraventions ou prononcent des condamnations, II, 303, q. 1894. — Excepté les contraintes en matière d'enregistrement, ib. — La formule royale est indispensable, même pour les actes et jugemens d'une date antérieure au Code civil, II, 303, q. 1893.

6. Un titre ne devient exécutoire contre des héritiers qu'après leur avoir été signifié, II, 303, q. 1896. — Les titres exécutoires pour dettes mobilières, contre le mari ou la femme avant le mariage, le sont de plein droit contre la communauté, II, 303, note 1. — Le cessionnaire d'un titre exécutoire n'a pas tenu pour le mettre à exécution de s'y faire autoriser par justice, II, 303, note 1. — Quand l'exécution des jugemens et actes notariés peut être arrêtée, II, 303, q. 1897. — Les jugemens rendus et les actes passés en France sont exécutoires dans tout le royaume sans visa ni paratis, II, 306, 307, art. 547, n. 438.

7. L'exécution d'un acte notarié revêtu de la formule exécutoire hors du département dans lequel réside le notaire qui a délivré la grosse, ne peut être annulée pour omission de la légalisation de cet acte, II, 307, q. 1902. — Seulement le tribunal peut suspendre jusqu'à ce que la formalité de la légalisation soit remplie, à moins que la partie n'ait figuré dans l'acte et n'en conteste pas la sincérité, II, 307, q. 1903. — L'exécution sur une grosse non revêtue du sceau du notaire n'est pas nulle, II, 307, q. 1904.

8. Certificat d'avoué nécessaire pour la mise à exécution des jugemens qui prononcent quelque chose à faire par un tiers ou contre lui, II, 307, art. 548. — Ce qu'on entend par tiers dans cet article, II, 308, q. 1905. — Certificat de non opposition ni appel sur lequel les séquestres conservateurs et tous autres sont tenus de satisfaire au jugement, II, 308, art. 550, n. 439. — Peuvent-ils exiger en outre le certificat de l'avoué

prescrit par l'art. 548, constatant que le jugement a été signifié ? 11, 309, q. 1909. — Il n'est pas nécessaire d'attendre l'expiration du délai de l'appel pour mettre à exécution, vis-à-vis des tiers, un jugement contradictoire non encore passé en force de chose jugée, 11, 308, q. 1906. — Le jugement qui ordonne le remboursement d'une consignation judiciaire n'oblige point les préposés de la caisse d'amortissement à l'exécuter, s'il n'a été rendu que sur simple requête, 11, 308, note 1. — Un conservateur des hypothèques peut refuser la radiation de l'inscription, sous prétexte que le jugement n'a été notifié qu'à domicile élu, 11, 309, q. 1907. — Le tribunal du lieu peut statuer provisoirement sur les difficultés nées à l'occasion de l'exécution des jugements et actes, 11, 311, art. 554. — On peut pour cela s'adresser à un juge de paix, 11, 311, q. 1915.

9. Pourvues à exercer pour insultes envers un officier dans l'exercice de ses fonctions, 11, 311, art. 555. — L'officier chargé de l'exécution d'un jugement ou d'un acte peut requérir lui-même la force armée, 11, 311, q. 1916.

V. *Acquiescement*, 5, 6; *Appel*, 23, 59, 60; *Arbitrage*, 52; *Avoué*, 7; *Compte*, 9; *Cour de cassation*, 2; *Faux*, 23; *Garantie*, 10; *Jugement par défaut*, 13, 15, 20; *Référé*, 3, 7; *Requête civile*, 23; *Saisie-exécution*, § 1; *Saisie-gagerie*, 7; *Saisie immobilière*, § 1; *Séparation de biens*, 7; *Séparation de corps*, 7; *Signification du jugement*; *Tribunal de commerce*, § 4.

EXÉCUTION PROVISOIRE.

1. Ce qu'on entend par demande provisoire et quand elle doit recevoir décision, 1, 182, art. 134, n. 96. — Elle est toujours semmaire, 1, 182, note. — L'exécution provisoire n'appartient pas toujours aux jugements provisoires, ib. — A quelle époque et comment les demandes provisoires peuvent être formées, 1, 183, q. 571. — La jonction du provisoire au fond ne peut guère être ordonnée qu'en matière sommaire, 1, 183, q. 572.

2. Les juges peuvent statuer d'office sur un provisoire non demandé, 1, 183, q. 573. — S'ils se déclarent incompétents sur le fond, ils ne peuvent statuer sur le provisoire, 1, 183, q. 574. — On peut adjuger un provisoire en tout état de cause, 1, 183, q. 575.

3. Quand l'exécution provisoire doit ou peut être ordonnée sans caution, 1, 183, art. 135; 184, n. 97. — Ces règles ne sont applicables que dans les tribunaux de première instance, 1, 184, q. 576. — L'exécution provisoire d'un jugement par défaut peut être ordonnée hors ces cas, s'il y a urgence, 1, 216, q. 639. — L'exécution sans caution d'une condamnation ne peut être ordonnée quoique fondée sur un titre authentique, si ce titre est contesté, 1, 185, q. 577; 186, q. 584, note 3. — Elle doit être ordonnée si la condamnation est fondée sur un droit certain attaché à une qualité non contestée, 1, 184, note 9, § 1. — Sur un testament olographe, ib., § 2. — Sur de précédents jugements ou arrêts, ib., § 3 et 5. — Même décision pour le jugement qui ordonne le

paiement des arrérages d'une rente dont le titre est authentique, ib., § 4. — La promesse reconnue susceptible d'exécution sans caution est une promesse écrite et non méconnue, 1, 185, q. 578. — Elle ne peut être tenue pour reconnue si la partie fait défaut, 1, 185, q. 579. — *Quid* si la créance qui est l'objet de la condamnation a été reconnue au bureau de paix ? 1, 185, q. 580.

4. Quand l'exécution provisoire est de droit, 1, 186, q. 581, note 2. — Hors ces cas elle ne peut être prononcée sans avoir été demandée, 1, 186, q. 583, note 2; 187, note 3. — Le jugement qui accorde une provision est provisoirement exécutoire, 1, 186, q. 585. — Les tribunaux ne peuvent ordonner l'exécution provisoire nonobstant appel ou opposition d'un jugement qui annulerait un emprisonnement ou qui prononcerait l'élargissement d'un débiteur, 111, 102, q. 2739. — Le tribunal qui a ordonné l'exécution provisoire ne peut la suspendre par un second jugement, 1, 187, q. 587. — Si l'exécution provisoire peut être ordonnée nonobstant opposition ou appel, 1, 187, q. 588. — Elle ne peut être ordonnée par un second jugement alors même qu'il prononcerait le déboute d'une opposition au premier, 1, 186, art. 136, note 4. — On ne pourrait même se pourvoir en référé pour faire ordonner l'exécution provisoire, si le péril n'avait été connu que depuis le jugement, 1, 216, q. 640. — Elle ne peut en aucuns cas être ordonnée pour les dépens, 1, 187, art. 137.

5. Le jugement qui reçoit une exécution provisoire est susceptible d'appel, 1, 133. — De la suspension sur appel de l'exécution des jugements mal à propos qualifiés en dernier ressort, 11, 213, art. 457. — La permission d'assigner à bref délai pour obtenir cette suspension doit être demandée par requête, 11, 214, q. 1654. — Les actes faits au mépris de la suspension de l'exécution d'un jugement sont nuls, 11, 214, q. 1655.

6. Comment s'obtient l'exécution provisoire des jugements en dernier ressort non qualifiés ou qualifiés en premier ressort, 11, 213, art. 457. — Poursuite sur l'appel de l'exécution provisoire non prononcée dans les cas où elle est autorisée, 11, 214, art. 458. — Il suffit pour que les cours d'appel puissent ordonner l'exécution provisoire qu'elle soit autorisée par la loi, 11, 214, note 1, § 2. — L'exécution provisoire ne peut être demandée en cause d'appel lorsque la demande n'en a pas été faite en première instance, à moins qu'elle ne doive avoir lieu de plein droit, 11, 214, q. 1656. — Règles à suivre par les juges sur la demande d'exécution provisoire, 11, 215, q. 1658. — Il n'appartient pas au juge de première instance d'ordonner la continuation des poursuites, sous prétexte que l'appel interjeté n'était plus recevable, 11, 214, note 1, § 1.

7. Défenses qui peut obtenir l'appelant à l'exécution provisoire ordonnée hors des cas prévus par la loi, 11, 215, art. 459. — Les juges ne peuvent défendre d'exécuter si la cause est en état sur le fond, 11, 215, q. 1659. — La de-

mande afin de défense ne peut être jointe au fond, II, 215, q. 1660. — Pour proposer ses exceptions contre la demande en surseance l'intimé doit constituer avoué, II, 215, q. 1660. — S'il a fait défaut, il peut former opposition à l'arrêt de défense, II, 215, q. 1662. — On ne peut accorder des défenses sur simple requête communiquée au ministère public, II, 215, q. 1663. — On ne peut non plus se dispenser d'assigner à bref délai, quoique les délais d'appel soient expirés sans constitution d'avoué, II, 215, q. 1664. — La requête à bref délai expédiée par le président ne peut arrêter l'exécution, II, 215, 216, q. 1665. — Des défenses ne peuvent être accordées sur le seul motif que l'exécution n'aurait pas été demandée, II, 216, q. 1666. — L'exécution des jugements ne peut, en aucun autre cas, être arrêtée, II, 216, art. 460, n. 381. — Les juges d'appel peuvent suspendre l'exécution du jugement s'il est argué de faux, II, 216, q. 1667.

V. *Actes*, 9; *Arbitrage*, 49; *Caution*, 2, 3, 6; *Compulsatoire*, 4; *Contraints par corps*, 27; *Enquête*, 41; *Juge de paix*, 6, 11; *Tierce opposition*, 7; *Tribunal de commerce*, 15.

EXÉCUTOIRE.

V. *Arbitrage*, 51; *Compte*, 14, 18; *Dépense*, 13; *Désistement*, 9; *Enquête*, 65; *Expertise*, 25; *Signification de jugement*, 3.

EXPÉDIENT (jugement d')

V. *Désistement*, 1; *Dommages-intérêts*, 6; *Jugement*, 3.

EXPOSITION.

Sens de ce mot, I, 189, note 2.

V. *Actes*, § 2; *Actes de l'État civil*, 5; *Compulsatoire*, 4; *Exécution*, 5; *Jugement*, 17; *Vérification d'écritures*, 14.

EXPERTISE.

1. CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE L'EXPERTISE. 2. VISITE DE LIEUX ORDONNÉE PAR LE JUGE DE PAIX. 3. DE L'EXPERTISE DEVANT LES TRIBUNAUX ORDINAIRES. 4. RÉSERVATION DE QUERAIRES DES EXPERTS. 5. COMMENT LES OPÉRANTS, DONNENT LEUR AVIS ET EN FONT LE DÉPÔT. 6. POURSUITE DU JUGEMENT.

1. Définition de l'expertise, II, 6, 7. — Caractère du rapport d'expert, II, 7, 13, n. 260. — Les juges, greffiers et commis greffiers, ne peuvent remplir les fonctions d'experts, II, 9, q. 1163. — Les juges non astreints à suivre leur avis, II, 24, art. 323. — Exception toutes les fois que la loi a, comme en matière d'enregistrement, indiqué l'expertise, comme moyen spécial de vérifier un fait, II, 24, q. 1220. — Telle est l'expertise sur l'actien en rescision d'une vente pour lésion, II, 24, note 2. — L'avis des experts doit être la règle de la décision définitive lorsqu'il a été donné sur la condamnation à une somme déterminée avec cette alternative, si mieux n'aiment les parties à dire d'experts, II, 24, q. 1221. — En cas d'option pour l'expertise, le tribunal pourrait d'office ordonner une seconde expertise, II, 24, q. 1222.

2. L'article 323 peut être appliqué, bien qu'il

s'agisse d'un rapport d'experts antérieur au Code de procédure, II, 24, note 1, § 5. — Les juges, saisis d'une demande en dommages-intérêts, peuvent en fixer la quotité, sans recourir à nulle expertise, II, 24, note 1, § 1. — Les juges d'appel peuvent adopter la seconde expertise qui aurait eu lieu en première instance, quoique les premiers juges aient jugé d'après la première, II, note 1, § 4.

3. Un rapport d'experts fait foi jusqu'à inscription de faux de son contenu, II, 25, q. 1223. — Règles générales sur cette procédure, II, 7.

§ II.

4. Cas où une visite de lieux peut être ordonnée par le juge de paix, I, 44. — Si les parties peuvent se faire représenter ou assister par des fondés de pouvoir, I, 44. — Comment les gens de l'art et experts qui y sont appelés doivent être nommés, I, 45. — En quel nombre, I, 45.

5. Peut-on récusar les experts en justice de paix? I, 45. — Influence de l'avis des experts sur le jugement, I, 45. — De l'insertion des dires des parties au procès-verbal de visite, I, 45, 46. — Cas dans lesquels il ne peut être dressé de procès-verbal, I, 46. — Ce qu'on entend par résultat de l'avis des experts, I, 46. — Si une nouvelle expertise peut être ordonnée en première instance ou en appel, I, 46.

§ III.

6. Du jugement par lequel le rapport d'experts est ordonné, II, 7, art. 302, n. 252. — Cas dans lesquels il échoit un rapport d'experts, II, 2. — Il peut être ordonné d'office, II, 7, note 1. — Le tribunal n'est pas tenu de déférer à la demande d'expertise faite par l'une des parties, II, 7, q. 1155.

7. Une partie peut, après le jugement, demander que les experts donnent des apurements sur des objets qui n'y auraient pas été compris, II, 7, q. 1156. — Les formalités de l'expertise prescrites par le Code de procédure ne sont pas applicables en matière d'enregistrement et en matière administrative, II, 7, q. 1157.

8. Nombre d'experts, pour une expertise, II, 7, 8, art. 303, n. 253. — Cette disposition est de rigueur, II, 8, q. 1158. — La nomination d'un seul expert ne peut avoir lieu que du consentement unanime des parties, II, 7, note 1. — Cette convention n'est pas valable s'il y a un mineur intéressé, II, 8, q. 1159. — Du cas où, lors du jugement qui ordonne l'expertise, les parties se sont accordées pour nommer des experts, II, 8, 9, art. 304, n. 254. — En cas de dissentiment sur l'un d'eux, le tribunal doit les nommer tous, II, 9, q. 1160. — Il peut décerner acte à chacun des parties de la nomination qu'elle ferait de son expert, et nommer le tiers seulement, II, 9; note 1.

9. Nomination provisoire de trois experts d'office, II, 9, art. 305, n. 255. — Une nomi-

nation d'experts ne peut être faite d'office, sans accorder aux parties un délai pour en nommer amiablement, II, 9, q. 1161. — Suspension de ce délai en cas d'opposition ou d'appel, II, 10, q. 1165. — La partie condamnée au fond avec faculté de faire régler cette condamnation à dire d'experts, n'est pas soumise à ce délai, II, 10, q. 1166. — Le tribunal ne peut sans de graves motifs, après ce délai, rétracter sa nomination faite d'office, II, 9, q. 1162.

10. Déclaration des parties qu'elles se sont accordées pour la nomination des experts, II, 10, 11, art. 306, n. 256. — Elle ne peut être faite sans assistance d'avoué, II, 11, q. 1168. — La nomination faite autrement qu'au greffe n'est pas nulle, II, 10, note 1. — Les parties peuvent convoier d'experts jusqu'à ce que ceux qui ont été nommés d'office aient prêté serment, II, 11, q. 1169. — Comment doit être jugée la contestation qui peut résulter de cet incident, II, 11, q. 1170.

11. Les juges en ordonnant une expertise peuvent adjoindre aux experts nommés telles personnes qu'ils croient capables de fournir des renseignements utiles, II, 9, note 3. — Le tribunal qui nomme d'office des experts n'est pas tenu à peine de nullité de désigner leurs professions et profession, II, 10, q. 1164. — Le jugement qui nomme des experts d'office doit être notifié à la partie défaillante, II, 11, note 1, § 2.

12. Nomination du juge-commissaire, II, 9, art. 305. — Il peut assister à l'expertise si le tribunal l'a ordonné, II, 10, q. 1167.

13. Prestation de serment des experts, II, 11, art. 307, n. 257. — Le délai pour prendre l'ordonnance à cette fin n'est pas fatal, II, 11, article 307. — Il n'est pas nécessaire de sommer la partie adverse d'y être présente, II, 11, q. 1171. — On ne peut demander la nullité de l'expertise sur le motif que les experts n'ont pas prêté serment, si les parties, en les nommant, les en avaient dispensé, II, 12, q. 1172. — Ce que le procès-verbal de prestation de serment doit contenir, II, 15, art. 315. — Cette disposition non prescrite à peine de nullité, *ib.*, q. 1185.

§ IV.

14. Experts qui peuvent être récusés, II, 12, art. 308, n. 258. — Des experts nommés à l'amiable ne peuvent, après le serment, être récusés pour avoir bu ou mangé avec l'une des parties, un reçu d'elle des présents, II, 12, q. 1173. — Dans quel délai et comment les moyens de récusation doivent être proposés, II, 12, art. 309.

15. Le délai de la récusation court du jour de la prononciation du jugement contradictoire, à l'égard des experts nommés d'office, II, 13, q. 1175. — Quand expire ce délai si le jugement est rendu contre une partie qui n'a pas constitué d'avoué, II, 12, n. 259. — Ce délai n'est pas franc, II, 13, q. 1174. — Motifs de ré-

cusation, II, 13, art. 310. — On ne peut récusar un expert pour avoir un procès contre une partie, s'il ne suit pas ce procès en son nom personnel, II, 13, note 2. — La récusation est suspensive de l'effet de la nomination de l'expert, II, 13, q. 1176. — Jugement à rendre si la récusation est vopstée, II, 13, art. 311.

16. Le ministère public doit être entendu quoique la nomination d'experts ait été faite à l'amiable, II, 13, q. 1177. — Le jugement sur la récusation exécutoire nonobstant appel, II, 14, art. 312. — Conséquences de l'appel, *ib.*, n. 261. — L'appel est recevable quoique l'expertise ait été ordonnée dans une matière susceptible d'être jugée en dernier resort, II, 14, q. 1178. — Le tribunal peut nonobstant l'appel statuer sur le fond d'après le résultat de l'expertise, II, 14, q. 1179.

17. Nomination d'office de nouveaux experts, si la récusation est admise, II, 14, art. 313, n. 262; 15, q. 1184. — En ce cas les parties ont-elles de nouveaux délais pour en choisir d'autres? II, 14, q. 1180. — Ces experts sont récusables, II, 14, q. 1181.

18. Domages-intérêts encourus par la partie dont la récusation est rejetée, II, 14, art. 314, n. 263, q. 1182. — Ils ne peuvent être prononcés d'office, II, 15. — Comment la demande en est formée, II, 15, q. 1183. — De l'expert qui n'accepte point sa nomination, II, 15, art. 316. — Aucun cas où l'on puisse contraindre une personne à exercer les fonctions d'expert, II, 15, q. 1189. — Les experts peuvent même après leur prestation de serment refuser d'opérer parce que les frais de leurs vacations n'auraient pas été consignés, II, 16, q. 1190. — Un expert peut, après la prestation du serment, être dispensé, s'il a une cause valable d'excuse, II, 16, q. 1191.

§ V.

19. Comment les parties sont informées de l'époque de l'expertise, II, 15, art. 315. — L'expertise est nulle si la partie qui n'était pas présente à la prestation de serment n'a pas été sommée de s'y trouver, II, 15, q. 1186. — La partie qui n'a pas été présente à la prestation du serment ni sommée de se trouver sur les lieux au jour indiqué, ne peut arguer de nullité l'expertise, si le procès-verbal prouve qu'elle y était présente, II, 15, note 1, § 2. — Les formalités portées en ce titre applicables en matière commerciale, II, 15, note 1, § 1.

20. Les vacations des avoués dans cette opération ne passent point en taxe, II, 15, q. 1187.

21. Pourquoi, où et comment est rédigé le rapport des experts, II, 16, art. 317, n. 264. — Comment ils doivent déférer aux réquisitions que leur forment les parties, II, 16, q. 1192. — Partie du rapport à laquelle les experts peuvent se livrer sans que les parties soient présentes, II, 16, 17, q. 1193. — Les experts peuvent charger l'un d'eux de la rédaction du procès-verbal, II, 18, note 1; 19, note 1.

22. Le rapport fait un jour de dimanche eu de fête légale est valable, II, 18, q. 1198. — Il suffit que l'un des experts ne sache écrire ni signer pour que le procès-verbal doive être écrit par le greffier de la justice de paix, II, 17, q. 1194. — C'est le greffier du lieu que les experts ont visité, et non celui du lieu où ils ont arrêté leur avis, qui doit écrire le procès-verbal, II, 17, q. 1195. — Un notaire ne peut être employé pour écrire le procès-verbal à moins que le greffier de la justice de paix ne soit empêché, II, 17, q. 1196. — Le greffier n'est pas tenu d'écrire sous la dictée de l'expert, II, 18, q. 1197.

23. Les experts dressent un seul rapport et forment un seul avis, II, 18, art. 318. — Ce que le rapport doit être en cas d'avis différens, II, 18, n. 265. — L'expert qui ne partage pas le sentiment de la majorité peut donner ses motifs, mais il ne se nomme pas, II, 19, q. 1202. — Les experts ne sont pas tenus pour former la pluralité de se réduire à deux opinions, II, 19, q. 1200.

24. Ils ne peuvent donner, soit des renseignements, soit un avis, sur des objets qui n'auraient pas été mentionnés dans le jugement qui ordonne l'expertise, II, 19, q. 1201. — Lorsqu'il a été nommé deux experts et qu'ils sont d'avis différens, les juges peuvent statuer, sans nommer un tiers expert pour vider le partage, II, 24, note 1, § 3. — L'omission des formalités prescrites par l'art. 317 n'emporte pas nullité, II, 18, q. 1199.

25. La signature de tous les experts n'est pas absolument nécessaire pour la validité du rapport, II, 19, note 1. — Dépôt au greffe du rapport des experts et taxe de leurs vacations, II, 19, art. 319, n. 266. — Si l'expertise a été ordonnée par une Cour, le procès-verbal doit être déposé en son greffe, II, 19, q. 1204. — Les experts n'ont plus contre chacune des parties l'action solidaire pour leurs vacations, II, 20, q. 1206. — L'ordonnance du président qui déclare exécutoire contre l'une des parties une taxe de frais d'expertise est susceptible d'opposition pendant la huitaine, II, 20, q. 1208.

26. Les experts ne sont pas tenus de faire revêtir leur procès-verbal de la formalité de l'enregistrement, II, 20, q. 1205. — Dans quel délai le dépôt du rapport doit être effectué, II, 20, q. 1206.

27. Actions dont ils sont passibles en cas de retard ou de refus pour ce dépôt, II, 20, article 320, n. 267. — Dans quel cas il y aurait lieu de prononcer la contrainte par corps contre eux, II, 20, q. 1209. — Ils peuvent être condamnés à des dommages-intérêts, II, 20, q. 1210.

§ VI.

28. Notification du rapport et poursuite du jugement, II, 21, art. 321. — Si la partie qui lève le rapport n'est pas celle qui a requis l'expertise, elle peut se faire rembourser de cette

avance comme de frais préjudiciaux, II, 21, q. 1211. — Il n'est pas nécessaire que dans l'acte par lequel l'audience est poursuivie on demande que le rapport soit homologué, II, 21, q. 1213.

29. D'une nouvelle expertise à ordonner si la première est insuffisante, II, 21, art. 322, n. 269. — Elle peut être ordonnée d'office ou sur la demande des parties, II, 22, q. 1214. — Le jugement qui l'ordonne doit mentionner l'insuffisance du premier rapport, II, 22, q. 1215. — Les mêmes experts peuvent être renommés, II, 21, note 2, § 2.

30. Il n'y a lieu qu'à rectifier et non à annuler un rapport d'expert qui ne contient qu'une simple erreur dans l'estimation, II, 21, note 2, § 1. — Des expertises régulières mais défectueuses et insuffisantes en matière d'enregistrement peuvent être écartées, II, 21, note 2, § 3.

31. Les frais de la nouvelle expertise ne peuvent être mis à la charge des experts qui ont fait la première, à moins qu'il n'y ait eu dol ou fraude de leur part, II, 22, q. 1216. — Une nouvelle expertise peut être ordonnée en matière de vérification d'écritures, II, 23, q. 1217. — On ne saurait faire résulter un grief d'appel de ce que les premiers juges ont à tort déclaré insuffisants les renseignements résultant d'une première enquête, II, 23, q. 1218. — Il peut être ordonné une nouvelle expertise dans un cas qui ne serait pas prévu par l'art. 322, II, 23, q. 1219.

V. Arbitrage, 4; *Dénégation sur les lieux*, 2; *Dommages-intérêts*, 7; *Enquête*, 5; *Faux*, 6, 24, 26, 28; *Juge de paix*, 15; *Partage*, 3; *Scellés*, 16; *Tribunal de commerce*, 10; *Vérification d'écritures*, 9, 16.

EXPLOIT.

1. Définition de l'ajournement, I, 71. — Quelles en sont les formalités intrinsèques et extrinsèques, I, 71. — Effets principaux de l'ajournement, I, 71, 72. — Énonciations qu'un exploit d'ajournement doit contenir, I, 81. — Effet de la nullité attachée à leur omission, I, 82.

2. Distinction entre l'exploit simple et l'exploit d'ajournement, I, 82. — Formalités générales de l'exploit, I, 82.

3. Quelle doit être la mention de la date dans un exploit d'ajournement, I, 82. — De quelle utilité il peut être d'indiquer l'heure, I, 82, note.

4. Comment les noms et prénoms du demandeur y doivent être indiqués, I, 83. — *Quid* si l'exploit est signifié à la requête d'un préfet, d'un maire, d'un procureur du roi ? I, 83. — S'il est signifié à la requête de plusieurs, I, 83, 84. — De l'emploi du mot *conjoint* en ce dernier cas, I, 84.

5. Quel quel nom l'assignation donnée par l'entremise d'un mandataire ou d'un commissionnaire doit être faite, I, 84. — De celle qui est donnée au nom d'une personne décédée ou d'un incapable, I, 85. — Quand et comment la profession du demandeur doit être énoncée dans un exploit d'ajournement, I, 85, 86. — Omission

sion de la mention de sa patente dans l'assignation donnée à la requête d'un commerçant, 1, 86. — Comment le domicile y doit être exprimé, 1, 86, 87.

6. Si la mention de la demeure équivaut à l'indication du domicile, 1, 87. — Ces termes *habitant* à expriment-ils le domicile, 1, 87, note 2.

7. En quels termes la constitution d'un avoué doit être faite, 1, 88. — De la constitution d'un avoué désigné par le titre de doyen des avoués, 1, 88. — Un avoué qui est demandeur en privé nom peut-il se constituer lui-même ? 1, 88. — De l'élection d'un autre domicile que celui de l'avoué constitué, 1, 88. — Le défaut de constitution d'avoué dans l'exploit d'appel qui est une nullité, n'est pas suppléé par l'élection de domicile, 11, 210, note 18. — Cette nullité est couverte par la notification de la constitution de l'avoué de l'intimé, 11, 210, note 19. — L'acte d'appel par lequel il a été constitué pour avoué un avocat n'exerçant pas les fonctions d'avoué est nul, 11, 210, note 20.

8. Ce que doit contenir l'immatricule de l'huissier qui signifie l'exploit d'ajournement, 1, 89. — Comment le défendeur y doit être indiqué, 1, 89.

9. Lieu où les exploits doivent être remis et à qui, 1, 100. — S'il peut dans tous les cas être remis à la personne, 1, 101. — De l'exploit remis hors du domicile à un individu qui a dit être celui auquel il s'adressait, 1, 102. — Lieu où doivent être assignés les militaires, 1, 103. — Les marins, 1, 103. — Un individu condamné au bannissement ou à l'exil, 1, 105. — Un détenu ou un prisonnier, 1, 105. — L'assignation donnée à un étranger doit l'être au domicile du procureur-général, 11, 210, note 21. — Conditions requises pour que la copie d'un exploit soit valablement remise à un serviteur de l'assigné, 1, 100. — De l'exploit laissé à un enfant parent ou serviteur de l'assigné, 1, 105. — Application de la disposition qui prescrit la remise de l'exploit à un parent ou un serviteur de l'assigné, 1, 106, 107. — Si on doit regarder comme serviteur un clerc, un secrétaire, un commis, 1, 106. — Nécessité de constater les rapports qui existent entre l'assigné et celui qui reçoit la copie, 1, 107, 108, note. — De l'exploit qui mentionnerait la remise à un domestique ou un serviteur domestique, 1, 108. — Ce que doit faire l'huissier si la personne à laquelle il s'adresse au domicile refuse de faire connaître sa qualité, 1, 90. — Du *parlant* à remplir au crayon, 1, 90, note 2, § 1. — Où doit être placée la désignation de la personne à qui la copie a été laissée, 1, 90. — S'il peut être suppléé par quelque preuve à la mention que la copie a été laissée, 1, 91. — De l'indication dans l'exploit de la demeure et du nom du voisin auquel la copie est offerte, 1, 109. — Si on peut laisser la copie au domestique du voisin, 1, 110. — Ce qu'on entend par voisin, 1, 110. — Mention préalable qui doit être faite dans un exploit pour en remettre la copie au

maire, 1, 109. — Si la remise de la copie au voisin ou au maire peut avoir lieu en cas de notification à un domicile élu, 1, 109, 110.

10. *Visa* à donner sur toutes significations faites à des personnes publiques préposées pour les recevoir, 111, 325, art. 1039. — La disposition pénale de l'art. 1039 ne s'étend pas au *visa* que les maires ou adjoints doivent donner quand l'huissier ne trouve personne qui veuille recevoir une signification, 111, 325, q. 3430. — Quand le défaut de *visa* emporte nullité, 111, 325, note 2.

11. Du changement de domicile de l'assigné, 1, 100. — *Quid* si le nouveau domicile était établi depuis très-peu de temps ? 1, 103. — De l'assignation donnée au précédent domicile faute de connaître le nouveau, 1, 104. — Quelles circonstances peuvent produire un changement de domicile, 1, 105. — Si la nullité d'une assignation pour n'avoir pas été faite au véritable domicile, peut être demandée, lorsque cette exception n'avait pas été opposée sur une première assignation faite au même domicile, 1, 105.

12. Nombre de copies à laisser dans les significations qui sont faites à plusieurs, 1, 112, note 1. — Les exploits signifiés à domicile élu doivent, comme ceux qui le sont à domicile réel, être adressés à chacune des parties par copie séparée, encore que l'exploit concerne des co-héritiers procédant ensemble ou nom de l'auteur commun, 11, 338, § 5.

13. Peines encourues par l'huissier qui ne remet pas lui-même la copie qu'il était chargé de signifier, 1, 111, 114. — Il se rend coupable d'un faux, 1, 114. — Si cette pratique peut être autorisée par l'usage, 1, 114. — Si l'huissier qui signifie un exploit est tenu de dresser acte des réponses et protestations de la partie, J. XIX, note 1.

14. Du libelle de la demande ou de la mention de son objet et des moyens sur lesquels elle se fonde, 1, 91, 116. — *Quid* si cet objet et ces moyens sont contenus dans un acte dont la copie est en même temps signifiée ? 1, 91. — Raisons des énonciations particulières que doivent contenir les exploits en matière réelle ou mixte, 1, 95. — Si ces énonciations sont toujours de rigueur, 1, 96. — Comment le tribunal devant lequel l'assignation est donnée doit être indiqué, 1, 91.

15. Irrégularité de la copie et régularité de l'original et *vice versa*, 1, 94, 95. — Si le défaut de représentation d'un exploit peut être suppléé par la preuve de l'enregistrement qui en a été fait, 1, 94, note 1, § 3.

16. De la signification d'un nouvel exploit en cas de nullité du premier, 1, 94, note 1 § 6. — Si on peut remédier par quelque acte postérieur à la nullité d'un exploit, 1, 96.

17. But de la mention du coût d'un exploit, 1, 99. — Conséquence de son omission, 1, 99.

V. Administration publique ; Appel, 36 ; Avenir ; Citation ; Commune ; Conciliation. 16 ;

Copie, 2; *Délai*, § 2; *Descente sur les lieux*, 7; *Distribution par contribution*, 12, 13; *Enquête*, 31, 36; *Étranger*, 1; *Femme mariée*, 2; *Parenté*; *Saisie-arrest*, § 2; *Saisie immobilière*, 6; *Signification de jugement*, 1, 2.

EXPROPRIATION.

V. *Obligation*; *Saisie immobilière*.

EXTRAIT.

V. *Copie*, 2; *Signification de jugement*, 1.

EXTRAJUDICIAIRE (Acte).

V. *Acte extrajudiciaire*.

F.

FAILLITE.

1. Tribunal compétent pour connaître d'une demande en matière de faillite, 1, 72.—Espèces d'actions qui concernent une faillite, 1, 75, 76, note.—Si le failli ou les syndics peuvent, en demandant, assigner devant le juge du domicile du failli, 75, 76.—Les syndics d'une faillite peuvent être condamnés aux dépens en leur nom personnel, 1, 179, note 2.—Les syndics de créanciers d'un failli ne peuvent lui rendre, au préjudice du propriétaire de sa maison, d'autres meubles que ceux spécifiés dans l'art. 592, n° 2 du Code de procédure, 11, 345, note 1.

V. *Acquiescement*, 5; *Appel*, 10, 29; *Arbitrage*, 12; *Cession de biens*, 3, 4; *Contrainte par corps*, 22, 23.

FAUTE.

V. *Appel*, 5; *Conseil de famille*, 4; *Enquête*, 71; *Expertise*, 31; *Garantie*, 6; *Nullité*, 6, 7; *Prise à partie*, 1.

FAUX.

1. CAS OÙ IL Y A LIEU À INSCRIPTION DE FAUX. 2. PROCÉDURE À LAQUELLE IL DONNE LIEU.

1. Définition du faux et manières dont il se commet, 1, 310.—Le faux dans les écrits se divise en faux matériel et faux intellectuel, 1, 310.—Quand le faux prend la dénomination de faux principal ou de faux incident, 1, 311.—Effets particuliers de la procédure en faux principal et de la procédure en faux incident civil ou criminel, 1, 311.

2. Définition de l'inscription de faux, 1, 14, 286, 312.—Cette voie est aussi celle que doit employer une partie qui agit par action principale au civil, pour faire déclarer une pièce fautive, 1, 316, q. 864; 318, q. 869.—Elle peut avoir lieu contre un acte authentique et contre un acte sous seing privé, 1, 286.—À l'égard des actes sous seing privé la partie a presque toujours le choix entre ces deux voies, 1, 315.

3. Différences entre la procédure en faux incident et la procédure en vérification d'écritures, 1, 311, 312.—Les résultats sont les mêmes quant à l'intérêt privé, 1, 312.—Les dispositions de la procédure en faux puisées dans l'ordonnance de 1637, 1, 312.—Quand une partie peut être reçue à s'inscrire en faux contre la pièce qu'on lui oppose, 1, 313, art. 214.—La simple mention ou citation d'un acte dans les défenses n'est pas suffisante pour autoriser la partie adverse à s'inscrire en faux, 1, 313, note 1.—On peut prendre la voie de l'inscription de faux contre une pièce qui n'a été ni signifiée

ni produit, mais seulement communiqué, 1, 314, q. 858.—La partie qui produit le titre sur lequel sa partie adverse fonde sa qualité peut elle-même l'arguer et s'inscrire en faux contre son contenu, 1, 316, q. 865.—On peut s'inscrire en faux contre des chiffres insérés dans un acte, 1, 317, q. 866.

4. Le faux moral, intellectuel ou substantiel dans un acte authentique ne peut être combattu que par la voie de l'inscription de faux, 1, 317, q. 867.—Serès de la simulation, 1, 317, note 1.—Le faux matériel, quoique frappant, rend-il nécessaire la procédure en inscription de faux? 1, 318, q. 868.

5. Il n'est pas besoin de s'inscrire en faux pour combattre la qualité accidentelle donnée à un témoin dans un acte notarié, 1, 313, note 3, § 3.—Ni pour contester le fait de savoir si un testateur a réellement pu signer son testament, 1, 313, note 3, § 5.—Pour établir que le juge porté dans l'expédition d'un jugement n'y a pas concouru, 1, 313, note 3, § 9.—Il n'y a pas lieu à inscription de faux contre un livre-journal, 1, 313, note 3, § 11.

6. On ne peut attaquer par voie d'inscription de faux un rapport d'experts, sur le motif que les experts, au lieu de se réunir au jour désigné, venaient à d'autres opérations, 1, 313, note 3, § 7.

7. On ne peut attaquer que par cette voie la mention qu'offre un testament qu'il a été écrit par le notaire, 1, 313, note 3, § 4.—Un testament olographe, à raison de la fausseté de la signature, si on l'a exécuté, 1, 313, note 3, § 6.—L'individu qui s'applique un acte de naissance contraire à sa possession d'état, ne peut être admis à prouver son identité, en s'inscrivant en faux contre l'acte de décès de la personne dénommée dans cet acte de naissance, 1, 313, note 3, § 1.

8. Une partie peut s'inscrire en faux en tout état de cause, mais non après le jugement qui termine le procès, 1, 316, q. 863.—On peut sur l'appel d'un jugement d'expropriation s'inscrire en faux contre l'acte qui a motivé la poursuite, bien qu'en première instance on ait conclu au fond, 1, 313, note 3, § 8.—On peut faire annuler une contrainte par corps prononcée par un jugement ayant force de chose jugée, en s'inscrivant en faux contre le titre sur lequel il est fondé, 1, 313, note 3, § 10.—Dans une instance en cassation on peut s'inscrire en faux contre l'arrêt dénoncé, 1, 313, note 3, § 2.—Une partie poursuivie en paiement d'un titre ne

peut plus s'inscrire en faux, si elle s'est bornée à en alléguer la fausseté, et qu'il y ait eu condamnation nonobstant cette allégation, 1, 313, note 3, § 12.—Même décision si le titre a été vérifié précédemment sur une plainte en faux principal, 1, 314, note 13, q. 859; 341, q. 943.—Si le renvoi au criminel, dans le cas de motifs à une poursuite en faux principal, doit être ordonné avant ou après les plaidoiries sur les moyens de faux, 1, 315, q. 860.—Un codébiteur solidaire peut attaquer par inscription de faux l'acte sous seing privé reconnu vrai à l'égard de son codébiteur en ce qui a rapport à la signature, 1, 315, q. 861.—Celui qui n'a pas été partie au jugement qui statue sur le faux peut l'attaquer par voie de tierce opposition, 1, 316, q. 862.—Différence entre une pièce fautive et une pièce falsifiée, 1, 313, note 2.

§ II.

9. Déclaration de vouloir s'inscrire en faux et sommation dont elle doit être précédée, 1, 318, art. 215, n. 172.—Un acte d'ajournement dans les formes est nécessaire, s'il s'agit de la poursuite d'un faux par action directe, devant le tribunal civil, 1, 318, q. 869.—Il n'est pas nécessaire que la sommation soit signée du demandeur, 1, 318, q. 870.—La réponse à cette sommation doit être signée de la partie, ou d'un fondé de pouvoir spécial, 1, 319, art. 216, n. 174.—Autrement on ne doit avoir aucun égard à cette déclaration, 1, 321, q. 878.—Si la déclaration en inscription de faux porte sur le pouvoir en vertu duquel un mandataire agit en justice, celui-ci est partie principale, c'est à lui de soutenir la validité du mandat, 1, 321, q. 879.—La sommation doit être considérée comme non avenue, si elle est faite sous le cours d'un délibéré sans rapport, 1, 319, q. 871.

10. Le délai donné au défendeur pour fournir sa réponse est franc et susceptible d'augmentation, à raison de son éloignement, 1, 319, q. 872.—Elle peut être faite après l'expiration de ce délai jusqu'à la notification de l'avenir, à l'effet de rejeter la pièce, 1, 320, q. 873.—Le tribunal peut proroger ce délai, 1, 320, q. 874.

11. La réponse du défendeur ne peut être donnée sous condition ou restriction, 1, 320, q. 875.—Quid de la déclaration d'entendre en tel sens une énonciation insérée dans la pièce, sans ajouter que l'on veut se servir de cette pièce? 1, 322, q. 880.—Une réponse négative ne peut être rétractée, à moins qu'elle n'ait eu pour cause l'erreur, la fraude ou la crainte, 1, 320, q. 876.—Elle peut être rétractée si la partie a déclaré vouloir se servir de la pièce, 321, q. 877.—Conséquences de ce que le défendeur n'a fait aucune déclaration ou déclaré qu'il ne voulait pas se servir de la pièce, 1, 322, art. 217, n. 175.—Le ministère public doit être entendu avant le jugement qui rejette la pièce, 1, 322, q. 881.—Ce rejet et le fond peuvent être poursuivis en même temps, 1, 322, q. 881, 882.

12. Poursuite en inscription de faux, si le défendeur déclare vouloir se servir de la pièce arguée, 1, 322, art. 218.—Forme de la déclaration que l'on nomme inscription de faux, 1, 323, n. 176.—Une partie peut se désister de cette déclaration, et se borner en conséquence à déclarer ne pas reconnaître l'écriture de l'acte qui en était l'objet, 1, 323, q. 883.—Aucun délai pour faire cette déclaration, 1, 323, q. 884.—À défaut de cette déclaration, le demandeur peut être présumé avoir abandonné l'instance, 1, 322, note 2.

13. L'avoué du demandeur peut être établi son fondé de pouvoir spécial à cette fin, 1, 323, q. 885.—Cette déclaration ne peut être reçue si la partie ou le procureur, dont elle a fait choix, ne sait signer, 1, 323, q. 886.—Il n'est pas nécessaire que la procuration soit annexée à l'original de l'acte d'inscription, 1, 324, q. 887.

14. L'incident peut être écarté en cas d'omission des formalités prescrites pour l'acte d'inscription, 1, 324, q. 888.—Un seul procès-verbal suffit pour plusieurs qui déclarent s'inscrire en faux, 1, 324, q. 889.—Le juge peut refuser d'admettre l'inscription, 1, 324, q. 890.—Une transaction intervenue sur des pièces fausses n'établit pas une fin de non recevoir contre l'inscription de faux poursuivie contre ces pièces, 1, 322, note 2, § 2.

15. Trois degrés qu'il faut nécessairement parcourir pour arriver à l'apurement du faux, 1, 322, note 2, § 3.—De la remise au greffe par le défendeur de la pièce arguée de faux, 1, 324, art. 219, n. 177.—Si ce dépôt n'a pas eu lieu par la faute de son avoué, il doit être condamné aux frais de l'incident, 1, 324, note 2.

16. Le délai fixé pour cette remise qui peut être faite par l'avoué de la partie, n'est pas susceptible d'augmentation à raison des distances, 1, 324, q. 891.—Ce délai ne peut être considéré comme fatal et préemptoire, 1, 325, q. 892.—Poursuite que peut exercer le demandeur à défaut de cette remise dans le délai, 1, 325, art. 220, n. 178.

17. Intérêt qu'il peut avoir à se charger de faire remettre la pièce, plutôt que d'en poursuivre le rejet, 1, 325, q. 893.—Comment cette remise est poursuivie, 1, 326, art. 221, n. 179.—Le juge-commissaire ne peut ordonner d'office l'apport de la minute de la pièce arguée, ni en référer au tribunal qui l'ordonnerait, 1, 326, q. 895.—Le demandeur peut, en faisant admettre l'inscription, conclure à ce que l'apport de la minute de la pièce arguée soit ordonné, 1, 326, q. 896.—Le défendeur doit être appelé pour voir statuer le juge-commissaire sur l'apport de la minute, 1, 326, q. 897.—Celui-ci peut, s'il ne veut prendre sur lui d'ordonner cet apport, en référer au tribunal, 1, 327, q. 898.—Continuation qui peut être ordonnée de la poursuite du faux, sans attendre l'apport de la minute, 1, 327, art. 222, n. 180.—Un tribunal peut décider qu'il n'y a pas lieu à donner

suite à l'inscription de faux contre une minute d'acte, lorsque le notaire qui en est censé dépositaire certifie qu'elle n'existe pas, 1, 327, note 1. — Le tribunal ne pourrait ordonner un procès-verbal de perquisition sur les répertoires et registres du dépositaire, *ib.*, note 2. — Délai pour l'apport de la minute quand cette mesure a été ordonnée, 1, 327, art. 223, n. 181.

18. Diligences à exercer contre les tiers détenteurs pour l'apport de ladite minute, 1, 328, article 224, n. 182. — Le délai prescrit pour ces diligences n'est pas celui dans lequel l'apport de la pièce doit être fait, 1, 328, q. 901. — Le défendeur doit dénoncer ses diligences au demandeur, 1, 328, q. 902. — Procès-verbal de l'état de la pièce après sa remise au greffe, 1, 329, art. 225, n. 183.

19. Ordonnance du juge-commissaire à obtenir pour la sommation qui doit être donnée à l'autre partie d'être présent au procès-verbal, 1, 329, q. 904. — S'il y a lieu de dresser conjointement ou séparément procès-verbal des minutes et des expéditions arguées de faux, 1, 329, art. 226, n. 184. — Ce que doit constater ce procès-verbal, et en présence de quelles personnes il doit être dressé, 1, 329, art. 227, n. 185. — Circonstances qui y sont ordinairement relatées, 1, 329, 330, q. 905. — La partie qui a omis de requérir alors les apurements qu'elle croirait être dans son intérêt, est non recevable à les demander plus tard, 1, 329, note 2.

20. Communication que le demandeur peut prendre de la pièce arguée, 1, 330, art. 228, n. 186. — Elle peut être prise par son avoué et elle ensemble ou séparément, 1, 330, q. 906. — Ils peuvent se faire assister d'un conseil, 1, 330, q. 907. — Le défendeur a le même droit, 1, 330, q. 908.

21. Délai pour la signification des moyens de faux, et ce qu'ils doivent contenir, 1, 330, art. 229, n. 187; 331, q. 910. — Ce délai n'est qu'un comminatoire, 1, 330, note 1. — S'il a été dressé un procès-verbal de l'expédition arguée de faux, et un procès-verbal de la minute, le délai court à partir du dernier procès-verbal, 1, 331, q. 909. — La procédure sur les moyens de faux divergente de celle qu'établissait l'ordonnance de 1737, 1, 331. — Celui qui demande à prouver le faux intellectuel d'un acte en tant qu'il constate certains faits, doit, à peine de nullité, indiquer des faits incompatibles avec les faits par lui déniés, 1, 330, note 2. — On peut dans l'intervalle qui s'écoule entre la signification des moyens de faux et le jugement, notifier de nouveaux moyens, 1, 331, q. 911. — Le demandeur ne peut articuler à l'audience des moyens qui n'auraient pas été signifiés, 1, 331, q. 912. — Réponse du défendeur à la signification des moyens de faux, 1, 331, art. 230. — Le délai pour signifier cette réponse n'est qu'un comminatoire, 1, 331, q. 913. — Le défendeur n'est pas tenu de le fournir, 1, 331, q. 914. — Il peut

former opposition en jugement par défaut qui interviendrait contre lui, 1, 332, q. 915.

22. De l'admission et du rejet des moyens de faux, 1, 332, art. 231, n. 189. — Circonstances où il y a lieu de joindre les moyens de faux, soit à l'incident de faux, soit à la cause principale, 1, 332, q. 916. — Dans tous les cas l'incident doit être vidé avant tout jugement même préparatoire sur le fond, *ib.* — Le jugement qui prononce l'admission ou le rejet des moyens de faux est interlocutoire, 1, 333, q. 918. — S'il y a partage entre les juges il faut appliquer l'art. 118 du Code, et non prononcer le rejet, 1, 333, q. 918.

23. C'est le plus ordinairement après ce jugement qu'il y a lieu de prononcer la suspension provisoire de l'acte authentique argué de faux, 1, 334, q. 924; 349, note 1. — L'art. 1319 du Code civil n'est applicable qu'aux plaintes en faux qui ont pour objet des actes non-seulement authentiques, mais revêtus d'un caractère exécutoire, 1, 350, note 1.

24. Les moyens de faux susceptibles d'être prouvés tant par titres que par témoins et par experts, 1, 333, art. 232, n. 190. — Les experts ne peuvent être nommés que d'office, 1, 333, n. 190, note 1. — Cas où l'on doit nommer d'autres experts que des experts écrivains, 1, 334, q. 922. — Il n'est pas nécessaire que les experts écrivains soient des personnes professant l'art de l'écriture, 1, 334, q. 923.

25. Le tribunal peut ordonner conjointement les trois genres de preuves, ou seulement tel ou tel d'entre eux, 1, 334, q. 919. — Les moyens peuvent être suffisamment prouvés par témoins, quoique les autres genres de preuves aient été autorisés, 1, 334, q. 920. — La preuve contraire à celle qui a été ordonnée par le jugement est de droit, 1, 334, q. 921.

26. Moyens de faux qu'il est permis aux experts de vérifier, 1, 335, art. 233, n. 191. — Il est permis aux experts commis pour constater un faux matériel de reconnaître à des pièces de comparaison, quoiqu'ils n'aient à prononcer que sur une surcharge et un grattage, 1, 335, note 1. — Le tribunal n'est pas lié par l'avis des experts, 1, 335, q. 925.

27. Formalités particulières à observer pour l'audition des témoins, 1, 335, art. 234, n. 192. — Si les moyens de faux sont fondés sur ce que les témoins instrumentaires d'un testament n'ont pas assisté à la confection entière de cet acte, on peut prouver ce fait par la déposition même de ces témoins, 1, 335, q. 926. — Il en doit être de même dans le cas où ces témoins auraient à déposer, non sur un fait matériel, mais sur un fait qui résulterait du sens à attacher à une expression employée par le notaire dans la rédaction du testament, 1, 336, q. 927. — Emploi des pièces que les témoins peuvent représenter dans leurs dépositions, 1, 337, art. 235, n. 193. — Elles doivent être décrites et paraphées par le juge-commissaire, 1, 337, q. 930. — Le juge-commissaire doit mentionner, dans son

procès-verbal, l'exécution des formalités prescrites relativement à la présentation des pièces et au paragraphe que les témoins y doivent apposer, 1, 337, q. 929. — Les pièces qui doivent être représentées aux témoins entendus après leur remise, peuvent l'être aussi à ceux qui ont été entendus avant, 1, 337, q. 931. — L'enquête doit précéder l'opération des experts, 1, 337, q. 928.

28. Forme dans laquelle doit se faire la preuve par experts, 1, 337, 338, art. 236. — Il faut puiser dans les dispositions qui sont portées en matière de vérification d'écriture, pour l'apport et le renvoi des pièces de comparaison, les principes qui s'accordent avec la procédure en inscription de faux, 1, 328, q. 903; 338, q. 932. — Le procès-verbal de présentation des pièces de comparaison à remettre aux experts, est celui qui constate la remise de ces pièces au greffier par les dépositaires, 1, 338, q. 933. — Le juge-commissaire peut, en matière d'inscription et sans le recours au tribunal, recevoir les pièces de comparaison, 1, 338, q. 934. — Le demandeur ne peut s'inscrire en faux contre les pièces de comparaison produites par le défendeur, 1, 338, note 1. — Le juge-commissaire peut ordonner d'office la représentation aux experts des pièces que les témoins auraient jointes à leur déposition, 1, 339, q. 935. — Du cas de récusation, soit contre le juge-commissaire, soit contre les experts, 1, 339, art. 237, n. 195.

29. Le jugement poursuivi sur un simple acte, lorsque l'instruction est achevée, 1, 339, art. 238, n. 196. — L'instruction entièrement achevée par la confection de l'enquête ou du rapport, et les écritures faites depuis, non susceptibles d'être taxées, 1, 339, q. 936. — Chose à mettre en discussion au jour indiqué par l'avenir, 1, 346, n. 204. — Poursuites contre le coupable, s'il résulte de la procédure des indices de faux ou de falsification, 1, 340, art. 239, n. 197. — Le président n'est pas obligé de décerner le mandat d'amener à délivrer contre la personne inculpée, 1, 340, q. 937. — S'il a décerné le mandat d'amener, il n'a pas le droit d'interroger le prévenu, 1, 340, q. 938. — Les tribunaux du lieu où il a été fait usage de pièces fausses, peuvent être saisis du faux, 1, 340, q. 937.

30. La dénonciation officielle du crime de faux et la suspension de l'instance civile, peuvent être poursuivies avant que l'instruction sur le faux incident soit achevée, 1, 340, q. 939; 341, art. 240, n. 198. — Si cette surseance n'était pas ordonnée, il y aurait nullité des procédures postérieures, 1, 341, note 1. — Le tribunal doit constater par jugement que les pièces seront transmises à l'autorité chargée de poursuivre le faux, et qu'en conséquence il sera sursis à statuer au civil, 1, 341, q. 941. — Il n'y a pas lieu au sursis, si la vérité ou la fausseté de la pièce arguée ne peut avoir aucune influence sur la contestation principale, 1, 341,

q. 942. — Le jugement rendu sur l'action publique détermine-t-il nécessairement les résultats des poursuites civiles qui ont été suspendues? 1, 341, q. 943; 342, note 1. — Sursis à ordonner si le demandeur s'est, durant l'instruction sur le faux incident, pourvu par la voie criminelle en faux principal, 1, 349, art. 250. — Avant de surseoir, le tribunal doit examiner si le procès peut être jugé, indépendamment de la pièce arguée, 1, 349, q. 960. — Le demandeur en faux incident peut se pourvoir en faux principal avant le jugement de l'instance civile, quoique son inscription ait été rejetée pour omission de formalités, 1, 350, q. 961. — Il peut intenter cette action quoique l'autre partie ait, sur la sommation à elle donnée, déclaré ne vouloir se servir de la pièce arguée de faux, 1, 350, q. 962. — Le sursis doit être ordonné quoique une pièce authentique soit produite au procès, 1, 350, q. 963. — Il y a lieu de statuer sur le fond si, postérieurement à ce sursis, le demandeur ne prouve pas qu'il s'est pourvu en faux principal, 1, 349, note 1, § 1. — Lorsque dans le cours d'une saisie immobilière on rend plainte en faux principal contre des actes du ministère de l'huissier, il doit être sursis aux poursuites, quoique la mise en accusation du prévenu n'ait pas encore eu lieu, 1, 349, note 1, § 2. — La partie demanderesse en faux incident civil, ne peut provoquer l'exécution de la part du ministère public, de la disposition de l'art. 460 du Code d'inst. crim. ib., § 3. — Limites du sursis à l'exécution du jugement qui, en statuant sur l'inscription de faux, ordonne la suppression de la pièce déclarée fautive, 1, 342, art. 241, n. 199. — Si le jugement a été rendu contre un mineur, la sursis doit durer jusqu'à sa majorité, 1, 343, q. 944.

31. Ce que le législateur a entendu par *suppression*, *lacération*, *réformation*, de la pièce jugée fautive, 1, 343, note 1. — Le jugement rendu sur le faux statue sur la remise des pièces à ceux qui les ont fournies, 1, 343, art. 242, n. 200. — Délai pendant lequel il doit être sursis à la remise de toute pièce, à moins que le tribunal n'en ait autrement ordonné, 1, 344, art. 243, n. 201. — Les parties elles-mêmes et les témoins peuvent, durant ce délai, obtenir la remise de leurs pièces, 1, 344, q. 945. — Les frais de la remise des pièces sont à la charge de celle des parties qui a succombé dans l'incident d'inscription, 1, 344, q. 946.

32. Injonction aux greffiers de se conformer exactement à ces dispositions, 1, 344, art. 244, n. 202. — Cas où il est possible de dommages-intérêts et même de poursuites criminelles, 1, 345, note 1, 2. — Il n'est pas besoin de recourir à l'autorisation du conseil d'État pour sa mise en jugement, 1, 345, q. 947. — Droit qui leur est accordé de délivrer expédition des pièces remises au greffe à l'occasion de cette procédure, 1, 345, art. 245. — Ce que doit porter le jugement qui l'autoriserait à donner copie au

expédition des pièces prétendues fausses, I, 345, q. 948. — L'art. 839 du Code lui est applicable, I, 345, q. 949.

33. Condamnations encourues par le demandeur en faux qui succombe, I, 346, art. 246. — L'amende est encourue de plein droit, *ib.*, q. 950. — Il en est autrement des dommages-intérêts, *ib.*, q. 951. — De quelque manière que la demande soit rejetée après l'inscription de faux faite au greffe, l'amende est encourue, I, *ib.*, art. 247, n. 205. — En ce dernier cas, le juge peut se dispenser d'accorder les dommages-intérêts, I, *ib.*, q. 953. — L'amende est encourue lorsque le tribunal rejette les moyens ou ne les admet pas, I, 347, q. 954. — Elle est encourue par celui qui s'est pourvu en faux principal, quoique le faux soit déclaré constant par suite de l'instruction criminelle, I, 347, q. 955. — Il y a lieu de prononcer plusieurs amendes, si plusieurs parties avaient formé séparément dans le même procès, plusieurs demandes en faux, I, 346, q. 952. — Circonstances dans lesquelles l'amende n'est pas encourue, I, 347, art. 248, n. 206. — Une condamnation aux dommages-intérêts ne peut, dans ces mêmes cas, être prononcée, I, 347, q. 956.

34. Une transaction sur la poursuite de faux soumise à l'homologation de la justice, après communication au ministère public, I, 347, art. 249, n. 207. — Ces formalités exigées pour la transaction faite avant l'admission de l'inscription de faux, mais après la déclaration passée au greffe, I, 347, q. 957. — Le tribunal peut se refuser à homologuer la transaction, même en ce qui touche l'intérêt privé, lorsque le ministère public a déclaré poursuivre par voie criminelle, I, 348, q. 958. — La transaction qui n'a pas encore été homologuée, n'en lie pas moins les parties, I, 348, q. 959.

35. Aucun jugement en matière de faux ne peut être rendu que sur les conclusions du ministère public, I, 351, art. 251, n. 209. — Cette disposition prescrite sous peine de nullité, I, 351, q. 964.

V. *Action*, 2; *Appel*, 21; *Arbitrage*, 35; *Compétence*, 5; *Contrainte par corps*, 26; *Désaveu*, 7, 8; *Exploit*, 13; *Jugement*, 17; *Requête civile*, 9.

FEMME.

V. *Défense*, I.

FEMME COMMUNE EN BIENS.

V. *Succession*, 2, 14.

FEMME MARIÉE.

1. Son incapacité comparée à celle des autres incapables, I, 54. — Conséquences du défaut de conclusions du ministère public dans les causes qui intéressent des femmes mariées non autorisées, I, 83, note 4.

2. Celui qui assigne une femme mariée doit assigner en même temps son mari pour l'autoriser, III, 161, q. 2911. — Si la femme est assignée conjointement avec son mari pour des droits immobiliers, il faut donner deux copies d'assi-

gnation, III, 162, q. 2916. — Il suffit d'assigner conjointement un mari et sa femme obligée solidairement pour celle-ci soit tenue de comparaître sans qu'il soit besoin que son mari ou la justice lui donne une autorisation préalable, III, 160, note 1. — Celui qui assigne une femme mariée sans la faire autoriser ne peut, postérieurement à l'assignation, réparer cette omission, si un délai à elle fixé, comme pour l'appel ou le pourvoi en cassation, se trouve expiré, III, 161, q. 2912. — Si c'est la femme qui forme elle-même le pourvoi sans être autorisée, on ne peut que surseoir jusqu'à ce qu'elle soit munie de l'autorisation nécessaire, III, 161, q. 2913. — La femme mariée est suffisamment autorisée à ester en justice lorsque l'exploit de sa demande est signifié tant à sa requête qu'à celle de son mari, encore bien qu'il ne contienne point mention de l'autorisation, III, 161, 162, q. 2914. — Une autorisation générale ne donne point à la femme le droit d'ester en jugement, III, 162, q. 2915. — Lorsque le mari intervient en justice à l'effet de demander la nullité, pour défaut d'autorisation de la procédure faite contre sa femme, il ne peut être forcé de l'autoriser à plaider au fond, III, 160, note 5.

3. La femme qui a été autorisée à introduire une action, ne peut s'en désister qu'avec la même autorisation, III, 160, note 6. — Lorsqu'une femme a plaidé sans autorisation les jugements obtenus contre elle, quoique nuls en la forme, ne peuvent être attaqués par voie d'action principale en nullité, III, 160, note 8. — Comment la femme mariée qui agit en demandant et sans le concours de son mari, doit se pourvoir pour obtenir l'autorisation dont elle a besoin, III, 159, 160.

4. Requête à présenter au président après sommation au mari, III, 160, art. 861. — Ce que doit contenir cette requête, III, 162, q. 2920. — Par la sommation à son mari, la femme doit lui accorder un délai de vingt-quatre heures au moins, III, 162, q. 2918. — L'autorisation judiciaire ne peut être donnée qu'après sommation au mari, III, 160, note 2. — Et cela quel que soit le tribunal où on procède, III, 160, note 3. — Comment il est statué sur la demande de la femme, III, 163, art. 862. — Comment, si le mari acquiesce à la sommation, il doit donner l'autorisation, III, 162, q. 2919.

5. Les parties n'ont pas besoin d'être assistées d'avoués lors de leur comparution en la chambre du conseil, III, 162, q. 2922. — Tout doit être fait en la chambre du conseil, audition des parties, rapport du juge, jugement, III, 163, q. 2923. — Formalités à observer dans le cas de l'absence ou de l'interdiction du mari, III, 163, art. 863, 864, n. 543. — Elles sont applicables lorsque le mari est mort civilement ou mineur, III, 164, q. 2925. — Titre dont la demande en autorisation doit en ces divers cas être appuyée, III, 164, q. 2926.

6. La femme d'un individu déclaré absent.

n'est dispensée de requérir l'autorisation judiciaire, que pour les actes d'administration de ses biens ou ceux de son mari, III, 163, 164, q. 2924. — C'est au tribunal du domicile marital qu'on doit s'adresser, III, 160, q. 2909. — S'il s'agit d'autoriser la femme à ester en jugement en défendant, ce pouvoir appartient au tribunal saisi de la contestation, III, 160, q. 2909. — A la Cour d'appel, s'il s'agit de suivre une instance d'appel, III, 160, q. 2910.

7. Les dispositions de ce titre du Code ne sont point applicables à la femme demanderesse en autorisation à l'effet de contracter, III, 162, q. 2917. — Les tribunaux de commerce sont compétents pour autoriser les femmes mariées actionnées devant eux, III, 160, note 4.

V. *Appel*, 10; *Arbitrage*, 10, 11, 13; *Conciliation*, 3; *Contrainte par corps*, 12; *Dépense*, 2; *Interdiction*, 2; *Ordre*, 23; *Partage*, 3; *Reprise d'instance*, 5; *Requête civile*, 11; *Saisie immobilière*, 54; *Séparation de biens*, *Séparation de corps*.

FERMIER.

V. *Saisie-gagerie*.

FÊTE.

De la défense de donner aueun exploit un jour de fête légale, 1, 93. — Quel juge peut accorder la permission nécessaire pour assigner un semblable jour, 1, 93. — Nullité de l'exploit signifié un jour de fête, 1, 93.

V. *Contrainte par corps*, 17; *Délais*, 3; *Enquête*, 21, 30; *Expertise*, 22; *Juge de paix*, 6; *Saisie immobilière*, 16, 47; *Saisie-revendication*, 3.

FEUILLE D'AUDIENCE.

V. *Jugement*, 15.

FIN DE NON RECEVOIR.

Ce qu'on entend par là, J. XVII.

V. *Exceptions*, 2, 3, 4.

FOLLE ENCHÈRE.

V. *Saisie-exécution*, 34; *Saisie immobilière*, § 15; *Vente d'immeubles*, 23.

FONDÉ DE POUVOIRS.

V. *Mandat*.

FORCE MAJEURE.

V. *Appel*, 19; *Péremption*, 7.

FORCLOSION.

Application de la maxime nul se forecloit soi-même, J. XXXII. — Signification du mot forclusion, 1, 134.

V. *Déchéance*.

FORFAITURE.

V. *Prise à portie*, 4.

FORME.

Distinction entre la forme et les formalités, J. XXXI, note.

FORMULES.

V. *Acte*, 4.

FORMULE EXÉCUTOIRE.

V. *Titre exécutoire*.

FRAIS.

1. Pourquoi il n'est alloué à l'huissier qu'une journée pour frais, en cas de transport, 1, 95. — Pourquoi les demandes formées pour frais par les officiers ministériels sont de la compétence du tribunal devant lequel ils ont été faits, 1, 79. — Frais qui peuvent être ainsi demandés, 1, 80. — Pourquoi ceux des notaires et des huissiers y doivent être généralement compris, 1, 80. — *Quid* des frais faits par un huissier à l'occasion d'une contestation soumise à un tribunal de commerce ? 1, 80. — Des frais qui ont été réglés, fixés ou reconnus, 1, 81. — De la demande de frais portée devant le tribunal du domicile réel de la partie qui les doit, 1, 81.

2. Régléments à observer pour la taxe des frais, III, 327, art. 1042, n. 627.

V. *Dépense*; *Ordre*, 20; *Saisie immobilière*, 79; *Vente d'immeubles*, 24.

FRAIS PRÉJUDICIAUX.

Ce qu'on entend par ces mots, 1, 325, note 2.

FRUITS.

Comment se déterminent les restitutions de fruits, 1, 171, art. 129. — Il n'est pas toujours nécessaire d'avoir recours à l'expertise faute de mercuriales, 1, 171, q. 545. — Une estimation de fruits non parvenus en maturité à déterminer selon l'usage local, 1, 171, q. 546. — La liquidation des fruits soumise aux règles et aux formalités des redditions de compte en justice, II, 286, art. 526. — Bases d'après lesquelles se fait l'évaluation des fruits, II, 286, q. 1844.

V. *Dommages-intérêt*, 8; *Saisie-brandon*; *Saisie immobilière*, § 6.

G.

GARANTIE.

1. Sa définition, 1, 35. — Deux espèces de garantie, 1, 35, 271, n. 133. — Quand l'action en garantie doit être portée devant le juge saisi de l'action principale, 1, 72, 76. — Si le demandeur peut mettre en cause le garant du défendeur et jouit lui-même de la faculté d'appeler son propre garant, 1, 76, 77. — Il est des cas où le garant peut être appelé par le demandeur, 1, 271, note 3.

2. De la garantie entre un Français et un étranger et *vice versa*, 1, 77. — Délai fixé pour

appeler en garantie, 1, 271, art. 175. — Le garant qui n'a pas été appelé en cause dans ce délai ne peut en exéper pour demander son renvoi, 1, 272, q. 764. — Le délai ne court pas si la demande originaire ne contient pas les faits qui peuvent donner lieu à la garantie, 1, 272, q. 765.

3. Il n'est pas besoin d'une permission du juge pour former demande en garantie, 1, 271, n. 133, note 2. — Formalités d'après lesquelles le garant en peut appeler un autre en sous-garantie, J, 272, art. 176. — Prorogation du dé-

lui pour appeler en garantie si le défendeur est dans les délais pour faire inventaire et délibérer, 1, 272, art. 177. — Elle peut être invoquée par le garant qui a à mettre un sous garant en cause, 1, 272, q. 767. — De l'appel en garantie formée après l'expiration des délais, 1, 272, q. 766. — En ce cas la demande en garantie peut être formée, mais sans apporter de retard au jugement de l'action principale, 1, 273, art. 178. n. 136. — Elle peut être portée devant le tribunal qui a statué sur la demande originaire, si par le jugement rendu contre le garanti il a été autorisé à mettre en cause son garant, 1, 274, note 3, § 3. — La rigueur de ces délais n'admet aucune exception pour les causes des mineurs et autres causes privilégiées, 1, 273, q. 768.

4. Quand il doit être statué sur la demande principale, si le défendeur a appelé un garant, 1, 273, art. 179. — Comment il faut procéder lorsqu'un garant mis en cause dans les délais ne comparait pas, 1, 273, q. 769. — Il peut en tout état de cause intervenir dans l'instance, si cette intervention n'est pas de nature à retarder le jugement, 1, 273, q. 770.

5. Jugement de l'incident quand le demandeur soutient qu'il n'y a pas lieu au délai pour appeler garant, 1, 273, 274, art. 180. — En quels cas cette exception peut être élevée, 1, 274, n. 138. — Dans quelle forme, 1, 274, q. 771.

6. Le garant tenu de procéder devant le tribunal où la demande originaire est pendante, 1, 274, art. 181. — Exception à cette règle s'il est évident que la demande originaire n'a été formée que pour le traduire hors de son tribunal, ib. — En ce cas le tribunal peut d'office ordonner le renvoi du garant, 1, 273, q. 774. — La caution solidaire n'est pas fondée à invoquer cette exception, 1, 275, note 1. — L'appréciation de ces cas laissée à l'arbitrage du tribunal saisi de la demande originaire, 1, 274, note 3, § 4. — Le garant ne peut être mis en cause devant le tribunal saisi de la demande originaire, si ce tribunal est incompétent en raison de la matière à laquelle se rapporte l'action en garantie, 1, 273, q. 772. — L'huissier et le notaire par la faute desquels un protêt est jugé nul ne peuvent être assignés en garantie devant les juges de commerce, 1, 273, note 2, § 1, 2, 3.

7. Cas dans lesquels la garantie est ordinairement déniée, 1, 274, note 2. — Quand un donateur est tenu à la garantie vis-à-vis de son donataire, 1, 274, note 3. — Un tireur peut appeler le tiré en garantie devant le tribunal saisi du recours exercé contre lui, s'il s'était formellement engagé à payer cette traite, 1, 274, note 3. — *Sécul* si la valeur de cette lettre n'était pas exprimée et si l'endossement en était en blanc, 1, 273, note 1.

8. De la mise hors de cause du garanti, en garantie formelle, 1, 276, art. 182. — Le garant peut toujours intervenir pourvu que son inter-

vention ne retarde pas le jugement de la demande originaire, 1, 276, note 2. — Le garanti peut, s'il le demande, être mis hors de cause, quoique le garant formel n'ait pas préalablement déclaré qu'il entend prendre son fait et cause, 1, 276, q. 775. — Le demandeur n'est pas fondé à s'opposer à la mise hors de cause du garanti afin d'obtenir contre lui ses dépens, le garanti étant insolvable, 1, 277, q. 776; 279, note 2, 3. — Objet et effets de l'assistance du garanti qui a été mis hors de cause, 1, 277, q. 777. — Aucune signification à lui donner ni à recevoir de lui quand son assistance dans la cause est forcée, 1, 277, q. 778.

9. Motifs pour lesquels le garant simple ne peut à la différence du garant formel prendre le fait et cause du garanti, 1, 278, art. 183, n. 141. — De la jonction des demandes originaires et en garantie, 1, 278, art. 184, n. 142. — La demande originaire doit être disjointe de la demande en garantie, et jugée si elle est en état et que celle-ci se trouve liée à un compte, 1, 278, note 2, § 1. — Celle-ci peut aussi être préalablement jugée, si les parties y consentent, ib., § 2. — La disjonction des deux demandes ne peut être faite d'office, 1, 278, q. 779. — Si le décès du garant, celui de son avoué, ou la destitution, interdiction ou démission de celui-ci sont un motif suffisant pour obtenir la disjonction, 1, 278, q. 780.

10. De l'exécution du jugement rendu sur la demande originaire en cas de disjonction des deux instances, 1, 278, note 3. — De l'exécution des jugements rendus contre les garants formels, 1, 279, art. 185, n. 143. — Sous quels rapports ils sont exécutoires contre les garantis formels, 1, 280, q. 782. — Dépens et dommages-intérêts qui doivent être exécutés et liquidés contre ceux-ci, 1, 280, q. 783. — Circonstances dans lesquelles il peut, en cas d'insolvabilité du garant, être jugé passible de dommages-intérêts, quoique mis hors de cause, 1, 280, q. 784. — Comment est supportée la condamnation aux dépens en cas de plusieurs garants simples, 1, 280, q. 781.

11. Le garant formel peut appeler du jugement rendu contre le garanti, 1, 276, note 1. — Le même pouvoir appartient au garant simple, quand il est statué par un même jugement sur l'action en garantie et la demande originaire, 1, 278, note 2, § 3.

V. *Actions possessoires*, 9; *Demande nouvelle*, 2; *Dépens*, 6; *Juge de paix*, 16.

GARDES DU COMMERCE.

V. *Contrainte par corps*, 21.

GARDIEN.

V. *Saisie-brandan*, 4; *Saisie-exécution*, 16, 19; *Saisie-gagerie*, 9; *Scellés*, 6.

GREFFE.

V. *Actes*, § 2; *Communication de pièces*, 4; *Instruction par écrit*, 6, 8.

GREFFIER.

Ses fonctions, 1, 188, q. 591. — Le juge doit

toujours être assisté du greffier qui garde les minutes et délivre les expéditions, III, 326, art. 1040. — Le greffier peut seul tirer expédition légale des actes confiés à sa garde, III, 326, note 1. — Il doit écrire sous la dictée du juge, I, 296; III, 326, q. 3431. — Le juge ne peut écrire lui-même les actes et procès-verbaux de son ministère, III, 326, q. 3431. — Le jugement auquel il a concouru n'est pas nul quoiqu'il semblerait partie, I, 188, q. 591. — Un greffier ne doit pas communiquer ses minutes hors du greffe, II, 297, q. 1885.

V. *Acte*, § 2; *Conciliation*, 8; *Déni de justice*, 2; *Enquête*, 63, 71; *Faux*, 32; *Jugement*, § 2; *Nullité*, 4; *Réutation*, 3; *Vérification d'écritures*, 14, 15.

GREFFIER DE JUSTICE DE PAIX.

Les greffiers des justices de paix peuvent faire des ventes mobilières concurrentement avec les huissiers et commissaires prisurs, II, 363, note 1.

V. *Expertise*, 22; *Saisie immobilière*, 14.

GROSSE.

V. *Actes*, 16, 18, 19; *Exécution*, 5, 7.

H.

HÉRITAGE.

Sens de ce mot, I, 95, note 2.

HÉRITIER BÉNÉFICIAIRE.

V. *Succession*, § 2.

HEURE.

V. *Acts*, 5; *Contrainte par corps*, 16; *Délais*, 6; *Exploit*, 3.

HOMOLOGATION.

Définition de ce mot, III, 181, note 3.

V. *Compte*, 18; *Conseil de famille*, 8.

HONORAIRES.

V. *Actes*, 11; *Arbitrage*, 44; *Compulsoire*, 4, 9.

HUIS-CLOS.

Sens de ces mots, I, 130.

HUISSIER.

Du refus exprimé par un huissier de prêter son ministère, I, 99. — L'huissier chargé de poursuivre un débiteur n'a pouvoir de recevoir la paiement de la dette que dans le temps où il instruit, II, 313, note 1.

V. *Citation*, 3; *Conciliation*, 6; *Contrainte par corps*, 4, 25; *Dépens*, 10; *Disseins*, 3, 5, 8; *Enquête*, 71; *Exécution*; *Exploit*, 13; *Frais*, 1;

Juge de paix, 9; *Nullité*, 6; *Offres*, 5; *Parenté*; *Saisie*, 2; *Saisie-arrest*, § 2; *Saisie-exécution*; *Saisie immobilière*, 25; *Scellés*, 10.

HUISSIER COMMISS.

V. *Contrainte par corps*, 11, 15, 46; *Interrogatoire sur faits et articles*, 12; *Jugement par défaut*, 9, 14; *Tribunal de commerce*, 13; *Vente d'immeubles*, 12.

HYPOTHÈQUE.

Du recours d'un héritier contre ses cohéritiers pour avoir payé la dette dont il était hypothécairement tenu, J. XIX. — On peut prendre une inscription hypothécaire en vertu d'un jugement par défaut ni enregistré, ni expédié, ni signifié, I, 213, note 1. — L'art. 2194 du Code civil qui prescrit les formalités à remplir pour purger l'hypothèque du mineur, n'est point applicable à l'expropriation forcée, III, 66, note 2. — Le jugement qui ordonne une radiation d'hypothèque peut-il être signifié au domicile du créancier? I, 200.

V. *Compte*, 8, 14; *Conciliation*, 12; *Ordre*, § 2; *Saisie immobilière*, 31; *Vente d'immeubles*, § 2, 14, 22.

I.

IDENTITÉ.

V. *Saisie-arrest*, 15.

IMMEUBLES.

On ne doit assimiler à un droit immobilier l'universalité de droits mobiliers qu'en cas de succession, III, 166, q. 2932.

INCIDENT.

I. Ce qu'on entend par ce mot, I, 240; II, 41. — Incidents sur lesquels la loi contient des dispositions particulières, I, 241, note 2. — Les demandes incidentes distinguées en demandes additionnelles et demandes reconventionnelles, II, 41. — Caractère des demandes incidentes, II, 41, 42. — On ne peut admettre comme demandes incidentes celles qui doivent être l'objet d'une action principale, II, 42. — Définition de la reconvention, II, 41, note 1.

2. Forme des demandes incidentes et des réponses à l'incident, II, 42, art. 337, n. 279. —

En matière sommaire il ne doit pas y avoir de réponse écrite, II, 42, note 4. — L'incident qui s'élève à l'audience d'une Cour royale jugeant en audience solennelle, peut être renvoyé à l'une de ses chambres, II, 42, note 3. — On ne peut former une demande incidente lorsqu'une partie n'a pas constitué d'avoué, II, 42, q. 1268. — Cependant ces demandes peuvent être formées dans les justices de paix et dans les tribunaux de commerce, II, 42, q. 1267. — On ne peut dans les tribunaux de première instance former à l'audience une demande incidente, II, 42, q. 1268. — Exception, si cette demande était amenée par la plaidoirie même, II, 43, note 1.

3. Toutes demandes incidentes à former en même temps et à juger par préalable, II, 43, art. 338. — Elles doivent être portées à l'audience, II, 43, n. 280, note 3.

V. *Dépens*, 7; *Distribution par contribution*, 12, 13; *Garantie*, 5; *Intervention*; *Matières com-*

maires, 6; *Saisie immobilière*, § 14; *Séparation de corps*, 1.

INDICATION DE JUGES.

V. *Règlement de juges; Requête civile*, 17.

INDIVISIBILITÉ.

V. *Divisibilité*.

INJURES.

Comment doivent être réprimés les outrages commis envers un officier ministériel hors de l'audience, 1, 132. — Quand et comment doivent être poursuivies les injures reçues par un particulier dans une plaidoirie à l'audience, 1, 132.

V. *Avocat*, 2; *Desistement*, 7; *Exécution*, 9; *Intervention*, 2; *Juge de paix*, 6; *Jugement*, 21; *Tribunal*, 2.

INSCRIPTION DE FAUX.

V. *Faux*.

INSTANCE.

Ce qu'on entend par instance, II, 28, q. 1228.

INSTRUCTION.

Ce qu'un appelle ainsi, 1, 116.

INSTRUCTION PAR ÉCRIT.

1. Actes dont se compose l'instruction par écrit et règles qui lui sont particulières, 1, 133. — Les matières sommaires ne peuvent être instruites par écrit, 1, 137, q. 448. — Ni être mises en délibéré sur rapport, 1, 138, note 1. — *Quid des défauts?* ib.

2. Quand l'instruction par écrit doit être ordonnée et en quoi elle diffère du délibéré, 1, 133, 134, 137.

3. Par quelle partie et comment doit être faite la signification du jugement qui l'ordonne, 1, 138, q. 450, 451. — *Quid s'il y a des parties défaillantes?* 1, 138, q. 452, note 5. — Comment l'instruction doit être continuée, lorsqu'une partie défaillante a constitué avoué, 1, 139, q. 453.

4. Il convient de coter les pièces produites, 1, 139, q. 454. — On peut présenter une seconde requête par forme de supplément, 1, 139, q. 455. — Le défendeur n'est pas obligé de prendre communication des pièces du demandeur, 1, 139, q. 456. — De la communication lorsqu'il y a plusieurs défendeurs ayant le même intérêt, mais des avoués différens, 1, 139, q. 457. — Calcul des délais pour produire lorsque le demandeur ne l'a pas fait et qu'il y a plusieurs défendeurs, 1, 140, q. 458. — De la communication réciproque des pièces de ceux-ci, 1, 140, q. 459. — En ce cas, à partir de quelle époque court le délai de huitaine accordé au demandeur pour prendre communication et contredire? 1, 141, q. 464. — Le délai fixé pour produire ne peut être prorogé, 1, 140, q. 460. — Cette forclusion n'est cependant pas absolue, 1, 140, q. 461, note 1. — Le jugement ne peut être rendu d'office à raison de l'expiration des délais, 1, 140. — Le défendeur ne peut, au lieu de produire à l'expiration du délai donné au demandeur, l'appeler à l'audience pour voir rejeter sa demande, 1, 140, q. 462. — Il peut répliquer à l'écrit de production que le demandeur fait dans le délai de huitaine, 1, 141, q. 463. — Juge-

ment si le défendeur ne produit pas dans le délai qui lui est accordé, 1, 141, art. 99 et 100.

5. Comment une des parties peut produire de nouvelles pièces, 1, 142, art. 102. — Le produisant peut dans l'acte de produit énoncer successivement les inductions qu'il entend tirer des pièces nouvelles, 1, 142, q. 465. — La réponse qui y est faite quoique excédant six rôles n'est pas nulle, 1, 142, q. 466. — La procédure nouvelle en cette matière comparée à celle qui existait antérieurement, 1, 143, note 1. — *Modo* de communication des pièces, 1, 143, art. 106. — L'avoué qui n'a pas produit ne peut l'exiger, lorsqu'elles ont été remises au rapporteur à l'expiration des délais, 1, 143, q. 468. — Il ne peut demander une seconde communication, *ib.*, q. 469. — Une partie ne peut avant la communication retirer de la production aucune pièce, *ib.*, q. 470. — Condamnations encourues par l'avoué qui ne rétablit pas les productions qu'il a prises en communication, 1, 143, art. 107. — Si le jugement est sans appel quelle que soit la condamnation qu'il prononce, 1, 143, note 4. — Est-il susceptible d'opposition? 1, 144, note 1. — Toute condamnation pour ce motif peut être poursuivie sans le ministère d'avoué, 1, 144. — Un certificat du greffier est nécessaire pour la seconde condamnation, 1, 144, q. 472.

6. Formes de la remise des pièces au greffe, et ensuite au rapporteur, 1, 144, art. 108, 109. — *Quid s'il s'agit d'un rapport d'expert?* II, 21, q. 1212. — Acte qui doit constater la réquisition de la partie la plus diligente au greffier pour remettre les pièces au rapporteur, 1, 144, q. 474. — Remise des pièces au greffe par le rapporteur après le jugement, 1, 147, art. 114. — La responsabilité du rapporteur non valablement déchargé des pièces, dure trente ans, 1, 147, q. 483. — Quand et comment il peut être commis un nouveau rapporteur, 1, 145, n. 79.

Par qui se fait au ministère public la communication des productions, dans le cas où la cause en est susceptible, 1, 146, q. 480. — Le jugement rendu contre une partie fautive de produire, susceptible d'opposition si l'instruction par écrit a été ordonnée sur son défaut, 1, 147, q. 481. — *Quid* dans le cas de plusieurs défendeurs où les uns ont comparu et les autres non? 1, 147, q. 482.

8. Cas de partage dans le jugement définitif, 1, 154, q. 499. — Du retrait par les avoués des pièces du greffe, 1, 148, q. 484.

V. *Appel*, 48, 49, 51; *Delibéré*, 1.

INTERDICTION.

1. Définition de l'interdiction, III, 188. — La prodigalité n'est plus une cause d'interdiction III, 188.

2. Justifications à produire à l'appui de la requête en interdiction, III, 188, art. 890. — Le défaut de jonction à la requête des pièces justificatives n'emporte pas nullité, III, 188, note 3, § 3. — Le tribunal au président dnu el la requête doit être présentée est celui ou le

défendeur à son domicile, à moins qu'il s'agisse d'une interdiction poursuivie d'office pour cause de fureur, III, 188, q. 3013. — La demande en interdiction de la femme peut être soumise au tribunal de son domicile de fait, III, 188, note 3, § 2. — Ce que le président auquel la requête est présentée doit ordonner immédiatement, III, 188, art. 891.

3. Objet de la délibération du conseil de famille qui doit être ordonnée sur le rapport du juge commis et sur les conclusions du ministère public, III, 189, art. 892. — Inutile d'ordonner l'assemblée de famille si les faits articulés ne sont pas de nature à caractériser la démence, III, 189, q. 3014. — Un parent peut se faire remplacer par un mandataire au conseil de famille tenu pour donner avis sur la demande en interdiction, III, 189, q. 3015. — Si le conseil est d'avis de rejeter la demande, celui qui poursuit l'interdiction ne peut se pourvoir contre la délibération, III, 189, q. 3016. — Lorsque le père s'oppose au mariage de son enfant, par le motif qu'il est en état de démence, les juges doivent nécessairement ordonner la convocation d'un conseil de famille, III, 188, note 3. — Signification au défendeur de la requête et de l'avis du conseil avant l'interrogatoire, III, 189, art. 893, n. 557. — Les requêtes et l'avis du conseil de famille doivent être signifiés au défendeur, alors même que le conseil estimerait qu'il n'y a pas lieu à poursuivre l'interdiction, III, 189, q. 3017.

4. Il doit exister un délai de 24 heures au moins entre cette signification et l'interrogatoire, III, 189, q. 3019. — L'interrogatoire se poursuit par une requête, III, 189, q. 3018. — On ne peut se dispenser de l'interrogatoire quel que soit l'état du défendeur, III, 189, 190, q. 3020. — On peut procéder à plusieurs interrogatoires, III, 190, q. 3021. — Le ministère public doit y assister, III, 190, q. 3022. — Si la partie qui poursuit l'interdiction ou son avocat avait assisté à l'interrogatoire, il n'y aurait pas nullité, par analogie des dispositions de l'art. 333 du Code de proc., III, 190, q. 3023.

5. Enquête à ordonner si l'interrogatoire et les preuves produites sont jugés insuffisants, III, 189, art. 893, n. 557. — L'enquête n'est pas comme l'interrogatoire une formalité nécessaire, III, 190, q. 3024. — Le ministère public peut y être présent, III, 190, q. 3025. — On doit signifier au défendeur les procès-verbaux d'enquête et d'interrogatoire, et l'appeler à l'audience publique où le jugement doit être prononcé, III, 191, q. 3026.

6. Il n'y a que la voie d'appel contre le jugement, quoique rendu par défaut, III, 191, q. 3030. — Le jugement ne doit pas être rendu en audience solennelle, III, 191, q. 3027. — Il peut soumettre le défendeur à un conseil judiciaire, III, 191, q. 3028. — Le demandeur qui succombe n'est pas nécessairement passible de dommages-intérêts, III, 191, q. 3029. — Contre

qui l'appel doit être dirigé, III, 191, art. 894. — Un autre que l'interdit ne peut interjeter appel du jugement qui a prononcé l'interdiction, III, 191, q. 3031. — La faculté d'appeler du jugement qui rejette l'interdiction n'appartient qu'au membre du conseil de famille qui a été d'avis de l'interdiction, III, 191, q. 3032. — Un créancier ou donataire n'est pas admis à former tierce opposition, III, 192, q. 3035. — L'appel doit être interjeté dans les délais ordinaires et il est suspensif, III, 191, 192, q. 3033.

7. Quand et comment il doit être pourvu à la nomination d'un subrogé tuteur à l'interdit, III, 191, art. 895, n. 558.

8. La demande en main levée d'interdiction à instruire et juger comme l'interdiction, III, 192, art. 896, n. 559. — L'interdit qui demande main levée n'a pas besoin d'être assisté de son tuteur, III, 192, q. 3036. — Doit-il diriger sa demande soit contre son tuteur, soit contre ceux qui l'ont fait interdire ? III, 192, q. 3037. — La demande doit être portée devant le juge du lieu de son domicile, III, 192, q. 3038. — Il n'est pas nécessaire que le jugement qui accorde la main levée soit rendu public, III, 192, q. 3039.

9. Le jugement qui nomme un conseil judiciaire doit être affiché, III, 192, art. 897, n. 360. — Toutes les règles sur la manière de provoquer, d'instruire et de faire cesser l'interdiction sont applicables, III, 192, q. 3040. — Lorsque le jugement portant nomination d'un conseil judiciaire n'a pas été affiché, les actes faits postérieurement par l'individu soumis à ce conseil sont valables, III, 193, q. 3041. — Il n'en est pas de même dans le cas d'interdiction, III, 193.

V. *Appel*, 9; *Arbitrage*, 10, 11, 13; *Mineur*; *Ministère public*, 3.

INTÉRÊT sans o'cros.
V. *Action*, 4; *Appel*, 22; *Exception*, 4.

INTÉRÊTS.
Ce que doit être une demande en justice pour faire courir des intérêts, I, 69, note 1. — Si ce mot s'applique toujours aux fruits civils, I, 70.

V. *Compte*, 20; *Conciliation*, 18; *Contrainte par corps*, 38; *Distribution par contribution*, 15; *Offres*, 6; *Ordre*, 20; *Vente d'immeubles*, 22.

INTERPELLATION.

Définition de ce mot, I, 42, note 2.

V. *Interrogatoire sur faits et articles*, 13.

INTERROGATOIRE.

V. *Interdiction*, 4.

INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES.

Définition et objet de l'interrogatoire sur faits et articles, II, 25. — Ses effets, II, 38, q. 1262.

1. En quel sens l'aven qui en résulte ne peut être divisé, II, 39. — Effet des présomptions qui peuvent en ressortir, II, 39. — On peut tirer d'un interrogatoire sur faits et articles, un commencement de preuve par écrit qui puisse admettre la preuve testimoniale, II, 39, 40, note.

2. Quand et comment il peut être ordonné.

11, 25, art. 324. — On ne peut demander l'interrogatoire dans une matière sur laquelle il n'y aurait pas d'instance, comme, par exemple, en bureau de paix, 11, 28, q. 1228. — Peut-il être demandé jusqu'au jugement définitif et même au moment des plaidoiries? 11, 29, q. 1232. — Il ne peut être demandé lorsque les plaidoiries sont terminées et qu'un délibéré a été ordonné, 11, 30, note 1. — Ni après un jugement de partage, 11, q. 30, 1233.

3. On peut demander l'interrogatoire en cause d'appel, quoique la demande n'en ait pas été formée en première instance, 11, 28, q. 1229. — La partie contre laquelle l'interrogatoire a été requis en première instance et qui ne l'a pas subi, est recevable à se faire interroger en cause d'appel, 11, 28, q. 1230. — L'interrogatoire en cause d'appel peut être ordonné avant que l'appelant ait signifié ses griefs, 11, 28, q. 1231.

4. L'interrogatoire peut être ordonné dans un tribunal de commerce, 11, 28, q. 1227.

5. Le délai prescrit par un jugement pour faire procéder à un interrogatoire n'est pas fatal, à moins qu'il ne soit prescrit à peine de déchéance, 11, 30, q. 1234. — La même partie peut demander plus d'un interrogatoire dans le même procès, 11, 30, q. 1235. — L'interrogatoire ne fait point obstacle à l'admission de la preuve testimoniale, 11, 30, q. 1236; 36, note 1. — Ni au serment judiciaire, 11, 36, note 1. — Une tierce personne ne peut subir interrogatoire, 11, 26, q. 1224. — Quand le tuteur peut être interrogé sur des faits concernant le mineur, 11, 26. — Cas dans lesquels le mari ou la femme peuvent être interrogés sur des faits qui les concernent ensemble ou respectivement, 11, 26, 27. — Les juges peuvent, en ordonnant une comparaison personnelle, se dispenser d'ordonner l'interrogatoire sur faits et articles, 11, 26, note 5.

6. Aucune matière dans laquelle l'interrogatoire ne puisse être ordonné, 11, 28, q. 1226. — Il peut être ordonné pour détruire un compromis, prouver une transaction et même contre un acte authentique, 11, 28, note 1. — Dans une instance en recherche de la maternité, il peut être demandé à la mère présumée, de désigner celui auquel on attribue la paternité, 11, 26, note 3. — Celui qui invoque la prescription de trente ans, ne peut se dispenser de subir interrogatoire sur des faits qui emportent renonciation à la prescription, 11, 26, note 4. — Celui qui a pris la qualité de légataire en vertu d'un testament olographe, ne peut refuser de subir cet interrogatoire sur le motif que la signature de ce testament n'a pas été vérifiée, 11, 25, note 5, § 1.

7. Comment l'interrogatoire est demandé et ordonné, 11, 31, art. 325. — Il peut être ordonné après un serment non décisive, 11, 26, note 6. — Ce qu'on entend par faits pertinens en cette matière, 11, 25, note 5, § 2; 27, q. 1225. — On ne peut en excepter les faits qui tendraient à in-

culper ou à déshonorer l'interrogé, 11, 27, q. 1225; 31, q. 1238.

8. Il ne peut être ordonné d'office et sur d'autres faits que ceux portés dans la requête, 11, 31, note 4. — La partie dont l'interrogatoire est demandé ne doit pas être assignée, 11, 31, q. 1239. — Elle ne peut prendre la parole pour soutenir que la permission de l'interroger ne doit pas être accordée, 11, 31, q. 1240.

9. Le rapport à la suite duquel le jugement est rendu, doit se faire à la chambre du conseil, 11, 31, note 6. — Cette décision n'est qu'une ordonnance du tribunal, 11, 34, q. 1246. — Le jugement dont il s'agit n'est sujet ni à l'opposition, ni à l'appel, 11, 32, q. 1241.

10. Magistrat à commettre pour l'interrogatoire en cas d'éloignement, 11, 32, art. 326. — Le juge présidant la chambre qui permet l'interrogatoire peut délivrer cette commission, 11, 33, q. 1242. — Le tribunal de la résidence de la partie peut être autorisé à déléguer un juge pour l'interrogatoire, 11, 33, q. 1243.

11. Indication par le juge-commissaire, du jour et de l'heure de l'interrogatoire, 11, 33, art. 327. — Une requête à cette fin ne passerait pas en taxe, 11, 33, q. 1244. — Transport du juge en la demeure de la partie, si elle est empêchée, 11, 33, art. 328. — Un autre jour à indiquer pour l'interrogatoire, si l'empêchement n'est que momentané, 11, 33, q. 1245; 35, art. 332, n. 275. — Actes à signifier à la partie en l'assignant pour l'interrogatoire, 11, 34, art. 329, n. 272.

12. Ces significations ne peuvent être données à un autre domicile que le domicile réel, 11, 34, q. 1247. — L'assignation qui n'aurait pas été donnée par un huissier-commissaire est nulle, 11, 34, q. 1248.

13. Si l'assigné ne comparait pas ou refuse de répondre, les faits peuvent être tenus pour avérés, 11, 34, art. 330. — Il peut refuser de répondre si les faits ne sont pas pertinens, 11, 35, q. 1249. — S'il répond qu'il ne se souvient pas, le juge peut-il tenir le fait pour avéré? 11, 35, q. 1250. — La disposition qui autorise le juge à tenir pour avérés les faits sur lesquels l'interrogé refuse de répondre, s'applique à toute interpellation judiciaire, 11, 35, q. 1251. — Il doit être interrogé, s'il, ayant fait défaut sur l'assignation, il se présente avant le jugement, 11, 35, art. 331, n. 274. — Les juges ne peuvent se refuser de l'entendre, *ib.*, note 2. — Secus de celui qui a refusé de répondre, *ib.*, note 3. — Frais qui sont mis à la charge de la partie défaillante, 11, 35, q. 1252.

14. Comment il est procédé à l'interrogatoire, 11, 36, art. 333, n. 276. — Le juge ne peut exiger de l'interrogé un serment préalable, 11, 36, q. 1253. — Il ne peut être interrogé sur les faits contenus en la requête que le tribunal aurait rejetés, 11, 36, q. 1254. — Les questions qui sont faites d'office doivent porter sur des faits qui aient quelques rapports avec ceux contenus dans la requête, 11, 36, q. 1255. — Le juge peut recevoir de la partie qui a requis l'interro-

gatoire des notes contenant des faits secrets sur lesquels il aurait à interroger d'office, II, 37, q. 1256.

15. Il peut rédiger les réponses de l'interrogé, mais il doit être attentif à en consigner les expressions, II, 37, q. 1257. — Il peut se refuser d'insérer les termes calomnieux, II, 37, note 2.

16. Ce qu'on entend par réponses précises et pertinentes, II, 37, q. 1258. — De la lecture et de la signature de l'interrogatoire, II, 38, art. 334, note 1. — Le procès-verbal doit être signé par le juge-commissaire et le greffier, II, 38, q. 1259.

17. Poursuite de l'audience après l'interrogatoire, II, 38, art. 335, n. 277. — La défense de signifier des écritures ne s'applique pas au cas où l'interrogatoire aurait été ordonné dans un procès par écrit, II, 38, q. 1260. — Un tribunal ne pourrait ordonner une instruction par écrit à l'occasion de l'interrogatoire, II, 38, q. 1261.

18. Les frais de l'interrogatoire doivent être mis à la charge de la partie qui succombe, II, 40, q. 1263. — On doit y comprendre ceux du voyage de l'interrogé, II, 40, note 2.

19. De l'interrogatoire sur faits et articles ordonnés contre l'administration d'un établissement public, II, 40, art. 336, n. 278. — L'agent nommé pour prêter l'interrogatoire peut lire ses réponses, mais il ne peut être interrogé d'office, II, 41, q. 1264. — Ses réponses sur des faits qui lui seraient personnels peuvent en certains cas obliger l'administration qu'il représente, II, 41, q. 1265. — Un préfet ne peut, en qualité de président du conseil des hôpitaux, être soumis à l'interrogatoire, II, 40, note 3.

INTERVENTION.

1. DEMANDE EN INTERVENTION; 2. DE L'INTERVENTION FORCÉE; 3. JUGEMENT SUR L'INTERVENTION.

1. Incident qui prend ce nom, II, 41, 43, § 2. — En quel cas une partie peut intervenir dans un procès, II, 44, q. 1270. — Le créancier inscrit sur un immeuble saisi peut toujours intervenir dans l'instance entre le poursuivant et le saisi, II, 43, note 7, § 1. — L'individu qui a reçu un acte d'appel pour un parent ne peut intervenir pour rétracter cette acceptation, II, 44, § 3.

2. L'intervention n'est pas permise à celui qui, étant étranger au procès, se prétendrait lésé dans les mémoires des parties, II, 44, § 4; 240, note 14. — Serait-il s'agit de l'avocat de l'une des parties, lésé par les mémoires de l'autre, II, 44, § 5.

3. Comment l'intervention est formée, II, 43, art. 339. — On ne peut former intervention par de simples conclusions prises sur le barreau, II, 44, n. 281, § 7. — Il suffit, pour former intervention, d'une requête signifiée d'avoué à avoué, II, 45, q. 1272. — Il n'est pas nécessaire qu'elle soit remise à un juge pour être répondu par le tribunal, *ib.* — La requête d'intervention doit, à peine de nullité, contenir les noms, profession,

domicile de l'intervenant, II, 46, q. 1273. — Elle doit sons la même peine contenir les moyens et conclusions, II, 46, note 2. — Elle ne peut être annulée parce que la copie des pièces justificatives n'aurait pas été donnée, II, 46, note 2. — Les seules copies de pièces données avec la requête passent en taxe, II, 43, note 6. — En matière d'ordre comme en matière ordinaire l'intervention doit être formée par requête, III, 49, note 1, § 4. — Le créancier d'une succession bénéficiaire peut sans former ni une demande principale, ni une requête en intervention, opposer des exceptions aux demandes en reprises exercées dans cette succession, II, 44, § 2.

4. L'intervention formée par un fondé de pouvoirs au nom du mandant est non recevable, *ib.*, § 2. — Le tribunal qui a admis une partie à intervenir à ses frais, ne peut par le jugement définitif condamner aux frais de l'intervention celle des parties qui succombe, II, 44, § 9.

§ II.

5. Cas où l'intervention peut être forcée, II, 44, q. 1271. — Incident qui constitue l'action en déclaration de jugement commun, II, 41, 44, q. 1271. — L'action en déclaration de jugement commun peut être principale, II, 45. — Dans quel cas cette action peut être formée, et quels en sont les effets et la forme, II, 45, note 1.

6. La demande en déclaration d'arrêt commun doit, s'il s'agit d'un arrêt confirmé sur appel, être portée devant le tribunal qui a rendu le jugement confirmé, II, 246, q. 1728.

§ III.

7. L'intervention ne peut retarder le jugement de la cause principale, II, 46, art. 340, n. 282. — Cette règle doit surtout s'appliquer quand l'intervenant n'a pas donné copie des pièces, II, 46, note 4. — Il n'en résulte pas que si l'intervenant a un véritable intérêt dans l'affaire et surtout s'il a été forcé d'intervenir, il doit prendre la cause en l'état où elle se trouve, et ne puisse opposer une exception déclinatoire ou dilatoire, II, 46, q. 1274. — On ne peut intervenir dans une instance ou expropriation trois jours avant l'adjudication définitive, II, 46, note 3.

8. L'incident est porté à l'audience dans les affaires où il a été ordonné une instruction par écrit, II, 47, art. 341, n. 283. — Le jugement qui reçoit ou qui rejette l'intervention contestée est préparatoire, à moins que ce qu'il statue ne puisse influer sur le jugement à rendre au fond, II, 47, 48, q. 1275.

9. Intervention qui peut être reçue en appel, II, 223, art. 466, n. 387. — Il suffit pour qu'une partie puisse intervenir sur l'appel qu'elle ait droit de former tierce opposition soit au jugement de première instance, soit à l'arrêt d'appel, II, 224, q. 1680. — La femme séparée qui a été

mise aux qualités d'un jugement conjointement avec son mari, peut néanmoins intervenir sur l'appel, si elle n'a pas été régulièrement mise en cause en première instance, II, 223, note 4, § 1. — Les créanciers, qui n'ont point expressément acquiescé à un concordat non homologué définitivement, peuvent se pourvoir par intervention contre les jugemens rendus avec les syndics, II, 224, § 3. — Un créancier peut intervenir sous l'appel dans une instance d'ordre, II, 224, § 4. — Le créancier à qui un immeuble est affecté par antichrèse, est recevable à intervenir dans une instance en nullité de la vente faite postérieurement à l'antichrèse, II, 224, § 6. — Un créancier ne peut intervenir en cause d'appel dans un procès où son débiteur est partie, II, 224, § 7. — Lorsqu'une instance a été introduite au nom d'un mineur par le subrogé tuteur, le tuteur peut intervenir en cause d'appel, II, 224, § 8. — L'esquateur d'un immeuble dotal peut intervenir dans l'instance en séparation de biens formée contre le mari, et dont l'effet serait de donner à la femme le droit de révoquer l'aliénation de sa dot, II, 224, § 9. — Celui qui n'est pas créancier actuel du mari mais qui a contre lui des droits éventuels auxquels la séparation de biens, demandée sans fraude par la femme, peut préjudicier, a le droit d'intervenir, quoique le mari défende lui-même à cette demande, II, 225, q. 1681. — On peut, en cause d'appel, mettre en cause ou forcer d'intervenir la partie qui aurait droit de former tierce opposition, II, 225, q. 1682. — Un tiers ne peut intervenir dans une instance de péremption, II, 225, q. 1683. — Cette décision s'applique même au cas où le tiers interviendrait dans l'instance principale, mais après la signification de la demande en péremption, II, 226, q. 1684.

V. *Appel*, 33; *Caution*, 3; *Garantie*, 4; *Matières sommaires*, 6; *Saisie-arrest*, 24; *Séparation de biens*, 5.

INVENTAIRE.

I. Définition de l'inventaire et son objet, III, 216. — Il appartient exclusivement aux notaires de dresser les inventaires, excepté ceux des faillites, III, 216, note 4. — Suppression de la crue du quart ou paris, quint en sus, cinquième denier, III, 216, note 5.

2. L'inventaire peut être requis par ceux qui ont droit de requérir la levée du scellé, III, 216, art. 941. — Si plusieurs l'ont requis, il se fait au oom du premier indiqué on l'art. 909, III, 216, q. 3142.

3. Personnes qui doivent y être présentes ou représentées, III, 216, art. 942. — L'enfant naturel reconnu et les créanciers ont le droit d'y assister, III, 216, 217, q. 3143, 3144.

4. Le subrogé tuteur du mineur doit être présent, III, 217, q. 3145. — Il ne peut se faire représenter par un fondé de pouvoirs, id., q. 3146.

5. Les vacations du notaire nommé pour représenter les absents et défunts sont à la charge de la succession, III, 217, q. 3147.

6. Ce que l'inventaire doit contenir, III, 217, art. 943. — Lorsqu'il y a des meubles en différents endroits, on doit s'y transporter pour en faire l'inventaire, III, 217, q. 3148. — Lorsqu'il y a interruption et renvoi à un autre jour, il en est fait mention signée des parties et des officiers, III, 218, note 2. — Un inventaire par liasse suffit pour les différentes procédures qui se trouvent dans l'étude d'un avoué, III, 218, q. 3149. — Ce qu'on entend par ces mots de l'art. 943, § 7: la déclaration des titres actifs et passifs, III, 218, q. 3150.

7. Comment la créance du tuteur dans la succession doit être énoncée sur l'inventaire, III, 218, q. 3152. — Les titres de créance non timbrés ou enregistrés n'en doivent pas moins être décrits dans l'inventaire, III, 218, q. 3151. — L'irrégularité d'un inventaire peut ne pas tirer à conséquence, s'il n'y a pas eu fraude ou soustraction, III, 218, q. 3153. — La femme séparée de corps et de biens qui a à se plaindre d'un premier inventaire défectueux peut demander qu'il en soit fait un nouveau, III, 217, note 1. — Un notaire qui, à la suite d'un inventaire, rapporte qu'un des héritiers est demeuré chargé des effets inventoriés, sans faire signer cette déclaration, est personnellement responsable, III, 217, note 2. — Comment se terminent les difficultés qui peuvent naître à l'occasion de l'inventaire, III, 218, 219, art. 944, q. 3154, 3155.

V. *Scellés*, 9, 16; *Succession*, 3.

— — (DÉTAILS VOIR FAIRE).

V. *Succession*.

J.

JONCTION.

Quand la jonction d'un incident au principal en délibéré ne peut être faite sans jugement, I, 136. — V. *Compétence*, 18, 21; *Garantie*, 9; *Jugement interlocutoire*, 4; *Jugement par défaut*, 8, 9; *Saisie immobilière*, 71.

JOUR.

V. *Contrainte par corps*, 15, 16; *Délais*, 4, 5, 6.

JUDICIAIRE (Acte).

V. *Acte*, 2; *Conciliation*, 6.

JUGE.

Sonvent synonyme de tribunal, I, 217, q. 643.

V. *Défense*, 3; *Jugement*, § 2; *Prix à partie*; *Récusation*; *Renvoi à un autre tribunal*; *Saisie immobilière*, 53; *Tribunal*; *Vente d'immeubles*, 7.

JUGE-COMMISSAIRE.

Recours contre ses actes, I, 297, q. 827.

V. *Compte*, 6, 16; *Compulsatoire*, 6; *Descente sur les lieux*, 5; *Distribution par contribu-*

tion, 3; *Enquête*, 7, 16, 24, 71; *Expertise*, 12; *Interrogatoire sur faits et articles*, 10; *Ordre*, 2 et suiv.; *Portage*, 9; *Récusation*, 14; *Vérification d'écritures*, 11, 16.

JUGE DE PAIX.

1. Origine et but de l'institution des justices de paix, J. xxii; 1, 1. — Esprit et enchaînement des dispositions composant le livre du code qui les concerne, 1, 1. — Si les règles de la procédure des autres tribunaux peuvent être appliquées aux cas non prévus dans cette partie du code; 1, 2, 19, 22, note 2.

2. Quand et comment l'inobservation des formes prescrites pour procéder devant les juges de paix, peut entraîner une nullité, 1, 2, 4.

3. Actions qui sont de leur compétence, J. xxii, xxiii. — Du cas où une action comprend des chefs de demande de leur compétence et des chefs de la compétence des tribunaux ordinaires, 1, 4. — Actions de la compétence du juge de la situation de l'objet litigieux, 1, 5. — Peuvent-ils connaître des affaires commerciales? 1, 167, q. 530. — Leurs devoirs comme conciliateurs, J. xxiii; 1, 52. — Attributions diverses qui leur appartiennent, J. xxiii. — Quand la décision d'une contestation peut être soumise au suppléant du juge de paix, 1, 9.

4. Forme de la déclaration par laquelle la juridiction d'un juge de paix pourra être prorogée, 1, 8. — Espèces d'actions qui peuvent être comprises dans une prorogation de juridiction et ses conséquences, 1, 9. — Si la prorogation de juridiction peut résulter d'un consentement tacite, 1, 9. — Si elle peut être consentie par un tuteur, un administrateur, 1, 9. — Par un fondé de pouvoir, ib.

5. Comment doit être consentie la dispense à l'audience d'une formalité de l'instruction, 1, 10. — Peut-elle être refusée par le juge de paix? 1, 10. — Manière de procéder en ce cas, 1, 37. — S'il peut être donné défaut contre la partie qui ne se présente pas au jour convenu, 1, 11.

6. Des règles sur la tenue des audiences et objets divers fixés dans le titre qui les concerne, 1, 10. — Comment et pour quelles causes un juge de paix peut donner audience les jours de fêtes, 1, 10. — Quels jours sont fériés, 1, 11. — Si un juge de paix peut donner ses audiences en sa demeure, quand il ne réside pas au chef-lieu, 1, 11. — Quand et comment il peut donner des audiences secrètes, 1, 11. — Comment doit être donnée une procuration pour paraître devant le juge de paix, 1, 11, 12. — Limites de la disposition qui défend de signifier aucune défense, 1, 12. — Du trouble des audiences, 1, 12. — De l'affiche du jugement rendu contre celui qui l'a causé, 1, 12. — Comment doivent être réprimés les faits d'insulte ou d'irrévérence grave envers le juge, 1, 12. — Différence entre ces faits et ceux d'outrage, 1, 13. — Le jugement qui contient cette répression, exécutoire par provision, est-il susceptible d'appel, 1, 13, note.

7. Quand et jusqu'à quel point un juge de paix peut remettre le jugement des causes portées devant lui, 1, 13, 14. — S'il doit prononcer sur-le-champ, lorsque les parties se présentent volontairement, ou à un autre jour que celui de l'audience, 1, 14. — Quand il doit prononcer après avoir ordonné un délibéré, 1, 14. — Si après le renvoi pour inscription de faux, ou de négation d'écriture le juge de paix demeure encore saisi du fond de la cause, 1, 14. — Ce renvoi est-il nécessaire si la cause peut être jugée sans faire usage de la pièce arguée ou méconnue? 1, 9. — La péremption comparée à celle des actions civiles ordinaires et à ce que prononce la loi de 1790 sur ce point, 1, 15. — Péremption des affaires de donnan, 1, 15. — Si un interlocutoire est nécessaire pour faire courir le délai de la péremption, 1, 16. — Quel doit être l'objet d'un jugement pour faire courir ce délai, 1, 16. — A partir de quand court le délai, en cas de plusieurs interlocutoires successifs et de renvoi pour inscription de faux, 1, 16. — Si la péremption peut être opposée à la partie qui ne pouvait agir, 1, 16. — Effets de la péremption et si les parties peuvent renoncer à s'en prévaloir, 1, 17.

8. Les juges de paix ne sont pas tenus de motiver leurs jugements, 1, 193, q. 596.

9. Par quel huisier un jugement doit être signifié pour faire courir les délais de l'appel, 1, 17. — Si on peut appeler d'un jugement qualifié en dernier ressort, 1, 18. — D'un premier jugement par défaut et d'un second jugement par défaut, 1, 23.

10. Pourvois divers qui peuvent être exercés contre les jugements des justices de paix, 1, 18. — Ils peuvent être attaqués par requête civile, 11, 251, q. 1736.

11. Jugements exécutoires par provision, avec ou sans caution, 1, 18. — Sont-ils exécutoires nonobstant opposition? 1, 18. — Si la caution doit être reçue au greffe de la justice de paix, 1, 19.

12. De la rédaction des jugements, de leur signature et des expéditions à en délivrer, 1, 19, 20. — Dispositions établies pour les autres tribunaux, en cas de défaut, qui doivent s'appliquer dans les justices de paix, 1, 20; 240, q. 694.

13. Si la règle établie pour la jonction du défaut au principal, dans le cas de plusieurs défendeurs, est applicable, 1, 20, 21. — Du cas où le défendeur comparait et refuse de se défendre, 1, 21. — Si le défaut de comparution du demandeur met toujours le juge dans la nécessité de donner congé de la demande, 1, 21. — Si le délai de l'opposition à un jugement par défaut est franc ou non, et s'il est susceptible de prorogation à raison des distances, 1, 21, 22, 23. — *Quid*, si le dernier jour est férié, 1, 22. — Peut-il être formé opposition avant la notification? 1, 22. — Quels doivent être les motifs sur lesquels le juge peut d'office accorder

une prorogation dans le délai de l'opposition ? 1, 23. — Dans quelle forme l'opposition doit être formée lorsqu'elle est déclarée après les délais, 1, 23.

14. Jugemens qui ne doivent être ni expédiés, ni signifiés, 1, 33.

15. Pourquoi il doit être délivré une cédule de citation pour les gens de l'art appelés à une opération, 1, 34. — Du transport sur le lieu contentieux, 1, 34. — Si on doit regarder comme préparatoire ou comme interlocutoire, le jugement qui ordonne une enquête ou une visite de lieu, 1, 34. — De l'appel du jugement de l'une et de l'autre espèce, 1, 34, 35.

16. Formes d'une demande en garantie, 1, 35. — Si on peut appeler du jugement qui accorde délai pour citer le garant, 1, 35, 36. — Le garant peut être appelé avant la première comparution, 1, 36. — De la mise en cause d'un sous-garant, 1, 36. — Devant quel juge doit être portée la demande en garantie, si elle n'a pas été formée dans le délai fixé par le juge de l'action principale, 1, 36. — Cas de défaut par le garanti et le garant, 1, 36, 37.

V. *Actions possessoires* ; *Appel*, 5, 26 ; *Arbitrage*, 51 ; *Citation* ; *Conciliation* ; *Contrainte par corps*, 5, 20 ; *Conseil de famille*, 1, 7 ; *Enquêtes*, § 2 ; *Erpurtion*, § 2 ; *Incident*, 2 ; *Prise à partie*, 4 ; *Recusation*, § 2 ; *Requête civile*, 2 ; *Saisie-arrest*, 4 ; *Scellus*, 2, 11.

JUGEMENT.

1. *ESPÈCES DE JUGEMENTS* ; 2. *FORMATION DE JUGEMENT* ; 3. *SES EFFETS*.

1. Ce que signifie prononcer par voie de disposition générale et réglementaire, J. xi. — Réglements permis aux tribunaux, J. xi.

2. Définition du jugement, 1, 148. — Distinction entre les sentences, jugemens et arrêts, 1, 148. — Ce qu'on appelle ordonnance, 1, 148. — Comment elle se distingue du jugement, et quand il y a lieu de statuer par cette voie, 1, 284, q. 794.

3. Diverses espèces de jugement et leur définition, 1, 148, note. — Les parties ne peuvent donner aux juges d'un tribunal l'autorisation de statuer comme amiables compositeurs, III, 294, note 2, § 1. — Ce qu'on entend par jugement d'expédient ou jugement convenu ou d'accord, 1, 148, note 5 ; II, 201, q. 1631. — Cette espèce particulière de jugement subsiste encore, II, 201, q. 1631, note 3 ; 285, q. 1840. — L'accord des parties doit être signé d'elles ou de leur fondé de pouvoir spécial, II, 202, note 1. — Les parties peuvent s'en désister jusqu'à l'homologation du juge, II, 202. — Néanmoins si l'accord avait été signé d'avance par les parties, il pourrait être opposé, soit comme acquiescement, soit comme désistement, II, 202, note 2. — Comment l'expédient est demandé et obtenu, II, 202, 203, § 3, 4. — Cas dans lesquels le juge peut se refuser à le recevoir, II, 203, § 5. — Un jugement d'expédient ne peut être attaqué par la voie d'appel, II, 203, 204. — Il ne peut

être attaqué par action principale en nullité, II, 204. — Il peut être attaqué par voie de tierce opposition et de requête civile, II, 204.

4. Ce qu'on entend par jugement définitif, 1, 148, note 4 ; II, 187, q. 1616. — Par jugemens provisoires, II, 187. — Le jugement par lequel, après avoir statué, le juge se réserve de prononcer ce qui sera vu appartenir si l'état de la cause change, est un jugement provisoire, II, 261.

5. Il ne dépend pas du juge de qualifier son jugement, II, 192, note 1 ; 205, art. 453, n. 376.

§ II.

6. Comment un jugement se forme et comment il doit être prononcé, 1, 148, 149, 150, art. 116. — Nullité de l'arrêt ou du jugement où un juge n'a pas assisté aux audiences qui ont précédé le rapport, 1, 146, q. 479, note 2. — Un jugement est nul si l'un des juges qui y ont concouru n'a assisté à toutes les plaidoiries, 1, 150, note 1. — Il n'est pas nécessaire qu'il ait assisté au jugement préparatoire par suite duquel est rendu ce jugement, 1, 150, note 2 ; 189, note 7, § 4. — Ni à l'audience dans laquelle l'affaire a été mise en délibéré, ib. — Nullité de celui où les juges qui ont assisté à sa prononciation ne sont pas les mêmes que ceux qui l'ont délibéré en la chambre du conseil, 1, 151, q. 487. — Le juge qui n'a pas pris part au jugement qui a ordonné une enquête peut concourir au jugement définitif à rendre sur le résultat des enquêtes, 1, 257, § 6. — Le juge qui n'a pas été présent à une audition de témoins faite à l'audience ne peut statuer sur le fond, II, 127, 128, q. 1481. — Des juges qui ont statué sur les reproches ne doivent pas être nécessairement les mêmes que ceux qui statuent sur le fond, 1, 406, q. 1127.

7. Du cas où il s'est formé plus de deux opinions parmi les juges, 1, 151, art. 117. — Rang dans lequel ils doivent opiner, 1, 151, q. 489. — Comment la pluralité des voix peut se réunir en faveur d'une opinion, 1, 151, q. 490 ; 152, note 1. — Ces principes applicables dans les cours d'appel, 1, 153, q. 492. — Pourquoi le jugement ne doit pas mentionner qu'il s'est élevé plus de deux opinions et que les voix ont été recueillies de nouveau, 1, 152, q. 491.

8. Cas de partage entre eux, 1, 151, n. 83 ; 153, art. 118. — Quand on peut dire qu'il y a partage, 1, 153, q. 493. — Moyens autrefois employés pour vider un partage, 1, 153. — Juges qui doivent assister au jugement où le partage est vidé, 1, 153, note 4. — Appel d'un nouveau juge quand un de ceux qui ont concouru au partage est empêché, 1, 154, q. 497. — Nullité du jugement rendu après partage, si l'ordre prescrit pour appeler un juge, un suppléant, n'a pas été suivi, 1, 153, q. 494. — L'homme de loi qui y est appelé n'est pas tenu de prêter serment, 1, 153, note 4, § 2. — Comment et

en quel nombre des avocats peuvent être adjoints à un tribunal pour vider un partage, I, 153, note 4, §§ 3 et 4.

9. Les juges ne sont pas autorisés, pour éviter une seconde plaidoirie, à soumettre la question qui les divise à un autre juge, I, 154, q. 500. — Les juges partagés peuvent, en votant avec le juge départiteur, adopter une nouvelle opinion, I, 154, q. 496. — Questions dont peut connaître le juge départiteur, I, 154, q. 498.

10. Jugement de renvoi à rendre lorsque la cause est continuée à une des prochaines audiences, I, 142, q. 465. — Le jugement rendu sans renvoi à jour fixe n'est pas nul, I, 151, q. 486. — Conséquences de ce que le jugement termine l'instruction, I, 151, q. 488.

11. Ce que la rédaction du jugement doit contenir, I, 149; 190, art. 141, n. 102. — Par qui les jugemens étaient rédigés sous l'empire des lois antérieures au code, I, 193, n. 103. — Ce qu'on entend par ces termes : *Point de fait, point de droit et dispositif* dans un jugement, I, 189, notes 5 et 6. — Il n'y a pas nullité dans le jugement qui établit les points de fait dans tel ordre plutôt que dans tel autre, I, 189, note 7, §§ 1 et 2. — Un jugement est nul lorsqu'il y a omission soit des points de fait ou de droit, soit des conclusions des parties, I, 191, note 1, §§ 1 et 2. — N'est pas nul celui dans lequel des parties ont été seulement dénommées par les mots *et autres*, *ib.*

12. La nullité d'un jugement ne peut être déclarée que sur appel, II, 156, note 8. — Cette nullité peut être couverte, et l'appel est recevable quelque modique que soit la condamnation portée au jugement nul, II, 56, q. 292. — Les jugemens d'expédient ne sont même pas attaquables par action principale en nullité, II, 204. — Un jugement rendu contre une femme assignée seulement dans la personne de son mari et défendue par lui sans mandat de sa part, quoiqu'il s'agisse de ses propres intérêts, est nul, d'une nullité toujours opposable et que tout juge peut déclarer, III, 311, note 2.

13. Règle sur la position des questions de droit, I, 189, note 7, § 3. — L'art. 141 du Code de procédure s'applique à tout jugement, et les formalités qu'il prescrit doivent être observées à peine de nullité, II, 190, q. 594. — La nécessité de motiver le jugement est une règle universelle pour tous les tribunaux, I, 191, q. 595. — Principe pour résoudre les incertitudes qui peuvent s'élever à cet égard, I, 191, 192. — Leur application spéciale aux jugemens interlocutoires et préparatoires, I, 192, note 4; 193, note 1. — Aux jugemens sur requête, II, 71, q. 1332. — Il n'est pas nécessaire de faire mention dans le jugement de la signification des qualités, I, 193, note 6.

14. Minutes de jugemens, I, 19. — Signature de la minute et mention qu'elle doit contenir, I, 197, 188, art. 138. — La nullité qui ré-

sulte du défaut des signatures requises doit être poursuivie par appel, I, 188, note 1, § 2.

15. De quoi se compose la feuille d'audience, I, 188, q. 589, note 7. — C'est le greffier qui a tenu l'audience qui doit signer la minute du jugement, I, 188.

16. Le tribunal qui a rendu le jugement ne peut faire aucun changement dans la minute, I, 188, note 1. — Changemens qui peuvent être apportés à un jugement dans sa rédaction et avant la signature, I, 196, q. 604. — Un juge peut interpréter son jugement, I, 197, q. 605. — S'il s'est glissé dans un jugement omission de fixer un délai pour la reddition d'un compte, et de commettre le juge-commissaire, les mêmes juges peuvent la réparer, II, 289, note 1, § 3. — Application de la maxime : Le juge ne peut se réformer lui-même, I, 198, note 1; II, 156. — Ces règles applicables dans les tribunaux de commerce, I, 188, q. 592; 190, note 5.

17. Il n'est pas nécessaire d'avoir recours à l'inscription de faux pour prouver que le juge dont le nom est employé dans l'expédition d'un jugement n'y a pas concouru, I, 188, q. 593. — Peines encourues par les greffiers qui délivrent expédition de jugemens non signés, I, 189, article 139, n. 100. — Motifs de la surveillance exercée par les procureurs du roi sur les minutes, I, 189, art. 140, n. 101. — L'expédition du jugement doit être signée, I, 198, note. — Il peut être délivré une grosse ou expédition exécutoire du jugement à toute partie intéressée, I, 198, 199. — Et de simples expéditions à tous requérans, *ib.*

§ III.

18. Exécution provisoire et définitive des jugemens, I, 149. — Principes de législation et de jurisprudence sur les effets des jugemens, I, 150. — Nature et durée de l'action que produit un jugement, I, 150.

19. Divisibilité des chefs obtenus dans un même jugement, II, 168, q. 1574; 175, note 4; 363, n. 400.

20. L'exécution d'un jugement peut, en cas d'urgence, être ordonnée sur la minute, I, 187, note 4, § 2.

21. Espèces de recours ouverts contre tous les jugemens, II, 155. — Règles générales auxquelles ils sont soumis, II, 156. — Lorsqu'il existe plusieurs voies pour faire réformer un jugement, on ne doit employer celle que la loi désigne en dernier lieu qu'après avoir épuisé celle qu'elle désigne en premier ordre, II, 253, q. 1741. — La jurisprudence qui autorisait l'action en lieu de comminatoire, c'est-à-dire, une action que l'on pouvait former par demande principale afin de faire rétracter un jugement rendu dans l'état, faute à la partie d'avoir fourni telle preuve ou telle pièce, est abrogée, II, 260, q. 1765. — Les tribunaux peuvent prononcer des injonctions, supprimer des écrits, les déclarer nulles et ordonner l'impression et l'affiche de leurs juge-

mens, III, 321, art. 1036. — Les juges peuvent ordonner incidemment la suppression d'un mémoire injurieux répandu dans le public sans avoir été signalé à la partie, III, 322, q. 3420. — Il n'y a point d'injure à reprocher l'erreur, l'injustice et la prévention des juges, lorsque les faits sur lesquels ces reproches sont fondés sont manifestes, III, 321, note 3, § 2. — Les tribunaux de commerce peuvent prononcer sur la demande en réparation d'injures proferées à leur audience, III, 321, note 3, § 3.

V. *Grosse*; *Audience*, 1, 2; *Commission rogatoire*; *Compte*, 18; *Conseil de famille*, 2, 8; *Delaie*, 7, § 3; *Delibéré*, 6, 7; *Desaveu*, 7, 8; *Dieuement*, 5; *Enquête*, 15; *Étranger*, § 3; *Exécution*; *Exécution provisoire*; *Interrogatoire sur faits et articles*, 9; *Ordre*, 14, 17; *Qualités*; *Saisie-arrest*, 3, 24; *Saisie immobilière*, 6, 64, § 13; *Séparation de biens*, 7; *Signification de jugement*; *Tribunal de commerce*, § 3.

JUGEMENTS (CONTRADICTION DE).

V. *Cour de cassation*, 2; *Requête civile*, 7. JUGEMENT COMMUN (ACTION EN DÉCLARATION DE).

V. *Intervention*, § 2; *Saisie immobilière*, 80; *Tierce opposition*, 2.

JUGEMENTS INTERLOCUTOIRES ET PRÉPARATOIRES.

1. Leur définition, I, 148, note 2; II, 191, note 2. — De l'appel des jugements préparatoires, interlocutoires et par provision, II, 186, art. 451. — Exemples de jugements préparatoires, I, 192, note 4; II, 191. — Jugements réputés préparatoires et interlocutoires, II, 186, art. 452, n. 375. — La loi de brumaire an 2 ne faisait aucune distinction entre ces jugements, II, 186. — Ce qu'on doit considérer pour attribuer à un jugement le caractère de jugement définitif, provisoire, préparatoire ou interlocutoire, II, 187, q. 1616. — Tout jugement qui ordonne une preuve, une instruction, une vérification, n'est pas par cela même interlocutoire, II, 189. — *Secus* si l'une des parties s'y était opposée, II, 190. — On ne peut interjeter appel de cette espèce de jugements interlocutoires après les trois mois de leur signification ou après l'acquiescement de la partie, II, 196, q. 1629. — L'interlocutoire ne lie pas le juge, I, 198, note 2; II, 191, note 6. — Sens dans lequel il y a lieu à appliquer aujourd'hui la maxime : *L'interlocutoire ne lie pas le juge*, II, 200, q. 1630. — Il y a interlocutoire toutes les fois qu'un tribunal a prononcé même d'office un avant faire droit dont l'approfondissement était inadmissible ou inutile, II, 190. — On peut interjeter appel d'un jugement interlocutoire de cette espèce, encore que le délai de l'appel soit expiré ou que le jugement ait été exécuté, II, 195, q. 1629. — *Quid* du pourvoi en cassation, s'il s'agit de jugements en dernier ressort? *Id.*

2. Distinction entre les jugements définitifs sur incident dont on peut appeler, et les jugements préparatoires, II, 187, note 1. — Un juge-

ment peut préjuger le fond et être interlocutoire, quoiqu'il n'ordonne pas une preuve ou une vérification, II, 191, note 1. — Il est des circonstances où le jugement qui ordonne la mise en cause d'un tiers est interlocutoire, II, 192, q. 1618. — Il en est de même de celui qui ordonne la comparution des parties, II, 193, q. 1619. — De celui qui ordonne une communication de pièces, II, 194, q. 1623. — Le jugement qui ordonne un interrogatoire sur faits et articles est interlocutoire, II, 194, q. 1620. — Un jugement de jonction ne peut être considéré comme interlocutoire, II, 194, q. 1621. — Celui qui ordonne un sursis, peut être considéré comme définitif, II, 194, q. 1622. — Le jugement qui ordonne que la quittance d'un remboursement sera produite au procès est interlocutoire, II, 195, q. 1625. — Il en est de même de celui qui ordonne qu'il sera rendu compte d'une société de commerce dont l'existence serait contestée, II, 195, q. 1626. — Le jugement qui ordonne une expertise dans l'espèce de l'art. 969 du Code de procédure est préparatoire, II, 195, q. 1627. — Le jugement qui a d'ailleurs le caractère d'interlocutoire doit être considéré comme tel, quoique le juge ait déclaré statuer préparatoirement ou sans nuire ni préjudicier aux droits des parties, II, 191, q. 1617; 194, note 3.

3. L'erreur du juge sur le caractère préparatoire ou interlocutoire d'un jugement est une ouverture à cassation, II, 196, q. 1628.

4. Ce qu'il suffit d'indiquer dans les sommations pour être présent aux rapports d'experts, et les assignations, en vertu de jugement de jonction, III, 320, art. 1034, n. 619. — Lorsqu'une cause est remise ou continuée à tel jour d'audience, on ne doit pas réitérer l'assignation, quoiqu'il n'y ait pas de jonction, III, 320, q. 3417.

V. *Appel*, 58; *Comparution personnelle*; *Delibéré*, I, 7; *Faux*, 22; *Juge de paix*, 15; *Péremption*, 13.

JUGEMENT PAR DÉFAUT.

1. QUAND ET COMMENT IL PEUT S'OSTENSER; 2. De l'opposition.

1. Ce qu'en nomme jugement par défaut, I, 203. — Distinction entre le congé de défaut et le simple défaut, I, 203. — Ce qu'on nomme donner défaut et profit du défaut, I, 204. — Ce qu'on appelle profit du défaut, I, 210, note 2.

2. Deux espèces de jugements par défaut dans les trib. de 1^{re} instance, I, 204, 205, art. 149. — On peut en distinguer quatre espèces, I, 204, note 2. — Le défaut faute de défendre n'existe plus aujourd'hui, I, 205, note 1. — En quels cas no jugement est réputé par défaut, quoique l'avoué se présente à l'audience, I, 205, q. 614; 206, note 1.

3. Dans quels cas le jugement qui intervient est rendu faute de constitution d'avoué ou faute de plaider, I, 206, q. 616. — Le refus de plaider n'empêche pas que le jugement ne soit contradictoire si la cause a été conclue, I, 205,

q. 615; 206, note 2. — Le jugement définitif où une partie refuse de plaider et conclure, est par défaut quoiqu'il y ait eu des plaidoiries respectives suivies d'un jugement préparatoire, 1, 205, § 2. — Il conserve ce caractère quoique le tribunal ait commis un huissier pour le notifier, *ib.* § 3. — Le jugement rendu par un tribunal de commerce ne peut être regardé comme un jugement faute de comparaître, si le défendeur de la partie s'est présenté, n'eût-il fait que demander remise de la cause, 1, 217, note 1.

4. Les jugements rendus contre la régie de l'enregistrement, sans qu'elle ait produit des défenses écrites, sont susceptibles d'opposition, quoique précédés des conclusions du ministère public, 1, 205, § 4. — Ils deviennent contradictoires dès qu'il y a eu des mémoires respectivement signifiés, *ib.* § 5.

5. Différence entre un jugement par défaut et un jugement contradictoire, 1, 204. — Le défaut se donne à l'audience, 1, 204, note 3; 206, art. 150. —

6. Les conclusions de la partie qui le requiert doivent être trouvées justes et vérifiées, 1, 206, art. 150; 207, n. 110. — La vérification des conclusions n'est exigée que si le défaut est requis par le demandeur, 1, 207, q. 617, note 2. — Et cela quoique le demandeur soit un tuteur agissant pour son mineur, même sur une action en dévau de ce dernier, 1, 208, q. 618. — La vérification n'est pas nécessaire dans le cas d'un jugement rendu par défaut sur l'appel d'un jugement par défaut sur lequel elle avait été faite, 1, 207, note 1, § 1. — Dans le cas où la vérification est exigée, le jugement doit, à peine de nullité, contenir la preuve qu'elle a été faite, 1, 207, note 1, § 2. — Obligations imposées aux juges pour cette vérification, 1, 208, q. 619.

7. Le défaut ne peut être obtenu pour des conclusions nouvelles, sans nouvelle assignation, 1, 208, q. 620. — Les conclusions d'une demande reconventionnelle, formée par le défendeur, ne peuvent être adjugées par défaut, si cette demande a été fermée par un simple acte, 1, 209, note 1.

8. Il est encore permis de rabattre le défaut, 1, 209, q. 621. — Délais pour obtenir défaut quand la demande est formée contre plusieurs parties, 1, 209, art. 151, n. 111. — En ce cas, il ne peut être pris qu'un seul défaut, 1, 209, 210, art. 152, n. 112. — Un tribunal ne peut prononcer d'office la nullité de l'exploit d'ajournement, 1, 207, note 1. — De la jonction du profit du défaut quand l'un des défendeurs comparait et l'autre fait défaut, 1, 210, art. 153. — Il n'y a pas lieu à cette jonction sur le défaut fait par un garant, 1, 210, note 1, § 5. — Ce que signifie joindre le profit au fond, 1, 147, q. 482. — Cette jonction doit être ordonnée d'office, même en matière sommaire et dans les affaires de commerce, 1, 210, note 1, § 1. — Mais non dans les procé-

dures en expropriation forcée, *ib.* § 2. — Un jugement de jonction ne peut avoir lieu après constitution d'avoué de la part de tous les défendeurs, parce que les avoués de quelques-uns ne se présentent pas à l'audience, 1, 212, q. 629. — La partie défaillante ne peut y former opposition, 1, 213, q. 630. — Un jugement est-il nul pour n'avoir pas ordonné dans le cas où est exigée la jonction du profit? 1, 211, q. 622. — L'avoué qui a conclu sur le jugement de jonction, n'en est pas moins recevable à proposer ensuite toute exception qui doit être proposée *in limine litis*, 1, 211, q. 623. — Le jugement de jonction ne pourrait ordonner un interrogatoire, 1, 211, q. 624.

9. L'huissier qui doit signifier le jugement de jonction peut être commis par un autre jugement, 1, 211, q. 625. — Comment cet huissier doit être commis si la signification doit être faite hors du ressort du tribunal, 1, 211, q. 627. On peut opposer au demandeur les nullités de la signification faite par l'huissier commis, 1, 211, q. 627.

10. L'assignation à donner en vertu du jugement de jonction, doit être donnée dans les délais ordinaires s'il n'établit un autre délai, 1, 212, q. 628. — Mais si l'affaire n'est pas sommaire, le défendeur doit jouir du délai de quinzaine, à partir de la constitution d'avoué, 1, 213, q. 631. — Le jugement rendu contradictoirement entre quelques parties, depuis la jonction, est nul s'il ne statue sur le profit du défaut, 1, 210, note 1, § 4. — Le jugement rendu après jonction est-il réputé contradictoire, à l'égard de la partie qui fait défaut, après avoir comparu lors du premier jugement, 1, 213, q. 632.

11. Application de la maxime : *le défaut emporte contestation*, 1, 162, q. 521; 185, q. 579; 203.

12. Le défendeur qui a constitué avoué peut prendre défaut contre le demandeur avant d'avoir fourni des défenses, 1, 214, art. 154, n. 114. — Il peut obtenir défaut contre le demandeur, sans appeler à l'audience les autres défendeurs, s'il en existe, à moins qu'il n'ait connaissance qu'ils ont constitué avoué, 1, 214, q. 633. — On ne peut, quand il y a plusieurs demandeurs, obtenir défaut contre chacun d'eux en particulier, 1, 214, q. 634.

13. Délai après lequel les jugements par défaut peuvent être exécutés, 1, 215, art. 155. — Ce délai est franc, 1, 215, q. 636. — Cas dans lesquels il peut être augmenté à raison de la distance entre le domicile de la partie défaillante et le lieu où siège le trib. qui doit connaître de l'opposition, 1, 215, q. 637. — Il ne peut, même en cas de constitution d'avoué, être exécuté contre la partie sans lui avoir été signifié, 1, 216, q. 638.

14. Huissier à commettre pour signifier le jugement à la partie qui n'a pas constitué avoué, 1, 216, art. 156. — Ou bien si celui qu'elle a constitué n'a point accepté le mandat, 1, 217,

q. 641.—Motifs de cette disposition, et ceux de la durée des jugemens par défaut fixée à six mois, 1, 216, n. 116.—Elle est applicable aux arrêts des cours et aux jugemens des trib. de commerce, 1, 217, q. 642.—Le tribunal qui a rendu le jugement peut indiquer, pour commettre un huissier, soit le tribunal, soit le juge, soit un juge de paix du domicile de la partie, 1, 217, q. 643.—La signification d'un jugement par défaut qui n'a pas été faite par l'huissier commis est nulle, 1, 218, q. 644.—Il peut faire une seconde signification sans une commission nouvelle, 1, 218, note 1.—Il n'y a pas lieu de commettre un huissier si le jugement n'a prononcé aucune condamnation contre la partie à laquelle il est signifié, 1, 216, note 2.—La partie qui a reçu la copie du jugement signifié ne peut faire résulter un moyen de nullité de ce qu'il ne contient pas la désignation d'un huissier, 1, 216, note 2, § 2.

15. Il suffit que le jugement par défaut portant condamnation solidaire contre plusieurs défendeurs, ait été exécuté dans les six mois contre l'un d'eux, pour qu'il ne puisse être réputé non avenue contre les autres, à l'expiration de ce délai, 1, 218, q. 643.—Cette péremption n'est pas interrompue par l'opposition de la partie condamnée, si cette opposition est irrégulière, 1, 219, note 1.—Elle peut être opposée par la régie des domaines, *ib.*—Par l'étranger, 1, 220, q. 646.—Mais non par les créanciers du débiteur lorsque celui-ci a déclaré reconnaître le jugement, renoncer à l'attaque ou le tenir pour exécuté, 1, 220, q. 650.—Il en est autrement si cette déclaration est postérieure à la contestation dans le cours de laquelle les créanciers auraient opposé la péremption, 1, 221, q. 651.—L'exécution du jugement par défaut dans les six mois doit, pour qu'il n'y ait pas lieu à la péremption, se composer des actes prescrits par l'art. 159, 1, 220, q. 647.—Une opposition formée par acte extrajudiciaire n'interrompt pas le cours de la péremption, si elle n'a pas été renouvelée dans la huitaine, 1, 237, q. 683.—La péremption du jugement laisse subsister la procédure qui la précède, 1, 220, q. 648.—La première assignation conserve ses effets en ce sens qu'elle aurait interrompu une prescription, mais sous la condition d'assigner la partie à domicile pour voir rendre le second jugement, 11, 100, q. 1414.—Il n'est pas besoin de la faire déclarer en justice, 1, 220, q. 649.—La partie condamnée peut renoncer à l'invoquer en formant opposition après les six mois, 1, 230, q. 665, note 2.

§ II.

16. Définition de l'opposition et ses effets, 1, 204.—Dans quel délai et dans quelle forme elle peut être faite, 1, 120, note 1.—La faculté de former l'opposition à tous jugemens ou ordonnances par défaut est de droit, si elle n'est for-

mellement prohibée, 1, 222, note 1, § 1.—Exceptions, 1, 224, q. 659.

17. Elle n'est pas recevable en matière de saisie immobilière à moins qu'elle ne repose sur des moyens de forme, 1, 222, note 1, § 5.—L'opposition est admise contre les jugemens rendus sur requête ou demande d'une seule partie, sans qu'une autre ait été appelée, 1, 224, q. 660.—Contre les jugemens des trib. de commerce, 1, 225, note 1, §§ 3 et 4.

18. Délai de l'opposition quand le jugement est rendu contre une partie ayant avoué, 1, 222, art. 157.—Cette règle n'est pas applicable quand l'avoué n'a été constitué que depuis le jugement, 1, 222, note 1, § 3.—Il n'est pas nécessaire que la signification à avoué soit faite par un huissier audiencier du trib. qui a rendu le jugement, 1, 223, q. 654.

19. Motifs de la prorogation du délai de l'opposition quand la partie défaillante n'a pas constitué avoué, 1, 225, art. 158, n. 118.—Ce délai n'est pas franc, mais il ne comprend pas le jour de la signification, 1, 222, q. 652.—Il n'est pas susceptible d'augmentation à raison de la distance entre le domicile de la partie et le siège du trib. qui a rendu le jugement, 1, 223, note 1.

20. Une déclaration d'opposition ne peut être faite utilement après les actes auxquels l'article 159 attache la présomption que le jugement a été exécuté, 1, 225, q. 662.—Actes qui établissent la présomption qu'un jugement a été exécuté, 1, 226, art. 159, n. 119.—Cette disposition est-elle limitative ? 1, 226.—Un jugement est exécuté en saisie de rente quand cette saisie a été notifiée, 1, 226, note 1.—La présomption d'exécution ne résulte pas d'une saisie de meubles ni d'un simple commandement, 1, 227, note 1.—Ni d'un procès-verbal de capture, *ib.*, note 2.—Ni d'une inscription hypothécaire, 1, 229, note 1.—Serait d'un commandement notifié afin de saisie, 1, 227, note 4.—D'une saisie-arrêt avec assignation en validité suivie de constitution d'avoué, 1, 227.—D'un état ou procès-verbal de carence, pourvu qu'il ait été notifié, 1, 228, note 3.—Et à plus forte raison de l'acquiescement du condamné, 1, 229, q. 664.—L'acquiescement ne résulte pas de paiements faits, s'ils ont été faits sans aucune considération de ce jugement, 1, 230, note 1.—Il n'en est pas de même dans le cas où les frais auraient été payés même avec protestation et réserves, 1, 230, note 1 ; 232, note 1.—Quid de l'opposition à la taxe des dépens ? 1, 233, note 1.—L'exécution du jugement faite sans que le condamné ait déclaré former opposition, ne peut être opposée sous l'appel comme un acquiescement, 1, 230, q. 666.—L'empêchement occasioné par le fait du défaillant à l'exécution produit l'effet d'un acquiescement formel, 1, 231, q. 667.—Une partie ne peut être relevée de la déchéance par la circonstance que le dernier jour du délai serait un jour férié, 1, 222, note 1, § 2.—Cette

fin de son recevoir se couvre par la procédure volontaire de la partie qui aurait eu intérêt à l'opposer, 1, 223, q. 653.

21. L'opposition des consorts défaillassans ne peut profiter à ceux qui ont comparu, 1, 222, note 1, § 4. — La signification du jugement obtenu par deux parties ne fait courir les délais de l'opposition qu'en faveur de celle qui a fait donner cette signification, 1, 223, q. 655. — L'opposition formée par un garant condamné n'empêche pas le jugement d'avoir la force de chose jugée entre le garanti et le demandeur principal, 1, 223, q. 656.

22. Le défaut de date dans la copie de l'exploit contenant la requête d'opposition en emporte la nullité quoique cette date existerait sur l'original, 1, 224, q. 657. — Cas dans lesquels le délai de l'opposition peut être suspendu, 1, 224, q. 658.

23. Forme de l'acte d'opposition si le jugement a été rendu contre une partie ayant avoué, 1, 231, art. 169, n. 120. — Il n'est pas nécessaire que la requête exigée par cet article soit présentée au président du tribunal, 1, 231, q. 668. — L'opposition est nulle si elle n'est pas signée d'un avoué, 1, 231, q. 669. — L'exploit de signification de cette requête non soumis aux formalités ordinaires des ajournemens, 1, 231, q. 670.

24. Elle doit contenir les moyens d'opposition, 1, 233, art. 161, n. 121. — On ne peut se dispenser de les y énoncer qu'autant qu'elle se référerait à un acte portant en lui-même la preuve qu'ils ont été connus d'avance par le défendeur, 1, 233, q. 672. — Une requête d'opposition doit contenir les moyens, quoique dirigée contre un jugement rendu en matière sommaire, 1, 234, q. 673. — En ce cas, le demandeur au principal ne peut néanmoins signifier aucunes défenses, 1, 238, note 1. — Une requête d'opposition irrégulière ne peut être renouvelée après l'expiration du délai de l'opposition, 1, 233, note 2, § 1. — Elle n'arrête pas l'exécution du jugement par défaut, 1, 234, q. 674. — Aucun motif pour retirer et signifier le jugement par défaut, après la signification de la requête d'opposition, 1, 234, q. 675. — L'irrégularité d'une opposition est couverte par les conclusions du défendeur à son déboutelement, 1, 233, note 2, § 2. — L'opposant peut faire valoir un moyen d'opposition qui n'aurait pas été développé dans sa requête, 1, 233, note 2, § 3, 238, q. 690. — Il ne peut présenter en plaidant des nullités ou exceptions, si dans la requête il a défendu au fond, 1, 238, q. 689.

25. Forme de l'opposition quand le jugement a été rendu contre une partie n'ayant pas d'avoué, 1, 235, art. 162, n. 122. — Moyens qui restent au défaillassant dans le cas où l'huissier chargé d'exécuter le jugement refuserait de lui donner acte de son opposition, 1, 235, q. 676. — L'opposition sur les actes d'exécution peut être faite, en l'absence de la partie, par sa

femme ou ses proches parens, 1, 235, q. 677.

26. Le délai pour réitérer l'opposition est franc, mais le jour de l'échéance n'y est pas compris, 1, 236, q. 678, note 2. — Il est susceptible d'augmentation à raison de la distance, 1, 236, q. 679. — L'opposition faite sur l'interdit commandement pour procéder à une saisie-exécution lui donne cours, 1, 236, q. 681. — L'opposition formée par acte extrajudiciaire et non réitérée dans la huitaine, peut être renouvelée, si, d'ailleurs, le jugement par défaut ne peut encore être réputé exécuté, 1, 236, q. 682. — Cette décision appliquée aux affaires de commerce, 1, 236, note 3. — L'expédition faite dans la forme ordinaire des ajournemens n'est pas soumise à être réitérée en forme de requête si elle contient des moyens, 1, 237, q. 684.

27. La requête par laquelle l'opposition est réitérée doit, à peine de nullité, être signée par un avoué, 1, 235, note 2. — Elle peut être signifiée à personne ou à domicile et formée par acte d'avoué à avoué, 1, 236, q. 680. — Elle ne doit pas nécessairement contenir assignation ou avenir pour plaider, 1, 237, q. 685. — Cette requête doit être libellée comme celle que prescrit l'article 161, en cas de défaut faute de plaider, 1, 237, q. 688. — Une opposition, formée par de simples conclusions prises sur le barreau, n'est pas admissible, 1, 235, note 2, § 2.

28. L'opposant peut être reçu à plaider les moyens d'opposition quoiqu'il n'ait pas *refondé*, c'est-à-dire payé les dépens, 1, 233, q. 671. — Registre des oppositions tenu au greffe, 1, 238, art. 163. — Certificat nécessaire pour exécuter contre un tiers un jugement par défaut, 1, 238, art. 164, 239, n. 123. — Il est exigé sous peine de nullité, 1, 239, q. 691.

29. Le jugement par défaut qui déboute d'une opposition non susceptible d'opposition, 1, 239, art. 165, n. 124. — *Secus* relativement à une nouvelle partie que l'opposant aurait mise en cause, 1, 239, q. 693. — Le demandeur qui n'a pas comparu sur l'opposition du défendeur ne peut plus attaquer par voie d'opposition le jugement qui est intervenu, 1, 239, note 2. — L'opposition est recevable contre le second jugement par défaut, s'il a été précédé d'un avant faire droit jugé contradictoirement qui a vidé l'opposition en premier défaut, 1, 240, q. 694. — Elle est recevable aussi quand le second défaut est rendu sur d'autres motifs que le premier et contient une décision différente, 1, 240, q. 695.

30. Le jugement attaqué par voie d'opposition reprend toute sa force si cette opposition est déclarée non recevable, 1, 225, q. 661. — On peut donc appeler du jugement par défaut, sans appeler du second, 1, 239, note 2, § 2. — Un jugement susceptible d'opposition ne peut être attaqué par voie d'appel, 1, 225, note 1. — Recours à exercer contre un jugement en dernier ressort après l'expiration des délais de l'opposition, 1, 222, n. 117. — Le jugement qui prononce ou

congé de défaut est susceptible d'appel après le délai de l'opposition, I, 214, q. 635.

V. *Appel*, 27, 28, 29, 30; *Arbitrage*, 54; *Acoué*, 4; *Compétence*, 6, 7; *Contrainte par corps*, 11; *Enquête*, 19; *Exécution provisoire*, 3; *Faux*, 22; *Instruction par écrit*, 3, 7; *Interdiction*, 9; *Juge de paix*, 13; *Reprise d'instance*, 10; *Tribunal de commerce*, § 3; *Vérification d'écritures*, 3, 11.

JURIDICTION.

Conséquences de la distinction entre la juridiction ordinaire et la juridiction extraordinaire, J. xiii.

JURIDICTION (prorogation de).

V. *Appel*, 24; *Commission*; *Compétence*, 11; *Juge de paix*, 4; *Prise à partie*, 7; *Tribunal de Commerce*, 1.

L.

LECTURE.

V. *Acte*, 6.

LÉGALISATION.

V. *Exécution*, 7.

LETTRE DE CHANGE.

Quand l'accepteur d'une lettre de change peut être assigné devant le juge du domicile de l'endosseur, I, 77.

V. *Garantie*, 7; *Saisie-arrest*, 5; *Tribunal de commerce*, 1.

LIBELLE.

Sens de ce mot, I, 116, note.

LICITATION.

V. *Partage*; *Vente d'immeubles*.

LIQUIDATEUR.

V. *Arbitrage*, 12.

LIQUIDATION.

Définition de ce mot, II, 284, note.

V. *Compte*, 8; *Contrainte par corps*, 8, 39; *Dépens*, 12; *Dommages-intérêts*, 2, 3; *Saisie*, 1; *Saisie-arrest*, 3; *Séparation de biens*, 7.

LITISPENDANCE.

Il n'est pas nécessaire que les exceptions de litispendance et de connexité soient proposées *in limine litis*, I, 243, note 5.

V. *Compétence*, 17, 18, 19; *Conciliation*, 1.

LOCATAIRE.

V. *Saisie-gagerie*.

LOIS.

1. Définition et but de la promulgation de la loi, J. vii.—Comment elle se fait, J. vii, viii.—Motifs du retard que le législateur peut apporter à l'exécution d'une loi, J. viii.—Application du principe de la non rétroactivité aux lois de la procédure, J. viii, ix; I, 69.—Affaires que l'on peut ranger dans la classe des procès intentés avant le Code, et qui doivent être suivies selon les anciennes lois, III, 326, q. 3432.—Les dispositions du Code de procédure qui établissent un nouveau droit sur le fond du procès, ne sont pas applicables à une cause introduite avant sa promulgation, III, 326, note 2, § 6.—Les enquêtes ordonnées depuis le Code dans des procès

commencés antérieurement doivent être faites suivant les lois anciennes, III, 326, note 2, § 1.—Une instance liée avant le Code mais reprise depuis, doit être régie d'après la législation antérieure, III, 326, note 2, § 3.—L'assignation devant une Cour royale, en vertu d'un arrêt de la Cour de cassation qui lui renvoie la connaissance d'une ancienne affaire n'est pas soumise aux formes du Code, III, 326, note 2, § 4.—Les dispositions du Code de procédure règlent la forme et l'exécution des arrêts rendus postérieurement à sa publication sur un procès intenté auparavant, III, 326, note 2, § 5.—L'appel d'un jugement rendu avant le Code doit être suivi selon ses dispositions, III, 326, note 2, § 2.—On n'a que le délai fixé par le Code pour un jugement rendu antérieurement mais signifié depuis, III, 327, q. 3433.

2. Conséquences de l'abrogation absolue des anciennes lois sur la procédure, J. ix.—Elle ne s'applique pas aux règles de la procédure dans les affaires qui intéressent le gouvernement, J. ix.—Du concours des lois spéciales avec une loi générale qui leur est postérieure, J. ix, x.—Règles pour l'interprétation des dispositions spéciales du Code de procédure, J. x.—Formes de procéder en cas de silence de la loi, J. xi.

3. A quelle autorité appartient le pouvoir d'interpréter les lois, J. xi, xii.—Pourquoi et comment une loi interprétative doit être exécutée pour le passé, J. xii.—En quoi consiste l'interprétation par voie de doctrine, J. xii.—Règles à cet égard, *ib.*—Comment sont exprimés les motifs d'une loi, J. xiii.—Comment les lois peuvent s'étendre d'un cas à un autre, J. xiii, xiv.—Sens et application de la maxime : *Odia restringenda, fauores ampliandi*, J. xv.—Principes sur l'application des lois, J. xv.

4. Abrogation des lois antérieures au Code, III, 326, art. 1041, n. 626.—Cette disposition ne s'applique pas à des lois spéciales antérieures au Code, III, 327, q. 3434.

LOTS.

V. *Partage*, 7, 8.

M.

MAIRE.

V. *Saisie immobilière*, 5, 14, 19, 26.

MAJORAT.

V. *Requête civile*, 4.

MANOAT, MANDATAIRE.

Application de la maxime, *nul ne plaide par procureur*, etc., I, 84, 85.

V. *Actes*, 19; *Appel*, 38; *Acoué*, 5; *Conci-*

Nation, 10; *Désaveu*, 5; *Exploit*, 5; *Faillite*; *Faux*, 13; *Intervention*, 4; *Saisie*, 2; *Saisie-arrest*, 21; *Saisie immobilière*, 4; *Scellés*, 15; *Serment*, 3; *Vente d'immeubles*, 23.

MANDEMENT.

V. *Distribution par contribution*, 9, 14.

MANDEMENT D'EXÉCUTION.

V. *Titre exécutoire*.

MARIAGE.

Le père qui succombe dans son opposition au mariage de son enfant, ne peut être condamné aux dépens, 1, 172, note 6.

V. *Interdiction*.

MATIÈRES SOMMAIRES.

1. Contestations qui exigent une procédure sommaire, 11, 122. — Affaires qu'on appelle particulièrement matières sommaires, 11, 122, 123, art. 404, n. 332. — Différence entre l'instruction prescrite pour ces affaires et celle qui s'observe dans les matières ordinaires, 11, 122, 123. — Doivent être considérées comme matières sommaires les demandes en frais de garde, une affaire pure personnelle dont le titre n'est pas contesté, les demandes en provision pour nourriture et aliments, 11, 123, note 4, §§ 1, 2 et 3. — De quelque manière que soit contesté le titre qui sert de fondement à une demande pure personnelle, l'affaire cesse d'être sommaire, 11, 123, q. 1470. — Les demandes réelles ou mixtes ne peuvent être réputées sommaires, quoiqu'elles n'excèdent pas 1000 francs, 11, 124, q. 1471.

2. Quelles demandes doivent être regardées comme sommaires, parce qu'elles sont provisoires, ou requièrent célérité, 11, 124, q. 1472. — Affaires non mentionnées dans l'art. 404, et que la loi désigne spécialement comme matières sommaires, 11, 124, 125, q. 1473.

3. Les appels pour incompétence et les demandes en validité de saisie-arrest ne sont pas réputées matières sommaires, 11, 125, q. 1474. — Les appels pour incompétence, en matière de commerce, sont réputés causes sommaires, 11, 123, note 4, § 3. — Les dépens adjugés en appel d'un jugement rendu sur des contestations nées à la suite d'une distribution, ne peuvent être taxés comme en matière sommaire, si ces contestations se rattachent à une instance ordinaire, 11, 123, note 4, § 4.

4. Signification du mot *sommairement*, employé en plusieurs articles du Code, 11, 54, q. 1289. — On ne doit pas considérer comme matières sommaires les causes que la loi désigne comme devant être ainsi jugées, 11, 125, q. 1475. — Causes qui doivent être jugées sommairement et qui ne sont pas réputées matières sommaires, 11, 126, q. 1476; 111, 2, n. 501.

5. Quand et comment doivent être jugées les matières sommaires, 11, 126, art. 405, n. 333. — Il est rare que le préliminaire de conciliation soit indispensable pour qu'une demande en matière sommaire soit reçue en justice, 11, 126, q. 1477. — On peut, en matière sommaire,

signifier des conclusions motivées, mais elles ne passent point en taxe, 11, 126, q. 1478.

6. Forme des demandes incidentes et des interventions, 11, 126, 127, art. 406, n. 334. — Cette règle applicable à la demande en nullité d'une saisie immobilière, 11, 126, note 2. — Une requête en intervention doit contenir en tête constitution d'avoué et sommation de comparaître à jour fixe, 11, 127, note 1. — On peut répondre par des conclusions motivées aux requêtes dont il s'agit en l'art. 406, 11, 127, q. 1479.

7. Comment il est procédé à une enquête, 11, 127, art. 407, n. 335. — On ne doit point entendre à l'audience et sommairement les témoins appelés pour constater l'absence, 11, 127, note 3, § 1. — Si une partie a articulé par acte les faits qu'elle entend faire admettre en preuve, la partie adverse n'est pas obligée à les contester également par acte, 11, 127, q. 1480. — Si le jugement n'intervient pas de suite et qu'un nouveau juge soit appelé, il faut recommencer l'audition des témoins, 11, 127, 128, q. 1481. — Délai de l'assignation aux témoins, 11, 128, art. 408. — Ce délai est franc, 11, 128, q. 1482. — Règles des enquêtes ordinaires applicables aux enquêtes sommaires, 11, 129, art. 413. — Le délai pour l'enquête en matière sommaire court à partir du jugement, indépendamment de toute signification, 11, 129, note 1, § 1. — La fixation de ce délai est entièrement abandonnée à l'arbitrage du juge, 11, 130, § 3. — La signification à la partie des noms des témoins doit être faite sous peine de nullité, dans les matières sommaires aussi bien que dans les matières ordinaires, 11, 130, § 2. — Le défendeur qui a laissé écouler le délai déterminé pour la confection de l'enquête, peut encore demander une prorogation de délai pour la contre-enquête, 11, 128, note 1. — *Quid*, si l'une des parties demande prorogation, 11, 128, art. 409, n. 336. — Cette demande doit être formée au jour indiqué par le jugement pour l'audition des témoins, 11, 128, q. 1483; 130, note 1, § 1. — Aucun procès-verbal d'enquête, si le jugement n'est pas susceptible d'appel, 11, 128, art. 410, n. 337. — L'énonciation du nom des témoins au jugement n'est pas une formalité substantielle, 11, 128, note 3. — Il n'est pas nécessaire d'y faire mention du résultat de chaque déposition, 11, 128, q. 1484. — Du procès-verbal d'enquête, si le jugement est susceptible d'appel, 11, 128, art. 411. — Il est nécessaire, à peine de nullité, même dans les tribunaux de commerce, 11, 128, note 4. — Il doit contenir le résultat de chaque déposition en particulier, 11, 129, q. 1485. — Juge à commettre pour l'enquête, si les témoins sont éloignés ou empêchés, 11, 129, art. 412, n. 339. — Il ne suffit pas, en ce cas, de rédiger le résultat des dépositions, *id.* — Le tribunal commis pour recevoir enquête, doit commettre un de ses membres pour recevoir les dépositions des témoins, 11, 129, q. 1486.

V. *Appel*, 50; *Caution*, 6; *Compétence*, 20; *Conseil de famille*, 8; *Dépens*, 12; *Distribution par contribution*, 13; *Exécution provisoire*, 1; *Instruction par écrit*, 1; *Ordre*, 3; *Saisie immobilière*, 38.

MÉMOIRES.

V. *Jugement*, 21.

MERCURIALES.

V. *Fruits*.

MILITAIRES.

V. *Absent*, 1; *Contrainte par corps*, 19; *Péremption*, 11; *Saisie-arrest*, 10; *Scellés*, 17.

MINEUR.

V. *Appel*, 8, 9; *Arbitrage*, 10, 11, 13; *Compte*; *Conciliation*, 4; *Conseil de famille*, 1 et suiv.; *Délais*, 3; *Hypothèque*; *Inventaire*, 7; *Partage*, 1, 3; *Péremption*, 11; *Requête civile*, 11, 13, 27; *Saisie immobilière*, 3; *Scellés*, 3, 4, 13; *Vente d'immeubles*, 1, 3; *Vente de meubles*, 6.

MINISTÈRE PUBLIC.

1. Ce que c'est que le ministère public, 1, 121. — Cas dans lesquels, en matière civile, il agit par voie d'action ou de réquisition, 1, 122, 126. — Ce que c'est qu'agir par voie d'action, 1, 126.

2. Causes dans lesquelles est requise l'intervention ou l'audition du ministère public, 1, 122, 123, note. — Si ces règles sont applicables encore bien que l'affaire soit sommaire, 1, 125. — Lorsque le tribunal civil est saisi d'une affaire commerciale, 1, 125, 190, note 5. — Conséquences du défaut de communication dans les cas où elle est ordonnée, 1, 122.

3. Toute cause qui concerne un interdit est communicable, 1, 123. — *Quid* de celles qui intéressent un individu pourvu d'un conseil judiciaire, 1, 124. — Ce qu'on entend par causes concernant une tutelle, 1, 123.

4. Quelle doit être l'absence d'une personne, pour que la cause qui l'intéresse doive être communiquée, 1, 124. — Des causes qui intéressent les militaires, 1, 124. — Si la cause qui intéresse les biens d'une femme mariée sous le régime dotal est toujours communicable, 1, 123, 124.

5. Récusations qui doivent être communiquées, 1, 123. — Si la communication est requise pour tout délinquant ou seulement dans le cas où il s'agit d'incompétence, *ratione materiarum*, 1, 123. — Pour faire déclarer exécutoire une sentence arbitrale, 1, 124. — Comment il

faut procéder, quand l'une des parties a omis de communiquer dans les délais fixés par le règlement, 1, 125. — Si le ministère public peut refuser de prendre communication lorsque le tribunal l'ordonne d'office, 1, 125. — S'il peut faire différer les plaidoiries pour prendre communication d'une cause qui n'est pas communicable d'après les dispositions de la loi, 1, 126. — Comment il doit être constaté que le ministère public a été entendu, 1, 126, note.

6. Si un avocat ou à défaut un avoué peut remplacer les procureurs du roi ou leurs substitués, 1, 126. — Le peut-il dans le cas où il a plaidé pour l'une des parties à une audience précédente ? 1, 127. — Si le magistrat qui a rempli les fonctions du ministère public peut participer en jugement, 1, 127. — Causes dans lesquelles le ministère public doit prendre des conclusions orales, 1, 146, n. 81.

V. *Actes de l'état civil*, 3; *Conseil de famille*, 3, 10; *Défense*, 3; *Dépens*, 4; *Expertise*, 16; *Faux*, 35; *Femme mariée*, 1; *Instruction par écrit*, 7; *Prise à partie*, 2; *Résuscitation*, 12; *Reféré*, 5; *Renvoi à un autre tribunal*, 4; *Requête civile*, 8, 24.

MINUTE.

Ce que c'est, 1, 187, note 7. — De la copie figurée à dresser par les notaires des minutes dont ils se dessaisissent, 1, 300.

V. *Exécution*, 4; *Jugement*, 14, 16, 17; *Reféré*, 9.

MINUTE (ARREST EX).

V. *Faux*, 17; *Vérification d'écritures*, 14.

MISE EN LIBERTÉ.

V. *Contrainte par corps*, 31, 32, 34, 35, 36, 38, 39, 41, 42, 43, 44, 45, 46.

MOIS.

V. *Appel*, 7; *Délais*, 6; *Ordre*, 9; *Saisie immobilière*, 8.

MORT CIVILE.

V. *Appel*, 11; *Arbitrage*, 14.

MOTIFS.

V. *Conseils de préfecture*; *Juge de paix*, 8; *Jugement*, 13; *Reféré*, 8; *Règlement de juges*, 5; *Tribunal de commerce*, 3.

MOYENS.

Sens de ce mot, 1, 252, note 1; 253, q. 672. — Distinction entre un moyen et un chef de demande, 1, 192, note 1.

V. *Demande nouvelle*, 2; *Jugement par défaut*, 24.

N.

NAVIRE.

V. *Tribunal de commerce*, 9.

NEWS (erreurs de).

V. *Actes de l'état civil*, 4.

NOTAIRE.

V. *Actes*, § 2; *Compulsoire*; *Expertise*, 22; *Faux*, 17; *Inventaire*, 1; *Offres*, 5; *Partage*,

4, 7, 9; *Scellés*, 11, 16; *Vérification d'écritures*, 14.

NULLITÉ.

1. CAS DE NULLITÉ. 2. PERSONNES QUI EN RÉPONDENT. 3. COMMENT ELLES SE COUVRENT OU SE PÉRISSENT.

1. Quand un acte doit être regardé comme nul ou comme recevant une nullité, J. 22118.

— Nullité de l'acte déclaré non avoué, I, 220, q. 649. — Cas dans lesquels des nullités peuvent être prononcées, J. xxxiii. — Distinction entre les nullités intrinsèques ou substantielles, et les nullités extrinsèques, J. xxxiii, xxxiv. — Entre des nullités absolues et des nullités relatives, ib. — Exemples d'une nullité intrinsèque ou essentielle, I, 190. — De nullités relatives, I, 261, n. 131.

2. Aucune des nullités, amendes et déchéances prononcées dans le Code n'est comminatoire, III, 310, art. 1029, n. 614. — Aucun acte ne peut être déclaré nul, si la nullité n'en est déclarée par la loi, III, 311, art. 1030. — Application de l'art. 1030 du Code de procédure, I, 202, 203, note 1; 220, note 1.

3. Défense non portée sous peines de nullité, et qui pourtant entraîne cette peine, I, 96, note 1; II, 90, q. 1392; 94, q. 1405. — Les irrégularités qui dépouillent un acte de sa substance doivent en faire déclarer la nullité, quoique la loi n'y ait pas expressément attaché cette conséquence, III, 311, note 3. — Celles qui ne sont qu'accidentelles ne rendent point l'acte nul, si la loi ne l'a déclaré, que la disposition législative à laquelle elles sont contraires soit impérative ou prohibitive, III, 312. — La prohibition portée dans l'art. 1037 du Code emporte nullité quoique non faite expressément sous cette peine, III, 324, q. 3426.

4. Interprétation trop étendue donnée à l'article 1030 du Code de procédure, I, 156, q. 503; 190, q. 594; 210, q. 622. — Les dispositions n'en peuvent être appliquées à des actes autres que des exploits ou actes de procédure, III, 312, q. 3393. — Mais elles s'appliquent aux actes des huissiers et des greffiers comme à ceux des avoués, III, 312, q. 3394. — Tous sont officiers ministériels, III, 314, q. 3400.

5. Pour qu'un acte nul cesse de produire ses effets il doit avoir été annulé par jugement, III, 312, q. 3395. — Néanmoins ce qui est fait à son préjudice avant le jugement n'est pas valide si la nullité en est déclarée, III, 312, q. 3395.

§ II.

6. Amendes encourues par l'officier ministériel qui a reçu un acte nul existe une contravention pour laquelle la loi n'a pas prononcé de nullité, III, 311, art. 1030. — Responsabilité des officiers ministériels qui ont commis des nullités, J. xxxiv; III, 313, art. 1031, n. 616. — Considérations à peser pour mettre cette responsabilité à leur charge, III, 680, q. 3401. — Les actes nuls et frustratoires sont à leur charge, III, 313, art. 1031, n. 616. — Responsabilité de l'huissier par le fait duquel un exploit est déclaré nul, I, 114. — Si cette responsabilité peut en certains cas peser sur la partie, I, 114. — Si cette condamnation est de rigueur, ou si elle est seulement facultative, I, 114. — Un huissier est responsable des nullités qui se trouveraient

dans la partie d'un exploit qui ne serait pas de son écriture, sauf son recours de droit, III, 314, q. 3399. — Quand un acte rédigé par un avoué et signé par un huissier, se trouve infecté de nullité donnant ouverture à responsabilité, l'huissier signataire est seul responsable de la nullité, II, 330, note 3. — En matière de saisie immobilière, le défaut de qualité de l'huissier, ministre d'un des actes de la procédure, ne peut être opposé que par la partie à laquelle l'acte a été signifié, II, 330, note 9.

7. Les peines mentionnées dans les art. 1030 et 1031 peuvent, à l'exception des dommages-intérêts, être prononcées contre un officier ministériel, quoique non appelé pour être entendu dans ses moyens de défense, III, 313, q. 3396.

— Elles peuvent être poursuivies directement contre lui, III, 313, q. 3398. — La partie à la requête de laquelle se font des exploits ou actes de procédure est responsable des fautes que commet l'officier ministériel qui les a faites, III, 313, q. 3397. — Les nullités faites par un huissier commis peuvent être opposées à la partie qui invoque l'acte où elles existent, I, 98.

§ III.

8. Les nullités absolues ne peuvent se couvrir, I, 264, note 1; 265, q. 751. — Si le juge doit ou peut prononcer une nullité relative qui n'a pas été couverte J. xxxiv. — Toute nullité d'acte de procédure convertie si elle n'est proposée avant toute défense, I, 260, art. 173. — Application de cet article aux nullités d'actes de procédure autres que celles des exploits d'ajournements, I, 263, q. 746. — Si une nullité qui tient à la substance d'un acte se couvre par la comparaison et la procédure volontaire de la partie intéressée à la faire valoir, I, 268, q. 753. — On ne peut signifier des moyens de nullité dans l'écrit appelé défense, I, 261, note 1. — Précautions à prendre pour éviter de couvrir des nullités d'exploit ou d'actes de procédure, I, 261, q. 740. — Toutes nullités de forme couvertes par celui qui a proposé des moyens au fond, I, 260, note 3, § 1. — La nullité de forme d'une requête en péremption d'instance doit être proposée avant toute défense au fond, I, 260, note 3, § 2. — Le jugement en jonction de profit de défaut couvre les nullités précédentes à l'égard des parties qui ont comparu, I, 260, note 3, § 3. — La nullité d'une opposition est couverte si le défendeur a conclu à ce que l'opposant fût débouté au fond, I, 260, note 3, § 4; 267, § 10. — L'interdit ou le défendeur peuvent opposer la nullité de l'exploit de demande ou de l'exploit d'appel, après avoir soutenu qu'il était non recevable, I, 260, note 3, §§ 5 et 6. — Demandé sous toutes réserves communication de l'exploit d'appel, ib., § 7. — Constitué avoué, I, 262, note 1. — A moins que l'acte de constitution d'avoué n'ôte tout fondement à la nullité, I, 263, q. 744. — Donné un avenir pour plaider, I, 261, note 2; 262, note 1. — Fait de simples actes d'instruction,

qui n'ont été précédés d'aucun écrit de défenses, 1, 261, § 1. — *Secus* si l'intimé a fait retenir la cause au rôle des grandes audiences en rubric rouge, 1, 260, note 3. — Si à une audience précédente il a déjà opposé une nullité, *ib.*, § 9. — S'il a signifié une réponse à un écrit de griefs sans établir cette nullité, 1, 261, § 10. — S'il a obtenu défaut, 1, 261, § 11. — Si le moyen de nullité provient de son propre fait, 1, 261, § 13. — Et cela nonobstant une réserve indéfinie en termes vagues et généraux, 1, 261. — Si l'intimé a purement et simplement conclu à la confirmation du jugement du second appel, 1, 262, §§ 4 et 7. — Fait une demande en communication de titres, *ib.*

9. Un avocat qui plaide au fond, au lieu de plaider dans la forme, sur une nullité proposée par requête, ne rend pas sa partie non recevable à se prévaloir de cette nullité, 1, 262, q. 741. — Il convient que le tribunal auquel une exception péremptoire en la forme est soumise, prononce par une décision préalable à celle à rendre sur le fond, 1, 263, q. 745.

10. La partie qui s'aperçoit de quelque nullité dans la procédure, peut la réparer en signifiant un nouvel acte, 1, 264, note 1; 265, q. 750. — La nullité d'une saisie-arrêt, fondée sur ce qu'elle a été faite sans titre ou sans permission du juge, peut être proposée pour la première fois en cause

d'appel, II, 320, note 1, § 1. — Le juge ne peut prononcer d'office les nullités d'exploits ou d'actes de procédure, 1, 264, q. 747. — Il ne le peut quand même la partie intéressée à opposer la nullité ne comparait pas, 1, 264, q. 748. — Il ne peut même en ce cas, sans annuler précisément l'exploit, se refuser à donner défaut et ordonner un réassigné, 1, 265, q. 749. — Il peut prononcer d'office la nullité d'un exploit, lorsqu'elle est la conséquence nécessaire de l'incompétence du juge devant lequel l'assignation a été donnée, 1, 264, note.

V. *Acte*, 14, 15; *Appel*, 17, 23, 30, 38; *Arbitrage*, 13, 15, 24, 60; *Commune*, 3; *Communication de pièces*, 3; *Compétence*, 4; *Contrainte par corps*, 11; *Demande nouvelle*, 3; *Désaccusé*, 16; *Enquête*, 8, 15, 22, 28, 33, 35, 64, 67, 71; *Expertise*, 30, 31; *Exploit*, 16; *Femme mariée*, 3; *Garantie*, 6; *Juge de paix*, 2; *Jugement*, 12, 14; *Jugement par défaut*, 8, 9, 24; *Péremption*, 6, 12; *Récusation*, 15; *Reprise d'instance*, 4; *Requête civile*, 5; *Saisie des rentes*, 5; *Saisie-exécution*, 9, 21; *Saisie immobilière*, 55, § 14.

NULLITÉ (demande en).

V. *Arbitrage*, 60, 61; *Contrainte par corps*, 34; *Jugement*, 12, 14; *Offre*, 7; *Peine d'immeubles*, 7.

O.

OBLIGATION.

On peut stipuler qu'à défaut de paiement à l'échéance, le créancier hypothécaire pourra faire vendre l'immeuble devant notaire, aux enchères, sans prendre la voie de la saisie immobilière, II, 391, q. 2199. — Mais on ne peut stipuler qu'il en pourra disposer à son gré, *ib.*

OFFICE (actes et décision d').

V. *Acte de l'état civil*, 3; *Appel*, 19; *Arbitrage*, 21; *Défense*, 14; *Dépense*, 8; *Déscente sur les lieux*, 4, 8; *Enquête*, 14, 16, 43, 54; *Étranger*, 3; *Exception*, 4; *Exécution provisoire*, 2; *Expertise*, 6, 18; *Faux*, 33; *Garantie*, 6; *Interrogatoire sur faits et articles*, 8, 14; *Jugement par défaut*, 8; *Nullité*, 10; *Péremption*, 5; *Recoi à un autre tribunal*, 10; *Scellée*, 4; *Tierce opposition*, 9; *Vérification d'écriture*, 16.

OFFICIER DE JUSTICE.

Ce qu'on entend par là, 1, 132.

OFFICIER MINISTÉRIEL.

V. *Nullité*, 4, 6, 7.

OFFRES.

1. En quoi consistent les offres et la consignation, III, 117. — Quels en sont les effets, III, 117. — Elles peuvent être faites avant le terme convenu pour le paiement, III, 117, note 1. — Les formes relatives aux offres et à la consignation sont réglées par le Code civil et le Code de procédure, III, 122, art. 818, n. 530.

2. On ne peut signifier des offres au domicile élu pour d'autres saisies que la saisie-exécution, II, 339, q. 2010. — Comment doit être faite la désignation au procès-verbal d'offres de l'objet offert, III, 118, art. 812. — Quand la désignation de l'objet offert est faite de manière qu'on ne puisse y en substituer un autre, III, 118, q. 2780. — Le mot *espèces*, dans l'art. 812, exprime toutes choses fongibles, III, 118, q. 2781. — Comment l'énumération et la quantité des espèces sont constatées dans le procès-verbal d'offres, III, 118, q. 2781.

3. On ne peut faire des offres en billets de banques, III, 118, q. 2782. — Le paiement et les offres faits par un tiers sont nuls s'il énonce que le montant en provient de ses deniers et requiert formellement la subrogation, III, 118, note 3.

4. Un procès-verbal d'offres n'est pas nul, parce qu'il a été fait par un notaire, III, 118, q. 2783. — Les offres faites par la partie elle-même, sans assistance d'un officier ministériel, sont nulles, III, 119, note 1. — Les offres incidentes à une contestation à laquelle elles se rattachent doivent aussi se faire par boissier, à moins qu'elles ne soient faites à l'audience, III, 119, q. 2784. — Mention de la réponse et de la signature du créancier, à faire au procès-verbal, III, 119, art. 813. — Si les offres sont acceptées par lui, l'officier ministériel exécute le paiement, III, 119, q. 2785.

5. Consignation de la chose offerte, si le créancier refuse les offres, III, 119, art. 814. — Où la consignation doit s'effectuer, III, 119, q. 2786, 2787. — Intérêts que paie la caisse des dépôts et consignation des sommes consignées, II, 387, note 2.

6. Comment doit s'exercer la demande en validité ou en nullité des offres ou de la consignation, III, 119, art. 815, n. 528. — La nullité d'offres réelles peut être demandée par voie d'action principale, comme par voie d'exception, III, 119, note 1. — Quand on peut dire que la demande en validité est principale ou incidente, III, 119, q. 2788. — Elle est formée par requête d'avoué si elle est incidente, III, 120, q. 2791. — Elle n'est pas sujette à l'essai de conciliation qu'elle est principale, III, 120, q. 2789.

7. Les demandes en validité ou en nullité, sont de la compétence du tribunal du lieu où le paiement a dû s'effectuer, III, 120, q. 2790. — Ce que doit ordonner le jugement qui déclare les offres valables, III, 120, art. 816. — La réalisation qui, d'après l'art. 816, opère la cessation des intérêts de la dette, consiste dans le dépôt ou la consignation, et non dans les offres déclarées valables, III, 120, q. 2792.

8. La consignation toujours à la charge des oppositions en les dénommant, III, 121, art. 817, n. 529. — Le retard dans la dénonciation de ces oppositions ne peut être un motif pour mettre à la charge du débiteur les intérêts de la somme consignée, III, 122, q. 2793.

V. *Consignation*; *Dommages-intérêts*, 5; *Saisie-arrest*, 26; *Saisie immobilière*, 31; *Vente d'immeubles*, 17.

OMISSION.

V. *Compte*, 7.
OPPOSITION.

V. *Appel*, 28, 29, 30; *Arbitrage*, 54; *Accusé*, 8; *Council de famille*, 9; *Jugement par défaut*, § 2; *Qualités*, 3; *Récusation*, 21; *Reféré*, 8; *Requête civile*, 3; *Saisie immobilière*, 69; *Scellés*, 10; *Tierce opposition*; *Tribunal de commerce*, 14.

OPPOSITION, SAISIE-ARRÊT.

V. *Saisie-arrest*.
ORDONNANCE.

V. *Actes du Jétat civil*, 2; *Appel*, 19; *Communication de pièces*, 6, 7, 8; *Délais*, 10; *Enquête*, 41, 43; *Jugement*, 2; *Ordre*, 12, 19; *Reféré*, § 3; *Tribunal de commerce*, 8; *Vente d'immeubles*, 7; *Vérification d'écritures*, 13.

ORDONNANCE d'exequatur.

V. *Exécutoire*.

ORDRE.

1. MOTIFS DE L'ORDRE, OU ET PAR QUEL SE POURRAIT.

2. FORMATION DE L'ÉTAT DE COLLOCATION. 3. DES INTERVENIENS INCIDENS À LA SUITE DE CETTE OPÉRATION. — CLOSURE.

1. But de l'ordre, III, 41. — Usages divers observés à cet égard dans l'ancien droit, III, 41. — Les dispositions du titre qui règle cet objet, s'appliquent aux ventes volontaires et aux

ventes qui se font d'autorité de justice, III, 41.

— Délai dans lequel, à partir de l'adjudication, les créanciers de la partie saisie doivent se régler sur la distribution du prix, III, 42, art. 749. — Le saisissant et l'adjudicataire ont le droit de faire la notification qui devra faire courir ce délai, III, 42, note 1. — Pour donner cours à ce délai, la signification doit être faite non-seulement au saisi et au saisissant, mais encore à tous les créanciers inscrits, III, 42, q. 2540. — L'accord des créanciers pour cette distribution doit être unanime, constaté par acte notarié, homologué, les chirographaires opposants appelés, III, 42, q. 2541, 2548. — Comment ils doivent poursuivre leur paiement contre l'adjudicataire, s'il n'a point été partie dans l'acte de la distribution conventionnelle, III, 43, q. 2542, 2543.

2. Poursuite de la nomination du juge-commissaire pour l'ordre, à défaut de distribution conventionnelle dans le délai, III, 43, art. 750. — La procédure d'ordre peut, sans qu'il y ait nullité, être ouverte avant l'expiration des délais pour s'accorder, III, 43, note 1, § 5. — La poursuite d'un ordre ne peut être annulée par cela seul que l'inscription du créancier poursuivant est radicalement nulle, III, 43, note 1, § 4. — Le saisi peut poursuivre l'ordre, III, 44, q. 2549. — Lequel de plusieurs poursuivants qui sont en concurrence doit l'emporter, III, 45, q. 2550. — Régistre au greffe sur lequel la réquisition du poursuivant doit être inscrite, III, 44, art. 751, n. 509.

3. Les matières d'ordre sont matières sommaires ou requérant célérité et peuvent en conséquence être réglées pendant les vacances, III, 43, note 1, § 6. — L'ordre entre créanciers doit être fait par les juges de la situation des biens, III, 43, q. 2544, note 1, § 1. — Il en est de même quand il s'agit de distribution de prix pour vente judiciaire d'immeubles dépendants d'une succession, III, 43, note 1, § 2. — Et cela quoiqu'il soit procédé à la vente avant partage, III, 43, q. 2545. — On ne peut joindre et renvoyer à un même tribunal les ordres à régler par suite d'adjudication de deux biens situés dans le ressort de deux tribunaux, et vendus séparément par expropriation forcée, III, 43, 44, q. 2546. — Si on doit procéder à autant d'ordres séparés qu'il y a de biens situés dans l'arrondissement, lorsqu'ils sont hypothéqués à des créanciers divers, III, 44, q. 2547.

§ II.

4. Ordonnance du juge-commissaire qui ouvre le procès-verbal d'ordre, III, 45, art. 752. — En quoi consiste l'ouverture de l'ordre, III, 45, q. 2551.

5. Tous créanciers ayant hypothèque sur l'immeuble vendu, à quelque époque que cette hypothèque ait été constituée, doivent être appelés à l'ordre, III, 44, q. 2548. — C'est à l'adjudicataire à les indiquer et à faire la procédure né-

cessaire pour purger les hypothèques légales, III, 44, q. 2548.—Si l'acquéreur d'un bien situé dans plusieurs arrondissements ne fait transcrire son contrat que dans un seul, les créanciers inscrits dans cet arrondissement doivent seuls être appelés, III, 45, note 1, § 2.—L'extrait à délivrer par le conservateur doit comprendre les inscriptions existantes au moment de l'ouverture du procès-verbal d'ordre et non celles qui existaient lors de la dénonciation de la saisie, III, 45, q. 2552.

6. Comment est donnée la sommation aux créanciers de produire, III, 45, art. 753.—Cette sommation peut être donnée à un créancier ou au domicile élu dans son inscription ou au domicile de son avoué, III, 46, q. 2553.—Le vendeur doit à peine de nullité être assigné à domicile réel, III, 45, note 1, § 3.—La sommation aux créanciers chirographaires opposants doit être donnée au domicile élu dans le lieu où demeure l'adjudicataire, III, 46, q. 2554.—Il n'est pas nécessaire que la sommation de produire contienne signification de l'ordonnance du juge-commissaire, III, 45, note 1, § 4.—Il ne doit pas être fait de sommation au saisi, III, 46, q. 2555.

7. Délai dans lequel et comment les créanciers doivent produire et communiquer leurs titres, III, 46, art. 754.—Ce délai n'emporte pas déchéance, III, 46, note 1, § 1.—Il peut être augmenté à raison des distances, III, 46, q. 2556.—On ne peut faire résulter une fin de non recevoir du défaut de production et de contestation à l'ordre d'un créancier non appelé, III, 46, note 1, § 2.—La production et l'acte de produit ne doivent pas être signifiés, III, 46, q. 2557.

8. Confection par le commissaire de l'état de collocation et de son dénoncé, III, 46, art. 755.—L'état de collocation ne doit pas être signifié, III, 47, q. 2559.—On n'est pas tenu de dénouer aux créanciers inscrits non producteurs, III, 47, q. 2560.—Le dénoncé de l'état de collocation ne doit pas nécessairement être signifié aux créanciers chirographaires quoiqu'ils aient figuré dans le procès-verbal, III, 47, note 2, § 1.—La dénonciation à la partie saisie est suffisamment prouvée par le visa que contient l'ordonnance du juge-commissaire, III, 47, note 2, § 2.

9. Le délai pour prendre communication ne court qu'à partir de la dernière dénonciation aux créanciers et à la partie saisie, III, 47, note 2, § 3.—Le jour de la dénonciation n'est pas compté, III, 47, note 2, § 4.—Le délai d'un mois déterminé par les art. 755, 756, 757, se compte de tel quantième d'un mois à tel quantième du mois correspondant sans égard au nombre de jours, III, 47, q. 2558.

10. Les contradicts des créanciers peuvent être admis dans le procès-verbal déposé au greffe, III, 47, note 5.—Comment se font les dires, et quel est leur objet, III, 49, q. 2566.—Le

délai donné pour contredire étant expiré, l'état de collocation doit être signifié par exploit à personne ou domicile, au saisi qui n'a pas constitué d'avoué, III, 47, q. 2561.—En ce cas, le saisi doit, pour contredire, jouir de l'augmentation du délai à raison des distances, III, 47, art. 2562.—Forclusion des créanciers qui n'ont pas pris communication des productions dans le délai, III, 48, art. 756.—Elle peut être invoquée en tout état de cause, mais ne peut être prononcée d'office, III, 48, note 1.—Elle n'est pas encourue par le créancier qui, ayant produit ses titres dans le délai, les a retirés momentanément, III, 49, note 1, § 1.—La signification d'un état de collocation clos un jour férié fait courir le délai pour critiquer la collocation, III, 49, note 1, § 2.—La partie saisie est de même que les créanciers non recevables à contredire sur le procès-verbal, lorsque le délai prescrit par l'art. 755 étant expiré, le juge-commissaire a fait la clôture de l'ordre, III, 48, q. 2563; 49, note 3.—La forclusion prive la partie qui en est frappée du droit d'intervenir dans les contestations qui s'élèvent ultérieurement entre les créanciers provisoirement colloqués, III, 49, q. 2564.

11. On peut, après le délai fixé pour contredire, admettre à cet effet un créancier qui n'aurait pas été appelé au règlement d'ordre, III, 49, q. 2565.—Peines encourues par les créanciers qui produisent après les délais indiqués, avant la clôture de l'ordre, III, 49, art. 757, n. 510.—Ce qu'il arrive s'ils produisent après que l'ordre est clos en totalité ou en partie, III, 49, q. 2567.—Ils doivent, en produisant, sommer les autres créanciers de prendre connaissance de leurs productions, III, 50, q. 2569.—Les frais de leur production ne peuvent être répétés contre le débiteur, III, 50, q. 2570.—Le créancier qui n'a pas produit parce qu'il a été omis dans le certificat du conservateur, peut être admis à faire sa production ultérieurement à la clôture de l'ordre, III, 50, q. 2568.—La partie qui a négligé de produire ses titres, quoique sommée de le faire, ne peut attaquer le règlement d'ordre par voie d'appel, III, 46, note 1, § 3.

§ III.

12. Décision à prendre par le commissaire en cas de contestation entre les créanciers, III, 50, art. 758.—Si, au lieu de renvoyer à l'audience la contestation qui s'est élevée entre deux créanciers, il l'a jugée, son ordonnance peut être attaquée par voie d'appel, III, 50, note 2, § 1.—Le créancier qui n'a pas contredit au procès-verbal de collocation provisoire avant la dénonciation de l'audience, ne le peut faire à l'audience même qu'autant qu'elle a été dénoncée avant l'expiration du délai, III, 50, q. 2571.—Un créancier colloqué dans un ordre, peut, avant le jugement sur le premier ordre, se désister de la collocation qu'il a obtenue, et se

faire colloquer dans l'autre ordre, III, 50, note 2, § 3.—Ce qui doit être ordonné à l'égard de la partie, qui, sans produire de titres, a prétendu avoir des créances antérieures à celles d'autres créanciers dont elle ne conteste ni la légitimité ni l'hypothèque, III, 51, q. 2572.—Tant que les créanciers colloqués aux termes de l'art. 758, n'ont pas touché le montant de leur collocation, les créanciers qui produisent ultérieurement peuvent, sauf les peines portées on l'art. 757, s'opposer à leur paiement, s'ils prétendent devoir être colloqués avant eux, III, 51, q. 2573.—L'action en restitution ou en rapport exercée dans un ordre contre un créancier non colloqué, et qui a droit à l'être, doit être dirigée contre les derniers créanciers, III, 50, note 2, § 2.

13. Avoué à choisir pour représenter les créanciers postérieurs en ordre d'hypothèque aux collocations contestées, III, 53, § 4, article 760.—L'avoué du poursuivant peut être choisi pour avoué commun, III, 54, q. 2578.—Le poursuivant peut faire cause commune avec les autres créanciers postérieurs, III, 54, q. 2579.—Le saisi doit être appelé dans l'instance relative aux contestations, III, 54, q. 2577; 56, note 10.—Un débiteur saisi ne peut critiquer l'ordre de collocation, lorsqu'aucun créancier ne s'en plaint, III, 55, note 1, § 3.—Le poursuivant qui est compris dans une première clôture d'ordre, en cas de contestation, ne doit pas rester partie sur les procédures ultérieures, ni être remplacé, III, 52, q. 2574.—L'acquéreur d'un immeuble appartenant à un mari ou à un tuteur peut s'opposer à l'ordre pendant le délai accordé pour l'inscription des hypothèques légales, III, 43, note 1, § 3.

14. Par qui et comment l'audience doit être poursuivie, III, 54, art. 761.—Le simple acte par lequel l'audience est poursuivie doit contenir le dire portant contestation de la collocation, III, 54, q. 2580.—Les parties à qui ce simple acte est signifié ne peuvent répondre par écrit au dire qu'il contient, mais le peuvent à l'audience, même après le rapport du juge-commissaire, III, 54, q. 2581.—Comment le jugement est rendu, et ce qu'il doit contenir, III, 55, art. 762.—L'exécution de cet article n'est pas commandée à l'égard du jugement intervenu depuis la clôture, III, 55, note 1.—Un jugement d'ordre n'est pas susceptible d'opposition, III, 55, q. 2582.—Le défaut d'intervention du ministère public dans l'instance d'ordre ne donne ouverture à requête civile qu'en faveur de la masse des créanciers, III, 55, note 1, § 2.—Une émission aux qualités des parties dans un jugement d'ordre, ne la vicie pas de manière à le rendre nul, III, 55, note 1, § 2.

15. L'objet du jugement d'ordre est fixé, relativement à chaque créancier, par la totalité des sommes à distribuer, en sorte que l'un d'eux peut interjeter appel quoique la collocation ne

s'élève pas à 1,000 fr., III, 59, q. 2594.—Délai de l'appel, et comment il doit être interjeté, III, 55, art. 763.—L'art. 763 s'applique au jugement qui a statué sur la question de savoir si le poursuivant avait qualité pour requérir l'ouverture de l'ordre, III, 55, note 2, § 1.—Il s'applique aux jugements intervenus sur une contestation relative au droit et à la qualité du poursuivant, comme aux jugements rendus sur le rang et la préférence des créanciers, III, 55, note 6.—Le délai fixé par l'art. 763 pour l'appel des jugements des contestations sur l'ordre, est applicable à l'appel du jugement rendu sur la tierce opposition d'un créancier à la femme séparée du saisi, III, 55, note 5.—Il n'est pas applicable au jugement qui statue sur la demande en nullité du contrat de vente dont le prix est à distribuer, III, 56, note 7.—Ni à un jugement rendu en exécution de la loi du 11 brumaire an 7, III, 57, q. 2587.—L'acquéreur n'acquiesce point au jugement qui le condamne à payer son prix aux créanciers du vendeur, s'il ne figure dans l'ordre que comme forcé, III, 42.—Les créanciers inscrits n'acquiescent pas au jugement d'adjudication en poursuivant l'ordre III, 42, note 1, § 2.—La signification du jugement d'ordre fait courir le délai de l'appel contre lui et toutes les autres parties, III, 42, note 1, § 3.—La signification d'un jugement d'ordre faite à l'avoué du poursuivant, fait courir le délai de l'appel contre toutes les parties, III, 55, note 2, § 2.—Le délai de l'appel court même à l'égard du créancier auteur de la signification, III, 55, note 2, § 3.—On peut appeler incidemment d'un jugement d'ordre comme de tout autre jugement, III, 55, note 4.—Pour faire courir le délai de l'appel, la signification du jugement à avoué doit réunir les formalités prescrites dans l'art. 61 du C. P., III, 56, q. 2583.—Les dix jours dont se compose le délai de l'appel ne sont pas francs, III, 56, note 9.—L'appel du jugement qui a statué sur les contestations doit être signifié à personne ou à domicile, III, 56, q. 2584.—Il peut être signifié au domicile élu, III, 57, q. 2585.—Au domicile indiqué dans le jugement et tous les actes de la procédure, quoique la partie ait choisi depuis un autre domicile, III, 57, q. 2586.—Quand y a-t-il lieu d'intimer l'avoué du créancier dernier colloqué? III, 59, art. 764, q. 2595.—C'est l'avoué du saisissant et non celui-ci qui doit être intimé sur l'appel du jugement qui a réglé la contestation élevée sur sa demande, afin d'être colloqué en son nom personnel pour ses frais, III, 56, note 9.—Le saisi doit, dans tous les cas, être intimé, III, 56, note 11.—Il n'est pas nécessaire que l'appel d'un jugement d'ordre soit signifié aux créanciers en sous-ordre, III, 58, q. 2591.—Cependant ils peuvent appeler, III, 58, q. 2592.—L'appel est recevable quoiqu'il ne contienne pas énonciation des griefs, III, 57, q. 2598.—Comment l'audience sur appel est poursuivie et conclusions que les intimés peuvent signifier, III,

60, art. 765. — Les appels ne peuvent signifier un écart de griefs, III, 60, q. 2596.

16. On ne peut sur l'appel d'un jugement qui ordonne la collocation d'un créancier, former la demande nouvelle de la nullité de son inscription, ni former d'autres conclusions, III, 56, note 12. — Les créanciers peuvent contester une collocation on appel, quoiqu'elle n'ait été contestée en première instance que par le créancier poursuivant, III, 58, q. 2589. — L'appel d'un jugement qui prononce sur des contestations quelconques, relativement à l'ordre, est suspensif de la clôture, III, 58, q. 2593. — Liquidation des frais d'appel, et qui doit les supporter, III, 60, art. 766. — Le défaut de liquidation des frais dans l'arrêt ne donne pas ouverture à cassation, III, 60, note 1. — Les appels des jugements d'ordre sont réputés matières sommaires, III, 60, q. 2597.

17. Délai dans lequel après le jugement des contestations, le commissaire doit clore l'ordre, III, 60, art. 767. — C'est à partir de la signification et non de la prononciation du jugement que commence à courir le délai de quinzaine pour la clôture définitive de l'ordre, III, 61, q. 2599.

18. En quels cas et comment la subrogation à la poursuite d'ordre peut être demandée, III, 68, art. 779. — Ce qui doit ordonner le jugement qui prononce la subrogation, III, 69, q. 2620. — Un créancier en sous ordre peut demander la subrogation, III, 69, q. 2621.

19. Comment l'ordre est clos, s'il ne s'est élevé aucune contestation, III, 82, art. 759. — Après la clôture le saisi est déchu du droit de prendre communication et de produire, III, 52, note 2, § 1. — Le jugement d'ordre donne ouverture à un droit d'enregistrement à raison de chaque inscription rayée, III, 53, § 2. — L'ordonnance qui a clôturé l'ordre soit en partie, soit en totalité, n'est susceptible d'aucune espèce de pourvoi en faveur de ceux qui ont été appelés à l'ordre, III, 53, q. 2575. — La voie d'appel est seule admissible en faveur du créancier qui n'y a pas été appelé, III, 53, q. 2576. — En quels cas un créancier, qui ne s'est pas présenté à l'ordre, peut appeler ou intervenir sur l'appel pour contester, III, 58, q. 2590.

20. Un ordre régulièrement fait sur une première adjudication doit recevoir son application sur le prix de la vente par folle enchère, III, 42, note 1, § 4. — L'adjudicataire doit les intérêts de son prix à compter du jour de l'adjudication et même postérieurement au règlement définitif entre les créanciers, III, 60, note 2. — Les créanciers utilement colloqués doivent être payés sur la masse hypothécaire de tous les intérêts qui ont couru pendant le retard de la délivrance, III, 61, q. 2600. — On doit colloquer au même rang que le capital d'où ils résultent, les intérêts échus depuis l'adjudication, encore que l'art. 2151 du Code civil ait réduit à deux années le terme pour lequel des intérêts pour-

raient être colloqués avec le capital, III, 61, q. 2601. — Ces décisions ne s'appliquent qu'au cas où l'adjudicataire a consigné, III, 62, q. 2602. — C'est du jour de la clôture, et non-seulement du jour de la délivrance des bordereaux que les intérêts cessent, III, 62, q. 2603. — Il y a lieu à accorder des intérêts, quoiqu'il s'agisse de créances où ils ne sont pas stipulés, III, 62, q. 2604. — Le créancier qui a succombé dans la contestation passible des arrérages et intérêts qui ont couru pendant l'instance, III, 64, art. 770. — Ce recours peut être exercé par des créanciers chirographaires, III, 64, q. 2608. — Rang auquel doivent être colloqués les frais de l'avoué qui a représenté les créanciers contestans, III, 62, art. 768. — Ils ne doivent être colloqués au premier rang, sur ce qui reste de deniers à distribuer après le paiement des créances antérieures, qu'autant que cet avoué a réussi dans la contestation qu'il a soutenue, III, 62, q. 2605. — Les frais de l'huissier qui a instrumenté pour la cause commune, doivent être colloqués par préférence comme ceux de l'avoué, au nom de celui-ci, contre lequel l'huissier seul a action, III, 63, q. 2606. — Comment s'opère la subrogation de l'action en paiement de ces frais, au profit du créancier sur lequel les fonds manquent ou de la partie saisi, III, 63, art. 769, q. 2607.

21. Délai dans lequel le greffier doit délivrer les bordereaux de collocation et leur effet, III, 64, art. 771; 65, q. 2611. — Un créancier qui est colloqué séparément pour différentes créances, doit obtenir autant de bordereaux que de créances, III, 88, q. 2690. — Le créancier n'est pas tenu, en recevant son bordereau, d'affirmer sa créance, III, 65, q. 2610. — Le bordereau n'est exécutoire contre l'acquéreur, qu'autant qu'il n'a pas consigné le prix de son acquisition, III, 65, q. 2612. — La délivrance des bordereaux de collocation peut être ordonnée, nonobstant l'opposition de l'adjudicataire qui prétend à une indemnité pour éviction, s'il lui reste une somme suffisante pour la lui assurer, III, 64, note 2. — Il suffit que les bordereaux soient signés par le greffier, III, 64, note 2, § 2.

22. Quittance et consentement de radiation de son inscription à donner par le créancier colloqué, III, 65, art. 772. — La quittance et le consentement qu'elle contient doivent-ils être consignés dans un acte authentique? III, 65, q. 2613. — L'inscription à décharger d'office par le conservateur, jusqu'à concurrence de la somme acquittée, III, 65, art. 773. — Quand peut être faite la radiation en entier de l'inscription prise d'office par le conservateur, au moment de la transcription de l'acte d'adjudication, III, 65, q. 2614; 66, art. 774. — L'adjudicataire peut, dans le jugement qui prononce la validité de sa consignation, faire ordonner la radiation de toutes les inscriptions dont son immeuble est grevé, III, 66, q. 2615. — Lorsqu'un vendeur est payé de son prix avec les deniers d'un tiers prêteur, la main levée qu'il donne de son inscription,

n'empêche pas qu'elle ne tienne et ne profite au prêteur, III, 63, note 1.

23. Tout créancier peut prendre inscription pour conserver les droits de son débiteur, III, 68, art. 778, n. 514. — Droits d'un créancier sur le montant de la collocation de son débiteur, III, 68, art. 778. — Il est admis, quel que soit son titre, à s'inscrire pour participer à la distribution du montant de la collocation de celui-ci, III, 68, q. 2619. — Lorsque les bordereaux de collocation ont été délivrés aux créanciers poursuivants, les créanciers négligents sont définitivement exclus, III, 68, note 2, § 1. — Lorsque plusieurs obligations ont été successivement consenties par le mari et la femme, avec hypothèque dans le fond sur lequel porte l'hypothèque de celle-ci, ils ne peuvent être colloqués d'après l'ordre de leurs inscriptions : ils doivent partager le prix au marc le franc, III, 68, note 2, § 2.

— Les créanciers de la femme mariée, sous le régime de la communauté, subrogés par elle à ses droits et hypothèques légales, doivent être colloqués en son ordre, suivant le rang de leur hypothèque, III, 69, note 1, § 1. — Entre plusieurs créanciers d'une femme, tous porteurs de subrogation à son hypothèque légale, il ne doit pas y avoir concours comme pour distribution de créance mobilière, III, 69, note 1, § 2. —

V. *Saisie de rentes*, 16; *Succession*, 10, 11; *Vente d'immeubles*, 24.

ORDRE PUBLIC.

Distinction entre les formes de procéder qui sont d'ordre public, et celles qui n'ont pas ce caractère, J, 2.

V. *Arbitrage*, 6, 57; *Contrainte par corps*, 28 et suiv., 34; *Péremption*, 3; *Saisie-exécution*, 13. ORIGINAL.

V. *Copie*, 1; *Désistement*, 4.

P.

PAIEMENT.

V. *Délais*, § 3; *Offres*, 1, 4; *Saisie-arrest*, 19. PARENTÉ.

Parents pour lesquels un huissier de la justice de paix ne peut instrumenter, I, 5. — Degrés de cette prohibition dans les affaires ordinaires, I, 97, 98. — Si un huissier peut instrumenter pour la chambre de discipline dont il est membre et pour celui dont il est le mandataire général, I, 97, note 2. — S'il le peut contre ses proches parents, I, 97. — Par qui peut être opposée la nullité résultant d'une infraction à la défense de la loi, I, 98. — Si un huissier peut instrumenter pour sa femme divorcée, ou pour les parents et alliés de sa femme décédée, I, 98. — L'alliance est-elle rompue par le décès d'un des époux sans enfants ? I, 98, 99. — Si un huissier qui ne peut instrumenter pour ses parents et alliés collatéraux à un certain degré, ne peut non plus instrumenter pour ceux de sa femme au même degré, I, 99. — *Quid* de la parenté ou de l'alliance qui n'est que naturelle ? I, 99. — Et de celle qui n'est que civile ? I, 99, note 2.

V. *Enquête*, 47, 49; *Recusation*, 5; *Renvoi à un autre tribunal*, 1, 3, 4.

PARTAGE.

1. Définition et objet du partage et de la licitation, III, 235. — Les formalités qui suivent obligatoires, lorsque des mineurs ou autres personnes non jouissant de leurs droits civils y ont intérêt, ou que celles qui jouissent de leurs droits ne peuvent s'accorder, III, 244, art. 984, 985, n. 593. — La personne pourvue d'un conseil judiciaire et la femme mariée ne peuvent partager à l'amiable, la première sans l'assistance de son conseil, la seconde sans l'autorisation de son mari, III, 244, q. 3214, 3215. — Il en est de même du grevé de restitution, III, 245, q. 3216. — Du notaire qui représente un présumé absent, III, 245, q. 3217. — Si la totalité des

immeubles peut se partager, la licitation ne peut être ordonnée, bien que quelques-uns soient impartageables, III, 239, art. 974, n. 586. — Il ne suffit pas pour qu'il y ait lieu à partage que l'on ne puisse partager différents immeubles en lots parfaitement égaux, III, 239, q. 3198.

2. Les règles du Code civil, sur les partages de successions applicables à tout partage, III, 235. — Par qui doit être provoqué le partage à faire en justice, III, 235, art. 966. — Auquel de deux demandeurs la poursuite appartient, III, 235, art. 967, n. 585. — Si la partie qui, la première, a fait viser son exploit essayait ses poursuites, l'autre partie pourrait les prendre, III, 236, q. 3190. — La demande en doit être portée au tribunal de la situation des biens, si elle est faite après partage de la succession, III, 235, q. 3188.

3. Elle est soumise à l'essai de conciliation, s'il y a plus de deux parties, III, 235, q. 3189. — Le partage doit être fait en justice et non administrativement, lorsque l'héritage appartient par indivis à des mineurs et à l'état, III, 235, note 4. — Comment doit être nommé le tuteur spécial à donner à chaque mineur ayant des intérêts opposés, III, 236, art. 968. — On ne doit, lorsqu'il y a plusieurs mineurs, nommer à chacun d'eux un tuteur spécial qu'autant qu'ils ont des intérêts opposés, III, 236, q. 3191.

4. Mesures à prescrire pour le jugement qui statue sur la demande en partage, III, 236, art. 969, 970. — Le partage et la licitation d'un immeuble indivis entre des magistrats et des mineurs peuvent avoir lieu devant un notaire, III, 237, q. 3192. — Un héritier bénéficiaire peut, du consentement de ses cohéritiers, exiger qu'il soit procédé devant notaire à la vente d'un immeuble dépendant de la succession, III, 236, note 1.

5. Règles de l'expertise à laquelle il doit être

procédé, III, 238, art. 971. — Entièrement du rapport et formalités de la vente, III, 238, art. 972. — Le rapport d'experts doit être remis au notaire commis pour faire la vente, III, 238, q. 3194. — On peut répondre à la requête par laquelle le poursuivant demande l'entièrement, III, 238, q. 3195.

6. Les difficultés sur le cahier des charges sont vidées à l'audience sur un simple acte, III, 239, art. 973. — Cet acte doit être libellé, III, 239, q. 3197.

7. Composition des lots, s'il s'agit du partage de certains immeubles et de leur tirage au sort, quand les droits des intéressés sont liquides, III, 240, art. 975, n. 587. — Quand on peut dire que les droits des intéressés sont liquides, III, 240, q. 3199. — Ce sont les circonstances qui déterminent à permettre le partage devant un notaire plutôt que devant le tribunal, III, 240, note 1. — Si les droits des co-partageants ne sont pas liquides, ils sont renvoyés devant un notaire à l'effet de procéder aux comptes, rapport, formations de masses, III, 240, art. 976. — Dans quels cas il y a lieu à l'application de cet article, III, 241, q. 3202. — Discussions entre les avoués et les notaires, au moment où cette attribution a été donnée à ceux-ci, III, 240. — Ils exercent, sous ce rapport, des fonctions autrefois dévolues aux commissaires enquêteurs et examinateurs, III, 241, note 1. — Un tribunal saisi d'une demande en partage entre majeurs et mineurs, doit renvoyer les parties devant un notaire pour toutes les opérations du partage, III, 241, q. 3200. — Le notaire peut être nommé par le jugement même qui ordonne le partage, III, 241, q. 3201. — Comment le notaire doit procéder, et comment il est statué sur les difficultés qui naissent pendant l'opération, III, 241, 242, art. 977, n. 589. — Les honoraires des conseils employés par les parties, sont à leur charge, III, 242, n. 589. — On ne doit pas donner de sommation à comparaître, soit devant le juge, soit à l'audience pour voir prononcer sur ces difficultés, III, 242, q. 3203. — La prudence exige qu'en ce cas, le dépôt du procès-verbal du notaire soit fait au greffe, III, 242, q. 3204.

8. Quand, comment et par qui les lots sont faits, III, 242, art. 978, 979; 243, q. 3206. — Ils ne peuvent être faits par un co-héritier, s'il y a des incapables, III, 243, q. 3205. — Sommation aux co-partageants, à l'effet de se trouver à jour indiqué en l'étude du notaire, pour la clôture de son procès-verbal, III, 242, art. 980. — Cette sommation n'est pas toujours nécessaire, III, 243, q. 3207. — *Quid* si les parties ne se présentent pas ou refusent de signer ? III, 243, q. 3208. — On ne peut opposer la signature donnée au procès-verbal, comme une fin de non recevoir contre la demande en rescision formée en temps utile, III, 243, q. 3209.

9. Division des fonctions du notaire, de celles du juge-commissaire, III, 242, n. 590. — Pour suite de l'homologation du procès-verbal de par-

tage, et comment elle se fait, III, 243, art. 981. — C'est l'acte qui contient en qui a été arrêté par les parties, qui doit être déposé par le notaire au greffe, III, 243, q. 3210; 244, q. 3213. — Il suffit qu'une seule partie ne se soit pas présentée lors de la clôture du procès-verbal, pour que toutes doivent être assignées sur la demande en homologation, III, 243, q. 3211. — Du tirage au sort à ordonner par le jugement d'homologation, III, 244, art. 982, q. 3212. — Extraits à délivrer par le greffier au le notaire, aux parties intéressées, III, 244, art. 983, n. 592, q. 3213.

V. Vente d'immeubles, 22.

PARTAGE EN JUGEMENT.

V. Appel, 54, 55; Arbitrage, 45; Expertise, 23, 24; Faux, 22; Instruction par écrit, 8; Jugement, 7, 8.

PEINE.

V. Amende; Audience, 3; Arbitrage, 56; Compte, 16.

PENSION.

V. Saisie-arrest, 10.

PRÉEMPTION.

1. Motifs et caractères distinctifs de la préemption et du désistement, II, 98, 99. — Leur origine, II, 99. — Délai de la préemption, II, 99, art. 397, n. 325. — La contestation en cause n'est plus nécessaire pour donner cours à la préemption, II, 99, n. 325. — Elle ne peut être déclarée sur la demande qui en a été faite avant l'expiration des trois années, encore que ce délai fût accompli au jour où il est statué sur cette demande, II, 99, q. 1410. — La préemption ne court pas au profit de la partie qui, dans un procès par écrit, retire sa production des mains de son rapporteur, avant qu'il ait fait son rapport, II, 99, note 2, § 1.

2. La préemption n'a pas lieu devant les tribunaux de commerce, II, 100, q. 1411. — Cependant elle a lieu devant les Cours d'appel, jugeant en matière commerciale, II, 227, note 2. — Celle qui est établie par l'art. 397 n'est pas applicable aux instances soumises à des arbitres, II, 100, q. 1412.

3. L'instance qui a pour objet une question d'état est susceptible d'être périmée, II, 104, q. 1426. — La préemption est indivisible; ainsi l'instance dans laquelle un de plusieurs défendeurs a demandé la préemption n'en subsiste pas moins, II, 104, q. 1427. — La prescription de l'action n'emporte pas la préemption de l'instance, II, 100, q. 1413.

4. Cas où la préemption peut être acquise à l'expiration d'un terme moindre que trois ans, II, 100, q. 1414. — Le temps de la préemption, comme celui de la prescription se compte par jour, II, 101, q. 1415. — Le temps de la préemption court quoique l'affaire soit en état, II, 101, q. 1416. — Il faut décider de même dans le cas de négligence d'un commissaire, à procéder à une opération ordonnée, ou d'un rapporteur à rapporter un procès, *ib.*, q. 1417. — Le décès

d'un commissaire ou d'un rapporteur n'interrompt pas le cours de la péremption, II, 101, q. 1418.

5. La péremption doit être demandée, II, 107, art. 399, n. 527. — Cependant elle peut être opposée par exception, dans les cas où elle a été acquise de plein droit, sous l'empire des anciennes lois, II, 108, q. 1434. — En ce dernier cas même, les juges ne peuvent la suppléer d'office, II, 108, q. 1435. — Pour qu'un acte de procédure puisse couvrir la péremption, il doit être fait dans l'instance qui y est sujette et devant le tribunal qui en est saisi, II, 108, q. 1436. — Il n'est pas toujours nécessaire qu'il soit signifié, II, 109, note 2.

6. Des actes nuls par défaut de forme ne peuvent couvrir la péremption, II, 109, q. 1437. — Des duplicques en matière ordinaire et des écritures en matière sommaire, couvrent la péremption, II, 109, q. 1438. — Elle peut être couverte par des actes de procédure faite devant un juge incompetent, II, 109, q. 1439. — Elle est couverte par l'inscription de la cause au rôle, II, 110, q. 1440. — Par un avenir auquel on n'a donné aucune suite, II, 112, q. 1441. — De simples tentatives afin de terminer le procès à l'amiable, faites par la partie qui veut ensuite opposer la péremption ou en interrompre le cours, II, 99. — Une transaction ou un compromis intervenu sous le cours de l'instance, peut, quoique non exécuté, interrompre le cours de la péremption, II, 102, q. 1419.

7. Des cas fortuits qui ont mis le demandeur dans l'impossibilité d'agir, interrompent le cours de la péremption, II, 102, q. 1420. — La suspension momentanée du cours de la justice causée par une occupation militaire, n'opère pas nécessairement cette interruption, *ib.*, note 2. — Les changements survenus dans l'organisation judiciaire, n'ont pas empêché la péremption de couvrir jusqu'à la reprise d'instance devant le tribunal existant, II, 112, q. 1443.

8. La péremption se couvre par une communication da titres requise et reçue, II, 107, note 1, § 4. — L'assignation en reprise d'instance couvre la péremption, II, 107, note 1, § 5; 113, note 1, § 4. — Le pourvoi en cassation n'est pas interruptif du délai pour la péremption, II, 107, note 1, § 3. — Ni un commandement en exécution du jugement attaqué par voie d'appel, II, 109, note 1. — Des actes faits au nom du défendeur et qui seraient de nature à couvrir la péremption, ne peuvent être dévoués par lui, II, 112, q. 1442. — Une demande en péremption doit être écartée d'office quand elle a été valablement couverte, II, 107, note 1, § 7.

9. Toute procédure par incident, comme tout jugement préparatoire ou interlocutoire, tombe dans la péremption acquise par trois ans de non poursuites, II, 102, q. 1421. — Il en est autrement des jugements provisoires dont l'effet dure trente ans, *ib.* — On ne peut déclarer périmée l'instance particulière sur l'opposition sans éten-

dre la péremption à l'instance principale, II, 103, q. 1422. — Un laps de trois années de poursuites sur la citation en reprise d'instance entraîne la péremption de l'instance principale, II, 99, note 2, § 2.

10. La demande en péremption d'une instance introduite avant la publication du Code de procédure doit être jugée suivant les dispositions de ce Code, II, 105, q. 1428. — Secus si la prescription de l'action s'était accomplie avant ce Code, 106, q. 1429. — Le temps qui s'est écoulé avant le Code doit être compté, s'il a eu un cours utile pour la péremption, II, 106, q. 1430. — Les anciennes saisies réelles sont sujettes à la péremption régie par le Code, même dans les lieux où elles ne tombaient point en péremption, II, 106, q. 1431. — Pour qu'il y ait lieu à l'addition du délai de six mois au temps de la prescription, il n'est pas nécessaire que les évènements qui ont donné lieu à la reprise d'instance et à la constitution du nouvel avoué soient survenus pendant le premier délai de trois ans, II, 103, q. 1423. — Ce délai supplémentaire est commun aux deux parties, il peut être invoqué par le demandeur quoique ce fût au défendeur de prendre l'instance, II, 104, q. 1425.

11. La péremption court contre toute personne, II, 107, art. 399, n. 326. — Elle ne peut courir contre les militaires en activité de service, II, 107, q. 1432. — Ni contre le mineur qui ne serait pas pourvu d'un tuteur, II, 107, q. 1433. — La péremption peut être opposée à une commune, dans le cas même où elle est restée dans l'inaction pour obtenir l'autorisation de plaider II, 107, note 1, §§ 1 et 2.

12. Elle doit être demandée par requête d'avoué à avoué, II, 113, art. 400. — L'huissier doit, dans la signification de cette requête, se conformer aux dispositions de l'art. 61 du Code de procédure, II, 113, note 1, § 1. — *Quid* si l'avoué est décédé, interdit ou suspendu ? II, 113, n. 328, q. 1445. — Il n'est pas nécessaire que le défendeur à la péremption soit assigné lui-même au domicile de son avoué, II, 113, note 1, § 5. — Il suffit dans une demande en péremption d'instance d'assigner l'avoué, II, 113, q. 1444. — L'avoué à assigner est celui du demandeur, II, 113, q. 1445. — La demande n'en peut être formée, après le décès de l'une des parties, par une requête signifiée à l'avoué qui occupait pour elle, II, 113, note 1, § 4. — Les demandes en péremption ne sont pas assujetties au préliminaire de conciliation, II, 113, note 1, § 6. — Si la demande en péremption n'a pas été faite dans la forme légale, le défendeur est encore en délai utile pour la couvrir, II, 114, q. 1446. — La priorité entre une demande en péremption et l'acte fait pour la couvrir le même jour, se détermine par les circonstances, II, 114, q. 1447.

13. Effets de la péremption, II, 99, 114, 115, art. 401, n. 329. — La péremption contribue à éteindre l'action, lorsque le temps de la pres-

cription est expiré pendant le cours de l'instance périmée, II, 115, q. 1448.—La demande formée après la péremption n'est pas soumise au préliminaire de conciliation, II, 115, q. 1449.—La péremption fait perdre au demandeur les intérêts que la demande faisait courir, II, 115, q. 1450.—Elle anéantit les jugemens préparatoires et interlocutoires rendus dans l'instance à laquelle elle s'applique, mais elle laisse subsister les jugemens provisionnels, les aveux, déclarations et sermens, II, 115, q. 1451, 116, note 1.

V. *Appel*, 56; *Arbitrage*, 24; *Contrainte par corps*, 13, 15; *Juge de paix*, 7; *Jugement par défaut*, 15; *Reprise d'instance*, 11; *Saisie-arrêt*, 26; *Saisie immobilière*, 8.

PÉRIEN LA DEMEURE.

Ce qu'on entend par là, I, 215, n. 115.

PERMISSION.

V. *Requête*; *Saisie-arrêt*, 4, 12; *Saisie-revendication*, 3.

PÉTITOIRE (cumul du) et du possesseur.

V. *Actions possessoires*, 7, 8, 10, 11.

PIÈCES.

V. *Communication de pièces*.

PIÈCES DE COMPARAISON.

V. *Vérification d'écritures*, § 2.

PLAIDOIRIE.

V. *Défense*.

PLAN.

V. *Descente sur les lieux*, 8.

POSSESSION.

V. *Actions possessoires*, 1, 4.

POSTULATION.

V. *Acquit*, 9.

POUVOIR SPÉCIAL.

V. *Contrainte par corps*, 20, 21, 33; *Désaveu*, 2, 6; *Enquête*, 55; *Saisie*, 2; *Saisie immobilière*, 4, 72.

PRATIQUE.

Quel est l'art. de la pratique et à quoi il s'applique, J. xxv.

PRÉSCRIPTION.

V. *Appel*, 18; *Conciliation*, 18; *Interrogatoire sur faits et articles*, 6; *Péremption*, 3, 13; *Reprise d'instance*, 2.

PRÉSIDENT.

V. *Actes*, 17; *Audience*, 4; *Arbitrage*, 51; *Communication de pièces*, 7; *Référé*; *Saisie-arrêt*, 4; *Saisie-revendication*, 3; *Séparation de corps*, 1.

PREUVE.

Espèces de preuves à invoquer dans la poursuite des actions, J. xxi.

PREUVE TESTIMONIALE.

V. *Acquiescement*, 5; *Enquête*; *Faux*, 24, 2; *Récusation*, 6, 19; *Renvoi à un autre tribunal*, 9.

PRIORITÉ.

V. *Distribution*; *Ordre*; *Saisie des rentes*, 14.

PRISE À PARTIE.

1. Motifs, objet et définition de la prise à partie, II, 272.—La prise à partie ne donne pas

lieu à jurer de nouveau le fond, II, 272, note 6.—Cas dans lesquels il y a lieu à prise à partie, II, 273, art. 505, n. 412.—On ne peut prendre à partie pour toutes autres causes, II, 274, q. 1804.—La prise à partie ne peut avoir lieu pour un simple mal jugé, II, 272, note 7.—Exception pour le cas où le mal jugé est la suite d'une erreur tellement grossière, qu'en ne puisse supposer qu'un juge impartial y soit tombé autrement que par prévention, II, 274, q. 1805.—Les cas où la prise à partie est expressément prononcée par la loi, ne sont prévus que par le Code d'instruction criminelle, II, 274, q. 1806.—Cas où la loi prononce la responsabilité du juge, sous peine de dommages-intérêts, II, 275, q. 1807.

2. Les officiers du ministère public peuvent être pris à partie, et pour cela une autorisation préalable du conseil d'état n'est pas nécessaire, II, 273, q. 1800.—On peut prendre à partie les juges des cours souveraines et les arbitres en matière de commerce, II, 273, q. 1801.

3. Lorsque la prise à partie est fondée sur un jugement émané d'un tribunal entier, elle ne peut être dirigée contre un des juges seulement, II, 273, q. 1802.—La prise à partie peut être exercée contre l'héritier du juge, II, 274, q. 1803.

4. Devant quel tribunal la prise à partie doit être portée, II, 276, art. 509, n. 416.—Une prise à partie incidente à une plainte en forfaiture doit être portée directement devant la cour de cassation, II, 277, q. 1812.—On ne peut qu'au moyen de la prise à partie, former une action contre un juge de paix, à raison de ses fonctions dans une assemblée de famille, II, 276, 277, q. 1811.

5. Permission préalable à obtenir pour exercer une prise à partie, II, 277, art. 510, n. 417.—L'essai en conciliation n'est pas nécessaire, mais il en est autrement de la communication au ministère public, II, 277, q. 1813.—On doit indiquer le magistrat contre lequel l'action est dirigée, II, 277, q. 1814.—Requête à présenter pour obtenir cette permission, II, 277, art. 511.—Lorsque la requête porte sur la dol, la fraude ou la concussion, la partie est obligée d'en administrer les preuves avec sa requête, II, 277, q. 1815.—Défense d'y employer aucun terme injurieux contre les juges, II, 277, art. 512, n. 418.—Condammations encourues par la partie si la requête est rejetée, II, 277, art. 513, n. 419.

6. Signification de la requête au juge pris à partie lorsqu'elle a été admise, II, 277, art. 514.—Elle peut lui être faite personnellement ou dans la personne du greffier, II, 278, q. 1816.—Une requête signifiée après le délai de trois jours n'en est pas moins admissible, II, 278, q. 1817.—On doit signifier avec la requête l'arrêt qui l'admet, II, 278, q. 1818.—Elle doit être communiquée au ministère public, II, 278, q. 1822.—Celui qui prend le juge à partie peut répondre à l'écrit de défenses fourni par ce dernier, II, 278, q. 1819.

7. Causes dont le juge cesse de pouvoir connaître, II, 277, art. 514, n. 420.—Il ne peut en connaître même du consentement des parties, II, 278, q. 1820.

8. Devant quels juges doit être porté le jugement de la prise à partie, et comment? II, 278, art. 515.—L'admission de la requête civile n'est pas prononcée en audience publique, II, 278, q. 1821.—Condamnations encourues par le demandeur quand il est débouté, II, 278, art. 516.—S'il réussit, il doit obtenir contre le juge les conclusions qu'il a prises, II, 278, q. 1823.

V. *Scellés*, II.

PRIVILÈGE.

V. *Distribution par contribution*, 6; *Ordre*, 20; *Saisie-gagerie*, 1; *Saisie immobilière*, 79.

PROCÉDURE.

1. Sa définition et son objet, J. i.—De quoi se forme le Code de procédure civile, J. i, xvi.—Esprit dans lequel les lois sur la procédure ont toujours été rédigées, J. ii.—Utilité des règles et des formalités de la procédure, J. ii.—Nécessité de les étudier, J. iii, v.—Sources auxquelles ces règles ont été puisées, J. iv.—Quelle était autrefois la procédure en France, J. v, note 1.—Principes généraux du droit applicables à la procédure, J. vii.—Connaissances dont se compose la science de la procédure, J. xvi.—Causes de la célébrité de l'école d'Avignon, J. v.

2. Vices de l'ordonnance de 1667 remarqués par d'Aguesseau, J. v, note 1.—Comparaison de cette loi avec le code, J. vi; 1, 91.—Abus nés de la loi du 9 brumaire an 2, J. v.—Du rétablissement des avoués et de celui de l'ordonnance de 1667, J. vi.—Plan du Code de procédure, J. vi; 1, 51.—Dérogations apportées par le Code de procédure au Code civil, J. xv.—On ne doit pas présumer facilement que le Code de procédure a dérogé au Code civil, III, 200, q. 3063.—Abrogation des lois antérieures au Code de procédure, III, 326, art. 1041.

3. Sources où ont été puisées les dispositions

qui composent la partie du Code formée des procédures diverses, III, 116.—Esprit des dispositions de cette partie du Code, III, 117.

4. La procédure judiciaire comparée à la procédure extrajudiciaire, J. vu; III, 116.—De quoi se compose la procédure extrajudiciaire, III, 117.

5. Signification propre du mot procédure dans la pratique, J. xvii.—Objets d'une procédure simple et ordinaire, 1, 70.

PROCÈS.—PROCES CRIMINEL.

V. *Récusation*, 1, 6, 8.

PROCES-VERBAL.

Signification de ce terme, 1, 40.

PROCRATATION.

V. *Mandat*.

PRODUIRE.—PRODUCTION.

Ce qu'on entend par là, 1, 138, note 3.—Signification des mots : *Acte de produit ou de production*, ib., note 4, du mot *production*, 1, 139, note 1.

V. *Communication de pièces*; *Défense*, 2.

PROFIT DU DÉFAUT.

V. *Jugement par défaut*.

PROROGATION DE DELAI.

V. *Arbitrage*, § 2; *Enquête*, § 8.

PROTÈT.

De la remise d'un protêt au domicile d'un débiteur, 1, 111.

PROVISION.—PROVISOIRE.

V. *Compte*, 13; *Exécution provisoire*, 1, 2;

Jugement, 4; *Matières sommaires*, 12.

PRUD'HOMMES.

V. *Arbitrage*, 58.

PUBLICITÉ.

V. *Actes*, 11, 12; *Audience*, 2; *Conciliation*, 11; *Conseil de famille*, 8; *Défense*, 3; *Délibéré*, 2; *Faums mariée*, 5; *Interrogatoire sur faits et articles*, 9; *Pris à partie*, 8; *Séparation de biens*, 3, 6; *Séparation de corps*, 2, 7.

Q.

QUALITÉS.

1. Ce qu'on appelle les qualités et par qui elles doivent être rédigées, 1, 149.—Conclusions à y faire entrer, 1, 194, note 4.—Comment les motifs et les points de fait et de droit y doivent être insérés, 1, 194, notes 4 et 5.—Abus de l'usage actuel et avantages qu'il y aurait à ce que les qualités fussent fixées et déposées avant les plaidoiries, 1, 193, n. 103.

2. La signification des qualités n'est pas exigée dans les trib. où il n'y a pas d'avoué, 1, 194, q. 597.—Ni dans les affaires où il n'y a pas d'avoués constitués, ib.—Ni dans les jugements par défaut, 1, 194, q. 597.

3. Qualités qui doivent servir à la rédaction du jugement quand elles ont été signifiées par les deux parties, 1, 194, q. 598.—Motifs du délai pendant lequel l'original de cette signifi-

cation doit rester entre les mains de l'huissier, 1, 193, art. 143, n. 104.—Une opposition est recevable après ce délai, 1, 195, q. 599.—L'avoué peut écrire lui-même et signer son opposition sur l'original, mais sa déclaration doit être certifiée par l'huissier, 1, 195, q. 600.—Divers motifs sur lesquels l'opposition aux qualités peut être fondée, 1, 195, n. 105.—L'expédition d'un jugement délivré au préjudice de l'opposition formée aux qualités est nulle, 1, 195, note 1.—À défaut d'opposition les faits consignés aux qualités ne peuvent plus être niés, 1, 195, q. 601.—Comment il est statué sur cette opposition, 1, 195, art. 145, n. 106.—La décision qui intervient doit être mise à la suite de l'original de la signification, et non sur une feuille à part, 1, 196, q. 602.—Elle n'est pas susceptible d'appel, 1, 196, q. 603.

V. *Refusé*, 8.

R.

RAPPORT.

— Sa définition, 1, 137, note.

RAPPORTEUR.

V. *Acte de l'état civil*, 6; *Délibéré*, 3, 4, 5; *Enregistrement*; *Instruction par écrit*, 6.

RATURE.

V. *Actes*, 7; *Enquête*, 62.

RÉALISATION.

V. *Offres*, 8.

REBELLION.

V. *Contrainte par corps*, 25.

RECOMMANDATION.

V. *Contrainte par corps*, 1, 32, 33.

RECONVENTION.

V. *Demande reconventionnelle*.

RECORDS.

V. *Contrainte par corps*, 25; *Saisie-brandon*; *Saisie de rentes*; *Saisie-exécution*, 5.

RÉCUSATION.

1. RÉCUSATION DU JUGE DE PAIX. 2. CAUSES DE RÉCUSATION DEVANT LES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INST.

3. COMMENT CELLE-CI EST PROPOSÉE ET JUGÉE.

1. Définition de la récusation et nature de cette exception, 1, 46; 11, 81. — Causes de récusation pour les justices de paix, 1, 46, 47, 48. — Affaires dans lesquelles un juge de paix peut être récusé, 1, 47. — Sous des mots *Procès criminel*, 1, 47. — De quelle manière un juge de paix doit avoir donné son avis dans l'affaire pour être récusable, 1, 47. — Si cette cause de récusation peut être prouvée par témoin, 1, 48. — Quand la récusation doit être proposée, 1, 50, 51.

2. Si un juge de paix récusable, mais non récusé, peut ou doit s'abstenir, 1, 48. — Formes de l'acte de récusation, 1, 48. — Par quelle formalité peut être remplacée la signature du récusant qui ne sait ou ne peut signer, 1, 49. — Par qui doit être ordonné le renvoi de la cause, lorsque le juge de paix acquiesce à la récusation, 1, 49. — Comment il est prononcé sur la récusation dans le cas où elle est combattue, 1, 50. — Ce qui doit être la procédure suivie devant le juge de paix en cas de récusation, 1, 50.

§ II.

3. Les suppléens, avoués et avoués appelés à connaître d'une affaire, sont récusables, mais le greffier ne l'est pas, 11, 81, note 2. — La récusation peut être proposée dans les tribunaux de commerce, 11, 84, q. 1365. — Le demandeur peut récusar un juge, quoique le défendeur n'ait pas constitué avoué, 11, 84, q. 1366.

4. Causes diverses pour lesquelles tout juge peut être récusé, 11, 81, art. 378. — Quatre motifs principaux auxquels ces causes se rattachent, 11, 82. — Elles sont les seules qui puissent être adoptées, 11, 83, q. 1364. — Abus de la récusation péremptoire, connue avant le Code, 11, 82.

5. Le juge parent ou allié des deux parties peut être récusé, 11, 84, q. 1367. — Il peut être récusé par la partie dont il serait parent ou allié, sans l'être de la partie adverse, 11, 84, q. 1368. — L'affinité entre un juge et le défendeur de l'une des parties ne peut être pour l'autre un motif de récusation, 11, 82, note 1, § 2. — L'enfant naturel, incestueux ou adultérin de la femme, est allié du mari de cette femme, 11, 82, note 1, § 1. — On ne peut, dans le cas où il n'existe pas d'enfant du mariage dissous par un divorce, récusar le beau-père, le gendre et les beaux-frères, 11, 84, q. 1369. — En quel cas la parenté entre un juge et le tuteur d'un mineur ou l'administrateur d'un établissement public, peut être un motif de récusation dans le procès qui intéresse soit le mineur, soit l'établissement, 11, 89, art. 379. — La loi n'admet pas comme cause de récusation dans un procès intéressant une commune, la circonstance que les juges sont habitants de cette commune, 11, 82, note 1, § 3.

6. Pour que le différend du juge, sur pareille question, soit une cause de récusation contre lui, il doit être né, 11, 84, q. 1370. — Ce qu'on entend par ces mots : *pareille question*, *ib.*, q. 1371. — La loi laisse aux juges à ordonner ou refuser la preuve par témoins de l'existence de ce différend, 11, 83, q. 1372.

7. Le juge débiteur du loyer et formages ou d'arrérages de rentes envers une partie n'est pas récusable pour ce motif, 11, 86, q. 1373. — Il y a lieu à récusar le juge sur lequel une partie a accepté un transfert de créance, à moins que ce transfert n'ait été accepté que depuis l'introduction de l'instance, 11, 86, q. 1374.

8. Ce qu'on doit entendre par ces mots : *procès criminel*, employés dans le § 5 de l'art. 378, 1, 86, q. 1375. — On peut récusar un juge, relativement à un procès intenté par lui, ses parents ou alliés en ligne directe depuis celui sous le cours duquel cette récusation serait opposée, 11, 86, q. 1376.

9. Le mot *maître* employé au § 7 de l'art. 378 ne s'entend pas du juge propriétaire de la ferme que cultive une des parties, mais du colni qui aurait une des parties à ses gages ou à son service, 11, 86, q. 1377. — En quel cas on peut dire qu'un juge a donné conseil ou connu du différend, 11, 87, q. 1378. — Les juges qui ont rendu le jugement attaqué par tierce opposition ne sont pas réputés avoir manifesté leur opinion dans ce sens, 11, 87, note 1. — Le juge qui, dans un tribunal de première instance, a concouru en jugement d'une affaire, peut, devenu membre du tribunal supérieur, être récusé dans l'instance d'appel, 11, 87, q. 1379. — *Serai* s'il n'a précédemment connu de l'affaire que pour se déclarer incompétent, *ib.*, q. 1380. — Un juge ne peut être récusé, parce qu'il a ouvert son avis extrajudiciairement, 11, 87, q. 1381. — Ni

parce qu'il a bu ou mangé avec la partie, soit chez lui, soit en maison tierce, à moins qu'en ce dernier cas il n'ait été défrayé par elle, II, 88, q. 1382.

10. Il est récusable si sa femme ou ses enfants ont reçu des présents de la partie, II, 87, q. 1383. — Ce qu'on entend par l'inimitié capitale qui peut être un motif de récusation, II, 88, q. 1384. — Les injures proférées par la partie contre un juge, ne peuvent être un motif de récusation, II, 88, q. 1385.

11. Devoir du juge qui sait cause de récusation en sa personne, II, 89, art. 380, n. 315. — Il ne peut à la rigueur s'abstenir qu'en vertu de décision de la chambre du conseil, II, 89, q. 1387. — La chambre peut ordonner qu'il s'abstiendra, quoique sa réclamation ne soit pas fondée sur un motif qui établirait une cause de récusation, II, 89, q. 1388. — Cette décision ne doit pas être communiquée aux parties qui ne peuvent en appeler, II, 89, q. 1389. — Le juge peut en tout état de cause faire sa déclaration, mais si elle est faite après les délais de récusation, la chambre n'est pas tenue d'ordonner qu'il s'abstiendra, II, 90, q. 1390. — Le juge qui s'est une fois déporté doit s'abstenir de toute connaissance ultérieure du procès, quoique les causes de son déport aient cessé, II, 90, q. 1391.

12. Le concours d'un juge récusable ne rend pas le jugement nul, lorsqu'il n'a pas déclaré les causes de récusation qu'il savait exister en sa personne et qu'il n'a pas été récusé, II, 90, q. 1392. — Cette décision s'applique au ministère public, II, 90, note 2. — Quand le ministère public est récusable et pour quelles causes, II, 91, art. 381, q. 1393.

§ III.

13. Époque où la récusation doit être proposée, II, 91, art. 382. — Elle peut être proposée après la plaidoirie qui a eu lieu lors d'un jugement interlocutoire, II, 91, note 2. — On ne peut, après cette époque, admettre une cause de récusation qui existait alors, quoique la partie déclare n'en avoir eu connaissance que depuis, II, 91, q. 1394. — Une récusation formée tardivement doit être considérée comme non avenue, sans qu'il soit besoin d'un jugement qui la déclare non recevable, II, 91, q. 1395.

14. Délai pour la récusation contre les juges commis aux enquêtes, descentes et autres opérations, II, 91, art. 383. — Si le jugement par défaut, qui a commis le juge récusé, est rendu faute de constitution d'avoué, le délai ne court qu'à partir de son exécution, II, 91, q. 1396. — La disposition de l'art. 383 n'admet pas comme la précédente une exception pour les causes de récusation survenues depuis le délai qu'elle fixe, II, 91, 92, q. 1397. — Tribunal qui doit prononcer sur la récusation d'un juge-commissaire, lorsqu'il n'a pas été pris parmi les membres du tribunal saisi de la contestation, II, 92, q. 1398.

— S'il doit être remplacé pour une opération urgente, quel tribunal peut faire ce remplacement, II, 93, q. 1403.

15. Forme de l'acte de récusation, II, 92, art. 384. — Elle ne peut être faite verbalement en présence du juge, II, 92, n. 316. — Un tribunal n'est pas obligé de s'arrêter à une récusation irrégulière dans la forme, II, 92, note 2.

16. Jugement sur l'admissibilité de la récusation, II, 92, art. 385, n. 317. — Le juge récusé ne peut concourir à ce jugement : il en est autrement des juges ses parents, II, 93, q. 1399. — S'il en résulte que le tribunal ne soit plus complet, il doit être complété comme dans les cas ordinaires, II, 93, q. 1400. — S'il ne peut être complété, parce que les autres juges se seraient déportés, le récusant doit se pourvoir en indication de juges, II, 94, note 3.

17. Déclaration du juge récusé, II, 93, article 386, n. 318, q. 1401. — Quoiqu'il eût testé les causes de la récusation il n'est point partie dans l'incident et ne peut être condamné aux dépens, II, 93, q. 1402. — Rapports sont lesquels il est considéré comme partie, II, 96, note 2.

18. Tous jugemens et opérations suspendus s'il n'y a péril ou urgence, II, 93, art. 387, n. 319. — Nullité des jugemens et opérations faits au mépris de cette prohibition, II, 94, q. 1403. — S'il est urgent de faire prononcer un jugement interlocutoire, on peut demander au tribunal qu'il fasse remplacer le juge récusé, II, 94, q. 1404. — Ces dispositions applicables sur l'appel, II, 95, art. 391.

19. Du jugement quand les faits qui ont motivé la récusation sont avoués ou prouvés, II, 94, art. 388, n. 320. — Quand et comment la preuve par témoins des faits qui ont motivé la récusation peut être ordonnée, II, 94, article 389, n. 321. — L'adversaire du récusant ne peut contester la récusation, II, 96, note 1. — Ameublement et dommages-intérêts à prononcer contre celui dont la récusation est déclarée non admissible ou non recevable, II, 94, 95, art. 390, n. 322. — Elles peuvent aussi être prononcées contre celui dont la récusation est jugée mal fondée, II, 95, q. 1406.

20. Tout jugement sur récusation susceptible d'appel, II, 95, art. 391, n. 323. — L'adversaire du récusant peut appeler du jugement rendu sur la récusation, II, 95, q. 1407. — Le juge récusé ne peut appeler qu'autant que le jugement sur la récusation peut blesser son intérêt ou son honneur, II, 96, q. 1408. — Ils ne peuvent, ni l'un ni l'autre, être intimés sous l'appel, II, 96, note 2.

21. La voie d'opposition n'est pas ouverte contre ces jugemens, bien qu'ils soient en dernier ressort, II, 96, q. 1409, note 3. — Règles de la procédure qui doit être suivie sur l'appel du jugement de récusation, II, 97. — Le délai de cinq jours pour appeler est fatal, II, 97, note 2. — Un appel n'est pas nul, par cela seul qu'il n'a-

rait été signé que de l'avoué, III, 97.—Délai fixé pour statuer sur l'appel, III, 97.

V. *Arbitrage*, § 8; *Expertise*, 3, § 4; *Ministère public*, 4; *Règlement de juges*, 1; *Renvoi à un autre tribunal*, 5.

REDACTION.

V. *Enquête*, 60; *Interrogatoire sur faits et articles*, 15.

RÉFÉRÉ.

1. CAUSES DES ORDONNANCES EN RÉFÉRÉ. 2. OÙ ELLES DOIVENT ÊTRE PORTÉES, ET COMMENT. 3. ORDONNANCE.

1. Considérations qui ont fait établir la procédure en référé, III, 107. — Définition du référé, III, 107. — Ancien édit que le Code remplace, III, 107.

2. En quels cas cette procédure est autorisée, III, 107, art. 806.—Circonstances dans lesquelles le Code de procédure renvoie en référé, III, 108.—L'urgence et non la célérité que requiert un jugement peut être le motif d'une action en référé, III, 109, 110, q. 2759. — Caractère d'urgence que doit offrir une affaire pour qu'il y ait lieu à prendre la voie du référé, III, 109.

3. Le président du tribunal ne peut, par une ordonnance sur référé, suspendre l'exécution d'un acte authentique et en former exécutoire, III, 109, q. 2755.—Il ne peut suspendre par le même moyen l'exécution d'un jugement, III, 110, note 1; III, q. 2760.—Il est incompétent pour connaître de l'exécution d'un jugement, lorsqu'elle se lie à l'interprétation de la loi et pour suspendre cette exécution pendant un délai déterminé, III, 110, q. 2756.—Il ne peut en modifier l'exécution, en décidant qu'elle s'arrêtera avant la vente des meubles saisis, III, 110, q. 2757.—On ne peut faire ordonner en référé un sursis à l'exécution provisoire d'un jugement émané d'un tribunal de commerce, III, 107, note 3, § 5.—Le juge de référé ne peut statuer sur l'exécution des clauses d'une adjudication, lorsqu'il s'agit de déterminer la priorité entre les créanciers inscrits et un créancier indiqué par l'acte d'adjudication lui-même, III, 110, q. 2758. — Le créancier hypothécaire qui veut prendre des mesures conservatoires relativement aux fruits de l'immeuble hypothéqué, et à une époque très-rapprochée de celle de leur enlèvement, ne peut se pourvoir en référé devant le président du tribunal, III, 110, q. 2759. — On ne peut se pourvoir en référé pour faire statuer sur l'opposition à un commandement, afin de saisie immobilière, III, 111, q. 2761. — Les mesures provisoires, qui peuvent intéresser la veuve, les héritiers et les créanciers dans une succession, ne peuvent être l'objet d'un référé, III, 111, q. 2763. — On peut porter en référé une demande tendant à la nomination d'un notaire pour procéder à un inventaire, III, 111, q. 2763. — Le juge des référés n'est pas compétent pour ordonner qu'un débiteur saisi paie provisoirement nonobstant opposition, III, 107, note 3, § 1.—La main

levée d'une saisie-arrêt ne peut être la matière d'un référé, III, 107, note 3, § 2; 108, § 7.

—Il en est de même de la question de savoir si, pendant la séparation de corps, il y a lieu au séquestre des fruits des biens communs, III, 107, note 3, § 3. — Lorsqu'il s'agit de l'exécution d'un arrêté administratif, le juge du référé peut connaître des difficultés qu'elle présente, III, 107, note 3, § 4; 110, note 1. — Les dommages et intérêts dont un avoué est passible pour nullité d'actes faits par son ministère, peuvent être définitivement prononcés contre lui sur l'appel de l'ordonnance de référé obtenue contre lui à cette fin, III, 107, note 3, § 6. — Le juge des référés n'est pas compétent pour décider si une partie est ou non obligée de recevoir à un autre domicile qu'au domicile réel, le paiement d'une reute visgère, III, 108, § 8.

§ II.

4. Où la demande en référé doit être portée, III, 112, art. 807. — On ne peut se pourvoir en référé devant la Cour d'appel, lorsqu'il s'agit de l'exécution d'un arrêt émané d'elle, III, 111, q. 2764. — On peut, sans permission préalable du juge, porter une demande à l'audience ordinaire des référés, III, 111, q. 2765; 114, q. 2770. — La demande en référé ne peut être formée par requête d'avoué à avoué, III, 113, q. 2766. — Le délai ordinaire entre l'assignation et l'audience des référés, n'est autre que l'intervalle du moment de l'assignation au jour fixé pour l'audience des référés, III, 113, q. 2767.

5. L'assistance des avoués n'est pas de rigueur dans les contestations portées en référé, III, 113, q. 2768.—Il n'est pas nécessaire que le ministère public assiste aux audiences ordinaires de référé, III, 114, q. 2769.

6. De la permission d'assigner à bref délai si le cas requiert célérité, III, 114, art. 808. — Comment se demande cette permission, III, 114, q. 2770.

§ III.

7. Comment l'ordonnance sur référé doit être exécutée, ses effets et recours dont elle est susceptible, III, 114, art. 808, n. 527. — En cas de nécessité absolue le juge peut ordonner l'exécution de son ordonnance sur la minute, III, 116, art. 811.

8. Il n'est pas besoin de dépôt de qualités par les parties pour la rédaction des ordonnances sur référé, III, 116, q. 2778. — Il convient que le juge des référés motive son ordonnance, III, 114, q. 2771. — Les arrêts par défaut qui statuent sur l'appel des ordonnances sur référé sont sujets à l'opposition, III, 115, q. 2772. — En quels cas l'opposition est admissible contre le jugement rendu par défaut sur le renvoi du juge de référé à l'audience, III, 115, q. 2773. — Pour que l'on puisse appeler de l'ordonnance sur référé, il n'est pas nécessaire que le tribu-

nal entier ait rendu un jugement sur cette ordonnance, III, 115, q. 2774. — Les jugements rendus en état de référé par le tribunal entier, sont, quant à l'appel, assujettis aux règles prescrites pour les ordonnances, III, 115, q. 2775. — Les ordonnances et les jugements de référé ne sont sujets à l'appel qu'autant que l'objet litigieux excède la valeur jusqu'à concurrence de laquelle les tribunaux de première instance sont autorisés à prononcer en dernier ressort, III, 115, q. 2776. — L'opposition n'est pas admissible contre les ordonnances et jugements rendus en dernier ressort, III, 115, 116, q. 2776.

9. Les minutes des ordonnances sur référé à déposer au greffe, III, 116, art. 810. — Cas où il n'y a pas lieu à ce dépôt, III, 116, q. 2777.

V. *Actes*, 14, 17; *Appel*, 25; *Compulsoire*, 10; *Contrainte par corps*, 26; *Saisie-arrest*, 19; *Saisie-revendication*, 4; *Scellés*, 8, 16; *Fente mobilière*, 3.

REFUS DE PLAIDER.

V. *Jugement par défaut*, 3; *Reprise d'instance*, 2.

REGISTRES PUBLICS.

V. *Actes*, 11.

RÈGLEMENT.

V. *Jugements*, 1.

RÈGLEMENT DE JUGES.

1. MOTIFS DE LA DEMANDE EN RÈGLEMENT DE JUGES;
2. COMMENT ELLE EST FORMÉE ET JUGÉE.

1. Toute demande en règlement de juges ou en renvoi, véritable récusation, II, 66. — Toute récusation est une exception declinatoire, II, 66.

2. Cas dans lesquels il faut se pourvoir en règlement de juges, II, 66. — Tout conflit de juridiction positif ou négatif, II, 67. — Définition du règlement de juges, II, 67, note 3. — Il peut y avoir lieu en règlement de juges entre des tribunaux de commerce, II, 68, q. 1321. — La demande en indication de juges de commerce est de la compétence du tribunal civil, II, 68, note 1.

3. Pour que le différend porté devant deux ou plusieurs tribunaux, donne lieu au règlement de juges, il doit constituer une seule et même cause, ou du moins une cause essentiellement connexe, II, 68, q. 1320. — La voie du declinatoire est aussi ouverte, II, 68, 1322; 69, q. 1326. — Le défendeur au declinatoire admis ne peut plus se pourvoir en règlement de juges, II, 68, note 2. — La partie qui a été déboutée d'un declinatoire par elle proposé, sans qu'il y ait eu conflit entre deux tribunaux, est encore autorisée à se pourvoir en règlement de juges devant la Cour de cassation, II, 69, q. 1323. — Cette demande ne serait pas recevable, si le jugement qui a rejeté le declinatoire avait statué sur le fond, II, 69, q. 1324. — Cette règle ne doit pas recevoir son application dans le cas où la partie n'a pas contesté sur le fond,

II, 69, q. 1325. — L'action en diminution du prix d'un bail et celle en nullité du bail pour incapacité du bailleur n'étant pas connexes, peuvent être portées devant des tribunaux différents, II, 67, note 5, § 7. — La demande en règlement de juges peut être formée quoique l'affaire soit devenue litigieuse devant les deux tribunaux saisis, II, 67, note 5, § 1. — Il n'y a pas lieu à se pourvoir par règlement de juges avant que les tribunaux, entre lesquels le conflit peut s'élever, soient saisis, II, 67, note 5, § 2. — On ne peut attaquer par une simple demande en règlement de juges le jugement par lequel un tribunal, sur la question de savoir s'il devait procéder comme juridiction civile ou juridiction criminelle, a déclaré ne pouvoir procéder qu'en la première qualité, II, 67, note 5, § 2. — Il y a lieu à règlement de juges, lorsque les tribunaux de première instance et d'appel ont dû se déclarer incompétents, II, 67, note 5, § 4. — On ne peut par voie de règlement de juges faire réformer un arrêt passé en force de chose jugée, II, 67, note 5, § 5. — Sont nuls tous jugements rendus sur le fond après signification d'un arrêt de la Cour de cassation ordonnant le soit communiqué d'une demande en règlement de juges, toutes choses demeurant en état, II, 67, note 5, § 6.

§ II.

4. Où la demande en règlement de juges doit être portée, II, 67, art. 303, v. 303. — La Cour de cassation connaît seule des conflits négatifs, II, 68, n. 303.

5. De la demande en règlement de juges et de la permission d'assigner qui en est la suite, II, 70, art. 364, n. 304. — La requête en règlement de juges doit être lue en audience publique, II, 70, q. 1327. — Comment le trib. est mis à portée de statuer sur cette requête, II, 70, q. 1328. — Elle doit être communiquée au ministère public, II, 70, q. 1329. — Les juges auxquels la requête est présentée peuvent refuser la permission d'assigner en règlement, II, 70, q. 1330. — Ils peuvent se refuser à ordonner le sursis à toutes les procédures, II, 71, q. 1331. — Le jugement qui accorde la permission d'assigner doit être motivé, II, 71, q. 1332.

6. De la signification du jugement, de l'assignation des parties et du délai de leur comparution, II, 71, art. 365, n. 305. — *Quid* si elles n'ont pas d'avoués? II, 71, q. 1333. — Le défendeur peut signifier des défenses et le demandeur ses réponses, II, 71, n. 306; 72, q. 1334.

7. Déchéance du demandeur qui n'a pas assigné dans les délais ci-dessus, II, 71, art. 366, n. 306. — Cette déchéance opère l'exclusion d'une nouvelle demande en règlement, II, 71, note 3. — Dommages-intérêts à prononcer contre celui qui succombe, II, 72, art. 367, n. 307. — En ce cas il doit être encore condamné aux dépens, II, 72, q. 1335.

§ 8. La forme de procéder en matière de règlement de juges, applicable aux demandes en indication, II, 67, notes 4 et 5, § 2. — Aux demandes en renvoi pour cause de suspicion et de sûreté publique, II, 72, note 1.

V. Arbitrage, 60; Conseil de famille, 2; Récusation, 16.

REINTEGRANDE.

V. Actions Possessoires, 3.

REMISE DE CAUSE.

V. Délibéré, 6; Descente sur les lieux, 8; Juge de paix, 7; Jugement, 10; Jugement interlocutoire, 4.

RENONCIATION.

V. Succession, 14.

RENTES.

V. Saisie des rentes.

RENOI (demande en).

V. Compétence, 3 et suiv.

RENOI à un autre tribunal.

1. Motifs du renvoi à un autre tribunal pour parenté ou alliance, II, 72. — Définition de la demande formée à cette fin, II, 72. — Elle forme une véritable récusation, II, 72. — Caractères distinctifs de l'une et de l'autre exception, II, 75, q. 1342.

2. Cas dans lesquels elle peut être formée, II, 73, art. 368. — Contre quels tribunaux, II, 73, n. 308. — Elle peut être formée dans un tribunal de commerce, II, 74, q. 1338. — Le jugement rendu par un tribunal de saisi pour cause de suspicion légitime doit être déclaré non avenue, II, 73, note 1.

3. La parenté naturelle en ligne directe et celle qui existe entre des frères naturels légalement reconnus peuvent fonder une demande en renvoi, II, 74, q. 1339. — Mais non l'alliance après la dissolution du mariage qui l'a formée, s'il n'en reste point d'enfants, II, 74, q. 1340.

4. Les suppléants de première instance sont à compter au nombre des juges pour donner lieu à la demande en renvoi, II, 74, q. 1341. — Il en est autrement du ministère public, II, 75, q. 1342. — L'article 368 non applicable à un avocat appelé pour compléter un trib. où est son parent, II, 73, note 2. — La demande en renvoi peut être formée quoique le juge parent ou allié se trouve appartenir à une autre chambre que celle qui est saisie du différend, II, 76, q. 1343. — La partie qui a des parents ou alliés dans le tribunal, et celle qui a des intérêts communs avec elle, ne peuvent demander le renvoi, II, 77, q. 1344. — Le renvoi pourrait être demandé, si ces mêmes parents et alliés appartenaient à l'autre partie ou si elle en avait d'autres qui ne fussent pas communs à la première, II, 77, q. 1346.

5. En quels cas la demande en renvoi peut être formée par un garant et un intervenant, II, 76, q. 1345. — Le renvoi à un autre tribunal ne peut être demandé parce que les juges seraient récusables pour autre cause que parenté ou alliance, II, 73, q. 1336. — *Serius* dans les actions intentées devant les tribunaux crimi-

nels, II, 74, note 1. — On peut récuser en masse tous les membres d'un tribunal pour cause de suspicion légitime et par conséquent obtenir le renvoi devant un autre tribunal, II, 74, q. 1337, note 2.

6. Époque à laquelle le renvoi doit être demandé, II, 77, art. 369, n. 309. — La demande est recevable après cette époque, si les causes sur lesquelles elle est fondée lui sont postérieures, II, 77, q. 1347. — Elle ne serait pas recevable si la partie alléguait seulement ne les avoir pas alors connues, II, 78, note 1. — La partie condamnée par défaut peut, sur son opposition, former la demande en renvoi, II, 78, q. 1348.

7. Forme de la demande en renvoi, II, 78, art. 370, n. 310, q. 1349, 1350. — Cas où elle doit être portée devant le tribunal qui connaît des réglemens de juges, II, 78, note 2. — Si la demande a été faite par un fondé de pouvoirs la procuration y doit être annexée, II, 78, q. 1351.

8. Jugement préparatoire à rendre sur le renvoi, II, 78, art. 371. — Formalités qui doivent le précéder, II, 79, q. 1352. — Les juges dont la parenté donne lieu à la demande ne peuvent concourir à ce jugement, *ib.*, q. 1353. — Ni au jugement par lequel il est statué sur le renvoi, *ib.*, q. 1358. — S'il en résulte que le tribunal soit incomplet, il faut se pourvoir en indication de juges, *ib.*

9. Signification à faire aux autres parties, II, 79, art. 372. — Elles peuvent contester, II, 79, q. 1356. — Fournir leurs moyens par une requête, à laquelle le demandeur peut répondre, II, 79, note 1. — La demande en renvoi peut être justifiée par la preuve testimoniale, II, 79, q. 1357.

10. A quel tribunal le renvoi doit être fait, si les causes de la demande sont justifiées, II, 79, art. 373, n. 311. — Condamnation à l'amende et aux dommages-intérêts à prononcer contre celui qui succombe dans sa demande, II, 80, art. 374. — Les dommages-intérêts ne peuvent être prononcés d'office, *ib.*, q. 1359.

11. Comment est saisi le tribunal devant lequel le renvoi a été ordonné, II, 80, art. 375, n. 312. — L'assignation à comparaître devant le tribunal doit être donnée au domicile réel des parties et non à celui de leurs avoués, II, 80, q. 1360. — Tout jugement rendu sur une demande en renvoi susceptible d'appel, II, 80, n. 313. — L'appel du jugement de renvoi est suspensif, II, 80, art. 376. — Si le renvoi est prononcé par une Cour royale il y a lieu au pourvoi en cassation, mais le pourvoi n'est pas suspensif, II, 81, q. 1362.

V. Règlement de juges, 8.

RENOIS.

V. Acte, 7.

REPRISE D'INSTANCE.

1. Causes qui donnent lieu à la reprise d'instance et à la constitution de nouvel avoué, II, 48. — Définition de ces actes, II, 48, 49.

— Le changement d'état des parties ne peut différer le jugement, quand l'affaire est en état, II, 49, art. 342, n. 284. — Cette disposition s'applique au cas de saisie immobilière, II, 49, note 2, § 2. — A celui d'une affaire qui s'instruit par écrit, laquelle est mise en état d'être jugée par les productions des deux parties, ib., § 3. — Au cas où, la contestation roulant sur un droit personnel à une partie, l'instance aurait été interrompue par le décès de cette partie : ce décès n'empêche pas le tribunal de rendre un jugement, II, 49, q. 1277.

2. Ce qu'on entend par changement d'état des parties, II, 49, q. 1279. — Le remplacement d'un adjoint de maire avec lequel une instance a été introduite en sa qualité, ne peut donner lieu à la reprise d'instance, II, 49, note 2, § 1. — Le refus d'un avoué de plaider une cause dans laquelle il a pris des conclusions, n'empêche pas le tribunal de la juger, II, 50, q. 1278. — Le décès du tiers saisi depuis sa déclaration ne suspend pas la demande en validité de la saisie et ne donne pas lieu à assigner ses héritiers en reprise d'instance, II, 50, q. 1279.

3. Quand l'affaire est-elle en état? II, 50, art. 343; 51, n. 285. — Il y a lieu d'accorder un délai pour mettre des héritiers en cause, lorsque la reprise d'instance a été autorisée, quoique la cause fût en état, II, 50, note 2.

4. Nullité des procédures faites postérieurement à la mort de l'une des parties ou au décès et à la cessation des fonctions de son avoué, si l'affaire n'est pas en état, II, 51, art. 344, n. 286. — Exception pour le cas d'adoption, II, 51, q. 1281. — Cette nullité ne peut être invoquée que par les héritiers de la partie décédée ou les parties qui auraient perdu leur avoué, II, 51, q. 1280. — Elle peut être poursuivie par une simple opposition au jugement rendu, II, 51, q. 1282.

5. Le changement d'état des parties n'empêche pas la continuation des procédures, II, 52, art. 345, n. 287. — Et cela quoique survenu et connu avant que la cause soit en état, II, 53, q. 1283. — Ainsi le mariage contracté par une femme pendant le cours d'une instance n'empêche pas la continuation de la procédure avec elle, II, 52, note 1. — L'appel du jugement rendra dans cette instance doit être notifié au mari, ib. — En cas de changement d'état ou de décès du demandeur, le défendeur ne peut former la demande en reprise de l'instance, s'il n'y a pas encore paru, II, 52, q. 1284. — Même solution dans le cas de cessation des fonctions sous lesquelles le demandeur procédait, II, 53, q. 1285.

6. Comment se forment la reprise d'instance et la constitution de nouvel avoué, II, 53, art. 346. — Elles sont volontaires ou forcées, II, 53, n. 288. — Il n'est pas nécessaire que l'assignation à cette fin contienne copie des pièces de la procédure, II, 53, q. 1286.

7. L'instance est reprise par acte d'avoué à

avoué, II, 53, art. 347, n. 289. — Cette disposition s'applique à la reprise d'instance faite spontanément par les ayant-cause du défunt, II, 54, q. 1287. — La procédure volontaire des parties peut tenir lieu d'acte de reprise, II, 54, q. 1288.

8. Jugement de l'incident, si la partie assignée en reprise conteste, II, 54, art. 348, n. 290. — Il peut être signifié des moyens par écrit quoique l'incident doive être jugé sommairement, II, 54, q. 1289.

9. De la reprise d'instance en cas de renonciation à la succession du défendeur, II, 54, q. 1290. — Les héritiers de celui-ci sont recevables à opposer l'exception dilatoire résultant du délai pour faire inventaire et délibérer, II, 54, q. 1291. — Sens de la disposition qui défend d'accorder d'autres délais que ceux qui restaient à courir, II, 55, q. 1293.

10. Du cas où la partie qui assigne ou celle qui est assignée en reprise ou en constitution ne comparait pas, II, 55, art. 349, n. 291. — Il n'y a pas lieu à joindre le profit du défaut et à réassigner, si l'une de plusieurs parties assignées laisse défaut, II, 55, q. 1292. — De la signification du jugement par défaut rendu en ces circonstances, II, 56, art. 350, n. 292. — Comment il est statué sur l'opposition à ce jugement, II, 56, art. 351, n. 293. — Elle ne peut être jointe au fond, II, 56, q. 1294.

11. L'action en reprise d'instance se prescrit par le même laps de temps que l'action principale, II, 54, note 1. — Pourvu que la péremption de l'instance n'ait pas été demandée après le délai de trois ans et demi, fixé par l'art. 397, II, 104, q. 1424.

REPROCÈS.

V. *Enquête*, 4, § 6.

REQUÊTE.

Sa définition, I, 136, note 2.

V. *Communication de pièces*, 7; *Intervention*, 3; *Jugement par défaut*, 25, 27; *Péremption*, 12; *Prise à partie*, 5; *Règlement de juges*, 5.

REQUÊTE CIVILE.

1. CONTRE QUELS JUGEMENTS ET POUR QUELLES CAUSES ON PEUT SE POURVOIR PAR REQUÊTE CIVILE; 2. COMMENT ELLE S'EXERCE ET DOIT ÊTRE JUGÉE.

1. Objet et définition de la requête civile, II, 249. — Causes pour lesquelles la requête civile peut être formée, II, 250, art. 480, n. 398. — Énumération des changements apportés par le Code à la législation antérieure, II, 251, note 1. — La requête civile ne peut être formée pour d'autres causes, II, 253.

2. On peut se pourvoir par cette voie contre les jugements émanés d'une justice de paix, ou d'un tribunal de commerce ou d'arbitres, mais non contre les arrêts de la Cour de cassation, II, 251, q. 1736. — Cette voie est ouverte contre les jugements préparatoires, provisoires et interlocutoires, II, 252, q. 1737. — Le recours contre les décisions contradictoires rendues par le Conseil

d'état du roi correspond à la requête civile des tribunaux, mais il n'est admis qu'en deux cas, II, 250, note 10.

3. La requête civile est ouverte dans les affaires d'enregistrement comme dans toutes autres, II, 250, note 1, § 3. — Elle n'est pas recevable contre un jugement qui, d'abord sujet à appel, n'est plus susceptible de ce genre de pourvoi, parce que les délais sont expirés ou que la partie a acquiescé, II, 252, q. 1738; 265, note 1. — En acquiesçant à certains chefs de jugemens, on peut se pourvoir par requête civile contre certains autres, II, 250, note 1, § 1. — La requête civile est recevable quoique le jugement ait été qualifié en premier ressort, II, 253, q. 1739. — On ne peut se pourvoir par requête civile, lorsque les voies d'appel, d'opposition et de cassation sont ouvertes, II, 254, q. 1741.

4. Les parties ou leurs ayant-cause peuvent seuls intenter une demande en requête civile ou y défendre, II, 253, q. 1740. — Lorsque des jugemens passés en force de chose jugée ont été rendus à l'occasion des majorats ou dotations, la voie de la requête civile est ouverte après le décès du titulaire soit à l'intendant général, soit à l'appelé, II, 250, note 1, § 2. — Le dol de l'avocat, de l'avoué ou du mandataire ost, comme celui de la partie, un moyen de requête civile, II, 254, q. 1742. — Le serment reconnu faux n'ouvre une voie légitime à la requête civile qu'autant qu'il a été déféré d'office, II, 254.

5. La violation des formes prescrites à peine de nullité est un moyen de requête civile, si les juges ont omis de statuer à ce sujet : autrement elle est un moyen de cassation, II, 254, q. 1743. — La requête civile n'est pas ouverte contre les jugemens arbitraux pour cette cause, si les arbitres étaient dispensés de suivre les formes ordinaires, II, 255, q. 1744.

6. Quels sont en général les cas où l'on peut dire que le juge a prononcé sur choses non demandées, II, 255, q. 1745. — Quels sont en général les cas où l'on peut dire que le juge a jugé plus qu'il n'a été demandé, II, 255, q. 1746. — Il y a lieu à requête civile contre le jugement qui accorde une provision, des alimens non demandés, II, 255. — Une condamnation *l'Un petit* cesse d'être uniquement moyen de requête civile, et devient moyen de cassation dans les cas où elle offre en outre une violation de la loi, II, 256, q. 1747. — Lorsque le juge ne statue que sur un chef et qu'il ajoute qu'il met les parties hors de cause sur leurs autres conclusions, ou qu'il n'y a lieu de statuer sur leurs autres demandes, on ne peut se pourvoir par requête civile pour omission de prononcer sur ces mêmes chefs, II, 256, q. 1748. — On ne peut prétendre qu'il y a omission de prononcer, si, en statuant définitivement sur quelques uns des chefs, les juges ont ordonné un interlocutoire sur les autres, II, 257, q. 1750. — Le silence du jugement sur les conclusions tendantes à être admis à une preuve, ne constitue pas une omission de

prononcer, II, 256, q. 1749. — On peut se pourvoir par requête civile contre un arrêt qui, négligeant de statuer sur une demande incidente, prononce néanmoins sur la demande principale, II, 250, note 1, § 4. — Il y a ouverture à requête civile contre un arrêt qui, en prononçant la nullité d'un emprisonnement, a omis de prononcer sur les dommages-intérêts réclamés, II, 250, note 1, § 5. — L'omission dans un jugement de la condamnation aux dépens non demandés ne donne pas ouverture à la requête civile, I, 177, q. 556.

7. Conditions requises pour que la contrariété de jugemens donne ouverture à requête civile, II, 257, q. 1751. — Les jugemens contraires doivent avoir été rendus non-seulement entre les mêmes parties mais dans les mêmes qualités, II, 257, q. 1752. — Ce qu'il faut pour que l'on puisse dire que les jugemens contraires ont été rendus par les mêmes moyens, II, 257, q. 1753. — La contrariété des jugemens entre deux sections ou chambres d'un même tribunal, peut donner ouverture à la requête civile, II, 257, q. 1754. — La contrariété entre deux arrêts émanés de la même cour devient un moyen de cassation, lorsque la partie a excipé du premier arrêt pour empêcher que le second ne fût rendu, II, 250, note 1, § 6. — Il en est de même dans le cas où il a été rendu dans la cause un jugement qui change les dispositions d'un premier jugement en dernier ressort, II, 257, 258, q. 1756. — On ne peut se pourvoir pour contrariété entre deux jugemens après le délai fixé par la loi, II, 257, q. 1755. — Contrariété qui, dans un même jugement, donne lieu à la requête civile, II, 258, q. 1757.

8. On ne peut se pourvoir en cassation contre un jugement rendu sans communication au ministère public, II, 258, q. 1758. — Le défaut de communication au ministère public fournit un moyen de requête civile à la femme mariée, même lorsqu'il ne s'agit pas de sa dot, II, 250, note 1, § 8. — Le créancier majeur qui a agi seul en son nom pour son propre compte dans une instance d'ordre, ne peut se pourvoir par requête civile, en se fondant sur ce que le ministère public n'a pas été entendu, II, 250, note 1, § 9.

9. Pour que la requête civile soit recevable contre un jugement comme rendu sur pièces fausses, il faut que ces pièces aient servi de base au jugement, II, 258, q. 1759. — Une pièce décisive recouvrée depuis le jugement doit avoir été retenue par le fait de la partie pour devenir un moyen de requête civile, II, 258, q. 1761. — Si la pièce retenue et recouvrée ne doit avoir aucune influence sur le fond, la requête civile ne doit pas être admise, II, 258, q. 1762. — On ne peut fonder un moyen de requête civile sur des pièces que l'on prétendrait avoir été retenues par la partie adverse, si, lors du jugement, on a négligé des moyens possibles d'en obtenir la représentation, II, 258, q. 1763. — Si le défendeur soutenait que ces pièces sont fausses,

il faudrait d'abord instruire et juger le faux, II, 258, q. 1764. — On doit se pourvoir par requête civile et non par action nouvelle contre le jugement qui a été rendu faute d'avoir fourni telle pièce, II, 260, q. 1765.

10. On ne peut intimer dans l'instance de requête civile une personne qui n'était point partie dans le jugement attaqué, à moins qu'elle ne soit son ayant-cause, II, 261, q. 1766.

11. Cause particulière pour laquelle l'état, les communes, les établissements publics, les mineurs peuvent se pourvoir par cette voie, II, 261, art. 481, n. 399. — Cette exception s'étend aux interdits mais non aux femmes mariées, II, 263, q. 1772. — Ils sont réputés n'avoir pas été défendus, lorsqu'ils n'ont été jugés par défaut ou par conclusion, et ne l'ont pas été valablement, quand les principales défenses de fait et de droit ont été omises, II, 261, q. 1767. — Il n'est pas nécessaire qu'il ait été pris des conclusions expresses sur les moyens de défenses, II, 263, q. 1770. — Les moyens omis doivent avoir trait au fond de la contestation, II, 263, q. 1771. — S'il a été procédé contre l'état, une commune, un établissement public, un mineur, sans que leurs administrateurs légaux aient été appelés, le jugement rendu peut être attaqué par la voie de tierce opposition et celle de la requête civile, II, 262, q. 1768. — Le mineur émancipé, qui a été en justice sans l'assistance d'un curateur, peut, quoique le jugement ait été rendu depuis sa majorité, l'attaquer pour cause de minorité non défendue, à moins que l'instruction n'ait été complétée que depuis sa majorité, II, 262, q. 1769.

12. S'il n'y a ouverture à requête civile que contre un chef de jugement il sera seul rétracté, II, 263, art. 482, n. 400. — Il y a lieu en général à rétracter un jugement pour un seul chef, toutes les fois qu'il s'agit de l'allocation de différentes créances, II, 263, q. 1773.

13. Délai pour la signification de la requête civile, II, 263, art. 483. — Ce délai court contre l'état et les établissements publics, II, 263, q. 1774. — Il ne court contre le mineur qu'à partir de la signification faite depuis sa majorité, II, 264, art. 484, n. 402. — À défaut de signification depuis la majorité ce délai s'étend jusqu'à trente ans, II, 264, q. 1776.

14. Le majeur profite du délai accordé au mineur, lorsqu'ils ont un intérêt commun et indivisible, II, 264, q. 1777. — Délai en faveur des absents, des étrangers, des personnes qui demeurent hors de la France continentale, II, 265, art. 485, 486 et 487. — Délai fixé selon les diverses ouvertures de requête civile, II, 265, 266, n. 403.

15. On peut en tout état de cause se pourvoir incidemment par requête civile, II, 266, q. 1780.

16. Elle doit être portée devant le tribunal qui a rendu le jugement attaqué, II, 265, art. 490. — Sursis à ordonner lorsque le jugement attaqué était produit dans une cause pendante

en un autre tribunal, II, 266, art. 491, n. 404. — Quels sont en général les cas où le dernier tribunal doit passer outre, II, 266, q. 1779.

17. Si le tribunal qui a rendu le jugement attaqué ne subsistait plus, il faut s'adresser à la Cour de cassation pour désigner un autre tribunal, II, 266, q. 1778.

18. À quel tribunal doit être soumis le fond de la contestation sur laquelle le jugement rétracté a été rendu, II, 271, art. 502. — C'est à la Cour, qui a admis la requête civile sur renvoi après cassation d'un premier arrêt qui l'avait rejetée, à prononcer sur le renvoi, II, 271, q. 1795.

19. Il est plus conforme au vœu de la loi de procéder par voie de requête civile avec assignation que par simple assignation, II, 263, q. 1778. — La requête civile doit être présentée au juge avant d'être signifiée avec assignation à la partie, II, 266, 267, q. 1781. — Quand l'assignation doit être donnée au domicile de l'avoué ou à celui de la partie, II, 266, art. 492. — Cas dans lequel la requête civile doit être formée par requête d'avoué à avoué, II, 267, art. 493. — Une réponse à la requête civile est autorisée, même dans le cas où l'affaire est de nature au fond à être jugée comme matière sommaire, II, 267, q. 1782.

20. Les plaidoiries sont admises dans une instance liée avec la régie de l'enregistrement, sur un pourvoi par requête civile, II, 267, q. 1783. — Consignation d'amende et consultation préalables pour être admis à se pourvoir par requête civile, II, 267, art. 494, 495. — L'amende consignée doit être restituée, si la requête n'est pas formée ou si elle est suivie d'une frange action, II, 270, q. 1791, note 2. — Lorsqu'un arrêt d'appel rejette une requête civile et néanmoins ordonne la restitution de l'amende consignée, la partie qui retire l'amende en vertu de l'arrêt, se rend par cela non recevable à l'attaquer par voie de cassation, II, 270, note 3. — Les indigents ne sont pas dispensés de consigner la somme exigée par l'art. 494, II, 268, q. 1784.

21. Les avocats exerçant depuis dix ans près d'une Cour royale peuvent signer la consultation à l'appui de la demande en requête civile, II, 268, § 2. — La régie de l'enregistrement n'est pas dispensée de joindre à sa requête civile une consultation d'avocats, II, 268, q. 1785.

22. Si la requête est signifiée dans les six mois, l'avoué qui a obtenu le jugement est constitué de droit, II, 268, art. 496.

23. Elle n'empêche pas l'exécution du jugement attaqué, II, 268, art. 497. — Il doit même être préalablement exécuté s'il s'agit d'un délaissement d'héritage, II, 268, art. 497, n. 406. — Secus s'il s'agit de la remise d'un objet mobilier, II, 269, q. 1788. — Un interlocutoire à instruire en vertu du jugement attaqué doit être continué nonobstant la requête civile, II, 269, q. 1787. — Il est mis obstacle à l'exécution de jugemens ou d'arrêts par leur contrariété, II,

268, q. 1786. — Lorsqu'il y a contrariété entre les dispositions d'un même jugement aucune ne doit être exécutée, II, 270, q. 1794.

24. Toute requête civile à communiquer au ministère public, II, 269, art. 498, n. 407. — Elle doit être communiquée au ministère public, même avant qu'elle soit signifiée avec assignation, II, 269, q. 1789.

25. Moyens de requête civile qu'il est permis de discuter à l'audience et par écrit, II, 269, art. 499, n. 408. — Le demandeur qui découvre des ouvertures de requête civile autres que celles énoncées dans la consultation, ne peut les proposer par un simple acte avec une seconde consultation, II, 269, q. 1790.

26. Condamnations encourues par lui si sa demande est rejetée, II, 269, 270, art. 500. — Conséquences qui résultent de l'admission de la requête civile, II, 270, art. 501, n. 409. — Le premier jugement étant rétracté par l'admission de la requête civile pour contrariété de jugemens, il suffit, sur le rescisoire, d'assigner la partie par un simple acte d'avoué à avoué, II, 270, q. 1792. — Si le jugement rétracté n'est que préparatoire ou interlocutoire, la restitution des seuls dépens faits depuis le jugement doit être ordonnée, II, 270, q. 1793.

27. Cas où le pouvoir par requête civile ne peut être exercé, II, 271, art. 503, n. 411. — Les mineurs ne sont pas exceptés de cette prohibition, II, 271, q. 1797. — On ne peut se

pourvoir une seconde fois par requête civile, quoique depuis le rejet de la requête civile on aurait découvert un dol, un faux, ou une réclamation de pièces, II, 271, q. 1798. — Celui contre qui la requête civile est admise peut prendre cette voie contre le jugement, s'il y a enverture, II, 272, q. 1799.

V. *Arbitrage*, 59; *Avené*, 8; *Juge de paix*, 10.

RÉQUISITION.

V. *Actes de l'État civil*, 3; *Conseil de famille*, 3; *Ministère public*, 1.

RESCINDANT. — RESCISOIRE.

Définition de ces mots, II, 249, note 3.

RÉSERVES.

V. *Acquiescement*, 5; *Nullité*, 8.

RESPONSABILITÉ.

V. *Faute*; *Vente de meubles*, 7.

RÉTABLIR.

Qu'elle est une communication de pièces suivie de rétablissement, I, 139, note 2.

REVENDEICATION.

V. *Saisie-exécution*, 22; *Saisie-gagerie*, 3; *Saisie immobilière*, 73, 76, 78; *Saisie-revendication*.

ROL.

Comment doivent être exercées les actions intentées contre lui, I, 111.

ROLE.

Sens de ce mot, I, 142, note. — Objet de l'enrôlement des causes, II, 110, 111.

V. *Défenses*, 5.

S.

SAISIE.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1. Aucune saisie en vertu d'un titre exécutoire, si la dette n'est liquide ou si elle n'a été liquidée, II, 300, art. 551. — Un propriétaire, porteur de bail authentique, qui saisit un immeuble hypothéqué pour sûreté de ses fermages, n'a pas besoin d'obtenir jugement qui détermine et liquide le montant des fermages dus, II, 310, q. 1912. — Si la dette est en espèces non liquides, la poursuite est valable jusqu'à la saisie, même lorsqu'elle s'exerce sur des immeubles, II, 310, q. 1913.

2. La remise de l'acte ou du jugement exécutoire à l'huissier, vaut pouvoir pour toutes exécutions, excepté la saisie immobilière et l'emprisonnement, II, 311, art. 556. — La remise de l'acte à l'huissier lui vaut pouvoir jusqu'à désaveu, quoiqu'elle n'ait pas été faite directement par la partie au nom de laquelle il agit, II, 312, q. 1917.

V. *Distribution par contribution*.

SAISIE-ARRÊT.

1. QUAND IL Y A LIEN À LA SAISIE-ARRÊT, ET SUR QUOI ELLE PEUT S'EXERCER. 2. DANS QUELLE FORME.

3. POURSUITE EN RENONCIATION ET VALIDITÉ DE LA SAISIE. — DÉCLARATION DE TIERS SAISI.

Objet et définition de la saisie-arrêt ou oppo-

sition, II, 313. — Signification diverse que ces termes avaient autrefois, II, 313, note 3.

2. Titres en vertu desquels une saisie-arrêt peut être exercée, II, 313, art. 557. — Un titre privé suffit pour la saisie-arrêt, II, 310, q. 1910. — Les titres en vertu desquels on procède doivent nécessairement porter condamnation ou obligation contre le débiteur saisi, II, 314, note 1, § 6. — On ne peut saisir-arrêter sur le fondement de droits contestés en justice, II, 316, q. 1927.

3. On peut saisir-arrêter en vertu d'un jugement par défaut, II, 314, note 1, § 7. — D'un jugement attaqué par voie d'appel, II, 316, q. 1928. — On le peut en vertu d'un jugement provisoire entrepris par la voie de l'appel, mais le dessaisissement du tiers saisi ne peut être ordonné avant le jugement sur appel, II, 316, note 2.

4. Permission à obtenir s'il n'y a pas de titre, II, 314, art. 558. — Cette permission est donnée par le président seul, II, 317, q. 1930. — Il peut la refuser ou l'accorder, II, 317, q. 1931. — En cas de refus, on peut se pourvoir devant le tribunal entier, II, 317, q. 1932. — Le président du tribunal de commerce et celui du tribunal civil, peuvent indistinctement, à défaut de titre, permettre la saisie-arrêt dans les

contestations qui sont de la compétence des tribunaux de commerce, II, 314, note 10. — Un juge de paix peut autoriser la saisie-arrest pour des causes soumises à sa compétence, II, 317, q. 1933. — Juge qui doit fixer l'évaluation provisoire de la créance, lorsqu'elle n'est pas liquide, II, 317, q. 1934. — L'ordonnance qui n'énonce pas la somme pour laquelle la saisie est faite, n'est pas nulle, si cette énonciation existe dans la requête, II, 317, q. 1935. — Une saisie où l'on aurait énoncé une somme fixe et d'autres créances indéterminées est valable pour la somme déterminée, II, 318, q. 1937.

5. On ne peut arrêter par une saisie le paiement des lettres de change, II, 314, note 1, § 1. — Les droits incorporels d'un débiteur et particulièrement ses bénéfices dans une entreprise de commerce, peuvent être saisis-arrêtés, II, 314, note 8. — Même décision pour les actions ou intérêts dans les compagnies de finances ou d'industrie, II, 314, note 1, § 3. — Un créancier ne peut saisir-arreter sur son débiteur, des fonds qui ont été distribués à un autre créancier par une contribution régulière, II, 314, note 1, § 2. — Un créancier hypothécaire ne peut faire une saisie-arrest au préjudice du tiers détenteur des biens affectés à sa créance, II, 314, note 1, § 3.

6. Chacun des créanciers d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire peut exercer personnellement des saisies-arrêtés entre les mains des débiteurs de la succession, II, 314, note 1, § 4. — Décision contraire, *ib.*, § 5. — Le créancier d'un associé, pour une cause étrangère à la société, n'a pas le droit d'arrêter ce qui est dû aux autres créanciers, II, 314, note 9. — On ne peut saisir-arreter sur soi comme sur une personne étrangère les sommes que l'on doit à celui dont on est créancier, II, 315, q. 1925. — Un créancier a tenu ce qu'il ne peut faire de saisies-arrêtés au préjudice de son débiteur, quoiqu'il n'offre aucune sûreté pour le paiement à l'échéance du terme, II, 315, q. 1926. — Cependant le cessionnaire d'une créance qui a stipulé son recours en garantie contre le cédant, peut, avant d'avoir annuellement discuté le débiteur principal, faire, à titre de mesure conservatoire, une saisie-arrest à son préjudice, II, 316, note 1.

7. On ne peut, sous prétexte qu'on est créancier de l'état, faire des saisies-arrêtés entre les mains des débiteurs de l'état même, II, 315, q. 1923. — Les créanciers des communes ne peuvent ni faire des saisies-arrêtés entre les mains des débiteurs de celles-ci, ni former des oppositions sur leurs fonds déposés à la caisse d'amortissement, II, 315, q. 1924.

8. Les saisies-arrêtés ou oppositions formées entre les mains des receveurs ou administrateurs des omises et deniers publics, se régissent par le décret du 18 août 1807, II, 314, q. 1922. — Transcription de ce décret, II, 318, note 1. — Les saisies-arrêtés et oppositions entre les

maines des préposés de l'enregistrement sont en outre soumises au décret du 13 pluviôse an 13, *ib.* — L'exploit doit être remis à la personne préposée pour le recevoir et visé par elle, II, 318, art. 561. — L'exploit peut être valablement donné à un commis ou secrétaire trouvé au bureau et être visé par lui, s'il déclare avoir qualité pour le recevoir et le viser, II, 319, q. 1941. — Certificat à délivrer au saisissant par les fonctionnaires dont il est parlé dans l'art. 561, II, 324. — Ce certificat doit être requis par une sommation d'avoué, II, 325, q. 1938.

9. Les notaires, les huissiers et autres fonctionnaires peuvent être assignés en déclaration des sommes qu'ils ont reçues ou touchées en leur qualité, II, 325, q. 1937. — C'est par voie de saisie-arrest et non par voie de saisie-exécution que les administrations publiques doivent assurer, sur le cautionnement des officiers ministériels le paiement des amendes prononcées contre eux, II, 316, q. 1929.

10. Portion pour laquelle les traitements et pensions dus par l'état peuvent être saisis, II, 331, art. 560, note 2, § 1. — Les traitements ecclésiastiques sont insaisissables dans leur totalité, II, 331, note 2, § 2. — Les pensions dues par les caisses des diverses administrations de l'état à leurs employés sont insaisissables, II, 331, note 2, § 4. — Les lois des 19 pluviôse an 3 et 12 ventôse an 9 qui permettent de saisir jusqu'à une certaine concurrence les appointements des militaires et les traitements des fonctionnaires civils n'étendent pas cette faculté jusqu'aux pensions, II, 331, q. 1984, note 3.

11. Choses qui sont insaisissables, II, 332, art. 581. — Modifications à cette disposition, II, 332, art. 582. — Choses déclarées insaisissables par la loi, II, 332, q. 1985. — Les provisions alimentaires adjugées par justice peuvent être saisies pour cause d'aliments, II, 332, q. 1986. — Ce qu'on entend par aliments, II, 332, q. 1986. — Le don d'usufruit, fait même par contrat de mariage, pour procurer au donataire les moyens d'exister avec le plus d'aisance possible, ne peut être considéré comme un don d'aliments, II, 332, note 1, § 1. — Une pension léguée à titre de pension viagère, n'en est pas moins insaisissable, quoiqu'elle ne soit pas qualifiée alimentaire, s'il résulte des circonstances qu'elle a cette qualité, II, 332, note 1, § 2.

12. Pour que les sommes et objets donnés puissent être déclarés insaisissables par le donateur, il faut qu'ils soient disponibles et que la donation soit faite à titre gratuit, II, 332, note 2. — Ils cessent d'être insaisissables entre les mains de l'héritier du donataire ou légataire, à moins de la volonté contraire du donateur clairement manifestée, II, 333, q. 1987. — La permission de saisir et arrêter ces objets par les créanciers postérieurs, s'obtient par une requête, II, 333, q. 1988. — Ces sommes peuvent être saisies sans

permission du Juge, pour cause d'aliments, II, 333, q. 1989.—Règles d'après lesquelles le Juge doit fixer la quantité qu'il permet de saisir, II, 333, q. 1990.

§ II.

13. Enonciations que tout exploit de saisie-arrest ou opposition doit contenir à peine de nullité, II, 317, art. 559.—Il doit en outre contenir les formalités prescrites par les art. 61 et suivants qui sont compatibles avec lui, II, 318, q. 1939.

14. Il doit contenir élection de domicile, quoique l'acte en vertu duquel la saisie est faite contiendrait élection de domicile pour l'exécution, II, 318, q. 1936.—La saisie-arrest signifiée au domicile d'un mandataire du tiers saisi est nulle, II, 317, note 2.—Il n'est pas nécessaire que l'exploit de la saisie contienne copie du titre ou de la requête afin de permission de saisir, II, 318, q. 1938.—La saisie-arrest entre les mains de personnes non demeurant en France, sur le continué, ne peut être faite au domicile des procureurs du roi, II, 318, art. 560, n. 445.—Cette saisie-arrest n'est pas dispensée des formes prescrites par l'art. 559, II, 318, q. 1940.

15. Le saisi est recevable à exciper des nullités de l'opposition faite à son préjudice entre les mains d'un tiers, II, 317, note 2, § 2.—L'huissier est tenu de justifier de l'existence du saisissant, s'il en est requis, II, 319, art. 562.—Cette mesure établie pour éviter les suppositions de personnes et de créances, II, 319, n. 447.—L'huissier qui ne connaît pas celui qui le charge de saisir doit s'en faire attester le nom, l'état et la demeure par deux citoyens français, II, 319, q. 1942.—Si l'huissier est requis par un mandataire il lui suffit de justifier de l'existence de celui-ci, II, 320, q. 1943.—Les huissiers agissent prudemment en exigeant des pouvoirs par écrit signés du saisissant, II, 320, q. 1944.

§ III.

16. La publication du Code de procédure n'a rien changé à l'effet d'une opposition formée antérieurement : elle doit durer trente ans, II, 320, note 1, § 2.—Délai pour la dénonciation de la saisie au débiteur et l'assignation en validité, II, 320, art. 563.—Ce délai n'est pas franc, II, 320, q. 1945.—La saisie doit être déclarée nulle, si la demande en validité n'a pas été formée dans ce délai, II, 320, q. 1946.—Cette demande ne doit pas être précédée d'une citation en conciliation, II, 322, art. 568.

17. Elle doit, ainsi que la demande en main levée, être portée devant le tribunal du domicile de la partie saisie, II, 323, art. 567.—Excepté le cas de domicile élu, II, 323, note 3 ; 324, q. 1956.—La règle applicable même au cas d'un jugement ou ordonnance rendu par suite de l'attribution portée en l'art. 60 du Code de procédure, II, 323, note 2, § 2.—La règle de l'enregistrement est dispensée d'assigner devant les

Juges de la partie saisie, II, 323, note 2, §§ 1 et 3.

18. Les tribunaux de commerce ne peuvent connaître de la demande en validité et des effets de la saisie, II, 323, q. 1953.—L'instance en validité d'une saisie-arrest, formée par l'administration des domaines, peut être suivie sans le ministère d'un avoué, II, 320, note 1, § 2.

19. Délai de la dénonciation au tiers saisi de la demande en validité et ses effets, II, 321, art. 564, n. 449.—Si le tiers saisi habite hors de la France continentale, les distances, d'après lesquelles les délais doivent être augmentés, se calculent conformément à la règle établie par l'article 73 du Code, II, 321, q. 1947.—Nullité de la saisie non suivie de demande en validité et de dénonciation au tiers saisi, II, 321, art. 565, n. 450.—Les paiements faits par le tiers saisi dans le délai donné au saisissant pour lui dénoncer la demande en validité de la saisie, sont nuls, II, 321, q. 1948.—Ils sont valables après ce délai, jusqu'à ce que la dénonciation ait eu lieu, après quoi ils ne peuvent plus être faits, II, 322, q. 1950.—La nullité d'une saisie non suivie de demande en validité a lieu de plein droit, en sorte qu'il n'est pas nécessaire d'en demander la main levée, II, 322, q. 1949.—Si la demande en validité n'a point été formée dans le délai, les paiements faits par le tiers, et le transport fait depuis la saisie, sont valables, II, 322, q. 1951.—Le tiers saisi ne peut être contraint de payer à son créancier saisi ce qu'il doit au-delà de la somme arrêtée entre ses mains, II, 322, q. 1952.—Il ne peut être obligé de payer moyennant caution suffisante, II, 324, q. 1955.—En renvoyant à une époque déterminée pour statuer sur la validité d'une saisie-arrest, le tribunal peut en même temps accorder main levée provisoire de la saisie, II, 323, note 2, § 4.—La main levée d'une saisie-arrest ne peut être la matière d'un référé, II, 324, q. 1954.—Cependant le paiement fait par le tiers saisi en vertu d'une ordonnance de référé, exécutoire par provision, est valable, II, 324, note.

20. Conditions requises pour que le tiers saisi puisse être assigné en déclaration, II, 324, art. 568, n. 453.—Devant quels Juges et comment il doit être assigné, II, 323, art. 570.—Le tiers saisi peut demander son renvoi devant ses Juges naturels, quelle que soit la nature de la contestation à laquelle sa déclaration donne lieu, II, 325, q. 1959.—La faculté accordée au tiers saisi de demander son renvoi devant ses Juges naturels, au cas de contestation de la déclaration, n'a lieu qu'autant que la contestation porte sur la véracité des faits affirmés, II, 325, note 3.—Il n'est plus recevable à demander son renvoi, s'il a défendu au fond, II, 326, q. 1965.—Ce renvoi ne s'applique pas aux suites de l'instance entre le saisissant et le saisi, II, 325, q. 1961.—Le tiers saisi ne doit supporter que les frais relatifs à la contestation qu'il a élevée, I, 176, note 1.

21. Comment la déclaration doit être faite et

affirmée, II, 325, art. 571. — Elle doit être faite dans les délais fixés au titre des ajournemens, II, 325, q. 1962. — La déclaration et l'affirmation peuvent être faites par procuration spéciale, II, 325, art. 572. — La procuration doit être authentique, II, 325, q. 1963. — L'affirmation ne doit pas être faite sous serment, II, 326, q. 1964.

22. Ce que la déclaration doit contenir, II, 326, art. 573, n. 455. — En quel sens le tiers saisi est tenu de faire connaître les causes de la dette, II, 326, q. 1965. — Il ne doit en énoncer le montant que quand elle est liquide, II, 326, q. 1966. — Le tiers saisi qui énonce avoir fait des paiemens à compte ou s'être libéré, est tenu d'en rapporter les pièces justificatives, II, 326, q. 1967, note 1. — Le tiers saisi est tenu à une déclaration, lors même qu'il se croit libéré, II, 326, q. 1968. — Dépôt et communication des pièces justificatives, II, 326, art. 574 n. 456.

23. Extrait des nouvelles saisies-arrêts, à donner par le tiers saisi à l'avoué du premier saisissant, II, 327, art. 576. — Il suffit que sur ces nouvelles saisies, il signifie aux saisissans l'acte de dépôt de la déclaration qu'il a donnée, II, 327, q. 1969. — *Quid* s'il y a plusieurs saisissans ultérieurs ? II, 327, q. 1970.

24. On ne peut obtenir son paiement sur les fonds du son débiteur existant entre les mains d'un tiers, en formant une simple intervention en une opposition au denier, II, 327, q. 1971. — Le jugement qui déclare une saisie valable opère le transport judiciaire de la créance au profit des saisissans, et elle n'est plus susceptible de saisie nouvelle, II, 327, note 3; 331, q. 1983. — Cette solution ne peut s'appliquer à la saisie des fruits civils d'un immeuble ou des arrérages d'une rente qui peuvent, nonobstant le jugement, et tant qu'ils n'ont pas été perçus, être l'objet d'une saisie nouvelle, II, 328, q. 1972. — Quand le jugement en validité est exécutoire contre le tiers saisi, II, 331, q. 1982. — Si, avant le paiement mais après le jugement de validité, le débiteur saisi tombe en déconfiture, le tiers n'en doit pas moins payer au saisissant, II, 331, q. 1983.

25. Aucune procédure contre le tiers saisi, ni par lui, si la déclaration n'est pas contestée, II, 329, art. 576. — Il peut former incidemment une demande contre le débiteur saisi, pour se faire déclarer quitte envers lui, II, 329, note 2. — Il peut, en faisant des offres et en consignat, se libérer avant la fin de l'instance de la saisie-arrêt, II, 329, q. 1973.

26. Le tiers saisi peut encore opposer la saisie au saisi qui lui demande paiement, quoique le jugement en validité rendu sur défaut soit périmé par six mois, mais non s'il s'est écoulé trois ans, II, 329, q. 1974. — Obligations à la charge du tiers saisi qui ne fait pas sa déclaration ou qui ne fait pas les justifications ordonnées, II, 329, art. 577. — Elle s'étend à toutes les sommes pour lesquelles la saisie a été faite, II,

329, q. 1975. — Le tiers saisi qui a déclaré ne rien devoir au saisi et omis de signifier l'acte de dépôt des pièces justificatives, ne peut être condamné envers le saisissant qu'au paiement de sa dette envers le saisi, II, 329, note 2. — Le délai accordé au tiers saisi pour faire sa déclaration n'est que comminatoire, II, 330, q. 1976. — La demande en déclaration formée contre un tiers saisi est indéterminée de sa nature, et par conséquent ne peut être jugée en dernier ressort par un tribunal de première instance, II, 329, note 2, § 2.

27. État détaillé à joindre à la déclaration, si la saisie-arrêt est formée sur effets mobiliers, II, 330, art. 578. — L'état des effets peut être donné dans la déclaration même, II, 330, q. 1977. — Ces effets doivent y être désignés comme dans le procès-verbal d'une saisie-exécution, II, 330, q. 1978.

28. Vente de ces effets et distribution du prix, si la saisie-arrêt est déclarée valable, II, 330, art. 579. — Cette vente doit être faite selon les formalités prescrites au titre de la saisie-exécution, II, 330, q. 1979. — Comment se distribue le prix, II, 330, q. 1980. — Le tiers saisi doit retenir les frais qu'il a été obligé de faire pour l'accomplissement des obligations que la loi lui impose, II, 331, q. 1981.

Y. Actes conservatoires, 1; Offres, 9; Saisie-exécution, 23; Tribunal de commerce, 9.

SAISIE-BRANDON.

1. Nature, définition et objet de la saisie-brandon, II, 364. — La dénomination donnée à la saisie des fruits ne suppose pas la nécessité de placer des brandens sur les champs, II, 364, q. 2108. — Les fruits détachés mais existant encore sur le sol, sont saisissables par voie de saisie-exécution, II, 364, q. 2109. — Ce qu'il arriverait si les fruits d'un colon ou fermier étant saisis pour une dette du propriétaire, on saisissait pour la dette des premiers les pailles qui sont sur les terres, II, 364, 365, q. 2110. — C'est au saisissant à fournir aux avances nécessaires pour la culture, II, 365, q. 2111.

2. Époque où la saisie-brandon peut être faite et comment, II, 365, art. 626, n. 478. — Il n'existe plus de règle fixe d'après laquelle on puisse déterminer l'époque fixe où les fruits peuvent être saisis, II, 365, q. 2112. — Le délai du commandement est-il le même que pour la saisie-exécution ? II, 365, q. 2113. — La saisie peut être faite avant les six semaines qui précèdent la maturité des fruits sur lesquels elle porte, pourvu que le saisissant se charge des frais de garde jusqu'à cette même époque, II, 365, q. 2114.

3. Ce que doit contenir le procès-verbal de saisie, II, 365, art. 627. — L'huissier ne doit pas être assisté de témoins, II, 365, q. 2115. — Il peut se contenter d'indiquer approximativement la contenance de chaque pièce, II, 366, q. 2116.

4. Le garde-champêtre établi gardien et le

procès-verbal visé par le maire, II, 366, art. 628, q. 2120. — L'huissier ne peut, sur la réquisition du saisissant, commettre un autre gardien que le garde-champêtre, II, 366, q. 2117. — Le garde-champêtre doit recevoir une copie du procès-verbal, quoique présent à la saisie, II, 366, q. 2118. — La partie saisie doit aussi recevoir une copie du procès-verbal, II, 366, q. 2119. — Le garde-champêtre constitué gardien doit être salarié, II, 366, q. 2120.

5. Comment la vente est annoncée, II, 366, art. 629. — La huitaine qui doit s'écouler entre l'apposition des placards et la vente est franche, II, 366, q. 2121. — Ce que doivent contenir ces placards et comment l'apposition en est constatée, II, 366, art. 630, 631. — Où et quand la vente doit être faite, II, 366, art. 632, 633, q. 2122. — Quel parti à prendre si des grains saisis se trouvent en état d'être coupés, avant qu'on puisse en faire la vente, II, 367, q. 2123. — Ce que le saisissant a à faire pour tirer avantage de la saisie, s'il ne se présente pas d'enchérisseurs, II, 367, q. 2125.

6. Formalités prescrites au titre des saisies-exécutions qui doivent être observées dans la saisie-brandon, II, 367, art. 634, q. 2124. — L'opposition d'un redevable à la saisie que fait exécuter un receveur de l'enregistrement doit être signifiée au domicile élu par le receveur dans la commandement qui a précédé, II, 367, note 1. — Règle pour la distribution du prix de la vente, II, 367, art. 635.

V. Saisie immobilière, 29.

SAISIE DE RENTES.

1. SAISIE, 2. PUBLICATION ET PORTEITE DE LA VENTE.

1. Nature des rentes constituées sur particuliers, II, 367. — Motifs des règles particulières auxquelles la saisie est soumise, II, 367. — Le titre 10 du Code qui contient ces règles s'applique à toutes espèces de rentes, excepté les rentes sur l'état et les rentes constituées sur les communes, II, 368, q. 2126. — Une saisie-arrest suffit pour la saisie des arrérages de la rente, II, 368, q. 2127.

2. Titre nécessaire pour la saisie d'une rente, commandement et notification dont elle doit être précédée, II, 369, art. 636. — Ces dispositions sont prescrites à peine de nullité, II, 370, q. 2133. — Il n'est pas nécessaire que le créancier fasse élection de domicile dans le commandement, II, 369, q. 2128.

3. Contre qui la saisie est dirigée et comment elle est faite, II, 369, art. 637. — Le saisissant n'est pas tenu d'énoncer dans la saisie le titre de rente par sa date ou par le lien où il a été passé, II, 369, note 2. — Si le saisissant ne connaît ni le titre ni le capital de la rente, il doit faire une saisie-arrest entre les mains du débiteur afin d'obtenir par sa déclaration les renseignements nécessaires, II, 369, q. 2129.

4. L'élection chez un avoué près le tribunal devant lequel la vente est poursuivie vaut constitution d'avoué, qu'il est néanmoins prudent de

renouveler, II, 369, q. 2130. — Ce tribunal doit être celui du domicile du propriétaire de la rente, II, 370, q. 2131.

5. L'assistance des deux témoins ou recors n'est pas nécessaire au procès-verbal de saisie, II, 370, q. 2132.

6. Dispositions à observer pour la déclaration à laquelle est tenu le débiteur de la rente, II, 370, art. 638. — Il ne peut justifier du remboursement du capital de la rente que par des quittances ayant une date certaine, II, 370, q. 2134. — C'est à partir de la dénonciation qui lui est faite de la demande en validité formée contre le saisi, que les paiements d'arrérages faits par lui sont considérés comme non avenus, II, 371, q. 2135. — La saisie entre les mains de personnes non demeurant en France ne peut être signifiée au procureur du roi, II, 370, art. 639.

7. L'exploit de saisie vaut saisie-arrest des arrérages, II, 370, art. 640.

f II.

8. Délai pour la dénonciation de la saisie au saisi et ce qu'elle doit renfermer, II, 371, article 641. — La peine de nullité s'applique non-seulement en défaut de dénonciation mais encore au faux calcul du délai légal, II, 371, q. 2136. — Ce n'est pas de l'échéance de la citation au saisi mais de la citation au tiers saisi que court le délai de la dénonciation, lorsque le débiteur de la rente demeure hors de France, II, 371, art. 642, q. 2137.

9. Délai pour le dépôt au greffe du cahier des charges et ce qu'il doit contenir, II, 372, art. 645. — Ce délai n'admet pas l'augmentation à raison de la distance, II, 373, q. 2138. — Le dépôt est constaté au bas de la copie qui reste aux mains de l'avoué, II, 373, q. 2139. — Le cahier des charges doit contenir le sommaire de toute la procédure, II, 373, q. 2140.

10. La première publication doit avoir lieu le lendemain de la remise, II, 373, q. 2141. — Publications d'extraits, annonces et appositions de placards qui doivent précéder la vente, II, 372. — L'apposition d'un placard à la porte du débiteur de la rente n'est pas nécessaire s'il demeure à une grande distance du tribunal où se poursuit la vente, II, 373, q. 2142. — La disposition de l'art. 646 ne s'applique qu'au cas où il s'imprime un journal périodique, II, 373, q. 2143. — Les enchères sont reçues par le ministère d'avoués, II, 372, art. 651. — Comment l'adjudication est consommée, II, 372, art. 652.

11. L'art. 703 qui exige pour la saisie immobilière l'apposition de nouveaux placards avant l'adjudication préparatoire, n'est pas obligatoire dans la saisie des rentes, II, 372, 373, q. 2144. — Elle n'est faite que sauf le délai fixé par le tribunal pour s'enrichir, II, 374, q. 2145.

12. L'adjudication préparatoire n'est pas indispensable pour que l'on puisse procéder à l'adjudication définitive, II, 374, q. 2146 ; 377,

q. 2154. — Les placards prescrits pour l'adjudication définitive doivent indiquer le prix de l'adjudication préparatoire, si elle a été faite, II, 375, q. 2147. — L'expropriation est valable quoique les nouveaux placards n'aient pas été notifiés au saisi, II, 375, q. 2148. — L'adjudication est valable quoiqu'elle n'ait pas été faite à extinction de feux, II, 375, q. 2149. — Il n'est pas nécessaire que le jugement en contienne injonction de délaisser la possession, II, 375, q. 2150.

13. On doit suppléer au silence des dispositions du titre relatif à la saisie des rentes, en appliquant celles concernant la saisie immobilière, II, 376, q. 2151. — Les art. 710 et 711 qui, en matière de saisie immobilière, accordent à toute personne la faculté de surenchérir le prix de l'adjudication, ne sont pas applicables à la saisie des rentes, II, 376, q. 2152.

14. A qui appartient la poursuite en cas de saisie par deux créanciers, II, 376, art. 653, n. 485. — Si l'un a saisi le principal et l'autre les arrérages, la poursuite appartient au premier, II, 376, note 2. — En cas de contestation sur la préférence c'est au président qu'il appartient d'en décider, II, 376, 377, q. 2153.

15. Quand la partie saisie est tenue de proposer des moyens de nullité, II, 377, art. 654, q. 2154. — Les nullités de l'adjudication préparatoire ou de la seconde publication qui en tiennent lieu et des actes postérieurs, doivent être proposées avant l'adjudication définitive, II, 377, q. 2155.

16. Comment est distribué le prix de l'adjudication, II, 377, art. 655, n. 486. — Le prix doit être distribué par contribution et non par ordre, s'il s'agit d'une rente dont les hypothèques acquises avant la loi du 11 brumaire n'auraient pas été inscrites, II, 377, q. 2156.

SAISIE-EXÉCUTION.

1. PRÉLIMINAIRE DE LA SAISIE-EXÉCUTION. 2. COMMENT ELLE S'EXERCE ET SUR QUOI; OUVERS INCIENS AUXQUELS ELLE PEUT DONNER LIEU. 3. VENTE.

1. Définition de la saisie-exécution, II, 333. — Esprit des dispositions portées par le Code à ce sujet, II, 333.

2. Pour procéder à une saisie-exécution il faut que le titre soit exécutoire, II, 336, q. 2001. — La régie des domaines non soumise à cette règle, II, 336, q. 2002. — Le créancier qui n'a pas un titre exécutoire n'a d'autre moyen à employer pour empêcher son débiteur de soustraire ses meubles avant qu'il ait obtenu jugement, que de former une saisie-arrest ou une saisie-gagerie, II, 336, q. 2003. — Une saisie faite en vertu d'un titre étincé, mais provisoirement, n'en est pas moins nulle, II, 337, q. 2004.

3. Notification du titre et commandement qui doivent précéder une saisie-exécution, II, 334, art. 583. — L'administration des domaines n'est pas dispensée de faire précéder d'un commandement la saisie qu'elle fait exécuter, II, 334,

note 4. — La saisie des choses mobilières dépendantes en mains tierces, encore qu'il y ait eu déplacement et établissement de gardien, ne peut être regardée comme une saisie-exécution, II, 334, note 1. — Il y a nullité si l'on a omis dans la copie du titre donné par le commandement celle de la formule exécutoire, II, 334, q. 1991. — Une saisie-exécution faite sur copie de la signification d'un arrêt, laquelle ne contient ni les points de fait ni les motifs, est nulle, II, 334, note 2. — La copie du commandement ne doit pas énoncer le visa exigé par l'art. 673, II, 334, note 3.

4. S'il s'agit de meubles communs à plusieurs débiteurs, il suffit d'un commandement à celui qui en a la possession, sauf la demande en distraction que pourront exercer les autres, II, 334, q. 1992. — Résultat de cette demande en distraction, II, 334, q. 1993. — On peut saisir des meubles indivis avant que le partage en ait été effectué, II, 334, q. 1994.

5. On peut procéder à la saisie le lendemain du jour auquel le commandement a été signifié, II, 334, 335, q. 1995. — Le délai qui doit s'écouler entre le commandement et la saisie n'est pas susceptible d'augmentation à raison des distances, II, 335, q. 1996. — Le saisissant qui ne fait procéder à la saisie qu'après le délai fixé par l'art. 583, n'est pas tenu de renouveler le commandement, II, 335, q. 1997. — Un commandement de payer, sous peine d'y être contraint par les voies de droit, suffit à la validité de plusieurs espèces de saisies successivement exercées pour le même objet, II, 335, q. 1998. — Chaque exécution faite en des lieux différents en vertu d'un même commandement, doit contenir éléction de domicile, II, 336, note 2. — On n'est pas dispensé de faire commandement, quoique le débiteur n'ait pas de domicile, II, 336, q. 1999. — En ce cas le commandement est signifié dans la forme prescrite au n° 8 de l'art. 69, II, 336, q. 1999. — Quand le titre a été signifié l'huissier doit l'énoncer dans le commandement, II, 336, q. 2000. — Il n'est pas nécessaire que pour faire commandement l'huissier soit assisté de recors ou témoins, II, 338, q. 2007. — Effets de l'éléction de domicile que doit contenir le commandement, II, 337, art. 584.

6. Le saisi n'y peut faire des offres si la convention des parties détermine un autre lieu pour le paiement, II, 338, note 6. — Le saisissant est valablement assigné à ce domicile par un créancier du saisi, mais non par un tiers, II, 339, q. 2009. — Les juges du lieu où se pratique la saisie sont compétents pour statuer sur les réclamations du saisi, II, 337, note 1, § 3. — La demande en nullité d'une saisie-exécution ne doit pas être portée devant le tribunal dans le ressort duquel elle a été faite, lorsqu'elle a eu lieu en vertu de l'arrêt d'une Cour d'appel, II, 337, note 1, § 1.

7. Le commandement tendant à saisie-exécu-

rien qui ne contiendrait point, de la part du créancier, élection de domicile dans la commune où se fait l'exécution, n'est pas nul, II, 337, note 1, § 4. — L'élection de domicile est valablement faite dans l'exploit de saisie, II, 338, q. 2003. — Le saisissant qui, habitant au jour de la saisie le lieu où elle se poursuit, change de domicile avant la fin de l'instance, n'en doit pas moins recevoir à ce domicile la signification des actes relatifs à cette saisie, II, 338, q. 2006.

8. Témoins dont l'huissier doit être assisté dans la saisie, II, 340, art. 585. — Il n'est pas nécessaire qu'ils soient citoyens français, mais un étranger admis à fixer son domicile en France ne pourrait être employé à cette fin, II, 340, q. 2011. — Il faut absolument qu'ils sachent signer, II, 340, q. 2012. — Si le saisissant ne peut être présent à la saisie peut-il du moins envoyer quelqu'un pour désigner les lieux et les personnes? II, 340, q. 2013.

9. L'omission des formalités prescrites par l'art. 485 entraîne la nullité du procès-verbal de saisie, si elles étaient substantielles, II, 340, q. 2014. — L'huissier fait bico de mentionner dans son procès-verbal l'heure à laquelle il y procède, II, 341, q. 2015. — Formalités des exploits en général à observer dans les procès-verbaux de saisie, II, 341, art. 586. — Cette observation n'est pas exigée sous peine de nullité pour les formalités non substantielles, II, 341, q. 2018. — A quel expose l'omission des formalités qui ne sont pas de nature à emporter nullité, II, 342, q. 2019.

§ II.

10. Il convient de faire itératif commandement au saisi, toutes les fois qu'il est procédé en parlant à sa personne, même hors de sa demeure, II, 341, q. 2016. — Quand la saisie se fait en la demeure du saisi, s'il est absent, on n'en doit pas moins réitérer le commandement dans la personne de ceux qu'on y rencontre, II, 341, q. 2017.

11. Comment l'huissier doit procéder si les portes sont fermées ou si l'ouverture en est refusée, II, 342, art. 587. — Si les fonctionnaires qui doivent l'assister refusent leur assistance, l'huissier doit surseoir à l'exécution, sauf, en faveur du saisissant, l'action en dommages-intérêts contre eux, II, 342, q. 2020. — L'officier assistant doit rester avec l'huissier jusqu'à la fin de la saisie, II, 342, q. 2021. — Les officiers qui doivent suppléer le juge de paix en ce cas, peuvent agir sans qu'il soit certain qu'il est empêché, II, 342, note 1, § 1. — Une saisie-exécution ne peut être déclarée nulle parce que l'officier appelé serait parent du saisissant au degré de cousin germain, II, 342, note 1, § 2. — L'outrage par paroles envers l'adjoint requis à cet effet rentre dans l'application de l'art. 223 du Code pénal, II, 342, note 1, § 3.

12. Comment le procès-verbal doit désigner les

objets saisis, II, 342, 343, art. 588. — S'il s'agit de marchandises, il convient non seulement de les peser, mesurer ou jager, mais encore de les désigner par leur qualité, II, 343, q. 2022. — L'huissier ne peut fouiller le débiteur ni les personnes qui lui sont attachées, II, 343, q. 2023. — L'huissier qui ne trouve dans le maison aucun effet saisissable rapporte au procès-verbal de carence, II, 343, q. 2024. — Comment l'argenterie doit être spécifiée, II, 343, art. 589. — Ce que signifie en faire la spécification par poinçons, II, 343, q. 2025. — Désignation des deniers comptans et où le dépôt en doit être fait, II, 343, art. 590; 344, q. 2028. — L'huissier doit laisser au saisi la somme nécessaire pour sa subsistance et celle de sa famille pendant un mois, II, 343, q. 2026. — Ce qui peut arriver si l'huissier néglige de désigner les espèces monnayées par leur nombre et leur qualité, II, 344, q. 2027. — Comment l'huissier doit procéder en cas d'absence du saisi et de refus d'ouvrir aucune pièce ou meuble, II, 344, art. 591, q. 2029. — Il ne peut saisir les papiers du saisi, fussent-ils des billets obligatoires consentis à son profit, II, 344, q. 2030. — S'il y a lieu à opposer les scellés, cette apposition doit être constatée par un procès-verbal séparé, II, 344, q. 2031.

13. Objets insaisissables, II, 345, art. 592. — Exception pour certaines créances, II, 345, art. 593; 349, q. 2046, 2047. — Ce qu'on entend par les mots fermages et moissons, ib. — Le saisi ne peut renoncer à la faveur des dispositions de l'art. 592, II, 345, q. 2032. — L'huissier doit détailler, dans son procès-verbal, les objets insaisissables qu'il a laissés au débiteur, II, 346, q. 2033. — La saisie qui comprend des objets déclarés insaisissables par lui, est valable, sauf l'action en dommages-intérêts qui peut compéter au débiteur, II, 346, q. 2034. — Les objets placés par le fermier ou l'usufruitier, sur le fond dont ils jouissent et pour son service et son exploitation, n'étant pas immeubles par destination, peuvent être saisis, II, 346, q. 2035. — Servus, ils devaient rester au propriétaire à la fin de leur jouissance, II, 347, note 1.

14. Le cheval et la charrette d'un braiseur, les machines, décorations, partitions de théâtre et autres effets mobiliers d'un théâtre, peuvent être saisis, II, 347, q. 2036. — Objets que la loi a entendu comprendre sous ces expressions, *le coucher nécessaire*, II, 347, q. 2037. — Il convient de laisser un coucher pour chacun des époux si les circonstances le demandent, II, 346, q. 2038. — On ne peut saisir les habits dont le débiteur se serait revêtu sans nécessité, II, 346, q. 2039. — C'est à l'huissier et à la partie saisie à estimer de concert la valeur des livres ou des instruments qui doivent être conservés à celle-ci, II, 346, q. 2040. — On doit laisser cumulativement les livres et les instruments jusqu'à concurrence d'une somme de

600 francs, II, 346, 2041. — On doit laisser aux ecclésiastiques, outre leurs livres, les vases et ornements nécessaires au service divin, II, 346, q. 2042. — L'équipement militaire est insaisissable pour toute espèce de créance, II, 349, q. 2043. — On peut saisir, chez un artisan, les outils qui servent à ses ouvriers, II, 349, q. 2044. — La règle s'étend aux équipements du militaire en retraite, II, 345, note 2.

15. C'est à l'huissier à proportionner la quantité des manues denrées à laisser pour la nourriture du ménage du saisi, II, 349, q. 2045. — Les objets auxquels il a été fait des réparations peuvent être saisis pour le prix de ces réparations, II, 349, q. 2046. — Gérant à l'exploitation qui peut être établi en cas de saisie d'objets servant à l'exploitation des terres, II, 349, art. 594. — On doit aussi nommer un gérant pour les moulins, pressoirs et usines, lorsqu'on en saisit les ustensiles, II, 349, q. 2048. — Le gérant n'est autre chose qu'un gardien, II, 349, q. 2049.

16. Le procès-verbal de saisie doit indiquer le jour de la vente, II, 350, art. 593, n. 465. — L'omission de cette indication n'est pas une nullité, II, 350, q. 2050. — Établissement par l'huissier du gardien offert par le saisi, II, 350. — L'huissier ne peut que du consentement du saisissant, accepter une femme pour gardienne, II, 350, q. 2051. — La responsabilité du gardien volontaire est limitée à la valeur de la créance pour le paiement de laquelle la saisie-exécution a été établie, II, 350, note 1. — Si le saisi ne présente un gardien de la qualité requise, il en est établi un par l'huissier, II, 350, art. 597. — Celui que l'huissier établit pour gardien peut refuser cette commission, II, 350, q. 2052. — Personnes qui peuvent ou ne peuvent être établies gardiennes, II, 351, art. 598. — L'huissier peut établir pour gardien toute personne qui n'est pas exclu par cet article, II, 351, q. 2053. — Une saisie ne peut être déclarée nulle parce que le gardien établi par l'huissier est un des témoins qui l'ont assisté dans la saisie, II, 351, note 1, § 1. — La femme non commune peut, sans l'autorisation de son mari, être constituée gardienne judiciaire des meubles saisis sur ce dernier, mais elle n'est pas contraignable par corps, II, 351, note 1, § 2. — Il suffit que le consentement du saisissant et du gardien, exigé par l'art. 598, soit énoncé dans le procès-verbal, II, 351, q. 2054.

17. Rédaction, signature et notification du procès-verbal, II, 351, art. 599. — Il doit être rédigé *uno contextu*, c'est-à-dire sans diverger à d'autres actes, II, 351, q. 2055. — Il n'y a pas nullité d'une saisie, parce que l'huissier, employant plusieurs vacations, ne signe pas à la fin de chacune, II, 352, q. 2056. — Il en est autrement si le gardien n'a pas signé le procès-verbal, II, 352, q. 2057. — Le procès-verbal doit être signé par le gardien, même dans le cas où

il se charge volontairement des effets, II, 352, q. 2058.

18. Poursuites à exercer contre ceux qui, par voies de fait, ont empêché l'établissement du gardien ou détourné des effets saisis, II, 352, art. 600. — Peines par eux encourues, II, 352, note 1, § 2. — L'huissier doit dresser un procès-verbal des obstacles apportés à la saisie, II, 352, q. 2059. — Le saisissant a le droit de faire rétablir sous la saisie les objets qu'il justifie avoir été enlevés, dans quelques mains qu'ils soient passés, II, 352, note 1, § 1.

19. Comment le procès-verbal de saisie est notifié à la partie saisie, II, 352, art. 601; 352, 353, art. 602. — On doit, dans tous les cas d'absence, remettre une copie du procès-verbal au maire ou au magistrat appelé pour l'ouverture des portes, II, 352, q. 2060. — S'il y a plusieurs débiteurs saisis, fussent-ils solidaires, on doit donner à chacun d'eux copie du procès-verbal, II, 352, q. 2061. — Le gardien ne peut se servir des choses saisis ni les louer ni les prêter, II, 353, art. 603. — Il doit compte des profits qu'il en a tirés, II, 354, art. 604. — Le saisi peut user du lait des bestiaux saisis, II, 354, note 1. — Le saisissant et l'huissier ne sont pas personnellement garans des malversations du gardien, II, 354, q. 2062. — Conséquences vis-à-vis des créanciers opposans de ce que le gardien établi par le saisissant ne contracte qu'envers lui l'obligation de représenter les objets saisis, II, 354, q. 2063. — L'action du saisissant contre le gardien, pour le contraindre à représenter les meubles et objets saisis, ne se prescrit que par trente ans, II, 353, note 1. — Quand et comment le gardien peut demander décharge, II, 354, art. 605, 606. — Comment on procède au récolement, lorsque le gardien a obtenu sa décharge, II, 354, q. 2064.

20. Réclamations du saisi qui doivent ou ne doivent pas empêcher l'huissier de passer outre, II, 353, art. 607, q. 2065. — Il ne doit suspendre son opération que si le jugement en vertu duquel il procède, susceptible d'opposition ou d'appel, est attaqué par l'une ou l'autre voie, II, 355, q. 2066.

21. Une saisie simulée pour d'autres causes que pour défaut de forme, ne peut conserver son effet à l'égard des opposans, II, 355, q. 2067. — A moins cependant qu'elle ne soit annulée pour avoir été faite *pro non debito*, II, 355, note 1. — La demande en nullité de la saisie peut, en certains cas, être formée par requête d'avoué à avoué, II, 355, q. 2068. — Comment s'exerce la revendication par un tiers des objets saisis ou partie d'iceux, II, 355, 356, art. 608, note 2, § 2.

22. La personne qui se prétend propriétaire d'objets que l'on se propose de saisir, ne peut s'opposer à la saisie, II, 356, q. 2069. — Une revendication formée à l'instant de la saisie, ne peut empêcher l'huissier de comprendre dans son procès-verbal les effets réclamés, II, 356,

q. 2070. — Il en est autrement s'il s'agit de l'opposition formée par celui chez lequel le débiteur aurait son domicile, II, 356, q. 2072. — L'énunciation des preuves de propriété est prescrite dans la dénonciation au saisi et au saisissant, et non dans l'exploit signifié au gardien, II, 356, note 1. — Le gardien ne doit pas être assigné sur l'opposition du propriétaire, II, 356, q. 2071. — Le dénoncé qui lui est fait doit contenir injonction de ne souffrir ni l'enchèvement, ni la vente des objets réclamés, II, 357, q. 2073. — On ne peut, sur la demande dont il s'agit, appeler les créanciers opposans, II, 357, q. 2074. — La revendication par un tiers des meubles saisis à la requête d'un percepteur, est une question de propriété de la compétence des tribunaux, II, 356, note 2, § 1. — La distraction d'objets saisis sur un fermier peut être ordonnée sur l'opposition du propriétaire à la vente, à moins qu'il ne soit prouvé qu'il savait que les objets appartenaient à d'autres qu'à ce fermier, II, 356, note 2, § 3. — Si le tiers qui exerce la revendication avait une habitation commune avec le saisi, il est tenu de prouver qu'il est réellement propriétaire des objets saisis, II, 356, note 5. — La femme qui se prétend propriétaire des meubles saisis sur son mari, n'est pas autorisée à demander la nullité des poursuites, II, 357, q. 2075.

23. Des oppositions qui peuvent être formées par les créanciers du saisi, II, 357, art. 609, 610. — Simplification apportée dans la procédure à laquelle elles donnent lieu, II, 357, n. 468. — Le propriétaire au principal locataire ne peut lui-même que s'opposer sur le prix, II, 357, q. 2076. — Si, après avoir formé opposition, il s'arrête là, et ne se ennuie pas aux art. 660 et 661, la forclusion a lieu de plein droit contre lui, II, 358. — Pour former opposition sur le prix il n'est pas nécessaire que le créancier qui n'a pas de titres obtienne une permission sur requête, II, 358, q. 2077.

24. Récolement que doit dresser l'huissier, qui, se présentant pour saisir, trouve une saisie faite, II, 358, art. 611. — Formalités à suivre pour cet acte, II, 358, q. 2078. — La sommation faite au premier saisissant de vendre dans huitaine, doit être faite par le procès-verbal même, II, 358, q. 2079. — A qui l'huissier doit donner copie du procès-verbal, II, 358, q. 2080. — Quand on saisit des objets omis, il est naturel d'en confier la garde au même gardien, II, 359, q. 2081. — Si on n'a pas donné connaissance à l'huissier d'une première saisie apposée, la nouvelle saisie à laquelle il procède, est valable comme procès-verbal de récolement, II, 358, note 2.

25. Comment un opposant peut poursuivre la vente si le saisissant n'y fait procéder, II, 359, art. 612, n. 470, q. 2082.

§ III.

26. Délai prescrit entre la signification de la

saisie au débiteur et la vente, II, 359, art. 613, n. 471. — Ce délai est fraude et il peut être prorogé sans qu'il soit nécessaire de faire une nouvelle saisie, II, 359, q. 2083. — Comment la partie saisie est appelée à la vente, II, 359, art. 614, q. 2084. — Les opposans n'y sont point appelés, II, 359, art. 613, n. 472. — Ce que doit contenir le procès-verbal de récolement qui précède la vente, II, 359, 360, art. 616, n. 473. — Quelles en sont les formalités, II, 360, q. 2085. — Où la vente doit être faite, et comment elle doit être annoncée, II, 360, art. 617, n. 474.

27. Ce que doivent contenir les placards, et comment l'apposition en est constatée, II, 361, art. 618, 619. — L'huissier ne doit pas donner copie de l'exploit par lequel il constate l'apposition des placards, II, 360, q. 2089.

28. La saisie-exécution peut être annulée, si l'huissier a indiqué pour la vente un marché qui n'est pas le plus voisin du lieu de la saisie, II, 360, q. 2086. — La permission de vendre en un autre lieu que le plus prochain marché doit être demandée par requête au tribunal, II, 360, q. 2087. — Le gardien n'est pas obligé de faire la représentation des effets sur le lieu où ils doivent être vendus, II, 360, q. 2088. — L'huissier qui ne peut vendre tous les effets dans le jour où se tient le marché, doit renvoyer au plus prochain marché, II, 360, q. 2090.

29. Dispositions particulières pour la vente des bâtimens de rivière, de la vaisselle d'argent, des bagues et joyaux, II, 361, art. 620, 621. — Les formalités prescrites par l'art. 621, ne doivent pas être observées pour d'autres objets que ceux qu'il énumère, II, 362, q. 2093.

30. C'est le Code de commerce que l'on doit suivre pour la vente des barques, chaloupes et autres bâtimens de mer du port de dix tonneaux et au-dessous, II, 361, q. 2091.

31. L'exposition de la vaisselle d'argent, des bagues et joyaux doit être faite à trois marchés différens, II, 361, q. 2092. — La vente peut être faite à la dernière exposition, II, 362, q. 2094. — Comment se fait l'estimation, II, 362, q. 2095.

32. La vente limitée à la somme nécessaire pour le paiement de la dette, II, 362, art. 622, n. 477. — L'huissier qui fait la vente peut s'arrêter de son chef, II, 362, q. 2096. — L'excédant de la vente doit être remis au saisi, II, 362, q. 2097.

33. Les frais sont taxés par le juge sur la minute du procès-verbal de vente, II, 362, q. 2098. — La présence ou le défaut de comparution du saisi à constater au procès-verbal, II, 362, art. 623, q. 2099. — Comment se fait l'adjudication, II, 362, art. 624. — L'officier préparé à la vente ne peut se rendre adjudicataire, II, 362, q. 2100.

34. Pour revendre à la folle enchère, l'officier n'a pas besoin d'une ordonnance du juge, II, 363, q. 2101. — Si, par suite de la revente sur folle enchère, le prix est supérieur ou inférieur

à celui de la première adjudication, on applique les dispositions de l'art. 744, III, 363, q. 2102. — On ne peut en vertu du procès-verbal de vente contraindre l'adjudicataire à payer la différence, III, 363, q. 2103. — Responsabilité des huissiers et commissaires-priseurs, III, 363, art. 625.

SAISIE-GAGERIE. — SAISIE FORAINE.

1. Étendue du privilège accordé aux propriétaires et principaux locataires sur les récoltes et mobilier de leurs fermiers, locataires et sous-locataires, III, 123. — La conservation de ce privilège est l'objet de la saisie-gagerie, III, 123.

2. Définitions de cette saisie et de la saisie foraine, III, 123. — Esprit des dispositions qui régissent l'exercice de ces saisies, III, 123. — Sur quoi, quand et comment des propriétaires et principaux locataires de maisons ou biens ruraux peuvent saisir-gager, pour loyers et fermages échus, III, 123, art. 819. — Le propriétaire peut saisir pleinement et exécuter s'il a un titre exécutoire, III, 125, q. 2800; 129, q. 2812. — Les objets que l'art. 592 déclare insaisissables peuvent être compris dans la saisie-gagerie, III, 123, q. 2794. — La permission donnée par le juge de saisir à l'instant ne dispose pas de faire un commandement au débiteur, mais il peut être fait dans le procès-verbal de saisie, III, 123, q. 2795. — On peut faire saisir-gager pendant les délais accordés à l'héritier pour délibérer, III, 123, q. 2796.

3. La 3^e disposition de l'art. 819 qui permet de saisir les meubles après qu'ils ont été déplacés, ne peut s'appliquer aux fruits qui auraient été déplacés, III, 124, q. 2797. — La revendication des meubles déplacés ne peut avoir lieu s'il est prouvé que ceux qui restent sont suffisants pour couvrir la valeur des loyers ou fermages échus ou à échoir, III, 124, q. 2798. — Un propriétaire peut, pour loyers et fermages à échoir, saisir en cas de déplacement frauduleux, III, 125, q. 2799. — La saisie-gagerie peut avoir lieu, sans employer la saisie-revendication, quand les meubles ont été transportés par le locataire dans une autre maison qu'il a prise à loyer, pourvu qu'elle ait lieu dans le délai fixé par l'art. 2102 du Code civil, III, 125, q. 2800. — La saisie-revendication devient nécessaire lorsque les meubles se trouvent entre les mains et au domicile d'un tiers, par suite de vente, III, 126, q. 2801. — Les objets mobiliers appartenant au fermier qui a continué l'exploitation d'un domaine vendu, ne peuvent être l'objet d'une saisie-gagerie de la part de celui qui a cessé d'être propriétaire, même pour arrérages échus avant la vente, III, 123, note 1. — Un propriétaire qui, pour être payé de loyers à lui dus, a fait vendre les meubles de son locataire, est préféré, sur le montant de cette vente, aux autres créanciers de celui-ci, quoiqu'il se trouve en faillite, III, 123, note 2.

4. Comment peuvent être saisis-gagés les effets des sous-fermiers et sous-locataires garnissant les lieux par eux occupés, III, 127, art. 820. —

En quels cas les paiements dont ils se prévalent sur l'action du propriétaire doivent être annulés comme faits par anticipation, III, 127, q. 2803. — Pour que le propriétaire puisse saisir-gager les effets d'un sous-locataire ou sous-fermier, il suffit que la location de celui-ci soit justifiée par le fait, III, 127, q. 2804.

5. La saisie-gagerie soumise aux formes de la saisie-exécution, III, 127, art. 821. — Le procès-verbal de saisie-gagerie doit, à peine de nullité, contenir l'élection de domicile prescrite par l'article 584, III, 127, note 1.

6. On peut prendre des huissiers pour témoins d'une saisie-gagerie, III, 127, note 2. — Le saisi qui peut être constitué gardien dans une saisie-gagerie d'effets n'a pas cette faculté dans une saisie-gagerie de fruits, III, 127, q. 2805. — Le saisi peut être constitué gardien sans le consentement du saisissant mais non contre son propre gré, III, 127, q. 2806. — Ce que doit faire l'huissier si le saisi refuse d'être gardien, III, 128, q. 2807.

7. Le fermier ou locataire, obligé par acte exécutoire à délaisser la possession, peut y être contraint par éviction de meubles et expulsion de personne, III, 126, q. 2802. — Règles de cette voie d'exécution, III, 126.

8. Tout créancier admis à faire saisir immédiatement les effets de son débiteur forain, III, 128, art. 822. — La permission requise doit être donnée par le juge du lieu où sont les effets à saisir, III, 128, q. 2808. — Ce qu'on entend par débiteur forain, III, 128, note 1. — Cette voie d'exécution ne peut être pratiquée contre l'individu qui a abandonné son ancien domicile, pour aller résider dans un autre endroit, sans avoir fait les déclarations exigées par l'art. 104 du Code, III, 128, note 2.

9. Gardien à constituer sur cette saisie, III, 128, art. 823. — Le saisissant peut, si les effets saisis sont en ses mains, être constitué gardien malgré lui, III, 128, q. 2809. — Dans le cas contraire, l'huissier ne peut en confier la garde ni à lui ni au saisi, III, 128, q. 2810.

10. Validité des saisies à déclarer préalablement à la vente, III, 129, art. 824. — La demande en validité doit, dans le cas de saisie-gagerie comme dans celui de saisie foraine, être portée devant le tribunal du lieu où la saisie avait été faite, encore bien que le saisi n'y ait pas son domicile, III, 129, q. 2811.

11. On doit faire déclarer valable la saisie-gagerie quoique faite en vertu d'un titre exécutoire, III, 129, q. 2812. — La faillite du locataire, survenue depuis le jugement qui a déclaré la saisie-gagerie valable, n'est pas un obstacle à la vente des effets saisis, III, 129, note 1. — Règle pour la vente et la distribution des deniers, III, 130, art. 825.

SAISIE IMMOBILIÈRE.

1. Ce qu'on peut saisir. COMMANDEMENT ET NOTIFICATION DE TITRES QUI DOIVENT PRÉCÉDER LA SAISIE.

2. SAISIE. TRANSCRIPTION AU BUREAU DES HYPOTHÈQUES

ET AU GREFS DU TRIBUNAL. 3. DÉSIGNATION AU SAISI. 4. EXTRAIT À VERSER PAR LE GREFS DU TRIBUNAL, À INSÉRER DANS LES JOURNAUX. 5. AFFICHES. 6. DES BIENS SAISIS JUSQU'À LA VENTE. 7. NOTIFICATION DU PLACARD AUX CRÉANCIERS INSCRITS. 8. CAMBRE DES CHARGES ET SA PUBLICATION. 9. NOUVEAUX PLACARDS ET NOUVELLES ANNONCES. 10. ENCHÈRES ET ADJUDICATIONS. 11. SURENCHÈRE. 12. CAPACITÉ REQUISE POUR SE RENDRE ADJUDICATAIRE. 13. JUREMENT D'ADJUDICATION. 14. INCIDENTS SI LA POURSUITE EN SAISIE. DEMANDE EN NULLITÉ. APPEL. 15. EFFETS DE L'ADJUDICATION. APPEL. FOLLE ENCHÈRE. REVENTE.

1. Objet et définition de la saisie immobilière, II, 387. — Lois observées sur cette matière, II, 388. — Vices de la loi du 11 brumaire au 7, II, 388.

2. Le tribunal qui doit connaître de la saisie est celui de la situation des biens, II, 394, q. 2209; 404, q. 2245. — *Quid* si les biens saisis sont situés en divers ressorts, II, 406, note 1. — Lors même qu'il n'existe encore que le commandement préalable à la saisie, le tribunal de la situation des biens peut seul connaître de la validité des offres réelles faites par le débiteur au domicile élu, *ib.*, note 1, § 1. — La saisie immobilière peut être poursuivie et l'expropriation consommée en vacances, II, 554, note 2, § 1.

3. Sommaires des dispositions du code, relativement à la forme et la poursuite de la saisie, II, 388, note 2. — Les droits réels qu'un débiteur peut avoir sur un héritage, sont saisissables comme l'immeuble auquel ils sont attachés, II, 387, note 6. — Ce qu'on entend par expropriation et éviction, II, 387, note 7. — Quelles sont les personnes qui peuvent poursuivre par voie de saisie immobilière, eurent qu'il et sur quels biens cette poursuite peut être dirigée, II, 390, q. 2198. — On ne peut procéder à la saisie des immeubles d'un mineur avant la discussion de son mobilier, et à celle de la portion d'un copropriétaire avant le partage, II, 399, q. 2224.

4. L'huissier qui précède à une saisie immobilière ou à un emprisonnement, doit, à peine de nullité, être porteur d'un pouvoir spécial du saisissant, II, 312, q. 1918. — Il n'est pas exigé pour le commandement, afin de saisie immobilière, II, 312, note 1. — Le pouvoir dont il s'agit n'a pas besoin, pour acquiescer une date certaine, d'être enregistré ou copié ou signifié, II, 312, note 1. — Il n'est pas nécessaire qu'il contienne le nom de l'huissier chargé de procéder à l'exécution, II, 312, q. 1919. — Ni le pouvoir spécial de recevoir le paiement, II, 313, q. 1921. — Le pouvoir spécial exigé pour la saisie immobilière peut être valablement déposé par un mandataire général du saisissant, II, 311, note 4, § 1. — La saisie immobilière faite à la requête de deux créanciers, est valable, quelque le pouvoir donné au nom des deux ne soit signé que de l'un d'eux, II, 311, note 4, § 2. — Le défaut de pouvoir spécial exigé pour apposer une saisie immobilière, se couvre par le paie-

ment volontaire des causes et frais de cette saisie, II, 311, note 4, § 3.

5. Ce que doit contenir le commandement à faire avant la saisie, à qui et comment il doit être signifié, II, 389, art. 673, n. 491. — Tous les actes à signifier à personne ou à domicile, dans le cours d'une saisie immobilière, peuvent l'être au domicile élu pour l'exécution du contrat en vertu duquel elle est poursuivie, II, 392, q. 2200. — Le commandement signifié au tiers détenteur seulement doit être considéré comme non avenue, II, 392, q. 2201. — Le commandement peut-il être signifié à la personne du débiteur trouvée hors de son domicile? II, 392, q. 2202. — Il doit, en cas d'absence du maire ou de l'adjoint être visé par le plus ancien membre du conseil municipal, II, 394, q. 2211. — On peut faire viser par l'adjoint, sans qu'il soit besoin de constater l'absence ou l'empêchement du maire, II, 395, note 1. — Si le commandement est fait au débiteur hors de son domicile, le visa est valablement donné par le maire du lieu où il est fait, si l'huissier ne pouvait, dans le jour, se transporter au domicile, II, 395, note 1. — Le commandement fait à l'héritier du débiteur, sans lui avoir fait signifier le titre huit jours auparavant, est valable, II, 393, q. 2203; 395, note 2. — L'erreur dans les prénom du saisissant ne vicie ni le commandement ni les actes ultérieurs, II, 390, note 10. — L'erreur dans le prénom du saisi n'emporte pas nullité du commandement, lorsque d'ailleurs il est impossible de ne pas le reconnaître, II, 390, note 4. — La saisie portant sur l'immeuble d'un failli est nulle, si le commandement préalable n'a été signifié qu'aux syndics, II, 390, note 5. — Décision contraire, *ib.*, §§ 6 et 7.

6. On doit donner, dans le commandement, copie du titre en vertu duquel la saisie est faite, quelque ce titre ait déjà été notifié, II, 393, q. 2204. — Si la saisie est faite en vertu de jugement, il n'est pas nécessaire de donner copie des titres sur lesquels il est intervenu, *ib.*, q. 2205. — Le cessionnaire d'un titre exécutoire doit donner copie du titre originaire et de l'acte de cession, mais non de la signification de cet acte au débiteur, *ib.*, q. 2206. — L'omission dans la copie du titre de la formule exécutoire qui le termine, opère la nullité du commandement, II, 394, q. 2207. — Le créancier d'une rente viagère qui a obtenu jugement de condamnation pour arrérages échus n'est pas tenu de faire signifier son certificat de vie avant de passer à l'expropriation, II, 389, note 1, § 1. — *Sedes* s'il veut saisir en vertu de l'acte de constitution, *ib.* — Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le commandement en saisie immobilière contienne copie de la procuration en vertu de laquelle a été consentie l'obligation dont l'exécution est poursuivie, II, 390, note 8. — Il n'est pas nécessaire que le commandement contienne la désignation des immeubles dont le créancier entend provoquer la

vente, II, 394, q. 2210. — Le commandement est assujéti aux formalités ordinaires des exploits, II, 395, q. 2212. — Cependant l'art. 69 n'y est pas applicable en ce qui concerne l'affiche à la porte du tribunal ou la demande ost portée, lorsque le domicile n'est pas connu, II, 395, note 2.

7. Le commandement doit être fait à chacun des débiteurs s'il s'agit de poursuivre l'expropriation d'un immeuble commun entre plusieurs débiteurs non solidaires, II, 395, q. 2213. — Le codébiteur solidaire, propriétaire indivis de l'immeuble, ne peut opposer la nullité du commandement fait au enfant de son codébiteur solidaire de ses copropriétaires, II, 395, q. 2214. — Le commandement fait au débiteur et reporté au tiers détenteur, avec sommation de payer si mieux n'aime celui-ci purger ou délaisser, suffit pour donner au créancier le droit de saisir l'immeuble sur le tiers détenteur à l'expiration du délai de 30 jours fixé par l'art. 2169 du Code civil, II, 395, q. 2215. — Celui qui se prétend propriétaire des immeubles menacés de saisie par le commandement à un précédent propriétaire, ne peut y former opposition, II, 395, q. 2215. — Le tiers qui revendiquait ne pourrait assigner le saisissant au domicile élu dans le commandement, II, 395, note 4.

8. Effets de l'élection de domicile que le saisissant doit faire dans le commandement, II, 394, q. 2208. — Délai qui doit exister entre le commandement et la saisie, II, 397, q. 674, n. 402. — Le commandement est périmé de plein droit par le laps de trois mois, II, 397, note 1. — *Secus* si le retard a été occasionné par le fait du débiteur, II, 397, q. 2219. — Quoique périmé, le commandement subsiste comme acte conservatoire et interruptif de la prescription, II, 397, q. 2220. — Le délai de trois mois se compte depuis le quantième d'un mois jusqu'à semblable date d'un autre mois, II, 398, q. 2221. — Les actes ultérieurs de poursuite sont sujets à péremption comme le commandement, si on laisse passer trois mois sans continuer la procédure, II, 398, q. 2222. — Il suffit que le procès-verbal de saisie soit commencé dans les trois mois, II, 398, q. 2223.

§ II.

9. Le délai de trente jours à l'expiration duquel on peut procéder à la saisie est franc, II, 397, q. 2217. — Si le commandement doit être reporté à un tiers, le délai pour procéder à la saisie ne commence qu'à compter du jour de ce report, II, 397, q. 2218. — Ce que le procès-verbal de saisie doit contenir, II, 398, art. 675. — Autre système adopté par la loi du 11 brumaire an 7, II, 399, n. 493. — L'huissier qui dresse le procès-verbal ne doit pas être assisté de témoins, II, 400, q. 2225. — Il n'est pas nécessaire que cet acte contienne assignation, II, 400, q. 2226. — Comment le jugement et le titre exécutoire y sont énoncés, II, 400, q. 2227. —

L'indication de la profession du saisissant n'est pas essentielle, lorsqu'il a été désigné de la même manière dans les actes de la procédure sur laquelle est intervenu le jugement qui sert de base à la saisie, II, 398, note 2, § 1. — L'huissier n'est pas tenu de rédiger son procès-verbal sur les lieux, II, 400, q. 2228.

10. Ce qu'on entend par tenans ou aboutissans, leur nombre et ceux qui doivent être désignés dans le procès-verbal, II, 401, q. 2233. — L'erreur dans l'indication des tenans ou aboutissans d'une pièce de terre rend la saisie nulle en son entier, II, 401, q. 2234. — On ne peut prouver que par acte authentique l'exactitude des tenans et aboutissans, II, 399, § 2. — Comment se fait la désignation des bâtimens, lorsqu'il s'agit de fonds ruraux, II, 402, q. 2236. — Et celle des pièces, *ib.*, q. 2238; 404, q. 2249. — L'omission des dépendances ou des accessoires du principal corps de logis n'est pas une nullité, II, 402, q. 2237. — La contenance approximative peut être désignée par le mot *environ*, II, 402, q. 2239. — Le procès-verbal de saisie, qui donne aux biens une contenance beaucoup inférieure à leur contenance réelle, est valable, si la matrice du rôle porte la même contenance, II, 402, q. 2240. — On n'est pas tenu de désigner l'arrondissement et la commune au fur et à mesure que l'on indique chaque pièce de terre, II, 403, q. 2241. — Quoique la commune de la situation de l'immeuble soit un chef-lieu d'arrondissement, on ne peut omettre dans le procès-verbal le nom de cet arrondissement, II, 400, q. 2230.

11. Comment l'extérieur des objets saisis doit être désigné, s'il s'agit d'une maison, II, 400, q. 2229. — L'omission du nom de la rue n'est pas suppléée par celui du faubourg dont elle fait partie, encore qu'elle soit connue, II, 401, q. 2231, note 1. — Il convient d'indiquer le numéro, surtout dans les grandes villes, II, 401, q. 2232. — La contenance des domaines urbains doit-elle être indiquée? II, 401, q. 2235.

12. Il y a nullité si le procès-verbal énonce que le débiteur jouit des héritages saisis, tandis que c'est un fermier, II, 399, § 3. — Il n'est pas nécessaire que le percepteur ait signé les ori. de la matrice du rôle copiés dans le procès-verbal, II, 399, §§ 4 et 6. — Dans les pays où il n'existe pas de matrice, la mention du montant de la contribution suffit, II, 399, §§ 5 et 6. — Du reste, il faut une transcription littérale et non le simple extrait de tous les articles de la matrice foncière où les pièces saisis sont désignées, II, 403, q. 2242. — Le revenu à mentionner est celui de la matrice actuelle, II, 403, q. 2243. — La saisie est valable quoique les extraits du rôle aient une date postérieure au procès-verbal, mais antérieure à la dénomination, II, 404, q. 2244.

13. Une saisie n'est pas nulle parce qu'elle comprend des objets qui n'appartiennent point au saisi, II, 404, q. 2248. — Les biens du saisi,

qui y ont été mis, ne peuvent être compris dans les affiches, II, 404, note 2. — La constitution d'avoué une fois faite dans le procès-verbal de saisie ne détruit pas encore les effets de l'élection de domicile faite dans le commandement, II, 404, q. 2246.

14. Fonctionnaires auxquels copie du procès-verbal de saisie doit être remise, II, 405, art. 676. — Il n'est pas nécessaire qu'elle le soit le jour même, II, 405, note 3, § 2. — Elle doit l'être dans les quatre jours, II, 405, q. 2251. — Si le procès-verbal constate que cette formalité a été remplie au moment de sa clôture, quoiqu'en effet le visa n'ait été donné que postérieurement, il n'y a pas nullité, II, 408, q. 2258. — La copie est valablement reçue et visée par le commis-greffier de la justice du paix, II, 405, note 3. — S'il y a plusieurs maires et plusieurs justices de paix la copie doit être remise aux maires et greffiers de l'arrondissement où sont situés les biens, II, 405, q. 2252. — Si la saisie comprend plusieurs corps de biens formant autant d'exploitations et situés chacun dans une commune différente, la formalité de la remise de la copie et du visa doit être observée pour chaque commune, II, 406, q. 2255. — Chaque copie remise en ce cas doit être entière, II, 407, q. 2256. — On peut notifier le procès-verbal de saisie à l'adjoind du maire, sans constater l'absence, l'empêchement ou la suspicion de celui-ci, II, 405, q. 2253. — Si l'un des fonctionnaires désignés dans l'art. 676 était parent du saisissant à un degré qui le rendit suspect, il n'en a pas moins le pouvoir de viser le procès-verbal et d'en recevoir la copie, II, 406, q. 2254. — Le procès-verbal de saisie est valable quoiqu'il la mention que les copies ont été laissées à ces fonctionnaires, soit faite, non par l'huissier exploitant, mais par ces fonctionnaires eux-mêmes, II, 407, q. 2257.

15. Transcription de la saisie au bureau des hypothèques, II, 408, art. 677. — Elle consiste dans la copie entière du procès-verbal, II, 408, q. 2259. — La transcription doit être faite dans chaque bureau de la situation, encore que la saisie soit portée en un seul tribunal, II, 408, q. 2260. — Il n'est pas de délai dans lequel la saisie doit être transcrite au bureau des hypothèques, II, 408, q. 2261. — Le conservateur peut transcrire la saisie qui se ferait à sa requête comme receveur de l'enregistrement, II, 408, note 2. — Ce qu'il arrive si le conservateur ne peut procéder à la transcription de la saisie à l'instant où elle est présentée, II, 408, art. 678, q. 2262. — S'il y a eu précédente saisie transcrite ou présentée à la transcription, II, 408, art. 679. — Une seconde saisie transcrite en cette circonstance doit être regardée comme non avenue, II, 409, q. 2264.

16. Délai pour la transcription de la saisie au greffe du tribunal, II, 409, art. 680. — Cette formalité doit à peine de nullité être remplie dans le délai prescrit, II, 409, q. 2265. — Le jour

à quo ne doit pas être compris dans le délai de quinzaine, II, 409, note 1, § 2. — L'art. 680 n'est pas applicable au cas où il s'agit d'une saisie plus ample qui a été dénoncée au premier saisissant pour poursuivre sur les deux, II, 409, note 1, § 1. — La saisie ne peut être déclarée nulle pour avoir été transcrite au greffe un jour de dimanche, II, 409, note 1, § 3.

§ III.

17. Dans quel délai et dans quelle forme la saisie doit être dénoncée au saisi, II, 409, art. 681. — Ce délai est de rigueur et il n'est pas franc, II, 410, q. 2266. — Il ne court point pendant toute la durée de l'instance élevée sur l'opposition du saisi au commandement, II, 410, note 4. — La force majeure, telle que l'occupation militaire dispense de l'exécution de l'art. 681, II, 409, note 2, § 1.

18. La dénonciation faite en parlant à la personne est valable comme celle faite à domicile, si elle est notifiée passé le délai de quinzaine, mais dans le délai augmenté à raison de la distance de son domicile, II, 410, q. 2267. — La dénonciation doit, à peine de nullité, contenir copie entière de la saisie, II, 410, note 5. — Les actes de transcription y doivent seulement être mentionnés, II, 410, q. 2268. — On n'est pas tenu de réitérer dans la dénonciation la constitution d'avoué déjà portée au procès-verbal de saisie, II, 410, § 2. — La nullité résultant de ce que l'exploit de dénonciation notifié à l'un des saisis n'a pas été visé par le maire, ne peut profiter aux autres débiteurs, II, 410, § 3. — C'est la dénonciation, et non la saisie, qui doit contenir la date de la première publication, II, 410, q. 2269; 413, note 1. — Elle peut être notifiée à domicile étn, II, 410, q. 2270.

19. Il convient que la dénonciation soit faite avant l'insertion de l'extrait au tableau prescrit par l'art. 682, II, 412, q. 2276. — Le défaut de visa et d'enregistrement de la dénonciation dans les délais fixés par l'art. 681, opère, non-seulement la nullité de la dénonciation, mais encore celle de la saisie, II, 411, q. 2271. — L'original de la dénonciation doit être visé par le maire, soit qu'on ait trouvé la personne du saisi, soit qu'on ne l'ait pas trouvée, II, 411, q. 2272. — Si la copie a été remise au saisi, parlant à sa personne dans un autre lieu que celui de son domicile, le visa du maire de ce lieu est suffisant pour remplir le vœu de la loi, II, 411, q. 2273. — La mention de ce visa n'est pas exigée dans la copie, II, 412, q. 2274.

20. L'original de la dénonciation doit être transcrit comme le procès-verbal de la saisie, II, 412, q. 2275. — La mention de l'enregistrement de la dénonciation doit être faite par le conservateur des hypothèques, II, 412, q. 2277.

§ IV.

21. Délai et contenu de l'extrait de la saisie à publier par le greffier du tribunal, II, 412,

art. 682, q. 2278. — Le greffier n'est tenu d'insérer cet extrait au tableau de l'auditoire, qu'autant que le saisiement lui a remis, II, 412, q. 2279. — Comment il est constaté que cette insertion a été faite dans le délai, II, 413, q. 2280. — Si elle n'a pas été faite dans les trois jours de l'enregistrement au greffe la saisie est-elle nulle ? II, 413, q. 2281. — Il est prudent de désigner dans cet extrait le canton du juge de paix et l'arrondissement communal, II, 413, q. 2282. — Comment les colons ou fermiers y doivent être désignés, II, 413, q. 2283. — Des biens désignés par articles et exploitations peuvent être vendus en même temps, II, 413, q. 2284.

22. Insertion de ce même extrait dans les journaux du lieu, II, 413, 414, art. 683. — La loi n'a point prescrit de délai pour cette insertion, II, 414, q. 2285. — C'est à l'avoué du saisiement qu'il appartient de faire exécuter la formalité de l'insertion, II, 414, note 1. — Elle peut être justifiée par un imprimeur non patenté, II, 414, note 1, § 2. — La date est suffisamment assurée par la publicité du journal au jour indiqué par chaque feuille, II, 414, note 1, § 3. — Le père adjoint du maire peut légaliser la signature de son fils imprimeur, quoique associé à son commerce, II, 414, note 4. — Le propriétaire du journal ne peut en signer l'extrait, s'il n'est en même temps imprimeur, II, 414, q. 2286.

§ V.

23. Placards du même extrait qui doivent être affichés, II, 414, art. 684. — L'original en est dressé par l'avoué poursuivant, II, 417, q. 2293. — Comment se forme l'original du placard, II, 418, q. 2294. — Ils doivent être imprimés à peine de nullité, II, 414, q. 2287. — On ne peut faire résulter une nullité de ce que quelques mots sont écrits à la main et de ce qu'ils n'ont pas été imprimés sur du timbre de dimension, II, 414, 415, q. 2287.

24. Il suffit que le placard soit affiché à la place où le marché se tient, sans qu'il soit besoin que ce soit le jour même auquel il a lieu, II, 415, q. 2288. — Il ne suffit pas que les placards soient appliqués au lieu du principal marché des trois communes désignées au § 4 de l'art. 684, ils doivent être appliqués au lieu du principal marché de chacune des trois communes, II, 416, q. 2290. — Une des communes manquant de marché, on doit afficher aux deux marchés les plus voisins, II, 417, q. 2291. — Quoique les marchés, où il a été apposé des placards ne soient pas les plus voisins des biens saisis il n'en peut résulter une nullité, s'ils sont voisins de la commune de leur situation et plus fréquentés, II, 414, note 2. — Place d'une commune que l'on peut appeler principale et marché auquel cette qualification appartient, II, 416, q. 2289. — Il est prudent d'afficher des placards aux portes extérieures de tous les tribunaux ou diocèses ou d'exception qui siègent aux lieux qu'indique la loi, II, 417, q. 2292. — On peut apposer un plus grand nombre d'affi-

ches que celui qu'exige l'art. 684, mais le surplus ne passerait pas en taxe, II, 418, q. 2295.

25. Acta par lequel l'apposition des placards est constatée, II, 418, art. 685. — Il ne peut être dressé au bas de l'original des placards, II, 418, q. 2296. — Il faut y mentionner l'annexe du placard, II, 418, note 1. — L'huissier ne commettrait pas une nullité en détaillant les lieux où il aurait apposé des placards, II, 418, q. 2297. — L'apposition des placards ne peut être faite par le même huissier dans tous les lieux désignés par la loi, s'il n'a pas le droit d'instrumenter dans certains d'entre eux, II, 418, q. 2298. — Les appositions peuvent être faites par différents huissiers quoique l'un d'eux ait le droit d'instrumenter dans tous les lieux désignés par la loi, II, 418, q. 2299.

26. Les originaux du placard et le procès-verbal d'apposition ne peuvent être grossés, II, 419, art. 686, q. 2300. — Fin du procès-verbal d'apposition et sa notification au saisi, II, 419, art. 687. — Le visa peut être donné par l'adjoint, II, 419, q. 2301. — Un certificat du maire constatant l'apposition du placard apposé au pied du procès-verbal d'apposition peut tenir lieu de visa, II, 419, note 1, § 1. — On ne remplace pas suffisamment le visa de l'art. 687, en annexant une copie du placard à un exploit de notification du procès-verbal, II, 419, note 1, § 2. — La notification à faire au saisi doit contenir les formalités prescrites par l'art. 68, II, 419, q. 2303.

§ VI.

27. De l'administration des immeubles saisis jusqu'à la vente, II, 419, art. 688. — Le séquestre peut être exercé sur des tiers détenteurs comme sur les débiteurs originaires, II, 419, note 3. — Lorsque le saisi reste en possession, il est contraignable par corps, non-seulement à la représentation de la chose, mais encore à la restitution des fruits, II, 420, q. 2304. — Le saisi n'est réputé séquestre judiciaire qu'à partir de la dénonciation, en sorte qu'il fait siens les fruits perçus auparavant, s'ils n'ont pas été mobilièrement saisis, II, 420, q. 2305. — Si le saisi ne reste pas en possession, il est établi un gérant-séquestre, II, 420, q. 2306.

28. La demande formée par les créanciers afin d'ôter la possession au saisi doit être motivée, *ib.*, q. 2307. — Comment elle est formée, *ib.*, q. 2308. — Nature de l'incident formé par la demande en dépossession, II, 421, q. 2309. — Défense au saisi, qui reste en possession, de commettre aucune dégradation, II, 423, art. 690.

29. Immobilisation et mode de distribution des fruits échus depuis la dénonciation au saisi, II, 421, art. 689. — Il cesse de faire les fruits siens à partir de cette époque, sans que les créanciers aient eu besoin de les saisir mobilièrement, II, 421, q. 2310. — Si les fruits n'ont pas été compris dans le procès-verbal de saisie, ils n'appartiennent à l'adjudicataire que dans la proportion de ce qui a été perçu depuis l'adjudication, II,

422, q. 2311. — Il n'y a pas lieu à immobilisation ni à distribution par ordre d'hypothèque pour les fruits qu'un créancier a fait saisir mobilièrement avant qu'ils fussent échus, II, 423, q. 2313.

30. Sort des baux consentis pour les biens saisis, II, 423, art. 691, q. 2315. — Lorsque les baux ont date certaine ils doivent être, sauf le cas de fraude, maintenus, quelle qu'en soit la durée et alors même qu'il en aurait été fait plusieurs par anticipation pour avoir effet les uns sur les autres, II, 424, q. 2318. — Si le bail a une date certaine, le saisi perçoit à son profit les loyers et fermages, lorsque les créanciers ne les ont pas fait saisir-arrêter, II, 424, q. 2317. — Les loyers et fermages saisis-arrêtés ne sont, à la différence des fruits naturels et industriels, immobilisés que pour la portion du terme qui a couru depuis la dénonciation, II, 426, q. 2319. — Pour que les loyers et fermages échus depuis la dénonciation soient immobilisés, il faut que ce soit un créancier hypothécaire qui les ait frappés de saisis-arrêt, II, 426, q. 2320.

31. Le saisi incapable d'aliéner à partir de la dénonciation, II, 426, art. 692. — Il ne peut non plus consentir des hypothèques, II, 427, q. 2321. — On peut prendre inscription dans l'intervalle de la transcription de la saisie à l'adjudication définitive, III, 45, q. 2552. — L'aliénation de l'immeuble est nulle dans le cas même où les poursuites de la saisie ayant été interrompues par une instance en partage et licitation, la propriété commune serait vendue par le saisi et ses copropriétaires, II, 427, q. 2322. — L'aliénation de l'immeuble faite depuis la dénonciation de la saisie, quoique qualifiée de délaissement, est nulle de plein droit, III, 427, § 2. — Les intéressés peuvent poursuivre la saisie sans appeler l'acquéreur de l'immeuble vendu après la dénonciation, II, 428, q. 2325. — La saisie immobilière après la dénonciation au saisi, et du jour de la notification des placards aux créanciers inscrits, fixe le sort de ceux-ci et conserve les inscriptions alors existantes sans qu'il soit besoin de les renouveler, III, 426, note 2, § 1. — Cas où une vente faite par le saisi avant la dénonciation peut être critiquée, II, 427, q. 2324. — Consignation au moyen de laquelle la vente faite depuis la dénonciation peut recevoir son exécution, II, 428, art. 693. — Elle doit être faite avant l'adjudication, II, 429, art. 694. — Elle peut être faite et signifiée après l'adjudication préparatoire et même après l'adjudication définitive, s'il y a recouvrement suite de surenchère ou de folle enchère, II, 428, q. 2326. — Elle ne peut être remplacée par l'offre du saisi à l'audience fixée pour l'adjudication définitive, de désintéresser les créanciers inscrits ayant déjà désintéressé les poursuivants, II, 429, q. 2330. — La vente faite en ce cas est sujette aux formalités prescrites pour purger des hypothèques non inscrites, II, 428, note 1. — On doit consigner une somme

suffisante pour acquitter les créances inscrites et celle qui est nécessaire pour acquitter la créance du poursuivant, II, 428, q. 2327. — Il ne suffirait pas qu'elle fût égale au prix de l'aliénation, II, 429, q. 2331. — Si la consignation doit être précédée d'offres au saisi et aux créanciers, II, 429, q. 2328. — L'acte en doit être signifié à chacun des créanciers individuellement, II, 429, q. 2329. — Effets de l'inebservance des art. 692, 693 et 694, II, 429, q. 2332.

§ VII.

32. Notification aux créanciers inscrits d'un exemplaire du placard imprimé, II, 430, article 695. — Elle doit être faite au domicile élu même vis-à-vis des créanciers qui habitent en pays étranger, II, 431, q. 2337. — Elle ne doit être faite qu'aux créanciers qui se trouvent inscrits à l'époque où elle se fait, II, 430, q. 2333, note 1, § 1. — On n'est pas tenu de notifier aux créanciers qui ont hypothèque légale et qui n'ont pas pris d'inscription, II, 430, q. 2334. — La notification doit être faite indistinctement à tout créancier inscrit sur l'immeuble, aux créanciers du tiers détenteur contre lequel l'expropriation se poursuivrait comme aux autres, II, 431, q. 2335. — Si l'hypothèque du créancier auquel la notification n'a pas été faite est prorogée par l'adjudication, II, 431, q. 2336. — Le créancier dont le titre a été inscrit après la notification des placards peut, comme tous les autres, demander la subrogation au cas prévu par l'art. 722, II, 430, note 1, § 2. — Si les poursuites en saisie immobilière sont interrompues postérieurement à cette notification, le saisissant n'est pas tenu de la renouveler lors de la reprise des poursuites, II, 430, note 1, § 4.

33. De l'enregistrement de la notification au bureau de la conservation et des effets de cet enregistrement, II, 432, art. 696, q. 2339. — La nullité de la notification n'entraîne pas celle de l'enregistrement, II, 432, note 1, § 1.

34. Les créanciers ne peuvent opposer le défaut d'enregistrement s'il n'y a pas en radiation de la saisie, II, 432, note 1, § 2. — Créanciers dont le consentement est nécessaire pour que la saisie puisse être rayée, II, 432, q. 2340. — Lorsque le saisissant est contraint de cesser ses poursuites, l'un des créanciers ou l'adjudicataire peut s'opposer à ce que la saisie soit rayée, II, 432, q. 2341. — Le créancier, porteur de plusieurs titres de créances, mais qui n'a saisi que pour une seule, peut, après avoir été payé de cette créance, continuer les poursuites à raison de celles qui n'ont pas été acquittées, II, 432, q. 2342; III, 7, note 5. — Le créancier auquel la notification prescrite par l'article 295 a été faite, réputé partie aux actes ultérieurs de la procédure, ne peut ni intervenir contre, en appel, ni se rendre tiers opposant, ni présenter de son chef des moyens de nullité, II, 430, note 3. — La signification aux créanciers inscrits des jugemens rendus avec le pourui-

vant n'est pas soumise à la règle d'huissier commis, II, 430, note 3.

§ VIII.

35. Définition du cahier des charges, II, 389, note 4. — Délai pour le dépôt au greffe du cahier des charges et ce qu'il doit contenir, II, 433, art. 697. — Il est inutile d'en signifier copie au saisi et aux créanciers, II, 433, q. 2343. — Le cahier des charges doit présenter, sans exception, le sommaire de tout ce qui a été fait avant sa remise au greffe, II, 433, q. 2344, 2345. — Le cahier des charges est nul si on se borne à une désignation générale des objets saisis, II, 433, q. 2346. — Conditions de la vente que l'on doit y insérer, II, 434, q. 2347.

36. Le poursuivant est libre de fixer comme il lui plaît le montant de la mise à prix qu'il doit contenir, II, 434, q. 2348. — Le poursuivant adjudicataire pour la mise à prix, s'il ne se présente pas de surenchérisseur, II, 434, article 698, q. 2349. — Les lois qui assujettissent les établissements publics à ne pouvoir se rendre propriétaires sans une autorisation du gouvernement, ne sont point applicables aux adjudications faites à leur profit sur poursuites exercées à leur requête, II, 434, note 3.

37. Dires, publications et adjudications à porter sur le cahier des charges à la suite de la mise à prix, II, 434, art. 699, q. 2350. — Ce que doit faire le créancier qui a fait au bas du cahier des charges, un dire tendant à la réformation de telles ou telles clauses, charges ou conditions, II, 434, q. 2351.

38. Délai pour la publication du cahier des charges, II, 434, 435, art. 700, q. 2352. — Comment elle se fait, *ib.* — *Maximum et minimum* du délai pour cette publication, II, 435, article 701, q. 2353. — Le défaut d'une publication du cahier des charges au jour indiqué, le jour étant férié, ne vicie pas de nullité les publications précédentes, II, 435, note 1. — Cette publication doit être faite trois fois, II, 435, art. 702. — On ne peut faire moins, mais on peut faire plus de trois publications, et elles sont nulles s'il y a entre elles un plus long intervalle que celui que la loi détermine, II, 435, q. 2354. — L'adjudication préparatoire peut avoir lieu à l'audience où se fait la troisième publication, II, 436, q. 2355.

§ IX.

39. Nouveaux placards et nouvelles annonces nécessaires, si l'une des publications de l'enchère a été retardée par un incident, III, 24, art. 732. — Si au jour fixé pour l'adjudication préparatoire, les plaidoiries des parties absorbent tout le temps de l'audience et forcent le tribunal à renvoyer l'adjudication au lendemain, il n'est pas nécessaire de faire une nouvelle apposition d'affiches, III, 24, note 3, § 3. — Il n'est pas nécessaire que le procès-verbal d'apposition

de ces placards soit notifié à la partie saisie ni aux créanciers inscrits, III, 24, note 3, § 1. — Il n'est pas nécessaire d'observer de nouveau les délais des art. 700 et 701 avant la publication de l'enchère, III, 24, note 3, § 2. — Époque pour les nouvelles annonces et affiches qui doivent être faites avant l'adjudication préparatoire, II, 436, art. 703, n. 494. — Le jour de l'insertion au journal doit être compté dans le délai de huit jours, II, 436, note 2, § 1. — Il peut être prorogé sur la demande des créanciers ou celle du débiteur, II, 436, note 2, § 2. — L'addition de la mise à prix aux placards peut être imprimée, II, 436, q. 2356. — On peut, en certains cas, admettre en taxe les frais de réimpression de placards, II, 436, q. 2357.

40. Délai pour les annonces et affiches qui doivent précéder l'adjudication définitive, II, 436, 437, art. 704. — Elles doivent, à peine de nullité, avoir lieu dans la quinzaine de l'adjudication préparatoire, II, 437, q. 2358. — Les seconde et troisième affiches et annonces à justifier dans la même forme que les premières, II, 437, art. 705. — Les second et troisième procès-verbaux d'affiches ne doivent pas, comme le premier, être notifiés au saisi, II, 437, q. 2359.

§ X.

41. Délai qui doit exister entre l'adjudication préparatoire et l'adjudication définitive, II, 438, art. 706. — Ce délai fixé à deux mois par le décret du 2 février 1811, II, 438, q. 2360. — Inutilité de l'adjudication préparatoire, II, 438, n. 495. — Le délai entre l'adjudication préparatoire et l'adjudication définitive peut être prorogé, mais il n'est pas susceptible d'augmentation à raison des distances, II, 438, note 2.

42. L'adjudication définitive ne peut être suspendue, pour cause de décès de la partie saisie, si tous les actes avaient été faits avant, II, 438, note 2, § 3. — Si l'adjudication définitive ne peut avoir lieu au jour fixé lors de l'adjudication préparatoire, il peut par suite d'un renvoi, affiches tenues, être précédée de l'adjudication à une autre audience sans nouvelles affiches, II, 439, q. 2361. — Il n'est pas nécessaire que le jugement qui fixe l'adjudication accorde le délai de deux mois, si le premier jugement par lequel ce délai devait être fixé, attaqué par voie d'appel, a été confirmé, II, 439, q. 2362.

43. Comment les enchères sont faites, II, 440, art. 707. — Le défaut de mention que l'enchère a été faite à éteinte de feux, n'en entraîne pas la nullité, II, 440, q. 2363. — Un enchérisseur dont l'enchère a été convertie ne peut le faire revivre, et se faire adjuger l'immeuble, en faisant anuler celle par laquelle le sienna a été couverte, II, 440, q. 2364. — Un enchérisseur ne peut rétracter son enchère, sous le prétexte que celle qu'il a convertie est nulle, II, 440,

q. 2366. — S'il se trouve un plus grand nombre d'enchérisseurs qu'il n'y a d'avoués près le tribunal, le même avoué peut enchérir pour plusieurs personnes en les désignant à chaque enchère, II, 440, q. 2365. — Lorsqu'une adjudication définitive a été renvoyée à un jour certain, et qu'après des enchères reçues, elle est renvoyée à un autre jour, celui qui a fait la dernière enchère peut s'en désister, II, 440, note 1. — Ceux qui doivent précéder l'adjudication, II, 441, art. 708. — L'adjudication préparatoire qui n'a pas été faite, à l'audience et après l'extinction de trois bougies est nulle, II, 441, q. 2367. — S'il n'y a pas d'enchérisseur lors de cette adjudication, le poursuivant ne peut devenir adjudicataire pour sa mise à prix, qu'après l'extinction de trois feux, II, 441.

44. Quand, comment et sous quelle peine, l'avoué dernier enchérisseur doit déclarer l'adjudication, II, 441, art. 709, n. 496; 442, q. 2369. — Les trois jours donnés pour cette déclaration ne sont pas francs, II, 442, q. 2369. — Cette déclaration n'est pas soumise au droit proportionnel d'enregistrement, II, 442, q. 2370. — La déclaration de commandite par l'adjudicataire n'est exempte du droit proportionnel qu'autant qu'elle est faite en vertu d'une réserve stipulée dans l'adjudication, II, 442, note 1. — Les dispositions de l'art. 709 ne s'appliquent pas rigoureusement à l'adjudication préparatoire, seulement il est prudent pour les avoués de s'y conformer, II, 442, q. 2371.

§ XL

45. Dans quel délai, où, dans quelle forme, et de combien toute personne peut surenchérir, II, 443, art. 710; 445, q. 2377. — La législation intermédiaire comparée aux dispositions du Code pour faire porter les adjudications à leur juste prix, II, 443, n. 497. — Si l'on se borne à notifier une déclaration de surenchérir, sans mentionner que l'acte de surenchère a été fait au greffe, la surenchère doit être rejetée, II, 446, q. 2383.

46. Le saisissant peut former une surenchère, II, 444, q. 2373. — Une personne qui n'est pas contraignable par corps peut surenchérir, mais non celle qui est notoirement insolvable, II, 449, q. 2391. — Lorsque la surenchère est nulle à raison de l'incapacité d'un surenchérisseur, elle n'en subsiste pas moins pour son coenchérisseur, II, 444, q. 2374. — On ne peut faire une surenchère sans assistance d'avoué, II, 444, q. 2375. — Il convient que le pouvoir de surenchérir soit donné par acte authentique, II, 443, q. 2376.

47. Le délai de huitaine fixé par l'art. 710 n'est pas franc et il comprend les jours fériés, II, 445, q. 2378. — Décision contraire pour la dénonciation de la surenchère, II, 447, q. 2384. — Si le dernier jour est férié le surenchérisseur a la faculté de surenchérir, en obtenant la permission du juge de notifier le jour même son acte

de surenchère, II, 445, note 1. — Le greffier peut, pendant le délai de huitaine, recevoir plusieurs surenchérisseurs, et tous doivent ensuite être admis à concourir, encore bien que l'un d'eux ait porté sa surenchère au-dessus du quart du prix principal de l'adjudication, II, 445, q. 2379.

48. Le quart que la loi exige dans la surenchère, est celui du prix de la vente, non compris les frais auxquels l'adjudicataire est tenu, II, 446, q. 2380. — Une surenchère est nulle, si la déclaration ne contenait pas soumission de porter le prix au quart en sus du prix principal de la vente, II, 446, q. 2381.

49. Quand, à qui et comment la surenchère doit être donnée, II, 446, art. 711. — Le délai de 24 heures pour cette dénonciation doit s'entendre du jour entier qui suit le jour auquel la surenchère a été reçue au greffe, à moins que l'heure de la surenchère ne soit constatée, II, 447, q. 2385. — Celui qui met une surenchère après un ou plusieurs autres surenchérisseurs doit la leur dénoncer, II, 447, q. 2386. — La surenchère doit être notifiée à un avoué qui n'aurait été constitué par le saisi que sur un incident, II, 447, q. 2387.

50. L'audience à laquelle le surenchérisseur doit assigner est celle qui suit le délai pendant lequel toute personne peut surenchérir, II, 448, q. 2388. — Il ne résulterait pas une nullité de ce que l'assignation n'aurait pas été donnée à la plus prochaine audience qui suit l'expiration du délai, II, 448, q. 2389.

51. Personnes qui peuvent concourir dans les enchères auxquelles donne lieu la surenchère, II, 448, art. 712. — Si le surenchérisseur ne se présente pas au jour indiqué il doit être condamné au paiement du montant de sa surenchère, II, 448, q. 2390.

52. L'appel du jugement qui statue sur un moyen de nullité proposé contre une surenchère est recevable pendant trois mois, II, 448, note 1. — La nullité ou inefficacité de l'adjudication faite au profit du surenchérisseur, rend un plein effet à la première adjudication définitive, II, 448, note 1, § 2. — Le créancier surenchérisseur est-il réputé acquiescer au jugement qui prononce la nullité de sa surenchère, s'il produit à l'ordre avec ou sans réserves? II, 446, note 2, § 1. — L'enchérisseur devenu adjudicataire définitif doit restituer au précédent adjudicataire les frais et loyaux coûts de son adjudication, II, 446, note 2, § 2. — L'adjudication surenchérie ne peut donner lieu à aucun droit de mutation, II, 443, note 2.

§ XII.

53. Personnes qui ne peuvent se rendre adjudicataires, II, 449, art. 713, n. 498. — Les personnes désignées dans l'art. 1596 du Code civil sont comprises dans cette prohibition mais non celles qu'indique l'art. 1597, II, 450, q. 2392. — Les membres des Cours royales peuvent ac-

acquies un immeuble vendu par expropriation devant un tribunal du ressort, II, 452, q. 2397. — Il en est de même des procureurs-généraux et avocats-généraux, quoiqu'ils paraissent exclus par le propre texte de la loi, II, 453, q. 2398. — Les commis-greffiers sont compris dans la prohibition de l'art. 713, mais non les huissiers, II, 453, q. 2399. — L'avoué qui occupe sur les poursuites de la saisie peut cocher pour son propre compte, II, 450, q. 2393. — Un avoué ne peut se rendre adjudicataire pour le saisi, quoique non tenu personnellement de la dette, mais seulement à cause des biens qu'il détient, II, 451, q. 2394.

54. La femme créancière de son mari peut-elle avec son autorisation se rendre adjudicataire des biens de celui-ci, mis en vente par suite d'expropriation forcée? II, 451, q. 2395. — Incertitude de la jurisprudence sur ce point, II, 452, note 1. — La convention par laquelle un tiers s'engage à surenchérir l'immeuble dans l'intérêt du saisi est valable, tant à l'égard de celui-ci qu'à l'égard du premier adjudicataire, II, 452, q. 2396.

55. La nullité attachée à la violation de la disposition de l'art. 713 n'a pas lieu de plein droit, II, 453, q. 2400. — L'adjudicataire incapable et l'avoué qui a surenchéri pour lui, sont tous les deux et solidairement assujettis aux dommages-intérêts, II, 453, q. 2401.

§ XIII.

56. De quoi se compose le jugement d'adjudication et ce qu'il doit disposer, II, 454, article 714. — Il est prudent d'y insérer, outre la copie du cahier des charges, tout ce qui est dressé à la suite de la minute de ce cahier, II, 454, q. 2402. — Les formalités ordinaires prescrites pour la rédaction des jugements ne doivent pas être observées dans le jugement d'adjudication, II, 454, q. 2403.

57. On ne peut exercer la contrainte par corps contre un saisi qui ne délaisserait pas la possession, si d'ailleurs il n'y est pas sujet à raison de son âge et de son sexe, II, 455, q. 2406.

§ XIV.

58. Incidents qui peuvent s'élever dans la poursuite en expropriation et comment ils doivent être instruits et jugés, III, 1, 2, q. 2412. — Ils doivent être jugés sommairement mais non comme matières sommaires, III, 2, art. 718, n. 501. — Ils ne sont pas soumis à l'essai de conciliation, III, 2, art. 718.

59. Les demandes en nullité de saisie immobilière ne sont pas exceptées des dispositions d'après lesquelles les incidents doivent être signifiés à avoué, III, 2, q. 2413.

60. Dispositions du titre de la saisie réelle qui emportent la peine de nullité, II, 389, note; 456, art. 717, n. 500. — Le créancier, qui n'a pas figuré en première instance ou qui y a été appelé irrégulièrement, peut opposer les nullités

qui n'ont pas été proposées devant le premier tribunal, III, 24, note 4, § 2. — Il en est de même du saisi non régulièrement averti, III, 24, note 4, § 3. — Le saisi et les créanciers ne sont recevables à faire valoir des moyens de nullité contre une saisie immobilière qu'autant qu'il a été porté atteinte à leurs propres droits par l'irrégularité querellée, II, 430, note 4. — Ainsi les créanciers n'ont pas qualité pour demander la nullité de la saisie, III, 24, note 4, § 6. — La nullité résultant du défaut de notification du placard aux créanciers ou des irrégularités de cette notification, ne peut être invoquée par le saisi, II, 431, q. 2338. — Lorsque la femme du saisi a figuré comme créancière, et qu'il n'est intervenu aucune condamnation à son préjudice, le mari ne peut, dans son intérêt personnel, attaquer la procédure pour défaut d'autorisation de sa femme, III, 24, note 4, § 7.

61. Une adjudication déclarée nulle pour irrégularités commises au préjudice d'une partie des créanciers est nulle dans l'intérêt de tous, III, 21, note 2. — Le jugement qui intervient sur des nullités est indivisible, III, 24, note 4, § 4. — Le principe d'indivisibilité s'applique à ces cas où l'adjudication a été faite par lots, III, 24, note 4, § 5. — L'expiration des délais prescrits pour l'accomplissement d'une formalité de la procédure, si elle a eu pour cause quelque incident, III, 24, q. 2483.

62. Quand doivent être proposés les moyens de nullité contre la procédure qui précède l'adjudication préparatoire, III, 24, art. 733. — Pour qu'une demande en nullité formée en cette circonstance soit recevable, il n'est pas nécessaire qu'elle soit formée par requête d'avoué à avoué, III, 25, q. 2484. — On ne peut opposer une nullité après l'adjudication préparatoire, quoiqu'elle prenne sa source dans le fond du droit du créancier poursuivant, III, 26, q. 2485. — En ce cas, le saisi conserve la faculté de se pourvoir séparément par voie d'action principale, en nullité du titre principal, contre le créancier ou le poursuivant, III, 26, note 1. — On ne peut arrêter les suites de la saisie en formant, par action distincte et principale, la demande en nullité du titre sur lequel elle repose, III, 27, q. 2488. — On ne peut après l'adjudication préparatoire proposer des moyens de nullité pris dans des irrégularités antérieures à la procédure en expropriation, III, 26, note 2. — Ces nullités ne peuvent non plus être proposées pour la première fois en appel, III, 27, q. 2486.

63. Les moyens de nullité peuvent être proposés avant le jour indiqué pour l'adjudication préparatoire, quoique retardé par un incident, III, 27, q. 2489. — On peut opposer, après l'adjudication, l'exception de discussion du mobilier du mineur, III, 27, q. 2487. — Le saisi est recevable à faire statuer même après l'adjudication préparatoire, sur les moyens de nullité par lui proposés contre la procédure antérieure,

si toutefois il les avait proposés avant l'adjudication, III, 25, note 8. — Les nullités contre la procédure en expropriation forcée peuvent être proposées après avoir défendu au fond, III, 25, note 4, § 1.

64. Le jugement qui rejette les moyens de nullité et celui qui prononce l'adjudication préparatoire sont soumis aux mêmes formalités que les autres jugemens, III, 25, note 9. — Ces deux dispositions peuvent être divisées; mais elles ne doivent former qu'un seul jugement, III, 25, note 10. — Le créancier dont les poursuites sont annulées peut être condamné en des dommages-intérêts envers l'adjudicataire, mais non envers le saisi, III, 25, note 11.

§ XV.

65. Délai et forme de l'appel du jugement qui a statué sur les moyens de nullité, III, 28, art. 734. — C'est la disposition de cet article et non l'art. 736 qui doit être appliqué à l'appel du jugement rendu depuis l'adjudication préparatoire mais statuant sur des nullités antérieures, III, 28, note 2, § 3. — Cette disposition s'entend du cas où l'on a fait valoir des moyens du fond lors du jugement dont appel, comme de celui où il a statué que sur des irrégularités de la procédure, III, 30, q. 2496. — L'appel dont il s'agit peut être signifié à domicile élu et le délai n'en doit pas être augmenté à raison des distances, III, 28, q. 2490. — C'est au greffier du tribunal de première instance et non au greffier de la Cour royale que l'appel doit être notifié, III, 29, q. 2492. — La notification au greffier n'empêche pas que l'appel ne doive être notifié à l'avoué, III, 29, q. 2493. — Il n'est pas nécessaire que la notification au greffier soit faite et son visa apposé dans le délai de quinzaine fixé pour interjeter l'appel, III, 29, q. 2494. — Le défaut de notification et de visa ne rend pas l'appel non recevable, III, 29, q. 2495.

66. On peut appeler du jugement d'adjudication préparatoire, quoiqu'il ait été rendu sans qu'il ait été préalablement proposé des moyens de nullité, III, 30, q. 2497. — En ce cas, le délai pour appeler est toujours de quinzaine, III, 30, q. 2498. — Personnes qui peuvent appeler ou contre lesquelles on peut appeler du jugement qui prononce sur les nullités ou seulement sur l'adjudication, III, 30, q. 2499. — L'appel des jugemens de nullité ou d'adjudication préparatoire donne à l'adjudicataire provisoire le droit de demander sa décharge, III, 31, q. 2500. — Effets de l'arrêt confirmatif ou infirmatif du jugement rendu sur des nullités, ou qui a prononcé l'adjudication sans qu'il y ait eu de nullités opposées, III, 31, q. 2501.

67. Comment et dans quel délai doivent être proposés les moyens de nullité à faire valoir contre les procédures postérieures à l'adjudication préparatoire, III, 31, art. 735. — Modification apportée à l'art. 735 par le décret du 2 février 1811, III, 32, q. 2502. — La requête

prescrite par l'art. 735 peut être signifiée d'avoué à avoué, III, 32, q. 2503. — Elle doit être signifiée à l'adjudicataire provisoire, III, 32, q. 2504. — Le délai doué à la partie pour proposer ses moyens est fatal, mais elle peut appeler du jugement qui prononce cette déchéance, III, 32, q. 2505.

68. Le saisi qui a négligé de proposer ses moyens quarante jours avant l'adjudication définitive, ne peut sur l'appel demander la nullité de cette adjudication, III, 32, q. 2506. — Le tribunal peut statuer sur la demande en nullité dans un délai moindre de trente jours avant l'adjudication, pourvu que le saisi ait le délai entier de la huitaine pour interjeter appel, III, 32, q. 2507. — Les délais fixés par l'art. 735 pour la demande en nullité, et par le décret du 2 février 1811 pour l'intervalle entre l'adjudication préparatoire et l'adjudication définitive, ne sont pas de rigueur, quand l'adjudication définitive a été indiquée par un jugement postérieur à l'adjudication préparatoire, III, 33, note 1. — La caution exigée par le décret du 2 février 1811 ne doit pas seulement être offerte, elle doit être désignée, III, 33, q. 2508. — Une demande en sursis d'adjudication définitive fondée sur ce que, par erreur, l'adjudication a été indiquée dans les affiches à une date différente de celle désignée par le tribunal, peut être formée le jour même de l'adjudication, III, 31, note 2, § 1. — Lorsque la partie saisie allègue une compensation, il y a nécessité de statuer sur cette compensation, avant de procéder à l'adjudication, III, 32, note 3.

69. Délai et forme de l'appel à interjeter du jugement qui a statué sur la demande en nullité postérieure à l'adjudication préparatoire, III, 33, art. 736. — Il doit être statué sur cet appel dans la quinzaine, III, 33, q. 2509. — La voie d'opposition ne peut être employée contre un arrêt par défaut rendu sur cet appel, III, 33, note 2. — On ne peut se pourvoir par opposition contre un jugement par défaut sur une demande en subrogation et sur tout autre incident de saisie immobilière, III, 10, q. 2440. — La partie saisie ne peut proposer pour la première fois, sur l'appel, la nullité de l'inscription hypothécaire, III, 33, note 3. — Le jugement dont est appel ne doit pas être notifié au greffier, III, 33, q. 2510. — La notification de l'appel au greffier ne dispense pas d'intimer le pourrulent, III, 34, q. 2511. — La partie peut être intimée au domicile de son avoué, III, 34, q. 2511.

70. On ne peut exciper sur l'appel d'un moyen de nullité non proposé avant l'adjudication, quoiqu'il ait quelque rapport avec un autre moyen proposé et rejeté en première instance, III, 34, q. 2512. — L'appelant qui a été condamné par défaut en première instance n'en est pas moins non recevable à proposer en appel ses moyens de nullité, III, 34, q. 2513. — Saisie s'il avait fait défaut sur une assignation

irrégulière, III, 34, q. 2514. — La défense de proposer en appel des nullités non proposées avant l'adjudication est en faveur du créancier poursuivant comme de l'adjudicataire, III, 34, q. 2515. — Lorsque l'adjudication définitive a été indiquée au lendemain du jour où la Cour prononce sur l'appel des jugements relatifs à des incidents, cette Cour peut ordonner que son arrêt sera exécuté sur minute, III, 32, note 2.

71. Jonction de deux saisies poursuivies par deux saisissants sur le même individu devant le même tribunal, pour des biens différents, III, 2, 3, art. 719, n. 502. — Une inscription de faux incident n'oblige pas de surseoir à l'adjudication, III, 2, note 1, § 2. — La demande en jonction de deux saisies est facultative, mais elle peut être ordonnée d'office, III, 3, q. 2414. — Toute partie intéressée peut former cette demande, III, 3, q. 2415. — Comment elle est formée, répondue et jugée, III, 3, q. 2416. — Elle ne peut être formée après le dépôt au greffe du cahier des charges, III, 3, q. 2417. — Et cela quel que soit celui du premier ou du second saisissant qui ait mis au greffe, III, 3, q. 2418. — Si l'une des saisies comportait une quantité suffisante de biens pour acquitter toutes les créances, le tribunal pourrait surseoir à l'une des poursuites, III, 3, q. 2419. — Le premier saisissant, celui auquel appartient la poursuite des saisies jointes, est celui dont la saisie a été la première transcrite au bureau des hypothèques, III, 3, q. 2420. — Ce qu'il arrive si une nouvelle saisie présentée à l'enregistrement est plus ample que la première, III, 3, 4, art. 720. — Dans ce cas la jonction est nécessaire, autrement forcée, III, 4, q. 2421. — Pour que la jonction ait lieu, les biens compris dans chaque saisie doivent être situés dans le même arrondissement, III, 4, q. 2422. — Y aurait-il lieu à la réunion si la seconde saisie était faite après la remise au greffe du cahier des charges? III, 4, q. 2423. — La dénonciation de la seconde saisie au premier saisissant peut être faite soit par exploit, soit d'avoué à avoué, III, 4, q. 2424. — Les poursuites d'une seconde saisie sont, nonobstant le défaut de dénonciation au premier saisissant, valables, si le second saisissant a pu ignorer la première saisie, III, 5, q. 2425.

72. Si, après la jonction de deux saisies, l'une d'elles est attaquée par voie de nullité et jugée nulle, cette nullité frappe-t-elle sur les deux saisies? III, 5, q. 2426. — Subrogation que peut demander le second saisissant si le premier ne poursuit sur la saisie dénoncée, III, 5, art. 721. — Le droit de demander la subrogation est acquis au second saisissant, si le premier fait, depuis la dénonciation, un acte sur sa propre saisie, sans commencer les poursuites sur la seconde, III, 5, q. 2427. — La subrogation peut être demandée pour négligence, fraude ou collusion du poursuivant, III, 6, art. 722. — En quelles circonstances la subrogation peut

être ordonnée pour collusion, fraude ou négligence, III, 6, q. 2431. — Le droit de demander la subrogation appartient indifféremment à tout créancier inscrit, en non pas seulement à un créancier second ou ultérieur saisissant, III, 7, q. 2433; 12, q. 2433. — Il peut demander la subrogation pour suspension de poursuite, comme pour collusion, fraude ou négligence de la part du saisissant, III, 8, q. 2434. — Avant de demander la subrogation, un créancier inscrit doit-il se faire connaître, III, 8, q. 2435. — Un créancier peut obtenir la subrogation, III, 8, q. 2436. — Il en est de même du créancier en sous-ordre, *ib.*, q. 2437. — Comment la demande en subrogation est formée, instruite et jugée, III, 5, q. 2428. — Les avoués doivent, pour demander la subrogation, se munir d'un pouvoir spécial, s'ils n'agissent pas au nom d'un créancier saisissant, III, 10, q. 2438. — La subrogation doit être prononcée contradictoirement avec la partie saisie, III, 5, q. 2429. — Le saisi ne peut se prévaloir de l'observation des délais pour empêcher la subrogation, III, 7, q. 2432. — Lorsque le saisi est autorisé à poursuivre lui-même l'adjudication à l'audience des criées, en présence de ses créanciers, ils peuvent se faire subroger, en se plaignant du retard qu'éprouve la vente, III, 10, q. 2439. — Le tribunal n'est pas toujours tenu d'accorder la subrogation, il peut même ne l'accorder que sous condition, III, 5, q. 2430. — Elle peut être accordée à l'audience indiquée pour l'adjudication préparatoire et immédiatement avant cette adjudication, III, 6, note 2, § 2. — Délai pour l'appel du jugement qui a statué sur cette contestation incidente, III, 10, art. 723. — Le poursuivant n'est pas le mandataire des créanciers qui peuvent en conséquence intervenir sur l'appel du jugement rendu contradictoirement avec lui, III, 6, note 2, § 1. — On ne peut demander la subrogation sous l'appel d'un jugement qui a prononcé sur des nullités de la saisie, III, 6, note 2, § 3. — Serait-ce cette demande avait été formée devant les premiers juges qui ont été empêchés d'en connaître par suite de l'appel, III, 7, note 7.

73. La nullité du jugement en vertu duquel il a été procédé à la saisie, entraîne la nullité des poursuites, en telle sorte que la subrogation ne peut plus être prononcée, III, 6, note 2, § 4. — Même décision en cas de nullité des actes de la procédure, III, 7, note 6. — Comment s'opère la subrogation, III, 11, art. 724. — Le poursuivant qui l'a contestée doit supporter les frais de la contestation, III, 11, q. 2441. — Il doit joindre aux pièces qu'il remet le titre qui sert de base à la saisie, III, 11, note 2.

74. Poursuite à exercer par le saisissant postérieur, lorsqu'une saisie immobilière a été rayée, III, 11, art. 725. — Pour qu'il puisse poursuivre sur sa saisie, il faut qu'il l'ait fait transcrire, III, 11, q. 2442. — Un créancier qui n'a pas saisi peut poursuivre sur la saisie rayée, lorsque

la notification du procès-verbal d'affiches lui a été faite, III, 12, q. 2443. — Un saisissant qui a provoqué le désistement du premier qui l'a accepté, peut être subrogé aux poursuites, III, 11, note 3. — Délai dans lequel et comment le débiteur qui interjette appel du jugement en vertu duquel on procède à la saisie, doit intimer sur cet appel, III, 12, art. 726. — Il s'agit, dans cette disposition, du jugement qui condamne le saisi à payer et en vertu duquel on poursuit la saisie, III, 12, q. 2444. — Les dispositions de l'art. 726 sont tellement impératives, que l'inobservation rend l'appel non recevable, III, 13, note 1. — Encore que le poursuivant ait déposé le cahier des charges, le saisi peut appeler jusqu'à l'expiration du délai fatal donné au saisissant pour faire ce dépôt, III, 12, q. 2446. — Le saisi doit intimer sous l'appel du jugement tous les créanciers qui se sont rendus parties dans la saisie, III, 12, q. 2445. — L'adjudication définitive peut avoir lieu en vertu d'un jugement susceptible d'appel, si à l'époque de l'adjudication il n'y a pas d'appel valablement interjeté, III, 12, note 2.

75. L'appel du jugement rendu sur une demande en subrogation, de même que celui qui est déclaré sur tout autre incident de saisie immobilière, excepté la demande en distraction, peut être interjeté au domicile élu par le poursuivant, III, 13, q. 2447. — Le délai n'en est pas susceptible de l'augmentation à raison des distances, III, 13, q. 2448. — Il est suspensif, III, 13, q. 2449. — De ce que l'appel n'a pas été visé dans le délai prescrit, il ne s'ensuit pas que le tribunal puisse passer outre, III, 13, q. 2450. — L'appel interjeté dans l'intervalle du commandement à la saisie n'est pas assujéti aux formalités prescrites par l'art. 726, III, 13, q. 2451. — Dans quel délai et dans quelle forme doit être interjeté l'appel du jugement rendu sur la demande en distraction, III, 20, art. 730. — Ce délai n'est pas franc, *ib.*, q. 2472. — Comment se calculent les distances à raison desquelles il doit être augmenté, *ib.*, q. 2473.

76. Comment et contre qui la demande en distraction de tout ou de partie de l'objet saisi doit être formée, III, 13, art. 727; 15, q. 2460. — Il n'est pas nécessaire que cette demande soit formée avant l'adjudication, III, 13, n. 504. — Il convient de décrire dans la requête ou dans l'exploit les objets revendiqués, III, 15, q. 2461. — Énonciation et dépôt des titres justificatifs, III, 16, art. 728. — Les dispositions du Code relatives à la demande en distraction s'appliquent en cas où un tiers aurait à revendiquer des droits réels dont il prétendrait que l'immeuble serait chargé à son profit, III, 14, q. 2462. — Le fermier d'un immeuble saisi qui forme une demande incidente, tendante à faire insérer au cahier des charges une clause relative au maintien de son bail, n'élève pas une demande en revendication soumise aux règles des demandes de cette nature, III, 20, note 1, § 2.

77. Si la demande en distraction a pour objet la possession et non la propriété, elle doit être renvoyée devant le juge de paix, III, 16, q. 2462. — Celui qui a des droits de servitudes naturelles et patentes n'a pas besoin de former une demande afin de charges, III, 14, q. 2454. — Un acquéreur de l'immeuble saisi est admis à former une tierce opposition à l'adjudication consommée, quoiqu'il ne se soit pas fait connaître avant la saisie, III, 15, q. 2456. — Une demande en distraction ou afin de charges, formée après l'adjudication ne peut être exercée que contre l'adjudicataire, III, 14, q. 2455. — Elle doit être exercée par action principale si elle est formée dans le cours de l'action ou folle enchère intentée après l'adjudication, III, 15, q. 2457. — L'action en rescision pour cause de lésion de la vente d'un immeuble formée contre l'acquéreur sur lequel il est saisi, n'autorise pas le vendeur à former une demande en distraction, III, 15, q. 2458. — Cette demande n'est pas sujette au préliminaire de conciliation, III, 15, q. 2459. — Du sursis à l'adjudication qui doit ou peut résulter de la demande en revendication, III, 16, art. 729, q. 2463. — Pour que le sursis soit ordonné, quand la demande en distraction n'est que d'une partie des objets saisis, il suffit qu'il soit demandé par une des parties intéressées, III, 16, q. 2464. — Pour que le sursis puisse être ordonné d'office il faut que la demande en distraction frappe sur tous les objets saisis, III, 16, q. 2465. — Il n'est pas nécessaire que le jugement qui rejette la revendication soit passé en force de chose jugée, ou confirmé sur l'appel, pour qu'il puisse être passé outre à l'adjudication, III, 16, q. 2466. — Le jugement de distraction est nul si le saisi n'y a pas été partie, III, 20, note 1, § 1. — Dans le cas de revendication partielle il n'est pas nécessaire que le sursis soit ordonné pour que l'adjudicataire provisoire puisse demander sa décharge, il le peut s'il a été ordonné de passer outre à la vente des objets non revendiqués, III, 17, q. 2467. — La demande en décharge peut être formée avant ou après le jugement sur la distraction, III, 18, q. 2468. — Comment elle se forme, III, 20, q. 2471. — L'adjudicataire provisoire cesse de pouvoir demander sa décharge, si, ne l'ayant pas demandé avant l'adjudication définitive des objets non revendiqués, il demeure adjudicataire définitif de ces objets pour le prix qu'il a offert à raison du tout, III, 19, q. 2469. — Il peut être procédé sans nouvelle adjudication préparatoire à l'adjudication définitive de la partie de l'immeuble saisi non comprise dans la distraction, lorsque l'adjudicataire préparatoire n'a point demandé sa décharge, III, 19, q. 2470.

§ XVI.

78. Droits transmis par l'adjudication, III, 13, n. 504; 20, art. 731. — Quels sont les droits et les charges de l'adjudicataire provisoire, relativement à la propriété de l'immeuble, III, 21,

q. 2474. — En cas d'appel du jugement d'adjudication définitive, l'adjudicataire est propriétaire, non du jour de l'arrêt confirmatif, mais du jour où l'adjudication lui a été faite, III, 21, q. 2475. — Il en est de même dans le cas de surenchère, s'il demeure second adjudicataire lors de la revente qui en est la suite, III, 23, q. 2481.

79. L'adjudication définitive ne purge pas en faveur de l'adjudicataire les droits de propriété que des étrangers peuvent avoir sur l'immeuble vendu, III, 21, q. 2476. — Mais elle purge l'immeuble des droits hypothécaires, ce qui rend non nécessaire la transcription du jugement qui la contient, III, 23, q. 2479. — La condition résolutoire d'une vente peut être utilement exercée par le vendeur après l'adjudication de l'immeuble et même pendant le cours de l'instance d'ordre où il aurait été appelé, III, 21, note 3. — L'adjudicataire peut demander la résolution de son contrat pour les servitudes non apparentes dont le fond se trouve grevé, si elles ne lui ont été déclarées, III, 21, q. 2476. — Si après l'adjudication définitive l'adjudicataire est évincé de la propriété de l'immeuble, il peut exercer soit contre le saisi, soit contre les créanciers, l'action en restitution du prix qu'il a payé, III, 22, q. 2477. — Si l'adjudicataire n'est évincé que d'une partie des objets qui lui ont été vendus, il peut non-seulement demander une diminution proportionnelle dans le prix, mais encore la résolution de l'adjudication, III, 22, q. 2478. — Une saisie immobilière faite *super non domino* est radicalement nulle au respect du légitime propriétaire, III, 20, note 3, § 1. — L'adjudicataire doit obtenir restitution des droits perçus pour l'enregistrement du jugement d'adjudication, lorsque cette adjudication est annulée sur l'appel, III, 24, q. 2482. — Des pièces qui ne sont expressément désignées ni dans le procès-verbal de saisie ni dans le cahier des charges ne font pas partie de l'immeuble adjugé, II, 404, q. 2249. — Le bétail donné à cheptel qui n'a point été saisi ni désigné dans le cahier des charges ne fait point partie de l'adjudication de la métairie à laquelle il était attaché, II, 422, q. 2312. — Les bestiaux donnés à cheptel sont réputés compris dans l'adjudication du domaine saisi, encore qu'il n'en soit fait aucune mention, II, 391, note 2. — La saisie d'une manufacture avec ses circonstances et dépendances s'étend au mobilier immobilisé par destination, II, 405, note 1. — *Quid* des fruits perçus avant l'adjudication et depuis la dénonciation au saisi? II, 422, q. 2311. — L'adjudicataire peut être autorisé à retenir sur son prix le montant des loyers payés d'avance, lorsque d'après le cahier des charges il devait entrer en jouissance à une époque déterminée, III, 433, note 1. — L'adjudicataire d'une maison vendue sur expropriation forcée ne peut exiger des locataires, dont le bail a acquis date certaine avant l'adjudication, les termes échu depuis le jour où il est devenu pro-

priétaire, s'il résulte du bail que le loyer a été payé par anticipation, III, 21, note 4. — Les accidents et dégradations survenus durant l'instance sur l'appel du jugement d'adjudication sont à la charge de l'adjudicataire, II, 423, note 1; 446, q. 2382. — Lorsque le saisi a commis des dégradations dans les biens à exproprier, l'adjudicataire n'a d'action que contre lui seul en dédommagement de ces dégradations, II, 423, q. 2314. — Si des objets réputés immeubles par destination, saisis et vendus avec le fond, ont été soustraits par le saisi, il ne reste à l'adjudicataire qu'une action en rescision de la vente ou réduction du prix, II, 427, q. 2323.

80. Justifications que doit fournir l'adjudicataire pour que le jugement d'adjudication lui soit délivré, II, 455, art. 715. — Frais qu'il doit avoir payés et conditions auxquelles il doit avoir satisfait préalablement, II, 455, q. 2407, 2408. — Il peut être poursuivi pour leur paiement par toutes les voies d'exécution autorisées par la loi, II, 456, q. 2409. — Les frais extraordinaires de poursuite à payer par privilège sur le prix, II, 456, art. 716. — En quels cas le jugement doit permettre ce prélèvement, II, 456, q. 2410. — On ne peut allouer par privilège les frais extraordinaires de poursuites, s'il n'en a pas été ainsi ordonné par le jugement même qui a statué sur les contestations qui leur ont donné lieu, II, 456, q. 2411.

81. Le jugement d'adjudication est sujet à appel, II, 454, q. 2404. — Le délai pour appeler est de trois mois, mais il ne court pas si le jugement a été signifié par un huissier qui se serait rendu adjudicataire, II, 454, q. 2404. — La signification du jugement faite au nom des adjudicataires fait courir les délais contre toutes les parties, II, 454, note 2, § 2. — L'appel du jugement d'adjudication ne peut être notifié à domicile élu, II, 455, q. 2405. — Lorsque l'appel émis par le saisi est nul relativement au créancier poursuivant, il peut par cela même être déclaré nul vis-à-vis de l'adjudicataire, II, 454, note 2, § 3. — Si de plusieurs créanciers inscrits sur un immeuble saisi réellement, l'un interjette appel du jugement d'adjudication et succombe, les autres, s'ils sont dans les délais, peuvent être appelés, II, 454, note 2, § 4. — Si l'appel du jugement d'adjudication est non recevable à l'égard des créanciers poursuivants, cette fin de non recevoir peut être invoquée par les adjudicataires quoique relativement à eux l'appel puisse être interjeté, III, 23, note 2, § 1. — Le débiteur qui interjette appel du jugement d'adjudication contre le poursuivant ne peut assigner l'adjudicataire en déclaration de jugement commun, III, 28, note 2, § 2. — Le jugement d'adjudication provisoire, ou l'arrêt confirmatif intervenu sur l'appel, ne peut être attaqué par la voie de la cassation après l'adjudication définitive, III, 28, note 2, § 4. — Il n'y a pas acquiescement si l'adjudicataire avait fait réserve formelle du pourvoi, III, 28, note 2, § 5.

82. Revente à la folle enchère de l'adjudicataire qui n'a pas exécuté les clauses de l'adjudication, III, 35, art. 737, n. 505. — La folle enchère doit être portée devant le tribunal qui a rendu le jugement d'adjudication, III, 35, note 1, § 1. — Le défaut de paiement des bordereaux de collocation donne lieu à la revente sur folle enchère comme l'exécution des conditions de l'enchère qui doivent être remplies avant la délivrance du jugement, III, 35, q. 2516.

83. Le fol enchérisseur peut être poursuivi sur ses biens personnels pendant les poursuites de folle enchère, III, 35, q. 2517. — Tout créancier peut provoquer la vente sur folle enchère, III, 36, q. 2518.

84. Certificat du greffier à obtenir pour poursuivre la vente sur folle enchère, III, 36, art. 738. — Nouveaux placards et nouvelles annonces à apposer pour cette fin, III, 36, art. 739. — Les frais en doivent passer en taxe, III, 36, q. 2519. — Ces formalités nécessaires quoique l'adjudicataire se fût soumis à la réadjudication dans le cas où il n'exécute pas les conditions de l'adjudication en un délai fixé, III, 36, note 1. — A qui et quand les placards doivent être signifiés, III, 36, art. 740. — Délai et forme des nouvelles publications et des adjudications provisoires et définitives qui en doivent être la suite, III, 36, art. 741, 742. — L'intervalle à observer entre l'apposition des placards et les publications doit être le même que pour la poursuite principale en expropriation, III, 36, q. 2520.

85. En prononçant l'adjudication préparatoire le tribunal doit renvoyer à quinzaine et non à deux mois, pour procéder à l'adjudication définitive, III, 37, q. 2521. — Acquies des conditions de l'adjudication et consignation des frais de folle enchère, pour qu'il ne soit pas procédé à l'adjudication définitive, III, 37, art. 743. — Ces deux conditions doivent être remplies avant le jour indiqué pour l'adjudication définitive, si l'adjudicataire peut s'en prévaloir pour suspendre l'adjudication, III, 37, note 2. — Le tribunal ne peut ordonner la consignation des frais au greffe ou dans les mains de l'avoué, III, 37, q. 2522.

86. Le fol enchérisseur tenu par corps de la différence entre son prix et celui de la revente, sans pouvoir réclamer l'excédant s'il y en a, III, 37, art. 744. — La contrainte par corps prononcée par cet article n'a pas lieu de plein droit, III, 37, 2523.

87. Les frais faits sur la première vente ne sont pas à la charge du fol enchérisseur, III, 37, note 3, § 1. — Remboursement qu'il peut prétendre, III, 38, q. 2524. — Un locataire ne peut faire imposer au futur adjudicataire l'obligation de payer l'indemnité qui lui est accordée par le jugement qui a déclaré valable le congé à lui donné par le fol enchérisseur, III, 37, note 3, § 2. — Lorsque des immeubles adjugés en plusieurs articles et par adjudications séparées à un même adjudicataire, sont revendus par folle

enchère, la différence en plus qui se trouve pour des lots, ne doit pas se compenser avec la différence en moins qui a lieu pour un autre, III, 37, note 3, § 3.

88. Dispositions qui règlent les nullités, les délais et formalités de l'appel, III, 38, art. 745. — Les formalités de la folle enchère doivent être observées à peine de nullité, en ce qu'elles ont de semblable aux formalités prescrites sous la même peine pour la saisie, III, 38, q. 2525. — L'appel du jugement sur folle enchère peut être interjeté dans les délais ordinaires, III, 38, q. 2526.

V. Appel, 46; Contrainte par corps, 3; Jugement par défaut, 17; Obligation; Référé, 3; Succession, 6; Vente d'immeubles, 1.

SAISIE-RENDICATION.

1. Ce qu'on entend par revendiquer, III, 130. — Définition et objet de la saisie-revendication, III, 130. — Les dispositions du Code de procédure relatives à la revendication ne sont pas applicables, en matière de commerce, aux marchandises vendues et livrées à un failli, III, 130, q. 2813. — Mais du reste elles sont applicables à tous les effets mobiliers quelconques, même à des papiers et titres, III, 130, q. 2814.

2. Cette action remplacée par l'action en dommages-intérêts, si la chose n'est plus en la possession de celui qui doit, III, 130, q. 2815.

3. Toute saisie-revendication doit être autorisée par une ordonnance du président du tribunal, III, 130, art. 826, n. 531. — Le président compétent pour donner cette autorisation est celui du tribunal du détenteur réel des effets, III, 130, q. 2816. — La requête afin de saisie-exécution doit désigner les effets, III, 130, art. 827. — La saisie peut être permise les jours de fête quand il y a urgence ou péril en la demeure, III, 131, art. 828, q. 2817. — Cette permission est demandée par requête, III, 131, q. 2818.

4. Du référé à employer si celui chez lequel sont les effets qu'on veut revendiquer refuse les portes ou s'oppose à la saisie, III, 131, art. 829, q. 2819, 2820. — Les formes de la saisie-exécution applicables à la saisie revendication, III, 131, art. 830. — Gardien à établir, III, 131, art. 830, q. 2821. — Devant quel tribunal et dans quelle forme la demande en validité de la saisie doit être poursuivie, III, 131, art. 831, q. 2822, 2823. — Une contestation née à la suite d'une saisie-revendication faite sur un failli, ne doit pas nécessairement être portée devant le juge du domicile du failli, si le failli et la masse sont sans intérêt dans le litige, III, 131, note 1.

SAUF-CONDUIT.

V. Cession de biens, 7; Contrainte par corps, 22, 23; Enquête, 46.

SCELLES.

1. Motifs de l'apposition des scellés à l'ouverture d'une succession, III, 198, 199. — Les règles que le Code renferme à ce sujet sont applicables

bles à tous les cas où la loi autorise cette opération, III, 199.

2. L'apposition des scellés est faite par les juges de paix, III, 199, art. 907. — Un tribunal civil ne pourrait commettre un de ses membres pour apposer des scellés, III, 199, q. 3059. — Le juge de paix peut de sa propre autorité briser les scellés apposés par un autre officier, III, 199, q. 3059. — Le juge de paix ne peut refuser d'apposer les scellés lorsqu'il en est requis par une partie ayant qualité, III, 201, q. 3067. — Le scellé ne peut être apposé que par le juge de paix des lieux, III, 202, art. 912, n. 569. — C'est-à-dire des lieux où sont les effets à placer sous le scellé, III, 202, q. 3076. — Ce qui se pratiquait autrefois en vertu du droit de scellé, III, 202, note 3. — Sceau dont les juges de paix doivent faire usage, III, 199, art. 908. — L'opération pourrait être annulée parce qu'on se serait servi du sceau ordinaire de la justice de paix, III, 199, q. 3060.

3. Par qui l'apposition des scellés peut être requise, III, 200, art. 909, n. 567. — Elle peut être requise par les créanciers mineurs émancipés et par les pères des mineurs non émancipés, III, 200, art. 910. — Un mineur non émancipé âgé de quinze ans au moins peut requérir l'application des scellés, III, 201, q. 3068. — Le droit de faire apposer les scellés appartient au légataire, en justifiant du testament qui lui donne ce titre, III, 200, q. 3061. — Les créanciers d'un successeur et ceux d'un créancier du défunt ont le droit de faire apposer les scellés, III, 200, q. 3062. — Mêmes décisions à l'égard des enfants naturels, de l'héritier dans le cas où le légataire d'un usufruit à titre universel serait dispensé de faire inventaire, des domestiques en cas d'absence du conjoint, III, 200, 201, q. 3063, 3064, 3065. — Les exécuteurs testamentaires peuvent faire apposer les scellés, s'il y a des héritiers mineurs, interdits ou absents, III, 200, q. 3063. — Celui qui requiert le juge de paix d'apposer les scellés sur le mobilier dépendant de la succession du père commun, ne doit point de dommages-intérêts à son frère, parce que les scellés auraient été apposés sur les effets de celui-ci, III, 200, note 1. — On ne peut, sous prétexte d'enlèvement nu de transport d'effets, apposer les scellés hors des habitations que pourrait avoir le défunt, III, 200, note 1, § 2.

4. Cas où le scellé doit être apposé d'office, III, 201, art. 911, n. 568. — Un juge de paix se rend responsable des dommages des parties intéressées, en se refusant de déférer à l'invitation qui lui est faite de remplir cette charge de son ministère, III, 202, q. 3075. — La non présence du tuteur du mineur, suffit pour donner lieu à faire d'office l'apposition des scellés, III, 201, q. 3068. — En quel sens s'entend le mot absent dans l'art. 911, III, 202, q. 3073. — Les scellés ne peuvent être apposés d'office parce qu'il n'a pas encore été nommé de subrogé-tuteur aux mineurs placés sous la

garde de leurs père, mère et autres ascendants indiqués par la loi, III, 201, q. 3070. — Il en doit être ainsi quoique les pères et mères seraient eux-mêmes mineurs, III, 202, q. 3071. — L'apposition des scellés chez un dépositaire public peut s'étendre aux meubles, effets et titres particuliers, III, 202, q. 3074. — On met au rang des dépositaires les officiers généraux et autres supérieurs militaires, III, 202, note 2.

5. Moment de la réquisition à constater si le scellé n'a pas été apposé avant l'inhumation, III, 203, art. 913, n. 570. — On ne peut, sous prétexte de conserver les effets de la succession, apposer les scellés avant le décès du malade, III, 203, q. 3077. — Ce que le procès-verbal d'apposition doit contenir, III, 203, art. 914. — Quoique le juge de paix ait reçu le serment dont il s'agit au § 9 de l'art. 914, les parties intéressées peuvent en déférer un autre et prouver que les effets de la succession ont été détournés, III, 203, q. 3078.

6. Les qualités requises pour être gardien sont celles requises en cas de saisie, III, 203, q. 3079. — Il doit y avoir autant de gardiens qu'il a été fait d'appositions de scellés en divers lieux, III, 203, q. 3080. — S'il ne se trouve que des effets nécessaires à l'usage des gens de la maison, il faut en faire la description, III, 203, q. 3081; 207, art. 924. — Le serment prescrit par l'art. 914, § 9, doit être prêt et énoncé, III, 207, q. 3095. — S'il n'y a aucun effet mobilier il est dressé un procès-verbal de carence, III, 207, art. 924. — Le droit de faire ces actes et celui de faire les inventaires attribué autrefois à divers officiers, III, 207, n. 575. — Remise des clés au greffier et défense tant à lui qu'au juge d'aller dans la maison où le scellé est apposé, III, 204, art. 915. — Cette défense se rapporte au cas où la maison est habitée comme à celui où elle ne l'est pas, III, 204, q. 3082.

7. Description à faire des papiers cachetés et de leur remise au président, III, 204, art. 916. — Perquisition de testament à faire par le juge de paix, III, 204, art. 917, n. 571. — Parties qui peuvent la requérir, III, 205, q. 3087. — La tribunal au président duquel le juge de paix doit présenter le testament ou autres papiers cachetés est celui du lieu où la succession s'est ouverte, III, 204, q. 3083. — Le juge de paix qui trouve un testament olographe déchiré doit se conformer à ces dispositions, III, 204, 205, q. 3084. — L'observation ou l'omission de ces formalités ne contribue en rien à la validité ou la nullité du testament, III, 205, q. 3086. — Un testament par acte public doit être mis sous le scellé ou remis au greffier, III, 205, q. 3085. — Le juge de paix constate l'état d'un testament trouvé ouvert, III, 205, art. 920. — Si le testament était cacheté c'est au président à en constater l'état ainsi que de tous autres papiers cachetés, III, 205, q. 3088.

8. Quand et comment on fait l'ouverture des papiers et paquets cachetés, III, 205, art. 918,

919, q. 3089. — Référé à suivre s'il s'élève des difficultés dans l'opposition des scellés, III, 205, art. 921. — Le référé se constate sur le procès-verbal, III, 206, art. 922. — Le juge de paix ne peut être réputé partie sur l'opposition à l'apposition, III, 206, q. 3092, 3094. — Le président devant lequel se porte le référé est celui du lieu de l'opposition, III, 206, q. 3090. — En quels cas le scellé apposé peut, sur le référé, être *croisé*, III, 206, q. 3091.

9. Emploi qui peut être fait du scellé pendant et après l'inventaire, III, 206, q. 3094, n. 574. — Un inventaire n'empêche pas l'apposition des scellés s'il est irrégulier ou paraît fait en fraude d'une partie intéressée, III, 206, q. 3093. — L'inventaire fait par les père et mère, même avec prise, dans un testament par lequel ils léguaient leur mobilier à un enfant ne dispense pas de l'apposition des scellés, III, 202, q. 3072. — Du registre d'ordre pour les scellés à tenir au greffe du tribunal de première instance dans certaines villes et motifs de cette mesure, III, 207, art. 925, n. 576. — Les déclarations nécessaires sont transmises par le greffier, III, 207, q. 3096. — Le délai de 24 heures pour faire parvenir ces déclarations est comminatoire, III, 207, q. 3097.

10. Objet de l'opposition aux scellés, III, 207, 208. — En quelle forme elle peut être faite, III, 208, art. 926. — Si elle est faite par déclaration sur le procès-verbal elle doit être signée de l'opposant, III, 208, q. 3098. — Il n'est pas nécessaire qu'elle soit notifiée aux successeurs du défunt, III, 208, q. 3099. — La permission du président n'est pas nécessaire quoiqu'on n'ait pas de titre, III, 208, q. 3100. — Elle ne peut être faite que par un huissier du juge de paix, III, 208, q. 3102. — Elle doit être visée par le greffier, III, 208, q. 3101. — Le juge de paix ne peut en coconstruire, III, 208, q. 3103. — Ce que toute opposition doit contenir, III, 208, art. 927. — Une opposition sans éléction de domicile doit être regardée comme non avenue, III, 208, q. 3104.

11. Définition de la levée des scellés, III, 208. — En quels cas a lieu une levée partielle ou provisoire, III, 208, note 1. — Et en quels cas elle est pure et simple ou à charge d'inventaire, III, 208. — Délai qui doit exister entre l'apposition et la levée, III, 209, art. 928, n. 577. — Le juge de paix qui ne s'y conforme peut être pris à partie, III, 209, q. 3106. — Quatre circonstances principales où le juge de paix peut refuser d'ordonner une levée de scellés, III, 209, q. 3107.

12. Le notaire qui doit représenter les absents est nommé sur requête non grossyée, III, 209, q. 3108. — Il est nommé par le président du lieu où il s'agit d'opérer, III, 211, q. 3119. — Il n'a pas le pouvoir de celui qui est nommé dans l'espèce de l'art. 113 du Code civil, III, 211, q. 3119. — On ne doit en aucun cas nommer un notaire pour les opposants, III, 211, q. 3120.

13. Les mineurs non émancipés doivent être préalablement pourvus de tuteurs ou émancipés, III, 210, art. 929. — A la requête de tous ceux qui ont intérêt à la levée des scellés, III, 210, q. 3111. — Le mineur émancipé ne peut faire lever des scellés sans l'assistance de son curateur, III, 210, q. 3113. — Personnes qui ont le droit de requérir la levée des scellés, III, 210, art. 930. — Le mari peut faire lever tous scellés apposés sur une succession échue à sa femme demanderesse en séparation de corps, III, 210, note 1. — Elle ne doit pas être faite à la requête de l'exécuteur testamentaire, III, 210, note 1, § 2.

14. Formalités pour parvenir à la levée des scellés, III, 210, art. 931. — La réquisition peut être faite par avoué, III, 210, q. 3114. — Elle s'inscrit à la tête du procès-verbal de levée, III, 211, q. 3116. — Les légataires particuliers ni les créanciers ne doivent pas être appelés, III, 210, q. 3115. — Un enfant naturel reconnu, doit être appelé, III, 211, q. 3117. — Le légataire universel n'est pas obligé d'appeler les collatéraux à la levée des scellés, III, 210, note 2. — Si l'annulation du testament était demandée, ceux-ci pourraient requérir la levée des scellés, III, 210, note 2, § 2. — La demande en main levée de scellés, dirigée contre ceux qui les ont fait apposer, doit être portée devant les juges du lieu de l'apposition, III, 210, note 2. — Les tribunaux de commerce ne peuvent, en aucun cas, statuer sur une semblable demande, III, 210, note 4. — Comment les héritiers, légataires et créanciers peuvent assister à la levée du scellé et à l'inventaire, III, 211, 212, art. 932, 933, 934, n. 578. — Les juges peuvent refuser l'autorisation d'assister à la levée des scellés au prétendant droit qui n'a aucune apparence de sa qualité d'héritier, III, 210, note 3; 212, note 1.

15. Il n'est pas nécessaire que le mandataire des personnes qui ont droit d'assister à la levée soit un avoué, III, 212, q. 3121. — Le mandataire commun, à défaut d'avoué, peut être nommé par le juge de paix ou le président du tribunal, III, 212, q. 3122. — En cas de concurrence d'avoués représentant des créanciers obirographaires et des créanciers sans titre, le mandataire commun doit être pris parmi les premiers, III, 212, q. 3123. — *Quid* en cas de concurrence entre plusieurs mandataires de créanciers ayant pareil titre? III, 212, q. 3124. — En quels cas les opposants peuvent avoir des mandataires séparés, III, 213, q. 3126. — Droits que les créanciers d'un créancier du défunt peuvent exercer dans la succession, III, 213, q. 3127.

16. Par qui et comment doit être fait le choix d'un ou deux commissaires priseurs ou experts pour l'inventaire, III, 213, art. 935. — Ce choix n'appartient pas à la veuve commune plutôt qu'à l'héritier du mari, III, 213, q. 3131. — La voie du référé est nécessaire à défaut d'accord entre

les héritiers pour le choix des notaires ou priseurs, III, 214, q. 3133. — Comment le référé se porte devant le président quand les parties ne sont pas d'accord, III, 213, q. 3132. — Les tribunaux de première instance n'ont pas le droit de nommer le notaire qui doit procéder à l'inventaire, III, 213, note 1. — Lorsqu'on ne nomme qu'un notaire pour dresser inventaire, il doit être assisté de témoins, III, 213, q. 3130. — En aucun cas, le notaire qui fait un inventaire avec prise, ne peut recevoir le serment des experts priseurs, III, 213, q. 3128. — Dans les villes où il n'existe pas de commissaires priseurs, on peut appeler une femme pour estimer le mobilier, III, 213, q. 3129.

17. Ce que le procès-verbal de la levée des scellés doit contenir, III, 214, article 936, q. 3135. — La date doit contenir l'heure, III, 214, q. 3134. — Le juge de paix qui constate que les scellés n'ont pas été trouvés sains et entiers, ne doit pas pour cela surseoir à la levée, III, 214, q. 3136. — L'héritier qui briserait les scellés sans le concours du juge de paix, se rend coupable du délit prévu par l'art. 252 du Code pénal, III, 214, note 1. — Les scellés sont levés à fur et à mesure de l'inventaire et réapposés, III, 215, art. 937. — C'est au juge de paix et non au notaire à réapposer les scellés, III, 215, q. 3137. — De la réunion des objets de même nature pour être inventoriés successivement, III, 215, art. 938, q. 3138. — De la remise aux tiers et de la description des objets et papiers qui leur appartiennent, III, 215, art. 939. — *Quid s'il y a opposition de la part des héritiers*, III, 215, q. 3139. — Quand la levée doit être faite sans description, III, 215, art. 940. — Il ne suffit pas pour cela que l'intérêt de la partie qui a fait faire l'apposition eût cessé, s'il existe des oppositions, III, 215, art. 940. — La description doit avoir lieu s'il est nécessaire qu'il y ait un inventaire, III, 215, q. 3141. — Comment on fait représenter à la levée des militaires absents, III, 209, q. 3109, 3110. — Formes pour la levée des scellés apposés après décès des militaires en activité de service, III, 209, q. 3105.

SÉPARATION DE BIENS.

1. Les dispositions du liv. 8, 2^e part. du Code, applicables à toutes demandes, instance et jugement de séparation, III, 164. — Notifs qui ont dirigé le législateur dans les règles de cette procédure, III, 164.

2. Toute demande en séparation de biens soumise à une autorisation préalable du président, III, 165, art. 865. — Elle doit être portée devant le tribunal du domicile du mari, III, 165, q. 2927. — Elle n'est point soumise à l'essai de conciliation, III, 165, q. 2928. — Ce que doit contenir la requête par laquelle la femme demande l'autorisation du président, III, 165, q. 2929. — Le président ne peut refuser l'autorisation demandée, III, 165, q. 2930. — La femme n'a point besoin de nouvelle autorisation

pour appeler du jugement qui rejette la demande en séparation, III, 165, q. 2931. — Outre l'autorisation du président, la femme, si elle est mineure, doit être pourvue d'un curateur nommé par le conseil de famille, III, 166, q. 2932.

3. Extrait de la demande en séparation à insérer dans les auditoires des tribunaux, les chambres des avoués et des notaires et dans les journaux, III, 166, art. 866, 867, 868. — Comment ces insertions sont constatées, III, 167, q. 2936. — Ces publications ne sont pas nécessaires dans les demandes en séparation de corps, III, 167, q. 2933. — Toute demande en séparation de biens doit être rendue publique, quel que soit le régime sous lequel la femme se soit mariée, III, 167, q. 2934. — Lorsqu'il n'existe pas dans l'auditoire un tableau destiné à recevoir l'insertion de ces demandes, le vœu de la loi est rempli par l'affiche à la porte de l'auditoire affectée à cette destination, III, 167, q. 2935. — Le mari qui, dans une instance en séparation de biens, a exécuté un jugement obtenu par la femme, ou qui a défeudu au fond, ne peut, en cause d'appel, se prévaloir de ce que l'extrait de la demande n'a pas été inséré dans les journaux, III, 167, note 2. — Les formalités prescrites par le Code de commerce pour la publicité des séparations de biens ne s'appliquent qu'aux séparations conventionnelles, III, 166, note 2.

4. Délai qui doit à peine de nullité s'écouler entre les formalités ci-dessus, et le jugement sur la demande en séparation, III, 168, art. 869, n. 545. — Le jour auquel la dernière des formalités prescrites a été remplie ne doit pas être compté dans le calcul de ce délai, III, 168, q. 2937. — Il n'est pas susceptible d'augmentation à raison de la distance des lieux où résident les créanciers du mari, III, 168, q. 2938. — Actes qui peuvent être compris sous la dénomination générique d'actes conservatoires dont l'exercice n'est pas subordonné à ce délai, III, 168, q. 2939.

5. L'aveu du mari ne fait pas preuve même à défaut de créanciers, III, 168, art. 870, n. 546. — Comment la femme doit prouver la vérité des faits qu'elle maintient, III, 169, q. 2940. — Délai pendant lequel les créanciers sont fondés à intervenir et comment se forme leur intervention, III, 169, art. 871. — La femme peut répondre à la requête d'intervention, III, 169, q. 2941. — Celui à qui la demande en séparation peut préjudicier à raison de droits éventuels, peut intervenir, III, 169, q. 2942.

6. Publicité qui doit être donnée au jugement de séparation, III, 169, art. 872. — Le jugement peut être affiché à la porte extérieure de l'auditoire, III, 169, note 3. — La femme ne peut auparavant commencer l'exécution du jugement, III, 169, art. 872.

7. Le jugement qui prononce la séparation peut être exécuté dans la huitaine du jour de sa prononciation, avant sa signification, III, 170. — Si le jugement est attaqué par opposition ou

appel avant que ce délai soit expiré, un pareil délai est donné pour l'exécution de ces formalités, à partir du jour où il a été statué sur l'opposition ou l'appel, III, 170, q. 2943. — Les actes faits en exécution du jugement de séparation attaqué doivent produire leurs effets, si ce jugement est confirmé, III, 173, q. 2956. — Si l'exécution du jugement n'a été commencée qu'après la quinzaine de sa prononciation, la séparation est nulle, conformément à l'art. 1444 du Code civil, III, 171, q. 2950. — Ce délai court utilement à partir de l'arrêt confirmatif, III, 173, 174, q. 2957. — On ne peut considérer comme un commencement de poursuites la simple signification du jugement, III, 172, 173, q. 2952. — Comment s'effectue l'exécution du jugement, III, 173, q. 2953. — Il est laissé à la prudence des tribunaux de déterminer les circonstances qui doivent faire admettre l'abandon des poursuites, III, 173, q. 2953. — Comment exécuter l'article 1444 si la séparation a été prononcée dans une espèce où la femme n'a ni droit ni reprises à exercer, III, 173, q. 2954. — Si le mari n'a aucune bien, en doit, pour exécuter le jugement, dresser un procès-verbal de carence, III, 172, q. 2951. — Un juge ou un notaire doit être commis pour la liquidation et le paiement des droits de la femme, si le mari ne se présente pas, III, 170, q. 2945. — Si le mari est en faillite la femme ne peut que se pourvoir dans la faillite, en remettant son jugement et l'état de ses reprises aux syndics, III, 171, q. 2947. — La femme à laquelle son mari a offert ce qu'il doit en principal, intérêts et frais, ne peut exercer des poursuites contre lui pour insuffisance d'effets à raison de ce qu'elles ne comprennent pas les frais non liquidés d'une séparation, III, 169, note 4.

8. La femme non commune qui a acheté les meubles de son mari, par acte sous seing-privé et en vertu d'un jugement de séparation de biens, ne peut opposer ces actes si le jugement n'a pas été publié, III, 169, note 1. — Il suffit pour constater la lecture de jugement au tribunal de commerce que le greffier certifie qu'elle a été faite, III, 171, q. 2946. — L'insertion de l'extrait du jugement au tableau de l'auditeur de ce tribunal doit avoir lieu encore que le mari ne soit pas négociant, III, 171, q. 2948. — L'opposition dans le chambre des aveux et des notaires doit durer un an, III, 171, q. 2949.

9. Les créanciers du mari non recevables à se pourvoir par tierce opposition contre le jugement de séparation, si les formalités prescrites en ce titre ont été remplies, III, 174, art. 873. — Si les formalités ont été remplies, les créanciers du mari n'ont que le délai d'un an pour former tierce opposition au jugement qui liquide les reprises de la femme, III, 174, note 1. — Ce délai s'applique au cas où la tierce opposition est dirigée contre le chef qui prononce la séparation, III, 174, q. 2960. — Même solution à l'égard du tiers détenteur de l'immeuble grevé

de l'hypothèque légale de la femme, III, 174, note 2. — Mais si les formalités prescrites n'ont pas été remplies, ils sont recevables en tout temps à se pourvoir par tierce opposition, III, 174, q. 2958. — Elles ne sont pas un obstacle à l'action en nullité pour défaut de poursuites dans la quinzaine du jugement, III, 174.

10. Le jugement de séparation peut en tout temps être attaqué par voie d'opposition, comme rendu en fraude des droits des créanciers, III, 174, q. 2939, 175, q. 2962. — Au lieu de se pourvoir par tierce opposition les créanciers du mari peuvent, du chef de leur débiteur, interjeter appel, III, 175, q. 2961.

11. Comment doit être faite la renonciation de la femme à la communauté, III, 175, article 874. — La renonciation de la femme à la communauté est facultative, III, 175, q. 2963. — La renonciation à la communauté faite depuis la demande en séparation, mais antérieurement au jugement de séparation, ne peut être qualifiée comme faite avant la dissolution de la communauté, III, 175, note 1.

SÉPARATION DE CORPS.

1. Requête au président par laquelle doit s'introduire une instance en séparation de corps, III, 176, art. 875. — La demande en séparation de corps peut être fermée et jugée incidemment à un procès existant entre les deux époux, III, 179, q. 2979. — La demande en séparation de corps ne doit pas être affichée, III, 178, q. 2973. — La requête doit être présentée au président du tribunal du domicile du mari, III, 177, q. 2965. — Réponse du président et comparution devant lui, III, 176, art. 876, 877. — S'il ne peut concilier les parties il les renvoie à se pourvoir et autorise la femme, III, 176, article 878. — Il ne doit pas dresser de procès-verbal de non conciliation, III, 178, q. 2971. — Ni renvoyer les parties à se pourvoir en bureau de conciliation, III, 178, q. 2972. — *Quid* si l'époux défendeur ne peut ou ne veut comparaître? III, 177, q. 2969, 2970. — Il n'y a pas lieu à comparution des parties devant le président, si la demande est fondée sur la condamnation de l'un des époux à une peine infamante, III, 177, q. 2968.

2. On peut artier postérieurement à la requête des faits qui n'y auraient pas été compris, III, 177, q. 2966. — Même décision pour les demandes provisoires, III, 180, q. 2984. — On ne peut sur appel articuler de nouveaux faits antérieurs à l'action, III, 177, q. 2967.

3. La femme qui sur requête tendant à procéder sur sa demande obtient une ordonnance portant permission d'assigner, est par cela suffisamment autorisée à poursuivre l'instance en séparation, III, 176, note 3. — La demande en séparation de corps peut être intentée par la femme mineure, sans l'autorisation de son mari et sans l'assistance d'un tuteur, III, 177, q. 2964.

4. Le président ne peut autoriser la femme à fixer sa résidence hors de l'arrondissement dans

lequel son mari a son domicile, III, 178, q. 2974.
— La femme demanderesse en séparation de corps n'est pas tenue, comme en matière de divorce, de se retirer dans la maison à elle indiquée par le juge sous peine d'être déclarée non recevable, III, 176, note 2; 178, q. 2975. — La femme qui a échoué dans une demande en séparation de biens peut encore se pourvoir en séparation de corps, III, 176, note 2, § 2. — La femme demanderesse en séparation de corps peut faire des actes conservatoires et requérir la mise sous les scellés ou le séquestre des effets du mari, III, 178, q. 2976. — Le créancier porteur d'un titre exécutoire contre la communauté peut demander et obtenir le lief des scellés, III, 178, q. 2977.

5. La cause doit être jugée comme les autres demandes et sur les conclusions du ministère public, III, 179, art. 879, n. 550. — Une cause en séparation de corps ne doit pas être plaidée en audience solennelle, III, 179, q. 2979.

6. Les dispositions de l'art. 871 sur l'intervention des créanciers dans les instances ou séparation de biens, ne sont pas applicables à la séparation de corps, *ib.*, q. 2980. — L'aveu du défendeur ne peut faire foi des faits allégués par l'autre, III, 180, q. 2981. — Si une enquête est ordonnée, elle doit, à peine de nullité, être faite dans la forme des enquêtes en matière ordinaire, *ib.*, q. 2982. — Les père et mère des époux peuvent être entendus comme témoins, III, 180, q. 2983.

7. Le tribunal peut surseoir au jugement de séparation, III, 180, q. 2985. — La séparation de biens qu'entraîne de plein droit la séparation de corps, ne doit pas être annulée parce que les poursuites n'ont pas été commencées dans la quinzaine, *ib.*, q. 2986. — L'appel du jugement de séparation de corps est suspensif, mais non le pourvoi en cassation, *ib.*, q. 2987. — Le jugement de séparation de corps soumis à la même publicité que le jugement de séparation de biens, III, 181, art. 880, n. 551. — Abolition du divorce, III, 181, art. 881, n. 552.

V. *Séparation de biens*, 3.

SEPTUAGÉNAIRE.

V. *Contrainte par corps*, 43.

SÉQUESTRE.

V. *Actions possessoires*, 6; *Saisie immobilière*, § 6.

SERMENT.

1. Pourquoi le jugement qui l'ordonne doit énoncer les faits sur lesquels il sera reçu, I, 156, n. 88. — L'omission de cette énonciation est une nullité, I, 156, q. 503. — Mais il suffit que les faits soient relatés dans la question de fait, I, 158, q. 504. — Du refus de le prêter sur les faits posés, I, 156, note 2. — On peut, en ordonnant le serment, statuer conditionnellement sur la contestation, I, 156, q. 505.

2. Le jugement qui défère le serment à l'une des parties doit toujours être signifié à personne ou domicile, I, 156, q. 506. — Il n'est pas tenu

jours interlocutoire, I, 157, note 1. — L'exécution du jugement peut être poursuivie à la requête de la partie qui a déféré le serment et de celle qui doit le prêter, I, 157, q. 507. — Le délai de huitaine doit être donné, I, 157. — Délai à accorder à la partie adverse de celui auquel le serment est déféré, pour se présenter à l'audience, I, 162, q. 520. — Effet du serment déféré d'office, si la partie adverse a laissé défaut, I, 162, q. 521. — Celui qui a rétracté la déclaration de serment ne peut le déférer de nouveau, I, 157, q. 508. — Le jugement qui ordonne le serment est non avenu si la partie qui doit le prêter décède ou devient incapable avant la jour fixé pour la comparution, I, 158. — L'expédition et la signification du jugement qui ordonne le serment, appartiennent à la partie la plus diligente et non exclusivement à celui qui obtient gain de cause, I, 158, q. 509.

3. Où et comment le serment doit être prêté, I, 159, art. 121. — Ce que doit faire la partie à laquelle le serment est déféré, si elle ne peut se transporter à l'audience, I, 160, q. 516. — La commission donnée à un tribunal pour recevoir un serment, peut être révoquée, I, 160, q. 517. — Le serment judiciaire peut être prêté selon les rites d'une religion dont le culte n'est pas prohibé par les lois de l'état, I, 160, 161, q. 518. — La personne qui professe notoirement une religion qui admet une forme particulière de serment, peut-elle être obligée de le prêter en cette forme? I, 161, q. 519. — Le serment ne peut être prêté par un fondé de pouvoir, I, 159, q. 513. — Les personnes constituées en dignité, ne sont pas exceptées de cette règle, I, 159, q. 514. — Les administrations, corps et communautés ne sont plus autorisés à prêter serment par un fondé de pouvoirs pris parmi leurs membres, I, 159, q. 514. — Il peut être statué au fond immédiatement après, I, 159, note 2, § 2. — La déclaration faite en l'absence de l'autre partie par son avoué, qu'il ne s'oppose pas au serment, n'est pas un acquiescement, I, 159, note 2.

4. Personnes capables de déférer, rétracter et accepter le serment, I, 159, q. 514. — Un tuteur le peut si l'action est purement mobilière, I, 160, q. 515. — Effets du serment décisoire, I, 159, q. 514.

V. *Affirmation*; *Appel*, 16; *Arbitrage*, 52; *Conciliation*, 9, 13; *Enquête*, 39; *Expertise*, 13, 19; *Interrogatoire sur faits et articles*, 14; *Jugement*, 8; *Scellés*, 5; *Vérification d'écriture*, 13.

SERVITEUR.

V. *Exploit*, 9; *Récusation*, 9.

SERVITUDE.

V. *Actions possessoires*, 9.

SIGNATURE.

Si la mention de ne savoir écrire équivaut à celle de ne savoir signer, I, 43.

V. *Actes*, 6; *Arbitrage*, 41; *Désaveu*, 9; *Désistement*, 4, 7; *Enquête*, 62; *Expertise*.

25; *Faux*, 13; *Jugement*, 14, 16; *Saisie-exécution*, 17.

SIGNIFICATION.

V. *Exploit*.

SIGNIFICATION DE JUGEMENT.

1. Signification qui doit être faite d'un jugement pour sa mise à exécution, I, 199, article 147.—Jugemens susceptibles d'être signifiés à avoué et à la partie, ou à l'avoué seulement, I, 200, n. 108.—Tout jugement, même préparatoire, qui exige un fait personnel de la part d'une partie, doit lui être signifié, I, 200, q. 607.—La signification qui doit être faite à la partie ne peut être valablement faite à domicile élu, I, 200, q. 608.—L'exécution d'un jugement ne peut avoir lieu même d'une manière indirecte, contre la partie qui a succombé sans que le jugement lui ait été signifié, I, 200, q. 609; II, 303, q. 1895.—La signification préalable d'un jugement à l'avoué de la partie qui a succombé, n'est pas nécessaire, s'il n'est question que de faire courir le délai de l'appel et non de faire exécuter le jugement, I, 201, q. 610.—La signification à avoué du jugement qui prononce la nullité de certaines poursuites suffit pour le faire exécuter, I, 201, q. 611.—Effet d'une signification de jugement faite par simple dénoncé, I, 135, note 2.—La signification d'un jugement par extrait est nulle, I, 199, note 3.—Il n'est pas nécessaire que la copie d'un jugement signifié à avoué réfère en entier la formule exécutoire, I, 198, note 3.

2. L'observation des formalités des exploits en général n'est pas de rigueur dans les significations de jugement à avoué, I, 201, q. 612.—Le défaut de mention dans la signification à partie de la signification à avoué ou de son décès, et de la cessation de ses fonctions, n'entraîne ni la nullité de la signification ni même celle de l'exécution, I, 202, q. 613.

3. Un exécutoire de dépens doit, à peine de nullité, être signifié à l'avoué avant l'exécution, I, 199, note 1.—Les jugemens obtenus contre deux époux séparés de biens ou contre plusieurs qui ont procédé individuellement, doivent être signifiés séparément, I, 199, notes 3 et 4.

V. *Appel*, § 1; *Comparution personnelle*; *Compte*, 5; *Contrainte par corps*, 9, 14; *Délaix*, 7; *Enquête*, 26; *Serment*, 2.

SIMPLE ACTE.

Signifie avenir, II, 126, note 1.

V. *Actes d'avoué*.

SOCIÉTÉ.

Où doit être portée une action en matière de société, I, 72.—Ce qu'on entend par actions relatives à une société, I, 74, note.—Tribunaux compétens pour connaître des demandes en rescision de partage et en garantie des lots entre associés, I, 74.—*Quid* si le lien de l'établissement social est incertain? I, 74.—Où et comment une société doit être assignée, I, 111, 112, note.

SOCIÉTÉ DE COMMERCE.

V. *Appel*, 10; *Arbitrage*, 4, 12, 23; *Compétence*, 13.

SOLIDARITÉ.

Quand un débiteur solidaire peut être distrait de sa juridiction naturelle, I, 76, 77.

V. *Appel*, 11, 19, 38; *Saisie immobilière*, 55.

SOLVABILITÉ.

V. *Cautions*, 3.

SOMMAIRE.

Signification de ce mot, I, 256, note 2.

SOMMAIRES (causes).

V. *Matières sommaires*.

STELLIONAT.

V. *Cession de biens*, 2.

SUBROGATION.

V. *Ordre*, 18, 22, 23; *Saisie-exécution*, 25; *Saisie immobilière*, 72; *Fente d'immeubles*, 22.

SUBROGÉ-TUTEUR.

V. *Conseil de famille*, 6; *Inventaire*, 4; *Mineur*.

SUCCESSION.

1. ACTIONS RELATIVES À UNE SUCCESSION; SENS À LEUR EXERCICE PENDANT LE DÉLAI DONNÉ POUR FAIRE INVENTAIRE ET DÉLIBÉRER. 2. BÉNÉFICES D'INVENTAIRE; VACANCE; ADMINISTRATION DE L'HERITIÉR S'ENFANÇANT; RENOUVELLEMENT.

1. Devant quel tribunal doivent être portées les actions en matière de succession, I, 72.—Actions relatives à une succession, I, 74, 75, note.—Si la règle générale s'applique à l'action qui concerne un bien resté indivis après le partage d'une succession, I, 74, 75.—À l'action en revendication d'un immeuble, I, 75.

2. Délais pendant lesquels l'héritier et la femme commune en biens ne peuvent être actionnés, s'ils le requièrent, I, 268, art. 174.—Le délai invoqué par la femme commune en biens, en cas de mort civile de son mari, court du jour de l'exécution du jugement de condamnation, I, 268, note 1.—Il est de la même durée que celui qui est accordé à la femme séparée ou divorcée, I, 269, q. 754.—Les légataires universels peuvent réclamer le délai pour faire inventaire et délibérer, I, 269, q. 755.—La partie qui a la faculté d'opposer cette exception peut néanmoins être valablement assignée avant l'expiration des délais pour faire inventaire et délibérer, I, 270, q. 756.—On peut fermer contre elle une action en reconnaissance d'écriture, I, 269, note 1.—Des demandes purement conservatoires, I, 270, q. 757.—Elle conserve la faculté de ne proposer ses exceptions dilatoires qu'après l'échéance du délai, I, 281, art. 187, n. 145.

3. L'exception de délai doit être proposée avant les défenses au fond, I, 270, q. 758.—Dans quelle forme elle doit être opposée, *ib.*, q. 760.—S'il n'existe pas de meubles, on supplée à l'inventaire par un procès-verbal de carence, *ib.*, q. 759.—Cas dans lesquels il est permis au juge

de proroger le délai pour faire inventaire, ib., q. 761. — La prorogation du délai ne peut être accordée pour délibérer lorsque l'inventaire est fait, ib., q. 761.

4. La veuve et la femme séparée ou divorcée qui n'ont pas fait inventaire dans le délai prescrit par la loi ou judiciairement prorogée, sont déchues du droit de renoncer, I, 271, q. 762. — Celui qui a été condamné en qualité d'héritier par un jugement passé en force de chose jugée est réputé héritier pur et simple, non-seulement à l'égard de la partie qui a obtenu le jugement, mais à l'égard de tous autres, I, 271, q. 763.

§ II.

5. Des opérations qui sont la suite ordinaire de l'ouverture d'une succession, III, 198. — Définition et objet du bénéfice d'inventaire, III, 245. — Différence entre les fonctions de l'héritier bénéficiaire et celles du curateur à une succession vacante, III, 251, q. 3240; 255, q. 3250. — Il est obligé à faire la déclaration prescrite pour le droit de mutation et d'acquiescer ce droit, III, 255, q. 3251.

6. Toutes actions relatives au bénéfice à porter au tribunal du lieu où la succession s'est ouverte, III, 252, q. 3239. — Une action en expropriation doit être portée devant le tribunal du lieu de la situation des biens, quoiqu'ils soient l'objet d'une poursuite en licitation devant le tribunal du lieu où s'est ouverte la succession qui les comprend, III, 246, q. 3220.

7. Contre qui doivent être dirigées les actions à intenter par l'héritier bénéficiaire contre la succession, III, 252, art. 996. — L'administration de l'héritier bénéficiaire ne dure qu'autant que les créanciers ne exercent pas leurs droits sur les biens du défunt, III, 252, note 1. — Les créanciers ne sont pas recevables à se rendre tiers opposants aux jugemens qui seraient rendus contre le curateur au bénéfice d'inventaire sur la demande des héritiers, III, 252, q. 3241.

8. Comment l'héritier qui veut, avant de prendre qualité, vendre le mobilier dépendant d'une succession, doit se faire autoriser, III, 245, art. 986. — L'autorisation de vendre ne peut être accordée que pour les effets mobiliers susceptibles de déprécier ou dispendieux à conserver, III, 246, q. 3218. — La femme commune peut, comme l'héritier, requérir la vente du mobilier, III, 246, q. 3219.

9. Requête à présenter et ordonnance à obtenir pour la vente des immeubles dépendant de la succession, III, 246, art. 987. — Comment l'expert nommé d'office doit opérer, III, 247, q. 3223. — Comment la vente est ordonnée et faite, III, 247, art. 988, q. 3224. — L'héritier qui ne s'est pas conformé à ces dispositions devient héritier pur et simple, III, 247, art. 988, n. 594. — Serait la vente était antérieure au Code de procédure, III, 247, note 1. — La vente n'est pas nulle, III, 248, q. 3226.

10. Un héritier bénéficiaire peut compromettre

sur les comptes que lui doivent les fermiers de la succession, sans perdre par cela seul sa qualité de bénéficiaire, III, 258, q. 3254. — L'héritier qui a compromis sur les intérêts de la succession ne peut faire annuler l'acte sans prétendre que, comme héritier bénéficiaire, il ne pouvait compromettre, III, 259, q. 3255. — L'héritier bénéficiaire qui vend ses droits héréditaires dans la succession ne peut, pour cela, être réputé héritier pur et simple, III, 248, q. 3227. — En est-il de même s'il hypothèque pour ses dettes personnelles un immeuble dépendant de la succession? III, 248, q. 3228. — Déchéance du bénéfice contre l'héritier qui a vendu du mobilier ou des rentes sans observer les formes prescrites, III, 248, 249, art. 989, n. 595. — L'héritier bénéficiaire peut transférer sans autorisation les rentes sur l'état, lorsqu'elles sont au-dessous de 50 fr., III, 249, q. 3230. — Les créanciers ne peuvent opposer la déchéance lorsque la vente faite de gré à gré par l'héritier est plus avantageuse que ne l'eût été une vente par justice, III, 249, note 1. — Un héritier bénéficiaire peut, sans encourir la déchéance, vendre en gros et de gré à gré les grains provenant des terres dépendantes de la succession, III, 249, q. 3231. — Comment le prix de la vente du mobilier doit être distribué entre les créanciers opposants, III, 249, art. 990. — Moyens offerts aux créanciers pour les rendre opposants, III, 249, q. 3232. — Le prix de la vente des immeubles à distribuer suivant l'ordre des privilèges et hypothèques, III, 249, 250, art. 991. — Il n'est pas nécessaire de recourir au juge pour régler, soit la distribution par contribution, soit l'ordre, entre les créanciers, s'ils ne sont pas d'accord, III, 250, q. 3233.

11. L'héritier bénéficiaire ne peut résister à la demande que l'adjudicataire lui ferait à l'effet d'être autorisé à consigner le prix de l'immeuble, III, 251, q. 3234. — La demande en distribution du prix des biens vendus peut être soumise au tribunal de la situation des biens comme à celui du lieu de l'ouverture de la succession, III, 250, note 2.

12. Sommation à donner à l'héritier bénéficiaire pour l'obliger à donner caution, III, 251 art. 992. — Cette sommation peut contenir constitution d'avoué, III, 251, q. 3235. — Délai dans lequel, où et comment la caution doit être présentée, III, 251, art. 993, q. 3236. — Ce qu'il arrive si ces dispositions ne sont pas exécutées, III, 251, q. 3237. — Avoué le plus ancien qui doit représenter les créanciers provoqués sur les difficultés élevées à ce sujet, III, 251, art. 994, q. 3238.

13. Règles pour la reddition du compte du bénéfice d'inventaire, III, 252, art. 995.

14. Où et comment les renonciations à communauté ou à succession doivent être faites, III, 253, art. 997, n. 596. — La partie qui fait renonciation doit être assistée d'un avoué, III, 253, q. 3242. — On ne peut exiger de la femme qui renonce à la communauté le serment qu'elle

n'a rien détourné, III, 253, q. 3243.—Tribunal au greffe duquel la renonciation doit être faite, III, 253, q. 3244.

15. En quel cas il y a lien à la nomination d'un curateur à succession vacante? III, 253, art. 998.—Il ne faut pas confondre les successions vacantes avec les successions déléguées à l'état par déshérence, III, 253, note 3.—Le jugement qui nomme un curateur à la succession vacante quand des héritiers conditionnels demandent la saisine, est interlocutoire et sujet à appel, III, 254, q. 3245.—Celui qui s'est porté héritier bénéficiaire d'une succession et a depuis renoncé à cette qualité, peut rétracter sa renonciation, après qu'il y a eu un curateur nommé à cette succession, III, 254, note 1.—Le curateur nommé n'est pas tenu de prêter serment, III, 254, q. 3246.—Ni de faire acte d'acceptation au greffe, III, 254, q. 3247.—En cas de concurrence, le premier nommé est préféré, III, 254, art. 999, n. 597.—Pourvu qu'il ait été nommé par le tribunal du lieu où la succession s'est ouverte, III, 254, q. 3249.—Une cour d'appel a le droit de statuer sur la nomination contestée d'un curateur et en même temps d'en nommer un autre, III, 254, note 2.—Le curateur dont la nomination était contestée

peut être condamné aux dépens du procès relatif à sa nomination, III, 254, note 2.—Inventaire et ventes auxquels le curateur doit d'abord faire procéder, III, 255, art. 1000, 1001.—Mode d'administration et compte auxquels il est assujéti, III, 255, art. 1002.—Il n'est pas obligé de fournir caution, mais il doit consigner les sommes qui lui sont versées, III, 255, q. 3250.

V. *Absent*, 2; *Action*, 5; *Appel*, 20; *Compétence*, 14; *Immeubles*; *Inventaire*; *Ordre*, 3; *Partage*, 2; *Référé*, 3; *Reprise d'instance*, 9; *Scelles*; *Tiers opposition*, 3; *Vente d'immeubles*, 2.

SUPPLÉANT.

V. *Renvoi à un autre tribunal*, 4.

SURENCHÈRE.

V. *Saisie des rentes*, 13; *Saisie immobilière*, § 11; *Vente d'immeubles*, § 2.

SURIS.

V. *Cession de biens*, 6; *Contrainte par corps*, 7, 27; *Desaveu*, 14; *Exécution provisoire*, 5, 6, 7; *Faux*, 30; *Séparation de corps*, 7.

SUSPENSION.

V. *Exécution provisoire*, 5.

SUSPICION.

V. *Renvoi à un autre tribunal*, 2.

T.

TARIF DES DÉPENS.

Usage dont il est pour l'interprétation du Code de procédure, J. xv.

V. *Taxe*.

TAXE.

V. *Défenses*, 4; *Dépens*; *Enquête*, 65; *Expertise*, 25; *Frais*, 2.

TÉMOINS.

V. *Enquête*; *Faux*, 27; *Saisie-exécution*, 8.

TERME.

V. *Délais*, § 3; *Saisie-arrest*, 6; *Vérification d'écritures*, 2.

TESTAMENT.

V. *Acte authentique*, 5, 7; *Scelles*, 7; *Vérification d'écritures*, 4.

TIERCE OPPOSITION.

1. A QUI APPARTIENT LE DROIT DE FORMER TIERCE OPPOSITION. 2. OÙ ELLE EST PORTÉE ET COMMENT.

1. Définition et objet de la tierce opposition, II, 239.—Elle est principale ou incidente, II, 238.—Partie qui peut former tierce opposition, II, 239, art. 474.

2. On peut la prévenir par la demande en déclaration de jugement commun, II, 239, q. 1707.—On peut se pourvoir par tierce opposition contre toute espèce de jugement, II, 240, q. 1708.—L'exception de chose jugée tirée d'un jugement où on n'a pas été partie peut être écartée, sans qu'il soit nécessaire de former tierce opposition, II, 244, q. 1722.—Pour être admis à former tierce opposition à un jugement, il faut qu'on ait dû y être partie, II, 240, q. 1709.

—On ne peut former tierce opposition au jugement rendu par suite d'une instance dans laquelle ont été parties ceux auxquels on a succédé, soit à titre universel, soit à titre particulier, à moins que le jugement ne soit postérieur au fait de la succession, II, 241, q. 1710.

3. Les créanciers d'une succession sont non recevables à contester la compétence du tribunal où le curateur de cette succession a consenti de plaider, II, 239, note 3, § 1.—L'héritier qui s'abstient d'une succession à laquelle il est appelé, ne peut, s'il l'accepte ensuite, attaquer par voie de tierce opposition le jugement rendu contre celui qui, à son défaut, s'en était emparé, II, 239, note 3, § 7.—Ou contre un curateur à la succession vacante, II, 242, q. 1712.—Il ne peut former tierce opposition, quand même il la fonderait sur un nouveau moyen que la régie, qui possédait, a négligé de faire valoir, II, 239, note 3, § 10.—Un héritier ne peut avant le partage attaquer par tierce opposition un jugement rendu contre son cohéritier, personnellement ou relativement à un objet particulier de la succession, II, 239, note 3, §§ 11 et 12.—Le donataire, en vertu d'un acte antérieur à l'interdiction du donateur, ne peut, si la donation est attaquée comme consentie par une personne en démence, former tierce opposition, II, 239, note 3, § 13.—L'adjudicataire d'un immeuble, qui a payé le prix de la manière prescrite par le cahier des charges, est recevable à former tierce opposition à l'état

de collocation qui l'oblige à payer de nouveau le prix aux créanciers du vendeur, II, 239, note 3, § 6. — Pourvu cependant que cet état de collocation soit postérieur à la vente, II, 240, note 1. — Celui qu'un acquéreur a déclaré son command peut former tierce opposition au jugement qui depuis et contrairement avec la vendeur seul, a déclaré le contrat d'acquisition frauduleux et nul, II, 241, q. 1711. — L'usufruitier, le fermier ne peuvent attaquer par tierce opposition le jugement qui a décidé entre le propriétaire et un tiers, que l'immeuble n'a pas appartenu à celui dont ils tiennent leur droit, II, 243, q. 1720. — La question de légitimité jugée au profit d'un enfant naturel contre sa mère peut être remise en question par son père ou par son frère, II, 243, q. 1721. — Le mandataire n'est pas admissible à former du chef de son mandant, tierce opposition contre des jugemens où celui-ci était aux qualités, II, 239, note 3, § 2. — Celui qui est représenté par un consignataire ne peut former tierce opposition au jugement qui condamne celui-ci à raison des marchandises consignées, II, 239, note 3, § 3. — L'administration de la marine peut former tierce opposition au jugement de la liquidation d'une course auquel elle n'a pas été appelée, II, 239, note 3, § 4. — Un créancier n'est pas recevable à attaquer par tierce opposition un jugement rendu contre son débiteur, à moins qu'il ne soit attaqué comme l'effet d'une collusion frauduleuse, II, 242, q. 1713. — *Secus* s'il motive son pourvoi sur des exceptions qui lui seraient personnelles, II, 242, q. 1714. — Cette solution peut s'appliquer aux créanciers hypothécaires comme aux créanciers chirographaires, II, 242, q. 1715. — A la caution, II, 243, q. 1717. — Le coobligé solidaire de celui qui a été condamné par un jugement ne peut se pourvoir par tierce opposition, II, 243, q. 1718. — Il en est de même du tuteur d'un interdit à l'égard du jugement rendu avec ce dernier avant son interdiction, II, 243, q. 1719. — Le créancier d'un mari, contre lequel sa femme a obtenu un jugement de séparation de biens, peut former tierce opposition à ce jugement, II, 242, note 1. — Le jugement qui a prononcé au profit d'un créancier le dessaisissement des sommes dues par un tiers n'est pas susceptible d'être attaqué par voie de tierce opposition de la part d'autres créanciers, II, 239, note 3, § 5. — Les jugemens rendus avec les syndics d'une union de créanciers ne sont pas sujets à tierce opposition de la part des créanciers qui n'ont pas accédé au contrat d'union, s'ils ne se sont point opposés à son homologation, II, 243, q. 1716. — Les créanciers d'un failli sont non recevables à former individuellement opposition au jugement qui annule le concordat, II, 239, note 3, § 8. — Les créanciers hypothécaires dans une faillite sont recevables à former tierce opposition au jugement rendu contradictoirement avec les syn-

dies, II, 239, note 3, § 9. — Le droit de former tierce opposition est soumis à la prescription ordinaire, II, 245, q. 1725.

§ II.

4. Devant quel tribunal et dans quelle forme la tierce opposition doit être faite, II, 244, art. 475, 476, n. 394. — Contre qui elle se forme, II, 245, q. 1726.

5. Lorsque la tierce opposition est principale, elle se forme par une assignation ordinaire, II, 245, q. 1723. — Il est prudent de la soumettre au préliminaire de conciliation, II, 245, q. 1724. — La tierce opposition est recevable, quoique l'exploit ne contienne pas le mot *tierce* mais seulement celui d'opposition, II, 244, note 4, § 1. — On peut former la tierce opposition par conclusions verbales prises sur le barre, II, 244, note 4, § 2.

6. La tierce opposition principale à un jugement confirmé sur appel, doit être portée devant le tribunal qui a rendu le jugement, II, 245, q. 1727. — Si ce jugement a été infirmé, elle doit être portée devant la cour, II, 245, q. 1727. — Il ne peut être statué à la charge de l'appel, sur une tierce opposition à un jugement en dernier ressort, II, 246, q. 1729. — Le tribunal de commerce devant lequel en oppose un jugement rendu en matière civile par un tribunal de première instance, ne peut connaître de la tierce opposition à ce jugement, II, 246, q. 1730. — La tierce opposition à des arrêts de l'ancien conseil du roi, sur une question de propriété, doit être portée devant les tribunaux ordinaires, II, 244, note 2, § 3. — Lorsqu'un tribunal est sans juridiction pour connaître de la tierce opposition à une décision fermant le titre constitutif de la demande formée devant lui, il doit renvoyer d'office les parties devant qui de droit, *ib.* § 4.

7. Le tribunal devant lequel le jugement attaqué a été produit, peut passer outre ou surseoir, II, 247, art. 477, n. 395. — Cas dans lesquels il doit en général passer outre ou surseoir, II, 247, q. 1731. — Quand les jugemens attaqués par voie de tierce opposition, peuvent ou doivent être néanmoins exécutés, II, 247, art. 478, n. 396, q. 1732.

8. Le jugement qui admet la tierce opposition ne doit rétracter le premier jugement qu'en ce qui concerne le droit de l'opposant, à moins que l'objet de la contestation ne soit indivisible, II, 248, q. 1733.

9. Amende et dommages-intérêts encourus par la partie dont la tierce opposition a été rejetée, II, 248, art. 479, n. 397. — Si la condamnation à l'amende peut excéder la somme de 50 fr., II, 248, q. 1734. — L'amende et les dommages-intérêts doivent être prononcés en tous les cas de rejet, II, 249, q. 1735.

V. *Appel*, 15; *Arbitrage*, 53; *Séparation de biens*, 9; *Succession*, 78.

TIERS.

Signification de ce mot, 1, 238, note 2.

V. *Créancier; Exécution*, 8; *Intervention*, 9; *Tiers opposition*, 3.

TIERS ARBITRE.

V. *Arbitrage*, 45, 46.

TIERS DÉTENTEUR.

V. *Snisie immobilière*.

TIMBRE.

V. *Compte*, 16.

TITRE EXECUTOIRE.

V. *Action*, 4; *Exécution; Exécutoire; Snisie; Snisie-exécution*, 2; *Snisie immobilière*, 6; *Vente de meubles*, 5.

TRANSACTION.

sa définition, 1, 267, note 1.

V. *Arbitrage*, 10; *Faux*, 34; *Frais*, 1.

TRANSCRIPTION.

Des créanciers ne peuvent faire saisir sur leur débiteur des biens par lui vendus, encore que la vente n'ait pas été transcrite, 11, 389.

V. *Snisie immobilière*, 78; *Vente d'immeubles*, 2, 14, 15.

TRANSPORT JUDICIAIRE.

V. *Snisie-arret*, 24.

TRÉSOR PUBLIC.

Où il doit être assigné, 1, 111.

TRIBUNAL.

1. Quels sont les tribunaux que la charte maintient, J. xxii. — Caractères des juges, 1, 128. — Dignité de leur ministère, 1, 131.

2. Où tous actes et procès-verbaux du ministère du juge doivent être faits, 11, 326, art. 1940. — Des outrages ou menaces envers les juges ou les officiers de justice dans l'exercice de leurs fonctions, 1, 132. — Règlement sur la police et la discipline des tribunaux, 11, 327, art. 1042.

TRIBUNAL CIVIL D'ARRONDISSEMENT.

Dénomination propre à ces tribunaux, J. xxiv. — Actions qui sont de leur compétence, J. xxiv. — De leur juridiction lorsqu'ils connaissent des affaires de commerce, 1, 125. — Objets de juridiction non contentieuse dans lesquels l'intervention du tribunal entier ou du président seul est exigée, J. xxiv.

TRIBUNAL DE COMMERCE.

1. ORGANISATION ET COMPÉTENCE. 2. PROCÉDURE. Renvoi devant des arbitres ou experts; Enquêtes. 3. JUREMENT; OPPOSITION; APPEL; EXÉCUTION PROVISIOIRE. 4. CONTRAINTES SUR L'EXÉCUTION.

1. Affaires de la compétence de ces tribunaux, J. xxiv; 1, 80. — On ne peut après avoir assigné devant un tribunal civil où il est intervenu un jugement interlocutoire, se désister de la demande et assigner devant un tribunal de commerce, encore que l'affaire soit commerciale, 11, 117, note 2, § 3. — La partie assignée devant le tribunal civil d'un arrondissement où il existe un tribunal de commerce dans une autre ville, peut demander son renvoi devant ce dernier tribunal, 11, 142, q. 1520. — Devant quel tribunal l'action résultant d'un engagement de commerce peut être portée, 11, 136, 137, art. 420,

u. 346. — Pour que le défendeur puisse être assigné devant un autre juge que celui de son domicile faut-il le concours des deux circonstances du lieu où la promesse a été faite et de celui où la marchandise a été livrée? 11, 137, q. 1507. — La faculté accordée en matière de commerce, d'assigner un débiteur au lieu où le paiement a dû être fait, ne peut être étendue aux matières civiles, 11, 137, q. 1508. — Le tribunal du lieu où un paiement devait être effectué ne cesse pas d'être compétent pour connaître des difficultés nées à la suite du contrat, parce que le créancier a reçu des lettres de change en paiement de sa créance, 11, 137, q. 1509. — Celui qui n'a pas accepté une lettre de change ne peut être assigné devant le juge du lieu où elle est payable, mais il peut y porter la demande en validité des offres par lui faites, 11, 138, q. 1510. — S'il y a plusieurs défendeurs demeurant dans des arrondissements différents, le demandeur peut assigner devant le tribunal du domicile de l'un d'eux, 11, 139, q. 1513. — Le commissaire qui s'est seulement chargé d'expédier des marchandises à l'acheteur ne doit pas être assigné devant le tribunal du lieu de leur livraison, 11, 136, note 1, § 1. — Un voiturier peut réclamer le paiement du transport de marchandises qu'il a fait devant le tribunal du lieu où il les a laissées, 11, 137, § 2. — Une maison de commerce peut être assignée devant le tribunal du lieu où elle a chargé un commis voyageur de lui adresser les marchandises qu'elle a reçues, 11, 137, § 3. — L'action pour prix d'une vente à terme doit être portée devant le tribunal du domicile du débiteur, 11, 137, § 4. — Le porteur d'une lettre de change ne peut plus assigner le tireur au lieu où elle est payable, si précédemment il lui a demandé une caution devant le tribunal de son domicile, 11, 137, § 5. — Du déclinatoire pour incompétence sur toute autre cause, 11, 141, art. 424, n. 350. — Exceptions d'incompétence devant les tribunaux de commerce qui peuvent être couvertes par la procédure volontaire, 11, 141, q. 1518. — La partie qui, après avoir opposé une semblable exception, plaide subsidiairement au fond, ne se rend pas non recevable à appeler de la décision qui l'aurait rejetée, 11, 142, q. 1519. — L'individu non négociant signataire d'un billet à ordre qui s'est laissé condamner par défaut au tribunal de commerce, ne peut en cour d'appel opposer l'exception d'incompétence, 11, 141, note 3. — Deux dispositions distinctes nécessaires dans le jugement qui rejette un déclinatoire, 11, 142, art. 425, n. 351. — Ce jugement susceptible d'appel en tous cas, *ib.* — Cet appel est non recevable après les trois mois qui ont suivi la signification, 11, 178, q. 1594. — La prorogation de juridiction consentie par les parties n'empêche pas qu'elles puissent appeler pour incompétence à raison de la matière, 11, 143, q. 1521. — Il en est de même quoique la demande aurait été portée devant le tribunal

civil, II, 143, q. 1522. — Contestations sur les qualités des veuves et héritiers des justiciables à renvoyer aux tribunaux ordinaires, II, 143, art. 426, n. 352, note 1, § 3. — Qualités susceptibles d'être contestées dans cette espèce, II, 144, q. 1525. — Le renvoi aux tribunaux ordinaires doit être prononcé d'office, II, 144, q. 1526. — La question de savoir si un débiteur était majeur ou mineur à l'époque de ses engagements est hors de la juridiction commerciale, II, 143, note 1, § 1. — Il en est autrement de la question de savoir si un particulier est ou n'est pas commerçant, II, 144, note 1. — Les héritiers non commerçants sont justiciables du tribunal de commerce pour les dettes commerciales de celui dont ils ont appréhendé la succession, II, 143, note 1, § 2; 144, q. 1524. — Pour cela, il n'est pas nécessaire qu'ils continuent le commerce, mais ils ne sont pas passibles de la contrainte par corps, II, 143, q. 1523. — Renvoi à ordonner si une pièce est méconne, déniée ou arguée de faux, II, 144, art. 427, n. 353. — Si les circonstances prouvent que l'incident de faux n'est élevé qu'afin d'éluder ou de retarder le paiement, il n'y a pas lieu au renvoi, II, 145, q. 1528. — Le suris doit, en ces divers cas, être ordonné par le tribunal civil saisi comme juge de commerce d'une affaire dans laquelle intervient une exception de cette nature, II, 146, q. 1529. — Il y a lieu au renvoi dans le cas de toute exception qui par son objet est hors de la compétence du tribunal de commerce, II, 144, q. 1527.

2. Si les tribunaux de commerce peuvent interdire aux parties la faculté de plaider elles-mêmes leurs causes, I, 128. — Ordonner que les affaires portées devant eux seront discutées à huis clos, I, 130. — Un tribunal de commerce peut admettre un individu à plaider quoiqu'il n'ait pas été assigné, II, 139, note 2.

3. Manière de vider à défaut de suppléant un partage dans un tribunal de commerce, I, 154, q. 495. — Leurs jugements doivent être motivés, I, 193, q. 596.

§ II.

4. Règles générales de la procédure dans les tribunaux de commerce, II, 130. — Elles régissent les Cours d'appel jugeant en matière commerciale, II, 131. — Elles s'interprètent et s'expliquent par le droit commercial, *ib.* — Et par les règles générales, quand elles sont compatibles avec sa nature et son objet, II, 132, q. 1489.

5. La procédure devant les tribunaux de commerce se fait sans ministère d'avoués, II, 131, art. 414. — Ils ont la faculté de s'attacher des agréés, II, 131, n. 390. — Conséquences de ce qu'un agréé n'est pas officier ministériel, I, 79, note 3. — Les agréés ne sont pas exceptés de l'obligation d'être munis d'un pouvoir spécial des personnes qu'ils représentent, II, 140, q. 1516. — Le pouvoir peut être donné sous

seing privé et même par lettre missive, II, 139, q. 1515. — Le fondé de pouvoir d'une partie peut donner lecture d'un mémoire de son compte et d'un, II, 139, note 3. — On ne doit pas constituer avoué dans un tribunal de première instance remplissant les fonctions de tribunal de commerce, II, 131, q. 1487. — On ne peut se faire représenter dans les tribunaux de commerce par les juges et autres personnes désignées en l'art. 86, II, 139, q. 1514.

6. On peut, dans les affaires commerciales, ordonner un délibéré, II, 132, q. 1488. — Toute demande doit être formée par exploit d'ajournement, II, 132, art. 415. — L'action s'introduit sans essai de conciliation, II, 132, n. 341. — En matière commerciale l'assignation peut être donnée au domicile de la personne chez qui le paiement doit être effectué, II, 138, q. 1511. — En ce cas le délai de la comparution doit être calculé d'après la distance de ce domicile, II, 139, q. 1512. — Règles à suivre dans le cas où le défendeur demeure hors du continent français, II, 132, q. 1489. — L'exploit d'ajournement peut être valablement signifié à un étranger dans la personne ou au domicile en France de son mandataire spécial, II, 132, q. 1490. — Les parties doivent comparaitre en personne ou par un fondé de pouvoir spécial, II, 139, article 421.

7. La comparution personnelle peut être ordonnée, II, 248, n. 347. — Elle peut être ordonnée d'office, II, 146, art. 428, n. 354. — Empêchement d'une partie qui peut donner lieu à commettre un juge pour l'entendre, II, 146, q. 1530. — Le défaut de comparution d'une partie emporte avérion des faits allégués contre elle, II, 146, q. 1531. — Le jugement qui ordonne la comparution d'une partie est préparatoire, II, 146, q. 1532.

8. Le délai de l'assignation en matière commerciale d'un jour au moins, II, 132, art. 416, n. 342. — Quand le délai se calcule d'après la distance du lieu où siège le tribunal au domicile élu, II, 132, q. 1491. — Ce délai est franc et susceptible d'augmentation à raison des distances, II, 133, q. 1492. — Assignation à délai plus court et saisie qui peuvent être faites dans les cas qui requièrent célérité, II, 133, art. 417, n. 343. — Les ordonnances du président, en ces cas, ne peuvent être attaquées que par opposition, si elles sont par défaut, *ib.* note 2. — On ne peut dans les affaires du commerce de terre, sans la permission du président, assigner de jour à jour ou d'heure à heure, même en réservant de prouver l'urgence en plaçant, II, 133, q. 1493; 135, q. 1500. — Il y a lieu à l'augmentation du délai à raison des distances, dans le cas de l'assignation à bref délai faite au domicile de la partie, II, 133, q. 1494. — Si la cause n'est pas jugée à la première audience les parties doivent élire domicile, II, 140, art. 422. — L'élection de domicile n'est prescrite qu'en ce cas et le jugement définitif peut y être signifié, II,

140, q. 1517. — L'élection de domicile cesse du moment où la cause est terminée, II, 140, note 1.

9. Le président peut autoriser une saisie-arrêt, II, 133, q. 1495. — Mais la demande en validité ou en main levée de la saisie-arrêt, ne peut être jugée par le tribunal de commerce, II, 134, q. 1496. — La preuve de la solvabilité du saisissant peut être justifiée par la notoriété, II, 134, q. 1497. — La permission d'abréger le délai ou de saisir, peut être donnée par le plus ancien juge, en cas d'empêchement du président, II, 134, q. 1498. — Cas dans lesquels l'assignation de jour à jour ou d'heure à heure, peut être donnée sans ordonnance, II, 134, art. 418, n. 344. — Cette disposition ne peut recevoir son application, si le vaisseau n'était pas prêt à mettre à la voile, II, 135, q. 1501. — Ce que doit faire le tribunal, s'il ne reconnaît pas l'urgence, II, 135, q. 1502. — Ce qu'on entend par les mots *agres, victuailles, équipages et radoubes*, II, 134, q. 1499. — Validité des assignations données à bord à la personne assignée, II, 135, art. 419, n. 345. — Il faut qu'il s'agisse d'affaires maritimes de la nature de celles indiquées par l'art. 418, II, 135, q. 1503. — Pour que l'assignation donnée à bord soit valable, il faut qu'elle soit remise à la personne, II, 136, q. 1504. — Pour cela, il n'est pas nécessaire que la personne soit sur le point de partir, *ib.*, q. 1505. — La disposition de l'art. 419 ne peut s'appliquer aux voituriers par terre et par eau, *ib.*, q. 1506.

10. Du renvoi des parties devant des arbitres ou des experts et du choix de ceux-ci, II, 147, art. 429. — La faculté d'ordonner d'office le renvoi devant arbitres ou devant experts, est particulière au tribunal de commerce, II, 147, q. 1533; 195, q. 1624. — Le tribunal ne peut nommer d'office les arbitres, dans le cas d'arbitrage forcé en matière de société commerciale, II, 148, q. 1537. — Il ne peut y avoir lieu à expertise, quoiqu'il n'y ait pas lieu à visite ou estimation d'ouvrages, II, 147, q. 1534. — Formalités à suivre pour les arbitres et les expertises dont il s'agit en l'art. 429, II, 147, q. 1535. — Le jugement de renvoi devant arbitres n'est que préparatoire, II, 147, note 1. — Les arbitres ne doivent pas, comme les experts, prêter serment, II, 148, q. 1536. — Il y a nullité, s'ils ont concouru au jugement, II, 148, note 1. — On peut, par la nomination d'un arbitre volontaire, faire cesser celle d'un arbitre d'office non encore entré en fonctions, *ib.*, note 2, § 2. — Délai pour la récusation des arbitres et des experts, II, 148, art. 430, n. 356. — Ce délai est fatal, *ib.*, note 2, § 1. — Contre quels experts, pour quelle cause, et dans quelle forme la récusation peut être proposée, II, 148, q. 1538. — Du dépôt du rapport des arbitres et experts, et de la poursuite du jugement à exercer ensuite, II, 149 art. 431, n. 357. — On ne peut se dispenser de l'expédier et de le signifier, II, 149, q. 1539.

11. Comment il doit être procédé à la preuve par témoins ordonnée par le tribunal, II, 149, art. 432, u. 358. — Il n'est pas de rigueur que l'enquête soit faite suivant les formalités prescrites pour les affaires sommaires, II, 149, q. 1540. — Elle doit être faite à l'audience, *ib.*, note 1, § 1. — Le délai qui avait été d'abord fixé pour l'enquête, peut être prorogé, *ib.*, § 2.

§ III.

12. Comment les jugemens doivent être rédigés, II, 149, art. 433, u. 359. — Les greffiers doivent porter tous leurs jugemens sur le feuille d'audience, II, 149, q. 1541. — Jugement à rendre quand l'une des parties ne comparait pas, II, 150, art. 434, n. 360. — Les tribunaux de commerce peuvent-ils, avant de donner défaut, ordonner un réassigné, *ib.*, q. 1542. — Signification et exécution du jugement par défaut, *ib.*, art. 435, n. 361. — Il est exécutoire le surlendemain de la signification, II, 151, note 1.

13. La signification du jugement par défaut, emportant contrainte par corps, doit, à peine de nullité, être faite par l'huissier commis, II, 150, note 3, § 3. — Il peut, sans nouvelle commission, exécuter ce jugement, *ib.*, § 2. — Un tribunal voisin peut être délégué pour commettre cet huissier, II, 150, note 4. — Le jugement par défaut portant condamnation au paiement d'un effet de commerce, ne peut être signifié au domicile élu dans ce billet pour le paiement, II, 151, q. 1543. — Le demandeur qui avait, en conformité de l'art. 422, élu domicile, est obligé de réitérer une élection dans la signification du jugement, II, 151, q. 1544.

14. Délai de l'opposition, II, 151, art. 436, n. 362; 152, art. 438, n. 364. — L'art. 436 abrogé par l'art. 643 du code de commerce, *ib.* — L'opposition est recevable jusqu'à l'exécution du jugement par défaut, quoique le défaillant ait un mandataire constitué, II, 152, q. 1546. — Application de cette décision au jugement par défaut rendu après constitution d'un agréé, II, 153, note 1. — L'appel recevable pendant le même délai dans ce cas, II, 207, q. 1638. — L'appel d'incompétence d'un jugement par défaut non recevable, lorsqu'on s'est pourvu en opposition, II, 151, note 2, § 1. — Le délai d'opposition au jugement par défaut, qui déclare un commerçant en état de faillite, ne peut courir après qu'autant qu'il y a eu une signification régulièrement faite, II, 151, note 2, § 3. — Ce que l'opposition doit contenir, II, 151, art. 437, n. 363. — Des poursuites exercées au mépris d'une opposition notifiée, mais irrégulière, sont-elles valables? II, 152, q. 1545. — L'opposition faite à l'instant de l'exécution doit être réitérée, II, 152, art. 438, n. 364.

15. Quand l'exécution provisoire du jugement des tribunaux de commerce peut être ordonnée avec caution, II, 153, art. 439, n. 365. — Les jugemens des tribunaux de commerce sont de plein droit exécutoires par provision, II, 153,

q. 1547. — On peut en appeler le jour même, II, 184, note 3. — Et cela quoiqu'ils aient été rendus par défaut, II, 207, q. 1637. — L'exécution provisoire simplement ordonnée dans une affaire où le titre n'a pas été contesté doit avoir lieu sans caution, II, 154, q. 1548. — Dans le cas où l'exécution provisoire ne peut être ordonnée qu'avec caution, le demandeur peut être dispensé de la fournir, en justifiant de sa solvabilité par son inventaire, II, 154, q. 1549. — Si l'exécution provisoire peut être ordonnée sur billets attaqués comme étant le résultat d'opérations usuraires, *ib.*, note 2, § 1. — De l'exécution provisoire des jugemens par défaut, II, 153, note 2, § 2. — Les jugemens qui ne font que rejeter un déclinatoire, sont exécutoires nonobstant appel et sans caution, II, 153, note 2, § 3. — *Sens* des jugemens portant nomination d'arbitres entre associés, *ib.*, § 4.

16. Comment la caution est donnée, discutée et requise, II, 184, art. 440; 185, art. 441. — Les actes d'exécution provisoire sont susceptibles d'être annulés, si la sommation de prendre communication des titres de la caution n'a pas été signifiée, II, 184, note 2. — Il n'est pas nécessaire que le cautionnement soit fourni en immeubles, II, 155, q. 1550.

§ IV.

17. Les tribunaux de commerce ne peuvent connaître de l'exécution de leurs jugemens, II, 155, art. 442, note 1, § 2. — Cette disposition applicable seulement aux jugemens définitifs, II, 155, note 1, § 3. — Les contestations qui s'élèvent à cet égard sont de la compétence du tribunal de première instance, où l'exécution se poursuit, II, 311, art. 555, n. 442. — Un tribunal

de commerce connaît de l'exécution du jugement par lequel il déclare une faillite, II, 311, note 1. — Le tribunal de commerce qui a déclaré la faillite, connaît du mérite des actes d'administration faits par les syndics provisoires, II, 155, note 3. — Un tribunal de commerce ne peut connaître de la validité d'offres réelles et de consignations faites en vertu de son jugement, II, 155, note 1, § 1. — Le tribunal civil est seul compétent pour connaître de la nullité d'une saisie faite en vertu de jugement arbitral rendu exécutoire par le président du tribunal de commerce, III, 295, note 5.

18. Un tribunal ordinaire ne peut, comme juge d'exécution d'un jugement du tribunal de commerce, prononcer la contrainte par corps que le jugement n'aurait pas accordée, II, 155, note 1, § 3. — Il ne peut non plus surseoir à son exécution, *ib.*, § 4. — C'est aux tribunaux ordinaires qu'il appartient de connaître des ventes de navires saisis en vertu de jugemens des trib. de comm., II, 155, q. 1552. — Inutile qu'un tribunal de commerce déclare exécutoire contre les héritiers d'un commerçant, le jugement rendu contre ce dernier, II, 155, q. 1551.

V. *Appel*, 13, 26, 28, 47, 60; *Arbitrage*, 51, 58; *Compétence*, 13, 21; *Désaveu*, 11; *Enquête*, 69; *Femme mariée*, 7; *Incident*, 2; *Interrogatoire sur faits et articles*, 4; *Péremption*, 2; *Récusation*, 3; *Règlement de juges*, 2; *Requête civile*, 2; *Saisie-arrest*, 4, 18; *Scellés*, 14; *Séparation de biens*, 8; *Tierce opposition*, 6.

TROUBLE.

V. *Actions possessoires*, 4, 5.

TUTEUR.

V. *Mineur*.

U.

URGENCE.

V. *Référé*, 2, § 3.

USUFRUIT.

V. *Actions possessoires*, 2.

V.

VACANCES.

V. *Défenses*, 3; *Délaïs*, 5; *Enquête*, 21; *Ordre*, 3; *Saisie immobilière*, 2.

VENTE D'IMMEUBLES.

I. DES VENTES VOLONTAIRES D'IMMEUBLES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. 2. *Précautions notariales*; *Schémas*; *Sa quotité*; *Cession à l'appui*; *Revente*; *Distribution de prix*.

1. Les immeubles susceptibles d'être vendus par ventes volontaires ne peuvent être mis aux enchères en justice, III, 38, art. 746. — Une vente faite devant notaires après avoir obtenu du juge l'autorisation d'y procéder de la sorte n'est pas nulle, III, 38, q. 2527. — Quand, sur la demande des intéressés, un immeuble

saisi réellement peut être vendu aux enchères dans la forme prescrite pour les adjudications volontaires, III, 38, art. 747. — La conversion de la saisie en vente volontaire doit être demandée par le saisi, le saisissant et les créanciers, et ne peut avoir lieu sans le consentement de chacun, III, 99, q. 2528. — Le saisissant et le saisi ne peuvent seuls provoquer l'application de l'art. 747, quoique la saisie n'ait pas été suivie d'autres poursuites, III, 99, q. 2531. — Comment se forme la demande en conversion, III, 99, q. 2529. — Elle peut être formée en tout état de cause, III, 99, q. 2530. — Le jugement qui ordonne la conversion de la saisie est-il susceptible d'appel? III, 99, 100, q. 2532, 2533. —

Quid des frais de poursuite de la saisie et de ceux de l'appel, s'il est rejeté parce que la vente se trouve consommée? III, 100, q. 2534. — Il n'est pas nécessaire que la vente faite sur la conversion de la saisie soit précédée d'une estimation par experts, ni qu'elle soit faite à un prix au moins égal à cette estimation, III, 100, q. 2535. — Il en est autrement si le saisi est mineur ou interdit, III, 101, q. 2537. — Ce n'est que dans le cas où la vente est renvoyée à l'audience des criées que les formalités ordonnées par les art. 958, 959, 960 et 961, sont une condition essentielle de la conversion de la saisie en vente volontaire, III, 100, q. 2536. — Formalités nécessaires pour qu'un mineur ou un interdit puisse concourir à une conversion de saisie en vente volontaire, III, 101, art. 748. — Il est prudent que l'avis de parents à obtenir soit homologué dans le cas où le mineur ou l'interdit est créancier, comme dans celui où il est débiteur, III, 101, q. 2538. — Une femme mariée et une personne pourvue de conseil judiciaire peuvent demander la conversion comme toute autre partie intéressée, III, 101, q. 2539.

2. Il y a lieu à notifier le jugement d'adjudication et à le faire transcrire, comme on le doit, quand la vente est purement conventionnelle, III, 143, q. 2854. — En quels cas les immeubles qui dépendent d'une succession ne peuvent être vendus que par justice, III, 221. — Circonstances où les formes prescrites pour les ventes sont applicables, III, 221, q. 3165. — Elles sont également applicables à la vente des immeubles qui n'appartiennent qu'à des majeurs, III, 222, art. 953, n. 580. — La vente d'un immeuble à laquelle le propriétaire fait précéder devant un notaire et à la chaleur des enchères n'est pas sujette aux formalités prescrites par le Code de procédure, III, 229, note 1.

3. Quand un avis de parents doit être donné pour la vente des immeubles qui appartiennent à des mineurs, III, 222, art. 954, n. 581. — Experts à nommer et officier à commettre par le tribunal en homologuant cet avis, III, 222, art. 955. — Le tribunal qui doit donner cette homologation est celui du domicile du mineur, III, 225, q. 3168. — Comment le rapport des experts doit être dressé et où déposé, III, 225, art. 956 et 957. — Il ne doit pas être entériné, III, 225, q. 3169.

4. Du cahier des charges sur lequel les enchères sont ouvertes et de sa lecture, III, 225, articles 958, 959. — La lecture du cahier des charges et l'annonce de l'adjudication préparatoire ne doivent pas être faites, lorsque la vente est renvoyée dans l'étude d'un notaire, III, 226, q. 3170. — Quelles doivent être les affiches ou placards annonçant l'adjudication préparatoire et la vente, III, 226, art. 960, n. 583. — Le ministère d'un huissier doit être employé pour l'apposition des placards indicatifs des adjudications, III, 226, q. 3171, note 1. — Il

est nécessaire que les affiches soient imprimées, III, 226, q. 3172. — Durée de l'apposition des placards, où elle doit être faite et comment constatée, III, 226, art. 961, n. 584. — Insertion qui doit être faite de ces placards dans un journal, III, 227, art. 962. — S'il n'existait pas de journal il serait prudent au notaire d'annexer à son procès-verbal un certificat constatant ce défaut, *ib.*, q. 3173.

5. Intervalle qui doit exister entre l'adjudication préparatoire et l'adjudication définitive, entre les publications et cette dernière adjudication, III, 227, art. 963, q. 3174. — Dans les ventes faites sur publications volontaires il n'est pas nécessaire de laisser un intervalle de deux mois entre les deux adjudications, III, 229, note 2. — Ces formes doivent s'appliquer à la vente des biens d'un failli mais non à une expropriation que poursuivent des créanciers, III, 221, note 2. — La vente d'un immeuble d'un failli faite sans estimation est nulle, III, 225, note 1.

6. Formalités à observer pour une nouvelle adjudication lorsque les enchères ne se sont pas élevées au prix de l'estimation, III, 227, art. 964. — L'avis de parents exigé en ce cas doit être homologué, III, 227, q. 3175. — L'adjudication peut, sans le consentement des parties, être faite sans nouvelles formalités à un prix inférieur à l'estimation, s'il s'agit d'une vente faite entre majeurs et mineurs par suite de licitation, mais non s'il s'agit d'une vente par suite de bénéfice d'inventaire, III, 227, q. 3176. — Le silence gardé par l'aveu sur l'adjudication ainsi faite en ce dernier cas n'est pas une fin de non recevoir contre l'appel de l'ordonnance d'adjudication, s'il n'y a pas autrement acquiescé, III, 228, q. 3177. — Si le créancier poursuivant la vente des biens du débiteur admis au bénéfice de cession, a laissé passer le jour indiqué pour l'adjudication définitive, il peut y faire procéder ou se conformer à l'art. 954 du Code, III, 227, note 1. — La vente faite par licitation d'un immeuble indivis entre des majeurs et des mineurs est nulle, si elle a été faite hors de la présence du subrogé-tuteur, III, 221, q. 3166. — Les majeurs sont non fondés à faire valoir cette nullité, III, 221, q. 3167.

7. Règles à observer pour la réception des enchères, la forme de l'adjudication et ses suites, III, 229, art. 965. — Articles du Code auxquels il est renvoyé pour ces formalités, III, 229, q. 3178. — Les juges, juges suppléants et autres magistrats et fonctionnaires désignés en l'art. 713, admis à faire enchères, lorsque la vente se fait dans l'étude d'un notaire, III, 229, q. 3179. — Ces ventes peuvent être annulées pour vice de forme, III, 234, q. 3187. — L'ordonnance du juge-commissaire ou l'acte du notaire qui constate l'adjudication, ne peuvent être attaqués, le premier acte que par appel et le second que par les voies ordinaires en-

vertos contro los notes notariés, III, 237, q. 3193.

8. L'adjudicataire peut faire une déclaration de command, mais il doit la faire dans le délai de 24 heures, III, 230, q. 3180, 3181.

§ II.

9. Les ventes par justice de biens de mineurs, celles par licitation, celles des biens de succession bénéficiaire ou vacante sont ventes volontaires et susceptibles de la surenchère du dixième, suivant l'art. 2185 du Code civil, III, 230, q. 3182, 238, q. 3196. — La même solution s'applique à la vente faite par suite de conversion du saisis en aliénation volontaire, III, 234, q. 3183. — *Quid* dans le cas où la licitation est faite entre majeurs seulement? III, 546, q. 3196. — Il y a lieu à la surenchère sur une vente d'immeubles provenant d'une succession bénéficiaire quoique tous les héritiers soient majeurs, III, 248, q. 3225.

10. L'article 710 du Code de procédure portant que la surenchère doit être d'un quart, ne s'applique pas aux adjudications volontaires, II, 443, q. 2372; III, 143, q. 2854. — Toute personne peut surenchérir, et l'acte de surenchère peut être déposé chez le notaire chargé de la vente, lequel peut procéder à la revente, comme à celle qui a lieu sur folle enchère, III, 234, q. 3184, 3185, 3186.

11. Définition de la surenchère sur aliénation volontaire et en quoi elle diffère de la surenchère sur expropriation forcée, III, 131. — Objet et importance des dispositions du Code de procédure en cette matière, *ib.* — La surenchère, après adjudication sur expropriation forcée, diffère de la surenchère après vente ordinaire, en ce que, si le surenchérisseur se désiste, il peut écartier toutes enchères en élevant son prix au taux de la surenchère, II, 446, note 2.

12. Comment doivent être faites les notifications et réquisitions prescrites par les art. 2183, 2185 du Code civil, III, 132, art. 832, n. 532. — Elles sont nulles si elles n'ont été faites par un huissier commis, III, 133, q. 2824. — Le président qui doit commettre l'huissier, est, pour la notification, celui dans le ressort duquel est le bureau des hypothèques, et pour la réquisition, celui du domicile de la partie à qui la surenchère doit être signifiée, III, 133, q. 2825. — Il n'y a pas nullité absolue parce que l'huissier aurait été commis par un autre président, *ib.*, note 1.

13. Le tribunal où la surenchère doit être poursuivie est, dans tous les cas, celui de la situation des biens, III, 134, q. 2827. — Il n'est pas nécessaire à peine de nullité que la surenchère soit signifiée à personne ou domicile, III, 133, note 6. — Une surenchère peut être faite sans autorisation par la femme en puissance de mari, III, 132, note 3.

14. Délai dans lequel des créanciers hypothécaires non inscrits doivent, à partir de l'a-

liénation de l'immeuble affecté à leur créance, prendre inscription pour être admis à requérir sa mise aux enchères, III, 138, art. 834, n. 534. — Cette disposition dérange au Code civil qui n'accorde le droit de suivre l'immeuble, en quelques mains qu'il passe, qu'aux créanciers ayant privilège ou hypothèque inscrite, III, 139, q. 2846. — On ne peut prendre utilement inscription après une aliénation faite depuis la publication du Code civil, mais antérieurement à la mise en activité du Code de procédure, III, 139, q. 2848.

15. En quoi la formalité de la transcription est nécessaire au vendeur et à l'acquéreur, III, 139. — Un acquéreur n'a pas besoin, pour opérer en sa faveur la mutation de sa propriété, de faire transcrire son contrat, III, 139. — Un vendeur ne peut, après la vente, quoique non transcrit, consentir valablement une hypothèque sur le bien qu'il a vendu, III, 139. — L'inscription prise, soit avant la transcription, soit dans le quinzaine qui la suit, confère à l'inscrivain, avec le droit de surenchérir, tous les attributs du droit hypothécaire, III, 140, q. 2849. — Celle qui est faite après les délais n'a aucun effet, III, 140, q. 2849. — L'état et les communes ont la faculté de faire inscrire leurs hypothèques légales dans la quinzaine de la transcription, comme les autres créanciers hypothécaires, III, 141, q. 2850. — L'art. 834 du Code de procédure ne dispense pas le cohéritier ou le copartageant de s'inscrire, s'il veut avoir le droit de requérir la surenchère, III, 142, q. 2831. — En cas de revente par l'acquéreur, les créanciers inscrits, dont l'hypothèque n'a pas été purgée, peuvent surenchérir sur le second acquéreur, III, 132, note 3, § 2.

16. Le nouveau propriétaire dispensé de faire aux créanciers, qui ont pris inscription dans le cas de l'art. 834, les significations prescrites par les art. 2183, 2184, III, 142, art. 835, n. 535. — Le délai pour requérir la mise aux enchères est le même pour les créanciers inscrits depuis l'aliénation que pour ceux qui étaient inscrits antérieurement, III, 145, q. 2858. — Ce que l'acte de réquisition de mise aux enchères doit contenir, III, 356, art. 832. — S'il y a plusieurs acquéreurs la réquisition de surenchère doit être faite à chacun d'eux, quoiqu'il n'y ait qu'un seul contrat notifié au nom de tous les acquéreurs conjointement, III, 135, q. 2833. — En ce cas, le délai pour surenchérir court à l'égard de chaque créancier à partir de la notification qui lui a été faite, III, 135, note 1. — L'acte de surenchère peut être notifié au domicile de l'un des acquéreurs pour tous, si par le contrat de vente ils se sont obligés solidairement à payer le prix convenu, III, 135, q. 2834. — Cet acte ne peut même être signifié au mari seul, lorsque les acquéreurs sont deux époux séparés de biens, III, 135, q. 2835. — *Scilicet* si les époux vendant conjointement n'ont pas fait connaître qu'ils étaient séparés, III, 136, note 1.

17. L'acte de réquisition du surenchère ne doit pas être signifié aux divers créanciers inscrits, III, 136, q. 2836. — L'acquéreur peut arrêter les suites de la surenchère en faisant au créancier surenchérisseur des offres réelles de toutes les sommes dues aux créanciers inscrits et au consignat, III, 136, q. 2837. — Il n'en est pas de même s'il se borne à offrir le paiement des créances inscrites, mais sous la réserve d'en discuter préalablement la validité, III, 136, q. 2838. — Si ses offres ne contenant pas la réserve de discuter les droits des créanciers ont été acceptées, il est non recevable à contester ensuite la validité de ces créances, III, 136, q. 2839.

18. L'acte de réquisition doit contenir la présentation même de la caution et non une simple offre de la présenter, III, 134, q. 2828. — Il est prudent de signifier avec l'acte de réquisition la copie de l'acte de dépôt des titres justificatifs de la solvabilité de la caution, III, 134, q. 2829. — Il n'est pas nécessaire que la caution fasse dans l'acte sa soumission de cautionner, III, 135, q. 2830. — Le cautionnement immobilier reposant sur des immeubles qui n'appartiennent pas au même individu n'est point valable, III, 135, q. 2831. — Le cautionnement en immeubles peut être remplacé par une consignation d'espèces, par un gage ou nantissement suffisant, III, 137, q. 2814. — On peut présenter une femme pour caution, III, 137, note 1. — La caution ne peut être reçue par le président du tribunal comme juge des référés, quoique la réquisition de surenchère soit faite pendant le temps des vacances, III, 135, q. 2832. — Il n'est pas besoin d'une permission du président pour donner l'assignation à trois jours, III, 136, q. 2840. — L'assignation par le surenchérisseur à la plus prochaine audience en réception de caution est valable, quoique le délai excède celui de trois jours fixé par l'art. 832, III, 133, note 6. — La caution s'est reçue selon les formes prescrites par l'art. 832, III, 137, q. 2843. — Nullité de la surenchère si la caution est rejetée, à moins qu'il n'ait été fait d'autres surenchères, III, 137, art. 833, n. 533. — En cas d'insuffisance de la caution offerte par le créancier surenchérisseur, la surenchère doit être déclarée nulle, sans qu'il puisse y être suppléé, III, 137, note 2, q. 2844.

19. Dans le cas de déistement de la part du surenchérisseur, sa surenchère peut profiter aux autres créanciers, mais il en est autrement lorsque cette surenchère est annulée, III, 137, 138, q. 2845. — Le déistement d'une surenchère nulle peut être fait par le surenchérisseur sans le consentement des autres créanciers et ne peut être querrellé par l'acquéreur, III, 133, note 7. — Les irrégularités des actes signifiés au vendeur profitent à l'acquéreur mais non *vice versa*, III, 136, q. 2841, 2842.

20. Le dixième que le surenchérisseur est tenu d'offrir, doit porter sur les frais du contrat et

les sommes particulières dues par l'acquéreur comme sur le prix principal, III, 133, note 3. — Pour que le surenchérisseur soit assujéti à cette obligation, il n'est pas nécessaire que, dans son exploit de notification, l'acquéreur ait positivement distingué les sommes, III, 133, note 4. — La surenchère doit porter sur le capital de la rente foncière dont le service a été mis à la charge de l'acquéreur, en sus du prix, III, 133, note 5. — L'augmentation de prix opérée par la surenchère fournissant au-delà de ce qu'il faut pour payer les créanciers inscrits, l'excédant tourne au profit du vendeur, si l'acquéreur a été évincé, III, 134, q. 2826.

21. Placards à apposer pour parvenir à la revente sur enchère, III, 143, art. 836, n. 536. — La revente se poursuit du reste selon les règles établies pour les ventes par suite de saisie immobilière, à quelques formalités près, III, 143, q. 2853. — On ne peut, sur l'adjudication, faire la surenchère du quart permise par l'art. 710, III, 143, q. 2854. — À qui le procès-verbal d'apposition de placard doit être notifié, III, 144, art. 837. — Ce qui tient lieu d'enchère et de minute d'enchère, III, 144, art. 838. — L'art. 838 n'est point prohibitif de la faculté de déposer un cahier des charges qui n'a pour objet que d'expliquer les clauses du contrat, III, 144, q. 2855. — Lorsque, sur les poursuites de la surenchère, l'acquéreur prétend avoir des répétitions à exercer à raison de la plus value qu'il aurait donnée à l'immeuble, il faut en déterminer le montant avant l'adjudication définitive, III, 144, note 1; 145, q. 2856.

22. Les intérêts courus depuis le contrat de vente jusqu'à l'adjudication par surenchère, sont dus par le premier acquéreur, III, 144, note 2. — L'acquéreur d'un immeuble appartenant à plusieurs, peut, sur la mise aux enchères requise par le créancier de l'un d'eux, éviter l'expropriation du tout en provoquant le partage, si, dans la notification de son titre, il a fait la ventilation de ce qui revient à chacun d'eux, III, 145, q. 2857. — On peut diviser par lots l'adjudication des immeubles soumis à la surenchère, *ib.*, q. 2858. — Si les biens ont été vendus par lots, le créancier ayant hypothèque générale peut surenchérir un ou plusieurs lots séparément, encore qu'ils se trouvent adjoints à la même personne, III, 146, 147, q. 2859, 2860. — Si le créancier surenchérisseur est entièrement payé sur le prix de la vente de la lotie surenchérie, les créanciers ayant hypothèque spéciale sur l'immeuble qui en fait l'objet, sont subrogés dans l'hypothèque qui lui appartenait sur les autres immeubles du même débiteur, III, 147, q. 2860.

23. Un avoué ne peut devenir adjudicataire d'un bien dont il est chargé de poursuivre la vente, II, 450, q. 2393. — La folle enchère peut être poursuivie par un cessionnaire à qui le vendeur aurait transporté son prix ou portion du prix, III, 135, note 2. — Le cohéritier adjudi-

caitaire d'un immeuble de la succession est soumis, comme tout adjudicataire, à la clause de revente sur folle enchère, en cas d'inexécution des conditions de la vente, *ib.*, note 3. — Accorder un délai à un adjudicataire qui, pour défaut de paiement, a encouru la folle enchère, ce n'est pas renoncer à la folle enchère encourue, *ib.*, note 4.

24. Conditions requises pour que l'ordre puisse être provoqué en cas d'aliénation autre que celle par expropriation, III, 66, art. 775. — Toutes ventes faites par autorité de justice, après enchère, autrement que par expropriation forcée, sont regardées comme ventes volontaires et en conséquence soumises à cette prohibition, III, 67, q. 2616, 231, note 2. — Lorsqu'il n'y a que deux créanciers sur un immeuble vendu devant le même tribunal avec d'autres situés dans le même tribunal, affectés par hypothèque à d'autres créanciers, ils peuvent obtenir le dessaisissement de son prix sans être obligé de provoquer un ordre, III, 67, q. 2617. — L'action en dessaisissement du prix doit être portée devant le tribunal du domicile de l'adjudicataire, III, 67, q. 2618. — Dans un contrat de vente d'immeubles, on peut stipuler que l'acquéreur ne provoquera pas couverture d'un ordre pour la distribution du prix, III, 66, note 1. — Formes d'après lesquelles l'ordre dont il s'agit sera introduit et réglé, III, 68, art. 775. — Le coût de l'extrait des inscriptions et dénonciation aux créanciers inscrits à colloquer par préférence sur l'immeuble vendu, III, 68, art. 777, note 1. — L'acquéreur a droit de retenir ces frais en déduction de son prix, quoiqu'ils n'aient pas été colloqués dans l'ordre, *ib.*, note 1, § 2. — Les frais faits par l'adjudicataire, pour obtenir une réduction de son prix, à cause d'une fausse indication sur l'état et la contenance des objets vendus, doivent être déduits par privilège sur son prix, *ib.*, note 1, § 3.

V. *Étranger*, 10; *Obligation*; *Saisie immobilière*, 31; *Succession*, 9; *Transcription*.

VENTE DE MEUBLES.

1. Formes de la vente du mobilier d'une succession quand elle est forcée, III, 219, art. 946. — La réquisition de la vente peut être faite par l'héritier, la femme commune, III, 219, q. 3157. — Les notaires, huissiers et greffiers ont concurrence, s'il n'existe pas de commissaires priseurs, III, 220, note 1.

2. L'officier public ne peut procéder à la vente sans en donner avis au bureau de l'enregistrement, III, 220, q. 3159. — Parties qui doivent être appelées à la vente et comment, III, 220, art. 947. — Il n'est pas nécessaire d'appeler les opposants, *ib.*, q. 3160.

3. Référé au président, s'il s'élève des difficultés, III, 220, art. 948. — Au président du lieu où se fait la vente et non à celui de l'ouverture de la succession, III, 220, q. 3161. —

L'huissier peut recevoir des oppositions à la délivrance des deniers, III, 220, q. 3162.

4. La vente doit se faire au lieu où sont les effets, s'il n'en est autrement ordonné, III, 220, art. 949, q. 3163. — Elle se fait tant en l'absence qu'en présence, III, 221, art. 950 et 951. — Aucune de ces formalités obligatoires, si les parties sont majeures et d'accord, III, 221, art. 952, n. 579. — Toutefois le ministère d'un officier public est nécessaire, III, 221, q. 3164.

5. Le procès-verbal de vente du notaire commis à cette fin n'est pas exécutoire, III, 219, note 5. — Les actes constatant les ventes publiques de meubles faites par les notaires, ne sont pas susceptibles d'exécution parée, s'ils ne sont signés de l'acheteur et du vendeur, II, 302, note 1. — Ordonnance d'exequatur à obtenir du président, *ib.*

6. La vente des meubles des mineurs doit se faire selon les dispositions de l'art. 452 du Code civil, III, 219, q. 3156. — Comment il est procédé à une vente faite en exécution de l'art. 826 du Code, III, 219, art. 945.

7. Les officiers publics qui ont procédé à des ventes judiciaires de meubles, sont responsables du prix, quand ils ont fait crédit aux adjudicataires, II, 363, q. 2104. — Il en est de même des ventes publiques volontaires faites par les huissiers priseurs ou par les notaires, *ib.*, q. 2105. — Ont-ils leur recours contre l'adjudicataire? *ib.*, note 2. — Ils sont responsables par corps, II, 364, q. 2106.

V. *Distribution par contribution*, 2; *Saisie-arrest*, 28; *Saisie-exécution*, § 3; *Succession*, 8.

VÉRIFICATION.

V. *Jugement par défaut*, 6.

VÉRIFICATION D'ÉCRITURES.

1. ÉCRITURES SOUMISES À LA VÉRIFICATION. 2. COMMENT ELLE DOIT ÊTRE FAITE. PIÈCES OU COMPARAISON À ÉVALUER. EXPERTISE. JUGEMENT.

1. Définition de la vérification d'écritures, I, 286. — Aucune écriture privée ne fait foi par elle-même, si elle n'est reconnue, I, 287, n. 151.

2. Comment se fait la demande ou vérification d'écritures, I, 286, art. 193. — Elle n'est pas soumise à l'essai en conciliation, I, 287, note 1. — La demande en exécution de l'obligation conignée dans un acte privé peut être formée sans demande en reconnaissance préalable de cet écrit, I, 287, note 2. — La reconnaissance de cet écrit peut être demandée avant l'exigibilité de la dette, I, 287, q. 798. — On ne peut en vertu du jugement de reconnaissance, prendre inscription avant l'exigibilité, I, 287, q. 798.

3. Les frais de l'enregistrement sont à la charge du débiteur, s'il ne s'est pas libéré aux époques convenues, I, 287, q. 798. — Les frais de la reconnaissance provoqués après l'échéance toujours à la charge du débiteur, I, 288, q. 800; 289, note 1. — L'héritier ou l'ayant-cause qui déclare ne pas reconnaître l'écriture de son auteur, est

passible des frais de vérification et d'enregistrement, si cette écriture est jugée lui appartenir, I, 288, q. 800.

4. Un testament olographe n'est qu'un acte sous seing privé, la vérification de son écriture est à la charge de celui qui l'invoque, I, 288, q. 799, note 2.

5. Comment la reconnaissance se constate, I, 289, art. 194, n. 152. — Le défaut du défendeur emporte reconnaissance de l'écriture, s'il y a demande formelle en reconnaissance, I, 289, n. 152, note 2. — Si de plusieurs défendeurs les uns comparaissent et les autres font défaut, il y a lieu à joindre le profit du défaut, lorsque la cause de chacun ne peut être séparée, I, 290, q. 801. — Le jugement par défaut qui tient l'écriture pour reconnue, est sujet à l'opposition, I, 290, q. 802. — Ce n'est qu'après le délai de huitaine qu'en peut, en vertu de ce jugement, prendre inscription hypothécaire, I, 290, q. 803.

6. L'héritier auquel le juge a ordonné de déclarer s'il reconnaît l'écriture de son auteur, est déclaré la reconnaître s'il garde le silence, I, 289, note 2, § 1; 290 note 1. — *Quid* s'il ne garde pas le silence, mais déclare ne pas reconnaître? *Id.*, § 2. — Les juges ne sont pas tenus d'ordonner la vérification d'une signature dénie, ils peuvent la tenir pour vérifiée, I, 289, note 2, § 3. — On ne peut se dispenser d'ordonner la vérification d'écriture dans tous les cas où la signature d'un titre privé n'est pas reconnue, I, 289, note 2, § 6. — La régie de l'enregistrement est tenue de faire vérifier les actes dont elle argumente pour les droits dont elle poursuit le recouvrement, I, 289, note 2, § 5. — Une partie ne peut saisir-arrêter une pièce sous prétexte qu'elle est fautive, I, 289, note 2, § 4. — On ne peut faire précéder à la vérification d'un acte dont l'exécution a été ordonnée par un jugement, I, 289, note 2, § 7.

§ II.

7. En quels cas la vérification d'écritures doit être ordonnée, I, 286, 287, n. 151; 290, art. 195, n. 153. — Elle se fait tant par titres que par comparaison d'écritures et par témoins, I, 286, 290, art. 195. — Mode particulier à chacun de ces trois moyens de vérification, I, 290, note 3. — Ils peuvent concourir ensemble, I, 290, q. 804. — Un tribunal peut se borner à ordonner qu'elle sera faite par témoins, I, 291, note 2. — Et cela sans qu'il soit besoin de reconnaître qu'il n'existe pas de pièces de comparaison ou qu'elles sont insuffisantes, I, 307, q. 854. — Le demandeur qui s'est borné d'abord à l'un des trois genres de preuves indiqués par la loi, n'est pas déchu du droit de recourir aux autres, I, 308, q. 855.

8. La preuve testimoniale ne peut avoir pour objet en cette matière que la vérité de l'écriture, et non pas isolément la vérité de la dette, I, 291. — Cette preuve est préférable aux apu-

rens donnés par des experts, après comparaison de l'écriture, I, 291, note 1. — Faits pour lesquels les témoins doivent être entendus, I, 307. — Ils sont assignés en vertu de l'ordonnance du juge-commissaire, I, 307, n. 169. — Ils sont entendus conformément aux règles établies pour les enquêtes, I, 307, note 3, art. 212. — Les mêmes causes de récusation sont admises contre eux, I, 309, q. 856. — Ils doivent parapher les pièces déniées ou méconnues, I, 307, art. 212. — Une partie n'est plus recevable à demander la preuve par témoins, si elle a laissé passer le délai porté aux art. 257 et 258 du Code de procédure pour en poursuivre l'exécution, I, 308, note 1. — Il faut pour la vérification par témoins, qu'ils reconnaissent l'acte et l'aient vu écrire ou signer par celui qui le dénie, I, 307, note 3, §§ 2 et 3.

9. De la nomination des experts et du dépôt de la pièce à vérifier au greffe, I, 291, art. 196, n. 154, q. 805. — Constata-tion de l'état de la pièce, 292, n. 156; 293, note 1. — Les parties ne peuvent convenir d'experts, dès que, par le jugement qui ordonne la vérification, le tribunal en a nommé d'office, I, 292, q. 806. — Il convient de fixer un délai pour le dépôt de la pièce à vérifier, I, 292, q. 807. — De la faire parapher par le juge-commissaire, I, 292, q. 808. — Et d'appeler le défendeur au procès-verbal de dépôt, *Id.*, q. 809.

10. Communication de la pièce à vérifier par le défendeur, I, 292, art. 198. — Le délai pour prendre communication de la pièce ne peut être compté que du jour de la signification du dépôt, I, 293, q. 810. — Ce délai n'est pas prescrit sous peine de déchéance, I, 293, q. 811.

11. Comparation devant le juge-commissaire pour convenir de pièces de comparaison, I, 293, art. 199, n. 157. — Procès-verbal qu'il doit dresser, I, 294, note 1. — Le demandeur peut au jour indiqué pour convenir de pièces de comparaison, se faire représenter par son avoué, I, 293, note 3. — Les effets que doit entraîner le défaut de l'une des parties ne peuvent être présumés que par le tribunal entier, I, 294, note 1. — La pièce peut sur le défaut du défendeur être tenue pour reconnue, quoiqu'elle serait attribuée à une autre personne, I, 294, q. 813. — Il ne suffit pas d'une opposition au jugement par défaut pour que le juge-commissaire rende une nouvelle ordonnance à l'effet de convenir de pièces de comparaison, I, 294, q. 814. — De la récusation du juge-commissaire et des experts, I, 292, art. 197, n. 155.

12. Pièces de comparaison à recevoir quand les parties ne se sont pas accordées pour en convenir, I, 294, art. 200; 295, n. 158. — Les actes notariés sont les seuls actes authentiques que l'en puisse recevoir pour pièces de comparaison, I, 295, q. 816. — Un procès-verbal dressé au bureau de paix, ne peut être employé à cette fin, I, 295, q. 817. — Il en est de même des registres de l'état civil, I, 295, q. 818.

— Des actes faits en présence du juge ou du greffier seulement, I, 295, q. 819. — *Série* d'une pièce ancienne que la loi de son époque déclarait authentique, I, 295, 296, q. 820. — S'il est nécessaire que la pièce émane de la partie, comme fonctionnaire public, soit à la fois écrite et signée d'elle pour être reçue comme pièce de comparaison, I, 296, q. 821. — De simples signatures peuvent être reçues pour vérifier un corps d'écriture en entier, I, 296, q. 822. — Écritures et signatures privées que l'on peut admettre pour pièces de comparaison comme ayant été reconnues, I, 296, q. 823 et 824. — Les pièces de comparaison à adopter de préférence, sont les plus voisines de la date de la pièce à vérifier, I, 296, q. 825. — Lorsqu'une partie seulement de la pièce en question est déniée, le juge peut, pour la vérification du surplus, employer l'autre partie du même acte, ou exiger d'autres pièces, I, 296, 297, q. 826.

13. Le serment décisive, seule ressource du demandeur, quand il n'existe pas de pièces de comparaison et qu'il ne peut fournir la preuve par témoins, I, 297, q. 828. — Il n'est pas toujours nécessaire de rendre un jugement pour tenir les pièces reçues, I, 295, q. 815; 338, q. 934. — L'ordonnance par laquelle le juge-commissaire a admis une pièce de comparaison, est susceptible d'appel, I, 297, q. 827; 338, q. 934.

14. Comment est ordonné l'apport des pièces de comparaison qui sont entre les mains de dépositaires publics ou autres, I, 298, art. 201, n. 159. — En quels cas ceux-ci peuvent y être obligés par la voie de la contrainte par corps, I, 298. — La contrainte par corps ne peut être exercée contre les uns et les autres qu'en vertu d'un jugement, I, 298, q. 830. — Bêlai dans lequel l'apport de ces pièces doit être fait, I, 298, q. 829. — *Quid* si les pièces de comparaison ne peuvent être déplacées, ou si les détenteurs sont trop éloignés? I, 299, art. 202, n. 160. — Seule circonstance dans l'incident de vérification où le ministère public est tenu de porter la parole, I, 299, q. 832. — De la nomination d'un autre juge-commissaire, quand le tribunal ordonne que la vérification se fera ailleurs qu'en son greffe, I, 299, q. 831. — Expédition ou copie collationnée à dresser en cas de déplacement des minutes des actes qui doivent servir de pièces de comparaison, I, 299, 300, art. 203. — Cette expédition ou copie doit être figurée, I, 300, q. 833. — Elle ne peut être collationnée que par le président ou un juge qu'il commet, *ib.*, q. 834. — Elle doit être signée par le président ou le greffier qui l'assiste, *ib.*, q. 835. — Dans le cas de l'envoi de plusieurs minutes, il suffit que le dépositaire ait entre les mains une expédition du procès-verbal entier, *ib.*, q. 836. — La copie ou expédition d'une minute délivrée dans ces circonstances, ne peut produire l'effet que la loi attache aux copies tirées par

ordre du magistrat, *ib.*, q. 837. — Taux des frais de ces actes et par qui l'avance en est faite, I, 301, q. 838. — Le dépositaire particulier d'un titre employé comme pièce de comparaison, peut la faire aussi collationner et obtenir exécutoire de ses frais, I, 301, q. 839. — Ces diverses solutions, applicables aux expéditions qui peuvent être tirées des pièces dont le juge-commissaire a ordonné le dépôt au greffe, I, 303, note 1.

15. Ce que deviennent les pièces de comparaison et même la pièce contestée, après la vérification, I, 301, q. 840. — Convocation et comparution devant le juge-commissaire des experts, des dépositaires et des parties, I, 301, art. 204, n. 162. — Comment s'obtient et ce que doit contenir l'ordonnance en vertu de laquelle elles doivent avoir lieu, I, 301, q. 841. — La sommation qui est faite aux dépositaires doit être précédée d'un extrait du jugement qui ordonne la vérification ou de celui qui détermine les pièces de comparaison, I, 301, 302, q. 842. — *Quid* si les experts ne comparaissent pas? I, 302, q. 843. — Surveillance qu'il est permis au dépositaire d'exercer pour la conservation de ses minutes pendant la vérification, I, 303, art. 205, n. 163. — Le greffier peut en son absence délivrer des copies ou des expéditions de ses actes déposés, I, 303, q. 844. — Il ne le peut si le dépositaire naturel desdits actes a pris soin, avant de s'en dessaisir, d'en tirer une copie collationnée par le président, I, 345, note 3.

16. Du cas d'insuffisance des pièces de comparaison, I, 303, art. 206. — Quand et comment le corps d'écriture au moyen duquel il doit être suppléé à ces pièces peut être ordonné, I, 303, n. 164. — L'absence du demandeur à la vérification faite par des experts sur le corps d'écriture n'opère pas la nullité de l'opération, I, 303, note 3. — Le juge-commissaire peut ordonner cette mesure d'office, I, 304, q. 845. — Cette ordonnance est notifiée sur la poursuite de la partie la plus diligente, I, 304, q. 846. — Si les pièces de comparaison manquent et si l'auteur de l'écriture méconneue est décédé, la pièce contestée ne peut servir, I, 304, q. 848. — Le juge-commissaire ne peut, si le défendeur laisse défaut ou refuse de faire un corps d'écriture, tenir la pièce pour reconnue, I, 304, q. 848.

17. Comment opèrent les experts, I, 305, art. 207, n. 166; art. 208, n. 166. — Ces opérations se font au greffe ou le rapport doit être rédigé, I, 305, q. 850. — Observations et réquisitions que les parties peuvent faire avant de se retirer, pour les laisser procéder, I, 305, q. 849. — Leur rapport doit être commun et motivé, I, 306, art. 210, n. 168. — Ce qu'il doit contenir, I, 306, n. 168. — Rédaction du rapport, remise des pièces aux dépositaires et taxes des experts, I, 305, 306, art. 209, n. 167, 307, note 1. — Le greffier délégué pour assister à la vérification ne peut recevoir le rapport ni taxer les experts, I, 306,

q. 851.—Les juges ne sont pas tenus de prononcer suivant l'opinion des experts, 1, 307, q. 853.—De la décharge à lui donner des pièces de comparaison par les dépositaires publics, 1, 306, q. 852.

18. Peines encourues par celui qui a dénié une pièce jugée écrite ou signée de lui, 309, art. 213.—Elles ne peuvent être appliquées qu'à celui qui a dénié sa propre écriture, 1, 309, n. 171.—Celui qui, par mauvaise foi, a dénié l'écriture d'un autre ne peut même être condamné à ces peines, 1, 309, note 4.—L'amende est applicable à celui qui a d'abord dénié son écriture et l'a ensuite reconnue avant la vérification, s'il n'a ainsi agi que pour se procurer un délai, 1, 309, note 3, § 3.—Elles sont appli-

cables à celui qui a dénié son écriture relativement à une lettre de change et peuvent être prononcées par le tribunal civil qui a statué sur cet incident, 1, 309, note 3, § 2.—Ce qu'on entend par *principal* dans l'art. 213, 1, 309, q. 857.

V. *Arbitrage*, 35; *Faux*, 3.

VIDER.

Sens de ce mot, 1, 153, note 2.

VIRTUELLEMENT.

Signification de ce mot, 1, 192, note.

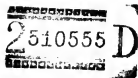
VISA.

V. *Acte*, 16; *Exploit*, 9; *Saisie immobilière*, 5, 14, 19, 26.

VU DE LIEUX.

V. *Descente sur les lieux*; *Expertise*, § 2.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.



TABLE

DES ARTICLES

DES DIFFÉRENS CODES ET LOIS,

AVEC INDICATION DES PAGES DU TEXTE OÙ ILS SONT RAPPORTÉS.

Nota. Le chiffre romain indique le volume, et les chiffres arabes, la page du texte.

CODE CIVIL.

Articles.

2 I 296.
 3 III 246.
 4 II 273.
 6 — 346.
 11 I 244.—III, 198.
 13 III 198.
 14 I 92.
 15 — 244.
 16 — 244, 245, 246, 248.
 — II, 141.
 25 — 269, 402.
 26 — 268.
 46 III 101.
 66 II 60.
 74 I 104, 105.—III, 312.
 99 — 148.—III, 154, 157.
 100 — 224.—III, 157.
 102 — 4, 72, 87, 89, 102,
 103.
 103 — 72, 103.
 104 — 103, 104.—III, 128.
 105 — 103.
 108 III 192.
 110 I 75.—III, 158.
 111 — 4, 77, 78, 201.—II,
 139, 213, 323, 392.
 112 III 157, 158.
 113 — 164, 210.
 113 I 175.—III, 159, 199.
 115 III 159.
 119 — 159.
 120 — 157, 158.
 122 — 159.
 124 — 164.
 135 I 242.
 144 — 103.
 158 — 383.

Articles.

162 I 99, 899.
 167 III 213.
 179 II 55.
 184 I 121, 175.
 206 — 99.
 214 — 317.
 217 — 54.
 218 — 54, 173.
 219 — 173.—III, 162.
 220 — 239.
 225 III 316.
 227 — 181.
 236 — 177.
 237 — 163.
 239 — 163.
 249 I 224.
 250 — 224.
 251 — 309, 383.—III, 180.
 259 III 180.
 260 — 180.
 264 — 181.
 265 — 181.
 266 — 181.
 268 — 176, 178.
 269 — 176.
 270 — 178, 179.
 294 I 268.—III, 181.
 299 II 222.
 306 III 176.
 307 I 383.—III, 176, 179,
 180.
 311 III 178.
 334 I 383.
 360 II 61.
 383 I 383.
 406 III 182, 225.
 407 — 183, 312.

Articles.

408 III 183.
 409 — 183.
 411 — 312.
 412 — 189.
 418 — 254.
 421 — 202.
 431 — 217.
 439 — 183.
 441 — 184.
 448 — 183, 184, 185.
 452 — 217, 237.
 455 — 237.
 457 — 185, 221.
 458 — 185, 221.
 459 — 221, 227, 237.
 460 — 221, 227.
 466 — 240.
 472 I 57.—III, 93.
 474 II 299.
 480 I 148.
 481 II 425.
 483 III 185.
 491 — 188.
 492 — 188.
 496 — 190.
 498 — 191.
 499 I 124.—III, 192.
 500 III 192.
 501 — 192, 193.
 509 II 173, 262.
 513 I 124.—III, 244.
 514 III 193.
 520 II 364, 422.
 522 — 347, 422.
 524 — 346, 347, 405.
 525 — 346.
 528 — 347.

Articles.

530 II 368.
 584 I 70.
 595 II 423.
 599 — 317.
 627 — 131.
 736 I 5.
 756 — 383.
 765 — 383.
 778 III 248.
 779 II 54, 55.
 784 III 253.
 788 — 213.
 790 II 242.
 793 III 245, 250.
 795 I 268,—III, 246.
 796 — 268,—III, 220, 246.
 797 — 268, 270,—III, 279.
 798 — 268.
 800 — 268, 271.
 805 III 249.
 806 — 250, 251.
 807 II 283,—III, 251.
 808 III 251.
 810 — 217.
 813 II 379.
 815 III 227.
 821 — 208.
 822 I 58, 74, 75,—III, 235, 250.
 823 III 235.
 824 — 236, 247.
 826 — 219.
 827 — 222, 237.
 828 — 240, 241.
 829 — 235.
 833 — 239.
 834 — 240, 244.
 838 — 235, 236, 237.
 839 — 237.
 873 I 269.
 877 II 155, 303, 393.
 882 — 44,—III, 213.
 893 I 376.
 911 II 451.
 913 — 332.
 916 III 204.
 921 — 213.
 974 I 336.
 1006 — 269,—III, 210.
 1007 III 204.
 1008 — 204.
 1009 I 269.
 1012 — 269.
 1026 III 210.
 1031 — 200, 210.
 1108 — 300.
 1110 I 230.
 1121 III 7.
 1122 — 279.
 1125 — 259, 260, 316.
 1133 II 346.
 1134 III 269.

Articles.

1139 I 70.
 1142 III 280.
 1146 I 70.
 1153 — 70, 71,—II, 304,—III, 99.
 1165 — 301.
 1166 II 333, 339,—III, 69, 213.
 1167 — 426.
 1182 I 114,—III, 21.
 1186 II 316.
 1188 I 165,—III, 125.
 1202 — 176,—II, 20.
 1203 — 27.
 1206 — 218,—III, 300.
 1211 — 30.
 1217 II 118.
 1221 — 179.
 1224 — 118.
 1240 — 181.
 1242 — 322, 323.
 1244 I 162, 163, 164, 165,—II, 155, 436,—III, 171.
 1247 II 313.
 1248 — 154.
 1257 III 118, 121.
 1258 II 339,—III, 100, 118.
 1259 III 120, 121.
 1260 II 394.
 1264 — 118.
 1267 — 40.
 1268 III 120.
 1269 — 196.
 1281 — 300.
 1287 — 300.
 1289 I 181.
 1290 — 181.
 1291 — 181.
 1293 III 97.
 1298 II 313.
 1304 — 104,—III, 172.
 1317 — 63, 318, 349,—II, 279.
 1318 II 202.
 1319 I 186, 286, 317, 318, 334, 349, 350,—II, 216, 279.
 1322 — 23, 287,—II, 242.
 1323 — 287, 288, 289.
 1324 — 287, 288, 289.
 1325 III 266.
 1326 I 287.
 1328 — 221, 222.
 1334 — 73, 327.
 1335 — 300, 327.
 1338 III 266.
 1341 I 37, 290, 351, 354,—III, 356.
 1346 — 354.
 1347 II 39, 40.
 1348 I 351.
 1350 II 204.

Articles.

1351 I 271, 342,—II, 199, 204, 226, 229.
 1352 II 204.
 1353 — 25, 39.
 1355 I 62.
 1356 — 62,—II, 38, 39.
 1357 — 156.
 1358 — 65.
 1361 — 65, 66.
 1363 — 66, 266,—II, 254.
 1364 — 66, 158.
 1365 III 301.
 1377 — 22, 52.
 1382 I 168,—II, 283,—III, 202.
 1384 — 404,—II, 89, 454.
 1414 III 216.
 1426 I 173, 174.
 1427 — 174.
 1428 — 52.
 1429 II 423.
 1443 III 165, 169, 174.
 1444 — 170, 171, 172, 173,—III, 180, 216.
 1445 I 268,—III, 169, 171.
 1453 III 175.
 1454 II 55.
 1456 I 268, 271.
 1467 — 268,—III, 253.
 1458 — 268.
 1459 — 271.
 1463 II 230.
 1550 III 304.
 1552 — 60.
 1556 II 25.
 1557 I 124.
 1576 — 124.
 1583 III 139.
 1594 — 128, 230.
 1595 — 109.
 1596 II 362, 450.
 1597 — 450, 451.
 1598 III 145.
 1599 — 14.
 1636 — 19, 23.
 1638 — 22.
 1655 I 165.
 1678 II 8, 24.
 1683 — 443.
 1690 — 328.
 1715 — 28.
 1727 I 276.
 1752 III 124.
 1768 I 26.
 1854 III 302.
 1862 II 354.
 1872 I 74,—III, 245.
 1901 — 165.
 1936 II 420.
 1958 — 420.
 1961 I 27,—III, 179.
 1963 II 420.

Articles.

1981 II 332.
 1983 — 390.
 1985 I 117.
 1988 — 12.
 2007 II 18.
 2008 I 83.
 2019 II 155.
 2020 — 283.
 2022 I 281.
 2027 — 281.
 2036 III 300.
 2040 II 282.
 2041 I 248.—III, 137.
 2043 II 283.
 2044 — 28, 38, 102.
 2045 I 53, 57.
 2046 — 348.
 2051 III 126.
 2052 — 265.
 2059 I 169, 170.—III, 69.
 2060 — 24, 32, 169.—II, 101, 281, 350, 364.
 2061 — 170, 280.—II, 433.—III, 70, 126, 317.
 2062 — 170.
 2063 II 350, 364.—III, 287.
 2064 I 167.
 2065 — 169, 170.
 2066 — 167.—II, 350, 455.
 2067 III 37, 286, 287.
 2068 — 85.
 2070 I 169.
 2071 III 69.
 2073 II 378.
 2078 — 391.
 2085 III 146.
 2088 II 391.
 2090 III 138.
 2091 II 425.
 2092 — 364.—III, 35.

Articles.

2093 II 364, 378.—III, 13.
 2094 — 378.
 2101 — 333, 378, 383, 430.—III, 217.
 2102 I 182.—II, 333, 378, 383.—III, 123, 124, 125.
 2104 III 217.
 2105 — 217.
 2108 — 65, 66, 142.
 2109 — 132.
 2114 — 148.
 2117 II 294.
 2123 I 63, 287, 304.—II, 316.—III, 141, 246, 287.
 2124 II 427.
 2126 — 427.
 2127 I 63.—III, 141.
 2148 — 86.—II, 213.
 2149 II 181.
 2151 III 61.
 2156 II 162, 219.
 2158 — 307.—III, 65.
 2166 III 139.
 2167 II 396.
 2168 — 396.
 2169 — 395, 396, 432.
 2170 I 281.
 2174 II 392.
 2177 — 431.
 2181 III 23, 140, 145.
 2182 — 23, 140.
 2183 II 393, 396, 443, 451.—III, 132, 232.
 2184 — 232.
 2185 — 60.—III, 66, 132, 134, 142, 230, 231, 232, 233, 234, 317.
 2186 III 142.

Articles.

2187 III 134, 143, 144, 233.
 2188 II 430.
 2191 III 134, 136.
 2192 — 145, 146.
 2193 II 430.—III, 141.
 2194 I 106.—II, 413, 430.—III, 23, 66, 134, 141.
 2195 III 141.
 2198 II 431.
 2204 III 13.
 2205 — 399.
 2206 II 399.—III, 27.
 2209 III 35.
 2210 II 394, 406.—III, 134.
 2211 — 406.
 2212 — 310.
 2213 — 292, 303, 310.
 2214 — 391.
 2216 I 4.
 2217 II 422.
 2218 — 422.
 2223 I 230.
 2224 — 267.
 2227 II 107, 263.
 2229 I 24.
 2234 — 28.
 2244 — 69, 398.
 2245 — 58, 69.
 2246 — 4, 243.—II, 109.
 2247 II 109, 112, 115, 121, 228.
 2248 I 69.
 2249 II 395.—III, 390.
 2250 III 300.
 2260 I 82.
 2262 — 147.—II, 165.
 2276 — 147.
 2278 III 145.
 2279 II 352, 363.—III, 130.
 2281 — 107.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

Articles.

I I 3, 60.
 2 — 4, 72.
 3 — 5, 44.
 4 — 5, 6, 59, 90, 179.—III, 208.
 5 — 6, 20, 93.
 6 — 8, 163.
 7 — 8, 9, 10, 64.
 8 — 10.
 9 — 11.
 10 — 12, 42.
 11 — 12, 13, 42.
 12 — 13, 14, 42, 133.
 13 — 13, 14, 39, 186.
 14 — 14, 15.—II, 144.
 15 — 13, 16, 17, 39.—II, 100.

Articles.

16 117, 18.
 17 — 18, 19, 184, 186.—II, 217.
 18 — 19.
 19 — 11, 20.
 20 — 6, 21, 22, 41, 234, 238.
 21 — 22, 23.
 22 — 23, 240.
 23 — 24, 25, 26, 44.—III, 16.
 24 — 27.
 25 — 28, 29, 30.
 26 — 30, 31.
 27 — 31, 32, 33.
 28 — 33, 34, 41.
 29 — 34, 39.

Articles.

30 I 34.
 31 — 34.—II, 200.
 32 — 35, 36.
 33 — 36, 37.
 34 — 37.
 35 — 38, 39, 181.
 36 — 39, 40, 41.
 37 — 42.
 38 — 34, 42.
 39 — 39, 42, 43, 45.—II, 129.
 40 — 39, 40, 43, 45.—II, 128.
 41 — 34, 44.
 42 — 39, 44, 45.
 43 — 39, 46.
 44 — 46, 47.

Articles.

45 I 48, 49.—III, 281.
 46 — 49.
 47 — 49, 50.
 48 — 52, 53, 54, 57, 64.
 — II, 126, 245.
 49 — 52, 54, 55, 56, 57,
 287.—II, 126, 245,
 288.—III, 120.
 50 — 57, 58, 72.—III, 220.
 51 — 59, 254.
 52 — 5, 59, 60.
 53 — 60, 68.
 54 — 61, 62, 63, 64, 66.
 55 — 64, 65, 66, 286.
 56 — 66, 67, 68.
 57 — 58, 68, 69, 70. — II,
 115.—III, 114.
 58 — 67, 70.
 59 — 4, 72 & 79, 101, 201,
 249, 253.—II, 139.
 — III, 131.
 60 — 79, 80, 81.—II, 323.
 61 — 3, 60, 71, 81 & 95,
 106, 107, 372.—II,
 44, 46, 99, 113, 132,
 180, 181, 211, 233,
 317.—III, 312.
 62 — 95.
 63 — 95, 222.—II, 447.
 64 — 3, 71, 95, 96.
 65 — 96.—II, 43, 46.
 66 — 97, 98, 99, 179.
 67 — 99, 100.—III, 311.
 68 — 6, 82, 90, 95, 99,
 80, 99, 100 & 111,
 260, 372.—II, 138,
 180, 181, 211, 233,
 317, 339, 352, 408,
 410.
 69 — 111 & 114, 175.—
 II, 133, 318, 336,
 431.—III, 325.
 70 — 109, 113, 114.—II,
 317, 319.
 71 — 114, 179, 212.—III,
 311.
 72 — 114.—II, 214.—III,
 318.
 73 — 115.—II, 133, 432,
 433.
 74 — 115.—II, 132.
 75 — 116, 117, 118, 205.
 76 — 99, 118, 119.—II,
 215.
 77 — 119, 205, 213, 282,
 — II, 126.
 78 — 119.—II, 126.
 79 — 119, 120.
 80 — 120.
 81 — 121.
 82 — 121.

Articles.

83 I 122 & 126.—II, 70,
 252, 278.—III, 258.
 84 — 126, 127.
 85 — 116, 126, 127, 128,
 — II, 215.
 86 — 129.—II, 139.
 87 — 11, 129, 130.
 88 — 128, 130, 131.
 89 — 131.
 90 — 131, 132.
 91 — 131, 132, 133, 285.
 92 — 128, 133.
 93 — 134, 135, 136, 137,
 — II, 132, 217.
 94 — 135, 136, 200.—II,
 132.
 95 — 137, 138.
 96 — 138, 139.
 97 — 139, 140, 142, 284.—
 II, 284.
 98 — 140, 141, 142.—II,
 284.
 99 — 141, 142, 143.
 100 — 141, 142.
 101 — 141, 143.
 102 — 142.—II, 21.
 103 — 142.
 104 — 141, 143.
 105 — 139, 143.
 106 — 143.
 107 — 143, 144, 285.—II,
 284, 294.
 108 — 144.
 109 — 144.
 110 — 145.—II, 101.
 111 — 121, 145, 146.—III,
 55.
 112 — 146.
 113 — 146, 224.—III, 45.
 114 — 157, 158.
 115 — 158.
 116 — 134, 135, 151.
 117 — 151, 152, 153.—II,
 227.
 118 — 151, 153, 154, 155,
 333.—III, 290.
 119 — 155.—II, 25, 28, 31,
 35, 146.
 120 — 156, 286.—III, 299.
 121 — 159, 161, 162, 286,
 — II, 292.—III,
 299.
 122 — 162, 163, 164, 171,
 369.—II, 155, 289,
 — III, 111.
 123 — 164, 369.—II, 289.
 124 — 164, 165.
 125 — 37, 165, 166.
 126 — 166, 167, 168, 169,
 200.—III, 69, 70,
 59.
 127 — 167, 171.

Articles.

128 I 171.—II, 283.
 129 — 171.—II, 286.
 130 — 171, 172, 173, 174,
 176, 176, 177, 289,
 — III, 285.
 131 — 177, 178.—II, 115,
 — III, 285.
 132 — 172, 179, 180.
 133 — 180, 181, 183.
 134 — 181.—II, 70.
 135 — 183, 184, 185, 186,
 187, 215, 216, 363,
 — II, 116.—III, 103,
 288, 308.
 136 — 187.
 137 — 187, 222.
 138 — 187, 188.—II, 145.
 139 — 189.
 140 — 189.
 141 — 19, 180, 190, 191,
 192, 193.—II, 71,
 145.
 142 — 193, 194, 195.—II,
 155.
 143 — 194, 195.
 144 — 194, 196.
 145 — 195, 196, 197, 198.
 146 — 198, 199.—II, 302.
 147 — 199, 200, 201, 202,
 216.—II, 163, 167,
 290.
 148 — 202, 203.
 149 — 204, 205, 206, 265,
 — II, 327.
 150 — 20, 27, 138, 204, 206,
 207, 208, 209, 212,
 265.—II, 150.
 151 — 209.—II, 71.
 152 — 209.—III, 314.
 153 — 20, 147, 205, 210,
 211, 212, 213, 218,
 224, 273, 290, 367,
 — II, 4, 55, 150,
 166.
 154 — 205, 207, 214, 215.
 155 — 187, 215, 216, 249,
 290, 364.—II, 150,
 — III, 170.
 156 — 17, 22, 147, 212,
 216 & 222, 229,
 230, 367, 368.—II,
 34, 100, 150, 151,
 162.
 157 — 21, 206, 212, 222,
 223, 224, 225, 367,
 368, 369.—II, 167.
 158 — 206, 213, 215, 217,
 221, 225, 226, 236,
 367, 368, 369.
 159 — 217, 220, 221, 225,
 226, 227, 228, 229,
 230, 233, 235, 236.

Articles.

- 278 I 364, 366, 367, 379, 382, 392, 393, 394, 395.
 279 — 355, 364, 393, 394, 395. — II, 149.
 280 — 135, 379, 393, 395, 396, 397.
 281 — 397.
 282 — 386, 397.
 283 — 38, 40, 99, 108, 382, 384, 386, 396, 398, 399, 400, 401, 402, 403. — II, 6, 13, 32, 83, 88.
 284 — 40, 386, 403.
 285 — 105, 403, 404.
 286 — 404, 405. — II, 5, 92.
 287 — 405. — II, 13.
 288 — 405.
 289 — 386, 387, 406.
 290 — 406.
 291 — 406.
 292 — 353, 366, 406, 407, 408, 409.
 293 — 353, 366, 409, 410.
 294 — 384, 393, 410.
 295 II 1, 2, 10.
 296 — 3.
 297 — 3, 4, 3.
 298 — 6.
 299 — 6.
 300 — 6.
 301 — 2, 6, 16.
 302 — 7, 147.
 303 — 7, 8.
 304 — 8, 9, 147.
 305 I 292. — II, 9, 10, 14, 147.
 306 II 10, 11, 13, 14, 147, — III, 179.
 307 I 39. — II, 11, 12, 16.
 308 II 12, 148. — III, 280.
 309 I 99, 354. — II, 10, 12, 13, 60, 148.
 310 — 99. — II, 13, 148.
 311 — 257. — II, 13, 148.
 312 II 10, 14, 148.
 313 — 14, 148.
 314 — 14, 148.
 315 — 18.
 316 — 15, 16, 148.
 317 — 16, 17, 18, 148.
 318 — 18, 19, 148.
 319 — 19, 20, 148, 149. — III, 225.
 320 I 32. — II, 20, 21, 148.
 321 II 21.
 322 I 45. — II, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 148, 286.
 323 II 19, 24, 25, 148.
 324 — 25, 26, 27, 28, 29, 30.
 325 — 31, 32.

Articles.

- 326 II 32, 33.
 327 — 33.
 328 — 33.
 329 — 31, 33, 34. — III, 189.
 330 — 32, 35, 36, 39, 146. — III, 132.
 331 — 29, 30, 35.
 332 — 33, 35, 36, 51.
 333 — 31, 34, 36, 37. — III, 190.
 334 — 36, 38.
 335 — 38.
 336 II 40.
 337 I 209, 297. — II, 42, 43, 223.
 338 — 281. — II, 43, 271.
 339 II 43, 44, 45, 46.
 340 I 137. — II, 46, 47, 48.
 341 II 47, 48.
 342 I 206, 224, 279. — II, 49, 50, 438.
 343 — 137, 206, 279. — II, 47, 49, 50, 51.
 344 — 118, 223. — II, 51, 52.
 345 — 52. — II, 52, 53.
 346 — 302. — II, 53.
 347 II 53, 54.
 348 — 54.
 349 — 54, 55, 56.
 350 — 56.
 351 — 52, 55, 56.
 352 I 117, 179. — II, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 112, 118, 202. — III, 230.
 353 II 60, 61, 62.
 354 — 57, 62, 63.
 355 — 57, 63.
 356 — 58, 62, 63.
 357 — 63, 64.
 358 — 62, 64.
 359 — 63, 64.
 360 — 52, 64, 65.
 361 I 268. — II, 65.
 362 II 65, 66.
 363 — 67, 68, 69, 70, 238. — III, 44, 181.
 364 II 70, 71, 95. — III, 44.
 365 — 71, 80.
 366 — 71, 72. — III, 313.
 367 — 72.
 368 — 73, 74, 75, 76, 77, 78, 95.
 369 — 77, 78.
 370 — 80, 78.
 371 I 135. — II, 65, 78, 79.
 372 II 79, 80.
 373 — 79, 80.
 374 — 80.
 375 — 79, 80.
 376 — 80, 81, 92.
 377 — 80, 398.
 378 I 48, 99. — II, 74, 77.

Articles.

- 81 à 89.
 379 89.
 380 I 48. — II, 89, 90.
 381 — 50. — II, 75, 91.
 382 — 49, 137. — II, 91, 271.
 383 II 12, 13, 91, 92.
 384 — 60, 92. — III, 231.
 385 I 135. — II, 92, 93, 95.
 386 II 93.
 387 I 50. — II, 38, 93, 94.
 388 II 94.
 389 I 48. — II, 79, 94.
 390 II 94, 95. — III, 311.
 391 — 14, 95, 96.
 392 — 96. — III, 213.
 393 — 96, 97.
 394 I 50, 135. — II, 97.
 395 — 50. — II, 97.
 396 II 97.
 397 I 16, 69. — II, 99, 100, 101, 103, 111, 115.
 398 — 99, 273. — II, 107.
 399 II 103, 107, 108, 109, 110, 111, 114, 226, 227.
 400 — 100, 113, 114.
 401 I 16, 220. — II, 100, 105, 114, 115, 116, 228, 329. — III, 279.
 402 II 117, 119.
 403 I 179, 187. — II, 120, 121, 122. — III, 116.
 404 — 182, 257. — II, 128, 124, 125.
 405 — 119, 125, 137, 234, 257. — II, 126, 127, 132, 217.
 406 II 45, 126.
 407 — 127.
 408 — 128.
 409 — 128. — III, 267.
 410 — 128, 129.
 411 — 128, 129.
 412 — 129.
 413 I 37, 309, 384. — II, 129, 130.
 414 — 125. — II, 131, 146.
 415 II 132, 138.
 416 — 132, 152.
 417 — 133, 134, 135, 154.
 418 — 133, 134, 135, 136.
 419 I 103. — II, 135, 136.
 420 — 77. — II, 136, 137, 138, 139, 146, 177.
 421 II 125, 139, 140, 146.
 422 — 140, 141, 151, 160, 162.
 423 — 131.
 424 I 259. — II, 63, 141, 142.
 425 — 257. — II, 142, 143, 178, 206.
 426 II 143, 144, 146.

Articles.

- 427 I 15.—II, 144, 145, 146, 147.
 428 II 139, 146, 147.
 429 — 147, 148.—III, 267, 268.
 430 I 234.—II, 148, 267.
 431 II 149.
 432 — 130, 149.
 433 I 193.—II, 149.
 434 — 20, 207, 208.—II, 150.
 435 II 150, 151.—III, 74.
 436 I 225.—II, 151, 152, 153.
 437 — 238, 250.—II, 151.
 438 — 237.—II, 152, 153.—III, 86.
 439 II 153, 154, 216.
 440 — 154, 280.
 441 — 155, 311.
 442 — 134, 155, 311.—III, 74, 75.
 443 I 23, 201, 222, 237, 264.—II, 142, 158 & 173, 176, 177, 178, 180, 183, 185, 196, 197, 199, 200, 266, 453.—III, 10, 11, 237, 306, 318.
 444 II 166, 170, 173, 174, 176, 177, 178, 183.—III, 13, 292.
 445 — 179, 321.
 446 — 179, 180.
 447 — 180, 181.
 448 — 181, 182, 183, 257.
 449 — 184, 185, 208.
 450 I 259.—II, 185, 186.
 451 — 34, 102, 182, 333, 364.—II, 48, 186, 187, 188, 191, 193, 196, 197, 201, 233, 252.
 452 — 34, 198, 200, 333, 364.—II, 48, 116, 186, 187, 188, 189, 191, 197, 198, 199, 201.
 453 II 178, 204, 205, 206, 211, 370.
 454 I 18, 249, 257, 258.—II, 178, 205, 206, 237.—III, 309.
 455 II 206, 207, 208, 211.—III, 11.
 456 I 18, 82, 92, 249.—II, 168, 186, 209, 211, 212, 213, 233, 240, 338, 339, 435.—III, 28, 57, 85.
 457 II 213, 214, 217.—III, 13, 29, 173, 181.

Articles.

- 458 II 214.
 459 I 185.—II, 215, 216.
 460 II 216, 217.
 461 — 167, 217.
 462 I 282.—II, 29, 217, 232.
 463 II 217.
 464 I 53, 61, 160, 192.—II, 26, 218, 219, 220, 221, 223, 223, 238, 241.
 465 II 223, 241.
 466 — 223, 224, 225, 240.
 467 I 153.—II, 226, 227.
 468 — 155.—II, 217, 227.
 469 II 226, 227, 228.
 470 I 190, 217.—II, 19, 217, 223, 229.
 471 II 230.—III, 311.
 472 — 230, 231, 232, 235, 285, 311, 323.
 473 I 128.—II, 158, 201, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 246, 275.
 474 II 223, 225, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245.—III, 169.
 475 — 244, 245, 246.—III, 299.
 476 — 180, 244, 245.—III, 29.
 477 — 247.
 478 I 186.—II, 247, 248.
 479 II 239, 248, 249.—III, 186.
 480 I 102, 122, 177, 191, 205, 351.—II, 182, 250 & 261.—III, 316.
 481 II 261, 262, 263.
 482 — 263.
 483 — 257, 264, 265, 267.
 484 II 264.
 485 — 265.
 486 — 265.
 487 — 265.
 488 — 265.
 489 — 265.
 490 — 265, 266.
 491 — 266.
 492 — 252, 261, 266, 267.
 493 — 267.
 494 — 229, 267, 268.
 495 — 227, 229, 267, 268.
 496 — 252, 268.—III, 190, 325.
 497 — 268, 269.—III, 93.
 498 — 252, 269.
 499 — 269.
 500 — 214, 269, 270.
 501 — 265, 270.
 502 — 271.

Articles.

- 503 II 271, 272.
 504 I 131.—II, 257, 271, 272.
 505 II 101, 273, 274, 275.
 506 — 101, 275, 342.
 507 — 101, 275, 276.
 508 — 276.
 509 — 276.
 510 — 276, 277.
 511 — 60, 277.
 512 — 277.
 513 — 277.—III, 311.
 514 — 277, 278.
 515 — 278.
 516 — 278.
 517 I 248.—II, 280.
 518 II 280.—III, 251.
 519 I 248.—II, 281, 282, 283.
 520 II 281, 282.
 521 I 137.—II, 282, 283.
 522 II 283, 287, 422.
 523 — 284.
 524 — 284, 285.
 525 — 285.
 526 I 139.—II, 286, 291.
 527 II 287, 288.
 528 — 234, 288, 289, 292.
 529 I 139.—II, 289.
 530 II 289, 290.
 531 — 290.
 532 — 291.
 533 — 291.
 534 I 170.—II, 292, 293, 294.
 535 II 293, 294, 297.—III, 74.
 536 — 294, 295, 297, 327.
 537 — 295.
 538 — 295, 298, 297, 299.
 539 I 135.—II, 297, 298.
 540 II 298.
 541 — 298, 299.
 542 I 135.—II, 299.
 543 II 300.—III, 285.
 544 I 179.—II, 300, 301.
 545 II 279, 302, 303.
 546 — 304.
 547 — 279, 306, 307.
 548 I 216.—II, 307, 308, 309, 330, 380.
 549 II 308.
 550 — 308, 309, 375.
 551 — 309, 310.
 552 — 310.
 553 — 134, 231, 310, 311.—III, 75.
 554 — 311.—III, 94, 220.
 555 — 311, 319.
 556 I 179.—II, 59, 60, 311, 312, 313, 382, 405.

Articles.

- 406.—III, 72.
 557 II 313, 316, 331, 337, 439.
 558 — 314, 317, 316, 337, 356.
 559 — 134 317, 318.—III, 43.
 560 — 318.
 561 — 316, 319, 324, 325.
 562 I 135.—II, 319, 320.
 563 — 228.—II, 320, 321, 324, 371.
 564 II 321, 370.
 565 I 132.—II, 320, 321, 322, 370, 371.
 566 — 52, 57, 180.—II, 323.
 567 II 323, 324.
 568 I 135.—II, 321, 324.
 569 II 319, 324.
 570 I 52.—II, 325, 326.
 571 — 228.—II, 325.
 572 II 325.
 573 — 326, 327, 369.
 574 — 327.
 575 I 228.—II, 239, 326, 327, 328.
 576 II 329.
 577 — 329, 330.
 578 — 330.
 579 I 227, 228.—II, 327, 330.
 580 II 331.
 581 — 332, 345, 368.
 582 — 332, 333.
 583 I 227.—II, 334, 335, 336, 338, 341, 393.
 584 — 213.—II, 334, 335, 337, 338, 339, 340, 395, 455.—III, 75, 128.
 585 II 336, 340, 341, 405.
 586 — 341, 342, 374.
 587 I 137.—II, 342, 343.—III, 150, 322.
 588 II 330, 343.—III, 127.
 589 — 330, 343.
 590 — 343, 344.
 591 — 344, 425.
 592 — 325, 332, 343, 344, 345, 346, 347, 346, 349.
 593 — 332, 345, 346, 349.—III, 123.
 594 — 349, 364.
 595 — 350.—III, 201.
 596 — 350, 353.
 597 — 350.
 598 — 351.—III, 127, 128.
 599 — 351, 352.
 600 — 352.
 601 — 352.

Articles.

- 602 II 352.
 603 — 353.
 604 — 354.
 605 — 354.
 606 — 353, 354, 360.—III, 26.
 607 — 355.
 608 — 334, 355, 356, 357.
 609 — 353, 357, 359.
 610 — 353, 357.
 611 — 353, 356, 359.
 612 — 353, 359.
 613 — 350, 359.
 614 — 359.
 615 — 357, 359.—III, 220.
 616 — 359, 360.
 617 — 359, 360, 365, 416.
 618 — 359, 361.
 619 — 359, 361.
 620 — 361.
 621 — 354, 361, 362.
 622 I 179.—II, 310, 362.
 623 II 362.
 624 — 362.
 625 — 363.
 626 — 335, 336, 363, 364.
 627 — 365.
 628 — 366.
 629 — 366.
 630 — 366.
 631 — 366.
 632 — 366.
 633 — 367.
 634 — 367.
 635 — 367, 377.
 636 — 369.
 637 — 369, 370, 372.
 638 — 370.
 639 — 370.
 640 — 370.
 641 I 226.—II, 371, 372, 376.
 642 II 371, 372.—III, 149.
 643 — 372, 373, 453.
 644 — 372.
 645 — 372, 373.
 646 — 372.
 647 — 372, 374, 375.
 648 — 372, 374.
 649 — 372, 374.
 650 — 372, 374.
 651 — 372.
 652 — 372, 376.
 653 — 376.
 654 — 377.
 655 — 377.
 656 — 376, 379.—III, 250.
 657 — 376, 379, 380.
 658 — 380.—III, 249.
 659 — 380, 366.—III, 46.
 660 — 356, 380, 381.
 661 — 358, 381.

Articles.

- 662 II 330, 382, 383.
 663 — 383, 385, 386.
 664 — 381, 383.—III, 56.
 665 — 383, 384.
 666 I 146.—II, 156, 384.
 667 II 384.—III, 54.
 668 I 135, 146.—385.
 669 — 257.—II, 156, 385, 386.—III, 56.
 670 II 367.
 671 — 387.—III, 65.
 672 — 367.—III, 61.
 673 — 46, 334, 389, 392, 393, 394, 395, 411, 455.
 674 — 338, 397, 396.
 675 — 387, 398, 401, 402, 404, 422, 455.
 676 I 6.—II, 375, 405, 406, 407, 419.
 677 II 406, 410, 419. III, 45.
 678 — 406.—III, 69.
 679 — 408, 409.—III, 6.
 680 — 409, 410.—III, 7.
 681 I 227.—II 406, 409, 412, 419.
 682 II 412, 413, 415, 434.—III, 24.
 683 II 374, 413, 414.—III, 24, 144.
 684 — 414, 415, 416, 417, 418.—III, 24.
 685 II 374, 416, 418, 437.—III, 24.
 686 — 374, 419.—III, 24.
 687 — 374, 375, 406, 419, 435, 437.—III, 143.
 688 II 412, 419, 420, 421, 424.
 689 — 421, 422, 426.
 690 I 169, 170.—II, 423.
 691 II 422, 423, 424, 425.
 692 — 426, 427, 453.
 693 — 426, 429.—III, 136.
 694 — 429.
 695 — 429, 430, 431.—III, 6, 45, 143.
 696 II 43, 432.—III, 8.
 697 — 433, 434.—III, 3, 143, 144.
 698 — 434, 443.—III, 128.
 699 — 434, 454, 25.
 700 II 375, 434, 435.—III, 24.
 701 — 375, 435.—III, 24, 231.
 702 — 435, 436.
 703 — 474, 375, 409, 410, 415, 436.
 704 — 374, 375, 409, 415, 436, 437.

Articles.

- 705 II 437, 438.
 706 — 418, 436, 439.—III, 137, 227.
 707 — 440, 441, 448.—III, 36, 230, 232, 237, 238.
 708 — 375, 421, 441.
 709 — 60, 376, 441, 442, 443.—III, 230.
 710 — 378, 442, 443, 444, 445, 446, 448, 449.—III, 42, 132, 144, 148, 231, 232, 233, 238, 239.
 711 I 22.—II, 378, 429, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 456.
 712 — 170.—II, 445, 446, 448, 449.
 713 II 378, 444, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 458.—III, 231, 233.
 714 II 433, 454.—III, 237.
 715 — 453, 458.—III, 11, 24, 35, 233.
 716 — 456.—III, 233.
 717 II 46, 374, 389, 404, 407, 409, 411, 415, 418, 432, 438, 456.
 718 I 52.—II, 421.—III, 2, 3, 26.
 719 III 2, 3, 4, 9.
 720 II 409.—III, 3, 4.
 721 — 421.—III, 4, 5, 6, 7, 6, 9, 238.
 722 II 378, 421.—III, 6, 7, 8, 9, 10.
 723 I 224.—II, 156, 376, 421.—III, 6, 10, 11.
 724 II 376.—III, 11.
 725 III 7, 11, 12.
 726 II 158.—III, 12, 13.
 727 — 429.—III, 13, 14, 15, 16, 20, 24, 31, 32.
 728 III 14, 18.
 729 — 16, 17, 18, 19.
 730 II 156, 453.—III, 13, 17, 20, 28.
 731 — 438.—III, 14, 20, 21.
 732 — 375.—III, 24, 27.
 733 — 375, 404.—III, 8, 25, 26, 34.
 734 — 156, 312.—III, 20, 27, 28, 29, 30.
 735 — 434.—III, 1, 25, 26, 27, 31, 32, 33, 34.
 736 — 156, 301, 455.—III, 28, 29, 31, 32, 33, 34.
 737 III 35.
 738 — 13, 35, 36.
 739 II 448.—III, 36, 37.
 740 III 36.

Articles.

- 741 III 36.
 742 — 36, 37.
 743 II 428, 448.—III, 24, 37.
 744 I 170.—II, 363, 416.—III, 37.
 745 II 38.
 746 III 38, 40.
 747 II 392.—III, 38, 39, 40, 234.
 748 III 14, 41.
 749 — 42.
 750 — 24, 43.
 751 — 44, 45.
 752 — 45.
 753 — 45, 46.
 754 II 381.—III, 38, 48, 49.
 755 III 42, 46, 47, 48, 53.
 756 — 42, 48, 49.
 757 II 383.—III, 49, 51, 61, 62.
 758 — 384.—III, 46, 49, 50, 51, 52, 53, 58.
 759 III 48, 49, 50, 52, 55, 58, 60, 81, 62, 84.
 760 II 384.—III, 53, 54, 57, 58, 59, 60, 63.
 761 III 54, 57.
 762 I 135.—III, 54, 55, 57.
 763 — 167, 289.—III, 48, 55, 56, 57, 60, 61.
 764 III 59, 60.
 765 II 385.—III, 57, 60.
 766 III 60.
 767 — 50, 56, 60, 61, 82.
 768 — 62, 63.
 769 — 63.
 770 — 61, 62, 84.
 771 II 458.—III, 62, 64.
 772 III 65.
 773 — 65, 86.
 774 — 65, 86, 87.
 775 — 42, 44, 66, 87, 231.
 776 — 42, 67, 68.
 777 — 42, 67, 68.
 778 — 68, 69.
 779 I 135.—III, 66.
 780 III 71, 72, 73, 74, 82, 304.
 781 I 101.—III, 71, 75, 78, 77, 78, 79, 80, 64, 88, 324.
 782 — 36, 378, 380.—III, 71, 80, 61, 82.
 783 III 81, 77, 82, 304.
 784 — 72, 83, 84.
 785 — 63, 84.
 786 — 85, 68.
 787 — 85, 86, 102, 150.
 788 — 86, 87, 304.
 789 I 227.—III, 88, 69, 91, 104.
 790 III 87, 89.

Articles.

- 791 III 69.
 792 — 90.
 793 — 90, 91, 105.
 794 I 255.—III, 76, 85, 92, 93, 94.
 795 III 83, 94.
 796 — 95, 96.
 797 — 98.
 798 II 310.—III, 96, 87, 101, 102.
 799 III 98, 99.
 800 — 97, 99, 100, 101, 103.
 801 — 103.
 802 — 98, 101, 103, 106.
 803 — 104, 105, 106.
 804 I 169.—III, 105, 106, 129.
 805 III 101, 106.
 806 I 182.—III, 86, 107, 108, 109, 110, 111, 112.
 807 III 108, 112, 113, 149.
 808 — 113, 114, 149.
 809 I 257, 285.—II, 184.—III, 114, 116, 116.
 810 III 116.
 811 II 302.—III, 118.
 812 III 118, 119, 171.
 813 — 119.
 814 — 119, 120, 121.
 815 — 119, 120.
 816 — 120, 121.
 817 — 121.
 818 — 122.
 819 II 336, 337.—III, 123, 124, 125, 129.
 820 III 127.
 821 — 127, 128.
 822 — 128, 129.
 823 — 128.
 824 II 337.—III, 129.
 825 III 128, 130.
 826 — 125, 130.
 827 — 125, 130.
 828 — 131.
 829 — 130, 131.
 830 — 131.
 831 — 131.
 832 II 280, 426, 443.—III, 132, 133, 134, 135, 136, 137.
 833 III 137, 138.
 834 — 138, 139, 140, 141, 142, 143.
 835 — 143.
 836 — 132, 143.
 837 — 132, 137, 143, 144.
 838 — 143, 144, 145.
 839 I 52, 170, 345.—III, 132, 146, 150.
 840 — 186.—III, 148.
 841 III 149.

Articles.

842 III 149.
 843 — 149, 158.
 844 — 150.
 845 — 150.
 846 — 151, 152.
 847 I 257, 300. — III, 152.
 848 — 188. — III, 152.
 849 — 300. — III, 152, 153.
 850 III 153.
 851 — 153.
 852 I 300. — III, 153.
 853 — 198, 199. — III, 164.
 854 — 199. — III, 148, 154.
 855 III 101, 154.
 856 I 52, 135. — III, 154, 155.
 857 III 156.
 858 — 157.
 859 I 135. — III, 158.
 860 III 157, 159.
 861 — 160, 161, 162.
 862 — 163.
 863 I 135. — III, 183, 164.
 864 III 163.
 865 — 165.
 866 — 166, 167, 174.
 867 — 168, 167, 174.
 868 — 166, 167, 174.
 869 — 168, 179.
 870 — 168, 180.
 871 I 52. — III, 189, 180.
 872 III 187, 169, 170, 171, 172.
 873 — 174.
 874 — 175.
 875 — 167, 176, 177.
 876 — 176.
 877 — 176, 177.
 878 I 52. — III, 176, 177, 178, 179.
 879 — 129, 383. — III, 179.
 880 III 167, 181.
 881 II 156. — III, 176, 181.
 882 III 182.
 883 I 52. — III, 183, 184.
 884 III 185.
 885 I 135. — III, 185.
 886 III 185.
 887 — 185, 186.
 888 — 186, 187.
 889 — 186, 187, 188.
 890 — 188.
 891 I 135. — III, 188.
 892 III 189.
 893 — 189, 190.
 894 — 191.
 895 — 191.
 896 — 192.
 897 — 192.
 898 — 193, 194.
 899 — 194.
 900 I 171. — III, 194, 195.

Articles.

901 III 195.
 902 — 101, 195.
 903 — 195.
 904 — 196.
 905 — 196, 1978.
 906 — 198.
 907 — 199.
 908 — 199.
 909 — 200, 201, 218.
 910 — 200, 201.
 911 — 200, 201, 202.
 912 — 202.
 913 — 203.
 914 — 203, 214.
 915 — 204.
 916 — 204, 205.
 917 — 204.
 918 — 205.
 919 — 205.
 920 — 205.
 921 — 205.
 922 — 206.
 923 — 206.
 924 — 207.
 925 — 207.
 926 — 208.
 927 — 208.
 928 — 209.
 929 — 210.
 930 — 210.
 931 — 210.
 932 II 327. — III, 211, 216.
 933 III 211, 212, 213.
 934 — 212.
 935 — 213.
 936 — 214.
 937 — 212, 215, 216, 218.
 938 — 215.
 939 — 215.
 940 — 215.
 941 — 218.
 942 — 216, 217.
 943 — 217, 218.
 944 — 150, 218.
 945 — 219.
 946 — 219.
 947 — 220.
 948 — 220.
 949 — 220.
 950 — 221.
 951 — 221.
 952 — 219, 221.
 953 — 222.
 954 — 222.
 955 II 8, 392. — III, 222, 225.
 956 III 225.
 957 II 19. — III, 10, 40, 225, 234.
 958 III 225.
 959 — 225, 226.
 960 — 226.

Articles.

961 III 226.
 962 — 227.
 963 — 227.
 964 — 40, 227, 234.
 965 II 439, 443, 444. — III, 39, 230, 231, 232, 233, 235, 237, 238.
 966 III 235.
 967 I 83. — III, 235.
 968 III 236.
 969 — 236.
 970 — 236, 237.
 971 — 238.
 972 — 231, 234, 237, 238, 247.
 973 I 257. — III, 239.
 974 III 239.
 975 — 240.
 976 — 240.
 977 — 241, 242, 244.
 978 — 242.
 979 — 242.
 980 — 242.
 981 I 135. — III, 243, 244.
 982 III 244.
 983 — 244.
 984 — 237, 244.
 985 — 244.
 986 — 220, 245, 248.
 987 I 135. — III, 248.
 988 III 231, 238, 247, 248.
 989 — 248, 249.
 990 — 249, 250.
 991 — 249, 250.
 992 II 280. — III, 251.
 993 III 251.
 994 — 251.
 995 — 252.
 996 — 252.
 997 — 253.
 998 — 253.
 999 — 254.
 1000 — 255.
 1001 — 238, 255.
 1002 — 255.
 1003 I 53. — III, 94, 256, 257, 258, 259, 287.
 1004 — 53, 125. — II, 102. — III, 94, 258, 262, 263, 264, 283.
 1005 III 264, 265, 268.
 1006 — 265, 266, 268.
 1007 II 100. — III, 269, 277.
 1008 III 269, 272, 280.
 1009 II 100. — III, 270, 295.
 1010 — 156. — III, 270, 271, 272, 303, 308.
 1011 III 273, 274.
 1012 — 274, 276, 377, 279, 290, 294.
 1013 — 279, 282.
 1014 — 279, 280, 282, 284.

Articles.

1015 III 271, 281, 282.
 1016 I 224.—III, 283, 289.
 1017 III 270, 289, 293, 294.
 1018 III 277, 289, 290, 291,
 292, 293, 294.
 1019 — 261, 270, 272, 294,
 295.
 1020 — 285, 289, 295, 296,
 297, 298.
 1021 — 288, 298, 299.
 1022 — 299.
 1023 II 156.—III, 272, 300,
 301.
 1024 III 288, 301.
 1025 — 301.
 1026 — 272, 301.
 1027 II 251, 255.—III, 301,
 309.
 1028 I 125.—II, 309.—III,
 268, 273, 277, 280,
 293, 296, 298, 301,
 302, 303, 304, 305,
 306, 307, 308, 309.
 1029 — 17, 195, 320, 355,

Articles.

397.—II, 249, 255,
 276, 330, 381.—III,
 290, 310.
 1030 I 5, 93, 95, 101, 109,
 145, 151, 156, 190,
 203, 211, 220, 225,
 228, 268, 269.—II,
 18, 46, 97, 238, 283,
 337, 338, 340, 341.
 —III, 5, 57, 72,
 311, 312, 313, 318,
 324, 325.
 1031 — 7, 148, 172, 179, 201,
 203.—II, 60, 349.
 —III, 107, 313,
 314.
 1032 III 314, 315.
 1033 I 7, 21, 59, 69, 115,
 210, 215, 222, 236,
 319, 320, 373.—II,
 133, 151, 162, 335,
 386, 410, 436.—III,
 20, 28, 47, 150, 317,
 318, 319, 320.

Articles.

1034 I 378.—II, 6.—III,
 320, 321.
 1035 — 19, 217, 299, 360,
 396.—II, 3, 92, 94.
 —III, 185, 273, 274,
 321.
 1036 III 98, 321, 322.
 1037 I 22, 179, 222.—II,
 18, 447.—III, 72,
 76, 77, 88, 322,
 323.
 1038 — 102.—II, 59, 163,
 284, 309.—III, 46,
 325.
 1039 III 49, 150, 208, 311,
 325.
 1040 I 294.—III, 326.
 1041 — 85, 101, 138, 188,
 225, 232, 397.—II,
 27, 105, 106, 150,
 165, 260, 268, 314,
 337.—III, 261, 326.
 1042 III 327.

CODE DE COMMERCE.

9 III 61, 97.
 18 — 276, 277.
 51 I 254.—III, 267, 286.
 52 III 210, 302.
 54 — 276.
 55 — 267.
 60 — 277, 294.
 61 — 296.
 73 I 171.
 77 I 171.
 84 III 262.
 91 I 84.
 97 III 129.
 106 II 133.
 149 — 313.
 157 I 163.
 162 III 323.

165 I 55.
 187 — 55, 163.
 189 — 181.
 201 II 377.
 207 II 361.
 285 I 84.
 427 — 309.
 452 II 100.
 457 I 241.—II, 208.
 459 II 151.
 466 I 38.
 494 III 129, 171.
 523 II 243.
 524 — 243.
 548 — 227.
 552 III 129.
 554 I 76.

575 III 197, 198.
 616 II 142.
 619 I 154.
 620 — 154.
 624 III 262.
 627 II 139.
 631 I 30.
 632 — 30.
 633 — 30.
 636 — 250.—II, 142.
 639 III, 273.
 640 — 131, 142.
 642 — 151.
 643 I 217, 225.—II, 100,
 150, 151, 152, 153.
 645 II 159, 166, 178, 207.
 647 — 131.

LOIS DU 25 VENTOSE AN XI

SUR LE NOTARIAT.

9 III 213.
 11 II 431.

19 II 279.
 28 — 307.

68 II 202.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

2 I 168.
 3 — 167, 311, 316, 317,
 348, 350.
 4 — 348.
 29 — 341.
 79 — 404.
 114 III 90.

155 I 377.
 216 — 350.
 329 — 168.
 333 — 388.
 385 — 168.
 448 — 311.
 460 — 315.

462 I 340, 341.
 464 — 311.
 483 II 273.
 486 — 273.
 505 I 133.
 506 — 133.
 507 — 133.

Articles.

510 I 376.
607 III 87.

Articles.

608 II 87.

Articles.

633 I 403.

CODE PÉNAL.

21 III 261.
28 I 402.
42 — 402, 403.
52 — 168.
53 III 102.
117 II 273.
122 III 87.
146 I 111, 114. — III, 86.
147 — 313. — III, 86.

209 III 84.
210 — 84.
211 — 84.
222 I 13, 133.
223 — 13.
241 III 85.
249 — 215.
252 — 214.

255 II 352.
362 — 37.
366 I 266.
367 II 37.
401 I 403.
409 — 283.
469 — 98.
484 III 84.

TARIFS DES FRAIS ET DÉPENS.

8 I 43.
17 III 207.
21 — 208.
24 I 41.
25 I 19.
29 II 71, 356, 358, 360,
375. — III, 47.
36 II 358, 359.
38 II 360.
39 — 360.
40 — 362.
41 — 362, 380.
42 — 380.
43 — 365.
44 — 366.
45 — 366.
47 III 399.
49 — 399.
51 — 73.
53 — 87.
55 — 87.
59 — 119.
60 II 375.

62 III 131.
65 — 226.
68 I 117.
70 — 245, 285, 293, 304,
405.
71 — 142, 387, 397. — II,
282, 285.
75 — 257, 274. — II, 54.
63, 71, 79, 127,
267. — III, 152.
76 I 293. — II, 215. — III,
114.
77 II 317, 333, 358. —
III, 209.
78 III 225.
79 I 31, 33.
81 II 215.
88 — 194.
90 II 125, 229.
91 I 325. — II, 11.
92 — 304. — II, 294, 297.
94 III 210.
97 II 381.

98 II 267.
99 — 383.
106 — 375, 417.
109 II 133.
110 — 433.
115 — 444, 445.
117 III 2, 3.
118 — 5.
119 — 2, 9.
122 — 2.
123 — 2.
124 — 2, 25, 26.
125 — 2.
127 — 39.
133 — 46.
134 — 47.
136 — 47.
142 II 285.
148 — 215.
151 I 80.
168 — 301.
169 — 301.

BNC - FRANCE

B.7.2.122



